



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

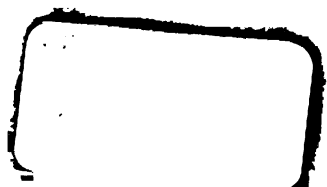
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXXVII.

(TOME XV DE LA DEUXIÈME SÉRIE)



LIMOGES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINE
V. H. DUCOURTIEUX

Libraire de la Société archéologique et historique du Limousin
7, RUE DES ARÈNES, 7

1890

AVIS

à MM. les Membres de la Société

Les réunions de la Société ont lieu invariablement le dernier mardi de chaque mois. — L'ordre du jour de la réunion est publié dans les journaux de Limoges, mais il n'est pas envoyé de lettres de convocation.

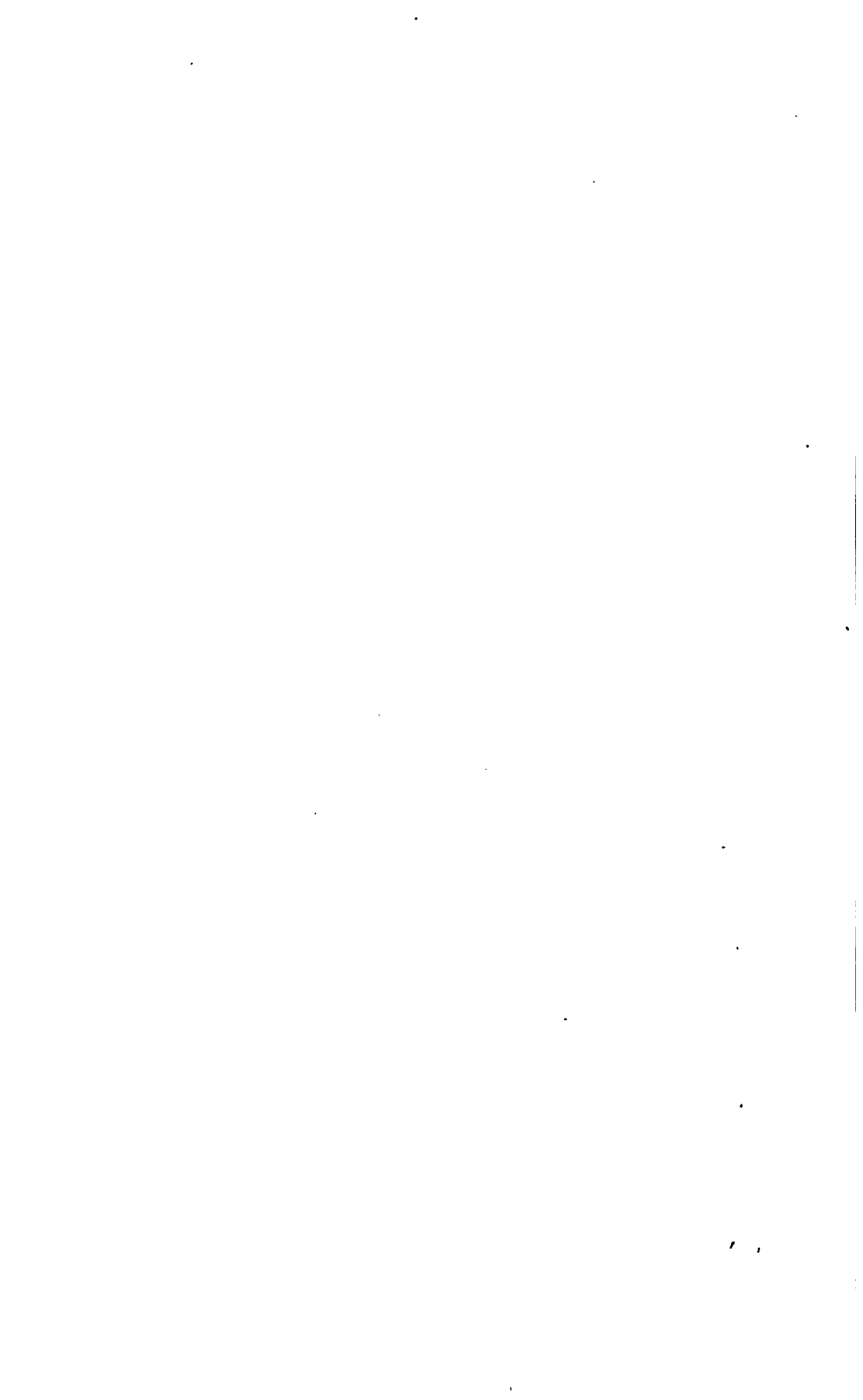
Nous ne saurions trop engager ceux de nos confrères qui changeraient de domicile ou dont l'adresse n'est pas exactement indiquée à la *Liste des Membres de la Société*, à faire connaître leur adresse actuelle soit au Secrétaire général (M. Louis Guibert, rue Sainte-Catherine, 8), soit au Trésorier (M. Louis Bourdery, rue Pétoniaud-Beaupeyrat, 28), de façon à éviter toute erreur dans la présentation des reçus de cotisation et tout retard dans l'envoi du *Bulletin*.

MM. les Membres de la Société sont instamment invités à adresser ou à faire verser au Trésorier chaque année, avant le 31 mars, le montant de la cotisation de l'année en cours (15 fr. pour les Membres résidants, et 7 fr. pour les correspondants). — Passé ce délai, le Trésorier fera encaisser par la poste les cotisations non payées, en ajoutant au montant de la cotisation 50 centimes pour frais.

Ceux des Membres de la Société qui n'ont pas encore retiré leur diplôme voudront bien le réclamer à M. L. Bourdery, Trésorier, rue Pétoniaud-Beaupeyrat, 28, en lui envoyant, s'ils ne l'ont déjà fait, le montant du droit d'entrée fixé à 10 fr. — Ce droit n'est exigible que des Sociétaires résidant dans le département.

Les démissions doivent être adressées par écrit au Président

A moins qu'ils n'en témoignent le désir, il ne sera pas envoyé de quittance aux Sociétaires qui auront adressé leur cotisation par mandat ou lettre chargée au Trésorier, le reçu de la poste pouvant en tenir lieu.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

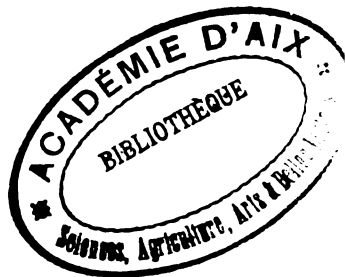
ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

TOME XXXVII.

(TOME XV DE LA DEUXIÈME SÉRIE)



LIMOGES

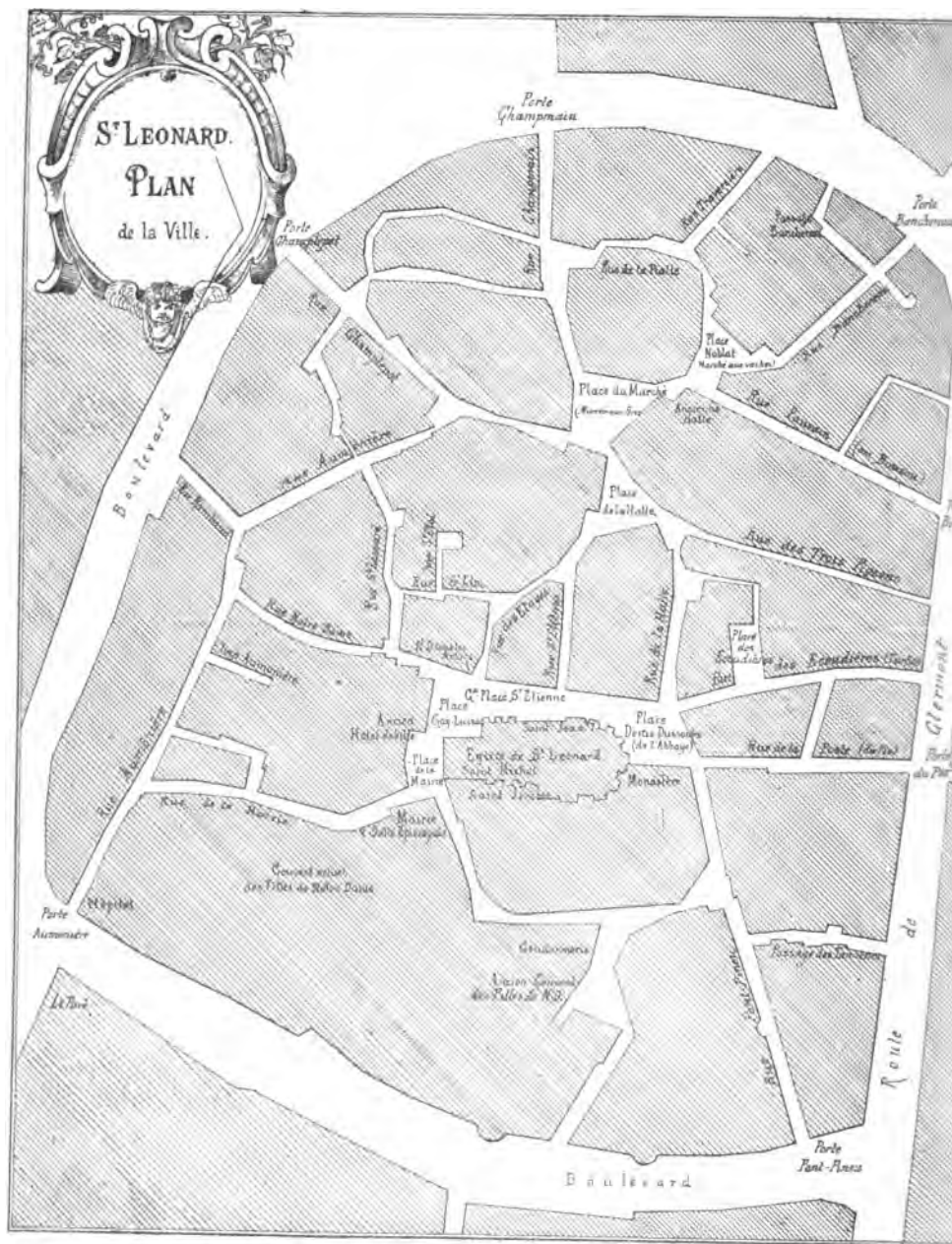
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINE

V. H. DUCOURTIEUX

Libraire de la Société archéologique et historique du Limousin

7, RUE DES ARÈNES, 7

1890



DC611
L731S6
v. 37-38

LA

COMMUNE DE SAINT-LÉONARD DE NOBLAT

AU XIII^e SIÈCLE.

Les personnes qui étudient avec attention et sur documents de première main l'histoire de nos communes limousines, de la fin du XII^e siècle aux premières années du XIV^e, se trouvent en présence de contradictions incessantes dans les témoignages et dans les faits. Les affirmations les plus graves, les récits les moins suspects et les plus précis ont tous leur contre-partie. L'embarras est parfois grand, et on hésite entre ces deux courants opposés, entre ces affirmations et ces négations qui semblent se détruire réciproquement et ne rien laisser debout des thèses émises dans quelques ouvrages par les meilleurs historiens de notre province.

Les communes du Limousin — et nous entendons parler ici tout particulièrement des agglomérations bourgeoises échelonnées le long du cours supérieur de la Vienne : Saint-Léonard, la Cité de Limoges, le Château de Limoges, Saint-Junien — ont à cette époque une existence de fait qu'on ne saurait mettre en doute. De nombreux documents nous montrent la population de ces villes dotée, au début du XIII^e siècle, d'une organisation plus ou moins développée, mais forte déjà et vivace. Tous ces groupes sont reconnus et protégés par le pouvoir royal ; ils jouissent dès lors d'une autonomie que pourrait envier la commune française de notre temps, possèdent une sphère d'action quelquefois mal définie, mais assez large, et font sentir autour d'eux leur influence dans un rayon souvent fort étendu.

T, XXXVII.

1

Et cependant les seigneurs des villes où se sont fondées ces communes ne se bornent pas à revendiquer la plénitude, ou peu s'en faut, de leurs prérogatives féodales sur les personnes et les biens des membres du groupe bourgeois : ils nient, d'une façon catégorique et absolue, non-seulement le droit de la commune, mais son existence même. Leurs revendications ne sont pas de vains appels à un passé reculé : ils réussissent à prouver qu'à cette même époque où des documents incontestables établissent le fonctionnement régulier et libre de l'organisation municipale, ils ont eux-mêmes, dans ces villes où les consuls nous apparaissent comme les chefs presque souverains d'une petite république indépendante, exercé les droits qu'ils affirment tenir de leurs aïeux et n'avoir jamais ni cédés ni abandonnés. Ils montrent que leur possession, si elle a pu être troublée, n'a pour ainsi dire jamais été interrompue. Et des témoignages nombreux, concordants, considérables, attestent qu'au sein de populations liées par le serment de la commune, ces personnages ont, en effet, sinon d'une façon permanente, du moins à des intervalles très rapprochés et à des dates récentes, exorcé les droits les plus caractéristiques du seigneur sur l'homme lige, du propriétaire noble sur le manant.

Comment expliquer cette contradiction, dont on ne peut pas ne pas être frappé ? Comment concilier ces témoignages et ces récits énonçant des situations, des faits qui devraient s'exclure les uns les autres, récits et témoignages dont l'exactitude respective semble pourtant, dans une certaine mesure au moins, être bien démontrée ? Les vicissitudes qu'a éprouvées la province durant cette période tourmentée, et les événements politiques dont elle a été le théâtre, peuvent seuls jeter quelque lumière sur un état de choses aussi confus et fournir des éléments pour la solution du problème.

I. — LES PLANTAGENETS ET LES COMMUNES LIMOUSINES.

A l'époque où l'héritière d'Aquitaine porta au comte d'Anjou, élevé peu après au trône d'Angleterre, les vastes domaines des comtes de Poitiers, les agglomérations bourgeoises du cours de la Vienne étaient, on n'en peut douter, déjà constituées. Les habitants avaient des intérêts communs et des affaires communes, des assemblées, des magistrats ; mais ils vivaient sous l'autorité de leurs seigneurs directs : l'évêque, l'abbé de Saint-Martial, le

vicomte de Limoges. Leurs libertés, nées de la force des choses, de la coutume, de l'impossibilité où se trouvait un seigneur féodal de rang secondaire de pourvoir à tous les besoins d'une nombreuse population et de veiller à tous ses intérêts, étaient limitées, précaires, sans autre garantie que le bon vouloir, la modération et la prudence du seigneur. On ne connaît de charte octroyée ou acceptée par celui-ci pour aucune des communes dont nous nous occupons ici. C'est là, nous semble-t-il, une preuve de l'ancienneté de leur existence.

Le mariage d'Aliénor avec Henri d'Anjou implantait dans la contrée une famille étrangère, puissante, remuante, à passions fougueuses, qui justifiait, peu d'années après, en bouleversant tout le pays, les appréhensions et la défiance dont elle avait été l'objet dès le premier jour. Henri II et ses fils manifestèrent, en toute occasion, un esprit de caprice et une violence qui leur valurent de nombreuses inimitiés. Ils eurent leurs candidats attirés aux prélatures importantes, aux riches abbayes, et les prétentions de ces candidats portèrent plus d'une fois le trouble dans l'Eglise. Les entraves que suscita le roi d'Angleterre à l'élection de Sébrand Chabot à l'évêché de Limoges, puis à la prise de possession de son siège par le nouveau prélat, l'hostilité constante qu'il témoigna à celui-ci par la suite, eurent pour conséquence de rattacher plus étroitement Sébrand au parti français, auquel appartenait déjà sa famille. Lors de la guerre entre Henri II et ses enfants, la noblesse de la province suivit avec une sympathie marquée Henri-le-Jeune. Richard, à qui sa mère avait donné le duché d'Aquitaine, s'était en peu de temps, par son caractère altier, sa brutalité et sa cruauté, aliéné le cœur de ses vassaux. Les routiers appelés dans la contrée par les princes commirent des excès de toute sorte. Il fallut prêcher contre eux de véritables croisades. Ecrasés à Malemort, en 1177, par une petite armée, au milieu de laquelle on voyait chevaucher l'évêque Gérard du Cher, vieux et aveugle, et qui marchait sous les ordres d'Adémar de Limoges, d'Archambaud de Comborn, d'Olivier de Lastours et d'Eschivat de Chabanais, les Brabançons furent de nouveau battus et dispersés près d'Ahun, par quelques troupes réunies à la hâte par Sébrand Chabot. Celui-ci, comme le vicomte de Limoges et plusieurs autres seigneurs du pays, entretenait constamment des intelligences avec Philippe-Auguste. Son successeur, Jean de Veyrac, suivit la ligne de conduite des deux prélats qui avaient avant lui occupé le siège de saint Martial. On le vit, comme eux, adresser de chaleureux appels à la noblesse limousine pour la décider à réunir ses forces contre les bandes

qui, après la mort de Richard, s'étaient répandues dans le pays et le parcouraient en tous sens, pillant, saccageant et brûlant tout sur leur passage.

Les évêques et les vicomtes de Limoges avaient été presque constamment les adversaires des Plantagenets en Limousin. La politique commandait à ces derniers de leur susciter des embarras dans leurs propres domaines et de chercher des appuis parmi leurs vassaux. En favorisant le développement des libertés de nos communes, déjà importantes, et dont les aspirations grandissaient avec le nombre de leurs membres et la prospérité de leur commerce, les héritiers des anciens ducs d'Aquitaine s'assuraient un concours précieux sans rien abandonner qui leur appartînt. C'étaient leurs adversaires qui payaient les frais de ce concours, et les princes affaiblissaient ainsi leurs ennemis en augmentant leurs propres forces.

Les communes de la Vienne avaient vu autour d'elles s'accroître le grand mouvement d'émancipation qui marque la première moitié du XII^e siècle. Les lents progrès qu'elles avaient réalisés les laissaient bien en arrière de leurs jeunes sœurs. Nos communes auraient pu sans doute acquérir, à prix d'argent, de leurs seigneurs, une charte fixant, augmentant et assurant leurs libertés; mais il ne paraît pas qu'aucune ait tenté d'arriver par cette voie à la possession tranquille d'un ensemble d'institutions et de garanties analogues à celles dont jouissaient déjà beaucoup de villes du nord et du midi de la France. Les chartes coûtaient le plus souvent très cher. Le moment sembla favorable aux chefs de nos groupes bourgeois pour obtenir, sans bourse délier, les plus larges libertés avec les garanties les plus solennelles.

Les troubles, les guerres, les divisions entre les princes, avaient relâché tous les liens féodaux. Il est permis de penser que les juges seigneuriaux, les baillis et les autres officiers ne remplissaient pas très exactement les devoirs de leur charge. Des obstacles, parfois insurmontables, les empêchaient de les exercer. Les communes, par des usurpations successives, et à la faveur souvent de l'absence du seigneur ou de l'impuissance où il se trouvait réduit par ses démêlés avec le duc d'Aquitaine (1), s'arrogèrent peu à peu la

(1) Il y eut toutefois, en Limousin même, des révoltes, et une chronique contemporaine nous a conservé le souvenir de celle des bourgeois de La Souterraine contre l'abbé de Saint-Martial, leur seigneur, en 1181 : *Burgenses de Subterranea ad invicem juraverunt ut nullum omnino monachis darent expletum quod vocatur taillada. Agebant vero ista consensu comitis Audeberti, qui pro lucro deputabat dissidium tale... Expetunt*

plupart des prérogatives jusque là exercées par lui. Leur organisation se compléta : la vie municipale acquit plus d'indépendance, d'ampleur et de régularité. Insensiblement, malgré les revendications des seigneurs et les retours offensifs de l'autorité féodale, retours fréquents et plus d'une fois violents, de nouvelles coutumes municipales se substituèrent aux anciennes traditions ; au profit de ces conquêtes récentes, les bourgeois invoquèrent bientôt l'antique possession de leurs premières coutumes : ainsi s'établit une confusion qui ne pouvait être que favorable aux progrès de la commune. Les princes anglais encouragèrent ces progrès et y aidèrent de tout leur pouvoir. Ils entretenaient avec les magistrats municipaux une correspondance cordiale, leur envoyaient des personnes de confiance pour les assurer des bonnes dispositions de leurs suzerains et leur promettre un puissant patronage. Ils les traitaient en alliés, et Jean-sans-Terre, écrivant aux bourgeois du Château de Limoges, se servait, pour désigner le vicomte, de ces termes significatifs : « Votre ennemi et le mien ». Les communes, de leur côté, ne ménageaient pas au duc d'Aquitaine les témoignages de leur obéissance et de leur dévouement. Dans les conjonctures graves, elles députaient auprès de lui un de leurs notables, pour entendre de sa bouche même ses instructions ; et l'envoyé ne quittait pas la Cour sans recevoir quelque marque de la libéralité du prince.

A plusieurs reprises, les ducs d'Aquitaine reçurent directement le serment de fidélité des communes (1). Ils profitèrent de ces occasions pour confirmer solennellement les libertés des bourgeois. Ceux-ci paraissent n'avoir sollicité des princes anglais aucun octroi nouveau. Le seigneur se bornait à reconnaître et à homologuer la coutume en vigueur, sans distinguer, bien entendu, entre l'organisation traditionnelle, séculaire, et les usurpations progressives, qui, elles aussi, devenaient insensiblement la coutume.

Tel fut, croyons-nous, le caractère du mouvement communal en Limousin, de 1180 à 1250, et celui de la protection accordée

regem burgenses perterriti. Clocarium munierunt... Abbas expetit regem, qui eos valde oppressit, sicque coacti servitia monachis solita reddunt : homicidæ vero fugati sunt, domusque illorum anathemati tradita est. » (LABBE, *Bibliotheca nova manuscriptorum librorum*, t. II, p. 318).

(1) Cette prestation de serment, signalée par les chroniqueurs, est attestée par un acte du Parlement de la Chandeleur (1269) : « Cum... Reges quondam Angliæ, Henricus et Richardus, unus post alium, successive, jure suo tanquam duces Aquitanie, hujusmodi habuerint juramentum. (Olim, t. I, p. 332).

à nos communes par les Plantagenets : on ne saurait affirmer qu'ils en aient créé une seule (1); mais ils encouragèrent les usurpations et leur donnèrent une consécration solennelle.

Quand Philippe-Auguste, en 1204, confisqua les états continentaux de Jean-sans-Terre, et quand, en 1224, Louis VIII, après la prise de Niort et celle de La Rochelle, reçut l'obéissance des communes limousines, celles-ci étaient en possession de larges libertés. Les princes français durent accepter la situation telle qu'ils la trouvaient, et, pour ne pas exciter de mécontentements et peut-être de révoltes dans des villes comblées par les princes anglais, le dernier surtout, de marques de sollicitude et de protection, ils reconnurent à ces villes, en termes généraux, les privilèges, libertés et coutumes dont elles jouissaient à ce moment et dont elles avaient joui sous Henri Plantagenet et ses fils. Ainsi s'expliquent et la confirmation donnée par les rois de France à ces nouvelles institutions, et les expressions vagues qu'on rencontre aux chartes de 1212 et de 1224.

Ce n'est pas que les seigneurs dépouillés n'eussent protesté. Le départ de Richard pour la Croisade leur avait laissé le champ libre. Ils en profitèrent pour travailler à rétablir leur autorité. Y réussirent-ils complètement? On peut en douter. Les communes avaient grandi : il fallait compter avec ces magistrats de bourgeoisie qui pouvaient, en quelques heures, mettre des centaines, des milliers d'hommes sous les armes, et qui avaient fortifié leurs remparts sous la protection du roi d'Angleterre, parfois même, comme un peu plus tard, sous Jean-sans-Terre, les consuls de la Cité de Limoges, avec son argent.

Richard, à son retour, trouva une partie de sa noblesse soulevée contre lui et ouvertement alliée à Philippe-Auguste, qui avait su mettre à profit le temps de la captivité de son ennemi. Il est vraisemblable que la délivrance du roi d'Angleterre et sa rentrée dans ses états rendirent courage aux communes. Nous le voyons faire construire ou réparer les fortifications de certaines villes, de Saint-Léonard entre autres. Ce n'était point contre le roi de France qu'il prenait ces mesures de défense, c'était contre les seigneurs de ces villes, alliés de son adversaire.

La mort de Richard sous les murs de Châlus, place appartenant au vicomte de Limoges, que son seigneur avait voulu

(1) Nous verrons toutefois qu'il est parlé de lettres de Henri II relatives à la commune de Saint-Léonard; mais nous n'en possédons pas le texte et nous avons tout lieu de croire qu'il s'agissait d'une confirmation.

châtier de sa félonie, laissa un moment les communes sans appui ; mais Jean-sans-Terre renoua presque aussitôt avec les corps de bourgeoisie les rapports directs qu'avait entretenus avec eux son frère, et sut resserrer encore les liens qui attachaient ces groupes à leur suzerain : les nombreux documents conservés aux riches archives de la Tour de Londres en témoignent. Le nouveau duc d'Aquitaine ne s'en tint pas à des paroles et à des écrits. On le vit souvent intervenir dans les démêlés entre les seigneurs et les Communes, et travailler sans relâche à affaiblir les premiers. Les bourgeois purent souvent s'imaginer que le roi d'Angleterre était mu par le désir de venger leurs querelles, alors que Jean songeait tout simplement à satisfaire ses propres rancunes. Le vicomte de Limoges Gui V avait, en 1200, fait hommage pour sa vicomté au duc d'Aquitaine et lui avait prêté le serment de fidélité. Il n'en continuait pas moins la politique de son père et demeurait l'allié fidèle de Philippe-Auguste, qui entretenait avec soin ces dispositions. Il essayait sans doute en même temps de ressaisir son autorité dans le Château de Limoges ; mais les Malemort et les Lastours, qui tenaient pour le duc d'Aquitaine, réussirent à s'emparer de lui. Jean se fit remettre le prisonnier et le garda près de trois ans dans une étroite captivité. Quant à l'évêque Jean de Veyrac, il le persécuta sans cesse, malgré les sévères avertissements du pape Innocent III (1) ; le prélat était du reste un des champions les plus actifs du parti français, et il organisait, en 1204, au profit de ce parti et au sien propre, et aussi, il faut le dire, dans l'intérêt général de la province, une expédition pour enlever la ville et le fort de Noblat à une bande de mercenaires à la solde du roi d'Angleterre. La prise des deux places et la dispersion de ces aventuriers produisirent un grand effet dans la contrée, qui dès lors recouvra une certaine tranquillité.

L'année 1205 marque le triomphe du parti français dans toute l'Aquitaine. Le vicomte de Limoges, délivré de captivité par les troupes de Philippe-Auguste, revient dans le pays et on constate aussitôt une réaction féodale dans les villes. Dans le Château de Limoges surtout, Gui V réussit, par la terreur des emprisonnements et des supplices, à soumettre la population à sa puissance, et la tient quelque temps sous un joug de fer. L'évêque paraît en avoir usé plus doucement vis-à-vis de la Cité de Limoges, dont les habitants le choisissent en 1210 pour arbitre, à l'effet de

(1) Voir une lettre d'Innocent III de l'année 1209, au tome XIX des *Historiens de France*, p. 416.

régler plusieurs questions litigieuses pendantes entre la commune et le chapitre de Saint-Etienne.

La sentence de confiscation des états français du roi d'Angleterre, prononcée par le parlement en 1204, avait été, par le fait, mise à exécution en Limousin. La trêve conclue dès 1206 entre Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre, paraît avoir laissé à ce dernier l'exercice d'une partie au moins de ses droits en Aquitaine. Le parti français demeura toutefois prédominant dans le pays.

Six années s'écoulent : une grande guerre est sur le point d'éclater. Le roi de France prépare une expédition pour arracher à son ennemi le royaume d'Angleterre, comme il lui a déjà enlevé ses états sur le continent. Jean est abandonné d'une partie des siens, excommunié, presque sans troupes. Toutefois Philippe-Auguste, avec sa prudence ordinaire, commence par assurer son autorité dans les domaines qu'il occupe déjà. Son fils Louis vient en Aquitaine et reçoit lui-même le serment de fidélité des seigneurs et des communes (1). Le roi de France prend vis-à-vis des uns et des autres l'engagement de les protéger et de les défendre, et déclare aux villes « qu'elles sont dans sa main, comme les autres villes de son royaume ». Il faut noter qu'à cette année 1212 remonte la plus ancienne rédaction connue des coutumes du Château de Limoges.

Le Souverain Pontife, auprès duquel Jean a réussi à rentrer en grâce, oblige le roi de France à renoncer à ses projets. Philippe doit bientôt faire face à son tour à une redoutable coalition. Pendant que l'empereur d'Allemagne marche vers la frontière française, le roi d'Angleterre, réconcilié pour un instant avec ses barons, a réuni une armée et débarque à La Rochelle. Il traverse l'Angoumois, le Limousin et une partie de la Marche. Il est à Angoulême le 15 mars 1214, le 17 à Saint-Junien ; les 21, 22 et 23 à Aix ; le 23 on le trouve aussi à Saint-Léonard ; il est à Saint-Vaury le 25 ; à La Souterraine les 28, 29, 30 et 31 ; à Grandmont les 1^{er} et 2 avril ; à Limoges le 3. Ce jour-là ou le lendemain matin il regagne l'Angoumois, car le 4 il fait expédier des lettres datées de Montbron, et le 5 il est de retour à Angoulême (2).

(1) *Annales manuscrites de Limoges*. Limoges, V^e Ducourtieux, 1873, in-8, p. 189. — BONAVENTURE DE SAINT-AMABLE, *Histoire de Saint-Martial*, t. III, p. 539.

(2) Pour quelques détails de cette expédition en ce qui a trait au Limousin, voir les *Chroniques de Saint-Martial*, publ. par Duplès-Agier,

Le roi est venu dans le pays pour recevoir la soumission du comte de la Marche et des seigneurs de la contrée. Aucune résistance ne semble lui avoir été opposée. Son apparition a relevé partout le courage de ses partisans. Il établit un sénéchal pour gouverner en son nom la province et commander les troupes dont il prescrit la levée; il fait saisir le château d'Eymoutiers (1) et diverses possessions de l'évêque, et contraint celui-ci à quitter son siège épiscopal et à s'exiler du pays. Quant au vicomte de Limoges, — à qui Jean a, dès le mois de février, envoyé l'évêque de Périgueux, chargé d'entrer en négociations avec les principaux seigneurs de la province, Gui V et le vicomte de Turenne, entre autres, — il est contraint, par la force, de prêter de nouveau au duc d'Aquitaine l'hommage pour sa vicomté, et de lui renouveler le serment de fidélité qu'il a depuis quatorze ans tant de fois violé. — « Sachez, écrivait Gui V au roi de France, que malgré l'hommage que je vous ai fait de mes domaines pour leur assurer votre protection, l'arrivée dans ma terre du roi d'Angleterre, mon seigneur naturel, avec des forces défilant toute résistance, m'a forcé, sans attendre votre secours, à aller trouver mondit seigneur, à lui rendre hommage et à lui prêter serment de fidélité et ligeance contre tout homme. Je vous en informe pour que vous soyez au courant de ce qui s'est passé et pour que vous ne comptiez plus sur moi à l'avenir » (2).

Les communes se fortifiaient et se mettaient en défense. Elles avaient repris possession des privilèges et libertés dont elles jouissaient vers 1200. Peut-être même Jean avait-il confirmé quelques bourgeoisies nouvelles; car nous le voyons, le 2 mai 1214, écrire aux prud'hommes d'Aixe en même temps

p. 89 et 90. Consulter surtout les précieux recueils publiés en Angleterre et reproduisant les milliers de lettres que contiennent les rouleaux conservés aux archives de la Tour de Londres, et en particulier le tome I des *Rotuli litterarum patentium in turre Londinensi asservati*. Londres, 1835.

(1) Nous ne pouvons pas traduire autrement *Castrum de Ahento* : Ayen n'appartenait pas à l'évêque.

(2) Philippo, regi Francorum, G. vicecomes Lymovic. hec subscripta : Sciatis quod, licet homagium vobis fecero pro defensione terrarum mearum, tamen adveniente rege Anglie Johanne, naturali domino meo, in terra mea, cum tantis viribus quod ei indempnis resistere non potui, nec auxilium vestrum expectare, ad eundem, ut naturalem dominum meum, accessi, faciens ei fidelitatem et homagium et liganciam contra omnes mortales. Hec autem vobis significo ut ea sciatis, et de cetero de me non confidatis. (*Rotuli litterarum patentium in turre Londinensi asservati*. Londres, 1835, t. I, p. 115.

qu'à ceux du Château de Limoges, de la Cité et de Saint Junien, pour leur annoncer l'arrivée de son envoyé Gui de Senziliac, et leur promettre de les secourir si le roi de France ou ses troupes envahissent la province (1).

Le château d'Aixe avait été enlevé, peut-être de vive force, au vicomte de Limoges (2). Nous avons vu plus haut le roi Jean et ses troupes séjourner à Aixe du 21 au 23 mars 1214.

Dans le Château de Limoges, l'autorité du vicomte semble avoir été réduite à néant. A cet égard nos *Annales manuscrites* s'expriment en termes significatifs. La justice fut enlevée à Gui V pour être remise aux magistrats municipaux. Les officiers qu'il avait établis dans la ville pour exercer en son nom ses droits et maintenir les habitants dans l'obéissance furent chassés. L'auteur des *Annales* raconte même que le duc d'Aquitaine leur « fit finir leurs jours misérablement ». La commune rentra en possession de toutes ses libertés (3). On conçoit dès lors le dévouement des bourgeois pour le roi d'Angleterre, et on ne s'étonne pas de les voir se préparer à défendre la ville contre une attaque de Philippe-Auguste et élever des machines de guerre sur leurs remparts (4).

Jean revient en Limousin dans les premiers jours du mois d'août. Le 2 il est à Limoges : il en part probablement le 3 ; on le trouve aussi ce jour-là à Magnac (5). Mais cette fois il n'apparaît plus aux populations en triomphateur. Il vient d'être défait honteusement, sous les murs de la Roche-au-Moine, par Louis, fils du roi de France, et il se prépare à regagner l'Angleterre.

Ce départ, qui n'était rien moins que glorieux, le peu de succès des alliés de Jean, ses nouveaux démêlés avec ses vassaux d'Angleterre, ne ruinèrent pas sur-le-champ son autorité dans notre province. L'expédition de 1214 avait rendu les seigneurs du Limousin circonspects. Les communes s'appuyaient encore sur le

(1) Si Rex Francie venturus sit ad partes vestras vel gentem missurus ut malum vobis inferat, nos continuo succursum vobis mittemus, vel nos in propria persona, si opus fuerit, in succursum vobis veniemus...

Eodem modo scribitur hominibus de Castro Lemovicensi, et probis hominibus Sancti Juvioni (*sic*) et probis hominibus de Eys.

(2) Castrum de Axia rex cepit et sibi retinuit (*Chron. de Saint-Martial*, p. 92).

(3) *Annales manuscrites de Limoges*, p. 181, 182.

(4) Populus Lemovicensis erexit x peireiras metu Philippi Regis, et muros machinis ligneis munivit (*Chron. de Saint-Martial*, p. 92).

(5) *Rotuli litterarum patentium*, t. 1, p. 119 et 120.

duc d'Aquitaine ; celui-ci continuait d'entretenir des relations avec elles, et on le voit, dans une lettre des plus curieuses, datée du Temple neuf de Londres, le 19 avril 1215, déclarer à l'archevêque de Bordeaux, au prieur de Grandmont, au comte de la Marche et aux bourgeois de la Cité de Limoges, qu'il ne consentira à accorder la paix à l'évêque Jean de Veyrac, qu'après que celui-ci lui aura juré fidélité et se sera engagé à lui rendre les devoirs et services auxquels les évêques se sont soumis sous ses prédécesseurs. Et le roi exige que l'accomplissement de ces conditions lui soit attesté par les communes des domaines du prélat (1). Cette condition n'est-elle pas bien caractéristique et ne mérite-t-elle pas d'être notée ?

Le débarquement du fils de Philippe-Auguste en Angleterre, l'année suivante, fut le signal d'un nouveau soulèvement des seigneurs de l'Aquitaine. En Limousin, les châteaux qu'occupaient les officiers ou les partisans du roi d'Angleterre furent repris par le vicomte de Limoges et ses amis. La Porcherie est détruit, Royère enlevé ; Châlucaud se rend au vicomte, et celui-ci recouvre le château d'Aixe après un siège de neuf semaines (2).

L'influence anglaise n'est cependant pas détruite ; les conseillers du jeune Henri III n'abandonnent pas la politique traditionnelle des Plantagenets sur le continent. Le duc d'Aquitaine demeure le patron des communes. Celles-ci lui expédient des députés. En 1218 Nicolas, en 1220 Pierre de Limoges sont envoyés en Angleterre par les bourgeois des deux villes. Les consuls de Saint-Junien écrivent, en 1219, au nouveau duc d'Aquitaine pour protester contre la construction d'une tour édifiée par l'évêque, et se recommandent des chefs de la commune de la Cité (3). En 1220, c'est cette dernière ville qui est l'objet d'une entreprise de la part du prélat : Bernard de Savène essaie d'établir ou plus vraisemblablement de rétablir un prévôt pour l'exercice de sa juridiction. Il demande à Henri III d'intervenir pour que les bourgeois reçoivent sans difficulté cet officier. Le duc d'Aquitaine avise aussitôt les habitants de la communication du prélat, et ne donne aux consuls d'autres ordres que ceux-ci :

(1) Et de hoc nos securos faciet per cives Limovicarum et per homines aliarum villarum suarum (*Rotuli litterarum clausurarum*, etc., t. I).

(2) *Chron. de Saint-Martial*, p. 98, 99.

(3) SHIRLEY : *Royal and other historical letters illustrative of the reign of Henry III*, t. I, p. 62 : The consulate and commonalty of S. Junien to Henry III.

« Faites ce qui a été fait du temps de mon aïeul, de mon oncle et de mon père » (1). A cette même époque et un peu plus tard, en 1222 et 1224, les documents des Archives anglaises font mention d'envoyés de l'évêque de Limoges et du vicomte Gui V (2), lequel du reste avait d'importants intérêts en Angleterre à cause de son mariage avec la tante du roi, Sara de Cornouailles (3).

Mais la puissance des ducs d'Aquitaine dans notre province touchait à sa fin. A l'expiration de la trêve conclue lors de l'avènement d'Henri III, Louis VIII, qui venait de monter sur le trône et qui avait été trop étroitement associé à la politique de son père pour ne pas la continuer au moins dans ses lignes principales, rassembla des troupes et entra en Aquitaine. Niort et Saint-Jean-d'Angély se rendirent; La Rochelle, assiégée, fut forcée de capituler; en une année (1224-1225), le pays fut soumis jusqu'à la Garonne et tous les seigneurs jurèrent fidélité au roi de France (4). Nos communes limousines envoyèrent à La Rochelle des députés chargés de présenter à Louis VIII les clés de leurs villes et de prêter serment au vainqueur. Les lettres royales qui constatent l'accomplissement solennel de cette formalité, confirment les corps de bourgeoisie dans la jouissance des coutumes et privilèges dont elles étaient en possession sous les ducs d'Aquitaine de la famille Plantagenet. Ce sont les chartes les plus anciennes ayant trait à la confirmation de nos libertés communales dont le texte ait été conservé.

Ces chartes donnaient aux corps de bourgeoisie quelques garanties pour le présent. Les seigneurs se trouvaient du reste occupés d'un autre côté. Tous les regards se tournaient vers le

(1) *Faciatis sicut temporibus Henrici regis, avi nostri; Richardi regis, avunculi nostri, et Johannis regis, patris nostri, fieri consuevit (Rotuli litterarum clausarum, t. I, p. 418).*

(2) *Rotuli litterarum clausarum, t. I, p. 403, 413, etc.*

(3) *Rotuli litterarum patentium, t. I, p. 499, 437, 456, 508, etc.*

(4) Lemovicenses et Petragoricenses et omnes Aquitanie principes, exceptis Gasconibus qui ultra Garonnam fluvium erant, fidelitatem Regi promiserunt (Guillaume DE NANGIS, *ap. Historiens de France, t. XVIII, p. 763*).

Ludovicus rex, anno 4^o regni sui, cepit ad se trahere totum ducatum Aquitanie, et habuit secum comitem d'Engoleime et de la Marcha et vicecomitem Lemovicensem et de Torena. Major querela de Henrico rege fuit quia Johannes, pater ipsius, Arturum... occiderat in occulto. Prima obsessio fuit a Niort, sed die septima se dederunt. Secunda La Rochela sese dedit. S. J. similiter (*Chron. de Saint-Martial, p. 119*).

midi, où une nationalité vivace résistait à une guerre d'extermination et où la lutte recommençait, plus acharnée, plus impitoyable que jamais. Louis VIII, alors qu'il n'était encore que le général des armées de son père, avait traversé le Limousin à la tête de troupes nombreuses pour aller à Toulouse recueillir les fruits de la politique paternelle et avait séjourné, à la Pentecôte 1219, dans la Cité de Limoges. Devenu roi à son tour, il marchait avec de nouvelles forces contre le Midi où l'attendait une mort prématurée. Un certain nombre de seigneurs limousins l'accompagnaient; l'évêque Bernard de Savène suivait l'expédition. Le prélat fut atteint de l'épidémie qui sévissait et succomba sous les murs d'Avignon, au mois de juillet 1226. Son prédécesseur, Jean de Veyrac, qui n'avait pu rentrer en grâce auprès du roi d'Angleterre et dont le temporel avait été séquestré durant cinq ans par ordre de ce prince (1), était allé mourir en Palestine. Nous avons vu plus haut Bernard essayer de rétablir dans la Cité ses officiers, mais avec une certaine timidité. Il ne paraît pas qu'à ce moment ce projet ait abouti. Les évêques de Limoges, contenus par la crainte du duc d'Aquitaine, distraits d'un autre côté par des préoccupations de diverse nature, laissèrent les communes jouir de leurs libertés, tout en maintenant, semble-t-il, pour la forme leurs officiers. Nous entendrons un témoin, aux enquêtes du procès entre Gilbert de Malemort et les bourgeois de Saint-Léonard, déclarer que l'évêque avait bien dans cette ville un prévôt, mais que le déposant, ancien bourgeois de Saint-Léonard, mêlé aux affaires de la commune, ignorait absolument à quoi cet agent pouvait être employé.

Quant aux vicomtes, ils étaient sans cesse en guerre avec leurs vassaux ou leurs voisins, et leur intérêt leur commandait de ne pas se brouiller avec les bourgeois.

Au surplus, les alternatives de la politique, l'incertitude qui régnait encore sur l'issue définitive de la lutte engagée depuis si longtemps déjà entre le roi de France et le roi d'Angleterre, préservaient les communes d'une réaction violente. Elles jouirent donc, durant un quart de siècle après la conquête française, des libertés qu'elles avaient usurpées à la faveur des événements, libertés dont on perdait peu à peu de vue l'origine et qui se fondaient de plus en plus dans ces anciennes coutumes pressenties

(1) Huic enim Johanni episcopo rex Angliæ Johannes omnia jura regalia episcopatus Lemovicensis abstulit, et idcirco ipse episcopus, quasi exheredatus, ultra mare ivit (*Chron. de Maleu*, publ. par M. l'abbé Arbellot, p. 63).

déjà par les populations agglomérées de la province à l'avènement des Plantagenets.

Entre 1225 et 1250, les relations des bourgeoisies limousines avec le roi d'Angleterre s'éteignirent complètement : le roi de France, sans doute, ne les eût pas tolérées ; mais elles étaient devenues inutiles. Les communes, qui s'habituèrent du reste à la domination française, n'avaient pas à se plaindre des seigneurs. Ceux-ci leur laissaient, par une tolérance tacite, la jouissance de leurs libertés et entretenaient avec elles des rapports empreints de part et d'autre de bienveillance. C'est ainsi qu'à diverses reprises le vicomte de Limoges demanda l'aide des bourgeois dans ses expéditions contre ses vassaux ou les seigneurs voisins. Nous voyons Gui VI, au mois d'octobre 1240, déclarer et reconnaître que les troupes de la commune du Château l'ont suivi volontairement, à titre d'alliés et non à titre de vassaux, dans son expédition contre la forteresse de Bré (1).

Vers le milieu du siècle, cette entente est troublée. Deux communes au moins entrent en lutte avec leur seigneur : celle du Château de Limoges en 1252 ; celle de Saint-Junien un peu avant 1250. De quel incident naît la querelle et à qui remonte la responsabilité de la rupture ? Il est difficile de le dire. Toutefois il ne semble point que les bourgeois aient entamé la lutte. Contrairement à l'opinion émise par l'auteur du livre le plus solide et le plus remarquable qui ait été écrit depuis le commencement de ce siècle sur l'histoire limousine (2), nous ne croyons pas que « le milieu du XIII^e siècle ait été une époque de soulèvement général des communes limousines contre les seigneurs ». Nous estimons, au contraire, qu'il s'est produit alors un mouvement de réaction contre les usurpations successives et déjà anciennes des corps de bourgeoisie, un retour offensif de l'autorité féodale personnifiée dans l'évêque et le vicomte de Limoges, et qu'à la date où nous sommes arrivé, les communes, loin d'attaquer, sont toutes en état de défense. Il nous paraît que les libertés qu'on leur conteste ne sont pas de conquête récente, mais que les bourgeois en jouissent depuis longtemps déjà. Cette thèse nous semble vraie pour toutes les villes limousines du cours de la Vienne (à l'exception d'Eymoutiers, qui ne paraît pas avoir pris beaucoup de

(1) Archives des Basses-Pyrénées, E, 738.

(2) Achille LEYMARIE, *Histoire du Limousin*, Bourgeoisie. Paris, Dumoulin, et Limoges, Ardillier fils, 2 vol.

développement avant le xiv^e siècle), et la plupart des documents qui nous ont passé sous les yeux la confirment.

Le roi d'Angleterre, il faut le rappeler pour compléter ce rapide aperçu, chercha à intervenir dans les luttes qui éclatèrent après 1250 entre les communes et leurs seigneurs : le traité de Paris et de Londres (souvent aussi appelé traité d'Amiens), en lui rendant, en 1259, l'exercice de ses droits dans les diocèses de Limoges, de Périgueux, d'Agen et de Cahors, semblait autoriser son intervention. Toutefois Saint Louis avait excepté de cette restitution, outre les états d'Alphonse son frère, les terres que lui et ses prédécesseurs s'étaient interdit de mettre hors de leurs mains, et elles formaient une bonne partie des trois diocèses. Malgré l'assurance du contraire que le sénéchal anglais donnait à son maître, dans une curieuse lettre du 29 novembre 1262 (1), Philippe-Auguste avait pris un engagement formel dans ce sens vis-à-vis de l'évêque de Limoges, et le Parlement le proclama à plusieurs reprises.

Ainsi se trouvèrent soustraites à l'autorité d'Henri III toutes les communes des bords de la Vienne, sauf le Château de Limoges et Aix. Cette dernière ville n'a pas d'histoire municipale. Les consuls du Château, dans leur lutte désespérée contre le vicomte, qui eut dans une certaine mesure l'appui de Louis IX, et surtout celui de son successeur, firent les plus grands efforts pour intéresser Henri III et son fils Edouard I à leur cause. Deux sénéchaux du roi d'Angleterre vinrent successivement à Limoges pour essayer de réconcilier Gui VI et la commune, sans pouvoir poser les bases d'une entente acceptée par les deux parties. Le dernier, Jean de Lalinde, réussit à grand peine, au mois de

(1) De episcopo isto, sum certus [quod] ipse non habet privilegium Domini Regis Francie, et quod in registris Regis Francie non poterit inveniri quod iste episcopus privilegium habeat vel habuerit tempore retroacto. Et hoc intellexi per quandam magnam et bonam personam istarum partium qui bene novit super hoc veritatem (RYMER : *Royal and other*, etc., t. II, p. 224).

Un autre document, cité par Baluze (*Armoire I*, t. XVII, p. 92), affirme le contraire : « Item sunt privilegiati in Lemovicensi ab antiquo, et ante tempus dicte pacis, episcopus Lemovicensis et ejus capitulum, et consularatus civitatis ejusdem, et abbatissa de Regula, in eadem civitate, abbas de Solmynhaco prope Lemovicis, et consularatus sancti Geminiani (*sic*), et consularatus Brivæ. »

(2) Dominus Johannes de Lalinda in castro Lemovicensi per dies aliquos presens fuit et pro vestris juribus et pro pace inter nos et dictum vicomitem ... fideliter laboravit ; sed tandem non potuit aliud obtinere, nisi

septembre 1261, à obtenir la prolongation des trêves jusqu'à l'Epiphanie de l'année suivante. Le jour même où expirait le délai fixé par le vicomte, celui-ci tentait une attaque de vive force contre la ville ; mais elle était repoussée avec une énergie qui ôta au seigneur l'envie d'en essayer une seconde. Pendant plus de dix ans, les bourgeois eurent à subir une sorte de blocus dont leur commerce et leurs intérêts de tout genre eurent beaucoup à souffrir. Ils se défendirent avec un courage indomptable, tantôt les armes à la main, tantôt devant la cour du Parlement. Edouard, touché de leurs maux, se décida à intervenir en leur faveur. Voyant ses ordres méprisés par la veuve de Gui VI, il envoya quelques troupes pour aider les bourgeois et reçut solennellement de la commune le serment de fidélité. Mais le Parlement déclara qu'il n'avait pas le droit de prendre ce serment, celui-ci appartenant au seul vicomte. Le roi de France prescrivit au duc d'Aquitaine de délier les habitants de la fidélité qu'ils lui avaient jurée. Les consuls envoyèrent un député à Edouard pour le supplier de ne pas les abandonner. Le roi d'Angleterre vint en mai 1274 à Limoges. Les chefs de la commune et les notables se présentèrent devant lui, se prosternèrent à ses genoux et jetèrent à ses pieds les clés de la ville. — « Seigneur, s'écrièrent-ils, nous avons été vôtres dès longtemps ; vôtres nous sommes encore et nous voulons à toujours rester à vous et à vos successeurs » (1) ! Leurs supplications arrachèrent des larmes à Edouard et à sa suite ; mais le prince leur déclara qu'il ne violerait pas la défense de son suzerain et il leur rendit leur serment. Néanmoins il revint sur sa détermination peu de jours après et envoya son oncle à la tête d'une petite armée mettre le siège devant Aixe, où la vicomtesse tenait garnison ; mais un héraut du roi de France se présenta, somma les gens du duc d'Aquitaine de cesser toute hostilité et cita Edouard à comparaître au plus prochain Parlement. Le roi d'Angleterre se décida à abandonner les bourgeois, et dut payer plus de vingt-deux mille livres en réparation des dommages causés par ses troupes.

quod quædam securitas, de qua non multum confidimus, fuerit inter nos et dictum vicecomitem usque ad festum Epiphanie (RYMER : *Royal and other historical letters*, t. II, p. 184).

(1) *Burgenses attulerunt claves villæ, supplicantes quod villam defenderet, claves coram ipso proicientes* (Pierre CORAL : *Hist. de France*, t. XXI, p. 783). — Domine, ab antiquo vestri cramus, et adhuc sumus, et esse in perpetuum volumus et vestrorum (*Armoires de Baluze*, arm. 1, t. XVII, p. 91 et 92).

Telle est l'issue de la dernière intervention du roi d'Angleterre en faveur des communes limousines. A dater de ce jour, le duc d'Aquitaine perd toute action en Limousin, et le Parlement seul et les sénéchaux des rois de France, dont l'influence et l'autorité grandissent de jour en jour, tranchent les débats qui s'élèvent entre les corps de bourgeoisie et leurs seigneurs. Ces faits inaugurent une nouvelle phase de notre histoire municipale.

Il nous a paru indispensable de placer cet aperçu sommaire de l'histoire de nos communes au début de notre étude sur les institutions municipales de Saint-Léonard au XIII^e siècle. Les annales d'aucune de nos bourgeoisies limousines n'offrent plus de confusion et d'obscurité : Nulle part on ne se trouve en présence de témoignages aussi contradictoires, aussi inconciliables à première vue. Le lecteur pourra en juger en parcourant les pièces servant de preuves à notre travail. Nous nous flattons pourtant qu'après un examen attentif des choses, il n'hésitera pas à se ranger à notre opinion : à savoir que le milieu du XIII^e siècle a été marqué non par une poussée de l'esprit d'émancipation communale, mais au contraire par une réaction bien caractérisée du pouvoir féodal contre les libertés des bourgeoisies.

II. — LE CHATEAU DE NOBLAT ET LA VILLE DE SAINT-LÉONARD.

A vingt-trois kilomètres de Limoges, dans un site pittoresque et charmant, la petite ville de Saint-Léonard, jadis Noblat, montre avec quelque fierté, auprès de ses tanneries et de ses fabriques de porcelaines, ses curieuses maisons à tourelles et sa belle église romane, par malheur bien délabrée aujourd'hui. A ses pieds, la vallée de la Vienne, jusque là presque toujours étroite et profondément encaissée, s'élargit un peu sur la droite et dessine une sorte d'anse verdoyante ; de riantes prairies, rayées de quelques files de peupliers, en tapissent tous les contours. Le regard, en suivant les gracieuses ondulations du terrain, s'élève peu à peu sans fatigue, sans effort, de la rivière aux faubourgs, puis à la ville, qui couronne la hauteur. Sur un ressaut de terrain, l'ancienne route, appelée encore de son vieux nom, *le Pavé*, gravit hardiment la déclivité en prenant par le plus court. Elle traverse la rivière sur un pont du XIII^e siècle, dont les piles à contre-forts divisent le courant et fendent les eaux

rapides de leurs avant-becs aigus, semblables à autant de proues de navirés.

Sur l'autre rive, le site a gardé l'aspect sauvage qu'il offre au-dessus de Saint-Léonard. Un énorme rocher se dresse presque en face de la ville. Sa masse abrupte, hérissée de saillies, semée de pierres et de broussailles, domine la vallée et s'avance jusqu'au bord de l'eau. Le sommet de ce roc supportait autrefois un château, plus ancien peut-être que la ville même, et qui, d'après les traditions du pays, aurait servi de maison de chasse aux rois de la première race. Ces récits n'ont rien d'in vraisemblable : quinze ou seize kilomètres à peine séparent Saint-Léonard du bourg du Palais, où l'on s'accorde aujourd'hui à placer le *Jocundiacum* ou *Jogenciacum* de Louis-le-Débonnaire.

La plus ancienne mention que nous connaissons du Château de Noblat nous est fournie par un accord conclu vers 1045, entre le comte de Poitiers et l'évêque Jourdain de Laron (1), accord sur lequel nous aurons plus loin à revenir. Une charte du Cartulaire d'Aureil nous montre, dans les premières années du XII^e siècle, Audoin de Noblat faisant, « à la porte de la salle de de sa tour », en présence de Bernard de Royère et de Gérard (2), une libéralité au monastère fondé par saint Gaucher.

Ce Château, dès 1045, relevait, comme celui de Nieul, du siège épiscopal de Limoges. L'intervention, à cette époque, des chevaliers qui tenaient ces deux tours, dans le choix du successeur de Jourdain de Laron, serait inexplicable si cette mouvance n'était pas admise. Noblat avait une certaine importance à cause de sa position, qui commandait tout le haut cours de la Vienne ; mais cette importance diminua à mesure que la ville de Saint-Léonard prit de l'accroissement.

Au centre du château, dans la partie haute, s'élevait une grosse tour carrée, dont il ne reste plus depuis longtemps aucun vestige. Ce donjon avait primitivement constitué le château ; puis les murailles qui l'entouraient s'étaient peu à peu élargies : de nouvelles tours avaient été édifiées dans cette enceinte avec la permission du seigneur et à charge d'hommage et de service. Outre ces tours, on y voyait au XIII^e siècle un certain nombre de maisons occupées par les Noblat, les Brun, les Royère, les Marchès, les Châteauneuf, une chapelle avec un presbytère, des jar-

(1) *Gallia Christiana*, t. II, *Instrumenta*, col. 172.

(2) Alduinus de Nobiliaco dedit... Et fuit factum hoc donum in hostio sale de turre, presentibus Bernardo de Roera et Geraldo.

dins et diverses dépendances. Mais là, comme ailleurs, la grosse tour conserve la supériorité. C'est d'elle que relèvent tous les manoirs, toutes les constructions qui se sont successivement groupés autour d'elle. C'est à son seigneur que reviennent directement ou indirectement tous les devoirs, honneurs et profits dus au château. Une partie de ces droits ont été inféodés par l'évêque aux familles qui forment la clientèle du maître de Noblat. Nous allons voir les prélats qui occuperont successivement le siège de Limoges, travailler pendant cent ans au rachat et à l'extinction de ces fiefs.

Il serait téméraire, avec le peu de documents que nous possédons, d'essayer de reconstituer le plan du château de Noblat. L'imagination aurait une trop grande part à cette restitution. Bornons-nous à constater qu'on distinguait le château haut ou grand château et le château bas. Ce dernier, ou peut-être une partie seulement, était connu au xvii^e siècle sous le nom de *petit Château* ou de maison noble de Janeau. Nous ignorons l'origine de cette dernière dénomination.

Nous avons parlé de la chapelle de Noblat. Plusieurs mentions du Cartulaire d'Aureil se rapportent au desservant de cette chapelle, qui peut avoir été le centre d'une petite paroisse (1). Le château toutefois, dépend, à partir du xiv^e siècle, de l'église paroissiale de La Chapelle, située à peu de distance à l'ouest-sud-ouest du fort. Un document intéressant de nos Archives départementales nomme, à la date de 1357, Gouffier de l'Age-au-Mont, desservant ou prieur de cette église (2). Jadis à la collation du prieur de Saint-Léonard, ce bénéfice n'était plus qu'à sa présentation dès le xvii^e siècle.

Au pied du rocher qui supportait le Château, sur le bord de la rivière, quelques constructions s'étaient élevées. Au xiii^e siècle, plusieurs de ces bâtiments servaient de moulins. Il y avait là surtout des moulins à farine, qui appartenaient au baron de Châteauneuf, ou sur lesquels ce seigneur possédait tout au moins des redevances. Nous le verrons essayer, vers le temps de l'évêque Aymeric de Serre (1246-1272), d'obliger les bourgeois de Saint-Léonard à y faire moudre leurs grains (3). On constate

(1) Willelmus, capellanus Nobiliaci de Castello... Simon, chapellanus de Castello de Noalac, etc.

(2) Fonds du Chapitre aux Arch. Haute-Vienne : Donation de Pascal Phelipot pour des anniversaires.

(3) Archives Haute-Vienne, Evêché, 2440, et plus loin, chap. vii.

aussi, à la même époque, l'existence d'un foulon — moulin *dra-paret*, — à peu de distance du pont.

Ce pont, dont le premier établissement devait remonter à une date fort ancienne, fut réparé ou même reconstruit en entier « en pierres » par les habitants de Saint-Léonard, vers 1270. La maçonnerie des piles peut remonter à cette époque ; le revêtement paraît toutefois avoir été refait au moins en partie. Les bourgeois y édifièrent une porte sous l'épiscopat d'Aymeric. Cette porte fut sans doute fortifiée. Il était perçu sur le pont de Noblat un péage dont le produit appartenait en partie au seigneur de Châteauneuf (1).

La ville de Saint-Léonard avait au ^{xiii}^e siècle la même assiette qu'aujourd'hui et occupait à peu près la même étendue de terrain. Les boulevards actuels conservent presque partout les contours de l'ancien périmètre. Il est visible toutefois qu'au sud-ouest les constructions de l'hôpital et celles qui y font face, au débouché de la rue Aumônière, ont empiété sur les anciens remparts et sur les fossés. Du côté opposé, l'établissement de la route de Clermont a également modifié le tracé de l'enceinte et substitué une ligne droite à la courbe que décrivaient les murs. Malgré ces changements, Saint-Léonard a conservé son aspect d'autrefois, sinon dans les détails de ses constructions, du moins dans sa physionomie générale et dans l'ensemble de son plan.

Au premier coup d'œil jeté sur ce plan, la ville nous apparaît comme un ovale irrégulier ayant deux foyers, deux centres où vient converger tout le réseau des voies publiques de l'intérieur de Saint-Léonard et des faubourgs qui en forment le prolongement au-delà des murailles. Ces deux foyers de vie et d'activité sont l'ancienne place commune ou grande place, constituée par une partie des terrains actuellement occupés par la place Gay-Lussac et les premières maisons de la rue des Etages, — et les anciens marchés aux porcs et aux vaches qui correspondaient à peu près aux places du Marché et de Noblat, alors comme aujourd'hui très rapprochées l'une de l'autre.

C'est par la description de ces trois places que doit commencer notre tableau sommaire de la ville de Saint-Léonard au temps de Saint-Louis et de Philippe III (2).

La grande place, appelée aussi « place Commune » ou « place de

(1) Archives Haute-Vienne, Evéché, 2440, et plus loin, chap. vii.

(2) Voir le plan de Saint-Léonard qui accompagne cette étude.

Noblat » (1), est au moyen âge le centre des affaires et de la vie politique. Là sont dressés les étaux des bouchers (2), disposés, comme à Limoges, sur plusieurs lignes parallèles. Au xv^e siècle, cinq ou six documents mentionnent la rue « d'Entre les Etages ou les Etaux » (3), qui est probablement l'amorce de la rue actuelle des Etages et où l'on distingue, en 1426, une maison appelée *de l'Aigle* (4), qui dépend probablement de la Chantrierie. De cette rue d'*Entre les Etages* part une autre voie aboutissant à la même époque à l'hôtel de la dame de Laront (5).

Plusieurs notables édifices décorent cette place. C'est d'abord la grande église de Saint-Léonard avec le cloître qui y est attenant et que longe la rue ou passage qui met en communication la grande place avec la rue Font-Pinou ; c'est l'église paroissiale de Saint-Etienne, qui fait suite, de l'autre côté de cette rue, aux bâtiments du monastère ; plus loin, celle de Notre-Dame, le plus ancien sanctuaire de la ville. Vers l'extrémité sud-ouest, la maison commune, au-delà de laquelle on peut apercevoir la salle épiscopale. Notons encore quelques hôtels particuliers de seigneurs des environs. Au xv^e siècle, celui de Guillaume Daniel, chevalier, est mentionné par plusieurs documents (6).

Au devant de l'église de Notre-Dame, s'élève une rangée de grands ormeaux. De là le nom de Notre-Dame-de-sous-les-Arbres, sous lequel on désigne communément l'antique sanctuaire.

C'est sous un de ces ormeaux, probablement sous le plus rapproché du porche, que siègent les consuls, pour juger les causes criminelles et les menues contraventions de police. Ces audiences en plein air, tenues en présence du peuple convoqué par les crieurs publics, sont fréquemment mentionnées et décrites au XIII^e siècle.

Certaines sentences rendues par les consuls sous l'orme de

(1) In platea de Nobiliaco... in platea publica (Arch. dép. Chapitre, liasses non cotées). In platea communi, coram stallis ubi venduntur carnes (Dép. de Pierre Jouaus en 1288, aux rouleaux d'enquête, liasse 2440, Evêché).

(2) Stalla ubi venduntur carnes (Arch. dép. Evêché, liasse 2440).

(3) Carreria de inter las Estagias, 1449 (Arch. dép. Chapitre, Registre du Célérier).

(4) Domum vulgariter nuncupatam de l'Acgla (Chapitre, liasses non cotées).

(5) De dicta rua de Inter Estatgias ad hospicium domine de Laronte, 1426 (Chapitre, *ibidem*).

(6) En 1433 notamment et en 1437 (Chapitre, liasses non cotées).

Notre-Dame étaient exécutées séance tenante et sur la place même. On y livrait aux flammes les marchandises de mauvaise qualité. Nous voyons les magistrats de police y faire brûler des porcs ladres et des étoffes mal conditionnées.

Sur cette même place se tenait le marché aux grains. On y remarquait les mesures de pierre qui servaient pour les ventes publiques et auxquelles devaient être appatronées toutes les mesures employées par les particuliers.

Il est parlé, vers le milieu du XVIII^e siècle, dans un terrier appartenant à M. le baron de Vernon et dans plusieurs actes des anciennes minutes de l'étude de M. Bachet, de l'endroit où « estoit ci-devant la pierre Sabottière », près de l'entrée des halles (1). Nous croyons qu'il est question ici non des bancs charniers du moyen âge, mais des halles plus modernes qui existaient sur la place Noblat, à l'entrée de la rue Bouzou. La *pierre Sabottière* servait probablement aux étalages des marchands de sabots ou peut-être devait-elle ce nom à sa forme.

Le Marché-aux-Porcs n'est pas éloigné de la grande place, avec laquelle la rue des Etages et la rue Saint-Etienne le mettent en communication; cette communication est attestée dès 1353 par un titre qui mentionne une voie aboutissant d'une part à l'église de Notre-Dame et de l'autre à ce marché (2). Celui-ci occupait, assurément, les terrains actuels de la place Noblat. On trouve, en 1748, cette mention qui confirme la tradition : « Rue Champlepot, *alias* du Marché aux Porcs » (3). La rue Champlepot débouche en effet sur cette place.

La place Noblat occupe les terrains de l'ancien Marché-aux-Vaches, affecté à cet usage dès le XIII^e siècle (4). Vers 1260, l'évêque voulut faire élever un gibet sur cette place pour affirmer son autorité de justicier. La seule nouvelle de cette entreprise occasionna une émeute dont nous parlerons plus loin.

Les rues les plus commerçantes portaient de l'une de ces places pour aboutir aux portes. C'était d'abord la rue Aumônière, jadis

(1) Note due à l'obligeance de M. Champeval.

(2) In carreria que est inter carreriam de Foro Porcorum et ecclesiam Beate Marie, 1354; carreria de Foro Porcorum, 1355 (Chapitre, liasse 2634 et 2635), ou Marchat ou Porcs (Reg. de famille des Massiot).

(3) Arch. Haute-Vienne, fonds du Chapitre.

(4) In Mercato Vaccarum (Evêché, 2440); carreria de Foro Vaccarum, in territorio de Foro Vaccarum, 1449 (Célérrier). Marchat a Las Vachas (Reg. Massiot).

la principale avenue de Saint-Léonard et la voie la plus longue de toute la ville. Elle commençait au Marché-aux-Porcs (place du Marché). D'après un texte de 1474, dont nous devons la communication à M. Champeval, la rue Aumônière aurait été autrefois appelée rue de la Conje (1); mais, d'autres actes du xv^e siècle, il résulte que cette rue de *la Conja* était celle qui passait devant la porte du Moustier — *Monasterii*, — conduisant d'une part à la salle épiscopale et se dirigeant de l'autre vers la porte de la Conja ou Aumônière (2); ce serait donc la rue de la Mairie avec son ancien prolongement sur la place commune. Et on s'explique aisément que la partie de la rue Aumônière où débouchait la rue de la Conje ait été appelée indifféremment rue de la Conje ou rue Aumônière.

Nous verrons plus loin que ce nom de *Conja* est un nom de personne. Il a été notamment porté par la femme d'Audioin de Noblat, qui vivait vers le milieu du xii^e siècle. De là probablement l'origine de la dénomination donnée à la rue dont nous nous occupons.

La rue de *la Conja*, mentionnée au milieu du xv^e siècle, est encore désignée vers 1650 à d'anciens registres où elle est appelée « rue de la Conje » (3); mais les textes qui fournissent cette mention ne la font accompagner d'aucune confrontation qui permette de préciser l'emplacement exact de la rue et ses aboutissants.

L'hôpital était le seul édifice qui, dans la rue Aumônière, pût attirer les regards du passant. Nous en parlerons plus loin.

La rue de Malpartus ou de Maupertuis (4), que nous trouvons mentionnée aux documents du xiii^e siècle, était fort rapprochée des remparts, puisque le mur des fortifications est indiqué, en 1477, comme confrontant à une maison de cette rue (5). En 1500, une note semble identifier la rue de Maupertuis et la rue Aumônière (6). Ne faudrait-il pas conclure de là ou bien que la rue de Maupertuis est la même que la rue de la Conje, ou bien qu'on a

(1) In carreria de la Conja sive de Loumosnieyra, 1471.

(2) Ruam publicam tendens ab una parte a portale monasterii versus aulam episcopalem et ab alia versus portam de La Conja (Arch. Chapitre).

(3) Renseignements dus à l'obligeance de M. Champeval.

(4) Rua de Malo Pertusio (Evêché); carreria de Malpartus, 1449 (Reg. Célérier); rua de Malpartut, 1475 (Reg. Massiot).

(5) Inter...ruam de Malpartus... et murum fortalicii hujus ville (fonds du Chapitre, renseignement dû à M. Champeval).

(6) Rua de Malpartus..., sive de Loumosnieyra (rens. Champeval).

donné ce nom au tronçon de la rue Aumônière le plus voisin de la porte ?

Toutefois un texte de 1490 donne à penser que la rue de Maupertuis n'était qu'une ruelle longeant les remparts à l'intérieur et débouchant dans la rue Aumônière, auprès de la porte (1); il est possible que ce nom ait été appliqué au chemin de ronde qui mettait en communication la porte Aumônière et la porte Font-Pinou. Quoi qu'il en soit, on verra plus loin que la porte de Maupertuis ne saurait être identifiée avec la porte Aumônière.

La rue Fontpinou (2), qui aboutissait à la porte du même nom, commençait au carrefour « à la Bel-Arbre » appelé aussi « rue à la Bel-Arbre (3). » Ce carrefour se trouvait probablement sur la partie Est de la place Denis Dussoubs actuelle (autrefois place de l'Abbaye), au débouché de la rue des Ecoudières. Il communiquait dès lors, par un passage ou un tronçon de rue séparant les églises de Saint-Léonard et de Saint-Etienne, avec la grande place. Les murs du monastère confrontaient au carrefour Bel-Arbre, et la rue Font-Pinou, après avoir longé ces constructions et passé derrière l'abside de la grande église, se dirigeait presque en ligne droite vers le midi. La rue de Font-Pinou, ou tout au moins la partie la plus voisine du rempart, est désignée, au ^{xv}^e siècle, sous la dénomination de rue « le long du Mur » (4). Peut-être ce nom s'applique-t-il au tronçon du chemin de ronde intérieur qui débouchait sur ce point dans la voie principale.

D'après la tradition, qui nous a été confirmée à la mairie de Saint-Léonard, la rue de la Poste, qui va de la place Denis Dussoubs (de l'Abbaye) à la route de Clermont, parallèlement à la rue des Ecoudières, ne serait autre que l'ancienne rue du Pis, souvent mentionnée dans les textes, dès le ^{xiii}^e siècle (5). En 1771 et 1775 cette rue dépend, au moins en partie, de la paroisse de Saint-Michel (6). L'identification propo-

(1) In rua de Loumosnieyra, sive in rueta de Malpartus, inter menia ville... (Chapitre).

(2) In carreria de Fonpino, ^{xiii}^e siècle (arch. Haute-Vienne. Evêché et Chapitre); in rua de Fon-Pino. 1346 (*ibid.*, Chapitre).

(3) In carreria publica vocata de Fonte-Pino, prope quadrivium Alabellarbra, 1370 (Chapitre); in rua deu Queyroy a la Bel-Arbre, et subtus prioratum, 1490 (*ibid.*)

(4) Rua de Lon lo Mur sive de Fonpino, 1449 (Chapitre, reg. du Célérier).

(5) In rua deu Pys, 1283 (Arch. dép., Chapitre, liasse 124). — Rua deu Pis (Reg. Massiot).

(6) Registres paroissiaux de Saint-Léonard.

séc par la municipalité nous paraît d'autant plus probable, que la rue du Pis aboutissait à une porte du même nom et que l'existence d'une communication avec le dehors à l'extrémité de la rue de la Poste actuelle est attestée par la direction du faubourg Paradis. Celui-ci forme en effet le prolongement de la rue et son nom semble rappeler la dénomination de l'ancien faubourg. Au dernier siècle on écrivait communément *rue des Pies*.

La rue Bouzou ne devait pas être moins ancienne que la porte du même nom, dont on constate l'existence dès le xii^e siècle. Toutefois nous n'avons relevé au xiii^e aucune mention de cette rue. Il est parlé en 1340, 1366, 1420, d'une famille du nom de Bozon, et, en 1465, une maison ayant jadis appartenu à Pierre Bozon confronte à la rue qui passe devant le grand portail du monastère (1). Parmi les familles féodales qui possédaient des droits sur le château de Noblat et qui en avaient eu autrefois sur la ville, celle des Royère compte plusieurs Bozon, un entre autres qui vit en 1189. Il y a toute raison d'accepter l'étymologie *rua Bozonis* indiquée par les plus anciens textes relatifs à la porte du même nom. Mais la direction de la rue Bouzou, qui aboutissait au Marché-aux-Vaches, pouvait suggérer l'idée d'une autre étymologie, plus triviale sans doute, mais fort rationnelle.

Il y a une vingtaine d'années, à ce nom de « rue Bouzou » une administration bien élevée a substitué celui de rue Pauvain, en souvenir de l'antique forêt de *Pavum* qui couvrait autrefois tout ce canton.

La rue Banchereau, comme la rue Bouzou, partait du Marché-aux-Vaches; son nom est orthographié très diversement. Nous reviendrons sur son étymologie en parlant de la porte à laquelle elle conduisait.

La rue de Champmain (2) aboutissait d'un côté à la porte du même nom, de l'autre au Marché-aux-Porcs (place du Marché). Elle n'est pas mentionnée au cours du procès entre l'évêque et la commune; mais on ne saurait douter qu'elle existât déjà à cette époque. On y trouve, en 1452, l'hôtellerie de la Couronne (3).

Bien que la porte de Champlepot fût très rapprochée de la porte de Champmain, la rue qui y aboutissait et qui s'embranchait dans la rue Aumônière, près de la place du Marché-aux-Porcs,

(1) In *rua publica*, ante magnum portale monasterii, inter domum que fuit antiquitus Petri Bosonis (Chapitre).

(2) *Rua de Campo Magno*, 1449 (Reg. Célérrier). — *Rua de Champmaing* (*idem*); *rua de Champmainht*, de *Champmanht* (Reg. Massiot).

(3) Note Champeval.

n'en était pas moins une des plus fréquentées de la ville. Elle est appelée indifféremment Champlepot (1), Chatlepa et Chalepa (2).

Parmi les voies secondaires, une de celles dont on relève le plus souvent le nom dans les liasses de nos archives est la rue des Ecoudières. Partant du carrefour A la Belarbre, derrière le monastère, elle se dirigeait presque parallèlement à la rue du Pis, et s'arrêtait sans doute autrefois au chemin de ronde ; car il ne paraît pas qu'il ait existé d'ancienne date une porte à son extrémité. Elle était connue aussi sous le nom de rue du Tourfour, ou du Four-Anglaret (3). On la trouve encore nommée rue de Tourfoux en 1601 et en 1747 (4).

La rue Notre-Dame, qui existe encore, et qui, partant de l'église de ce nom, allait déboucher dans la rue Aumônière, est appelée tantôt *rue de Notre-Dame-de-sous-les-Arbres* ou *rue de Sous-la-Chapelle-de-Notre-Dame-sous-l'Arbre*, tantôt simplement *rue de Sous-les-Arbres* (5) On la trouve mentionnée dès le xiv^e siècle, et elle existe selon toute apparence au siècle précédent. Il semble que la rue actuelle de la Halle, qui venait du Marché aux Porcs et aboutissait à la même église ait été aussi appelée quelquefois rue Notre-Dame. Peut-être cette rue était-elle la voie connue sous le nom de charreyron ou traverse de Notre-Dame ou rue du Condourat ou du Condoureys (6). On nous assure toutefois que ce dernier nom s'appliquait à une venelle entre la rue Champmain et la rue Champlepot.

(1) En 1366 (liasse sans numéro du Chapitre).

(2) En 1449 (Reg. Célérier).

(3) Carreria de Las Escudieyras, 1403 ; carreria vocata de Las Escudieyras, 1404 ; de Las Escudieyras, 1411 (liasses non cotées du Chapitre). — Rua du Tursur, sive du Four-Anglaret, vulgo des Ecoudieres (note Champeval).

(4) Reg. paroissiaux et minutes Mabaret-Bachet.

(5) In rua appellata de subtus capellam Beate Marie de subtus arborem, 1390 ; carreriam Beate Marie, 1449 ; carreria de Subtus Arborem, 1449 ; rua sive carreyria Beate Marie de subtus arbores, 1454 ; rua publica vocata de Nostra Dama de dessoubz les Arbreyes, 1500 (liasses du Chapitre et registre du Célérier).

(6) Carreria deu Codora, 1449 (Célérier) ; in rua sive charreyrono vocato de Nostra Domina, quo itur ab (?) ecclesia Beate Marie de subtus arbores ad ruam de Foro Porcorum, 1452 ; ruam sive codorsum de Nostra Domina, 1481 (Chapitre) ; rue de Coudoureys, 1620 (minutes Bachet, note de M. Champeval).

Une des deux rues Notre-Dame s'était appelée rue Thomas Raveau au xv^e ou xvi^e siècle (1).

On ne possède pas de mention très ancienne de la rue de la Pialle (de la Paille?). Nous n'en connaissons point pour notre compte qui soit antérieure à 1650 (2). La rue des Trois-Pigeons, qui tire probablement son nom d'une enseigne, ne paraît pas remonter au moyen âge. Il en est de même de la rue Saint-Eloi et de la rue Saint-Léonard. La rue Nègre ou Noire, dont on rencontre deux ou trois mentions au registre du Célérier (3) vers le milieu du xv^e siècle, paraît devoir être identifiée avec la rue actuelle de la Mairie. Peut-être toutefois cette dénomination a-t-elle été donnée à une venelle ou impasse aboutissant à cette dernière.

On trouve la rue des Trois-Pommes ainsi dénommée au xiv^e siècle, et cette appellation n'est vraisemblablement pas nouvelle à cette époque (4). Un grand nombre de pièces nous la fournissent. Dès le temps de saint Louis et de Philippe III, il est parlé dans des pièces du fonds de l'Evêché et du fonds du Chapitre, aux Archives de la Haute-Vienne, d'un Elie et d'un Michel *Tres-Pommes*. Il est vraisemblable que notre rue doit son nom à cette famille. C'est la rue actuelle de la Halle, qui part de la place de la Halle pour aboutir à la place Denis Dussoubs.

La rue de Bernard de Saint-Michel, dont nous trouvons mention à peu près à la même date (5), tire vraisemblablement son nom de celui du propriétaire des terrains ayant servi à l'assiette de cette voie ou même des premières maisons construites sur ces terrains. Précisément, il est parlé, aux pièces du procès de la Commune avec l'évêque, de plusieurs nobles de ce nom, chevaliers ou écuyers.

Nous avons cherché en vain à déterminer la direction de la rue de Leyssay, qu'on trouve mentionnée aux xv^e, xvi^e et xvii^e siècles (6); de la rue du Four-au-Mas ou du Four-du-Mas, que

(1) *Rua vocata de Thomas Raveu, sive de Nostra Domina* (note Champeval).

(2) Minutes de l'étude Bachet, renseignement fourni par M. Champeval.

(3) In *carrerria Nigra*, inter domum Johannis de Treys, alias Bussier, etc.

(4) In *carrerria vocata* ou *Tres Pomas*, 1358 (Arch. dép., Chapitre, liasse 5188). In *rua vocata* ous *Tres Pomas* (*ibid.* 517). *Rua de Tres Pomas*, de Treys Pomas, 1449 (Célérier).

(5) *Rua vocata Bernardi de Sancto Michaële*, 1357 (Chapitre).

(6) Une mention de cette rue, à la date de 1621, nous a été signalée par M. Champeval.

nous avons rencontrée vers 1455 (1); de la rue du Puits-Molinier ou Puits-du-Meunier (2); de celle de la Font-à-la-Pierre, nommée en 1284 (3); de celle du Jardin-du-Prieur (4), dont on trouve une mention vers la même époque; de celle de Las Peyras-Mesuras, qu'on relève aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles (5) et qui doit nécessairement partir de la grande place, où l'on voyait les mesures de pierre servant à la vente des grains.

On comptait à Saint-Léonard, au ^{xiii}^e siècle, un certain nombre d'édifices affectés à des services publics et dont les plus importants et les plus beaux étaient, comme partout à cette époque, les bâtiments consacrés au culte.

Il faut mentionner en première ligne la grande église qui, construite à la fin du ^{ix}^e ou au commencement du ^x^e siècle, avait été rebâtie au cours des ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles. Itier Chabot, évêque de Limoges, dans une charte concédée par lui et revêtue de la signature d'Agnès, comtesse de Poitiers, constitua une dotation aux douze prébendes fondées par ses prédécesseurs et céda aux prébendés le cloître, toutes les dépendances du monastère et le terrain sur lequel on construisait ou réédifiait alors ces bâtiments (6). Cette charte est le premier document certain qu'on possède sur l'histoire du prieuré. On voit figurer parmi les souscriptions celle de Marbode, gardien du sépulcre (7), ce qui semble prouver que dès lors les desservants de l'église de Saint-Léonard avaient la garde des restes du patron du lieu. Il est dit à cette charte que le Moutier a été fondé en l'honneur de Jésus-Christ, de saint Trophime et de saint Léonard. Parmi les revenus dont il est fait mention à cet acte, relevons « les deniers de la chaîne » — *denarios catenæ* — peut-être analogues à ces offrandes de l'autel de saint Léonard, dont nous avons vu Jeau-sans-Terre

(1) Rua de Furno ou Mas. Iter publicum de Furno ou Mas (Célérrier). Peut-être est-ce la même que celle du Four-Anglaret ou des Ecoudières.

(2) Carreria deu Potz Molenier. Ante puteum lo Molenier, 1449 (*ibid.*); rua vocata de Puteo au Molinier, 1469 (Chapitre).

(3) Rua de Fonte a la Peyra (Chapitre).

(4) Carreria vocata de Orto Prioris (*ibid.*). Cette rue devait être peu éloignée de la caserne actuelle de gendarmerie.

(5) M. Champeval nous en a signalé une mention en 1730, dans les registres paroissiaux ou dans les minutes de l'étude Bachet : c'est la plus récente que nous connaissions.

(6) Clastra, et officinas, et terram in qua edificant, concedimus (Biblioth. nationale, manuscrit latin n° 12747, p. 476).

(7) *Ibid.*, p. 479.

se saisir en 1203. On sait que des chaînes laissées en *ex-voto* par les pèlerins étaient appendues jadis au mur de l'église, au-dessus et des deux côtés de la grande porte.

Le collège de clercs chargé de desservir l'église des saints Trophime et Léonard fut soumis à la règle des chanoines de Saint-Augustin par le pape Eugène III (1145-1153). Au xiii^e siècle, le titre de chanoine leur est constamment donné. Ils ont un prieur et un sous-prieur. Le bénéfice prioral subsistait encore à la Révolution ; mais la conventualité s'était éteinte depuis longtemps, et aux chanoines réguliers avaient succédé, dès le xvr^e siècle, des chanoines séculiers.

Les bâtiments réguliers ont disparu depuis longtemps : ils occupaient une partie de la place Denis Dussoubs (ancienne place de l'Abbaye) et s'étendaient derrière l'abside de la grande église, au sud-est surtout, semble-t-il. Le cloître, au xiii^e siècle, devait être assez vaste, puisqu'en 1272 les consuls et la communauté prêtèrent le serment de fidélité à Philippe III, roi de France, entre les mains de trois commissaires royaux (1). Vers 1236, ils avaient prêté le même serment à l'évêque Durand d'Orlhac, dans l'église de Saint-Léonard, derrière l'autel (2), probablement sous l'arcade qui supportait les reliques.

La maison du prieur, qui se trouvait en dernier lieu, d'après M. l'abbé Arbellot, tout à côté de l'église Saint-Etienne, au nord de la place Denis Dussoubs, et de l'autre côté de l'ancien passage ou rue qui allait du carrefour A la Belarbre à la place commune, tombait en ruines au commencement du siècle dernier : elle fut reconstruite par le prieur Libéral Jouvenel de Maranzac, nommé au bénéfice en 1712.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de décrire la belle église de Saint-Léonard, son élégant clocher et son curieux baptistère. Nous nous bornerons à rappeler que le portail du moulin est souvent mentionné dans les confrontations des xiii^e, xiv^e et xv^e siècles. Il est à peu de distance de la salle épiscopale, et la rue qui conduit à l'hôtel du prélat passe au-devant de ce portail (3). Il s'agit évidemment de la porte ouest, qui est restée la principale entrée de l'édifice et fait face à la rue actuelle de la Mairie.

(1) V. Appendice, A, n° 6.

(2) Appendice, C, VII, n° 127.

(3) Inter... et portale monasterii, quadam via publica, per quam itur et regreditur ab eodem portale adversus aulam episcopalem, intermedia, 1353 (Chapitre).

La plus ancienne des églises de la ville était Notre-Dame, construction peu importante d'ailleurs, distante de vingt-cinq ou trente mètres de la grande église, et dont l'emplacement, occupé en partie par la place Gay-Lussac, se trouvait à peu près au débouché actuel de la rue Notre-Dame, entre la rue des Etages et la rue de Saint-Léonard. Elle avait été fondée par le patron du lieu lui-même, et avait servi de chapelle aux solitaires qui en furent les premiers habitants. On tenait que là s'était élevé le monastère primitif (1).

Après la mort de saint Léonard, son corps fut inhumé à Notre-Dame, sous l'autel. Il y demeura plusieurs siècles; on le transporta dans la grande église après l'achèvement de cette dernière; mais le tombeau de marbre qui avait couvert les restes du serviteur de Dieu demeura dans le vieux sanctuaire; on l'y voyait encore au xvii^e siècle. Il était alors placé dans la nef (2).

A cette époque, l'église de Notre-Dame était à peu près abandonnée. Elle avait longtemps été l'objet d'une dévotion toute spéciale. Il y existait plusieurs vicairies et chapelles particulières; on y voyait notamment « la chapelle, monument et sepulchre » des seigneurs du Muraud. Notre-Dame avait été desservie par quinze (ou quatorze) chanoines ou communalistes et vicaires prébendés (3). Nous avons trouvé en 1283 mention d'une confrérie des prêtres et des clercs séculiers de Noblat (4). Peut-être s'agit-il ici de la communauté de prêtres séculiers ou de chanoines qui desservaient l'antique église.

On n'a aucune description de cet édifice. Nous savons seulement, par de nombreux textes du xiii^e siècle, qu'un porche — *porticus* — existait au devant de l'entrée de Notre-Dame.

On voit quelques restes de l'église paroissiale de Saint-Etienne au débouché de la rue dont le nom conserve le souvenir de cet ancien édifice. Le bâtiment, qui paraît avoir eu une certaine importance, s'élevait à très peu de distance de la grande église, au nord, en avant des bâtiments du prieuré, dont il paraît avoir

(1) In qua quidem olim, ut puto, et primitus extitit cœnobium Nobiliacense. (Man. lat. 12,747 de la Bibl. nationale, p. 125, 126, 127.)

(2) Et hactenus asservant Sancti Leonardi tumulum marmoreum, olim subtus altare, modo in navi ecclesiolæ situm (*Ibid.*).

(3) L'abbé Oroux, *Histoire de la vie et du culte de saint Léonard*. Paris, J. Barbou, 1760, p. 38, — et man. latin 12,747, p. 126, 127.

(4) Confratres confratrie Sancte Marie presbiterorum et clericorum secularium Nobiliacensium (Archives départ., Chapitre, liasse 124).

été séparé, ainsi que du Moutier, par un passage public faisant communiquer le carrefour A la Belarbré avec la grande place.

Saint-Étienne existait dès le XII^e siècle et se trouve nommé au Cartulaire d'Aureil (1). La cure était à la présentation du prieur de Saint-Léonard, et le curé avait une place de chanoine.

Il est difficile de dire exactement où se trouvait l'église ou chapelle de Saint-Jean, qui paraît avoir eu aussi, au moins au XIV^e siècle (2), le titre de paroisse. Elle était, d'après un texte de cette époque, située près du Moutier. Peut-on la retrouver dans la chapelle de saint Jean-Baptiste et saint Jean l'Évangéliste « sous les voûtes du prieuré », dont parle l'abbé Nadaud ? Cette dernière était une simple vicairie à la nomination du prieur. Le bénéfice avait été autrefois à la présentation des seigneurs de Laron (3). Saint-Jean servit, au XVII^e siècle, d'oratoire à la compagnie des pénitents blancs. Il ne serait pas impossible que la chapelle ronde du baptistère, aujourd'hui dédiée à sainte Anne, ait été, dans le principe, placée sous l'invocation de saint Jean.

Deux autres églises, Saint-Michel et Saint-Jérôme, dont la première au moins a été le siège d'une paroisse, sont signalées dans d'anciens titres. Saint-Michel est mentionnée aux XVII^e et XVIII^e siècles. Simple chapelle de la grande église, elle se détachait au sud de la nef, non loin de Saint-Jérôme.

La construction de ce dernier édifice ne remontait pas au-delà du XVII^e siècle. C'était une chapelle parallèle à la nef de la grande église, appuyée au mur méridional. Elle a subsisté jusqu'à une époque peu éloignée de nous. La « royale compagnie » des pénitents bleus s'y réunissait. Elle occupait une partie de l'assiette actuelle de la place Saint-Jérôme.

L'église de Champmain, qui existait au XIII^e siècle, depuis fort longtemps peut-être, et qui devint, au XVII^e siècle, un simple oratoire où la confrérie des pénitents blancs installa d'abord sa « tribune », fut longtemps une église paroissiale. C'est ce qu'atteste le titre de curé — *rector* — donné en 1357 au prêtre chargé de la

(1) In domo Petri Ranulfi, ad caput ecclesie Sancti Stephani.

(2) Capellano seu rectore ecclesie seu capelle Sancti Johannis de Nobiliaco, — Geraido Forestario, rectore capelle sancti Johannis (Donation de Pascal Phélipot pour des anniversaires, Arch. de la Haute-Vienne, Chapitre de Saint-Léonard). In capella Sancti Johannis prope monasterium dicti loci (Evêché, Reg. *Mea Sancta Maria*, fol. 20).

(3) Oroux, *Vie de saint Léonard*, p. 250.

desservir (1). L'église était placée sous l'invocation de saint Martin; elle possédait une vicairie de Saint-Georges. Cette cure était à la nomination du prieur de Saint-Léonard. Au XVIII^e siècle, la paroisse de Champmain n'existait plus et avait été réunie à Saint-Etienne. L'église n'était plus qu'une chapelle sous le vocable de sainte Marie-Madeleine, où les pénitents feuille-morte faisaient leurs exercices. Cette compagnie la fit rebâtir en 1815. C'est aujourd'hui la chapelle du cimetière. L'église de Champmain était distante d'une centaine de mètres seulement des remparts.

Comme la précédente, l'église de Notre-Dame-de-la-Chapelle était hors les murs, mais beaucoup plus éloignée de la ville. Elle fut, dès le moyen âge, la paroisse du château de Noblat. Au XIV^e siècle, cette église avait pour patrons les seigneurs de Laron. Le nom de Gouffier de l'Age au Mont, curé ou prieur de Notre-Dame-de-la-Chapelle, nous est fourni par un document auquel nous avons déjà emprunté un certain nombre d'indications (2). Jadis à la collation du prieur, l'église de La Chapelle n'était plus qu'à sa présentation dès le XVII^e siècle.

La maison de l'Evêque — *manerium Episcopi* — appelée le plus souvent : la Salle épiscopale — *aula episcopalis* — est, aux XIII^e et XIV^e siècles, un des principaux édifices de Saint-Léonard. Elle semble avoir été située près de l'église, sans doute un peu en arrière de la mairie actuelle. La construction pouvait remonter au XI^e ou XII^e siècle. — Comme celle de Saint-Junien, la salle épiscopale de Saint-Léonard sert à la fois au prélat de tribunal, de salle de réception et de festin, et de pied à terre. Ses officiers paraissent aussi y avoir un logement. Il est vraisemblable qu'une pièce y a été ménagée pour servir de chapelle : la Chronique de Maleu nous apprend que Sébrand Chabot fit construire une chapelle dans l'hôtel épiscopal de Saint-Junien et que cette chapelle fut achevée en 1190 (3).

A côté de la salle de l'Evêque se trouvait sa prison, accessoire nécessaire de son tribunal (4).

(1) Leonardo Negret, priore seu rectore ecclesie de Campo Magno (Donation de Pascal Phélipot déjà citée).

(2) Golpherio de Agia Monte, capellano seu priore ecclesie Beate Marie de Capella, prope et super castrum Nobiliaci (*Ibid.*)

(3) Chronique de Maleu, publiée par M. l'abbé Arbello. — *Saint-Junien, Barret, 1847, p. 61.*

(4) In prisione episcopi, juxta aulam episcopalem (Enquêtes du XIII^e siècle).

Quelques arcatures élégantes des XIII^e et XIV^e siècles, engagées dans le mur d'une maison particulière, presque en face de la principale porte de la grande église, voilà tout ce qui reste de l'ancien hôtel-de-ville de Saint-Léonard. La tradition qui place en cet endroit la maison du Consulat est confirmée par d'anciennes confrontations. Ainsi il résulte de plusieurs textes du XIII^e siècle que l'hôtel-de-ville était situé près de l'église et de la salle épiscopale ; or on vient de voir que celle-ci se trouvait, en effet, à quelques mètres de l'emplacement que nous signalons. Il résulte d'un texte de 1449 qu'à cette date le Consulat se trouvait devant l'église du Moutier et confrontait aux maisons de Pierre Peynaud, ayant appartenu l'une à Joubert Flory, l'autre à Pierre Desmoulins (1). Un autre passage du même document indique que ces divers immeubles étaient sis dans la rue *Nègre* ou rue Noire (2). En 1420, les consuls ont vendu à Vincent Fabri une maison ayant appartenu à Jean des Moulins, placée autrefois entre la maison de Léonard Mourinaud et la maison ou grenier ayant, d'ancienne date, appartenu à Jean des Moulins et séparée par la voie publique de la salle épiscopale (3). L'immeuble vendu ne serait-il pas une dépendance de la maison commune ?

Il résulte des témoignages recueillis à la fin du XIII^e siècle, au cours des diverses enquêtes, que les bourgeois avaient fait construire, vers 1260, le bâtiment où était alors le siège de l'administration municipale. Il n'est pas impossible que les ogives qu'on voit encore en face du portail de l'église aient appartenu à ce premier hôtel-de-ville.

L'hôpital de Saint-Léonard — *Hospitalis pauperum* — fut, dit-on, fondé en 1191. Legros signale son existence en 1263 ; elle est attestée vers 1250 par divers documents. Il en est fait mention aux anciens Registres de l'Evêché, où on trouve trace d'une

(1) In domibus Petri Peynelli, quarum una fuit Jouberti Flori, et alia Petri de Molendinis, sitis ante monasterium Sancti Leonardi, inter domum Consulatatus ex una parte et domum Johannis Bussier (Reg. Célérier).

(2) In carreira Nigra, inter domum Johannis de Treys, alias Bussier, et domos que quondam fuerunt Petri de Molendinis, modo Petri Peynelli. (*Ibid.*)

(3) Domus... que antiquitus fuit Johannis de Molendinis, sita... inter quamdam domum Leonardi Mourinaudi, ex una parte, et aliam domum sive granier que antiquitus fuit dicti Johannis de Molendinis, ex alia, et aulam episcopalem seu domos episcopatus Lemovicensis, quadam rua publica intermedia, ex altera (Chapitre).

enquête ordonnée par le Roi à la fin du ^{xiii}^e ou au commencement du ^{xiv}^e siècle, à l'occasion d'un différend entre l'Evêque et les Consuls (1).

Enfin le registre *Tux hodie*, du fonds de l'évêché, aux archives de la Haute-Vienne (2), contient le texte d'une bulle pontificale donnée au profit du prieur de l'*Hôpital des pauvres* de Saint-Léonard contre les collecteurs d'une taille levée par ordre du prince Noir. Peut-être s'agit-il du fouage qui excita un si universel mécontentement et devint la principale cause du soulèvement de tout le pays.

C'est à l'hôpital, désigné sous le nom d'Hôtel-Dieu — *Domus Dei* — qu'au ^{xiii}^e siècle les magistrats municipaux envoient les denrées saisies par eux au cours de l'inspection des marchés et des boutiques, quand ces denrées ne sont pas malsaines : les pains n'ayant pas la dimension réglementaire, par exemple (3).

Outre l'hospice, il existe, dès une date fort reculée, une maladrerie hors la ville, au bord du ruisseau du Tard. Elle est appelée : tantôt l'*Infirmierie* du Temple, tantôt la *Maladrerie* ou *Maladerie*. De là le nom de *Riou las Infermas* (pour *Infirmas*) donné au Tard, et de *Fontaine des Infirmes* et *Beure* ou *Boire des Malades*, qu'on rencontre souvent du ^{xii}^e au ^{xviii}^e siècle (4). On trouve aussi mention du Cimetière des Malades en 1692. Outre les cimetières des églises, il existait, dès le moyen âge, un champ de repos important à Champmain (5).

Nous n'avons pas parlé ci-dessus de l'église ou chapelle de Saint-Martial au Pont de Noblat, où se réunirent, au commencement du ^{xvii}^e siècle, les membres de la compagnie des Pénitents Feuille-Morte avant d'installer à Champmain leur oratoire. Nous ne connaissons aucune mention de cette chapelle antérieure à 1500.

Pour la même raison, nous n'avions à parler ni du couvent des Récollets, fondé près et hors la porte Aumônière (maison Jullien) en 1594, ni des Filles-de-Notre-Dame, établies en 1652 au sud de

(1) Littera qua Rex mandat certis commissariis quod inquirent de jure quod Consules Nobiliacenses se dicebant habere in domo hospitalis Nobiliacensis, et de explectatione quam fecit eisdem Episcopus Lemovicensis, qui in dicto hospitali intruserunt quemdam nomine Marcialem, et inquirent veritatem et inquestam remicant partibus (*O Domina*, f. 88 v^o).

(2) Fol. 64 r^o.

(3) Appendice C, VI, n^o 113.

(4) Minutes Bachet et Registres paroissiaux.

(5) Note de M. Champeval.

l'église de Saint-Léonard, sur l'emplacement actuel de la gendarmerie.

La construction de la première enceinte fortifiée de Saint-Léonard paraît remonter, comme on le verra plus loin, au règne de Richard Cœur-de-Lion. Tout au moins nos *Annales* rapportent-elles que le duc d'Aquitaine, délivré de sa prison, se rendit en pèlerinage au tombeau du patron de Noblat, fit restaurer l'église, construire des portes fortifiées et « clore » la ville. Ces murailles furent réparées à plusieurs reprises, notamment à la fin du xiv^e et vers le milieu du xv^e siècle. En 1382, Charles VI autorisa les consuls à percevoir, pendant deux ans, une aide pour faire face aux dépenses de ces réparations (1).

Les remparts ne comptaient pas moins de six entrées au xiii^e siècle ; c'étaient les portes Aumônière, Font-Pinou, Bouzou, Banchereau, Champmain et Champlepot. Il n'est pas absolument démontré, toutefois, que la porte du Pis, mentionnée au milieu du xiv^e siècle, n'existait pas soixante ou quatre-vingts ans auparavant : ce qui porterait à sept le nombre des entrées de la ville. Il faudrait peut-être y ajouter la poterne Maupertuis.

La plus importante de ces portes, qui s'ouvraient probablement toutes sous une tour, était la porte Aumônière. On comprend aisément que dès l'origine il en ait été ainsi ; elle se trouvait construite en face du château de Noblat, au point même où aboutissait le *Pavé*, principale avenue de la ville, qui partait du pont et où venaient déboucher tous les chemins qui mettaient Saint-Léonard en communication tant avec la rive gauche de la Vienne qu'avec une partie des territoires de la rive droite : ceux de Limoges notamment, de Pierrebuffière, de Châteauneuf et d'Eymoutiers.

La porte Aumônière (2) devait-elle son nom aux distributions charitables des religieux ou à l'établissement d'une de ces anciennes aumônes municipales que le chroniqueur de Vigéois assure avoir été fondées vers le temps de la première Croisade ? Bien que la commune paraisse n'avoir été constituée qu'à la fin du xii^e siècle, nous serions assez porté, surtout à cause de la proximité de l'hôpital, à admettre la seconde hypothèse. Ce qui tendrait à la confirmer, c'est qu'il existe, au xv^e siècle, à Saint-

(1) *Ordonnances des Rois de France*, t. XII, p. 126.

(2) Porta de Elemosina, Elemosinaria, porta de Lamoniera (procéd. xiii^e siècle), porta de l'Oumosnicyra, 1449 (Reg. du Célérier); l'Oumosnieyro, tiran a la dicha porta (Reg. Massiot).

Léonard, une confrérie dite *des Aumônes du Consulat*, et que les revenus de l'œuvre sont administrés par les magistrats municipaux (1).

Nous verrons plus loin que, le plus souvent, l'exécution des peines corporelles prononcées par les consuls, l'amputation des membres en particulier, avait lieu à la porte Aumônière.

C'était aussi très généralement à cette porte que les consuls conduisaient les criminels condamnés au bannissement et leur signifiaient la défense de rentrer jamais dans la ville.

On a vu plus haut que la rue Aumônière, ou une ruelle adjacente, portait le nom de rue de Malpartus, ou de Maupertuis. Un portail ainsi appelé se trouve souvent mentionné dans les procédures du XIII^e siècle (2). On ne peut guère identifier cette porte avec la porte Aumônière, car on voit en 1307 les officiers du pariage aller frapper à la porte Maupertuis après qu'on leur a refusé l'entrée de la porte Aumônière (3). Ce n'est pas une simple arcade ouverte, car là a été établie la principale prison des consuls (4) et il en est souvent question dans les enquêtes; celles-ci nous apprennent que le portail de Maupertuis a été réédifié par les chefs de la commune vers 1240 (5).

Il faut en conclure peut-être que Maupertuis était une poterne fort rapprochée de la porte Aumônière.

Nous n'avons trouvé nulle part de mention relative au faubourg de la porte Aumônière; mais il n'est pas douteux que des maisons fussent construites, dès une époque fort ancienne, des deux côtés du Pavé.

La porte Font-Pinou servait, comme Maupertuis, de prison communale. Elle est également mentionnée au temps de Philippe III et de Philippe IV (6). Un faubourg s'était construit dans le prolongement de la rue qui y conduisait. Son nom

(1) *Memorie sero quod VII argent une veys paiade, que monsenhuer Giraud Massioth... avio donat a Las Oumosnas de Consolat en son testament, que yeu, Johan Massioth, las ay paladas... Sero memorie de en aveir quixtance de Consolat, 1475 (Reg. Massiot).*

(2) *Portale de Malo-Pertusio, de Malpartus, de Malpartut.*

(3) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, t. II, p. 279.

(4) *Prissio de Malo Pertusio est in muris (Evêché, 2440).*

(5) *Et sunt quinquaginta anni quod vidit refici per consules portale murorum quod vocatur portale de Malo Pertusio (Témoignage de Pierre Tutonis, 1288).*

(6) *In prisione consulum, in portalicio de Fonte-Pino (dép. de Jean Dubois, prêtre, 1288); — Porta de Fonpino, 1449 (Reg. Célérier).*

est tiré du voisinage d'une fontaine située hors des murs, qui existe encore et qui alimente le lavoir établi à gauche de l'arrivée actuelle de Limoges.

Un titre de 1357 mentionne la porte du Pis (1), qui était selon toute vraisemblance construite à peu près à l'endroit où débouche la rue de la Poste, sur la route de Clermont. Il est parlé en 1315, 1340, 1357 et 1449 du faubourg qui avoisinait cette porte (2) et qu'on trouve encore en 1756 avec la dénomination de faubourg des Pis (3). C'est aujourd'hui le faubourg Paradis.

La porte Bouzou existe certainement au XII^e siècle et doit être, par conséquent, une des plus anciennes de la ville. Les cartulaires d'Aureil et de L'Artige la signalent et l'appellent porte de Boson (4), indiquant ainsi une étymologie qu'il faut bien adopter, mais sans grand espoir d'éclaircir l'origine historique de ce nom. Toutefois nous avons dit plus haut que parmi les membres de la famille de Royère, qui habita le château de Noblat et posséda certains droits sur la ville, on note l'existence d'un Bozon en 1189, c'est-à-dire vers l'époque même où Richard Cœur-de-Lion fait construire les fortifications.

Au XIII^e siècle et aux siècles suivants, les mentions de la Porte Bouzou ne sont pas rares (5), non plus que celles du faubourg qui s'étend au-delà. (6).

La porte Banchereau est souvent désignée à d'anciens titres ; mais quelle est la forme régulière de ce mot et sa véritable orthographe ? On trouve, dans le dernier quart du XIII^e siècle, Bancheriau, Bancherau et Bancherain (dép. Léonard Goudelli), Blancherain (Jean du Bois). On ne relève pas moins de variantes dans la dénomination du faubourg qui s'étend aux abords de cette porte. Il est appelé Boucheriau et Bocheriau en 1288 (7), Banchareu et Banchoreu plus tard. Ce nom ne conserve-t-il pas le souvenir d'une ancienne boucherie ou d'abattoirs ? On peut le supposer, la rue sur laquelle ouvrait cette porte menant directement au Marché-aux-Vaches.

(1) Prope portam dou Pis et juxta fossatum dou Pis (Chapitre).

(2) Liasses Chapitre et reg. Célérrier.

(3) A un terrier de M. le baron de Vernon. Note de M. Champeval.

(4) Extra portam de Noallac que dicitur porta Bozonis (cartul. d'Aureil, fol. 11). Ad portam Bozonis (cart. de L'Artige, fol. 27).

(5) Porta de Bousou (dép. de Martin Le Tourneur, 1288) ; ante portam de Bozo (Reg. Célérrier).

(6) In barrio de Bouzo, in vico de Bouzo, in vico de Bouzon (dép. de Pierre d'Arfeuille et autres) ; in barrio de Bozo, 1315 et 1325 (Chapitre).

(7) In vico vocato au Boucheriau.

Dans tous les cas, il faut noter qu'en 1449 le faubourg de Ban-chereau ou une section de ce faubourg est appelé de « Vieille-Vialle » (1). Vialle est un mot d'un emploi très fréquent dans notre région et qui signifie Vallée.

Est-ce au même faubourg que se rapporte une mention des « Barris de Vieille Selle » au xiv^e siècle (2)? Ce serait dans ce cas une mauvaise lecture ou une forme corrompue.

Une ancienne liève de l'hôpital signale en 1751 la Croix Saint-Thibaut au faubourg Ban-chereau. On sait qu'autrefois des croix étaient plantées à l'extrémité des faubourgs; elles indiquaient les limites de certaines juridictions et spécialement des circonscriptions paroissiales. C'est dans ce sens qu'on doit entendre l'expression *intra cruces* qu'on rencontre si souvent dans des pièces émanant de l'autorité ecclésiastique.

On observe encore, à l'extrémité de la rue de Champmain, un massif de maçonnerie épaulant solidement une maison et marquant l'emplacement de l'antique porte de Champmain (3). Elle s'ouvrait en face de ce plateau où, à la fin du x^e ou du xi^e siècle, les personnes atteintes du mal des Ardents s'étaient réunies et furent guéries par l'intercession de saint Léonard, dont les reliques avaient été transportées en procession au sommet du plateau.

Nous verrons plus loin que les consuls rendirent parfois la justice sous le portail de Champmain. L'évêque ne put nier que des assemblées de ville ne s'y fussent tenues.

Mentionnée au xiii^e siècle, la porte Champlepot, appelée à cette époque Chaplepa (4), est dénommée en 1480 et en 1485 *Porta de Challepa* (5). La rue qui aboutit à cette porte, venant du marché aux porcs, a le même nom, orthographié Challepa en 1366 (6) et Chaplepa en 1449 (7). Le faubourg est appelé de Challepa et de Chaplepa au xiv^e siècle. Il y existe une fontaine, et à l'extrémité sans doute, s'élève une croix connue sous le nom de La Croix au Comte (8).

(1) In barrio de Ban-chereu, nuncupato de *Vielke Vialo* (Célérrier).

(2) In loco qui dicitur *aus barris de Vielle Selle* (Chapitre).

(3) *Porta de Campo Magno* (dép. Léonard Goudelli, 1288); — *Portale quod dicitur Campus Magnus* (dép. Pierre Tutonis).

(4) Enquête de 1288.

(5) Reg. Massiot et arch. Chapitre.

(6) Chapitre.

(7) Célérrier.

(8) In barrio de Chaplepa, *inter iter publicum per quod itur de fonte de Chalepa ad crucem ou Conte*, xiv^e siècle (Chapitre, liasses non cotées), in barrio vocatur de Challepa, 1367 (Arch. familles, liasses non cotées).

Où était placée la porte de Leyssay, dont il est parlé en 1449 au registre du Célérier ? Nous l'ignorons absolument, mais nous avons quelque raison de penser que ce nom désigne une des portes énumérées plus haut. Le registre en question mentionne en 1449 le carrefour de Leyssay et la rue de Leyssay, près le mur de la ville. Peut-être faut-il voir dans ce mot la corruption d'un nom que nous avons relevé dans la déposition de Pierre de Rocamadour en 1288 (1), et que nous croyions avoir mal lu.

Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que la porte de Leyssay n'était pas la même que la porte Aumônière (2). Un document de 1490 permettrait de l'identifier avec une des portes voisines de cette dernière : peut-être Font-Pinou.

III. — LES SEIGNEURS DE NOBLAT : L'ÉVÊQUE DE LIMOGES ; LES NOBLAT, LES BRUN, LES VIGIER, LES ROYÈRE, LES MARCHÈS.

On a vu plus haut (3) les évêques de Limoges soutenir, pendant un demi-siècle, une lutte à peine interrompue contre les rois d'Angleterre, ducs d'Aquitaine ; durant cette période si agitée, ils furent constamment les appuis les plus fermes du parti français dans la province, et celui-ci trouva en eux ses chefs les mieux obéis. Les successeurs de saint Martial, il faut le rappeler, n'étaient ni des adversaires sans importance ni des alliés à dédaigner. On chercherait en vain, dans tout l'ancien territoire Lémovice, un baron aussi riche et aussi influent que le fut, aux XI^e et XII^e siècles, le prélat placé à la tête du diocèse. Maître, sur une étendue de vingt-cinq lieues, du cours de la principale rivière du pays, qu'il tenait par les villes échelonnées sur toute la traversée actuelle du département de la Haute-Vienne, il était presque nécessairement mêlé à tous les incidents qui pouvaient survenir dans cette région. Ses domaines jetaient, de l'Est à l'Ouest, comme une sorte de petite Marche entre les états des comtes de Charroux, plus tard des Lusignan, et ceux des vicomtes dont les fiefs se partageaient le diocèse au Sud. Il possédait la plupart des villes et bourgs importants du pays : la Cité de Limoges, Brive, Saint-Léonard, Saint-Junien, Eymou-

(1) *Portam dictam Lauchasavi ou Lanchasavi.*

(2) *Inter iter tendens de porta de Lousmosnieras ad pontem Nobiliaci et alium de Ponte Nobiliaci ad portale de Leyssay (Chapitre).*

(3) Chapitre I, p. 3, 7, etc.

tiers, Alassac, Donzenac, Laurière et bien d'autres. Aucun propriétaire laïque ou ecclésiastique, le vicomte de Limoges lui-même, n'étendait la main sur autant de châteaux. Sans parler du château épiscopal de la Cité et de celui d'Isle qu'il tenait lui-même aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, nous voyons les La Brosse lui prêter l'hommage pour celui de Boussac; les comtes de La Marche pour ceux de Laurière et de la Motte de Salagnac; les Rancon, puis les Valence, pour celui de Rancon; les Chabanais pour Châteaumorand et Veyrac; les Nieul, puis les Montrocher pour Nieul; les de Gain pour la Motte; les Razès pour leur tour et pour plusieurs petits manoirs; les Bodoyer pour Compreignac; les Noblat, les Brun, les Marchès, les Châteauneuf et les Vigier, pour Noblat, Brignac, etc.; les Ventadour pour Peyroux et autres repaires; les Beaujeu pour Bellefaye; les Malemort et les Saint-Michel pour Malemort, Donzenac, etc.; les Turenne, les Malemort et les consuls de Brive pour cette ville; les Comborn pour leur château, la châtellenie et la vicomté toute entière; les Roffignac, les Saint-Aulaire, les Cosnac, les Cornil, les Sainte-Fortunade, les Chanac et vingt autres, pour une multitude de tours ou de manoirs semés dans tout le bas pays.

A quelle époque et comment s'était formée cette puissance féodale? Nous ne saurions le dire précisément. Née, sans doute, lors de la défaite des Visigoths et de la prise de possession de la contrée par les Francs, elle paraît s'être accrue à la suite de la victoire définitive de Pépin sur Waïffre, dont l'Eglise avait eu fort à se plaindre. Louis-le-Pieux, Charles-le-Chauve durent, à l'imitation de Pépin, se montrer généreux pour les évêques, qui furent toujours sous leur règne des sujets obéissants. Au cours du ^{xi}^e siècle, plusieurs hommes intelligents et énergiques, appartenant aux plus grandes familles du pays, occupèrent le siège épiscopal. A la mort d'Ebles, fils et frère de ducs d'Aquitaine, on avait vu la crosse de saint Martial remise aux mains d'Hilduin, frère d'Ebles, puis à celles de Gérard, neveu de ses deux prédécesseurs et frère du vicomte de Limoges. A Jourdain de Laron, qui se fit élire et installer malgré les efforts du vicomte de Limoges et la compétition d'un fils de ce dernier, succéda Itier de Châlus, lequel fut remplacé par un autre Laron, Gui I. Tous ces prélats jouèrent un rôle important au cours des événements de ce siècle, et leur autorité politique s'affirma en même temps que se développait et se classait, en quelque sorte, leur état féodal.

Ne faut-il pas attribuer à Jourdain et à Gui, et de préférence au premier, l'acquisition, au siège épiscopal de Limoges, du châ-

teau de Noblat? Il n'y aurait à cette hypothèse aucune invraisemblance. L'abbé Oroux rapporte qu'après le départ des Normands et à la faveur de la désorganisation générale, les seigneurs de Laron s'étaient emparés de la justice de Saint-Léonard, et appuie ce récit sur un texte du Chartrier du prieuré recueilli par D. Estiennot; mais le texte auquel il est fait allusion et que nous citons plus loin n'a trait qu'au monastère; au surplus cette usurpation de droits mal exercés, négligés, peut-être même abandonnés, n'est certainement pas la seule qui dut se produire à ce moment. — Au x^e siècle, le bourg de Saint-Léonard était-il sous la dépendance du château? On ne saurait l'affirmer. Peut-être appartenait-il au collège de religieux ou de chanoines qui avaient succédé aux compagnons du saint ermite et avaient défriché le canton. Peut-être le château aussi dépendait-il d'eux; mais cette dépendance n'existe plus dès le milieu du xi^e siècle. Avant cette époque un lien est formé entre le siège épiscopal et la forteresse féodale qui a remplacé la maison de chasse des princes mérovingiens. Une charte reproduisant les clauses de l'accord conclu, vers 1045, entre Guillaume V de Poitiers et l'évêque de Limoges, l'atteste de la façon la plus précise et dans des termes qui méritent d'être signalés. Guillaume était venu en Limousin pour apaiser les restes des querelles dont la nomination de Jourdain de Laron avait été le point de départ. L'intervention de la puissance laïque avait joué un grand rôle dans la désignation du prélat; on redoutait qu'il n'en fût de même quand le moment serait arrivé de lui choisir un successeur. Pour calmer les appréhensions du clergé, le comte de Poitiers consentit à s'interdire de mettre un évêque sur le siège de Limoges en dehors de la désignation du Chapitre et sans l'avis des nobles qui possédaient les tours de Nieul et de Noblat — déjà hommages au prélat qui occupait le siège de Limoges, on n'en peut douter. S'il n'en était pas ainsi, comment expliquer leur intervention à ce choix? Il ne s'agit évidemment pas ici d'une simple approbation; le mot conseil — *consilium* — employé par le rédacteur du traité indique suffisamment une participation plus intime et plus immédiate à la nomination de l'évêque. Il est expliqué qu'Aimeric de Nieul sera assisté d'un de ses fils: après son décès, ses deux fils seront appelés à donner leur avis; de même les deux fils d'Andoin de Noblat seront consultés. A leur défaut, cette prérogative sera exercée par les chevaliers qui tiendront à ce moment les tours de Nieul et de Noblat (1). Ces précautions paraissent avoir

(1) *Si Comes Pictavensis in episcopatum Lemovicæ sedis mitteret*

été vaines, comme en témoigne la lettre éplorée qu'adressaient peu d'années après au comte de Poitiers les clercs de Saint-Etienne (1). Ce fut la noblesse du pays qui choisit et imposa Itier de Châlus.

Il ne faut pas oublier que Jourdain de Laron était prévôt ou prieur du Chapitre de Saint-Léonard avant d'être élevé à l'épiscopat (2), et qu'une charte des Archives de la Haute-Vienne le montre, en 1027, donnant, d'accord avec sa mère Adalgarde, l'église de Saint-Denis-des-Murs à l'abbaye de Saint-Martial, en présence de plusieurs nobles, parmi lesquels il faut noter Adémar de Noblat et Bernard Marchès (3).

En 1050, le même évêque donnait au Chapitre de Limoges la tour supérieure de Châteauneuf, le donjon sur lequel elle s'élevait, la forêt de Serre et des droits sur diverses chapelles et terres (4). Il fit sans doute d'autres libéralités à ce chapitre ou au siège épiscopal lui-même. Peut-être est-ce à lui qu'il faut attribuer la constitution du domaine spécial de l'évêque, de la manse épiscopale; celle-ci ne paraît pas avoir été, antérieurement au XI^e siècle, distincte de la dotation de l'église et du chapitre cathédral.

Hilduin ou Andoin de Noblat, dont les fils sont désignés à l'accord entre le comte de Poitiers et Jourdain de Laron, nous est peu connu. Doit-on y voir le fils ou le frère d'Adémar de Noblat, dont nous avons relevé le nom à la charte de donation de 1027, émanant du même Jourdain et d'Adalgarde? Nous ne saurions le dire, et le *Nobiliaire de la généralité de Limoges* ne nous fournit pas les documents dont nous aurions besoin pour

episcopum, nullo modo esse factum (sic) sine electione et sine consilio Sancti Stephani canonicorum, et sine consilio Aimirici de Niolio, cum uno filio suo si vivus erit; cel [si] mortuus fuerit, cum duobus suis filiis; — similiter cum duobus filiis Alduini de Nobiliaco, si vivo erunt; si mortui sunt, cum consilio illorum qui tenent istas turres de Niolio et de Nobiliaco (Gallia Christiana nova, t. II, Instrumenta, col. 172.)

(1) *Gallia Christ.*, t. II, *Instrum.*, col. 173.

(2) *Elegit in episcopatus honore Jordanum, præpositum ecclesiæ Sancti Leonardi, magnæ nobilitatis et simplicitatis virum.* (Chron. d'Adémar de Chabannes, *apud* LABBE, *Rerum Aquitan. Scriptores*, t. II, p. 180.)

(3) A. LEROUX, E. MOLINIER et A. THOMAS, *Documents historiques concernant principalement la Marche et le Limousin.* — Limoges, V^e Ducourtioux, 1883 et 1885, t. II, p. 14.

(4) *Gall. Christ. nova*, t. II, *Instr.*, col. 179. — BESLY, *Histoire des comtes de Poitiers*, p. 364.

établir, avec quelque netteté, la généalogie de cette vieille race féodale. Trois ou quatre lignes seulement sont consacrées aux Noblat dans cet ouvrage, et la plus ancienne mention qu'on y trouve les concernant ne remonte pas au-delà de la fin du XII^e siècle.

Les renseignements fournis par diverses pièces de nos archives départementales, — les cartulaires des prieurés d'Aureil et de L'Artige en particulier, — et par quelques recueils de la Bibliothèque nationale, nous permettent de suivre, dès la fin du siècle précédent, la filiation de la famille qui porte le nom du château de Noblat et qui paraît être la plus ancienne des races féodales établies dans la forteresse des bords de la Vienne (1).

A Gaubert ou Gauzbert de Noblat, mari de Pètronille, lequel vit dans les dernières années du XI^e et dans les premières du XII^e siècle (2), succède Hildoin ou Audoin, son fils ; celui-ci, mentionné avec son père (3), paraît avoir eu un frère du nom de Gui. Nous avons déjà trouvé Audoin faisant une donation à la porte de la salle de son château (4). Il est marié à Conja ou Conia (5), dont nous avons retrouvé le nom dans celui donné à une des portes de la ville de Saint-Léonard. De cette union naissent plusieurs enfants : Gui et Audoin (6) notamment. Gui épouse la fille ou la veuve d'un des grands seigneurs du pays, car sa femme Almois est appelée « la vicomtesse » (7) dans un acte dont la date doit être cherchée entre 1139 et 1178, puisqu'il est fait sous le règne de Louis VII et l'épiscopat de Gérard du Cher.

Gui eut plusieurs fils, trois au moins, dont l'un porta le nom de Gaucelin et l'autre le même nom que son père (8). C'est le second que nous voyons figurer dans plusieurs textes de la fin du XII^e siècle, de 1188, 1192 (9) et 1194 notamment, et à cette dernière date il a pour femme Cama (10). Il n'est pas à cette époque le seul

(1) Nous devons une partie de ces renseignements à M. G. de Senneville, qui prépare la publication des deux cartulaires d'Aureil et de L'Artige et auquel nous saisissons cette occasion d'exprimer notre gratitude pour son obligeance.

(2) Gaubertus de Nobiliaco, avant 1100 (Cart. d'Aureil).

(3) Cart. d'Aureil.

(4) Voir ci-dessus p. 48.

(5) Cart. de L'Artige.

(6) Cart. d'Aureil et de L'Artige.

(7) Almois, uxor Guidonis de Noalac, la vescontessa, et filii ejus Guido et alii duo (Cart. de L'Artige, fol. 8, v^o.)

(8) Cart. d'Aureil.

(9) Cart. d'Aureil et de L'Artige.

(10) Bibl. nat., manuscrit latin 17148, fol. 324.

maître du château de Noblat : un Raimond de Noblat, fils d'autre Raimond, figure à des actes de 1189 et 1193 (1). Au père ou au fils se rapporte sans doute la mention *R. de Nobiliaco* donnée sous la date de 1174 par le cartulaire de l'Artige. Peut-être Olivier, cousin de Gui de Noblat, nommé au même document, vers 1188 ou 1190, appartient-il à la même branche. Est-ce le même qu'Olivier, nommé ailleurs oncle de Gui ? (2).

A Audoin ou Hilduin, fils de Gui et d'Almoïs, se rapporte sans doute une mention intéressante du cartulaire d'Aureil : meurtrier de Gaucelin de Royère, dans des circonstances que nous ne connaissons pas, il vient demander aux disciples de saint Gaucher (3) de recevoir un chanoine doté par lui, en expiation de son forfait et pour le salut de l'âme de sa victime.

Pierre de Noblat, mari d'Emelt, et Guillaume, chanoine d'Aureil, fils d'Emelt, sont nommés avant 1140 (4). On connaît un autre Pierre de Noblat, chanoine de Limoges (5). — Notons encore Gérard de Noblat et Pierre Vigier, son frère, fils d'autre Pierre Vigier de Noblat (6); Elie de Noblat, frère de Pierre Vigier (entre 1147-1189) et Elie de Noblat, frère d'Aimeric de Noblat (même époque), qui figurent à des titres du cartulaire d'Aureil.

Une charte du même recueil, appartenant à la seconde moitié du XII^e siècle, mentionne un chevalier de Noblat du nom de Turpin, frère d'Adémar Salvaing et époux de Simiria, lequel pourrait bien appartenir à la même famille. Les parents de ce Turpin avaient été enterrés dans l'église d'Aureil. Il voulut reposer à côté d'eux. Son fils Ramnulf et sa fille Marguerite furent inhumés, comme lui, dans le monastère fondé par saint Gaucher (7). On trouve encore, au cartulaire d'Aureil, un *Urso*, chevalier de Noblat, vers 1140. On peut se demander s'il appartient aussi à la même famille.

(1) Cart. d'Aureil et de L'Artige.

(2) Cart. d'Aureil.

(3) *Volumus ut sciant fratres nostri, presentes et futuri, quam domnus Aldoiius Nobiliacensis, venit in Aurelium et intravit capitulum nostrum, querens misericordiam cum magna devotione pro hoc quod sibi acciderat : Interfecerat enim Gaucelinum de Rocira, pro anima cujus postulavit ut faceremus unum canonicum; quam postulationem nos audientes, libenter quod voluit executi sumus.*

(4) Cart. d'Aureil.

(5) *Man. lat.* 17148, fol. 3.

(6) Cart. d'Aureil.

(7) *Quidam miles de Nobiliaco, Turpinus nomine, positus in infirmitate de qua mortuus est, voluit sepeliri Aurelio juxta parentes suos. Filius ejus Ramnulfus similiter; filia quoque ejus Margarita.*

Quoi qu'il en soit, les Noblat, comme on le verra plus loin, habitèrent jusqu'au xiv^e siècle le château dont ils portaient le nom. Il est fait mention de Jaubert de Noblat en 1220 et en 1226 (1); de Gaubert (sans doute le même que Jaubert) et de Gui en 1234 (2); d'Elie, damoiseau, en 1250 (3) et 1253; d'Elie et Pierre, frères, dans la seconde moitié du xiii^e siècle (4); d'Olivier en 1295 (5); de Pierre, en 1339 (6). Nous les retrouverons plus loin rétrocedant à l'évêque les fiefs qu'ils tiennent de lui.

Nous avons dit que le *Nobiliaire* se montre fort discret à l'endroit de cette famille. Il nous apprend cependant que Gui le *Grand* de Noblat et sa femme Cosme vivaient en 1196 (7). Nous les avons trouvés plus haut mentionnés l'un et l'autre deux ans avant cette date (8).

Nous sommes très porté à croire qu'il y a identité entre ce Gui et Gui surnommé le Brun — *Guido de Nobiliaco lo Brus*, — nommé à une charte, malheureusement sans date, du cartulaire de L'Artige (9)? Mais nous ne saurions rien affirmer à cet égard; on peut se demander d'autre part si Gui de Noblat le Brun ne serait pas le même que Gui de Noblat de Montbrun, nommé à la date de 1217 dans la chronique de Bernard Itier, moine de Saint-Martial de Limoges (10), et que le *G. Bruni* du cartulaire de L'Artige. Ce dernier a deux fils: Gui et R., — Roger, Robert ou Raimond.

Il n'est pas invraisemblable, au surplus, que les Noblat, les Brun et les Vigier, copossesseurs, dès le commencement du xiii^e siècle, du château de Noblat, soient trois branches issues d'une seule et même souche. — Le nom de Brun donné à l'une de ces familles, a fait croire à l'auteur du *Nobiliaire* que celle-ci était sortie des comtes de la Marche de la maison de Lusignan (11), dont deux au moins ont porté ce nom. Mais cette hypothèse n'est guère admissible, car à la fin du xii^e siècle seulement on trouve ces derniers

(1) Arch. Haute-Vienne, D 1107.

(2) *Ibid.*, D 1114.

(3) *Ibid.*, D 1117 et reg. d'hommages de l'Evêché.

(4) App., C. VII, n° 125.

(5) Arch. Haute-Vienne, D 1067.

(6) Registres d'hommages de l'Evêché.

(7) *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, t. III, p. 298.

(8) Page 43: à ce texte toutefois la femme est appelée Cama.

(9) Fol. 7, recto.

(10) *Chron. de Saint Martial*, publiées par DUPLÈS-AGIER, p. 100.

(11) *Nobiliaire*, t. I, p. 257.

seigneurs avec le surnom de Brun ou le Brun, et dès avant 1119, Aimeric *Bruni* a donné aux religieuses de Fontevault le territoire où s'élèvera le monastère de Boubou (1). Un autre Aimeric Brun fonde le monastère d'Altavaux et construit plus tard le château de Montbrun; c'est probablement celui que nomme à une charte sans date le manuscrit d'Aureil (2). Le même (ou son fils) est tué en 1214 à Rochefort en Anjou, et Jean-sans-Terre prend diverses mesures pour la conservation des biens de ce seigneur et tout spécialement pour la garde de son château de Montbrun. Nous avons signalé plus haut Gui Brun et ses deux fils (Raimond, Roger ou Robert) et Gui. Nous trouvons Gui Brun, chevalier, en 1229; Aimeric Brun, coseigneur de Noblat, en 1234 (3). En 1265, Pierre Brun, damoiseau d'Aixe, beau-frère des Frachet de Châlnucet; en 1275, Aymeric Brun, damoiseau, seigneur en partie de Montbrun et du château de Noblat (4). Le *Nobiliaire* le mentionne, avec les mêmes titres, sous la date de 1253, et le montre *rendant* à cette date le château de Noblat à l'évêque (5). Il s'agit ici de l'hommage que nous signalerons plus loin. C'est sans doute cet Aymeric qu'on voit appelé devant le prélat au sujet d'une querelle avec un de ses coportionnaires du château (6). En 1274, ce seigneur permet à la vicomtesse de Limoges, Marguerite de Bourgogne, de mettre garnison dans la tour qu'il tient à Noblat, et cette garnison, unie à celles d'Aixe et de Châlnucet, continue ses courses et ses déprédations même pendant le séjour du roi d'Angleterre dans le pays (7). En 1279, la fille d'Aymeric, Ayce-line, a hérité de certains au moins des droits que celui-ci possédait dans le château (8) et dont Gaucelin et Elie Brun ont joui avant lui (9). Gui Brun, qui vit en 1295, 1304 et 1315, porte encore le titre de seigneur en partie de Noblat (10). Il est fils de Guillaume et paraît être le dernier de sa famille qui se soit qualifié du château.

(1) Locum Bobun, ex dono Petri de Montefreubo, Ytherii Bernardi et Aymerici Bruni (Bref de Calixte II, tiré des archives de Marmoutiers, 17 des calendes d'octobre 1119 : extrait donné par D. Estiennot, man. lat. 12747, p. 507).

(2) Aimericus Brunus, frater Ugonis deu Mazeu.

(3) Arch. Haute-Vienne, D 1114.

(4) *Id.*, D 990, D 1098, D 1107; Solignac, 4598, et liasses non classées.

(5) *Nobiliaire*, t. I, p. 258.

(6) Voir ci-après Appendice, C. VIII, n° 146.

(7) Chronique de P. Coral, ap. *Historiens de France*, t. XXI, p. 783.

(8) Voir ci-après, chap. V.

(9) Appendice, C. VII, n° 125.

(10) *Nobiliaire*, I, p. 258, et Reg. d'hommages de l'Evêché.

Nous avons déjà noté que Gérard de Noblat et Pierre Vigier sont dits, au XII^e siècle, frères et fils de Pierre Vigier de Noblat, et qu'au même siècle on trouve mention d'Elie de Noblat et de Pierre Vigier, frères. Le premier des Vigier de Noblat que nous connaissons est Gérard, qui vit au temps de la première croisade (1). Peut-être Elie, frère d'Alexandre, n'est-il pas beaucoup moins ancien (2).

Cette famille ou cette branche des Noblat a reçu son nom des fonctions ou pour mieux dire du fief inférieur dont elle a été investie. Le vigier est le lieutenant du seigneur, celui qui exerce ses droits ou remplit ses devoirs à sa place; c'est surtout l'officier qu'il délègue pour rendre la justice et auquel il abandonne certains des revenus et émoluments de cette charge. De là la grande quantité des familles de ce nom qu'on trouve un peu partout, mais spécialement en Limousin.

Aimeric, Gérard et Elie, fils de Pierre Vigier, que nous avons signalés plus haut, vivent à une date que nous ne pouvons préciser, probablement vers le milieu du XII^e siècle (3). A la même époque vit aussi Pierre Vigier, frère d'Elie de Noblat (4); il est qualifié d'oncle de Gaubert et de Raimond (5). Il s'agit sans doute de Gaubert de Noblat, qui vit dans les dernières années du XII^e et les premières du XIII^e siècle, et de Raimond, qu'on rencontre en 1187 et 1193 (6). G. Vigeirs et B. Vigers figurent comme témoins à des actes sans date (7). On trouve Arbert Vigier — *Vicario* — chevalier, nommé en 1212 (8). En 1226 « Marbode Vigier, vigier de Noblat », est dit père de Gérard et d'Elie (9). Ce Marbode pourrait bien être le noble du même nom qu'on trouve qualifié de chevalier de Saint-Paul et qui est nommé en 1228, 1241, 1249 (10); ce dernier a un frère du nom d'Elie, mentionné en 1228 et 1241 (11) et qui paraît être différent d'Elie Vigier, damoi-

(1) Vers 1096 (cart. d'Aureil).

(2) Charte sans date, au cart. d'Aureil.

(3) Cart. d'Aureil.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) Voir ci-dessus, p. 44 et 45.

(7) Cart. de L'Artige.

(8) Cart. d'Aureil.

(9) Marbodius Vicarius, vigerius de Nobiliaco (Cart. d'Aureil).

(10) Archives de la Haute-Vienne, D 815, D 1127.

(11) *Ibid.*

seau de Châlus ou de Châlucaet en 1236 (1). Gérard, fils de Marbode Vigier de Noblat, que nous avons nommé plus haut, est sans doute le Gérard qui vit en 1245 (2) et qui a, en 1253, un fils du même nom que lui (3). Une mention de Gérard Vigier en 1272 (4) a trait sans doute à ce dernier, et c'est lui qu'on rencontre dans plusieurs actes, entre 1260 et 1274 avec le titre de seigneur de Noblat, du château de Noblat (5). Pierre Vigier est dit chevalier de Solignac en 1257 (6). Aymeric Vigier porte la même qualification en 1256 (7) et figure, mais avec le simple titre de chevalier, à un acte intéressant l'abbaye à la date de 1237 (8). Il meurt entre 1256 et 1265. En 1260 on trouve Guillaume Vigier, damoiseau, fils du feu seigneur Vigier, chevalier du château de Limoges (9). Ajoutons qu'en 1256 Almodie Vigier est l'épouse de Faidit de Royère, damoiseau (10), et qu'en 1265 il est parlé de Pierre de Royère, gendre de feu Aimeric Vigier, chevalier (11). On trouve encore Boson Vigier, chevalier de Noblat en 1309 (12). Il semble résulter des actes assez nombreux ayant trait à cette famille et conservés par nos archives, que les Vigier de Noblat, ceux de Limoges, ceux de Solignac et de Châlucaet, et ceux de Saint-Paul et du Bost-Viger, sont du même sang et tiennent les uns aux autres de fort près.

Notons que les Brun, comme les Vigier, sont chevaliers du château de Limoges et à certaines dates copossesseurs ou, comme on disait au moyen âge, portionnaires de ceux de Solignac, du Bost-Viger et de Noblat.

Les Marchès, qu'on trouve au XIII^e siècle établis dans le château de Noblat, possèdent dès le XI^e certains droits dans la contrée. Nous avons rencontré en 1027 un Bernard Marchès,

(1) Archives de la Haute-Vienne, fonds de l'abbaye des Allois, liasse 7324 du classement provisoire.

(2) Archives départementales, D 931.

(3) Archives départementales, D 1086.

(4) *Ibid.*, D 651.

(5) Geraldus Vigerii, dominus de Nobiliaco (Arch. dép., D 1054) — Geraldus Vigerii, dominus Castri Nobiliacensis (*Ibid.*, D 1080.)

(6) Archives départementales, Solignac, liasse 6521.

(7) *Ibid.*, Solignac, liasse 4593.

(8) *Ibid.*, Solignac, liasse 7816.

(9) Archives de la Haute-Vienne, Solignac, liasses non cotées.

(10) *Ibid.*, Allois, liasse 7324.

(11) *Ibid.*, Solignac, liasse 4597.

(12) Reg. d'hommages de l'Evêché.

témoin avec Adémar de Noblat à la donation de l'église de Saint-Denis-des-Murs à l'abbaye de Saint-Martial. Moins de cent ans plus tard, le cartulaire d'Aureil nomme un autre Bernard Marchès (1), qui paraît être père d'un Adémar et frère d'un autre (2). Un de ces Adémar est mentionné, dans la suite, avec le titre de chevalier (3). Audoin Marchès figure à plusieurs chartes du XII^e siècle. Le cartulaire de L'Artige nous fait connaître Constantin Marchès, qui vit en 1179, et est dit gendre de Simiria, qui a pris le voile. Le même recueil mentionne à une date un peu postérieure, semble-t-il, Laurent et Constantin Marchès. Aimeric Marchès, chevalier en 1212, Adémar Marchès en 1223, nous sont aussi connus par des documents contemporains.

Vers le milieu du XIII^e siècle, Audoin et Constantin Marchès; en 1339 Aimeric Marchès, sont copossesseurs du château de Noblat (4).

Cette famille, de laquelle le bourg de Châtelus-le-Marcheix paraît tenir son nom, fournit un certain nombre de chanoines à l'église cathédrale de Limoges et à la collégiale de Saint-Léonard. Elle compta aussi parmi ses enfants — et celui-là est le plus célèbre — un chef de routiers du nom d'Aymerigot Marchès.

Les Royère (5), qui paraissent être une branche de la très ancienne souche des Bernard, d'où sont sortis les Bernard de Bré et les Bernard de Jaunhac, comptent aussi au nombre des chevaliers du château de Noblat. Un Hilduin de Royère signe la charte de l'évêque Itier Chabot en faveur du monastère de Saint-Léonard, 1062 (6). A la fin du XI^e siècle, Ramnulf de Royère place successivement ses deux filles, Amélie et Hildegarde au couvent de Bostlas-Monges; puis leur mère Belialdis, appelée aussi Blanche, y entre à son tour. Une charte du cartulaire d'Aureil consacre un don d'Amelius et d'Aimeric de Royère, fait devant Pierre de Royère; une autre, une libéralité de Guillaume et Gérard de Royère, frères, en présence d'Amelius de Royère et de Daniel de Royère. En 1100 vivent Gui et Aimeric de Royère. Pierre de Royère compte au XII^e siècle parmi les bienfaiteurs de Soli-

(1) Vers 1100.

(2) Cartulaire de L'Artige.

(3) Archives de la Haute-Vienne, D. 112.

(4) Archives de la Haute-Vienne, fonds de l'Evêché. Registres d'homages, tome I, — et liasse 2440.

(5) Le nom de Royère est écrit Roeria, Roeira, Royeira, Royieira.

(6) Bibliothèque nationale, man. latin 12747, p. 479.

gnac (1); Gui et Bernard, parmi ceux d'Aureil (2) : ces derniers sont mentionnés vers 1140. Boson de Royère, témoin en 1195 à un acte concernant l'abbaye de Solignac (3), est frère de Daniel de Royère et est dit chevalier de Peyrat vers 1189 (4). Il est parlé de Gaucelin et d'Olivier de Royère dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle (5). Le premier est, en 1234, coseigneur de Noblat avec les Brun et les Noblat (6); c'est lui, sans doute, qui a donné sa fille en mariage à Pierre de Jaunhac (7). Gaucelin et Olivier ont un frère du nom de Gui ou Gaucelin. On trouve Gui de Royère et B. de Royère, damoiseaux, frères, nommés à un acte de 1237 (8); ce sont vraisemblablement les mêmes que Gui et Bernard de Royère frères, mentionnés en 1266 (9), et le premier est le G. de Royère, fils de G., dont il est parlé en 1236 (10). Gui de Royère, damoiseau de Châlucaet, possède, en 1279, des droits fonciers dans la paroisse de Saint-Hilaire-Bonneval (11). Nous connaissons encore P. de Royère de Châlucaet, qui vit en 1224 (12). Pierre de Royère, damoiseau, nommé en 1257 et 1264, époux de Ahélis, fille d'Aimeric Vigier, chevalier de Solignac (13), possède sur le château et la ville de Solignac des droits que ses enfants Boson, Elie, Ahélis et Bernard cèdent à l'abbaye en 1287, au prix de dix mille sols, monnaie de Limoges (14). Faidit de Royère est l'époux d'Almodie Vigier en 1256 (15). Enfin Boson vit en 1287 et 1298 (16). Plusieurs filles de cette maison prennent, aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, le voile au monastère des Allois. En 1320, Foulques de Royère a des redevances à Noblat (17).

(1) Bibliothèque nationale, man. latin 18363, *passim*.

(2) Cartulaire d'Aureil.

(3) Archives de la Haute-Vienne, Solignac, 6846.

(4) Cartulaire de L'Artige.

(5) Archives de la Haute-Vienne, Terrier de L'Artige.

(6) Archives de la Haute-Vienne, D 1114.

(7) Bibliothèque nationale, man. latin 18363, fol. 24.

(8) Archives de la Haute-Vienne, D 777.

(9) Archives départementales, pièces diverses en dehors des fonds constitués.

(10) Archives départementales, D 777.

(11) Solignac, 5900.

(12) Archives de la Haute-Vienne, fonds de Grandmont, Cartulaire du Châtenet.

(13) *Ibid.* Solignac, liasse 4593.

(14) *Ibid.* Solignac, 3970 et 4592.

(15) *Ibid.* Allois, 7324.

(16) *Ibid.* D. 1126 et Solignac, 5080.

(17) Registres d'honnages de l'Evêché.

Notons enfin que les Châteauneuf et les de La Roche possèdent, eux aussi, au XIII^e siècle, sur le château de Noblat et ses dépendances, des droits qu'ils semblent avoir acquis par des alliances.

Tous ces nobles personnages, et d'autres dont on trouve plus rarement les noms, comme cet Adémar Salvains, mentionné au cartulaire d'Aureil (1), n'avaient pas les mêmes droits sur la grosse tour de Noblat et ses dépendances : les uns en étaient vraiment les seigneurs ; les autres n'y possédaient que des fiefs secondaires, des démembrements de la justice, des redevances. Ils avaient un logis dans la forteresse et devaient concourir à sa défense, sous les ordres du seigneur principal ; ils étaient chevaliers de Noblat, comme les Béchade étaient chevaliers de Lastours ; les Jaunhac, les Tranchelion, les Ponroi, les Meirans, de Pierre-buffière ; les Frachet, les de Monts, les Périgord, de Châluçet. Ajoutons que la moitié de la vigerie, c'est-à-dire de la juridiction criminelle et de police et de ses produits : amendes, confiscations et autres, avait été inféodée à un bourgeois de Saint-Léonard, Jean Paute, nous ne savons dans quelles circonstances. Nous ne pouvons dire non plus si ce bourgeois appartenait à la même souche que la famille noble des Paute, coseigneurs du château d'Aixe. Outre l'exercice de la justice criminelle et de la police, la vigerie comportait certains émoluments à raison des actes judiciaires, une part des amendes et la perception de plusieurs redevances ou produits de taxes. C'est ainsi que chaque marchand boucher devait donner au vigier une tête de bœuf la veille de la Noël. Aux foires, toute personne qui vendait des cuirs lui devait un droit, fixé à deux deniers pour les étrangers, à un denier pour les habitants de Saint-Léonard ; les marchands de sel payaient aussi, à l'Assomption, une taxe appelée le *Frau* (3). Le guet, pour lequel une redevance était perçue à la saint Michel, semble aussi avoir dépendu de la vigerie (3).

(1) Ademar Salvains, miles de Nobiliaco.

(2) On trouve aussi ce mot dans le cartulaire d'Aureil.

(3) *Littera* [continens] quod consules Nobiliacenses confessi fuerunt, pro se et pro communitate ville, [episcopum] habere debere insuper carnicifides dicte ville, a quolibet vendente carnes bovis, in vigilia Natalis Domini quolibet anno, quamdam testam bovis, nomine vigerie, prout est consuetum. Item, super mercatores extraneos vendentes coria in nundinis Sancti Leonardi in quibuslibet nundinis duos denarios semel, et in habitatoribus ejusdem vendentibus coria in dictis nundinis unum denarium ; pro *Salagio* insuper vendentes sal Nobiliaci et extra (?), certos redditus voca-

L'évêque, à la fin du ^{xiii}^e siècle, avait racheté presque tous les fiefs grevant son château de Noblat; toutefois, il n'était encore rentré en possession que du quart de la grosse tour, et il n'avait le droit de garder la clef que trois mois par an. On voit, en 1293, Elis, veuve d'Aimeric Brun, et Gui, son fils, « comme porcionniers », remettre cette clef au prélat, qui, après le temps voulu, devra la leur rendre (1). On connaît plusieurs accords analogues, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Rappelons celui dont le prieur de Vigeois fait mention dans sa chronique et qui avait trait à l'occupation de la grande tour de Pierrebuffière. Il fut convenu que Gaucelin de Pierrebuffière la garderait six mois; Gérard Bernard et Itier son fils, trois mois; Séguin de La Porcherie et Gui, fils de Gérard de Lastours, trois mois (2). Tous la tenaient en fief du vicomte de Limoges.

Tous les hôtes du château, sans exception, tenaient de l'évêque de Limoges ce qu'ils y possédaient. Un des chevaliers de Noblat, Constantin Marchès, et le prévôt des seigneurs du château, Elie Panabeus, le déclarent d'une façon aussi explicite que solennelle, au cours des enquêtes de la fin du siècle (3). Aux mêmes enquêtes, Pierre Bernard, sergent du roi de France à Eymoutiers, déclare que Gaucelin et Elie Brun, Elie et Pierre de Noblat frères, ont prêté devant lui hommage au prélat, chacun pour sa part du château et de ses dépendances (4). On voit, en 1253, Aymeric Brun et Elie de Noblat avouer Aymeric de La Serre pour leur seigneur (5). Un peu auparavant, l'évêque Durand appelle devant son tribunal deux des chevaliers de Noblat, « qui ont guerre ensemble », Aymeric Brun et Gaucelin de Royère, les tient en prison et leur impose un accord (6). Constantin Marchès et Audoin Marchès ont prêté, vers le milieu du siècle, l'hommage à

tos lo Frau in festo Assumptionis, et plura alia pertinentia ad dictam vigeriam. Item, certos redditus pro la Gacha in festo Beati Michaëlis. (Reg. O Domina, fol. 87, verso.)

(1) Dominus Lemovicensis recepit clavem turris grosse Castri Nobiliaci et dictam clavem ut porcionarius, per quartam partem anni tenere debet : quo tempore elapso, ipsam clavem prenominaus restituere debet (Reg. *Tua hodie*, fol. 3, ^{re}).

(2) Chron. de Vigeois, ap. LABBE, *Bibl. nova manuscriptorum librorum*, t. II, p. 303. — Cet accord paraît avoir été souscrit vers 1130.

(3) Appendice, C. VII, nos 123 et 124.

(4) *Id.*, C. VII, 125.

(5) Arch. Haute-Vienne. Reg. de l'Evêché.

(6) Append , C. VIII, 146.

l'évêque. Entre 1320 et 1340, Aymeric Marchès, Foulques de Royère, les Vigier renouvellent cette solennelle formalité. En 1309, Boson Vigier déclare tenir du prélat ses maisons du château de Noblat. En 1339, Pierre de Noblat reconnaît qu'il tient du même seigneur « la quarte part de la juridiction haute et basse du château. » A la même époque, Aymeric Marchès fait la même déclaration et rend hommage pour « son repaire du château, qui fut de Gui Brun, contigu à la maison du seigneur de Châteauneuf et à celle de feu Boson Vigier, aussi tenue par lui », et encore « pour les trois parties de la grosse tour », pour la maison près l'église, habitée par le curé du dit château, pour sa part de juridiction, etc., etc. (1).

Les prélats qui occupent le siège à ces diverses dates : Durand d'Orlhac, Aimeric de La Serre, Gilbert de Malemort, Raynaud de la Porte, Roger le Fort, ne font grâce à ces chevaliers d'aucune de leurs obligations féodales, d'aucune des formalités traditionnelles et significatives de l'hommage.

C'est à genoux, les mains jointes, le capuchon abattu, sans épée et sans manteau, que prêtent serment de fœauté les chevaliers du château de Noblat (2).

Les évêques, au cours des XIII^e et XIV^e siècles, rachetèrent la plus grande partie des droits que possédaient dans le château et dans l'étendue de la châtellenie les diverses familles nobles énumérées plus haut. Ils avaient en vue, sans doute, de réunir dans une seule main tous les droits sur la ville de Saint-Léonard. On trouvera plus loin (3) l'énumération de celles de ces acquisitions dont nous avons pu retrouver les traces dans les archives de l'évêché. Les Marchès et les Royère conservèrent toutefois la possession d'une partie au moins des constructions du château bas, et cet état de choses donna lieu, durant le XV^e siècle, à des différends sur lesquels nous avons peu de détails.

Ruiné et inhabitable depuis longtemps, le château de Noblat n'en était pas moins encore, au XVI^e siècle, l'objet de revendications très vives de la part des représentants des anciens seigneurs. La famille de Royère surtout s'obstinait à disputer à

(1) Voir pour ces dernières indications les registres de l'évêché aux archives de la Haute-Vienne et notamment les Registres d'hommages, t. I, article *Noblat*.

(2) *Sine gladio, capucio et cuculla, flexis genibus et manibus junctis* (Arch. Haute-Vienne, Reg. *O Domina* et *Mea Sancta Maria*, *passim*).

(3) Voir ci-après, chapitre IX.

l'évêque ses droits sur Noblat. Un arrêt du Parlement, rendu dans les premières années du xvii^e siècle, termina ces longues querelles, en décidant que le prélat — c'était alors Henri de la Marthonie — avait seul qualité pour porter le titre de seigneur de Noblat; aux Royère, représentés par les seigneurs de Brignac, il fut permis de se dire seulement « seigneurs de la maison noble » de Janeau, autrement appelée le petit château de Noblac ». — L'arrêt ajoutait :

« Et pour le regard des vieilles mazures et rochers sur lesquels estoit baty anciennement le château et forteresse de Noblac, la Cour les déclare appartenir au dit sieur évêque, sauf la part et portion qui appartenoit à feu Marchès, auteur du dit Royère, dans laquelle le dit Royère et ses successeurs ne pourront faire bâtir aucune forteresse au préjudice et émulation du dit Evêque » (1).

Peu après cette sentence, en 1612, nous voyons les Royère faire hommage à l'évêque pour tout ce qu'ils possèdent dans la châtellenie de Noblat.

IV. — LE BOURG DE SAINT-LÉONARD-DE-NOBLAT. — COMMENCEMENTS DE LA COMMUNE.

L'origine du bourg de Noblat, qu'on appelait aussi Noblat-Saint-Léonard et Saint-Léonard-de-Noblat — *Nobiliacum Sancti Leonardi*, *Sanctus Leonardus de Nobiliaco* — peut remonter au vii^e ou au viii^e siècle. Autour de la petite église où avaient été déposés les restes du saint ermite et des cellules où vivaient les continuateurs des prières et des austérités des premiers anachorètes, des cabanes vinrent se grouper; peu à peu, elles furent remplacées par des maisons plus vastes et d'une construction plus solide. Le hameau devint un village, puis un bourg actif et industriel, dont on trouve des mentions à la fin du xi^e et au commencement du xii^e siècles (2). La dévotion croissante des peuples pour le

(1) Arch. Haute-Vienne, Registres des hommages de l'Evêché, t. I : *Noblat*.

(2) *Intra ipsum burgum Sancti Leonardi* (acte entre 1063 et 1114, aux *Documents historiques concernant la Marche et le Limousin*, publiés par MM. A. LEROUX, E. MOLINIER et A. THOMAS, t. II, p. 8). *Domos et solares cum uno orto in burgo Sancti Leonardi, 1099* (cart. d'Aurell). *In burgo Sancti Leonardi* (1^{re} moitié du xii^e siècle, *ibid.*).

patron du lieu, dont les miracles devinrent plus nombreux après le transfèrement de ses restes dans la nouvelle église (1), fit affluer à Noblat la foule des pèlerins. Il en vint de toutes les contrées de l'Europe. — Le commerce de la localité a, dès le XIII^e siècle, pris un certain développement. Le travail des métaux et la préparation des cuirs sont dès lors son aliment principal. Ces deux industries, auxquelles il faut joindre la fabrication du papier, qui paraît ne s'être pas établie dans le pays avant le XV^e siècle, peut-être même avant la fin du siècle suivant, étaient au moment de la Révolution la principale source de la prospérité de la ville. Au XV^e siècle, des poëliers et des conchers de Normandie viennent s'établir à Saint-Léonard (2), dont les ateliers ont une assez grande renommée dans la région du centre et fournissent, aux XVII^e et XVIII^e siècles au moins, des objets de dinanderie : chenets, coffrets, ornements, vases, — fort intéressants. On trouve même dans la petite ville des orfèvres ; il n'y en a pas moins de trois, exerçant à la fois leur profession, dans les premières années du règne de Louis XIV (3).

Jusqu'aux incursions des Normands, les habitants du bourg vécurent sans doute sous l'autorité directe du monastère ; mais celui-ci était placé, semble-t-il, sous la dépendance même temporelle des évêques de Limoges. Les cellules et peut-être aussi la chapelle furent détruites par les pirates ; quand ceux-ci s'éloignèrent, après avoir dévasté tout le pays, ce qui restait de l'établissement religieux de Saint-Léonard, qui avait été abandonné par ses hôtes, et sans doute aussi du village, où étaient rentrés les habitants, tomba aux mains des seigneurs de Laron. Ceux-ci, qui appartenaient à une famille puissante du haut cours de la Vienne et qu'on voit jouer un rôle important dans l'histoire de la contrée, du X^e au XIII^e siècles, s'approprièrent les redevances jadis payées aux moines. Mais un membre de cette famille, Jourdain, restaura le monastère et se mit lui-même à la tête des cénobites qu'il y réunit. De prieur ou prévôt de Saint-Léonard, Jourdain de Laron devint, en 1029, évêque de Limo-

(1) *Ea tempestate, Sanctus Leonardus confessor, in Lemovicino, et Sanctus Antoninus... miraculis ceperunt coruscare et undique populi eo confluerunt* (LABBE, *Nova Biblioth.*, t. II, p. 179, chronique d'Adémar de Chabannes).

(2) *Registre des Massiot*, à notre recueil de *Livres de Raison*.

(3) Archives nationales, Z¹ B, n^o 677. — Peut-être faut-il déjà reconnaître un orfèvre dans Pierre Douradre — *Dourador* — consul de Saint-Léonard vers 1260, et nommé aux enquêtes de 1288 (dép. de Pierre Bilbax, tailleur de pierres aux Allois).

ges. Il dota la communauté qu'il avait fait revivre, et, tout en rétablissant le siège épiscopal dans ses anciennes prérogatives, il abandonna aux religieux une partie des droits qu'avaient jadis usurpés les siens. On ajoute même (mais le renseignement est plus sujet à caution) qu'il fut aussi le fondateur de la commune bourgeoise, et que celle-ci tenait de lui les privilèges dont ses consuls étaient investis (1).

Une charte de l'évêque Itier Chabot, portant la signature d'Agnès, comtesse de Poitiers, et dont la date paraît devoir être fixée à l'an 1060, établit d'une manière bien nette que la ville appartenait dès lors au prélat. Celui-ci se sert en effet de l'expression caractéristique : « Un lieu de notre droit, de notre mouvance », en parlant du bourg même de Noblat. Il concède aux chanoines, dans ce bourg, l'emplacement sur lequel ils construisent leur église, leur cloître et les bâtiments accessoires du monastère (2).

Dès cette époque, il n'en faut pas douter, la ville de Saint-Léonard était rattachée à la juridiction du château de Noblat, qui appartenait déjà, on l'a vu plus haut (3), à l'évêque. Ce rattachement ne saurait être contesté. La châtellenie de Noblat, au *xiii*^e siècle, s'étendait à plus d'une lieue autour du fort, et la ville de Saint-Léonard, comme le pont, se trouvait comprise dans ses limites. Dans quelles conditions particulières les droits du justicier s'exerçaient-ils à l'intérieur de la ville et dans les faubourgs ? C'est ce que nous examinerons plus loin. Nous nous bornons ici à constater ce fait qui nous paraît bien établi : Saint-Léonard était dans la mouvance de la tour de l'évêque.

On pourrait tirer argument d'un passage du cartulaire d'Aureil (4), pour établir, s'il en était besoin, que, dans les dernières

(1) *Dirutum a Danis Nobiliacense cœnobium ad suum accersivere dominium toparchœ Leronienses, sæculis X^o, XI^o et XII^o potentissimi, e quibus Jordanus de Leron, præfati cœnobii restaurator et prepositus seu prior fuit ineunte sæculo XI, ac postea electus Lemovicensis episcopus, qui et dominium Nobiliacensis oppidi partim episcopis Lemovicensibus restituit, partim dictis cœnobitis et consulibus attribuit quo ad tenus potiuntur* (Bibl. nat. Manuscrit lat. 12747, p. 127).

(2) *Quemdam juris nostri locum, nomine Nobiliacum* (Man. lat. 12747, p. 474).

(3) V. ci-dessus, p. 41 et 42.

(4) *Domnus Gaufredus, Nobiliacensis clericus... domum suam quam habebat apud Nobiliacum, dedit Sancto Johanni... Deinde venit Domnus Umbaldus episcopus ad Sanctum Johannem in Aureil ; et, deprecante Gaufredo, concessit hanc domum Sancto Johanni.*

années du XI^e siècle, l'évêque de Limoges était déjà seigneur de Saint-Léonard. On voit, en effet, à l'occasion du don d'une maison à Noblat fait par un clerc du nom de Geoffroi au monastère, Humbaud, qui gouverna le diocèse de 1087 à 1095, intervenir à la prière du donateur et confirmer cette libéralité. Mais ce texte établit seulement que le prélat est seigneur foncier de la maison cédée aux chanoines d'Aureil; il ne prouve pas que toute la ville de Noblat soit dans sa dépendance.

Les droits de seigneurie du prélat sur la ville paraissent bien établis cent ans plus tard. Tout au moins peut-on constater qu'à cette date il exerce ces droits. Il semble posséder, dès lors, dans l'enceinte même du bourg et au centre de l'agglomération, sa salle, comme à Saint-Junien et dans la cité de Limoges (1). Saint-Léonard est compris au nombre des possessions de Jean de Veyrac que le roi Jean fait séquestrer, et dans une lettre énergique, adressée en 1202 par Innocent III à ce dernier, le pape reproche au duc d'Aquitaine de s'être approprié jusqu'aux offrandes de l'autel du vénéré patron du lieu (2). Un document émanant du roi d'Angleterre lui-même confirme l'existence, à cette époque, des droits de l'évêque de Limoges sur la ville de Noblat: c'est la lettre par laquelle Jean-sans-Terre notifie, le 28 mai 1214, aux prud'hommes de Saint-Léonard, le choix qu'il vient de faire du sénéchal d'Angoulême pour garder et administrer les possessions de Jean de Veyrac, et enjoint à la commune de donner son concours aux baillis institués par le séquestre (3).

Sur l'importance de cette ville au XII^e siècle, sur le chiffre de sa population, nous ne possédons que des indications insignifian-

(1) Donation de diverses parties du Mas de Fontloup à L'Artige, vers 1200 : *Hoc factum fuit* en la Sala a l'Ebesque, a Noalac (A. LEROUX, *Documents historiques*, t. I, p. 149). Il y a tout lieu de croire qu'il s'agit ici de la ville et non du château de Noblat.

(2) Lettres d'Innocent III, ap. *Historiens de France*, t. XIX, p. 416. Ces offrandes ne seraient-elles pas les mêmes que les *Deniers de la châtre*, dont il est parlé plus haut, page 28.

(3) *Rex probis hominibus de Sancto Leonardo, salutem. Sciatis quod senescalci et custodiam dominiorum, dominicorum et terrarum episcopi Limovicensis dilecto et fideli nostro B. de Podio, senescallo Engolismensi, commisimus, tanquam nobis placuerit. Et ideo vobis mandamus quod ei et ballivis suis intendentes sitis et respondentes. Teste me ipso (Rotuli litterarum patentium in turri Londinensi asservati, t. I, p. 116).*

A la même époque, c'est Aimeric de la Roche — *de Rupe* — qui remplit les fonctions de sénéchal du Limousin pour le roi Jean; Gouffier Tizon est sénéchal du Périgord.

tes. Il résulte toutefois de quelques documents qu'une bourgeoisie riche et commerçante s'y est constituée dès cette époque. Des marchands de cette ville possèdent déjà des redevances importantes dans les environs et on trouve dans huit ou dix actes du cartulaire de L'Artige, compris entre 1180 et 1220, la mention, en qualité de donateurs ou en qualité de témoins, d'un certain nombre de bourgeois de Saint-Léonard : Guillaume Buschet, Marc, P. et G. Paute, Raimond Daniel, Vincent et Pierre de Trémol.

A quelle époque le bourg fut-il entouré de murs ? Pas avant le XII^e siècle, selon toute vraisemblance. Il résulterait même du texte des *Annales manuscrites de Limoges* que vers 1195 seulement fut construite sa ceinture de remparts. L'annaliste rapporte en effet que « le roy Richard, estant en liberté, par devotion fust à Saint-Leonard, et la, fist edifier l'esglise, clore et edifier certains portaux de la ville » (1).

Un passage de la chronique de Vigeois semble toutefois établir que, dès 1183, Saint-Léonard était clos et fortifié. Le moine Geoffroi nous montre en effet, à cette date, les Paillers arrivant devant la ville et demandant qu'on leur en ouvre les portes. Un bourgeois leur crie de l'intérieur de l'enceinte : « Retirez-vous ! Allez à Malemort où vous attend votre dernier festin ! » Furieux d'entendre évoquer le souvenir de la sanglante défaite que leur avait fait subir six ans plus tôt l'évêque Gérard du Cher, les routiers attaquent la ville, y pénètrent et massacrent cent cinquante-trois bourgeois (2).

Il est à présumer que, si la ville n'eût pas été fortifiée, les routiers n'auraient pas attendu d'être insultés pour la traverser et la piller.

Peu d'années après, Noblat fut pris de nouveau par les Brabançons, qui parcouraient le pays depuis la mort de Richard-Cœur-de-Lion. Ils paraissent à ce moment avoir occupé la ville comme le château. Toutefois, la ville fut probablement respectée

(1) *Annales manuscrites de Limoges*, pub. par E. RUBEN, ACHARD et P. DUCOURTIEUX. Limoges, V^e Ducourtieux, 1872, p. 174

(2) Apud Nobiliacum vero devenientes, sibi portas postulans aperiri quasi hospitandi gratia. Tunc quidam, de intus exclamans, dixisse fertur ad illos: « Recedite hinc et apud castrum Malamortense festinate, ultimo convivio [cœnaturi]. Qui repente, facto impetu, irruunt, irruptioneque peracta in burgo, centum quinquaginta tres homines interimunt ab hora tertia usque ad vesperam illius diei, exceptis vulneratis qui postmodum corruerunt (Chron. de Vigeois, ap. LABBE : *Rerum Aquitanicarum Scriptores*, II, 121).

parce qu'elle était alors dans la main du roi d'Angleterre et sous la garde spéciale de ses officiers.

Nos chroniqueurs ne nous apprennent rien de précis à cet égard. Ils attestent seulement que les routiers s'installèrent dans le château de Noblat, et en firent leur quartier général. L'évêque Jean de Veyrac organisa contre eux une expédition qu'il paraît avoir lui-même dirigée. Il est permis de supposer que l'ambition de reprendre son château et sa ville ne l'enflammait pas moins que le désir de débarrasser la contrée de cette bande de brigands. « Suivi, dit Pierre Coral, des barons, des prélats et du peuple du pays, il assiégea les routiers dans leur repaire, s'en empara et fit un grand carnage de ces bandits. Et par là, ajoute avec quelque orgueil le chroniqueur limousin, fut brisé le bras du roi d'Angleterre et la province remise, par la main de son évêque, au pouvoir des Français. Aussi le roi Philippe fit-il écrire dans son registre que jamais il ne céderait à aucun seigneur ses droits sur l'évêque de Limoges et que celui-ci demeurerait toujours son vassal direct » (1).

Il est permis de penser qu'à la suite de cet exploit, les officiers de Jean-sans-Terre abandonnèrent Saint-Léonard et laissèrent Jean de Veyrac en reprendre possession. Au surplus, si l'évêque ne rentra pas dès 1203 dans sa ville, on ne saurait douter que celle-ci ne lui ait été rendue deux ou trois ans plus tard, lors du triomphe du parti français en Limousin. Mais, en 1214, l'arrivée de Jean-sans-Terre à la tête de son armée l'en chassa de nouveau. Le roi d'Angleterre traversa tout le Limousin. Il entra le 23 mars à Saint-Léonard (2). On peut supposer que ses officiers en avaient déjà repris possession et avaient séquestré de nouveau les biens de l'évêque.

Jean de Veyrac s'était vu, pendant les dix années qui venaient de s'écouler, forcé d'user de prudence. Nous avons dit plus haut

(1) Johannes, Lemovicensis episcopus, devicit in prælio maximam multitudinem Braybanonum qui se in castro Nobiliaci recluserant (Chronique de Maleu, chanoine de Saint-Junien, publ. par l'abbé M. Arbellot. Barret, 1847, p. 63). — Johannes, episcopus Lemovicensis. cum baronibus et prælatis et populo terræ, obsedit Nobiliacum, in quo se incluserant quamplures bascli et ruptarii. Capti et interempti sunt. Et sic brachium Regis Angliæ in Aquitania primo confractum est et per manum episcopi terra ad Francorum dominium est reducta : unde Rex Philippus in registro suo scribi fecit quod de cetero Rex Francorum Lemovicensem episcopum de dominio suo non ejiciet (Chron. de Pierre Coral, ap. *Histo-riens de France*, t. XVIII, p. 239).

(2) Voir ci-dessus, p. 8.

qu'il ne paraît pas avoir cherché à abuser de sa victoire pour opprimer les bourgeois de la Cité de Limoges; il est à croire qu'il se montra animé des mêmes dispositions à l'égard des habitants de Saint-Léonard. Là du reste, comme dans la Cité, il s'était trouvé en présence d'une bourgeoisie nombreuse, ayant des chefs, de l'argent et des armes, bien déterminée à défendre derrière ses remparts ses nouveaux privilèges comme ses anciennes libertés, et avec laquelle le prélat fut bien obligé de compter.

En effet, dès la fin du XII^e siècle, Saint-Léonard jouit d'une organisation municipale des plus complètes et n'a rien à envier à la capitale de la province. Nous avons vu qu'une tradition en cours au XVII^e siècle, faisait remonter à l'évêque Jourdain de Laron (1023-1051) les privilèges des consuls (1). L'abbé Oroux assure de son côté que les habitants auraient, dès la fin du XI^e siècle au moins, possédé une commune et des magistrats municipaux. Le biographe de l'illustre patron de l'église de Noblat, mentionne, en effet, une charte du roi Philippe I, datée de 1103, et où il serait parlé des « droits et privilèges des consuls de la ville » (2). Oroux ne donne pas le texte du document, qu'il n'a certainement jamais vu. Les personnes qui lui ont fourni cette indication auront, sans doute, attribué à Philippe I une des nombreuses lettres concernant la commune qui émanent de Philippe III et de Philippe IV.

L'authenticité de la charte de Jourdain est plus douteuse encore que celle de la charte de Philippe I. Si on n'a jamais produit aucune confirmation, aucune reconnaissance par les rois de France des privilèges de nos communes limousines antérieurement à la confiscation du duché d'Aquitaine au préjudice de Jean-sans-Terre, on ne connaît non plus aucune lettre épiscopale relative à nos agglomérations bourgeoises jusqu'au traité de 1251 entre l'évêque Aymeric de Serre et la commune de Saint-Junien.

Nous croyons qu'à Saint-Léonard, comme ailleurs, il existait dès le commencement du XII^e siècle, peut-être dès le XI^e, une organisation bourgeoise rudimentaire, des assemblées d'habitants et même une magistrature exerçant ses fonctions sous l'autorité et le patronage de l'évêque. Nous n'en doubterions pas s'il nous était bien démontré que la ville fût dès lors fortifiée. Mais cette organisation résultant uniquement de la coutume, était plutôt tolérée que reconnue par le seigneur, et le respect

(1) Voir ci-dessus, p. 56, note 1.

(2) *Histoire de la vie et du culte de Saint-Léonard*, p. 163.

seul de celui-ci pour la tradition garantissait le maintien de cette tolérance. Il est vraisemblable que Saint-Léonard, ville d'origine relativement récente, d'importance secondaire et n'ayant pas joui autrefois du rang de cité et des prérogatives attachées à ce rang, ne possédait pas d'institutions municipales au sens exact de ce mot au moment où le Limousin passa sous l'autorité des Plantagenets par le mariage de l'héritière d'Aquitaine avec Henri, comte d'Anjou.

Les bourgeois de Saint-Léonard reconnaissaient eux-mêmes, à la fin du xiii^e siècle, que leur commune ne datait pas de beaucoup plus d'un siècle. C'est des ducs d'Aquitaine de la maison des Plantagenets qu'ils déclaraient tenir leurs libertés.

Sur le premier auteur de cet octroi, ils n'étaient pas, au surplus, absolument d'accord. Nous voyons, par exemple, dans une enquête faite au cours du grand procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard — enquête dont nous aurons désormais à citer à chaque page les indications, — un clerc, Léonard Goudel ou Godeau, maître des écoles de la ville, déclarer qu'il a vu de ses yeux la charte délivrée aux habitants de Saint-Léonard par Henri Plantagenet. Cette charte, à laquelle était appendu le sceau du roi d'Angleterre, portait concession aux bourgeois d'une commune et confirmation de leurs libertés. Henri avait même ajouté, d'après Goudel, à cet octroi, le don d'un étendard où se voyait la figure d'un lion (1); mais d'autres témoins assuraient que Saint-Léonard tenait ses privilèges, non d'Henri, mais de son fils Richard Cœur-de-Lion. L'un d'eux atteste même que son père était présent lors de cette solennelle concession (2).

Il est assez singulier que la commune n'ait pu produire ni la charte d'Henri II, ni celle de Richard (3).

Ce qui est indéniable, c'est que dans les premières années du xiii^e siècle, les bourgeois de Saint-Léonard possèdent une organisation municipale et jouissent de libertés assez étendues. Nous avons vu plus haut Jean, roi d'Angleterre, écrire directement en 1214 à leurs prudhommes au sujet de la désignation d'un séquestre pour l'administration et la garde des domaines

(1) Appendice, C. I, n^o 4.

(2) *Ibid.*, C. I, n^{os} 2 et 3.

(3) Notons qu'on trouve mémoire d'Aliénor d'Aquitaine et de Richard Cœur-de-Lion au Nécrologe de Saint-Léonard dont Estiennot nous a conservé des fragments. Mss. lat. 12747, p. 479.

de l'évêque. Son fils Henri III leur notifie, en même temps qu'aux consuls de Limoges, — 16 septembre 1220 — la nomination de Philippe de Uletot aux fonctions de sénéchal de ses états de Poitou et de Gascogne (1). Cette correspondance prouve au moins que la commune était constituée, reconnue du duc d'Aquitaine, et ses chefs considérés comme investis d'un pouvoir régulier et effectif. On ne saurait douter que la disgrâce et l'exil de Jean de Veyrac n'aient été favorables au développement de l'autorité des consuls et des libertés municipales en général. On va constater combien ces dernières ont été larges et juger des conditions dans lesquelles s'exerçait cette autorité.

V. — LES CONSULS : LEUR ÉLECTION, LEURS ATTRIBUTIONS.

L'HÔTEL DE-VILLE ; LE SERMENT ; LA MILICE.

Vers 1220 ou 1230, date à laquelle nous commençons à nous rendre compte des détails de l'organisation communale à Saint-Léonard, les magistrats municipaux portent déjà le nom de consuls après avoir été, à l'origine, simplement qualifiés de prudhommes. Cette dénomination de consuls, qui est au surplus celle adoptée par toutes les communes limousines, leur est donnée dès 1224, dans une lettre de Louis VIII (2).

Les chefs de la commune de Noblat sont au nombre de huit. La durée de leur mandat est d'une année. Tous les ans, les magistrats convoquent pour le jour de la Chaire de saint Pierre à Antioche — 22 février, — une assemblée générale des bourgeois dans laquelle les consuls sortant de charge désignent eux-mêmes leurs successeurs, en observant sans doute certaines conditions d'éligibilité et en se conformant à des règles traditionnelles pour la répartition des magistrats entre les différents quartiers de la ville ou entre les divers corps de métiers. Pendant l'élection, les portes de la ville sont fermées, et les clés sont apportées dans

(1) Vosque rogamus quatenus, in fide qua nobis tenemini, eidem Philippo, tanquam senescallo nostro, sitis in omnibus quæ ad nos pertinent intendentes et respondentes... Eidem consilium et auxilium quod poteritis, ad honorem nostrum, conservationem et defensionem terræ nostræ, faciatis (RYMER : *Fœdera*, etc., t. I, p. 83 et 84).

(2) Appendice, A, n^{os} 2 et 3.

la maison commune. Cela veut dire qu'aucune influence étrangère ne doit peser sur le choix des nouveaux chefs de la ville : il émanera des seuls habitants. Les bourgeois entendent être entièrement maîtres chez eux pour traiter de leurs affaires, et ils ne veulent pas qu'on puisse les troubler dans une occupation aussi grave. Sans doute la milice veille aux remparts durant la cérémonie.

Les consuls, une fois désignés, étaient sur-le-champ installés dans leurs nouvelles fonctions. Aucune confirmation, aucun appel ouvert contre la décision des magistrats sortants. Les nouveaux chefs de la bourgeoisie recevaient aussitôt, soit dans l'hôtel-de-ville, soit en plein air, devant la maison commune, le serment solennel de tous leurs concitoyens. Ceux-ci juraient de garder et défendre les coutumes et libertés de la ville, de veiller à l'intérêt commun, d'être fidèles aux consuls et de leur obéir.

Puis les consuls prennent les clés de la ville et les remettent à des gardiens de leur choix, désignés parmi les bourgeois qui habitent à proximité de chaque porte (1).

Nous ne trouvons mention d'aucun serment prêté par les consuls de Saint-Léonard à leur entrée en charge. Il ne nous paraît pas douteux pourtant qu'ils en prêtassent un en échange, pour ainsi dire, de celui qu'ils recevaient. Ils devaient jurer, comme les magistrats du Château de Limoges, de donner leurs soins aux affaires de la ville, de protéger les habitants, de veiller à la conservation des libertés communales, d'être justes et loyaux au peuple, de servir l'intérêt public ; de défendre la ville et de la maintenir dans l'obéissance du duc d'Aquitaine, ou, en d'autres temps, sous la sujétion du roi de France.

Les consuls étaient assistés d'un conseil de ville que mentionne explicitement un texte de 1272 (2), mais sur lequel nous n'avons pour ainsi dire aucune indication. Était-il élu tout entier chaque année ? Se renouvelait-il par portions ? Était-il composé des anciens magistrats ou tout au moins de ceux qui avaient

(1) Appendice, C. III, n^{os} 29, 32.

(2) Clerici deputati a Domino Rege ad recipienda juramenta fidelitatis a consulibus consiliariis et hominibus Sancti Leonardi (App. A, n^o VI). — Venerunt consules, et cum ipsis plures quos ad hec vocabant (App. C. VI, 105). — Vidit mensurari per consules et plures burgenses ville (*ibid.*, 106).

exercé ces fonctions un nombre d'années déterminé? Nous ne saurions le dire. Nous ne pouvons non plus, vu l'absence de mentions concernant les membres de ce conseil, nous faire une idée de leurs attributions qu'en supposant qu'à Saint-Léonard les choses se passaient comme dans d'autres communes à la même époque. La principale était sans doute de recevoir et de vérifier les comptes des magistrats municipaux. Peut-être aussi aidaient-ils les consuls dans le recouvrement des tailles et se trouvaient-ils chargés de certains services permanents. Un texte que nous citons à l'Appendice mentionne, à propos des assises municipales, « ceux qui étaient du conseil des consuls » (1) : nous hésitons à reconnaître là les conseillers de ville, et ce passage nous paraît plutôt se rapporter aux hommes de loi qui assistaient les magistrats municipaux.

La construction, l'entretien et la garde des tours et remparts semblent constituer, à Saint-Léonard comme ailleurs, la fonction principale, la charge propre des chefs de la commune. Nous avons vu plus haut que, durant l'assemblée pour l'élection des consuls, les clés des portes étaient déposées à la maison de ville. Ce n'était pas là une vaine formalité, mais un signe attestant la prérogative en même temps que le devoir des magistrats. La sûreté des habitants était la raison d'être du groupement des bourgeois et du pacte communal : les consuls devaient pourvoir à cette sûreté et garantir à chaque individu la tranquillité de l'existence et la libre jouissance de ses biens, en usant, pour le protéger, des forces unies du groupe tout entier.

Pour exercer cette protection, il faut que les chefs de la bourgeoisie puissent grouper autour d'eux les habitants. Ils ont donc le droit d'assembler la commune pour traiter des affaires publiques ; ces réunions se tiennent tantôt à l'hôtel-de-ville, tantôt sous la porte de Champmain, ou sur la place du Marché-aux-Porcs. Pour transmettre leurs ordres, pour publier leurs mandements, pour annoncer les assemblées, les consuls choisissent et nomment des crieurs publics qui prêtent entre leurs mains un serment spécial. Ils ont le droit de lever des contributions sur les habitants, pour l'entretien ou la réfection des fortifications et pour les autres dépenses d'intérêt public, celles des fontaines et de la voirie par exemple ; car ces objets rentrent encore dans les attributions des magistrats communaux. Ils reçoivent le produit de ces tailles, sauf à justifier de leur emploi. Ils

(1) Et illi qui erant de consilio ipsorum. V. Appendice, C. IX, n° 180.

gèrent les intérêts divers de la commune, touchent ses revenus, administrent ses biens, afferment ses maisons ou ses emplacements. Ils ont la garde des armes appartenant à l'association, les confient soit aux hommes chargés de faire le guet, soit, lorsqu'il s'agit de répondre à la convocation du sénéchal du Roi, à ceux des bourgeois désignés pour prendre part à l'expédition et trop pauvres pour s'armer eux-mêmes.

L'argent de la commune, ses archives, ses armes, sont conservés à l'hôtel-de-ville. Cet édifice, qui est le siège du gouvernement municipal et comme le domicile légal des membres de l'association bourgeoise, on le respecte à l'égal d'un lieu consacré au culte. Dès le commencement du siècle il en est fait mention. Nous ne savons si les bourgeois étaient dès lors propriétaires de la maison commune. Entre 1250 et 1260, ils en firent construire une, plus vaste sans doute et plus commode que la première (1).

La maison commune se composait d'un rez-de-chaussée et d'un étage ; il n'est pas difficile d'en reconstituer au moins les principales dispositions. Le rez-de-chaussée était sans doute occupé presque en entier par la grande salle nécessaire aux assemblées de ville et aux audiences de justice. Peut-être avait-on ménagé, auprès de cette pièce, une petite chambre servant de greffe et en même temps de bureau pour le clerc du consulat. Au premier étage on trouvait la salle du conseil, l'arsenal où étaient déposées les armes de la commune. Là sans doute on voyait le réduit pratiqué dans la muraille — *archa* — où étaient conservés, avec l'argent des contribuables, les sceaux, les chartes et les titres les plus précieux du consulat.

De tous les attributs de la magistrature consulaire, il n'en était aucun tenu par les communes pour plus précieux que le sceau, considéré en général comme un signe d'autorité et de juridiction et destiné à authentifier les contrats entre particuliers comme à accompagner les actes émanant des chefs de la bourgeoisie. On ne peut douter que, dès une date reculée, la commune de Saint-Léonard n'en possédât un. Les témoins mêmes produits par l'évêque au cours de son procès avec la ville le reconnaissent, mais ils assurent qu'autrefois ce sceau portait la légende : *Sceau des bourgeois de Saint-Léonard* ou *Sceau des Prudhommes de la ville de Noblat*, et que, vers 1265, les bourgeois en avaient fait fabriquer un nouveau avec l'inscription : *Sceau*

(1) Appendice, C. III, n° 35.

des consuls et de la communauté de la ville de Noblat (1). C'est probablement celui que nous trouvons appendu à une délibération de la commune de Saint-Léonard du 1^{er} mai 1308. On y voit saint Léonard debout, tendant la main, pour le relever, à un homme à genoux, sans doute un prisonnier qu'il délivre. Au-dessus pendent des ceps attachés à une chafne. Cette scène se détache sur un treillis de fleurs de lis. Au revers, une main tenant des ceps, avec le mot *secretum* (2).

Avec les armes communes, on conservait à l'hôtel-de-ville les bannières — *banieras*, — l'étendard — *vexillum*, — sous lesquels marchait la milice bourgeoise quand elle était appelée à fournir l'ost au Roi ou dans les occasions où elle prenait les armes sur l'ordre des consuls. On a vu plus haut que Henri II ou son fils Richard avaient fait don aux bourgeois d'étendards avec l'écu d'Angleterre (3). Plus tard, la commune remplaça les léopards des Plantagenets par les lis des rois de France; on voyait aussi sur ses drapeaux l'image de son patron, saint Léonard (4).

Il serait assurément téméraire de parler de l'assistance publique à Saint-Léonard au xiii^e siècle. Notons cependant qu'à cette époque, outre la léproserie dite du Temple, mentionnée au xii^e siècle, et plusieurs autres maladreries établies aux environs, la petite ville possède son hôpital, sa maison-Dieu (5), placée sous le patronage des consuls.

Nous avons déjà rappelé plus haut, d'après un passage fort intéressant de la chronique de Vigéois, qu'on commença, peu après la première croisade, à fonder des aumônes périodiques dans certaines villes du Limousin (6). Nous avons relevé ailleurs des traces intéressantes de ces fondations dans le Château de Limoges (7). Nous avons déjà constaté à Saint-Léonard, au xv^e siècle, l'existence d'un fonds de charité géré, non comme à

(1) App., C. III, n° 42. L'évêque dit de son côté, dans un mémoire : *Quod olim, non est diu, homines dicte ville utebantur quodam sigillo, cujus sigilli littere erant : Sigillum proborum hominum ville de Nobiliaco... Item tempore quod a brevi, fecerunt sigillum et domum in dicta villa nomine consulatus et communitatis.*

(2) Inventaire des sceaux des Arch. nationales, n° 5695.

(3) Appendice, C. I, n°s 1, 2, 3 et IV, 57.

(4) *Idem.*, C. IV, n° 55.

(5) Domum Dei (enquête de 1288), hospitale pauperum (Livre de raison des Massiot, 1471).

(6) Voir chap. II, p. 36.

(7) Des confréries de charité et des œuvres laïques de bienfaisance dans le diocèse de Limoges (*Cabinet historique*, année 1882).

Limoges par des prudhommes délégués à cet effet, mais par les magistrats municipaux eux-mêmes. Ce fonds est dénommé *les Aumônes du Consulat*. Ne faut-il pas reconnaître, dans ces *Aumônes*, la *Caisse des pauvres* qui, dès le XIII^e siècle, existe à la maison commune et dont il est parlé à l'enquête de 1288 (1) ?

En 1485, il est fait mention d'une confrérie « des Trépassés du Consulat de Saint-Léonard (2). » Cette association, comme celle des *Suaires* au Château de Limoges, remontait sans doute à une époque reculée du moyen âge ; toutefois nous n'en avons pas trouvé trace dans les documents du procès entre l'évêque et les consuls. Les seules confréries dont nous ayons relevé la mention, aux XIII^e et XIV^e siècles, dans la petite ville dont nous nous occupons, sont des compagnies de métiers comme la confrérie des cordonniers, signalée vers 1266 (3), ou des sociétés de pure dévotion, comme la confrérie de Notre-Dame-de-Sous-les-Arbres (4), celle de Saint-Léonard qui, s'il faut en croire la tradition, différerait de la précédente et serait aussi fort ancienne, et celle instituée en mémoire du Miracle des Ardents à la fin du X^e siècle et qui s'éteignit au XVII^e. Cette dernière se composait de trente bourgeois qui, le 11 août de chaque année, date anniversaire du miracle à Saint-Léonard, assistaient à l'office solennel, à la procession générale, faisaient ensuite un banquet et distribuaient des aumônes (5).

On a vu que les ducs d'Aquitaine avaient réclamé et reçu le serment de fidélité des communes limousines, qu'ils témoignaient par là tenir pour des vassaux directs. Ce serment, les communes le prêtèrent aussi au roi de France après la confiscation de l'Aquitaine sur Jean-Sans-Terre. Le fils aîné de Philippe-Auguste le reçut en 1212, en prenant définitivement possession du pays (6) et il fut renouvelé entre les mains de Raynaud, clerc du roi, sur l'ordre exprès de Louis VIII, au mois d'août ou de septembre 1224, lors de l'expédition de ce prince en Poitou et de la soumission de toute l'Aquitaine (7).

En échange de leur promesse de fidélité, le roi de France

(1) *Consules habent... archam pauperum*. Appendice, C. III, n° 34.

(2) Livre de raison des Massiot.

(3) Appendice, C. VIII, 149.

(4) Mentionnée dans divers documents du XIV^e siècle du fonds de l'Évêché et du Chapitre, aux Archives de la Haute-Vienne.

(5) Oroux, *Histoire de la vie et du culte de saint Léonard*, p. 68.

(6) Appendice, A, n° 1.

(7) *Ibidem.*, A, n° 2.

reconnut et confirma les coutumes et libertés dont les consuls et l'université des bourgeois de Saint-Léonard avaient été en possession au temps de Henri et de Richard, rois d'Angleterre (1). Le nom de Jean-sans-Terre est ici supprimé, à dessein sans nul doute.

Saint Louis, à son tour, réclama le serment de nos communes. C'était en 1242, au lendemain de la victoire de Taillebourg. Le comte de la Marche, le roi d'Angleterre et leurs alliés venaient de subir un échec qui assurait au pays de longues années de tranquillité. Un mandement du sénéchal de Poitou, Thibaut de Blond, prescrivit aux bourgeoisies de la province d'avoir à jurer fidélité au roi de France entre les mains de Guillaume Relier, chevalier, son délégué (2). Ce serment fut prêté sans difficulté par les habitants de Saint-Léonard, qui espéraient, par l'accomplissement de cette formalité, resserrer le lien les rattachant directement à la Couronne, et qui voyaient, au surplus, dans la lettre même du sénéchal, une reconnaissance de leur commune. Ils envoyèrent à La Rochelle deux de leurs consuls : Jean Paute et Pierre Bouzogle, pour porter au roi les clés de leur ville. Louis IX les leur rendit, en leur enjoignant de les garder en son nom (3).

Il semble, d'après le témoignage d'un vieillard interrogé au cours de l'enquête de 1279, qu'une seconde fois saint Louis reçut le serment des bourgeois, en 1248, lors de son départ pour la Croisade (4).

De nouveau, au mois de février 1272, les habitants de Saint-Léonard jurèrent fidélité au roi de France. Philippe III leur en avait envoyé l'ordre exprès. Les consuls, le conseil de ville, puis la commune tout entière, réunis dans le cloître du prieuré, prêtèrent serment entre les mains des commissaires du fils de saint Louis : un chevalier et deux clercs.

La commune devait à son seigneur le service militaire : C'était au Roi que les bourgeois de Saint-Léonard fournissaient l'ost et la chevauchée. Et, dans le courant du XIII^e siècle, ils eurent souvent l'occasion de s'acquitter de ce devoir, sans que l'intervention de l'Évêque ait eu à s'exercer en aucune façon.

A deux reprises, semble-t-il, la commune de Saint-Léonard dut fournir un contingent à des expéditions dirigées contre

(1) Appendice, A, 2 et 3.

(2) *Ibid.*, A, 4, et C. IV, 45.

(3) *Ibid.*, C. IV, 44.

(4) *Ibid.*, C. IV, n° 47.

le château de Châlus. Vers 1240, une soixantaine d'hommes, sous le commandement des consuls, firent partie des troupes que le sénéchal royal Pierre des Saules conduisit contre cette forteresse (1). Nous ignorons le but de cette démonstration.

En 1267, après la prise du château par Boson de Bourdeilles et son refus de le rendre à la vicomtesse de Limoges, une petite armée, sous les ordres du sénéchal Raoul de Trappes, du bailli de Bourges et de Nicolas de Menot, alla mettre le siège devant Châlus et contraignit Boson d'abandonner le fort et de délivrer ses prisonniers.

Saint-Léonard avait fourni, dans cette occasion encore, un détachement de sa milice (2).

Les bourgeois ne comptaient pas moins de trois à quatre cents miliciens dans la petite armée que Charles d'Anjou, frère du roi, avait conduite peu auparavant en Périgord et en Bas-Limousin. Les hommes de Saint-Léonard furent employés au siège du château de Larche, qui appartenait à Elie Rudel (3). Le sénéchal du roi de France, Pierre Servientis, commandait l'expédition (4).

Mais le service du roi n'appelait pas seulement dans un rayon peu éloigné les hommes de la commune. On les voit, en 1272, prendre part à l'expédition organisée contre le comte de Foix. Plus tard ils suivent l'armée française jusqu'à Pampelune (5). Ces expéditions lointaines n'étaient pas du goût des bourgeois, et un peu plus tard, appelée à fournir son contingent à l'armée d'Aragon, la commune racheta son service en versant à Philippe de Beaumanoir, sénéchal du roi de France en Poitou et en Limousin, une somme de deux cents livres tournoises (6).

Outre le service de guerre, les bourgeois devaient encore un service de police, analogue à celui qui fut dévolu plus tard à la

(1) *Ibid.*, C. IV, n° 57. L'expédition signalée par Pierre Jouaus et un autre témoin, en 1288, comme remontant à une cinquantaine d'années, ne peut pas être la même que celle de 1267. On remarquera de plus que le nom du sénéchal chargé de diriger les troupes dans cette occasion n'est pas le même que celui du sénéchal de 1267. La mention d'un sénéchal français en Limousin, à cette époque, paraît néanmoins étrange. Que devient l'affirmation de la Chronique de Pierre Coral que nous reproduisons plus bas (note de la page 85) ?

(2) C. IV, n° 58, 59, 60. Voir *Châluset*, par Louis GUIBERT, Limoges, Ducourtieux, 1887, p. 48 et 49.

(3) Appendice, C. IV, n° 50, 51, 52, 53, 54.

(4) *Ibid.*, C. IV, 55, 56.

(5) *Ibid.*, C. IV, 63, 64, 65, 66.

(6) *Ibid.*, C. IV, 67.

maréchaussée. On trouve plusieurs mentions de prises d'armes dans ces conditions. Tantôt la commune envoie un détachement d'une quarantaine d'hommes, tant à cheval qu'à pied, pour prêter main-forte au seigneur de Châteauneuf chargé de poursuivre des bannis. Tantôt elle donne son concours pour arrêter des meurtriers qui se cachent dans les forêts d'alentour (1).

Plus d'une fois, sans aucune convocation ni autorisation des officiers royaux, les consuls assemblèrent la commune, lui firent prendre les armes et dirigèrent contre les seigneurs qui troublaient la tranquillité publique et la sécurité des chemins, de véritables expéditions. Le récit de quelques-unes nous a été conservé. Il n'est pas sans intérêt de le rappeler; nos lecteurs verront comment les communes savaient se défendre elles-mêmes et se faire respecter de leurs voisins.

Vers 1230, on apprend un jour, à Saint-Léonard, que trois marchands de la ville ont été pris avec leurs ballots, sur la route de Limoges, par Guillaume du Puy, chevalier de Saint-Martin-Terressus. Sur-le-champ les consuls donnent des ordres et le lendemain matin la commune en armes se dirige, bannière déployée, vers le château de ce seigneur, distant de deux lieues environ. Le chevalier n'est pas à Saint-Martin; peut-être a-t-il fui, emmenant ses trois prisonniers. Les bourgeois n'en sauront pas moins le punir. Sa demeure est mise au pillage et démolie de fond en comble. Puis les habitants de Saint-Léonard prennent trois paysans, des hommes de Guillaume du Puy, et les mènent à Saint-Léonard, où ils sont enfermés dans la prison de la commune. Ils serviront d'otages et répondront, corps pour corps, des trois citoyens qui sont au pouvoir du seigneur. Ce n'est pas tout. A trois jours de marché successifs, les crieurs de l'hôtel-de-ville appellent le chevalier et le somment, au nom des consuls et de la commune, d'avoir à comparaître à leur prétoire. Comme il ne se présente pas, les magistrats prononcent le bannissement perpétuel contre lui et ses héritiers. — Cette sentence n'est pas considérée comme de pure forme. Soixante ans plus tard, un bourgeois attestera que non seulement Guillaume du Puy, mais son fils, lorsqu'ils ont eu quelque affaire à traiter avec un bourgeois, l'ont fait appeler hors des murs, pour s'entretenir avec lui : ni l'un ni l'autre n'ont osé, depuis 1230, mettre le pied dans la ville (2).

Une autre fois, ce sont des nobles d'Eybouleuf et du château

(1) Appendice, C. VII, 137.

(2) *Ibid.*, C. V, n° 68.

d'Aigueperse qui arrêtent « sur le chemin du roi », un bourgeois du nom de Pommier, le frappent, le dépouillent et le retiennent en prison. La nouvelle en est donnée à Saint-Léonard. Aussitôt les consuls font sonner la trompette dans toute la ville et enjoindre aux habitants de se réunir en armes. Eux-mêmes prennent le commandement de la milice. On se rend d'abord à Aigueperse, et on se saisit de Pierre Nouaille (de Noblat?), damoiseau, un des auteurs des violences commises sur Pommier; de là, on va à Eybouleuf et on ramène à Saint-Léonard le seigneur d'Aigueperse, Adémar Marchès, chevalier, son fils et son frère. Ces quatre gentilshommes sont mis en prison et ne sont délivrés qu'après que les seigneurs de Noblat, Constantin et Justin Marchès, frères ou oncles de deux des coupables, ont fait une démarche en leur faveur auprès des consuls, et devant les magistrats et le peuple, sur la place publique, juré que satisfaction pleine et entière sera donnée à la commune. Le bannissement est prononcé contre les coupables (1).

VI. — LA COMMUNE EN POSSESSION DE LA JUSTICE. DROITS DES CHEVALIERS DE NOBLAT ET DES VIGIERS.

Le droit de justice était, au moyen âge, la principale prérogative du seigneur. De tous les privilèges qu'ambitionnèrent les communes et que beaucoup réussirent à acquérir soit par la force, soit à prix d'argent, le plus haut, le plus envié fut toujours celui de ne dépendre d'aucun justicier et d'avoir des juges spéciaux connaissant des causes civiles et criminelles dans l'enceinte des remparts de la ville : seul, en effet, ce droit assurait les libertés des bourgeoisies et faisait celles-ci maîtresses chez elles.

Mais un grand nombre de communautés ne purent atteindre à cette entière indépendance. Les négociations, les longs procès devant le Parlement, les révoltes à main armée n'aboutirent pas toujours à l'élimination complète des droits seigneuriaux. Ces droits avaient été souvent inféodés aux officiers chargés de les exercer, et les concessions faites dans la suite par le seigneur ne pouvaient porter atteinte à la possession des familles qui se trou-

(1) Appendice, C. V, n^{os} 69, 70.

vaient investies de certaines prérogatives de cet ordre. Le justicier, au surplus, ne consentait pas aisément à se dessaisir de ses droits. Parfois les bourgeois réussissaient tout au plus à obtenir l'établissement d'une association dans laquelle les juges et officiers étaient ou bien nommés de concert par la commune et le seigneur, ou bien désignés moitié par l'un et moitié par l'autre. Nous ne connaissons très exactement, pour aucune de nos communes Limousines, l'état des choses existant entre 1200 et 1250.

Il paraît toutefois hors de doute que, durant certaines périodes comprises entre ces deux dates extrêmes, la commune de Noblat, comme celles de la Cité et du Château de Limoges, se trouva en possession du droit de justice. En fut-elle jamais investie d'une façon régulière? Nous ne le savons; nous ne le croyons pas. De ses privilèges, celui-ci fut toujours le plus contesté, et en effet, le plus contestable; elle s'en vit au surplus dépouiller de bonne heure comme nous le dirons plus loin.

Quoiqu'il en soit de son droit, la communauté bourgeoise de Saint-Léonard exerce, de fait, la justice criminelle et civile au cours d'une grande partie du XIII^e siècle. Il résulte de témoignages très précis que, sinon sans interruption, du moins à des dates rapprochées et durant des périodes de calme, d'ordre, de paix publique, les magistrats élus par les bourgeois ont, au nom de la commune, jugé des causes civiles et criminelles, prononcé sans distinction sur des cas ressortissant à la haute, à la moyenne et à la basse justice, exercé la police des marchés, des poids et mesures, de la voirie, rempli en un mot toutes les attributions de l'ordre judiciaire que pouvait revendiquer un seigneur.

Dans les grandes villes, les consuls ont des officiers spéciaux pour rendre la justice et veiller à la police : un prévôt criminel et un juge civil tout au moins. A Saint-Léonard, les chefs de la bourgeoisie remplissent eux-mêmes ces diverses fonctions.

Les audiences civiles se tiennent à la maison commune : vers 1265, il y en a trois par semaine; vingt ans plus tard, deux seulement, fixées au mardi et au vendredi. Les consuls jugent, peut-être avec l'adjonction de jurisconsultes, mais surtout suivant la coutume et l'équité. Leur juridiction semble avoir surtout le caractère de l'arbitrage. Toutefois, les parties sont tenues de se conformer à la sentence, et si celle qui a succombé ne s'exécute pas, les magistrats l'y contraignent par la saisie de son mo-

bilier ou de ses marchandises. Au besoin, ils font enlever les portes de sa maison (1).

Sur la place dite du Marché au Blé, devant la vieille église de Notre-Dame, étaient plantés des ormes auxquels le vénérable sanctuaire devait sa dénomination caractéristique : « Notre-Dame de sous les Arbres ». C'était sous ces ormes et plus particulièrement sous l'un d'eux, — le plus rapproché, sans doute, du porche de l'église, — que les consuls tenaient leurs assises criminelles (2), environnés du peuple et dans un appareil dont la simplicité n'excluait pas une certaine grandeur. Parfois, mais moins souvent, semble-t-il, ces audiences se tenaient à l'hôtel-de-ville, sous le porche de Notre-Dame (3), ou encore sous la porte de Champmain (4).

Les consuls avaient leurs sergents et leur bourreau. Le pilori de la commune était, à Saint-Léonard, comme dans le Château de Limoges, établi sur la place du Marché à la viande (5). Quant au gibet, les magistrats bourgeois paraissent n'en avoir pas fait élever avant 1225. Jusqu'à cette époque, on pendait les malfaiteurs aux arbres des chemins, et en particulier à un arbre qui s'élevait au lieu dit de l'Ort Bonissau (6). Des fourches patibulaires furent, vers 1225, construites à peu de distance de la forêt, près de la croix de Courpeyre (7).

L'assassinat, le meurtre, l'incendie, le viol, le sacrilège, les vols d'une certaine gravité étaient punis de mort (8). Les délits d'une moindre importance emportaient souvent pour le coupable l'amputation d'un membre. Nous voyons par exemple un voleur condamné à perdre le pied (9), un autre la main (10), d'autres une oreille. Et à ce sujet un témoin raconte qu'on prit un jour trois jeunes coupeurs de bourse devant l'église de Saint-Léonard, où ils exerçaient leur métier, mêlés à la foule des pèlerins. Conduits devant les consuls, ils furent jugés sur-le-champ. Les magistrats ordonnèrent qu'ils seraient privés des deux

(1) Appendice, C. VI, nos 72, 74, 75, 76, 77.

(2) *Ibid.*, C. VI, nos 86, 87, 89, 94, 95, 99, etc.

(3) *Ibid.*, C. VI, nos 91, 93, 98.

(4) *Ibid.*, n° 71.

(5) *Ibid.*, C. VI, n° 81. C'était, à Saint-Léonard, la Grande Place, la place du Marché au Blé.

(6) *Ibid.*, C. VI, nos 79, 80.

(7) *Ibid.*, C. VI, nos 79, 80.

(8) *Ibid.*, C. VI, nos 79, 87, 89, 90, 99.

(9) Appendice, C. VI, n° 95.

(10) Archives de la Haute-Vienne, Évêché, 2440.

oreilles; ils firent toutefois grâce au plus jeune; mais celui-ci dut remplacer le bourreau et couper les oreilles de ses deux compagnons. La leçon corrigea-t-elle le précoce malfaiteur? Il n'y a pas grande raison de le croire (1).

En général, les membres coupés étaient exposés au-dessus d'une des portes de la ville pour attester le droit du justicier et pour servir d'exemple. Parfois cependant, on les jetait dans les fossés (2).

Pour un méfait sans conséquence, le vol d'un outil, un pauvre diable est condamné à avoir la tête rasée « d'assez près pour que la crasse (?) sorte » (3). Conformément à cette sentence, l'exécuteur tond le coupable de telle façon que le cuir chevelu se trouve sensiblement entamé (4).

Les arrêts de ce genre recevaient d'ordinaire leur exécution au devant d'une des portes de la ville, le plus souvent de la porte Aumônière. Toutes les exécutions étaient entourées d'un certain appareil. On publiait la sentence dans toute la ville et les crieurs qui étaient chargés de la publier invitaient les habitants à se rendre au lieu indiqué par les magistrats pour y voir « faire justice », suivant l'expression consacrée (5). Le condamné était conduit par les sergents de la commune et des bourgeois en armes. Les trompettes de la ville marchaient à la tête du cortège. Les consuls suivaient et présidaient à l'exécution, à laquelle assistait souvent une foule considérable (6).

La peine ordinaire des larcins légers était la fustigation; le voleur était promené dans toute la ville par les sergents du Consulat, qui le frappaient de verges. Il portait le plus souvent, pendu au col ou attaché sur les épaules, l'objet volé ou ce qui en restait (7).

Tout condamné à une peine corporelle était banni, le plus souvent à perpétuité. On le conduisait à une des portes de la ville, à la porte Aumônière de préférence, et on lui signifiait la défense de rentrer jamais dans l'enceinte des remparts et même de repaître dans les faubourgs sous peine d'être pendu (8).

(1) Appendice, C. VI, n° 94 et 92.

(2) Et vidit auriculam ipsius projici in fossatis dicte ville, subtus pontem (Pierre de Roc Amadour).

(3) *Seugie*. Nous n'avons trouvé ce mot dans aucun vocabulaire.

(4) App., C. VI, 88.

(5) *Ibid.*, C. VI, 88, 94, 92, 95, etc.

(6) *Ibid.*, C. VI, 87, 90, 99.

(7) *Ibid.*, C. VI, 87, 95, etc.

(8) *Ibid.*, VI, 94, 98.

Parfois, quand il s'agissait de délits de peu de conséquence et qu'il existait quelques circonstances de nature à en atténuer encore la gravité, il intervenait une transaction entre la famille ou les amis des coupables et les consuls. Dans ce cas, la poursuite pouvait être abandonnée, mais à la condition que l'accusé s'obligeât à faire un pèlerinage aux lieux saints ou à quelque sanctuaire renommé et prit immédiatement la gourde et le bourdon (1). On sait que dans les pays du Nord, dans plusieurs villes de Flandre surtout, ces pèlerinages d'ordre pénal étaient de règle pour certaines catégories de délits. Beaucoup d'habitants de ces contrées sont venus, du XII^e au XV^e siècles, s'agenouiller devant la Vierge de Roc Amadour pour expier une faute et obéir à la sentence rendue contre eux.

Le coupable réussissait-il à fuir ? Les consuls le faisaient sommer, au son des trompettes, d'avoir à se présenter devant eux pour répondre à l'accusation qui pesait sur lui ; s'il ne se présentait pas, il était banni de la ville à perpétuité. Parfois sa maison était pillée ou même démolie (3).

La commune avait sa prison spéciale ou plutôt ses prisons. Celle qu'on trouve le plus souvent désignée au XIII^e siècle, est la geôle ménagée au-dessus de la porte de Maupertuis (4). On enfermait aussi les prisonniers dans la maison commune, où il y avait des cachots — *archæ* — (5), ou dans la tour qui surmontait la porte de Fontpinou (6), parfois même on les confiait à des particuliers.

Ajoutons que les consuls avaient le droit de soumettre à la question les accusés pour obtenir l'aveu de leur crime. Dans plusieurs occasions, on les voit user de ce droit (7). Notons encore que l'organisation de la justice est peu compliquée à Saint-Léonard. Ce sont les juges eux-mêmes qui sont chargés de l'instruction des affaires.

La police est pour ainsi dire inséparable de la justice. L'autorité des consuls s'exerce en l'une comme en l'autre matière. La surveillance des marchés et des foires leur appartient. Ils placent

(1) Appendice, C. VI, 96.

(2) *Ibid.*, C. VI, 93.

(3) *Ibid.*, C. VI, n^{os} 100, 101, 102.

(4) *Ibid.*, 85, 89, 95.

(5) *Ibid.*, 90.

(6) *Ibid.*, 82, 86.

(7) *Ibid.*, 82, 83.

des corps de garde aux diverses portes de l'enceinte extérieure, les jours de marché, afin que tout arrivant, fût-il noble, soit invité et au besoin contraint à déposer ses armes avant de pénétrer dans la ville et que les querelles et les rixes, si fréquentes, aient ainsi moins de gravité (1). Ils parcourent eux-mêmes le marché, faisant saisir et rompre en morceaux le pain qui n'a pas les dimensions ou le poids voulus et qu'ils envoient ensuite à l'hôpital (2). Ils interdisent la vente des viandes de mauvaise qualité et condamnent au bannissement les bouchers qui en sont trouvés détenteurs (3). Ils font brûler sur la place publique les denrées insalubres ou corrompues, les marchandises mal fabriquées ou déloyales (4). Ils ont l'inspection des métiers, organisés en confréries. Ils vérifient les poids et mesures, et perçoivent les émoluments de cette vérification. Les mesures pour le vin sont vérifiées à l'aide d'un étalon de cuivre qui est conservé à l'hôtel-de-ville (5). Le plus souvent, l'étalonnage se fait sur place, chez le débitant ou bien en public, sous l'orme où les consuls rendent la justice. Les muids et les setiers dont les particuliers se servent pour le blé doivent être conformes aux mesures de pierre qu'on voit sur la place commune à la disposition de tout le monde (6). Quant aux aunes et coudées des marchands de draps et autres, les consuls les comparent à celles qu'ils ont dûment approuvées (7) et le public peut aisément les contrôler, car la longueur de la mesure locale est gravée sur un des piliers extérieurs ou des contreforts de la grande église (8).

Les aunes et mesures qui ne sont pas d'exactes dimensions ou de juste capacité sont brisées, et les détenteurs condamnés à des amendes, parfois assez fortes, au profit de la commune.

Le produit de ces amendes et les petits émoluments du greffe et du sceau sont sans doute, après les tailles pour l'entretien des murs, portes, pavés et fontaines, un des principaux revenus de la communauté. Auprès de cet article de la recette, il convient d'en

(1) Appendice, C. VI, 118, 119.

(2) *Ibid.*, 113.

(3) *Ibid.*, 112.

(4) *Ibid.*, 112, 114, 115.

(5) *Ibid.*, 108 bis, 109.

(6) *Ibid.*, C. VI, 110.

(7) *Ibid.*, C. VI, 108.

(8) Vidit Nanterium, custodem regaliū, admensurare alnam et cubitum dicte ville ad quoddam pilarium monasterii Sancti Leonardi; et dicta admensuratio adhuc est in dicto pilario (Dép. d'Autouin, prieur de Châtelus).

mentionner un autre qui rentre à peu près dans la même catégorie : c'est une contribution qui frappe les débitants de boissons : chaque taverne doit annuellement au Consulat la valeur de deux setiers de vin (1). Parfois, quand le vin est bon, les deux setiers sont perçus en nature.

Nous avons parlé plus haut de l'entretien des fontaines et des pavés. Nous devons avouer qu'aucun texte précis ne nous autorise à ranger ce service au nombre de ceux qui incombaient aux consuls de Saint-Léonard ; mais, dans d'autres communes de la région, on voit à la même époque le soin de la voirie et des fontaines dévolu aux magistrats municipaux. Ceux de Noblat, du reste, nous sont représentés comme chargés de veiller à ce que les particuliers ne commettent pas d'empiètements sur l'assiette des rues et places, et de donner l'alignement aux propriétaires qui font édifier des bâtiments. Nous les voyons par exemple, vers 1230, enjoindre à Pierre Elie Adémar, chevalier, lequel fait construire six maisons proche les remparts, d'avoir à laisser, entre ces bâtiments et les murs, un passage suffisant pour les besoins de la défense et de la circulation (2). Un peu plus tard, Etienne Faure ayant empiété sur la voie publique, ils l'obligent à reculer sa construction (3). — Les chefs de la commune ne font pas seuls les constatations nécessaires ; ils sont assistés d'un certain nombre de bourgeois, membres du conseil de la ville ou hommes de l'art (4). Nul ne peut construire au bord de la voie publique qu'avec l'autorisation du Consulat.

On constate, deux siècles plus tard, que les officiers municipaux de Saint-Léonard sont chargés du service des aqueducs et égouts. En 1480, l'égout qui se dirige du Marché aux Porcs vers la porte Champlepot, se trouve obstrué. Les particuliers qu'incommode cet état de choses, sollicitent l'autorisation de le faire constater. L'égout est ouvert en présence du « procureur de la ville » et la réparation nécessaire confiée à deux ouvriers commis par la commune (5). Peut-être faut-il voir dans cette mention, malheureusement bien vague, du registre des comptes de la famille Massiot, l'indice de l'existence à Saint-Léonard, dès cette époque, d'un service municipal permanent de voirie.

(1) Appendice, C. VI, 120.

(2) *Ibid.*, C. VI, 103.

(3) *Ibid.*, 103, 105.

(4) *Ibid.*, 104.

(5) *Livres de raison Limousins et Marchois*, p. 144 et 145.

Nous avons, dans les pages qui précèdent, représenté les consuls comme seuls en possession, à droit ou à tort, de la justice civile et criminelle. Il ne paraît pas en avoir été constamment ainsi, et malgré la précision et le caractère très affirmatif des témoignages sur lesquels nous nous sommes appuyé jusqu'ici, il y a lieu de croire que, sans parler de l'évêque, basant ses prétentions sur son titre et sa possession de seigneur incontesté du château et de la châtellenie de Noblat, plusieurs nobles du château possédaient des droits féodaux à l'intérieur de la ville et avaient continué à les exercer, même durant les éclipses presque complètes qu'avait subies l'autorité épiscopale. Plusieurs témoins entendus à l'enquête et visiblement favorables aux bourgeois, font allusion aux droits de ce qu'ils appellent « la seigneurie » et des vigiers, et mentionnent en termes exprès non seulement la présence de ces derniers aux jugements criminels, mais la part qu'ils prennent à l'instruction des affaires, à la poursuite du coupable et à sa condamnation. Ainsi, un religieux de l'ordre du Temple, originaire de Saint-Léonard et dont le père a été, vers 1240 ou 1245, investi des fonctions de consul, parle d'une façon très précise du rôle des vigiers. Il les montre recevant, de concert avec les consuls, une plainte au criminel; faisant appliquer, aussi avec les chefs de la commune, un accusé à la question; prononçant enfin, toujours en leur compagnie, des sentences capitales (1). Cette déposition, qui émane d'un homme intelligent, semble-t-il, fort au courant du procès, se rendant bien compte des questions en litige et de la portée de ses dires, nous paraît mériter une attention particulière.

Les vigiers, associés à la justice criminelle, ne l'étaient point à la justice civile. Les consuls, en matière civile, prononçaient seuls (2).

Mais la vigerie, outre la justice criminelle, s'étendait aux matières de police; elle comprenait, par exemple, la juridiction des poids et mesures, à la possession de laquelle la commune attachait un prix tout particulier, à cause de l'importance et de l'activité du commerce de Saint-Léonard.

Nous avons déjà vu que les vigiers jouissaient de certains droits utiles. Ainsi, tout habitant de Saint-Léonard qui vendait de la viande leur devait à la Noël une tête de bœuf ou de vache. Ils percevaient également des redevances sur les cuirs et sur la

(1) App. C. IX, 183, 184.

(2) *Ibid.*, C. IX, 190.

vente du sel (1). Peut-être enfin partageaient-ils avec les consuls le produit de la taxe des deux setiers de vin sur chaque taverne dont il est souvent parlé au procès (2).

Mais les droits des chevaliers de Noblat et des vigiers auxquels certaines prérogatives seigneuriales et certaines redevances avaient été inféodées, s'étendaient-ils à toute la ville? Il y a quelque raison d'en douter. Plusieurs dépositions des enquêtes de 1279 et 1288, parlant de maisons de l'intérieur de la ville, disent qu'elles sont situées les unes dans les limites, les autres en dehors de la vigerie. Dans le Château de Limoges, on paraît distinguer un demi-siècle plus tôt le territoire soumis à la juridiction des vigiers — *solum vigeriale, sol vigeiral* — du territoire ne relevant que de la commune, de la « terre bourgeoise, » *terra burgensalis*. Il semblerait qu'il en fût de même à Saint-Léonard et que certains quartiers seulement dépendissent de la vigerie : les autres étant soumis à la seule juridiction des magistrats municipaux (3).

Notons que l'expression : lieu en litige — *locus contentiosus* (4) — se rencontre fréquemment dans les procédures dépouillées par nous. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de lui accorder l'importance que nous avons été porté à lui donner tout d'abord. Elle semble s'appliquer au territoire sur lequel la commune revendique une juridiction et signifier simplement « la ville et ses faubourgs ». L'audition des témoins produits par l'une et l'autre parties a été précédée d'un transport des commissaires enquêteurs sur le terrain et d'un examen des lieux. La « montre » de ceux-ci a été faite aux

(1) C'est évidemment à ce droit, ressortissant à la vigerie, que se rapporte le passage suivant :

Quidam rotulus pargameni ubi sunt articuli per quos dominus Episcopus Lemovicensis seu procurator agebat contra Petrum Palhet, mercatorem de Nobiliaco, cui petebat mediam eminam salis, quam in ipso et quolibet vendente sal in dicto loco, habebat et recipiebat anno quolibet, in Nativitate Domini. (Registre *Tuæ hodie*, f. 19^{ro}).

(2) Vinum... taxant cum ballivo in dicta villa pro dominis Castri Nobiliacensis. (Enquête de 1288). — On trouve d'autre part cette note :

Alia littera, sigillata sigillo regio... quod prepositus domini episcopi et ejus bajulus apud Nobiliacum debent taxare cum consulis duos sextarios vini in quolibet taberna de Nobiliaco, percipiendos a domino Episcopo, et II alios sextarios vini quos habet dominus episcopus a quolibet tabernario dicte ville, in Natale Domini. (Registres de l'Evêché).

(3) In domo sita in vigeria dicte ville... morans in dicta villa, extra vigeriam (Appendice C. VIII, 173).

(4) Appendice, C. V, 69.

témoins (1). Le terme de *monstra* s'applique non seulement à cette opération elle-même, mais aux lieux qui en ont été l'objet et qui sont naturellement les lieux en litige — *locus contentiosus*. Or nous constatons et il apparaît avec évidence que, dans les documents de la procédure, le mot *monstra*, dans cette dernière acception, désigne purement et simplement la ville avec ses faubourgs (2). Nous n'insisterons donc pas sur ce point.

Nous avons dit plus haut que la moitié de la vigerie et de ses produits appartenait à une famille bourgeoise, celle des Paute, qui la garda entre les mains jusqu'à la fin du xiii^e siècle. L'autre moitié, qui était restée aux chevaliers de Noblat, fut engagée de bonne heure à l'évêque. Celui-ci exerça, au nom du débiteur qui s'était dessaisi à son profit, les droits émanant de sa propre seigneurie, et ce fut là, comme nous allons le voir plus bas, le point de départ du retour offensif de l'autorité épiscopale.

En dehors de quelques rentes dues par des particuliers, et des honneurs, droits et profits ressortissant à la vigerie, on ne voit pas que les chevaliers de Noblat jouissent, au xiii^e siècle, d'aucune prérogative seigneuriale dans la ville de Saint-Léonard. On peut toutefois reconnaître une trace de leur ancienne autorité dans la formule employée par les crieurs de la ville pour certains bans qui, d'après plusieurs témoins, se publiaient au nom de l'évêque, de la seigneurie et des consuls (3). Nous aurons à revenir là-dessus.

Ajoutons que les seigneurs de Noblat avaient un prévôt; mais des déclarations même de l'officier investi de ces fonctions à la fin du xiii^e siècle, il résulte que sa juridiction s'exerçait sur des personnes demeurant hors de la ville. S'il avait quelquefois à intervenir auprès des consuls ou du prévôt de l'évêque, c'était pour

(1) *Dicit quod erat presens cum monstra facta est... Dicit quod monstre interfuit*, etc.

(2) *Vidit fieri explecta in dictis villis et locis undique circumdantibus dictam monstram, et reducebantur ad dictum castrum, per quod dicit quod dicta monstra et dicta villa Nobiliaci sunt in dicta castellania* (Tém. d'Audoïn Marchès). — ...*Dicta ville de qua facta est monstra inter partes; et dicit quia [ibi] fuit et vidit monstram* (Tém. de Jean Gay). — *Dicta villa et monstra sita est et undique circumdata de dicta castellania* (Hugues, prieur de Saint-Léonard). — *Pons... situs est prope monstram et extra monstram*. (Audoïn, prieur de Châtelus), etc.

(3) Appendice, C. IX, nos 194, 195, 196, 197, 198. Un ancien consul dépose qu'il a ordonné la crie des bans de concert avec le prévôt du vigier. — *Una cum preposito vigerii dicte ville*.

revendiquer les droits des chevaliers de Noblat sur certains forains. Il semble que, loin d'entraver son action, les bourgeois aient cherché à s'appuyer au contraire sur ce prévôt comme sur les chevaliers du château, avec lesquels ils entretenirent souvent les meilleures relations.

Il n'en était pas toujours ainsi et il s'éleva, entre ces seigneurs et les bourgeois de la ville, quelques querelles qui furent vidées par les armes. Ainsi la chronique de Bernard Itier nous apprend qu'en 1217, les habitants de Saint-Léonard guerroyaient contre Gui de Noblat, seigneur de Montbrun (1). Gui était sans doute le fils et le successeur de cet Aimeric Brun, mort en 1214 et dont le roi Jean-sans-Terre avait pris les biens sous sa protection, comme l'attestent des lettres adressées par ce prince aux vicomtes de Limoges et de Rochechouart et conservées à la Tour de Londres.

Une autre fois, on voit les bourgeois, pour venger les mauvais traitements infligés à un de leurs concitoyens, se saisir de plusieurs membres d'une des principales familles du château, d'Adémarch Marchès, de Bernard, son frère, du fils du premier et d'un damoiseau du nom de « Pierre Noualle » qui pourrait être Pierre de Noblat, — les conduire à Saint-Léonard, les tenir en prison et prononcer contre eux la peine du bannissement (?).

VII. — COMMENCEMENTS DE LA LUTTE ENTRE L'ÉVÊQUE ET LA COMMUNE : INCIDENTS DIVERS.

Pas plus que Jean de Veyrac, son successeur sur le siège épiscopal, Bernard de Savène, ne crut pouvoir entamer une lutte sérieuse contre la commune de Saint-Léonard. Il tâta sans doute le terrain de ce côté, comme il avait fait du côté de la Cité de Limoges (3). Mais les bourgeois étaient forts et l'issue des événements incertaine. Ballotté pour ainsi dire entre l'Angleterre et la France, le Limousin n'entrevoyait pas encore l'établissement d'un état de choses définitif. L'influence d'Henri III, après

(1) *Nobiliacenses guerram faciunt cum Guidone de Noalac de Monbru* (*Chron. de Saint-Martial*, publiées par Duplès-Agier, p. 100.)

(2) Appendice, C. V, nos 69 et 70.

(3) Voir ci-dessus, p. 11 et 12.

celle de Jean-sans-Terre, allait en décroissant; mais ce déclin pouvait avoir des retours subits. On l'avait bien vu en 1214. Aussi l'Evêque jugeait-il prudent d'attendre et de patienter.

D'un autre côté tous les yeux étaient tournés vers le Midi, où se poursuivait une œuvre d'extermination dont approchait le dénouement. Le Limousin apporta un faible contingent à la croisade contre les Albigeois : il tenait par trop de liens à ces populations dont les seigneurs du Nord allaient se disputer le territoire, pour prendre une part active à l'invasion. Il avait eu, lui aussi du reste, ses hérétiques, mais deux siècles plus tôt. Sous l'épiscopat de Gérard I, on avait vu surgir dans toute l'Aquitaine une secte de Manichéens proclamant l'inutilité du baptême, niant la vertu de la croix et maint autre enseignement de l'Eglise, s'abstenant de certains mets, comme les religieux, et faisant profession de chasteté, mais se livrant entre eux aux plus honteux désordres (1). Par bonheur, cette hérésie n'avait pu prendre racine dans nos contrées. Peut-être ses chefs et ses principaux adhérents, forcés de quitter le pays, s'étaient-ils réfugiés dans les provinces méridionales, où un meilleur accueil attendait leurs doctrines. Quoi qu'il en soit, on ne parlait plus de ces hérétiques dans les premières années du xiii^e siècle. S'il en eût été autrement, le Limousin, au lieu d'être une simple étape de l'expédition des croisés, fût devenu le théâtre de leurs premiers exploits et le sac de nos villes eût précédé celui de Béziers, de Toulouse et de Carcassonne.

Ce fut sous l'épiscopat de Gui de Clusel, successeur de Bernard de Savène, que s'ouvrirent les hostilités entre le prélat et la commune de Saint-Léonard. Elles ne devaient pas durer beaucoup moins d'un siècle. Avant nous, M. Achille Leymarie en a donné l'historique sommaire dans quelques pages intéressantes de son *Histoire de la Bourgeoisie* (2). Il a connu presque tous les docu-

(1) *Paucis post tempore, per Aquitaniam exorti sunt Manichæi, seducientes plebem, negantes baptismum sanctum et crucis virtutem, et quidquid sanæ doctrinæ est, abstinentes a cibis, quasi monachi, et castitatem simulantes, sed inter se ipsos luxuriam omnem exercentes, quippe, ut nuntii Antichristi, multos a fide exorbitare fecerunt* (*Chron. d'Adémar de Chabannes*, ap. Labbe : *nova Bibl. manuscriptorum librorum*, t. II, p. 176). His diebus (vers 1030) concilium aggregavit episcoporum et abbatum dux Willelmus apud Sanctum Carrosum propter extinguendas hæreses quæ vulgo a Manichæis disseminabantur (*ib.*, p. 184).

(2) *Histoire du Limousin : la Bourgeoisie*. Paris, Damoulin; Limoges, Ardillier fils, t. II, p. 262 à 281, 284.

ments dont nous avons fait usage ; il en a même eu sous la main quelques-uns qu'il nous a été impossible de retrouver, et au sujet desquels nous aurons à invoquer son témoignage sans pouvoir vérifier l'exactitude de ses indications.

Sur la première phase de cette lutte, phase qui n'a pas été étudiée par M. Leymarie, on possède peu de renseignements. Gui de Clusel, élevé sur le siège épiscopal de Limoges en 1226, réclama, peu après son installation, le serment de fidélité des habitants de Saint-Léonard. Ceux-ci qui, deux ans plus tôt, avaient prêté ce serment au roi de France, et obtenu de lui la confirmation de leurs coutumes, refusèrent net. L'évêque excommunia les consuls et mit la ville sous l'interdit (1). Les bourgeois se soumirent-ils ? D'après un témoignage recueilli à l'enquête de la fin du siècle, celui de Pierre Bernard, prêtre d'Eymoutiers, ils se seraient décidés à obéir (2). Mais à quelles conditions ? Nos documents ne nous le font pas connaître.

Si l'évêque Bernard de Savène n'avait pas entamé la lutte contre les bourgeois, au moins avait-il commencé les préparatifs en vue de cette lutte. En 1225, c'est-à-dire fort peu de temps avant de partir pour l'armée du Roi, il s'était fait engager par Joubert de Noblat, à l'occasion d'un prêt de trois mille sols, tout ce que l'emprunteur tenait de lui dans la ville de Saint-Léonard : la moitié de la vigerie, juridiction, leide, péage, droit sur le vin et sur le sel. L'évêque n'allait plus être seulement le seigneur supérieur ; il exploiterait, sans intermédiaire féodal, par ses propres officiers, les droits tant honorifiques qu'utiles de son domaine ; et les bourgeois, sentant son pouvoir plus près d'eux, forcés de reconnaître pour ainsi dire chaque jour son autorité, la redouteraient davantage et feraient moins de difficultés pour s'y soumettre (3).

(1) Guido, episcopus Lemovicensis, excommunicaverat eos (les consuls) quia juramentum fidelitatis nolebant sibi facere ; et vidit villam suppositam interdicto, quadraginta quinque anni sunt (Témoignage de Mathieu des Moulins, templier, ancien consul).

(2) Appendice, C. VIII, n° 127.

(3) Ce sont les recueils des hommages de l'Evêché (t. I, Noblat), formés au xviii^e siècle, qui nous fournissent cette date, mais avec une fausse interprétation de l'objet du contrat, dont le véritable sens nous est donné par les anciens registres :

Littera sigillata sex sigillis, qua Joubertus de Nobiliaco obligavit domino episcopo in pignore vicariam, jurisdictionem, leydam, pedagium, sal et vinum et quidquid jaris habebat in burgo de Nobiliaco, pro quibus erat, ut dicebat, homo ligius episcopi... Alia littera qua dominus voluit quod esset

Ce fait, insignifiant en apparence, de l'engagement à l'évêque de la moitié de la vigerie et des droits qui s'y rattachaient, nous semble avoir exercé une action décisive sur les relations entre l'évêque et la commune.

La mort ne laissa pas à Bernard le temps de tirer parti de sa mise en possession ; mais celle-ci n'en resta pas moins, toute provisoire qu'elle semblait être, le point de départ et la première manifestation de la politique adoptée à l'égard des bourgeois par les prélats qui occupèrent successivement le siège de Limoges. Nous allons les voir suivre durant tout le cours du siècle la ligne de conduite inaugurée par leur prédécesseur.

Gui de Clusel, et après lui Durand d'Orlhac, qui monta sur le siège de Limoges en 1236, après le court épiscopat de Guillaume du Puy, ne paraissent pas s'être montrés trop exigeants à l'égard des habitants de Saint-Léonard et vécurent avec eux en assez bonne intelligence. Satisfaits d'avoir obtenu la reconnaissance de leur prérogative supérieure et reçu à leur avènement le serment de fidélité (que la population ou tout au moins une partie des habitants consentirent à prêter à Durand (1) comme on l'avait prêté à Gui), les deux prélats se contentèrent probablement d'exercer, à titre d'engagistes, la juridiction de la vigerie par l'entremise d'un préposé, de concert avec la famille bourgeoise des Paute, investie, comme on l'a vu plus haut, de l'autre moitié de cette juridiction.

Le successeur de Durand, Aimeric de Serre, qui fut élevé sur le siège de Limoges en 1246, réclama à son tour l'hommage et le serment de la commune de Noblat. Les bourgeois résistèrent et ils ne paraissent pas s'être soumis complètement. Peut-être une transaction intervint-elle ? Quoiqu'il en soit, tous les habitants de la commune ne remplirent pas la formalité requise. Quarante ou cinquante d'entre eux seulement se présentèrent au nom de la communauté et jurèrent fidélité à l'évêque (2).

Peu après un nouvel incident se produisit qui mit de nouveau le prélat et la commune en face l'un de l'autre ; mais le conflit portait cette fois sur une affaire qui ressortissait à la juridiction ecclésiastique. Vers 1250, les consuls avaient fait renfermer dans leur prison de Font-Pinou un clerc du nom de Jean Bauson, qui

immunis ab omni servicio quousque predicta redimat. (*O Domina*, fol. 89, r°, et *Tuæ hodie*, 25, r°).

(1) Durand reçut ce serment derrière l'autel de Saint-Léonard, probablement sous l'arcade qui supportait les reliques. Voir ci-dessus, ch. II, p. 29.

(2) Appendice, C. VII, n° 129, 130, 130 *bis*.

avait frappé de la façon la plus grave un habitant de Saint-Léonard. L'official lança l'interdit sur la ville. Les consuls se soumirent et le clerc sortit de prison (1).

Le sénéchal que Louis IX venait d'établir en 1248 dans les trois diocèses de Limoges, Périgueux et Cahors, laissés depuis longtemps sans représentant officiel du roi de France (2), ne paraît pas être intervenu dans ces démêlés. Le rôle de ce fonctionnaire est d'ailleurs assez effacé jusqu'au traité d'Amiens (1259). A partir de cette époque, les fonctions de sénéchal prennent une importance considérable, et on trouve cet officier mêlé à tous les événements de l'histoire de la province. Il faut noter que l'établissement d'un sénéchal coïncide avec l'expiration de la première trêve de cinq ans conclue entre Louis IX et Henri III, au lendemain de la défaite de ce dernier et de ses alliés en Poitou.

Les barons de Châteauneuf comptaient parmi les seigneurs les plus puissants de la contrée. Ils étaient, pour beaucoup de fiefs et de terres, les vassaux de l'évêque; mais c'étaient des vassaux assez indociles et des voisins fort gênants: par suite d'alliances successives, autant qu'on puisse en juger, ils possédaient non seulement une part du château de Noblat, mais des droits sur les moulins à blé et peut-être aussi sur ceux à foulon qui existaient au bord de la rivière; ils avaient moitié des péages du pont; enfin une portion de la vigerie de la ville leur était échue, la moitié précisément de la part qui, depuis un quart de siècle, était restée entre les mains de l'évêque en garantie de la somme prêtée à Jaubert de Noblat par Gui de Clusel.

Aimeric paraît être entré de bonne heure en pourparlers avec Gaucelin de Châteauneuf, pour l'acquisition de ses droits à Noblat et aux alentours. Dès 1252, ces négociations aboutissent, pour ce qui concerne la vigerie de la ville tout au moins, et l'évêque obtient du seigneur de Châteauneuf la cession « de sa part et portion de cette vigerie et aussi de la part de la forêt de Noblat acquise par lui d'Olivier de Royère ». Le vendeur s'inter-

(1) *Villa predicta postmodum fuit interdicta per officialem Lemovicensem .. pro eo quod tenebant clericum captum... Et sic fuit deliberatus* (Evéché, 2240. Enquêtes, arch. Haute-Vienne).

(2) Et fuit primus senescallus regis Francie a tempore quo non exstabat memoria in parte illa (*Chron. de P. Coral, Historiens de France*, t. XXI, p. 765.) — Nous avons vu plus haut (p. 69) un sénéchal français du nom de Pierre des Saules — *Petro de Sallicibus* — nommé à l'occasion d'une expédition qui semble antérieure à cette date de 1248.

dit en même temps toute acquisition nouvelle dans la ville (1). Voilà donc le siège de Limoges en possession définitive, outre ses prérogatives de seigneur supérieur, de droits d'une certaine importance dans la ville même de Saint-Léonard.

Ce n'est pas tout. Un peu plus tard, vers 1262, l'évêque acquiert certaines redevances sur les moulins construits au-dessous du pont de Noblat et relevant de Gaucelin de Châteauneuf et de Gérard Brun (2). En 1271, on le voit encore acheter d'Adémar de La Roche, de sa femme Audoine de Royère et de leurs enfants, divers mas dépendant du château de Noblat (3). Le cercle qui entoure la commune se rétrécit et se renforce. Plus ira, plus l'étreinte de l'autorité épiscopale se fera sentir; plus inévitables et plus fréquents deviendront les conflits.

Saint Louis avait consenti, par le traité d'Amiens — 1259 — à rendre les trois diocèses de Limoges, Périgueux et Cahors au fils de Jean-sans-Terre; mais il avait expressément excepté de cette restitution les territoires compris dans les états de son frère Alphonse, et ceux de tous les seigneurs vis-à-vis desquels lui-même ou ses prédécesseurs avaient pris l'engagement de ne jamais les mettre hors de la main du roi de France. L'évêque de Limoges, on l'a vu plus haut, était de ce nombre et il demeura vassal direct du souverain (4). Il en fut de même de l'abbé de Solignac et de plusieurs autres seigneurs ecclésiastiques ou laïques. Dans ce nombre figurait le vicomte de Turenne, qui consentit en 1263, par traité spécial et direct avec le roi d'Angleterre, à renoncer à ce privilège (5).

Henri III réclama Saint-Léonard, peut-être à la suggestion

(1) Arch. Haute-Vienne. Evêché. *Registres d'hommages*, t. I, Noblat, p. 86.

(2) Notes de l'abbé Nadaud, au Séminaire de Limoges.

(3) *Ibid.* et Reg. de l'Evêché.

(4) Fecit illi (à Saint Louis) homagium Parisius ligium pro ducatu Atquitaniæ et pro illis quæ rex Ludovicus reddidit eidem in Lemovicensi, Petragoricensi, Caturcensi et Agenensi diocesisibus, ubi retinuit Rex terram fratris sui, Comitæ Pictaviæ, et omnes illos qui habebant litteras quod non possent ejici de manu Regis; inter quos fuit dominus Aymericus, episcopus Lemovicensis, qui remansit in manu Regis Franciæ cum feodis et refeodis suis, et plures alii (Pierre Coral, apud *Historiens de France*, t. XXI, p. 769).

(5) A. LEROUX et feu BOSVIEUX, *Chartes, chroniques et mémoires* pour servir à l'histoire de la Marche et du Limousin. — Tulle, Crauffon, 1896, p. 89.

des bourgeois; mais le Parlement décida une première fois, en 1260 (1), une seconde fois vingt ans plus tard (2), qu'en raison de la sauvegarde jadis donnée à l'Évêque et aux habitants par Philippe Auguste, le roi de France ne pouvait se dessaisir de cette ville et qu'elle ne sortirait pas de ses mains. — N'ayant plus rien à redouter du roi d'Angleterre, et définitivement soustrait à son autorité, l'évêque de Limoges prit plus sérieusement à partie la commune de Saint-Léonard. Il ne suffisait plus que les bourgeois lui eussent, bon gré, mal gré, prêté serment; il fallait qu'ils se soumissent tout à fait. Le conflit éclata presque aussitôt à l'occasion de l'exercice de la justice. Il est incontestable que les consuls l'avaient possédée et la possédaient encore, à tort ou à raison, vers 1260. Mais nous avons dit plus haut qu'auprès des témoignages favorables aux libertés des bourgeois, on en rencontre, aux enquêtes, d'autres qui justifient les prétentions de l'évêque. Il semble que ce dernier fût en possession de juger certaines causes par ses officiers, soit seuls (3), soit avec le concours des magistrats municipaux. Nous trouverons plus loin un arrêt reconnaissant aux agents de l'évêque comme aux consuls, le droit d'arrêter et d'emprisonner les malfaiteurs, mais disposant que le droit de juger ne doit être exercé qu'en commun par les deux parties. Bien que l'existence de l'état de choses défini par cet arrêt et proclamé par lui comme en vigueur au moment du procès, ne semble pas ressortir de la plupart des témoignages recueillis aux enquêtes, il n'y a pas moins lieu d'y prêter attention.

Ce qui est incontestable, c'est que, vers 1260, commença la période aiguë, décisive, de la lutte entre l'évêque et la commune.

L'acquisition d'une partie de la vigerie et des revenus qui en dépendaient, fournissait à Aimeric une arme redoutable contre les bourgeois. Ceux-ci n'avaient, semble-t-il, jamais contesté d'une façon absolue les droits possédés dans la ville par les chevaliers de Noblat, droits qui consistaient, à Saint-Léonard comme au Château de Limoges, dans une part au moins de la vigerie,

(1) *Videtur Consilium quod villa episcopi Lemovicensis que dicitur Noëillac, remanere debet domino Regi, nec potest eam ponere extra manum suam (Olim, t. I, p. 479).*

(2) *Append. A, n° 3.*

(3) *Tempore Aymerini quondam episcopi, vidit turbationem fieri in dicta villa, media et bassa justicia, quin idem episcopus per se et per allocatos suos eandem explectaret et explectabat pacifice, (Dép. de Rigaud de Quercy, curé de La Porcherie).*

des redevances sur le vin et le sel, et certains produits accessoires. La commune, qui déniait au prélat l'exercice de ses prérogatives de seigneur justicier, abolies à l'en croire par les coutumes et les privilèges royaux, admettait sa juridiction comme vigier et semble avoir laissé les officiers épiscopaux l'exercer en paix. Mais l'évêque n'entendait pas se contenter de ce rôle secondaire. Il voulait ressaisir complètement l'autorité qu'il avait jadis possédée et reconquérir la juridiction à tous ses degrés. En attendant que le moment fût venu de racheter la portion de la vigerie restée hors de sa main, le prélat essaya d'amener les bourgeois à reconnaître et à accepter l'autorité du prévôt épiscopal chargé de juger les causes du reste de la châtellenie (1) — *prepositus foraneus* — et qui, établi depuis longtemps dans la ville, ne paraît point avoir été jamais inquiété par les habitants dans l'exercice de sa juridiction sur les étrangers, sur les personnes domiciliées hors de la ville et n'appartenant pas à la commune.

Il résulte, en effet, de l'ensemble des documents, que la ville de Saint-Léonard était déjà devenue, au ^{xii}^e siècle, le siège de la juridiction épiscopale du château et de la châtellenie de Noblat. Le fort, construit sur un roc abrupt, abordable d'un seul côté, n'offrait pas, pour l'exercice de cette juridiction, les commodités et les avantages que présentait la petite ville. L'accès plus facile de Saint-Léonard, sa population relativement nombreuse, l'activité de son commerce, l'importance de ses marchés et de ses foires assuraient une large publicité aux actes judiciaires, aux annonces, aux criées de toute espèce, une solennité plus grande aux audiences du prévôt et à l'exécution de ses arrêts, des ressources de toute sorte aux plaideurs. L'officier délégué pour exercer les droits de l'évêque sur les vassaux de l'extérieur des murs, jugeait donc à Saint-Léonard et y avait son prétoire dans la salle épiscopale. Mais il n'exerçait aucune juridiction à l'intérieur de la ville. Tout au moins les bourgeois le prétendent-ils, et on entend, à l'enquête de 1288, un témoin ayant habité vingt ou trente ans Saint-Léonard, faire cette déclaration : « J'ignore

(1) Nous nous sommes arrêté à ce sens après avoir consulté nombre de personnes dont l'autorité ne nous permettait pas de maintenir notre première hypothèse : à savoir que le mot *foraneus* doit ici s'entendre avec l'acception d'*étranger* et qu'Audier était désigné sous le nom de *prepositus foraneus*, parce qu'il n'appartenait pas à la châtellenie. Cette traduction nous permettait d'expliquer d'une manière plus satisfaisante un passage de l'arrêt du Parlement de la Toussaint 1286. (V. ci-après chap. X), mais nous ne nous dissimulons pas qu'elle soulevait certaines objections.

absolument à quoi servait cet officier (1). » — Ces affirmations sont contredites, cela va sans dire. Bornons-nous à constater pour le moment que l'on connaît la série des prévôts épiscopaux à Saint-Léonard pendant la plus grande partie du XIII^e siècle. Ces fonctions sont remplies, sous l'évêque Durand d'Orlhac, par Pierre Chabecut ou Chabessut, auquel succède son fils; sous l'élu Guillaume du Puy, par Guillaume de Magnac; plus tard par Elie de Limoges, Bertrand de Vassignac et quelques autres chevaliers, écuyers ou sergents. Nous parlerons plus loin d'Audier Normand et de Jourdain Barodier. Il résulte de plusieurs dépositions que ces prévôts, dans le troisième quart du XIII^e siècle tout au moins, n'habitaient pas constamment la ville, et venaient de temps en temps y tenir leurs assises; ils y demeuraient alors sept ou huit jours.

Il faut rappeler que les chevaliers de Noblat avaient un prévôt spécial, résidant au château et ne paraissant avoir rien de commun avec celui de l'évêque; on relève au contraire, à la procédure, la mention de plusieurs conflits entre ces deux officiers.

L'état de choses que nous venons d'exposer devait amener d'incessants différends, produire surtout une confusion inextricable dans l'esprit de beaucoup de personnes. Il explique dans une certaine mesure les obscurités que nous relevons dans les textes où il nous est permis de puiser quelques renseignements, les contradictions absolues des témoignages recueillis aux enquêtes. Les témoins ont vu, à telle ou telle époque, le prévôt de l'évêque tenir audience dans la salle épiscopale de Saint-Léonard, condamner des malfaiteurs ou juger des causes civiles. Après vingt, trente ou quarante années, peuvent-ils bien se souvenir de la nature de l'affaire, affirmer à quelle juridiction elle ressortissait; s'il s'agissait d'un bourgeois, ou bien d'un habitant de la banlieue ou d'un bourgeois relevant de la juridiction épiscopale pour des terres situées hors de la ville et des faubourgs? Comment nous-mêmes pourrions-nous être fixés, et trouver une certitude dans des témoignages aussi sujets à caution?

Quoiqu'il en soit, Aimeric de Serre paraît avoir, vers 1265, songé à affirmer ses droits en élevant au milieu même de la ville, sur le Marché aux Vaches, une potence ou un pilori. — La po-

(1) *Episcopus Lemovicensis habebat prepositum suum in villa Nobiliaci triginta sunt anni, et [testis] nescit de quo serviebat dictus prepositus* (Témoignage de Pierre de Roc Amadour).

tence était essentiellement le signe distinctif du seigneur haut justicier, et nous avons vu que les consuls prétendaient seuls exercer la haute justice dans leur ville. A la première nouvelle de ce projet, les magistrats municipaux se réunirent à la maison commune et convoquèrent les bourgeois. La foule ameutée se saisit de bois qui appartenaient, en effet, à l'évêque et qu'on disait destinés à la construction du gibet; elle les traîna dans les rues de la ville et les jeta dans les fossés, malgré les protestations des clercs et des sergents du prélat. Celui-ci, à les en croire, n'avait jamais conçu le dessein qui lui était prêté (1).

Un nouveau sujet de différend était venu s'ajouter, après 1260, aux nombreuses causes de conflit qui existaient déjà. Un des seigneurs de Noblat, Aimeric Brun, céda à la commune le droit d'exploiter et de défricher une partie de la forêt de Noblat dépendante de son fief. Cet abandon fut-il consenti pour indemniser les bourgeois des dommages qui leur avaient été causés par le chevalier ou les siens? Aimeric Brun fut-il seulement déterminé à conclure ce marché par la somme élevée que lui offrait la commune? Quoiqu'il en soit, la vente fut effectuée et le chevalier toucha cent livres pour prix de cette cession (2). Les bourgeois se mirent donc à couper, pour leurs constructions et pour leurs autres besoins, les arbres de la vieille forêt. Le fer et le feu y ouvrirent de larges clairières où un certain nombre d'habitants de la ville furent autorisés à semer du blé, à la condition de payer au consulat une redevance annuelle égale à la moitié de la semence. Cette contribution s'acquittait au mois d'août, au moment de la récolte (3).

(1) *Viginti vel viginti quinque anni sunt, Episcopus Lemovicensis fecit aduci merrerium in dicta villa ut de ipso faceret fieri quandam scalam in Mercato Vaccarum... Consules... audientes hoc, congregaverunt se et communitatem suam in domo communi... fregerunt dictum merrerium et illud diruptum trahinabatur... et vidit dictum merrerium projici in fossatis... Set in dicta platea... clerici et servientes episcopi dicebant quod dictus episcopus nolebat facere fieri scalam de dicto merrerio (P. Tutonis).*

(2) *Triginta quinque anni sunt vel circiter, quod dominus Hemericus Bruni, miles, dominus castri de Nobiliaco in parte, donavit dictum nemus dictis consulibus et communitati in recompensationem dampnorum que eis fecerat vel intulerat. Et ipsi consules et communitas dederunt ei centum libras propter hoc (Elle Panet). — Dicit quod ipsi (burgenses) emerunt forestam a domino Aymerico Bruni. (Témoignage dont le début manque).*

(3) *Ex tempore quo morabatur in dicta villa, ipse vidit forestam exple-*

L'évêque de Limoges, dont l'agrément n'avait pas été demandé par son vassal et qui n'entendait pas laisser tomber sa forêt en main-morte, la fit aussitôt saisir, — c'était deux ans avant sa mort, par conséquent en 1270 (1), — et constitua à sa garde des préposés spéciaux. Les bourgeois continuèrent de l'exploiter comme ils l'avaient fait depuis leur acquisition (2). Les officiers du prélat durent se borner à réclamer une amende des individus isolés qu'ils parvenaient à saisir dans la forêt; mais les bourgeois prenaient leurs précautions et allaient d'ordinaire en troupe chercher du bois et l'enlever.

La lutte néanmoins avait ses trêves, et les bourgeois de Saint-Léonard, quand surgissaient des difficultés entre eux et quelque puissant voisin, n'hésitaient pas à recourir à l'évêque et à se recommander de lui. Vers 1268 ou 1270, Gaucelin de Châteaupneuf, un des seigneurs du château de Noblat, qui avait déjà émis la prétention de contraindre les habitants de la ville ou certains d'entre

tari per homines dictæ ville, scindendo ligna dictæ foreste et ea deportando ad dictam villam... Per duodecim annos ipse seminavit bladum in quadam parte dictæ foreste quam combusserat, et cum seminasset, et veniebat (*sic*) ad tempus augusti, et vellent colligere bladum quod seminaverat, servientes consulum veniebant ad istam et petebant quantum ab isto seminature seminaverat in dicta terra seu foresta; et solvebat eis, nomine consulum, medietatem ejus quod seminaverat (Pierre d'Arfeuille). — Vidit homines de Nobiliaco explectantes in dicta foresta a triginta quinque annis, et aliquos colentes in aliqua parte foreste et de blado crescente reddentes terragia consulibus. — Requisitus si burgenses haberent dictam forestam in manu mortua... dicit quod audivit burgenses hoc dicentes pluries (Bordas, curé d'Excidenil).

(1) Aymericus episcopus eandem forestam cepit in manu sua per duos annos ante mortem suam (Déposition incomplète à l'enquête de 1279-80).

(2) Vidit Aymericum Bruni explectantem forestam de qua fit mentio, tanquam dominum, bene suit triginta sex anni. Et iste mei bene explectavit eam per viginti annos pro dicto Aymerico, qui eam tenebat in feodum, ut dicebatur communiter et notorium erat, ab episcopo. Et erat iste testis serviens feodatus dictæ foreste... Postea vidit ipse testis, bene sunt triginta anni, quod idem Aymericus posuit dictam forestam in manu communitatis ville Nobiliaci. Et, quam cito episcopus scivit, assignavit ad dictam forestam et in manum suam posuit ob defectum hominis... Et eam tam per se quam per allocatos suos in manu sua tenuit... Episcopus qui nunc est... continuavit saesnam predecessoris sui, et testis, pro dicto Aymerico, gualavit in dicta foresta multas gentes dictæ ville (Joceau de La Feuille, chevalier),

eux d'apporter leur grain à ses moulins, voulut leur interdire de réparer le pont qui mettait le fort en communication avec la ville et d'édifier sur ce pont une porte. La cause fut appelée aux assises de Limoges, devant le sénéchal. L'évêque s'y présenta avec les consuls, et sur la demande formelle de ceux-ci, les réclama comme ses hommes ; puis il cita devant lui les parties à Saint-Léonard et les bourgeois se tirèrent d'affaire moyennant une petite somme versée au seigneur de Châteauneuf (1).

On voit même la commune courir aux armes pour aller au secours de l'évêque quand sa personne est en péril. Aimeric de Serre fut pris par les gens du comte de la Marche. Le fait se produisit peut-être au cours des démêlés entre ce seigneur et le prélat au sujet des comptes de la gestion de la Régale, dont les profits paraissent avoir été à plusieurs reprises cédés ou donnés par le Roi au comte. Aussitôt que les consuls apprirent la nouvelle, ils convoquèrent la commune, et la milice tout entière de Saint-Léonard prit le chemin de Pontarion, où le prélat était retenu prisonnier. Mais le comte de la Marche avait déjà ordonné de mettre Aimeric en liberté, et sa prison venait de s'ouvrir lorsque arrivèrent les troupes de Noblat (2).

(1) Vidit communitatem contra dictum militem, dominum de Castro-novo, defendentem apud Lemovicas, coram Radulpho de Trapis, senescallo, pro eo quod dictus miles petebat ab eis quod facerent molere ad sua molendina (Etienne Vigier). Dominus de Castronovo litigabat contra communitatem de Nobiliaco super hoc quod impediabat ipsam ne faceret quamdam portam super pontem de Nobiliaco. Dicta communitas et dicti burgenses advohaverunt se ab episcopo et dixerunt quod erant homines mansionarii ipsius (Bernard Bordas, curé d'Excideuil).

Jossellus de Castronovo... volebat impedire ne reparerent pontem de Nobiliaco, existentem inter castrum et villam... qui erat de lapidibus et lignis (Etienne, sous-prieur).

Jocellus de Castronovo, dominus castri Nobiliaci in parte, fecit ajornari consules et communitatem ville Nobiliaci apud Lemovicas, coram Henrico de Quessance, senescallo domini Regis Lemovicis ; et vidit (le témoin) quod Hemerycus, tunc episcopus Lemovicensis, requisivit curiam suam, tanquam de suis hominibus, consulibus dicte ville de Nobiliaco presentibus et eum requirerentibus ut eos requireret tanquam suos homines et justiciabiles. Et vidit quod dicta curia fuit sibi reddita in plenis assisiis. Et vidit quod postea fuerunt citati coram dicto episcopo apud villam Nobiliaci ... et tandem pacificaverunt coram dicto episcopo, ita quod dictus miles habuit, per modum pacis, nonaginta duas libras pro dampnis et injuriis... Dicti burgenses fecerant quemdam pontem lapideum in terra dicti militis et contra suam voluntatem, prope castrum suum de Nobiliaco (Etienne Vigier, sergent).

(2) Appendice, C. VII, 136.

VIII. — GILBERT DE MALEMORT ET LES BOURGEOIS DEVANT LE
PARLEMENT. LE PRÉVÔT AUDIER NORMAND; LA COMMUNE EN ÉTAT
DE RÉVOLTE OUVERTE.

La querelle entre l'évêque et les habitants de Saint-Léonard avait, on vient de le voir, atteint sa période aiguë sous l'administration d'Aimeric de Serre; mais un court répit fut laissé à la commune entre l'époque de la mort de ce prélat et de nouveaux assauts. Après la mort d'Aimeric, le siège épiscopal demeura vacant pendant près de trois années. Cette période paraît avoir été remplie de troubles et de désordres. La forteresse de Châluçet, enlevée peu auparavant aux soldats de la vicomtesse de Limoges par l'évêque Aimeric, à la tête des communes, fut rendue à la veuve de Gui VI, qui y remit ses gens. La vicomtesse put, avec l'assentiment d'Aimeric Brun, établir dans le château de Noblat une garnison destinée à inquiéter les bourgeois de Limoges, à gêner leur commerce et à entraver l'approvisionnement de la ville en battant le pays aux environs. L'audace de ces routiers s'accrut; leurs déprédations jetèrent l'effroi dans tout le pays. En vain le sénéchal du roi de France s'efforça-t-il d'arrêter les hostilités. En vain le roi d'Angleterre lui-même vint-il dans la contrée. La vicomtesse méprisa toutes les injonctions, brava toutes les défenses. Ses soldats redoublèrent d'audace et de violences (1). Le 12 juin 1274, la garnison de Noblat fit une sortie en règle et engagea à Saint-Priest-Taurion un combat avec la milice bourgeoise de Limoges (2). Les escarmouches étaient fréquentes. Cet état de choses paraît s'être maintenu jusqu'en 1276.

Il est permis de penser que les efforts du nouvel évêque ne furent pas étrangers à la cessation de la guerre. Toute la contrée subissait le contre-coup de ces désordres et le prélat ne fit que se conformer à l'exemple de ses prédécesseurs en travaillant avec zèle au rétablissement de la paix.

Gilbert de Malemort, qui avait succédé en 1275 à Aymeric de Serre, était un adversaire redoutable pour la commune de

(1) Et pejus faciebant presente Rege Anglie quam fecissent ante. *Chron. de Pierre Coral*, ap. HISTORIENS DE FRANCE, t. XXI, p. 783.

(2) *Ibid.* p. 784.

Saint-Léonard. Peu d'évêques se montrèrent aussi jaloux des droits de leur siège, aussi déterminés à revendiquer ceux de ces droits que leurs prédécesseurs avaient laissé usurper, à faire revivre ceux qui s'étaient insensiblement éteints. Héritier des prétentions d'Aimeric, il apporta, dans sa lutte contre les bourgeois, beaucoup plus de vigueur et d'esprit de suite. Les consuls ne se laissèrent pas déconcerter; mais ils s'aperçurent bientôt qu'ils avaient affaire à forte partie : l'attaque devenant plus vive, plus précise et plus soutenue, ils durent accentuer la résistance et furent bientôt contraints, pour ainsi dire, à la rébellion ouverte. Le différend s'achemina dès lors vers une solution.

Il faut le dire : le prélat trouva des alliés dans les rangs même des bourgeois. Grâce aux divisions qui existaient dans la population de Saint-Léonard, la cause du prélat y comptait déjà quelques défenseurs. L'habileté de Gilbert sut augmenter le nombre de ces partisans, auxquels il est fait plusieurs fois allusion dans les pièces du procès. Par malheur les allusions dont il s'agit sont conçues en termes généraux et tellement vagues qu'ils ne nous permettent de saisir aucun fait caractéristique. Un passage du factum contenant les protestations et récusations formulées par les procureurs des consuls contre les témoins de l'évêque, nous fournit sans indication un peu précise. Il y est dit que Martial Jaubert, clerc de la ville de Saint-Léonard, appartenant alors à la maison de l'évêque, et feu son père, ont été « la cause de tout le différend et l'origine du procès porté devant le Parlement » (1). Il nous a été du reste impossible de déterminer les faits auxquels se rapporte ce passage.

Du côté des bourgeois, on compte, au nombre des défenseurs les plus énergiques des libertés de la commune et des instigateurs les plus résolus de la résistance, Etienne Desmoulins, plusieurs fois consul; Michel, son frère ou son cousin, Guillaume Daniel, Martial Martin, Pierre de Pau, Etienne Faure.

Cette résistance, on le verra dans les pages qui suivent, ne s'exerça pas seulement sur le terrain judiciaire. Les bourgeois prirent à plusieurs reprises les armes pour résister aux prétentions ou aux empiètements de l'évêque. On les vit même s'opposer par la force à l'exécution des ordres du Roi et du Parlement. Nous n'avons malheureusement que des indications

(1) *Fuerunt causa et origo tocius discordie et litis mote inter ipsos et episcopum... et fuerunt, et idem Marcialis est adhuc inimicus ville, et juratus ipsius episcopi; et est de familia sua, et commensalis et de robis ipsius.*

incomplètes sur cette histoire si attachante et si mouvementée. Nous allons essayer de la reconstituer, autant que nous le permettent les documents conservés dans nos dépôts d'archives.

A peine monté sur le siège de Saint-Martial, Gilbert de Malemort, à l'exemple de ses prédécesseurs, somma les bourgeois de Noblat d'avoir à lui prêter le serment de fidélité. A cette mise en demeure il fut répondu par un refus, et les bourgeois déclarèrent, comme ils l'avaient déjà fait sous Durand d'Orlhac et sous Aimeric de Serre, qu'ils ne devaient ce serment qu'au Roi, tout au plus au duc d'Aquitaine. Le prélat eut alors recours aux armes spirituelles. Elles réussissaient souvent. Deux cents habitants environ de la ville cédèrent devant la menace de l'excommunication et se soumirent aux exigences de l'évêque ; mais ce furent surtout, semble-t-il, des bourgeois qui possédaient des fonds grevés de redevances particulières au profit du siège épiscopal ou qui tenaient de lui des terres situées en dehors des limites de la commune. Des autres, Gilbert ne put rien obtenir. La menace de l'excommunication et l'excommunication elle-même demeurèrent sans résultat. Les consuls et la majeure partie des bourgeois persistèrent dans leur refus de prêter serment au prélat.

Gilbert de Malemort temporisa. En attendant que la commune se décidât à se soumettre ou qu'un incident lui fournit l'occasion de vaincre une résistance que pour l'instant il ne se sentait pas la force de briser, il continua la politique de ses prédécesseurs et reprit les négociations entamées par Aimeric de Serre pour le rachat des liefs dépendant de la châtellenie de Noblat.

Il s'efforça entretemps d'amener les bourgeois, ou tout au moins ceux d'entre eux sur lesquels il pouvait exercer une action quelconque à raison de circonstances particulières, à accepter la juridiction de son prévôt et à comparaître devant lui. Il avait à Saint-Léonard, à l'exemple de ses prédécesseurs, un prévôt des causes foraines qui tenait ses audiences dans la salle épiscopale et qui était le plus haut représentant du prélat, le chef de ses agents inférieurs. Ce prévôt exerçait aussi, semble-t-il, les fonctions de vigier au nom de l'évêque. Celui-ci pensa qu'il pouvait mettre à profit le double caractère de cet officier pour s'emparer peu à peu d'une façon complète de la justice de Saint-Léonard.

Un nouveau prévôt venait d'être nommé : c'était un écuyer du nom d'Audier (1) Normand. Quelques passages des procédures

(1) On le trouve nommé tantôt *Audierus*, tantôt *Audrerus* Normannus.

font supposer que l'évêque vint lui-même l'installer avec une solennité inusitée. Peut-être même est-ce dans cette cérémonie que Gilbert se serait fait accompagner d'un chanoine du Dorat, Gérard de Pierrebuffière, qui avait, paraît-il, maltraité un bourgeois de Saint-Léonard, et dont la présence dans la ville causa un vif émoi. Le nouveau prévôt logea dans la maison même de l'évêque. Il avait avec lui son frère et quelques sergents.

L'installation d'Audier et les circonstances dont elle fut accompagnée, éveillèrent les appréhensions des consuls et excitèrent l'animosité des bourgeois contre l'évêque. Mais ces inquiétudes et ces colères s'accrurent quand on vit le prévôt vouloir faire tout seul la police et réclamer, sans l'assistance des chefs de la commune, les taxes perçues de temps immémorial par ceux-ci, avec ou sans le concours des vigiers.

Les bourgeois adressèrent aussitôt de nouvelles protestations au sénéchal. Le prévôt ne s'en émut guère et continua ses entreprises. Hardiment il revendiqua en toute occasion les droits de justice que l'évêque prétendait avoir conservés à Saint-Léonard et s'efforça d'exercer ces droits à l'exclusion de tout autre officier de la commune ou de la seigneurie; — les conflits des gens de l'évêque avec ceux des chevaliers de Noblat n'étaient pas, on l'a vu, moins fréquents que leurs querelles avec les consuls.

Ces derniers n'opposèrent pas tout d'abord la violence à ces tentatives d'usurpation. Avant d'y recourir, ils firent leurs efforts pour entraver, sans intervenir directement, l'action du prévôt. Ils allaient trouver les parties ou les témoins, les dissuadaient de comparaître, de déférer aux injonctions du juge épiscopal (1), de verser les amendes ou les frais qui leur incombaient; ils provoquaient les protestations, faisaient naître les incidents, soulevaient indirectement mille difficultés, mais sans réussir à décourager le prévôt.

La constance et la ténacité de cet officier firent à la fin sortir les consuls de ce rôle de modération et de prudence. On les vit encourager publiquement les délinquants à résister aux ordres du prévôt et braver eux-mêmes son autorité. Souvent, le jour des assises épiscopales, ils faisaient fermer les portes de la ville (2). Ni

(1) Post hoc autem, quasi per duos menses quod lis fuit mota inter episcopum et communitatem dicte ville, noluerunt (deux accusés mis en liberté provisoire) obedire coram isto. Et ipse misit servientem suum ad quædandum ipsos, et non permiserunt se quæfare (Dép. d'Audier Normand).

(2) Homines dicte ville, scilicet Bernardus Lescolle, qui custodiebat portas dicte ville pro communitate, denegavit eidem testi, qui erat adjornatus ad assisiam episcopi, ingressum ejusdem ville, nec permisit ipsi testi intrare, bene est unus annus (Jourdain de Murs, chevalier).

plaideurs, ni témoins du dehors ne pouvaient entrer dans l'enceinte des remparts, en sorte que, l'audience ouverte, personne ne se présentait à l'appel des causes. Dans les foires enfin, quand les officiers de l'évêque voulaient vérifier les aunes ou les autres mesures des marchands forains, les bourgeois intervenaient et empêchaient ceux-ci de les donner en leur assurant que l'évêque prétendait exercer un droit qui ne lui appartenait pas (1). Et les magistrats municipaux déclaraient ouvertement à Audier que ni les délinquants appelés par lui devant son tribunal, ni aucun habitant de la ville ne reconnaîtraient son autorité et ne se conformeraient à ses ordres (2). Les citoyens se mettaient en état de rébellion ouverte contre lui et le chassaient de leur maison quand il y pénétrait pour remplir les fonctions de sa charge (3).

Des menaces aux pires excès, il n'y avait pas loin. Le prévôt fit un jour une perquisition dans la maison d'un bourgeois de la ville : Elie Trois-Pommes, et y ayant trouvé un vêtement qui avait été récemment volé, crut devoir arrêter le frère de Trois-Pommes, nommé Michel. Les consuls accoururent, s'emparèrent du prisonnier et le conduisirent dans la tour sous laquelle s'ouvrait la porte de Champmain. Le vêtement saisi fut confié à un sergent du roi de France, Adémar de Brolac. — Le même jour, un autre habitant de Saint-Léonard, Guillaume Simon, accusé d'être un des auteurs du vol, est également pris par le prévôt. Nouvelle émotion. Les consuls disputent une seconde fois à l'officier de l'évêque son prisonnier, et celui-ci est contraint de le remettre aux mains du sergent du Roi (4).

(1) *Quidam burgenses dicte ville inhibuerunt mercatoribus predictis ne traderent alnas, etc.* (Bordas).

(2) *Consules dicte ville, scilicet Marcialis Martini, Stephanus de Molendinis, Stephanus Fabri et Petrus de Pau, et plures burgenses dixerunt isti testi quod dicti rei nec alii de dicta villa obedirent coram isto* (Dép. d'Audier Normand).

(3) *Idem prepositus ivit ad domnus Stephani de Molendinis pro gualando ipsum, ut dicebat, de quadam emenda pro defectu. Et idem Stephanus expulit ipsum de domo sua, nec permisit gualare* (Dép. Martial Jobert, clerc).

(4) *Prepositus... arrestavit dictum Michaellem; et consules dicte ville... ibi venerunt, et, amovendo dictam arrestationem, ceperunt dictum Michaellem et duxerunt ad portellum de Chamagnes dicte ville, ubi eum tenuerunt in prisonem. Et propter discordiam prepositi et consulum, dictum super-tunicale fuit positum in manu Ademari de Broleac, servientis domini Regis, sigillatum sigillis dicti prepositi et dicti servientis. Postea, eadem die, idem prepositus cepit dictum Guillerum Symon; et consules et... plures burgenses dicte ville rescusserunt cum dicto preposito etc.* (Dép. Martial Jobert, clerc).

Le calme semblait rétabli lorsque le bruit se répandit dans la ville qu'Adémar avait reçu, du sénéchal du Roi à Limoges, l'ordre de remettre son prisonnier au prévôt épiscopal. Le fait était vrai. Un grand tumulte s'éleva par toute la ville ; les bourgeois crièrent aux armes et une troupe d'hommes portant des épées, des javelots, des haches et des bâtons, en tête de laquelle marchaient plusieurs des consuls : Michel et Etienne Desmoulins, Etienne Faure, Guillaume Daniel, Pierre de Pau, se précipita vers la salle épiscopale, dans laquelle le prévôt venait de ramener son prisonnier. La porte fut brisée, la prison ouverte et la foule envahit la maison de l'évêque et le prétoire où se tenait Audier Normand. Les bourgeois entouraient le malheureux officier, que ses sergents épouvantés paraissent n'avoir pas défendu. Ils le frappaient cruellement à coups d'épieu, à coups de pierre. Le prévôt rendait du sang par la bouche et du dehors on entendait ses cris. Couvert de blessures, les deux bras brisés, les côtes enfoncées, il fut laissé pour mort sur la place. Le malheureux resta neuf jours complètement privé de l'usage de la parole et dut demeurer plus de quatre mois au lit (1).

C'était un homme de courage et d'énergie. A peine rétabli, il reprit ses fonctions. Mais chaque fois qu'il tenta de les exercer dans la ville, il rencontra la même résistance. Aussitôt qu'il se transportait sur un point pour y remplir son ministère, il voyait accourir les consuls et les bourgeois, qui le repoussaient et le menaçaient de mort (2). Un jour, il avait trouvé le prévôt d'Aimeric Brun tenant ses assises dans la ville au mépris des droits de l'évêque et lui avait ordonné de le suivre dans la prison épiscopale ; mais on cria aussitôt : *aux armes !* et deux cents bour-

(1) Et dicti homines rescusserunt iterum cum preposito. Audiebat postea iste testis de camera sua tumultum inter eos, et prepositum clamantem et dicentem : « Ego sum vulneratus ! » (Dép. de Martial Jobert). Verberaverunt turpiter dictum prepositum in brachiis ... et percusserunt eum in latere cum quodam ligno vel petra, ita quod clamavit alte : « Ego sum mortuus ! » (Rigaud *de Quercu*, curé de La Porcherie). Michaelis et Stephanus de Molendinis, Stephanus Fabri, Guillelmus Daniel, Petrus del Pau et plures alii verberaverunt eum quasi usque ad mortem, ita quod amisit loquelam quasi per novem dies ... Jacuit in lecto plus quam per quatuor menses. (Dép. d'Audier Normand). Vidit dictum prepositum verberatum et emittentem sanguinem per os ... (Dép. d'Adémar de Brolac).

(2) Voluit capere corpus cujusdam hominis ... ut videret si cum gladiis interfectus fuerat ... Burgenses ville, usque ad quinquaginta, non permiserunt, sed longe expulerunt ..., et minati fuerunt de morte, si plus tanget (Dép. d'Audier).

geois, ayant à leur tête les consuls, accoururent, brisèrent à coups de haches la porte de la prison et mirent en liberté l'officier d'Aimeric Brun (1).

Les bourgeois ne permettaient plus au prévôt de l'évêque de procéder à la vérification des mesures des marchands, les jours de foire et de marché; ils lui arrachaient des mains les aunes ou les coudées (2). Un des consuls, Etienne des Moulins, enleva même une fois à Audier la verge qu'il portait comme insigne de ses fonctions (3) et la brisa.

L'évêque donna un successeur à Audier, pensant que la population manifesterait peut-être une hostilité moins acharnée à l'égard d'un nouveau prévôt. Il n'en fut rien, les mêmes scènes continuèrent : Jourdain Barodier, comme l'officier qu'il remplaçait, vit enlever ses prisonniers, contester son autorité, mépriser ses ordres. Les bourgeois troublèrent ses audiences par leurs clameurs et leurs vociférations, arrachèrent les registres du greffe des mains de ses clercs et le menacèrent lui-même de le jeter en prison s'il persistait à vouloir tenir des assises (4).

La situation devenait de jour en jour plus tendue; les bourgeois affectaient une indépendance absolue à l'égard de l'évêque et de ses officiers. La plupart faisaient des difficultés pour payer même les rentes qu'ils devaient à titre particulier au prélat, soit sur leurs maisons, soit sur des immeubles situés hors des remparts. Le prévôt forain voyait souvent l'exercice de ses fonctions entravé, et ne réussissait pas toujours à faire respecter son autorité. Les recours au sénéchal du roi de France demeuraient vains. A plusieurs reprises cet officier était intervenu, tantôt à la requête de

(1) *Cepit Helyam Panebos, prepositum Aymerici Bruni, propter hoc quod tenebat assisias in dicta villa ... Et tam cito venerunt burgenses ... et cum securibus frugerunt portam dicte aule, et vidit eum extractum, etc.* (Dép. d'Audier Normand). — *Audivit clamari per dictam villam : « Ad arma ! Ad arma ! » Et vidit incontinenti monasterium Sancti Leonardi plenum gentibus dicte ville et aulam similiter episcopi. Et tunc fuit prisio brizata episcopi. Audivit ictus, et eadem die ipsam prisonem vidit brisatam et portam aule episcopi. Tunc fuit extractus quidam prisonarius, notatus Helyas Panebos ... Et qui loquitur erat in choro ecclesie sancti Leonardi, ubi latitabat* (Dép. d'Elie, sous-prieur de Saint-Léonard).

(2) *Dicti consules rescusserunt alnas et cubitus dicto Audiero, quos capiebat in nundinis... nec permittebat eum capere dictas mensuras, sicuti antea fecerat.* (Dép. de Martial Jaubert, clerc).

(3) *Stéphanus de Molendinis... amovit virgam seu baculum Audierii Normanni* (Bernard Bordas).

(4) Dép. de Martial Jobert et de Rigaud *de Quercu*, curé de La Porcherie

l'évêque, tantôt sur la demande des consuls; mais son intervention n'avait pas eu plus de résultats que peu d'années auparavant celle du sénéchal anglais Jean de Lalinde, dans la querelle entre le vicomte de Limoges et la commune du Château : le plus haut représentant du roi de France dans la contrée avait dû renoncer à tout espoir de voir la paix se rétablir par des concessions réciproques.

Le roi lui-même s'était occupé de la querelle de l'évêque avec la commune, sans doute à la demande du sénéchal. On avait vu, vers 1277, un clerc de ce fonctionnaire, Pierre Chabaud, arriver à Saint-Léonard avec des lettres closes de Philippe III. Il les ouvrit en public, et, en présence de l'évêque, enjoignit au prélat, de la part du Roi, qu'il eût à s'abstenir de toute entreprise nouvelle contre la commune (1). Loin de tenir compte de cet ordre, Gilbert fit, peu après, arrêter les crieurs du consulat et les contraignit à lui prêter le serment de fidélité. Il reçut ce serment en audience solennelle, en présence du doyen de Limoges, du doyen de Saint-Hilaire de Poitiers et d'Elie de Limoges, chevalier (2).

Cet acte d'autorité paraît avoir décidé les consuls à s'adresser au Parlement pour assurer le respect des libertés communales. L'idée d'un appel direct à la suprême juridiction du souverain avait dû s'offrir plus d'une fois à l'esprit de l'une et de l'autre des parties; mais toutes deux avaient reculé devant les dangers d'un procès en règle et devant l'incertitude du résultat. Mêler l'autorité royale à des querelles particulières n'était ni prudent ni sûr. La solution devant laquelle on avait hésité s'imposa bientôt. Mais, contrairement à ce qu'a écrit M. Leymarie (3), ce ne fut pas l'évêque qui porta le premier la question devant la cour du Roi. Il résulte de l'arrêt dont on trouvera plus loin le résumé (4), que le procès fut intenté par les consuls de Saint-Léonard (5). Ceux-ci se plaignirent non seulement de l'arrestation de leurs crieurs et

(1) Vidit Petrum Chabeaud, de Lemovicis, apud Nobiliacum, cum litteris clausis, sigillatis sigillo domini Regis; et vidit quod dictus Petrus fregit dictas litteras in presencia dicti episcopi, et postea quod inhibuit ex parte domini Regis ne faceret in dicta villa aliquas novitates (Léonard Godelli, maître des écoles de Saint-Léonard).

(2) *Ibid.*

(3) *Histoire de la Bourgeoisie*, t. II, p. 263.

(4) Appendice, D. n° I.

(5) C'est ce que confirme un passage d'un factum de l'évêque : *Homines de Nobiliaco olim conquesti fuerunt et petitionem suam dederunt contra Lemovicensem episcopum, etc.*

de la violence qui leur avait été faite, mais aussi des exigences de l'évêque. Ils lui reprochèrent d'avoir abusé des armes spirituelles pour contraindre un certain nombre de bourgeois à lui prêter le serment de fidélité, alors que ce serment était dû au Roi seul, et, par délégation du Roi, aux magistrats municipaux, en possession de le recevoir chaque année. Ils protestaient contre la prétention du prélat d'obliger tous les membres de la commune de se soumettre à ce devoir, et renouvelaient les réclamations qu'ils avaient déjà portées devant le sénéchal au sujet de la saisie de la forêt ordonnée par Aimeric de La Serre et maintenue par son successeur.

Le prélat répondit que les évêques de Limoges avaient toujours reçu le serment de fidélité des habitants; que les bourgeois qui le lui avaient prêté à son avènement, s'étaient de leur plein gré acquitté de ce devoir; qu'en ce qui avait trait à l'incident des hucheurs, ceux-ci n'avaient point été arrêtés par ses officiers à cause du défaut de serment, mais parce qu'ils avaient refusé de fournir caution dans un procès, suivant l'usage du pays. Ces crieurs, ajoutait-il, relevaient du seigneur justicier avant de relever du consulat. Au surplus le prélat déclarait ne pouvoir accorder aucun droit ni à l'association des bourgeois, ni à leurs chefs et refusait même de reconnaître l'existence de la commune.

A l'en croire, les habitants de Saint-Léonard étaient des particuliers, ses justiciables, sans privilèges, sans aucun lien entre eux (1). Le prélat avait bien ouï dire que de tout temps quelques notables de la ville s'étaient réunis sur une place publique pour traiter des affaires intéressant la population. Mais ils ne possédaient, affirmait-il, ni consulat, ni hôtel-de-ville, ni caisse commune, ni aucun caractère ou attribut quelconque (2)

(1) *Quod homines dicte ville sunt et esse consueverunt ab antiquo singulares persone, populares, ignobiles, subditi et justiciabiles Lemovicensis episcopi* (Intendit de l'évêque).

(2) *Consulatu, communitate, domo et archa communibus que usurperunt, sibi non probant aliquid titulum ... Congregabant se aliqui probi homines de villa in aliqua platea, quum volebant de aliquo negocio tractare; nec habebant aliquid sigillum corporis seu communitatis nec domum communem; set de novo dicuntur fecisse quandam domum ubi conveniunt et fecisse quoddam novum sigillum, in quo scriptum est : *Sigillum consulum et communitatis ville Sancti Leonardi* (Dires de l'évêque). La possession par la commune d'un sceau longtemps avant le procès est attestée par d'autres témoignages. (Voir App., C. III, 33, 34, 42, etc.)*

Quod olim qui volebant aliqua facere vel tractare inter se conveniebant in aliquo loco dicte ville, pro eis tractandis et faciendis ut singulares persone (Mém. de l'évêque, Appendice, B, 5^e fragment.)

Adémar de La Roche, damoiseau, Hugues et Audoyne, ses enfants, confirmeront une fois encore cette cession. Il est dit à cette époque que les maisons cédées ont appartenu à Gaucelin de Royère et à Gui Vigier, et qu'elles confrontent à celle d'Audoin Marchès.

La cause soumise au Parlement ne s'éclaircissait guère. La commune établissait que depuis un siècle elle avait prêté serment aux ducs d'Aquitaine, puis aux rois de France; qu'après Richard-Cœur-de-Lion et Jean-sans-Terre, Louis VIII, d'abord comme lieutenant de son père, puis pour son propre compte, Louis IX et Philippe III lui-même l'avaient successivement réclamé et reçu. Les bourgeois prouvaient qu'ils avaient fourni plusieurs fois des troupes au Roi et exhibaient les ordres adressés directement à cette occasion par les sénéchaux aux consuls. Toutes les allégations de l'évêque ne parvenaient point à détruire des faits parfaitement démontrés. Le prélat ne pouvait pas davantage établir l'exactitude de ses allégations concernant la commune elle-même. Il était permis de discuter l'origine de certains des privilèges dont elle jouissait; mais révoquer en doute son existence même et la possession de toutes ses libertés, c'était aller trop loin. Les registres du Roi, les archives de la sénéchaussée, celles mêmes de l'évêché devaient receler cent documents qui eussent fourni la preuve du contraire.

De part et d'autre, de nouvelles prétentions étaient émises et venaient s'ajouter à celles formulées dans les premiers *intendit*. Les consuls, par exemple, ne se bornaient pas à refuser de se soumettre à la juridiction du prévôt de l'évêque. Ils déclaraient que tout habitant de Saint-Léonard leur devait le serment de fidélité et demandaient au Parlement qu'à ce titre l'officier épiscopal

pauvres ou aux combattants d'occasion. Nous ne possédons aucun inventaire de celui du château de Noblat; mais un état des armes qui se trouvaient dans celui de Gimel vers le milieu du XIII^e siècle, nous a été conservé et peut nous donner une idée de ce qu'on trouvait dans ces petits arsenaux. Raoul de Beaufort possède à cette époque, dans son fort du bord de la Montane : vingt-cinq pourpoints; vingt-cinq chapeaux de fer; trente lances; deux javelots; quatre écus; dix balistes de diverses espèces; une cotte de mailles; neuf haubergeons; deux paires de jambières de fer; vingt-cinq gorgerins dont deux en fer; huit crocs et un tour pour tendre les balistes; trois cents carreaux; vingt épées; trois engins de guerre d'une valeur de cent livres clermontoises. Ajoutons que le château renferme vingt lits complètement garnis et qu'il s'y trouve un âne, dix porcs et cinquante muids de farine. — *Olém*, t. I, p. 320. Arrêt du Parlement de la Chandeleur, 1269 v. s. (1270).

lui-même fût contraint de prêter ce serment aux magistrats de la commune. On voit que les parties ne se plaçaient pas précisément sur le terrain de la conciliation et des concessions réciproques.

IX. — ENQUÊTE DE 1280 : TÉMOIGNAGES CONTRADICTOIRES. ACQUISITION PAR L'ÉVÊQUE DES DROITS DES FAMILLES FÉODALES QUI OCCUPENT LE CHATEAU. INTERVENTION DES OFFICIERS DU ROI D'ANGLETERRE, DUC D'AQUITAINE.

Il est assez difficile de préciser la date des événements dont nous venons de résumer les principaux. Audier Normand paraît avoir été investi de la prévôté en 1277 ou 1278, peu après l'injonction signifiée à l'évêque au nom du Roi de se garder de toute innovation : ce qui faisait dire aux bourgeois, pour essayer de justifier leur résistance, que cet officier avait été établi au mépris des défenses formelles du souverain. Il résulte des témoignages recueillis à l'enquête de 1288 et de la déposition d'Audier lui-même (1), que, des scènes de violence dont le prévôt fut la victime, les plus graves s'étaient déjà produites avant le carême de 1280, époque de l'arrivée à Saint-Léonard des premiers commissaires envoyés par le Parlement.

La cour s'était enfin décidée à ordonner une enquête, à l'effet de constater les droits respectifs des parties, les coutumes en vigueur et l'état actuel des choses relativement aux divers points en litige. Ce premier arrêt, dont nous ne retrouvons pas de trace aux Registres des *Olim*, doit avoir été rendu dans la session de la Pentecôte 1279, ou dans celle de la Toussaint suivante.

Cette enquête fut confiée à deux commissaires : Pierre Lemoyne, archidiacre de Tours, et Guillaume de Châtellerault, prieur de Sainte-Radegonde de Poitiers, qui se transportèrent plusieurs fois, semble-t-il, à Saint-Léonard pour entendre les témoins produits par les deux parties. Nous constatons leur présence dans cette ville le mercredi après le dimanche de Lætare, 1279 (31 mars 1280) et le samedi avant les Rameaux, 1281 (21 mars 1282). Nous possédons le texte de cinquante-cinq des dépositions (2) reçues par eux. Toutes émanent, comme nous l'avons dit, de témoins produits

(1) Audier déclare à cette époque que la principale de ces scènes remonte à onze ans environ.

(2) On trouvera la liste des témoins à l'appendice, sous la lettre B.

par l'évêque Gilbert. Les témoignages des personnes citées à la requête des consuls existent aux archives départementales de Limoges et nous avons jadis dépouillé cette partie de l'enquête en vue de notre étude; mais, lors de récentes recherches pour vérifier nos textes, il nous a été impossible de retrouver le fragment de rouleau qui contient les dépositions (1).

Néanmoins, les diverses questions posées dans la première enquête ayant été comprises au programme de la seconde et le texte à peu près complet des dépositions recueillies en 1288 nous ayant été conservé et se trouvant sous notre main, nous sommes fixé d'une façon suffisante sur le sens et la physionomie générale des témoignages apportés à l'information de 1280 par les personnes entendues à la requête des bourgeois.

L'information portait sur les points principaux de la requête des consuls et du factum qu'y avait opposé l'évêque. Nous ne possédons pas le texte même du questionnaire remis aux commissaires; mais, en dépouillant les témoignages, il est facile de reconstituer le canevas de l'enquête. Chacune des parties toutefois avait remis à la cour la série des questions qui devaient être posées aux témoins produits à sa requête, et, comme nous ne pouvons consulter que les témoignages des témoins appelés sur la désignation de Gilbert de Malemort, nous ne pouvons mettre sous les yeux du lecteur que le relevé des points sur lesquels cette série de témoins fut « examinée », suivant l'expression alors consacrée.

Ces points étaient au nombre de sept :

1° Serment de fidélité : L'évêque est-il en possession de le recevoir des bourgeois?

2° Arrestation des crieurs du Consulat par l'évêque;

3° Bans et criées de la ville : Juridiction de laquelle relèvent les crieurs;

4° Allégations relatives à Gérard de Pierrebuffière;

5° Faits concernant le prévôt Audier Normand, que les bourgeois disent avoir été établi au mépris des injonctions du Roi et de son sénéchal;

6° Droit de taxer annuellement deux setiers de vin sur chaque taverne;

7° Droits respectifs de l'évêque et des bourgeois sur la forêt.

En regard des affirmations des témoins de l'évêque, qui déclaraient avoir été présents lors de la prestation, aux trois précédentes

(1) Voir la notice B à l'Appendice.

seurs de Gilbert, du serment de fidélité dû par les consuls et la commune, les témoins produits par les bourgeois, sans nier que ce serment eût été prêté, attribuèrent la soumission des habitants de Saint-Léonard à l'abus fait par les prélats de l'emploi des armes spirituelles. A ce serment, ils opposèrent celui prêté par la commune aux rois d'Angleterre, ducs d'Aquitaine, et, depuis le retour de la province à la France, à quatre souverains successifs : Philippe-Auguste, Louis VIII, Louis IX et Philippe III. Ils rappellèrent que, chaque année, tous les membres de la commune ayant atteint l'âge de quinze ans juraient fidélité entre les mains des magistrats municipaux, librement choisis dans une assemblée générale des habitants par les consuls sortant de charge.

Les témoignages relatifs à la seconde et à la troisième questions furent, dans leur ensemble, beaucoup moins contradictoires que ceux relatifs à la première. Il résulte clairement de l'ensemble des dépositions que certains bans, ceux concernant les affaires de la commune exclusivement, étaient publiés au nom des consuls et de la commune seuls ; ceux relatifs à l'ost du Roi se publiaient au nom du Roi et des consuls ; ceux, enfin, qui avaient trait à la justice, au nom de l'évêque, de la seigneurie et des consuls.

Le quatrième point demeure obscur. La plupart des témoins déclarent n'en rien savoir. Nous avons vu que les habitants de Saint-Léonard avaient des griefs particuliers contre Gérard de Pierrebuffière. Mais Gérard n'ayant pris aucune part directe à la querelle entre les consuls et le siège épiscopal, l'évêque ne lui ayant donné aucun droit dans la ville et s'étant borné à se faire accompagner de ce personnage à son entrée à Saint-Léonard, on ne voit pas que le fait ait pu avoir une très grande importance.

Il est permis de se demander si Gérard de Pierrebuffière, chanoine du Dorat, ne serait pas le même que Gaucelin de Pierrebuffière, doyen de l'église de Limoges, lequel joua, vers la même époque, un rôle fort actif dans les négociations depuis longtemps entamées par l'évêque pour l'acquisition des droits appartenant aux familles féodales du château de Noblat et concernant soit le fort lui-même, soit la ville ? Mais nous n'avons pu établir ce point avec quelque certitude.

En ce qui avait trait à l'installation d'un prévôt épiscopal à Saint-Léonard, l'évêque établit aisément que ses prédécesseurs y avaient eu de temps immémorial un officier chargé, sous le nom de sénéchal ou de prévôt, de juger les causes de ceux de ses vassaux qui habitaient hors de la ville. Depuis plus de cinquante ans, le prévôt forain avait exercé son office sans interruption, et, semblait-il, sans opposition de la part des bourgeois. Quant à la justice

de la ville, de part et d'autre des témoignages furent produits attestant que chaque partie la possédait exclusivement. Peu de témoins donnèrent à entendre qu'il y avait soit un partage des droits, soit une association pour l'exercice du pouvoir judiciaire. Aucun, semble-t-il, ne fournit à cet égard de renseignement catégorique et concluant.

Les personnes appelées sur la demande des consuls essayèrent d'atténuer les scènes de violence dont nous avons donné le récit et les mauvais traitements dont les prévôts, Audier Normand en particulier, avaient été les victimes, sans pouvoir toutefois nier l'exactitude matérielle des faits, sur lesquels des détails circonstanciés furent donnés par plusieurs témoins.

Le dernier point sur lequel porta l'enquête était le plus simple et celui sur lequel il semblait le plus facile d'obtenir d'exactes informations. Tout donne à penser que de temps immémorial les habitants de Saint-Léonard avaient joui de certains droits d'usage et d'approvisionnement dans la forêt de Noblat. Toutefois, profitant des bonnes dispositions d'Aimeric Brun, qui témoignait le désir de les indemniser de certains dommages causés à la ville par lui ou ses gens, — dommages dont nous ne connaissons pas la nature, — ils s'étaient fait concéder en forme par lui les droits jusqu'alors garantis seulement par la coutume; pour prix de cette concession, les consuls avaient versé au chevalier une grosse somme, cent livres d'alors, qui peuvent bien représenter 10,000 francs d'aujourd'hui. L'évêque contesta le droit de son vassal d'avoir stipulé un tel abandon à un être moral qui n'était pas « vivant et mourant », comme une commune : ce qui faisait tomber sa forêt en main-morte. Il la fit saisir. C'était son droit. Toutefois, autre chose était le fief, autre chose le droit d'affouage et d'approvisionnement pour les constructions et même de défrichement et de culture réclamé par la commune, et on entrevoit sur ce point, comme sur d'autres, malheureusement secondaires, la possibilité de concilier les prétentions de l'une et de l'autre parties.

Mais, sur les questions principales, les témoignages étaient absolument contradictoires, comme les prétentions des parties, et la cause s'obscurcissait au lieu de s'éclaircir.

L'évêque pressentait, avant même le commencement des opérations confiées à Pierre Lemoyne et à Guillaume de Châtellerault, que le résultat de l'enquête pourrait n'être pas absolument satisfaisant pour ses prétentions. Il hâta donc la conclusion de ses pourparlers avec les familles nobles du château. Il lui semblait indispensable de faire disparaître, sans plus tarder, la complication qui

résultait de l'existence de leurs fiefs et de se trouver seul seigneur et seul justicier en face de la commune, devant le Parlement. Neuf mois avant l'audition des premiers témoins, le lundi après le second dimanche de la Pentecôte 1279, Aimeric de Noblat, chevalier, et Pierre de Noblat, damoiseau, frères, transigent avec l'évêque, par l'entremise de Gaucelin de Pierrebuffière, doyen de l'église de Limoges, et, moyennant une somme de 220 livres, cèdent définitivement au prélat la moitié de la vigerie engagée et tous les droits et juridiction qu'ils possèdent dans la ville de Saint-Léonard et dans ses faubourgs (1).

Le lendemain, mardi, Adémar de La Roche, damoiseau de Saint-Paul, et Alix, sa femme, transigent, aussi par l'intermédiaire du doyen, avec Gilbert de Malemort, et cèdent à celui-ci tous les droits qu'ils possèdent sur le château, la châtellenie de Noblat et la vigerie de la ville. Le prix est fixé à 40 livres, et un passage des registres de l'évêché, postérieur à la convention, établit que cette somme a été payée peu après, et que l'acquéreur a donné aux vendeurs au-delà de ce qui leur était dû. Il résulte d'une des mentions ayant trait à cette vente qu'Adémar possédait seulement la seizième partie de la vigerie et qu'il la tenait d'Audoine de Royère, sa mère (2).

Le mercredi, un troisième accord, plus important encore que les précédents, est conclu, toujours sous les auspices de Gaucelin de Pierrebuffière. Les trois fils d'Aymeric Brun : Aymeric, Elie et Gaucelin, damoiseaux, cèdent à leur tour à l'évêque, au prix de cent trente-cinq livres, tous leurs droits : vigerie, juridiction quelconque, rentes, etc., dans la ville et les faubourgs (3).

Le samedi suivant, c'est la fille d'Aimeric Brun, Aiceline, qui se dépouille, au profit du prélat, de tout ce qu'elle possède de la

(1) Voir Registres d'hommages de l'évêché : I, *Noblat*, et *Registre Ac singularem*, fol. 265 : Quomodo Aymericus, miles, et Petrus de Nobiliaco, fratres, remiserunt episcopo medietatem vigerie et quicquid juris, domini, justicie, census et redditus et cujuscumque deverii que ad se jure hereditario pertinere dicebant in villa seu burgo de Nobiliaco.

(2) Littera sigillata sigilli abbatis Sancti Martini Lemovicensis, quod P. Ademari et Haelis ejus uxor confessi fuerunt habuisse a domino episcopo, pro vendicione juris quod habebant in castro et castellania et vigeria burgi Sancti Leonardi, ultra summam debitam, quamdam aliam pecunie summam (*O Domina*, fol. 88 v°. — *Reg. Tuæ hodie*, fol. 4).

Le registre d'hommages de l'évêché nous fournit des détails plus précis et donne la date exacte de l'acte, qu'une annotation du registre *O Domina* fait remonter à tort à 1278.

(3) *Reg. Ac singularem*, fol. 365.

« seigneurie, justice, vigerie, juridiction » de Saint-Léonard. Elle abandonne en même temps tous les cens, rentes et devoirs qu'elle peut être fondée à y réclamer. L'acte est passé dans le cloître du monastère (1).

Les chevaliers de Noblat ne se lassent pas de vendre ; l'évêque est toujours prêt à acheter. En 1283, Gaucelin de Châteauneuf confirme la cession faite en 1252 par son père à Aimeric de Serre. Le même, à peu près à cette époque, met fin à un différend déjà ancien en cédant à titre définitif à l'évêque et à ses successeurs tous ses droits sur la maison et la tour situées dans la partie inférieure de la forteresse de Noblat (2). C'est encore en 1285 qu'est conclu un accord entre le prélat et Gaucelin, au sujet de « la maison et tour assis devers la aulte partie du chasteau de Noblac, devers le cousté de Lymoges, aupres des maisons d'Oudoy et Constantin Marcheys, chevaliers ». Il s'agit probablement ici des bâtiments qui ont fait l'objet de la cession de 1275 (3).

Il ne restait plus à l'évêque, pour réuoir entre ses mains tous les droits et revenus inféodés à diverses personnes par ses prédécesseurs, qu'à racheter la portion de la vigerie et des produits accessoires dont se trouvait depuis longtemps investie une famille bourgeoise de Saint-Léonard, celle des Paute, dont il a été plusieurs fois question. En 1293, Jean Paute, représentant de cette famille, agissant tant en son propre nom que pour le compte de son fils et de son gendre, consentit à abandonner à Gilbert de Malemort tous les « droits et devoirs » qu'il possédait en la vigerie ou baille « de Noblac aux bancz de ladicte ville, en les emendes, en les » adjournements, prossès, et dation des testes de beufz, et les » solaiges des foyres » (4).

(1) *Littera seu instrumentum quod Aycelina, filia quondam Aymerici Bruni, militis, quictavit domino episcopo quidquid juris habebat domini, justicie, vigerie, jurdicionis, census, redditus et cujuscumque deverii quod habebat in villa seu burgo de Nobiliaco et ejus bonis et pertinentiis universis* (*O Domina*, fol. 90, r^o). — Voir aussi Registre d'hommages, t. I, *Noblac*.

(2) *Littere magne cum duobus sigillis, continentes et mencionem facientes de controversia mota inter dominum episcopum Lemovicensem et dominum Gaucelinum militem, dominum de Castro Novo, de et super domo et turre sitis in inferiori parte Castri de Nobiliaco. Demum dictus miles remisit eidem Domino Lemovicensi et suis successoribus quidquid juris in premissis domo, turri, ortis, appendiciis habebat, etc.* (*Tuor hodie*, fol. 3, v^o).

(3) Il se pourrait même qu'il n'y ait eu qu'un seul acte, celui de 1285.

(4) *Littera alia quod dictus Johannes Pauta vendidit domino Episcopo*

Ajoutons, pour n'avoir pas à revenir sur les acquisitions de l'évêque, qu'en 1316 le successeur de Gilbert de Malemort acheta d'un autre bourgeois, Nicolas Desmoulins, la leide du vin dont lui et ses frères étaient en possession de lever le produit. Ce droit avait été vendu à Jean, leur père, par Pierre Adémar, aussi habitant de Saint-Léonard et qui en jouissait antérieurement.

Si l'évêque n'épargnait rien pour assurer le succès de ses prétentions, la commune, de son côté, ne restait pas inactive; c'est surtout auprès du sénéchal du Roi que nous constatons ses démarches et ses instances répétées; mais peut-être ces démarches n'ayant pas abouti et le délégué de Philippe III ne se décidant pas à intervenir et à prendre fait et cause pour les bourgeois, crut-elle devoir frapper à une autre porte.

En 1273 et 1274, la commune du Château de Limoges avait fait de grands efforts pour décider le roi d'Angleterre à intervenir dans la lutte engagée entre elle et ses vicomtes, et à prendre sa cause en mains. Elle faillit réussir. Edouard, on l'a vu plus haut (2), envoya des troupes pour secourir les bourgeois, et il ne fallut rien moins qu'une défense expresse de Philippe III pour arrêter cette intervention. Les consuls de Saint-Léonard tentèrent-ils une pareille démarche sinon auprès du roi d'Angleterre lui-même, du moins auprès de ses officiers? Il est permis de le croire. L'année même, en effet, où l'évêque de Limoges a acquis la plupart des droits possédés sur la ville par les chevaliers de Noblat, un ajournement devant la cour du Roi est donné aux bourgeois — peut-être sur leur propre requête — par les gens d'Edouard I, pour s'entendre proclamer les sujets du duc d'Aquitaine; mais le Parlement statue

jus quod habebat in baylia seu vigeria de Nobiliaco in taxacione vini, in emolumento taxacionis vini, in banno seu bannis ville, in emendis, in percepcione deu *Frau* et de la *Gacha*, in adjornamentis, judiciis et processibus judiciorum, et levacione capitum bovum, et soleariorum sutorum vendencium in nundinis Sancti Leonardi. (Reg. *O Domina*, fol. 88).

Johannes Pauta, burgensis Nobiliacensis, dedit Episcopo jus quod habebat in vigeria Nobiliacensi; et P. Pauta, filius suus, et P. Danielis, gener suus, hoc laudaverunt; et est sigillata sigillo regio. Et hoc tenebat in feodum a domino Episcopo (*ibid.*).

(1) Inter dominum episcopum et Nicholaum de Molendinis de Nobiliaco, fuit facta permutacio de leuda vini quam idem Nicholaus levabat apud Nobiliacum, cum IX sextariis avene et uno sextario siliginis quos dictus episcopus habebat in quodam manso dicti Nicholai. (*O Domina*, fol. 89 verso, et aussi fol. 85, — et Reg. d'Hommages, t. Noblac.)

(2) V. ci-dessus, p. 87.

sur cet ajournement dans le même sens qu'en 1260, et déclare de nouveau, au mois de janvier 1280, que la ville de Saint-Léonard est exclue des restitutions faites par le traité d'Amiens, et doit rester en la main du Roi (1).

X. — ARRÊTS DU PARLEMENT DE 1285 ET 1286.

Le Parlement rendit un premier arrêt, dans l'affaire de Saint-Léonard, à la session de la Pentecôte 1285 (2). La teneur de ce jugement ne nous a pas été conservée dans les registres de la cour; mais les archives de la Haute-Vienne en possèdent une copie du temps (3). Il peut se résumer en quatre points principaux :

1^o L'évêque de Limoges est en droit et en possession de recevoir le serment de fidélité des habitants de Saint-Léonard. Ceux d'entre eux qui le lui ont prêté l'ont fait de leur plein gré, et si les officiers du prélat ont arrêté les crieurs du Consulat, c'est que ceux-ci s'étaient refusés à donner caution conformément à l'usage du pays.

2^o Les consuls sont en possession de faire publier les bans dans la ville, mais au nom de l'évêque, de la seigneurie et de la commune.

3^o L'évêque n'a en rien désobéi aux ordres du Roi ou de son sénéchal, et n'a pas innové en établissant à Saint-Léonard un prévôt des causes foraines chargé de remplir ses fonctions dans la dite ville et d'y faire résidence pour le prélat.

4^o Les consuls sont reconnus en possession de percevoir tous les ans au mois d'août, sur chaque taverne de la ville, avec le prévôt de l'évêque et le bailli (il s'agit probablement du vigier), la valeur de deux setiers de vin.

5^o Les consuls et la commune possèdent des droits d'usage dans la forêt; toutefois l'évêque, comme seigneur, a pu saisir la dite forêt et s'opposer à ce que ce fief passât d'une main noble à une main

(1) Appendice, A, n° 8.

(2) Il n'en est pas question aux *Olim*, à la session dont il s'agit; mais on trouve à la session suivante (Toussaint 1285), un passage qui fait mention expresse de cet arrêt : « Visis litteris super judicio in ultimo palamento facto, inter episcopum Lemovicensem et consules ville de Nobiliaco ». (*Olim*, t. II, p. 252.)

(3) D'août 1285. Voir l'App., lettre D, n° I.

non noble, sous réserve toutefois du droit d'usage reconnu aux bourgeois.

6° Les consuls arrêtent, jugent et emprisonnent les malfaiteurs de concert avec le prévôt de l'évêque et les vigiers des seigneurs.

Il faut noter les termes de cet arrêt et les prendre dans leur sens le plus précis et le plus étroit. S'il reconnaît à l'évêque de Limoges le droit de recevoir le serment des bourgeois, il ne déclare pas que ce droit soit exclusif de la prérogative du Roi de le réclamer aussi, à titre de seigneur supérieur, dans certaines occasions. On doit ne pas perdre de vue que les souverains français eurent toujours une tendance à considérer comme relevant directement de leur autorité toute ville en possession d'une charte de commune. C'est ainsi que Louis VIII avait réclaté le serment et le service militaire de nombre de bourgeoisies; Louis IX et Philippe III s'étaient fait, à l'exemple du précédent, jurer fidélité par les communes limousines et envoyer par elles des contingents de milice pour toutes leurs expéditions. Il est fort possible, au surplus, que le Conseil du Roi eût déjà une arrière-pensée en formulant l'arrêt dont nous résumons à dessein tout le dispositif.

Dix-huit ans plus tôt, une autre commune limousine, vassale elle aussi de l'évêque, avait obtenu un arrêt en apparence tout contraire à celui rendu dans l'affaire de Saint-Léonard, mais qui, au fond, n'excluait nullement la reconnaissance, dans une certaine mesure, du droit du prélat auprès ou plutôt au-dessous de celui du souverain. Il ne faut pas perdre de vue que les règles ordinaires des rapports féodaux ne pouvaient toujours être appliquées aux communes et que les rois, comme nous l'avons dit plus haut, y dérogeaient volontiers à l'occasion.

Brive relevait aussi de l'évêque; mais elle avait les Turenne et les Malemort pour seigneurs intermédiaires et peu à peu ces puissants voisins s'approprièrent, au détriment du prélat, la totalité des droits féodaux sur cette ville. Ainsi, dans le Château de Limoges, les vicomtes éliminèrent peu à peu la seigneurie des abbés de Saint-Martial. Le premier dignitaire ecclésiastique du diocèse était encore, au temps de Saint-Louis, en possession au moins de droits honorifiques dans la capitale du Bas-Limousin, où, vers le milieu du siècle, les chefs des corporations de métiers avaient pris une influence prépondérante et modifié les vieilles coutumes municipales (1). La commune entreprit de s'affranchir de l'hommage et du serment de fidélité dû à l'évêque et prêta ce serment au Roi, entre les mains du sénéchal de Louis IX;

(1) Parlement de la Pentecôte, 1257 (*Olim*, t. I, p. 13).

Aimeric de La Serre avait revendiqué sa prérogative et obtenu gain de cause devant le Parlement en 1263 (1). — Les bourgeois, vraisemblablement soutenus par le sénéchal, reprirent l'affaire et réussirent à prouver par une enquête que le Roi avait toujours reçu le serment des consuls et de soixante habitants : le Parlement maintint le souverain dans la possession de ce droit, à la session de l'octave de la Toussaint 1267 (2). Mais, de même que, dans l'arrêt relatif à la commune de Saint-Léonard, la Cour se tait complètement sur ce qui a trait à la prérogative du roi de France, alléguée seulement jusqu'ici par les bourgeois, — de même, dans l'arrêt rendu à la requête des habitants de Brive, elle garde le silence sur le droit de l'évêque, qu'il ne lui paraît pas utile de mettre en question et auquel elle n'entend point, pour l'instant, porter atteinte.

L'arrêt du Parlement de la Pentecôte 1285, s'il décidait une partie des questions controversées, laissait bien des points dans l'obscurité. D'autre part, son exécution pouvait donner lieu à des malentendus et à des difficultés de diverse nature. Ainsi le droit de l'évêque à recevoir le serment des bourgeois était constaté ; mais il n'était pas expressément stipulé que les bourgeois, qui avaient jusqu'ici refusé au prélat de le prêter, seraient contraints de s'exécuter. Le Parlement avait omis de statuer sur la prétention des consuls à recevoir le serment de fidélité du prévôt épiscopal. Enfin, l'arrêt gardait le silence sur le droit de mise en culture des clairières et terrains défrichés réclamé par les bourgeois.

Sur la demande des parties, ou peut-être du sénéchal chargé d'assurer l'exécution de l'arrêt du Parlement de la Pentecôte, l'interprétation de ces points fut demandée à la cour du Roi à la session de la Toussaint. Elle décida que ceux des bourgeois qui n'avaient pas juré fidélité à l'évêque lors de son avènement seraient tenus de s'acquitter de ce devoir. Injonction fut faite aux consuls et à la commune d'obéir au prévôt épiscopal, le Parlement ne s'arrêtant pas à l'allégation des magistrats municipaux relative au serment à eux dû par cet officier, et le Roi se réservant de s'enquérir des usages et de les faire observer. Quant au droit de cultiver les parties défrichées de la forêt, il fut reconnu que l'arrêt n'avait pas statué sur ce point. Les habitants de Saint-Léonard furent donc invités à introduire, si bon leur semblait, une action spéciale pour cet objet (3).

(1) *Olim*, t. II, p. 617, 618.

(2) *Olim*, t. I, p. 260, 261.

(3) *Declaratum fuit quod burgenses de Nobiliaco, qui dicto episcopo, in prima creacione sua, non fecerunt fidelitatis juramentum, eidem*

L'arrêt fut signifié par les officiers royaux à l'évêque et à la commune. Devant les termes précis de la décision explicative de la Toussaint, les bourgeois qui avaient suivi le parti des consuls et refusé jusqu'alors de jurer fidélité à Gilbert de Malemort, se décidèrent à se soumettre. Au nombre d'environ sept cents, ils prêtèrent serment, en audience solennelle, dans la salle épiscopale (1).

Les bourgeois de Saint-Léonard semblaient avoir perdu la partie et l'évêque Gilbert triomphait. Toutefois, divers articles de l'arrêt que le Parlement venait de rendre à son profit ne pouvaient entièrement le satisfaire. La situation définie par cet arrêt ne ressemblait guère à celle indiquée dans les *intendit* du prélat, où toute existence de droit et même de fait était déniée à la commune. Des droits, et des droits de justice, c'est-à-dire des droits seigneuriaux, des droits essentiellement réservés aux nobles et aux corps privilégiés, avaient été reconnus à la commune et à ses chefs par une solennelle déclaration du Parlement. La cour ne décidait rien, du reste, en ce qui avait trait à la connaissance des causes civiles, et les prétentions des consuls demeuraient entières. C'était beaucoup pour les bourgeois, et ils estimaient peut-être qu'ils avaient au fond gain de cause dans un arrêt en apparence favorable aux prétentions du prélat.

La commune puisa dans cette confirmation de ses coutumes et de ses privilèges de nouvelles forces pour continuer la résistance. Il fut impossible de s'entendre sur l'exécution des articles de l'arrêt relatifs à la justice. Quels étaient les droits réciproques du prévôt épiscopal et des consuls? Ceux-ci soutenaient que l'évêque n'avait pas la justice de Saint-Léonard, et que, s'il avait un auditoire et un prévôt dans la ville, c'était pour le jugement des procès de l'exté-

episcopo tenentur facere juramentum. Item, determinatum fuit quod, non obstante juramento quod consules et communitas de Nobiliaco dicebant sibi debere fieri a preposito foraneo episcopi, obedient et obedire tenentur dicto preposito; et dominus Rex, ex officio suo, de plano sciri faciet si prepositi episcopi qui pro tempore fuerant apud Nobiliacum, dictis consulibus et communitati consueverunt facere juramentum; quod si inventum fuerit, ad faciendum dictum juramentum dictus prepositus compelletur. Item, cum dicti burgenses Nobiliacenses, ratione usagii quod habent in foresta dicti episcopi, vellent excolere plateas vacuas dicte foreste, episcopo per plures rationes contradicente, viso judicato, dictum fuit quod super dictis plateis excolendis nichil fuerat pro eis judicatum; set si super hoc voluerint contra dictum episcopum experiri, fiet eis jus (*Olim*, t. II, p. 251).

(1) Appendice, C. VII, 434, 432, 433.

rieur. Civiles ou criminelles, les causes des bourgeois relevaient des consuls seuls. Ces magistrats refusaient donc d'admettre l'ingérence d'un officier épiscopal dans le jugement de ces procès.

Il fallut revenir devant le Parlement. Celui-ci, saisi de ces difficultés dans sa session de la Toussaint 1286, ordonna que le prévôt épiscopal pour les causes foraines, agirait et jugerait comme agissaient et jugeaient les prévôts qui n'étaient point spécialement chargés de prononcer sur les différends ou les délits des justiciables du dehors (1) et comme jugeaient les consuls eux-mêmes; qu'il pourrait ajourner, arrêter, emprisonner seul les délinquants, mais qu'il les jugerait avec les magistrats municipaux. Que ceux-ci, de leur côté, auraient le droit de poursuivre, d'arrêter et d'incarcérer les malfaiteurs; mais qu'ils ne devraient prononcer qu'avec le concours du prévôt épiscopal et des vigiers des seigneurs (2). L'arrêt, à le considérer en soi, semble être la confirmation pure et simple d'une ancienne coutume ou d'un *modus vivendi* consacré par quelque transaction. Néanmoins, nous l'avons dit plus haut, il ne semble pas résulter de l'ensemble des témoignages de l'enquête que cette association de justice ait jamais existé à Saint-Léonard. La plupart des témoins, comme les parties, le nient de part et d'autre avec une égale énergie, et les deux ou trois témoignages moins absolus signalés plus haut par nous ne confirment que dans une certaine mesure l'existence antérieure d'un pareil état de choses.

(A suivre).

LOUIS GUIBERT.

(1) Le sens ici n'est pas très clair. Voir ce qui est dit plus haut, note de la page 88, de la signification du mot *foraneus*.

(2) *Declaratum fuit quod episcopus Lemovicensis uteretur iudicato, prout ibi continetur, et habebit prepositum foraneum apud Nobiliacum, qui explectabit et iusticiabit quemadmodum prepositi episcoporum qui non erant foranei explectare et iusticiare consueverunt, et consules prout continetur in iudicato. Nec impedient predicti consules quin prepositus episcopi foranens capiat malefactores et adjornet coram se et iusticiet cum ipsis; nec prepositus similiter impediet dictos consules quin capiant per se et iusticiet malefactores cum preposito episcopi et vigeriis dominorum. Et fiet incarceration de captis ab utraque parte, ubi ab antiquo extitit consuetum. — Nec fient super hoc aliquæ novitates (Olim, t. II, p. 258).*

NOTES

POUR SERVIR A LA

SIGILLOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE

La Société archéologique de Limoges veut bien ouvrir les colonnes de son *Bulletin* à quelques notes sigillographiques qui se rapportent au département de la Haute-Vienne et dont nous avons pris la liberté de lui donner communication. Cette décision nous impose un double devoir : le premier, celui de remercier la Société de l'honneur qu'elle fait à notre modeste travail ; le second, celui de donner quelques explications sur l'origine et l'objet des notes dont il s'agit.

Dans le cours des recherches que nous avons entreprises, de concert avec M. Ernest Rupin, président de la Société archéologique de Brive, pour préparer la *Sigillographie du Bas-Limousin*, nous nous étions attaché à recueillir les sceaux qui concernaient le Haut-Limousin. Nous avons eu tout d'abord, en effet, la pensée de réunir dans un même corps d'ouvrage les sceaux du Limousin tout entier. Deux considérations nous ont arrêté.

D'une part, M. Louis Guibert avait déjà publié deux mémoires (1)

(1) LOUIS GUIBERT, *Sceaux et armes de l'hôtel-de-ville de Limoges ; sceaux et armes des villes, églises, chancelleries, cours de justice, communautés, confréries et corporations des trois départements limousins*. Limoges, 1878.

LOUIS GUIBERT, *Sceaux et armes des deux villes de Limoges et des villes, églises, cours de justice, chancelleries, corporations des trois départements limousins ; supplément*. Limoges, 1885.

dans lesquels il a décrit les sceaux les plus intéressants des trois départements limousins, à savoir : les sceaux des villes, des corporations, des cours et juridictions, des abbayes, etc. Ce n'est pas aux lecteurs du *Bulletin* de la Société de Limoges que nous avons à faire l'éloge de ces mémoires. Il nous suffira de dire que les notices de M. Guibert sont rédigées avec un savoir, un soin, une sagacité, qui ne laissent rien à ajouter (1).

D'autre part, le défaut de concordance qui existe entre les limites de l'ancien Haut-Limousin et celles du département actuel de la Haute-Vienne nous mettaient dans un certain embarras. Il nous semblait assez difficile d'exclure les sceaux relatifs à des seigneuries, à des établissements, à des localités, qui ont aujourd'hui pour chef-lieu la ville de Limoges; et, cependant, nous nous serions évidemment écarté d'un plan rationnel si nous avions compris, sous la dénomination générale de Haut-Limousin, des territoires qui, antérieurement à la Révolution, faisaient partie du Poitou, de la Marche ou de l'Angoumois.

Ces difficultés, sur lesquelles il serait oiseux de s'étendre, nous ont déterminé à offrir purement et simplement à la Société les notes que nous avons recueillies et qui se rapportent exclusivement au département de la Haute-Vienne, tel qu'il est aujourd'hui constitué, et sans tenir compte des anciennes délimitations administratives, ecclésiastiques ou géographiques.

Nous avons pensé, en outre, qu'il ne serait pas sans intérêt de compléter le travail de M. Guibert par la description des sceaux personnels, qui ne rentraient pas dans son cadre.

Nous ne croyons pas d'ailleurs avoir à démontrer l'intérêt qui s'attache aux études sigillographiques. Depuis la grande publication de M. Douet d'Arcq sur les sceaux des Archives nationales (2), depuis celles de notre savant et très regretté ami M. Demay, sur les sceaux de la Flandre, de l'Artois, de la Picardie, de la Normandie, sur ceux de la collection Clairambault, personne n'ignore que les documents sigillographiques, s'ils n'ont pas l'importance des docu-

(1) Précédemment, M. Maurice Ardant avait publié, dans le *Recueil des travaux de la Société de sphragistique de Paris*, la description de quelques sceaux limousins. — Nous avons aussi consulté avec fruit l'ouvrage de M. Paul Raymond intitulé : *Sceaux des Archives du département des Basses-Pyrénées*. Pau, 1874.

(2) Cet inventaire est intitulé : *Ministère d'Etat. Archives de l'Empire. Inventaires et documents publiés sous la direction de M. le comte de Laborde. Collection des sceaux*, par M. DOUET D'ARCO. Paris, 1863-1868, 3 vol. gr. in-4°.

ments écrits, sont cependant le complément nécessaire de ces derniers, et qu'ils fournissent des renseignements précieux sur l'histoire des grands fiefs, des villes, des seigneuries, des diocèses, des établissements civils ou religieux. En ce qui concerne le Limousin spécialement, la preuve est faite : personne, à coup sûr, ne contestera que la dissertation de M. Guibert sur les *Sceaux et armes de l'hôtel-de-ville de Limoges* n'ait jeté un grand jour sur l'antique organisation municipale de cette ville.

A la vérité, nos notices ne sauraient être comparées à une dissertation. Elles se bornent à la description de la légende et du dessin de chaque sceau, avec l'indication sommaire et la date de l'acte auquel il est appendu. Nous avons pris à cet égard pour modèles les grands ouvrages cités plus haut. Nos recherches, quoique nous les ayons poursuivies avec persévérance, notamment dans les vastes collections de Paris, ne peuvent être considérées que comme un essai. On ne saurait d'ailleurs se flatter d'être complet en pareille matière. Nous nous sommes surtout proposé d'appeler l'attention sur ce genre d'études archéologiques, qui a été pendant bien longtemps négligé. Quand on consulte les immenses recueils formés sur diverses provinces, celui de Baluze, par exemple, pour le Limousin, celui de l'abbé Lespine pour le Périgord, on est frappé du peu d'importance qu'on attachait à la description des sceaux ; quelquefois il est fait mention, au bas de la copie d'un acte, que tel sceau a disparu et que tel autre subsiste encore, mais sans qu'aucun détail soit donné sur ce dernier. Si l'on ne prenait que peu de soin pour les décrire, on n'en prenait sans doute pas beaucoup plus pour les conserver. Combien d'exemplaires intéressants pour l'histoire ou remarquables au point de vue de l'art ont ainsi disparu ! Les notes dont la Société a bien voulu ordonner la publication auront peut-être, à défaut d'autres mérites, l'avantage de combler une lacune et d'éveiller, sur ces petits mais curieux monuments d'un autre âge, la curiosité du public.

Notre recueil se divise en deux catégories principales : les sceaux laïques et les sceaux ecclésiastiques.

Les sceaux laïques comprennent les séries suivantes : vicomtes de Limoges, villes, familles seigneuriales, sénéchaussées et sénéchaux, cours et juridictions, offices, associations, collèges.

Dans la série des sceaux des vicomtes de Limoges, l'ancienne dynastie des vicomtes, les dynasties de Comborn, de Bretagne, de Navarre et de France sont représentées par des exemplaires intéressants. Nous signalerons surtout les sceaux équestres de Guy IV, d'Adhémar V, de Guy VI, de Jean de Bretagne, qui offrent de beaux échantillons de ce type remarquable. Ceux de Marguerite

de Bourgogne, veuve de Guy VI, et de Jeanne de Flandre, épouse de Jean de Montfort, qui représentent la vicomtesse debout, dans les costumes de l'époque, et la première portant un faucon sur le poing, sont également très intéressants. Les sceaux plus récents sont au type armorial, sauf celui d'Antoine de Navarre et du comte d'Artois, qui, par leurs dimensions et par leur dessin, rappellent les *sceaux de majesté* des rois et princes souverains.

Les sceaux des villes ont déjà été décrits par M. Guibert. Nous nous sommes borné à reproduire sommairement les détails donnés par lui. Ces sceaux sont d'un haut intérêt archéologique et historique, notamment celui du consulat du château de Limoges, monument sigillographique de la plus grande originalité.

Les grandes familles du département de la Haute-Vienne, les Bonneval, les Lastours, les Montbrun, les Pierrebuffière, les Pérusse, les Rochechouart, sont largement représentées dans la série des seigneurs. Ici encore on remarquera les sceaux équestres de Seguin de La Porcherie, de Jean de Pierrebuffière, d'Aimery de Rochechouart : ce type est caractéristique des puissantes maisons féodales. Au point de vue artistique, nous citerons le très joli sceau d'Itier de Pérusse, commandeur de Bellechassagne, lequel représente un homme de guerre appuyé sur sa lance et couvert de son écu : ce sceau, malgré ses dimensions restreintes, est d'une exécution très fine et très soignée et constitue un petit chef-d'œuvre de gravure.

Les sceaux des seigneurs sont en général de forme ronde et en cire rouge, tandis que les sceaux ecclésiastiques anciens sont de forme ogivale et en cire verte, brune ou jaune. Cette observation n'est pas spéciale au Limousin ; nous croyons qu'elle peut s'appliquer aux sceaux du moyen âge dans toutes les régions.

Les sceaux des cours et juridictions sont en grand nombre, principalement en ce qui concerne la vicomté. On doit noter ceux de la juridiction consulaire du château de Limoges, qui reproduisent le type au chef de saint Martial dont il a été parlé plus haut. Ceux des parages de Saint-Léonard et de Saint-Yrieix méritent également une mention.

Rien de particulier à dire sur les autres séries laïques.

Les sceaux ecclésiastiques se subdivisent ainsi : évêques de Limoges, officialités diocésaines, églises et chapitres, confréries et communautés, cours et juridictions ecclésiastiques, clergé régulier, sceaux ecclésiastiques divers.

Ainsi que nous l'avons dit, les sceaux des évêques, ainsi que ceux des abbés et des abbayes, sont, du moins au ^{xiii}^e et au ^{xiv}^e siècles, de forme ogivale. On trouvera cependant dans nos articles

un sceau rond de l'évêque Jean IV Barton ; mais il est spécifié dans l'acte que ce sceau n'est employé qu'en l'absence du grand, c'est-à-dire à titre exceptionnel. Dans les sceaux antérieurs au xv^e siècle, l'évêque est représenté debout, mitré, crossé et bénissant. A partir du xv^e siècle, le type devient banal : un écusson aux armes de l'évêque, cimé de la mitre et de la crosse et timbré du chapeau épiscopal, dont les houppes retombent des deux côtés de l'écusson.

Les abbés sont également représentés debout, tenant une crosse ou un bâton de la main droite et un livre de la main gauche, dans une niche gothique. Quelquefois la niche principale est accompagnée de niches latérales, dans lesquelles sont figurés des personnages en prière. Ces édicules sont presque toujours ouvragés avec finesse et rappellent, par leur ornementation, les élégants détails de l'architecture gothique. Parmi les sceaux que nous décrivons, on remarquera ceux de plusieurs abbés de Grandmont ; la dimension de ces sceaux dépasse plus de soixante millimètres ; leur exécution est remarquable ; ils sont vraiment dignes de cette puissante abbaye, qui a laissé de si grands souvenirs dans l'histoire ecclésiastique et aussi dans l'histoire artistique du Limousin.

Les autres sceaux ecclésiastiques présentent beaucoup d'analogie avec les précédents ; ils ne donnent lieu à aucune observation particulière.

Nous exprimerons en terminant l'espoir que des communications nouvelles viendront combler les lacunes que présente notre recueil.

SCEAUX DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE.

PLANCHE I.



1



1 bis

Fig. 1 et 1 bis. Sceau et contre-sceau d'Adémar V, vicomte de Limoges (fin du xii^e s.) (n^o 2).

PREMIÈRE PARTIE

SCEAUX LAIQUES

SÉRIE I

VICOMTES DE LIMOGES

N° 1. — **GUY IV** (1), vicomte de Limoges (xii^e siècle).

Fragment d'une matrice en bronze. Sceau rond de 76 millimètres.

Légende. — SIGILL GVID... LEMOVICENSIS.

(*Sigillum Guidonis, [vice-comitis] Lemovicensis.*)

Dessin. — Un guerrier à cheval, coiffé d'un casque, tenant une lance ou une épée de la main droite et la bride de son coursier de la main gauche; il galope vers le côté sénestre du sceau.

(Décrit par M. Maurice Ardant dans le *Recueil des travaux de la Société de sphragistique de Paris*, t. I^{er}, p. 57).

N° 2. — **ADÉMAR V** (2), vicomte de Limoges (fin du xii^e siècle).

Sceau rond (75^{mm}), appendu à une charte dans laquelle le vicomte passe de l'obéissance de Richard Cœur-de-Lion sous celle de Philippe-Auguste (sans date).

(1) Fils d'Archambaud IV, vicomte de Comborn, et d'Humberge, surnommée Brunissende, fille d'Adhémar III, vicomte de Limoges; vicomte de Limoges en 1139; marié 1^o à Marquise, fille de Roger II de Montgomeri, comte de Lancastre, et d'Almodis de la Marche; 2^o à N., fille de Thibaut, seigneur de Blazon, sénéchal de Poitou; mort en 1148.

(2) Fils d'Adhémar IV de Comborn, vicomte de Limoges, et de Marguerite de Turenne; vicomte de Limoges en 1148; marié à Sara, fille de Raynaud, comte de Cornouailles; mort en 1199.

Légende. — † SIGILLVM ADEMA.. ..CECOMITIS LEMOVICENSIS.

(*Sigillum Ademari, vice-comitis Lemovicensis*).

Dessin. — Sceau équestre. Le cavalier à gauche.

CONTRE-SCEAU.

Légende. — SECRETVM A LEMO VICECOMITIS.

(*Secretum Ademari, Lemovicensis vice-comitis*).

Dessin. — Ecu parti : à dextre, peut-être un lion (1) ; à sénestre, un coticé.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 767).

Voir figures 1 et 1 bis.

N° 3. — **GUY VI** (2), vicomte de Limoges (1249).

Sceau rond (65^{mm} environ).

Légende (?).

Dessin. — Sceau équestre ; le cavalier à droite, l'épée à la main, robe flottante sur l'armure ; bouclier parti : au 1, à trois lions rampants, 2 et 1 (3) ; au 2, à quatre bandes.

REVERS.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit aux mêmes armes ; seulement le 2 est à six bandes.

(Archives départementales des Basses-Pyrénées, E, 749. — P. RAYMOND, *Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*, n° 55).

Voir figures 2 et 2 bis.

N° 4. — **LE MÊME** (1249).

Sceau rond (46^{mm}), appendu à un acte portant confirmation d'une acquisition faite par le prieur de Grandmont (1249).

Légende. — S' GVIDON.. ..

(*Sigillum Guidonis* :.....).

(1) Nous reproduisons le texte de l'Inventaire, mais nous pensons que le sceau portait trois lions léopardés, 2 et 1. Voir les numéros suivants.

(2) Fils de Guy V de Comborn, vicomte de Limoges, et d'Ermengarde, marié à Marguerite de Bourgogne, fille d'Hugues IV, duc de Bourgogne, et de Yolande de Dreux, et veuve de Guillaume, seigneur de Mont-Saint-Jean, mort le 12 août 1263.

(3) D'or, à trois lions léopardés d'azur, armés et lampassés de gueules, 2 et 1.

PLANCHE II.

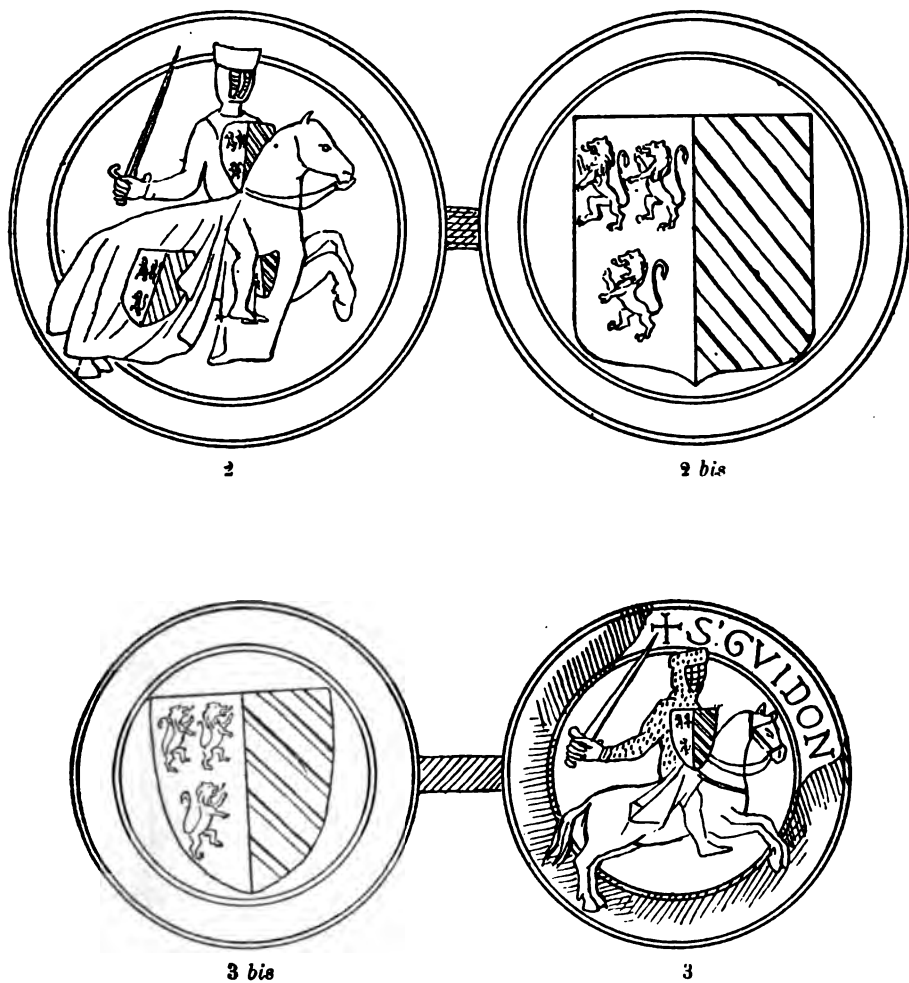


Fig. 2 et 2 bis. Sceau et contre sceau de Guy VI, vicomte de Limoges (1249) (n° 3).

Fig. 3 et 3 bis. Sceau et contre-sceau du même (1249) (n° 4).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant de dextre à sénestre. Le bouclier porte un écu parti : au 1, à trois lions, 2 et 1 ; au 2, à six bandes.

REVERS.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit aux mêmes armes, avec cette différence que les lions sont contournés.

(D'après une note et un dessin de la collection Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 354).

N° 5. — LE MÊME (1252).

Sceau rond (1) (58^{mm}), appendu à un acte portant vente à la Chartreuse de Glandier (17 des calendes de janvier 1252).

Légende (?).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant de dextre à sénestre ; la housse et le bouclier sont armoriés (parti : au 1, à trois lions, 2 et 1 ; au 2, à sept bandes).

REVERS.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit (de forme moderne), aux mêmes armes.

(D'après une note et un dessin conservés dans la collection Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin. t. 17118, f° 309).

Voir figures 3 et 3 bis.

N° 6. — **MARGUERITE DE BOURGOGNE**, veuve de Guy VI, vicomte de Limoges (1268).

Sceau ogival (80^{mm} de hauteur), appendu à une charte du 1^{er} avril 1268.

Légende. — † S' MARGVARITE. FIE. DVCIS. BVRGOD' VICE-COMITISSE. LEMOVICN.

(*Sigillum Marguarite, flie ducis Burgondie, vice-comitisse Lemovicensis*).

(1) Ce sceau et celui que nous avons décrit d'après M. P. Raymond (n° 3) présentent une grande ressemblance ; toutefois les dimensions indiquées par M. Raymond, d'une part, et par le dessin du recueil de Gaignières, de l'autre, sembleraient indiquer que les deux sceaux sont différents. Nous devons ajouter que le dessin de Gaignières ne saurait être regardé comme absolument exact, car au XIII^e siècle la partie inférieure des écussons ne se terminait pas en accolade, mais en pointe arrondie.

Dessin. — Sous une arcade gothique, la vicomtesse debout, en robe et manteau vairé, tenant un oiseau au poing. A dextre, un écu qui semble un échiqueté; à sénestre, le bandé à la bordure de Bourgogne ancien.

CONTRE-SCEAU.

Légende. — † S' MARG VICE COMITISSE LEMOVIC.

(*Sigillum Marguarite vice-comitisse Lemovicensis*).

Dessin. — Ecu parti : au 1, à trois lions rampants (1); au 2, coticé. (Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 768).

Voir figures 4 et 4 bis.

N° 7. — JEAN DE BRETAGNE (2), vicomte de Limoges (1308).

Fragment de sceau rond (60^{mm}), appendu à une procuration donnée par le vicomte pour assister aux Etats-généraux (lundi *post Misericordiam Domini*, 15 avril 1308).

Légende. — DE BRITANIA ARMIGERI.

Dessin. — Sceau équestre aux armes. Il reste des traces d'échiqueté sur la housse.

CONTRE-SCEAU.

Légende. — † COTRA S' IOHIS DE BRITANIA ARMIGI.

(*Contrasigillum Johannis de Britaniâ, armigeri*).

Dessin. — Ecu indistinct, où l'on reconnaît pourtant l'échiqueté, au franc-canton d'hermines (3).

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 769).

Voir figures 5 et 5 bis.

(1) Voir les notes du numéro précédent.

(2) Né en mars 1286 (n. st.); fils d'Arthur II, duc de Bretagne et de Marie, vicomtesse de Limoges; vicomte de Limoges en 1297; marié : 1° en 1297 à Isabelle de Valois, fille de Charles de France, comte de Valois, et de Marguerite de Sicile (née en 1292, morte en 1309); 2° en 1310, à Isabelle de Castille, fille de Sanche IV, roi de Castille, et de Marie de Molina (née en 1283, morte en 1328); 3° en 1239, à Jeanne de Savoie, fille d'Edouard, comte de Savoie, et de Blanche de Bourgogne (morte en 1334); mort en 1341.

(3) Echiqueté d'or et d'azur, au franc-canton d'hermines, à la bordure de gueules, qui est de Bretagne-Dreux.

PLANCHE III.



4



4 bis



5



5 bis

Fig. 4 et 4 bis. Sceau et contre-sceau de Marguerite de Bourgogne, veuve de Guy VI, vicomte de Limoges (1268) (n° 6).

Fig. 5 et 5 bis. Sceau et contre-sceau de Jean de Bretagne, vicomte de Limoges (1308) (n° 7).

N° 8. — JEANNE DE FLANDRE (1), épouse de Jean de Montfort, vicomte de Limoges (1341).

Sceau ogival (70^{mm}), appendu à des lettres de trêve conclue entre « Jehanne de Flandres, duchesse de Bretagne, comtesse de Richemond, de Montfort, et vicomtesse de Limoges », et Charles de Montfort (1341).

Légende. — S : IEHANNE : DE : FLADRES : ET : DE :..... S CO-
TESSE : D' : MONTF...

(*Scel Jehanne de Flandres et de Limoges, comtesse de Montfort*).

Dessin. — La duchesse debout dans une niche gothique. A dextre, un écu d'hermines à la bordure chargée de six lionceaux; à sénestre, l'écu au lion de Montfort (2).

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 545).

Voir figure 6.

N° 9. — CHARLES DE BLOIS (2), vicomte de Limoges (1345).

Fragment de sceau rond (32^{mm}), appendu à une charte où « Charles, duc de Bretagne, vicomte de Limoges, sire de Guyse et du Maine », nomme des procureurs pour faire l'assiette de 5,000 livres de rentes à lui dues par le comte de Blois, son frère (18 septembre 1345).

Légende. — .IGIL' : KAR... ..IS : BRITAN....

(*Sigillum Karoli, ducis Britannie*).

Dessin. — L'écu d'hermines dans une rosace.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 542).

Voir figure 7.

(1) Fille de Louis de Flandre, comte de Nevers, et de Jeanne de Rethel; mariée en 1329 à Jean de Bretagne, comte de Montfort, fils d'Arthur II, duc de Bretagne, et de Yolande de Dreux, vicomte de Limoges en 1341, mort en 1345.

(2) Montfort : de gueules, au lion d'argent, la queue nouée, fourchée et passée en sautoir.

(3) Fils de Guy de Châtillon, comte de Blois, et de Marguerite de Valois; marié le 4 juin 1337 à Jeanne de Bretagne, vicomtesse de Limoges, fille de Guy de Bretagne, comte de Penthièvre, et de Jeanne d'Avaugour; mort le 19 septembre 1364.

N° 10. — JEANNE (1), duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges (1351).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à un acte par lequel la duchesse certifie que Thomas de la Marche, son cousin, a fait les guerres de Bretagne sans avoir eu paiement de ses gages (Léhon, 15 août 1351).

Légende. — CHESSE ... BRE.....

(....duchesse [de] Bretagne).

Dessin. — Ecu parti : au 1, d'hermines ; au 2, d'hermines à la bordure (2) ; dans une rose gothique ornée d'animaux chimériques. (Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. XXI, f° 1517).

N° 11. — LA MÈME (1369).

Sceau rond (35^{mm}), appendu à une charte portant don de la vicomté de Limoges par la duchesse au roi (Paris, 9 juillet 1369).

Légende. — SEEL : IEHANE : DVCHESSE DE BRETAGNE.

Dessin. — Sceau armorial. Au centre, l'écu d'hermines, en losange, accosté sur ses quatre faces de quatre petits écus ronds : le premier, d'hermines plein, qui est de Bretagne ; le second, d'hermines à la bordure (de gueules), qui est de Penthievre ; le troisième, de trois lions (d'or, à trois lions léopardés d'azur, armés et lampassés de gueules), qui est des vicomtes de Limoges ; le quatrième, d'un coupé (?). Dans les compartiments qui les séparent sont quatre anges.

CONTRE-SCEAU.

Le contre-sceau est de très petite dimension.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu rond parti de Bretagne et de Penthievre.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 543).

Voir figures 8 et 8 bis.

(1) Fille de Guy de Bretagne, comte de Penthievre, et de Jeanne d'Avangour ; mariée le 4 juin 1337 à Charles de Blois, fils de Guy de Châtillon, comte de Blois, et de Marguerite de Valois ; vicomtesse de Limoges en 1331 ; duchesse de Bretagne en 1341 ; morte le 10 septembre 1384.

(2) Parti : au 1, d'hermines, qui est de Bretagne ; au 2, d'hermines, à la bordure de gueules, qui est des vicomtes de Limoges de la maison de Bretagne. Ces armes furent adoptées par Guy de Bretagne, père de Jeanne.

N° 12. — JEAN DE BRETAGNE (1), comte de Penthhièvre, vicomte de Limoges (1398).

Sceau rond (50^{mm}), appendu à un rapport de la ville et terre d'Avesnes (Landrecies, 9 avril 1398).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu d'hermines à la bordure, timbré d'un heaume couronné et cîmé d'une tête d'aigle mouchetée d'hermines, supporté par un lion et un griffon. Dans le champ, des fleurs et des feuillages.

(Archives départementales du Nord. — DEMAY, *Inventaire des sceaux de la Flandre*, n° 279).

N° 13. — MARGUERITE DE CLISSON (2), veuve de Jean de Bretagne, vicomte de Limoges (1413).

Fragment d'un sceau rond (35^{mm} environ), appendu à un accord relatif à la succession de Clisson (Ploërmel, 27 mai 1413).

Légende détruite.

Dessin. — Dans un cercle dentelé, un écu losangé, parti : au 1, à quatre macles ; au 2, à un lion (3).

(Archives départementales des Basses-Pyrénées, E, 636. — P. RAYMOND, n° 56).

N° 14. — OLIVIER DE BRETAGNE (4), vicomte de Limoges (1428).

Sceau rond (52^{mm}), appendu au traité de la cession du Hainaut

(1) Jean de Blois, dit de Bretagne, comte de Penthhièvre, vicomte de Limoges; fils de Charles de Blois et de Jeanne, duchesse de Bretagne, marié le 20 janvier 1387 à Marguerite de Clisson, fille d'Olivier de Clisson, connétable de France, et de Béatrix (ou Catherine) de Laval; mort le 16 janvier 1403.

(2) Voir la note du n° 12.

(3) Clisson : de gueules, au lion d'argent armé, lampassé et couronné d'or.

(4) Fils de Jean de Blois, dit de Bretagne, vicomte de Limoges, comte de Penthhièvre, et de Marguerite de Clisson; vicomte de Limoges en 1403; marié en 1408 à Isabeau de Bourgogne, fille de Jean de Bourgogne, comte d'Artois, de Flandre et de Bourgogne, et de Marguerite de Bavière.

au profit de Philippe-le-Bon par la comtesse Jacques de Bavière (Mons, 18 septembre 1428).

Légende. — S : OLR : DE BRETAGNE ...NTE .E PENTHEVRE
VICONTE DE LIMOGES.

(*Scel Olivier de Bretagne, comte de Penthievre, vicomte de Limoges.*)

Dessin. — Ecu d'hermines à la bordure, timbré et cimé comme le n° 12, avec les mêmes supports. Dans le champ, deux équerres.

(Archives départementales du Nord. — DEMAY, *Inventaire des sceaux de la Flandre*, n° 280).

N° 15. — ISABELLE DE LA TOUR (1), épouse de Guillaume de Bretagne, vicomte de Limoges (1455).

Il ne subsiste que le contre-sceau.

CONTRE-SCEAU.

Rond (24^{mm}), appendu à un hommage du syndic de la collégiale de Saint-Germain, près Saint-Yrieix (Ségur, 26 juillet 1455).

Légende. — CONTRESEEL YZABEAV DE LA TOUR.

Dessin. — Ecu en losange parti : au 1, d'hermines, à la bordure (de gueules); au 2, coupé : au premier semé de France à la tour d'argent maçonnée de sable, qui est de La Tour, et au deuxième, à un château à trois tours.

(Archives départementales des Basses-Pyrénées, E, 850. — P. RAYMOND, n° 61).

N° 16. — ANTOINE DE BOURBON (2) ET JEANNE

(1) Fille de Bertrand V, seigneur de La Tour et de Boulogne, comte d'Auvergne, et de Jacqueline de Peschin; mariée 1^o, en juin 1450, à Guillaume de Bretagne, comte de Penthievre et de Périgord, vicomte de Limoges, fils de Jean de Blois, dit de Bretagne, comte de Penthievre, vicomte de Limoges, et de Marguerite de Clisson; 2^o, en 1458, à Arnaud-Amanieu d'Albret, sire d'Orval, fils de Charles II, sire d'Albret et comte de Dreux.

(2) Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, né en 1518, fils de Charles de Bourbon, duc de Vendôme, et de Françoise d'Alençon; marié en 1548 à Jeanne d'Albret, princesse de Béarn, fille d'Henri II d'Albret, roi de Navarre, et de Marguerite d'Orléans; roi de Navarre en 1555 comme époux de Jeanne d'Albret; mort en 1562.

SCEAUX DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE.

PLANCHE IV.



6



7



8



8 bis

Fig. 6. Sceau de Jeanne de Flandre, épouse de Jean de Montfort, vicomte de Limoges (1341) (n° 8).

Fig. 7. Sceau de Charles de Blois, vicomte de Limoges (1345) (n° 9).

Fig. 8 et 8 bis. Sceau et contre-sceau de Jeanne, duchesse de Bretagne, vicomtesse de Limoges (1369) (n° 11).

D'ALBRET (4), roi et reine de Navarre, vicomte et vicomtesse de Limoges (1536).

Fragment d'un sceau rond (111^{mm} environ), appendu à un acte par lequel Antoine, par la grâce de Dieu, roi de Navarre, seigneur souverain de Béarn et de Donesan, duc de Vendômois et de Beaumont, comte de Foix, Bigorre, Armagnac, Périgord, et vicomte de Limoges, et Jeanne, par la même grâce reine de Navarre, dame souveraine de Béarn, duchesse, comtesse et vicomtesse des dits lieux, notifient au juge, procureur et autres officiers de leur châtellenie d'Ayen la confirmation d'un droit de sépulture dans l'église d'Ayen, au profit de Jean de Montfrebeuf, écuyer, seigneur de La Chabrolie (Limoges, 26 décembre 1536).

Légende détruite.

Dessin. — Sceau de majesté. Le roi et la reine assis sur leur trône. Autour, une bordure d'écussons parmi lesquels on ne distingue plus que ceux de Navarre (de gueules, aux chaînes d'or posées en croix, en sautoir et en orle), de Foix (d'or, à trois pals de gueules) et d'Evreux (de France, à la bande composée d'argent et de gueules).

(Archives du château de la Chabroulie, à M. Seguin. — Communiqué par M. Champeval).

N° 17. — ANTOINE DE BOURBON, roi de Navarre, vicomte de Limoges (1562).

Sceau ovale (28^{mm} sur 20), empreinte sur papier, plaqué sur une quittance de gages donnée par Antoine, par la grâce de Dieu roi de Navarre, seigneur souverain de Béarnais,... duc de Vendômois, d'Albret, de Beaumont, de Nemours et de Gaudre,... comte de Foix, d'Armagnac, de Périgord, de Bigorre et de Marle, vicomte de Limoges,... premier pair de France, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du roi (24 juillet 1562).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit écartelé de Navarre et d'Evreux, sommé de la couronne royale et entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Navarre, dossier 47700, f° 67).

(4) Née en 1528; fille d'Henri II d'Albret, roi de Navarre, et de Marguerite d'Orléans; princesse de Béarn, reine de Navarre en 1555; mariée en 1548 à Antoine de Bourbon, duc de Vendôme; morte en 1572.

N° 18 (1). — **HENRI II D'ALBRET** (2), roi de Navarre, vicomte de Limoges (1531-1533).

Sceau rond (80^{mm}), empreinte sur papier, appendu à deux quittances de gages donnés par Henri, par la grâce de Dieu roi de Navarre, seigneur souverain de Béarn, comte de Foix, de Bigorre, Armagnac et Périgord, sire d'Albret, vicomte de Limoges,... pair de France, ayant la charge et conduite de 80 lances des ordonnances du roi (24 septembre 1531, 7 août 1533).

Légende. — † S : HENRICI : DEI : GRA : NAVARRE : REGIS :
COMITIS : FVXI : DOMINI : BEARNII : ET :
COMITIS : BIGORRE.

(*Sigillum Henrici, Dei gratia Navarre regis, comitis Fuxi, domini Bearnii et comitis Bigorre*).

Dessin. — Ecu droit, coupé d'un trait, parti de deux (six quartiers) : au 1, de Navarre; au 2, écartelé de France et d'Albret; au 3, de Foix; au 4, d'or, à deux vaches de gueules accornées, colletées et clarinées d'azur (Béarn); au 5, de France, à la bordure composée d'argent et de gueules (Evreux); au 6, d'or, à quatre pals de gueules, flanqué à dextre de gueules, au château sommé de trois tours d'or, à sénestre d'argent, au lion de gueules (Aragon); sur le tout du tout, d'or, à deux léopards de gueules (Bigorre). Emaux non indiqués. Couronne royale. Champ orné de rinceaux.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Navarre, dossier 47,700, f° 59).

N° 19. — **CHARLES-PHILIPPE DE FRANCE** (3), comte d'Artois, vicomte de Limoges (1775).

Sceau rond (55^{mm}), appendu à des lettres par lesquelles Charles-Philippe, fils de France, frère du roi, comte d'Artois, ... comte et vicomte de Limoges, ... notifie aux président, trésoriers-géné-

(1) Ce sceau, dont nous avons eu connaissance tardivement, aurait dû être placé, suivant l'ordre chronologique, avant ceux d'Antoine de Bourbon (n° 16 et 17).

(2) Fils de Jean II d'Albret et de Catherine de Foix; sire d'Albret en 1516, roi de Navarre en 1517; marié en 1527 à Marguerite d'Orléans, duchesse de Berry et d'Alençon; duc d'Albret en 1550; mort en 1555.

(3) Né le 9 octobre 1757; fils de Louis, dauphin de France, et de Marie-Josèphe, duchesse de Saxe; marié le 16 novembre 1773 à Marie-Thérèse de Savoie, fille de Victor-Amédée III, duc de Savoie, et de Marie-Antoinette-Ferdinande de Bourbon, infante d'Espagne; roi de France le 16 septembre 1824, sous le nom de Charles X; abdiqua le 2 août 1830; mort le 6 novembre 1836.

PLANCHE V.



9



10



9 bis



10 bis

Fig. 9 et 9 bis. Sceau et contre-sceau du Consulat de la Cité de Limoges (1228-1303) (n° 18).

Fig. 10 et 10 bis. Sceau et contre-sceau du Consulat du Château de Limoges (1229-1254) (n° 19).

raux au bureau des finances de Limoges, que messire Joseph Roquet, baron d'Estresses, chevalier, seigneur de Mercœur, a rendu hommage pour son fief de Mercœur, mouvant de la vicomté de Limoges (Versailles, 4 avril 1775).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche entouré de branches d'olivier, écusson ovale aux armes de France, sommé de la couronne royale et entouré du collier de l'ordre, le tout posé sur le manteau royal.

REVERS.

Pas de légende.

Dessin. — Type équestre.

(Archives de M. le baron de Costa, à Beaulieu. — Communiqué par M. Champeval).

SÉRIE II

VILLES

N°20. — LIMOGES (Consulat de la cité de) (1228-1303).

Sceau rond (55^{mm}), appendu : 1° à un acte constatant la prestation, par les consuls et les prud'hommes de la Cité, du serment de fidélité à Louis IX (vendredi après la Purification 1228, n. st.); 2° à une charte par laquelle les consuls adhèrent au procès de Boniface VIII (la veille de la Saint-Barthélemy, 23 août 1303).

Légende. — SIGILLVM CIVITATIS LEMOVICARVM.

Dessin. — Une enceinte crénelée, avec porte ouverte à gauche, renfermant un donjon et deux tours voûtées.

CONTRE-SCEAU.

Triangulaire, de 26^{mm} de hauteur sur 24 de largeur maximum.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu au lion couronné et à la bordure besantée.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 5693. — L. GUIBERT, *Sceaux et armes...*, p. 24 et planche, et *Supplément*, p. 5 et planche).

Observations. — « Le sceau de 1303 est l'exacte reproduction de celui de 1228. Peut-être même les deux empreintes ont-elles été produites à l'aide de la même matrice. Toutefois, l'exemplaire de 1228 est assez flou et il y a plusieurs détails qu'il est impossible de distinguer, comme les ferrements de la porte, le trait qui accuse les colonnettes de la double fenêtre à plein cintre du donjon et

relève la courbe des cintres d'une sorte de cordon. On n'aperçoit même pas les petites baies géminées qui, soixante-quinze ans plus tard, se détachent nettement sur les deux tourelles.

» La première mention que nous connaissions du sceau de la commune de la Cité nous a été fournie par un acte du Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges, sous la date de 1203 (Bibliothèque nationale, Recueil de D. Col, mss. latin 9133, et fonds Moreau, collection de chartes, t. CV, f° 22). » (L. GUIBERT, *Sceaux et armes... Supplément*, p. 6).

Voir figures 9 et 9 bis.

N° 21. — LIMOGES (Consulat du château de) 1229-1254).

Matrice en bronze. Sceau rond (53^{mm}). — Empreintes appendues : 1° à un acte constatant l'acquisition d'une rente par la Confrérie des Pauvres à vêtir (1229); 2° à un acte constatant la reconnaissance, par I. Arnaus Lo Mazelliers, d'une rente due à W. de Villaiuenc, sur un banc de marchand étalagiste (peut-être un banc charnier), placé auprès du banc de Guy Boutin (janvier 1246); 3° à un contrat de 1254.

Légende. — † SIGILLVM CONSVLATVS CASTRI LEMOVICENSIS.

Dessin. — Le chef de saint Martial, barbu, sans nimbe, et le haut du buste revêtu des ornements pontificaux. Derrière la tête passe une bande, sur laquelle on lit : S MAR-CIALIS (*sanctus Marcialis*).

CONTRE-SCEAU.

Légende. — SECRETVM.

Dessin. — Un agneau passant, avec une houlette terminée en croix.

(La matrice a été décrite par M. ALLOU, *Description des monuments de la Haute-Vienne*, p. 236. — Les empreintes sont conservées, savoir : celles de 1229 et de 1254 aux Archives de l'Hôpital de Limoges; celle de 1246 aux Archives départementales de la Haute-Vienne. — Voir : 1° l'album de M. Tripon, *Historique monumental de l'ancienne province du Limousin*, n° 84 des planches de *Numismatique*; 2° une note insérée dans la *Feuille hebdomadaire de Limoges*, année 1775, p. 29; 3° L. GUIBERT, *Sceaux et armes...*, p. 5 et planche, et le *Supplément*, p. 4 et planche). — En outre, on trouve dans la collection Gaignières, à la Bibliothèque nationale (t. CLXXXVI, p. 339) la description d'un exemplaire du cachet du Consulat appendu à un acte de 1206. Sceau et contre-sceau sont entièrement conformes à ceux dont se servent les consuls vingt-trois ans plus tard.

Voir figures 10 et 10 bis.

N° 22. — LIMOGES (Consulat du château de) (1510).

Sceau rond (18^{mm} environ), plaqué sur le *quitus* donné par les consuls en charge à leurs prédécesseurs, pour la gestion de 1505-1506 (27 novembre 1510).

Légende. — ... LEMOVICENSIS CONSVLATVS.

([*Sigillum*] *Lemovicensis consulatus*).

Dessin. — Le chef de saint Martial, barbu et accosté des lettres SM (*sanctus Martialis*) en caractères gothiques. Le champ est plus orné que sur le sceau précédent. On ne peut distinguer si la tête est diadémée ou nimbée.

CONTRE-SCEAU.

Légende effacée; elle paraît n'être pas la même que celle du sceau.

Dessin. — Même dessin, de dimension réduite.

(Archives départementales de la Haute-Vienne, article 8057 du classement provisoire. — L. GUIBERT, *Sceaux et armes*..., p. 7).

N° 23. — LIMOGES (Consulat du château de) (1632-1675).

Sceau ovale (24^{mm} sur 18), plaqué au bas de plusieurs expéditions ou permissions délivrées par l'hôtel-de-ville.

Pas de légende.

Dessin. — Un écusson aux armes de la maison de ville de Limoges (de gueules, à un buste de saint Martial de carnation, vêtu et diadémé d'or, accosté des lettres S M à l'antique de même, et un chef cousu d'azur chargé de trois fleurs-de-lys d'or), mais sans autre indication d'émaux que l'azur du chef. L'écu est placé entre deux branches de laurier dont les tiges se croisent au-dessous de la pointe. Au-dessus, une tête d'ange, les ailes éployées.

(L. GUIBERT, *Sceaux et armes*..., p. 7).

N° 24. — MASLÉON (1) (Consulat de) (1292).

« On ne connaît malheureusement pas les circonstances exactes dans lesquelles a été créée, en 1289, cette petite commune, la seule, croyons-nous, de tout le Limousin, à laquelle des actes authentiques donnent la qualification de ville franche. M. Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, a signalé la mention d'un sceau de

(1) Aujourd'hui commune de Masléon, canton de Châteauneuf, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

ses consuls dans un acte de 1292 (*Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. XXXI, p. 392) ». (L. GUIBERT, *Sceaux et armes....*, Supplément, p. 13).

N° 25. — SAINT-JUNIEN (1) (1303).

Fragment de sceau rond (55^{mm}), appendu à une charte par laquelle les consuls adhèrent au procès de Boniface VIII (mercredi après la Saint-Barthélemy, 28 août 1303).

Légende. — † SIGI... ..NIANI.

(*Sigillum [ville Sancti-] Juniani*).

Dessin. — Un évêque debout, vu de face, tenant de la main droite une crosse écartée, et de la gauche un cep de vigne chargé d'une grappe de raisin.

CONTRE-SCEAU.

Légende. — † SIGILLVM VILLE ...NIANI.

(*Sigillum ville [Sancti-] Juniani*).

Dessin. — Un évêque debout, vu de face à mi-jambes, mitré, crossé et bénissant.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 5694. — L. GUIBERT, *Sceaux et armes....*, p. 64).

Voir figures 11 et 11 bis.

Observations. — Nous avons transcrit la description donnée par M. Douët d'Arcq; mais cette description nous paraît inexacte, ainsi qu'on pourra s'en assurer en se reportant aux figures 11 et 11 bis. Le personnage figuré sur le sceau n'est point un évêque : il est impossible de reconnaître une mitre dans la pointe qu'on observe sous la croix initiale de la légende, et qui pourrait n'être qu'un simple prolongement de la croix; de plus, ce n'est point une crosse qu'il tient à la main, mais bien un bâton en *tau* ou plutôt un bâton fleuri; dans l'arbuste qui est à la gauche du personnage il ne serait pas téméraire de voir la représentation du « vieux aubépin » sous lequel, d'après la légende, dormait saint Junien. Nous pensons donc que c'est le saint lui-même qui est représenté sur la face principale du sceau. L'image de l'évêque est au contre-sceau : c'est tout ce qui était exigé par le traité conclu entre l'évêque et la ville : « *In sigillo vel contrasigillo communitatis signum episcopale ponatur, ... vel imago episcopi a pectore supra, cum mitra et crossa* ». On ne saurait décrire avec plus de précision le contre-sceau.

Le catalogue du musée de Poitiers (*Notice des tableaux.... objets d'art anciens et modernes... composant les collections de la ville de Poitiers*, par Brouillet, deuxième partie, p. 704) mentionne un sceau-matrice qu'il décrit ainsi : « Sceau ovale en cuivre (47^{mm} sur 37); xvii^e siècle; légende : SANCTVS JVNIANVS; dessin : saint Junien debout, bénissant un personnage à genoux devant lui,

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Rochechouart (Haute-Vienne).



11



12



13



11 bis



12 bis

Fig. 11 et 11 bis. Sceau et contre-sceau de la ville de Saint-Junien (1303) (n° 25).
Fig. 12 et 12 bis. Sceau et contre-sceau de la commune de Saint-Léonard (1308) (n° 27).
Fig. 13. Sceau de la commune de Saint-Léonard (après 1696) (n° 28).

tenant une crosse d'évêque ». Ce sceau nous paraît se rapporter à la ville de Saint-Junien ; toutefois, en l'absence de renseignements sur la provenance, nous nous bornons à reproduire les indications ci-dessus.

N° 26. — SAINT-LÉONARD (1) (avant 1268).

Format, dimensions et dessin non connus.

Légende. — SIGILLVM BVRGENSIVM SANCTI-LEONARDI.

Observations. — Les recherches que M. Louis Guibert a faites sur la ville de Noblat-Saint-Léonard, et dont il a bien voulu nous faire connaître les résultats, établissent : 1° que, longtemps avant la fin du xiii^e siècle, la ville avait déjà un sceau ; 2° que dans le cours de ce siècle et au commencement du xiv^e, elle a fait successivement usage de trois sceaux au moins, qui se différencient par la légende. C'est ce qui est établi par les pièces d'une procédure entre les évêques de Limoges (Gilbert de Malemort et Renaud de La Porte), d'une part, et la ville, de l'autre (Archives départementales de la Haute-Vienne, liasse 2440). Laissant de côté les textes très nombreux qui affirment l'existence ancienne du droit de sceau, nous citerons les deux suivants, qui font connaître les diverses légendes dont nous venons de parler :

Déposition de Pierre Joubert, curé de Saint-Etienne de Noblat (1280) : « *Ab antiquo habent sigillum ; sed in illo erat scriptum : Sigillum burgensium Sancti-Leonardi ; modo, a duodecim annis citra, fecerunt novum sigillum in quo scribi fecerunt : Sigillum consulum et communitatis ville de Nobiliaco* ».

Mémoire de l'évêque (sans date ; vers 1306) : « ... *Quod olim, non est diu, homines dicte ville utebantur quodam sigillo, cujus sigilli littere erant : Sigillum proborum hominum ville de Nobiliaco... item, quod tempore a brevi, fecerunt sigillum et domum in dicta villa, nomine consulum et communitatis* ».

Il semblerait, au premier abord, résulter de la déposition de Pierre Joubert qu'au sceau à la légende *Sigillum burgensium*, a succédé immédiatement le sceau à la légende *Sigillum consulum*, de telle sorte que le sceau *proborum hominum*, cité par l'évêque, serait postérieur aux deux autres. Mais certains documents historiques paraissent contraires à cette hypothèse. On trouve en effet, dans une lettre du roi Jean-sans-Terre, duc d'Aquitaine, datée du 28 mai 1214, la qualification de *probi homines* donnée aux magistrats municipaux de Saint-Léonard (*Rotuli litterarum patentium in turre Londinensi asservati*, t. I, p. 116). Cette dénomination a peut-être précédé, à Saint-Léonard, celle de *consuls*, qu'on trouve cependant dès 1224. En tous cas, elle a été abandonnée de bonne heure, et la dernière seule est en usage dans la seconde moitié du xiii^e siècle. Il paraît donc vraisemblable que le sceau *proborum hominum* a été employé dans la première moitié du xiii^e siècle.

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

N° 27. — SAINT-LÉONARD (xiii^e siècle).

Format, dimensions et dessin non connus.

Légende. — SIGILLVM PROBORM HOMINVM VILLE DE NOBILIACO.

Nous nous en référons à ce qui a été dit au numéro précédent sur l'époque probable à laquelle remonte ce sceau.

N° 28. — SAINT-LÉONARD (1308).

Fragment de sceau rond (60^{mm}), appendu à une charte par laquelle les consuls de Saint-Léonard, *Sancti-Leonardi de Nobiliaco*, nomment des députés aux Etats-généraux (1^{er} mai 1308).

Légende détruite.

Dessin. — A droite, un personnage debout, tendant la main à un autre à genoux devant lui, les cheveux hérissés et les mains jointes, et au-dessus duquel sont des ceps attachés à une chaîne. Le champ du sceau est d'un treillis de fleurs-de-lys.

CONTRE-SCEAU.

Légende. — † SECRETVM.

Dessin. — Une main tenant des ceps.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 5695. — L. GUIBERT, *Sceaux et armes*...., p. 65 et 66.)

Voir figures 12 et 12 bis.

Observations. — Sans pouvoir rien affirmer, puisque l'exemplaire des Archives est incomplet, nous pensons, à raison du rapprochement des dates, que ce sceau est celui qui portait la légende : *Sigillum consulum et communitatis ville de Nobiliaco*. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'enquête de 1280, citée au n° 26, constate que le sceau portant cette légende fut adopté douze ans environ avant cette date (*a duodecim annis citra*), par conséquent vers 1268.

N° 29. — SAINT-LÉONARD (après 1696).

Sceau rond (25^{mm}).

Légende. — SCEL D. L'HOSTEL D. VILLE D. S. LEONARD.
(*Scel de l'hostel-de-rille de Saint-Léonard*).

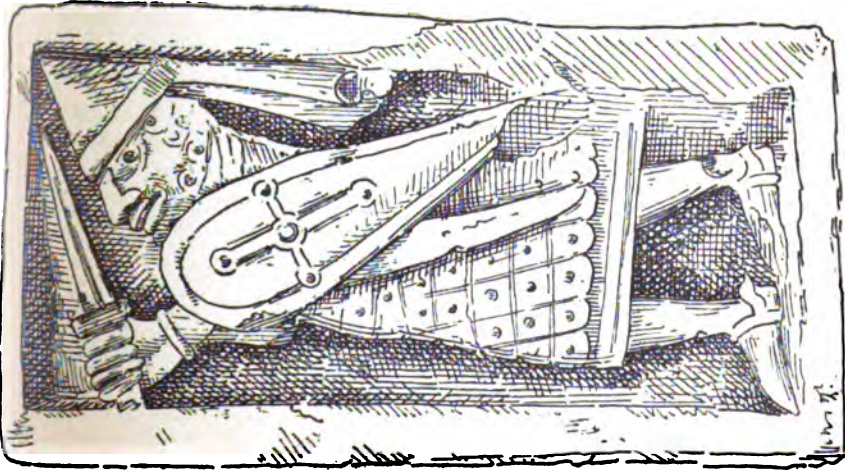
Dessin. — Un écu aux armes de France, surmonté de la couronne royale. Dans la partie supérieure du champ, de chaque côté de la couronne : ED - IT 16-96.

(L. GUIBERT, *Sceaux et armes*...., *Supplément*, p. 19).

Voir figure 13.

(*A suivre*).

Ph. DE BOSREDON.



ROLAND. — Bas-reliefs du portail de Notre-Dame-de-la-Règle à Limoges.

ROLAND

ou

SCULPTURES DE NOTRE-DAME DE LA RÈGLE

Le symbolisme joue un grand rôle dans les sculptures et les peintures du moyen âge, notamment à l'époque romane. Les artistes de cette époque puisaient leurs inspirations dans les livres saints; c'est pourquoi on trouve très fréquemment dans les sculptures qui décoraient l'extérieur ou l'intérieur des églises, sur les châsses ou reliquaires ornés d'émaux champlevés, dans les peintures et miniatures sur vélin, le Christ bénissant, entouré des quatre animaux mystérieux, symbole des quatre évangélistes. Ce sujet est représenté sur la face orientale du tombeau de saint Junien; sur cette même face, à droite et à gauche, figurent, l'un sur l'autre, les sept anges de l'Apocalypse, tandis que, sur les faces latérales, on voit les vingt-quatre vieillards, tenant à la main des instruments de musique et des vases de parfums.

Ce n'est pas seulement dans la Bible que les artistes de cette époque puisaient leurs inspirations : ils trouvaient encore des sujets dans l'histoire ecclésiastique et dans les légendes des saints. Le triomphe de Constantin figurait dans un grand nombre d'églises de l'ouest de la France; et nos reliquaires limousins représentaient quelquefois des scènes de la vie des saints dont ils renfermaient des reliques.

C'est ainsi que, sur quelques-uns de nos reliquaires, on voit différentes scènes de la légende de sainte Valérie, le martyr de saint Thomas de Cantorbéry (1), etc.

(1) Abbé TEXIER, *Essai sur les émailleurs de Limoges*. — Poitiers, 1843, p. 287.

Mais ce qui est plus étonnant, ce qu'on n'a pas assez remarqué jusqu'à ce jour, ce que nous voulons aujourd'hui mettre en lumière, c'est que les sculpteurs du moyen âge se sont inspirés aussi des romans de chevalerie. Oui, les artistes chrétiens de l'époque romane sculptaient sur la façade des églises, dans le tympan des portails, sur les grands chapiteaux des colonnes massives, des scènes guerrières ou des personnages légendaires empruntés aux romans de chevalerie ou aux chansons des troubadours.

Nous allons donner pour exemple les sculptures qui ornaient le portail de Notre-Dame de la Règle, église bâtie au XI^e siècle, et dans laquelle le pape Urbain II célébra une des trois messes du jour de Noël, le 25 décembre 1095.

On voit au Musée de Limoges deux bas-reliefs très beaux qui proviennent du portail de cette église : l'un représente un chevalier armé de toutes pièces ; l'autre, un cheval sans son cavalier. Nous possédons un troisième bas-relief qui vient de ce même portail ; il était conservé à la Bibliothèque du grand Séminaire (autrefois abbaye de la Règle). Un des directeurs, M. l'abbé Julien, qui n'attachait aucune importance à cette sculpture, la donna à M. Muret de Pagnac, archéologue de Saint-Junien, lequel nous en fit cadeau, il y a plus de quarante ans. Elle représente un guerrier tombé à terre, tenant d'une main sa jambe blessée et de l'autre sonnant de la trompe (1).

Nous n'avions pas cherché à deviner la signification de ce bas-relief, et nous n'y avons vu qu'un caprice d'artiste, un sujet de pure fantaisie.

Il y a neuf ou dix ans, M. Emile Molinier, passant à Limoges, visita le Musée lapidaire et il s'écria en voyant le superbe bas-relief qui représente le chevalier : « Tiens ! voilà Roland ! c'est ainsi qu'il est représenté dans la tapisserie de Bayeux ! ». — Cette parole, recueillie par M. Nivet-Fontaubert, qui était présent et qui nous l'a rapportée, cette parole fut pour nous un trait de lumière. Si le bas-relief qui provient du portail de l'abbaye de la Règle et où est sculptée la figure d'un chevalier représente Roland debout, le cheval qui était à côté est le destrier de Roland, appelé *Veillantif* dans le poème, et le fragment que nous possédons et qui provient de la même abbaye représente Roland blessé et sonnant du cor pour appeler ses compagnons d'armes.

Donnons une description de ces trois bas-reliefs.

(1) Nous avons cédé ce bas-relief au Musée du grand séminaire de Limoges.

PREMIER BAS-RELIEF.

Le premier bas-relief est très précieux, en ce sens qu'il nous fournit de curieux détails sur le costume de guerre de cette époque.

Dans un encadrement en forme de carré long, dans le sens de la hauteur (haut de 40 centimètres, large de 20), le chevalier se tient debout, la tête en arrière; il porte le *heaume* ou casque pointu de forme conique, dont nous voyons d'autres exemples dans des monuments du XI^e et XII^e siècles, par exemple, dans la tapisserie de Bayeux, dans les sceaux de Guy IV de Laval, de Thibaud IV, comte de Blois, de Guillaume H, comte de Nevers, etc. (1). Derrière la tête, au bas du casque, pend un ornement en étoffe, rappelant, sinon par sa forme du moins par sa position, les deux fanons qui pendent derrière la mitre des évêques. Une cotte de mailles, formée par l'assemblage de petites plaques d'acier, de forme carrée, et percées de trous au milieu, couvre le corps, tombe jusqu'aux genoux et remonte jusque sous la tête, où elle forme comme un capuchon. On sait que cette cotte de mailles s'appelle le *haubert*, et la coiffe ou capuchon de mailles qui couvre la tête est surmontée du casque pointu, du heaume, qu'on attachait sans doute à ce capuchon. Les pans d'une tunique ou vêtement de dessous émergent au bas de la cotte de mailles. Dans la *Chanson de Roland*, ce vêtement est appelé le *bliant* (vers 172).

De la main droite, le chevalier brandit une épée à lame large et courte. Cette épée avait un nom : elle s'appelait la *Durandal*, comme celle de Charlemagne s'appelait la *Joyeuse*, celle de Turpin l'*Almace*, celle d'Olivier l'*Halteclère*, etc. Le pommeau de la *Durandal* contenait de précieuses reliques. — Sur la cotte de mailles, du côté gauche, se dessine le fourreau de l'épée.

Le bras gauche est couvert par un bouclier de forme ovale et allongée vers le bas, au milieu duquel se dessine une croix, dont le centre et les extrémités sont ornés de fleurons. Les boucliers ou écus de cette époque, formés de planches de bois couvertes de cuir, recevaient divers ornements, des fleurs de lys, des lions, des rayons fleuonnés : nous n'en avons pas vu jusqu'ici qui fût orné d'une croix.

Durant la marche, les chevaliers pendaient leur bouclier à leur cou; dans notre bas-relief, on aperçoit sur l'épaule du chevalier la

(1) LÉON GAUTIER, *la Chanson de Roland*, édit. 1876, p. 329.

bande d'étoffe ou de cuir qui servait à suspendre le bouclier et qu'on appelait la *guige*.

Le bas des jambes est découvert et la chaussure pointue du chevalier est garnie de forts éperons.

SECOND BAS-RELIEF.

Le bas-relief qui représente le cheval de Roland est dans un cadre en forme de carré long, dans le sens de la largeur (large de 25 centimètres, haut de 20). Ce cheval, aux allures vigoureuses, à large croupe et à queue allongée, semble se donner un temps de galop; la selle paraît riche et brodée; les arçons sont élevés devant et derrière; les deux sangles sont distantes l'une de l'autre; une large bande de cuir, garnie de boucles rondes, se rattache à la selle et fait le tour du poitrail; la bride, qui paraît semblable aux brides modernes, est formée de larges bandes de cuir, et les rênes se terminent par un ornement qu'on tenait à la main.

Le cheval de guerre s'appelait le *destrier*, différent du *palefroi*, sur lequel montaient les dames, et du *sumier*, ou cheval de somme.

A cette époque, le cheval de guerre avait un nom : celui de Roland s'appelait Veillantif (2160), etc.; d'autres s'appelaient Tachebrun, Saut-Perdu, Passe-Cerf.

TROISIÈME BAS-RELIEF.

Le troisième bas-relief, plus petit et moins remarquable que les deux autres, représente Roland blessé et sonnant du cor.

Le cadre de ce bas-relief, de forme un peu triangulaire, mesure 15 centimètres en largeur et hauteur et semble avoir été encastré à la naissance ou dans la courbure d'un arc à plein cintre. Roland assis à terre et ployant le genou droit, tient de la main gauche sa jambe blessée; de la main droite il tient l'Olifant, où il souffle avec tant de violence que son œil droit semble sortir de son orbite; une épaisse ceinture serre sa forte taille, et sa tunique ou cotte de mailles remonte jusque sur sa tête, où le casque ne paraît plus.

Si dans le premier bas-relief le chevalier ne rappelle Roland que par son costume militaire traditionnel, ce troisième bas-relief le désigne d'une manière caractéristique, en nous rappelant une circonstance remarquable de son dernier jour, en nous le montrant blessé et sonnant du cor.

Nous voyons, par cet exemple, que les artistes chrétiens de l'époque romane ont puisé quelquefois des sujets et des motifs de sculpture jusque dans les romans de chevalerie. Cela suffit pour nous montrer que certains bas-reliefs et divers personnages qui ornent les chapiteaux des églises romanes, et qu'on a pris pour des sujets de fantaisie et des produits d'une imagination bizarre, peuvent être des personnages historiques ou légendaires, célébrés dans les écrits du temps. Ainsi, nous soupçonnons que deux chevaliers, qu'on voit sur un chapiteau, au bas du clocher de Saint-Léonard, et qui se couvrent de leurs boucliers, dans un combat corps à corps, sont des héros du cycle carlovingien, dans lesquels on pourrait voir Roland et Ferragus. Quoiqu'il en soit, en signalant cette sculpture de la mort de Roland, qui ornait le portail de Notre-Dame de la Règle, nous ouvrons une porte aux investigations des archéologues; espérons qu'une étude plus approfondie de ces sculptures symboliques, qu'on signalait en les accompagnant toujours d'un point d'interrogation, espérons qu'une étude plus approfondie de ces énigmes donnera la clef de plusieurs de ces hiéroglyphes mystérieux, qui sont restés inexpliqués jusqu'à ce jour.

L'ABBÉ ARBELLOT.

PIERRE II NOUAILHER

(NÉ VERS 1657, † LE 28 SEPTEMBRE 1717)

PREMIÈRE ET DEUXIÈME MANIÈRES

Le 21 juillet 1888, M^{me} Hamon, libraire à Blois, chargée de la vente de pièces d'émaillerie, envoyait chez nous, en communication, à M. le commandant de Saint-Didier, collectionneur éclairé de cette ville, vingt émaux peints anciens. Dans ce nombre, se trouvaient trois émaux signés *P. Nouailher*, ou simplement *Nouailher*, et que nous attribuons, d'après la classification que nous avons faite d'émaux analogues (1), à Pierre II Nouailher.

Ces trois pièces sont typiques : la première caractérisant les plus anciens et les meilleurs ouvrages de Pierre Nouailher (presque tous ceux de cette catégorie que l'on connaît jusqu'ici sont en grisaille) ; la troisième, les travaux en couleur beaucoup plus nombreux, d'un aspect si particulier, attribués sans conteste à cet artiste, et qui accusent une décadence accentuée ; la seconde, établissant la transition entre les deux autres. En vertu d'un axiôme connu, s'il devient certain que cette dernière pièce émane du même auteur que les deux autres, il sera évident que la première et la troisième, signées *P. Nouailher*, sont d'un seul et même émailleur.

Vu la différence d'aspect, plus apparente que réelle, de ces deux émaux, il faudra donc conclure, comme nous l'avions fait déjà, que Pierre II Nouailher a eu deux manières assez distinctes.

(1) Voir nos « *Emaux peints à l'Exposition rétrospective de Limoges en 1886*, page 187 ». Limoges, Ducourtieux, 1888, in-8°.

Si nous revenons aujourd'hui sur cette question, c'est que, quelque évidente qu'elle fut pour nous déjà, depuis l'examen approfondi des émaux de Pierre II Nouailhier exposés à Limoges en 1886, les trois pièces envoyées de Blois fournissent à l'appui de notre thèse une démonstration quasi-scientifique, à laquelle les personnes qui éprouvaient encore des hésitations à partager notre manière de voir, ne nous semblaient pas ne pas pouvoir se rendre.

1° UN SAINT ABBÉ (SAINT BRUNO?).

Plaque ovale en grisaille. Hauteur : 0^m,110, — largeur : 0^m,090.

— Le saint, à mi-corps, les mains croisées sur la poitrine, la tête de trois-quarts à gauche, regarde au ciel. Du bras gauche, il tient le bâton d'une crosse, dont la volute serait hors du cadre. Une auréole rayonnante en or entoure sa tête; des rayons d'or, partant du ciel en haut à gauche, se dirigent vers lui. Le fond est une muraille grise, toute en imitation d'appareil régulier, obtenue par une légère teinte de blanc sur le fond général noir de la plaque et avec tracé de l'appareil rapporté en noir au pinceau; elle est très sombre d'aspect. — Le costume noir du saint est produit par le fond, relevé de très légères lumières blanches modelant les plis. Il se compose d'une soutane et d'un manteau à capuchon recouvrant la moitié postérieure de la tête. Le travail en est mou, sans caractère et peu habile.

Les mains sont modelées assez délicatement en blanc, quoique d'une façon un peu sommaire, tracées par un enlèvement très sec dessinant le contour des doigts, avec lumières blanches posées aussi sèchement et avec une certaine dureté; les parties les plus claires sont fortement empâtées.

La tête est modelée de même, mais plus lourdement; on y retrouve encore l'aspect très affaibli des modèles du commencement du xvii^e siècle, de Jean I Limosin, par exemple. Elle est, du reste, d'un dessin détestable, la ligne de la bouche étant en complet désaccord avec celle des yeux. La physionomie, au nez large et pointu rappelant réellement le groin d'un certain animal, est, en somme, grotesque. La tête est rasée, une mince couronne monacale de cheveux rapportés en petits traits noirs fait le tour du crâne. Le ton de chair est léger, posé en lavis, et enlevé, dans les lumières, avec grattages en blanc traversant la figure dans les demi-teintes. Les yeux et le nez sont redessinés sèchement en noir (comme on le remarque sur les émaux de la seconde manière,

seulement dans ces derniers les traits sont plutôt bistres que noirs). Les lèvres sont (comme dans la deuxième manière) peintes en plein en rouge opaque, d'un ton corsé, et font une tache rouge dure dans la figure d'une tonalité assez pâle.

L'auréole d'or est exactement la même que celle du *Saint Joseph*, la troisième pièce, que nous étudierons tout à l'heure, et qui caractérise la seconde manière de Pierre II Nouailher. Elle se compose alternativement d'un rayon ondulé et de trois ou quatre rayons droits ; la facture est identique sur les deux émaux.

Le revers est en fondant un peu oxydé de rouge. Nous avons calqué scrupuleusement la signature qui y est tracée, et nous la reproduisons ici :

nouailher
emailleur
à Limoges
P.N.

Elle est écrite en noir au pinceau, probablement sous le fondant et à même le cuivre. Le fondant, absorbé sans doute, à la cuisson, par l'oxyde noir des lettres, donne à sa surface une empreinte légèrement creuse de la signature.

Comme art, cette pièce est, en somme, très faible. Au premier abord, on y retrouve, avons-nous dit, l'aspect sombre et un peu léger de quelques travaux du cours du *xvii^e* siècle. On ne peut, toutefois, par son dessin médiocre et la faiblesse du style, la faire remonter au-delà de 1682, date du *Baiser de Paix* du Musée Adrien Dubouché de Limoges, et il est parfaitement admissible qu'elle soit du Pierre Nouailher, auteur de ce dernier. C'est l'avis des membres de la Société archéologique qui assistaient à l'examen des émaux envoyés de Blois, et notamment de notre savant secrétaire général, M. Louis Guibert, notre courtois mais obstiné contradicteur.

Si on examine attentivement la pièce, on y retrouve déjà, outre la faiblesse du dessin et du style, le goût maniéré des Nouailher de

la décadence ultérieure, ces yeux levés au ciel, cette sorte de chinoiserie dans la physionomie affectonnée par eux, et que, du reste, Pierre II, même dans les émaux de la seconde manière, n'a pas poussée plus loin qu'ici, et que les derniers Nouailher ont exagérée à l'excès d'une façon grotesque. Le modelé blanc des nus est un peu mieux étudié ici (surtout aux mains) qu'au *Saint Joseph*, mais il faut en chercher la raison dans la date plus ancienne de l'exécution, date à laquelle l'artiste était encore un peu influencé par les maîtres du *xvii^e* siècle. Les chairs et les traits des nus sont déjà les mêmes que sur le *Saint Joseph*, en lavis roses légers, et en lignes sèches extrêmement déliées au pinceau. Le glacé des carnations a le même brillant et le même éclat que sur cette autre pièce et tous les travaux de la deuxième manière.

2^e SAINT IGNACE DE LOYOLA.

Plaque rectangulaire, en émaux de couleurs, rehauts d'or. Hauteur : 0^m,092, — largeur : 0^m,075.

Le saint est vu à peu près à mi-corps, dans un ovale cerné d'un trait d'or et d'un liseré blanc de deux millimètres et demi de largeur. Coins en rocaille. Au bas, bande du noir du fond avec ligne horizontale d'or au-dessus pour la délimiter; inscription en or : S. IGNATIVS DE LOIOLA. Le saint a la main gauche appuyée sur un livre ouvert où se lit en noir sur blanc AD MAIOREM DEI GLORIAM (toutes ces inscriptions sont en lettres assez mal formées et sans élégance). Le bras droit est replié, la main levée et ouverte, la paume en avant. La tête est de trois-quarts à droite, elle regarde au ciel; une auréole exactement semblable à la précédente l'entoure.

Saint Ignace est vêtu en prêtre, d'un surplis blanc et d'une chasuble bleue à bandes gris-jaune, brochée de larges fleurs et ornements sur toute sa surface, exécutés en blanc sous l'émail et rehaussés d'or par-dessus. En haut, l'ouverture de la chasuble laisse voir le col d'un vêtement violet, orné de dessins analogues (ils sont un peu lourds, mais non sans ampleur et dans le goût des riches étoffes du milieu du *xvii^e* siècle). Autour du cou apparaît le bord d'un linge blanc comme le surplis. Le sujet doit être exécuté d'après une gravure du temps de la canonisation du saint (1622).

Le fond général de la plaque est noir comme dans la précédente et dans celle du *Saint Joseph*, comme aussi, du reste, dans tous les émaux de Pierre II Nouailher que nous connaissons, tant à la première qu'à la seconde manières.

Le contre-émail est en fondant et porte la signature suivante, écrite par-dessus en rouge foncé opaque; nous l'avons décalquée, comme la précédente, avec une minutieuse fidélité :

*Nouailher
emailleur
à Limoges*

On remarquera l'analogie frappante des N initiales, des r, des L dans Limoges, et surtout des s finales de ce mot, qui sont caractéristiques; l'orthographe du mot *emailleur* est la même sur les deux pièces, et la disposition des trois mots les uns au-dessous des autres, appuyant un peu plus à droite à chaque ligne, est encore à noter.

Cette signature est écrite très couramment au pinceau, comme la précédente, et elle est tellement de la même main que si, à l'aide de calques, on en applique chaque ligne sur la ligne correspondante, les lettres tombent presque mathématiquement les unes sur les autres. L'analogie est frappante.

Cette pièce est très intéressante comme document de transition entre les deux manières; elle doit dater de la fin du *xviii*^e siècle environ. Elle a toujours le revers de fondant de la première manière, un air de famille (très éloigné, il est vrai) avec les productions du cours du *xvii*^e siècle et ne sent pas encore le plein *xviii*^e. Ainsi, la méthode y est toujours bonne, les modèles préparés par transparence de blanc, d'une façon surtout remarquable dans les dessins de la chasuble (1); la tête est presque complètement empâtée, il est vrai, mais celle du *Saint Bruno*, précédemment étudiée, commençait à l'être beaucoup aussi. Le dessin n'en est pas trop mauvais, bien préférable même à celui de la tête du *Saint Bruno*.

(1) *La Vierge et l'Enfant Jésus*, plaque en émaux de couleurs sur fond noir, de la seconde manière de Pierre II Nouailher, exposée à Limoges en 1886, sous le n° 303, offrait une table recouverte d'un tapis vert à rama-ges préparés en blanc exactement de la même façon. Nous pourrions en citer d'autres exemples.

L'aspect général de la plaque est assez riche et harmonieux; son style seulement déjà très faible, la main molle, ainsi que le modelé blanc.

D'autre part, on voit s'accuser déjà tous les caractères de la deuxième manière, de façon qu'à l'examen des pièces on soit aussi assuré que le *Saint Ignace* est dû à l'auteur du *Saint Joseph*, qu'il est certain qu'il émane de l'émailleur qui a exécuté le *Saint Bruno*. Étudié entre ces deux pièces typiques, qui ont beaucoup de points de contact communs et d'analogies suffisantes déjà pour permettre d'en identifier l'auteur, il établit entre elles un lien de parenté indéniable et force à reconnaître un seul et même P. Nouailher pour l'auteur des trois émaux.

Ainsi, ce qui suffirait à faire identifier l'auteur du *Saint Ignace* et du *Saint Joseph*, c'est le modelé des plis du surplis comparé au modelé du vêtement blanc de l'Enfant Jésus par exemple. Dans, sa seconde manière, Pierre II Nouailher a une façon propre de modeler les vêtements en blanc. Il le fait en deux couches : une première couche de blanc léger est étendue à plat partout, puis des lumières de blanc sont habilement filées en traits longs et empâtés. Il arrive ainsi très vite et avec une remarquable facilité à modeler ses draperies; mais elles sont monotones et sans effet : la lumière ne se fond pas avec la demi-teinte, les parties situées dans l'ombre sont traitées d'une façon aussi lumineuse que le côté éclairé. A ce point de vue seul, on doit déclarer les deux pièces du même auteur, et ne fussent-elles pas signées, que l'on y reconnaîtrait sans hésitation Pierre II Nouailher. Le glacé de son blanc est superbe dans l'une et l'autre, comme toujours, mais l'effet un peu heurté et sans finesse, par suite des empâtements trop rapidement obtenus du premier coup, au lieu des gradations délicates et de l'entente du modelé par lesquelles se distinguaient les maîtres du xvi^e siècle (1).

En outre, les colorations translucides du *Saint Ignace*, le bleu de sa chape et le violet de son col sont bien propres à Pierre II Nouailher et se rencontrent sur toutes les pièces de sa seconde manière, où elles deviennent seulement plus vives de ton, comme nous allons le constater sur le *Saint Joseph*. On ne trouve pas encore ici le rose tendre de cette dernière plaque qu'il emploie presque invariablement plus tard sur tous ses travaux. Ici l'harmonie, plus douce, rappelle un peu celle des émaux de H. Poncet,

(1) Les Laudin empâtent aussi très vigoureusement leurs grisailles du premier coup, ce qui les rend souvent lourdes et molles, mais ils fondent beaucoup plus doucement leurs diverses épaisseurs de blanc.

qui a exécuté d'ailleurs bien souvent ce sujet (peut-être Pierre Nouailher copiait-il un de ses émaux).

Si l'on compare la figure du *Saint Ignace* à celle du *Saint Joseph*, la conclusion est aussi frappante que pour le modelé du blanc, mais plus facile à saisir encore pour tout examinateur. C'est absolument le même air de tête souriant (celles de la seconde manière ont toutes cette expression plus ou moins marquée), la même façon de redessiner les traits en brun foncé, déliés et secs, le même manque de transparence du blanc dans les figures, où les lumières sont cependant empâtées très fortement, le même ton de chair rose assez léger posé en lavis avec lumières blanches enlevées et ombres rechargées du ton de chair plus épais, posé peu délicatement, en accentuant fortement la teinte des pommettes des joues, les lèvres peintes en plein rouge opaque d'un ton vif, les cheveux et la barbe dessinés à l'aide de traits bruns sèchement posés les uns à côté des autres.

L'auréole en or du saint est identique à celle du *Saint Joseph* (et à celle du *Saint Bruno*); les lettres des inscriptions sont aussi peu régulièrement et élégamment tracées sur les deux pièces.

Enfin les rocailles des coins y sont elles-mêmes à peu près identiques. Elles se composent simplement d'une sorte de fleuron au milieu et de deux petits rinceaux de chaque côté, cela posé lourdement, en très fort relief, et sans rien de l'élégance de la rocaille des Laudin; des traits d'or contournés presque au hasard et posés grossièrement les accompagnent. Sur le *Saint Ignace*, le blanc de la rocaille est retouché de petits traits noirs pour le rendre moins lourd; sur le *Saint Joseph* (ici le goût de la décadence s'accroît, c'est absolument la seconde manière), il est rehaussé des touches rose et turquoise de la pleine décadence.

Il devient certain que l'auteur du *Saint Ignace* est aussi celui du *Saint Joseph*, comme nous avons vu qu'il fallait lui attribuer le *Saint Bruno*.

3° SAINT JOSEPH ET L'ENFANT JÉSUS.

Plaque rectangulaire en émaux de couleurs, rehauts d'or. Hauteur, 0^m,118; — largeur, 0^m,094. Sujet ovale, coins en rocaille.

Saint Joseph, assis, tient l'Enfant Jésus sur ses genoux; de la main gauche, qui passe derrière l'Enfant, il montre une branche de lis fleurie. Sa tête, de trois-quarts à droite, est entourée d'une auréole d'or identique, comme nous l'avons observé déjà, à celle des deux pièces précédentes. L'Enfant Jésus, vêtu d'une chemise

blanche, la tête à nimbe d'or radié (celui-ci sans rayons ondulés), tient de la main droite une croix d'or et a la gauche appuyée sur le globe du monde, boule émaillée de bleu. La robe de saint Joseph est en rose tendre, son manteau en bleu d'un ton riche. — En arrière-plan, à gauche, une colonne; à droite, une muraille, en gris-jaune (ton des bandes de la chasuble du saint Ignace). A la place du ciel, simplement le fond noir de la plaque. Autour de l'ovale du sujet, liserés or et blanc comme à la plaque du *Saint Ignace*. Les quatre coins sont garnis de la même rocaille que ceux de cette dernière pièce, et au-dessous se retrouve la même bande noire avec l'inscription en or SAINT IOSEPH. Tout autour de la plaque, un filet en argent oxydé et noirci.

Le revers ou contre-émail est en lavages (1) translucides d'un ton carmélite clair, marbré de taches bleuâtres plus foncées. La signature ci-dessous, en argent oxydé, y a été calquée par nous avec le même soin que les précédentes (2) :

P. Nouailher Layné
a Limoges

C'est toujours la même orthographe et la même écriture courante sur les trois signatures, les mêmes N et L initiales, les mêmes *r* et *s* à la fin du mot Limoges. Sans tenir compte de l'analogie évidente des pièces au point de vue technique et artistique, la comparaison des trois signatures suffirait seule pour y faire reconnaître une même main.

Nous avons fait ressortir déjà les principaux caractères de cette pièce, à propos du *Saint Ignace*; nous ne l'apprécierons pas en détail, car elle est typique, et personne ne contestera qu'elle appartienne au dernier Pierre Nouailher, émailleur, dont nous avons décrit ailleurs déjà le style dans sa seconde manière (3).

(1) Résidus provenant du *lavage* des émaux divers après qu'ils ont été broyés; recueillis ensemble dans une capsule, ils constituent un émail d'un ton neutre, propre seulement à émailler le dessous des plaques.

(2) Nous possédons une pièce caractéristique, comme sujet et comme revers, de la seconde manière de Pierre II Nouailher; sa signature calquée pourrait s'appliquer exactement sur celle-ci.

(3) Voir nos publications sur les émaux peints exposés à Limoges en

Les rebords d'or du manteau et de la robe de saint Joseph sont posés en petits traits transversaux les uns au-dessous des autres, sans délicatesse et d'un assez mauvais effet. On ne distingue d'enlèves à l'aiguille laissant apparaître le fond noir, comme moyen de modelé dans le blanc des nus, sur aucune des trois pièces. Il faut remarquer la façon dont la robe rose est préparée en blanc sous l'émail : dans les plis sombres, la première couche de blanc est très mince, et ils forment comme des sillons creux dans le reste du vêtement très empâté de blanc, sans transition aucune entre l'ombre et la lumière. Les physionomies souriantes, les chairs claires, les traits secs et déliés des nus, le beau glacé de la plaque, les colorations bien translucides mais un peu vives, la nacaille peinturlurée de turquoise et de rose, etc., tout cela caractérise surabondamment la deuxième manière de Pierre II Nouailher.

Seul, son revers n'est pas le revers typique en fondant bleuté, mais cette variante n'a ici aucune importance, l'aspect de la plaque et la signature ne laissant aucun doute sur son auteur. D'ailleurs, dans les travaux les plus accentués de sa seconde période de production, Pierre II Nouailher n'a rien d'absolument fixe dans l'adoption du ton de ses contre-émaux. Celui qui lui est bien particulier est le revers ci-dessus indiqué, en fondant bleuté ; mais à l'Exposition rétrospective de Limoges en 1886, par exemple, sur onze contre-émaux de cette époque, cinq seulement offraient le ton caractéristique et les six autres, bien qu'appartenant à des pièces non moins sûrement dues au même auteur, étaient de tons différents, dont l'un (n° 337) offrait une certaine analogie avec celui de notre *Saint Joseph*.

Voici la conclusion qui découle de l'examen des trois pièces que nous venons d'étudier. La plaque du *Saint Ignace* est en somme équivalente, comme dessin et style, à celle du *Saint Bruno* ; la tête de la pièce de transition est même préférable. Outre l'analogie très sensible qui existe entre les deux émaux au point de vue du goût et de certains détails de décor ou d'exécution, l'identité des deux signatures ne permet pas d'y reconnaître deux auteurs différents. Or, si le *Saint Ignace* et le *Saint Bruno* ont un auteur commun, l'émailleur qui les a signés doit être aussi l'auteur du *Baiser de Paix*, du Musée de Limoges, signé Nouailher et daté de 1682. Cette grisaille est plus fine et plus délicate que celle que nous venons

1886 ; sur ceux de l'exposition de Tulle en 1887, et sur ceux du Musée de Orléans (1888).

d'étudier, mais rien n'empêche de l'attribuer au même atelier que le *Saint Bruno*. Ces trois pièces sont dues par conséquent à Pierre II Nouailher, seul émailleur de ce nom qui travaillait à cette époque. — D'autre part, nous avons prouvé que le *Saint Ignace* est incontestablement dû à l'auteur du *Saint Joseph*. Donc, l'émailleur qui a produit ces trois pièces, ainsi que celle du Musée, est bien le même Pierre II Nouailher, qui a eu deux manières : l'une, au début, plus artistique si l'on veut, ou plutôt, moins oublieuse des traditions de la bonne époque (à ce moment il n'exécutait à peu près que des griseilles) ; l'autre, plus influencée par la rapide décadence de notre art local (celle-ci surtout lui est bien personnelle).

Bien peu d'artistes ont traversé une période d'une certaine durée sans que leurs productions se ressentissent d'abord d'une première éducation reçue, et, plus tard, du milieu dans lequel ils travaillaient, ou du goût du public auquel ils étaient quelquefois portés, plus souvent contraints à se conformer ; d'où des transformations plus ou moins accentuées dans leur œuvre. Pour ne citer que deux contemporains de Pierre II Nouailher, ne voyons-nous pas Jacques I Laurdin modifier à la fin de sa carrière sa méthode et le style de ses travaux, et son neveu, Jacques II, après avoir produit des ouvrages d'une délicatesse remarquable, en arriver au XVIII^e siècle à d'abominables peintures opaques et ternes, tout aussi pauvres d'aspect que les plus mauvaises productions des derniers Nouailher. Et, cependant, leurs divers émaux portent leurs signatures et leurs adresses et, quelque répugnance que l'on puisse éprouver à les ranger sous le nom d'un même auteur, on est obligé de se rendre à l'évidence ; ils ont eu aussi deux manières.

Mais, nous a-t-on objecté, Nouailher signe « *layné* » sur le *Saint Joseph* et sur la plupart des travaux analogues, tandis que sur le *Saint Bruno* et le *Saint Ignace*, ainsi que sur les autres pièces qui constituaient une première manière, il signe simplement de son nom, sans l'accompagner de ce qualificatif. N'y a-t-il pas là une indication permettant de distinguer deux homonymes ? L'argument est facile à réfuter et la réponse vient à l'appui de notre thèse. Sur les ouvrages de sa première manière, l'émailleur signe simplement *Nouailher*, *Pierre Nouailher*, *P. Nouailher*, ou *P. N.*, parce que à ce moment il est seul émailleur de son nom et qu'il n'a besoin, par conséquent, de se distinguer de personne. Plus tard, au contraire, il devient l'aîné de huit frères ou sœurs, dont un au moins, Joseph, a sûrement exécuté, en même temps que lui, des émaux qui nous sont connus, sans parler de ses nombreux neveux, également émailleurs à la même époque : aussi, sur les ouvrages produits à ce moment (fin du XIII^e et commencement du XIV^e siècle), le

voyons-nous faire suivre soigneusement son nom, au revers de ses plaques, de l'indication « *layné* », afin que l'on ne confondît pas ses travaux avec ceux de ses nombreux homonymes et contemporains.

On ne peut songer à attribuer les ouvrages de sa première manière à Pierre I Nouailher. Ce dernier, grand-père de Pierre II, dit émailleur dans les actes du temps, mais dont on ne connaît aucune production, était « collateur des tailles pour le canton des Bancs » en 1601. Il était donc mort à l'époque où Pierre II, né vers 1637, a pu commencer à signer ses émaux, c'est-à-dire au dernier quart du *xvii*^e siècle.

On nous fait remarquer encore que, sur le *Saint Joseph* de la seconde manière, le mot « Nouailher » est précédé d'un « P. », tandis que le *Saint Ignace* ne porte pas l'initiale du prénom. Il suffira d'observer que sur le *Saint Bruno*, de la première manière, au bas du nom on lit « P. N. » et que l'initiale du prénom se trouve aussi souvent sur les pièces de la première que sur celles de la seconde manière (1); quelquefois elle fait défaut sur les unes et les autres, comme sur le *Saint Ignace*; rien de fixe à cet égard. D'ailleurs, si on ne trouvait le P. que sur les pièces de la dernière période, cela s'expliquerait de la même façon que l'adjonction du mot « *layné* ».

Enfin, si deux Pierre Nouailher avaient pu produire à la même époque, il serait surprenant que l'un n'eût exécuté que des travaux d'un caractère relativement artistique, à l'aspect pour ainsi dire plus ancien et plus rapproché du plein *xvii*^e siècle, tandis que l'autre n'aurait peint, en même temps et côte à côte avec lui, que dans le goût d'une décadence ultérieure. En effet, d'après les documents écrits, c'est bien un seul et même Pierre Nouailher, émailleur, qui naît vers 1637, a sept frères ou sœurs, épouse Anne Faute et meurt le 28 septembre 1717, dit âgé de soixante ans environ, laissant deux fils, Jean-Baptiste et Simon, et une fille, Marie (2). Ses travaux, en prenant à part chacune de ses deux manières, ont une analogie d'aspect et de procédés absolue, ne permettant pas de rechercher soit dans l'une soit dans l'autre, s'ils sont dus à deux auteurs différents. Chaque groupe appartient sûrement au même émailleur et il est certain aujourd'hui que les deux ont pour auteur Pierre II Nouailher.

(1) Voir nos *Emaux peints à l'Exposition rétrospective de Limoges en 1886*. Tableau de classement.

(2) Voir notamment les documents publiés à la fin de nos *Emaux peints à l'Exposition rétrospective de Limoges en 1886*.

Comment les textes, qui sont surabondants et précis sur les Nouailher de cette époque, relatant les naissances, baptêmes, mariages, contrats de toute sorte, décès, etc., dans lesquels nous trouvons constamment mention de l'émailleur auquel est consacrée cette notice ou de tous ceux dont les émaux nous sont aujourd'hui connus, seraient-ils muets sur un autre Pierre Nouailher, émailleur, vivant aussi en 1682 et ayant fourni un nombre considérable de pièces, le *Baiser de Paix* du Musée (signé : « *Nouailher 1682* ») et toutes celles que nous rangeons dans la première manière de Pierre II ? Car, sans la signature et la date du *Baiser de Paix*, on pourrait, de prime abord, à l'examen superficiel des pièces, faire remonter la production du premier groupe de travaux à une époque plus ancienne, où notre émailleur ne travaillait pas encore ; mais la pièce du Musée entraîne son attribution et celle de tout le groupe au seul Pierre Nouailher qui produisit en 1682, à Pierre II (1) ; et la comparaison des deux séries d'ouvrages n'empêche nullement, nous l'avons vu, leur réunion sous le nom de ce dernier, montrant les particularités et les tendances communes. L'étude sérieuse et simultanée des deux séries d'ouvrages et des pièces de transition engageait fortement à leur assigner un auteur commun ; la date et la signature du *Baiser de Paix* du Musée de Limoges, constatant la production des premiers ouvrages en 1682, y oblige, puisqu'à ce moment, tant d'après les documents écrits que d'après les émaux connus, Pierre II Nouailher était seul émailleur de ce nom à Limoges.

Si les documents écrits sont muets au sujet d'un autre Pierre Nouailher, émailleur, contemporain de Pierre II, c'est que cet homonyme émailleur n'a pas existé et que Pierre II Nouailher est réellement l'auteur de tous les divers émaux dont nous venons de nous occuper, ce que nous admettons volontiers d'après leur étude.

L. BOURDERY.

12 mai 1889.

(1) Il se pourrait très bien que la signature de ce *Baiser de Paix* « *Nouailher 1682* » fût précédée de la lettre *P*, initiale du prénom « *Pierre* », car le revers de l'émail a été recouvert de vernis, pour consolider la manette. Par un léger grattage, nous avons mis à jour la signature ci-dessus, mais sans oser pousser assez loin notre opération pour la découvrir en entier.

ESSAI DE CLASSIFICATION
DES
ANCIENNES PORCELAINES DE LIMOGES
SAINT-YRIEIX, SOLIGNAC
CONSERVÉES
AU MUSÉE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHÉ

Nous avons toujours eu à Limoges une élite de personnes savantes et laborieuses qui ont consacré une partie de leur temps à l'étude des différentes questions intéressant notre histoire locale. Les investigations de ces chercheurs se sont portées sur bien des points, mais certains objets les ont surtout retenus : c'est ainsi que l'interprétation des anciens textes, l'archéologie monumentale, l'épigraphie, l'émaillerie champléevée ou peinte, etc., leur ont fourni la matière de monographies nombreuses ou même de quelques importantes études d'ensemble. Parmi les sujets qui ont été le moins explorés, se trouve l'histoire de la céramique locale : dans cet ordre d'idées, à peine peut-on citer deux ou trois opuscules ou notices.

Pour expliquer ou pour excuser une pareille indigence, on dira peut-être que pendant la longue période du moyen âge, à l'époque de la Renaissance, enfin aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les arts céramiques n'ont eu chez nous que des manifestations assez humbles. Evidemment, il ne faudrait pas aller jusqu'à prétendre que nos potiers ont égalé nos orfèvres et nos émailleurs, mais, en critique artistique, il serait dangereux d'admettre que ce sont les œuvres les plus parfaites qui sont les plus intéressantes ; tout au contraire, au point de vue de l'étude, souvent tel misérable fragment où se retrouvent quelques-uns des traits caractéristiques d'un art dont les manifestations ont presque toutes disparu, sera plus suggestif, pour employer un mot à la mode, que les majestueuses colonnades d'un temple qui a des analogues un peu partout.

L'histoire de notre céramique locale pourrait peut-être présenter beaucoup plus d'intérêt qu'on n'est disposé à se l'imaginer : nos potiers ont, je crois, constitué une école puissante et originale ; notre faïencerie nous a laissé quelques beaux spécimens, en bien petit nombre, mais qui indiquent des tendances artistiques assez remarquables ; enfin l'histoire de la fabrication de la porcelaine à Limoges, l'étude des anciennes productions de notre fabrique arrivées jusqu'à nous, offrent certainement un champ considérable aux recherches et aux observations.

Je voudrais aujourd'hui apporter une faible contribution à l'histoire encore à faire des porcelaines limousines. Il s'agit d'essayer la classification raisonnée et chronologique des pièces conservées au Musée Adrien Dubouché, qui ont été produites par nos anciennes fabriques. Je tiens à dire que je ne me dissimule pas les difficultés du travail que j'entreprends, et si plus haut je rappelle dans quel abandon ont été laissées chez nous les études d'archéologie et d'histoire céramiques, c'est parce que l'absence d'ouvrages spéciaux constitue une circonstance atténuante des erreurs que je pourrai commettre.

I. — MÉTHODE SUIVIE DANS CETTE ÉTUDE.

Il n'est pas toujours facile de déterminer, même en se contentant d'une précision relative, la date qu'il convient d'attribuer à certaines pièces de notre ancienne porcelaine, car on se trouve parfois, souvent même, en présence de persistance de style et d'habitudes décoratives bien faites pour dérouter le chercheur. C'est ainsi que l'on rencontre fréquemment des pièces remontant à l'époque révolutionnaire et d'autres datant de l'Empire qui présentent entre elles des analogies très intimes. La série assez homogène d'ailleurs dont l'une des caractéristiques est la marque C. D. n'est pas d'une répartition beaucoup plus facile, car on constate que, de 1774 à 1784, les artistes de la manufacture de Limoges obéirent simultanément à des inspirations diverses.

Pour résoudre certaines de ces difficultés, ou du moins pour tenter de le faire avec quelque chance de succès, il convient d'examiner à tous les points de vue les pièces douteuses et de recueillir avec le plus grand soin tous les indices, — même les moindres, — qui peuvent apporter quelque lumière sur la question. Il importe d'abord de relever, et très scrupuleusement, les caractères et surtout les particularités de la fabrication. L'étude de la décoration, considérée au point de vue technique, complè-

tera ce premier examen, dans lequel on aura considéré : 1° la qualité de la pâte et de l'émail, etc. ; 2° la cuisson ; 3° l'étendue et la composition de la palette décorative ; 4° la qualité, l'éclat, le ton, etc., de l'or et des couleurs, la manière dont on les a employées puis fixées par le feu, etc.

Dans cette étude, il y aurait lieu de tenir le plus grand compte des habitudes de fabrique et d'ateliers ; malheureusement les notions qui permettraient de tirer parti d'un tel genre de remarques nous manquent encore, pour la plupart, et il est bien à craindre que beaucoup d'entre elles nous manquent toujours.

Les caractères d'art donneront des indications plus nombreuses, plus variées et souvent plus précises. Ces caractères peuvent être ainsi classés : 1° la composition des formes : dans son étude, on essayera de suivre la lutte toujours ouverte entre les habitudes de la fabrique ou de l'atelier et « les caprices de la mode », car l'introduction d'une nouveauté venant à remplacer une tradition peut déterminer une date ; 2° le décor, plus variable encore que les formes, mais plus qu'elles individuel et soumis à la fantaisie de l'artiste qui l'exécute. Le décor, plus souple que les formes, suit plus facilement les caprices de la mode, et se met plus vite à l'unisson de ses exigences. Souvent aussi, par des raisons d'économie, les fabricants font le plus longtemps possible usage de leurs anciens moules et écoulent, après que la mode en est passée et en les rajeunissant en quelque sorte par une décoration d'un goût nouveau, des stocks de pièces dont les modèles ont été créés à une époque souvent assez éloignée. En résumé, le décor étant facile à changer de style peut donner des indications plus précises que les formes, lesquelles, pour les raisons qui viennent d'être dites, ont une certaine tendance à persister.

Il existe un certain nombre de pièces à date certaine qui peuvent donner des indications précieuses, qui permettront, par comparaison, de dater certains spécimens du Musée. Telles sont, par exemple, les productions de Sèvres ; mais la fabrique limousine s'est beaucoup moins inspirée qu'on ne serait tenté de le croire des exemples de la Manufacture Nationale et les pièces de nos collections se rattachant, plus ou moins directement, à l'école de Sèvres sont assez peu nombreuses ; d'autre part, Limoges a imité quelques fabriques parisiennes, celle de Nast, par exemple : certaines pièces remarquables de ces fabriques nous sont connues, soit parce qu'elles font partie de nos Musées, soit qu'ayant figuré aux expositions nationales, elles ont été reproduites dans les recueils spéciaux de l'époque ; mais là encore les indications sont rares.

On comprend que ce doit être surtout la réunion des caractères dont quelques-uns viennent d'être énumérés qui peut établir une présomption de date sur laquelle on puisse faire quelque fonds ; l'observation d'un seul caractère peut tromper, mais plusieurs indications de diverses natures, se fortifiant entre elles, offrent des garanties plus sérieuses.

On trouvera à la fin de ce travail un tableau présentant une réunion aussi complète qu'il m'a été possible de l'établir de toutes les particularités de fabrication, de décoration, de style, etc., qui caractérisent les différentes périodes de notre fabrication. C'est sur l'observation de ces particularités que le classement qui fait l'objet de ce travail a été basé. Parfois, il a bien fallu se contenter de l'observation d'un seul caractère pour déterminer une attribution de date, et, dès lors, il est possible que plus tard il y ait lieu de revenir sur certaines de ces attributions.

La connaissance de l'histoire de nos principales fabriques pourrait être d'un grand secours dans un travail tel que celui-ci, aussi me suis-je efforcé de réunir toutes les notions qu'il m'a été possible de me procurer dans cet ordre d'idées, malheureusement il est à la fois un peu tard et un peu tôt pour faire l'histoire de notre manufacture. Il y a quelques années, pour une telle étude, on aurait trouvé non seulement des documents écrits dont beaucoup ont peut-être été perdus, mais encore les témoignages verbaux de quelques vieux praticiens disparus aujourd'hui ; d'autre part, étant donné le peu de recherches qui jusqu'ici ont été faites sur l'histoire de la porcelaine limousine, il n'est pas surprenant que la plupart des documents qui nous restent n'aient pas encore été tirés de l'oubli.

II. — UN MOT SUR LA CÉRAMIQUE LIMOUSINE.

Quelques remarques au sujet de la céramique limousine ne seront peut-être pas déplacées ici, bien que, en général, ces remarques ne se rattachent qu'indirectement à l'objet de cette étude.

On sait que la céramique s'est manifestée chez nous sous trois formes bien distinctes. L'industrie des terres vernissées est certainement très ancienne dans le Limousin et l'histoire de nos fabrications locales, en ce genre, pourrait sans doute présenter un haut intérêt. Quelques rapides considérations au sujet de nos antiques poteries seront peut-être lues sans trop d'ennui.

Un fait frappe tout d'abord, c'est qu'il ne semble exister

aucun rapport, aucun lien, aucune relation de parenté entre la céramique limousine et nos autres arts locaux. Si, par exemple, nous étudions notre poterie vernissée au point de vue de sa technologie, nous nous apercevons bien vite que ses procédés lui sont particuliers et ne doivent absolument rien aux arts voisins. Par exemple, nos potiers ne demandaient l'ornementation de leurs produits qu'au façonnage à la main, et spécialement au façonnage à la main agissant sans le concours d'aucun outil. Dans le pays de l'émail champlévé, jamais le potier n'a eu l'idée de se servir de la pointe pour tracer des dessins sur les pièces qu'il exécutait (1); or, on sait combien fut répandue pendant tout le moyen âge l'habitude d'appliquer à la céramique l'ornementation à l'aide de ce procédé (2). Dans le pays de l'émail peint jamais la couleur n'intervient dans la décoration de la poterie autrement qu'en couverte ou tout au plus en marbrures. Jamais aucun ornement en couleur, pas même un simplet filet; la peinture n'existe pas pour nos vieux potiers, qui n'ont peut-être même pas connu l'usage du pinceau.

Au point de vue de l'art et du style, nos anciennes poteries ne présentent aussi aucune espèce d'analogie avec les autres arts locaux contemporains, et, tandis que, dès les premiers temps du moyen âge, nos orfèvres deviennent byzantins presque au même degré que les byzantins eux-mêmes, nos potiers restent jusqu'à la fin absolument fidèles aux traditions gallo-romaines, à tel point qu'il est certains de leurs ouvrages fabriqués, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, où ces traditions se trouvent suivies, ponctuellement pour ainsi dire et sans qu'il paraisse s'y être introduit de bien notables altérations.

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher les causes d'une persistance que j'ai voulu seulement signaler. Le fait de l'absolue divergence, chez nous, des deux arts de la poterie et de l'orfèvrerie semble extraordinaire, mais ce qui ne l'est pas moins, c'est

(1) Cette affirmation est peut-être trop exclusive : nos vieux cuiviers à lessive portent souvent des filets à la pointe, mais je n'ai pas eu l'occasion d'étudier aucune pièce de cette classe remontant à une date vraiment ancienne.

(2) Les carrelages du ^{xiii}^e siècle sont absolument analogues, à un certain point de vue de technologie, aux émaux champlévés, bien que, dans chacune de ces fabrications les mêmes résultats soient obtenus par des procédés assez différents. Dans les carrelages comme dans les émaux, la matière colorante a été déposée dans un *creux* estampé dans les carreaux, enlevés à l'aide du ciselet dans les émaux. La céramique limousine n'a connu aucun procédé analogue à celui employé pour les carrelages.

que cette divergence se continue entre les œuvres de nos faïenciers et celles de nos derniers émailleurs.

Les pièces connues jusqu'ici de la faïence de Limoges nous montrent que les décorateurs employés à notre fabrique suivaient les traditions artistiques de Moustiers. Aucune assimilation ne peut être tentée entre les productions de cette manufacture et les œuvres des émailleurs contemporains. On a attribué, il est vrai, à un de ces derniers le grand plat de notre Musée où l'on voit la représentation d'une scène comportant un nombre considérable de figures. Mais c'est là une supposition toute gratuite, car rien, dans l'exécution de ce sujet, ne vient rappeler l'école d'émaillerie contemporaine. On sait d'ailleurs que les premiers faïenciers de Moustiers décoraient volontiers leurs pièces en copiant des gravures de maîtres ; les colonies de Moustiers persistèrent dans cette tradition ainsi que nous pouvons précisément le constater, sans sortir de notre Musée, en jetant un coup d'œil sur certaines assiettes de la fabrique d'Alcora qui font partie de la collection Gasnault.

Si maintenant nous examinons les premières porcelaines de Limoges, nous remarquerons que toutes les pièces de la période initiale que nous possédons — sauf une peut-être, dont il sera question plus loin — ne se rapprochent par aucune tradition décorative des pièces connues de la faïencerie limousine.

D'ailleurs, on devine aisément la cause d'un fait qui n'est certes pas sans précédents dans l'histoire des arts décoratifs. A Limoges, la fabrication de la faïence fut créée par des étrangers qui amenèrent certainement avec eux les artistes et ouvriers dont ils pouvaient avoir besoin. La faïence fut donc chez nous une production étrangère, et on ne saurait s'étonner qu'elle ne présente aucun des caractères de l'art limousin contemporain. D'autre part, la porcelaine fut également aussi chez nous une production exotique, au moins pendant la première période de sa production. En effet, il n'est pas douteux que les artistes et ouvriers qui furent d'abord employés à la fabrique étaient des étrangers qui avaient acquis dans les manufactures existant déjà — plusieurs, sans doute, en Allemagne, — l'expérience technique qui leur était nécessaire pour la réussite de l'œuvre à laquelle ils étaient appelés à coopérer. Ces artistes et ouvriers apportèrent à Limoges les habitudes et pratiques d'atelier particulières aux fabriques où ils avaient appris leur difficile métier et il est probable qu'ils n'étaient pas disposés à subir aucune influence locale. Sans doute, ils se croyaient très supérieurs à nos faïenciers et à nos derniers émailleurs ; le public et peut-être les

faïenciers et les émailleurs eux-mêmes partageaient probablement cette pensée : dès lors il n'est pas surprenant que l'art nouveau n'ait fait aucun emprunt à l'art ancien, lequel d'ailleurs était bien loin, à cette époque, de briller d'un vif éclat.

Revenant à nos anciens potiers, je dirai que, si nous voyons leur art, modeste sans doute, différer absolument de l'art des émailleurs, cela tient également à une diversité d'origine et je saluerai, dans ces humbles travailleurs que l'on est trop disposé à dédaigner, les derniers représentants d'une école glorieuse. Nos orfèvres et nos émailleurs avaient reçu l'éducation artistique de leur temps et ils s'étaient imbus des théories esthétiques qui alors avaient cours ; à côté d'eux, leurs modestes confrères les potiers étaient demeurés des artisans gallo-romains. Tandis que les premiers suivaient tous les caprices de la mode, les seconds restèrent constamment fidèles aux principes de l'art antique ; aussi produisirent-ils jusqu'à la fin des pièces — des jarres, des grands vases surtout — qui, au point de vue de la pureté des galbes, doivent être citées avec éloges. Il ne s'agit pas ici, est-il besoin de le dire, de comparer un art très savant à une grossière industrie, mais il ne saurait être interdit de rendre justice à cette dernière, en constatant qu'elle conservait comme un reflet d'un art qui, alors que triomphaient nos orfèvres, semblait à jamais oublié.

III. — BASES DE LA CLASSIFICATION.

Les anciennes porcelaines de Limoges conservées au Musée national Adrien Dubouché forment un ensemble de cent soixante-cinq pièces environ, ainsi réparties : ancienne collection (1), cent soixante; collection Jacquemart, deux pièces; collection Gasnault, trois pièces (2).

D'abord, il importe de s'entendre sur cette expression de « porcelaines anciennes », expression qui a l'inconvénient de présenter trop d'élasticité. En effet, on peut évidemment étendre ou restreindre, avec plus ou moins d'arbitraire, la période pendant laquelle ont été fabriquées les porcelaines qualifiées d'anciennes. A cet égard, l'usage ne fournit aucune indication rigoureuse.

(1) Je désigne ainsi la collection dont la formation, qui se continue chaque jour, a été commencée avant l'entrée au Musée des collections Jacquemart et Gasnault.

(2) Dans ce total, je ne comprends pas les vingt-neuf pièces de la fabrique de la rue Fontaine-au-Roi, dont je m'occuperai cependant, à la fin de cette étude.

Dans le langage de la *curiosité*, un objet est seulement dit ancien lorsque la fabrication à laquelle il appartient, le style dans lequel ses formes ou sa décoration sont conçues, ont été complètement abandonnés. Je me suis inspiré de ce principe et, arrivé à la période la plus voisine de nous, j'ai seulement considéré comme anciennes les pièces dont nos fabriques et nos ateliers de décoration ne produisent plus les analogues. Pour mériter le bénéfice de l'ancienneté, d'autres conditions sont également nécessaires. On comprend, par exemple, qu'il ne faudrait pas que l'abandon de la forme et de la décoration qui caractérisent la pièce dite ancienne fût trop récent.

Quoi qu'il en soit, voici le tableau de la classification que je propose pour les anciennes porcelaines de Limoges. On remarquera que bien que cette classification ait été surtout basée sur l'observation des caractères technologiques, artistiques et décoratifs, elle est en même temps une classification chronologique (1).

PREMIÈRE ÉPOQUE. — Période comprise entre l'origine de la fabrication à Limoges et la réorganisation par Darcet de la fabrique Massié, devenue manufacture royale (1771-1784).

§ 1^{er}. — Pièces d'essai. — Pièces en blanc. — Figurines en biscuit, genres divers. — (Pièces ne portant pas de marque et supposées antérieures à l'époque où la fabrique a été placée sous la protection du comte d'Artois).

§ 2. — Inspiration des pièces de Chantilly, librement imitées des pièces dites coréennes. — Imitation de la porcelaine de Saxe. — Formes dites Louis XV ou rocailles. — Pièces blanches ou dorées en filets et festons. — Décoration polychrome en bouquets jetés. — (Marque C. D. en creux ou en couleur et en creux et en couleur).

§ 3. — Genres de transition. — Tendances vers la régularisation des formes. — Changements analogues dans le décor, qui prend les caractères de l'art de l'époque de Louis XVI. — Bouquets semés régulièrement, etc.

DEUXIÈME ÉPOQUE. — Période postérieure à la réorganisation de Darcet (1784 à 1800 ou 1804, dernière limite).

§ 1^{er}. — Commencement de l'inspiration dite classique. — Formes de transition et formes dites Louis XVI. — Décor

(1) On verra plus loin que, autant que la chose a pu se faire, les pièces ont aussi été rangées par fabriques.

Louis XV, bouquets jetés. — Décor Louis XVI, bouquets disposés symétriquement.

§ 2. — Inspiration classique. — Formes de transition (tendance vers la régularité, pondération des lignes, etc.), et formes Louis XVI (apparition de la ligne droite, etc.). Décor de transition et décor à rinceaux, inspiré de Salembier (pièces fabriquées pendant les dernières années du règne de Louis XVI et la période révolutionnaire).

§ 3. — Affirmation des tendances classiques; recherches des formes dites pures. — Persistance du décor dérivé de celui de Salembier. — Décor franchement académique. — Commencement de la prédominance de l'or. — Apparition des fonds de couleurs. — Décor au papillon, etc. — Inspiration pseudo-égyptienne (pièces fabriquées pendant la Révolution et les premières années de la période suivante). — Marques rares.

TROISIÈME ÉPOQUE. — Période comprenant l'Empire, la Restauration et le commencement du règne de Louis-Philippe (jusqu'en 1840, dernière limite).

Affirmation et même exagération de l'inspiration académique (style de Percier). — Formes souvent directement copiées de l'antique. — Même observation au sujet du décor toujours froidement régulier, très souvent symétrique. — Fréquemment, des parties sont réservées en biscuit, très souvent décorées d'une fine ornementation, quelquefois au cachet. — Emploi très développé de l'or. — Fleurs peintes au *naturel*, dans le genre de Redouté. — Sujets et portraits très modelés, exécutés dans le genre des miniaturistes. — Fonds de couleurs, souvent verts, fréquemment usités.

QUATRIÈME ÉPOQUE. — Période comprenant la fin du règne de Louis-Philippe et la seconde République (dernière limite 1850).

§ 1^{er}. — Inspiration romantique. — Genres très divers. — Ornementation dans le style pseudo-gothique. — Genre dit troubadour. — Style pseudo-renaissance, inspiré des travaux de Chénard.

§ 2. — Style pseudo-régence (1840 à 1850).

CLASSIFICATION DES PIÈCES.

FABRIQUES DE LIMOGES.

PREMIÈRE ÉPOQUE. — Période comprise entre l'origine de la

fabrication à Limoges et la réorganisation de la fabrique Massié, devenue manufacture royale (1771 à 1784) (1).

§ 1^{er}. — *Pièces d'essai. — Pièces en blanc. — Figurines en biscuit, genres divers. — Pièces ne portant pas de marques et supposées antérieures à l'époque où la fabrique a été placée sous la protection du comte d'Artois.*

Il ne peut être question de faire ici l'histoire des fabriques limousines, mais, pour la clarté de cette étude, il a semblé indispensable de présenter aux lecteurs quelques indications historiques au sujet des diverses manufactures dont il s'agit de classer ici les produits conservés au Musée céramique.

Je placerai les détails sur chaque fabrique, très succinctement exprimés, mais aussi complets qu'il m'aura été possible de les recueillir, en tête de la liste des pièces qui pourront lui être attribuées.

FABRIQUE MASSIÉ. — En 1737, M. Massié ou Massier fonda, à Limoges, une fabrique de faïence, d'où il est sorti des pièces importantes, si nous en jugeons par les trois spécimens qui nous restent. En 1771, Massié, s'associant avec MM. Grellet et Fournérat, transforme sa faïencerie en fabrique de porcelaine, dont les produits, « pour la blancheur, la transparence, la solidité et la bonté ne le cèdent en rien à ceux de l'ancien Japon », lisons-nous dans le *Calendrier ecclésiastique* de 1772 (imprimé en 1771). Le même recueil nous apprend que « c'est le sieur Fournérat qui a procuré la connaissance et la combinaison des différentes terres nécessaires à cette opération (la fabrication de la porcelaine) et c'est aux soins de M. Turgot, intendant de cette généralité, que cet établissement doit sa naissance. La protection qu'il lui accorde laisse tout à espérer de ses succès, puisqu'il en sort déjà des pièces magnifiques en tous genres. Un semblable établissement est d'autant plus avantageux pour la province qu'outre le nombre de bras qui y sont employés on tire bon parti des terres dont les environs de Limoges sont abondamment pourvus ».

D'autre part, dans un travail intéressant, lu en 1879 par M. Taillebois, à la Sorbonne, nous trouvons le passage suivant (2) :

(1) L'histoire de la première fabrique de Limoges est ici scindée. Chacune de ses phases est racontée à sa place, c'est-à-dire en tête de la nomenclature des pièces qui lui appartiennent.

(2) *La Société d'agriculture du Limousin de 1763 à 1791...* — Brive, 1879, in-8°.

« ... Si le registre des procès-verbaux de la section de Limoges existe encore, on pourra se rendre compte de la part considérable qu'elle (la Société d'agriculture) dut prendre à la création de la fabrication de la porcelaine, « déjà prospère », écrit en 1771 M. de l'Epine, le secrétaire du Haut-Limousin, qui invite ses collègues de Brive « à rechercher le kaolin de Saint-Yrieix, qui doit certainement exister dans leurs environs. » Une cafetière blanche allant au feu et un moutardier décoré, expédiés à Brive comme échantillons de la nouvelle fabrication, excitèrent l'enthousiasme. Mais l'art de la peinture sur porcelaine avait encore des progrès à faire, « car le moutardier, touché avec des doigts » humides, abandonna toutes ses couleurs ».

Au point de vue de cette étude, les deux citations que l'on vient de lire, lesquelles se corroborent parfaitement entre elles, contiennent des faits très intéressants : nous y voyons que, dès ses débuts, la fabrication de la porcelaine obtient à Limoges un succès complet. Fournérat, qui probablement était un habile porcelainier, paraît n'avoir eu besoin d'aucuns tâtonnements pour obtenir des résultats excellents. D'après les témoignages que l'on vient de lire, témoignages qui ont une véritable valeur, dès la première année de son fonctionnement, la fabrique de Limoges produisit des pièces dont « la blancheur, la transparence, la bonté et la solidité » sont constatées par les auteurs du *Calendrier* (1) en termes exprès ; d'autre part, nous voyons que les objets envoyés à Brive excitèrent l'admiration des membres de la Société d'agriculture de cette ville.

Le *Calendrier* nous apprend encore qu'il sort de la fabrique de Limoges « des pièces magnifiques dans tous les genres ». Ceci nous autorise bien évidemment à penser que les associés ne se bornaient pas à produire des pièces usuelles et il n'est pas interdit de croire que de l'usine Massié il est sorti des vases importants et de gracieuses figurines en biscuits.

Mais si, dès la première année, la fabrication du blanc à Limoges ne laissait rien à désirer, il n'en était pas de même de la décoration. Le *Calendrier* vante bien la blancheur et la transparence de la nouvelle porcelaine, il est muet sur ses qualités décoratives. Et lorsqu'il parle de Fournérat, il nous le présente comme sachant composer les pâtes ; quant à la composition des couleurs, il n'en est pas question.

La seconde citation est encore plus caractéristique. Ce mou-

(1) L'article du *Calendrier* cité n'a pas le caractère d'une annonce ou d'une réclame. On serait tenté d'y voir une communication officielle.

tardier, qui, « touché par des doigts humides, abandonne toutes ses couleurs », nous est une preuve que, à la fabrique de Massié, on ne savait pas décorer la porcelaine au moyen des couleurs vitrifiables.

Nous verrons bientôt que les plus anciennes porcelaines sorties de la fabrique dite du comte d'Artois, qui succéda à la fabrique Massié, sont complètement blanches ou relevées simplement de quelques filets d'or. Après 1774 (époque où la fabrique de Limoges fut mise sous la protection du comte d'Artois), on ne savait encore y fabriquer que le blanc : à plus forte raison devait-il en être ainsi pendant la période antérieure. C'est, en effet, ce que l'étude de l'histoire de la fabrique Massié permet de constater.

Il est donc à peu près certain que nous ne rencontrerons jamais de pièces décorées appartenant à la première période de la fabrication limousine; les blancs qui datent de cette époque ou qui peuvent lui être attribuées sont rares. Voici la nomenclature de ceux que j'ai cru reconnaître au Musée :

1^o Médaillon circulaire portant à sa partie supérieure un trou de suspension. D'un côté, les armes de Turgot, dans un écusson en forme de cuir, surmontées de la couronne comtale et accostées de deux licornes. Inscription placée circulairement auprès du bord : A. R. J. TURGOT, INTENDANT DE LIMOGES. Les deux extrémités de l'inscription sont séparées par un petit vase dont les formes rappellent celles de nos théières en métal. Revers, au centre, l'inscription : PREMIÈRES PORCELAINES DU LIMOUSIN; au-dessous : un vase bas sur pied accompagné d'une guirlande de feuilles, puis la date : MDCCLXXI. Le champ où se trouve l'inscription ci-dessus est entouré d'un ruban portant quatre nœuds. En haut, près du trou de suspension, une couronne comtale. En bas, la signature : TROY FECIT.

Biscuit. Pâte très légèrement bise. — Bonne fabrication.

Dimension, 8 c.

Don de M. François Alluau.

Quel est ce Troy qui signe cette pièce si intéressante à tant d'égards? Il est assez difficile de le dire. Ce qui est certain, c'est que l'auteur du médaillon n'est point de Limoges, où son nom est absolument inconnu. Nous savons seulement qu'un peintre nommé Troy et qui peut-être se rattachait à la famille bien connue des De Troy, peignit, en 1774, un portrait de Turgot, qui fut gravé par Le Brun. Ce portrait a été reproduit en tête de l'opuscule de M. Taillebois, cité plus haut.

Le médaillon dont il vient d'être question est d'un biscuit très

fin de grain ; la pâte, qui présente une teinte jaunâtre extrêmement légère, a du être très plastique : tous les détails décoratifs, imprimés par moulage sur chacune de ses faces, sont bien distincts, quoique d'un très faible relief ; les ornements loin de présenter aucune sécheresse, s'estompent, au contraire, en quelque sorte, avec le fonds ; le métal le plus malléable n'aurait pu donner des résultats meilleurs au point de vue de la souplesse de l'exécution (1).

Le Musée possède un groupe et quatre petites figures d'une époque ancienne et qui, par leur style, appartiennent bien évidemment à la période du règne de Louis XVI. Ces pièces ne portent aucune marque. Il ne serait pas déraisonnable de les faire remonter jusqu'à l'origine de la fabrication limousine, mais le biscuit est tout à fait différent de celui du médaillon. Or, comme au commencement de l'exploitation de Massié, Grellet et Fournérat, une seule carrière était connue, il paraît probable que tous les biscuits produits pendant cette période devaient être identiques, ou tout au moins très voisins, sous le rapport des qualités de la pâte, bien que, cependant, Fournérat ait pu modifier ses compositions.

En résumé, il n'est pas impossible que les figurines en question sortent des fours de Massié, mais les différences d'aspect qu'elles présentent avec une pièce authentique, différences que je viens d'indiquer sommairement, ne m'ont pas paru autoriser une attribution qu'aucun indice certain ne vient d'ailleurs confirmer.

2° Vase de pharmacie. — Porcelaine blanche.

Hauteur 60 c.

Don de M. Du Bouché.

Ce vase est sur un piédouche placé sur une base carrée ; le corps cylindrique est rattaché au piédouche par une calotte en section de sphère ; l'ouverture est plus étroite que le diamètre du corps du vase et cette différence de largeur est amenée par une moulure en forme de gorge. Des moulures en bague ou boudins

(1) Cette exécution très libre, très facile, mais pleine de saveur, rappelle absolument celle des monnaies et des médailles de l'époque ; peut-on inférer de l'aspect très particulier du médaillon dont nous nous occupons, que le moule en a été exécuté par un artiste de la Monnaie de Limoges sur les dessins du peintre Troy, qui un peu plus tard devait peindre le portrait de Turgot ?

très légers se trouvent aux extrémités de la panse cylindrique. Des têtes de satyres barbus remplacent les anses.

Cette pièce n'a aucune marque.

La composition des formes de ce vase appartient bien à l'art de l'époque de Louis XVI; on y remarque même quelques réminiscences de l'art antérieur; il n'est pas possible de le classer parmi les productions sorties de la fabrique de Limoges après sa réorganisation, en 1784, car le style dans lequel il est conçu le sépare absolument des pièces qui peuvent raisonnablement être attribuées à la manufacture royale; d'autre part, il n'est pas possible non plus d'y voir un produit de la fabrique dite du comte d'Artois, car notre vase ne se rattache à aucun des genres successivement adoptés par les artistes de cette fabrique dont la production paraît avoir eu une grande homogénéité. D'ailleurs, la pièce en question ne porte aucune marque, et la marque était si usitée à Limoges de 1774 à 1784, qu'il serait bien surprenant qu'une pièce importante par sa grandeur et le soin qui a présidé à l'établissement de son modèle y ait échappé. Mais, rien ne s'oppose à ce que le vase qui nous occupe soit sorti des fours de Massié. A l'appui de cette hypothèse, je rappellerai que les faïenciers de l'époque ont produit des pièces analogues ou très voisines. On peut admettre que la pièce dont nous nous occupons est la reproduction en porcelaine d'un modèle exécuté d'abord en faïence par Massié.

Quoiqu'il en soit, on ne voit pas à quelle fabrique autre que celle de Limoges on pourrait attribuer le vase du Musée; il ne faut pas songer à prononcer le nom de Sèvres: le façonnage rapide, on pourrait même dire un peu grossier, de la pièce en question le défend absolument; son style indique une date très voisine de celle de la découverte des gisements kaoliniques de Saint-Yrieix, et aucune autre fabrique en France ne produisait alors régulièrement de la porcelaine dure; or il serait difficile de voir dans notre vase une pièce d'essai.

D'ailleurs le vase du Musée a été trouvé dans notre ville (pharmacie Du Boys), et il n'y a aucune raison à l'enlever à notre fabrique.

3° Soupière ronde avec couvercle. — Porcelaine blanche.

Hauteur 22 c., diamètre 24 c.

Don de M. de Chabacque.

Cette pièce rappelle, par l'élégance de ses formes, certaines soupières sorties de nos fabriques méridionales; elle est portée sur trois pieds; ces pieds ainsi que les anses sont recouverts de

feuilles ornementales finement détaillées ; sur le couvercle, se trouvent divers légumes : poireaux, céleris, choux-fleurs (formant bouton).

Le Musée possède une pièce analogue à celle dont nous nous occupons ; elle est décorée de bouquets jetés, avec quelques filets et quelques traits d'or sur les nervures des feuilles ; elle porte la marque C. D. Le couvercle n'existe plus.

Bien qu'elles soient presque identiques, un examen attentif fait remarquer certaines différences entre les pièces en question. Dans l'ornementation en relief de la soupière blanche, le détail est plus soigné, l'exécution est plus nerveuse, plus *voulue*.

La pièce marquée C. D est d'une fabrication bien supérieure à sa congénère ; cette dernière est recouverte d'un émail fumé, grippé, etc., mais la pièce à la marque C. D présentant une atténuation d'énergie dans les parties où se remarquent des ornements en relief, il est à croire qu'elle est moins ancienne ; cependant ce n'est pas sans une certaine hésitation que je propose d'attribuer à la fabrique Massié la soupière blanche avec couvercle.

En résumé, les pièces provenant de la fabrique de Massié qui nous restent encore paraissent être de la plus grande rareté ; peut-être certaines d'entre elles ont-elles reçu, plus ou moins postérieurement à leur fabrication, des décors qui les ont transformées et en tous cas empêchent de les discerner maintenant, puisque c'est parmi les pièces blanches que l'on est tenté de chercher les premières porcelaines limousines.

D'autre part, lorsqu'on sut, à Limoges, dorer la porcelaine, puis la décorer en couleur, on dédaigna probablement les pièces restées en blanc qui, par suite, disparurent rapidement. Il ne semble guère permis d'espérer aujourd'hui que de nouvelles recherches nous fassent connaître un assez grand nombre de pièces de la manufacture Massié, pour que nous arrivions à nous faire une idée juste de ce qu'était la porcelaine limousine à l'origine de la fabrication. Peut-être, cependant, découvrira-t-on des documents manuscrits ou imprimés qui éclaireront quelque peu le sujet.

FABRIQUE DITE DU COMTE D'ARTOIS (*suite de la fabrique Massié*).

— On a vu plus haut que, grâce aux connaissances spéciales de Fournérat, la fabrique de Limoges avait produit, dès ses débuts, des porcelaines de bonne qualité. Ce succès se trouve confirmé dans un document du plus haut intérêt et qui nous fournira plus d'une indication utile. Voici, en effet, ce qu'on lit dans la partie

consacrée à la manufacture de Limoges du *Compte-rendu présenté par Rolland à la Convention Nationale le 6 janvier (sic) de l'an II de la République* : « Les essais de ces deux matières (kaolin et pétunzé) furent heureux et leur réputation s'étendit au point que, dès 1774, il fut question de réunir à la manufacture de Sèvres (sic), qui s'était bien trouvée de l'emploi des matières de Limoges, une manufacture qui s'était formée dans cette ville sous les auspices de Turgot. »

Jusqu'ici, les publicistes qui s'étaient occupé, toujours incidemment, de l'histoire de l'origine de la fabrication à Limoges (ROUGIER-CHATNET, *Statistique de la Haute-Vienne*; RAVENEZ, *Aperçu statistique de l'Exposition de Limoges en 1858*; Paul DUCOURTIEUX, *Limoges d'après ses anciens plans*), ont bien dit que la fabrique Massié avait été acquise pour le roi en 1784, mais ils n'ont pas connu les négociations dont parle le *Compte-rendu* et qui remontent, comme on vient de le voir, à 1774.

Ainsi, après avoir, dès la première année, réussi dans leur entreprise et d'une manière qui devait leur paraître inespérée, les associés, quatre ans seulement après l'établissement de leur fabrique, songent à s'en défaire en la vendant à la liste civile. Il y a là un fait singulier, surtout si l'on se reporte à l'époque où il s'est passé. En effet, au XVIII^e siècle, les personnes qui possédaient ou même croyaient posséder « le secret de la porcelaine » s'en montraient extrêmement jalouses, parce qu'elles le considéraient comme un moyen de fortune assuré, et l'histoire de la céramique nous montre les premiers fabricants de porcelaine luttant énergiquement contre les mesures restrictives prises par l'Etat et repoussant parfois les propositions que Massié, Fournérat et les Grellet sollicitaient au contraire.

Il y a lieu de croire que M. Ravenez, lorsqu'il a publié la brochure citée plus haut, avait pris des renseignements auprès de M. François Alluaud, tout au moins pour ce qui concernait l'industrie de la porcelaine. Cette circonstance, qui ne me paraît pas douteuse, donne certainement de l'autorité à l'opuscule en question.

Dans l'*Aperçu historique* qui se trouve en tête du travail de M. Ravenez, nous lisons le passage suivant, inspiré probablement par M. Alluaud, fort au courant de la question : « On a eu trop souvent à constater dans les annales de l'industrie que les hommes d'initiative, qui ont fait faire un pas à la science, n'ont acquis leurs succès qu'au prix des plus grands sacrifices. Après dix ans de recherches et d'essais, MM. Grellet furent obligés de solliciter l'appui du roi. Leur demande fut entendue. M. le comte d'Anger-

villers, alors intendant de la liste civile, comprit que le trésor royal pouvait seul fournir les fonds qu'il était nécessaire de sacrifier à l'étude de cette nouvelle branche de l'art céramique, et, en 1784, il se rendit acquéreur, au nom du roi, de la manufacture de M. Grellet. »

C'étaient, on le voit, des embarras financiers qui obligèrent les Grellet à vendre leur manufacture au roi ; — peut-être cependant y eut-il une autre raison, comme nous le verrons plus tard. — Mais il semble que, au moment où se fit cette cession, la période des essais devait être close, puisque la fabrique de Limoges produisait depuis plusieurs années ces belles porcelaines à la marque C. D., dont quelques-unes sont vraiment remarquables ; il est possible, d'ailleurs, et je ne serais pas éloigné d'admettre cette hypothèse pour des raisons que je donnerai plus loin, il est possible qu'après avoir fourni une carrière brillante, notre manufacture se trouvait fort déchuée en 1784.

Mais, tout ce que l'on vient de lire dans la citation ci-dessus s'appliquerait parfaitement à la situation où devaient se trouver les associés lorsque, en 1774, ils sollicitèrent, une première fois, l'intervention de la liste civile. En réalité, les associés ne possédaient alors que la moitié du *secret* de la porcelaine : ils savaient bien fabriquer le blanc, mais, malgré leurs efforts, ils ne réussissaient pas dans l'application de l'or et des couleurs. S'ils étaient parvenus à produire des pièces dorées et décorées, il est probable qu'ils eussent trouvé les fonds nécessaires à leur entreprise.

Quoiqu'il en soit, les négociations avec la liste civile ayant échoué, les associés réussirent à obtenir la protection du comte d'Artois dans l'apanage duquel se trouvait notre province. Il est probable que cette protection ne resta pas à l'état platonique et que, au contraire, les associés reçurent des subventions, grâce auxquelles ils purent compléter leur outillage et perfectionner leur fabrication.

Toujours est-il que, au début de la période pendant laquelle nos porcelaines sont caractérisées par la marque C. D., la fabrique de Limoges continue à ne produire que des pièces en blanc. Bientôt, ces pièces sont relevées par une discrète ornementation dorée, puis enfin nous voyons la décoration polychrome jeter ses gaités sur les beaux produits de notre manufacture.

Parmi les porcelaines décorées appartenant au groupe à la marque C. D. conservées au Musée céramique, on n'en rencontre aucune qui puisse être considérée comme une pièce d'essai : elles sont toutes bien réussies au point de vue de l'application et de la cuisson des couleurs, certaines ont seulement été peintes à l'aide

d'une palette moins complète que les autres. Il paraît donc probable que l'art de la peinture sur porcelaine fut introduit à notre manufacture par un artiste possédant tous les petits secrets du métier ; mais quel fut cet artiste ? voici ce qu'il est encore impossible de dire.

Dans l'opuscule cité déjà, M. Ravenez dit, sans doute d'après les souvenirs de M. Alluaud, que, lors de la réorganisation par Darcet de la manufacture de Limoges devenue nationale, un praticien nommé Cloostermann, venu de Paris avec d'autres ouvriers ou artistes, fut chargé de la composition des couleurs. Mais on ne remarque pas que les pièces d'origine postérieure à la réorganisation soient décorées avec des couleurs plus belles ou plus nombreuses que celles qui portent la marque C. D. ; tout au contraire, ces dernières sont peut-être supérieures sous ce rapport. L'intervention de Cloostermann ne se reconnaît donc pas sur les porcelaines que l'on peut raisonnablement attribuer à la Manufacture Royale et l'esprit du chercheur serait plus satisfait si l'on pouvait admettre qu'il y a eu confusion dans les souvenirs dont s'est inspiré M. Ravenez. En reculant, en effet, de quelques années l'arrivée de Cloostermann à Limoges, on pourrait attribuer à cet artiste l'introduction de la décoration en couleurs à la manufacture de Limoges (1).

D'ailleurs, la question qui nous occupe en ce moment n'est pas insoluble et on peut espérer qu'il sera possible de retrouver un jour le nom de l'artiste ou du savant auquel la manufacture de Limoges a dû la connaissance de l'art de décorer la porcelaine.

Quoiqu'il en soit, si nous étudions les produits de la fabrique dite du comte d'Artois, conservés au Musée, nous remarquerons d'abord que, à part un petit nombre de pièces exceptionnelles en quelque sorte, l'ensemble de cette production est très homogène, la composition des formes, la décoration, etc., sont inspirées par les mêmes principes, basées sur les mêmes données.

Au sujet de la décoration, quelques observations me semblent nécessaires.

Un problème se pose tout d'abord : certaines pièces se présentent sans autre décoration que quelques très discrets ornements en or et rappellent ainsi une classe de faïences, assez rares, qui se fabriquaient vers la même époque à Marseille ; on admettrait volontiers que les pièces en question doivent prendre place, dans une classification des anciennes porcelaines de Limoges,

(1) Dans la *Statistique du département de la Haute-Vienne*, on trouve, sur Cloostermann, les mêmes détails que ceux donnés par M. Ravenez.

immédiatement après les pièces absolument blanches qui ne les précédèrent probablement que de bien peu ; mais, on trouve une autre catégorie de pièces ornées de bouquets jetés peints à l'aide de deux couleurs seulement, employées minces ou épaisses : le rouge de fer et le vert de cuivre, l'or n'intervient pas et les bords couverts sont en rouge de fer. On serait tenté de croire que les décorateurs qui ont orné ces pièces ne connaissaient pas le secret de la dorure, car leurs ressources décoratives étaient si restreintes qu'il paraîtrait surprenant que, le pouvant, ils n'aient pas songé à ajouter l'or aux deux seules couleurs qu'ils possédaient, et cependant la composition décorative des porcelaines en question les rattache très directement à d'autres pièces peintes à l'aide de la palette complète des artistes de la fabrique du comte d'Artois. A certains caractères, on croit reconnaître que les pièces peintes avec la palette restreinte sont plus réussies que les pièces dorées. Mais alors pourquoi l'or n'a-t-il pas été employé à l'ornementation des premières ? Peut-être trouverait-on l'explication d'une telle singularité dans quelque disposition oubliée d'une des innombrables réglementations qui vinrent alors traverser l'expansion de l'industrie porcelainière (1).

Le caractère des décors, l'espèce des fleurs qui les constituent peuvent fournir quelques indications pour le classement des pièces. Il faut remarquer que certains décors très compliqués, comportant une assez grande variété de fleurs, sont plus anciens que d'autres, plus simples cependant. En général, c'est surtout l'exécution du décor qui peut mettre sur la voie d'une attribution de date. La facture est, sur les pièces les plus anciennes, large, simple et habile ; à mesure que l'on se rapproche de 1784 elle devient plus précieuse, mais aussi plus froide.

(1) L'arrêt du 16 mai 1784 confirmant les privilèges de la fabrique de Sèvres, rappelle dans son premier paragraphe que l'arrêt du 15 février 1766 donne à la Manufacture Royale « le privilège exclusif de peindre en toutes couleurs, dorer et incruster en or les ouvrages par elle fabriqués ». Mais on lit dans le même document « que cependant les restrictions portées par les dits arrêts n'ont point été entièrement exécutées, quelques-unes de ces manufactures ayant obtenu des permissions particulières de décorer leurs ouvrages en or et en toutes couleurs ; que même toutes celles qui se sont établies successivement se sont prévalus de cette tolérance, etc. »

§ 2. — *Inspirations des pièces de Chantilly, librement imitées des pièces dites coréennes. — Imitation de la porcelaine de Saxe. — Formes dites Louis XV ou rocaille. — Pièces en blanc. — Pièces légèrement relevées d'or, décoration polychrome en bouquets jetés, marque C. D. en creux ou en couleurs et en creux et en couleurs (1).*

4° Saucière avec plateau adhérent, porcelaine blanche.

Hauteur, 10 c.

Marque C. D., gravés, caractères cursifs (2).

Don de M. Bardy.

Le corps de la saucière affecte la forme obconique sur un plan oval formé alternativement par des sections de cercles et des bandes. La composition de formes est évidemment inspirée par certains modèles de la fabrique de Chantilly, imitant, mais librement, les porcelaines coréennes. La pièce dont nous nous occupons est fort jolie, bien qu'un peu fumée.

5° Corbeille ovale et à anses, fond plat, décoration en relief imitant la vannerie.

Hauteur 7 1/2 c.; longueur, 25 c.; largeur, 16 c.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs.

Don de M. Bardy.

6° Plateau rectangulaire, bords festonnés, porcelaine blanche.

Longueur, 23 c.; largeur, 23 c.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs.

Don de M. Bardy.

Les coins de cette pièce sont arrondis et les bords en sont découpés, de manière à former, au milieu de chacun de ses côtés, une sorte d'accolade dont la pointe est tournée en dedans.

7° Crémier forme rocaille, porté sur trois pieds, bords découpés, porcelaine blanche.

Hauteur, 10 c.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs (sous un des pieds).

Don de M. Freyssengeas.

(1) Pour ne pas interrompre la suite des pièces de la fabrique de Limoges, les fabriques des autres localités ont été placées à la suite, bien que certaines pièces sorties de la Seynie eussent dû prendre rang dans la catégorie § 2°.

(2) Voir à la fin de ce travail le tableau des marques trouvées sur les anciennes porcelaines de Limoges qui font partie du Musée Céramique.

8° Plateau rectangulaire, bords festonnés; porcelaine blanche; filet or.

Longueur, 17 c.; largeur, 24 c.

Marque C. D., gravés, caractères cursifs.

Cette pièce est analogue à la pièce n° 6, mais les accolades ont leur pointe en dehors. La forme de ces deux plateaux a été très rarement employée; aucune pièce du Musée ne se rapproche de ces deux plateaux.

8° (bis) Trois crémiers forme rocaille, couvercle orné d'un petit fruit accompagné de quelques feuilles formant bouton; porcelaine blanche, filets or; le bouton et les feuilles sont dorés.

Hauteur, 9 c.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs.

Ces trois crémiers ainsi que le plateau précédemment décrit ont été offerts par M^{me} Baju.

Le plateau et les crémiers font partie du même service.

9° Petit sucrier, forme droite s'arrondissant à la partie inférieure. Couvercle orné d'un petit fruit formant bouton, porcelaine blanche, filet or; le bouton et les feuilles sont dorés.

Hauteur, 12 c.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs. Marque de Sèvres en bleu.

Don de M. Dubouché.

Il est assurément singulier de voir les deux L de Sèvres figurer à côté de la marque C. D. La seule explication que l'on trouve à un fait aussi insolite est que cette pièce fabriquée à Limoges a été dorée à Sèvres (1). Si quelque indice venait permettre de croire que les quelques pièces de porcelaine simplement ornées de quelques filets d'or ont reçu cette décoration à Sèvres, certaines difficultés disparaîtraient. Par exemple, on n'aurait plus à se demander pourquoi certaines pièces décorées en rouge et vert n'ont pas été dorées, et pourquoi aussi les pièces dorées n'ont jamais été ornées d'un supplément de décoration aux deux couleurs.

10° Cafetière sans pieds, forme rocaille, anse en S à ressort. Couvercle orné d'un fruit accompagné de quelques feuilles formant bouton; porcelaine blanche, bord festonné autour du col et contournant l'attache du bec; fruit et feuilles, etc., dorés.

(1) Mais la marque de Sèvres étant au bleu grand feu a été appliquée avant la dorure.

Hauteur, 20 c.

Marque C. D., gravés.

Don de M. Dubouché.

11° Cafetière portée sur trois pieds, forme rocaïlle. Anse à ressaut. Couvercle orné d'un petit fruit accompagné de quelques feuilles formant bouton; porcelaine blanche; bord festonné autour du col et contournant l'attache du bec, fruits et feuilles, etc., dorés.

Hauteur, 16 c.

Marque C. D.

Don de M. Dubouché.

12° Théière (bec à demi-couvert), forme rocaïlle très simple se rapprochant de celle des pots-à-eau ordinaires. Anse en S sans ressaut. Cette pièce, sans pieds, est légèrement godronnée. Couvercle orné d'un petit fruit accompagné de quelques feuilles. Bords festonnés, les festons contournent l'attache du bec; fruits et feuilles, etc., dorés.

Hauteur, 20 c.

Marque C. D., gravés, caractères cursifs.

Don de M. Dubouché.

13° Soucoupe forme obconique. La décoration, constituée par de légères fleurettes jetées, est exécutée à l'aide de deux couleurs seulement : rouge de fer et vert de cuivre. Bord couvert rouge de fer.

Hauteur, 14 c. ; largeur, 4 c.

Marque C. D., gravés.

Don de M. A. Guillemot. .

14° Petite écuelle à deux anses. Couvercle orné d'un petit fruit, accompagné de quelques feuilles. La décoration de cette pièce est constituée par des fleurs jetées, exécutées à l'aide de deux couleurs : vert de cuivre et rouge de fer, teintes nuancées. Sur le vase, des roses, probablement traitées avec une mauvaise couleur tirant sur le pourpre, ont presque absolument disparu. Les roses qui se trouvent sur le couvercle sont en rouge de fer. Peut-être le couvercle n'est-il pas celui de la pièce?

Hauteur, 5 c. ; largeur, 11 c.

Sans marque.

Don de M. Audoin, ancien maire de Limoges.

15° Soucoupe forme obconique (analogue au n° 13). La décoration, constituée par de légères fleurettes jetées (tulipes, marguerites, chèvrefeuille), ne comporte que trois couleurs : violet d'or, rouge de fer, vert de cuivre. Bord couvert rouge de fer.

Largeur, 4 c.; hauteur, 4 c.

Sans marque.

Don de M. Albert Guillemot.

16° Soucoupe (même forme que la précédente). La décoration, constituée par des fleurettes jetées (roses, marguerites, chèvrefeuille), ne comporte que les trois couleurs indiquées à la pièce précédente.

Hauteur, 4 c.; largeur, 4 c.

Marque. Peut-être la marque C. D., en creux et en caractères cursifs, mais assez peu distincte.

Don de M. Albert Guillemot.

D'après une note manuscrite, M. A. Guillemot pensait que ces deux pièces provenaient de la fabrique Massié et étaient antérieures à la protection du comte d'Artois. Rien ne vient confirmer cette indication qui ne paraît avoir été basée sur aucune donnée positive.

17° Tasse (forme de la tasse à thé) droite, s'arrondissant à la partie postérieure; anse en S, sans ressaut. La décoration, constituée par des bouquets jetés, a été exécutée à l'aide de la palette complète des artistes de la manufacture de Limoges, c'est-à-dire le bleu, le rouge, le vert, le violet et le jaune. L'anse est décorée en violet par de légers ornements, semblables à ceux des faïences de la même époque.

Hauteur, 6 c.; largeur, 7 c.

Marque C. D., en caractères cursifs. Deuxième marque en violet, caractères romains.

Don de M. A. Guillemot.

18° Cachepot. Forme en cylindre droit, s'arrondissant à la partie inférieure. Anses ornées de feuilles ornementales. La décoration, en bouquets jetés composés de fleurs très variées d'espèces : chèvrefeuille, œillets panachés, roses, etc.; palette complète. Or en bordure festonnée, nervures sur les anses. Dans cette pièce, le caractère des formes et de la décoration appartiennent bien au xviii^e siècle et accusent très nettement l'imitation de la porcelaine de Saxe. Une des meilleures parmi les porcelaines de même provenance.

Hauteur, 15 c. ; largeur, 16.

Marque C. D., gravés ; C. D., peints, caractères romains.

Don de M. Bardy.

19° Grande assiette. Forme argenterie. Décoration bouquets. Palette complète. Or en bord festonné et en filets. Belle exécution.

Largeur, 27 c.

Marque C. D., gravés, caractères cursifs ; C. D., peints, caractères romains.

Don de M. Dubouché.

Collection Gasnault, n° 1665. Petit sucrier à couvercle à bouton formé d'une pomme en relief. Décor, palmes en or formant rinceaux, auxquelles sont suspendues des fleurs peintes en polychrome. Sur la face antérieure, dans un médaillon ovale, des armoiries. Marque C. D., en couleur (1).

Hauteur, 5 c. ; diamètre, 8 c.

20° Cafetière ou théière. Forme rocaille très simple, manche en bois. Décor, bouquets jetés, toute la palette a été employée. Dorure, bords festonnés contournant l'attache du bec, filets.

Hauteur, 15 c.

Marque C. D.

Don de M. Eugène de Cheygurat.

21° Cafetière. Forme presque identique à celle de la pièce précédente, mais la décoration semble moins ancienne de quelques années.

Hauteur, 20 c.

Marque C. D., peinte en rouge.

Don de M. Dubouché.

22° Écuelle à anses. Forme rocaille très simple (identique aux formes des pièces n° 27° et 30°). Décoration, bouquets jetés, toute la palette a été utilisée. Dorure en bord festonné, filets et rehauts sur les anses.

Hauteur, 8 c. ; largeur, 14 c.

Marque C. D.

Don de M. Félix.

23° Assiette. Bords festonnés, forme identique à celle-ci usitée

(1) La description sommaire de cette pièce est empruntée au catalogue de la collection Gasnault.

à Nevers. Décoration en bouquets jetés, toute la palette a été employée.

Largeur, 22 c.

Marque C. D., gravés, et C. D., peints, caractères cursifs.

Don de M. Dubouché.

24° Assiette. Forme identique à celle de la pièce précédente. La décoration est un peu différente; on y remarque parmi les couleurs employées un rose très fin et un beau violet.

Largeur, 22 c.

Marque C. D., gravés, et C. D., peints en brun (le D est effacé).

Don de M. Dubouché.

25° Assiette à soupe. Forme ronde; décor; bouquets jetés, toute la palette a été employée. Dorure en bord festonné, contre-filet bleu. Dans la décoration, on remarque des fleurs (belles de nuit?) exécutées de pratique dans la manière des décorateurs de Strasbourg. Des fleurs analogues se voient sur plusieurs autres pièces déjà décrites, notamment sur la cafetière.

Largeur, 23 c.

Marque C. D., gravés, caractères cursifs, C. D., peints en rouge, caractères romains.

Don de M. Alfred de Cheygurat.

26° Soupière analogue pour la forme à la pièce n° 3° (le couvercle manque). Décor, bouquets jetés, toute la palette a été utilisée. L'exécution, plus sèche que celle des pièces précédentes, semble indiquer une époque plus moderne, mais de quelques années seulement. Dorure, en bord festonné, filets et rehauts sur les anses et les pieds.

Hauteur, 13 c.; largeur, 24 c.

Marque C. D., peints en rouge, caractères romains.

Don de M^{lle} Ferru.

27° Ecuelle. Forme rocaille (identique à la pièce n° 22°). Le couvercle est orné d'une branche de céleri (?), formant anse ou bouton. La décoration, en or seulement, est constituée par de petits pseudo-chinois, dans des attitudes diverses, marchant sur une guirlande dans le goût rocaille et portant sur leurs épaules une autre guirlande plus simple. Le genre de ce décor, qui peut en quelque sorte être assimilé au genre grotesque de Moustiers, peut faire penser qu'il a été exécuté par un ancien faïencier de la fabrique Massié.

Hauteur, 8 c.; largeur, 14 c.

Marque C. D., peints en rouge.

Don de M. A. Dubouché.

§ 3. — *Genres de transition. — Tendances vers la régularisation des formes. — Changement analogue dans le décor, qui prend les caractères de l'art de l'époque de Louis XVI. — Bouquets semés régulièrement, etc.*

28° Assiette festonnée dans le genre adopté à Nevers (le blanc de cette pièce est antérieur à la période dans laquelle son décor l'a fait classer). Sur le marly, une guirlande dorée serpentant et contrariant les circonvolutions d'une guirlande de feuilles vertes; Des roses sont placées dans les compartiments formés par la rencontre des deux guirlandes; — hachures et divers ornements en or. Sur le fond, roses et fleurettes disposées en semis régulier. — Toute la palette a été utilisée.

Largeur, 21 c. 1/2.

Marque C. D. (?) gravés, caractères cursifs, C. D., peints en rouge, caractères romains.

Don de M. A. Dubouché.

Collection Jacquemart, n° 508. — Grande théière cylindrique à col rentrant. Bec en S. Bordure composée de filets d'or et d'une guirlande circulant autour d'un filet bleu. En haut du corps, entre deux filets d'or, une guirlande de lauriers. Au-dessus, des arabesques et guirlandes en couleurs et or. Bouquets semés sur le reste. Anse et bec à rebords d'or (1).

Marque C. D., en rouge.

Hauteur, 123 millimètres.

29° Ecuelle et son assiette. Identique comme blanc aux pièces n° 22° et 27°. Le décor, très particulier, est constitué par une guirlande. Branches de vigne avec des grappes de raisin en vert de cuivre et violet d'or. Ce décor est relativement récent.

Marque C. D., en creux, caractères cursifs, et en rouge de fer, caractères romains.

Don de M. A. Dubouché.

(A suivre).

Camille LEYMARIE.

(1) La description sommaire de cette pièce est empruntée au catalogue de la collection Jacquemart.

MONOGRAPHIE

DE LA

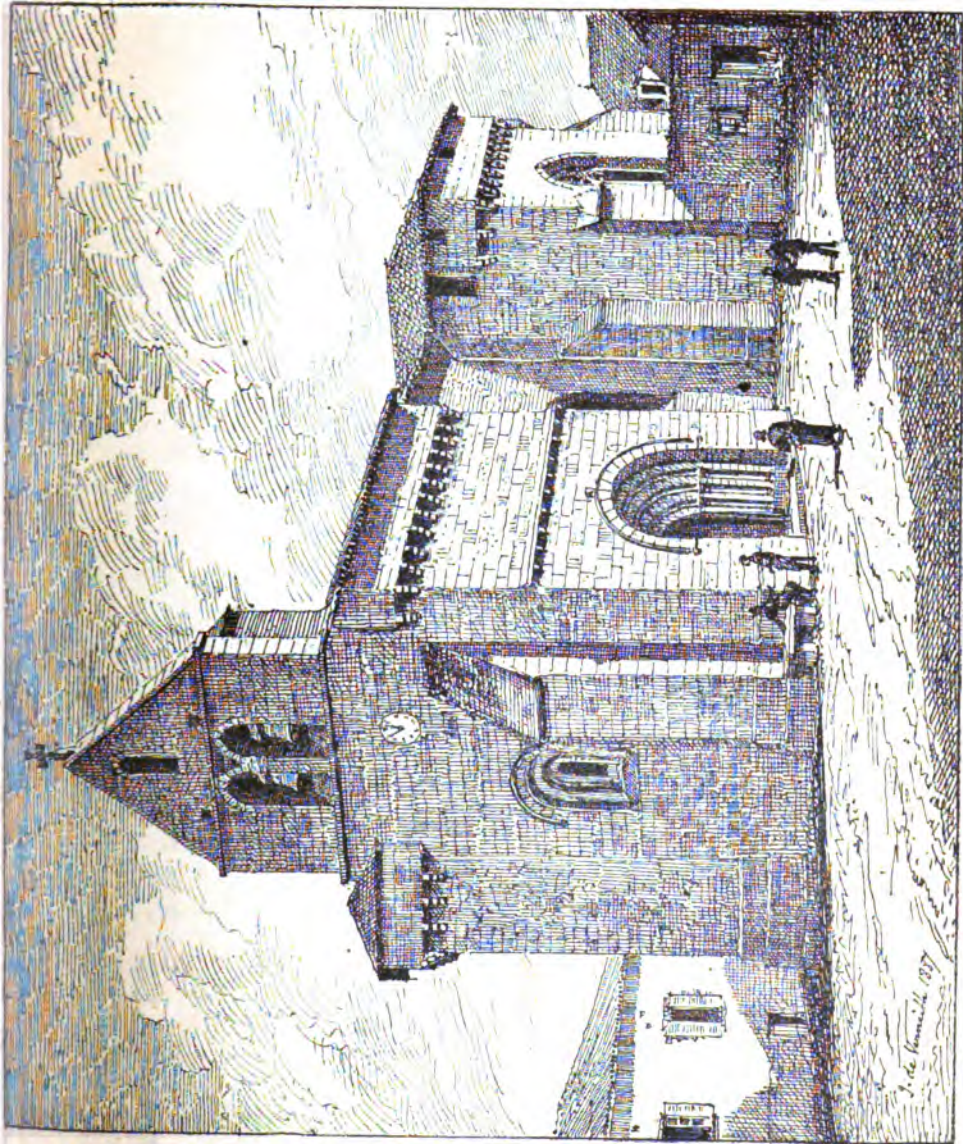
COMMUNE DE COMPREIGNAC

I.

Compreignac est aujourd'hui une commune du canton de Nantiat, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne). Il est aussi le chef-lieu d'un doyenné ecclésiastique qui comprend les paroisses de Berneuil, Breuil-au-Fa, Le Buis, Chamboret, Cieux, Compreignac, Nantiat, Roussac, Saint-Symphorien, Thouron et Vaulry.

La superficie de la commune est de 4,690 hectares, peuplée de 2,245 habitants. Au siècle dernier le nombre des habitants était beaucoup plus grand. L'abbé Nadaud nous dit dans son *Pouillé* qu'on y comptait alors 2,350 communiant, chiffre fourni par le curé de la paroisse; et comme il faut ajouter environ un tiers pour les enfants et les non communiant, on voit que la population totale dépassait 3,000. Immédiatement après la Révolution, d'après la *Statistique de la Haute-Vienne*, il n'y avait plus que 1,773 habitants. L'observation des lieux confirme cette diminution, car dans la plupart des villages on trouve de nombreuses maisons restées sans habitants et tombant en ruine, et dans les champs un grand nombre de terres autrefois cultivées qui sont maintenant en friche. Le nombre des habitants a augmenté ensuite régulièrement chaque année jusqu'en 1860, époque à laquelle il atteignit 2,427; depuis il n'a fait que diminuer.

Ses limites sont : au nord, les communes de Saint-Pardoux et de Razès du canton de Bessines; à l'est, celle de Saint-Sylvestre du canton de Laurière; au sud, celles de Bonnat du canton d'Ambazac et de Saint-Jouvent, canton de Nieul, et à l'ouest celles de Thouron et de Saint-Symphorien du canton de Nantiat.



Eglise de Comprégnac.

ASPECT GÉNÉRAL DU PAYS. — La commune de Compreignac est une des plus montagneuses du département. Les sommets, qui s'élèvent jusqu'à 589 mètres à Beausoleil, sont généralement dépourvus d'arbres, mais ils produisent du seigle partout où on les cultive. Dans les vallons et le long des ruisseaux, on trouve des paysages qui ne le cèdent en rien à ceux de la Suisse, pendant que sur les hauteurs on jouit d'un immense panorama qui embrasse les départements voisins.

Les points qui attirent surtout la vue dans ce vaste horizon, sont : au sud, Limoges avec ses clochers et ses cheminées d'usine ; au sud-est, Saint-Léonard, dont le beau clocher semble dominer tout le bassin de la Vienne ; au nord-ouest, Bellac, vers lequel court le Vincou sortant de nos montagnes.

La vue s'étend au sud jusqu'aux montagnes du Périgord que domine Courbefy, à 555 mètres au-dessus du niveau de la mer ; à l'est elle s'enfonce dans la Creuse, que lui masquent un peu les hauteurs de Grandmont et de Sauvagnac, pendant qu'elle se perd à l'ouest dans les plaines de l'Angoumois et du Poitou, derrière les montagnes de Blond, élevées de 515 mètres.

RIVIÈRES. — Dans la commune de Compreignac se trouvent les points de séparation de deux bassins : la Couse et le Vincou sont des affluents de la Gartempe, pendant que les ruisseaux qui descendent des hauteurs de Montaigut et de Beausoleil se rendent dans le Taurion et la Vienne.

La Couse, dont une des branches prend sa source près de Sauvagnac, et l'autre à Grandmont, a un parcours de quarante kilomètres. Elle est large en moyenne de cinq mètres et arrose le nord de la commune de Compreignac. Elle a son embouchure dans la Gartempe, à six kilomètres au-dessous de Châteauponsac. Elle est poissonneuse et renommée surtout pour ses truites.

Le Vincou, qui a sa source entre Saint-Sylvestre et Compreignac, est le principal affluent de la Gartempe dans notre département. Sa longueur est de cinquante kilomètres. Il serpente à travers la commune de l'est à l'ouest, traversant les étangs de Margnac, de Pontabrier et de La Rode. Dans son cours inférieur, il a une largeur moyenne de quatorze mètres, et tombe dans la Gartempe un peu au-delà de Bellac. Les poissons voyageurs, tels que la truite, ne peuvent pas monter jusqu'à Compreignac, son cours étant barré par les chaussées des étangs.

NATURE DU SOL. — **ÉLÉMENTS QU'IL FOURNIT A L'INDUSTRIE.** — Tout le sol de la commune est granitique. Sur les hauteurs, la roche constitutive est à peine couverte d'une légère couche de terre

végétale. On trouve des carrières de pierre de taille partout; mais la pierre la plus estimée de toutes est celle du massif montagneux qui s'étend à l'ouest du village de Faneix, sur la limite de la commune de Saint-Sylvestre.

On trouve aussi le kaolin en plusieurs endroits dans la même chaîne de montagnes, mais en petite quantité. Une carrière assez puissante a été exploitée pendant plusieurs années au village de Margnac; cette exploitation a cessé depuis plusieurs années.

PRODUITS NATURELS DU SOL. — Les montagnes les plus élevées sont nues à leur sommet. Un peu plus bas on trouve le bouleau, le chêne, le châtaignier, le cerisier et quelques rares touffes d'arbres verts. On rencontre aussi quelques hêtres. Le long des ruisseaux croissent le saule, l'aulne et un petit nombre de peupliers.

Le seigle est cultivé partout, ainsi que le blé noir et les raves. On sème peu d'avoine et fort peu de froment. Le maïs et le trèfle sont aussi cultivés comme fourrage. Il n'y a aucune grande exploitation agricole, et la propriété est très morcelée. Aux siècles passés, on cultivait la vigne sur quelques coteaux les mieux exposés, mais on n'y en trouve plus aujourd'hui, et le nom seul de *terre de la vigne* sous lequel sont encore désignées quelques terres est le seul souvenir qui en reste.

Le botaniste peut y recueillir dans quelques étangs : *Trapa natans*, L., et dans le bourg et ses environs *Chrysanthemum segetum*, L.

LANGAGE. — On parle généralement patois, mais tout le monde comprend le français et même le parle avec les étrangers.

MŒURS. — On constate facilement que les doctrines politiques et sociales répandues de nos jours, dans cette commune et dans le voisinage, ont fait baisser le niveau de l'honnêteté publique, des bonnes mœurs et des pratiques religieuses. D'autre part, un grand nombre d'hommes quittent le pays pour n'y faire que de rares et courtes apparitions, abandonnant le soin de leur patrimoine et de leur famille aux vieillards, aux femmes et aux enfants. Au lieu du gain qu'ils vont chercher à Paris et dans d'autres grandes villes, ils n'en rapportent souvent que les défauts et la corruption. Quant à ceux qui n'émigrent pas, fort peu ou pas instruits de leurs devoirs religieux, ils les négligent souvent pour se livrer à des pratiques superstitieuses.

Cette émigration apporte assurément quelque argent dans le pays, mais elle ne change en rien l'état d'infériorité dans lequel s'y trouve l'agriculture. Si tous les hommes qui abandonnent la culture des champs pour aller travailler dans les grandes villes employaient leur force et leur intelligence dans le lieu où ils sont nés, on n'y

verrait plus tant de terres incultes ou mal cultivées, tant de champs susceptibles d'améliorations et n'en recevant aucune; le travail et les bonnes méthodes doubleraient le revenu des propriétés et procureraient à tout le pays un bien-être que l'émigration ne lui a jamais donné.

On ne sait pas à quelle époque a commencé cette émigration. Un texte positif nous la montre antérieure à 1585 : « Le naturel des Français, dit Gabriel Chappuys, est fort soudain et actif, et cela est cause que l'Espagnol et l'Italien sont bien aises de se servir d'hommes Français, à cause de leur diligence et allégresse en tout ce qu'ils font : et pour cette raison voit-on que tous les ans il en passe un grand nombre en Espagne du pays d'Auvergne et du Limousin, pour y faire les œuvres de mains que l'Espagnol ne saurait faire à cause de la pesanteur de ses actions (1) ».

Un siècle plus tard, cette émigration annuelle en Espagne continuait toujours, car on remarque que le ministre Colbert, dans les instructions qu'il donnait au marquis de Villars, ambassadeur en Espagne, en 1679, mentionne cette émigration d'ouvriers et artisans Limousins, et lui demande de prendre des mesures pour les protéger.

On sait aussi que ce sont les maçons limousins qui furent appelés, en 1627, pour construire la fameuse digue de La Rochelle.

Aujourd'hui, les émigrants ne vont plus en Espagne; ils se dirigent surtout vers Bordeaux et Paris. L'époque du plus grand essor de l'émigration pour cette dernière ville a été de 1860 à 1870. C'est à ce moment que les travaux entrepris pour l'embellissement de Paris, par M. Haussmann, enlevèrent presque tous les bras valides des campagnes.

COMMERCE. — Le commerce de cette commune consiste dans la vente des bestiaux, des grains et de la paille. Ses foires ont toujours été considérables. Aux siècles passés, il y en avait une le premier jeudi de chaque mois, et la foire royale du 12 novembre, lendemain de la fête de saint Martin, patron de la paroisse. Cette dernière, d'une grande importance, devait son origine, comme la plupart des grandes foires du Limousin, aux réunions religieuses qui avaient lieu à l'occasion des fêtes patronales.

Le terrier de Compreignac nous fait connaître ce que payaient les aubergistes et marchands vendant à Compreignac en 1597. « Un pot de vin sur chaque hopte vendant vin, au jour de Saint-

(1) *L'Etat et description des Royaumes*, par Gabriel Chappuys, Tournegau. — Paris, 1585, in-folio, p. 2 verso.

Martin. Quatre deniers de péage sur chaque marchand, au jour de Saint-Martin. »

À cette époque, outre les foires indiquées ci-dessus, Compreignac eut encore un marché qui se tint le mardi de chaque semaine, et fit la fortune du pays : il n'a pas survécu à la Révolution. Il fut établi par lettres patentes d'Henri IV, du mois de septembre 1597, que nous fait connaître l'acte suivant : « Martial de Gay, seigneur de Nexon, Condat et Campagnes, conseiller du roi notre sire, et lieutenant général en la sénéchaussée du Limousin et siège présidial de Limoges, savoir faisons que aujourd'hui, sous écrit, en l'audience royale de la sénéchaussée, par devant nous ont comparus les scindics, manans et habitans du bourg et paroisse de Compreignac, par M. Christophe Vincendon, leur procureur, assistant M^e Pierre Martin, notaire royal dudit bourg, lequel en présence du procureur du roi comparant par Cibot et Des Coutures, avocat dudit sieur, nous a dit et remontré qu'il aurait plu à Sa Majesté leur octroyer un chaque jour de mardi de chaque semaine un marché public dans ledit bourg de Compreignac, pour y être dorénavant perpétuellement et à toujours gardé, observé et entretenu, que audit jour tous les marchands y puissent aller, venir et séjourner, vendre et acheter toute sorte de bétail et autres marchandises et qu'ils jouissent et usent de tous les droits et privilèges, franchises et libertés qu'on a accoutumé de faire es autres marchés du royaume comme a dit apparoir par lettres patentes de Sa dite Majesté à nous adressantes, données à Paris au mois de septembre dernier, signées par le roi, à la relation du Conseil, de Villontreix, et scellées du grand scel dudit sieur en cire verte à double queue sur lac de soie verte et rouge, qu'il a communiquées audit procureur du roi, nous requérant ordonner qu'elles soient présentement lues et enregistrées au greffe de la présente cour, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, d'ordonner que les habitans dudit bourg et paroisse de Compreignac jouiront de l'effet des dites lettres suivant leur forme et teneur, et leur permettra icelles faire publier par les cantons de la présente ville et autres lieux circonvoisins dudit bourg. Ledit Cibot a dit avoir vu les dites lettres patentes de Sa Majesté, obtenues par les manans et habitans dudit bourg et paroisse de Compreignac, par lesquelles Sa Majesté a créé et établi à chacun mardi de chaque semaine, un marché public audit bourg et n'avoir moyen pour empêcher qu'iceux habitans ne jouissent du vouloir et intention que Sa dite Majesté leur a octroyé, et à ces fins que les dites patentes seront lues et enregistrées au greffe, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. Par quoi nous avons baillé acte de la

présentation des dites patentes et après que lecture a été faite d'icelles par le commis greffier, ouï et requérant le procureur du roi et syndics, manans et habitans dudit bourg et paroisse de Compreignac, concède acte et ordonne que iceux syndics, manans et habitans dudit bourg et paroisse jouiront de l'effet des dites lettres suivant leur forme et teneur et qu'elles seront enregistrées au fins que personne n'en prétende cause d'ignorance, et permis de les faire publier où bon leur semblera. Fait à Limoges, par devant nous lieutenant-général susdit, le 21^e jour de janvier 1598. *Signé* : Gay, lieutenant-général, et Guy, commis-greffier. »

Pendant la Révolution, ce marché disparut, ainsi que la grande foire du 12 novembre. Au commencement du siècle, les foires furent réglementées, comme l'indique la note suivante écrite par le maire de la commune en 1818. « Tout le monde sait que les foires de Compreignac, qui existent de temps immémorial, qui ont été et sont toujours très fréquentées, ont été maintenues et conservées au 8 de chaque mois, tant par un décret du 2^e complémentaire an XII (19 septembre 1804) que par un décret ministériel du 13 décembre 1805. »

C'est toujours le 8 de chaque mois que ces foires ont lieu, et attirent un grand nombre d'habitants et de marchands des communes voisines.

Lorsqu'en 1867 le conseil municipal fut consulté sur les avantages ou les inconvénients qu'il y aurait à autoriser de nouvelles foires dans le voisinage, il répondit que cette autorisation « serait plus nuisible qu'utile à l'agriculture qui manque déjà de bras ; que cette multiplicité de foires est une grande perte de temps pour la plupart des gens qui s'y rendent non pour des affaires commerciales, mais plutôt pour se livrer à la débauche : y aurait-il une foire tous les jours qu'ils s'y rendraient, ne faisant nul cas de leurs travaux agricoles pour fréquenter les foires et les cabarets (1) ».

Le bourg est en outre abondamment pourvu de magasins d'épicerie, quincaillerie, draperie, nouveautés, etc., pour l'approvisionnement des campagnes.

INDUSTRIE. — L'industrie est à peu près nulle dans cette commune. On ne peut signaler qu'une filature de laine, près de la Couze et de la limite nord-est de la commune.

INSTITUTIONS. — Compreignac possède un bureau de poste, une étude de notaire, un percepteur qui a dans sa circonscription les communes du Buis, Compreignac, Roussac, Saint-Symphorien et

(1) Conseil municipal de Compreignac, 16 juin 1867.

Thouron, Il y a au bourg des écoles primaires municipales pour les garçons et pour les filles, et une école mixte au village de Népoulas.

Une école libre et un pensionnat, tenus par les Sœurs de la Croix, ont été fondés en 1864, pour donner l'instruction et l'éducation chrétiennes aux jeunes filles. Le couvent a été bâti en 1872, à peu près sur l'emplacement de l'ancienne chapelle de Saint-Léphon; il domine le bourg du côté du levant.

VOIES DE COMMUNICATION. — Jusqu'en 1777, la route de Paris passait par Compreignac. Aussi trouve-t-on cette localité désignée comme lieu d'étape, dans des documents de 1688. Elle l'était encore près d'un siècle après, comme le montre cette lettre de Turgot, intendant du Limousin de 1762 à 1774 :

« A MM. les Syndics, à Compreignac,

» Les représentations qui ont été faites, Messieurs, à M. le duc de Choiseul sur le traitement par étape qui est accordé aux maréchaux-des-logis, l'ont déterminé à prendre les ordres du roy par rapport aux rations de fourrage que ces hautes payes reçoivent, et il me mande que jusqu'à ce qu'il paraisse un nouveau règlement, les maréchaux-des-logis recevront, comme par le passé, deux rations de fourrage. Je vous fais part, Messieurs, de cette décision afin que vous puissiez remplir les routes, que vous délivriez aux étapiers la quantité de rations qu'ils doivent délivrer aux maréchaux-des-logis; je vous prie de prévenir l'étapier de votre ville de cet arrangement afin qu'il puisse s'y conformer.

» Je suis très parfaitement, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

» Turgot, »

Pour arriver à Compreignac, cette route passait vers le Malagnac et prenait ensuite la direction de la route actuelle de Saint-Pardoux. Elle est souvent appelée *route des soldats*, pour la distinguer d'une autre qui contournait le bourg et passait au Mas-la-Roche, afin d'éviter une pente trop rapide,

L'arpentement de 1742 signale des chemins allant dans les mêmes directions que les routes d'aujourd'hui, et deux de plus; le chemin de Grandmont et le chemin de Sauvagnac. C'est une constatation de l'importance qu'avaient ces deux localités et des rapports que les habitants de Compreignac entretenaient avec elles.

De nos jours, aucune ligne de chemin de fer ne passe dans la commune de Compreignac, qui se trouve à peu près à égale dis-

tance de la ligne de Paris et de celle de Poitiers. Un courrier fait le service de la poste par la gare de Nantlat appartenant à cette dernière. Les routes qu'on y trouve sont :

La route nationale (n° 20), de Paris à Toulouse, qui passe au village de Népoulas, et a remplacé l'ancienne route de Paris, dont il est parlé ci-dessus. Elle fut commencée en 1757 par ordre de M. Pajot de Marcheval, intendant de Limoges; elle a été continuée et finie en 1777 par les soins de M. Turgot et de M. d'Aine.

Les chemins de grande communication sont : n° 5, de Confolens à Bourgneuf, qui, venant de Nantlat et Thouron, traverse toute la commune de l'ouest à l'est; et en sort au village de La Croisille; — n° 28, de Saint-Junien à Bénévent, qui vient de Saint-Juvent et se dirige sur Razès, par les villages de Prassigoux et Vénachat; — n° 60, de Compreignac à Saint-Pardoux; — n° 96, de Bellac à Compreignac, passant au village de La Courède, en construction.

Les chemins vicinaux sont : n° 1, de Compreignac à Népoulas; — n° 2, de Compreignac à Saint-Symphorien par le Mas-la-Roche et le Puyménier; la partie qui regarde Saint-Symphorien est encore à faire, ainsi que l'arrivée dans le bourg de Compreignac; — n° 3, de Compreignac à Chaptelat; un tronçon de ce chemin passant sur la commune de Bonnat est encore à faire; — n° 4, de Compreignac à Saint-Sylvestre, par Le Châtenet, n'est pas encore achevé; — n° 5, de Compreignac à Ambazac, par Angelard; n'est pas encore achevé sur la commune d'Ambazac; — n° 6, de Compreignac à Razès, par La Roche et Chabannes.

SOUVENIRS HISTORIQUES. — *Epoque gauloise.* — Les souterrains-refuges que l'on trouve au bourg, à La Jante, au Lac, à Chabannes, à Védrenne, etc., les monnaies gauloises de La Jante, le camp retranché de Chabannes.

Epoque gallo-romaine. — Deux cippes romains conservés à Compreignac; des débris de constructions romaines près Villebert; des tuiles à rebord en plusieurs endroits; les monnaies romaines de La Jante.

Moyen âge. — L'église, les châteaux et les murailles qui défendaient la ville de Compreignac.

Chacun de ces monuments a sa description ci-après, accompagnée des faits historiques qui s'y rapportent.

II.

L'origine de Compreignac est fort ancienne. Nadaud, dans son *Pouillé*, nous dit que son nom vient de « *compreor*, acheter; des

boutiques des marchands qui y étaient ». M. Deloche dans sa *Géographie historique* (1), fait remarquer que cette localité avait autrefois de l'importance, car elle possédait, sous les rois de la première race, un atelier monétaire duquel est sorti l'un des plus beaux triens connus du Limousin, et l'un des plus remarquables assurément de toute la période mérovingienne.

On y trouve aussi des traces des époques antérieures : quelques haches en silex, les nombreuses monnaies gauloises découvertes en 1811, les souterrains-refuges qui existent encore au chef-lieu, à La Jante, au Lac, à Chabannes, à Védrenne, nous prouvent que ce lieu était habité avant l'ère chrétienne et avant que les Romains aient conquis les Gaules.

Pendant l'époque romaine, son importance paraît augmenter, si on en juge par les tombeaux romains découverts au bourg. Il y a quelques années, on en voyait encore trois. Deux existent aujourd'hui devant une maison où ils ont été trouvés en 1883. Le plus beau est un cippe funéraire en granit, formé d'un cube de 63 centimètres de côté, portant une pyramide haute de 50 centimètres, surmontée d'une boule. Le second est moins élevé ; il est vrai qu'il ne forme que le couvercle de l'urne où fut placée la cendre d'un mort. Il a 43 centimètres de hauteur, et se termine par une boule de 20 centimètres de diamètre. La partie inférieure de sa base est taillée de manière à recouvrir une urne carrée. Il peut se faire que le premier de ces monuments ait porté une inscription, mais l'état dans lequel il est aujourd'hui ne permet pas de l'affirmer. Avec quelques débris de constructions romaines signalés sur plusieurs points de la commune, et les nombreuses monnaies trouvées à différentes époques, ce sont les preuves que la civilisation romaine a régné en ces lieux.

Deux pièces en or nous révèlent l'existence de l'atelier monétaire de Compreignac.

C'est M. Deloche qui nous fait connaître en ces termes la monnaie mérovingienne frappée en ce lieu :

« CONPRINIACO I. Tête nue de face ; les cheveux relevés et partagés sur le front et retombant sur les côtés ; buste habillé et orné de perles ; le tout dans un grenetis.

» R. — ⌘ SATVRNO MONE. Croix égale, légèrement potencée, sur un globule, accostée sur les bras des lettres L. M. ; le tout dans un grenetis.

» Tiers de sou d'or pur. Poids : 4 gr. 35. Deuxième quart du ^{vi}^e siècle. (Cabinet des médailles de la bibliothèque nationale).

» Pièce frappée à l'effigie visigothe (dite de Brunehaut), et d'un dessin supérieur à celui du sceau de Dagobert, dont elle reproduit pourtant l'aspect général. Son origine ne saurait être mise en doute en présence des initiales LE. (*Lemovicum*) qui disent nettement sa provenance limousine. Le *Compriniacum* de la légende est assurément le lieu nommé *Compriniacum* dans une charte de l'église de Limoges, de l'an 1123 ; *Comprinhacum*, dans un Pouillé du diocèse, du xvi^e siècle (1) ; *Compreignacum*, en 1303 (2) ; enfin, de nos jours, Compreignac. On a trouvé, à diverses époques, dans le bourg de Compreignac et aux environs, des médailles gauloises et romaines (3).

» Le Saturnus qui a signé le triens de Compreignac est vraisemblablement le même qui en a signé à Limoges. Malgré la différence existant dans le type des deux pièces, elles sont d'un travail à peu près contemporain ; seulement, quand Saturnus passa à la monnaie de Limoges, il dut en adopter les dessins, et c'est là ce qui explique cette variété des œuvres du même monétaire (4) ».

La seconde pièce provenant de l'atelier de Compreignac a été trouvée en 1868, à la Poudrière, près Limoges, et acquise par la Société archéologique pour le Musée de Limoges ; elle est en bel état de conservation et porte :

« Au droit, une croisette et, à la suite, la légende circulaire : CVMPRINIACO. Tête à droite, ceinte d'un long bandeau perlé, d'où se détache, sur la nuque, la bande supérieure, également perlée, du vêtement du buste.

» Au revers, une croisette et, à la suite, en légende circulaire :  MO (*monetarius*) ; dans le champ, une croix légèrement pattée, posée sur un point ou globe, et portant aux premiers et deuxièmes cantons les lettres L N, entourées d'une couronne de feuillage qui la sépare de la légende ; le tout dans une couronne de feuillage.

» L'or de cette pièce est un peu pâle ; le poids est de 1 gramme 20 centigrammes.

» D'après sa fabrication, elle paraît remonter à la deuxième moitié du vii^e siècle.

(1) Mss. Biblot. nat., fonds Saint-Germain, français, n° 878, t. II.

(2) Mss. Biblot. nat., collection Gaignières, t. CLXXXVI, p. 136.

(3) On a récemment découvert un denier d'argent consulaire de la famille Cœcilia, au nom de Q. Metellus Scipio le Picux. Voir le *Courrier du Centre* de Limoges et le *Journal général de l'instruction publique*, numéro du 27 octobre 1858.

(4) M. DELOCHE : *Monnaies mérovingiennes*, p. 82.

» Elle est incontestablement d'origine limousine ; il suffit pour s'en convaincre de rapprocher son type de celui de plusieurs pièces déjà reproduites dans notre *Description des monnaies mérovingiennes du Limousin* (1). Les lettres L N du revers sont les deux consonnes de LENO (pour LEMO), qu'on lit sur une monnaie de Jumilhac.

» Cette pièce est signée par un monétaire, Saturnus, dont le nom se retrouve sur plusieurs triens limousins, et sur la monnaie de Compreignac, qui précède. On voit que le vocable de cette localité n'y diffère que bien peu du nom gravé sur la pièce dont il s'agit ici. Les effigies gravées sur les deux triens sont au contraire très différentes l'une de l'autre, puisque sur ce second triens elle est en profil, tandis que sur l'autre elle est de face. Mais cette circonstance ne peut amener aucun doute sur l'identité de l'atelier dont l'une et l'autre sont sorties (2). »

Au moyen âge, Compreignac conserve encore de l'importance, ce qu'indiquent l'église, les châteaux et la ville entourée de murailles, que nous allons étudier successivement.

EGLISE. — L'église de Compreignac, bâtie au XII^e siècle, fut reconstruite au XV^e. Elle est parfaitement orientée dans la direction de l'est à l'ouest, afin que selon les règles liturgiques, le Christ qui est sur l'autel, soit tourné, comme l'était Notre Seigneur Jésus-Christ sur le Calvaire, aux portes de Jérusalem, lorsqu'il mourut pour notre rédemption.

Dans la reconstruction du XV^e siècle, on a conservé certaines parties de l'ancienne église, qui avait 6 mètres 37 centimètres de largeur à l'intérieur ; ce sont : la porte primitive, augmentée, probablement, au XIII^e siècle, de trois rangs de voussures formant aujourd'hui le portail ; tout le pignon du côté du couchant ; le mur de la nef où l'on trouve une petite porte murée, et la chapelle de Saint-Eutrope qui lui fait suite.

Cette première église avait été consacrée ; deux croix de consécration, peintes en rouge, sur le granit de sa muraille occidentale, en sont la preuve irrécusable. Elle dût perdre sa voûte et être en partie ruinée lorsque les Anglais prirent Compreignac en 1370 ou 1371. Un peu plus tard, on la reconstruisit à peu près telle que nous la voyons aujourd'hui.

L'église actuelle a 29 mètres de longueur et 6 mètres 37 centimètres de largeur. Elle est formée de cinq travées avec deux cha-

(1) In-8°, 1863. — Paris, chez Rollin et Fegardent.

(2) M. DELOCHE, *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XVIII, p. 131.

nelles latérales, qui donnent à son plan la forme d'une croix. Son axe est brisé, la nouvelle construction n'étant pas exactement dans le même axe que la première. C'est assurément une pieuse pensée qui fait voir dans l'inclinaison de l'axe de nos églises l'image de Notre Seigneur inclinant la tête sur la croix au moment d'expirer, mais je ne crois pas que cela ait été fait à dessein, ce qui est certain pour Compreignac.

Au chevet, elle est éclairée par la belle fenêtre que reproduit notre dessin exécuté par M. J. de Verneilh, d'après la photographie de M. C. Marbouty. La chapelle du midi a aussi une fenêtre de la même époque; deux autres à plein-cintre ouvrent dans la nef du même côté, et une semblable dans la chapelle du nord, où l'on en remarque encore une petite, étroite et longue, comme on les faisait au ^{xii}^e siècle.

Les voûtes, qui, vers le sanctuaire, ont 9 mètres d'élévation, sont ornées de nervures prismatiques. A la clef de voûte de la première travée, un écusson décoré à la manière du ^{xv}^e siècle est peint : *de gueules, au chef d'or, chargé de trois merlettes de sable*. Dans la travée suivante, un autre écusson, sans aucun ornement, est aussi peint : *d'azur, à la croix ancrée d'or*. La clef de voûte de la troisième travée porte encore un écusson, qui n'a aucune trace de peinture ni de sculpture.

Plusieurs chapiteaux de l'ancienne église ont été conservés sur les colonnes cylindriques engagées dans les murailles qui portent la retombee des voûtes.

La porte qui s'ouvre au midi, à l'extrémité de la nef, accuse le style de transition. Elle appartient à l'ancienne église. A ses deux colonnes dépourvues de base, décorées de quelques ornements à la place des chapiteaux, et surmontées d'un cintre en ogive, on a ajouté plus tard trois voussures avec colonnes pourvues de bases circulaires, de chapiteaux à crochets, surmontés d'arcatures se rapprochant insensiblement du plein-cintre jusqu'à l'archivolte, qui couronne le tout. Ce passage de l'ogive au plein-cintre de l'arcade maîtresse est une singularité qui n'a rien de choquant.

Un cordon, soutenu par une rangée de modillons, la décore un peu plus haut, et au sommet règne la galerie que portent d'élégants machicoulis, destinés à défendre l'accès du monument. Cette même galerie de défense se retrouve à chacune des chapelles latérales au chevet de l'église et au grand contrefort du nord-ouest. Elle est dans un état parfait de conservation et a toutes ses meurtrières intactes. Ces machicoulis donnent au monument un aspect pittoresque. En outre, ils sont d'un bon profil et d'une exécution soignée, malgré la dureté du granit. On voit que les maçons de ce pays

s'étaient perfectionnés dans l'art de tailler la pierre, car les parties du style de transition comme ce qui est flamboyant sont supérieurement exécutées et d'un bon dessin.

Cette église était une espèce de citadelle. Elle faisait partie des fortifications de la ville auxquelles elle se rattachait, et elle soutiendrait parfaitement un siège, si on ne se servait que des moyens d'attaque de l'époque où elle fut fortifiée. Le vaste dessus des voûtes pouvait abriter et même loger un grand nombre de défenseurs.

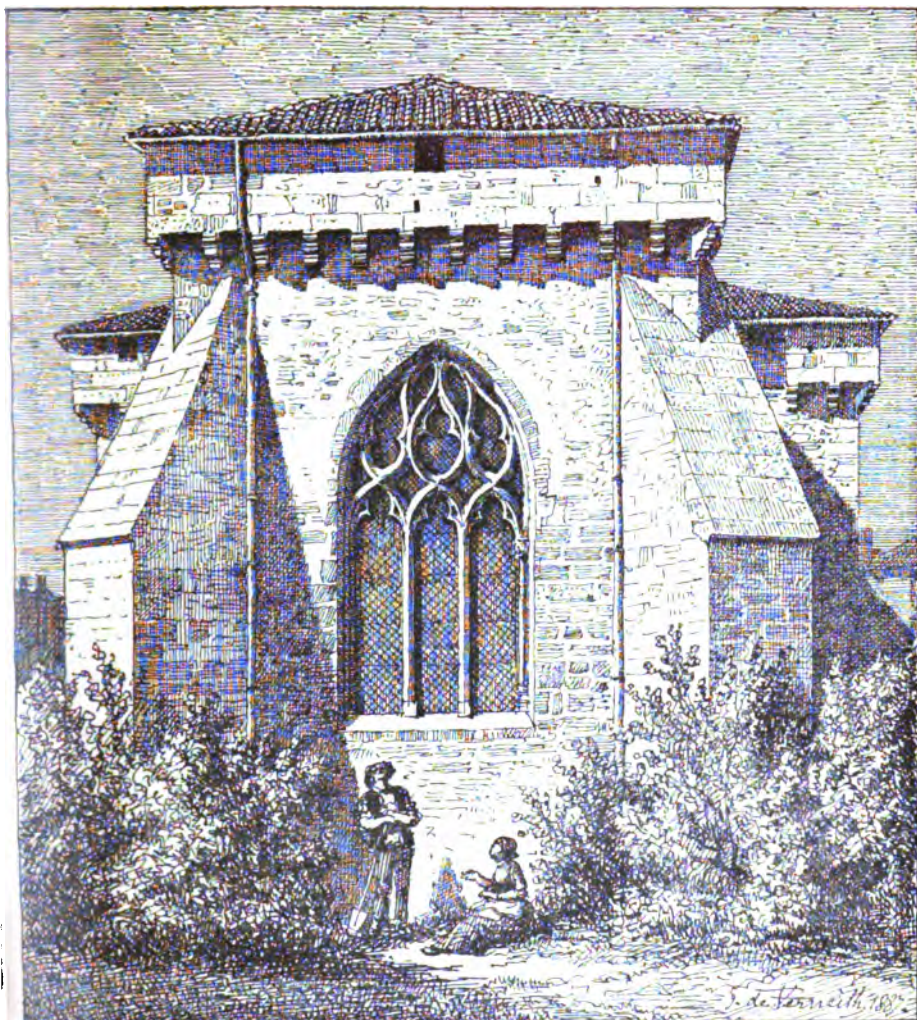
Le grand contrefort du nord-ouest, qui forme à son sommet un élégant réduit bien propre à défendre deux côtés du monument, n'a été construit que par nécessité. Lorsqu'on surchargea l'église des murailles qui élèvent sa toiture et la transforment en citadelle, on s'aperçut que les fondations cédaient en cet endroit. Un souterrain-refuge de l'époque gauloise qui se trouvait au-dessous en était la cause. On éleva alors, comme point d'appui, ce contrefort, qui, par ses vastes proportions, ne ressemble en rien aux autres. Aux dernières réparations exécutées à l'église en 1859, plusieurs personnes sont encore descendues dans ce souterrain, et la description qu'elles m'en ont faite ne laisse aucun doute sur sa nature.

La plupart des grandes églises transformées en citadelles avaient un puits nécessaire pour les besoins de leurs défenseurs. On en connaît encore à la cathédrale de Limoges, dans l'église de La Souterraine et dans plusieurs autres du diocèse. Celui de l'église de Compreignac, qui était de forme carrée, existe toujours, mais son ouverture est couverte. Il est placé au milieu du sanctuaire, un peu du côté de l'épître.

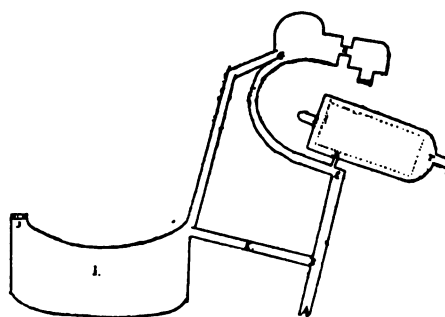
Des six fenêtres qui éclairent l'intérieur, quatre sont pourvues de vitraux remarquables, venant de la maison Lobin, de Tours. Le plus considérable est celui du sanctuaire. Il est partagé en trois grandes baies par deux meneaux. Notre Seigneur Jésus-Christ occupe celle du milieu. Au-dessus, dans les lobes du tympan, on voit le Saint-Esprit sous forme de colombe et le Père Éternel. Des anges et deux séraphins en prière complètent cette partie. Dans les baies latérales, saint Martin, patron de la paroisse, est à la droite de Notre Seigneur, et saint Eutrope, patron de la Monge, est à sa gauche. Ce vitrail a été acheté par la fabrique en 1869.

Le vitrail de la fenêtre du midi, qui éclaire aussi le sanctuaire, a été placé en 1869 ; c'est une grisaille donnée par M. Duchiron, curé de Compreignac.

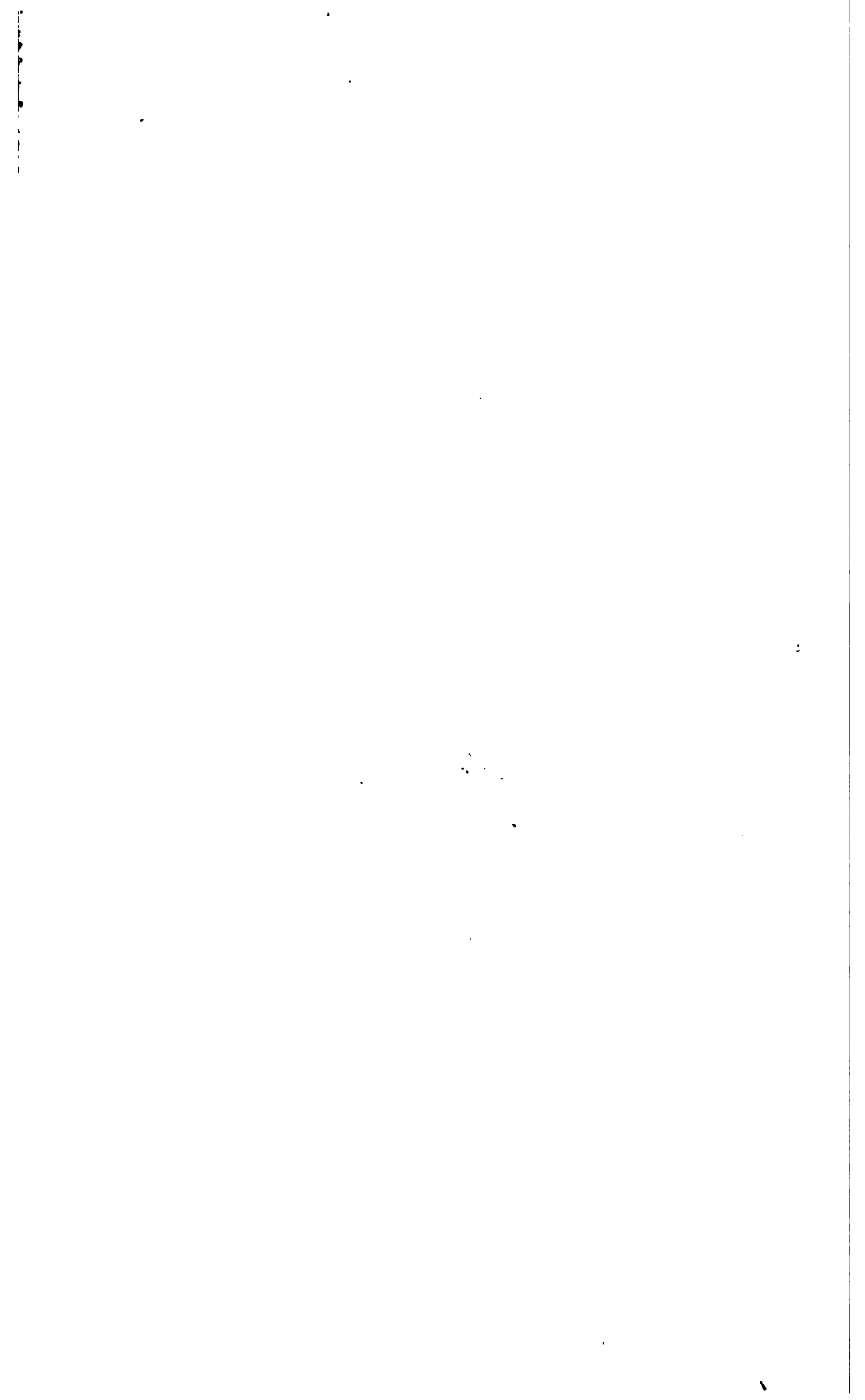
En 1874, les deux fenêtres des chapelles reçurent aussi des vitraux offerts par M^{me} Bariat. Celui de la chapelle du nord est une grisaille, mais celui de la chapelle du midi rivalise de beauté avec la grande verrière du sanctuaire. D'un côté on voit la Sainte-Vierge,



Chevet de l'église de Compreignac.



Souterrain-refuge au village de La Jante, commune de Compreignac.



Regina mundi, portant son divin fils ; de l'autre, sainte Catherine, patronne de la donatrice.

Le maître-autel a été consacré par M^{sr} Duquesnay, évêque de Limoges, le 10 juin 1873. Il est en pierre blanche et sort des ateliers de Saint-Hilaire, à Poitiers, maison Charron et Beausoleil. Sur le tombeau sont sculptées trois scènes de la vie de saint Martin. Celle du milieu le montre disant la Sainte Messe lorsqu'un globe lumineux apparut sur sa tête. D'un côté, on le voit partageant son manteau avec un pauvre, et de l'autre Notre Seigneur lui apparaît vêtu de cette moitié de manteau.

En même temps que l'autel, et venant de la même maison, deux statues furent placées au mur absidial aux deux côtés de la grande verrière : saint Joseph et saint Roch. Cette dernière est en souvenir de la chapelle qui avait été dédiée à ce saint dans la paroisse.

Les autels des deux chapelles sont en bois sculpté.

Le pignon de l'ouest, qui forme le clocher-arcade, ayant été fortement endommagé par la foudre, fut réparé en 1873. Il porte à une assez grande hauteur une élégante fenêtre plein-cintre qui éclaire la nef. Elle est accompagnée à l'intérieur et à l'extérieur de colonnettes romanes et sa seconde voussure est semée d'étoiles ou de pointes de diamant, puis le tout surmonté d'une archivolte.

Le sommet du pignon, que termine une croix de pierre, est pourvu de deux baies à plein-cintre où sont placées les cloches. On lit sur l'une :

« Jean-Baptiste Barriat, maire, parrain. — Elisabeth Dupeyrat des Flottes, marraine. — Geoffroy des Flottes, adjoint. — Mathieu Bord, juge de paix, président de la fabrique. — Pierre Martin-Compreignac, curé. — L'an 1813. — Bernard et Alexis Martin frères, fondeurs. »

Sur l'autre on trouve cette inscription : « Bénite en 1822. — Parrain : François Léger, curé de Compreignac. — Marraine : Marie-Angèle Constant, née Laforêt. — M. Jean-Baptiste Barriat, maire. — MM. Mutel et Forgeot, fondeurs. » Par le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 août 1822, on voit que la refonte de la cloche cassée, l'achat du métal et les frais pour la replacer ont occasionné une dépense de 900 francs.

A l'intérieur comme à l'extérieur de l'église, on reconnaît les restes de la litre funéraire qui y avait été peinte ; mais on ne distingue plus rien des armoiries qu'elle portait.

Depuis 1882, on possède des reliques de saint Martin et de saint Eutrope ; elle sont placées dans deux petites châsses modernes en cuivre doré. On conserve aussi depuis 1790, époque de la distribution du trésor de Grandmont, des ossements de huit compagnes de

sainte Ursule, placés dans une chasse en bois des plus modestes. Leurs noms y sont écrits : *Sanctæ Albinæ; Panafretæ; Ortmariæ; Secundæ; Beparræ; Victoriæ; Anathaliæ; Essentiæ*. A la même époque, une grande chasse en cuivre doré et émaillé, comme celle que possède actuellement Ambazac, avait été donnée à Compreignac; mais le curé d'alors n'ayant pas voulu faire une petite dépense que nécessitait l'état de cette chasse, elle fut attribuée à une autre paroisse.

Jusque vers 1776, on enterra dans l'église de Compreignac, mais à cette époque un décret vint interdire cet usage. Le sanctuaire était réservé aux prêtres de la paroisse. Il y eut aussi de nombreuses sépultures dans la nef et dans les chapelles; voici l'indication de quelques-unes :

Le 27 janvier 1628, Léonard Duclou est inhumé dans la chapelle de Saint-Jean.

Le 27 février 1603, Léonard Demâtys, âgé de quarante-cinq ans, procureur d'office de la terre et baronnie de Compreignac, est enterré dans l'église.

Le 7 octobre 1722, Pierre Lesseyne, prêtre-chanoine de Saint-Martial de Limoges, âgé de soixante-quatre ans, est enseveli dans l'église.

Le 13 novembre 1722, Marie Faucon, âgée de trente ans, épouse de Pierre Lesseyne, est inhumée dans l'église.

Le 2 juillet 1728, Pierre Dubois, âgé de quatre-vingts ans, juge de Compreignac, est enterré dans la chapelle de Saint-Jean. Il fonda un service pour le jour de saint Pierre, et un autre au jour de son décès.

Le 22 décembre 1731, Françoise-Marguerite Blondeau, âgée de vingt-sept mois, fille de Mathieu Blondeau de Compreignac et de Marie de Vaucourbeix, est ensevelie dans l'église.

Le 12 février 1732, Jérémie Martin, âgé de soixante-quatorze ans, bourgeois et marchand de Limoges, veuf de Marie Ardan, est enterré dans l'église; il était père du curé de Compreignac.

Le 2 février 1734, sépulture dans l'église de Marie Martin, âgée de six mois, fille de Pierre Martin, greffier de la juridiction, et de Marie Ducoudier.

Le 3 mai 1739, a été inhumée dans l'église de Compreignac Thérèse Benoit de Compreignac, âgée de soixante-quatorze ans, veuve de Pierre Blondeau.

Le 21 juillet 1754, enterrement dans l'église de Marie de Couteillas de La Ribière, âgée de vingt-deux ans, épouse de Jean-Baptiste Barbou de Leymarie.

Le 1^{er} avril 1760, sépulture dans l'église de Mathieu Dorat des

Monts, gendarme de la garde. Agé de vingt-sept ans, fils de Barthélemy Dorat des Monts et d'Anne d'Aubusson.

Le 12 mars 1763, François Martin, âgé de vingt-quatre ans, fils de Jean-Jacques Martin de Beaumoulin et de Marie-Charlotte du Fau-de-Pontcharaud, est inhumé dans l'église.

Le 2 juin 1763, sépulture dans l'église de Léonarde Dubois, âgée de quatre-vingt-trois ans, veuve de François Martin, bourgeois.

Le 19 janvier 1764, Pierre Martin, bayle des âmes, notaire et juge des juridictions ordinaires de Compreignac et de Bonnat, âgé de cinquante-quatre ans, époux de Marie-Louise Duclou de La Garde, est inhumé dans l'église.

Le 13 juin 1774, enterrement dans l'église de Suzanne-Catherine Dupeyrat, âgée de cinq ans, fille de Joseph Dupeyrat, chevalier, seigneur et baron de Thouron et d'Elisabeth Couteillas de La Ribière.

Le 5 novembre 1775, sépulture dans l'église de Marie Vaucourbeil de Compreignac, âgée de soixante-quinze ans, veuve de messire Blondeau, écuyer, seigneur de Compreignac.

Le 30 juin 1777, enterrement dans l'église de Jean-Baptiste Martin, âgé de sept ans et demi, fils de Joseph-Mathieu Martin, notaire royal et juge de la présente juridiction, et de Marie Duchâteau.

La mort des seigneurs de Compreignac est indiquée dans les registres paroissiaux, quoiqu'ils soient enterrés à Limoges, dans une sépulture de famille :

» Le 7 octobre 1625 fut sépulturé feu Mons le général [Martial Benoit], seigneur de Compreignac, dont le corps git en l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix, à Limoges.

» Le 25 septembre 1629 a été sépulturé feu Mons de Compreignac [Pierre Benoit, fils du précédent], dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix. »

Martial Benoit avait fait une fondation à l'église de Compreignac, son fils, Pierre Benoit fit poser dans le sanctuaire une plaque en cuivre, portant l'inscription suivante, destinée à en conserver le souvenir. Ce morceau de cuivre a tenté la cupidité de quelqu'un et a disparu au moment de la Révolution :

Le sixième octobre mille six cent vingt-cinq, deceda monsieur Martial Benoit, escuyer, seigneur du Mas-de-Lage et Comprénat, conseiller du roi, président et trésorier général de France au bureau des finances en la généralité de Limoges : lequel, par son dernier testament du vingt-huitiesme octobre mille six cents vingt-un, signé Leyssene, notaire royal, fonda en l'église de ceans, un service pour les morts, le sixiesme

de tous les mois de l'année, tel jour qu'il décéda; or-
donne de plus qu'il sera toujours entretenu une
lampe ardente, jour et nuit, devant le Saint-
Sacrement, de quoi il a chargé son fils et héritier,
lequel a fait poser cette lampe, afin qu'à l'advenir
les susdites fondations soient bien exécutées, et pour
perpétuelle mémoire de la piété et dévotion du défunt.

Requiescat in pace

juxta quidem series patri succedere : verum
esse simul dominos ; gratior ordo piis.

La paroisse de Compreignac a toujours eu pour patron, comme
aujourd'hui, saint Martin de Tours. Nadaud, dans son *Calendrier
manuscrit*, après avoir énuméré les paroisses du diocèse dont ce
saint est le patron, ajoute cette observation : « Le titre de Saint-
Martin que portent ces églises est un indice de leur antiquité,
parce que nos premiers rois étaient très dévots à ce saint. »

En 1233, Pierre des Cars, chevalier, seigneur de Compreignac,
fondait une vicairie dans cette église, à l'autel de Saint-Jean. Son
droit d'y nommer un prêtre avait passé, en 1478, à Marguerite
d'Aubusson, dame de Fraisse et de Mérignac, épouse de Jean de
Saint-George, chevalier, seigneur de Fraisse. Elle était probable-
ment veuve à cette époque, car la nomination est faite par elle et
son fils, Gabriel de Saint-George. Plus tard, en 1673, ce droit de
nomination appartenait à l'évêque de Limoges.

Albert Blanchard était vicaire de la vicairie de Saint-Jean en
1555, — François Fougères en 1694 (1).

Le cimetière paroissial touchait à l'église au midi et au cou-
chant et n'était pas très vaste; aussi, outre ceux dont on constate
l'existence à Montaigut, Angelard et la Monge, y en avait-il un
second au bourg, appelé le petit cimetière. Il était situé hors des
murs de la ville, où se trouve celui de nos jours. On n'a eu
besoin que d'en augmenter l'étendue pour en faire un cimetière
fort convenable. Il est parfaitement tenu et on y remarque un bon
nombre de riches monuments funéraires.

Une chapelle de saint Léobon existait autrefois à Compreignac;
il en est fait mention dans plusieurs actes et en particulier dans un
du 5 novembre 1536, en ces termes : « Un verger, situé au bourg
de Compreignac, confrontant au chemin qui va des Perdrigiers à la
chapelle de Saint-Léobon (2). » Il ne reste aucune trace de cette
chapelle, si ce n'est le nom d'une terre près le cimetière, qui est
encore appelée *Les Chapelles*. C'est là où a été bâtie en 1872 la
communauté des Sœurs de la Croix.

(1 et 2) Terrier de Compreignac.

Les curés de Compreignac étaient nommés par les abbés de Saint-Martial de Limoges. Nadaud a trouvé des nominations faites par eux aux dates suivantes : 1482, 1512, 1578, 1579, 1586, 1587, 1591, 1641, 1651, 1652, 1706, 1720, 1727, 1754. Voici les noms de ceux que j'ai découverts, avec les dates auxquelles ils étaient en fonction :

Pierre Normand, *alias* de Montcocu, était curé de Compreignac en 1298 (Manuscrits Legros).

Ayraud, *Ayraudus*, vivait en 1334 (*Ibidem*).

Pierre Roubis, ou Rouby, ou Robin, fait un arrangement en 1405 avec Pierre Sarrazin, seigneur du Mazet; il était curé en 1434 (Reg. de la pitancerie de Saint-Martial, fol. 32).

Guillaume Sandelis, chanoine de la cathédrale de Limoges et curé de Valière, était curé de Compreignac en 1457 et 1458 (terrier de Compreignac).

Pierre Cantays, ci-devant syndic de la communauté des prêtres de Saint-Martial de Limoges, était curé de Compreignac le 13 mai 1490 (Manuscrits Legros).

Jacques Fiquet, 12 juin 1550 (terrier de Compreignac).

Pierre Cibot, chanoine de l'église cathédrale, curé de Compreignac, le 15 avril 1558 (*Ibidem*).

Léonard Teyteyx, dont on trouve la signature sur les registres paroissiaux en 1608, 1611, 1632. Ces registres, qui commencent en 1603, renferment les actes de baptême, de mariage et de décès, qui ne sont que rarement signés. La plupart sont faits par P. Cous-turier, vicaire de Compreignac de 1604 à 1640. Ils contiennent aussi à cette époque la mention de Mathurin Pontabrier, prêtre de Compreignac, 4 juin 1603; André Demarzet, religieux de l'ordre de Grandmont, 5 mars 1607; Balthazard Dubois, curé de Saint-Just, 24 septembre 1613; Martial de Lacour, prêtre, 14 mars 1615; Jean Pontabrier, vicaire de Mallemort, 26 janvier 1624.

Guillaume Jauviond, le vieux, est dit curé de Bruteille en Périgord et de Compreignac le 16 mai 1614 (Manuscrits Legros).

Jean Baillot, chanoine de Saint-Martial de Limoges et curé de Compreignac, puis de Saint-Maurice, près Nexon, le 14 octobre 1652 (*Invent. arch., Eymoutiers*, GG, 3, p. 107).

Martial de Leyssène, docteur en droit canon de la Faculté de Paris, fut curé de Compreignac de 1665 à 1703. Pendant ce temps, il eut pour vicaires : F. Bastier, 1665; P. Caude (?), 1667; Lemarque, 1667; Desthèves, 1667; L. Landy, 1675; Labrousse, 1681-1685; de Leyssène, 1686-1689; Duboucheyx, 1700-1701.

Antoine Reculès, était curé de Compreignac en 1706. Il eut pour vicaires : David, 1709-1711; Palier, 1712; Turain, 1712-1713;

Pierre Avril, son neveu, 1718-1718; M. Landin, 1718; Dutreix, 1719-1720. Il fut probablement réparer la chapelle méridionale de l'église de Compreignac, car une de ses pierres porte la date 1717. Il fut inhumé dans l'église : « le neuvième avril mil sept cent vingt, Monsieur Antoine Recules, prêtre, curé de la paroisse de Compreignac, étant décédé après avoir reçu tous les sacrements de Notre Mère Sainte Eglise, a été inhumé par moy soussigné dans le sanctuaire de ladite paroisse, en présence de Monsieur Léonard Ardant, curé de Saint-Sylvestre, et de Monsieur Pierre Avril, son neveu, curé de Razès, qui ont signé avec moy. L. Ardant, curé de Saint-Sylvestre; A. Origet, curé de Saint-Jouvent. »

Pierre Ardelier, était curé de Compreignac le 20 avril 1720. Il eut pour vicaires : Parreau, 1720; Feuillade, 1724; Pierre Samie, 1724. « Le vingt-quatre avril mil sept cent vingt-sept, Messire Pierre Ardelier, prêtre, curé de Compreignac, étant mort le jour précédent, après avoir reçu les sacrements de Notre Mère la Sainte Eglise, âgé de quarante-deux ans, a été inhumé dans l'église de cette paroisse, par moi soussigné, en présence de Messires Arnaud Latreille, curé de Bonnat; Jean Fraixes, curé de Thouron; Pierre Samis, vicaire de la paroisse, qui ont signé avec moi. — Jylebas (?), curé de Saint-Jouvent. »

François Martin, était curé de Compreignac le 7 mai 1727. Il conserva le vicaire qu'avait son prédécesseur, mais ce ne fut pas pour de longues années. « Le premier jour de juillet mil sept cent trente-et-un, sur le soir, a été inhumé dans le sanctuaire de cette église maître Pierre Samie, prêtre, vicaire de cette paroisse, décédé la nuit précédente, après avoir reçu les sacrements de l'Eglise, âgé d'environ trente-trois ans et huit mois, en présence de Messieurs les curés soussignés : Avril, curé de Razès; Latreille, curé de Bonnat; Pacaille, curé de Thouron; Petit, prêtre; F. Martin, curé de Compreignac. » Les vicaires, ses successeurs, furent : Deschamps, 1731; Martin, 1736-1739; Noailhè, 1739-1740; A. Boisse, 1740-1743; Thévenin, 1744-1745; L. Lageneste, 1745-1750; Nicolas, 1750; P. Favard, 1750-1753; Gérardin, 1753. M. François Martin, qui était fils de Jérémie Martin et de Marie Ardant, bourgeois et marchands de Limoges, ne parvint pas à une grande vieillesse : « Le dix-huit janvier mil sept cent cinquante-quatre, a été inhumé au milieu du sanctuaire de l'église Messire François Martin, curé de cette paroisse, décédé le jour précédent, après avoir reçu les sacrements de pénitence, eucharistie et extrême-onction, à l'âge d'environ cinquante-sept ans, après avoir gouverné pendant vingt-sept ans cette paroisse. Ont assisté aux obsèques les soussignés : Martin, Martin fils, Martin de Compreignac, de Cou-

teillas, Duclou, Dumazaurie, F. Jabet, religieux de Grandmont; Gérard, curé de Razès; Deschamps, curé de Thouron; Navière, curé de Saint-Sylvestre; Gérardin, vicaire de Compreignac. »

Joseph Lamy de Luret, était fils d'autre Joseph Lamy de Luret et de Marie-Thérèse de la Ghassagne; il était né à Limoges le 20 janvier 1723; parmi ses frères aînés, on trouve Gabriel-Jacques Lamy, curé d'Ambazac en 1750; Jean Lamy, professeur de théologie pendant vingt ans au collège de Limoges, et confesseur de la foi pendant la Révolution. Joseph Lamy avait été ordonné prêtre en 1746; lorsqu'il fut nommé à la cure de Compreignac en 1754, il était, au moins depuis 1750, chanoine de la cathédrale de Limoges, titre qu'il résigna en faveur de son neveu. Pendant qu'il administra cette paroisse, il eut pour vicaires : Gérardin, jusqu'en 1760; Barret, 1760-1762; Montaigut, 1762; Daches, 1762; Mazeyraud, 1762-1767, puis conjointement avec le suivant jusqu'en 1771; Martin, 1767-1772; Cosse, 1772-1773; Dubois, 1774-1775; Martin, le même que précédemment, 1775-1785. « Le neuf de juin mil sept cent quatre-vingt-cinq a été inhumé messire Joseph Lamy de Luret, prêtre, curé de la présente paroisse et visiteur des églises, décédé le jour précédent à trois heures et demie du soir, en sa maison presbytérale, âgé de soixante-deux ans et cinq mois. Ont assisté au convoi messire Pierre Lamy, écuyer, seigneur de la Chapelle, procureur du roi aux sièges royaux de Limoges; messire Gabriel de Luret, écuyer, ses neveux et autres, qui ont signé avec moi : Lamy de Lachapelle, Lamy, Gerald, curé de Razès; Tramontail, curé de Bonnat; Duchâteau, curé de Saint-Symphorien; A. E. Laurier, prêtre, curé de Thouron; Dupeyrat, baron de Thouron; Roulhac de Razès, Cantillon de La Lande, Martin, vicaire de Compreignac. » Il n'est pas dit dans cet acte, comme dans celui des curés précédents : « inhumé dans le sanctuaire de l'église », parce que depuis 1776 il y avait interdiction d'inhumer dans les églises.

Léonard Gay de Vernon, fut nommé le 22 juin 1785, prit possession le même mois. Il donna dans tous les excès de la Révolution, fut élu évêque schismatique de la Haute-Vienne, le 14 février 1791. Les vicaires de Compreignac prêtèrent ensuite le serment schismatique de la Constitution civile du clergé; ce furent : Magy, du 31 décembre 1785 au 13 avril 1791; Martelly, vicaire régent, du 22 avril 1791 au 26 septembre même année; Degrateyrolles, qui signe vicaire régent, le 28 septembre 1791, puis curé jusqu'au 31 octobre 1792, enfin officier public jusqu'au 18 mai 1793.

François-Thyrse Gaillebaud, ancien vicaire de Nieul, desservait provisoirement la paroisse de Compreignac en 1802 et 1803.

François-Anne Rioublanc, fut le premier curé de Compreignac;

après la Révolution. Il était curé de seconde classe, mais n'avait pas le titre de doyen du canton. Ce titre ne fut attaché à la cure de Compreignac qu'après de nombreuses délibérations des conseillers municipaux et des autorités civiles et ecclésiastiques, par décret du 26 mai 1819. — M. Rioublanc devint curé de Bessines.

Jean-Baptiste Goujaud, natif de Châteauponsac, nommé en mai 1806, fut curé de Compreignac jusqu'en février 1813.

Pierre Martin de Compreignac, chanoine honoraire de la cathédrale, fut nommé en février 1813, et mourut le 14 mai 1817.

Jean-Baptiste Joseph Guiot du Dognon, 1817-1819, fut ensuite curé de Blond.

François Léger, du mois d'octobre 1819 au mois de septembre 1836, se retira à Beaune, où il est mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 15 octobre 1839.

Auguste-Jacques Boutineau-Grandpré, vicaire-régent en 1836, curé en novembre 1837, est mort le 7 mars 1867.

Louis-Marie-Sylvestre Duchiron, 1867-1882.

Auguste Cocq, 1882-1883.

André Lecler, 1883.

Une maison en style de la Renaissance, qui existe encore près de la grande porte de l'église, dont elle n'est séparée que par un jardin, était la maison curiale. C'est là que fut hébergé Henri IV à son passage à Compreignac. On ne sait ni quand ni comment cette maison a cessé d'appartenir à la cure pour devenir la propriété de la famille Duclou; toutefois, l'arpentement fait en 1742 la désigne encore comme étant la cure, et le jardin par lequel on communiquait avec l'église était aussi possédé par le curé.

Un logis, avec tour ronde renfermant l'escalier, placé en dehors de l'enceinte de la ville, mais proche de l'église, est ensuite devenu le presbytère. Il a un jardin s'étendant à l'est et formant terrasse, d'où l'on jouit d'une splendide vue sur les montagnes, et à l'ouest une cour et des dépendances. Ces dernières viennent de M. Lamy de Luret, curé de Compreignac, qui, par contrat du 25 mars 1777, avait acquis une maison et un terrain, qu'il convertit en grange et écurie.

Pendant la Révolution, le tout fut mis en vente. Le presbytère ne trouva pas d'acquéreur, mais les dépendances furent vendues par contrat du 28 germinal an III (17 avril 1793). M. Guiot du Dognon, curé de Compreignac, les a rachetées par contrat du 10 juillet 1819.

L'ancien logis, qui continua à servir de presbytère, semble avoir été bâti en 1608; c'est au moins la date que porte une de ses pierres. De nos jours, il tombait en ruine et ne pouvait plus être réparé.

Démoli en 1870, on a bâti sur le même emplacement celui qui existe aujourd'hui.

LES CHATEAUX. — Il y avait au chef-lieu de Compreignac deux fiefs différents, qui, plus tard, ont été réunis; ce sont les Cars et le Mazet, placés l'un à l'est, l'autre à l'ouest du bourg.

I. — Le château des Cars semble avoir été ruiné par l'armée anglaise, lorsqu'elle prit Compreignac, en 1370 ou 1374. Il était séparé de l'église par deux jardins et se trouvait à l'endroit où le cadastre indique encore des *masures*. Une reconnaissance du jardin des Cars, du 13 novembre 1600, fait connaître sa position : « Ledit jour 13 des dits mois et an que dessus, par devant nous juges susdits, se sont aussi comparus en leur personne et judiciairement Pierre Penichon l'ainé, marguillier du dit bourg, et Jacques dit Jamme Marchandon, du dit bourg, lesquels ont dit, connu et confessé tenir et posséder deux jardins, joignants et contigus ensemble, appelés des Cars..... renfermés de murailles..... confrontant..... au petit cimetière de Compreignac..... et dans lesquels jardins soulaient être les mazures et soulars du dit fief noble des Cars » (1).

Voici les membres de cette famille qui me sont connus :

Adémar des Cars est témoin dans l'acte de donation de la chapelle de Courrieux au prieuré d'Aureil, acte fait entre 1147 et 1189. On ne dit pas qu'il soit seigneur de Compreignac, mais il figure dans cet acte avec plusieurs autres habitants du pays, tels que son voisin, Pierre-Etienne du Puy-Ménier (2).

Nicolaus des Cars est témoin dans la donation faite au prieuré de Montaignut-en-Compreignac, en 1196. Acte publié aux documents.

Pierre des Cars, seigneur de Compreignac, vivait en 1233 et 1234 (3). Il fonda une vicairie à l'autel de Saint-Jean dans l'église de Compreignac (4). On trouve une assense perpétuelle faite par Guillaume Palmier l'ainé en faveur de sire Pierre des Cars, chevalier du Mas de Bassac, situé en la paroisse de Compreignac, le mardi avant la fête de saint Luc 1304. Dans un acte de 1438, rapporté au terrier de Compreignac, on cite *pratum domini Petri de Quadris, militis de Campo pelo* (Champeux, paroisse de Compreignac).

C'est à tort qu'on place Pierre des Cars dans la généalogie de la famille Pérusse des Cars. On voit, en effet, dans la généalogie de

(1) Terrier de Compreignac.

(2) Cartulaire d'Aureil, par M. de Senneville, en cours de publication.

(3) *Nobiliaire du Limousin*, t. I, 2^e édition, p. 307.

(4) *Pouillé* de Nadaud.

cette dernière famille, une convention faite l'an 1260, entre Geoffroy de Pérusse, et les filles de Gautier de Pérusse, son cousin-germain, d'après laquelle « ses descendants quitteraient le nom de Pérusse pour prendre celui de la terre des Cars » située aujourd'hui dans le canton de Châlus. Le père Anselme, dans son *Histoire des grands officiers de la couronne*, nous dit qu'Audoïn de Pérusse, fils de Geoffroy de Pérusse, se maria en 1281 et qu'il est « le premier dont il soit fait mention sous le nom des Cars ». Les des Cars de Compreignac existaient donc un siècle avant que les Pérusse aient pris ce nom. Un autre généalogiste, Le Laboureur, conjecture que Marie de Carrio ou de Carris, seconde femme d'Adémar, vicomte de Limoges en 1114, pouvait être de la maison de Pérusse des Cars. Ce qui précède montre que cette famille n'existait pas encore sous ce nom, et qu'il est plus naturel de rattacher cette Marie des Cars à ceux de Compreignac.

Le jour de Saint-Pierre et de Saint-Paul 1344, Guillaume d'Arfeuille, damoiseau, reconnaît qu'à cause de Guiotte des Cars, sa femme, il tient à foi et hommage de l'évêque de Limoges, sur le jardin des Cars, une rente de quatre septiers seigle (1).

Plusieurs autres membres de cette famille sont désignés simplement sous le nom de Compreignac ; ce sont :

Martial de Compreignac, curé de la Maison-Dieu à Limoges, « *rector capellanie Domus Dei leprosorum* », qui, agissant au nom du prieur de cette maison, reçoit en 1262 une reconnaissance de Pierre de la Chièze, damoiseau de Rilhac-Lastours (2).

Le Père Itier de Compreignac, d'une noble extraction, était dominicain et éloquent prédicateur. Il mourut à Saint-Junien, le 20 août 1304, en descendant de chaire, après avoir prêché un beau panégyrique de la Sainte-Vierge. On mit cette épitaphe sur son tombeau :

Christiferam venerans, sic clamans magnificavit,
Quod verbum superans devotio debilitavit.
Rapta fuit mens..... flens siluit præco Mariæ.....
Dumum docuit, tunc occubuit lux, arca Sophiæ (3).

Autre Ithier de Compreignac, pour lequel le chapitre provincial des Frères prêcheurs tenu à Limoges en 1327 ordonne une messe des morts.

(1) *Livre des Hommages de l'Evêché*, p. 228.

(2) A. LEROUX, *Invent. des arch. hospît. de la Haute-Vienne*. — Maison Dieu de Limoges, B. 44, p. 4.

(3) M. ARBELLOT, *Revue archéologique*, p. 256.

Goulfier de Compreignac, dont on trouve le nom vers la même époque.

Jean de Compreignac, qui vivait aussi vers le même temps (1).

Le cimetière paroissial conserve encore une pierre tombale sur laquelle on voit le bouclier et l'épée d'un chevalier; elle a dû couvrir la dépouille mortelle d'un membre de cette famille.

Le château des Cars ne fut pas rebâti. La propriété et les différents droits qui en dépendaient étaient passés au siècle suivant dans la famille de Saint-George. En 1478, Gabriel de Saint-George, chevalier, seigneur de Fraisse, fils de Jean et de Marguerite d'Aubusson, nommait avec sa mère à la vicairie fondée par Pierre des Cars, en 1233, dans l'église de Compreignac. La *croix ancrée* qui se trouve à une clef de voûte de l'église, doit être son écusson, ou celui de sa mère; Saint-George porte : *d'argent à la croix de gueules*, et Aubusson : *d'or à la croix ancrée de gueules*.

En 1614, François de Saint-George, chevalier, seigneur de Fraisse, vendit tous les droits qu'il avait sur le fief des Cars à Martial Benoit (2), qui les réunit à ceux du fief du Mazet, comme on le verra plus loin.

II. — Le fief du Mazet était situé à l'extrémité occidentale du bourg, sur le point où a été construit le château. Les plus anciens propriétaires connus sont les Bodoyer, qui depuis une époque reculée rendaient hommage à l'évêque de Limoges pour leur « repaire et hebergement » de Compreignac (3). Elie Bodoyer vivait en 1266; il fut le bisaïeul de Pierre Sarrazin.

Noble Jean Sarrazin épousa Sibille Bodoyette; ils vivaient en 1388. Leur fils, Pierre Sarrazin, seigneur du Mazet, fonda un service à Compreignac le 7 septembre 1403. Le 7 octobre 1438, il rendait hommage à l'évêque de Limoges, comme seigneur de Compreignac (4). François de Sarrazin avait épousé Isabeau du Breuil. Cette dernière, tutrice de leur fille Charlotte, était veuve en 1529. Charlotte Sarrazin épousa François de Neuvic, écuyer et seigneur de Villefort. Il vendit le fief du Mazet à Albert de Grandchaud, qui se disait seigneur de Compreignac en 1548, mais cette vente ne tint pas et Charlotte de Sarrazin vendit, par acte du 24 février 1553, à Léonard Barny. La famille de Sarrazin porte : *de gueules à trois fleurs de lis d'argent mal ordonnées*.

Léonard Barny, avocat au siège présidial de Limoges, seigneur

(1) *Nobiliaire du Limousin*, t. I, 2^e édit., p. 418.

(2) Terrier de Compreignac.

(3) Archives de la Haute-Vienne. — Fonds de l'Evêché.

(4) Voir cette pièce aux documents.

du fief noble du Mazet de Compreignac, acquit aussi, le 21 septembre 1376, la tiercerie et la fondalité de Coudert-Jourde, de Foucault Faucon, seigneur de Thouron et de la Madeleine; Antoine et Léonard Barny, fils de Léonard, sont seigneurs de Compreignac en 1584. Antoine, qui était licencioé ès-lois, juge des juridictions de Grandmont, Razès, Bessines, acheta, le 28 septembre 1583, le fief de Puymenier, à Martial de Rosignac et à sa mère Valérie Faulcon. C'est aussi lui qui revendit le tout à Martial Benoit. Les Barny portent pour armes : *un chevron accompagné de deux roses en chef et d'un lion en pointe*.

La famille Benoit a joué un grand rôle dans la paroisse de Compreignac et mérite qu'on s'arrête un peu à son histoire. Martial Benoit, par ses acquisitions, devint seigneur de Compreignac; mais ses ancêtres depuis longtemps étaient propriétaires dans la paroisse. Etienne Benoit marque dans son livre de raison que sa nièce Catherine Benoit se faisant religieuse à La Drouille-Blanche, paroisse de Bonnat, le 7 janvier 1403 (vieux style), il donna à l'église de ce prieuré une rente de six setiers de seigle, sur son domaine de La Vedrenne, paroisse de Compreignac. Cette Catherine Benoit était prieure de La Drouille-Blanche en 1413.

Mais ce ne fut qu'à partir de 1597 que cette famille prit une grande importance dans la paroisse par les acquisitions qu'y fit Martial Benoit.

Pierre Benoit, élu en l'élection du Haut-Limousin, eut deux fils. Martial, qui devint seigneur de Compreignac, et Pierre, dit le prévôt de Compreignac, archidiacre de Malemort et catéchiste d'Henri IV. Il fut, en effet, un des docteurs avec lesquels le roi voulut entrer en conférence, à Saint-Denis, le 23 juillet 1593, avant de prendre la détermination qu'attendait la France (1). Après sa conversion, Henri IV le protégea d'une manière toute particulière, et le nomma son aumônier et son prédicateur. Son brevet est signé de la main même du roi (2). « Il mourut à Tours en revenant de Paris en Limousin d'où il était natif, ayant été empoisonné dans une maladie par un chirurgien huguenot, qui crut rendre un grand service à sa religion de faire périr un grand prédicateur catholique » (3). Il tenait son titre de prévôt de Compreignac de l'évêque de Limoges et non de sa famille, comme le donne à croire l'auteur de la *Biographie des hommes illustres du Limousin*; car il mourut le 22 septembre 1596, et ce n'est que le 9 juin 1619 que son frère

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXVI, p. 439

(2) Voir cette pièce aux documents.

(3) Bibliothèque nationale. Manuscrite français, 20,793, fol. 269.

Martial acheta, de M^{re} Raymond de La Martonie, la justice de Compreignac. Il ne faut pas le confondre, comme on l'a fait quelquefois, avec René Benoit, originaire de l'Anjou, et curé de Saint-Eustache à Paris, qui était aussi au nombre des docteurs consultés par Henri IV.

Martial Benoit était président trésorier général de France en la généralité de Limoges, seigneur de Compreignac et du Mas-de-Lage. Il fut aussi commandant de Limoges, et se distingua dans les affaires de la Ligue. On l'appelait « le général » à cause de sa charge de trésorier. En 1598, il eut la commission de la vérification de la noblesse de Guyenne, conjointement avec M. de Marillac, garde des sceaux. Sa fidélité lui procura celle de grand-voyer, dans la généralité de Limoges, ce qui lui fit faire des réparations considérables aux ponts et chaussées, et servit grandement à rétablir le commerce, qui avait beaucoup souffert par le mauvais état des chemins.

Il acheta, le 13 juillet 1597, les fiefs nobles de Compreignac, *alias* du Mazet et du Puymenier; le 24 juillet 1609 des rentes sur le grand et le petit Malagnac; le 30 janvier 1612, des rentes sur les tenanciers de Bachellerie, Daumar et Cloupeix, sur l'étang du Couzet et sur le village de La Roche de Boussac, le tout dans la paroisse de Compreignac; le 2 juillet 1614, le fief des Cars; le 18 février 1619, le moulin de Pontabrier; le 30 mai 1619, de Jacques de Lescours, écuyer, seigneur, baron de Nieul, les rentes et la justice qu'il avait sur Conteillas, le Lac, Malagnac, La Jante, Puymélier et Puy-Martin; le 9 juin même année, la justice de Compreignac (1).

Dès qu'il fut en possession du Mazet, il songea à bâtir un château en rapport avec sa position. En 1606 et 1608 il faisait élever celui de Compreignac, dont il ne reste aujourd'hui que deux tours portant chacune une de ces dates. Ce château, comme presque tous ceux du Limousin, avait la forme d'un quadrilatère, et chacun de ses angles était flanqué d'une tour ronde. Les vastes et belles terrasses qui l'accompagnaient existent toujours. Martial Benoit mourut le 6 octobre 1628, âgé de soixante-douze ans. Il fut inhumé à Saint-Pierre-du-Queyroix, à Limoges, dans les tombeaux de sa famille. Son fils fit placer dans le sanctuaire de l'église de Compreignac l'inscription relatée plus haut.

Il avait épousé Jeanne de Douhet, le refuge des pauvres et des religieux, la consolation des affligés, qui mourut en grande odeur de sainteté, en 1646, âgée de près de cent ans; elle fut inhumée

(1) Voir les contrats d'acquisition aux documents.

dans le cloître des Carmélites de Limoges, avec leur habit, en reconnaissance de ses bienfaits envers ce monastère (1). Leurs enfants furent : 1° Catherine, épouse de Joseph du Bernet, premier président au Parlement de Bordeaux ; 2° Peyronne, épouse de Mathieu Maledent, receveur des tailles en l'élection de Limoges ; 3° Marie, épouse de Gaspard Benoit, trésorier de France ; 4° Françoise, sœur Françoise de Jésus, qui fonda les Carmélites de Limoges ; 5° Pierre, qui suit.

Pierre Benoit, héritier des vertus, des biens et de la charge de son père était, en 1613, lieutenant particulier criminel en la sénéchaussée du Limousin. Il soutint sa maison avec honneur et s'acquit l'estime et l'amour de tous. Il mourut le 23 octobre 1629, entre les bras de l'évêque de Limoges, M^{re} François de La Fayette, qui lui avait donné l'Extrême-Onction, et qui assista le lendemain, les yeux baignés de larmes, à son enterrement, dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix. N'ayant pas laissé d'enfants, son héritier fut Pierre Benoit, son neveu et son filleul.

Pierre Benoit, seigneur de Compreignac et du Mas-de-Lage, était fils de Gaspard et de Marie Benoit. Il fut conseiller au Parlement de Bordeaux. Il avait acquis des connaissances étendues sur l'histoire du Limousin, et composa un ouvrage plein de critique intitulé : *Remarques sur les fautes et fausseté de la table chronologique de Collin*. Ce n'est pas lui toutefois qui en fut l'éditeur ; cachant son nom sous le pseudonyme de Maldamnat (2), il chargea son érudit contemporain, Baluze, de retoucher son œuvre et de la publier. C'est ce qu'il fit, et l'ouvrage fut imprimé à Lyon en 1668 (3).

Pour composer son ouvrage, il avait besoin des *Annales* ou *Chroniques manuscrites de Limoges*, écrites par Jean de Lavaud, le pre-

(1) LABICHE DE REIGNEFORT, *Six mois de la vie des Saints*, t. II, p. 353.

(2) On a cherché à découvrir ce que voulait dire ce pseudonyme Maldamnat. Je n'y vois autre chose que le nom Maldant écrit en latin. Il y avait des alliances entre les famille Benoit et Maldant. On trouve dans les actes de cette époque *Petrus Maldanus*, *Johannes Maldannus*, et lorsqu'il est question d'une femme *Maria Maldana*, *Anna Maldanna*. Vitrac dit que ce nom est celui d'une terre de la seigneurie de Compreignac. En effet le lieu de Maldent, qui touche Blémont dans la commune de Chapelat, au sud de Compreignac, pouvait appartenir au frère de Pierre Benoit qui était seigneur de Blémont. Le même auteur y voit encore un anagramme d'Anne d'Alesme, épouse de Pierre Benoit, qui donnerait Maldannesse ; c'est toujours le nom de Maldant féminisé en français tout comme ci-dessus en latin.

(3) Voy. *Une œuvre de Baluze oubliée*, par M. A. LEROUX, *Annales du Midi*, t. I.

mier historiographe du Limousin, qui étaient conservées à l'Hôtel-de-Ville de Limoges. Il trouva moyen de les faire enlever par le capitaine qui commandait les soldats commis à la garde de la maison de ville (1). C'est au moins ce dont on l'accuse.

On l'accuse aussi d'un autre vol encore plus audacieux. Il y avait à Limoges une fontaine monumentale dite du Chevalet ou du Chevalier, tirant son nom de la statue équestre de Constantin qui la surmontait. Cette statue en bronze mesurait un demi-mètre de hauteur, et était regardée comme une œuvre d'art remarquable. Pierre Benoit aurait encore trouvé le moyen de la faire enlever nuitamment par des gens habitués à faire ces coups de main et il en orna la cour de son château de Compreignac (2).

L'auteur responsable de ces vols ne fut pas poursuivi par la justice à Limoges, probablement à cause de sa famille qui y était fort considérée et y occupait de hautes situations. Mais la justice du roi ne laissa pas passer ces faits et d'autres semblables. « Un arrêt du grand conseil, du 26 septembre 1667, défenses et coutumaces contre lui bien et dûment obtenues, le déclara atteint et convaincu d'assassinat et rébellion, commis aux troupes du roi et à ses officiers de justice, d'impositions et levées de deniers de son autorité privée sur les sujets du roi, etc..... Pour réparation, fut condamné, par coutumace, d'avoir la tête tranchée, le château de Compreignac démoli et rasé, les bois qui en dépendent coupés à hauteur d'homme, la justice réunie à celle du roi, tous les actes, contrats, transactions passées entre lui et les habitants à son profit cassés, etc. (3). »

Cette sentence ne fut pas exécutée. Cessant d'être contumace, il voulut présenter sa défense et réfuter les faits dont on l'accusait. Toutefois il fut incarcéré, et mourut en prison à Paris en 1677. On dit qu'il y fut empoisonné. Il avait épousé Jeanne d'Alesme, et leur fils aîné, Mathieu Benoit, alla servir le roi pour obtenir la rémission de l'arrêt rendu contre son père. Leur fille Thérèse Benoit, dame de Compreignac, épousa Pierre Blondeau et lui porta la terre de Compreignac ; les armes de la famille Benoit sont : *d'azur au chevron d'or, accompagné de trois mains bénissantes d'argent.*

De ce dernier mariage est né Mathieu Blondeau, seigneur de Compreignac, qui épousa, le 6 février 1720, Marie de Vaucourbeix. La famille Blondeau porte : *d'azur au lion d'or.*

(1) A. LEROUX, *Bull. Soc. arch. Limoges*, t. XXXVI, p. 584.

(2) *Ibidem.*

(3) *Nobiliaire du Limousin*, t. I, 2^e édition, p. 176.

Marie Blondeau, fille unique des précédents épousa, le 9 septembre 1748, François Martin, écuyer, auquel elle porta aussi la terre de Compreignac. Cette famille a pour armes : *écartelé, aux 1^{re} et 4^e d'azur à la tour d'or; aux 2^e et 3^e de gueules à la fasce d'or.*

Joseph Martin, fils aîné des précédents, assista à l'Assemblée générale de la noblesse en 1789, où il est dit chevalier, seigneur de la baronnie de Compreignac et du Mas-de-Lège. Pendant la Révolution, il fut longtemps retenu en prison, et le château de Compreignac fut pillé, puis démoli. Il avait épousé, en 1784, Marguerite Noailhé des Bailles, et a transmis à ses descendants, qui le possèdent encore, ce qu'il a pu sauver de la terre de Compreignac. En 1820, il bâtissait une nouvelle habitation « sur l'emplacement de son ancien château abattu par la sape révolutionnaire (1) », et mourait le 19 juin 1835 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il était ancien capitaine de cavalerie et chevalier de l'ordre de Saint-Louis.

LE BOURG. — « Le bourg de Compreignac avait le titre de ville et était entouré de murailles; l'église elle-même était crénelée. La route de Paris y passait il n'y a pas plus de quarante ans, et on en avait fait un lieu d'étape pour les troupes. » C'est en ces termes qu'en 1821 Allou parle de Compreignac (2). Ce bourg se compose aujourd'hui de soixante-seize maisons, quatre-vingt-douze ménages et trois cent vingt-cinq habitants. Il est situé au milieu des montagnes, à 21 kilomètres au nord de Limoges, occupe un plateau qu'entourent de petites vallées où courent le Vincou et ses affluents. Par sa position, il était facile à défendre, aussi a-t-il dû être habité dès les temps les plus reculés. Les Gaulois et les Romains y ont laissé des traces de leur séjour. On ne connaît rien de particulier de son histoire pendant ces époques, et après avoir signalé ses monnayeurs de la période mérovingienne, il faut aller jusqu'au XI^e siècle pour trouver les grandes familles qui l'habitèrent alors.

Un fait particulier dont le souvenir est resté dans la mémoire des habitants est la prise et presque la destruction de Compreignac par l'armée anglaise, en 1370 et 1371. Un petit chemin rapide, qui monte à l'endroit où était la porte nord de la ville, conserve encore le nom de *chemin des Anglais*, comme étant celui par lequel ils entrèrent dans la place. Le château des Cars qui en était la citadelle fut pris et presque ruiné, et il ne se releva pas de ses ruines. L'église fut fortement endommagée, mais sa reconstruction partielle fut différée jusqu'au XV^e siècle. Le plus ancien chroniqueur qui rap-

(1) Registre de la municipalité de Compreignac, n° 146.

(2) *Description des monuments de la Haute-Vienne*, p. 321.

porte cette prise de Compreignac est Jean de Lavaud, le premier rédacteur des *Annales de Limoges*, qui écrivait en 1310, c'est-à-dire 140 ans après l'événement : « Les Anglais, dit-il, en se retirant [après la prise de la cité de Limoges], abattirent Rancon et Compreignac, brûlèrent Montmorillon et autres (1). » Il fixe ainsi ce fait à l'année 1370, après la prise de la cité de Limoges. La *Chronique* de Froissard, n'en parle cependant pas ; aussi faut-il probablement rapporter cet événement à l'année suivante. En 1374 les Anglais étaient encore dans le pays ; ils s'étaient emparé de Morterolle et y gardaient leurs prisonniers. Cette même année, du Guesclin se fit rendre plusieurs châteaux situés sur les confins du Limousin, qui étaient tombés au pouvoir des Anglais. Compreignac pouvait être du nombre.

Peu après, la ville reconstruisit ses murailles pour se préserver de nouveaux malheurs, et lorsqu'on releva l'église, elle fut surmontée de la couronne de machicoulis qui existent encore. Les remparts que l'on reconstruisit alors existent en partie à l'est de l'église, et ils sont reconnaissables au nord par la différence de niveau que l'on remarque dans le terrain. Plus tard, lorsque Martial Benoit, en 1608, construisit le nouveau château de Compreignac, il continua ce mur d'enceinte qui renferma dès lors la ville et le château.

Une autre tradition rapporte que Henri IV a logé dans l'ancienne maison curiale qui est près de la porte de l'église. Ce fait n'a jamais été signalé par aucun historien ou chroniqueur ; il est cependant exact, comme on peut s'en convaincre en se reportant à ce qui se passa à Limoges lorsque Henri IV y vint en 1605. A cette époque Martial Benoit, seigneur de Compreignac, était un des hommes les plus influents de cette ville. C'est lui qui, à la tête de la milice bourgeoise, harangua le roi à son entrée solennelle ; et, selon l'expression d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale (2) : « Henri IV le caressa fort, et lui dit qu'il lui fust aussi fidèle serviteur, qu'il avoit esté bon et sincère ligueur. » Martial Benoit était frère de Pierre Benoit, dit le prévôt de Compreignac, qui avait travaillé à la conversion du roi et en avait été honoré d'un brevet de prédicateur et d'aumônier de Sa Majesté. Il est tout naturel qu'en traversant Compreignac pour se rendre à Morterolle, le roi se soit arrêté dans ce lieu qui était sur sa route et à peu près à moitié chemin. Il avait écrit de Limoges, le 21 octobre 1605, à M. Sornin de Morterolle, seigneur de La Croix-du-Breuil : « Mon cher Sornin, — Je me rendrai chez toi après-demain. Préviens-en Chamborant

(1) *Annales manuscrites de Limoges*, p. 274.

(2) Bibliothèque nationale : Manuscrits français n° 20,793, fol. 289.

de Droux et les autres gentilshommes du pays, qu'ils amènent leurs chiens; nous ferons ensemble une partie de chasse. » Il partit de Limoges le 23 octobre, et arriva à Compreignac, accompagné de Martial Benoit, seigneur du lieu et des autres membres de sa famille. On n'a aucun détail sur ce qui se passa à Compreignac à cette occasion. On pourrait être étonné de voir, selon la tradition locale, Henri IV loger dans la maison curiale, et non dans le château, si l'on ne savait que la construction de ce dernier était à peine commencée, puisque la plus ancienne tour porte la date de 1606.

En 1631, la peste fit de grands ravages à Compreignac. Il y a plus loin quelques détails sur ce sujet à l'article Saint-Roch.

Pendant plus d'un siècle, on ne trouve aucun fait historique se rapportant à Compreignac. En 1736, la famille des Flottes, dont une branche habitait Leychoisier, paroisse de Bonnat, fit construire son habitation au bourg de Compreignac. Quelques années après elle était représentée par Jean-Baptiste des Flottes de Fombesse, seigneur des Bordes, dont le fils aîné, Geoffroy des Flottes, était à dix-sept ans garde du corps du roi dans la compagnie du duc de Luxembourg. Il eut l'honneur de défendre l'entrée de la chambre de la reine Marie-Antoinette contre la fureur des populations venues de Paris dans les journées des 8 et 9 octobre 1790. Il émigra pendant la Révolution, rentra en France en 1806, et reprit son épée en 1815 pour servir en qualité d'officier supérieur dans la compagnie des gardes du corps de Raguse. Nommé successivement chevalier de Saint-Louis et chevalier de la Légion d'honneur, il revint peu de temps après dans ses propriétés de Compreignac, où le gentilhomme et le vieux soldat employa, comme juge de paix, les dernières années de sa vie à apaiser les discordes dans les familles, et à éteindre les procès, n'épargnant dans l'exercice de ses fonctions ni les conseils bienveillants, ni les secours de sa bourse pour atteindre son charitable but. Il est mort à Compreignac, le 11 décembre 1842 (1).

En 1741 les habitants de la paroisse de Compreignac, par une délibération du 3 septembre, décidèrent de faire faire l'arpentement général de la paroisse. Il fut exécuté en 1742 par le sieur Jean de La Barde, arpenteur royal, demeurant à La Barre. Il se compose de quatre gros in-folio conservés aux archives de la mairie de Compreignac.

L'année 1785 fut des plus calamiteuses. « Après six mois de froid et de neige extraordinaires, il a fait des chaleurs et des sécheresses si excessives que toutes les semences vertes ont séché sur pied. Le

(1) *Nobiliaire du Limousin*, t. II, p. 480.

foin s'est vendu, pris au pré, 7 livres 10 sols le quintal. Les charrues ont péri entièrement. Il y a eu beaucoup de raisins, assez de blé dans le bon pays et quelques châtaignes. La plupart des particuliers ont été obligés d'abandonner leurs bestiaux. Après l'ostension des reliques, par mandement de MM. les Vicaires généraux, toutes les églises de Limoges et de la campagne ont exposé le Très-Saint-Sacrement, fait des processions générales pour obtenir la pluie, et le ciel s'est refusé à nos vœux. Les sources ont presque tari entièrement (1) ». C'est dans ces circonstances que le curé de Compreignac publie le 21 août « à l'issue de la messe de paroisse, un arrêt du Parlement de Paris, par lequel la Cour défend à qui que ce soit de faire aucuns achats en foin, paille et autres fourrages au-delà de la quantité nécessaire à chacun, sous peine de 100 livres d'amende, et ordonne que tous ceux qui auront du fourrage à vendre, le fassent taxer par les juges des lieux, et que rien ne soit vendu hors de la paroisse sans la permission expresse des juges des lieux ». Cet arrêt est du 19 juillet 1783; il fut rendu pour empêcher les accapareurs de s'emparer du peu de fourrage qu'il y avait, pour en faire augmenter le prix. Il est publié par le curé à la messe de paroisse. Le prêtre qui présidait aux actes principaux de la vie et en tenait les actes devenait encore à cette époque l'organe de la loi, en faisant connaître à ses concitoyens les décrets de l'autorité supérieure. Pendant de longs siècles, le prône ne fut pas seulement une instruction purement religieuse, il fut encore une instruction administrative et quelquefois judiciaire. C'était du reste, le meilleur et presque l'unique mode de publicité de l'époque (2).

Avec l'année 1789, les troubles commencèrent, à la suite des événements politiques d'alors. Le curé de Compreignac, avec ses deux frères qui étaient aussi curés dans le diocèse, travailla à révolutionner le clergé, à l'assemblée du mois de mars, pour la nomination des députés aux Etats-Généraux. Mais cette entreprise n'eut pas de succès. Le 14 février 1791, à la suite d'une prétendue élection, le curé de Compreignac devint évêque schismatique de la Haute-Vienne. Il fut ensuite député, régicide et apostat.

Par suite du décret du 13 janvier 1790, sur la division du territoire français en quatre-vingt-trois départements, Compreignac fut compris dans le district de Bellac, et devint chef-lieu de canton.

(1) Registres paroissiaux de Thouron.

(2) Voir à ce sujet les *Lettres circulaires* de Turgot, aux curés de la généralité de Limoges, pour leur demander leur concours dans diverses opérations administratives, *Œuvres de Turgot*, I, p. 633 et suivantes.

Les communes qui composaient ce canton étaient : Compreignac, La Garde-Saint-Gérald, Saint-Symphorien, Saint-Sylvestre et Thouron (1).

Dans les premiers jours de janvier 1794 on apposa à Compreignac l'affiche suivante :

« Arrêté des représentants du peuple dans les départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne.

» Les représentants du peuple dans les départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne, considérant que les troubles excités par l'aristocratie expirante et le fanatisme aux abois n'avaient d'autre but que de rétablir l'ancien régime, les dixmes, les rentes, les corvées, et qu'il est essentiel de détruire les anciens châteaux, qui dans ces circonstances deviendraient autant de repaires pour ces scélérats, sans cependant que, sous ce prétexte, les bâtiments nécessaires à l'agriculture puissent être détruits ni dégradés.

» Arrêtent ce qui suit :

» 1^o Les propriétaires des ci-devant châteaux-forts, dans les départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne, seront tenus de les faire détruire dans le courant de la seconde décade du mois nivôse, et seront réputés châteaux-forts tous ceux qui sont défendus par des tours, des mascolies, des fossés ou ponts-levis ;

» 2^o Dans le cas où la dite démolition ne serait pas effectuée dans le dit délai, tous les citoyens sont invités à les démolir, chacun dans leur commune respective, sans que cependant sous ce prétexte les habitants des dites communes puissent sortir de leur territoire pour se prêter secours ;

» 3^o Tous les citoyens des dites communes qui ne sont point logés, ou dont les bâtiments ont besoin de réparations urgentes, prendront parmi ces matériaux tout ce qui leur sera nécessaire, et le partage en sera fait entre eux par les officiers municipaux, en raison de leurs besoins respectifs ;

» 4^o Les officiers municipaux veilleront de tout leur pouvoir à ce qu'il ne soit commis aucun pillage, ni détruit d'autres bâtiments que les châteaux, les bâtiments nécessaires à l'agriculture devant être conservés en entier ;

» 5^o Les citoyens sont tous invités à célébrer les décades par la démolition des dits châteaux, en y mettant le plus grand ordre pour éviter tout accident ;

» 6^o Les agents nationaux, tant des districts que des communes,

(1) *Calendrier de la Haute-Vienne, année 1793, p. 70.*

veilleront de tout leur pouvoir à l'entière exécution du présent arrêté.

» Tulle, le 8 nivôse l'an second de la République française une et indivisible [28 décembre 1793].

» *Nota.* — Il ne faut pas confondre les maisons de campagne qui ont des petites tours faites en cul-de-lampe, ou dont l'escalier est placé dans une tour ; ces maisons ne doivent pas être détruites.

[Signé] : « BRIVAL,

» BORIE, secrétaire » (1).

Après une semblable invitation, faite par des hommes qui avaient des pouvoirs illimités, la population ne se fit pas prier. Elle envahit le château, le pillà, et après l'avoir pillé se mit à le démolir. Elle s'arrêta seulement lorsqu'elle ne trouva plus rien à emporter, et que la démolition lui demanda un travail trop considérable.

Il y avait à Compreignac un meunier nommé Pierre Deglane, dit Laffleur, natif de la paroisse de Saint-Jouvent. La tradition nous le représente comme un homme bon et honnête, fort charitable pour les pauvres, aussi était-il généralement estimé. Malgré cela, un de ses concitoyens, dont il n'est pas utile de conserver ici le nom, le dénonça aux autorités républicaines, comme ayant mal parlé des hommes sanguinaires qui étaient alors au pouvoir. Il n'en fallut pas davantage ; le meunier de Compreignac fut arrêté le 19 ventôse an II (9 mars 1794). On l'envoya à Paris pour être jugé par le tribunal révolutionnaire, et quand il eut souffert pendant trois mois dans les prisons que de nombreuses exécutions ne venaient pas à bout de vider, il comparut devant ce tribunal, qui l'envoya à la guillotine avec une vingtaine de ses codétenus, comme il le faisait tous les jours. C'était le 27 prairial an II (15 juin 1794). Pierre Deglane était alors âgé de trente-six ans, et laissait à Compreignac une femme et six enfants orphelins (2).

Parmi les hommes qui composèrent la municipalité de Compreignac pendant la Révolution, on n'en remarque aucun qui ait donné la moindre preuve de talent ou d'instruction. Ce sont des hommes médiocres, obéissant à un mot d'ordre venu d'ailleurs. Celui qui tient le plus souvent la plume, tant pour la rédaction des actes de l'état civil que pour les procès-verbaux des séances, et qui semble diriger les autres, n'a presque jamais manqué de mettre à la fin de

(1) On trouve cet arrêté, imprimé en placard, à la bibliothèque nationale, sous le n° 937 de la série L. 41.

(2) Archives de la Haute-Vienne, L. 165, et Archives nationales, W. 387, n° 899, et 388, n° 909.

ce qu'il écrivait, le signe employé alors par les francs-maçons du grade le plus inférieur, consistant en une barre entre deux points ./.

Lorsqu'en exécution de l'article 25 du Sénatus-Consulte organique du 16 thermidor an X (4 août 1802) l'on dressa la liste des 550 plus imposés du département de la Haute-Vienne, aucun des habitants de Compreignac n'y fut compris, pendant que toutes les communes voisines y étaient représentées.

Au rétablissement de l'ordre, la division territoriale reçut de nouvelles modifications. Les deux cantons de Compreignac et de Cieux furent réunis pour n'en plus former qu'un seul, et Nantiat fut choisi pour être le chef-lieu, comme étant la commune la plus centrale. La cure de Compreignac fut alors cure de 2^e classe, et celle de Nantiat cure décanale. Mais le Conseil municipal de Compreignac réclama, comme étant « la cure la plus importante par sa population, sa belle église et son agréable presbytère », pendant que Nantiat n'avait alors « qu'une population de 900 âmes environ, une église non-seulement très petite et très malsaine, mais encore menaçant ruine, et aucun logement pour le curé de canton, qui était obligé de se retirer au lieu de Frédaigue ». Il eut enfin gain de cause, et par une ordonnance du 26 mai 1819, la cure décanale du canton de Nantiat fut fixée à Compreignac (1). Plus tard un vicariat fut aussi érigé à Compreignac, par décret du 31 décembre 1863.

Le plan cadastral de la commune a été fait, en vertu d'un arrêté du gouvernement du 3 novembre 1803, par M. Hippolyte Pristou, ingénieur-vérificateur, et M. Betoulle, géomètre de 1^{re} classe.

Pour dresser la carte de France, dite de l'État-Major, les travaux ont été faits sur le terrain, à Compreignac, en 1842, par M. le capitaine Tabuteau, qui établit un signal sur la hauteur de Beau-soleil, à 589 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ces travaux ne semblent pas avoir été exécutés avec tout le soin désirable, car, outre un grand nombre d'habitations isolées qu'on ne trouve pas sur cette carte, les villages suivants, dont plusieurs sont assez considérables, n'y sont pas indiqués : Le Lac, Puymelier, La Jante, Maudan, La Courède, Le Châtenet, Massauvas, Les Chevailles, Le Malagnac, Le Mas, Couteillas et Daumar. Pour les quatre derniers, la place des maisons est figurée sur la carte, mais les noms n'y sont pas.

Pusieurs municipalités de notre département, prenant pour modèle les armes de la ville de Limoges, se sont composé un écusson où figure le buste du patron de la paroisse. En faisant cela elles

(1) Registres de la municipalité de Compreignac.

reproduisent le sceau paroissial, mais elles ont poussé l'imitation jusqu'à y mettre le chef de France. C'est ce qui a été fait à Compreignac. Aussi trouve-t-on sur quelques pièces modernes les armes suivantes : *de gueules au buste de saint Martin vêtu et nimbé d'or, accosté des lettres S. M., au chef cousu d'azur à trois fleurs de lis d'or.*

III.

On compte dans la commune de Compreignac quarante et quelques villages, répandus inégalement sur son territoire. Nous allons les parcourir en signalant ce qu'on trouve dans chacun d'eux.

ANGELARD. — Douze maisons, douze ménages, soixante-deux habitants. — C'était une commanderie ou un prieuré régulier, dont la fête patronale était l'Assomption de la Sainte Vierge. Le prieur de la Maison-Dieu de Montmorillon y nommait des titulaires en 1473, 1569, 1596, 1613. Les PP. Augustins de Montmorillon prétendaient qu'il était uni à leur mense. Il fut cependant obtenu du pape en 1659. Le prévôt de La Souterraine y nommait en 1710; ce fut ensuite l'abbé de Saint-Martial, lorsque la prévôté de La Souterraine fut unie à la mense capitulaire de Saint-Martial en 1747. Drovineau était prieur d'Angelard en 1759, et Fournier en 1783.

Angelard, en outre de son prieuré, a encore été paroisse pendant quelque temps. Celle-ci comprenait les villages de Beaumont, Beausoleil et Massauvas. C'est ce que les registres paroissiaux de Compreignac servent à constater, mais il semble aussi que ce titre ne lui ait été donné que du vivant de M. de Leyssenne, curé de Compreignac, de 1665 à 1703. Voici toutefois les textes qui s'y rapportent :

« Le dix-huit décembre 1677 est décédé Jacques Rebet, il a été enterré à Angelard; il était âgé de quarante ans ou environ. — Deleysenne.

» Le vingt-six du mois d'octobre mil six cent quatre-vingt-dix-neuf, après avoir reçu les sacrements, est décédée Marguerite Faure, du village de Massauvas, et a été inhumée dans le cimetière de la paroisse d'Angelard; elle était âgée de soixante ans ou environ. — Deleysenne.

» Le vingt-six du mois de décembre mil six cent quatre-vingt-dix-neuf, après avoir reçu les sacrements, est décédée Catherine Matissonne, femme de Jean Bourbonnaud, de Beausoleil, paroisse

d'Angelard, âgée de quatre-vingt-dix ans et a été enterrée dans le cimetière paroissial d'Angelard..... — Deleysenne.

» Le premier jour du mois de juin mil sept cents, dans l'église paroissiale d'Angelard, par moi soussigné, prêtre, docteur en la faculté de Paris, curé de Compreignac, servant la paroisse d'Angelard par ordre de feu Monseigneur Louis Lascaris d'Urfé, d'heureuse mémoire, a été enterrée..... fille de Léonard Vergnaud, du village du Lac, âgée de deux ans ou environ..... — Deleysenne. »

Si les enterrements avaient lieu à Angelard, il n'en était pas de même des baptêmes : « Le 4 février 1700, Léonarde Bonneteau, du village de Beaumont, paroisse d'Angelard ; le 27 novembre 1700, Louise Texier, de Massauvas, paroisse d'Angelard ; le 2 janvier 1701, Léonard Bourbonnaud, de Beausoleil, etc., etc. » sont baptisés dans l'église paroissiale de Compreignac par M. Deleysenne.

M. Reculès, son successeur, ne fait aucune mention de la paroisse d'Angelard dans les actes se rapportant aux habitants de ces villages ; et tous les enterrements ont lieu à Compreignac.

Le 12 février 1776, le curé de Compreignac fait un mariage dans la *chapelle rurale d'Angelard*, après en avoir obtenu la permission de Monseigneur l'évêque.

Le cimetière d'Angelard n'a laissé aucune trace. L'église, qui a existé jusqu'à la Révolution, était placée au nord du village, dans un lieu transformé en prairie. On y voyait encore, il y a peu d'années, une partie de ses murailles. A l'angle de cette prairie, et sur le bord du chemin de Népoulas, se trouve une statue en pierre calcaire, représentant la Sainte Vierge, patronne de cette église. Elle est assise et ses vêtements parfaitement drapés semblent indiquer une œuvre soignée du *xiii^e* siècle. Elle avait un mètre de hauteur, en mesurant la tête qui manque aujourd'hui, ainsi que les mains.

BACHELLERIE. — Dix maisons, dix ménages, cinquante-huit habitants. — Antoine Dubois, bourgeois et marchand de Limoges, acheta le 2 avril 1472 la fondalité et seigneurie du lieu de Bachellerie, à Louis Faulcon, damoiseau, seigneur de Nantiat et du Puymenier (1).

Audoin Dubois était seigneur foncier et direct du lieu et village de Bachellerie et du petit étang du Couzet en 1597. Son père, Antoine Dubois, avait acheté cet étang à Foucaud Faulcon, seigneur de Thouron, par contrat du 23 août 1571 (2). La famille Dubois porte :

(1) *Terrier de Compreignac.*

(2) *Ibidem.*

d'or à l'arbre de sinople, à la bordure de gueules, chargée de sept boucles d'argent.

Bachelierie semble être passé de la famille Dubois dans la famille Martin, par suite d'une alliance; car on trouve Messire Pierre Martin, sieur de Bachelierie, lieutenant de la juridiction et baronnie de Compreignac, époux de Marguerite Vauzelle, dont la fille Léonarde, baptisée à Compreignac le 17 janvier 1699, avait pour parrain Jean Martin, sieur de La Valette, son oncle, et pour marraine Léonarde Dubois, sa tante.

BEAUMONT. — Cinq maisons, cinq ménages, vingt-cinq habitants. — Ce village, ainsi que le suivant, est situé près du sommet et sur le versant occidental de la montagne la plus élevée de la commune. En 1700, il faisait partie de la petite paroisse d'Angelard, comprise dans celle de Compreignac.

BEAUSOLEIL. — Cinq maisons, cinq ménages, trente-deux habitants. — Ce village est près du point élevé de 589 mètres au-dessus du niveau de la mer, où les officiers d'Etat-major établirent, en 1842, leur signal pour dresser la carte de France. En 1700, ce lieu faisait partie de la petite paroisse d'Angelard, comprise dans celle de Compreignac.

Léonard de Villelume, né en 1622, est dit seigneur de Beausoleil, de Trasforêt (commune d'Ambazac) et de Royère (commune de Bonnat).

BELLEVUE. — Une maison, un ménage, trois habitants. — Sur la rive droite du Vincou, en face de Compreignac.

LE BOUCHERON. — Douze maisons, douze ménages, cinquante-cinq habitants. — En 1405, Pierre Sarrazin, seigneur du Mazet, céda à l'église de Compreignac, pour la fondation d'un service, les droits qu'il avait sur Le Boucheron. — Le 1^{er} février 1698, Jacques Couteillas, notaire royal et greffier de la juridiction de Compreignac, était seigneur du Boucheron.

Le Coudert-Jourde est aujourd'hui joint au Boucheron. Le 21 septembre 1576, Léonard Barny, seigneur de Compreignac, avocat au siège présidial de Limoges, acheta la tiercerie et fondalité de Coudert-Jourde à M. Foucault Faulcon, seigneur de Thouron et de la Madeleine. Ses fils, Antoine et François Barny, seigneurs de Compreignac, en étaient encore possesseurs le 18 mai 1584 (1).

LE BREUIL. — Trois maisons, trois ménages, vingt-quatre habi-

(1) Terrier de Compreignac.

tants. — Arbert de La Celle, était seigneur de Thouron et du Breuil en 1614 (1).

LE BUISSON. — Une maison, un ménage, trois habitants.

CHABANNES. — Dix-sept maisons, dix-sept ménages, soixante-huit habitants. — A l'ouest de ce village, on trouve dans un taillis un petit camp retranché assez bien conservé ; on l'appelle *Le Château*. Un souterrain-refuge de l'époque gauloise a aussi été découvert dans une terre voisine.

Au nord de ce village, sur le bord de la Couse, est l'ancien moulin de Chabannes et, à côté, une filature moderne.

CHATENET-MAUSSAN. — Dix maisons, onze ménages, soixante-deux habitants. — Le surnom donné à ce lieu est probablement celui des anciens propriétaires, et il sert à le distinguer des autres villages du même nom, tels que Châtenet-Marty, commune de Bessines, Châtenet-Colon, commune de Saint-Pardoux.

En 955, Umbert et Plectrude, sa femme, firent don au monastère de Saint-Martial de Limoges d'une mense située dans la vicairie de Nantiat et dans la *villa* du Châtenet, et de deux autres menses, situées dans la *villa* de Adillavernia (2). La première de ces localités est probablement le Châtenet, commune de Compreignac, et la seconde la Vergne, commune de Nantiat.

LES CHEVAILLES. — Deux maisons, deux ménages, douze habitants.

LA COURÈDE. — Cinq maisons, cinq ménages, vingt-sept habitants. — La route de Bellac à Compreignac, actuellement en construction, doit passer dans ce village.

COUTEILLAS. — Une maison, un ménage, quatorze habitants. — Le 21 décembre 1513, Martial de Villebert, demeurant à Couteillas, déclare devoir une rente foncière sur ce lieu à noble et puissant François de Pontbriant, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi, capitaine de Loches et de Blois, et à Mathive Formière, sa femme, seigneur et dame de la Vallette et de Saint-Gence, absents, mais Marin de Montchenu, leur beau-fils, stipulant (3).

(1) Terrier de Compreignac.

(2) Archives départementales. Fonds de Saint-Martial, n° 9162. « Qui est in vicaria Nantiacensis, in villa que dicunt Castanedo, ubi Berno cum uxore sua et cum infantibus suis visus est manere. »

(3) Terrier de Compreignac.

Le nom de Couteillas, comme celui de la plupart des villages, était aussi porté par une famille du pays. Ainsi, outre Jacques Couteillas, seigneur du Boucheron en 1698, on trouve Martial Couteillas de la Ribière, bourgeois de Compreignac, dont la fille Marie épousait, en 1731, Jean-Baptiste Barbou de Leymarie. François Couteillas, avocat au Parlement, maria en 1773 sa fille Marie avec François Juddes, seigneur de la Rivière, gendarme de la garde du corps du roi (1).

LA CROIX. — Trois maisons, trois ménages, quatorze habitants.

DAUMAR et le moulin de Daumar. — Huit maisons, huit ménages, trente-neuf habitants. — Placé à une altitude de 447 mètres, ce village domine le Vincou qui, dans son voisinage, a des bords très pittoresques. Le moulin est aussi appelé *Las Vaurias*.

L'ÉCHALIER. — Une maison, un ménage, cinq habitants.

LA FAYE. — Six maisons, six ménages, vingt-huit habitants. — La Faye et le moulin de La Faye sont situés à l'extrémité méridionale de la commune, aux sources d'un petit ruisseau qui va se jeter dans l'étang de Tricherie.

GATEBOURG. — Trois maisons, quatre ménages, dix-sept habitants. — Village placé à quelques centaines de mètres du bourg de Compreignac, près de la rive gauche du Vincou.

LA JANTE. — Cinq maisons, cinq ménages, vingt-six habitants. — Ce village est à 1,600 mètres du bourg de Compreignac, sur la route de Limoges. Une maison du xvi^e siècle, dont la porte était défendue par d'élégants machicoulis, a perdu, dans de récentes réparations, tout ce qui caractérisait son ancienneté. C'était l'habitation de la famille Gayte, qui y résidait très anciennement.

Une autre maison, dans le milieu du village, porte aussi quelques ornements du xvii^e siècle. Une de ses pierres donne la date 1672, qui, quoique écrite d'une manière assez bizarre, ne peut pas être lue différemment.

La peste de 1631 fit beaucoup de mal dans ce lieu, qui semble n'avoir jamais eu plus de quatre ou cinq habitations.

C'est à côté de ce village qu'ont été faites d'intéressantes découvertes.

Le 3 décembre 1811, le domestique du sieur Jean Gayte, en travaillant dans un des champs de son maître, à l'est du village, brisa,

(1) Registres paroissiaux.

d'un coup de pioche un pot de terre noire, qui contenait environ cent vingt médailles romaines et cinq à six cents gauloises ou celtiques. Le temps et l'humidité leur avaient donné une teinte verdâtre qui fit croire au domestique qu'elles étaient en cuivre; cependant il les ramassa avec soin et les porta à son maître. Celui-ci partagea d'abord l'opinion de son domestique; néanmoins, il les fit bouillir dans du lessif, et cette opération les ayant un peu nettoyées, ils les crurent alors d'étain ou de plomb. D'après cette opinion, le domestique les donnait, soit gratuitement, soit pour le prix modique de dix centimes. Les amateurs choisirent et ce trésor fut ainsi dispersé. Un assez bon nombre furent recueillies par MM. Martin et Duroux et ont passé dans le médailler formé par la Société archéologique, devenu depuis la propriété de la ville, puis de l'Etat.

Quatorze de ces pièces, en argent, ont été décrites dans le *Bulletin de la Société archéologique* (1). Elles sont toutes romaines. Malheureusement on n'a pas fait la même chose pour les gauloises.

Il y a trente ans, je vis chez M. Courdeau, propriétaire à Compreignac, neuf monnaies ayant fait partie de ce trésor. Il y en avait trois gauloises et six romaines; elles étaient en assez mauvais état. Voici les descriptions sommaires que j'en pris alors :

Gauloises : — 1° Tête tournée à gauche, couverte d'un casque avec ornements; sur le devant, une rangée de points, peut-être plus probablement de lettres? — R/ Frappée de côté : Cheval allant à gauche (il n'y a que la moitié antérieure du cheval), une rangée de points forme sa crinière. Au-dessus, il y a trois points ou probablement des lettres?

2° Différents ornements avec un grenetis. — R/ Cheval, avec sa bride, allant à gauche (la moitié antérieure seulement);

3° Le côté de la face est complètement fruste. — R/ Cheval dont on ne voit que le cou. Grenetis dans la bordure. Au-dessus du cheval on voit les lettres : SOAIA, ou si l'on détourne la pièce VIVOS (2).

Romaines. — 4° LIBO (?). Tête de Rome couverte d'un casque ailé, regardant à droite; au-dessous du menton : X; — R/ Les Dioscures à cheval, la lance abaissée; exergue : Q. MRC. ROMA. Deux centimètres de diamètre (3).

5° Q. CVRT. Tête de Rome couverte d'un casque ailé, regardant

(1) T. VII, p. 192.

(2) M. J.-B. A. A. Barthélemy attribue les monnaies gauloises dans lesquelles le cheval ne se voit qu'à mi-corps à la Gaule cisalpine.

(3) Denier de la famille Junia : C. Junius Libo, Caii filius (J.-B. A. A. Barthélemy).

à droite; derrière la tête : X., le tout entouré d'un grenetis. — R/ Homme assis dans un quadrigé; exergue : MSIA. ROMA (4).

6° C. MARI. CAPIT. VIII. Tête de Cérès à gauche. — R/ Un homme labourant avec deux bœufs et allant à gauche; exergue : VIII (2).

7° DOSSEN. Tête laurée de Neptune tournée à droite. — R/ Victoire au-dessus d'un char trainé par quatre chevaux, allant à droite; exergue : I. RVBRI. Grenetis dans la bordure (3).

8° Tête de Mars, regardant à droite, S. C. Grenetis. — R/ Un bélier allant à droite; exergue : RVST. avec grenetis dans la bordure (4).

9° Tête de dieu Therme, regardant à droite. — R/ I. Q. TITI. Pégase allant à droite (5).

Vers 1858, on a découvert dans le même lieu un denier d'argent consulaire de la famille Cœcilia au nom de Q. Metellus Scipio le Pieux, que M. Deloche décrit dans le *Journal général de l'instruction publique* du 27 octobre 1858 (6).

Enfin, au mois de mai de cette année 1889, M. Betou, propriétaire du champ où fut trouvé ce trésor, y a recueilli une monnaie en argent, parfaitement conservée. Elle a deux centimètres de diamètre, et chaque face est bordée d'un grenetis. C'est un denier de Lucius Cassius Longinus, triumvir vers l'an de Rome 700. Il a été décrit par différents auteurs, mais il offre quelques variantes avec les types connus :

(4) Le médaillier du Musée national Adrien Dubouché exposé dans la Salle des Fêtes, à l'Hôtel-de-Ville de Limoges, conserve les monnaies de La Jante recueillies par la Société archéologique. Il possède cinq deniers de la famille Junia alliée à la famille Curtia. L'un d'eux a beaucoup de rapports avec celui-ci. Au droit : Q. CVRT. Tête de Rome casquée à droite. Derrière X. — R/ M. SILA. ROMA. Quadrigé.

(3) Le Musée national Adrien Dubouché possède deux deniers de la famille Maria. L'un porte au droit : C. MARI. C. F. CAPIT. XVIII. Tête de Cérès à gauche. — R/ Duumvir conduisant deux bœufs dans les champs; au-dessous, XXIII. L'autre ne diffère du premier que par les chiffres de la face et du revers : XXXV.

(3) Le Musée national Adrien Dubouché possède quatre deniers de la famille Rubria, dont un absolument semblable au nôtre.

(4) Le Musée national Adrien Dubouché possède un denier de la famille Rustia absolument semblable au nôtre.

(5) Le Musée national Adrien Dubouché possède trois deniers de la famille Titia, dont deux absolument semblables au nôtre.

(6) Le Musée national Adrien Dubouché possède six deniers de la famille Cœcilia de types différents, dont l'un est semblable à celui découvert en 1858,

Tête voilée de Vesta, regardant à gauche; derrière, une lampe (les descriptions disent le *simpulum*, mais ici il ne peut pas y avoir de doute); devant, une lettre qui semble être L (les mêmes descriptions disent : une lettre alphabétique variable). — R/ Citoyen romain debout, de face, déposant dans une ciste, placée à sa droite, un bulletin de vote, marqué d'une lettre qu'on ne distingue plus. On lit à côté : LONGIN. III. V. (*Longinus triumvir.*) (1).

La tête de Vesta fait allusion au procès fameux intenté aux vestales par le préteur Cassius Longinus Ravilla en 641 (2).

Le personnage du revers, déposant son bulletin de vote, fait allusion à la loi Cassia que fit décréter en 617 le tribun L. Cassius Ravilla, et qui ordonnait le vote par bulletin écrit dans les jugements du peuple (3). Le *Dictionnaire des antiquités romaines*, par A. RICH, décrit et représente la ciste romaine d'après cette monnaie.

Ce trésor a pu être enfoui au commencement de notre ère, car de toutes les pièces que l'on connaît, la plus récente a été frappée trois ans avant la naissance de N. S. J.-C.

Depuis cette découverte, le lieu où elle a été faite porte le nom de champ du trésor. En le visitant j'y ai trouvé quelques rares débris de briques romaines, sans aucune autre trace de construction. A la suite de ce champ se trouve une pièce de terre qui le limite à l'est, connue sous le nom de terre du Temple; elle est aujourd'hui plantée en châtaigniers. Elle a probablement appartenu à quelque maison des Templiers ou de l'ordre de Malte. Je ne puis pas croire exacte la tradition qui y place un couvent d'hommes.

Dans un champ cultivé et à deux cents mètres environ à l'ouest du village de La Jante existe un souterrain-refuge de l'époque gauloise qui est encore assez bien conservé. On rapporte qu'il avait été ouvert une autre fois, sans qu'on puisse en préciser l'époque, et cela à la suite d'un accident qui arrive fréquemment. Le terrain s'affaissa sous les pieds des bœufs qui labouraient. Après qu'on

(1) Le Musée national Adrien Dubouché possède cinq deniers de la famille Cassia. Deux de ces monnaies portent au droit la tête voilée de Vesta. Derrière la tête de l'un, un vase de sacrifice, et au revers : LONGINUS. III. VIR. Citoyen romain debout, de face, déposant, dans une ciste placée à sa droite, un bulletin de vote marqué de la lettre A.

Nous devons les communications relatives au Musée à M. P. Ducourtieux, l'un des sous-conservateurs.

(2) TITE-LIVE, LXIII. — VALÈRE MAXIME, I. III, p. 7, 9.

(3) CICÉRO, *De legibus*, III, 16, 35, 37. — *Pro Sexto*, 48, 103.

y eut pénétré, on se contenta de combler l'ouverture produite par cet accident. De nos jours il a été ouvert en soulevant la pierre qui en couvre l'entrée principale. Je l'ai visité le 20 octobre 1870.

L'entrée est un puits de forme carrée (A). On y a ménagé des trous dans les parois pour en faciliter l'ascension. C'est la seule partie où se trouve de la maçonnerie, tout le reste est taillé au pic dans le tuf dur. Arrivé au bas de ce puits, on trouve une galerie de 8 mètres de longueur et en ligne droite, assez haute pour qu'un homme puisse s'y tenir debout. A son origine on remarque des deux côtés des rainures qui ont servi à fixer une porte. Au milieu et à son extrémité, elle tourne à gauche en formant un angle droit (B C).

Avant de la suivre plus loin, remarquons dans la paroi un simple trou, de forme ronde, placé à 0,50 centimètres au-dessus du sol (D); on dirait l'ouverture d'un four. Un homme d'une taille ordinaire peut juste y passer. En nous y introduisant nous pénétrons dans une salle rectangulaire, arrondie à une de ses extrémités. Elle est large de 4^m,55 et longue de 4^m,65. Un banc, conservé dans le tuf même, règne tout autour et offre un siège assez commode pour un bon nombre de personnes. Tout autour de cette salle on voit des niches ou espèces de placards destinés à recevoir différents objets, et dans la partie la plus élevée, d'autres trous plus petits, probablement pour le même usage. On remarque une semblable disposition dans les autres parties de ce souterrain. A une des extrémités de cette salle (E), se trouve un passage qui s'enfonce profondément dans le sol, et descend probablement à un étage inférieur. Je n'ai pu le suivre, car il est obstrué par de la terre et des pierres. A l'autre extrémité (F) il existe un passage fermé par une grosse pierre. Ce doit être l'endroit où se fit l'ouverture dont j'ai parlé plus haut. On est obligé, pour sortir de cette salle, de repasser par où l'on est entré.

Lorsqu'on est revenu dans la première galerie, au point (C) où elle tourne à angle droit sur la gauche, on remarque qu'elle a une pente assez rapide et qu'elle forme un demi-cercle autour de la salle que nous venons de visiter. En la suivant on arrive à un embranchement (G), et à un carrefour, où la voie s'élargit en forme de rotonde. En face, cette galerie se resserre subitement de chaque côté et l'on se trouve à l'une des anciennes portes (H) chargée de fermer et de défendre cette retraite souterraine. La place de la porte est très apparente, et les trous dans lesquels on plaçait les barres pour fermer sont encore intacts. Après avoir passé cette porte, la galerie tourne à droite; mais ici une meule de moulin, passée dans les rainures qui existent de chaque côté, nous ferme

le passage, et nous ne pouvons plus continuer notre course vers une issue extérieure ou une autre partie du souterrain.

Revenons sur nos pas et prenons la galerie que nous avons laissée (G). Après avoir fait un coude elle nous conduit dans une vaste salle de forme rectangulaire et se courbant un peu dans le sens d'un arc de cercle (I). Elle a 7 mètres de long et plus de deux mètres d'élévation. A un des angles (J), un passage élevé de 0^m,50 au-dessus du niveau du sol est fermé par une forte pierre qui arrête encore notre course, et nous sommes obligé de prendre une nouvelle galerie (K) qui nous conduit au milieu de la première où nous sommes descendu.

J'ai remarqué que les personnes placées à l'intérieur de ce souterrain entendaient parfaitement celles qui parlaient à l'extérieur, quoique les soupiraux pratiqués obliquement dans ses voûtes soient tous complètement fermés.

L'état de conservation de cette antique retraite ne laisse rien à désirer dans les parties visitées; si on pouvait ouvrir les galeries qui sont obstruées, on aurait dans un état parfait le plus beau type que je connaisse de ces souterrains-refuges de l'époque gauloise, si nombreux dans nos contrées.

LE LAC. — Neuf maisons, onze ménages, quarante et un habitants. — Au mois de janvier 1886, en nivelant l'extrémité méridionale de la prairie qui touche ce village, on découvrit un souterrain-refuge de l'époque gauloise. Comme il était rempli d'eau, il n'a pas été possible d'y descendre. En y faisant pénétrer de longues perches, on a pu constater en un endroit l'existence d'un long corridor, et dans un autre celle d'un appartement de forme circulaire. Le propriétaire a fait combler le tout, et a transformé en prairie le monticule dans lequel se trouve ce souterrain.

LAVAUD-COUTEILLAS. — Deux maisons, deux ménages, douze habitants. — Ce village de Lavaud est placé près de Couteillas, et il est ainsi nommé pour le distinguer du suivant.

LAVAUD-FLEURET. — Dix maisons, dix ménages, quarante-huit habitants. — La peste de 1631 fit de grands ravages dans ce lieu. Les registres paroissiaux l'indiquent comme un de ceux où il y eut le plus de décès au printemps de cette année.

MALAGNAC. — Onze maisons, onze ménages, cinquante-quatre habitants. — Ce village était autrefois nommé le Grand-Malagnac. L'ancienne route de Paris y passait.

On trouve encore ici une famille portant le nom du lieu. Les cinq frères qui composaient la famille de Malagnac sont nommés, en 1472, dans l'acte d'acquisition faite par Louis et Antoine Dubois (1). Au siècle suivant nous retrouvons encore cette famille dans une reconnaissance du 27 février 1554 : « A tous ceux qui les présentes verront, nous garde du scel authentique royal établi aux contrats au baillage de Limoges pour le roi notre sire, salut. Savoir faisons que pardevant le notaire royal ci-dessous écrit et signé, et témoins ci-après nommés, ont été présents et personnellement établis Mathelin, Jacques dit Jaminet et Léonard de Malagnac, habitants dudit lieu et village de Malagnac, tant pour eux que pour les autres cotenanciers dudit lieu... d'une part ; et sieur Hélié Dubois, bourgeois et marchand de la ville de Limoges... d'autre part... » Ils déclarent devoir audit Elie Dubois 7 setiers seigle, mesure de Limoges, 22 sols 6 deniers et deux gelines de rente annuelle et perpétuelle.

MARGNAC. — Quatorze maisons, quatorze ménages, quatre-vingt-deux habitants. — Ce village est sur la rive droite du Vincou, qui traverse son pittoresque étang. En 1300, Ahélide de Penneveyre, dame de Montanet, avait des propriétés dans ce lieu (2).

On remarque dans le village une maison et une grange qui se distinguent des autres par leur construction en pierre échantillonnée et qui portent la date de 1651. La tradition locale nous apprend qu'elles appartenaient aux religieux de Grandmont. Ces religieux, ont défriché le Limousin. M. L. Reclus, professeur d'agriculture du département constate avec raison que « les couvents seuls, pendant le sombre moyen âge, furent les apôtres du progrès agricole » (3). Ils ont créé dans nos montagnes un grand nombre d'étangs qui leur permettaient d'établir de vastes prairies. Celui de Margnac est du nombre. Il est ainsi indiqué dans l'arpentement de 1742 : « N° 5459. — Un étang, appelé l'étang de Margnac, appartenant aux Messieurs de l'abbaye de Grandmont, et par eux joui, de la contenance de quatre setérées. » Il leur appartenait encore lorsque la Commission dite des Réguliers détruisit leur ordre. Cet étang fut mis en vente par le district et l'administration des domaines, le 23 mai 1791. A ce moment, il ne se trouva pas d'acquéreur (4).

(1) Voir cet acte aux documents.

(2) *Nobiliaire du Limousin*, t. III, p. 315.

(3) *Almanach limousin*, année 1890, p. 116.

(4) *Bulletin de la Société archéologique*, t. XXIV, p. 359.

Le moulin que les religieux avaient construit au-dessous de la chaussée existe toujours. Ils transportèrent sur cette chaussée une colonne de granit que l'on y voit encore et qui semble taillée à l'époque romaine. Son fût, sur lequel ils fixèrent une croix en fer, a 0,50 centimètres de diamètre, et sa base, ornée de trois nervures circulaires repose sur un socle carré de 0,90 centimètres de côté. Cette colonne ressemble en tout aux colonnes romaines trouvées à Limoges en 1888, en creusant la tranchée du chemin de fer de Limoges à Brive.

Le village de Margnac possède, dans sa partie nord, une carrière de kaolin dont l'exploitation a cessé depuis quelque temps.

LE MAS. — Deux maisons, deux ménages, onze habitants. — C'est probablement ce village qui s'appelait jadis le Mas-de-Bassac, dont parle l'acte suivant : « Assence perpétuelle en faveur de sire Pierre des Cars, chevalier du Mas de Bassac, situé en la paroisse de Compreignac qu'il a acquis de Guillaume Normand de Bassac, plus le Mas de La Vedrenne, sis dans la dite paroisse, qu'il a acquis de sire Robert de Resés, chevalier, plus le Mas du Vieux-Bassac, sis dans la dite paroisse, qu'il a acquis du dit seigneur de Resés, plus trois setiers moins quarte de rente, à la mesure de Razès, qu'il a acquis de Guillaume Puymenier, sur le Mas du Vieux-Bassac..... Le lundi avant la fête de saint Luc, 1304 (1). »

LE MAS-LA-ROCHE. — Douze maisons, douze ménages, quarante-huit habitants. — Placé sur la rive droite du Vincou, ce lieu conserve encore une maison bâtie en 1621. Elle doit avoir été l'habitation de la famille Châtenet. Jean Châtenet, écuyer, était seigneur du Mas-la-Roche en 1788.

MASSAUVAS. — Trois maisons, trois ménages, quinze habitants. — On devrait écrire ce nom Mas-sous-Vent. Ce lieu est placé presque au sommet de la montagne, dans un repli du terrain qui le met à l'abri du vent.

Auprès, et au nord-ouest de Massauvas on trouve une pierre curieuse, couverte de bassins et de rigoles. L'imagination populaire veut y voir un lieu où les payens offraient des sacrifices sanglants à leurs dieux. Ces pierres à bassins se trouvent sur toutes nos montagnes granitiques. Plusieurs auteurs, ignorant sans doute l'explication scientifique de la formation de ces bassins donnée par

(1) Terrier de Compreignac.

les minéralogistes, n'ont pas su rejeter cette fable qui n'a aucun fondement.

MAUDAN. — Deux maisons, deux ménages, douze habitants.

LA MONGE OU LA MONGIE. — Ancien prieuré d'hommes qui avait pour patron saint Blaise et saint Eutrope, placé à côté de Népoulas, sur la route de Paris. On l'a quelquefois confondu avec La Mongie ou Le Dognon, prieuré situé dans la paroisse de Saint-Etienne de Versillac.

Il existait en 1157. Le prieur de Saint-Gérald de Limoges y nommait des titulaires en 1537, 1572, 1609. L'évêque de Limoges y faisait une nomination en 1659. Ce droit de nomination est ensuite passé au roi lorsque le prieuré de Saint-Gérald a été uni à l'hospice de Saint-Alexis.

Peu de prieurs de La Monge sont connus : Etienne de Roffignac, qui avait été tonsuré en 1572, fut prieur de La Monge ; il était fils de Léonard de Roffignac, de Grimodie, paroisse de Roussac. N.... Devoyon, chanoine de la cathédrale de Limoges était prieur en 1742. Joseph Lamy de Luret, né à Limoges en 1723, fut curé de Compreignac en 1759, et prieur de La Monge en 1770. Il mourut en 1785. Jean Pineau, curé d'Isle, le fut en 1785 jusqu'à la Révolution.

Pendant la Révolution, ce prieuré fut vendu comme bien national, et il ne tarda pas à tomber en ruine. Les héritiers du sieur Luguet, qui en était l'acquéreur, l'ont revendu en réservant pour le culte l'emplacement de la chapelle.

Lorsque les autorités révolutionnaires mirent en vente cette chapelle, les habitants du voisinage se concertèrent pour sauver la statue du saint, et ils y réussirent. Elle fut alors placée chez un nommé Léonard Déliot, habitant le lieu de la Pêcherie, à proximité du prieuré. Pendant les mauvais jours, et malgré la persécution, ce fut dans sa maison que les pèlerins allèrent vénérer le saint le jour de sa fête. Lorsque l'ordre commença à renaître, et qu'un peu de liberté fut accordée au culte catholique, Déliot prit l'habitude de porter cette statue sur les ruines de l'ancienne chapelle, et de l'exposer à la vénération des fidèles, le 30 avril, jour de la fête de saint Eutrope.

Les choses continuèrent ainsi pendant quelques années, mais le 30 avril 1804, le maire de Compreignac se transporta sur les lieux pour ordonner audit Déliot de se dessaisir de cette statue, « afin qu'elle fût transférée dans l'église de Compreignac, lieu indiqué et seul toléré par les lois pour recevoir le peuple à la véné-

ration de ce saint ». — « Je ne fus pas écouté, écrit-il lui-même au préfet. Je fus obligé de garder le silence parce que je m'aperçus qu'en voulant employer la force j'aurais peut-être été cause d'une rixe populaire : de manière que la loi, dont j'avais demandé l'exécution, ne fut pas observée. »

Le 30 avril 1805, les populations vinrent à La Monge, encore plus nombreuses que par le passé. La statue du saint y fut portée de la même manière. Le maire de Compreignac, dans un rapport sur cette réunion, dit : « Je n'ai pas voulu m'y rendre dans la persuasion de ne pas mieux réussir que l'an passé », et il termine en demandant l'intervention de l'autorité préfectorale. Celle-ci ne se fit pas attendre, comme le montre la lettre suivante : « Le 28 floréal an XIII (18 mai 1805). — A Léonard Déliot à La Pêcherie. — Je vous envoie et vous notifie l'arrêté du préfet du 19 de ce mois (9 mai 1805), qui vous ordonne de transporter [à l'église paroissiale] dans le délai de trois jours, la représentation de saint Eutrope dont vous êtes illégalement dépositaire. — Si dans trois jours vous n'avez pas obéi à cet arrêté, j'en rendrai compte au préfet, qui prendra contre vous les mesures jugées nécessaires et requises par les lois. — Bariat, maire de Compreignac (1). »

La statue fut alors portée à l'église et mise par M. Rioublanc, curé de Compreignac, dans la chapelle nord ; c'est là où elle est encore conservée. Depuis ce jour, elle est transportée chaque année sur les ruines de l'ancien prieuré, le 30 avril, fête de saint Eutrope, et une foule considérable de pèlerins y vient l'invoquer.

Il ne reste rien des anciens bâtiments qui s'étendaient au sud-ouest de la chapelle. Une belle porte du xvi^e siècle était encore debout il y a quelques années ; elle a été transportée près du village de La Pêcherie et utilisée dans un bâtiment sur le bord de la route.

La chapelle qui dominait les autres constructions n'était pas très vaste ; elle avait à l'intérieur douze mètres de long sur six de large. On n'a rien trouvé dans ses ruines qui put faire connaître le style de son architecture. Elle était accompagnée d'un cimetière, que l'arpentement de 1742 indique ainsi : « N^o 5,396. — Une chapelle et un cimetière au-devant, appelés de La Mongie, appartenant au sieur Devoyon, prieur d'icelle, chanoine de Limoges, de la contenance de quatre perches trois quarts. »

En 1884 la partie de cette chapelle qui formait le sanctuaire a été rebâtie sur les mêmes fondations ; elle sert maintenant d'abri au clergé paroissial le jour de la fête de saint Eutrope. Dans la pre-

(1) Archives communales de Compreignac.

mière assise, à l'angle sud-est, on a placé une plaque en plomb portant l'inscription suivante :

ANNO DOMINI M D CCC L XXX IV
HOC PERANTIQUUM STI EUTROPI SACELLUM
JAM AB UNO SOECULO DIRUTUM
A. LECLER COMPREINIACI DECANUS
REÆDIFICARE CŒPIT.

MONTAIGUT. — Douze maisons, douze ménages, soixante-trois habitants. — Montaigut-le-Noir est situé vers l'extrémité méridionale de la commune, dans des montagnes dont le point culminant atteint 555 mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est la forme de ce sommet qui lui a fait donner le nom de Mont-Aigu. Dans quelques anciens documents, on le trouve désigné par le nom de Montaigut-en-Compreignac. L'abbé Nadaud nous dit dans son *Pouillé* : « A Montaigut-le-blanc, archiprêtre de Bénévent, le curé était habillé de *blanc*, comme étant chanoine de Bénévent. Ici, les religieuses étaient vêtues de *noir*, et pour différencier ces deux endroits on l'a appelé Montaigut-le-noir. »

Il y avait, en effet, à Montaigut, un ancien prieuré de filles, sous le patronage de sainte Anne. Il existait avant 1128. En 1196, l'abbé et le couvent de Saint-Martin-lez-Limoges lui donnèrent, moyennant les redevances spécifiées, le Mas de Vaupilou, aujourd'hui Goupilou, commune de Beaune (1).

Guy Foucaud, chevalier de Saint-Germain, par son testament du 29 juillet 1302, fit aussi une donation à ce prieuré : « Item lego..... monialibus de Monte-Acuto decem solidos semel solvandos. » (2).

Malgré ces donations, la prieure de Montaigut n'était pas riche, elle ne payait qu'avec peine ce qu'elle devait annuellement à l'abbaye de Saint-Martin-lez-Limoges. Aussi trouve-t-on, vers 1376, trace d'un « procès pour l'abbé et le couvent de Saint-Martin, contre la prieure de Montaigut à cause de XIX sextiers de seigle de pension dues par elle à l'abbaye de Saint-Martin ».

En 1262 et 1396, il n'y avait au prieuré de Montaigut que cinq religieuses. Un peu plus tard, cette maison ne pouvait plus se soutenir. Aussi, le 14 mai 1437, Guillaume de l'Hermite, abbé du Dorat, l'unit, par composition, au monastère de Ligueux. Ligueux était une abbaye royale de Bénédictines de la congrégation de

(1) Voir aux *Documents* le texte encore inédit de cette charte.

(2) Ce testament est publié par l'abbé Texier, dans le *Bulletin de la Soc. arch. du Limousin*, IX, 129.

Cluny, située dans la paroisse de ce nom, canton de Savignac-les-Eglises, arrondissement de Périgueux.

En 1627, l'abbesse de Ligueux avait affermé ses biens de Montaigut; mais, soit que ces biens ne rapportassent pas ce qu'on croyait, soit pour d'autres motifs, il s'en suivit entre elle et ses fermiers un procès qui n'était pas encore terminé au moment de la Révolution.

On ne connaît pas les prieures de Montaigut, si on en excepte Marguerite de Razès de Monisme en 1332, et Marguerite Derbeau à une date inconnue.

Aujourd'hui, tous les bâtiments anciens ont été détruits. L'emplacement de la chapelle est très reconnaissable près de la fontaine du village. On y voit encore la clef de voûte de ce petit édifice. Elle porte une croix, en forme de rosace, inscrite dans un cercle, comme le ^{xii}^e siècle en mettait à l'intersection de ses nervures rondes. Il y avait un cimetière, qui est ainsi indiqué, en 1742, dans l'ancien arpentement de la paroisse de Compreignac : « N° 3277. — Cimetière, de la contenance de deux perches et quart, appartenant au village. »

Le village de Montaigut, qui s'est formé autour des bâtiments du prieuré, eut beaucoup à souffrir de la peste de 1630. Il fut des premiers atteints, dans la première quinzaine d'octobre, et en peu de jours dix-huit de ses habitants succombèrent.

MONTCHAUD. — Douze maisons, douze ménages, cinquante-sept habitants. — Ce village doit son nom à sa position méridionale, sur le versant d'une montagne élevée de 483 mètres au-dessus du niveau de la mer.

MONTIMBERT. — Quatre maisons, quatre ménages, treize habitants. — Près de ce lieu, qui est sur la route de Compreignac à Saint-Pardoux, on trouve une partie de l'ancienne route de Paris, qui passait par Compreignac. Bien conservée jusqu'à nos jours, elle a été peu près détruite par l'extraction récente de son macadam.

NÉPOULAS. — Trente-quatre maisons, trente-quatre ménages, cent trente-cinq habitants. — Ce village était un point important pour le roulage avant l'ouverture de la ligne du chemin de fer de Paris. Il forme deux groupes d'habitations. L'un, sur le versant oriental des montagnes, et l'autre le long de la grande route.

Une partie des eaux de la ville de Limoges vient de sources répandues entre Népoulas et Angelard.

Le vendredi 28 janvier 1814, Notre Saint-Père le Pape Pie VII

passa au village de Népoules, lorsqu'il était reconduit de Fontainebleau en Italie. Il avait couché à Morterolle, et alla s'arrêter, pour prendre son repas, à la Maison-Rouge, un peu au-delà des limites de la commune de Compreignac, dans celle de Bonnat.

NESPoux. — Trente-cinq maisons, trente-cinq ménages, cent cinquante-cinq habitants. — Par le nombre de sa population, Nespoux est un des villages les plus considérables de la commune. Il avait un étang, qui a été desséché depuis peu.

Le 24 novembre 1519, une saisie eut lieu sur les fruits de ce village au nom de Jamette Dupeyrat, femme de sire Pierre Verrier, marchand et orfèvre de Limoges, comme héritière de feu Pierre Audier, son fils, héritier universel de feu Martial Audier, son père, de son vivant bourgeois et marchand de Limoges (1).

Palustras. — Au sommet des bois de Palustras, qui sont, comme l'indique leur nom, au-delà d'un marais (*palus trans*), on trouve une pierre appelée le *fauteuil du juge*. C'est une roche ordinaire sur laquelle on remarque une excavation affectant la forme d'un fauteuil. Peut-être la main de l'homme a-t-elle un peu aidé la nature à transformer ce bloc. Toutefois cette curiosité n'offre aucun intérêt pour l'histoire.

PENNY. — Neuf maisons, neuf ménages, trente-neuf habitants. — Le village de Penny domine le moulin du même nom, qui est placé sur la rive gauche du Vincou, dans une gorge des plus pittoresques.

Planchevieille. — Il ne reste plus rien des habitations, du moulin et de l'étang de Planchevieille.

Le 15 avril 1630, Pierre Benoit, chevalier, seigneur de Compreignac, permit, moyennant une geline par an, à François Martin, notaire royal du bourg, de construire un moulin à chanvre au-dessous de la chaussée de l'étang de Planchevieille (2).

Les registres paroissiaux signalent le lieu de Planchevieille comme un de ceux où la peste fit le plus de mal, au printemps de 1631.

PONTABRIER. — Trois maisons, trois ménages, douze habitants. — Ce lieu, placé sur la rive gauche du Vincou, doit tirer son nom d'un pont établi sur cette rivière. Dans l'arpentement de 1742, il est souvent appelé simplement Le Pont; mais dans l'hommage de 1438 il est désigné sous le nom de *Pons Aberi*.

Jean de Pontabrier, prêtre, et autre Jean de Pontabrier, son

(1) Terrier de Compreignac.

(2) *Ibid.*

frère, chirurgien, achetèrent, le 21 février 1614, de Vincent Descoudier, de la ville de Grandmont et y demeurant, procureur fiscal des juridictions des dits Grandmont et Moncocu, une maison dans le bourg de Compreignac. — M^e Jean de Pontabrier, praticien, habitait Compreignac le 11 mars 1633.

Le moulin de Pontabrier, sur l'étang de ce nom, que traverse le Vincou, fut acheté, le 18 février 1619, par Martial Benoit, seigneur de Compreignac : « Sachent tous que, pardevant le notaire royal soussigné et les témoins ci-après nommés, a été présent et personnellement établi M^e François Decoudier, bourgeois de la ville de Limoges, lequel a vendu à noble homme Martial Benoit, chevalier, conseiller du roi, trésorier général de France, seigneur de Compreignac et du Mas-de-Lage, deux moulins à blé, moulant l'un à seigle, l'autre à froment, appelés de Pontabrier.... et bâtiments joignants, appelés la Maison des Fournier, la maison vieille, haute et basse..., joignant l'étang appartenant au dit seigneur, et la maison des hoirs de feu Gabriel Pontabrier » (1).

En 1742, il avait « quatre meules, deux à seigle, une à broyer le chanvre et l'autre à piler le millet », et il appartenait à M^e Joseph Blondeau, seigneur de Compreignac.

Sur la porte d'une des maisons de ce moulin l'on voit encore les armes des Benoit : *d'azur au chevron d'or accompagné de trois mains bénissantes d'argent*.

PRASSIGOUT. — Sept maisons, sept ménages, trente-cinq habitants.

PUY-LARIOTTE. — Une maison, un ménage, six habitants. — Habitation isolée sur la rive droite du Vincou, en face du bourg.

PUY-MARTIN. — Cinq maisons, cinq ménages, dix-neuf habitants. — A l'ouest et dans les dépendances de ce village existe une curiosité naturelle, que le voyageur aperçoit en suivant la route de Thouron. Un chêne, d'une grosseur ordinaire, porte à son sommet un bouleau fort vigoureux. Au-dessus de la tête du chêne, s'élance le tronc blanc du bouleau et ses branches s'élèvent à une grande hauteur au-dessus du chêne sur lequel vit ce parasite.

PUY-MÉLIER. — Six maisons, six ménages, vingt-six habitants.

PUY-MENIER. — Trente-trois maisons, trente-trois ménages, cent quarante-deux habitants. — La route de Compreignac à

(1) Terrier de Compreignac.

Saint-Symphorien passe dans ce village, mais, quoique construite depuis plus de vingt ans, ses deux extrémités restent encore à faire.

Pierre-Etienne du Puy-Ménier (*de Podio Mainerii*) prétendait avoir des droits sur la chapelle de Courrieux, qui fut donnée à Aureil entre les années 1147 et 1189 (1).

Guillaume du Puy-Ménier vendit, avant 1304, trois setiers moins quarte de rente à Pierre des Cars sur le mas du Vieux-Bassac.

Louis Faulcon était seigneur du Puy-Ménier et de Nantiat en 1472. Les armes de cette famille sont : *écartelé, aux 1^{re} et 4^e d'azur à la croix d'or; aux 2^e et 3^e d'azur à trois fleurs de lis d'or et trois tours dont deux d'argent et une d'or.*

Le château du Puy-Ménier fut détruit, peut-être pendant la guerre des Anglais, mais toutefois il était ruiné lorsque cette terre passa, par acquisition, de la famille Faulcon à la famille Barny en 1583 (2). Un peu plus tard, le fief du Puy-Ménier fut acquis d'Antoine Barny, avec Compreignac, par Martial Benoit (3).

SAINT-ROCH. — Une maison, un ménage, cinq habitants. — Vers la fin de septembre 1630, un voyageur de nom et d'origine inconnus, descendu à l'hôtel des Trois-Anges, à Limoges, y mourut de la peste qui ravageait, cette année-là, l'Europe entière. Ce fut l'origine de la contagion qui dépeupla cette ville et ses environs. S'il faut en croire les *Annales*, elle emporta, « tant dans la ville que dans la Cité, aux faubourgs et la banlieue, 20,000 personnes ». On pratiqua de grandes fosses au cimetière de Saint-Cessateur, où furent jetés en hâte et sans les égards accoutumés, les corps, bien souvent privés de cercueil, car les ouvriers, comme les fossoyeurs, ne suffisaient pas au funèbre travail.

Compreignac et ses environs, après Limoges, furent des premiers atteints. Dès le mois d'octobre, cette peste y exerçait des ravages effrayants.

Pierre Mesnager, réfugié dans sa métairie de Beanne, écrivait que dans certains villages, « il n'est demeuré vivants ni hommes, ni femmes; ni petits enfants. Le dégât fut grand notamment du côté de Grandmont, aux villages appelés Clou, Puy-Garsault, Péret et autres », situés sur la limite orientale de la paroisse de Compreignac, mais dans celles de Saint-Sylvestre et d'Ambazac.

Le curé de la paroisse a écrit sur le registre des actes de sépulture : « Memoire soit, que depuis le quinziesme octobre, l'année

(1) Cartulaire d'Aureil.

(2) Voir cet acte d'acquisition aux *Documents*.

(3) Voir cet acte d'acquisition, en 1597, aux *Documents*.

1630, jusqu'au quinziesme janvier apres 1631, il en est mort au village de Montagut dix-huit tant petits que grands, et sont morts de la contagion. »

Et un peu plus bas : « Soit memoire que en l'année 1631, depuis environ le mardi gras, jusqu'à la fin du mois de juing de la dite année, il en mourut de la contagion, tant au village de La Jante, Planchevieille, Lavaud-Fleuret, que Compreignac ; il y en est mort de la dite maladie quatre-vingts ou environ. »

Enfin, ceux qui restaient encore, voyant leur impuissance à combattre cette peste, firent un vœu, et promirent de bâtir une chapelle à saint Roch, si le mal cessait.

Leurs prières furent exaucées. A la suite d'une procession faite le 16 août, fête de saint Roch, la peste cessa, en effet. Par reconnaissance, et pour accomplir leur vœu, ils bâtirent la chapelle de Saint-Roch, qui a subsisté jusqu'à la Révolution.

Les habitants de nos jours, oubliant le vœu et la reconnaissance de leurs pères, ont laissé tomber cette chapelle. Sur son emplacement la table de granit qui formait son autel est toujours à sa place ; à côté se dresse une croix de bois autour de laquelle on voit encore prier, le jour de Saint-Roch, quelques pèlerins venus des paroisses environnantes.

LA ROCHE. — Dix maisons, dix ménages, quarante-cinq habitants. — Ce lieu est appelé La Roche-de-Boussac, ou de Bassac, dans une reconnaissance du 13 novembre 1554 pour messire Léonard Barny, licencié ès-lois, juge ordinaire de la ville de Limoges et seigneur du fief noble du Mazet de Compreignac.

LA RODE. — Une maison, un ménage, six habitants. — L'étang de La Rode est aussi traversé par le Vincou. Ce dernier forme une très pittoresque cascade en franchissant la chaussée de l'étang. Le moulin a été reconstruit en 1889.

LE SAUVAGE. — Une maison, un ménage, huit habitants.

LA VAUZELLE. — Quinze maisons, quinze ménages, soixante-dix-huit habitants. — La Chambre des fées, située à l'est et à quelque distance de ce village, n'est autre chose qu'un immense rocher, faisant partie de la montagne, sous lequel il existe une cavité de peu d'étendue.

Vedrenne. — Le mas de Vedrenne avait été acquis par Pierre des Cars, de sire Robert de Résé, chevalier, à une époque inconnue, mais antérieure à 1304. La famille Benoit, de Limoges, le posséda ensuite. Par acte du 7 janvier 1403 (vieux style), Etienne

Benoit donne à l'église de La Drouille-Blanche, paroisse de Bonnat, une rente de six setiers de seigle sur son domaine de La Vedrenne, paroisse de Compreignac (1).

Les champs ont gardé le nom de Vedrenne, mais il ne reste aucun bâtiment. Au milieu d'une terre cultivée on trouve un souterrain-refuge de l'époque gauloise ; il est en partie comblé, et ce qui en reste est utilisé comme cave. Auprès, et non loin de la rive du Vincou, est une fontaine dite de Saint-Martin, à côté d'une croix, où les habitants du voisinage vont quelquefois prier pour obtenir la guérison de leurs malades.

VÉNACHAT. — Dix maisons, dix ménages, quarante-deux habitants. — Les tenanciers de Vénachat, le 26 octobre 1573, « déclarent devoir une rente foncière annuelle et perpétuelle à sire Antoine Dubois, bourgeois et marchand de Limoges, et à dame Barbe Boyol, veuve de feu M^e Pierre Dubois, élu, quand vivait, au haut pays de Limousin, pour et au nom et comme tutrice de ses enfants et du dit feu M^e Pierre, et comme ayant les droits cédés du sieur de Thouron (2) ».

VIEILLEVILLE. — Treize maisons, treize ménages, soixante-et-un habitants. — « D'après la tradition du pays, il existait jadis dans cet endroit une ville très vaste et très peuplée qu'on appelait Perey, dont l'enceinte se prolongeait jusqu'à un autre village nommé Ville-Bert. » Cette tradition, rapportée par M. Duroux en 1812, paraît déjà suspecte à M. Martin, membre correspondant de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Vienne en 1816. Et ce n'est pas sans raison. En publiant la dissertation de ce dernier, le comité de rédaction de notre Société archéologique témoigne le désir que des recherches plus profondes soient faites sur ce sujet. Je puis lui donner entière satisfaction.

La tradition de l'existence d'une ville de Peyré ne se trouve pas seulement à Compreignac, mais dans toutes les montagnes de nos contrées, et pour ce canton encore plus particulièrement dans le groupe qui s'étend sur les communes de Cieux, de Vaulry et jusqu'à Blond. J'ai visité, sans en omettre aucun, tous les lieux où une tradition quelconque plaçait cette ville. Or, je n'ai rien trouvé que des amas de pierres assez considérables, que les laboureurs sont obligés de sortir de leurs champs pour faciliter le passage de la charrue. Ces pierres sont entassées sur les limites des cultures. Si dans le pays le mot Peyré a un sens, il ne peut pas désigner autre

(1) L. GUIBERT, *Bulletin de la Société archéologique*, t. XXIX, p. 298.

(2) Terrier de Compreignac.

chose que ces amas de pierres brutes, qui n'ont jamais été employées dans aucune construction.

Quant à la ville de Peyré, indiquée près de Vieilleville, elle aurait occupé tout le triangle que forment les villages de La Jante, Vieilleville et Villebert. Or, ce dernier village est à 6 kilomètres des deux premiers, et Compreignac se trouve au milieu de ce triangle. « Une ville aussi vaste que l'annoncée M. Duroux, ayant existé à environ deux myriamètres de Limoges, est un fait historique d'autant plus extraordinaire que l'origine de Limoges se perdant dans la nuit des temps, il est difficile de se persuader que deux grandes villes ont existé à la même époque et à si peu de distance l'une de l'autre (1) ».

Il est inutile de s'arrêter plus longuement à cette prétendue tradition que rien n'appuie, et qui ici doit surtout son origine au mot Vieilleville. Quant à l'ancienneté de ce village, elle est très relative, car les pierres avec quelques moulures qu'on y trouve encore appartiennent à des portes ou à des fenêtres du *xvi^e* et même du *xvii^e* siècle.

VILLEBERT. — Quinze maisons, quinze ménages, soixante-seize habitants. — M. Martin, dans son rapport à la Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Vienne (2), dit que ce nom est composé de deux mots celtes : *Vil* ou *Gui*, d'où sont venus *ville*, *village*, et de *Ber*, qui signifie : 1° *clair*, *limpide*; 2° *illustre*, *célèbre*, et il conclut que Villebert veut dire ville illustre, ville célèbre. En acceptant la signification des deux mots celtes, et en tenant compte de la position topographique de ce lieu, je proposerai une étymologie plus modeste, mais qui semble plus vraie. Villebert est placé sur le versant oriental d'une montagne, dont le sommet, à 455 mètres au-dessus du niveau de la mer, domine tout le pays qui s'étend entre la Couse et le Vincou. En prenant le mot *Ber* dans le sens de *clair*, *limpide*, Villebert indiquera un village placé sur un sommet élevé et clair. Un grand nombre de lieux placés dans des positions semblables s'appellent Clair-Mont, ou Clermont.

Ce qui confirme encore cette étymologie, c'est que la montagne elle-même porte le nom de Peux-Bert, et qu'on ne peut pas songer à faire de ce sommet aride une montagne illustre et célèbre.

Entre les villages de Villebert et Népoux, dans une terre labourée, où l'on rencontre d'autres débris de constructions romaines, se trouvent cinq grandes dalles de granit, sur lesquelles une rigole

(1) *Bulletin de la Société archéologique de Limoges*, t. VII, p. 138.

(2) Année 1812, p. 50.

de 30 centimètres de large est taillée longitudinalement. Elles devaient paver l'avenue d'une habitation romaine, dont il ne reste pas d'autres traces. On en signale d'identiquement semblables dans des ruines romaines, à Poitiers (1), et au village du Mas, commune d'Azerables (2).

(1) *Bulletin monumental*, t. XL, p. 179.

(2) *Mémoire des Antiquaires de l'Ouest*, t. XIX, p. 241.

IV

DOCUMENTS

1196. — Donation, à Montaigut, du mas de Goupillou.

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod P... abbas Sancti Martini Lemovicensis et conventus ejusdem monasterii dedere et concessere in capitulo priorisse et sanctimonialibus de Montegut, mansum de Volpilo et ea que manso pertinent, et suum dominum et decimam, lespleit et ea que in manso suo erant eu vestir eu devestir, que omnia erant supradicte ecclesie Sancti Martini, tali censu quod supradicte domice debent annuatim reddere duodecim sextaria, VI frumenti et VI siliginis, vendentia et ementia, V solidos in festo sancte Marie septembris, duodecim sextaria debent reddi preposito de Beuna in cellario de Beuna, et V solidi in nativitate Domini, salvo jure parrochionatus ecclesie de Beauna et molendini. Et si aliquis de familia sanctimonialium ibi decesserit, ad ecclesiam suam reportabitur et sepeliatur, et si forte fortuitu, quod absit, aliquis aliquam violentiam super prenomatis que dominus abbas et conventus eis concesserit vellet inferre, dominus abbas et conventus debent jure defendere et sequi eas ubi aliquis vellet caudicari; ita tamen quod dominus abbas, seu ille quem mittet ad presentiam Domini Episcopi infra dietam unam, de bursa sua faceret expensam suam et nullam prorsus aliam. Hanc donationem confirmavit dominus abbas et totus conventus retinendo sibi V libras acceptamenti in mutatione abbatum Sancti Martini. Testes hujus confirmationis sunt P. Deveurat archidiaconus, Hel. Lamaeza, archipresbiter; Hel. Daisa, B. Olries, Nicolaus deu Cars, P. Laurers, archipresbiter; B. Deboisol, Michael, diaconus; Guido Rangt, Jaufiel de Compreiniac, Ymbert de Montaigut, A. de Montaigut, diaconus, et plures alii. Et ut ratum et firmum habeatur, predictus R. (*sic*) abbas sigillavit sigillo suo et confirmavit anno ab incarnatione Domini M^o C^o XC^o VI^o.

Collation et vidimus a été fait par nous, notaires royaulx, du susdit titre, à la requeste de noble dame Suzanne de Sainte-Aulaire, dame abbesse de Ligueux, ordre de Saint-Benoit en Périgord, laquelle nous a iceluy exhibé escrit en une petite peau de parchemin du même contenu que dessus, sans y avoir rien augmenté ni diminué en iceluy, a mesme temps retiré, dont lui avons concédé le présent acte nous le requérant, au parloir de la dite abbaye, le dixième du mois de novembre 1668.

(Archives de la Haute-Vienne. — N^o 6,703 du classement provisoire).

1405. — *Fondation d'un service dans l'église de Compreignac par noble Pierre Sarazin.*

Die septima mensis septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto, personaliter constitutis nobili viro Petro Sarazi domicello, domino du Mazet, filio nobilis viri Joannis Sarazi domicelli; videlicet dictus nobilis Petrus Sarazi de et cum licentiâ et auctoritate ac speciall modo dicti Johannis patris sui scripta agenda esse pro se et suis ex parte unâ; et dilecto in Christo domino Petro Robini presbitero, capellano de Compreignac etiam pro se et dicta ecclesia sua de Compreignac et suis successoribus quibuscumque ex parte alterâ. Profatus vir nobilis Petrus Sarazi domicellus non coactus, non seductus, nec ab aliquo, ut asseruit, circumventus, imo gratis et scienter, habens, ut dixit, devotionem ad ecclesiam de Compreignac donatione purâ, simpliciter et irrevocabili facta siquidem inter vivos et absque spe etiam illo tempore revocanda dedit, divisit, solvit perpetuo penitus et quitavit; seque dedisse, divisisse, voluisse perpetuo penitus et quitasse recognovit publicè confessus fuit dictæ ecclesiæ de Compreignac, prædicto Domini Robini presbitero pro ipsa ecclesia solemniter stipulanti et recipienti videlicet partem successionum ac tutum imo et actionem, quæ et quod ipse domicellus donator habebat et sibi competebat habere et exigere, requirere et sibi competere poterat et posset quoquo modo in et super decima du Boschero, sito in parochia de Compreignac, item in et super hæredita du Cosdri (?) de La Font-Perina, item in et super heredita promo (?) sex denarios monetæ communiter currentis siti in burgo de Compreignac, item in et super quasdam domos vocatas du Ardoula quas nunc tenet Petrus Perdrigier de Compreignac quartos solidos renduales monetæ communiter currentis, item in et super locum de La Gente siti in parochia de Compreignac duo sextaria siliginis, ad mensuram de Razes, item in et super horto vocato l'ort malate, quod nunc tenet capellanus de Compreignac, item in et super quamdam cumbam vocatam de Gautlier unum sextarium frumenti, cum hoc voluit et ordinavit dictus Petrus Sarazi domicellus donatorque; dictus capellanus et vicarius et eorum successores, teneantur facere annuatim pro præmissis superius declaratis, datis et transportatis unum anniversarium in eorum ecclesia de Compreignac, pro salute animæ ipsius donatoris et parentum suorum, tam in vitâ, quam in morte, in crastino festi beati Martini hiemalis; et quidquid juris actionis, proprietatis, possessionis, nominis, domini, deverii, etc., et devertivit et dictus donator de præmissis superius datis et declaratis et ipsum capellandum per traditionem notulæ præsentium litterarum, nominaliter et perpetuo investivit tanquam dominus fundalis et volens et concedens dictus donator, etc., ut dedit ac dat per tenorem presentium in mandatis omnibus personis tenentibus et explectentibus præmissas datas superius et declaratas quatenus de cætero ut antea solvant, reddant, sibi que præbeant et obediant dicto capellano et successoribus suis modo et forma ac terminis et pro ut sibi domicello donatori solvere reddere, obedire et

proebere teneantur et consuecebant solvere et quitare per presentem idem domicellus donator personas et tenentiariorum præmissas donatas tenentes et explectentes solvenda præmissa eidem capellano et suis successoribus, sibi que parendo et obediendo super illis profatus dicto commissario et jurato pro omnibus illis quorum interest et interesse potest et poterit in futurum solemniter stipulanti et recipienti, et promisit dictus capellanus pro se et suis successoribus facere anno quolibet dictum anniversarium die ac termino superius declaratis, et renunciaverunt dictæ partes et eorum quolibet pro se et suis omni exceptioni, mali, fauri, loci et promittentes dictæ partes, etc., obligaverunt, etc., et concesserunt litteras dominorum ducis Aquitanie et officialis Lemovicensis in meliori formâ; presentibus Petro Boscho de Compreignac et Bertolo Imberti fabro de Compreignac, testibus ad hoc vocatis, signatum Planchon.

Extrait collationné et vidimus a été fait par nous, notaire soussigné, en présence des témoins bas nommés, de l'acte ci-dessus, sur la copie qui nous a été présentée par M. François de Grateyrolle, curé de Compreignac, demeurant au bourg de Compreignac, laquelle nous avons trouvée conforme à la susdite copie, qui a été par lui de suite retirée; duquel collationné il nous a requis acte, lequel nous lui avons concédé. Ce 10 février 1792, présents sieurs Pierre Boyasse et Joseph Lageix, citoyens du bourg de Compreignac, qui ont signé avec nous et ledit sieur curé. Signé : de Grateyrolle, curé de Compreignac; F. Boyasse, J. Lageix et Luguët, notaire.

Enregistré à Compreignac, le 16 février 1792, fol. 105, case 3, reçu dix sols. Signé : J. Martin.

(Archives de la cure de Compreignac).

1438. — *Hommage rendu par le seigneur de Compreignac à l'évêque de Limoges.*

Nos, Petrus de Peyrato, domini nostri regis consiliarius, custosque sigilli autentici præfati domini nostri Francorum regis in baylivia Lemovicensis constituti, notum facimus universis quod coram fidei commissario nostro dicti que sigilli jurato subscripto ad hoc a nobis specialiter deputato, et testibus inferius nominatis, personaliter constitutis, nobilis vir Petrus Sarrazi domicellus, dominus de Compreignaco, qui gratis, scienter, pro se et suis recognovit et publice confessus fuit se tenera a Reverendo in Christo Patre et Domino Lemovicensi episcopo domino suo nomine et causa sue Ecclesie Lemovicensis in feodum et homagium ligium, cum juramento fidelitatis ea que secuntur.

Et primo quidquid ipse domicellus habet in burgo seu villa de Compreignaco predictis. Decimam dicti loci, et quidquid habet in manso deu Queyreu et de Lacu, videlicet duodecim solidos in prato de Campello et sex denarios commende in manso deu Peny.

Item sex denarios renduales quos idem domicellus habet in manso de Domars.

Item sex denarios commende quod ipse domicellus habet in manso deu Clipeux.

Item sex denarios commende in manso deu Cozet.

Item septem denarios commende quos idem domicellus habet in manso de Chabanas. Item super dicto manso habet etiam dictus domicellus unam eminam siliginis annuatim rendualem.

Item duodecim denarios renduales quos habet ipse domicellus in duobus mansis de Parasoulx.

Item in manso deu Nespoul septem denarios renduales, in manso de Rupe septem denarios commende.

Item amplius habet idem domicellus in dicto manso de Rupe quinque sextarios siliginis, quinque rasos avene, viginti solidos et tres gallinas, et est taliabilis dictus locus.

Item septem denarios commende in manso deu Salvage.

Item decem denarios commende in manso de Gardia.

Item decem et octo denarios commende in manso quod habet in platea de Compreignaco, in festo Epiphanie Domini et amplius vigeriam et jus vigerie de Compreignaco et manso de plenassas que premissa sita sunt in parochia de Compreignaco, et fuerunt quandam Elie Bodoyer proavi dicti domicelli.

Item recognovit amplius tenere item domicellus prefati Domini Reverendi Lemovicensis [episcopi] granarium suum de Compreignaco, cum domibus, viridario et nemoribus dicti deu Champforn, sitis inter nemora et pascua Francisci de Manso.

Item amplius Sorgaud et heredes Geraldii Bigaud cum quibus predeceasores ipsius domicelli consueverunt percipere duos sextarios siliginis ad mensuram de Razès et decem et octo solidos et octo denarios renduales.

Item domum dicti Rossen, cum hereditagiis et tenentiis suis in qua domo percipit idem domicellus unam eminam frumenti et quatuor solidos et sex denarios renduales.

Item cum Emerico Gerii ac tenentiis et possessionibus suis cum quo percipit quatuor solidos et unum sextarium siliginis rendualem ad mansuram de Razès.

Item cum Petro de Pomerio cum tenentiis in quo percipit idem domicellus septem solidos et quatuor denarios et unum sextarium siliginis et unam eminam frumenti renduales.

Item pratum de Campello quod potest valere sex solidos renduales.

Item partem suam quam habet in decima de La Rebeyrada que vocatur deu Treys et deu Quart, que potest valere anno quolibet octo sextarios siliginis renduales, vel circa.

Item tres sextarios siliginis et duos sextarios avene quos habet idem domicellus in manso veteri domini Hugonis Fulconis militis.

Item cum Petro et Joanne de Lascoux, qui solebant morari in manso de Las Brolhas, cum tenentiis cum quibus percipere consuevit ab antiquo idem domicellus ratione dicti loci de La Brolhas unam eminam siliginis, et sexdecim avene renduales.

Item quidquid juris habet idem domicellus in decima de Cozet quod potest valere quolibet anno undecim sextarios siliginis, aut circa.

Item pratum de Las Mesuras, vel Chantaviella cum suis pertinentiis quod valet quinque solidos renduales et tres aminas siliginis renduales.

Item quinque sextarios siliginis et quinque solidos renduales quos habet idem domicellus super mansum de Bossac.

Item viginti solidos renduales quos habet etiam idem domicellus in manso de Vieih-Bossac.

Item unum rasum avene et unum cumulatam avene et unum denarium super tenutas Marie de Penny de La Vauzelle.

Item cum quolibet homine tenente focum in manso deu Monchaud, habet ipse domicellus unum rasum et unum cumulatam avene renduales.

Item pratum deu Eychards situm inter nemora de Palustra et de Champ-forn, valent decem solidos renduales.

Item omne jus quod ipse habet et homines sui habent in nemore seu foresta de Palustra.

Item trigenta solidos renduales quos habet in terris et bonis domini Guillelmi de Razès.

Item duos sextarios et eminam siliginis et tres solidos renduales in manso de Boscheron.

Item eminam siliginis rendualem in manso de Las Vauzellas et premissa sita sunt in villa et parochia de Compreignaco.

Item recognovit tenere idem domicellus a dicto Domino suo jus quod habet in decima Gallona quod valet quinque sextarios siliginis renduales in eadem parochia.

Item homines qui morantur in manso de Villapalbart scilicet dicti Losmonier parochie sancti Pardulfi cum tenentiis suis, cum quibus percipit idem domicellus octo solidos et unam eminam siliginis et sexdecim rasos avene renduales et dictum bladum est ad mensuram de Razes.

Item recognovit tenere idem domicellus a dicto Domino suo tenentiam de Lacu cum pertinentiis suis quam excolere solebant heredes Petri de Furno.

Item cum dictis abbatibus de Lacu decem solidos, unum rasum et unum cumulum avene et unam gallinam rendualem ratione teneure de Lacu, sitam intra ecclesiam dicti loci.

Item tres solidos renduales apud Vouzela et unum rasum et unum cumulum avene renduales.

Item apud Podium-Martini quatuor solidos renduales, apud Brolium duodecim solidos renduales.

Item in nemore de Cumbis Ley Conos duos sextarios siliginis renduales.

Item in domo religiose prioressae de Monte-Acuto, duos sextarios siliginis et septem rasos avene, et quatuor denarios renduales.

Item partem ipso domicello contingentem de nemore de Palustra.

Item quamdam domum sitam apud Compreignacum, cum horto et aliis pertinentiis ejusdem domus, in qua solebat morari dictus Consul, sitam inter ecclesiam de Compreignaco ex parte una, et domum quondam Elie Bodoyer domicelli ex parte altera.

Item domum in qua solebat morari antiquitus Elias Bodoyer serviens, cum subterraneis propinquorum dicte domui, site inter domum dictorum Lous Sergaus ex una parte, et domum dicti Bocher ex parte altera.

Item quoddam pratum vocatum Charoux et quamdam partiam terre absam dicto prato contiguam inter pratum deu Rogers ex altera.

Item medietatem horti Seyra et medietatem horti de Ponte-Aberi.

Item in domibus dictorum Lous Ardoulats de Compreignaco undecim solidos renduales.

Item in domibus dicti Pommeyronaud habet ipse domicellus septem solidos et quinque rasos avene renduales.

Item in domibus filii Joannis Lou Mercier decem solidos et unum cumulum avene et unum sextarium siliginis renduales.

Item domum quam antiquitus solebat tenere et inhabitare dictus Chouffier.

Item domos quas tenet de presenti dictus Quiquard et hortum contiguum domui quam tenere solebat Bozo de Compreignaco, cum horto et aliis pertinentiis dicte domus.

Item quatuordecem denarios renduales quos habet idem domicellus in tenuta dicti Bochet de Compreignaco.

Item duodecim solidos renduales quos habet etiam ipse domicellus in prato domini Petri de Quadris militis de Campo pelo.

Item apud Nepoz duos sextarios siliginis reusses [renduales].

Item sex solidos renduales in domo quam tenere solet Sudraud de Compreignaco, sita inter domum quondam Elie Bodoyer servientis ex parte una, et domum dicti Bocher ex parte altera, et fuerunt omnia premissa superius dicta et narrata dictorum Los Bodeyeri, que premissa superius declarata ut dictum est, prefatus Sarazi domicellus acervit se tenere a prefato domino suo nomine et causa dicte ecclesie Lemovicensis, protestans dictus domicellus quod si ipse sciat vel sire poossit aliqua alia que sunt vel esse debeant de dicto feodo, ea quanto ad sui notitiam pervenerint, a dicto domino suo advocabit, et perpetuo intendit advocare ab eodem domino suo aliqua que comprehendantur seu comprehenderi debeant in premissis quod ab alio domino feodo ne moveantur vel moveri debeant, supplicans idem domicellus eidem domino suo et ejus officiariis quod si ipsi sciant vel scire possint aliqua aliaque sint vel esse debeant de dicto feodo suo, ea si placet sibi notificent et declarent, quia paratus est una cum premissis ab eodem domino suo advocare et amplius facere quod debebit, et siquis excessus vel defectus fuerit in premissis eos sibi placeat supplere. Hec autem acta et recognita fuerunt coram Joanne Corteix, clerico fidei commissario nostro in officioque dicti vigilli jurato subscripto, qui premissa loco nostro audivit et recepit, ut nobis fideliter retulit cui super hoc legitime commisimus vices nostras, relationi cujus nos prefatus custos fidem plenariam adhibentes et premissa laudantes et approbantes ac si coram nobis in judicio acta fuissent, sigillum predictum autenticum regium litteris presentibus in premissorum fidem et testimonium duximus apponendum.

Datum et actum coram dicto commissario et jurato nostro presentibus testibus ad hec vocatis Stephano Laborie, *alias* Doat et Juniano Laborie, ejus filio, ville Sancti-Juniani habitantibus, die septima mensis octobris anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo octavo, signatum : Corteix, clericus retulit.

(Terrier de Compreignac).

1458. — *Teneur des rentes dues sur le ténement des Boulauds, qui ont autrefois appartenu à la cure de Compreignac, et à présent appartiennent au seigneur du dit lieu, au moyen de l'échange qui a été fait entre le dit seigneur et le dit curé des rentes appartenant à l'église, avec la dtme du dit ténement, appartenant au dit seigneur de Compreignac.*

Nos custos sigilli autentici in ballivia Lemovicensi pro Domino nostro Franciæ rege constituti, notum facimus universis quod coram fidei commissario nostro in officio que dicti sigilli regil jurato, subscripto, et testibus inferius nominatis, honorabili et scientifico viro Domino Guillelmo de Sandelis, in legibus licenciato, canonico ecclesiæ cathedralis Lemovicensis, capellano ecclesiarum parochialium de Compreignaco et de Valeyra Lemovicensis diocesis, pro se et suis successoribus pro tempore futuro, capellanis prædictæ ecclesiæ de Compreignaco ex una parte, et Petro de La Vallette, pro nunc commorente in burgo de Compreignaco, etiam pro se et suis heredibus et successoribus quibuscumque ex alia parte, Prefatus vero dominus de Sandelis capellanus et rector prædictæ ecclesiæ de Compreignaco..... acensavit et in amphitheosam tradidit..... Datum et actum die 9^a mensis Martii anno Domini, millesimo quadringentesimo quinquagesimo octavo.

(Terrier de Compreignac).

1472. — *Acquisition faite par Louis et Antoine Dubois, le 2 avril 1472, du seigneur de Nantiat, de la rente du Grand-Malagnac.*

Nos custos sigilli autentici regii in ballivia Lemovicensi pro Domino nostro Franciæ rege constituti notum facimus universis quod coram fidei commissario nostro in officioque dicti sigilli jurato subscripto ad hec a nobis specialiter deputato et testibus inferius nominatis personaliter constitutis, nobili viro Ludovico Fulconis domicello, domino de Puymenier et de Nantiaco Lemovicensis diocesis pro se et suis heredibus et successoribus universis ex una parte, et Petro de Malagnac, secundo nato parochiæ de Compréniaço, tam pro se, quam pro altero Petro semore, primo nato, et alio Petro juniore et ultimo nato, Joanne et Georgio de Malagnac fratribus suis..... ex parte alia. Et provido viro Antonio de Bosco, burgense et mercatore dicti castri Lemovicensi etiam pro se ejusque heredibus et successoribus, ex parte alia.....

(Terrier de Compreignac).

1583. — *Acquisition du fief du Puy-Ménier.*

Sachent tous qu'il appartiendra que par devant le notaire royal soussigné et les témoins ci-après nommés, le mercredi 28^e jour du mois de sep-

tembre 1563, au bourg de Compreignac, sénéchaussée de Limousin, en la maison de Jacques Martin, marchand du dit bourg, et environ l'heure de huit heures du matin du dit jour, furent présents et personnellement établis en droit Martial de Rouffignac, écuyer, seigneur de Sannat et du Cros de Balledent, demeurant au château de Sannat, paroisse de Saint-Junien-les-Combes, sénéchaussée de Limousin, faisant et contractant ces présentes tant en son nom propre et privé que comme procureur de damoiselle Valérie Faulcon, sa mère, et veuve de feu Christophe de Rouffignac, en son vivant écuyer, seigneur du dit Sannat, et père du dit Martial de Rouffignac, et contractant ces présentes comme procureur de Jean de Rouffignac, son frère, écuyer, sieur de Janailiac, et de d^{lle} Marie et Jeanne de Rouffignac, ses sœurs... d'une part, et honorable Antoine Barny, licencié ès-lois, juge des juridictions de Grandmont, Razès et Bes-sines, sieur de Compreignac, d'autre part.. Davantage a dit lui appartenir un sollar où paraissent de présent certaines vieilles mazures, où souloit être la maison noble du dit fief du Puy-Ménier; ensemble un jardin, appelé l'Ort du Seigneur, lesquels mazures et jardin sont situés dans le village du Puy-Ménier..... Cède, moyennant le prix et somme de 1,610 écus sols, revenant, suivant l'ordonnance, à la somme de 4,830 livres tournois.

Foi et hommage lige à l'évêque de Limoges.

(Terrier de Compreignac).

1594. — *Extrait du brevet de prédicateur et aumônier du Roy Henry le Grand, signé de sa propre main, et contre-signé de M. Forget, seigneur de Fresne, secrétaire d'Estast, en faveur de messire Pierre Benoist, frère du sieur de Compreignac en Limousin, docteur de Sorbonne, archidiacre et théologal de l'église cathédrale de Limoges, vulgairement appelé à Paris le jeune Benoist, à la différence de René Benoist, curé de Saint-Eustache, qui convertit le même roy Henri le Grand.*

Aujourd'hui, 22 jour d'avril an V^e III^{xx} XIII, le roy étant à Saint-Germain-en-Laye, sur le récit qui lui a esté fait de bon devoir que messire Pierre Benoist, docteur de théologie de la Faculté de Sorbonne, a fait d'annoncer la parole de Dieu, et voulant à ceste occasion, suivant ses mérites l'honorer de quelque qualité pour estre près de sa personne, Sa Majesté lui a accordé la charge et place d'un de ses prédicateurs et aumôniers avec pentlon de deux cents écus par an à prendre sur son esparne, pour cet effect a commandé les lettres pour ce nécessaires luy estre expédiées; et cependant le présent brevet, qu'Elle a voulu signer de sa main et fait contresigner par moy son conseiller en son conseil d'Estast et secrétaire de ses commandements.

(Signé) HENRI (et plus bas) : FORGET.

Ledit Pierre Benoist, docteur de Sorbonne, archidiacre et théologal de Limoges, estoit frère de Martial Benoist, seigneur baron de Compreignac,

qui estait surintendant des finances pour la Ligue dans les généralités de Limoges et de Bordeaux, auquel le mesme roy Henry-le-Grand, après la réduction de Paris donna plusieurs beaux emplois, entre autre celuy de la vérification de la noblesse avec M. de Marillac qui fust depuis garde des sceaux dans la généralité de Limoges, et quelques provinces circonvoisines, et celuy de Grand-Voyer dans la Guyenne; en conséquence duquel il fist restablir tous les pavés, ponts et chaucées. Il estoit oncle de la femme du sieur du Bernet, qui fust advocat général du Grand Conseil à vingt-un ans, président à mortier au Parlement de Bordeaux, premier président au Parlement de Provence, et enfin premier président au Parlement de Bordeaux, lequel estant mort à Limoges pendant les dernières guerres de Guyenne voulust estre enseveli auprès dudit Pierre Benoist, docteur de Sorbonne, prédicateur et ausmosnier du roy. Il estoit aussi grand oncle du sieur Benoist, seigneur, baron de Compreignac, à présent conseiller au Parlement de Bordeaux. Il mourut à Tours, en revenant de Paris en Limousin, d'où il estoit natif, ayant esté empoisonné dans une maladie par un chirurgien huguenot qui crut rendre un grand service à sa religion de faire périr un grand prédicateur catholique.

Le dit sieur Pierre Benoist fust conguu du roy Henry-le-Grand par le moyen de René Benoist, doyen de la Faculté de Sorbonne, nommé à l'evesché de Troye, qui convertit le roy, lequel estoit de basse condition d'Angers, voulut passer pour son parent à la faveur de la ressemblance du nom, et rendit témoignage à Sa Majesté que pendant le siège et le blocus de Paris, il avait toujours fait prier bien à la fin de ses sermons pour la conversion du roy, et que quoiqu'il fust de la Ligue, il ne l'estoit que pour l'intérêt de la religion, et non pas par un esprit de faction, ce qui fust attesté à S. M. par tous les Parisiens; c'est pourquoy il l'envoya quérir pour luy tesmoigner qu'il luy scavoit bon gré de son procédé, lui promit hautement le premier esvêché vacant, et lui donnant cependant le susdit brevet, dont il ne jouit pas longtemps, étant mort un an après.

M. de Mézeray dit (1) que le Roy donna la charge de Grand-Voyer à M. de Rosny en l'an 1598. Il pouvait ajouter que M. de Rosny donna sa lieutenance à Martial Benoist, sieur de Compreignac, président des trésoriers de France en ladite généralité, lequel s'appliqua avec grande exactitude à la fonction d'icelle, en faisant réparer tous les ponts, pavés et chaussées, à la grande satisfaction des peuples qui se louent encore de ses soins et diligence pour cela.

Le mesme Martial Benoist donna des preuves de son courage à la bataille de La Roche-l'Abeille en Limousin, combattant dans l'armée du duc d'Anjou, qui fut ensuite Henry III, de laquelle rencontre M. Mézeray parle (2) l'appelant seulement escarmouche. Il combattit aussi à Rocquemadour dans l'armée des catholiques, ayant été blessé dans cette rencontre aussi bien que celle de La Roche-l'Abeille; M. Mézeray parle de cette dernière (3).

(1) Page 1353 de son *Abrégé*.

(2) Page 1061.

(3) Page 1292.

Il fut aussi député par Henry IV avec M. de Marillac, maistre des requestes, qui fust depuis garde des sceaux, pour la vérification de la noblesse de la généralité de Limoges, lequel roy faisant son entrée à Limoges le caressa fort et lui dit qu'il lui fust aussy fidèle serviteur qu'il avoit esté bon et sincère ligueur.

Le roi Henry III ayant mis le sieur de Chambéry pour gouverneur particulier de la ville de Limoges pour la conserver à son service pendant les troubles, parce qu'il n'estoit pas assuré du comte de Ventadour, gouverneur de la province, il fit une sortie par l'ordre dudit sieur de Chambéry sur ledit comte de Ventadour, qui avoit bloqué la ville pour en chasser Chambéry, et dans cette sortie il rompit les barricades du comte, fit entrer des vivres, et donna si grande espouvante au comte de Ventadour qu'il se retira, ce qui conserva la ville à Henry III.

Il fust fait superintendant des finances dans la généralité de Limoges et de Bordeaux et de l'armée de Guyenne par commission du cardinal de Bourbon, qui se qualifiait Charles X, et après la mort de ce cardinal le duc du Mayne lui envoya une pareille commission en son nom, prenant la qualité de lieutenant général de l'Estat et Couronne de France, lesquelles commissions sont entre mes mains.

(Bibliothèque nationale. — Manuscrit français, n° 20,793, folio 289.)

1597. — *Contrat d'acquisition de la terre de Compreignac.*

Sachent tous présents et à venir qu'aujourd'hui, seiziesme jour de juillet l'an mil cinq cent quatre-vingt-dix-sept, par devant le notaire royal en la sénéchaussée du Limousin soussigné, et présents les témoins bas nommés à Limoges en la maison de honorable Monsieur M^r Martial Benoist, conseiller du roi, trésorier de France, général de ses finances au bureau établi audit Limoges, seigneur du Mas-de-l'Age, a été présent en sa personne honorable M^r Antoine Barny, habitant la présente ville, lequel de sa bonne volonté et parce que très bien lui a plu et platt, a vendu, cédé, quitté et par la teneur des présentes perpétuellement transporte audit sieur M^r Martial Benoist, seigneur du Mas-de-l'Age présent en sa personne stipulant et acceptant à savoir les seigneuries et fiefs nobles de Compreignac *alias* du Mazet et du Puymeynier en la paroisse dudit Compreignac, icelles seigneuries et fiefs, avec tous leurs cens, rentes, droits de dixmes, tierceries, métairies, propriétés d'icelles, avec tout le bétail étant dans icelles, et appartenant audit sieur Barny, étangs, bâtiments, bois de haute-futay, bois taillis, guerrennes, droits de vigerie, péage et toutes autres appartenances et dépendances d'iceluy, sans y faire aucune réservation et ce avec tous les droits seigneuriaux de retention par puissance de fiefs, investiture, droits de lots-et-ventes et aultres quelconques dépendants des dites seigneuries et fiefs, tous ainsi et de même que tant ledit sieur vendeur ses fermiers, receveurs et autres en jouissant et ont accoutumé d'en jouir avec tous, réservé seulement la rente foncière due sur le village de La Riblière-Doyrat, en la

paroisse de Saint-Symphorien, dépendante de la dite seigneurie de Comprégnac pour être de présent en litige entre ledit sieur vendeur, les tenants dudit village et les héritiers de feu Pierre Massonlaud, vivant procureur au siège présidial de Limoges, tous les droits, cens, rentes, propriétés, droits de dixmes et tous grains, laines et agneaux, droit de vigerie, péage, tierceries, malteries, étangs et autres choses en dépendant au long désignées et spécifiées et contenues par la déclaration de tous iceux écrits au pied du présent contrat, signé des parties, témoins et notaire sous écrits, à laquelle déclaration spécifique en la forme et teneur, par icelle desdites parties se rapportent, et ce pour jouir par ledit sieur Benoit acquéreur de toutes les entières seigneuries de Comprégnac et du Puy-menier, et de toutes les choses en dépendant, ainsi qu'elles sont spécifiquement désignées par la dite déclaration comme de sa chose propre et ainsi en disposer à la charge seulement de payer au curé de Comprégnac vingt-huit setiers de seigle mesure de Limoges, de pension annuelle pour cause et sur les dixmes qui sont prises sur ladite paroisse de Comprégnac, comprenant aussi en ladite acquisition les droits de dixmes, de grains et charmelages accoutumés être levés par ledit sieur Barny, ses receveurs et fermiers, sur le bourg et paroisse de Saint-Symphorien acquis par ledit sieur Barny, vendeur de Demoiselle Jeanne de Montrocher, veuve de défunt seigneur de Saint-Pardoux, lesdits droits de dixme tenus par ledit sieur Barny par l'acquisition de la dite Demoiselle, pour la somme de cinq cents livres à pacte de rachat ainsi qu'il est contenu par le contrat sur ce reçu par M^r Laurens Dufraisse de Razès, délivré par icelui sieur Barny audit sieur Benoit, ladite vente faite pour et moyennant le prix et somme de sept mille six cent soixante-six écus deux tiers, revenant à vingt-trois mille francs payables comme ledit sieur Benoit, acquéreur, a promis et s'est obligé payer audit sieur Barny et à son acquit et décharge, à savoir à sire Martial Bayard, héritier de feus sires Jean et autre Jean Bayard ses père et frère, autrement appelés les Thaliayres, la somme de cinq cent soixante-six écus deux tiers revenant à dix-sept cents livres dues, ainsi que le sieur Barny a dit; aussi a dit devoir par obligation à sire Jean Maledent le jeune, bourgeois et marchand de la présente ville, tant en son nom, qu'au nom de tuteur des enfants de feu sire Joseph Maledent, son frère, la somme de sept cent trente-trois écus un tiers, revenant à vingt-deux cents livres, aussi à lui dues par ledit sieur Barny par obligation payable, celle de Bayard audit nom dans le onzième novembre prochain, et celle dudit Maledent dans le premier octobre aussi prochain, outre lesquelles sommes revenant à trois mille neuf cents livres, icelui sieur Benoit acquéreur a icelle payé comptant, réellement et de fait audit sieur Barny, vendeur, stipulant comme dessus la somme de mille trois cent soixante-six écus deux tiers, revenant à quatre mille cent livres et ce en quart d'écus testons, pièces de dix et de vingt sols et autre bonne monnaie, le tout du poid et coing de l'ordonnance, dont et de laquelle entière somme de huit mille francs après les paiements desquels ledit sieur Benoist s'est chargé faire vers ledit Bayard et ledit Maledent, icelui sieur Barny s'est contenté, et d'icelle a quitté, comme quitte ledit sieur Benoist acquéreur avec pro-

messe n'en demander jamais, ni permettre être demandée aucune chose, en jugement ni dehors, et les cinq mille écus sols, revenant à quinze mille livres parfaissant le total prix de ladite acquisition, icelui sieur Benoist acquéreur a promis et s'est obligé payer audit sieur Barny, vendeur, dans trois ans prochains à compter de la date des présentes et finissant au même jour et ce pour tous délais : pendant lesquels et durant iceux ledit sieur Benoist acquéreur a promis et s'est obligé payer audit sieur Barny la somme de deux cents écus par forme de jouissance pour chacune desdites années, pour la présente au paiement desquelles icelui sieur Benoist a payé et d'avance audit sieur Barny, vendeur, la somme de deux cents écus faisant six cents livres, en mêmes espèces que dessus, dont icelui sieur Barny s'est contenté et d'icelle a quitté ledit sieur Benoist pour la première année. Et lequel sieur Benoist a promis payer audit sieur Barny par avance chacune des deux autres années suivantes pareille somme de deux cents écus, à chaque fête de Saint-Jean-Baptiste, dont commencera la première desdites deux années à la Saint-Jean-Baptiste prochaine, et auquel temps et terme de trois ans faisant par ledit sieur Benoist, acquéreur paiement de ladite somme de cinq mille écus restant en fond de terre ou autrement dûement assurée, ladite somme pour l'effet de la garantie de la présente acquisition. Et a, outre ce, le dit sieur Barny promis de fournir et délivrer audit sieur Benoist tous titres, livres baillettes, documents et enseignements concernant les droits et devoirs desdites seigneuries et choses vendues contenues en ladite déclaration, et ce par inventaire sommaire qui sera inscrit au pied du présent contrat, et desquels icelui sieur Benoist se chargera pour en faire exhibition et représentation audit sieur Barny toutes fois qu'ils lui seront requis. Et en événement que dans les susdits temps de trois années ledit sieur Barny ne trouverait fonds commodes ou autre due assurance pour recevoir ladite somme de cinq mille écus restante du total prix de la présente acquisition, audit cas et jusqu'à cet effet il sera tenu de représenter ladite somme pour être mise à l'intérêt entre les mains de marchand, ou autre personne solvable au profit du sieur Barny, vendeur. Et avec ce, s'est ledit sieur Barny, vendeur, dévestu et dessaisi desdites choses vendues, leurs appartenances et dépendances par la forme qui sont contenues en ladite déclaration contenue au pied du présent contrat, et de tout à investir ledit sieur Benoist acquéreur par le bail de la cede des présentes, se constituant tenir le tout désormais pour et au nom dudit sieur Benoist, acquéreur, lequel a promis et s'est obligé garantir le tout envers et contre tous, et de tous troubles, charges, rentes, obligations et hypothèques quelconques, qu'il a déclaré tant par ledit présent contrat que par déclaration et désignation spécifique, contenue au pied dudit présent contrat, et avec pacte de même. Et expressément accordé entre les parties, que ledit sieur vendeur a promis et s'est obligé faire cesser tout lignagier, que durant l'an et jour de retrait voudrait recouvrer les choses vendues par droit de lignagier, à peine de cinq cents écus de peine commune, et accordé entre les parties sans laquelle ledit sieur Benoist, acquéreur, n'est entendu en la présente acquisition, de tout ce que dessus ont lesdites parties et chacune d'elles

en droit, oy, promis tenir et accomplir de point en point; en défaut de ce ont promis amender et payer tous dépens, dommages et intérêts que l'une d'icelles ferait ou souffrirait par le défaut de l'autre, et tenir les choses susdites, renonçant sur ce à toutes renonciations tant générales que spéciales par lesquelles pourrait venir contre la teneur de ces présentes, et ce moyennant leur serment, par eux et chacun d'eux, sur ce fait, touché les heures, et sous obligation et hypothèque de tous et chacun de leurs biens présents et advenir à quoy faire et souffrir ont voulu être contraints par tous juges, tant royaux que subalternes, à la juridiction desquels se sont soumis, à dire, faire, et souffrir ont été de leur propre vouloir et consentement condamnés par le notaire royal en la sénéchaussée de Limousin à Limoges soussigné, ainsi qu'a rapporté à nous garde du scel royal autentique établi aux contrats au baillage de Limoges, par ces présentes, de sa main signées, à la relation duquel nous soy plénière adjouttons, ledit scel autentique que nous gardons, à ces dites présentes avons mis et apposé.

Fait audit Limoges, en la maison dudit sieur Benoist, en présence de honorable maître Pierre de Douhet, sieur du Puymoulinier, eslu pour le roy au présent pays de Limousin, et le sieur Léonard Saleys, bourgeois et marchand de la présente ville, témoins.

Signé à l'original des présentes : Barny, contractant; Benoist, contractant; L. Saleyx, présent, et de Douhet, présent. Signé : Vernejoul, notaire royal.

(Terrier de Compreignac.)

1619. — Acquisition de la justice de Compreignac.

Sachent tous qu'il appartiendra que pardevant le notaire royal soussigné, et les témoins sous nommés ont été personnellement établis Révérend Père en Dieu M^{re} Raymond de la Martonie, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, et évêque de Limoges, pour lui et ses successeurs d'une part, et noble Martial Benoit, écuyer, sieur de Compreignac et Mas-de-Lage, conseiller du roy, président et trésorier général de France, pour lui, ses héritiers et successeurs, d'autre part. Comme soit ainsi que ledit seigneur évêque n'ait rien tant en recommandation que d'augmenter et accroître par tous les moyens licites les revenus du temporel de son évêché; ayant trouvé à son advenement que son dit temporel était chargé de neuf vingt livres de rente annuelle et perpétuelle envers M^{rs} les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale du dit Limoges, en conséquence de certains passages, maisons, jardins et autres domaines dans lesquels ses prédécesseurs avaient commencé à bâtir le château épiscopal, comme plus emplement est contenu par les transactions sur ce faites entre ledit sieur évêque, doyen et chanoines, en date du 30^e janvier 1553, signées Goubert et Palais, il aurait cherché de se décharger et acquitter d'icelle rente de neuf vingt livres, laquelle intention ayant fait savoir et communiquer aux dits sieurs doyen et chanoines, après avoir usé de plusieurs remises et sur ce mûrement délibéré, lesdits sieurs auraient voulu et arrêté d'amortir

icelle rente à eux due pour la somme de cinq mille livres, ainsi qu'il résulte par les actes capitulaires sur ce fait et contrats d'amortissement passés par le notaire soussigné, en date du 18^e jour du mois de mai dernier. Pour parvenir auquel amortissement, ledit sieur Benoit, pour plus grande assurance, se serait obligé envers les dits sieurs du chapitre de ladite somme de cinq mille livres, à la prière et requête du dit seigneur évêque et pour lui faire plaisir, pour laquelle payer et rembourser au dit sieur Benoit et par ce moyen décharger l'hypothèque qu'il avait sur le domaine dudit évêché, ledit seigneur évêque aurait fait proclamer, de l'avis desdits sieurs doyen et chanoines, es églises paroissiales de la ville et cité de Limoges, paroisses de Compreignac, Bessines, Razès et autres, si quelqu'un désirait acheter quelque partie du domaine dudit évêché, du moins domageable pour ladite somme de cinq mille livres, en faisant la condition de l'église avantageuse, serait reçu. Lesquelles proclamations ayant été publiées par diverses fois aux prônes des dites églises les jours de dimanche, des affiches d'abondant aux carrefours et lieux publics de la ville et cité par un sergent, et étant venue par ce moyen à la notisse du dit sieur Benoit, il se serait adressé audit sieur évêque, et lui aurait représenté qu'ayant su, par lesdites affiches et proclamations qu'il fait faire, qu'il est en volonté d'aliéner quelque portion de son domaine, la moins commode et fructueuse pour la somme de cinq mille livres, se décharger de pareille somme qu'il lui doit pour les causes contenues au contrat sur ce fait, et que s'il lui plaît de lui laisser la justice que ledit seigneur a dans la paroisse de Compreignac, dépendant de la juridiction de Razès, bien que icelle justice ne soit d'aucun revenu et ne rapporte aucun profit, mais d'autant que ledit sieur Benoit a dans la paroisse tous les fiefs, censives, fondalités et une grande partie des dîmes, inféodée pour la conservation de ses droits et plus grande autorité, il offre audit seigneur évêque de payer à son acquit la somme de cinq mille livres et de décharger l'hypothèque qui est pour raison due sur tout le domaine de son dit évêché. et de plus, pour améliorer la condition de l'église, offre de lui donner en permutation la justice de Condat et prévôté de Saint-Lazis [Lazare (?)], des mêmes façon et manière qu'il l'a acquise de noble homme Léonard Gay, sieur de Nexon, laquelle justice ledit Gay ou ses auteurs ont acquise du roi, lors de l'aliénation de son domaine, avec promesse d'icelle garantir jusqu'à la somme de mille livres, d'autant que ledit domaine du roi est perpétuellement rachetable, laquelle lui est grandement commode et assez bienséante pour être joignante à la terre et châtellenie d'Isle, appartenante audit seigneur évêque. Sur lesquelles offres voyant qu'aucunes personnes ne se présentaient pour en faire d'autres, ledit seigneur évêque ayant fait recherche du rapport et profit que lui rendait ou pouvait rendre ladite justice de Compreignac, et même fait faire des extraits des défaut et amendes puis les quinze ans derniers, qui se seraient trouvés ne valoir rien du tout, qu'au contraire souvent les seigneurs évêques, ses prédécesseurs, avaient été contraints d'employer de leur revenu pour nourrir leurs officiers lorsqu'ils viennent tenir les assises sur les lieux, et pour la poursuite des procès criminels qu'il y a quelquefois ; et qu'aussi ledit seigneur évêque

n'a aucune rente censive, ni fondalité, maison ou château dans ladite paroisse que seulement tiers d'une dîme appelée de la Ribeyrade, qui peut valoir de dix à douze setiers de blé par an, que par ce moyen ladite justice lui est du tout plus honoreuse que profitable, ayant le tout communiqué à son conseil et principalement à M^{rs} les doyen et chanoine, de l'église cathédrale de Limoges, lesquels auraient par acte du 29^e jour de mai dernier, reçu par Laurent, scribe, trouvé les offres dudit sieur Benoit utiles et avantageuses pour ledit seigneur évêque, et baillé avis d'icelles accepter comme est contenu par ledit acte. A ces causes est-il que ledit seigneur évêque, de l'avis de son dit conseil, doyen, chanoines et chapitre, tant pour lui que pour ses successeurs, acceptant lesdites offres pour le bien de l'église et revenu de l'évêché, a vendu, cédé, quitté et perpétuellement transporté audit sieur Benoit, stipulant et acceptant, tous les droits de justice : haute, moyenne et basse, mère et impère, devoirs, juridictions, émolumens, autorités, prérogatives et autres choses dépendantes de la justice de la paroisse de Compreignac, appartenant audit seigneur évêque et dépendant de la seigneurie de Razès, consistant aux villages qui s'ensuivent, savoir ce qu'il y a et peut avoir de justice *dans le bourg dudit Compreignac, les moulins de Pontabrier, La Rode et Planchevieille, Chabannes, Le Mas, Prassigou, La Roche, La Vauzelle, Vénachat, Chatenet, Montaigut, Montchaux, Puy-Ménier, Laou-Fleuret, Népoux, Villebert, Massouas, Doumar, Bachellerie, Maudant, et outre les villages de Grudet, La Ribière-Doyrat et Las Bordas et Maisonneuve, lesquels sont hors de ladite paroisse de Compreignac*, et ce que les tenanciers et habitants du village de Penny, Beausoleil, Villechenoux, Beaumont, La Jante, Puymartin, Margnac, possèdent et font valoir dans ladite juridiction de Razès, et généralement tout ce que ledit seigneur a de justice dans la paroisse de Compreignac, sans y rien réserver en façon quelconque, si ce n'est l'hommage lige que ledit sieur Benoit et ses dits successeurs à l'avenir seront tenus faire audit seigneur évêque et ses successeurs, en la manière accoutumée, à cause de ladite seigneurie dudit Compreignac et fiefs joints à icelle, même ladite justice vendue et échangée sans aucune réserve ni exception pour, par ledit sieur Benoit, jouir à l'avenir de ladite justice que ledit seigneur évêque a et peut avoir comme dit est dans le bourg de Compreignac et villages ci-dessus spécifiés, dudit bourg, moulins, villages ci-dessus mentionnés, comme de son bien propre, sans que ledit seigneur évêque soit tenu de faire ladite justice de plus grande étendue que comme ses prédécesseurs en ont accoutumé d'en jouir, et en contreschange et permutation de laquelle aliénation icelui sieur Benoit, suivant ses offres, a quitté et déchargé par ses présentes tant ledit seigneur évêque que ses successeurs de la somme de cinq mille livres, en laquelle il était obligé, à sa prière, envers lesdits sieurs doyen et chapitre pour l'amortissement de la rente de neuf vingt livres par le susdit contrat, et a promis et promet ne lui en demander aucune chose à l'avenir et le tenir quitte ores et pour l'avenir envers lesdits sieurs doyen, chanoines et chapitre, outre laquelle somme pour le bien et augmentation dudit évêché a cédé, quitté et délaissé audit seigneur évêque, stipulant comme dessus la justice haute,

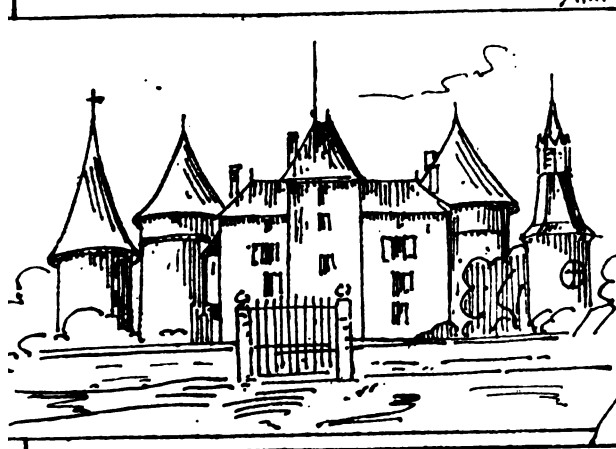
moyenne et basse, mère, mixte, impère de Condat et prévôté de Saint-Laxe [Lazare (?)], appartenant audit sieur Benoit, comme ayant les droits de noble homme Léonard Gay, sieur de Nexon, qui l'avait acquise, ou ses auteurs, du roi, lors de l'aliénation de son domaine, avec tout ce qui peut dépendre de ladite justice et prévôté pour la tenir en la même qualité qu'elle a été acquise par ledit sieur Benoit. Et d'autant que le domaine du roi est inaliénable et sujet à rachapt perpétuel, icelui sieur Benoit a promis seulement garantir icelle justice jusqu'à la somme de mille livres en cas de revente ou rachapt du dit domaine, sans qu'il soit tenu d'aucune autre éviction, dépense, dommages et intérêts que jusqu'à icelle somme. Et moyennant ce, ledit seigneur évêque et ledit sieur Benoit se sont respectivement et réciproquement dévestus desdites justices et s'en sont investus l'un et l'autre par le bail des présentes, d'où veulent qu'ils en jouissent des à présent comme à l'avenir, promettant les tenir et posséder pour et au nom de l'autre, et ledit seigneur évêque a promis porter tout gueriment audit sieur Benoit pour jouir des choses susdites, tout ainsi que lui et ses prédécesseurs en ont joui. Et pour plus grande fermeté et assurance du présent contrat, a promis ledit seigneur évêque fournir toutes procurations et consentements requis et nécessaires pour parvenir à l'homologation d'icelui, et ce pardevant M. l'archevêque métropolitain en la cour primace de Bourges ou ailleurs que besoin sera, dans trois mois, en bonne et due forme, et, pour ce faire, bailler tout consentement et procuration nécessaires et en ce aussi ledit sieur Benoit sera tenu de fournir les frais qu'il conviendra faire pour obtenir ladite homologation. Et a ledit seigneur Benoit décliné audit seigneur évêque les titres et pièces concernant la justice de Condat, qui sont : premièrement, un contrat de vente de ladite justice de Condat, fait par le sieur Verdier, trésorier de France et commissaire des aliénations du domaine du roi, a feu Martial Gay, vivant lieutenant général en la présente sénéchaussée, ledit contrat en date du 3 août 1594, en parchemin, signé Latreille et Gaston, notaires, au pied duquel est transcrite la commission et pouvoir dudit sieur Verdier, commissaire, et copie de la quittance de la finance de ladite aliénation, plus le procès-verbal de vente de la prévôté de Saint-Lazeix, signé Verdier, commissaire, et Pradelles, commis du greffier, plus l'original de la quittance de la finance de ladite aliénation de ladite justice de Condat, pour la somme de six cents livres, signée Reynaud, trésorier général de l'extraordinaire des guerres, plus les lettres patentes de Sa Majesté, portant la ratification d'icelle vente, signée par le roi en son conseil : De Villoutreix, données à Paris, le 6 septembre 1594, avec leur enregistrement au bureau des finances, du 17 août 1593, signé Pradelles, plus la prise de possession de ladite justice de Condat, par ledit sieur de Gay, par M^e Martin Veyrier, juge de Saint-Léonard, signé dudit Veyrier et Bourdeix, greffier, plus un contrat d'acquisition fait par ledit sieur Benoit de ladite justice de Condat, en date du 20 mars 1613, au pied duquel est la ratification dudit sieur de Gay, du 18 février 1619, signé Vernel, notaire, plus la prise de possession de la justice dudit Benoit, faite par Guibert, lieutenant de ladite juridiction, signé dudit Guibert et de Darfeuille, greffier, en date du 4 juin, au dit an '613. Et tout ce que dessus a été stipulé et

promis tenir par les sieurs parties contractantes, à faute de ce émaner tous dépens, dommages et intérêts et renoncer à tous moyens par lesquels pourraient venir, au contraire, moyennant serment et sous obligations de leurs biens présents et futurs avec soumission à toutes cours et de leur consentement condamnés. Fait et passé en la maison et hôtel dudit seigneur évêque, en présence de honorable M^e Simon Palais, juge de la présente cité et secrétaire dudit seigneur; et M^e Gérald de Jayac, procureur au siège présidial dudit Limoges, témoins à ce appelés le 9^e jour du mois de juin 1619, après midi; ainsi signé : Raymond, évêque de Limoges, contractant; Benoit, Palais, présent; de Jayac, présent, et Laurens, notaire royal.

Dit a été que la cour intérimant les dites requêtes quand à ce, et attendu la dite inquisition et consentement du procureur général du roi, a homologué et homologue les dits contrats d'amortissement de rente, et échange des 18 mai et 9 juin 1619, enjoint aux dites parties iceux contrats garder et entretenir suivant leur forme et teneur. Prononcé à Bordeaux, en parlement, le 30^e mai 1620. Collationné, signé Dufau, et en marge est écrit M. Degourgue, premier président; Raquenaud, rapporteur.

(Terrier de Compreignac).

A. LECLER.



MONOGRAPHIE

DU CANTON

D'ORADOUR-SUR-VAYRES

Aspect général du pays. — La plus grande partie de ce canton est plantée de châtaigneraies qui, avec quelques bois de chêne, donnent pendant l'été beaucoup d'ombrage et de fraîcheur au pays : son aspect a quelque analogie avec le « Bocage », département de la Vendée. De toutes parts émergent de nombreuses collines arrondies, au pied desquelles jaillissent des sources ; celles-ci donnent naissance à des petits ruisseaux sinueux, et dont les vallons sont frais et charmants. Sur le flanc de ces coteaux, quelquefois couverts de bruyères et d'ajoncs, s'élèvent de nombreux villages que la vue découvre plus aisément l'hiver, lorsque les feuilles des arbres sont tombées. Les routes, les prairies, les domaines, les jardins, etc., sont bordés de haies appuyées sur des troncs d'arbres ébranchés ou de toute venue. Le Gabouraud, qui se trouve entre Brie et La Chapelle-Montbrandeix, en est le point culminant. Son altitude est de 485 mètres au-dessus du niveau de la mer. Il fait partie du domaine de Brie et possède un belvédère, appelé aussi lanterne, de 45 mètres de circonférence, d'où la vue s'étend sur le Limousin, l'Angoumois et le Périgord. Les rivières alimentent quelques étangs sans importance, des forges et des moulins.

Rivières. — Ce canton est arrosé par plusieurs cours d'eau. On remarque : La Tardoire, la Cole, la Vayres, le ruisseau de Brie et le Gorret.

La Tardoire, qui a 100 kilomètres et dont les eaux se perdent sur le sol charentais, prend sa source en amont de Châlus. Elle est le plus important de ces cours d'eau. Elle traverse le canton de

l'est à l'ouest, a à sa droite Champsac, Oradour, Saint-Bazile, et à sa gauche Cussac.

La Cole, joli ruisseau dont les eaux claires serpentent dans les prairies, prend sa source près du Gabouraud. Il fait mouvoir les moulins de Grafeuil et de La Bregère, commune de Cussac. De là il entre dans le canton de Saint-Mathieu pour se jeter dans la Tardoire, dont il est un affluent de gauche. Il alimente les étangs de Boubon et des Champs.

Le ruisseau de Brie prend sa source entre La Grange et La Favinie, commune de Champagnac. Il se jette aussi dans la Tardoire, aux forges de la Rivière et est un affluent de gauche.

Ces trois cours d'eau font partie du bassin de la Charente. La Vayres, qui appartient au bassin de la Vienne, prend sa source entre Oradour et Beauséjour. Elle va se jeter dans la Graine, qui passe à Rochechouart. Elle a donné son nom à Vayres et à Oradour. Elle entre dans le canton de Rochechouart au lieu dit « La Chaise », commune de Vayres.

Le Gorret prend sa source vers Champagnac et va se jeter dans la Gorre. Son parcours est peu étendu dans le canton. La Gorre prend sa source près de la gare de Champsac, entre les Pradelles et Nailhac.

Nature du sol. — La plus grande partie du sol de ce canton est granitique. Sa partie ouest est argileuse. On y trouve des espèces variées de granit à mica et servant toutes à la construction des habitations. Près de Forgeas, se trouvent des marnières assez considérables. L'argile sert à la confection des tuiles et des briques qui font le principal commerce des villages qui avoisinent la route d'Oradour aux Salles-Lavauguyon.

Produits naturels du sol. — Le châtaignier est l'arbre le plus répandu dans ce canton. Il est d'une grande ressource pour le pays, car ses fruits sont employés en grande partie à la nourriture des animaux. Il est aussi livré à l'exportation une grande quantité de châtaignes et le surplus est consommé par la population locale. Il y a beaucoup de chênes, de bouleaux, de cerisiers, de pommiers, dont les fruits servent à faire du cidre. L'aulne croit en abondance le long des cours d'eau. Le peuplier y vient également bien. On y cultive beaucoup de froment et de seigle, du maïs, du sarrasin, des betteraves et des topinambours pour la nourriture des animaux. On y cultive surtout beaucoup de pommes de terre.

Il y a quelques grands domaines, tels que celui de Brie qui a 800 hectares; celui de Cromière : 200 hectares, etc.

Le botaniste peut trouver dans le canton : *Drosera rotundifolia*

L.; *Radiola linoides* Gmel; *Umbilicus pendulinus*, D. C; *Wahlenbergia heredacea*. Rehl; *Digitalis purpurea* L; *Clandestina rectiflora* Lam; *Polystichum filix-mas*. Ro'h; *Athyrium filix fœmina*; *Blechnum spicans*. Sm; parmi les espèces moins communes, citons : *Helianthemum guttatum* D. C; sous les châtaigneraies : *Lobelia urens* L. Le long des fossés humides, *Festuca poa*; dans quelques champs cultivés, çà et là de rares pieds d'*Epipactis latifolia*, All. Enfin, *Asplenium ruta-muraria* L, sur plusieurs vieux murs d'Oradour.

Langage. — Le patois qui est parlé par la population, conjointement avec le français, compris de tous, diffère peu des patois qui sont en usage dans les autres parties du département. La prononciation n'est plus la même; ainsi, vers Limoges, les voyelles sont ouvertes, tandis que le contraire existe du côté d'Oradour.

Mœurs. — Elles ne sont pas très bonnes. La population a des goûts religieux, mais moins prononcés qu'autrefois, et sa religion est entachée de superstition. Les pèlerinages des Bonnes-Fontaines et de Saint-Bazile en donnent un exemple. En ce qui concerne l'instruction, la statistique démontre qu'en 1869, le canton d'Oradour occupait le 26^e rang sur les vingt-sept cantons de la Haute-Vienne, soit 78,82 p. ‰ des conscrits ne sachant ni lire ni écrire.

En 1880, il occupe le 23^e rang ou 53,53 p. ‰.

En 1883, il occupe le 13^e rang ou 31,81 p. ‰.

En 1885, il occupe le 8^e rang ou 18,00 p. ‰.

Le progrès a donc été grand depuis l'institution de l'instruction obligatoire pour tous. (P. DUCOURTIEUX : *l'Instruction primaire dans la Haute-Vienne*, 1886).

Commerce. — Vente de produits agricoles, volailles, lapins, veaux, cochons en quantité et de bonne qualité, bois de chêne et de châtaignier. Le 8 de chaque mois, il y a des foires assez importantes à Oradour et il s'y fait un commerce considérable de champignons, ainsi qu'aux chefs-lieux des communes de Champagnac, de Champsac, de Cussac et de Saint-Bazile, qui les exportent à Bordeaux. En 1883, la gare d'Oradour seule en a expédié plus de 100,000 kilogrammes. La gare de Champsac en a mis en mouvement 7,000 kilogrammes en un jour. Oradour a de nombreux magasins d'épicerie, de lainages, de quincaillerie; à signaler aussi deux charrons.

Industrie. — Quoique l'industrie ait moins d'importance qu'il y a un certain nombre d'années, elle est encore florissante de nos jours. Les forges de la Rivière, alimentées par la Tardoire, ont de

nombreux ouvriers, ainsi que la fabrique de droguets et la minoterie de M. Ferrand, d'Oradour, toutes deux également sur la Tardoire.

Il se fabrique beaucoup de tuiles et de briques aux Tuilières, près d'Oradour, et La Poumérولية fabrique des ustensiles aratoires renommés.

Institutions. — Le canton d'Oradour-sur-Vayres possède un juge de paix, une brigade de gendarmerie à pied depuis 1848 ou 1849, un agent-voyer, un receveur de l'enregistrement, un receveur et un commis principal des contributions indirectes (Oradour), un percepteur (Oradour), trois notaires (Oradour, Champsac, Cussac), et un huissier.

Oradour, Champagnac, Champsac et Cussac ont un instituteur et une institutrice; Saint-Bazile possède seulement un instituteur. Il y a aussi des écoles de hameau à Puymoreau, sur la route de Saint-Laurent-sur-Gorre, et à Lachenin, sur la route de Châlus. Cussac possède une communauté religieuse dite des sœurs du Sauveur et de la Sainte-Vierge, fondée par M^{me} la marquise de Cromières, il y a environ vingt-cinq ans (4).

Voies de communication. — Une route départementale de Séréilhac à Mansle, n° 8, traverse ce canton sur un parcours de 11 kilomètres.

Les douze chemins de grande communication, qui ont ensemble un parcours de 84 kilomètres, sont : n° 22 (de Saint-Junien aux Trois-Cerisiers); n° 40 (de Saint-Mathieu à Saint-Laurent-sur-Gorre); n° 42 (de Saint-Mathieu à la station de Bussière-Galant); n° 33 (de Châlus à Chasseneuil); n° 34 (de Séréilhac à La Rochefoucauld); n° 54 (de Tulle à Chabanais); n° 66 (de Gorre à Miallet); n° 73 (de Cussac à Piégut); n° 75 (de Dournazac à Oradour); n° 85 (d'Oradour à La Grue); n° 100 (de Champagnac à La Chapelle-Montbrandeix); n° 122 (d'Oradour à Saint-Gervais). De plus, il existe 65 kilomètres de chemins vicinaux ordinaires.

La voie ferrée de Saillat à Bussière-Galant traverse le canton du nord-ouest au sud-est, et dessert les gares de Champsac, de Champagnac et d'Oradour-sur-Vayres.

Le trafic de cette voie a été inauguré le 31 décembre 1881.

Souvenirs et monuments historiques. — 1° Époques préhistorique et gauloise. — Quelques haches et quelques outils en silex taillé

(4) Avant la création des écoles de hameau, les prêtres étaient chargés de l'instruction des enfants dans le chef-lieu de leur commune où il n'existait pas d'instituteur ni d'institutrice.

ont été trouvés dans le canton. Le tumulus de Champagnac (détruit), celui d'Oradour, celui de Champsac qui était à quelques mètres de celui de Champagnac ; le monolithe de Morinas, le demi-dolmen de La Tamanie et la pierre branlante de La Jalade-de-Cussac, sont des vestiges de cette époque. Il y avait un dolmen à Oradour dont il ne reste plus trace.

2^e Époque gallo-romaine. — De nombreuses tuiles romaines à rebord, des tessons de vases, ainsi que des tombeaux, ont été trouvés à Lépinasse (près Saint-Bazile). On trouve également des vestiges de cette époque à La Salesse, commune de Champagnac, à La Bethoule (même commune), où un puits a été découvert, ainsi que vers Cussac.

Moyen âge. — On remarque à Oradour la « Maison Ducombeau » et le « Puy-Chevalier » ; à Cussac « le Puy » ; à Cromières « le Château ». Il existait aussi un château au Boucheron, qui était l'habitation des comtes d'Oradour. Les Brosses ont aussi un vieux château. La « Maison Ducombeau » signalée plus haut, et qui existe encore fut donnée en échange par René de La Pisse, écuyer, seigneur des Brosses, et Anne de Sausay, son épouse, en 1669, à Léonard Morlon, contre une maison appartenant actuellement à M^{me} de Balzac, laquelle maison avait un pavillon aujourd'hui disparu.

Le canton d'Oradour-sur-Vayres qui a 9,041 habitants et 12,778 hectares d'étendue, se compose de cinq communes : Champagnac, Champsac, Cussac, Oradour-sur-Vayres et Saint-Bazile. Ces communes s'étendent du canton (nord) de Saint-Mathieu au canton de Châlus (arrondissement de Saint-Yrieix) qui sont leurs limites sud, et elles ont pour limites nord, les cantons de Saint-Laurent-sur-Gorre et de Rochechouart, chef-lieu d'arrondissement. Au siècle dernier, elles faisaient partie de l'archiprêtré de Nontron, et leurs paroisses font actuellement partie de l'archidiaconé de la Haute-Vienne.

CHAMPAGNAC. Champainhac (*Chronique de Maleu*, 1316, p. 90). — *Époque celtique.* — Sur le chemin de Châlus à Rochechouart, à 2,150 mètres est du bourg de Champagnac, un tumulus détruit depuis quinze ans.

Moyen âge. — Ancienne église, autrefois prieuré de filles sous le vocable de saint Paul, fondé vers la fin du xvi^e siècle, fut uni en 1527 à la mense abbatiale de la Règle (*Rép. arch. de la Haute-Vienne*, par E. Grignard).

Sainte-Marie-de-Champagnac en 1498.

Patron : Saint Paul, apôtre, jadis, Nativité de la Sainte Vierge.

Cure : 1,800 communicants ; patrons : mêmes saints que ci-dessus. L'évêque de Limoges y nommait en 1340, l'abbesse de la Règle dès 1504.

Vicairie fondée par Anne de Samathie (Saint-Mathieu), veuve d'Yrieix de Chouly, chevalier, seigneur de Permangle, Champaignac, gouverneur de la ville et cité de Limoges (le 23 décembre 1680), pour servir de vicairie à la paroisse ; elle fut augmentée par Anne de Ferrières, fondée à l'honneur de saint Mathieu. Une nomination fut faite par les héritiers de la fondatrice ; Anne-Thérèse de Chouly Permangle, veuve de Charles-Joseph de Ferrières, marquis de Sauvebœuf, baron de Pierrebuffière, Aigueperse, Chéronnac, Congonssac, 1700, 1726.

Champagnac occupe la partie à peu près centrale du territoire de la commune de ce nom ; il est situé sur la rive droite de la Tardoire, au confluent du petit ruisseau de Jouveau, à une hauteur moyenne de 308 mètres au-dessus du niveau de la mer.

« On distingue deux époques et deux styles différents dans l'architecture de l'église de Champagnac. L'ensemble est en style roman du ^{xii}^e siècle, et de nombreuses retouches ont été faites dans la seconde moitié du ^{xv}^e siècle.

» La nef se compose de quatre travées, avec un collatéral complet du côté du nord, et deux chapelles latérales du côté du midi. Les arcades cintrées qui séparent la nef des collatéraux ont une légère tendance à l'ogive, et reposent sur de gros piliers cylindriques. L'abside, semi-circulaire, est voûtée en demi-coupole, au bas de laquelle on remarque, du côté du nord, une arcature romane. La porte principale, placée à l'angle nord-ouest, date, comme la nef et le chœur, de la première construction.

» Quant aux restaurations du ^{xv}^e siècle, on les voit : 1° dans le mur latéral du nord, dont trois fenêtres ogivales, en style flamboyant, ont remplacé les étroites baies romanes ; 2° dans les nervures des voûtes et du collatéral du nord, voûtes malheureusement fermées par un mauvais lambris.

» Le clocher, placé devant le chœur, sur la première travée de la nef, est de forme carrée et paraît faire partie de la première construction ; toutefois, une longue fenêtre ogivale, ouverte du côté du nord, accuse le style du ^{xvi}^e siècle.

» Les deux chapelles latérales du sud, en style flamboyant, ont été restaurées au ^{xvii}^e siècle, et, sur un linteau d'une porte, à l'ouest, on lit cette inscription :

LE S^r DUMAS MA FAICT FAIRE. 1618.

» Les faits historiques relatifs à cette église sont assez rares; en voici un que nous avons pu glaner :

» En 1679, le 14 mars, le P. Boniface Peyron, prieur du couvent des Augustins de Limoges, prononça, dans l'église de Champagnac, l'oraison funèbre de Messire Yrieix Chouly de Permangle, maréchal de logis de la compagnie de deux cents cheveu-légers de la garde ordinaire du roi, gouverneur de la ville et cité de Limoges. L'orateur parlait devant le marquis de Sauvebœuf (Charles-Joseph de Ferrières), neveu de l'illustre défunt.

» On peut lire dans les *Annales du Limousin*, par le P. BONAVENTURE (t. III, p. 869), la biographie et les exploits militaires de Chouly de Permangle, véritable type du héros chrétien.

» Le marquis de Sauvebœuf, qui demeurait alors au château de Brie, paroisse de Champagnac, avait épousé, en 1673, dans cette église, la nièce du gouverneur de Limoges, Thérèse de Chouilly de Permangle, qui mourut en 1737, et fut inhumée dans l'église de Champagnac.

» L'abbé ARBELLOT. »

(*Semaine religieuse de Limoges*, tome II, page 322).

La grosse cloche porte : S^{TA} MARIA ORA PRO NOBIS 1748. BESSON RECTOR PARRAIN FRANÇOIS JUDE SEIGNEUR DE LA RIVIÈRE. — MARRAINE DAME MARIE GENEVIÈVE DE VASSAN.... MARQUISE DE MIRABEAU, REPRÉSENTÉE PAR JUDE DE LAUBANIE.

La petite cloche porte : EGO SUM QUIA IN TANTO REGIMINE PRÆVALUI PARRAIN JUDE DE LAJUDIE, MAIRE; MARRAINE : DAME DE JAUBERT; PORT RECTOR ECCLESIE, MAI 1826. — FONDUE PAR BONNIN A LA MONNAIE DE LIMOGES, DANS L'ATELIER DE M^{RE} PARANT.

Noms des curés que j'ai pu recueillir : Garissot, 1697. — Chaveroche, 1731. — Antoine Delbés, 1735. — Besson, 1745. — Pierre Besson, 1762-1763; vicaire, Gabriel Mandon de Forgeas. — Besson, 1785.

1763. (1) Communians, 900.

Sénéchaussée de Montmorillon.

Patron : l'abbesse de la Règle.

Décimateur : *idem*.

Seigneur : Madame de Vassan.

En 1698, le marquis de Sauvebœuf avait des possessions dans la paroisse de Champagnac.

Au-dessus des portes de plusieurs maisons, j'ai relevé les dates

(1) Les renseignements relatifs à l'année 1763 sont empruntés au *Mémoire des visites pastorales de M^{re} d'Argentré*, publiés dans les *Chartes, chroniques et mémoriaux* (A. LEROUX, 1886).

ci-après : 1642. — M. 1771. B. — Sur le chambranle d'une cheminée, ouvrage en losanges : 1704. — Sur une poutre soutenant le plafond d'une cuisine : L IVDE S^r DESNOCHES ET BONVEV DAVBANIE MA FC LE FA. 1700.

Des dévotions ont lieu chaque année à Champagnac, le jour de la Saint-Pierre, qui est en même temps le jour de la fête patronale. Les pèlerins se rendent à diverses sources, y prient, y trempent les lèvres, et y jettent même souvent quelque menue monnaie. Un grand nombre d'entre eux font le tour d'une croix de bois qui se trouve à l'intersection de deux chemins, prennent des morceaux de cette croix avec la pointe de leur couteau, et déposent en offrande des épingles, qu'ils enfoncent dans le bois. — Ces dévotions, mêlées de superstitions, sont très goûtées des habitants de la contrée, et se renouvellent à Saint-Bazile, le 2 février, ainsi que le 24 juin de chaque année, aux « Bonnes fontaines », commune de Cussac.

Des foires mensuelles ont été établies au chef-lieu de la commune de Champagnac, en avril 1879. — Elles sont fixées au 15 de chaque mois.

Cette commune, qui a 1,854 habitants et une étendue de 2,446 hectares, comprend les villages suivants :

Beaubaty.

Bethoule (La). — J'y ai trouvé des éclats de silex, un morceau de hache néolithique, des tuiles romaines et une quantité de tessons de vases de toutes dimensions.

Boissonnie (La Chapelle).

Brise-Bois (Bas du Mas).

Braconnerie (La).

Brie (château). } Château d'Ambrie (Cassini 1744. Moyen âge).

Brie (domaine). } Sur la petite route de moyenne communication, entre Châlus et Cussac, ancien château construit au commencement du xv^e siècle, sur l'emplacement de l'ancienne maison seigneuriale de ce nom, qui existait en 1470 et qui appartenait à la famille Boschand de Brie et qui relevait de la vicomté de Rochechouart.

Il se trouve situé sur le versant septentrional du Mont Puyconieux, sur le chemin de Champagnac, au village de Veimpère, à 4 kilomètres du chef-lieu de la commune. Il dépendait autrefois de la province du Poitou.

En 1484, Jean Boschand de Brie, écuyer et conseiller du prince d'Albret, capitaine des forteresses de Châlus et Courbefy, obtint de Jean, vicomte de Rochechouart, l'autorisation de bâtir et édifier, au lieu noble de Brie, une maison forte de tours, tourelles, créneaux,

machicoulis, pont-levis, fossés, etc. — Cette autorisation lui fut confirmée, le 11 décembre 1500, par François de Rochechouart, avec garantie contre tous troubles et inquiétudes. — Cette construction fut terminée en 1525 et prit le titre de baronnie, haute et basse justice de Champagnac. En 1574, la terre et baronnie de Brie passa au seigneur de Neuwillards par la mort du dernier mâle de la branche aîné des Boschand ; en 1657, elle fut aliénée et vendue à Yrieix de Chouly Permangle, marié à Anne de Saint-Mathieu : morts sans enfants. — Ils léguèrent cette terre par moitié à Yrieix-Junien de Chouly Permangle et à Marie de Permangle, leur neveu et nièce. Cette dernière épousa le sieur Ferrière de Saulvebœuf, duquel est descendue, par les femmes, la famille de Mirabeau.

En 1681, un partage provisoire régla les droits des deux familles et en 1692, 1700 et 1711, tous les biens appartenant à Yrieix-Junien de Chouly Permangle furent saisis à la requête de nombreux créanciers, sur les sentences rendues par l'hôtel de Paris et la sénéchaussée de Montmorillon ; ces biens furent successivement administrés par des curateurs nommés par le Parlement de Paris.

L'autre partie de cette terre fut jouie par la famille Ferrières de Vassan-Sauvebœuf, de laquelle descendait Marie-Geneviève de Vassan, marquise de Mirabeau, mère du fameux Mirabeau, l'orateur président de l'Assemblée constituante. Elle fit sa résidence à Brie de 1770 à 1787 et mourut à Paris en 1794.

« Marie Geneviève de Vassan, issue du mariage de Anne-Thérèse de Ferrières, marquise de Sauvebœuf, baronne de Pierrebuffière, avec Charles, marquis de Vassan, en 1719. — Epousa, en 1723, Victor de Riquettis, titré, en 1743, marquis de Mirabeau, comte de Beaumont, vicomte de Saint-Mathieu, et porte : *d'azur à une bande d'or, accompagnée en chef d'une demi-fleur de lis de Florence, défaillante à droite de même, et fleurie d'argent, en pointe, de trois roses aussi d'argent posées en bande.* »

En 1794, tous les biens de la famille de Mirabeau furent séquestrés et saisis ; ils furent vendus le 27 décembre 1808 à l'audience des criées du tribunal de Rochechouart. — M. Bouland, avocat à la Cour impériale de Paris, s'en rendit adjudicataire ; en 1820, il entreprit la restauration du manoir détruit en juillet 1793 et dont il ne restait que les murailles.

Il existait dans la cour du château une chapelle-oratoire voûtée avec arêtes et ogives, et construite en 1312 par Guillaume Boschand de Brie.

On peut voir, dans le pavillon central, un escalier fort beau, en spirale, donnant accès à toutes les chambres du château. A chaque palier des voussures et ogives.

Une chambre, qui se trouve au sommet du donjon, porte encore le nom de « Chambre des Pucelles ». Deux vieilles caves et la cuisine sont voûtées.

Deux cheminées en pierre de taille méritent d'être signalées, mais les armoiries qui les ornaient ont été détruites pendant la Révolution, ainsi que celles qui devaient exister dans les diverses parties du château.

Au-dessus de la porte d'entrée, sur le granit, on peut lire l'inscription suivante qui est en creux :

CASTELLUM BRIE
ANO DOM 1484
ÆDIFICATVM
ANO 1793 VASTATVM
ANNO 1845 CVRA ET OPERE
STEPHANI V BOVLAND
RESTITVTVM.

Brie (Etang de), 190 mètres de longueur, 75 de largeur et 460 mètres environ de circonférence.

Champs (Les).

Chandos.

Chapelières (Les).

Chatinaud (Chez).

Etang (L').

Favinie (La) [Ep. moderne]. — Ancien manoir mentionné par Cassini sous le nom de Fayne.

Font du Loup (La).

Genêts (Les).

Got du Mazet.

Grange-Neuve.

Grateloube.

Jarrosses (Les).

Jaurie (La).

Judie (La).

Lacaux.

Lachaud.

Landes de Lachaud.

Loges (Les).

Loutre.

Maisonniau (Le). On y a trouvé des substructions et des tuiles romaines.

La Martinie (La), chapelle.

Mazet (Le).

Meilhaudoux.

Mondoux (Les). Ruines d'une ancienne forge construite vers la fin du ^{xvii}^e siècle sur le petit ruisseau de Brie et détruite en 1818 par une inondation. (*Rep. archéologique de la Haute-Vienne*, E. GRIGNARD). Martinet, fer doux de première qualité et acier corroyé.

Négrelat.

Permangle. Ancien manoir et fief de la sénéchaussée de Limoges, mentionné au rôle officiel de 1695 et désigné par Cassini sous le nom de Petit-Permangle.

Pouge (La). Possédait, en 1617, une chapelle en ruines. (VAYSSIÈRE, *Ordre de Saint-Jean de Jérusalem en Limousin*, p. 46.)

Poteau (Le).**Pressoir de Brie.****Puy La Faye.****Puy (Le).** Souterrain-refuge.**Règle (La).****Renaudie (La).**

Rivière (La) [Ép. moderne]. — Magnifique tréfilerie qui a acquis de la renommée par la qualité des produits de sa fabrication. (Importance en 1878, 1,170 tonnes). Elle fut construite, en 1836, sur l'emplacement de deux forges qui dataient de la fin du ^{xvii}^e siècle et dont les aciers furent exclusivement employés, en 1796, à la fabrication des sabres (*Rép. arch.*, E. GRIGNARD). M. Bouillon, ingénieur mécanicien, en est le propriétaire et a fait bâtir non loin de l'usine un joli château qu'on aperçoit de la ligne ferrée.

Il existe encore une habitation fortifiée devant dater de la fin du ^{xvi}^e siècle, époque de prospérité pour l'industrie métallurgique. C'est un logis à pavillons carrés.

Rochet (Le). On y trouve des éclats de silex.**Salesse (La).** Nombreuses tuiles romaines à rebord.**Soulat (Chez).****Tamisac (Le).** Ancienne cure.**Valade de Brie.****Vauperie (La).****Vialle (La).** Souterrain refuge découvert le 29 juin 1889.

CHAMPSAC OU CHANSAC. — *Campus Sacer* (NADAUD, p. 161). Chan-sat, Senier cout. 1591. D. Tassin, 1630. — Jaillot, 1719. — Occupe la partie à peu près centrale du territoire de la commune de ce nom. Hauteur moyenne : 327 mètres au-dessus du niveau de la mer ; près de la source du ruisseau de la Monnerie, sur le chemin dit Grande-Pouge, de Rochechouart à Châlus.

Époque celtique. — A 58 mètres du tumulus de Champagnac (*alias*), se trouve un tumulus appartenant à cette commune. Il a

une circonférence de 45 mètres sur 3 mètres 50 centimètres de hauteur. Suivant une opinion très répandue, il aurait servi, avec celui de Champagnac qui a disparu, de délimitation entre cette partie du Limousin et les anciennes dépendances du Poitou. Ces deux tumuli sont appelés « Mottes de Jouveaux » par les gens du pays. Des fouilles pratiquées par M. Masfrand, de Rochechouart, le 3 avril 1889, ont amené la découverte de vieilles poteries, de clous et de nombreux ossements parmi les cendres du foyer.

Jusqu'à ce jour, ces vestiges de l'époque celtique étaient restitués tous deux, soit à Champsac, soit à Champagnac par les divers auteurs, mais j'ai acquis la certitude que la limite de nos deux anciennes provinces se trouvait entre les deux tumuli.

Moyen-âge. — Ancienne église fondée dans le courant du ^{xiii}^e siècle, était sous le patronage de l'évêque de Limoges en 1565. Ce prieuré qui avait une certaine importance, était, en 1761, un des bénéfices dépendant de la communauté d'Uzerche.

Il y avait une infirmerie de lépreux en 1274. (*Rép. arch.*, E. GRIGNARD.)

Cure : 1,400 communicants. — Patron : Décollation de saint Jean. L'évêque de Limoges nommait les titulaires en 1500, etc. L'église de Champsac (longueur 27 mètres; largeur 6 mètres 50 centimètres dans œuvre) est de style roman. Le chœur, mal reconstruit, supporte, comme le transept, une voûte surbaissée, semblable à la voûte d'un four. Le clocher, en pierre, qui se dressait autrefois sur les piliers du transept, a été démoli. — On l'a remplacé par un clocher en bois, situé au fond de la nef, et pour lequel on a construit quatre énormes et affreux piliers en maçonnerie. Il a fallu, pour bâtir ces piliers, supprimer une tribune que la superficie très insuffisante de l'église rendait pourtant indispensable. C'est vers 1845 ou 1850 que ces actes de vandalisme inconscient furent commis. Avec les meilleures intentions du monde, on dépensa beaucoup d'argent pour tout gâter. A ces fautes, on ajouta celle d'ouvrir dans le pignon qui sert de base à l'axe de l'église, une grande porte carrée, véritable porte de grange. C'était d'autant plus inutile qu'il existait déjà pour cette petite église deux portes sur le côté sud, donnant sur la place publique : l'une, au milieu, bâtie en plein cintre et portant la date de 1646 ; l'autre, du style du ^{xiii}^e siècle, au fond de l'église, servait et sert encore d'entrée principale; elle est surmontée de la date 1628 et d'un écusson complètement détérioré, sans doute en 1793. Ces deux dates ne peuvent qu'indiquer des époques de restauration partielle. Les chapelles du transept sont très peu profondes.

L'ancienne voûte de la nef, dont la poussée des épaisses murailles latérales atteste l'existence, a été remplacée par un plafond plat. Le clocher actuel, carré à sa base, a une flèche octogonale. On vient de le couvrir en ardoises. Un bénitier, tout d'une seule pièce, en pierre, de 70 centimètres de hauteur et de 1 mètre 20 centimètres de diamètre attire seul l'attention dans cette église, dont les nombreuses retouches lui ont ôté son caractère architectural primitif.

La cloche porte les inscriptions suivantes : SANCTE JOANNES BAPTISTA ET SANCTE FIACRI ORATE PRO NOBIS. — A ÉTÉ PARRAIN MESSIRE FRANÇOIS COUSTIN, CHEVALIER, SEIGNEUR DU MASNADAUD. MARRAINE : DAMOISELLE YSABEAU DE CAMAIN, ÉPOUSE DE JEAN DE BRIE, ÉCUYER, SEIGNEUR DE MONTEGUERRE. — ESTANT SINDICS : M^{re} JEAN NADAUD, M^{re} ET M^{re} JACQUES BUISSON, CORDONNIER, M^{re} BARBE, NOTAIRE ROYAL. L'AN DE GRACE 1628. — NOBLE M^{re} FRANÇOIS DE BRIE, DOCTEUR EN THÉOLOGIE, CURÉ. — PIERRE CHARPENTIER M'A FAITE.

Le 16 juillet 1587, Marguerite de La Rochefoucauld, veuve du haut et puissant seigneur Claude de Bourbon, comte de Bussel, seigneur de Châlus, etc., fit marché avec François Limosin, peintre de la ville de Limoges, « pour peindre es églises Lageyrac, Dournazac, La Chapelle-Montbrandeix, Champsac et Pageas une ceinture au dehors et au dedans des dites églises, avec les armes du dit seigneur ». Ces armes sont : *semé de France à une bordure en devise de gueules, au chef d'argent chargé de la croix et des croisettes de Jérusalem* (Nobiliaire, I, 266).

Noms des curés que nous ont donné les registres paroissiaux ou les archives départementales :

Vers 1573. Jean Texier, chanoine de la cathédrale.

En 1628. François de Brie.

En 1663. Pinot, curé de Chanssat.

1671. Nadaud, curé de Champssat.

1671 à 1692. Descordes Léonard, prêtre, curé de Champsac.

1673. Dupré, vicaire.

1676-1677. Jean Ondouze, vicaire.

1677. E. Roche, vicaire.

1678-1679. Raby, vicaire.

1678. Mailhot, vicaire.

1679-1680. Navéne, vicaire.

1680. Guingnaud, prêtre.

1681-1682-1683. Durand, vicaire.

1684-1685-1686-1687. B. Nayne.

1688-1689-1690-1691. Cibot.

1691-1692. Dumas, vicaire.

1692 à 1698. Destermes, vicaire.

1698 à 1731. Destermes de Chérade, curé de Champsac, mort le 5 mars 1731 à soixante-sept ans.

1731. Laplaigne, curé. — Manet, vicaire.

1732 à 1733. Lamy, vicaire.

1763. Cosse.

1763. Joseph Gérard, curé. — Pierre Châtenet, vicaire.

1763 à 1765. Rayet.

En 1787. Lemaçon. — Antoine Lemasson, curé de Champsac, fut déporté pendant la Révolution. — « Mgr d'Argentré ».

(1763). Communiant : 800. — Sénéchaussée : Limoges. — Patron : l'évêque. — Seigneur : le curé. — Gentilhomme : M. de Châteauneuf. — Décimateurs : le curé, le comte de Bourbon-Busset, le commandeur de Puybonieux et M. du Mas-Nadaud.

En 1664, 1666, 1669, nous voyons que M. Barbe était notaire royal de Champsac. — En 1667, 1669, 1672, 1673 et 1677, M. Chambon, notaire de Champsac. — Pierre Nicolas vivait en 1708-1709.

La commune de Champsac est arrosée par la Tardoire, dans la direction S.-E. au N.-O., sur une étendue de 1,700 mètres, et par la Gorre, dans la direction du S. au N.

Le nord de la commune est aussi arrosé par le petit ruisseau de Gabaret, qui sort de l'étang de ce nom et qui va du S.-O. au N.-E.

La population de cette commune se compose d'agriculteurs et de journaliers. Il y a un grand nombre de petits propriétaires qui cultivent eux-mêmes leur modeste fonds de terre, qui leur donne tout juste de quoi vivre. Outre qu'ils sont mal logés et nourris, ils se livrent à des excès de différentes sortes, qui paraissent être la cause d'un affaiblissement physique qui a été remarqué et auquel il y aurait lieu de donner quelque attention. D'où vient, par exemple, qu'il y a deux ou trois ans le conseil de révision ne prit pour le service militaire que deux conscrits sur dix ? Cette année 1889, m'assure-t-on, il en a pris quatre sur quinze ?

L'étang de Champsac est long de 150 mètres. Sa largeur est de 80 mètres en moyenne et sa circonférence de 300 mètres.

Cette commune, qui a 1,529 habitants et 2,394 hectares d'étendue, comprend les villages suivants :

Bas-Mady.

Boussérroux.

Boussilles.

Bramefort.

Branchie (La).

Brisebois (Chez).

Chandeaux. Des pièces en argent espagnoles de Ferdinand-le-Catholique et d'Isabelle y ont été trouvées.

Chandeaux (Landes de).

Claretis (Les).

Courrière (La). Près de ce village, à environ 300 mètres du bourg de Champsac, s'élève une petite chapelle carrée, d'une construction simple et primitive. Un vieil autel vermoulu, une statue de saint Roch en font tout l'ornement. Cet oratoire est bâti sur une élévation de terrain, au milieu de chênes et de châtaigniers, dont le frais ombrage rend ce lieu fort agréable. La tradition raconte qu'une dame, propriétaire du village de La Courrière, voyant tout le bétail de ses domaines atteint d'une maladie contagieuse qui le décimait chaque jour, et reconnaissant l'impuissance des moyens ordinaires pour le guérir, eut recours à saint Roch. Elle fit le vœu de bâtir en l'honneur du saint une chapelle et de lui donner tout le terrain environnant qui forme la charmante petite colline couverte aujourd'hui de vigoureux châtaigniers, et elle lui demanda, en retour, de ramener la santé dans ses étables. Elle fut aussitôt exaucée. — Telle est l'origine de ce pèlerinage. — Mais à quelle époque cette faveur insigne fut-elle accordée à la foi de la pieuse dame? Est-ce il y a environ deux cents ans, comme on le présume? On ne saurait le dire. On ne peut davantage faire connaître le nom de cette fervente chrétienne : la tradition populaire ne l'a pas conservé et aucun document n'existe qui puisse le faire découvrir.

Croix (La).

Cros.

Curmont.

Dougneix (Le).

Elie (Chez).

Elie (Chez).

Epinas (L').

Gorre (La).

Grateloube (souterrain-refuge).

Graulhier.

Gubillou.

Juandoux (Les).

Jouveaux (tumulus).

Judie (La). Il y avait un seigneur de La Judie.

Lande (La).

Landou (Le).

Lussac.

Maurie (La).

Mazardie (Ep. moderne). Ancien manoir mentionné par Cassini, 1764.

Mas du Puy.

Maison-Neuve (La).

Messac.

Monnerie (La).

Moulin-de-Cros (Le).

Moulin-du-Sage (Le).

Nailhac.

Parades.

Pétavigne (La). La famille Nicolas avait fait des acquisitions dans ce village. En 1663, Barrière, notaire royal de Champsac. En 1662, Devillevalaix, notaire de Lageyrat.

Achats de biens situés à La Peytavigne et à Dounier, appartenant aux frères Jean et Pierre Bugeaud : 552 h. 101 (14 avril 1662) et 800 h. (novembre 1663).

Plaisance.

Pressonas.

Roche (La).

Soude-Vieille.

Therme (Le).

Verdier (Le).

Vergnolle (La).

Vigne (La).

CUSSAC. — Au nord du territoire de la commune de ce nom, sur le plateau qui domine les rivières de la Tardoire et du Bandiat (nord), à une élévation moyenne de 362 mètres au-dessus du niveau de la mer. — Traversé par la route départementale n° 8 de Mansle à Limoges et par le chemin de grande communication n° 22 de Saint-Junien aux Trois-Cerisiers.

Moyen âge. — Ancienne église fondée dans le courant du xv^e siècle sous le vocable de saint Pierre; relevait en 1470 du prieuré de Saint-Jean de Cole; passa en 1531 sous le patronage de l'évêque de Limoges et fut cédée à l'abbaye de Solignac en 1631 (*Rep. arch.*, E. GRIGNARD).

Cure : 1,800 communiant. — Patron : Saint Pierre-ès-liens. — Par un jugement du vendredi avant *Lætare* 1252, il fut déterminé que les bourgs de Cussac et de Marval, avec les paroisses, vigueries, etc., seraient au vicomte de Rochechouart, sauf les hommages que le vicomte de Limoges y avait. (*Hist. de la Maison de Rochechouart*, p. 87, t. II).

L'église de Cussac est en style roman, mais elle a subi des modifications à différentes époques. Bâtie en forme de croix, son clocher octogonal repose au centre sur quatre piliers carrés formant les angles intérieurs de la croix. Le chœur est surmonté d'une voûte à plein cintre. Les chapelles collatérales ont des voûtes à ogives, et le dessous du clocher forme également une voûte à ogives, dont les rainures accusent nettement l'*inclinato capite*. Cette église a été incendiée, mais je n'ai pu me procurer la date de ce sinistre. Lorsque le dallage en a été refait par les soins du curé actuel, des tombeaux ont été mis à jour et leurs pierres ont servi en partie à ce dallage. Il existait encore, à l'intérieur de l'église, il y a quelques années, un lambris bleu, daté de 1610 et signé : FAURE, CHARPENTIER.

La plus grosse cloche porte : PARRAIN : ARMAND-HIPPOLYTE-ASTOLPHE RENAUD DE BERMONDET. — MARRAINE : D^{lle} HORTENSE DE BERMONDET. L'AN 1781.

La plus petite porte : THÉRÈSE A ÉTÉ FONDUE EN 1856 PAR LES SOINS DE MM. PUTBOYER, MAIRE, ET BERTHET L^d, CURÉ. PARRAIN : FRANÇOIS PUTBOYER M. P. — MARRAINE : CLÉMENTINE DE TRYON DE MONTALEMBERT, MARQUISE DE CROMIÈRES. — TÉMOINS : MM. DUVOISIN, ADJOINT, ET COHADE, VICAIRE. — FAITE A SAINTES PAR LANOAILLE, DUMAS ET PEIGNEY.

Noms des curés fournis par les registres, paroissiaux :

En 1635, Foussille. — En 1666, Simon Vireton. — En 1700, Descubes. — En 1717, Chauny. — 1735-1737, Jean-Baptiste Robert, vicaire. — En 1751, Noël Reygondaud, curé, mort à soixante ans, remplacé par Goursaud. — 1752, Godet, vicaire. — 1762-1782, Jean Goursaud, curé. — 1763, Nénert, vicaire. — 1784, de Rateaux de Vaux. — 1830-1835, Léonard Deschamps, curé de Cussac, où il mourut.

1763. Communiant : 1,000. — Sénéchaussée de Montmorillon. — Patron : l'évêque. — Seigneur : M. de Bermondet de Cromières. — Décimateurs : le curé, M. de Bermondet, les dames de Boubon et M^{me} de Vassan. — Gentilshommes : M. de Bermondet, M. Guilhot du Doucet.

On signale des souterrains à Cussac.

Encastrées dans le mur de certaines maisons, j'ai remarqué des moulures en granit, représentant des têtes humaines, et qui doivent provenir de l'église ou de l'abbaye de Boubon ; un de ces modillons forme une triade bien conservée et a dû servir de console à une statue.

La commune de Cussac, au chef-lieu de laquelle se tiennent des foires le 24 de chaque mois, a 2,097 habitants et une superficie de 3,170 hectares. — Elle se compose des villages suivants :

Arbre (L') du Faux.

Arsac.

Bénéchie (La).

Berthussie (La).

Boubon. — *Borbonium* (titre de 1247), *Bobonium* (Testain de Guy-Foucaud du 29 juillet 1302), *Bobum-Boubon*, *Bibio* (NADAUD, p. 166), Boubon-les-Nonnains.

Moyen âge. — Ruines d'un ancien monastère de l'ordre de Fontevrault, établi en 1106 par le célèbre Robert d'Arbrissel, fondateur de cet ordre, et Pétronille de Chamillé, première abbesse de Fontevrault. En 1119, Pierre de Montfrebœuf, seigneur de la terre de ce nom, située à quelque distance de Boubon, sur le territoire de Marval, Ithier Bernard et Aymeric Brun, dotèrent cette maison naissante, connue sous le nom de Notre-Dame de Boubon. Ce monastère, un des plus anciens de France, fut détruit par les Anglais et reconstruit par les soins des seigneurs de Lastours et de Pompadour, dont les armoiries réunies figuraient, avant 1789, à l'entrée de l'église, avec celles des seigneurs de Peyrusse et des Cars, qui lui firent plusieurs dons. L'église du monastère était celle de la paroisse; elle fut supprimée par ordre royal du 24 août 1829. On remarquait encore, dans les derniers temps, sur quelques voûtes de la basilique, les armoiries des bienfaiteurs de l'établissement (*Rep. arch.*, E. GRIGNARD). La Révolution de 1789 a détruit presque en entier ce monastère, ainsi que le pensionnat salarié affecté à l'éducation des filles. Cette maison, tenue par des religieuses de la communauté, jouissait d'une grande et ancienne réputation. On y voit encore le cloître, formé d'une suite d'arcades. — Un des côtés du cloître porte encore les armes des seigneurs des Cars.

Dans le *Pouillé* de Nadaud, on lit : Boubon. — Prieuré de filles — ordre de Fontevrault. — Patron : Assomption de la Sainte-Vierge. — La prieure est élective et triennale. Etienne, seigneur de Magnac, Pierre de Montfrebœuf, Ithier Bernard et Aimeric Brun avaient donné ce lieu à Fontevrault en 1119. (*Gall. christ. nov.*, t. II, col. 1316), Gérard de Salis et son compagnon Robert d'Arbrissel y établirent la régularité en 1106. (MARTÈNE, *Amplissima*, coll. t. IV, col. 994). Renée de Bourbon, abbesse de Fontevrault, envoie à Boubon sept religieuses qui y furent introduites le 18 septembre 1528, reprirent possession de ce monastère et y mirent la réforme. Jean Bermondet, chanoine et chantre de l'église de Limoges avait ce prieuré en commande et jouissait de tous les revenus; il fut obligé de le quitter par arrêt du grand Conseil du 26 mars 1539.

Cure régulière démembrée de Cussac. — 170 communiant. L'abbesse de Fontevault nommait les titulaires en 1682, 1689, puis ce fut la prieure et les religieuses de Boubon, du consentement de l'abbesse, à partir de 1700.

Saint-Jean-de-l'Habit était un oratoire ou chapelle en 1471. — Il eut aussi le titre de vicairie. — Patron : Saint-Jean-Porte-Latine. — La prieure de Boubon nommait un titulaire en 1515, avec l'abbesse de Fontevault 1672-1675. (*Pouillé* de Nadaud.)

Amand Fouguet, curé en 1763, religieux de l'ordre de Fontevault. — Communiant : 86. — Sénéchaussée : Montmorillon. — Patron : Les religieuses de Boubon. — Décimateurs : Les religieuses de Boubon. — Seigneur : M. de Permangle. — La communauté compte, en 1763, quinze religieuses y compris les sœurs converses qui ont pour directeurs : Amand Fouguet, curé ; Robert, curé de Vayres, et Morand, ancien curé de Javerdat.

Le village actuel était autrefois chef-lieu de commune et avait le titre de Bourg. Il fut réuni avec ses dépendances au territoire de Cussac, par ordonnance royale du 24 août 1829. Située à une hauteur moyenne de 466 mètres au-dessus du niveau de la mer, c'est la partie la plus boisée et la plus montagneuse de la commune de Cussac. Il existe quatre étangs qui avaient été concédés en propriété au monastère.

Un missel, haut de 52 centimètres, plusieurs livres de prières et un curieux manuscrit provenant de l'abbaye de Boubon se trouvent entre les mains de divers particuliers.

Boubon (Moulin).

Bregère (La).

Bregère (Moulin de la).

Breuil (Le), *Brolium*. (DELOCHE, introd., p. cin).

Moyen âge. — Ruines d'une ancienne chapelle, détruite en 1740. (*Rep. arch.*, E. GRIGNARD.)

Broulie (La).

Chambinaud.

Champs (Les).

Châtenet (Le).

Cromières (*Moyen âge*). Château parfaitement conservé, à 1,500 mètres du clocher de Cussac, et dont l'origine paraît remonter à une haute antiquité. C'était, dit Allou, une des places les plus importantes de cette partie de l'ancien Poitou. Il fut assiégé et pris par les ligueurs en 1586. Ceux-ci en furent chassés quelques temps après par le capitaine Puymoulinier, commandant les troupes de Limoges, et furent repliés sur Saint-Victorien.

Propriété héréditaire de l'ancienne et illustre famille de Ber-

mondet. Les constructions actuelles de ce château ne remontent qu'à la seconde moitié du ^{xv}^e siècle. Elles se composent d'un corps de bâtiment à gauche duquel se trouvent deux tours, dont l'une est de forme octogone et dans laquelle on accède par un escalier en pierre formé de quatre-vingt-deux marches et en spirale, conduisant dans les divers étages du château. Dans la plus grande tour, on remarque des voûtes percées à chaque étage, laissant passer la corde de la cloche. — Ce château n'avait aucune ouverture au rez-de-chaussée. — La cour d'honneur, remarquable par ses dimensions, est entourée de bâtiments qui commencent et se terminent de chaque côté par une tour. Autrefois cette cour était divisée en deux par un mur et des fossés qui défendaient l'entrée de côté et au nord, où on voit encore la trace de ces fossés. L'épaisseur des murs atîtint seize pieds et elle dissimulait par places des galeries ou souterrains-refuges. Un de ces passages existe encore. Les autres ont été comblés il y a environ soixante ans, lorsqu'on a pratiqué les ouvertures des fenêtres actuelles. Pendant la Révolution de 1789, la démolition du château fut décidée et commencée par la grande tour dont la hauteur a été réduite d'un tiers, dit-on. — Elle atteint encore soixante-six pieds d'élévation.

La grande salle à manger est remarquable par sa belle voûte à grosses rainures ogivales. On y a encasté dans le mur deux médaillons en marbre blanc de 40 centimètres de diamètre intérieur, représentant des têtes d'empereurs romains, à peu près de grandeur naturelle, qu'on a pris pour des sculptures antiques, et qui ne sont probablement qu'une contrefaçon de la Renaissance, importées d'Italie au ^{xvi}^e siècle. Les têtes sont de profil et l'une d'elle a pour exergue : AVRELIO : C S : IMPERATOR. Les cheveux sont bouclés et courts, comme les portait Marc-Aurèle, mais il est difficile d'admettre que ce médaillon appartienne à ce dernier empereur, qui est mort en 180 de J.-C., puisqu'il est du même travail que le second, qui porte en exergue, gravé en creux : IMP. C. M. Q. TRAIANVS DECIV. — Imperator Cœsar ou Caius, Messius, Quintus, Trajanus, Décius, et est de Trajan Dèce, mort en 251. On comprendrait plutôt que le premier médaillon nous donne les traits d'Aurélien, sous une couronne radiée, mort en 275 de J.-C., et qui vivait par conséquent en même temps que Trajan Dèce. Cependant je n'admets pas encore ce nom d'Aurélien pour ce médaillon, puisque celui-ci porte en exergue AVRELIO : CÆSAR et qu'Aurélien n'avait pas ce titre. — Ces considérations démontrent surabondamment que nous sommes en présence de deux bas-reliefs d'un travail précieux, mais ne datant nullement de l'époque romaine, comme on paraît le croire généralement.

La chapelle est de date plus récente que le château. Elle avait été détériorée pendant la Révolution, mais elle a été restaurée. L'autel en bois sculpté est très ancien.

La terre de Cromières passa dans la maison de Bermondet par le mariage de Jehan de Bermondet, qualifié noble chevalier, seigneur du Boucheron, Oradour-sur-Vayres, Panazol et Saint-Laurent-sur-Gorre, avec damoiselle Isabeau de Selve, fille de Jehan de Selve, seigneur de Cromières, Villers-le-Castel et de Duysson, premier président du Parlement de Paris, et de Cécile de Bussy, le 13 novembre 1526.

Une tradition fait descendre la famille de Bermondet de Cromières d'un chef égyptien venu en Aquitaine au temps des Romains..... Les armes de cette famille sont dans la troisième salle des croisades à Versailles.

Le moine de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges qui raconte le passage de Charles VII dans cette ville, nous dit que Martial de Bermondet, consul de la ville de Limoges, eut l'honneur de recevoir le monarque à sa table, après lui avoir fait un beau discours qu'on écouta avec plaisir.

Pierre de Bermondet, seigneur du Boucheron, de La Quintaine, Panazol, Pennevayres et Saint-Laurent-sur-Gorre, conseiller du roi et son lieutenant général en la sénéchaussée du Limousin, ayant excité la jalousie de François de Rochechouart-Pontville, celui-ci le fit assassiner.

Le 2 avril 1513, le seigneur de Pontville, qui passait pour être un peu jaloux, était parti pour la chasse, selon son habitude, lorsque M. Bermondet de Cromières vint lui rendre visite; il fut reçu par la vicomtesse en l'absence de son époux. M. de Cromières avait de très belles mains, et justifiait, sous tous les rapports, la réputation des Bermondet, depuis longtemps surnommés les *beaux Cromières*. Prié de s'asseoir à la table de la vicomtesse, il ne crut pas pouvoir décliner l'honneur d'une pareille invitation. Le vicomte n'arrivant pas, l'on se mit à table, et M. Bermondet partit un peu avant le retour du seigneur. A son arrivée la dame lui fait part de ce qui s'est passé, et des regrets de M. de Cromières de ne point l'avoir rencontré; elle lui parle avec enthousiasme de l'élégance du marquis, de la beauté de ses mains, du plaisir que lui a fait éprouver sa visite. M. de Pontville écoute avec impatience les éloges donnés au visiteur; le venin de la jalousie s'insinue dans son cœur, lui trouble l'esprit. Il sort brusquement, ordonne au chef du poste militaire de faire monter à cheval Anizi, Lachapelle, Indant et Lenègre, s'élance avec eux, aiguillonné par la colère, atteint sur la place de Saint-Laurent-sur-Gorre M. de Cromières, qui l'ayant

aperçu, s'avavançait avec politesse pour le saluer, fait un signe à ses cavaliers, et l'infortuné magistrat tombe sous leurs poignards! Le farouche vicomte descend alors de cheval, coupe une main de sa victime, la place dans une boîte, revient à Rochechouart, entre dans la chambre de son épouse, couvert de poussière et de sang, et lui présente l'horrible trophée en disant : « Madame, voici l'objet de votre admiration, de votre idolâtrie!... C'est la belle main du marquis de Cromières!... La pauvre femme s'affaissa brisée, anéantie par ces paroles, qui la frappaient lourdement au cœur, une à une, comme les coups d'un lourd marteau. »

Fier de son exploit, satisfait sa double vengeance, le vicomte se retira. Mais sa joie ne fut pas de longue durée. La justice qui, dit-on, marche pour les puissants avec un pied boîteux, eut des ailes pour lui. Saint-Laurent-sur-Gorre et Rochechouart relevaient du Parlement de Paris, qui rendit (25 juin 1513), un arrêt par lequel les cinq meurtriers furent condamnés à être décapités, savoir : « François de Rochechouart-Pontville en la ville et place publique de Limoges, et sa tête mise au bout d'une lance sur la porte de ladite ville par laquelle on va de Limoges à Rochechouart, et son corps pendu au gibet dudit Limoges. Lesdits Anizi, Lachapelle, Indant et Lenègre, au lieu de Saint-Laurent, où le meurtre avait été commis; leurs corps pendus au gibet. Les biens de François de Rochechouart situés en pays de confiscation, confisqués, et s'ils n'étaient pas en pays de confiscation ledit Rochechouart condamné à trente mille livres, et chacun des autres à deux cents livres.

» Condamné en outre ledit Rochechouart en trois mille deux cents livres de dommages-intérêts envers la veuve de Pierre de Bermondet de Cromières et envers Jean Petit, curateur de ses enfants mineurs, outre la provision de douze cents livres ci-devant adjudgée, et la rente annuelle et perpétuelle de six cent quarante livres parisis assise sur les seigneuries et héritages appartenant audit de Rochechouart, les plus prochains de la terre et seigneurie de Boscheyron et ses appartenances;

» Condamné ledit de Rochechouart à payer la somme de douze cents livres pour être employée à bâtir une chapelle en l'église de Panazol où ledit Bermondet de Cromières a été inhumé. » (*Histoire de Rochechouart*, par l'abbé Duléry).

Au moment de la Révolution, la terre de Cromières appartenait au marquis Philippe-Armand de Bermondet de Cromières, mestre de camp de dragons. Il avait épousé, le 27 août 1775, Marie-Hortense Moreau. Le contrat fut signé à Versailles par Leurs Majestés et la famille royale. Les sœurs de la jeune marquise étaient la comtesse d'Agout, la comtesse de Gauville et la mar-

quise de Saporta. Elle était créole et les nègres et les négresses qui étaient à son service la suivirent à Cromières où leur vue faisait sensation dans nos campagnes limousines.

Les armes de la famille de Bermondet de Cromières sont : *d'azur à trois mains gauches de carnation, appaumées, posées 2 et 1.* Couronne de marquis. Supports : *deux lions.*

La propriété de Lambertie, commune de Dournazac, fut vendue le 28 juin 1828 au marquis de Cromières. C'est aux héritiers de celui-ci qu'elle a été achetée, en novembre 1875, par M. le marquis de Lambertie, de Cons-la-Grandville, qui relève les ruines du château.

Cromière (Etang). Longueur, 280 mètres; largeur moyenne, 100 mètres et circonférence : 770 mètres.

Châtre (La).

Fayolas.

Fortgetas.

Fontanelle (La).

Forêt de Cromières.

Gaboureau.

Genette (La).

Gipouloux.

Grafeuil.

Grafeuil (Moulin).

Guionnie (La). Des éclats de silex y ont été trouvés.

Jalade (La). Pierre branlante à 50 mètres de la Tardoire.

Jaladeaux (Les).

Magnigne (La).

Mas (Le).

Mazaurie. Non loin de ce village et au milieu de bois de châtaigniers où autrefois il n'existait ni route ni chemin, se rend chaque année, le 24 juin, une foule d'habitants de la contrée ainsi que d'étrangers. Des tentes abritant des auberges en plein vent ainsi que des cafés s'élèvent de toutes parts; des jeux, des bals s'improvisent..... C'est la frairie des Bonnes-Fontaines. Une prairie qui se trouve sur la lisière des bois, et dans laquelle coulent quelques sources ou filets d'eau, reçoit la visite des pèlerins qui font leurs dévotions autour des « fontaines », simples mares où l'eau boueuse croupit. — Une de ces fontaines a le don de guérir plus spécialement la goutte, et les autres ont la propriété de guérir les autres sortes de maladies. — On voit des gens convaincus, faisant couler l'eau dans la manche de leur habit, en levant le bras de telle sorte qu'après avoir mouillé le corps, elle puisse retomber le long des jambes. D'autres lavent leurs plaies ou leurs sabots, d'autres enfin

recueillent l'eau miraculeuse dans des flacons et la boivent sans être le moins du monde dégoûtés.

Il y a aussi à cette frairie un marchand de cheveux.

Monnerie (La Petite-). Sur la Tardoire. — Ancien moulin qui appartenait à la famille de Cromières. En 1870, M. Ferrand, fabricant de droguets, y créa une usine qui occupait, il y a quelques années, jusqu'à cinquante ouvriers. Aujourd'hui, une trentaine d'ouvriers suffisent, en raison du ralentissement général des affaires. (Monolithe ou pierre branlante, détruit il y a cinq ou six ans).

Négrelat.

Pellegerie (La).

Piégut.

Puy (Le). Ep. moderne. — Ancien manoir mentionné par Cassini en 1764, à 1 kilomètre de Cussac. — Ce château, incendié en partie en 1834, avait une toiture, un pavillon à cul-de-lampe et à machicoulis du xiv^e siècle. — Une tour de 2 mètres 60 centimètres de diamètre intérieur se trouve à l'angle ouest; elle possède une fenêtre et une meurtrière. On voit des vestiges d'une tour avancée de forme circulaire à environ 75 mètres du château au sud-ouest, une troisième, du même genre, devait exister à 300 mètres au nord-ouest, car on a trouvé des substructions de forme circulaire, dont les matériaux, qui étaient très solides, ont servi à empierrer la route. — Au-dessus d'une porte d'entrée, on voit une date de reconstruction : 1658. — Sur des pierres, on voit des écussons et des fleurs de lys lapidés.

Joseph, marquis de Lavergne, propriétaire du château du Puy, colonel du régiment de la Fère, meurt à Paris sur l'échafaud en 1793; sa fille, Marie-Antoinette de Lavergne, épouse au château du Puy, en 1812, René, baron de Gageac. Son beau-frère, Auguste de Lavergne, meurt sans enfant au Puy, qui échoit à sa petite-nièce, Pauline d'Hugonneau de Boyat, qui épouse Félix Oudot de Dainville.

Puymoroux.

Reille (La).

Ribières (Les).

Soumagnas.

Termenières.

Vergnolas.

Villageon (La).

ORADOUR-SUR-VAYRES. — *Oratorium*. Ancienne église fondée en 1098 sous le vocable de saint Christophe, patron (SIMPLIC., t. IV, p. 782). Communians : 2,700. — Cure en 1262 et siège de l'archi-

prêtré de Nontron, qui y était annexé en 1531. — Saint-Christophe de Vayres en 1262, de Vaires en 1311. — En 1280, Gérard de Maumont, qui avait reçu de Marie, vicomtesse de Limoges, le château de Châlus, eut un démêlé avec Aymeric de Rochechouart, à cause du bourg d'Oradour, dont chacun revendiquait la justice et la propriété (BONAVENT., t. III, p. 592). A cette date, Oradour est appelé *Burgus Oratorii* (Chron. anonyme de Saint-Martial, ap. Duplès-Agier, p. 117)

L'évêque de Limoges y faisait les nominations en 1499, 1514, 1515, 1531, 1535, 1560, 1572, 1573, 1575, 1576, 1579, 1617, 1647, 1674, 1744, 1762.

L'archiprêtré de Nontron prit possession dans l'église de Saint-Etienne de Nontron, le 28 novembre 1555, le 29 dans l'église paroissiale de Saint-Jean de Vaires et dans celle d'Oradour, près Vaires. Même cérémonial pour les prises de possession en 1556. Le 15 juin 1560, il prit en optre possession de Saint-Georges de Vaires, qui était bien fort ruiné. — Autres prises de possession en 1571, 1573 et 1578.

Communauté de prêtres fondée par Jean de Bermondet, bachelier ès-droit, curé du dit Oradour et archiprêtre de Nontron, par son testament du 6 juin 1531, reçu par Matribus, Boudeau et Fontanaud, patrons de la communauté. — Les héritiers, puis leurs successeurs, en nommaient les titulaires (*Pouillé* de NADAUD). — En 1614, le commandeur de la commanderie de Puybonieux levait des rentes sur les paroisses de Champsac, Champagnac, Oradour-sur-Vayres; et celui de la commanderie de Saint-Junien en levait aussi sur la paroisse d'Oradour-sur-Vayres (VAYSSIÈRE, *Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, p. 112-114).

En 1698, le marquis du Masnadeau avait des terres dans la paroisse d'Oradour-sur-Vayres.

En 1735, nous trouvons que Jean de Veupeyre, notaire d'Oradour-sur-Vayres, est décédé à l'hôpital de Saint-Yrieix à l'âge de quatre-vingts ans.

Marguerite de Limoges, dame de Saint-Laurent, fille de Guy, cinquième vicomte de Limoges, épouse d'Aymeric VIII de Rochechouart, seigneur de Mortemart et de Pérusse, eut en héritage les forteresses et villes de Gorre, Oradour, Cussac, Cussaret, Champnier, la forêt de Tren et la moitié du domaine de Marval (1242). (*Hist. de Rochechouart*, par l'abbé DULÉRY.)

Simon, fils d'Aymeric IX et de Jeanne de Tonnay-Vivonne, 1303, était vicomte de Rochechouart, seigneur de Saint-Laurent-sur-Gorre, de Saint-Auvent, d'Oradour-sur-Vayres, de Brigueuil, de

Saint-Cyr, de Cognac, de Gorre, de Champagnat, de Chaillac et autres lieux (*Hist. de Rochechouart, alias*).

En 1763, Pierre Soury, curé d'Oradour; Laurent Brissaud, vicaire, et Jean Soury, frère du curé. — Communiant : 2,000; sénéchaussée : Montmorillon; patron : l'évêque; seigneur : M. du Mas-Nadaud; décimateur : M. l'archiprêtre; gentilhomme : M. de Berny.

Chapelle au grand cimetière en 1513-1669.

Oradour (*Lupersiacum*)(?). Occupe la partie S.-O. du territoire de la commune de ce nom. — Sur le plateau qui domine la rive droite de la Tardoire. Sur la route départementale de Chabanais à Tulle. — A la source des rivières de Vayres et de la Grenne; elle est arrosée par la Tardoire dans toute son extrémité sud, dont la direction est de l'est à l'ouest. Hauteur moyenne, 357 mètres au-dessus du niveau de la mer. — Eglise paroissiale aujourd'hui détruite. — Le sanctuaire et le chœur étaient en style roman; la nef et les chapelles latérales dataient du ^{xv}^e siècle. — La chapelle de la Sainte-Vierge, qui était en style gothique flamboyant, avait des arcatures remarquables. — Aujourd'hui, cure de 2^e classe, érigée par décret impérial du 28 août 1808.

Le 6 octobre 1872, les deux vieilles cloches de l'église d'Oradour-sur-Vayres, l'une étant fêlée et l'autre trop petite, ont été descendues du clocher pour être remplacées par trois nouvelles sœurs, fondues par MM. Dulat et Jérôme de Paris. — La plus grande, du poids de 930 kilogrammes, avait pour inscription : BÉNITE PAR M. P. TEVIER, ARCHIPRÊTRE DE NONTRON, CURÉ D'ORADOUR S VAYRES; PARRAIN : ANNET-FRANÇOIS COUSTIN DU MAS NADAUD, COMTE D'ORADOUR-S-VAYRES. — MARRAINE : MADELEINE DE BERMONDET, COMTESSE DE BUSSET. PIERRE VIRTON, J. DUPTIN, FAULT..... J. MORETON, DE BEAULIEV, MARC BARRON, FONDEUR, L'AN 1714.

La plus petite, du poids de 52 kilogrammes, portait : PARRAIN : CHARLES DE LA PISSE-GABRIEL. 1613.

Les trois nouvelles cloches, bénites par M^{gr} Duquesnay, évêque de Limoges, le 22 janvier 1873, pèsent : l'une 925 kilogrammes; la deuxième, 653 kilogrammes et la troisième, 492 kilogrammes. Elles ont coûté 8,500 francs.

Sur la première, on lit : PARRAIN : M. MATHIEU FOUGERON-LAROCHE. — MARRAINE : M^{lle} EMMA LAUBANIE.

Sur la deuxième : PARRAIN : M. JOSEPH-EMILE MOREAU. — MARRAINE : M^{lle} MARIE FERRAND.

Sur la troisième : PARRAIN : M. PIERRE DESCUBES. — MARRAINE : M^{lle} MARIE BESSE. — Après les noms des parrains et marraines, se trouve l'inscription suivante sur chaque cloche :

DESJACQUES, CHANOINE HONORAIRE, CURÉ DOYEN; EDOUARD LAUBANIE, DOCTEUR MÉDECIN, MAIRE; FORESTIER CHAMBONNAUD, PRÉSIDENT DE LA FABRIQUE; AUGUSTE MARCILLAUD, JULES FOUGERON-LAROCHE, SECRÉTAIRE; LÉONARD DUCOMBEAU, LÉANDRE LAUBANIE.

La nouvelle église fut commencée le 11 mars 1878. La bénédiction de la première pierre n'eut lieu cependant que le 28 avril suivant, en présence de plus de 3,000 assistants. — Elle fut livrée au culte le 30 octobre 1879, et enfin consacrée par M^r Blanger, évêque de Limoges, assisté de M^r Rougerie, évêque de Pamiers, en présence de 40 prêtres et d'une foule immense.

En faisant les fouilles pour la construction de la nouvelle église, on a trouvé différents objets, tels que vases en terre cuite, grains de chapelets en jais et des monnaies, dont une pièce de 6 livres de Louis XVI, frappée à Pau et datée de 1786, qui autorisent à penser que les prêtres et les notables du bourg ont été enterrés à proximité de l'ancienne église, jusqu'à une époque rapprochée de la nôtre.

Une hache celtique en silex a été trouvée près d'Oradour.

Le bourg est sillonné par des souterrains-refuges. On voit encore l'entrée de l'un d'eux dans la tranchée du chemin de fer qui avoisine la gare, et qui passe sous le champ des Gluzeaux.

Par arrêté du préfet, transmis par Odon de Lestrade, sous-préfet de Rochechouart, l'adjudication de deux arbres peupliers plantés sur la place d'Oradour est ordonnée (5 janvier 1816). Le prix de vente sera employé à faire faire une croix, qui sera placée sur la place, au-devant de l'église : Léonard Desliat, boulanger, s'est rendu adjudicataire pour la somme de 37 francs.

Comme habitations du moyen-âge, on ne trouve plus dans le bourg que la maison Ducombeau (dite Château).

Noms des curés que j'ai pu retrouver : 1606, Teuliet, vicaire; 1624, Moreau et Jalade, vicaires; 1631-1632, Blanchon, vicaire; 1633, Morland, sacristain; 1637, Mandon et Blanchon, vicaires; Berchenain, sacristain; 1647-49, Bayle, curé; 1674, 1676, 1677, 1680, 1683, 1684, 1685, 1691, 1692, 1694, Paul Dubois, curé, mort en 1710; Hayraud, vicaire; 1685, 1692, 1694, 1696, Faure, vicaire; 1687, Guéry, vicaire; 1690, Dubois, vicaire; 1691, Lemasson, vicaire; 1698-1699, Delauge, vicaire, mort en 1701, à l'âge de vingt-neuf ans; 1710, Pierre Teuiller, archiprêtre, mort le 25 octobre 1735, à l'âge de soixante et un ans, a remplacé Dubois; 1712, Rousseau, vicaire; 1714, Fault, vicaire; 1715, 1716, 1717, Croizet, vicaire; 1718, Pierre Berchenain; 1719, Parveau, vicaire; 1720, Audoyne, vicaire; 1721, 1730, Mazeyraud, vicaire; 1722, Désisle, vicaire; 1730 à 1743, Charon, curé; 1732 à 1734, Rey (Jean);

1734, Roche, vicaire; 1744, 1748, 1750, 1759, 1761, Bussière, curé, mort en 1762, à soixante et un ans; 1744, Brandy, vicaire; 1746, Longeaud de Charbonnière, vicaire; 1748, Blancheton, vicaire; 1751, Puyjolet, vicaire; 1753-1755, de La Brunie, vicaire; 1759, Albin, vicaire; 1761, Nénert, vicaire; 1762, Nénert et Brissaud, vicaires; 1762, 1769, 1773, 1777, 1779, 1791, Soury, curé, précédemment à Châlus, installé le 29 avril 1762; 1767, Soury, Duvernet, vicaires; 1769, 1777, 1779, 1791, Brissaud, vicaire; 1782-1804, Jupile de Lagrange, curé; 1804, Laurent, vicaire; 1827, Tournois, vicaire; 1828, Barny de Romanet, vicaire, et Courtaud; 1830, Mathieu, vicaire, et Ruchaud; 1832, Roche, vicaire; 1834, Pailler, vicaire.

Le 5 octobre 1735 a été enterré dans l'église d'Oradour, Jacques Longeaud, prêtre, âgé de quarante ans, en présence de Elie Roucoules, curé de Saint-Jean-de-Vayres; Pierre Judde, curé de Saint-Pierre-de-Vayres; Antoine Delbès, vicaire de Champagnac, et Jean-Baptiste Robert, vicaire de Cussac (Reg. paroissiaux).

La commune d'Oradour, qui compte 3,454 habitants, a une superficie de 3,910 hectares. Une foire assez importante se tient les 8 de chaque mois au chef-lieu, dont la fête patronale a lieu le 25 juillet. La commune comprend les villages suivants :

Ages (Les)

Anvers.

Arcis (Les).

Barbarie (La).

Baroutie (La). Moulin.

Beauséjour.

Bizardies (Les).

Blancher (Chez).

Bordex (Les).

Boucheron (Le). Eglise de fief dans les premières années du xvii^e siècle. — Le neufvième décembre mille sept cent vingt-un, a esté baptisé dans l'église paroissiale d'Auradour-sur-Vayre par moy soubsigné, damoiselle Marie-Françoise-Henrie Coustin, fille naturelle et légitime de Monsieur François-Annet Coustin, comte d'Auradour et seigneur de Blanac et autres places, et de dame Jeanne-Henriette de Beynac, sa femme, laquelle est née le vingt-huit du mois de novembre, au château du Boucheron. Le parrain a esté Monsieur François Coustin, marquis du Mas-Nadaud, et mareine dame Mariane de Bermondet, qui ont signé avec moy, par. . . . reverendissime père en Dieu. Signé : François-Pierre de La Guérinière, abbé général de l'ordre de Grandmont; de Coustin Masnadeau, Marie-Anne de Bermondet. (Reg. paroissiaux).

Bougerie.
Bournazeau. (Chapelle détruite en 1645). Feldspath.
Bregères (Grandes). Pierre-borne avec date de 1789 et P. U. B.
Bregères (Petites).
Brosses (Les). Château.
Chalards (Les).
Chantallouette et Buffecocu.
Chandos.
Chapelle (Les), près de la Petite-Côte. — Chapelle du Rouzaud
(roseau en français), en 1648. Détruite. (Pouillé de Nadaud).
Châtenet (Le).
Chenin (La). Ecole de hameau fondée en 1880. Tumulus.
Chouettes (Les).
Cimetière (Le Bas).
Contie (La).
Côte (La).
Cure-Bouteille.
Ecubillon (L').
Elysée (L').
Fiateau (Chez).
Fougeras. Tumulus que j'ai fouillé.
Frais (Les).
Fressignas.
Gardelles (Les).
Gros-Bos (Le).
Lacroix (Chez).
Lajout.
Lande (La).
Lande (La), ou Chez-Mizet.
Lauzanne.
Linge (Chez Le).
Manvin.
Masseix (Le). Souterrain chez un nommé Chambon. Monolithe
détruit pour empierrer la route.
Maison-Neuve (La).
Maurie (La).
Maurinas. Monolithe sur une colline dominant la Tardoire.
Monnerie (Grande).
Montagnies (Le).
Morelle (La).
Moulinasse (La).
Ollières (Les).
Palaines (Les).

Parade. Tuiles romaines.

Planitaud.

Point (Le).

Pommier (Chez).

Ponty (Le).

Poulueix.

Pouméroulie (La). Les Registres paroissiaux mentionnent une nombreuse famille de La Pouméroulie, de 1712 à 1792.

Pouze (La).

Puychevalier. Fief ayant appartenu à la famille de Bernis. Habitation des comtes d'Oradour.

Puymoreau. Ecole de hameau. Il y avait autrefois une tuilerie.

Rivaudon (Le).

Serve (La).

Tamanie (La). Demi dolmen renversé, où je n'ai trouvé que quelques débris de charbon de bois et un morceau de tuile romaine à rebord. L'hôpital du Dorat et les prêtres de la Mission, de Limoges, avaient des rentes sur ce village au XVIII^e siècle. En 1719, existait un sieur Virthon de La Tamanie.

Therme (Le).

Tronchaise (La).

Tuilleries (Les). Deux tuilleries en activité datant de deux siècles.

Vents (Les Quatre).

Vergnes (Les).

Villeneuve.

Villotte (La).

SAINT-BAZILE. — *Alias Saint-Baseri*. — *Basilidis* en 1404, 1476, ce qui semble dénoter Saint-Basilide et Saint-Nabor. Saint-Basilide en 1311. *Sanctus Basilicus* en 1475. *Oratorium Saint-Basilii* (*Chron. de Maleu*, 1316, p. 90). Cure : 390 communiauts; patron : saint Blaise, martyr.

Ancienne église construite dans le courant du IX^e siècle (?). Le prieur de Saint-Jean-de-Cole y a fait les nominations. L'évêque de Limoges les fait depuis 1475. Elle fut donnée en bénéfice à l'abbaye de Beaulieu en 894; fut sous la dépendance de Maumont, 1322, et reçut en 1531 le patronage de l'évêque de Limoges. Vicairie de Saint-Basilide fondée par Jordain, prévôt-curé de Champniers qui vivait en 1300. (*Rép. arch.*, E. Grignard). (Pouillé de Nadaud).

La voûte de l'église est en style gothique. Les arcs et les arêtes retombent le long des murs sur huit pilastres ménagés dans l'épaisseur du mur. Sur chacun de ces pilastres, à l'intersection des arêtes, se trouve un écusson dans lequel on remarque en relief un

aigle éployé. Sur les huit contreforts extérieurs se trouvent les mêmes écussons. Il n'y a qu'une seule travée.

La cloche porte :  L'AN 1611. SOUS LA MAIRIE DE M^r GES LEONARD, J'AI ETE BENITE PAR M^r CHENOUX; MON PARRAIN A ETE M. L. LECLEC, E MA MARRAINE, DM^e JEANNE BOULESTIES. La porte d'entrée est de style ogival. Au-dessus d'elle se trouve une rangée de moulures frustes figurant des têtes humaines et des têtes d'animaux. En guise de clocher, un mur triangulaire s'élève au-dessus de la porte principale à une certaine hauteur, et au centre, environ, a été ménagé un espace où se trouve placée la cloche à laquelle on aboutit par une échelle abritée par un petit toit.

Faute de presbytère, il n'y a pas toujours eu à Saint-Bazile de résident. Le dernier était le curé Chiroux. En 1721, Coustin du Mas-Nadaud était baron de Saint-Bazile.

Cibot, curé en 1704.

Pierre Judde, curé en 1762-1763. Communiant : 260; sénéchaussée de Montmorillon; patron : l'évêque; décimateur : le curé et M^{me} de La Reille; seigneurs : M. du Mas-Nadaud et M. de Bermondet.

1793. — François-Léonard de Belair, curé, né en 1739 ou 1740, mort sur les pontons le 13 août 1794, à l'âge de cinquante-cinq ans. Avait été nommé curé en 1772.

La Tardoire forme la limite naturelle de la commune de Saint-Bazile au sud. Le chef-lieu en occupe la partie Est, et se trouve situé sur un plateau, à droite de la Tardoire, à une hauteur moyenne de 295 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La fête patronale de Saint-Bazile a lieu le 2 février de chaque année, jour de la Purification. Des dévotions sont faites ce jour-là par les gens du pays et des départements voisins qui y viennent en foule. Après les prières d'usage, pendant lesquelles les pèlerins brûlent des cierges, on se rend à une fontaine qui a, m'a-t-on dit, la propriété de préserver les animaux des maladies. Aussi voit-on les pèlerins jeter dans la fontaine des petits paquets renfermant de la laine, du lard, des plumes d'oiseaux et même des œufs! Une fois les dévotions accomplies, les pèlerins festoient, dansent et souvent même boivent plus que de raison.

Cette commune, qui a 527 habitants et 858 hectares d'étendue, comprend les villages suivants :

Abbaye (L').

Bacherat.

Baron (Le).

Besse (La). Restes de tour.

Bethoule (La).

Côte (La). Cimetière actuel de Saint-Bazile.

Epinasse (L'). Cimetière gallo-romain découvert en 1887. J'y ai recueilli des outils en silex et des tessons de poterie romaine ayant appartenu à des vases divers, tels que *dolium*, patères, etc. Quelques morceaux sont en poterie samienne à dessins en relief.

Forgeas ou Les Forges. (Forgetas, Nadaud, p. 164). Moyen âge. Restes d'un ancien prieuré sous l'invocation de sainte Quitterie, martyre d'Espagne; 22 mai, fondée au commencement du xiv^e siècle. La chapelle tomba en 1751. Relevait en 1352-1604 du prieuré du Chalard, passa sous le patronage de l'évêque de Limoges en 1679 et fut ruinée en 1751. Existait en 1783. Chapelle appelée du Loup. (Pouillé de Nadaud). On signale une marnière considérable. Carrière de blanc d'Espagne. Il y a aussi un étang, mais sans importance.

Forgeas (La Tuilerie de).

Laubanie. Ep. moderne. Ancien manoir mentionné par Cornuau en 1782. (E. GRIGNARD, *Rép. arch.*). Etang sans importance.

Maison-Neuve (La).

Maison-Neuve (La Tuilerie de La).

Maison du Buisson.

Moulin-Neuf (Le).

Pairie (La).

Pont (Le).

Poulier (Le Grand).

Poulier (Le Petit).

VANDERMARCO.

DOM PRADILHON

Pradilhon (Jean-Baptiste) naquit à Eymoutiers en 1640. D'après les actes paroissiaux qu'a consultés M. Alfred Leroux, il fut baptisé le 24 décembre ; il était fils de maître David Pradillon, sieur du Champaufaure (1).

Une note de ces mêmes registres nous apprend que Pradilhon, à peine âgé de dix-huit ans, c'est-à-dire le 15 février 1658, entra dans la congrégation des Feuillants, réforme de l'ordre de Cîteaux, fondée à la fin du xvi^e siècle par Jean de La Barrière. Il fit son noviciat dans l'abbaye de Feuillens, située dans l'ancien diocèse de Rieux, à dix lieues de Toulouse (2), abbaye qui a donné son nom à la Congrégation. Il prit en religion le nom de Jean-Baptiste de Sainte-Anne.

Dom Pradilhon a été oublié dans la *Biographie universelle* de Michaud et dans la *Biographie générale* du docteur Hoefer. Toutefois il en est fait mention dans le grand *Dictionnaire* de Moréri (supplément de 1749, et dernière édition, en dix volumes, de 1759). Une courte biographie, tirée des manuscrits de l'abbé Vitrac, a été publiée dans les *Annales de la Haute-Vienne* de 1813 (p. 117). On lit dans cette dernière notice que J.-B. Pradilhon, après avoir fait d'excellentes Humanités, réussit dans toutes ses études, et même dans les arts d'agrément.

Son mérite et ses vertus l'élevèrent aux premières charges de son ordre. Il fut élu quatre fois abbé général de la Congrégation des Feuillants. Une première fois, à l'âge de quarante ans, en 1681 (on sait que l'élection de l'abbé général avait lieu tous les trois

(1) *Inventaire des archives communales d'Eymoutiers*, p. 93.

(2) Aujourd'hui *La Bastide de Feuillans*, canton de Ricumes, arrondissement de Muret (Haute-Garonne).

ans); une troisième fois en 1696, et une quatrième fois en 1699, deux ans avant sa mort. Il avait de grands talents pour le gouvernement monastique et pour la direction des âmes. On fait l'éloge, dans son épitaphe, de sa science et de son habileté; on célèbre ses vertus, sa foi, sa piété, sa douceur et son zèle.

Il était fort versé dans notre histoire et dans la connaissance des généalogies, surtout en ce qui concerne les grandes familles nobles du Limousin. Paléographe habile, travailleur infatigable, il a fait des recherches dans les archives de la plupart des abbayes et des monastères du Limousin. Peu soucieux de la renommée, il envoyait le fruit de ses recherches à des savants de Paris, à Gaignières, à Baluze; il fut notamment le collaborateur de Charles d'Hozier, pour les généalogies des grandes familles de France.

« Homme d'un rare mérite », dit l'abbé Nadaud. Son portrait est dans la salle des Feuillants de Limoges (1).

Une note de M. Alfred Leroux nous apprend que « dom Pradilhon a été, concurremment avec Léonard Bandel, le correspondant de Gaignières en Limousin. Les extraits d'actes qu'il communiqua à ce savant se retrouvent aux tomes CLXXXIII, CLXXXIV et CLXXXVI de la collection Gaignières, à la bibliothèque nationale. Ces communications portant le nom de leur auteur, on peut affirmer, d'après la nature et l'origine des pièces, que dom Pradilhon visita et exploita, à Limoges, les archives du chapitre de la cathédrale, de l'abbaye de Saint-Martial, de l'abbaye de Saint-Martin, du couvent des Cordeliers »; en dehors de Limoges, les archives du chapitre d'Eymoutiers; et dans le Bas-Limousin, les archives de Tulle, d'Uzerche, Bonlieu, Treignac et Glandiers.

Quelques-unes de ces communications sont datées : 1683, 1687, 1689, 1690 et 1691.

Dans les quatre années suivantes, dom Pradilhon fut en correspondance avec Baluze. Nous devons à M. Emile DuBoys la transcription de plusieurs lettres adressées par lui à ce savant, et qui sont datées de Limoges, de Tulle et de Bordeaux.

Baluze, qui travaillait alors à ses *Vies des papes d'Avignon*, ayant écrit à dom Pradilhon, le 3 janvier 1692, pour lui demander quelques renseignements sur le cardinal Audoin Albert, neveu du pape Innocent VI (Etienne Aubert), dom Pradilhon lui répondit, dans une lettre datée de Limoges, le 16 janvier suivant, « qu'il avoit beaucoup de plaisir à obliger une personne de son mérite et qui travailloit si utilement pour le public. » « Je fais des recherches,

(1) Mém. mss., t. IV, 3^e cahier, p. 169. (Mss. appartenant à M. Emile DuBoys).

ajoute-t-il, pour servir à la généalogie des maisons nobles de cette province, et voici ce que j'ay d'Albert. Cette famille est sortie d'un lieu nommé *Le Mont*, paroisse de Beissac, dans la terre de Pompadour ». Puis il cite divers actes relatifs à cette famille.

Baluze ayant répondu le 29 janvier suivant, dom Pradilhon lui envoie de nouveaux détails sur la famille du pape Innocent VI, et il termine par ces paroles : « Comme j'ay beaucoup de mémoires de différentes familles de la province, j'ay sans doute plusieurs choses qui appartiennent à nos cardinaux ; si j'en avois les généalogies entières, je vous les enverrois volontiers, mais je n'ay encore que des parties informes, et pour vous ayder utilement, il faudroit estre à Paris, car une conversation de demi-heure vaut mieux que cent lettres ; mais je ne sçais pas quand je pourray faire ce voyage. »

Dans une troisième lettre, datée de Limoges (12 mars 1692), il donne encore des renseignements sur d'autres membres de la famille Albert.

Dans une quatrième lettre, datée de Limoges (4 avril 1692), dom Pradilhon annonce à Baluze l'envoi des trois volumes in-folio du P. Bonaventure Saint-Amable qu'il a achetés pour lui au prix de 12 livres (brochés), et il dit que « dans cet ouvrage, il y a beaucoup de simplicité et peu de jugement, mais d'assez bonnes matières pour l'histoire du pays, sans que l'auteur cite d'où il les a puisées. Le premier tome est tout pour l'apostolat de saint Martial contre M. de Launoy et autres ; le deuxième est la vie de saint Martial, où il a mis plusieurs actes des fondations des églises et des monastères ; le troisième est en forme d'*Annales* de la province où il y a bien des curiosités ».

En réponse à une question de Baluze, dom Pradilhon dit que « la terre de Tranchelion est près de Pierre-Buffière, et le château est situé dans le faubourg de cette ville. « J'ay remarqué, ajoute-t-il, que les anciens seigneurs de Tranchelion se nommoient indifféremment *Dns de Trancaleone*, ou *Dns Castri-inferioris de Petra-Bufferia*. Cet usage était assez commun dans le xiii^e et xiv^e siècle ; j'en ay vu de mesme à Pompadour et à Gimel, où des gentilshommes se disent *Dns Castri-inferioris de Pompadorio, de Gimello*... C'estoient de nobles vassaux des grands seigneurs, possesseurs du chasteau principal. »

Dom Pradilhon ajoute à sa lettre le tableau généalogique de la famille La Garde de Tranchelion, qui manque dans le Nobiliaire de Nadaud.

La cinquième lettre, datée de Limoges (19 juin 1692), débute ainsi : « Monsieur, j'ay esté longtemps sans me donner l'honneur

de vous escrire, à cause d'une attaque de gouttes qui m'a tenu près de deux mois ; je vais revoir vos lettres, et répondre aux articles qu'elles contiennent.

» Lorsque mes pieds seront plus affermis, je verray les tombeaux des cardinaux de Chanac et d'Argfeuille.....

» J'ay donné un mémoire à un chanoine-sindic de Saint-Estienne pour le testament du cardinal de La Porte ; il m'a promis de le chercher, et je le presse tous les jours par les raisons que vous me marqués ; mais à vous dire le vray, je n'ay pas bonne opinion du succès. Ces Messieurs se sont rendus si difficiles à communiquer leurs titres qu'ils en sont ridicules. Cependant cela desrobe bien des connessances à l'histoire, car on tient que ce thrésor est bon ; je vous promets de ne point perdre de temps à presser sur cet article.

» J'espère mieux réussir pour celui du cardinal de Chanac, dès que je pourray voir mes amis de Saint-Martial.

» S'il est vray que *Petrus de Piperno*, prevost d'Esmoutiers en 1293, ait esté fait cardinal en 1295, il aura succédé à un autre cardinal dans ce bénéfice, qui estoit *Petrus de Capella*.

» A l'esgard de *Guillelmus de Roffliaco*, prevost d'Esmoutiers, j'ay dans mes extraits qu'il estoit prevost en 1369, et je ne crois pas m'estre trompé ; je remarque dans quelque catalogue que j'ay dressé des chanoines de Saint-Estienne qu'il en estoit chanoine en 1332, 1341. Plusieurs de ses prédécesseurs estoient prevosts d'Esmoutiers et chanoines de Limoges en mesme temps. Je trouve ce mesme Guillaume de Roffliac official de Limoges et vicaire de l'évesque dans des hommages rendus à l'évesché, sans date.

» Dans ce dernier voyage d'Esmoutiers, j'ay trouvé la carte des anniversaires de cette eglise, et comme on les devoit celebrer pour l'an 1598. J'en ay pris copie, parce qu'il m'a paru (*sic*) des anniversaires fort anciens et jusques à l'évesque de Limoges, Turpin d'Aubusson, ce qui peut prouver l'antiquité de cette eglise.

» Puisque vous travaillés sur le cardinal de La Porte, vous devés sans doute sçavoir tout ce qui le concerne ; je ne laisse pourtant pas de vous offrir le catalogue des chanoines qui assistèrent à son election. Il y en a vingt-sept dont vingt sont des plus nobles familles de la province. » — Suit un texte sur cette élection tiré des archives de Saint-Etienne.

A cette lettre est joint le tableau généalogique de la famille de Chanac.

Il n'est pas douteux que Baluze, qui fit paraître l'année suivante (1693) ses *Vies des papes d'Avignon*, a utilisé dans son ouvrage les notes savantes que dom Pradilhon lui a envoyées sur les cardinaux Limousins.

La sixième lettre est datée de Tulle, 26 août 1694. Elle commence ainsi :

« Monsieur du Verdier m'a montré dans vos lettres les marques de votre souvenir. Je viens, Monsieur, vous faire mes remerciements et vous assurer que rien dans la vie ne me peut estre plus agréable que d'avoir quelque part d'un honneur qui est recherché par tous les honnestes gens du siècle. »

Après quelques notes historiques sur certaines familles du Bas-Limousin, il termine ainsi : « Je ne veux pas finir sans vous remercier de tous les honneurs que je reçois de M. votre frere et de M. du Verdier, parce que j'ay l'avantage d'estre de vos amis. Il y a mesme deux grandes et belles niepces qui veulent y prendre part. L'aisnée surtout me conte avec plaisir mille et mille obligations qu'elle vous a, et les impatiances où elle est de vous voir. Je m'assure qu'elle vous en aura de plus essentielles dans quelque temps : elle les mérite asseurement, estant aussy bien faite qu'on peut le souhaiter.

» P.-S. — Je partiray dans la semaine prochaine pour aller faire une longue résidence à Bordeaux. »

La septième lettre est datée de Bordeaux, 5 janvier 1695. Elle débute ainsi : « Le renouvellement de l'année m'avertit, Monsieur, que je dois vous rendre mes devoirs et me renouveler dans le souvenir d'une personne que j'honorerai toujours parfaitement. »

Dom Pradilhon mourut à Paris, dans le couvent des Feuillants du faubourg Saint-Honoré, le 25 septembre 1704, âgé de soixante et un ans, et fut inhumé dans le monastère de Saint-Bernard. Piganiol de la Force, dans sa *Description de Paris*, rapporte l'építaphe dont ses confrères ont honoré sa mémoire et orné son tombeau :

Ad immortalem vitam proficiscens,
Mortalitatis sarcinam hic deposuit
Reverendissimus Pater
D. Joannes Baptista A Sancta Anna Pradillon,
Patria Lemovicus.
Vir in multis egregius,
Quem quater in præsulem sibi elegerat
Tota Congregatio Fuliensis;
Hunc ad magna natum majoraque spirantem
Frontis honos et totius corporis habitus
Arguebant.
Dignam tali hospitio animam
Non una virtus, non una ornat scientia,
Maxime quæ virum decet aliorum moderamini invigilantem,
Fides recta, sincera pietas, prudens religionis zelus,
Temperata justitiæ finibus mansuetudo,

Divinarum, Humanarumque Legum
 Peritia singularis;
 Animorum quamcunque in partem
 Vellet adducendorum,
 Arte prorsus stupendâ pollebat :
 Cujus exercendæ dexteritatem
 Et industriam plerique suavitatem omnes
 Admirati sunt.
 Nullus facile assequetur.
 Obiit VII. kal. octob. anno Domini M. DCCI.
 Ætatis suæ LXI (1).

ÉPITAPHE DE DOM PRADILLON.

Partant pour la vie immortelle,
 Le très révérend père
 Dom Jean-Baptiste de Sainte-Anne Pradillon,
 né en Limousin,
 Déposa ici le fardeau de la mortalité.
 Homme distingué en beaucoup de points,
 Que toute la Congrégation des Feuillants
 Avait élu quatre fois pour son général;
 La majesté de son front et tout son extérieur
 Montraient qu'il était né pour de grandes choses
 Et qu'il pouvait aspirer au plus haut rang ;
 Plus d'une vertu, plus d'une science
 Ornaient son âme digne d'un tel corps.
 Il avait surtout ce qui convient à un homme appelé à veiller
 Sur la conduite des autres ;
 Une foi droite, une piété sincère, un zèle religieux plein de prudence,
 Une douceur tempérée par les règles de la justice,
 Une habileté peu commune dans les lois divines et humaines ;
 Il avait un art merveilleux [pour diriger les esprits] là où il
 voulait les conduire ;
 La plupart admiraient son habileté,
 Tous admiraient sa douceur ;
 Nul n'atteindra facilement [un pareil modèle].
 Il mourut le VII des calendes d'octobre, l'an du Seigneur MCCI,
 à l'âge de LXI ans.

On a de lui :

1° *Praxis juris Fuljensis*, Paris, Josse, 1676. Nous ne connaissons aucun exemplaire de cet ouvrage (2).

(1) PIGANIOU DE LA FORCE, *Description de Paris*, t. II, p. 383 et 384. —
 MOREAU, *Supplément de 1749*, t. II, p. 304.

(2) *Praxis juris pro congregatione B. Martini Fullensis*, 1675 (NADAUD,
Pouillé ms., p. 36).

2° Histoire de la fondation des religieuses Feuillantines à Toulouse, etc. — Bordeaux, 1696; Paris, 1699.

Cet ordre des Feuillantines, fondé par Jean de La Barrière en 1588, s'établit d'abord à Montesquieu-Volvestre, puis se transporta à Toulouse, dans un monastère du faubourg Saint-Cyprien.

3° La Conduite de dom Jean de La Barrière, premier abbé et instituteur des Feuillens, durant les troubles de la Ligue, et son attachement au service du Roy Henry III, par un religieux feuillant. A Paris, chez François H. Muguet, M D. XCIX, in-12.

Nous lisons dans le *Supplément de Moréri*, 1749 : « Cet ouvrage contient une critique de ce qu'a écrit sur ce sujet Jean Le Laboureur, dans ses *Additions aux Mémoires de Castelnau*. »

Nous possédons un exemplaire de cet ouvrage.

4° Des mémoires manuscrits, cités par l'auteur du *Supplément de Moréri*, imprimé en Hollande en 1716. Il est cité également dans l'édition de 1732, t. VI, article *Souillac*.

L'abbé ARBELLOT.

Dom Pradillon avait dédié son *Praxis juris Fuliensis* à Pierre Rogier, abbé des Feuillants du monastère de Saint-Martin-lès-Limoges.

(Voir NADAUD, *Mém. ms.*, t. I, p. 167. — LEGROS, *Abbayes du Limousin*, p. 169).

L'ABBÉ OROUX

Oroux (Etienne) naquit à Saint-Léonard le 14 septembre 1720; il était fils d'Etienne Oroux et de Marguerite Lafont (1). Doué d'une aptitude rare, et unissant à beaucoup de facilité un grand amour du travail, il fit, avec une distinction marquée, au collège des Jésuites de Limoges, ses cours d'humanités, de rhétorique, de philosophie et de théologie. M^{sr} Jean-Gilles de Coëtlosquet ayant pris possession du siège épiscopal de Limoges en 1740, l'abbé Oroux soutint en présence de ce prélat une thèse publique, qu'il lui avait dédiée, et qui lui valut les témoignages les plus flatteurs et des applaudissements universels. Cette thèse embrassait tous les traités théologiques, tant dogmatiques que moraux. La justesse de coup d'œil et la précision de langage que l'abbé Oroux montra dans l'exposition des principes, la force et la solidité avec lesquelles il développa ses preuves, la netteté de dialectique qu'il déploya dans la solution des difficultés qui lui furent présentées, frappèrent l'évêque de Limoges, qui devint le protecteur du jeune théologien; et, quand l'abbé Oroux fut ordonné prêtre, ce prélat se l'attacha en qualité d'aumônier (2).

En 1758, M^{sr} de Coëtlosquet fut appelé à la cour pour l'éducation

(1) « Le 14 septembre 1720, j'ai baptisé un fils légitime du sieur Etienne Auroux (*sic*), et de Marguerite Lafont, sa femme; lequel était né à quatre heures du matin dudit jour; on lui a donné le nom d'Etienne. Son parrain a été Etienne Lafont, sieur d'Epagne, et sa marraine demoiselle Marie Oroux (*sic*), lesquels ont signé avec nous : E. LAFONT, Marie OROUX, FARGEAUD, prêtre, chanoine de Saint-Léonard, par ordre de M. le curé. (Registres de la Mairie de Saint-Léonard).

(2) VITBAC, *Dict. ms.*

du duc de Bourgogne, et cette année même il se démit de son évêché. Il emmena avec lui l'abbé Oroux, et il s'en servit utilement dans l'exercice des fonctions très honorables, mais difficiles et délicates, qu'il avait à remplir. Après la mort du duc de Bourgogne (1760), ce même prélat fut successivement précepteur des autres fils du dauphin, du duc de Berry (depuis Louis XVI), du comte de Provence (Louis XVIII) et du comte d'Artois (Charles X).

Pendant son séjour à Versailles, l'abbé Oroux trouva le temps de composer de savants ouvrages. En 1759, il datait de cette ville un article adressé aux *Mémoires de Trévoux*; l'année suivante (1760), il dédiait à la reine, Marie Leczinska, sa *Vie de saint Léonard* : il était alors chanoine de l'église de Saint-Léonard de Noblac; mais les fonctions qu'il remplissait à la cour le dispensaient de la résidence. Il fut plus tard nommé chapelain du roi, et pourvu de l'abbaye de Fontaine-le-Comte (1) en Poitou (1774). Quatre ans après, il dédiait au roi Louis XVI son histoire de la chapelle du roi sous ce titre : *Histoire ecclésiastique de la cour de France*.

En quittant Versailles, vers 1775, l'abbé Oroux vint habiter sa ville natale. Le 24 juin 1778, il présidait, en l'absence de l'évêque de Limoges, la brillante cérémonie de la clôture de l'Ostension (2). Il mourut à Saint-Léonard, dans une maison qui est aujourd'hui annexée à l'hospice, le 7 septembre 1786, à l'âge de soixante-six ans et il fut inhumé le lendemain dans le caveau des chanoines, situé derrière le chœur de l'église de Saint-Léonard (3).

(1) Et non pas *Fontenay-le-Comte*, comme le disent l'abbé Vitrac, la *Feuille hebdomadaire*, etc. L'abbaye de Fontaine-le-Comte, à deux lieues sud-ouest de Poitiers, donnait un revenu de 3,000 livres.

(2) *Vie de saint Léonard* (1863), p. 139.

(3) Le même jour (8 septembre) au susdit (1786), a été inhumé au tombeau du chapitre vénérable messire Etienne Oroux, prêtre, abbé commendataire de Fontaine-le-Comte, ancien chapelain du roi, chanoine honoraire de Saint-Léonard, décédé hier (7 septembre), rue Aumônière, âgé d'environ soixante-six ans et muni des sacrements de l'Eglise. Ont assisté au convoi : M^r messire Mathieu Lafont, prêtre et chanoine de Saint-Léonard et Jacques Martin, curé de la Chapelle.

LAFOND, chanoine ; FARGE, vicaire ; MARTIN, curé de la Chapelle.

Dans le procès-verbal d'apposition des scellés sur la maison où décéda l'abbé Oroux il est dit que « ledit Oroux était en pension depuis environ onze ans (1775), chez la dame veuve Lanouaille et ne possédait en propre aucun meuble, mais seulement *des effets* (sic). » Septembre 1786.

(Archives départementales, fonds du Présidial. — Note communiquée par M. Alfred Leroux, archiviste.)

Des vieillards qui l'avaient connu nous ont parlé de ses qualités aimables, de la douceur de son caractère, de son enjouement et de sa bonté. Il n'était pas seulement recommandable par sa vaste érudition, mais encore par sa piété et par la pratique des vertus chrétiennes et sacerdotales (1).

On a de lui les ouvrages suivants :

1° *Histoire de la vie et du culte de saint Léonard du Limousin.* — Paris, chez J. Barbou, 1760, un vol. in-12. Au mois de juillet 1760, l'abbé Oroux eut l'honneur de présenter ce livre à la Reine, à Monseigneur le dauphin, à Madame la dauphine et à Monseigneur le duc de Bourgogne (2).

Cet ouvrage, accompagné de savantes dissertations et suivi de la liste des prieurs de Noblac, est fait avec méthode, et accuse de grandes recherches et une érudition *de première main*. Il est toutefois à regretter que la critique y règne souvent aux dépens de la piété, et que l'auteur, prenant Baillet pour modèle, ait négligé le récit de nombreux miracles qu'avaient rapporté des écrivains dignes de foi.

2° *Histoire ecclésiastique de la cour de France.* — Paris, Imprimerie royale, 1778, 2 vol. in-4°. — Le 8 mars de cette année, l'abbé Oroux, qui était alors chapelain du roi et abbé de Fontaine-le-Comte, fut admis à l'honneur de présenter cet ouvrage à Sa Majesté (Louis XVI) et à la famille royale (3).

Cet ouvrage, encore plus que le précédent, annonce une érudition de bon aloi. L'abbé Oroux fait l'histoire de *la chapelle du roi* depuis le règne de Pépin jusqu'à la fin du règne de Louis XV. Il y parle de tout ce que nos rois ont fait pour la religion, et donne de très curieux détails sur leurs aumôniers, leurs confesseurs, etc.; en un mot, c'est l'histoire des rois de France au point de vue religieux. Un autre écrivain, Guillaume du Peyrat (4), avait traité ce sujet en 1645; mais l'abbé Oroux, tout en profitant des recherches de son devancier, l'a surpassé et a fait un ouvrage d'un mérite supérieur.

3° Une lettre sur le lieu de naissance d'Adémar, moine de Saint-Cybard et de Saint-Martial, datée de Versailles, le 1^{er} décembre 1759, et insérée dans les *Mémoires de Trévoux*, à la fin du second volume de janvier 1760. Cette lettre est anonyme; mais l'abbé du

(1) LEGROS, *Dict. ms.*, p. 257.

(2) NADAUD, note manuscrite.

(3) *Feuille hebdomadaire*, année 1778, p. 50.

(4) *L'Histoire ecclésiastique de la cour ou les antiquités et recherches de la chapelle et oratoire des rois de France depuis Clovis I^{er}*, in-fol.

Mabaret, compatriote de l'abbé Oroux, nous en fait connaître l'auteur dans un article sur Adémar (1).

4° Un petit ouvrage manuscrit que nous avons vu à la bibliothèque du séminaire de Limoges, et intitulé : *Remarques sur le propre des saints du diocèse de Limoges*. On s'est servi beaucoup de cet ouvrage pour l'édition du dernier bréviaire limousin, imprimé sous l'épiscopat de Monseigneur d'Argentré, en 1783. Les légendes de Saint-Martial, de saint Rorice, de saint Vaast, etc., sont de la composition de l'abbé Oroux. Il fit insérer dans ce dernier bréviaire la fête de plusieurs saints du diocèse, qui ne se trouvaient pas dans le bréviaire précédent, publié en 1736. Il est fâcheux que, sous l'influence de la mauvaise critique qui dominait à cette époque, il ait enlevé à quelques légendes la poésie et la piété qui en faisaient l'ornement.

5° Un livre d'offices et de prières, et un processional à l'usage de la compagnie royale des pénitents bleus de la ville de Saint-Léonard, 2 vol. in-12, imprimés à Limoges, chez P. Chapoulaud, en 1784. Cet ouvrage ne fut tiré qu'à 200 exemplaires.

On trouve dans la *Feuille hebdomadaire* de Limoges (2) le résumé d'un sermon de l'abbé Oroux prononcé dans la chapelle des pénitents bleus de Saint-Léonard, le 13 septembre 1777, à l'occasion de la réception dans la compagnie, à Toulouse, de Monsieur, frère du roi (depuis Louis XVIII).

La *Biographie universelle* et le *Dictionnaire historique* de Feller ont oublié l'abbé Oroux. L'auteur de la *Vie de saint Léonard* et de l'*Histoire ecclésiastique de la cour de France* méritait d'être traité avec plus de justice. Nous espérons que cette lacune sera comblée dans une future édition de la *Biographie universelle*.

L'abbé ARBELLOT.

(1) *Mémoires pour servir à la future édition du Dictionnaire de Moréri*, ms. de la bibliothèque du Louvre, article *Adémar*. — *Examen critique des dictionn. hist.*, de BARBIER. — Paris, 1820.

(2) *Feuille hebdom.* du 24 septembre 1777.

BIOGRAPHIES LIMOUSINES ET MARCHOISES

III.

LÉONARD NADAUD. — JACQUES DUROUX. — BARNY DE ROMANET

CH.-NIC. ALLOU.

Nous continuons par ces quatre noms (1) la série de biographies que nous avons commencée dans le précédent *Bulletin* avec J.-B. Chorllon, Léonard Albert, J.-B. Tripon, Emile Grignard, Aug. Bosvieux, Jean et Léonard Bandel, François Marvaud. Si nous fixons notre choix uniquement sur des historiens et des archéologues, c'est que nous voudrions donner une base aussi large, aussi solide, aussi achevée que possible à cette *Bibliothèque historique de la Marche et du Limousin* que nous préparons depuis longtemps, et dont le tome I verra le jour dès qu'il trouvera un éditeur de bonne volonté.

LÉONARD NADAUD.

Léonard Nadaud naquit à Limoges le 3 juillet 1714 et mourut au Châtenet (paroisse de Feytiat), près Limoges, en juin 1767 (2). Il était frère puîné de l'abbé Joseph Nadaud, si connu en Limousin. Tous deux étaient fils d'un tapissier de Limoges (comme M. Guibert

(1) Nous aurions désiré y joindre celui de Joullietton, l'historien de la Marche. Mais les renseignements que nous possédons sur lui sont encore trop sommaires. Nous serions reconnaissant aux personnes qui voudraient bien nous aider à les compléter.

(2) « Le 4 juin 1767 est mort le R. P. Léonard Nadau (*sic*) et a été enterré le 5^e à 10 heures du matin. Ont été présents à son enterrement les soussignés : F.-J. LASSAGNE, sacristain ; VIDAL, étudiant ; JOURDANON. » (*Registres des sépultures des RR. PP. Dominicains de la ville de Limoges*..... à la date. Arch. départementales de la Haute-Vienne, série H, registres mortuaires des communautés de Limoges). C'est donc à tort que le *Nobiliaire du Limousin* (t. IV, p. 471) donne la date de 1764.

l'a prouvé récemment) (1) ; tous deux entrèrent dans les ordres et tous deux s'occupèrent d'études historiques. Aussi les a-t-on souvent confondus, dès le commencement de ce siècle. Mais tandis que Joseph appartenait au clergé séculier, Léonard fut membre de l'ordre de Saint-Dominique qui le réélut plusieurs fois prieur.

Nous n'avons à nous occuper ici que de l'historien. Le *Nobiliaire de la Généralité de Limoges* (2) nous apprend qu'il fut archiviste de l'évêché de Limoges, mais lui fait beaucoup trop d'honneur en disant que Léonard « est considéré [par qui donc ?] comme un des fondateurs de la paléographie, cette science qui n'existait pas encore ». Le vrai fondateur de la paléographie est dom Mabillon, qui lui consacre tout un chapitre dans son *De re diplomatica*, paru en 1681.

Le *Nobiliaire* nous dit encore que « le plus important des ouvrages de Léonard Nadaud est l'*Inventaire raisonné des titres de l'évêché de Limoges*, deux beaux volumes in-folio que conservent les archives de la Haute-Vienne » (3). L'indication est exacte, mais incomplète, car ce laborieux chercheur est aussi l'auteur d'un *Inventaire des titres de l'abbaye des Allois*, qui porte la date de 1760 (4), et de celle *Liève des maisons et bancs charniers de l'hôpital général de Limoges* qui figure, avec la date de 1764, dans notre *Inventaire des archives* du dit hôpital sous la cote D., 4.

A ces trois ouvrages, il convient d'en ajouter un quatrième, ce *Pouillé du diocèse de Limoges*, qui porte la date de 1773, mais qui contient beaucoup d'additions postérieures. M. l'abbé Lecler l'a édité sans nom d'auteur en 1886. En examinant récemment l'*Inventaire des titres de l'évêché de Limoges*, M. Lecler a reconnu, à n'en pouvoir douter, l'écriture fine et régulière du *Pouillé* manuscrit. L'attribution ne peut donc faire doute. La date de 1773 prouve seulement que Nadaud n'a point mis la dernière main à cette œuvre.

Cet ouvrage a le mérite de constater l'état du diocèse en 1773 ; mais il est loin d'offrir tous les renseignements historiques qu'on en attend. On y cherche vainement la liste des compagnies de pénitents et autres confréries du temps, la date de fondation des prieu-

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXXVI, p. 296.

(2) T. IV, p. 471.

(3) Autrement dit le *Liore des hommages de l'évêché de Limoges*. Comme il est dédié à Mgr Duplessis d'Argentré, évêque de Limoges, nous pouvons affirmer que cet inventaire est postérieur à 1758 et antérieur à 1767, date de la mort de l'auteur.

(4) Archives départementales de la Haute-Vienne, n° prov. H., 5,496, petit in-folio.

rés, hôpitaux et collèges. Il me semble pas que Leonard Nadaud ait trouvé en son frère l'aide que celui-ci eût pu lui prêter.

Nous terminerons cette courte notice en reproduisant ici une lettre de Léonard Nadaud que M. J.-B. Champeval nous a tout récemment communiquée. Elle provient du chartrier de M^{me} de Gay de Nexon :

Madame, vous ne serez guères contente de moy ; c'est une inquiétude que je partage avec vous, car je suis fort mécontent de moi-même. A la première occasion que vous me fournissés de vous marquer mon zèle, je seigne du nés. Je [ne] vous envoie pas moins toutes les notes que j'ai sur MM. De Gay et Gallichier (1). Il ne me passe guères de testaments ni contracts de mariages. Mon frère est plus ardent que moi dans leur recherche. Je lui écris et lui demande ses notes sur les deux familles. Je souhaite fort qu'il me mette en même de vous fournir quelque chose de plus intéressant que le mémoire cy inclus. Je vous prie d'être toujours persuadée que je suis à vos ordres. Si vous croyés avoir chés vous quelques pièces utiles dont le dépouillement vous parût trop difficile, le moindre signe de votre part me suffira et je n'aurai point d'affaire plus pressante que celle-la, parce qu'elle m'aidera à (vous) vous faire agréer le respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur.

F. NADAUD,
de l'ordre des F. F. P. P.

Limoges, 15 août 1766.

Voulés-vous bien permettre l'offre de mon respect à vos Messieurs et Demoiselles.

JACQUES DUROUX.

On sait fort peu de chose sur Jacques Duroux. Né vers 1740, à Saint-Pardoux près Bessines, suivant les uns, plus probablement à Limoges, comme d'autres l'affirment, il aida dom Col dans ses recherches érudites et s'intitula plus tard, de ce chef, élève du savant bénédictin (2). C'est sans doute à la demande de dom Col que Duroux compulsa et classa les riches archives de l'hôpital général de Limoges. Nous avons déjà signalé cette particularité (3)

(1) Les Gay de Nexon étaient alors en procès contre M. de Verneuil, qui avait nommé à leur préjudice un boursier au collège de la Marche, fondé à Paris par un Gallichier au xvi^e siècle.

(2) Dans l'article des *Annales de la Haute-Vienne*, que nous citons plus loin. Il est quelquefois appelé *studiste* dans quelques actes du temps.

(3) Voy. notre notice sur les *Institutions charitables*.... en tête de l'*Inventaire des Archives hospitalières de la Haute-Vienne* (p. 11 et art. E., 30), et notre étude sur les *Chroniqueurs et historiens du Limousin* (p. 57).

et rappelé que les analyses de Duroux subsistent sur l'endroit des chemises dont il habillait soigneusement chaque parchemin.

Lorsque le comte d'Artois reçut le Limousin et les provinces voisines en apanage (1773), Duroux obtint ou peut-être acheta le titre de secrétaire du prince. Au début de la Révolution, il était l'homme d'affaires des Derocard de Monisme, qui lui vendirent leurs biens avant d'émigrer. Aux environs de 1792, nous le trouvons secrétaire du comité de Constitution de Limoges, et plus tard président du district de Bessines. Quand les Derocard rentrèrent en France, Duroux, se considérant comme simple engagé, leur restitua tout ce qu'il avait pu conserver de leurs biens, « ce dont on ne lui sut aucun gré », si nous en croyons la tradition. Il habitait alors Grossereix (commune de Beaune). Plus tard, il acheta un petit domaine à Saint-Pardoux, devint maire de la commune en 1817 et y mourut en septembre 1824 dans la plus grande gêne (1).

Quelques années après la reconstitution de la Société d'agriculture de Limoges (qui est de 1801), Duroux en devint membre correspondant et s'occupa dès lors activement de l'œuvre historique à laquelle son nom est resté attaché (2).

En voici le titre exact :

ESSAI HISTORIQUE SUR LA SÉNATORERIE DE LIMOGES, orné de gravures représentant les anciens monuments de la ci-devant province du Limousin. Dédié à M. le baron de l'Empire Louis Texier-Olivier, membre de la Légion d'honneur, préfet du département de la Haute-Vienne et président de la Société d'Agriculture, des Sciences et Arts du même département, par M. J. Duroux, correspondant de la même Société. *¶ Pius est patriæ facta referre labor. Ovid. Trist. L. 2. ¶ Prix : 6 francs 75 centimes broché. ¶ (Armoiries de l'empire) ¶ A Limoges, chez Martial Ardant, imprimeur-libraire, rue Ferrerie, 1811. — (Petit in-4° de v-297 pp., plus un certain nombre de feuillets non chiffrés et quatre planches gravées par De Crossas.)*

L'ouvrage fut annoncé dans les *Annales de la Haute-Vienne* (n° du 16 avril 1811) par un assez long article dont certaines erreurs ne sont pas sans surprendre. L'abbé Joseph Nadaud, curé de Teillac

(1) Nous avons publié son acte de décès dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXXIII, p. 91. Nous devons à M. Balmét, de Limoges, quelques-uns des renseignements qui précèdent.

(2) Il a aussi rédigé en 1812, pour la Société d'agriculture de Limoges, un mémoire, resté manuscrit, sur des antiquités découvertes à La Jante, Vieilleville et Vilbert (commune de Compreignac), — et en 1822, dans les *Annales de la Haute-Vienne*, une rectification (que nous n'avons pu retrouver) à quelques passages de la *Description des monuments de la Haute-Vienne*, d'Alloy.

(† 1775), y est confondu avec son frère le dominicain Léonard Nadaud († 1767). Le comédien antiquaire Beauménil († 1788), y est appelé Duménil. Preuves de la rapidité avec laquelle s'oublent certains détails dans la tradition orale.

Un feuillet intercalaire des *Annales de la Haute-Vienne* contenait le curieux avis que voici :

Avis. — Messieurs les Maires sont prévenus que M. le Préfet ayant l'intention de leur passer dans le budget prochain le montant de l'exemplaire qu'ils recevront de l'*Essai historique*, ils n'oublieront pas d'en faire un article particulier dans leur budget. Ils remettront aux piétons le montant dont est question, afin qu'il parvienne directement au bureau des travaux publics de la Préfecture de la Haute-Vienne.

Ce n'est pas la seule preuve d'intérêt que le baron Texier-Olivier, alors préfet du département, ait donnée à Duroux. Il invita les maires de la sénatorerie, c'est-à-dire des trois départements limousins, à transmettre à l'auteur, « sous le couvert de M. le Préfet de la Haute-Vienne », les renseignements historiques qu'ils jugeraient bon de communiquer. Ces renseignements devaient former un supplément à l'ouvrage de Duroux. Il y a lieu de croire que les communications ne furent pas abondantes, car le supplément annoncé ne fut jamais imprimé. Quant aux avances faites aux communes, nous serions curieux de savoir ce qu'elles produisirent. Nous nous représentons difficilement la municipalité d'Azat-le-Ris ou de Saint-Nicolas votant l'achat de pareil ouvrage. Un bon manuel des maires eût bien mieux fait leur affaire.

Duroux exprima fort légitimement sa reconnaissance au baron Texier-Olivier en lui dédiant son *Essai historique*. La dédicace exprime ce regret oiseux que Clovis n'ait point vécu dix siècles pour le plus grand bonheur des Lémovices, victimes de « l'ambition effrénée de l'orgueilleuse Albion ». La dédicace se continue par l'éloge du bon Henri, « le vainqueur et le père de ses sujets », et s'achève par un panégyrique ampoulé du digne successeur de Charlemagne et de son épouse Marie-Louise.

Ce début trahit déjà dans Duroux un esprit médiocre. La suite de l'ouvrage ne dément pas ce jugement préliminaire. Il s'intitule modestement, il est vrai, *Essai historique*, mais l'essai est manqué : ce n'est qu'une chronologie d'événements tirés non point des sources, mais des chroniques manuscrites du xvii^e siècle, de Bonaventure de Saint-Amable et du Laboureur.

L'auteur clôt son œuvre au moment où le Limousin est réuni à la couronne. Il remplit les cinquante dernières pages du volume par des listes de dignitaires limousins et des dissertations archéo-

logiques qui n'ajoutent rien à ce que l'on savait déjà. Il a cependant ce mérite de faire plus de place à l'archéologie que Saint-Amable, son prédécesseur, et, le second en Limousin, de joindre au texte la représentation de quelques monuments. Rien par contre sur les institutions du pays, rien sur les grands fiefs, presque rien sur le clergé ni sur le tiers état, rien non plus sur l'art ni sur la littérature du Limousin. On pouvait attendre mieux de l'homme qui avait si consciencieusement étudié les archives de l'hôpital, qui avait aidé dom Col dans ses recherches, qui affirme avoir puisé à la bibliothèque impériale et dans les différents dépôts d'archives du Limousin, qui cite Baluze, le *Gallia christiana* et tant d'autres ouvrages non moins recommandables. Comme l'a fort bien dit Bosvieux, « Duroux s'est contenté, pour la partie qui concerne la Marche, de reproduire presque textuellement le travail de Mallebay de la Mothe, en le tronquant de loin en loin par quelques suppressions insignifiantes » (1). On en pourrait dire autant de la partie qui concerne le Limousin en tant que tirée de Bonaventure de Saint-Amable.

Quant au style, il est à la hauteur de l'œuvre : terne et souvent incorrect. Duroux ne se doute point cependant de son insuffisance, car il termine son livre par ce *satisfecit* : « Puisse notre essai être aussi agréable à nos concitoyens en sortant de nos mains, qu'il l'a été sous la plume de son auteur ». L'*Essai* de Duroux est incontestablement très inférieur à l'*Histoire de la Marche*, que Joullietton publia quelques années plus tard.

BARNY DE ROMANET (2).

J.-A.-A. Barny de Romanet naquit à Limoges en 1782, d'une famille bien connue dans notre ville. On ignore où se firent ses premières études, mais on croit qu'il les acheva, comme ses deux frères puînés, au collège de Vendôme, réorganisé vers 1796 et fort à la mode sous le Directoire. Il ne put échapper à la loi du recrutement et fit sans doute quelques-unes des campagnes de Napoléon. En tous cas, il fut incorporé, sous Louis XVIII, dans les Gardes de la Porte, et en 1821, âgé seulement de trente-neuf ans, il s'intitulait, « ex-commandant du dépôt de l'armée royale de France en

(1) *Rapport au Conseil général de la Creuse*, 1863, p. 5.

(2) Nous devons à l'obligeance de M. le chanoine Tandreau de Marsac les renseignements biographiques qui suivent.

Belgique » (1). — En somme, nous ne savons presque rien de la première partie de sa carrière.

En quittant le service militaire, Barny de Romanet revint à Limoges, où il consacra ses loisirs à l'étude et tout spécialement à celle de l'histoire. C'est alors qu'il composa l'ouvrage que nous examinerons tout à l'heure.

Barny de Romanet s'était lié avec le chanoine Labiche de Reignefort, qui est connu en Limousin par quelques publications d'édition autant que d'histoire. Vers 1823, sous l'influence de cette amitié, Barny de Romanet se décida à entrer au grand séminaire de Limoges pour y faire quelques études de théologie. Il avait alors environ quarante-trois ans. Ordonné prêtre au bout de quelques années, il fut nommé successivement à la cure de Saint-Bonnet près Bellac, puis à celle de Vauray, qu'il occupa de 1830 à 1852. Devenu vieux, il sollicita un poste de repos et fut nommé à la cure de Saint-Martin-de-Jussac (arr. de Rochechouart), où il resta jusqu'en 1858. Il mourut six ans plus tard, en 1864, aumônier de l'hôpital de Saint-Junien, âgé de quatre-vingt-deux ans.

Son *Histoire de Limoges et du Haut et Bas-Limousin* est un livre des plus singuliers, mais des moins réussis. L'idée mère en est excellente. Barny rompt résolument avec l'histoire-bataille pour s'occuper avant tout des institutions, de la production économique, des mœurs et des coutumes, c'est-à-dire de ce qui est le fond même de la civilisation. Le livre I (138 pages), après trois courts chapitres sur les Lémovices et la fondation de Limoges, traite des productions naturelles du Limousin, de la population, des maladies endémiques, du langage, de la religion, des juridictions de tout genre, de l'administration publique, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Le livre II (167 pages), s'occupe de la nourriture, du vêtement, de l'habitation, des divertissements, du mariage, de l'éducation, des professions, des superstitions, etc. Au livre III seulement (189 pages), il est question des événements mémorables qui se sont passés dans la province et des monuments qui s'y rencontrent. Un court chapitre est consacré aux anciennes seigneuries du Limousin, aux hommes illustres et à un « coup d'œil sur les arts. » Ce coup d'œil semble d'ailleurs destiné uniquement à compléter ce qui a pu manquer au chapitre sur l'industrie.

Comme on le voit, le plan du livre peut fort bien se justifier. L'auteur étudie d'abord le sol, puis les institutions publiques, ensuite les institutions privées, en dernier lieu les événements et

(1) Ce titre n'est pas fort clair pour nous. Il semble se référer à l'organisation de l'émigration royaliste pendant les Cent-Jours.

les édifices. S'il vivait encore, Barny de Romanet s'occuperait avec prédilection de sociologie.

Le malheur est que, pour remplir un si beau cadre, il eût fallu une érudition de première main que Barny ne possédait pas et dont, à vrai dire, il ne sentait pas le besoin. La connaissance des textes lui faisant défaut, il se contenta de piller Saint-Amable, Baluze, la *Statistique de la Haute-Vienne* de 1808, Duroux, Juge Saint-Martin, etc.

La somme des renseignements réunis sur le Limousin étant assez minime, Barny prit chaque sujet *ab ovo*, remontant aux Gaulois, aux Romains, aux Francs avec César, Tite-Live, Grégoire de Tours, — ou bien les traita pour d'autres provinces, sans plus se soucier du Limousin. L'un de ses chapitres est intitulé : *Ordres de chevalerie institués en France*, un autre : *Anciens revenus de la Couronne*, un autre encore : *Histoire de la cuisine française*. De la curiosité, Barny de Romanet en a certes beaucoup ; de la méthode, point. Son livre est le résumé de lectures aussi variées qu'étendues, mais aussi peu appropriées que possible au sujet qu'il se proposait de traiter. La vraie mine à exploiter pour lui, c'était ces livres de raison, ces registres de famille que l'on commence aujourd'hui d'éditer. A leur défaut, il eût mieux valu garder sur certains sujets un silence prudent.

Il y a dans cet ouvrage quelques bévues amusantes. Duroux s'était appuyé sur les *Acta SS. August.* pour prouver qu'à une certaine époque Limoges était désigné sous le nom de *Lemovica*. Barny ne comprit point la signification de cette référence et écrivit en confiance que « saint Augustin (*Acta SS.*) désigne Limoges sous le nom de Lemovica » (p. 14)!

Avons-nous le droit d'être sévère pour Barny de Romanet? A lire sa préface, nous voyons qu'il se proposait uniquement d'instruire et d'amuser les « gens du monde ». Or, ceux-ci ne sont guère difficiles en général, et Barny, qui les renvoyait à de graves autorités, put leur paraître digne de toute confiance. Mais Barny a élevé une autre prétention : celle d'avoir « tiré la plupart de ses matériaux des chroniques manuscrites les plus estimées et des registres [également manuscrits] de l'hôtel de ville de Limoges. » Qu'il les ait feuilletés, nous n'y contredisons pas. Qu'il en ait pris quelques détails, c'est fort possible. Mais qu'il en ait fait une étude assez approfondie pour s'en approprier la substance et, comme il le dit, pour « désarmer la critique sur le fond du travail », c'est là une exagération que nous nous dispenserons de qualifier.

CHARLES-NICOLAS ALLOU.

Les *Mémoires de la Société des antiquaires de France* ont publié, en 1844 ou 1845 (1), une bonne notice biographique sur cet ingénieur archéologue, notice qui est due à la plume de M. Beaulieu. Nous la mettrons à contribution, en la rectifiant et en la complétant sur quelques points. Puis nous essaierons de déterminer l'origine et le mode de composition de la *Description des monuments de la Haute-Vienne*, qui est, pour nous Limousins, le principal titre de M. Allou à notre souvenir. Nous terminerons par quelques remarques sur les mérites et les défauts de cet ouvrage.

Charles-Nicolas Allou n'appartient point au Limousin, puisqu'il naquit à Paris le 18 novembre 1787. Il sortit de l'École polytechnique en bon rang et, après quelques hésitations, entra à l'École d'application des mines, qui était alors établie à Moutiers, en Savoie. Il y passa deux ans, tout occupé d'études métallurgiques et de recherches géologiques. A sa sortie, vers 1810, il fut nommé ingénieur ordinaire des mines à Poitiers, plus tard à Limoges (1814-1821), puis au Mans et enfin à Angers. A Limoges, Allou avait connu M. de Martignac, alors procureur général. C'est sur sa recommandation qu'il fut appelé à Paris en 1829, avec le titre d'ingénieur en chef de deuxième classe et la charge d'inspecter les travaux souterrains du département de la Seine. Vers 1838, déjà ingénieur de première classe et membre de la Légion d'honneur, Allou entra dans le Conseil supérieur des mines. Ce fut la dernière étape de sa carrière. Il mourut le 7 octobre 1843, après plusieurs années de cécité et d'atonie morale autant que physique, causée par l'excès de travail.

C'est qu'en effet, à ses occupations professionnelles Allou en avait joint beaucoup d'autres, non moins absorbantes pour lui, quoique purement désintéressées. Il aimait la science et voulait contribuer à ses progrès et à sa diffusion. Son premier ouvrage fut cette *Description des monuments de la Haute-Vienne* que nous examinerons plus loin : elle parut en 1821 et fut récompensée d'une médaille d'or par l'Académie des inscriptions. En 1828, il publia un *Essai sur l'universalité de la langue française*, dédié à Andrieux, qui obtint de l'Académie française une mention honorable. En 1835, 1836 et 1837, il donna, dans les *Mémoires des antiquaires de France*, des fragments d'un *Traité* qui l'a occupé jusqu'à la fin de

(1) Nouv. série, t. VIII, p. 31.

sa vie, sur les armes et les armures du moyen âge (1). C'était son œuvre de prédilection et il n'a épargné ni temps, ni voyages, ni argent pour la mener à terme, sans avoir pourtant cette satisfaction.

Allou était membre résidant ou correspondant de plusieurs sociétés savantes : la Société d'agriculture de Limoges, la Société des antiquaires de France, dont il devint successivement secrétaire, archiviste et président; la Société de l'histoire de France, la Société de géographie, la Société philotechnique, l'Académie de Bordeaux, celle du Brésil, la Société des antiquaires d'Ecosse et celle de Londres. Il a collaboré aux *Annales des mines*, à la *Revue encyclopédique*, au *Bulletin universel* de Férussac, qui parut de 1823 à 1830, à l'*Encyclopédie des gens du monde*, à l'*Annuaire de la Société de l'histoire de France* (1837), où il a inséré le catalogue des manuscrits du grand séminaire de Limoges (2), aux *Mémoires de la Société des antiquaires de France*, où il publia entre autres articles (nouv. série, I, 272) une « Note au sujet d'une peinture sur verre de Limoges » (le vitrail de Jeanne d'Albret); à l'*Annuaire du département de la Haute-Vienne*, où il inséra trois rapports sur l'exploitation des mines d'étain de Vaulry (années 1813, 1818, 1820). — *Limoges et le Limousin* lui attribue une « Bibliographie limousine, 1837 », que nous n'avons pu retrouver ni dans les *Nouvelles éphémérides de Limoges* ni dans la *Revue du Centre*, qui sont de cette année là. Il s'agit peut-être du catalogue des manuscrits du grand séminaire (3).

Nous allons exposer maintenant, en nous aidant d'un dossier des Archives départementales de la Haute-Vienne (série T), par suite de quelles circonstances la *Description des monuments* a pris naissance et par quelles voies elle fut menée à terme.

(1) Ces fragments furent intitulés : *Etudes sur les casques du moyen âge*.

(2) Ce catalogue a été reproduit dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin* (1863, t. XIII, 240), sans qu'on ait renvoyé à la première publication.

(3) En 1820, le ministre de l'intérieur ayant demandé une note sur la pierre de Châlus, dite de Richard-Cœur-de-Lion, qui était menacée de déplacement, ce fut M. Allou qui rédigea la réponse. — L'Académie des inscriptions ayant remarqué dans la *Description des monuments...* la mention d'une ancienne exploitation de mines d'étain découverte en 1813 à Vauray (Haute-Vienne) par M. Alluaud, ce fut naturellement M. Allou qui, en sa qualité d'ingénieur des mines, fut chargé de rédiger sur cette découverte un mémoire étendu, qui fut communiqué à l'Académie en 1821.

* *

Au mois de juin 1810, une circulaire du Ministre de l'intérieur demandait à tous les préfets de France des renseignements sur les châteaux, abbayes et autres édifices remarquables de leurs départements respectifs, ainsi que sur les faits historiques pouvant s'y rattacher. Il s'agissait de préparer le grand ouvrage que méditait Alexandre de Laborde sur les monuments de la France (1). Bien que la circulaire du ministre ait été transmise aux sous-préfets du département, la préfecture de la Haute-Vienne ne donna point suite à cette demande. Le 16 avril 1817, Lainé, alors ministre de l'intérieur, fit adresser aux retardataires (il y en avait bien d'autres) une lettre de rappel. Avant de la transmettre à ses subordonnés, le Préfet de la Haute-Vienne, M. de Barrens, écrivit en marge ces mots : « Faire des recherches. Prendre des renseignements, en demander à plusieurs personnes et particulièrement à M. de Redon, de Coussac-Bonneval. Dans la réponse à son Excellence on pourra indiquer M. de Redon comme le savant du département avec lequel on peut correspondre sur ces divers objets » (2).

Parmi les sous-préfets de la Haute-Vienne alors en fonctions, il s'en rencontra un qui prit à cœur, dès le premier moment, de satisfaire aussi abondamment que possible à la demande du ministre. C'était M. Gondinet (3), de Saint-Yrieix, où ses ancêtres avaient fait souche depuis au moins trois siècles. Dès le 2 mai, il envoyait sa réponse à la Préfecture, en se bornant d'ailleurs à signaler les monuments historiques de son arrondissement. Son collègue de Rochechouart en fit autant. Mais le dossier ne se compléta pas et pour cette raison ne fut point expédié à Paris. Le Ministre s'en étant plaint en avril 1819, l'enquête fut reprise. Seuls encore les sous-préfets de Saint-Yrieix et de Rochechouart répondirent par des mémoires plus développés que la première fois, sous la date des 27 juin et 3 août. Les arrondissements de Bellac et Limoges manquant toujours, soit qu'on ne trouvât point de collaborateurs, soit que les engagements pris n'aient pas été tenus, on n'expédia rien au ministère. Celui-ci, à la date du 27 novembre 1819, adressa au Préfet une troisième lettre de rappel, où il est question pour la

(1) *Les monuments de la France* parurent de 1816 à 1826, in-folio. Nous n'avons pu vérifier dans quelle mesure le Limousin y est représenté.

(2) Nous ne savons rien de ce M. de Redon, qui n'était sans doute qu'un amateur.

(3) Est-ce le même que Adolphe Gondinet, auteur d'un *Coup d'œil sur les progrès de la civilisation en 1827*, qui parut à Paris en 1828.

première fois de l'Académie des Inscriptions « chargée de faire un travail sur les antiquités nationales » (1).

Le Préfet (c'était maintenant M. de Castéja), écrivit en marge : « Appeler M. Allou, lundi à onze heures chez moi ». Le rôle de notre archéologue commence donc pour nous à cette date; mais il résulte d'autres lettres qu'il était chargé depuis quelque temps déjà, sous le contrôle d'une commission spéciale, de rassembler et de coordonner les résultats de l'enquête commencée en 1817. Au bout de trois mois, M. Allou présentait son travail qui ne comptait pas moins de 210 pages grand in-folio, d'une écriture serrée. Il fut soumis à l'examen d'une commission de la Société d'Agriculture (2) et, après avis favorable formulé par Maurice Ardat (3), adressé par voie hiérarchique à l'Académie des inscriptions et belles lettres.

Les développements donnés à ce travail sont tels qu'on peut déjà attribuer à l'auteur l'intention de transformer en une œuvre personnelle les indications sommaires qui lui avaient été demandées pour M. de Laborde.

Quoiqu'il en soit, l'Académie fit examiner à son tour le mémoire d'Allou par une commission composée de Petit-Radel, Walckenaer et de Laborde et, dans sa séance du 6 octobre 1820, se plut à reconnaître le zèle de l'auteur, tout en regrettant que sa critique ne fut pas toujours assez sévère en ce qui touchait l'attribution d'âge des plus anciens monuments. Elle chargea même le Ministre de transmettre à l'auteur, à titre d'encouragement, le témoignage de sa satisfaction. Le Préfet avait fait mieux encore en allouant à Allou, au commencement de 1820, une somme de 1,200 fr. qui devait le défrayer des voyages entrepris pour lever le dessin des principaux monuments et dresser une sorte de carte archéologique de la Haute-Vienne (4).

Au dire du comte de Castéja, la flatteuse approbation de l'Académie des inscriptions remplit de joie « le jeune et laborieux cultivateur des sciences et des lettres » qui avait nom Allou. Il voulut même s'en rendre plus digne en enrichissant son manuscrit de

(1) Derrière l'Académie, c'est toujours le comte de Laborde qu'il faut voir, si nous ne nous trompons.

(2) Composée de MM. de Roulhac, de Vaucorbeil, Bachelier, Dachez, Gardet, Alluand.

(3) Ce mémoire figure au dossier de la série T. Il a d'ailleurs été imprimé en tête de la *Description des monuments* et, en partie, dans l'*Annuaire de la Haute-Vienne* de 1821.

(4) Voy. la lettre préfectorale du 16 mars 1820 au dossier cité.

tous les renseignements qu'il avait recueillis depuis la première rédaction et en se livrant à de plus amples recherches. Cette résolution est sans nul doute la raison de la nouvelle enquête qui fut aussitôt instituée par voie administrative dans toute l'étendue du département. On adressa aux sous-préfets (31 janv. 1821) un exemplaire de l'*Instruction pour la recherche des antiquités*, que venait de dresser le sous-préfet de Thionville, et on les chargea, quelques mois plus tard (3 mai), de faire remplir par les maires de chaque commune un questionnaire détaillé.

Nous n'avons retrouvé de cette enquête que des résultats partiels, relatifs aux communes de l'arrondissement de Bellac. Pour les arrondissements de Limoges et de Rochechouart, il ne subsiste que quelques lettres insignifiantes, mais il est certain que, dans le premier de ces deux arrondissements, M. Allou s'était chargé lui-même de la besogne. Quant à l'arrondissement de Saint-Yrieix, ce fut encore M. Gondinet qui se chargea de fournir les renseignements demandés, dans un long et très soigné mémoire qui figure au dossier.

Nous ne saurions dire dans quelle mesure Allou profita des résultats de cette seconde enquête. Il ressort de quelques lettres du préfet que l'auteur était fort pressé de mettre son travail au jour. Le prospectus qui l'annonce au public est, en effet, du 1^{er} mars 1821 (1), et nous savons avec certitude que la *Description* parut avant la fin de l'année (2). Or, le mémoire de M. Gondinet porte la date du 14 avril 1821 (3), et les réponses des maires sont pour la plupart de la fin de la même année ou du commencement de l'année suivante. Allou ne les attendit certainement pas. Il n'y perdit guère d'ailleurs, car la plupart d'entre elles sont négatives.

Le *Prospectus* contient, sous une forme un peu différente, les déclarations et les explications que l'on trouve dans l'*Avertissement* du volume. Mais il contient de plus un paragraphe final qu'il est important de recueillir :

La publication simultanée de cet ouvrage [la *Description...*] et des dessins qui s'y rapportent (et qui composeront environ vingt-cinq feuilles in-folio) lui eut prêté, sans doute, beaucoup d'intérêt; mais, en raison des frais

(1) Il y a lieu de croire qu'à cette date l'impression était à peine commencée, bien qu'on annonce la publication pour le mois de juillet. On promet, en effet, environ 300 pages. Or, le volume en compte xii-372. Les éditeurs se trompent rarement de cette manière.

(2) Il en est question dans le *Bulletin de la Société d'agriculture de 1822*.

(3) Il a été publié dans le *Bulletin Soc. arch. du Limousin*, VII, 157.

assez considérables qu'elle entraînerait, on n'a pas cru devoir s'y décider. Si cette *Description*, rédigée d'ailleurs de manière à n'avoir pas besoin du secours des figures, est accueillie avec quelque bienveillance, l'auteur a le projet de publier, immédiatement et au moyen d'une seconde souscription, des dessins lithographiés et, par conséquent, d'un prix médiocre. Il les accompagnerait d'un texte, qui permettrait également de les isoler du premier ouvrage.

Pour ne point augmenter le prix de l'ouvrage (1), Allou n'a donc point publié l'album de dessins qu'il avait projeté de joindre à la *Description des monuments*. C'est grand dommage, car les croquis sont bons (2) et nous eussent peut-être préservé de voir en 1837 quelques-unes des vilaines planches lithographiques de Tripon. Il est vrai que Léonard Albert commence, juste à ce moment, son recueil de *Vues pittoresques et monumentales du Limousin* (3). Mais cette publication, beaucoup moins étendue que celle que projetait Allou, a été si mal conduite commercialement, qu'on n'en connaît aujourd'hui aucun exemplaire complet.

Nous avons cru instructif de tirer du dossier Allou à peu près tout ce qu'il contient (4). Outre que nous savons maintenant de quelle

(1) C'est encore le prétexte qu'Allou donne ailleurs. Mais la hâte d'en finir pour vaquer aux nouveaux devoirs qui lui incombent par sa nomination au Mans fut peut-être pour beaucoup dans cette regrettable détermination.

(2) Acquisées vers 1845 par la Société d'agriculture de Limoges pour la somme de 600 francs, elles ont été cédées par elle à la Société archéologique en 1857 (Voy. à ce sujet le *Bull. Soc. arch. du Limousin*, VII, 30, et XXXVI, 216).

(3) Nous avons conjecturé, dans notre notice sur Léonard Albert (*Bulletin*, XXXVI, 268), qu'Allou était pour quelque chose dans cette publication. La preuve fait malheureusement défaut.

(4) Le dossier contient en outre : 1° des Notes sur le vieux château de Chalusset, ms. non signé de 7 pages, in-4°; 2° un Rapport de M. Ardant, secrétaire de la Société d'agriculture, sur une dissertation de M. Martin qui traite des antiquités trouvées à La Jante, Vieilleville, Vilbert, commune de Compreignac, lue à la séance du 5 février 1817; 3° la Dissertation elle-même en double exemplaire (elle a été imprimée dans l'*Annuaire de la Haute-Vienne* de 1813); 4° une correspondance entre le préfet de la Haute-Vienne et le baron de Ladoucette, président de la Société des Antiquaires de France, au sujet de prétendues fouilles qui auraient été faites près de Saint-Junien. Le président ayant par la même occasion demandé des renseignements sur les monuments, inscriptions, médailles, usages et dialectes du département, le préfet lui répond en lui adressant un exem-

manière la *Description des monuments de la Haute-Vienne* fut composée, nous avons pris une vue nette des débuts des études archéologiques à Limoges (1) et constaté une fois de plus que, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, l'impulsion première est venue de Paris. Il nous reste à examiner la valeur de l'ouvrage en question.

*
*
*

L'abondance des renseignements y est considérable. Allou a recueilli et utilisé non-seulement tout ce que lui ont fourni ses collaborateurs anonymes (il n'en nomme pas un seul, non point même M. Gondinet), mais ce que contenaient les mémoires des deux Robert, encore inédits, les collections manuscrites de Nadaud et de Legros, les portefeuilles du dessinateur Beaumesnil, la *Feuille hebdomadaire* et les calendriers-annuaires de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Cette abondance ne nuit pas à la clarté; elle témoigne en tout cas d'une force d'assimilation assez rare en ces matières chez un mathématicien de profession.

Malheureusement les erreurs de faits ne manquent pas; les attributions sont très souvent fautives, et mainte légende a été reproduite qu'il eût fallu passer sous silence. Allou accorde d'ailleurs au témoignage de Beaumesnil une valeur qu'il ne saurait avoir. Pour tout dire, il a fort peu de critique et point de doctrine. Il comprend les édifices des trois derniers siècles sous la rubrique *Monuments du moyen âge*, et consacre, bien inutilement, 50 pages à l'histoire proprement dite. Ces défauts sont patents. Mais quand on songe que cette *Description* précède de dix années les premières publications de M. de Caumont, qu'elle est d'un homme nullement préparé par ses études antérieures à ce genre de travail et qu'elle ouvre chez nous la série des productions de cette sorte, on est obligé de convenir que le résultat est aussi satisfaisant que possible. Si l'on ne peut en faire honneur à M. Allou seul, puisqu'en somme cet ouvrage est une œuvre de collaboration (la première qu'on ait vue en Limousin), cette remarque importe assez peu pour le jugement à porter sur le livre même. Son mérite fut aussitôt reconnu de tout le

plaire de la *Description* d'Allou à la date du 27 janvier 1823, prouve incontestablement que l'ouvrage avait effectivement paru en 1821; 5° un dossier relatif au mémoire sur les antiquités de Limoges, présenté à l'Académie des Inscriptions par Maurice Ardant (1829).

(1) Que firent les départements de la Creuse et de la Corrèze pour répondre à la demande de l'Institut? Nous ne sommes pas en mesure de le dire, mais la recherche mériterait d'être faite.

monde, et c'est peut-être à cela qu'il convient d'attribuer la rareté des travaux d'ensemble, qui se constate chez nous sur ce domaine depuis cette époque jusqu'à l'Exposition rétrospective de 1886. Celle-ci a véritablement renouvelé en Limousin les études d'archéologie provinciale inaugurées par Allou.

Alfred LEROUX.

24 décembre 1889.

DEUX

CORRESPONDANTS LIMOUSINS DE BALUZE

Lettres inédites de Pradilhon de Sainte-Anne et de M. du Verdier

(1692-1695)

Parmi les innombrables correspondants de notre célèbre compatriote, nous choisissons aujourd'hui (soin et objet doublement chers à notre cœur) deux enfants du Limousin, intéressants à des titres divers, quoique le nom du second n'ait guère franchi les limites de sa province : nous voulons parler du religieux feuillant Pradilhon de Sainte-Anne, qui eut, au xvii^e siècle, un certain renom comme généalogiste, et contribua beaucoup aux recherches et aux travaux de d'Hozier, — et de M. du Verdier, neveu de Baluze, conseiller au présidial de Tulle.

Le second volume de la *Biographie limousine*, contenant la lettre P, n'ayant pas paru, et, selon toute probabilité, n'étant pas près de paraître ; d'autre part, la *Nouvelle biographie générale* ayant refusé toute mention à Pradilhon, nous croyons devoir reproduire ici le court mais précis article que lui a consacré le vénérable *Moréri* (édition de 1759), où l'on trouve tant de choses qu'on chercherait vainement ailleurs :

« PRADILLON (1) (*dom Jean*), religieux feuillant, étoit d'Esmoutiers en Limosin. Il entra jeune dans la congrégation des Feuillants, où son mérite l'éleva aux premières charges. Il fut quatre

(1) Moréri écrit Pradillon, mais nous allons voir par la signature *autographe* de Pradilhon que son nom doit être écrit avec un *h*.

fois général de sa congrégation. Il avoit de grands talens pour le gouvernement monastique, et il étoit fort versé dans notre histoire et dans la connoissance des généalogies. Nous ne connoissons que deux ouvrages de lui, le premier intitulé : *Praxis juris Fulensis*; le second, en françois, sous ce titre : *La conduite de dom Jean de La Barrière, abbé et instituteur des Feuillans, durant les troubles de la Ligue, sous Henri III.* — A Paris, 1689, in-12. — Cet ouvrage contient une critique de ce qu'a écrit sur ce sujet Jean Le Laboureur dans ses additions aux mémoires de Castelnau. Dom Pradillon est mort à Paris le 25 septembre 1701, âgé de soixante et un ans. Ses confrères ont honoré son tombeau d'une épitaphe, que M. Piganiol de la Force a rapportée dans sa *Description de Paris*, tome II, pages 383, 384 » (MORÉRI, édit. de 1759) (1).

Le second correspondant est Charles-Antoine Melon du Verdier, conseiller au présidial de Tulle, qui fut pourvu, en 1701 ou 1702, nous apprend notre confrère, M. René Fage, dans l'intéressante introduction des *Lettres inédites de Baluze à M. du Verdier*, publiées dans le *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze* (4^e livraison de 1882 et année 1883), d'une charge de receveur des tailles à Nevers et mourut le 18 décembre 1725. Parent déjà de Baluze, M. du Verdier épousa, en 1683, après une vive opposition de l'évêque de Tulle, M^{re} Humbert Ancelin, une fille du frère de Baluze, M^{lle} Perrine Baluze. M. Fage, dans son introduction aux cent treize lettres par lui publiées, a mis en relief, avec de nombreux détails, les relations de Baluze avec sa famille et spécialement avec M. du Verdier. Les lettres de Baluze, publiées par M. Fage, et dont les originaux font partie d'une collection particulière, vont de l'année 1682 au 6 novembre 1700.

Celles des deux correspondants du savant diplomate, toutes autographes, que nous offrons aujourd'hui à notre Société, ne sont malheureusement pas nombreuses, mais il faut considérer qu'elles se rapportent à un espace de temps peu étendu, *trois ans* (1692-1695). Deux de ces lettres, celles extraites du volume 208

(1) En corrigeant nos épreuves, notons que notre savant président, M. l'abbé Arbellot, a lu à la *Société archéologique du Limousin* une notice sur Pradillon, dans la séance même où notre travail étoit par lui présenté à notre Société.

des *Armoires*, nous ont été signalées par notre savant confrère, M. Clément-Simon, que nous prions d'accepter tous nos remerciements.

Les lettres de Pradilhon, au nombre de sept, nous donnent les résultats des actives et patientes recherches d'un généalogiste et d'un chercheur infatigable. Elles contiennent de nombreux et précieux renseignements sur de grandes familles du Limousin et leurs terres, lesquels ont le rare mérite d'émaner d'un homme digne de foi, « fort versé, rappelons le mot de Moréri, dans notre histoire et dans la connoissance des généalogies », et d'être basées sur des documents authentiques qu'il serait assez difficile, sinon impossible, pour la plupart, de retrouver aujourd'hui. Nous voyons successivement passer sous nos yeux les grands noms, connus et honorés dans les annales du Limousin, des d'Albert ou Aubert, de La Jugie, Lagarde de Trenchelion, de Chanac, etc., etc. Nos lettres, nous avons la prétention de le croire, apporteront une forte contribution à l'établissement de la généalogie des plus grands noms de notre pays, et serviront à combler bien des lacunes et à rectifier bien des erreurs pouvant s'être glissées dans les ouvrages des généalogistes limousins ou autres, notamment le *Nobiliaire* de Nadaud. Nous laissons le soin de ces rapprochements et de ces rectifications à ceux de nos confrères plus versés que nous dans les généalogies limousines.

Faisons seulement quelques petites remarques. Il est intéressant de lire (lettre II) l'appréciation de Pradilhon sur l'ouvrage du P. BONAVENTURE DE SAINT-AMABLE, *Histoire de Saint Martial*, « où il y a beaucoup de simplicité et peu de jugement, mais d'assez bonnes matières pour l'histoire du pays, sans que l'auteur cite d'où il les a puisées. »

Relevons (lettre V) des lettres du chancelier Duprat, signalées par Pradilhon dans les papiers de la famille de l'Etang, dont deux membres furent évêques de Carcassonne, l'un, Christophe de l'Etang, du 24 septembre 1603 au 11 août 1621, et l'autre, Vital de l'Etang, du 11 août 1621 au 28 septembre 1652 (*Annuaire de la Société de l'histoire de France pour l'année 1848*, p. 138, n^{os} 73 et 74).

Les lettres de du Verdier ne se rapportent qu'aux deux années 1694 et 1695. Elles traitent, comme celles de Pradilhon, surtout de généalogies. A côté des questions ardues s'y rattachant, on aime à y retrouver ces doux épanchements de famille, ces entretiens si pleins de cordialité qui font le charme de la correspondance publiée par M. Fage. Nous voyons souvent reparaître, sous la plume du correspondant de Baluze, cette intéressante

figure de *Mimi*, l'enfant de du Verdier, dont Baluze fut le parrain et dont on a soin de lui donner des nouvelles avec une scrupuleuse attention. On aime encore à retrouver dans nos lettres ces souvenirs charmants à l'adresse de la famille du financier Villault, avec laquelle Baluze avait mis du Verdier en relations étroites. On ne peut s'empêcher de sourire à ce passage de la lettre première du neveu de Baluze : « Je me sers de cette occasion pour vous envoyer une coëffure que j'ai faite faire icy pour présenter à Madame Villault ou quoy que ce soit à M^{me} ses filles : ce qui m'embarrasse, c'est qu'il n'y en a qu'une, et, comme elles sont deux, il en faudroit une autre ; mais outre que je n'ai pas pu en faire faire une autre à faute de fil et d'ouvrière, c'est que je suis bien ayse de sçavoir plutost si elle est à leur gré, etc.... »

Enfin, disons en terminant que les lettres de nos deux correspondants de Baluze ont entre elles une certaine connexion basée sur le lien commun et l'identité des sujets traités. Pradilhon cite à l'envi du Verdier, qui, de son côté, mentionne et rappelle plusieurs fois le nom du savant feuillant.

Emile Du Boys.

•

LETTRES DE PRADILHON.

I. — PRADILHON A BALUZE (1).

MONSIEUR,

Pour satisfaire aux demandes de vostre lettre du 5 de ce mois, j'auray l'honneur de vous dire qu'il n'y a dans Glandier aucun vestige de l'enterrement de pere et mere du cardinal Audoyne Albert, ni aucun memoire de cela dans les titres et obituaires de cette maison, j'ay vu des mémoires qui nomment *Guy Albert et Marguerite de Livron* (2) pere et mere de ce cardinal, mais je ne suis garand que de ce que j'ay extrait moy mesme sur les titres qui ont passé par mes mains : le voicy Monsieur et je vous le donne avec plaisir, en ayant beaucoup d'obliger une personne de vostre merite, et qui travaille si utilement pour le public. Je fais des recherches pour servir à la genealogie des maisons nobles de cette province et voicy ce que j'ay d'Albert. Cette famille est sortie d'un lieu nommé *le Mont*, paroisse de *Beissac* dans la terre de *Pompador* (3). Il y a à Glandier des actes d'un *Stephanus Alberti de Pompadorio clericus uxoratus* en 1265 et 1273. Il est a presumer que c'est l'ayeul du pape; en 1305, *Ademarus Alberti de Pompador*; celui la peut estre le pere du pape, mais l'un et l'autre n'est que conjecture, sans preuve.

En 1331, *Guido Alberti* agit comme procureur *dni Stephani Alberti fratris sui legum doctoris*. Voila donc *Guy* frere du pape, et pere d'Audoine et autres freres. J'ay vu des actes d'un *Guy Albert*

(1) *Armoires*, vol. 211, fol. 66. L'adresse manque.

(2) Au sujet de la famille de *Livron*, qui existe encore en Limousin, une note de la page 336 du tome II de l'*Histoire du Bas-Limousin*, par Marvaud, est ainsi conçue : « La maison de *Livron*, originaire de la Champagne, se fixa en Limousin dans les premières années du xiv^e siècle. Elie de *Livron* prenait le titre de seigneur d'Ayen et d'Objat en 1341. Son fils épousa, en 1362, Marie, fille du seigneur de Saint-Exupéri. Antoine de *Livron* hérita de sa mère, Marie de *Pompador*, de la seigneurie de la Rivière, et épousa Marguerite de Noailles vers l'an 1413. » (ROSIER, généalogie de cette maison.)

Voir ce que dit Pradilhon, lettre III, sur l'origine de cette famille.

(3) Voy. ce que nous disons plus loin (lettre IV), de la terre de *Pompador*.

en 1328 qui prend la qualité de *domicellus* et je crois bien que c'est le frère du pape, par lequel on doit commencer la généalogie. Je trouve que ce Guy est père d'Audouyn Arnaud et G. Dans un contract par lequel Audoin, évêque de Maguelone (1) et Arnaud son frère, doyen de Saint-Yrieix, enfans de Guy Albert, chevalier, acquierent des seigneurs de Pompadour, en 1352, la seigneurie et justice du lieu de Mont pour les enfans de leur defunc frère G., il est à remarquer que ce G. est nommé Galterus dans cet acte, et mesme dans les auteurs qui parlent de luy, cependant je suis persuadé que c'est une faute et qu'il s'appeloit Guy comme son père ; je n'ay point vu l'original de ceste vente, mais seulement une copie qui met Galterus tout du long. J'ai vu un contrat original dans lequel *Hugo Alberti electus et confirmatus Albiensis* traite par procureur pour un certain bien avec *Contoria Cotheti relicta Guidonis Alberti junioris militis*, que je crois estre ce mesme G. père du cardinal Audoin et dont les enfans sont *Petrus, Hugo, Guillelmus, Stephanus, Guido et Galiena*, nommés dans le contrat d'acquisition des seigneurs de Pompadour, de 1352. (Vous connessés de ceux la *Hugues, évêque d'Alby* et Estienne cardinal, je trouve que Guillaume continua la famille), Guy acheta la baronie de Peyrat en Limosin, de la maison de Rochechouart-Mortemar en 1364, et fust seigneur de Bulbon du costé d'Avignon ; on dit que ses enfans moururent sans suite. Guillaume Albert fust seigneur de Monteil le Degelat, la Roche-labeille (2), Bré, Murat et autres terres, on luy donne pour espouse *Isabel de Rochechouart*, dont je n'ay pas vu la preuve. Il fust père d'Estienne Albert, seigneur des terres susdites et de

(1) *L'Annuaire de la Société de l'Histoire de France* pour l'année 1848 mentionne parmi les évêques de Maguelone (ensuite Montpellier), p. 134. 37, Arnaud II de Verdale, 20 avril 1339 ; 23 déc. 1352 ; 38, Audoin Aubert, 25 déc. 1352 ; 15 février 1353.

(2) La Roche-l'Abeille, à 30 kilomètres de Limoges, arrondissement de Saint-Yrieix. Ce village est célèbre, on le sait, par la bataille qui y fut livrée le 24 juin 1569, entre l'armée royale commandée par le duc d'Anjou, et celle des protestants commandée par Coligny, et dans les rangs de laquelle faisait ce jour-là ses premières armes, Henri de Bourbon, depuis Henri IV.

Il faut voir au sujet du combat de La Roche-l'Abeille, un mémoire très complet de M. d'Hennin, alors capitaine au 5^e régiment de hussards, inséré dans le tome V du *Bulletin* de notre Société, mémoire intitulé : *Aperçu sur les opérations de la campagne de 1569, dans la Saintonge, le Périgord et le Limousin par les armées catholiques et protestantes, et plus particulièrement sur le combat de La Roche-l'Abeille* (Hte-Vienne).

Hochedagoux, qui eust pour femme Marie de Chaslut, dont vint Gilbert Albert, qui espousa Catherine de Chazeron ; ils eurent pour fils Jacques Albert, qui testa en 1445 et mourut sans enfans, partageant ses biens entre Catherine de Chazeron, sa mere, et sa femme Antoinette de la Tour, fille d'Agne de la Tour, baron d'Oliergue et d'Alix de Vendat. Cette Antoinette se remaria avec Jacques de Bourbon, seigneur d'Aubigny et de Carency. Voila, Monsieur, ce que j'ay des Albert par actes, je puis aussy vous fournir la fondation que fist dans son eglise Arnaud Albert, archevesque d'Auch, frere du cardinal Audoin de dix chapeleries sous le nom de Saint-Martial, l'acte est fort long et beau, avec ceste clause : *volumus quod de patria nostra Lemovicensi tales clerici instituantur et cæteris paribus aliis preferantur* ; on m'a dit que ces chapeleries vallent à present 500 " de revenu, et sont à la collation de l'archevesque. Si par hasard, Monsieur, vous avés quelque conoissance d'un *Thomas Albert* qui mourut gouverneur du Pont-Saint-Esprit environ l'an 1454, et de qui il peut estre fils, faites moy la grace de m'en informer. Je vous offre tres volontiers tous mes memoires des familles ou vous travaillerés, je n'ay rien de celles de Monterue.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur.

F. Jean-Baptiste PRADILHON,
Religieux feuillant.

A Limoges, le 16 janvier 1692.

II. — PRADILHON A BALUZE. Sans date (1).

MONSIEUR,

J'estois à la campagne lorsque la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escire du 29 janvier est arrivée icy, et je ne suis revenu que depuis peu de jours.

Comme il est certain que le frere du pape Innocent (3) s'appel-

(1) Bien que cette lettre ne soit pas datée, nous la plaçons ici parce que son contenu se rapporte immédiatement au sujet de la lettre I. Elle répond, on le voit par les premières lignes, à une lettre de Baluze du 29 janvier, laquelle répondait elle-même à notre lettre I du 16 janvier 1692 au sujet des d'Albert. Notre lettre II doit donc selon toute vraisemblance, être placée entre février et la date du 12 mars que porte la lettre III.

(2) *Armoires*, lettre 2^e, fol. 41.

(3) Innocent VI, pape le 18 décembre 1352, mort en 1362.

lait Guy Albert et qu'il estoit pere d'Audioyn et d'Arnaud, si vous avez preuve que Marguerite de Livron estoit sa femme, cette filiation sera bien prouvée. La vente faite, en 1352, par les seigneurs de Pompadour à Audioyn et Arnaud Albert nomme leur pere Guy, leur frere Gautier et les enfans de leur frere comme je vous lay mandé.

Il y a un acte du 7 juin 1331 par lequel noble Pierre Brun, chevalier, faisant pour noble Gancelin de Pierrebuffière, vend certains cens et rentes, *Guidoni Alberti parochiano de Beissaco ut procuratori discreti viri dni Stephani Alberti legum doctoris fratris dicti Guidonis*. Voilà les qualités qu'ils prennent en cet acte.

Vous avés sans doute plusieurs actes qui vous marquent les différens estats d'Estienne Albert; celui que je viens de marquer y servira et en voici encore deux autres :

Helias Folcaudi domicellus et Bergia de sancto Roberto ejus uxor... vendiderunt dno Bosoni de Turre capellano sancti Petri de Fursaco ut procuratori dni Stephani cardinalis Claromontensis septem libras renduales... die lune post festum sancti Johannis Baptistæ 1342.

Anno 1361 die penultima Martii nobilis vir Hugo de Castris domicellus diæc. lem. vendidit venerabili et discreto viro dno Petro Lasseyria decretorum doctori ut procuratori ss^mi patris Innocentii papæ VI quindecim sextaria siliginis et triginta solidos rend...

S'il est certain que le frere du cardinal Audioin s'appelloit Gautier, je me seray trompé dans ma conjecture, en voulant que ce soit le mesme qui est appelé *Guido Junior*, dans l'acte passé par Hugues Albert eslu d'Alby, et, en effet, je ne vois pas qui peut estre ce *Guy Junior*, car de dire que ce soit le frere du pape qui auroit esté marié en deuxième noces avec cette *Comtors Cothet* le temps n'y repugneroit pas, mai pourquoy l'appeler *Junior*? Cela ne peut aussey convenir à Guy neveu d'Audioin et qui est nommé entre les enfans de son frere, car nous savons que ce Guy a vescu longtemps, et fit testament le 8 septembre 1370, et laissa Hermesende, dame de Bulbon, près Avignon, sa veufve. Il faut donc s'il vous plaist scavoir certainement et d'original si Gautier est le veritable nom du frere d'Audioyn cardinal. Voicy l'extrait de l'acte :

Constitutis nobili Petro Bruschardi domicello condomino de Jumiilhaco Petragorensis diæcesis ex una parte et R^{do} patre dno Hugone Alberti electo confirmato Albiensi tanquam privata persona; ipse nobis Petrus Bruschardi dixit quod habebat super hospitio dicto d'Albiarts quod quondam fuit Helix Cotheti domicelli et modo est nobilis dnæ Comtorix filix et hæredis dicti quondam Helix Cotheti et quæ fuit uxor dni Guidonis Alberti Junioris militis nuper de-

functi..... videlicet centum solidos renduales..... quos vendidit dicto domino Hugoni..... actum apud Villamnovam supra pontem Rhodani citra capellam sti Benedicti a parte Villanova...

Mon extrait n'a point de date, je ne sais si c'est par oubly ou qu'il n'y en eust pas dans l'acte, quoiqu'il en soit vous pouvez le suppléer a peu près à cause de la qualité que prend Hugues Albert, d'eslu et confirmé d'Alby, car il ne vous est pas difficile de trouver la date de sa consécration.

Comme j'ai beaucoup de mémoires de différentes familles de la province, jay sans doute plusieurs choses qui appartiennent à nos cardinaux, si j'en avois les généalogies entières, je vous les enverrois volontiers, mais je n'ay encore que des parties informes, et pour vous ayder utilement il faudroit estre à Paris, car une conversation de demi-heure vaut mieux que cent lettres, mais je ne sais pas quand je pourray faire ce voyage. Cependant je continue à vous offrir ce qui dépend de moy, estant toujours avec respect, Monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur.

F. Jean-Baptiste PRADILHON.

III. — PRADILHON A BALUZE (1).

MONSIEUR,

Il ne faut pas douter que Marguerite de Livron ne fust femme de Guy Albert frère du pape. Le temps auquel vivoit Comtor Cothet pourroit faire croire qu'elle seroit la deuxième femme du mesme *Guy*, si elle ne s'appeloit veufve de *Guy le jeune*. Ce qui détermine assés à croire que c'est un autre Guy frère de *Gautier* et d'*Audoyn* et dont nous ne conessons pas la suite.

Il est bien certain que la maison de Livron est issue du Limosin quoique M. d'Hozier, dans la généalogie de cette famille, la marque originaire du lieu de Livron en Dauphiné et transplantée en Limosin proche de leur terre de *Vart*. Le P. Carme dechaussé (2) rapporte cette généalogie dans son troisieme tome de l'*Histoire de saint Martial*, page 527. J'en ai aussi beaucoup d'actes.

Depuis la dernière lettre que j'ay eu l'honneur de vous escrire, j'ay trouvé des actes d'un noble Estienne Albert, seigneur de

(1) *Armoires*, vol. 198, f° 39.

(2) Bonaventure de Saint-Amable, dont nous parlerons à la lettre suivante.

Breuil et de quelques villages dans la paroisse de La Meize, près La Rochelabeille, de l'an 1540 et environ. Comme la branche aînée des Albert estoient seigneurs de La Rochelabeille par acquisition qu'en fist Guillaume, fils de Gautier, l'an 1557, il est à présumer qu'Estienne Albert vivant en 1540, dans ce voisinage, est issu de quelque cadet; je tascheray d'en trouver quelque chose de plus. Guy Albert, seigneur du Bulbon, ayant eu Elzear et Jean, ses enfans, comtes de Lyon, on pourroit trouver là des nouvelles de la famille, supposé qu'en ce temps on fit exactement les preuves comme on les fait a present.

J'oubliois de vous marquer que ce nouveau Estienne Albert, dont le testament est de l'an 1547, avoit espousé avant l'an 1531, Marie de Brie, fille de Jean, seigneur de Brie et de Jehanne d'Hautefort, laquelle Marie de Brie avoit espousé en premières nopces Antoine de La Garde, seigneur de Trenchelion. Vous scavés mieux que moy qu'il estoit de ces seigneurs de La Garde, près de Tulle et issu d'Aymeric de La Garde qui espousa l'heritiere de Trenchelion, l'an 1364, et qui estoit neveu d'Estienne de La Garde, archevesque d'Arles et cardinal. Je crois avoir de quoy fournir toute la descente de cet Aymeric jusques à l'extinction de la branche, qui arriva en 1574.

Je voudrois bien scavoir de quel pays estoit Guillaume de Champeaux, évesque de Laon qui, l'an 1423, baptiza le dauphin depuis roy Louis 11^e et de quelle province il estoit, pour chercher quelque vestige d'une Petronilla ou Panilla Champcella, femme de Thomas Albert, depuis l'an 1414 jusques en 1454.

Je suis toujours avec respect, Monsieur, votre très humble et très obeissant serviteur.

F. Jean-Baptiste PRADILHON.

A Limoges, le 12 mars 1692.

IV. — PRADILHON A BALUZE (1).

MONSIEUR,

Je suis toujours disposé à satisfaire à vos demandes autant que je le pourray. Voicy donc les responses à votre dernière lettre.

J'ay acheté le livre du P. Bonaventure, carme dechaussé, il y

(1) *Armoires*, vol. 108, f^o 15.

a trois volumes in-fol. (1), je vous donneray avis du jour que je les fairay partir et de l'adresse pour les retirer, et de la personne à qui il faudra donner 12 livres qu'ils coûtent; ils sont en blanc (2), afin que vous les fassiez relier à votre façon (3), vous scaurés bien juger de cet ouvrage, où il y a beaucoup de simplicité, et peu de jugement, mais d'assès bonnes matières pour l'histoire du pays sans que l'auteur cite d'où il les a puisées (4), le premier est tout pour l'apostolat de saint Martial contre M. de Lau-noy et autres; le deuxième est la Vie de saint Martial, où il a mis plusieurs actes des fondations des eglises et monasteres. Le troisième est en forme d'annales de la province où il y a bien des curiosités. S'il vous prend envie de voir ce livre en attendant le vostre, vous le trouverés dans notre bibliotheque de Saint-Bernard de Paris. C'est moy qui l'y ay mis.

La terre de Vart (5) est dans le Bas-Limosin; je ne scaurois vous dire precisement à qui elle appartient, vous le scaurés mieux par Tulle, qui doit en estre assés proche.

La terre de Trenchelion (6) est pres de Pierrebuffiere, et le

(1) Rappelons que le premier volume parut à Clermont, en 1676, et les deux autres à Limoges, en 1683 et 1685.

(2) *En blanc*; nous dirions aujourd'hui *brochés*. Cette expression était très employée au xvii^e siècle; nous ne la voyons pas figurer dans ce sens au *Dictionnaire* de Littré.

(3) On sait que Baluze, qui était un des bibliophiles les plus délicats de son temps, comme l'a si bien fait remarquer M. Delisle (*Biblioth. de l'Ecole des chartes*, t. XLIII, p. 253), donnait tous ses soins aux reliures qu'il faisait faire pour lui-même.

(4) Ce jugement d'un savant *limousin* sur l'ouvrage le plus important d'un auteur non Limousin (Bonaventure de Saint-Amable était né à Bordeaux vers 1610), mais qui a acquis droit de cité en Limousin comme nous allons le voir, est intéressant à rapprocher des autres jugements sur l'*Histoire de Saint-Martial*, réunis avec tant de discernement et de juste modération par notre savant président dans la notice qu'il a consacrée à Bonaventure de Saint-Amable dans le *Bulletin* de notre Société, t. XXV (1877). Puisque nous en avons l'occasion, répétons avec M. l'abbé Arbellot que « le P. Bonaventure, quoique étranger par sa naissance au Limousin, a conquis, par ses recherches et ses publications, le droit d'être compté parmi les hommes illustres de notre province. En rendant d'éminents services à notre histoire locale, il a bien mérité de sa patrie d'adoption ».

(5) Dans la lettre précédente, Pradilhon nous dit cependant que la terre de Vart était à la famille de Livron.

(6) Rappelons à propos des La Garde de Trenchelion qui s'y trouvent, qu'il serait intéressant de consulter au sujet des maisons nobles ou des *Armoiries limousines*, en général, un charmant petit manuscrit dépendant

château est situé dans le fauxbourg de cette ville ; j'ay remarqué que les anciens seigneurs de Trenchelion se nommoient indifféremment *dns de Trancaleone*, ou *dns Castri inferioris de Petra Bufferia* (1). Cet usage estoit assés commun dans le ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècle, j'en ay vu de mesme à Pompadour (2) et à Gimel (3), où

de la succession de M. Eugène Ardant, imprimeur-éditeur à Limoges. Ce recueil, que nous avons mentionné déjà dans notre étude sur Siméon Du Boys, *un magistrat érudit du xvi^e siècle* ; *Siméon Du Boys*, lettres inédites publiées et anotées par Emile Du Boys, Paris, Picard, 1889, avec notice biographique par Auguste Du Boys, ce recueil, disons-nous, d'armoiries limousines a été écrit, dessiné et colorié par un Lamy, pharmacien à Limoges en 1655.

(4) Nous tenons à rappeler que « la famille qui portait le nom du château de Pierre-Buffière, était, suivant M. Allou, *Monuments de la Haute-Vienne*, Paris, 1824, p. 294, une des principales de la province, et disputoit aux seigneurs de Lastours le titre de *premier baron du Limousin*. » « Cette terre, continue M. Allou, devint à une époque déjà ancienne, une propriété de la maison de Sauvebœuf ; elle passa ensuite dans celle de Mirabeau, qui en jouissoit encore à l'époque de la Révolution ».

Nous avons souligné ces derniers mots, en voici la raison :

Le *Dictionnaire encyclopédique de l'Histoire de France*, par Ph. Le Bas, et, après lui, la *Nouvelle Biographie générale*, qui rapporte le fait, s'expriment ainsi au sujet d'un épisode de la jeunesse du grand Mirabeau, d'après ses *Mémoires*, publiés par Lucas de Montigny (*Nouv. Biographie générale*, t. XXXV, col. 632, note 3) : « Mon rude fils, écrivait [le père du grand orateur] au bailli de Mirabeau, est enfin en résidence bien appropriée à ses mérites ; j'ai voulu lui donner la dernière façon par l'éducation publique, et je l'ai mis chez l'abbé Choquard. Cet homme est roide et force les punitions dans le besoin. . . . » « Son père, ajoute la note, l'avait fait inscrire sous le nom de *Pierre Buffière*, afin qu'un nom habillé de quelque lustre ne fût pas traîné sur les bancs d'une école de correction. » (*Mémoires de Mirabeau*, t. I, p. 276).

Il est intéressant, on le voit, de rapprocher ce nom de *collège* de la possession de la terre de Pierre-Buffière par les Mirabeau, car on le voit aussi, le marquis n'avait pas donné à son fils un nom d'emprunt absolument imaginaire.

(2) Le marquisat de Pompadour appartenait encore au ^{xvii}^e siècle au marquis d'Hautefort aujourd'hui arrondissement de Périgueux (Dordogne). Voy. le *Mémoire* de M. de Bernage, intendant, sur la Généralité de Limoges, publié et annoté par notre confrère M. Leroux, dans le *Bulletin* de notre Société, t. XXXII, 1885, p. 242.

Du *Mémoire* de M. de Bernage, nous possédons, à la suite d'Auguste Du Boys, une copie portant la date de 1700, que n'a pas connue M. Leroux, et qu'il faut joindre par conséquent aux neuf copies mentionnées par lui dans le préambule de la publication de ce mémoire, *loc. cit.*, p. 150.

(3) Au ^{xvii}^e siècle, la baronnie de Gimel, toujours d'après le *Mémoire*

des gentilshommes se disent *dns Castri inferioris de Pempadorio, de Gimello*..... c'estoient des nobles, vassaux des grands seigneurs possesseurs du chasteau principal. Trenchelion a toujours relevé du baron de Pierrebuffière; M. Martin de La Bastide, conseiller de Limoges, l'acheta de feu M^e de Linars à qui il appartenoit de son chef, et l'a donné en partage a un de ses cadets qui en porte le nom et sert à l'armée dans la compagnie des chevaux legers.

Vous m'obligerés de m'envoyer ce que vous avés de l'ancien Trenchelion. Je vous envoie le nouveau de la famille de La Garde, ils prennent indifféremment les deux noms dans leurs actes, mais beaucoup plus celui de La Garde; je ne connais que cette branche directe, il peut y avoir des collatéraux qui me sont incognus, soyés seur que j'ay preuve de tous ces degrés, extraite sur actes originaux ou en bonne forme, je ne vous l'envoie point, car cela est long. Cependant, si vous en avés bonne envie, je prendray mon temps pour le copier. J'en fairay de mesme pour les Epitaphes des cardinaux de Chanac et d'Arfeuilhe, il me semble que le P. carme les rapporte dans son deuxième tome.

J'avois confondu Estienne de La Garde, archevesque d'Arles, avec Aymeric de La Garde, cardinal de Clement VI en 1342, si je ne me trompe.

Je suis, Monsieur, vostre tres humble et tres obéissant serviteur.

F. Jean-Baptiste PRADILHON.

A Limoges, le 3 avril 1692.

Suit le tableau annoncé de Trenchelion :

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE LA GARDE DE TRENCHELION.

Noble et puissant seigneur *Bernard de La Garde*, seigneur de Pelissane Ozede, conaigneur de Mondragon, 1^e espousa N.; 2^e, en l'an 1342, espousa Constance de Rialh, belle-mere de son fils cadet.

Estienne de La Garde, frère de Bernard, archevesque et prince d'Arles. 1362.

N. et P. *Aymeric de La Garde*, chevalier, espousa l'an 1364, *Marie de Trenchelion*, fille et heritiere de Guillaume, seigneur de Trenchelion.

Jean de La Garde, cadet, espousa en 1362, Sicelette, fille de *Philippe Astraud*, seigneur de *Veilheron* et de *Constance de Rialh*.

de M. de Bernage (édit. Leroux, *ibid.*, p. 237, n° 30), appartenait à MM. de Lentillac (Lentillac, arrondissement de Figeac (Lot), près Saint-Céré).

Guillaume de La Garde, seigneur de Trenchelion.

Sa mere luy fit donation de tous ses biens du Limosin, l'an 1413, par acte passé à Avignon, du consentement d'*Ajmerio* son mary.

Ce Guillaume espousa l'an 1420 *Yolande Fouchier*, fille de N, et P., seigneur de Sainte-Fortunade; il vivoit encore en 1440.

Pierre, dont il y a des actes en 1410.

Pierre de La Garde, seigneur de Trenchelion en 1444, fit testament l'an 1500. Je n'ay pas trouvé le nom de sa femme; il eût les enfans suivans:

Antoine de La Garde, seigneur de Trenchelion, espousa *Marie de Brie*, fille de Jehan, seigneur de Brie, et de Jehanne d'Autefort; elle se dit veufve de luy en 1526.

N. et P. *Foucaud de La Garde*, seigneur de Trenchelion, estoit l'ainé. Mort sans alliance; il testa en 1505.

Jean de La Garde, chanoine de Saint-Yrieix, 1382.

Antoine 2^e de La Garde, seigneur de Trenchelion, Tourdonnet....., chevalier de l'ordre du Roy, gentilhomme de sa Chambre, lieutenant de la compagnie du duc de Guise et gouverneur de ce duché, espousa, en 1563, *Françoise d'Ailly*, fille d'Antoine d'Ailly, seigneur de Picqueny, vidame d'Amiens, et de Marguerite de Melun. Antoine testa en 1570 et sa femme en 1569 (1).

Haut et puissant seigneur *François de La Garde*, seigneur de Trenchelion, mort en 1575, avant son mariage, dont le contract estoit passé avec Jehanne de Pierrebuffière.

Jacques de La Garde, prevost de Sainte-Croix de Pierrebuffière en 1556.

Charles de La Garde, mort sans alliance.

Jehanne de La Garde, heritiere de Trenchelion, par la mort de ses freres, avoit espousé auparavant François de Montroux, gentilhomme de la maison du Roy.

Françoise de La Garde espousa François de Boulinars, gentilhomme de la maison du Roy.

V. — PRADILHON A BALUZE (2).

A Limoges, le 19 juin 1692.

MONSIEUR,

J'ay esté long temps sans me donner l'honneur de vous escrire, à cause d'une attaque de goutes qui m'a tenu près de deux mois; je vais revoir vos lettres et respondre aux articles qu'elles contiennent.

(1) Voy. *Antoine de La Garde de Tranchelion, gouverneur de Guise* [† 1570], et *Françoise d'Ailly* [† 1569]; leur pierre tombe en l'église de Guise (lettre de ce gouverneur au duc de Guise), dans le t. VIII (1881), p. 48, de la *Thierache, Bulletin de la Société archéologique de Vervins* (Aisne), par M. Léandre Papillon.

(2) *Armoires*, vol. 198, f^o 43.

Lorsque mes pieds seront plus affermis, je verray les tombeaux des cardinaux de Chanac et d'Argfeuille (1).

Je vous envoie l'extrait des preuves de la genealogie de Lagarde-Trenchelion. J'ay bien plusieurs actes sur chasque degré, mais je crois que ceux-là suffisent pour prouver la descente et filiation.

J'ay donné un mémoire à un chanoine syndic de Saint-Estienne pour le testament du cardinal de La Porte (2), il m'a promis de le chercher et je le presse tous les jours par les raisons que vous me marqués; mais à vous dire le vray, je n'ay pas bonne opinion du succès, ces messieurs se sont rendus si difficiles à communiquer leurs titres qu'ils en sont ridicules; cependant cela desrobe bien des conessances à l'histoire, car on tient que ce thresor est bon, je vous promets de ne point perdre de temps à presser sur cet article.

(1) Rappelons que ces deux tombeaux se trouvaient, avant la Révolution, dans l'église de Saint-Martial de Limoges.

Mentionnons sur la famille de Chanac un intéressant travail de M. Emile Fage, dans le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, livraison d'octobre à décembre 1882. M. Fage cite les sources où il a puisé, notamment Baluze et les manuscrits de M. Louis-Théodore Juge, déposés à la bibliothèque des archives de la Société.

A la suite du travail de M. Fage, dans le même numéro du *Bulletin* mentionné, se trouve la savante notice de notre vice-président et ami, M. Guibert; sur le *Tombeau du cardinal de Chanac*, notice qui avait déjà paru dans le *Cabinet historique* en 1882.

(2) Raynaud de La Porte (l'abbé Vitrac, *Mémoires mss.*, écrit Renaud), né à Allassac (Corrèze) vers le milieu du ^{xiii}e siècle, successivement chanoine de Limoges, archidiaque de Combrailles, chanoine du Puy, évêque de Limoges, 15 novembre 1294, archevêque de Bourges, 1316, enfin cardinal en 1320, mourut à Avignon en 1325. Il faut voir au sujet du *cardinal de La Porte* une ample notice, offrant de l'intérêt, publiée par M. Armand de La Porte, de la Société archéologique et historique du Limousin, dans le *Bulletin* de notre Société, t. XI, 1861, p. 139-191. M. l'abbé Arbellot, dans son *Mémoire sur la cathédrale de Limoges*, publié dans notre *Bulletin*, t. III, 1848, avait déjà très bien montré le zèle déployé par Raynaud de La Porte pour l'avancement des travaux de notre cathédrale. « En 1322, dit M. de La Porte, nous le voyons faire son testament (Duchesne, Nadaud), dans lequel il fonde une vicairie dans la cathédrale de Limoges, à la chapelle de la Vierge, une autre à Allassac, et son anniversaire dans toutes les collégiales, abbayes, prieurés et couvents du diocèse où il était né, et qu'il avait gouverné si longtemps avec amour. »

J'espere mieux reussir pour celui du cardinal de Chanac (1), dès que je pourray voir mes amis de Saint-Martial.

S'il est vray que Petrus de Priperno, prevost d'Esmoutiers en 1293, ait esté fait cardinal en 1295, il aura succédé à un autre cardinal dans ce benefice qui estoit Petrus de Capella.

A l'esgard de Guillelmus de Roffiliaco, *prevost* d'Esmoutiers, j'ay dans mes extraits qu'il estoit prevost en 1369, et je ne crois pas m'estre trompé; je remarque dans quelque catalogue que j'ay dressé des chanoines de Saint-Estienne qu'il en estoit chanoine en 1332-1341. Plusieurs de ses predecesseurs estoient prevosts d'Esmoutiers et chanoines de Limoges en mesme temps; je trouve ce mesme Guillaume de Roffiliaco, official de Limoges et vicaire de l'evesque, dans des hommages rendus à l'evesché, sans date.

Dans ce dernier voyage d'Esmoutiers, j'ay trouvé la carte des anniversaires de cette église et comme on les devoit célébrer pour l'an 1598, j'en ay pris copie parcequ'il m'a paru des anniversaires fort anciens et jusques à l'evesque de Limoges, Turpin d'Aubusson, ce qui peut prouver l'antiquité de cette église. Or, entre ces anniversaires il y a un endroit : ann. dñi. Petri de Cella canonici et en un autre : ann. dni Petri de Cella cardinalis; examinés s'il vous plaist si vous trouverés quelque vestige que cet homme ait esté cardinal, et pour vous approcher de son temps il y a un acte de 1305 où est nommé Robertus de Cella domicellus nepos Petri de Cella canonici.

Puisque vous travaillés sur le cardinal de La Porte, vous devés sans doute sçavoir tout ce qui le concerne; je ne laisse pourtant pas de vous offrir le catalogue des chanoines qui assis-

(1) Guillaume de Chanac, d'abord moine à Saint-Martial de Limoges, fut abbé de Saint-Florent de Saumur. Voy. sa biographie dans les *Hommes illustres du Limousin*. Il fut fait cardinal en 1371 par le pape Grégoire XI, limousin d'origine.

Nous relevons, dans une lettre de Baluze à du Verdier, datée de ~~eux~~ ans avant notre lettre, ce passage : « ... Je receus ces jours passés le testament de Guillaume de Chanac, cardinal, qui m'a esté envoyé de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur. »

Le testament du cardinal de Chanac est daté du 29 décembre 1384 (le cardinal mourut le 30). M. Guibert, dans sa notice, en a donné la traduction, en partie du moins. « Ce testament, dit M. Guibert, qui a été du reste publié par Baluze (*Vitæ Pap. Aven.*, II, 952), existe aux archives de la Haute-Vienne, mais en deux fragments : la première partie se trouve dans la liasse n° 2957 de l'ancien classement provisoire, la seconde forme l'article 9237. »

terent à son eslection. Il y a en a vingt-sept dont vingt sont des plus nobles familles de la province, comme Neuville, Barry, Rochechouart, Cornil, La Chapelle, Lastours, Maumont, Noalhe, Chasteauneuf, Béchade, Malemort, Rancon, Pierrebuffière, Ornhac, et à la fin il est dit : « Raynaldus de Porta archidiaconus Combraliæ Capellanus dui Papæ a prædictis electus episcopus anno 1294 per viam compromissi publicante electionem Gerardo de Malomonte uno ex compromissariis, cum Petro de Castronovo, G. de Ornhaco, P. Maleu, et Uterio de Barrio die lunæ in quendena festi omnium sanctorum atque ut citius perageretur electio datum tantum spatium eligendi, quamdiu duraret una candela accensa. Prædictus Raynaldus erat tantum diaconus. » Je crois que cette petite remarque vous plaira, elle est tirée des archives de Saint-Etienne par main sure.

J'ay retiré le cayer G. Q. qui manque au 3^e tome de l'*Histoire de Saint-Martial*, vous le recevrez par la première occasion favorable.

Je ne sçais rien de Calmefort-sur-Creuse, je m'en informeray.

Il se peut faire qu'Antoine de Tranchelion, abbé de Saint-Genou, fut vicaire general du cardinal de Prie, mais il ne faut pas pour cela confondre les familles de Prie et de Brie. Celle de Prie est très considerable et de grands seigneurs, je ne sçais pas precisement la province de son origine, je la crois du costé de France, si vous voulés connestre cette famille, vous la trouverez à la fin du 2^e tome de l'*Histoire généalogique de France de Messieurs de Sainte-Marthe*, de la première édition, qui est, si je ne me trompe, de l'an 1628, car je n'ay point ici les livres pour vérifier. M^{me} la mareschale de la Mothe-Houdancourt est la dernière du nom de Prie (1).

Pour la maison de Brie, elle est du Limosin et la terre qui leur a donné le nom est dans le vicomté de Rochechouart (2). Ce sont de simples gentilhommes. Cette terre entra dans la maison de Meillars avec une fille de Brie à la fin du siècle passé; mais elle en est sortie par vente.

Ma lettre est desjà trop longue et vous en serez fatigué, j'ay

(1) Louise de Prie.

(2) Rappelons que la vicomté de Rochechouart formait une enclave poitevine en plein Limousin. V. l'édit. du *Mémoire de Bernage* par M. Leroux, qui avec raison a inséré deux extraits concernant cette enclave d'un *Rapport au Roy*, par Colbert de Croissy, en 1664, et du *Mémoire sur la province de Poitou*, par l'intendant Maupeou d'Ableiges, 1698 (*Bull. du Limousin*, t. XXXII, p. 259-261).

voulu réparer le temps perdu durant ma maladie et vous marquer le respect avec lequel je suis, vostre, etc.

[La signature est cachée].

GÉNÉALOGIE DE CHANAC. — BALUZE, *Armoires*, VOL. 198, FOL. 45.

Chanac. — Guillaume de Chanac, 1181.

Pierre et Guy de Chanac, frères, damoiseaux, 1256.

Aymard et Léonard de Chanac, damoiseaux, 1265.

Dulcia Robert, femme de H. de Chanac, fait testament l'an 1265. Allassac.

Allassa. — Pierre de Chanac, damoiseau, espousa Halais Foucher; elle fit testament le vendredi apres saint Martin d'hiver, l'an 1280, estant veufve. Ensevelië au couvent d'Allassac.

Guy. — Seguine, espousa Pierre de Neth.

N..., religieuse aux Allois.

Alemende, espousa Helies de Tulle, chevalier.

Pierre de Chanac, chevalier d'Allassac, espousa Dauphine, testa le 27 may 1306. Enterré avec sa mere.

Almodie, espousa Pierre Arnal. Son sceau burelé de s. p. à un lion brochant.

Guillaume, professeur es-loix, archidiaque de Paris, 1318-1321, obît 1335.

Guy de Chanac, chevalier, seigneur du bourg aux Chaplons et de Chasteaufort, espousa Isabel de Montheron, sœur de Robert de Montheron, chevalier; il teste 1348, 12 août.

Doulce de Chanac.

Gilbert, moyne.

Bertrand, prevost de Saint-Viance.

Bertrand, prevost de Sainte-Marie.

Guillaume, evesque de Paris.

Allarde, religieuse.

Bertrand Fouques, evesque de Paris, et Bernard, destinés par le testament du pere à estre moines.

Helie de Chanac, chevalier, espousa Galienne, fille de Gerard de Ventadour, chevalier, seigneur de Donzenac, par contrat de 1338, 14 novembre.

Guy, deuxième aîné, espousa Eustache, fille de Bernard de Comborn, par contrat de 1318, 14 juillet.

Son père Bernard.

Robert, doyen de Beauvais, chanoine de Paris.

Guillaume, moine et chefcier de Saint-Martial.

Fouques, moine de Saint-Martial.

Bernard, chanoine de Paris et de Meaux.

Denise et Dauphine, religieuses à Saint-Pardoux.

Souveraine, religieuse de la Regle; Comptors, espousa Louys de Seydel, damoiseau, dñs de Millaria en Poitou.

Jolienne de Chanac, espousa Bertrand de Favars, damoiseau, fils de Bertrand de Favars, chevalier, 1348, 3 may; 2^e espousa en 1353 Rannulfe-Helie de Pompadour, chevalier.

Blanche.

Guy de Chanac, chevalier, fils d'Helie et de Marie de Chaslus, vivant en 1368.

Felix de Chanac, fils de Guy, 1401-1410, senechal de Limosin.

Monteruc. — N. d^e Louise de Monteruc, femme de N. Jehan de Roffinhac, chevalier, 12 octobre 1443. Pomp. I.

Chaslus. — Le 20 mars 1368. Testament de N. d^e Marie de Chaslus-Marchez, fille de N. et p. s. Milhard, seigneur de Chaslus, Marchez, et sa femme, d'Archambaud, vicomte de Combot, Agnès de Mailhac, sa mere; Jehanne de Chaslus, sa sœur; le prieur de Benevent, son oncle, ib.

La Jugie. — Bertrand la Jugie, damoiseau, 1393, 18 octobre, ib.

Magister Gerard Judicis clericus jurisperitus, 1338, 14 novembre, ib.

Bernard Judicis præpositus Capellæ geneste, 1348, 3 mars.

Saint-Martial. — Petrus de S^{to} Martiale, domic. diocesis Tutellens., 1333, 23 Augusti Pompadour.

Idem 1345 ib nob. et pot., 1350-1353.

Idem Nob. vir Guillielmus de S^{to} Martiale domic. dioc. Tutell.

Item nunc habitator Castri de Lexeo dioc. Avenionis ib. 1414..., 4 octobre.

Guido dnus de S^{to} Martiale, Fromentallo de Maravalle....

Die jovis post festum S^{to} Joh^{is} Baptistæ 1308 cum sigillo ib.

Guido de S^{to} Martiale dnus de Maravallo et Fromentello domicell. sabb. ante nativ. domini 1374.... ib.

Albert. — La terre de Bré, vendue à Guillaume-Albert par M^{re} Luis de Sully, au mois d'aoust 1358, ib.

Albert. — Dominus Petrus Lasteiria decretorum doctor, ut procurator SS^{mi} patris Innocentii Papæ VI emit quosdam seditus in parochia de Lubersaco... die penult martii 1361, ib.

Albert. — Helias Foulcaudî domiscellus vendidit domino Bosoni de Turre Capellan, S^u Petri de Fursaco, ut procuratori domini Stephani, cardinalis Claremont. Septem libras renduales die lunæ post festum S^u Johannis Baptistæ, 1342, ib.

Albert. — Dominus Petrus Bruni miles pro Gaucelino de Petra Buffertia domicello filastro suo vendidit Guidoni Alberti parochiano de Bussaco et procuratori discreti viri domini Stephani Arberti legum doctoris fratris dicti Guidonis domini 1331, ib.

Pré. — Johes de Biena domicell. filius Petri de Biena militis emit die mercurii post festum S^u Barnabæi, 1347, ib. (Ce peut être celui-là dont parle le pape en sa lettre de 1360 et non pas un fils de Guillaume Albert.)

Darfeuÿlhe. — Nob. et pot. dominus Elzearius miles dominus Baroniarum de Gramato et de Therminis (Caturcen. dioc.)... vendidit magistro Johanni Fabri clerico de rupe Adulphi Claremont dioc. ut procurati nob. et pot. (*Albert.*) — Domini Stephani Alberti domini Montilii degelati rupis Adulphi Claremont. dioc. et de Murato Lemovic. dioc. et Dominæ Mariæ de Caslucio ejus conjugi ea quæ sequuntur in terra de Murato scilicet.,

prout per nobilem Ademarum de Agrifolio ipsius venditoris predecessorem fuerunt quondam acquisita a domino Arcambaudo vicecomite Combornii anno 1340 die 9. junii et dictus dominus Elzearius de Agrifolio de iis investivit nob. et pot Virum Gilbertum Alberti militem dominum de Rupeapis filium emancipatum dictorum conjugum die 20 aug. 1407. (Monceaux).

D'Arfeuille-Malessec. — Hugo de Agrifolio miles, dominus Baro de Gramato Caturcensi dioc. et Petra de Malessec domicell. Dominus de Malessec Tutell. dioc. testes. anno 1473. 4 aug. (Turenne) Dominus Ademar de Agrifolio miles. Dominus de Gramato. . . . facit homagium vicecomiti Turenne pro. . . . Januari 1350, ib.

Johannes de Agrifolio senior domicell. filius emancipatus nob. Ademari de Agrifolio domini de Gramato. . . . fecit homagium. . . . 1366, ib.

Nob. Elzearius de Agrifolio domicell. dominus de Gramato, Caturc. dioc. filius et hæres universalis nob. et pot. dominus Johannis de Agrifolio. . . . facit homagium 1396, ib.

Guido Judicis domicell, ib. 1350.

Dominus Gerard La Garda, domic. facit hom. 1384, ib.

Dominus vir Bertrand de Gardia, miles. Dominus de Dommorio et condinis de Estivalis, dioc. Tutell. facit hom. 1335, ib.

Nob. V. Guillelmus La Garda domic. loci de Sancto Amantio Claromont. dioc. facit homagium 1415, ib.

N. vir Petrus de Sancti Martiali domicell dominus de Duiglaco et de Solenha facit homag., 1415, ib.

N. V. Petrus de Sancto Martiale domicell. dominus de Duiglaco et de Solenha facit homag., 1415, ib.

VI. — PRADILHON A BALUZE (1).

A Tulle, le 26 aoust 1694.

Monsieur du Verdier m'a montré dans vos lettres les marques de votre souvenir; je viens, Monsieur, vous en faire mes remerciemens et vous assurer que rien dans la vie ne me peut estre plus agréable que d'avoir quelque part d'un honneur qui est recherché par tous les honnestes gens du siecle.

Je n'ay gueres travaillé icy faute de besoigne; j'ay vu seulement plusieurs cedes originales, et dans une j'ay trouvé le traité de mariage entre Estienne de L'Estant et Louise de Juyé, pere et mere de M. de Carcassonne; j'ay prié M. du Verdier de vous en envoyer copie, et vous verrés la différence des qualités dans cet acte original et dans celui qui fust produit pour les preuves du commandeur des ordres du Roy.

(1) *Armoires*, vol. 208, f° 330.

Je me souviens que dans ces preuves de M. de Carcassonne il y a des lettres du chancelier Duprat, qui traite de neveu Estienne de L'Estant; je ne sçais qu'elle peut estre leur alliancé, mais il m'est venu en pensée que le chancelier pourroit estre issu d'un Estienne Duprat, notaire de Tulle, il y a un peu plus de deux cent ans; voicy mes conjectures : j'ay trouvé une alliance entre les Duprat et L'Estant, l'un et l'autre demande a ses freres sa portion des biens de sa mere qui s'appelle Catherine Soloyte, et dit qu'il est a presant habitant a Aurillac en Auvergne, cela approche du pays d'où estoit le chancelier. J'avoue que cela est peu de chose, mais qui peut donner lieu a d'autres decouvertes. Je me souviens aussi que M. le baron de Puget vouloit fort trouver l'origine de ce chancelier dans les Duprat, de Toulouse, qui y estoient notaires en 1300.

Le pays de Toulouse me fait ressouvenir de quelque chose qui vous divertira. Peut estre avés vous vu l'histoire des Albigeois composée depuis quelques années par le pere Benoist, jacobin (1). Cet auteur a ajouté depuis peu deux petits volumes (2), dans l'un il a inseré la genealogie de la maison de Fresals qui ne vous est pas incognue. Il dit que Simon de Fresals espousa une fille de la maison de Besse, petite niépce du pape Clement VI, et le prouve par un fort bon acte qu'il a trouvé a Montauban. Ors comme ce Simon de Fresals estoit seigneur de Beaufort dans les Cevennes (ses descendans possèdent encore cette terre a presant), ce bon pere a conclu que Gregoire XI, qui portait le nom de Beaufort, estoit fils de Simon de Fresals, seigneur de Beaufort, et de cette Besse. Il fonde son sentiment sur le nom de Beaufort, et sur ce que Gregoire est appellé neveu de Clement VI, comme issu de sa niépce; que dites vous d'une si belle decouverte? dont Messieurs de Turenne ne luy auroint pas obligation si elle estoit bien fondée.

J'ay en main tous les titres de la maison de Sainte-Fortunade. Il me semble que rien n'y est afferant a votre histoire de Tulle, il paroist que cette terre estoit toujours possédée conjointement par les seigneurs du nom de Tulle et de Fouchier; je ne sçais point l'origine de ce nom de Tulle, je trouve seulement qu'entre 1520 et 1530 un Pierre d'Artense, damoiseau, fils d'Ebrard d'Artense, chevalier, se dit seigneur de Sainte-Fortunade, comme

(1) L'ouvrage du P. Benoit, *Histoire des Albigeois et des Vaudois*, 3 vol. in-12 étoit encore assez récent à la date de notre lettre. Il avait paru à Paris en 1691.

(2) *Suite de l'Histoire des Albigeois*. — Toulouse, 1693.

donataire de Guillaume de Tulle (la terre d'Artense est dans le Quercy), dont il prend le nom dans la suite. Après l'an 1400, Marie de Tulle, héritière, espousa le chef des Fouchiers et réunit toute la terre; à la fin du siècle passé, Bonaventure, seigneur de Lavar, grand-père de M^{re} de Sainte-Fortunade d'apresent, espousa l'héritière des Fouchiers. Si cela vous est nécessaire, je vous donnerai cette suite plus exactement, vous pouvez en disposer comme de toutes mes autres recherches.

Je ne veux pas finir sans vous remercier de tous les honneurs que je reçois de M. votre frère et de M. du Verdier, parceque j'ay l'avantage d'estre de vos amis. Il y a mesme deux grandes et belles nieces qui veulent y prendre part. L'ainée sur tout me conte avec plaisir mille et mille obligations qu'elle vous a, et les impatiences où elle est de vous voir. Je m'assure qu'elle vous en aura de plus essentielles dans quelque temps; elle les mérite assurément étant aussi bien faite qu'on peut le souhaiter. J'ay l'honneur d'estre, Monsieur, très parfaitement votre très humble et très obéissant serviteur.

Fr. Jean-Baptiste PRADILHON.

Je partiray dans la semaine prochaine pour aller faire une longue résidence à Bordeaux.

VII. — PRADILHON A BALUZE (1).

J. M.

A Bordeaux, le 5 de l'an 1695.

Le renouvellement de l'année m'avertit, Monsieur, que je dois vous rendre mes devoirs et me renouveler dans le souvenir d'une personne que j'honorerai toujours parfaitement.

Je ne puis vous donner autre chose touchant les Duprat, de Tulle, que ce que j'ay déjà eu l'honneur de vous mander. Cette idée m'est venue sur les alliances des Duprat et L'Estant, familles assez médiocres à Tulle, et sur ce que le cardinal Duprat escrivoit au père de M. de Carcassonne, et le qualifioit de neveu, au moins s'il en faut croire la production de cet évesque qui est d'ailleurs très defectueuse comme je vous l'ay mandé.

Je n'ay point l'histoire du P. Benoist, jacobin, touchant les Albigeois. Je l'ay vûe à Toulouse; les jacobins du fauxbourg

(1) L'adresse manque. — *Armoires*, vol. 208, fo 332.

Saint-Germain qui sont de sa province vous en diront des nouvelles, l'acte portant l'alliance des Besse et des Fresals est dans un petit tome séparé, et ajouté à son histoire des Albigeois.

Je vous envoie ce que j'ay des Fouchers et prouvé par actes. Cette famille est bien plus ancienne comme il paroist par les cartulaires de Tulle, Uzerche..... Ils ont toujours esté conseigneurs avec ceux du nom de Tulle jusques à l'union des deux familles, il peut y en avoir plus que je ne dis, mais ce que je vous donne est certain et prouvé.

Si ce que j'ay du nom de Tulle peut estre utile à votre histoire, je vous l'envoyeray, aussy bien que tout le reste des familles de ce pays-la, dont j'ay quelque connoissance.

J'ay remarqué dans le cartulaire de Tulle un Donarelli qui est appellé bastard d'Aymar, vicomte restaurateur de l'ancienne famille noble des Donnereaux, de Tulle, que je cognois depuis 1260. Les anciens se nommoient tous Donarelli au singulier, et les derniers ont mis leur nom au pluriel, en françois, des Donnereaux (1). J'ay l'honneur d'estre, Monsieur, vostre tres humble et tres obeissant serviteur.

F. Jean-Baptiste PRADILHON.

LETTRES DE DU VERDIER.

I. — DUVERDIER A BALUZE (2).

A Tulle, le 20 may 1694.

Vous avez sans doute receu, Monsieur, les 29 ll. 12 s. que vous avies avancé pour M^r le curé de Saint-Julien. Depuis ce temps-là M^r vostre frère m'a dit que M^r le curé de Saint-Pierre vous devoit le prix du coffre ou estoient les livres. Si vous avez la bonté de me faire scavoir à quoy il monte, je le luy demanderay, et ne feray pas compte avec lui du port que cela ne

(1) Ce passage servira d'important complément à la note très laconique mise par M. Fage sous le nom de M. des Donnereaux, dans une des lettres par lui publiées, du 10 juin 1694 (*Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, livr. janvier-mars 1883, p. 166, note 1), et ainsi conçue : « M. des Donnereaux appartenait à une famille d'origine limousine. »

(2) BALUZE, *Armoires*, vol. 208, f° 289.

soit fait, il vous manque aussi ce que vous avez donné pour l'emballage, mais je ne peux faire compte de l'un que je ne sache l'autre; prenez la peine de me l'écrire.

En lisant votre livre des papes d'Avignon, j'ai remarqué que dans la page 855 et 856 des notes, vous dites que Nicolas de la Jugie mourut sans enfans, cependant, j'ai son testament du 26 mars 1374 dans lequel il institue Isabelle son aynée, pour son héritière, et luy substitue en cas de décès sans enfens Eleonor sa cadette, et en cas de décès de toutes deux sans enfens substitue plusieurs de ses neveux graduellement de l'un à l'autre, à la charge de porter nom et armes, et l'un des substitués est de Puydeval (1), comme vous avez remarqué, car en 1402 j'ai un acte par lequel un Jean de Puydeval s'appelle de La Jugie.

Vous avez aussi omis, que ce Nicolas avoit deux sœurs, une mariée à Puydeval, et l'autre abesse de la Règle, il est vrai que vous faites mention de celle de Puydeval; il y a encore quelques autres petites réflexions que je n'ai pas encore bien digérées, et que je vous enverrai si vous le trouvez bon. Je crois, Monsieur, que vous ne serez pas fâché que j'ai pris la liberté de vous écrire ceci.

Je ne reponds pas à une lettre que j'ai reçu de M^r de Jayac (2) par ce courier, n'ayant rien à lui écrire de nouveau après ce j'ai mis dans votre lettre de jeudi dernier.

Je suis surpris que M^r d'Aix n'ait pas répondu à la manière honnête dont vous avez parlé de sa famille dans votre livre (3),

(1) Voy. la *Monographie du château de Puydeval*, par M. René Fage, dans le *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, 3^e L'raison de 1883, juillet-sept. (avec tirage à part).

(2) Il s'agit de Léonard de Jayac, chanoine de Reims, qui fut légataire de la Bibliothèque d'Antoine Faure, notre savant compatriote, laquelle fut achetée par la Bibliothèque royale et remise en 1701. (V. L. DELISLE, *Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 320 et t. III, p. 369.)

Nous trouvons, en effet, dans une des lettres publiées par M. Fage, où il est très souvent question de M. de Jayac, cette mention : J'ai aussi montré à M. Jayat ce que vous m'écrivez qui le regarde. Il vous en remercie. Il a été en Limousin pendant le voyage de M^r l'Archevêque de Reims. Il est de retour depuis lundi dernier. « *Bulletin de la Corrèze*, 1883, p. 570. »

(3) Daniel de Cosnac, nommé à l'archevêché d'Aix en 1687, préconisé seulement en 1693, et mort en 1708.

Voyez la *Notice* que M. le comte Jules de Cosnac a mise en tête de l'édition qu'il a donnée pour la *Société de l'Histoire de France*, 1852, 2 vol. in-8^o, des *Mémoires de Daniel de Cosnac*.

Du Verdier fait allusion aux notes de Baluze dans son ouvrage, publié

mais ce n'est pas d'aujourd'hui que vous devez sçavoir que ce n'est pas un homme capable de bonnes réflexions.

Comme le commis de M^r Jaucen luy envoie aujourd'hui un gros paquet, je me sers de cette occasion pour vous envoyer une coiffure que j'ay faite faire icy pour presenter à Madame Villault, ou quoy que ce soit à Mesdemoiselles ses filles, ce qui m'embarrasse, c'est qu'il n'y en a qu'une, et comme elles sont deux, il en faudroit une autre, mais outre que je n'ay pas pu en faire faire une autre à faute de fil et d'ouvrière, c'est que je suis bien ayse de sçavoir plutost si elle est à leur gré, affin que si elle ne plait, j'en fasse faire une autre, et si elle ne plait pas, ou qu'elles y trouvent du deffaut, qu'elles me le fassent sçavoir, et en quoy on doit corriger l'ouvrière; si elles envoyoint de beau fil, je leur fairois faire de plus bel ouvrage. Accomodez s'il vous plait la chose, comme vous jugeres à propos, et si elle est à leur gré, j'en enverray bientôt une autre (1). Votre fillot vous baise les mains, car il peu deja vous faire ce compliment, et je suis toujours avec respect, Monsieur, vostre tres humble et tres obeissant serviteur et neveu.

DUVERDIER.

Après ma lettre escrite et cachetée, on m'a dit que le prevosté de Favars vaquoit, on dit qu'il est de la collation de l'abbé de Beaulieu (2), c'est à une lieu de Tulle, quoy qu'il ne vaille guère; cependant on prétend qu'il pourroit valoir beaucoup, je vous en donne avis pour servir ce que de raison.

II. — DUVERDIER A BALUZE.

A Tulle, le 3^e juin 1694.

Je vous enverray sans faute, Monsieur, par le premier courrier, l'argent que M. le curé de Saint-Pierre vous reste, des que je le retireray entre cy et ce temps là.

à Paris, en 1693, sous ce titre : *Vitæ Paparum Avenionensium*, col. 1069-1072 et 1443, 1448.

(1) Tout ceci se rattache à la dentelle limousine, au point de Tulle, qui eut à la fin du xvii^e siècle une si grande vogue, et auquel s'intéressa tant le patriotisme local de Baluze. Voir à ce sujet les intéressants détails donnés par M. Fage dans son introduction précitée, p. 543-545. Voyez aussi la Notice sur le Point de Tulle, par le même, *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, 1882, t. IV, p. 117.

(2) Voyez ce que nous en disons à la note 2 de la lettre suivante.

On est après à collationner les titres de Puydeval; j'en ay fait collationner déjà quatre que j'avois copié, par M. le curé d'Orlhac, profitant d'un jour de séjour qu'il fit en ce pays la semaine dernière, je luy fis mesme relire deux fois le mot de *Leniveria*, dont Colin de la Jugie estoit seigneur, pour voir si je m'estois trompé, car vous mettes dans vos notes qu'il estoit seigneur de la *Vineria* et il y a trouvé comme moi de *Leniveria*.

Quand ces actes seront parachevés, je vous les enverray.

Mon petit Mimi se porte bien, il vous baise les mains.

M. Baluze est à Correze pour secourir M. Plasse (1) qui est fort mal; peut estre ne reviendra-t-il pas d'aujourd'huy.

Je suis toujours et avec respect, Monsieur, vostre tres humble et tres obeissant serviteur et neveu.

DUVERDIER.

L'avis de Favars est inutile, cela depend de l'abbé de Beaulieu (2), qui est de la maison de Saint-Viance (3), et qui y a

(1) Il s'agit selon toute apparence du chevalier Plasse, dont il est question dans une lettre de Baluze à Duverdier, publiée par M. Fage (*Bull. de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 1883, p. 187), lettre du 18 mars 1690 : « Je crois que M. le chevalier Plasse sera à Rochefort lorsque vous y arriverez, et il vous fera voir toutes choses bien aisément. »

(2) Arrondissement de Brive (Corrèze), « petite ville sur la Dordogne, à l'extrémité du diocèse », dit le *Mémoire* de Bernage, édit. Leroux, *loc. cit.*, p. 184, n° 4. Le mémoire mentionne que Beaulieu possédait, au xvii^e siècle, une abbaye de Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur. Voy. au sujet de cette abbaye la courte notice de M. l'abbé Roy-Pierrefitte, publiée dans *Bulletin de la Société historique et littéraire du Bas-Limousin*, t. I (seul paru, deux livraisons), 1857, p. 47; et au tome X, p. 67, de notre *Bulletin*, le compte-rendu par M. d'Hugues, du cartulaire de l'abbaye de Beaulieu et la savante préface de la publication de ce cartulaire par M. Maximin Deloche, de l'Institut, dans la *Collection des Documents inédits*, 1859.

(3) Saint-Viance, arrondissement de Brive (Corrèze). « La terre de Saint-Viance, nous dit le *Mémoire* de Bernage (Leroux, p. 240) appartient [xvii^e siècle] au marquis de ce nom, qui s'appelle Philix. Il a servy autrefois avec distinction et se retira à cause d'une blessure qu'il reçut en Catalognè, servant sous M. de Belfond. Sa Majesté l'a gratifié d'une pension de 1,800 livres. »

M. Leroux ajoute en note : « Charles Philix de Saint-Viance n'est pas autrement connu que par ce passage. Son sixième frère, Louis Phelip, mentionné plus loin, fut gouverneur du château de Cognac et mourut en 1736, à l'âge de quatre-vingt-deux-ans. Le commandeur de l'ordre de Malte s'appelait Jean » (*Nob. de la génér.*).

pourveu; et mesme M. de Tulle a déjà donné son droit à M. de la Farge, en cas que le benefice depende de luy.

III. — DUVERDIER A BALUZE (1).

Je vous escrivis dernièrement, Monsieur, que M. l'abbé de la Farge, chanoine de cette eglise, avoit esté pourveu du prevosté de Favars par M. de Tulle, et que le curé de Favars avoit esté pourveu par M. de Saint-Viance, abbé de Beaulieu. Je ne sçay s'ils ont pris possession, mais je m'en informeray.

Je repondray à M. de Jayac par le premier courrier et lui feray tenir son argent par la premiere voye qui me tombera en main, si non je prendray une lettre de change pour Paris; au reste, vous pourres luy dire par advance qu'il s'est trompé quand il croit qu'on luy a fait payer toutes les decimes de 1693. Car le mot de quotié qui est dans la quittance que j'ay donnée ne veut dire qu'une partie du total, joint qu'il y a dans la quittance la quotité dont il pouvoit estre tenu, et s'il avoit calculé l'argent que j'ay receu, il verroit bien qu'il ne se monte que cela pour sa part.

J'ay deux titres fort anciens, un du samedy *ante ascensionem Domini anno millesimo ducentesimo nonagesimo nono*, et l'autre deux ou trois ans après; un desquels est un hommage rendu à Rigual, seigneur de Sarran, pour le village de Salvanes, par un nommé *Guillelmus Judei parrochianus de Serran*, et l'autre un rachat dudit village fait par un certain Jacques d'Anguolesme, comme estant au lieu de *Guillaume Judei*. Je vous écris cecy, Monsieur, pour vous dire que j'ay conjecturé que ce *Guillelmus Judei* pourroit bien estre de ces messieurs de *La Jugie*, à cause de la proximité du lieu de Sarran et d'Eyren, les deux paroisses estant presque limitrophes, et du nom de *Judeus* à *Judicis* ou de *Judicia*, car la difference de les exprimer en latin vient de la maniere dont chacun des notaires le concevoit, et pour expliquer en bon limosin le mot de Judæus, on dit encore Jusio et Judicia, Cojugio, ce qui n'est guere different.

Si ces titres pouvoient vous servir, je vous les enverrois volontiers, mais vous n'y trouverés que cela qui fusse pour vous.

(1) Cette lettre n'est pas datée, mais elle doit être placée immédiatement après la précédente, car son début a le même objet que la fin de la lettre du 3 juin 1694.

Si je voulois exprimer en bon et vieux limosin Guillelmus Judei, je dirois Guillaume de Jusio, ce qui se rapporte beaucoup au mot de *Jugie*.

Je vous envoie une lettre que Mademoiselle Louise (1) m'a envoyée pour vous.

Vostre fillol se porte bien, graces à Dieu ; il est si plaisant et paroît avoir déjà tant d'esprit que c'est un petit miracle de le voir.

Je ne sçay coment mesdames Villault auront trouvé la coefure ny si elle sera bien conservée, je voudrois pourtant bien sçavoir coment elles sont contentes de cet ouvrage.

Je suis toujours, avec respect, vostre, etc.

IV. — DUVERDIER A BALUZE (2).

A Tulle, le 5^e aoust 1694.

J'ay donné ordre, Monsieur, pour avoir coppie des provisions du pretendant au prevosté de Favars, mais il y a deux jours qu'il a paru une autre personne qui est venue demander un visa sur une provision de Rome, admise, m'a-t-on dit, sur la résignation du dernier titulaire ; j'en auray copie de mesme et vous enverray le tout.

Le chanoine de Fraysse se porte bien a present, mais son grand aage et quelques faiblesses qu'il avoit eues, faisoient craindre pour luy.

Nous avons trouvé parmy les papiers que j'ay fait voir au P. Pradilhon le contrat de mariage d'Estienne L'Estang avec Louise Jugé. J'ay cru que vous ne series pas fâché de l'avoir et je le copie pour cela ; il est de l'an 1539 et il paroît par la que ces Messieurs estoient de petite extraction et d'un costé et d'autre, car un Linet apoticaire y traite pour MM. de Jugé, comme tuteur de Sebastien de Jugé, et du costé de L'Estang, il prend la qualité d'avocat en parlement de Bourdeaux.

Je viens de recevoir vostre lettre et m'acquiteray avec plaisir de ce que vous m'ordonnés a l'egard du P. Pradillon.

(1) Louise Baluze, nièce de l'historien et belle-sœur de du Verdier, cette intéressante personne à qui était destinée une *émeraude* que Baluze avait fait acheter par l'abbé Boyer (lettre publiée par M. Fage, *op. cit.*, p. 195 du *Bull. de la Corrèze* de 1883).

(2) *Armoires*, vol. 198, n^o 49.

Je rendray compte à M. de Jayac de ce que vous m'escrivés touchant le prevosté de Saint-Salvadour, mais je crois qu'on se trompe de dire qu'il vaut 700 livres; il seroit bon que vous me mandassiez dans quel endroit est situé le bénéfice de M. de Jayac, de quelle nature il est, et de quel revenu, car peut estre trouveroit-il à permuter plus aisément si on le sçavoit, et on luy donneroit de meilleures instructions pour cella.

A propos de permutation, M. de Faussebrune qui a eu la tresorerie de Tulle, en vertu de son indult, veut ou doit vouloir s'en deffaire; si quelquun de vostre cognoissance avoit un petit bénéfice simple à luy donner, je pense qu'on auroit son droit asses facilement, le bénéfice vaut 7 ou 800 livres et est logé; j'avois pensé que si M. l'abbé Muguet vouloit se fixer en ce pays il pourroit permuter le bénéfice que vous luy donates et qui est de peu de valeur, comme vous me dites, avec..... [déchiré]..... Vous y penserez, et M. de Jayac qui connoit ce M. de Faussebrune vous dira qui il est.

Il a vaqué icy depuis peu un petit bénéfice de 40 escus dont la collation appartenoit a feu M. de Clermont de Castelnau; on dit que M. de Sessac comme substitué y a nommé, cependant on pretend qu'il n'a pas droit, car on dit que la substitution luy est contestée et que M. de Bonzi y a droit; je ne sçais cella, comme vous voyes, que confusement, il s'appelle le prieuré de Mon Camp, ordre de Saint-Benoit. On vint hier demander un visa à M. de Tulle dans le temps que j'estois avec luy pour ce bénéfice sur une provision de Rome, et celuy qui le demanda dit qu'il avoit une provision de M. de Sessac aussey, mais qu'on luy avoit conseillé d'en prendre une de Rome. Il vaque par la mort d'un certain M. Dudrot, cy-devant curé de Mercœur, et mort à Guise depuis le mois d'avril à ce qu'on assure, c'estoit son pays natal.

Mon petit Mimy vous présente ses respects.

Je suis toujours avec respect, Monsieur, vostre, etc.

V. — DUVERDIER A BALUZE (1).

A Tulle, le 19^e août 1694.

J'ay trouvé un acte, Monsieur, parmy les papiers de Puydeval qui est passé entre Denis de Puydeval et Marc Groing, comme

(1) *Armoires*, vol. 198, n° 53.

procureur de Giles de Malesec, seigneur de Chastelus de l'an 1512, au sujet de la Constitution dotale de Blanche de Malesec, mere de Denis, sœur de Giles, et fille de Pierre de Malesec, seigneur de Chastelus, dans lequel la vente de la seigneurie de Malesec est énoncée faite par le dit Giles à Jean de Neufville; ainsi, Monsieur, il y a apparence que nous devinerons où est ce lieu de Malesec dont vous avez esté en peyne, car je m'en informeray à ceux qui ont soin des affaires de M. de Neufville pour scavoir si elle est encore dans les dependences de la terre de Neufville.

Cependant si vous avez quelque habitude du costé de Gueret, vous pouvés scavoir de Messieurs de Chastelus, qui demeurent dans ces quartiers, des nouvelles de cette famille; il y a un comendeur de Chastelus qui est homme de merite, je m'informeray aussy de mon costé de ce que je pourray decouvrir de cela; c'est apparament ce qui a donné lieu à l'erreur de ceux qui font venir ce cardinal de la Marche, parce que la famille de Chastelus, qui est celle de ce cardinal, habite en ce pays-là.

J'ay fait une reflexion sur vostre livre qui a esté du gout du P. Pradilhon; c'est que vostre table est faite sur les noms de baptême (1), ce qui la rend malaysée, au lieu que si vous l'avies faite sur les noms de famille elle seroit tres commode, car tout le monde scait, par exemple, le nom de Malesec, mais peu scavent que ce cardinal s'appeloit *Guy*; ainsi quand il faut chercher ce cardinal, il faut feuilleter toute la table ou scavoir qu'il s'appeloit *Guy*; je crois que vous agreeres que je vous fasse part de cette petite reflexion.

Mimy vous presente ses respects; il fait tellement la guerre à l'avis de Verdun que vous me donnates pour luy il y a deux ans, qu'il commence à finir.

J'attendois le courier pour fermer mon paquet, mais il ne vient pas.

Je suis, etc.

(1) Au xvii^e siècle, les noms de baptême avaient une importance prépondérante pour l'établissement des tables dans l'ordre alphabétique, car nous relevons dans une lettre de La Monnoye que nous publions en ce moment dans le *Bulletin du Bibliophile* (depuis le dépôt de notre manuscrit à l'impression, cette lettre a paru dans le *Bulletin*, livraison de juillet-août 1889, p. 350) : « Dijon, le 12 mars 1695. Vous voulez bien, Monsieur, que je vous demande des nouvelles de votre santé et de ma procuration. Comme en vertu de mon nom de baptême, je suis à la lettre B [Bernard], je dois estre des premiers payés..... » (*Biblioth. nation., Nouv. acquisit. franç.*, vol. 562, f^o 106).

VI. — DUVERDIER A BALUZE (1).

A Tulle, le 16^e septembre 1694.

J'ay pris parmy les papiers de Sainte-Fortunade, Monsieur, un vieux parchemin de l'an 1419 qui contient une assemblée tenue en ce temps là dans la cathedrale de Tulle par diverses personnes de qualité du Limosin pour lever la somme de 24000 ll. sur le Limosin pour chasser les Anglois du chasteau d'Auberoque et d'autres chasteaux qu'ils tenoient en Perigord et dans le voysinage, sur la resolution qu'il en avoit esté prise par les seigneurs de Ventadour, de Comborn, de Peyrusse, de Maumont, de Faucher, etc. J'ay cru que vous ne seriez pas fâché d'avoir une copie de ce titre, et c'est pour cela que je l'ay retenu.

Le prevost de Saint-Salvador est en province, j'ay prié une personne de s'informer de luy vaguement s'il voudroit permuter avec un benefice qui seroit plus près de luy et de donner un estat de son contract de ferme; il m'en doit rendre compte dez qu'il viendra en ville, je ne luy ay nommé personne, si le benefice estoit à M^r de Jayac, je lui ferois donner un bon fermier, mais on me dit qu'il ne vaut pas 300 ll. à M. le prevot, quand j'en seray mieux éclaircy je vous en dirai davantage. M. le prevost de Pompadin fut installé hier en sa charge de president, on fit valoir dans sa presentation ses alliances dont vous faites mention dans vostre livre.

Mimi vous fait ses petits compliments et je suis toujours avec respect, Monsieur, votre tres humble et tres obeissant serviteur et nepveu.

DUVERDIER.

Adresse : Monsieur, Monsieur Baluze, à l'hostel Colbert, Paris.

VII. — DUVERDIER A BALUZE (2).

A Tulle, le 14 avril 1695.

J'ay donné à M. vostre frere, Monsieur, une partie des titres de Puy-de-Val, pour les mettre dans un paquet qu'il a dessein de

(1) *Armoires*, vol. 208, f^o 293.

(2) *Armoires*, vol. 208, f^o 291.

donner à M. Gaye (1), qui part demain pour Paris avec M. l'évêque, vous y trouverez le testament de Nicolas de la Jugie du 26^e mars 1374, le mariage de Jaques de la Jugie, de l'an 1313, le mariage de Marie de Puydeval avec Raymond de Bouchiac, du 2^e aoust 1352, et le mariage d'Eymard de Puydeval, du 12^e juillet 1426. J'y en aurois mis davantage, si M. Gaye eust voulu s'en charger; je vous prie, dès que vous les aurez copiés, de me les renvoyer par la première voye assurée qui se trouvera.

Mimy vient de charger M. Gaye de vous faire des compliments, il alla hier en pleine rue attaquer M. de Tulle, à qui il dit fort hardiment qu'il le prioit de faire ses besemains à son parrain, M. de Tulle le fit arrester et prescher au milieu de la rue, ce qu'il fit de bonne grâce, il a mille bontez pour luy et le caresse partout où il le trouve, aussy bien que M^{lle} Descerteaux, sa niepce, qui ne manque pas de le faire porter dans sa chambre quant il va à Sainte-Ursule, cela me fait plaisir de voir qu'il soit aimé de tous ceux qui le voyent, et je vous le mande parce que je sçay que cela vous en fera.

Je suis toujours avec respect, Monsieur, vostre tres humble et tres obeissant serviteur et nepveu.

DUVERDIER.

(1) Au sujet de M. Gaye, nous trouvons dans les notes de M. Fage (*loc. cit.* p. 194, note 1) cette simple mention : « M. Gaye, compatriote de Baluze et de du Verdier. »

INVENTAIRE

D'ÉTIENNE AUDEBERT DE FONMAUBERT

A BELLAC (HAUTE-VIENNE)

En 1741, mourait à Bellac « M^e Estienne Audebert, avocat, conseiller du roy en ce siège et son procureur à la police de cette ville (1) ».

On fit aussitôt l'« inventaire des meubles et effects », « dans les trois maisons sises en cette ville », à la demande de la veuve et des enfants. Cet acte, sur papier timbré, de format in-folio, forme un cahier de 94 pages. J'ai fait cadeau de l'original à la Société archéologique du Limousin, à qui j'offre maintenant des extraits avec un commentaire, car une partie seulement mérite d'être reproduite.

(1) « Item, ledit sieur Audebert de Fonmaubert nous a représenté les provisions de procureur du roy en la police de cette ville, accordées par Sa Majesté audit feu sieur Audebert, son père, donné à Versaille le douze avril l'an de grâce mil sept cent, signé sur le reply : *Par le roy, Remy*, et ensuite est écrit : *M^e Estienne, dénommé aux présentes lettres, a esté receu en l'estat et office y mentionné et fait le serment accoustumé, juré fidélité au roy, suivant l'arrest de ce jour à Paris en Parlement, le vingt-cinq mai 1700*, signé : DUTILLET. Et lesquelles provisions ont esté enregistrees au bureau des finances de la généralité de Limoges, le dix février mil sept cent deux, signé : Daché, greffier ; auxquels provisions sont joint la quittance de finance du trésor royal accordée audit feu sieur Audebert, pour ledit office de Procureur du roy de cette ville, montant la somme de deux mille livres. . . . Plus les provisions anciennes et nouvelles et autres pièces se concernant de l'office de conseiller du roy au siège royal de cette ville, par luy acquis des héritiers de François de la Coudre, sieur des Ouchéez Item la sentence de réception faite en la susdite charge par ledit sieur Audebert au présidial de la Marche, à Guéret » (p. 49-50).

Etienne eut quatre femmes, comme il résulte des contrats de mariage : Marguerite Charon (1689), Claire Buisson, Marie Marot (1696), et Jeanne Bruchard de la Pomélie (1728), qui est qualifiée « donnataire et douairière ».

Ses frères étaient : François Audebert, mort en 1703 et « Charles Audebert de la Borde, garde de Sa Majesté », décédé en 1734.

Ses enfants sont au nombre de quatre : Gervais Audebert de Fonmaubert (4), « licentier ez loix » ; Françoise, qui résidait « à Poitiers au couvent des dames religieuses de Notre-Dame dudit Poitiers, paroisse de Saint-Didier » ; Marie-Ignace, religieuse au même couvent ; et Marie-Claire, « fille mineure du second mariage avec dame Claire Buisson », fille elle-même de Jean-Baptiste Buisson, avocat, sieur de Vaugelade (2) et de Marie Nonique. Françoise se fit représenter par « messire Léonard Génébrias, prêtre, prieur de Lagudet », moyennant un acte passé par « Darboux et Decressac, notaires royaux gardes scel à Poitiers » ; Marie, par le même, « son parent germain » et « curateur ».

L'inventaire fut long, on y employa près de trois mois. L'expertise fut faite par « M^e Léonard Bessonneau, sieur des Gorces, bourgeois de la ville du Dorat ».

La maison habitée par le défunt était sise à Bellac, « grand rue », « paroisse Notre-Dame ». Dans le « cabinet, atenant à un coin de la salle », étaient les « papiers » : on l'ouvrit avec une « clef femelle (3)

(4) Etienne et sa fille Marie signent Audebert tout court, le fils aîné Gervais ajoute à son nom de *Fonmaubert*, qu'il orthographie *Fomobert*, tandis que le notaire écrit plus correctement *Fonmaubert* et exceptionnellement *Fonmauber*.

« Item deux sacs remplis de papiers concernant les titres et documents du lieu de Fonmaubert » (p. 83).

(2) « Item, deux grosses d'acquisition du moulin de Vaugellade, la première consentie par François Génébrias, marchand, au profit de Pierre Buisson, greffier, en date du vingt-six septembre mil six cent quarante-six et la seconde consentie par Françoise Mallebay, veuve de feu Jacques Génébrias, au profit dudit M^e Pierre Buisson, en date du vingt-quatre novembre mil six cent quarante-sept » (p. 91).

(3) *Clef femelle* est employé partout par les serruriers pour désigner celle dont le canon est percé, par opposition à la *clef mâle*, dont le canon est plein.

Le *Compte de l'œuvre de la cathédrale de Chartres, en 1415*, dit indifféremment *clef creuse* ou *forée* : « Pour 3 clefs pour les 3 huis du cuer de l'église, dont l'une d'icelles est creuse. Pour une clef creuse pour une des portes de l'église. Pour une clef forée de l'huy par où l'en descend dessoubz les cloches. Pour une serrure et une clef forée, mise et assise en une des fenestres de la tourelle de chappitre » (*Bull. arch. du Com. des trav. hist.*, 1889, p. 48, 49, 83, 90).

et uzée par le bout » et l'on y trouva des contrats d'acquisition, de vente, d'arrentement, d'échange, de transaction ; des mémoires, des pièces de procédure, de signification, de désistement, d'investiture, de consignation, de ferme, de déclaration, arpentement, etc.

Parmi les « titres » et « enseignements », les suivants ont un intérêt local et généalogique :

1581. Testament de Jean Charon, « procureur du roy ».

1676. Testament de « M^r Pierre Charon, novice aux Feuillants de Saint-Honoré à Paris », tous les deux frères.

1693. « Partage des domaines et effets mobiliers des successions de defunts M^r Livier Marot, sieur de Nerboneau et dame Francoyse Guérinet, son épouse ». Le frère de Livier était « Charles Marot, prêtre, curé de Saint-Pierre de Bougon », qui partagea en 1695 avec « demoiselles Françoise et Marie, ses sœurs ». Françoise Guérinet était fille de « M^r Pierre-François Guérinet, sieur des Combes de la Ville Dieu de Comblet, paroisse de Saint-Easne (1) » (p. 32). Françoise Marot épousa « M^r André Brie, avocat en parlement, juge sénéchal de la terre et seigneurie de Pamproue » (p. 33) (2).

1710. Testament de Joseph Charon, « sieur de la Borde, conseiller du roy, son procureur au siège royal de cette ville » (Bellac), enfermé « dans une cassette, couverte d'écarlate, garnie de petits cloux, fermant à clef ».

1710. « Item un acte de vente, concernant le plassage d'un ban en l'église de cette ville par Pierre et Jean Papon, marchands bouchers et autres, en faveur dudit sieur Estienne Audebert, en date du vingt-deux octobre mil sept cent dix....., auquel est joint une grosse d'acte du trente un mars mille sept cent onze, passé entre M^r Jean de la Coste, curé de Saint-Sauveur et Notre-Dame dudit Bellac et autres sieurs prêtres et fabriciens de lad. église, portant fondation de vingt sols par chacun an à la fabrique de lad. église » (p. 35).

1719. « Item un acte double, soubz signature privée, passé entre la Révérende dame de Boismorin, supérieure du couvent des religieuses de Notre-Dame de la ville de Poitiers, avec dame Marie-

(1) Saint-Eanne, canton de Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Pamproux et Bougon sont dans le même département.

(2) Il est encore ailleurs (p. 33) question du Poitou. « Partage privé de deux petites portions de jardins, sicutuées à la Villedieu en Poitou, entre led. sieur Audebert et François Chabot » (1714). — « Ferme consentie par led. sieur Estienne Audebert à François Chabot, sieur de la Barotinière » (1717). — « Reconnaissance de deux boisseaux fromant de rente par Michel Urssau, meusnier du moulin du Petit Ratel, paroisse de la Mothe Sainte-Hérelie, en faveur dud. sieur Audebert » (1724).

Ignace Audebert et led. feu sieur Estienne Audebert, son père, en date du quatre juin mil sept cent dix sept, concernant la prise d'habit et profession de lad. dame Audebert ; ensuite duquel acte privé est une quittance de la somme de trois mille livres pour la dotation monacalle de lad. dame Audebert en date du trois juillet mil sept cent dix-neuf » (p. 36).

1720. « Inventaire, attaché par deux épingles ».

« Item, s'est trouvé des mémoires concernant l'usage des billets de banque, ayant inclus un bordereau écrit de la main dud. feu sieur Estienne Audebert, comme il a remis au bureau de M^r Estienne notaire, pour la somme de mil sept cent cinquante livres de billets de banque » (p. 51).

« Item, un livre de raisons, relié en parchemin, contenant quatre vingt-trois feuillets et un demy, commençant : *Table des procès de la maison* ». (p. 52) (1).

« Item, un livre journal dud. feu sieur Audebert, commençant sur le premier feuillet de l'enveloppe : *Sit nomen Domini benedictum*; ensuite est un chiffre mil sept cent dix et au dessoubz écrit de la main dud. feu sieur Audebert : *Papier journal des ventes et achats des bestiaux des maiteries, comtes des métajers, fermes* » (p. 28).

« Item, un autre livre ou mémoire, commençant par ces mots : *Registre des procès de la maison* » (p. 29).

« Item, un autre livre, relié en parchemin, contenant deux cent trente-six feuillets, concernans les *Receptes des rentes dues à la maison* » (p. 30).

« Item, un livre relié en parchemin, contenant recours à la table, *Mémoire journalier, avec la table cy placée à costé de chasque article en particulier, pour les réparations, acquets, marchés, contes, prêts, sallaire de loyers domestiques, contracts de mariage, naissance d'enfans, décès de mes ancestres et parents et autres affaires*; de tout quoy il y a une table de chasque article au commencement et à la fin du livre qui renvoye à chasque pages suivant ses dattes ou indictions séparément pour esviter la confusion du journal; plus des fassons de toilles, des quittances, créances, arats » (p. 37).

« Item, un autre livre relié en parchemin, contenant au premier feuillet : *Papier journal, concernant toutes les affaires de Marie Audebert, ma fille, héritière de feue dame Clère Buisson, mon espouze, sa mère* » (p. 38).

Je viens maintenant à l'inventaire proprement dit, dont j'aurai

(1) « Tous les sacz des procès qu'avons heu contre la ville sont dans mon coffre, à Bourdeaux » (GUIBERT, *Le Liore de raison des Baluze*, p. 67, année 1601).

soin de numéroté tous les articles pour rendre plus faciles les références.

1. Ouverture faite d'un armoire estant enclos dans ledit cabinet, y avons trouvé vingt-trois louis d'or, de chascuns vingt-quatre livres et dix écus de chascuns six livres, revenant à la somme de six cent douze livres (p. 37).

2. Dans la chambre haute de lad. maison, ayant vüe sur la rue, où led. feu sieur Audebert en son vivant couchoit, deux pistolets de Forets (1), qui ont esté estimés à la somme de dix livres.

3. Item, un livre appellé *Baresme*, relié en veau, demy uzé, qui a esté estimé à la somme de vingt sols (p. 28).

4. Nous nous sommes portées au grenier de lad. maison, au dessus de la salle d'icelle, au cabinet en entrant à main droite, (un armoire) à deux batans et ouverture d'icelluy faite avec sa clef, s'y est trouvé : une douzaine et demy de draps de toillé de brin (2), my uzées, une douzaine et neuf servietes et une nape de toille ouvrée; le tout my uzé, estimé à cinquante livres.

Sur l'Instant s'est présentée lad. dame Jeanne Bruchard, veuve aud. sieur Audebert, qui a vendiqué cinq draps pour lict de toille de brin presque neuf, comme luy appartenants, lesquels elle a pris et retirés

5. Item, ledit armoire à deux batans, avec une serure et sa clef, presque neuf, estimé à la somme de vingt livres.

6. Plus s'est trouvé dans led. grenier cinquante huit servietes fines, dont partie sont uzées et trouées et l'autre partie à demie uzée; plus dix neuf napes fines, aussy plus que demie uzées; plus cent deux servietes de toille grosse d'étoupes (3), plus qu'à demy uzées; plus six draps de toille de brin, plus qu'à demy uzés; le tout estimé à la somme de cent livres.

7. Plus onze draps pour lict de grosse toille my uzée et onze napes, aussy de grosse toille; estimé à vingt livres.

8. Plus huit draps et neuf napes de toille de brin, fortes (4) antienes, servants d'ornements lors des processions à port du très Saint-Sacrement et pour les morts; doivent rester dans la maison comme immeubles, à cause de ce n'ont esté estimées.

9. Plus huit chemizes d'homme fine fort uzées et dix neuf de toille de ménage; douze cols ou cravates, six petits mouchoirs de cotton; un habit complet de draps d'Albeuf (Elbeuf) my uzé, deux mauvais habits de camelot complets, un mauvais manteau (5) d'écarlate, une robe de chambre de

(1) De la fabrique du Forez, de Saint-Etienne.

(2) « Une douzaine de serviettes de brin commun, ayant chacune une aune de longueur et une demi-aune de largeur » (*Comptes de l'abb. de La Couronne*, 1626).

(3) « Cinq poches de toille d'estoupe, prisées ensembles vingt soulz tournoys » (*Inv. de Quermeln*, 1585).

(4) L'orthographe du notaire est très fantaisiste. Ce n'est pas toujours celle du temps, mais bien d'un ignorant de la grammaire. Je l'ai respectée, quoiqu'elle ait surtout un caractère personnel, non susceptible d'intérêt. Il faut rétablir *fort anciennes*.

(5) En 1607, Baluze acheta « douze ou quinze escus », « un manteau de velours », à Paris pour « M. le lieutenant général » (GUIBERT, *Le Livre de raison des Baluze*, p. 63).

calmande my uzée, une robe de palais avec un bonnet carré; le tout estimé à la somme de quatre vingt seize livres.

10. Plus un chapeau assés bon, un autre my uzé, deux peruques assez uzées, deux pères de bas, les souliers dud. feu et un grand manteau de draps, façon de Saint-Félix, le tout plus que my uzées; estimé le tout à la somme de dix livres (p. 40-41).

11. Nous sommes remontés dans le grenier cy devant commencé à inventorier, dans lequel y est un coffre, ... à main droite en entrant... Ouverture faite dud. coffre par sa clef dont nous nous sommes chargés, s'y est trouvé, en grands bassins, plats, assietes, le tout d'étain moitié fin et l'autre commun, la quantité de deux cent quarante deux livres, qui a esté estimée le tout à la somme de deux cent seize livres douze sols.

12. Plus un service de corbeilles ou petits paniers dorés, pour servir à un dessert, estimés à la somme de cinq livres.

13. Plus vingt deux livres de pelotons et eschevaux de fil de brin, estimé à treize livres et quatre sols.

14. Plus un habit et jupe de damas couleur citron à reis rouge, my uzé; un autre habit et jupe de tafetas d'Angleterre, aussy my uzé; une mau- vaise veste de soie à fleurs d'or, boutons et botonnières d'or; plus quatre morceaux d'étoffe de soie fort anciènes à fleurs d'argent, avec un lan- beau pour une manche et une écherpe de taffetas fort uzée et ancienne; tout quoy on a jugé ne devoir estre inventoriés comme estant les habits de deffunte dame Claire Buisson, hors la veste et quatre morceau d'étoffe.

15. Item, le coffre dans lequel toutes les susd. choses se sont trouvées, my uzé, avec sa serrure et clef, estimé à la somme de six livres.

16. Item, s'est trouvé dans led. grenier, un bassin d'étain à servir à un malade, une seraingue et un petit bassin d'érain; tout quoy a esté estimé à la somme de trois livres.

17. Plus s'est trouvé dans led. grenier deux grands coffres et un petit, tous troués et percés, sans clef ny serure, qui ont esté appressiés à la somme de quatre livres.

18. Ce fait, ouverture a esté faite d'un autre coffre et examen fait de ce qui s'y est trouvé, consiste à plusieurs anciens papiers à demy pouris et consommés; lesquels, à cause de leur anciennetés et après examen fait d'iceux, les parties ont jugés ne les devoir employer autrement au présent inventaire. Led. coffre ayant esté reffermé par sa clef, ... déclaré fort ancien, uzé, a esté appressié à la somme de dix sols (p. 42-43).

19. . . . A esté procédé à la continuation du présent inventaire par les meubles qui se sont trouvés dans la salle de lad. maison, qui consistent en un lict, garny d'étoffe verte, avec son chasliet, lict de plume, pesant soixante deux livres; un matelat, pesant douze livres; une couverte, une courtpointe de soie; plus une tapisserie en verdure, composée de sept pièces, quatre grandes et trois petites; un grand miroir à cadre doré dont, la glace est entierement tachée; plus douze chaises, garnies de moquetes; quatre fauteuilles, deux de tapisserie et deux de moquet; plus deux chenets garnis de cuivre (1), un soufflet; plus six chaises de paille et un fau-

1) « Plus deux chenets de fer battu, recouverts de cuivre, sur le faiz desquels sont deux

teuil; plus deux tables et un pliant, un mauvais tapis, une cuvette et un pot à l'eau de faïence; le tout estimé, avec les rideaux des deux fenestres, de toile de ménage, à la somme de quatre cent quarante livres.

20. Et d'illec nous sommes allés dans la cuisine,... où s'est trouvé un lit, garny d'une mauvaize étoffe rouge et son chaslict, un lit de plume avec son taverssier, pesant quarante-six livres; une paille et une couverte; plus un cabinet de bois de serizier, deux tables, quatre chaises de bois, trois de paille et deux escabeaux, deux cheneasts de fert; plus cinq flambeaux de cuivre, desquels il y a un de cassé; trois grands chodron (1), trois mermites de fonde, une mauvaize poissonnière, un échaufe-lit (2), trois casseroles, une tourtière, deux mauvaizes lèche-frites (3), une cafetière et un pomier (4) de fertblanc, une culière de pot de fert, un tournebroche avec sa broche (5); tous lesquels meubles ont esté estimés à la somme de cent trente livres.

21. Plus s'est trouvé dans ladite cuisine en plats, assièstes, cuillières, pot à l'eau, esvière et autres vaisselle, le tout d'étain (6) du plus commun, quatre-vingt-deux livres estimées à la somme de soixante-treize livres.

22. Et d'illec sommes entrés dans une petite entichambre, estant à costé de ladite cuisine, où s'y est trouvé une petite couchète, aiant un mauvais lit, une mauvaize couverte et bois de chaslict et une paille; qui a esté aprésié à la somme de deux livres.

23. D'illec sommes montés dans la chambre que occupoit ledit feu sieur Audébert et la dame son épouse, au devant d'icelle qui a vue sur la rue publique, où s'est trouvé: un lit, garny d'une mauvaize étoffe rouge, avec son chaslict; un lit de plume, pesant soixante livres; un matelat, une couverte, une courte-pointe, une mauvaize tapisserie de Bergame (7) toute déchirée, neuf chaises de pailles, deux tables et un mauvais tapis, un bois de couchète avec un petit matelat, puis un cabinet de bois de chesne, un miroir à cadre doret, deux mauvaizes chaises à bras, plus deux cheneasts garny de cuivre, deux rideaux de fenestre de toile de ménage; le tout estimé à la somme de cent trente-cinq livres.

24. D'illec sommes entrés dans dans l'entichambre, estant à costé de

statues d'enfants, aussi de cuivre, portant les armes: l'un de trois raisins et l'autre de raisin et croix de Hiérusalem mi-partis » (*Inv. d'un bourgeois de Nevers*, 1608).

(1) « Ung caudron cocquet, ung couldron noir » (*Inv. d'un bourgeois de Tournai*, 1527). — « Deux autres chaudrons de fer. » (*Inv. de Ch. Thiret*, 1621).

(2) « Ung chauffelit d'argent. Pour la façon et doreure dudit chauffelit » (*Compte de René d'Anjou*, 1455). — « Une paielle à rescauffer lit » (*Inv. d'un bourgeois de Tournai*, 1527). — « Un chauffelit ». (*Journal de J. Péconnet*, 1660, ap. *Bull. de la Soc. arch. de la Corrèze*, t. VIII, p. 339).

(3) « Trois lescheffrites de fer, compris une petite ». (*Inv. de Ch. Thiret*, 1621).

(4) Ustensile pour faire cuire les pommes.

(5) « Une broche à rôti de fer, avec le tournant et la roue de bois ». (*Inv. de Ch. Thiret*, 1621).

(6) « Item la vaisselle d'estain ». (*Inv. de Quermelin*, 1585). Voir pour le dénombrement de cette vaisselle, SOUL, *Un inventaire de 1527*, p. 30-31.

(7) « Une autre pièce de tapisserie de Bergame, couleur violet et noir. Une autre pièce de tapisserie, aussy de Bergamme, semé de fleur de lys, garny de toilles, toute les dites pièces de tapisseries estant sur les dites tables » (*Inv. de Ch. Thiret*, 1621.) Voir sur les tapisseries en Bergame, au XVII^e siècle, les *Mém. de la Soc. arch. du Midi*, t. XIV, p. 71.

la susdite cy devant inventoriée. S'y est trouvé un lict garny de ses rideaux de droguet lain en jeaune, my uzé, garny de son lict de plume, mathelat pesant cinquante-huit livres, sa paillasse et un bois de chasliet coupé et un petit paire de cabinet à deux batans et un tiroir fermant à clef et un fauteuil de paille; le tout estimé à la somme de soixante livres.

25. D'illec sommes montés dans un grenier ou galletas, estant au haut de ladite maison ayant vue sur la rue publique, dans lequel s'est trouvé : un rouleau de droguet, contenant vingt-quatre aulnes; puis un autre rouleau de toille d'étoupe, contenant quarante-neuf aulnes; plus soixante livres de gros fil d'étoupes en écheveaux; plus vingt-cinq livres de fil de brin, aussy en écheveaux; plus vingt livres de laine nete, plus quatre-vingt douze livres d'autre laine sale, plus soixante-seize livres de gros fil, et dix-huit livres de brin, le tout en pelotons. Le tout ayant été appressié par lesdits sieurs arbitres à la somme de cent quarante-huit livres.

26. Et d'illec sommes descendus dans l'étage ou chambre estant au-dessus de l'écurie, où s'est trouvé une table et un coffre fermant à clef, lequel a esté estimé avec ladite table à la somme de six livres.

27. D'illec sommes allés dans la buanderie de ladite maison, où s'y est trouvé deux cuvier de terre, avec un grand pot de fonte, vulgairement appelé *houle*, estimé à la somme de dix livres.

28. Et d'illec à une petite chambre estant au-dessus de ladite buanderie, où s'est trouvé un petit bois de chasly, coupé en couchète, avec une garniture de sarge verte plus qu'à demy uzé, un petit matelat de laine, la paillasse, une petite table; le tout estimé à la somme de vingt-sept livres.

29. D'illec dans la cour de ladite maison, où s'y est trouvé deux cochons, qui ont esté estimés à la somme de cinquante-huit livres.

30. D'illec sommes entrés dans l'écurie de ladite maison, où s'est trouvé un poulain servant d'aras, une vieille jumant et un jeune cheval, d'âge d'environ six ans; le tout apressié avec les arnois à la somme de quatre cent soixante livres.

31. D'illec dans l'étage estant au-dessus de la cave de ladite maison, s'y est trouvé deux paniers manequins, un petit salloir et quatre janbons, estimés à la somme de douze livres.

32. Et d'icelle sommes descendus dans la cave de ladite maison, dans laquelle s'y est trouvé deux bariques de vin vieu et deux de nouveau, du crut de ce pais; le tout estimé à la somme de quatre-vingt-dix livres.

33. Lesdits sieurs arbitres ont déclarés y avoir dans ladite cave huit futs de bariques et un fut de pipe (1).

34. Ce fait, nous nous sommes conduits dans la maison appelée *che Laubard*, estant au devant la susdite rue entre deux, dans le bas de laquelle s'y est trouvé un tonneau à couler environ cinq bariques, huit futs de pipes et cinq de bariques très mauvais.

35. Plus un saloir, ayant deux petits lars (2), qui n'ont pas pu estre

(1) « Huit futailles de pippes » (*Inv. de Quermelin*, 1585).

(2) « Un grand et un petit charnier contenant plusieurs porcs de lard » (*Inv. de Cl. Gascoing*, xvii^e s.). — « Plus un charnier neuf » (*Inv. de l'abb. de La Couronne*, 1626).

vallablement pesés, appréhendant que par le remuement ils ne se gâtassent et sur le récit qui en a esté fait par les domestiques, peuvent pezer la quantité de cent livres de lars ; estimé avec ledit salloir à la somme de trente-cinq livres.

36. D'illec, en montant dans l'étage estant au-dessus du degré, s'y est trouvé un petit moulin de fil d'archal, à passer bled, plat, plus que my uzé, estimé huit livres.

37. D'illec dans le galletas de ladite maison Chez Laubard, dans lequel s'est trouvé un câble de corde, plus que my uzé, estimé à la somme de cinq livres.

38. Plus, s'est trouvé dans le même galletas environ trente quintaux de foin, estimé à la somme de trente livres (p. 44-48).

39. Et de suite et sans autre divertissement, lesdits sieurs Audebert de Fonmaubert, Génébrias et arbitres se sont portés avec nous au bourg de Lagudet, dans la maison y appartenant en particulier audit sieur de Fonmaubert, dans laquelle s'y est trouvé ce qui suit :

Premièrement, dans la chambre haute de la dite maison de Lagudet, à droite en entrant, un lit de plume et son traverssin et mathelas de laine, pesant le tout ensemble soixante-dix-neuf livres ; son bois de chalcet ; une couverte de laine, plus que my uzée et une garniture, toute uzée et trouée, d'étoffe couleur maron. Le tout a été apressié à la somme de cinquante-six livres.

40. Item, un autre lict pour domestiques, pesant avec ses toilles quarante-quatre livres, estimé à dix-huit livres.

41. Item, un cabinet de bois serizier fermant à quatre batans ; deux petites tables, une ovale et l'autre carrée ; deux chaises de bois, un mauvais fauteuil ; le tout estimé à vingt-une livre.

42. Item, deux chesnets de fert, pesant à trente livres, un échauffe lict, un petit miroir, un poilon (1), un cuillière à pot, une broche de fert à rôtir, neuf mauvaises assiettes de fayance, trois pots-à-l'eau de fayance, un chandelier de cuivre ; le tout estimé à la somme de sept livres.

43. Item, quatre draps de grosse toille, deux de gros brin, estimé à douze livres.

44. D'illec, dans la chambre à gauche en montant, s'y est trouvé un lict et son chevet de plume, pesant cinquante-quatre livres, en mauvaise plume ; un mauvais bois de chalcet et un morceau de garniture fort usé ; estimé à seize livres.

45. Item, dans la même chambre y a esté mezuré dix-neuf septiers de bled fromant nouveau et quatre septiers deux quarts de petit fromant moindre que celluy cy dessus, aussy du nouveau ; le tout, mesure de cette ville, estimé à la somme de cent soixante livres.

46. Dans la même chambre s'y est trouvé deux cent livres de chanvre breyé et dix-sept livres de fil de gros, qui a esté apressié à la somme de vingt-quatre livres.

47. Item, s'est trouvé, tant dans la première chambre cy dessus inventoriée que dans deux greniers plantés au haut de la dite maison, la quan-

(1) « Quatre petis poillons d'arain » (Inv. de Fr. de La Trémoille, 1642).

tité de trente septiers bled noir. . . , appressiés soixante-quinze livres.

48. D'illec, dans la chambre basse en entrant à droite de la même maison et servant de cuisine, un lit de grosse plume, pesant cinquante livres, deux mauvais bois de chasliet, un petit cabinet; deux mauvais chesnets de fer, pesant trente-deux livres; une table longue; deux mauvais pots de fert, qui ne peuvent servir estant cassés; une poille et un poilon; le tout fort uzé et estimées le tout ensemble à la somme de vingt livres.

49. D'illec, dans une autre petite chambre estant à costé, s'est trouvé deux petits mauvais lits pour domestiques, pesant les deux, en très mauvaise plume, quarante-quatre livres et un ceiton ou sie, ce qui a esté estimé joint à la somme de dix livres (p. 61, 62).

50. Ouverture a esté faite du cabinet cy-devant commencé, dans lequel est un petit étage: sur les haisses (1) d'icelluy s'est trouvé en cuillières, fourchetes et gobelets, le tout d'argent, huit marcs et trois quarts d'onces. Plus a esté raporté par ledit sieur de Fonmaubert une cuillère et une fourchette, aussy d'argent, qu'il a dit pour remploy de ce que le feu sieur son père luy donna lors de sa séparation et qui ont esté pezées et ce sont trouvées monter trois onces et demy, revenant le tout joint à la somme de quatre cent cinq livres neuf sols.

51. Plus s'est trouvé six flanbaux de cuivre ou étain blanchy, plus que my uzés, avec des monchetes et garniture de même aloy, aussy my uzés, et une épée à poignée d'argent; le tout apressié à la somme de quarente-deux livres.

52. Item, l'armoire estant inclus dans ledit cabinet, à deux batans, fermant à clef, avec les livres qui se sont trouvés sur les haisses du cabinet: le tout estimé à la somme de quarente livres.

53. Item, au derrière dudit cabinet et par étage séparé s'y est trouvé deux sceau et un godet, le tout de bois, et dans la boulangerie y atenant une mét à poitrir pain (2), sans serure, et deux tamis; le tout, plus qu'à demy uzé, estimé à la somme de trois livres.

54. Item, dans ladite boulangerie un petit coffre, sans clef ny serure, servant à mettre du son, tout uzé, estimé cinq sols.

55. Item, dans un armoire à placard, estant dans le mur, du costé de la maison du sieur de Vaucourbeil, s'y est trouvé quatre douzaine et demy de fayance my uzée et deux saladiers; le tout estimé à la somme de trois livres, y ayant plusieurs de fendues.

56. A esté représenté la veste et quatre lambeaux d'étoffe des habits de feu dame Claire Buisson et qui ont esté estimés à la somme de douze livres.

57. Et sur l'instant ledit sieur Audebert de Fonmaubert nous a fait représenter les meubles qui sulvent, qui luy avoient esté donnés lors de la séparation qu'il fit au temps de son mariage et qui consistent en un

(1) Ais, planches.

(2) « Deux grande fors pour cuyre le pain et pitance de l'ostel, une mey à péstrir, une petite arche de costé la dicte mey et trois tables plates à faire le pain et pitance » (*Invent. de l'hôpital de Beaune, 1504*).

chasliet et une garniture de même couleur, unes paillasses, couchète, coussin et mathelat, pesant en tout soixante-seize livres, et une courte-pointe d'inguine (indienne); le tout mis et apressié à la somme de soixante livres.

58. Plus, douze mauvaizes chaises de paille, deux mauvais fauteuils garnis d'étoffe verte, une petite table et deux petits chenets de fert; le tout estimé huit livres dix sols.

59. Plus, un bois de couchete et un petit lict de plume, pesant quarante cinq livres; deux chenets de fert, pesant trente-deux livres et deux petits bacins presque uzés; le tout estimé à la somme de vingt-deux livres.

60. Plus, un grand chodron jaune, un bassin d'étain, deux mauvaises poilles, une mauvaise mermite, un mortier de fonte, une lèchefrite, un passe-purée, un poilon, des mouchetes et portes mouchetes, une cuillère à pot et un écumoir; le tout estimé à la somme de huit livres.

61. Item, un petit lict, pesant dix-huit livres, avec une mauvaise couverte; le tout estimé à quatre livres.

62. Plus, cinquante trois livres de vesselle d'étain, en plats et assiettes, estimé quarente livres.

63. Plus, deux vieux coffres, estimés à la somme de six livres.

64. Plus, huit draps fins, six gros; quatre napes fines, six autres napes de gros; trois douzaines de serviettes fines, trois de grosses.

65. Finalement, un petit tonneau, coulant environ quatre barriques; une petite cuve, coulant environ une barrique, et un fut domard, le tout très uzé (p. 69-71).

66. Et sur l'instant ledit sieur de Fonmaubert a déclaré qu'il a ouy dire que lorsque le sieur son père s'est marié avec dame Claire Buisson et après le décès de d^{lle} Marie Nonique, sa belle-mère, il fut fait inventaire du peut de meubles qu'elle délaissat et lesquels ont estés mis et déposés dans une des chambres de la maison de Lechaufie, seize en cette ville, tout prest l'église d'icelle.... A quoy acquiessant, nous nous y sommes conduits et nous a esté représenté ce qui suit :

Premièrement, une table carrée avec un tiroir, quatorze chaises et quatre fauteuils, garnis d'étoffe rouge et verte, deux bancs et deux tabourets (1), un armoire à trois batans, un autre armoire à quatre batans, une mét à poitrir, un prie-Dieu (2), un vesselier, un garde-manger, un grand

(1) « Deux tabouretz de toille d'or, damassé d'argent, brodés autour de satin cramoisy, avecques passemens d'or et d'argent. Item, ung aultre tabouret de velours vert, entaillé par dessus de toille d'or et de vellours cramoisy ». (*Invent. de Fr de la Trémoille*, 1542). — « Ung taboret de velours figuré. Ung taboret satin vert, rayé d'or. Deux taboretz de mesme toille d'argent Milanoise). Deux taboretz de velours figuré. Deux taboretz de satin gris noir, rayé d'or. Ung aultre taboret de toille d'argent Milanoise. Ung aultre taboret de satin gris noir, rayé d'or. Ung taboret de tapisserie. Ung hault taboret de chesne. Trois haults taboretz. Ung hault taboret. Quatre tabouretz et une chaise non doublés ». (*Invent. de Quarmelin*, 1585). — « Deux taborets » (*Invent. d'un bourgeois de Nevers*, 1608).

(2) « Plus un petit prie-Dieu, dans lequel ne s'est rien trouvé; plus un autre petit prie-Dieu » (*Invent. du chan. d'Armagnac*, 1746). — « La stalle du milieu sera plus élevée que les autres, au devant de laquelle sera un prie-Dieu fermant à clef » (*Projet pour S. Mathurin de Luçon*, 1774. — « Un petit prie-Dieu de peuplier » (*Invent. d'Et. Bourot*, 1775).

coffre fermant à clef; ouverture duquel aiant esté faite, il s'y est trouvé trente-cinq serviettes de grosse toille, six napes et onze draps, aussy de grosse toille.

67. Plus douze livres de pratique de droit et autres, un bois de chaslit et deux de couchete, un lict de plume et deux traverssier, deux horelier (oreillers) et un petit matelat, pesant le tout soixante quatre livres; une garniture rouge, composée de deux tours de lict et deux mourceau de rideau; trois petits tapis et huit mauvaizes courtes-pointes. Évalué trente livres.

68. Plus un autre petit tapis d'Aubusson; deux fauteuil, garny de mouquete (1), deux tabourests, garny de tapisserie; un lict de plume, pesant trente-quatre livres; un autre lict, avec son chaslit et une garniture de droguet jaune et un matelat; ledit lict pesant avec ledit matelat cinquante livres; un autre lict de plume et un mauvais matelat, le tout pesant soixante-une livres; un autre lict, pesant quarante livres; plus trois courtes-pointes fort uzées, quatre couvertes, une table osvalle et un tirroir, une marmite, un mauvais échauffelit, deux chodron, un bassin d'éraïn (2), une lèchefrit, une casserole, une petite lampe à l'huile, un livre de la vie des saints, huit chaizes garnies d'étoffe et un mauvais fauteuil; quatre chenets de fert, trois mauvaizes chaises de tapisserie, et un garde-manger, sans estre garny de toille (3); une tourtière, deux flans-beaux de cuivre, un bois de couchete, et une petite malle, une poile, un petit chodron; une petite mermite de cuivre, un couvercle de tourtière, un mauvais couvercle de pot de cuivre, un poilon aussy de cuivre, un passe puré et une petite culière de pot, le tout de cuivre; un flasque à passer linge, de fer (4); un grill; un chandellier de cuivre, une autre mermite de fonte d'environ demy sceillée, une broche à routir. Estimé soixante livres.

69. Plus, en plats, assiestes et escuelle, d'estaing, trente-huit livres.

70. Trois métier ou ouvroir à toille, dont le nommé Reburat, dit La Gallat, tixerant, est fermier de ladite maison de Lechauffie (p. 71-72).

Je me contenterai de signaler les greniers de « la maison ap-

(1) *L'Inventaire de la sainte Chapelle de Dijon*, en 1745, enregistre : « Un tapis et deux pentes de moquette; ung grand tapis de pied, de moquette, lequel se met sur le marche-pied du grand autel ».

(2) « Une grande chaudière d'airain, à deux oreillons. Neuf chaudrons d'airain, tant grandz que petitz. Une casse d'airain et une petite poesle à queue aussy d'airain. Ung petit fourneau d'airain avec le couvercle, fasson d'Espagne. Trois marmittes, avec les couverceaux d'airain » (*Inv. de Ch. Thiret*, 1641).

(3) Ce mot a deux acceptions : *office* et *meuble*. — « Plus, dans un petit garde-manger, joignant à la dite cysine, avont trouvé un petit tyne de boys à faire le pain » (*Inv. du xvi^e siècle*, ap. *Bull. de la Soc. arch. de la Corrèze*, t. III, p. 675). — L'inventaire d'un bourgeois de Tournai signale, en 1505, « ung garde-minier »; et, en 1534, « un garde-megier ». Il est probable qu'il faut lire *mengier*, le sigle abrégatif n'ayant pas été figuré. — « En la despanse ung dressouer, le garde-manger d'auprès. En la cuisine, vers le pavillon, un garde-manger, prié ung escu et demy » (*Inv. de Quermelin*, 1585). — « Ung garde-manger, garny de cannevas, fermant à clef » (*Inv. de Ch. Thiret*, 1621). — « Plus un mauvais garde-manger, dans lequel ne s'est rien trouvé » (*Inv. du ch. d'Armagnac*, 1746).

(4) Il s'agit évidemment d'un *fer à repasser*. Cette acception ne se trouve pas dans le *Glossaire archéologique*.

pellée *chez Laubart* », où l'on trouve du « bled fromant », du « bled seigle », de « l'orge et baillarge », des « petits pois meslés », des « feuves noires », des « nentilles » (lentilles), des « poids comme métüre pour les domestiques et aumosnes pour les pauvres », des « noix » (p. 25 26). Il y a un « premier grenier en entrant, le plus près du degré ayant vue sur la rue publique », un « autre grand grenier estant à costé et à plein pied du susdit » et « deux greniers hauts ».

Les immeubles sont : « la maison appelée *chez Laubart* », « la maison appelée *Lechaufé* » (p. 26) ; « au lieu du Puis, paroisse de Berneuil », une « maitérie appartenante à la dite d^{lle} Marie-Claire Audebert » (p. 64) ; « une autre maitérie au bourg de Saint-Sauveur, appartenante à ladite d^{lle} Marie-Claire Audebert » (p. 64) ; au même lieu, une « autre maitérie appartenant au dit sieur de Fonmaubert » (*ibid.*) ; au « lieu de La Borde, paroisse de Mézière », une « maitérie », dont « le feu sieur Joseph Charon » avait pris le nom, se faisant appeler « Charon de La Borde » (p. 84).

Le cheptel consiste en bœufs, vaches, taureaux (1), juments, poulains, cochons, brebis et moutons. « Plus quatre vingt mauvaises brebis et moutons qui ont la gasle et dont la majeure partie ne valent presque rien » (p. 64).

Le matériel comprend « une chareste » et tout ce qui sert au « pressoir » (2), tonneaux, cuves, « fûts de pipes », barriques, futailles.

X. BARBIER DE MONTAULT,

Prélat de la maison de Sa Sainteté.

(1) « Une grand taure », « deux torrains et une taure » (p. 63).

(2) « Ung pressouer de chesne. Ung aultre vieu pressouer de chesne » (*Ino. de Quermelin*, 1585).

INVENTAIRES DU CHATEAU DE COGNAC

(HAUTE-VIENNE)

EN 1794

Les inventaires de Cognac sont au nombre de trois ; le premier, le seul que je publie intégralement, est à peu près copié par le second, mais en abrégé ; le troisième récapitule tout le mobilier et en donne le prix. Leur date est « l'an II de la République française. »

La « maison » est si considérable qu'elle a plutôt l'apparence d'un château. On y arrive par une « allée » et l'on entre par un « portail » à « pont-levis ». Il existait une « tour », mais elle fut « détruite » et « démolie ». Le rez-de-chaussée comprend : une « cuisine », avec un « garde-manger » et « office », une « salle » avec son « vestibule », un « salon », une « grande chambre », deux « chambres basses », une « petite chambre », cinq chambres, dont une avec « cabinet » et la « chambre de Monsieur », flanquée de deux cabinets, le tout desservi par un « corridor ». Le bas seul était habité ; au premier, on compte cinq chambres inoccupées et un « galelas ». Les communs se composent d'une « grange », d'un « pavillon », d'un « voillallier », de deux écuries, « grande » et « petite », et d'une « cour » avec « puits ».

Les domestiques couchaient dans la cuisine, la petite chambre et les écuries. Un lit était dressé pour les maîtres dans le salon et l'on mangeait dans la salle.

Le mobilier est fort modeste, à peu près analogue à celui d'Aixe. Le propriétaire était le même ; c'est pourquoi les papiers sont restés au château de Nexon entre les mains de M. le baron de Nexon, qui a bien voulu me les confier, après leur découverte par M. Champeval.

Cognac est situé dans la Haute-Vienne, près de Rochechouart. Le château féodal a dû donner son nom à la commune.

I.

1. *Dans la cuisine* : Un lit à quenouille, ayant 3 couvertes de laine, dont deux mi-usées et l'autre usée; une couette de plume, pesant avec son mauvais plontif, 30 l.; un traversin garni de plume, pesant 8 l.; un matelat garni de laine, pesant 17 l.; une toile de pailliasse usée, un drap de toile servant de rideau, sans aucune tringle ni autre ferement; plus un matelat garni de laine, pesant avec un petit oreiller garni de plume 14 l.; plus une courte-pointe piquée de siamoise à ray(e) bleue assés bonne, plus deux draps d'étoupes; une table longue 4 pieds, trois mauvais bancs de bois, une met à pétrir le pain; un armoire à 4 battans, ayant 3 serrures avec leurs clefs, dans laquelle il si est trouvé 6 bouteilles en verre, un gobelet d'étein, une lampe ou chanet (1), une bouteille de terre, un pot-à-l'eau de terre, un pot de terre dont un bort est cassé, une coupe de bois pour faire les fromages, un pot-à-l'eau cassé, de fayance; 9 écuelles de terre, 6 assietes et 3 morceau(x) de culière, le tout d'étain, pesant 9 l.; un grand et petit chandelier d'étein, pesant 2 l.; un pot de terre et un autre plus petit, l'un et l'autre ayant leur bordure cassée; un couloir (2) de lait; une petite marmite avec son couvercle, le tout de fonte, le tout pesant 6 l. 1/2; un bassin de cuivre jaune, pesant 3 l. 1/2; un grand chauderon en cuivre rouge, pesant avec sa barlière 15 l. 1/2; plus un autre, de cuivre rouge, pesant 9 l.; plus une galetière; un pot de fonte, pesant avec sa barlière 32 l.; un autre de fonte avec son couvercle, pesant 28 l.; une petite marmite de fonte, pesant avec son mauvais couvercle de fert, 7 l.; une houlle (3) de fonte, pesant avec sa barlière 52 l.; un petit chauderon mi-usé, de cuivre rouge, pesant 5 l. 1/2; 2 trépieds et un porte-paille de fert, pesant 9 l.; une léchefrite usée, pesant 3 l.; 2 écumeur(s), 2 culières à tremper la soupe et une petite à arroser la viande, le tout pesant 3 l. 1/2; un gril et une petite fourche de fert pour atiser le feu, pesant trois l. 3/4; un tournebroche avec la chaine de fert, pesant ensemble 15 l. 1/4; une pele de feu, de fer et tras foyer (4), pesant ensemble 7 l.; une grande broche à rôlir et une très petite à main, pesant ensemble 8 l.; un poide de tourne-broche en pierre, garni d'un anneau de fert; 2 chaînes de cuisine en fert (5), pesant ensemble 37 l.; 2 cramailières attachées dans la chemi-

(1) « Une lampe ou chanail ». Voir *Chaleil* dans le *Glossaire archéologique*.

(2) Passoire, pour passer le lait après qu'on a trait la vache.

(3) M. Louis Guibert, à qui je dois l'explication de plusieurs termes locaux, m'écrit : « On appelle *oule* ou *houle*, *aoule*, le pot, la marmite. La *berle*, la *barlé*, le *berlé*, est l'anse ».

Du Cange se contente de cette définition trop peu précise : « Olla, genus vasis vel mensurae, distinctum ab olla vulgari ». — « Un grand pot de fonte, vulgairement appelé *houle* » (*Inv. d'Et. Audebert*, 1741, n° 27).

Le livre de raison du Limousin Pierre Esperon (1384-1443) emploie deux fois le mot *Olla* : « Fac bullire in olla nova ». « Item, una ola de coyre (cuivre), d'une seihada (seillée) ». Ces textes sont cités dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*, t. XI, p. 434, 443.

(4) « Mot encore en usage pour désigner la pierre ou la plaque de fonte qui forme le fond de la cheminée ». (Note de M. Guibert).

(5) Quelle était leur destination ? Le poids empêche d'y voir la chaînette destinée à tenir la

née à une barre de fer, une teuille (4) de bois, ayant ses cercles de fer propre à faire les galets; une table usée, composée de plusieurs morceaux, ayant 10 brasses(s) de long; 3 tamis, dont un en soye et les autres en crins, assez bon(s); 4 mauvaises palisses (2), un pallisson de paille, une coupe de bois, un crible mi-usé, 2 mauvais dais (3) pour porter les châteignes, une grêle (4) pour les châteignes, 3 chaises en paille, une salière de bois en fauteuil (5), une planche à hâcher la viande, 2 mauvaises lanternes, un devidoir de bois; un pot de gré(s) ou buire d'huile, de la contenance d'un sceau et 1/2; un bac de bois pour les cochons; 3 sceaux, dont 2 mauvais et un bon, garnis de leurs ferrures; une pele en racloît hors d'usage, un mauvais taille-pré, un grand cuvier de pierre pour la lessive; une nape de cuisine, ayant une aune et demi, très trouée et usée; 6 mauvais essuimain, 4 ratelier pour le pain (6); 6 mauvaises planches, dont 3 au ciel du lit, une au-dessous du lit, une proche le râtelier et l'autre suspendue; 5 barres de fer, pesant ensemble 41 l.; 4 crochet pesant jusque à 59; 3 poêles à frire, dont une grande, une moyenne, une petite, pesant ensemble 9 l. 3/4; 2 casseroles de fert, pesant ensemble 5 l. 1/4; 2 petites casseroles de cuivre, un passe-purée et un plat d'œufs à miroir (7), aussi de cuivre, le tout pesant 6 l.; 2 couvercles de fer blanc, un grand et l'autre petit, pour couvrir les casseroles; un soufflet de cuisine usé, hors d'usage; un colier de chien, garni de ses pointes (8).

Michel Léonard, commis pour la préparation du salpêtre, prit les 2 meilleurs sceaux, une bare de fer, elle pèse 6 l. 3/4, une casserole de fer blanc pesant 2 l. 3/4.

2. *Vestibule de la sale* : Un armoire à 4 battans et 2 tiroir(s) au milieu, dans le bas il y avoit huit draps de brin en bon état, 3 de boiradis, 2 d'étoupes, 6 napes ouvrées ayant une aune et demi, 12 serviettes ouvrées, 4 autres serviettes ouvrées très usées.

3. *Salé*. Un buffet à 3 portes; 5 bouteilles de verre, un pot-à-l'eau de fayance, 2 huilliers en fayance, 2 autres en cristal par leur porte-huillier, 4 gobelets de verre dont un est cassé, une pâtissière avec son couvercle en fayance, 5 fourchetes cassée(s) en composition, une cuillère potagère, un salinat de fayance (9), une feuille de fer blanc, une corbeille dans

queue de la poêle, que l'on observe encore en Poitou. Le second inventaire fixe le sens, grâce à un accent; il s'agit de *chenets* : « 2 chaînés en fert et une petite fourche pour rengler le feu ».

(1) M. Guibert propose de lire *seuille*. « On appelle *lou seillou*, le seau où l'on met la pâte pour faire les galets de blé noir. »

(2) « *Pallisson*, sorte de corbeille ronde en paille. » (L. Guibert).

(3) « Le mot *dés* est encore employé pour désigner une boîte cylindrique, dont le fond est à jour » (L. Guibert).

(4) *Grêle*, sorte de crible où l'on agite les châtaignes après une première ébullition, afin de les débarrasser du tan ou deuxième enveloppe (L. Guibert).

(5) Ces salières existent encore en Poitou. On les suspend dans la cheminée pour que le sel soit toujours sec. Leur forme est une boîte carrée en bois, avec dossier qui sert à suspendre. Le second inventaire dit : « Une salière faite en chaise ».

(6) Ce râtelier consiste en une planche suspendue au plafond.

(7) Expression encore usitée pour signifier *œufs sur le plat*.

(8) « Un boisseau ferré, 2 conserve(s) de fayance, un pichet de terre, des morceaux de câble, un passe-purée en cuivre étamé, 2 lanternes, une bardine à lever les galets » (2^e Inventaire).

(9) « Une salière de fayance ». « Salinat, mot inconnu. Ce doit être une salière. » (L. Guibert).

laquelle il y a une porte-huilière de fayance, une lasse à caffet et 2 soucoupes, un moutardier de fayence, une table avec ses treteaux, une autre table moyenne sans pieds, une petite table avec son pliant, un fauteuil couvert d'étoffe verte, 3 fauteuils en paille, 5 chaises en paille; une bassinoir(e) en cuivre rouge mi-usée, pesant avec son menche 5 l. 1/2; 2 carafes cassée(s) de verre blanc, une cruche de terre vernissée, une bouteille de verre noir enveloppée d'une vrcle; une petite table à pied de biche, ayant trois tiroir(s), dont deux fermant à clef; un panier à salade et un autre panier servant à porter les bouteilles, ayant 2 cloisons; une autre cruche de terre vernissée, ayant sa anse cassée et un cuir servant d'anse; une masse et 2 coins de fer, pesant ensemble 17 l.; une grande hache avec son menche, pesant 6 l. 1/2; une petite avec son menche, pesant 3 l.; 2 chenets de fer, 2 pelles à feu et une pincete, le tout pesant avec une barre à fer 39 l.; un Dictionnaire latin de l'année 1765; un guéridon de bois, ses bordures cassée(s); une râpe à raper sucre (1).

4. *Salon*. Un petit lit, ayant une couete, un traversin garni de plume, pesant avec leur plontif raye bleue et grise 35 l.; une paillasse ayant sa toille à rayes piles, 2 matelats garni(s) de laine, pesant avec leurs plontifs en toille 54 l.; une courte-pointe piquée à fleur bleue et rouge, un drap de lit boirady, une nape unie très tachée et usée, une serviette ouvrée, des rideaux de droguet jaune sans barre ou tringles et sans ciel de lit, 2 tringles de lit étant dans le dit salon, pesant 16 l.; un pot de fayance, 2 feuilles de fert blanc, une table, 2 petites bares de vitrage, une laquetrise, une écuelle de fayance manquant d'une de ses oreilles, 2 chaise(s), un fauteuil en paille, une petite pandule de bois (2), un compas à 3 branches propre à niveler la terre des plans, un paquet de fil de fer, une toille d'un fouret (3) déchirée; un armoire à 2 battans, dans lequel il s'est trouvé 62 servietes, 6 napes, 2 essuimains, un bissac, des mouchetes, 27 draps de lit, une chemise, une coiffe de gase, une boîte de carton contenant des grènes, une serure, 7 bouteilles, un petit peloton de fil de brin, un de fil tord, un de fil bleu, 10 pelotons de fil de brin ront (4), pesant 4 l.; un grand et un petit poid(s) de pendule en plond, une bourse de soye à fleur et un mauvais rubent, un pain de sucre pesant 3 l.; 2 petites boîtes de sapin, une écuelle de terre et demi-livre de fil de fert, 2 petites clef(s) attachée(s) à un morceau de bois; une culière de fer percée, pour tremper la soupe.

5. *Petite chambre* : un petit lit à linge, ayant une couche, un matelats, une paillasse, un traversin, courte-pointe, 4 draps, de ses rideaux d'étoffe

(1) « *Salle à manger*.... d'autres huilliers en verre, une serviette ouvrée, une lertière, 3 plats long(s) en fayance, de la fleur de soufre pliée dans du papier, une soupierre, 10 plats long(s), 2 saladiers, 3 écuelles, 2 assiettes d'étein, 39 assietes de fayance; une petite table à pied de biche; dans un des tiroirs c'est trouvé un canif et 2 fiches de fert, 2 autre(s) table(s) à pied lrisé, 3 chaises à bras, 2 paniers d'osiers, un livre portant pour titre : *Compte fait*. » (2° *Inventaire*).

(2) « Une pendule, avec support de bois sculpté et verni. » (*Inventaire du château de Rambouillet*, 1718).

(3) « Le mot *fouret*, dans nos campagnes, désigne une sorte de flet. » (L. Guibert). La toille aurait donc servi d'enveloppe.

(4) Roux : « Deux chemises de toille rousse », dit un contrat de 1788 (GUÉLON, *Vallée*, p. 185).

verte, son docier de soye et coton à petis caros (carreaux) blanc et vert, 2 mauvaises chaise(s); un petit placar vis à vis, dans lequel c'est trouvé un plat à barbe, une bouteille, 2 pot(s) de terre, 2 de fayance, un plus grand (1).

6. *Dans la colidor* : 2 coffres de la contenance de 10 boisseaux de bled, l'autre de 4 setiers, ayant une maille pour fermer avec un cademat qui ni était pas, un setier de cendre pour le salpêtre (2).

7. *Chambre basse ou cuisine* : une table supportée par deux chaises en paille, deux petite(s) palisse(s), une grande et une moyenne terrine de terre, un panier à 4 bouteilles; 2 pot(s) de terre, lesquels les bord(s) sont cassé(s), un entonnoir en bois, une tardille à placer les fontaines aux hariques, une buge de gré; 6 pots à fleurs (de terre), dont 2 assés grands; un râtelier à metre le pain, 2 planches, 6 morceaux de colonnes.

8. *Office* : 18 bouteilles de verre noir, un crible, une corbeille sans couvercle, 2 pots de terre hors d'usage, un petit vinegrier; une grande buge (3) de gré avec son couvercle, de la contenance de deux sceaux; une grande bouteille de verre blanc, une grande fiole, une bouteille et.... cassées, 2 petis moutardiés de terre; 3 chaise(s) de paille, dont une mi-usée; une planche suspendue, 9 assietes de fayance cassée(s) (4).

9. *Dans un petit colidor* : une porte neuve détachée, ayant 2 peintures (5), un renard et un petit crochet; une mauvaise colonne de 7 à 8 pieds.

10. *Chambre des pomes de terre* (6) : 26 cherveis de charete en bois de fayant, une grande louche d'accassias de 6 pied(s) de long, le tout ouvré et bon.

11. *Colidor* : un râtelier et les bois, deux échelle(s) à main, le tout neuf.

12. *Autre chambre* : un mauvais lits de charete, un mauvais tomberaud sans roues, 2 roues futine non ferrée(s), les boutons d'icelle transforés et ayant leurs boltes; une roue de charete ferrée, manquant d'une chervis (7); un support en bois de cuvier, les débris de trois chaises, 2 chèvre(s) de charpentier, une pièce de râtelier, une planche (8).

13. *Garde-manger* : un garde-manger, garni de ses toilles percées; une barique plaine de chaud gâtée en poudre, une pièce de boisure, 2 pièces de bois courbe et un mauvais madrier.

14. *Sur la terrasse* : 20 planches de chêne de 8 pieds de long, bois à brûler.

(1) « *Petite chambre* : 2 morceaux de rideaux jaune, 1 morican (morceau?) de toille cirée » (2^e Inventaire).

(2) « Un moutardier, 2 soucoupes et 2 tasses, un petit panier contenant de la feraille, de la colle forte » (Ibid.).

(3) « *No bujo*, une buis, vase pour l'huile » (L. GUIBERT).

(4) « *Office* : 2 pot(s) de lait, un panier à 4 étages servant à porter les bouteilles » (2^e inv.).

(5) *Sic pour pentures.*

(6) Il est curieux de constater cette culture en Limousin à cette époque.

(7) Quoique l'essieu s'appelle en Limousin *charvoiz*, l'expression doit se rapporter ici aux rayons de la roue.

(8) « *3^e chambre basse* : une cruche, 2 pot(s) de moutarde, une carafe, une grande fiole » (2^e inv.).

15. *Cave* : 4 fus de Pirigord vuides, 5 pièces de bois servant de tins (1), un mauvais baril et 2 mauvaise(s) buge(s) à l'huile.

16. *Au vestibule de la cave* : 2 pintes de gré, un pot au lait, une barique plaine de chaux en poussière, 4 pièces de boisure; un fus de Périgord, ayant du vin de péis au deux tier(s) du fus; un fus d'Angoumois, où il y a du vin de péis à moitié fus.

17. *Porte d'entrée* : environ 300 briques, 2 mauvais manequins sans couvercle.

18. *Grande chambre* : 2 pièces de bois en forme de tins, 51 planches de différand bois; un baril ayant 4 sercles de fer, contenant une demi-barrique, 10 quintaux de mauvais foin, 10 bottes de paille de poix, une mauvaise lanterne, 24 planches bâtarde(s), 6 colonnes, 3 mauvais fus d'Angoumois, une planche à hacher la viande, 10 pièces de boisure; deux mauvaises poêlles hors d'usage et une petite marmite de fonte, manquant d'un pied, pesant ensemble 5 l.

19. *Autre chambre* : Un baril garni de 4 sercles de fer, 3 pièces de boisure, la boisure d'un dessus de lit neuve; un chalit de lit neuf, façon de village; un autre chalit ayant une paliasse, garni(e) de sa toile et une mauvaise courte-pointe piquée de toile couleur jaune; plus un lit ayant des rideaux vert(s), le tour bleu, une très mauvaise courte-pointe piquée de toile grise, un matelat garny de laine pesant 50 l., une mauvaise toile de paliasse; plus une chaise de paille, un pot de chambre de fayance sans anse; 50 boisseaux et demi de noix, mesure de Saint-Junien; un mauvais dais ou corbeille, un mauvais panier; un boisseau, mesure de Saint-Junien, avec sa rasoir, le boisseau ferré; un embauchoir de bottes (2), manquant d'un pied; 2 coupes ou environ de fèves en gousse.

20. *Autre chambre* : Dans le placar qui joint à la cheminée, demi-livre d'indigot, 2 mauvaises coiffes et un mouchoir de gaze, un fourreau (3) d'indienne à fleur(s) fond blanc avec sa jupe, plus un fourreau et jupe de gros de Tour(s) (4) couleur de ramenous (5) clair, 3 paires de bas de coton, une vielle, une mauvaise poche de ras, ayant une vergette (6) pour les dents et 5 deniers en cuivre, 3 chemises mi-usée(s) de fame, 2 chemises d'home, 2 serviettes usée(s), un écheveau de fil retor(s) et un peloton; un lit, dont les rideaux d'étoffe verte sont mi-usé(s), il n'y a qu'une paillasser garnie de sa toile; sur ledit lit il y a quatre coussins garni(s) de crin, le dessus étant d'étoffe soye et coton à raye verte, fond blanc; un fauteuil de paille, 3 chaises de paille, une mauvaise table à 4 pieds (7).

(1) Pièces de bois formant chantier sous les barriques. « Le mot est encore employé chez tous nos marchands de vins pour désigner les pièces de bois servant à l'installation et au maintien en place des barriques et des foudres » (L. GUIBERT).

(2) Expression encore usitée pour désigner la jambe de bois, avec pied articulé, qui s'introduit dans une botte pour la maintenir dans sa forme : un coin, qu'on enfonce au centre, permet d'élargir plus ou moins la tige.

(3) « Fourreau. Ce mot se dit des couvertures qu'on met sur certains meubles pour les garantir de la poussière... On le dit encore en fait d'habits : des fourreaux de manteaux, des fourreaux d'enfants » (*Dictionn. de Trévoux*). Ici, le sens doit être *corsage*, car le complément de la robe se trouve indiqué à la suite par ces mots : avec sa jupe.

(4) Voir sur le gros de Tours le tome I de mes *Œuvres complètes*, p. 187.

(5) Ramonneur? Serait-ce un noir clair, noir de suie?

(6) *Œuv. complètes*, t. I, p. 176.

(7) « 7 mauvaise(s) pantoufle(s) » (2^e inv.).

21. *Cabinet* : un petit lit, sans autre garniture qu'une pailleasse avec sa toile; une couette garnie de plume, pesant 21 l. avec sa toile, sans rideaux ni ciel de lit.

22. *Chambre dite de M^r (1)* : le lit, à la droite de l'escalier, a une pailleasse garnie de sa toile, un matelat garni de laine pesant 27 l., une courtépointe piquée mi-usée, à ray(e) rouge, fond jaune; les rideaux de vert; l'autre lit, à gauche de la même porte, du côté de la cheminée, les rideaux de ras bleu, le dossier à fleur rouge; il y a une pailleasse garnie de sa toile et une courtépointe piquée(e) à fleur rouge en siamoise; 1 mauvais pot(s) de chambre, une table de nuit, une terrine, une petite table à quadrille; un lit de camp, garni de sa toile à petite raye; un fauteuil et une chaise de paille, 2 cuvetes de fayance, une cruche de terre vernissée, une mauvaise cafetière de fert blanc, une plaque de plond pesant 2 l. et demi (2); une boîte à poudre en carton, avec une mauvaise houpe de signe (3); une cage d'oiseaux vernissée, garnie de fil de fer.

23. *Cabinet* : 4 chaises, une table à toilette, une autre où il y a 2 bouteilles contenant du tabac, 2 paires de bas de coton, une coiffe montée en gaze, un petit et un grand peloton de fil brin blanchi, une coiffe de bonet, une paire de chausson(s) de fil, un col de basin, un mauvais mantelet de tafetas noir; un sac contenant un petit estoc, des cloux et pointes de Paris, 2 paquets d'alumettes; un plat à barbe et un bassin de fayance, 3 bouteilles, un panier contenant de la feraille, une serviette, un manteau de lit, 3 tire-bolles, 4 gonds et quatre pentures, une petite boîte de carton, un sac contenant 12 livres de fil blanchi, un autre contenant une livre et demi de mauvaise laine, un petit pot de fayance; la table de toilette, garnie d'un verre, 2 petis pots de porcelaine, un entonoir de verre, une serviette, ladite table bien garnie de ses miroir et écritoire.

24. *Autre cabinet au bout* : une paire d'embauchoir, une mauvaise nape, de mauvaise culotte noir, une paire de fonte de pistolet, une carmassière, un gilet de moleton, une tâtère de bride avec son mord sans gourmette, un sac de papier contenant des bouchons de liège, une grande boîte de carton contenant quelque coiffe et mauvaise gaze.

25. *A l'étage supérieur*, 1^{re} chambre du côté de la cour : on y a rien trouvé. — 2^e chambre : 3 boisseaux de fèves, 2 petis bancs, sur lesquels sont 3 planches. — 3^e chambre (4) : 3 pièces de boisure, 4 planches de caisse, des fèves en gousse environ demi-coupe (5), une chaise en paille.

(1) « 1^{re} chambre haute : un lit, garni... de rideaux vert(s); plus un autre lit, garni d'une courtépointe piquée de siamoise rouge, une pailleasse, les rideaux bleu(s), le doctier, le ciel d'indienne à grands carros; un 3^e, n'ayant que le pied et les sangies, façon de bergère... un pot de chambre de fayance, un autre de terre..., 62 l. et demi de chanvre » (2^e inv.).

(2) « Une plaque de plond, servant à metre s'ur la table, ayant quelque figure de bois » (2^e inv.).

(3) Houppes en duvet de cygne.

(4) « 3^e chambre : 3 ehallits, dont un n'a rien et les deux autres deux ont des pailleasse(s), 1 matelat, 2 mauvaise(s) couvertes, un drap, une mauvaise garniture de rideaux vert bleu, lesdits ehallits sont garni(s) de planches dessus..., un pot de chambre..., cinquante boisseaux de noix » (3^e inv.).

(5) « Quarterium et cuppam frumenti » (*Livre de raison de Pierre Esperon, dans le Bull. de la Soc. arch. de la Corrèze*, t. XI, p. 414);

— 4^e chambre : 4 planches, les débris d'une galetière, 2 boîtes de charetes le tout en fonte, pesant 15 l. (1). — 5^e chambre des pommes : 14 chaises neuves en paille, 3 mauvaises planches et un vieux chambranle détaché de poste, un tiroir sans serrure, 3 pot(s) de terre.

26. *Galetas* : 10 paquets de lattes de 4 pieds de long, chaque paquet contenant 30 lattes ; plus 300 lattes de 2 pieds, 100 bardaux, un petit contrevent manquant d'une de ses fiches, environ 2 boisseaux de fèves en gousse, environ 700 tuilles plates, une colonne et une planche (2).

27. *Vieu(x) pavillon* : une balustrade en claire-voie, un banc de cœur (3), 4 planches, de mauvais solivaux, un lit de charete pourri et un poullalier fort mauvais.

28. *Voillier* ($\frac{1}{2}$) : un bac de pierre, une mauvaise planche sur 2 piquets, un ancien ratelier de cheval, une pièce de boisure.

29. *Grande écurie* : un bois de lit, ayant une mauvaise courte-pointe piquée, de toile ; un coffre d'avoine, avec une serrure détachée, sans clef ; 2 rateliers, 2 auges, 2 autres auges ; une brouette, avec sa roue non ferrée, employée à la conduite des terres ; un gond de contrevent a été pris (5).

30. *Petite écurie* : l'auge et le ratelier, un mauvais bois de lit très petit, un banc à établis de charpentier, 3 pièces du cercle de la fontaine, pesant 65 l. ; plus 2 chaînes du pont-levis, pesant 68 l., et un câble de meule ayant 9 brasse(s) (6).

31. *Cour* : le pui (1s) a une chaîne de fer, avec son crochet, pour puiser l'eau ; 19 planches chêne, 2 de fayant (7), 11 colonne(s) de chêne, un lit

(1) « Grande chambre : un madrier propre à couper la viande..., 2 gros solivaux, le jou d'un eforceau ; dans la cheminée, 80 tuilles plat » (2^e inv.).

(2) « 4^e chambre : 3 corniches, 2 mauvais cadres. — 6^e chambre : un mauvais derier de lit, 14 chaises, 3 pot(s) au lait, dont un a de la laine..., de la paille de fèves sans être ballée » (2^e inv.).

(3) Cette balustrade et ce banc devaient provenir de l'église de Cognac, où les de Nexon, en qualité de seigneurs, avaient sans doute une chapelle et un banc dans le chœur. — Voir sur le banc seigneurial le *Bulletin de la Société des lettres de la Corrèze*, 1889, p. 334.

(4) « 2 oyes, 23 poulets ou chapons, plus un tont propre à lever les meules de moulin » (2^e inv.).

(5) « Une grande hache, une petite, 2 coins de fert, une bombe... un juchoit en forme de ratelier » (*Ibid.*)

(6) « Grenier au-dessus : 3 boisseaux de froment chaulé ; 3 bousses, dont une grande et 2 moyene(s) ; la grande contient environ un boisseau de poix (a), l'autre environ une coupe, l'autre de la grène de rave environ demi-coupe, une coupe (b) à mesurer le bled, plus 2 coupes de poix. — Autre grenier : un boisseau, mesure de Rochoir (Rochechouart). — 3^e grenier : 2 coupes de fèves rouges, 3 boisseaux de blanche, 4 boisseaux de pois ou environ, une barrique contenant environ 3 boisseaux de grène, plus un boisseau de bled d'Espagne et environ 34 sacs d'épis de bled d'Espagne, 7 boisseaux comble d'avoine, 3 boisseaux d'orge, plus une machine en toile pour mettre le boisseau pour mesurer le bled..., des épis de bled d'Espagne sur une perche.

« Dans la petite écurie : un petit lit, dont les planches sont élevées pour former le chalit, où il y a un matelat, une courte-pointe, un traversin... plus un mauvais chalit cloué et une mauvaise pele courbée propre à ramasser le fiant » (2^e inv.).

(7) « Fayant, mot encore en usage pour signifier le bâtre » (L. GUIBERT). En Auvergne, on dit *fayard* (Vollere, p. 346).

(a) 1 *sextarium pisorum*, « a *eminam pisorum* » (*Livre de raison de P. Esperon*, an. 1403, p. 413, 415).

(b) Coupe et demi-coupe (GUÉLON, Vollere, p. 400, 401).

neuf de charete, une bille de chêne de 8 pieds, une autre de 7 pieds, une autre de 8 pieds, une bille de fayant propre à brûler de 8 à 9 pieds, un chevron écarie (équarri) ayant 21 pieds, une mauvaise échelle à main, 8 tradaux ou madrier ayant 12 pieds.

32. *Sous le portail* : une bille de fayant de 9 pieds, une de 7 pieds, une autre de 6 pieds destinée à être siée (sciée).

II.

Le troisième inventaire est intitulé : « Précis de l'état des meubles de la maison de Cognac », et ainsi divisé : « Couvertes de lit, matelats, lit de plume, paillasse, bois de lits, draps, serviettes, napes, napes de cuisine, pots, chauderons, bassin, poilles à frire, chandeliers, buie ou buges, panier, tables, banc, planches, armoires, fus ou bariques, fer, casseroles, chaises, bouteilles, cruches, colonnes, charettes, bois ». Je vais en faire de courts extraits pour montrer le genre et préciser certains articles :

1. *Couvertres de lit* : 3 couvertres de laine, dont deux mi-usées et l'autre usée ; 1 courte-pointe piquée de siamoise à ray(e) bleue, assés bonne ; 1 courte-pointe piquée, mi-usée, à ray(e) rouge, fond jaune ; 1 courte-pointe à fleur rouge en siamoise, piquée ; 2 mauvaise(s) courtépoin(s)te(s) piquée(s), de toile jaune ; 1 courtépoin(s)te à fleur bleue et rouge, 17 l.

2. *Bois de lits* : Un bois de lit, le ciel et le daussier d'étofe à raye sole et coton vert et blanc, avec ses rideaux vert. Un bois de lit à l'ange, avec ses rideaux vert, le ciel et le dossier. Un bois de lit à lange, avec ses rideaux de ras vert. Un autre lit à lange, avec ses rideaux de ras bleu.....

3. *Tables* : 1 table à cadrille (1), qui servoit à ma fille qui l'avoit faite faire.....

4. *Armoires* : 2 coffres servant à l'usage des servantes.

5. *Casseroles* : 1 plat d'œuf à miroir, de cuivre rouge.

6. *Chaises* : 35 chaises en paille, dont 14 de neuve. Un fauteuil garni d'étofe verte. 2 grands fauteuils en paille, garni de coissin en crin et couvert d'étofe blanche et verte, soye et coton. 4 fauteuils en paille, sans être garnis.

7. *Cruches* : 2 petis montardiés de terre, 1 petit vinegrier.

8. *Charettes* : 26 chervaux de charete en fayant ouvrés et bon. 2 roues futines non ferée, les boutons d'icelle transforés et ayant leurs boîtes. 1 roue de charete ferée, manquant d'un chervis. La boisure d'un dessus de lit, neuve, façon de village. 2 mauvais manequins sans couvercle.

9. *Caves* : 1 écuelle de bois, un entonnoir de fer blanc.

X. BARBIER DE MONTAULT,

Prélat de la maison de Sa Sainteté.

(1) Table de jeu ou *jouet*, comme on dit en Poitou. « *Cadrille, quadrille*, jeu de carte entre quatre personnes, imité du jeu de l'homme. » (*Dictionnaire de Trévoux*).

LA BIBLIOTHÈQUE ET LES ARCHIVES

DU

CHATEAU DE NEXON

Sur l'invitation du maître de léans, j'ai visité, il y a quelques mois, les curiosités du château de Nexon (1). J'y ai trouvé notre confrère et collaborateur Champeval occupé, depuis plusieurs semaines, à rendre à la lumière du jour nombre de vieux registres, de poudreux volumes et de pièces jaunies qui reposaient en toute quiétude dans les obscurs recoins des grands combles. Lors d'une première visite, il avait déjà mis la main sur de précieux livres de raison ou registres de famille, qui seront prochainement publiés, et reconnu dans cet amas de « vieilleries » deux fonds principaux qu'il a signalés dans sa récente notice sur les archives du Limousin (2) : le fonds de la seigneurie de Nexon et celui de la seigneurie de Cognac, près Saint-Junien, — sans compter maints titres relatifs à la baronnie de Lastours, aux prieurés d'Aureil et de l'Artigè. De nouvelles et plus amples recherches lui ont prouvé que le château de Nexon possédait aussi (par quelle voie de fortune, on ne sait trop) les archives de l'ancienne aumônerie d'Aixe. Ce sont donc, en réalité, trois fonds intéressants qui sont venus s'échouer en ce lieu.

Nous ne pouvons songer à en dresser l'inventaire détaillé; il y faudrait plusieurs mois. Nous signalerons seulement quelques plaquettes plus particulièrement curieuses, quelques volumes

(1) Nexon est aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Yrieix. Au xvii^e siècle déjà, les seigneurs du lieu s'occupaient en grand de l'élève des chevaux, tout comme aujourd'hui.

(2) Voy. le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, t. XXXVI, p. 324.

plus particulièrement intéressants pour l'histoire de l'imprimerie et de l'enseignement en Limousin aux deux derniers siècles. Que M. le baron de Nexon, qui nous a autorisé à publier ces notes pour l'instruction de tout le monde et qui nous a facilité la tâche en nous laissant emporter à Limoges tout ce que nous avons voulu, reçoive ici de nouveau l'expression de nos remerciements.

1. — *Proprium sanctorum diœcesis Lemovicensis juxta breviarium diœcesanum, auctoritate episcopali, de consensu capituli editum. Denuo recognitum anno 1683 auctoritate illustrissimi ac reverendissimi D. D. Ludovici Lascaris d'Urfé, episcopi Lemovicensis* (Armes de l'évêque). — *Lemovicis apud Petrum Barbou, D. D. episcopi typographum*, 1689. *Cum privilegio regis*. 48 + 240 p. in-32.

2. — *Abrégé de la dévotion du S. Rosaire de la mère de Dieu*. . . . composé par le R. P. Joseph Mayol, professeur en théologie de l'ordre des F. F. Prêcheurs. — A Limoges, chez François Meilhac, imprimeur et libraire, M. DC. XCI. 8 + 332 p. in-32. — Avec les Obligations (en douze articles) des confrères de la congrégation de N.-D. du S. Rosaire. A remarquer que l'approbation des supérieurs porte la date de 1679.

3. — *Rituale seu Manuale Lemovicense auctoritate illustrissimi ac reverendissimi D. D. Ludovici d'Urfé, episcopi Lemovicensis editum*. (Armes de l'évêque). — *Lemovicis, apud Martialem Barbou, regis et D. episcopi typographum*. . . MDCLXXVIII. 13 + 120 p. in-8°.

4. — *Catéchisme du diocèse de Limoges*. — In-32. Les deux premiers feuillets et les derniers manquent. Mais le mandement épiscopal, qui annonce la nouvelle édition, porte la date du 2 janvier 1760 et est signé : JEAN-GILLES.

* *

5. — *Edit du roi portant suppression des sergents des tailles*. . . . (Armes de France et de Navarre). — Compiègne, mai 1624. « Imprimé à Lymoges par Michel Lemoyne, suyvant la coppie imprimée à Paris, MDDXXV » (sic). — Brochure in-18 de 24, 8 et 8 pages.

6. — *Relation de la levée du siège de Limeric* [1690]. — « A Limoges, chez Estienne Leclerc, avec permission et privilège ». — Plaque in-8° de 8 pages.

7. — *Mandement de Monseigneur l'évêque de Limoges pour la convocation du synode au cinquième d'avril, le premier jeudy après la quinzaine de Pâques* 1731. — Plaque in-8° de 6 pages, sans nom

d'imprimeur. — Il y a, outre les paragraphes relatifs au synode, trois paragraphes relatifs aux écoles :

« J'ajoute ici des ordres concernant les maîtres et maîtresses d'école, ayant appris que plusieurs ne s'acquittoient pas comme il faut de leur devoir. Vous êtes particulièrement intéressés à ce que ces écoles se fassent bien et par le zèle que vous devez avoir pour l'instruction de vos paroissiens et parce que vous y trouverez votre avantage particulier en ce que les maîtres et maîtresses d'école s'acquittent bien de leur emploi, vous en aurez moins de peine à instruire vos peuples. ¶ Et comme il nous est revenu que plusieurs s'étoient immiscés dans cet emploi d'eux-mêmes et sans notre permission ni celle de notre illustre prédécesseur, ce qui est contre les réglemens de ce diocèse faits en 1686, auxquels voulans nous conformer, nous vous ordonnons, mes chers frères, de défendre de notre part, sous peine d'excommunication, à ceux et celles qui instruisent dans vos paroisses, de continuer d'enseigner que préalablement ils ne se soient présentés devant nous avec de bonnes attestations de vie et de mœurs, ou devant nos vicaires généraux pour être examinés sur leur capacité et suffisance », etc.

8. — *Sentence de l'élection de Limoges qui condamne Louis Barnouille, ci-devant préposé à la levée des impositions royales des paroisses de Vicq et de Magnac, à être pendu et étranglé jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive, à aumoner les pauvres de la paroisse de Vicq de la somme de deux cents livres et ceux de celle de Magnac de celle de cent livres, en la somme de six mille livres pour tenir lieu aux habitants des dites deux paroisses des dommages intérêts résultans des concussions, exactions et malversations commises à leur préjudice par le dit Barnouille dans la levée des dites impositions, en l'amende de trois livres envers le Roi et aux dépens envers ceux qui les ont faits. Du 18 décembre 1772.* — A la suite de la sentence vient l'ordre d'afficher dans toutes les paroisses des élections d'Angoulême, Tulle, Brive et Bourgueuf, signé Turgot. — Placard imprimé, grand format, sans nom d'imprimeur.

9. — *Lettres patentes de Monseigneur le comte d'Artois qui fixent le tarif des droits et frais des actes de réception des foi, hommages, aveux, dénombremens et déclaration de ses vassaux soit laïques ou ecclésiastiques. ¶ Données à Choisy, le 15 mai 1774, enregistrées es registres de l'audience de Monseigneur et aux bureaux des finances des généralités de Riom et de Limoges.* — Paris, C. Ballard, imprimeur. Plaque in-8° de 12 pages. C'est un des très rares actes du comte d'Artois en tant que « comte et vicomte de Limoges, marquis de Pompadour, vicomte de Turenne », etc.

10. — *Pub. Virgilii Æneidos liber octavus ad usum collegiorum Societatis Jesu* (Marque des Jésuites) — *Lemovicis apud viduam Ant. Barbou et Martialem Barbou....* 1655. In-8° de 48 pages.

Particularité à relever : les lignes sont largement espacées, pour permettre d'écrire la traduction sous chaque mot. C'est ce qu'a fait en plusieurs endroits le possesseur du volume.

11. — *M. T. Ciceronis De officiis liber II, ad usum collegiorum Societatis Jesu* (Marque des Jésuites) — *Lemovicis apud Petrum Barbou, collegii typographum, via Ferraria prope divum Michaellem. MDCLXXXVII.* In-8° de 48 pages. Mêmes particularités que ci-dessus.

Il subsiste des fragments du livre III du même traité, avec la date de MDCLXXXVIII.

12. — *Luciani Dialogi mortuorum 7, 8, 9, 10, 11, 12, ad usum collegiorum Societatis Jesu.* — Marque des Jésuites, même libraire, mêmes particularités que ci-dessus. MDCLXXXVII.

13. — *M. T. Ciceronis Pro lege Manilia ad populum oratio XIII, ad usum collegiorum Societatis Jesu.* — Marque des Jésuites, même libraire, mêmes particularités que ci-dessus. MDCXCIX.

*
**

14. — *Règlements et conditions de la pension du collège de Brive des prêtres de la Doctrine chrétienne.*

Epigraphe : *La bonne éducation a pour objet la religion et les lettres.*

Suit le règlement en 17 articles.

A la fin) : *A Aurillac, chez Antoine Viallanes, imprimeur du collège royal de Brive, 1775.* Plaquette in-8° de 2 feuillets.

15. — Une autre plaquette, de même titre et de même forme, diffère de la précédente en ce que les articles sont un peu plus développés et l'épigraphe un peu plus longue : *La bonne éducation a pour objet les mœurs, la religion et les lettres.*

Sans nom d'imprimeur et sans date : mais évidemment postérieure à la précédente. Nous la reproduisons intégralement à l'Appendice.

16. — Exempleaire des bulletins fournis par le directeur du collège de Laval-Magnac en Basse-Marche, aux parents des élèves.

Celui que nous avons sous les yeux est adressé à M^{me} de Nexon, à la date d'août 1776. Il comprend les rubriques suivantes, complétées à la main quand il y a lieu :

1° Nom... Taille... Santé.... Conduite... Classe de latin... Classe de géographie, de mythologie, d'antiquités, de blazon... Poésie latine... Poésie française.

2° Histoire sainte... Histoire romaine... Histoire ancienne... Histoire de France.

3° Musique... Dessin... Ecriture... Mathématique... Danse... Exercice littéraire public.

Au verso, le bon billet que voici :

« Madame, Je ne sais d'où cela peut venir : M. votre fils est plein de bonnes qualités, et avec cela il ne fait pas beaucoup de progrès. Nous ne saurions dire encore que ce soit deffaut d'aptitude. Peut-être est-ce l'âge et l'enfance. Il faut espérer que la persévérance à la fin réussira. J'ai l'honneur d'être avec respect, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur. GUILLOT. »

Suit la note à payer pour l'année échue. Les diverses dépenses montent à la somme de 385 ll.

17. — *In solemni affixiorum triduo præclarum dabunt diligentæ suæ specimen selecti auditores collegii Lemovicensis Societutis Jesu diebus 25, 26, 27, mane ab 8^o ad 10^{am}, sero a 3^a ad 5^{am} A. M. D. G. V. Q. M. D. (Marque des Jésuites). — Lemovicis, apud Petrum Barbou, collegii typographum, prope divum Michaellem MDCXCVIII. In-8^o de 16 pages.*

18. — Une autre plaquette, toute semblable quant au titre, porte la date de MDCXCIX. L'indication du mois des exercices, qui fait défaut dans la précédente, y est portée : *diebus 24, 25, 26 mensis augusti anni 1699.*

Ces plaquettes fournissent d'amples détails sur l'organisation des études et le genre des exercices littéraires dans le collège des Jésuites de Limoges à une date assez reculée. Nous reproduisons la seconde à l'Appendice.

*
*
*

19. — *Thèses de mathématiques dédiées à Monseigneur Marie-Pierre-Charles Meulan d'Ablois, chevalier, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes honoraire de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la généralité de Limoges. (Armes de Meulan d'Ablois, échiqueté d'azur et d'or, couronne de vicomte). — A Limoges, de l'imprimerie de Pierre Chapoulaud, imprimeur-libraire, place des Bancs. In-12 de 23 pages. Au bas de la dernière, on lit : « Ces thèses seront soutenues dans la salle des Dominicains le .. août 1784, à quatre heures après midi, par M. François-Alexis de Gay de Nexon.*

20. — Positions de thèse littéraire :

Verbi sæculorum opificis theorhetoris Christi Jesu virgini matri veræ cœlestique suadæ augustissimæ Mariæ Disputationes rhetoricas consecrant Parthenii alumni rhetores Lemovicensis collegii Societatis Jesu.

Il y a huit positions. Puis vient cette indication finale : *Has theses cum Deo et virgine propugnabunt in Parthenio rhetorices auditorio collegii Lemovicensis Societatis Jesu, die 20 augusti hora pomeridiana 2, anno 1653.*

Les candidats sont : Martial Desmaisons, *Lemovix*; Simon Delhort, *Lemovix*; Joseph Verthamond, *Lemovix*; Simon Symon, *a Sto Juniano*; Nicolas Chamberlant, *Saliensis*; Etienne Mondon, *Uxellensis*; Pierre Chamboux, *Petrævatensis*; Jean Biays, *Lemovix*.

Lemovicis, apud viduam Ant. Barbou et Martialem Barbou, regis collegique typographos, via Ferrariæ, prope divum Michaellem, 1653.

21. — Thèse de théologie :

Illustissimo viro D. D. Joanni Pèriere insignis ecclesiæ Sancti Martialis præcentori meritissimo, præposito des Secheres et officiali metropolitano, suas de omnibus et singulis sacramentis conclusiones theologicas D. D. D. Leonardus Mas Tutellensis, propugnandas in collegio Lemovicensi Societatis Jesu, anno Dom. millesimo sexcentesimo nonagesimo nono die... mensis augusti. (Marque de l'imprimeur). — *Lemovicis, apud Petrum Barbou..... MDCXCIX.* Brochure in-4° de 20 pages. — Au revers du feuillet de tête se trouvent, à page pleine, des armoiries représentant deux lions passant, qui soutiennent un arbre. Signées *F. Ponroy, sculp.*

22. — Thèse de théologie, sans titre, imprimée dans un magnifique passe-partout représentant la famille de Saül aux pieds de David.

An bas : *Has theses, Deo duce, auspice Deipara, et præside S. M. N. Petro Nolierre, sacræ facultatis Parisiensis doctore theologo, tueri conabitur Lucas de Gay de Nexon, subdiaconus Lemovicensis, die jovis vigesima sexta mensis novembris, anno Domini 1778, a septima ad meridiem in Sorbona.*

23. — Traité de rhétorique, manuscrit (de 294 pages in-8°), qui provient sans doute d'un des collèges de la région. Il est intitulé : *Oratoriæ exercitationes*. L'écriture est celle du xvii^e siècle.

24. — Fragment d'un programme d'exercices littéraires.

Ce fragment se termine par cette indication : « Ces exercices se feront le 10 et le 11 d'octobre 1780. Ils seront terminés le deuxième

jour par la représentation d'une tragédie et d'une comédie, précédée par le ballet du *Paisan Gaillard* et suivie de celui des *Cerceaux*, et de la distribution des prix ». — A Limoges, chez *Martial Barbou, imprimeur du Roi et du Collège*.

Ce programme contient quelques indications fort précieuses au point de vue pédagogique. Nous en tirerons ce qui suit :

« Messieurs François Ducros de La Rebière, de Saint-Léonard, et Jean-Baptiste Magy, de Saint-Léonard, accompagneront les questions ci-dessus énoncées (1) d'exemples en vers et en prose tirés des meilleurs auteurs ; réciteront en entier l'*Art poétique* de Boileau, et celui d'Horace qu'ils traduiront. Ils traduiront de plus les deux premiers livres des *Annales* de Tacite, les *Satyres* d'Horace : *Qui fit Mecenas, Olim truncus eram, Ibam forte via*, etc.; les *Épîtres* du même auteur : *Albi nostrorum, Si potes archaicis*, etc.; l'*Evangile* selon saint Mathieu, et l'excellent discours de Cicéron : *Pro rege Manilia*, où ils feront remarquer les principales règles d'éloquence qui y sont observées.

Versification latine. — Ce qu'on entend par vers. Ce qui entre dans la composition des vers latins. Pieds simples et composés. Césure : ses espèces. Cadence finale ou *Depositio*. Manière de scander. Ellipse. Synalèphe et comment elle s'obtient. Synérèse. Diérèse. Division des vers en trois genres. Vers hexamètre, héroïque et négligé. Pentamètre. Archiloquien. Alémanien. Dactilique tétramètre (2).....

Syntaxe figurée. — Ce que les Grecs appelaient Métaphasme, Prothèse, Epenthèse, Paragoge, Diérèse, Aphérèse, Syncope, Apocope, Synérèse, Antithèse.

Figures de construction. — Ellipse de verbe, de nominatif avant le verbe, d'accusatif après le verbe, de verbe qui veut après soi un infinitif, de substantif devant l'adjectif, de particules. Zeugma. Pléonasme.....

Premiers principes de grammaire française. — Définition, objet de la grammaire. Quels sont les signes de nos pensées ? Qu'entend-on par substantif commun, commun phisique, commun métaphisique, propre, collectif général, collectif partitif, par adjectif et par degrés de comparaison ? Noms de nombre, nombres adjectifs, cardinaux, ordinaux.....

[et] Pierre-Léonard Valierre de Sivergniat, de Saint-Léonard, tâcheront de satisfaire à ces questions (3). De plus, ils traduiront

(1) Elles manquent dans le fragment qui nous reste.

(2) Il nous paraît sans intérêt de continuer cette longue énumération.

(3) Comme plus haut, ces questions manquent dans le fragment.

les 3^e, 4^e et 5^e livres des *Fables* de Phèdre, dont ils réciteront les 3^e et 4^e; les cinquante premiers *Billets* de Cicéron, et le *Selectæ e novo [testamento]* jusqu'à la mort de notre Sauveur, inclusive-ment.

MM. Léonard Michelon du Masbarreau, de Saint-Léonard, Pierre Constant, de Saint-Léonard, répondront aux mêmes questions ci-dessus et traduiront le petit *Catéchisme* de Fleuri, les trois premiers livres des *Fables* de Phèdre, dont ils réciteront les deux premiers.

Suite des questions sur l'histoire de l'Ancien testament. — Josué successeur de Moïse. Passage du Jourdain. Prise de Jéricho. Raab sauvé du saccage de cette ville..... Juges..... Gouvernement des rois..... Rois d'Israël..... Gouvernement des souverains pontifes..... Histoire des Machabées..... Règne des Asmonéens.....

MM. Etienne Courty, de Saint-Léonard, J.-B. Fargeaud, de Saint-Léonard, Chabeau, de Saint-Léonard, répondront à ces questions et traduiront les quinze premiers chapitres de l'*Evangile* selon saint Jean, la seconde partie du *Selectæ e veteri [testamento]* jusqu'à la révolte d'Absalon, inclusivement, et les dix *Eglogues* de Virgile, dont ils réciteront les cinq premières. Ils déclameront de plus les cinq premières *Eglogues* de Gresset. Enfin ils tâcheront, ainsi que les Messieurs sus-nommés, de répondre aux questions qu'on voudra bien leur faire sur les premiers principes de la grammaire latine et sur les principales règles de la syntaxe, dont ils feront l'application en rendant en latin des phrases françaises, et en français des phrases latines qu'on leur proposera à leur portée. »

25. — Recueil manuscrit de *Proverbes* scéniques : Les bons comptes font les bons amis; — Bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée; — A bonne volonté point de chandelle; — Toujours pêche qui en prend un; — Entre deux vertes une dure; — En forgeant on devient forgeron; — N'éveillez pas le chat qui dort; — Point de bruit si je ne le fais; — L'eau qui coule vaut mieux que celle qui croupit; — (deux autres sont sans titre). — Ces *Proverbes* sont suivis (f. 57 et suiv.) d'une *Petite chronologie de l'histoire de France*, d'une *Petite chronologie des empereurs d'Occident*, d'une *Géographie* des quatre (*sic*) parties du monde, et (f. 105 et suiv.) de *Conversations* sur les occasions, sur le danger des mauvaises compagnies, sur la raillerie, sur les amitiés, sur la dévotion, sur la bonne conduite, sur le bon esprit, sur les ajustements, sur la bonne gloire, sur l'amour-propre, sur la douceur. — In-8° de 147 feuillets. Provient d'une

institution de jeunes filles, peut-être de Saint-Cyr. Ecriture du XVIII^e siècle. Sur le feuillet de garde on lit le nom de DESLAIZE.

* *

26. — *Livre destiné à écrire les choses qui concernent la chapelle de Sainte-Magdelaine, fondée dans l'église paroissiale de Saint-Léonard, dont M. Gay, seigneur de Nexon, est patron, comme l'aîné de la famille des Gays.* — Petit registre manuscrit in-18 de 91 pages, contenant les comptes de la dite vicairie depuis 1679 jusqu'à 1715. On lit à la page 12 ce qui suit :

« Tout ce qui est dans ce livre a esté escrit de la main du sieur Joseph Benoist, prestre de l'Oratoire et vicaire de la vicairie de Sainte-Magdelaine. Il contient vérité. On y peut avoir recours dans les besoins. J'y ai escrit plusieurs choses touchant les revenus de la dite vicairie. Pour donner autorité au dit livre, j'y va mettre mon nom, quoy qu'il soit encore dans la page précédente. A Limoges, ce onzième octobre 1698. Joseph Benoist, vicaire de Sainte-Magdelaine..... Mon prédécesseur estoit appellé prieur de la Madelaine. Il est mieux de se servir du titre de vicaire pour plusieurs raisons utiles » — P. 3 : « Je, Joseph Benoist, prestre de l'Oratoire de Jésus, fus nommé sans que j'y eusse contribué en rien, grâces à Dieu, par M. Gay, seigneur de Nexon, mon beau-frère, à la vicairie ou chapelle de la Magdelaine, fondée dans l'église paroissiale de Saint-Léonard. Et j'en pris possession par le R. P. Pierre Robin, mon procureur en cela, le 17^e de mars 1679... »

27. — Compliment de M. Faye, médecin de Nexon, à M. et M^{me} Desthèves, à l'occasion de leurs noces d'or, 1784 (copie du temps, que nous publions à l'Appendice, en corrigeant les fautes d'orthographe).

L'ensemble des archives du château de Nexon est actuellement renfermé dans de vastes coffres, qui en assurent pour quelque temps encore la conservation. Leur répartition dans de solides cartons-tiroirs les sauverait à tout jamais des rats et de l'humidité. Tout comme la bibliothèque, qui a son local propre et ses rayons dans un recoin du château, le chartrier mériterait d'être organisé sur un bon pied. Il pourrait tenter alors la curiosité de quelque amateur érudit qui en ferait, sans trop de peine, le dépouillement méthodique et le classement définitif. Ce serait le commencement d'un inventaire général des archives seigneuriales du Limousin.

Alfred LEROUX.

APPENDICE

I.

RÈGLEMENTS ET CONDITIONS DE LA PENSION DU COLLÈGE DE BRIVE
DES PRÊTRES DE LA DOCTRINE CHRÉTIENNE (1).

*La bonne éducation a pour objet
les Mœurs, la Religion et les Let-
tres.*

Des Mœurs.

La pension de Brive se fait une loi de ne recevoir que des jeunes gens de bonnes mœurs, et de rejeter de son sein quiconque serait reconnu pour en avoir de mauvaises. On n'admet pour nouveaux pensionnaires que des enfants de dix à quatorze ans, et on ne les garde que jusqu'à la rhétorique inclusivement, pour prévenir le danger du mélange entre des enfants d'un âge trop disproportionné.

De la Religion.

La prière se fait toujours en commun le matin et le soir, au commencement de chaque exercice, avant et après le repas. Celle du matin et du soir est suivie d'une lecture de quelques versets du nouveau Testament, ou de l'imitation de Jésus-Christ, sur lesquelles on fait de courtes et pieuses réflexions, proportionnées aux besoins des pensionnaires. On leur fait entendre la messe tous les jours.

MM. les pensionnaires assistent les jours de dimanche et de fête à tous les exercices qui se font le matin à la congrégation des écoliers, après-midi au catéchisme, à une instruction familière, et à vêpres. Ils doivent choisir leur confesseur parmi les prêtres de la maison, se confesser chaque mois, et produire à celui des maîtres qui en tient registre un billet de confession. On les exhorte à s'approcher souvent du sacrement de l'Eucharistie, et on prépare à la première communion ceux qui ne l'ont pas encore faite. Sur la fin du carême on donne une retraite pour les disposer à remplir dignement le devoir pascal.

Des Lettres.

On n'oublie rien de ce qui peut contribuer aux progrès de Messieurs les pensionnaires dans tous les genres de littérature qui font l'objet de l'enseignement public du collège. Le succès dépend principalement de la distribution du temps.

(1) Voy. ci-dessus le n° 15.

On éveille Messieurs les pensionnaires tous les jours à cinq heures. Au quart ils se rendent à la salle d'étude, où, après la prière, ils étudient jusqu'à sept heures. Ils se rendent alors dans les chambres de leurs professeurs respectifs, pour y rendre compte de leur étude. Pendant les repas, on fait toujours des leçons de littérature. Chaque pensionnaire paroît à son tour.

Pendant la récréation de l'après-dînée, qui est d'environ une heure, les maîtres étrangers donnent des leçons de danse, d'écriture, de musique vocale ou instrumentale, et les parents sont libres de leur donner ces maîtres particuliers, qu'on paye d'avance tous les trois mois.

La classe publique du soir est suivie de l'étude, jusqu'à six heures trois quarts, qui est le temps du souper. A huit heures et demie on fait la prière et on se retire pour se coucher.

Les jours de congé on éveille Messieurs les pensionnaires à six heures. Ils vont corriger leur devoir dans les chambres de leurs professeurs, depuis dix heures jusqu'à onze. L'après-dînée est consacrée à la promenade, si le temps le permet. Les jours de congé sont les seuls où l'on permet à Messieurs les pensionnaires de sortir pour aller dîner en ville. Cette permission ne s'accorde que rarement. L'expérience n'apprend que trop combien les sorties fréquentes sont pernicieuses aux enfants. On n'accorde jamais cette permission les jours de dimanche et de fête.

Conditions.

La pension est à vingt-sept livres par mois; sur quoi Messieurs les pensionnaires sont éclairés et peignés. On donne en entrant six livres pour le chauffage, l'encre, les plumes, le papier et les repas extraordinaires qui se font pendant le cours de l'année, ou à la campagne, ou dans le collège.

La pension se paye toujours d'avance pour trois mois. On ne distrait rien pour les absences, à moins que ce ne soit à raison de maladie. On rembourse tout ce qui reste d'un trimestre, soit que Messieurs les parents retirent d'eux-mêmes leurs enfants, soit qu'on les prie de les retirer.

Chaque pensionnaire, s'il est étranger, doit avoir un correspondant dans Brive, tant pour l'exactitude des paiements de la pension, que pour se charger du pensionnaire lui-même, dans le cas où l'on ne pourroit plus le garder dans la pension.

Il faut que chaque pensionnaire ait six serviettes pour son usage à table ou dans sa chambre, des draps pour son lit, une malle ou une armoire pour mettre sous clef tout ce qui lui appartient. Ceux qui ont un couvert d'argent donnent douze sols par an au domestique qui en est chargé et qui en répond.

On est libre de se faire blanchir par qui on veut. Ceux qui voudront se servir de la blanchisseuse affectée à la pension donneront vingt sols par mois. Le perruquier se paye à raison de quatre sols par frisure. Ceux qui voudront s'abonner payeront vingt sols par mois.

On traite dans l'infirmerie de la pension les petites maladies de Messieurs les pensionnaires, et on paye, outre la pension, la volaille nécessaire pour les bouillons. Si la maladie est dangereuse, on transporte les malades dans

une maison bourgeoise de la ville, au voisinage du collège, où ils sont fréquemment visités par les pères maîtres et servis avec le plus grand soin. Alors la pension ne court plus, mais on paye le service et tous les frais de la maladie. Le service est à raison de quinze sols par jour lorsqu'on a besoin d'être veillé, et de huit sols pendant le temps de la convalescence.

On donne six livres par mois à un préfet particulier qui enseigne les premiers principes des langues à ceux qui ne sont pas encore en état d'entrer dans la classe de cinquième.

II.

IN SOLEMNI

AFFIXIONUM TRIDUO

PRÆCLARUM DABUNT

DILIGENTIÆ SUÆ SPECIMEN

SELECTI AUDITORES COLLEGII LEMOVICENSIS

SOCIETATIS JESU

Diebus 24, 25, 26, mensis Augusti anni 1699

Mane ab 8, ad 10^{am}, Sero a 3^a ad 5^{am}

A M. D. G. V. Q. M. D.

(Marque de l'imprimeur)

LEMOVICIS

Apud Petrum Barbou Collegii typographum prope divum Michaëlem.

M.^d C. X C. I X (1).

1. — IN RHETORICA.

Extemporales Orationes et Carmina proposito argumento scribent : Alpinianus Boissou, Axiensis; Georgius Duchêne, a Sancto Juniano; Martialis Dufour, Lemovix; Baptista Colomb, Lemovix; Joannes Ardent, Lemovix; Mathurin Mandavi, Viacensis.

Horatii Odas heroico carmine donabit ex tempore Franciscus Marchadier, a Sancto Juniano.

Ex Oratoribus et Poëtis,

Varia Orationum genera et præcepta explicabit : Joannes Lamy de Luret, Lemovix.

M. T. Ciceronis Orationes primam et secundam in Catilinam pro M. Marcello, pro Ligurio et pro Rege Dejotaro, argumento exposito factaque omnium analysi, memoriter dicet : Joannes Lamy De Luret.

De natura tum poematis epicæ in genere, tum Æneidos disserent : Baptista Colomb, Joannes Dubrac, Magnacensis; Stephanus Pichon, Lemovix; Georgius Duchêne; Mathurin Mandavi.

Ex Virgilio, argumento proposito, memoria referent, interpretatione et

(1) Voy. ci-dessus le n° 18.

notis illustrabunt : *Æneidos* libros duodecim. Baptista Colomb; primum, secundum, tertium, quartum et sextum : Joannes Dubrac; secundum, quartum, quintum et sextum : Georgius Duchêne; primum, secundum et quartum : Stephanus Pichon; octavum, nonum et decimum : Mathurinus Mandavi.

Odorum nec non Satyrarum præcepta exponent : Alpinianus Boissou; Martialis Grelet, Lemovix; Franciscus Marchadier.

Ex Horatio notis et interpretatione illustrato dicent memoriter Horatii opera omnia : Franciscus Marchadier.

Satyrarum librum utrumque : Martialis Grelet.

Similiter referent Juvenalem integrum : Alpinianus Boissou.

Selecta Martialis Epigrammata, Epigrammatum dotibus explicatis : Martialis Dufour, Lemovix.

EX HISTORICIS TUM SACRIS TUM PROPANIS MEMORITER REFERENT.

Historiam Universam ab orbe condito ad Carolum magnum auctore Tursellino : Philippus Durand, Lemovix.

Conciliorum Œcumenicorum historiam : Martialis Dufour; Petrus Delomenie, à Sancto Martino de Castro; Philippus Durand.

Præcipuorum Hæreticorum a Christo nato ad nostra tempora : Joannes et Josephus Lavau, Lemovices.

Historiam Romanam ex Livio, Floro, etc. collectam : Josephus Gui, Lemovix.

Illustrium Romanorum mortes a Romulo ad Antonium : Baptista Colomb.

Famiani Stradæ de bello Belgico utramque decadem : Joannes Ardent.

Nonnulla de Cardinalium origine : Franciscus Marchadier.

Juris canonici elementa direct : Martialis Dufour.

Græcum Evangelium Sancti Lucæ interpretabitur : Joannes Lamy de Luret.

SELECTÆ EX UNIVERSA RHETORICA.

Conclusiones.

DE ARTE.

I.

Rhetorica non minus est ars bene silendi quam bene dicendi, et simul scientia.

II.

Ad res omnes sese extendit tanquam ad objectum suum materiale.

III.

Illius finis et opus est oratio ad persuadendum accommodata.

IV.

Absque illius ope nullus est scientiis splendor, necessarium ergo ad cælarum scientiarum ornatum contendimus.

V.

Unde nec rejicienda ut inutilis, mendax, aut perniciosa, sed ut utilissima est excolenda.

DE ARTIFICE.

I.

Orator tribus perficitur, natura, arte et exercitatione.

II.

Nullus fuit perfectus orator; posse tamen esse nihil vetat.

III.

Oratoris perfectio non exigit ut nihil oratorem fugiat.

IV.

Nec ille morum probitas est absolute necessaria, utilis tamen.

V.

Peccat qui praecepta artis semper non servat, et peccat qui praecepta artis aliquando non negligit.

DE OPERE.

I.

Oratio quatuor partibus constat, exordio, narratione, confirmatione et peroratione: nulla tamen prae aliâ ipsi est essentialis.

II.

Exordio. Orator benevolentiam, attentionem et docilitatem sibi conciliat, Potest tamen exordiri orationem sine exordio.

III.

Narratio fit brevis, perspicua, probabilis et suavis: brevis saepe est longa, et longa saepe brevis.

IV.

Confirmatione suam adstruit, adversarii causam destruit Orator.

V.

Peroratione, causa compendiose ante oculos posita, vehementiores excitat animi motus.

Has theses Deo duce et auspice Deipara Virgine propugnabunt Rhetores collegii Lemovicensis Societatis Jesus, toto afflixionum triduo: Alpinianus Boissou; Georgius Duchêne; Martialis Dufour; Petrus Delomenie; Mathurin Mandavi; Baptista Colomb; Joannes Ardent; Martialis Grelet; Philippus Durand.

2. — IN HUMANITATE.

Narrationum, Chriarum, Fabularum virtutes ac praecepta exponant plerique omnes.

Narrationes, Chrias, Fabulas, proposito argumento, scribent: Andreas Mosnier, Ranconensis; Franciscus Delomenie, Lemovicensis; Josephus Constant, Lemovix; Petrus Barraud, Lemovicensis; Philippus Ringuelet, Lemovicensis; Carolus de la Maze, Userchiensis; Joannes Aubusson, Lemovicensis; Leonardus Filloulard, Lemovicensis; Petrus Descordes, Lemovicensis.

Ex Virgilio *Æneide*, argumento proposito, memoriter referent, interpretatione et notis illustrabunt librum primum et secundum : Andreas Mosnier, Ranconensis ; Carolus de la Maze, Userchiensis ; — secundum, tertium, sextum et duodecimum : Joannes Aubusson, Lemovicensis ; — quartum : Hyacintus Farne, Lemovix ; — nonum : Joannes Rousseau, Garacensis ; — undecimum et duodecimum : Franciscus Brandy, Lemovicensis.

Sine notis interpretabuntur et memoriter dicent librum primum et secundum : Franciscus Ardant, Lemovix ; — eundem utrumque cum 12 : Petrus Descordes, Lemovix ; — primum et sextum : Philippus Ringuelet, Aenthinus ; — tertium et quartum : Andreas Mosnier, Ranconensis ; — priores sex : Joannes Batier ; — octavum : Martialis Lombardie, Lemovix.

Horatii *Odarum* librum primum et secundum interpretabitur et memoriter referet, Hyeronimus Reynaud, Lemovix ; — libros quatuor integros memoriter dicet et gallica et latina interpretatione donabit, notis illustrabit : Franciscus Delomenie, Lemovicensis ; — *Epistolarum* utrumque librum interpretabitur et memoriter dicet : Leonardus Filloulaud, Lemovicensis.

Quintum *Curium* explicabunt et præcipua iisdem authoris verbis memoriter referent : Franciscus Dumay, Lemovix ; Gregorius Thevenin, Lemovix.

Commentaria item Cæsaris et compendiose multa referet : Joannes Robert, Axiensis.

Salustum explicabit : Franciscus Ardant, Lemovix.

Ortum ac illustriora facinora Gallorum Imperatorum primæ et secundæ familiæ : Carolus de La Maze, Userchiensis ; Franciscus Brandy, Lemovicensis.

Iconoclastarum Historiam excerptam ex patre Maimbourg : Carolus de La Maze, Userchiensis ; Claudius Farne, Lemovix.

Ciceronis *Orationem* pro lege Maniliâ interpretabitur et memoriter dicet : Carolus de La Maze, Userchiensis.

Catilinariam primam, secundam et tertiam : Petrus Descordes, Lemovix.

Ejusdem *Orationes* pro Archia poëta, pro Marco Marcello, proposito argumento, cum analysi exponent et memoriter dicent : Josephus Constant, Lemovix ; Josephus Latreille, Lemovix.

Orationem pro Milone similiter : Petrus Barraud, Monberonensis.

Authorum latinæ linguæ præstantiorum characterem efformabit : Franciscus Delomenie, Lemovicensis.

De Poëtis idem præstabit : Joannes Aubusson, Lemovicensis.

Græcum *Evangelium* sancti Lucæ interpretabitur : Martialis Lombardie, Lemovix.

3. — IN PRIMA GRAMMATICÆ.

Epistolas de quocumque argumento scribent ex tempore : Eduardus Avril, Lemovix ; Franciscus Garat, Lemovix ; Jacobus Blanchard, Lemovix ; Joannes Garat, Lemovix ; Joannes Montignac, Lemovix ; Joannes Muret, Lemovix ; Josephus Bourdicaut, Aentinus ; Josephus Complainville, Parisinus ; Martialis Dechaumeys, Axiensis ; Petrus Bonin, Lemovix.

M. T. Ciceronis *Officiorum* libros interpretabuntur et multa ex duobus

prioribus scitu digna referent memoriter : Eduardus Avril, Lemovix; Josephus Bourdicot, Aentinus; Martialis Dechaumeys, Axiensis; Petrus Bonin, Lemovix.

Circa Paradoxa ejusdem Ciceronis idem præstabit : Andreas Vidaud, Lemovix.

Quintum Curtium explicabit et elegantiores orationes dicet memoriter : Eduardus Avril, Lemovix.

Ex Tursellino, a Constantino ad Carolum magnum historiam memoriter dicet, cæteraque interpretabitur : Martialis Dechaumeys, Axiensis.

Ex Sallustio Catilinarium bellum explicabit, et orationes tum latinè tum gallicè pronuntiabit : Gabriel Loriget, Lemovix.

Titi Livii nonnullas orationes memoriter dicet gallicè ac latinè : Franciscus Garat, Lemovix.

De Herodiani authoris græci orationibus idem præstabit : Leonardus Bonchet, Lemovix.

Universam Cornelli Nepotis historiam de Græciæ Imperatoribus, latinè ac gallicè referent memoriter et interpretabuntur : Antonius Olivier, a Sancto-Mauricio; Benedictus Landrieve, Albuconensis; Franciscus Duquairoit, a Sancto-Mauricio; Josephus Faugeras, Lemovicensis; Ludovicus Valnet, Albuconensis.

Romanæ Historiæ brevium ex Eutropio, ab ipso urbis fundamento memoria repetent : Isaachus Mourier, Lemovicensis; Martialis Roussel, Lemovicensis.

De Illustribus Romanæ urbis Imperatoribus interroganti gallicè ac latinè respondebit : Martialis Dechaumeys, Axiensis.

Romanum Florum interpretabitur : Joannes Simon, a Sancto-Juniano.

Fabulas omnes Phædri referent memoriter gallicè et latinè; Joannes Ducloud, Lemovix; Petrus Bonin, Lemovix.

Lutheranæ Hæreseos originem et progressum explanabit : Leonardus Aubusson, Burgonovensis.

Iconoclasticam Historiam proponet compendiose : Franciscus Garat, Lemovix.

Francorum quædam insigniora certamina referet memoriter : Joannes Simon, a Sancto-Juniano.

Belli Punici ortum et exitum breviter recensebit : Leonardus Aubusson, Burgonovensis.

Insigni diligentiae specimine, depromptos ex Pomario, ut vocant, latinitalis exquisitissimos flores memoriter referent : Joannes Ducloud, Lemovix; Leonardus Gerald, Axiensis; Leonardus Marchadier, a Sancto-Juniano; Martialis Courtaud, Lemovix; Petrus Heraud, Lemovix.

P. Ovidii Consolationem ad Liviam interpretabitur et memoriter dicet : Petrus Bachet, Garactensis.

Circa Horatii artem poeticam idem præstabit : Joannes Lesserie, Lemovix.

Ex Virgilio memoriter dicent et interpretabuntur, argumenta, notas, fabulas, et quæ spectant ad Historiam Romanam breviter exponentes, Bucolica et Georgica : Eduardus Avril, Lemovix; Guido Rameru, Lemovix; Jacobus Blanchard, Lemovix, Jacobus Tranchant, Lemovix, Joannes Muret,

Lemovix; Josephus Complainville, Parisinus; Leonardus Marchadier, a Sancto-Juniano; Martialis Dechaumeys, Axiensis; Petrus Bonin, Lemovix.

Æneidos, librum primum : Joannes Dufourt, Lemovix; Petrus Mourier, Lemovicensis; Josephus Bourdicaud, Aentinus; — secundum : Eduardus Avril, Lemovix; Josephus Grelet, Lemovix; Martialis Cognace, Lemovix; — tertium : Franciscus Garat, Lemovix; — quintum : Joannes Puimège, Lemovicensis; Mathurin Ducloud, Lemovicensis; — sextum : Leonardus Aubusson, Burgonovensis; — septimum : Carolus de Ribeyreix, Lemovicensis; — octavum : Joannes Héralde, Lemovix; — decimum : Josephus Bargeas, Lemovix; — undecimum : Josephus Maleden, Lemovix; — duodecimum : Joannes Garat, Lemovix; Joannes Montignac, Lemovix.

Græcam Orationem D. Chrisostomi De precibus sacris latinam facient plerique.

4. — IN SECUNDA GRAMMATICÆ.

Phrases gallicè prepositas latinas facient omnes, sed maxime : Antonius Massaloux, Axiensis; Joannes Châtenet, Axiensis; Josephus de Lamaze, Userchiensis; Joannes Malevergne, Lemovix; Josephus Goudin, Lemovix; Petrus Borie, Lemovix.

Selectas Ciceronis Epistolas ex 3^o memoriter dicent et interpretabuntur : Joannes Dupré, Lemovix; Joannes Lafosse, Lemovix; Joannes Romanet, a Sancto-Victurniano; Joannes Châtenet, ... : Matheus Jauffrenet, Lemovix; Petrus Avril, Lemovix; Petrus Morin, a Petrá-Bufferia.

Ejusdem Ciceronis omnes Epistolas breviori gallica interpretatione donabunt, et maximam partem memoriter referent : Gabriel Blanchard, Lemovix; Joannes Lafosse, Lemovix.

Solum vero explanabit : Petrus Avril, Lemovix.

Ex Sexto Aurelio Victore vivorum illustrium historias explicabunt omnes. Selectas memoriter pronuntiabunt : Josephus Goudin; Antonius Massaloux; Joannes Malevergne; Franciscus Labriderie, Lemovix; Alexius Guillot, Lemovix; Hélias Faudry, Lemovix; Joannes Romanet; Joannes Châtenet.

Quatuor Virgilli priores *Eclogas* tum latinè tum gallicè referent : Josephus de Lamaze, Hélias Faudry, Joannes Lafosse, Petrus Borie, Lemovix; — Decem similiter : Joannes Chavepeire, Lemovix; Josephus Goudin, Petrus Avril, Joannes Romanet, Leonardus Navieres, Lemovix.

Primum *Georgicorum* librum : Joannes Chavepeire, Ludovicus Lajoix, Lemovicensis; — secundum : Joannes Chavepeire, Joannes Daniel, Lemovix.

Ex quarto insigniora loca plerique omnes, integrum : Joannes Tirebas, Lemovix; Leonardus Navieres, Joannes Chavepeire.

Primum *Æneidos* librum : Antonius Fonbonne, Lemovix; Josephus de Lamaze; — secundum : Josephus Goudin, Joannes Dupré, Josephus Delamaze; — tertium : Joannes Châtenet; — quartum : Josephus Goudin, Joannes Châtenet; — quintum : Martialis Latrille, Lemovix; — sextum : Jacobus Rouffie, Avalliensis; Jacobus Theuiller, Lemovicensis; Petrus Morin, Joannes Bastide, Userchiensis; Martialis Latrille; — decimum : Antonius Massaloux.

Selectas ex primo libro de Tristibus Ovidii : Ludovicus Lajolx, Garacensis.

Ex Epistolis Ovidii : Joannes Châtenet

Phædri Fabulas omnes explicabunt. Priores libros memoriter dicet : Joannes Malevergne, Joannes Romanet, Franciscus Labriderie, Helias Faudry, Joannes Tirebas.

Selectas Æsopi Fabulas latinè pronuntiabunt : Josephus Goudin, Josephus Lamaze, et passim omnes.

Selectas Titi Livii Orationes dicent : Petrus Borie, Mathæus Jauffrenet, Lemovix.

De Historia Gallicâ compendiosè respondebit : Helias Faudry.

De Græcis interrogantî satisfaciunt pro captu scholæ : Joannes Dupré, Ludovicus Lajoix.

Fabulas etiam Græcas explicabunt latinè et gallicè memoriter quoque dicent plerique omnes.

5. — IN TERTIA GRAMMATICÆ.

Phrases gallicè propositas, latinas reddent ex tempore : Guillelmus Dupuymathieu, Lemovix ; Ludovicus Delabernardie, Pictavensis, Joannes Barbou, Lemovix ; Joannes Pouliot, a Sancto Juniano ; Joannes Marchandon, Burdigalensis ; Simon Nicot, Lemovix ; Joannes Colomb, Lemovix ; Franciscus Tuilier, Lemovix ; Petrus Ardant, Lemovix ; Martialis Guingan, Axiensis ; Joannes Ragot, Lemovix ; Josephus Avril, Lemovix.

Selectas ex Cicerone epistolas memoriter referent et interpretabuntur : Joannes Thévenin, Lemovix ; Simon Nicot, Lemovix ; Jacobus Guerri, Lemovix ; Stephanus Laribiera, Lemovicensis.

Omnes Phædri Fabulas memoriter tum gallicè tum latinè recitabunt : Bernardus Turin, Lemovix ; Gabriel Grelet, Lemovix ; Joannes Ragot ; Josephus Avril ; Franciscus Teulier ; Guillelmus Essenaud, Lemovix ; Joannes Pouliot ; Josephus Volundat, Lemovix.

Omnes Historias ex Aurelio Victore latinas et gallicas dicent memoriter : Guillelmus Dupuymathieu ; Stephanus Belu, Lemovix ; Simon Jobert, Lemovix ; Joannes Belu, Lemovix ; Petrus Roche, Lemovix ; Simon Taillandier, Lemovix.

Omnes Virgillii Eclogas referent, quasdam interpretatione donabunt : Bartholomeus Pinot, Lemovix ; Joannes Colomb ; Petrus Ardant ; Joannes Barbou ; Joannes Pouliot ; Petrus David, Lemovix ; — 8 priores : Joannes Marchandon ; Martialis Gaingan ; — 7 Joannes Moulinier, Lemovix ; — quartum Georgicorum recitabunt : Joannes Barbou ; Josephus Avril.

Ex Ovidio, De Tristibus dicent librum quintum : Bernardus Turin, Joannes Ragot ; Guillelmus Essenaud ; — *Ex eodem libro Elegias* : 8. Gabriel Grelet ; 8. Baptista Taillandier, Lemovix ; 7. Ludovicus Delabernardie, Paulus Ardilier, Lemovix ; — *de Ponto librum primum* : Dyonisius Piquet, Lemovix ; Petrus Tevenin, Lemovix ; Franciscus Teulier ; — *ex eodem libro Elegias* : 8. Josephus Volundat ; 7. Martinus Quillet, Lemovix ; 7. Leonardus Rouard ; — *ex quarto* : 7 Elegias ; Josephus du Goudau, Lemovix.

Mundi miracula et labores Herculis exponunt : Leonardus Malfore, Lemo-
vicensis ; Antonius Nynaud, Lemovicensis.

De Græcis plerique respondebunt pro capto scholæ, isti præcipuè : Jose-
phus du Gondau, Martinus Quillet, Guillelmus Dupuymathieu, Leonardus
Rouard.

A. D. M. D. G.

III.

COMPLIMENT DE MONSIEUR FAYE, MÉDECIN DE NEXON, A MONSIEUR ET MADAME
DESTHÈVES AU SUJET DE LA CINQUANTIÈME ANNÉE DE LEUR MARIAGE, RÉVOLUE
LE 26 OCTOBRE DERNIER 1784 (1).

Messieurs les curés de Meun, de Saint-Gervais et de Nexon, leurs fils, officièrent ce jour-là
solennellement ; toute la famille, beaucoup d'ecclésiastiques, de nobles et de bourgeois y assis-
tèrent. Le même jour il y eut et le lendemain pour toute cette nombreuse et respectable
assemblée un diner et souper servis au presbytère de Nexon, où la cordialité et la magnifi-
cence agirent de concert.

Benedicti vos a Domino qui fecit coelum et terram, le Seigneur, dont
le ciel et la terre sont l'ouvrage, vous a bénits (*David, psaume 113, ver-
set 24^{me}*).

Si dans les siècles passés et assez reculés de nous on consignait dans le
temple d'Esculape les faits mémorables, ne doit-on pas placer dans les
fastes du temple de mémoire un jour aussi remarquable que l'est celui
d'aujourd'hui pour le transmettre aux races futures des siècles à venir.
C'est le jour toujours ambitionné, mais presque toujours refusé aux foibles
mortels. C'est le jour si rare, *rara avis in terris*. C'est le jour enfin qui
fait le dixième lustre accompli du mariage, on ne peut plus fortuné, d'une
vieillesse plus qu'octogénaire, qui ne paroît en avoir rien moins que l'âge
sans en ressentir les incommodités, agile, leste, gracieuse, saine de toutes
ses facultés, faisant l'agrément de tous les cercles.

Rhône, quelque rapide que soit le cours de vos ondes, arrêtés-le !
Cèdres du Liban, quelque altièrs qu'en soient vos cimes, dont vous heur-
tés impérieusement presque le plus haut des cieux, suspendés-en le mou-
vement pour voir avec autant d'étonnement que d'admiration cette rare
et respectable vieillesse !

C'est de vous, Monsieur et Madame, dont j'ay l'honneur de parler et
dont nous célébrons dans ce moment, le cœur rempli de joye et transporté
d'âlégresse, le dixième lustre de votre mariage qui fut le mieux assorti et
par conséquent le plus fortuné.

On y vit régner l'uniformité des caractères ; la volonté n'y fut qu'une et
toujours la même, dirigée du côté du bien.

(1) Voy. ci-dessus le n° 25. — Ce spécimen d'éloquence provinciale nous a paru mériter d'être
conservé. Il est cependant de beaucoup inférieur, comme ton et comme pensée, à un dis-
cours analogue prononcé par un curé d'Eymoutiers au mariage de M. et M^{lle} Chastaignac de
Narbonne en 1654, discours que nous avons reproduit en entier dans notre *Inventaire des
archives communales d'Eymoutiers* (p. 110).

La paix, la tranquillité, la candeur, l'affabilité, l'amour d'une amitié mutuelle, la probité y tinrent le premier rang; point d'ambition que celle d'avoir une postérité bien éduquée.

Quel exemple d'avance, quel modèle de vertu pour cette famille à venir! Le ciel ne pouvoit-il qu'exaucer vos vœux, *Benedicti vos a Domino*. En effet, devenus successivement père et mère d'une nombreuse famille qui, née avec des dispositions les plus heureuses, sait mettre tout son temps à profit et faire des progrès rapides dans les sciences. *Excurrit sicut gigas ad.....* (1).

Elle marcha à pas de géant dans le sentier des muses, et *brevi tempore multa explevit*. Et dans peu elle parvint au faîte de l'érudition et de la gloire. Votre principale occupation pour elle fut de ne rien épargner pour son éducation dans l'espérance flatteuse qu'elle vous feroit honneur un jour, jour qui ne vous a point trompés dans votre attente. Mais que de peine, que d'inquiétudes, ô juste ciel! n'ont pas assaillis vos tendres cœurs jusqu'à cet heureux moment.

Il falloit, pour remplir une tâche aussi forte, et malgré tout d'un pen de longue haleine, une fortune des plus riantes. Sans quoi, quels sacrifices ne falloit-il pas faire! hélas, que de larmes d'amertume dans certains moments! mais aussi quel torrent de larmes de joye ne vous fut-il pas réservé dans la suite. *Benedicti vos a Domino*.

Pères et mères, venez apprendre de ce couple respectable, dont nous célébrons aujourd'hui le dixième lustre de leur mariage, venez, dis-je, apprendre de quelle façon il faut élever votre famille. Il vous dira que l'éducation est le premier bien, pour ne pas dire l'unique; qu'il faut metre tout en œuvre, se sacrifier, sçavoir prendre non-seulement sur le superflus, mais encore sur le nécessaire pour la procurer à ses enfants; que les peines et les inquiétudes (ah, Dieu propice, quel agréable contraste!) deviendront dans la suite une source de contentement et de satisfaction et que les larmes d'amertume seront converties en larmes de joye.

C'est, Monsieur et Madame, ce que vous éprouvés plus que jamais dans ce moment.

De cette méritante postérité vous comptés encor quatre dignes fils et autant de vertueuses demoiselles. A l'un le dieu Mars sousrit pendant tout le temps qu'il fut sous ses drapeaux; il le vit mesme avec peine passer de ses drapeaux sous d'autres et se destiner, à l'instar d'un second Esculape, à secourir fructueusement l'humanité.

Le Dieu des Dieux, scrutateur des cœurs, vit la pureté de celui des trois derniers, leurs talents, [et] les voulut sous ses étendars. Quelle ardeur, quelle ferveur, quel zèle ne montrèrent-ils pas à ce divin service! l'un curé à Meun, le second à Saint-Gervais, plains d'esprit, d'urbanité et d'affabilité, s'y distinguèrent, s'y acquittèrent on ne peut plus dignement de leur devoir de pasteurs, Que n'a pas fait le troisième! Que ne fait-il pas encore! Que d'éloges n'a-t-il pas mérités! Que de lauriers n'a-t-il pas recueillis pendant tout le tems qu'il a professé la philosophie à Poitiers avec une distinction qui n'est pas commune. En a-t-il moins recueillis lorsqu'attiré

(1) La citation est restée inachevée.

au collège de notre capitale, au grand regret de celle du Poitou, on lui décerna la chaire d'éloquence? Il n'eut dans ces deux capitales qu'une même voix sur son compte.

Notre illustre prélat reconnut si bien son mérite (eh! qui le pouvait mieux que le prince de l'Eglise?), que d'un œil toujours clairvoyant le discernant dans la foule des concurrents, il lui conféra en récompense d'une partie de ses travaux la cure de Nexon, à notre grande satisfaction. Avec quelle assiduité, avec quel zèle, avec quel exemple, ce modèle de vertus ne s'acquitta-t-il pas des fonctions de son état!

S'il est notre apôtre par ses lumineuses instructions, nous sommes tous les siens par les éloges bien mérités que chacun ne saurait lui refuser.

Ce sont ces trois derniers dignes fils, Monsieur et Madame, que vous venés de voir, il n'y a qu'un instant, par rang à l'hôtel (*sic*) officier solennellement et rendre grâce au tout puissant de votre conservation qui leur fut toujours si précieuse. Ce fut dans ce moment de crise qu'entourés, dans le temple saint, de votre nombreuse et respectable famille, imitateurs (permettez-moi l'emblème) de cette affectueuse et tendre mère des poussins qui glousse pour les attirer à elle et les couvrir de ses ailes, *quasi gallina tubalis colligens pullos suos*, qu'environés d'un cercle nombreux d'ecclésiastiques, de nobles et de bourgeois de l'endroit et des environs, — ce fut, dis-je, dans ce moment critique où l'on entendit avec autant d'attendrissement que de satisfaction tressaillir vos cœurs comme malgré vous, qu'on vit découler le torrent de larmes de joye, qu'il vous fut impossible d'en retenir le cours plus longtemps, quelque digne que vous eussiez voulu y opposer..... Tentative inutile.... Efforts vains et superflus.... Le spectacle en fut trop frappant..... Il falloit que le nuage fondit, que les caclaractes (*sic*) s'ouvrissent pour que le calme et la tranquillité survinssent.... Enfin, Monsieur et Madame, voilà les sollicitudes, les peines, les travaux aujourd'hui bien récompensés par les bruits memes qui en ont résulté.

Benedicti vos a Domino, le Seigneur vous a bénits. *Benedixit domui Aaron*, le Seigneur a béni la maison d'Aaron que vous habitez. Ah, fortunée montagne! montagne de Grandmont! vous qui avés été le berceau de si rares sujets; montagne célèbre, qui tenés à tant d'autres par une chaîne qui ne finit presque plus, apprenez, apprenez-leur de droite et de gauche à être comme vous, fécondes en dignes sujets. Annoncez leur par un écho successif et votre bonheur et votre joye, pour qu'à l'envi elles tachent de vous suivre de près, si elles ne peuvent vous imiter. Dans vos productions, filles vertueuses, issues et dignes de ce respectable couple, modelez-vous sur luy en tout, et surtout pour l'éducation de votre famille. Vous sçavez vous-mêmes qu'il n'a rien négligé pour la votre. C'est un miroir fidelle qui ne vous trompera pas. Vous ne devés cesser de le consulter si vous voulez avoir un jour la même satisfaction que luy-même éprouve aujourd'hui.

Couronnez, Appollon, couronnez au son de la lyre et au milieu de nos acclamations ces testes respectables blanchies par l'âge.

N'oubliez dans leurs couronnes ny le pampre ny le laurier. Cimentés-les avec l'élixir de longue vie que je vous souhaite.

LIVRE DE RAISON

D'UN VICOMTE DE SAINT-GEORGE (1762-1824)

M. l'abbé Lecler, curé de Compreignac, nous signale un intéressant livre de raison de la famille de Saint-George, dont il veut bien nous envoyer les extraits suivants :

Charles-Sylvain, vicomte de Saint-George, chevalier, seigneur de Fraisse, commune de Berneuil, naquit en ce lieu le 23 décembre 1739. Il était fils de François de Saint-George. Il fut premier page de la chambre du roi en 1779, puis capitaine au régiment de Royal-Gravate cavalerie. Il épousa le 26 janvier 1786 Jeanne-Flavie-Victoire Couhé-Lusignan, de Fayolle. C'est par ce mariage que la terre de Fayolle passa à la maison de Saint-George. Elle est située dans la commune d'Abzat-sur-Vienne, près Confolens. C'est là que mourut Charles-Sylvain de Saint-George, en février 1824.

Il a laissé un livre de raison, qui est conservé au château du Fraisse, et qui contient les comptes de chaque année, tant pour les ventes et achats dans ses domaines, que pour l'intérieur de sa maison. Au milieu d'une longue suite de chiffres se rapportant aux objets indiqués ci-dessus, on trouve quelques indications, qui, comme les suivantes, touchent à l'histoire locale et à la généalogie de la famille.

« Doit tous les ans pour le service de la chapelle de Berneuil, 10 septiers, mesure de Bellac.

» La dite chapelle est à la nomination de l'ainé de la famille. Possédée actuellement par M. Lafont, curé de Berneuil, comme y ayant été nommé par feu mon père, François de Saint-George.

» L'acte de fondation de la chapelle de l'église de Berneuil, fondée par Jacques de Saint-Georges, le 7 avril 1633, reçu par le notaire royal de Berneuil. — Six septiers de blé. » (1).

(1) Au-dessus de la petite porte de l'église de Berneuil, on remarque une pierre portant les armes des Saint-George : *d'argent à la croix de gueules*, avec l'inscription : I. DE ST GEORGE. Cette pierre, mise à l'époque de cette fondation, n'indique pas un Jean de Saint George, ainsi que plusieurs l'ont pensé, mais bien Jacques de Saint George, comme nous l'apprend ce texte.

La chapelle en question était placée dans l'église de Berneuil, du côté de l'évangile. On la rebâtit aujourd'hui (1889) à peu près sur le même point, en même temps que l'église, que l'on reconstruit en partie.

« Les biens de Fraisse furent vendus par adjudication du district de Bellac. »

« Le 30 juillet 1762 est né et a été baptisé Sylvain Olivier de Saint-George, fils de François de Saint-George, seigneur de Fraisse, et d'Anne de Couhé. Son parrain a été Sylvain de Couhé, et sa marraine Catherine de Saint-George, veuve de Lage, demeurant à Lage, paroisse de Nantiat (1).

» François de Saint-George, mon père, a été inhumé dans l'église de Berneuil, le 5 juillet 1782 (2).

» Mon contrat de mariage du 24 janvier 1786 est sur les registres de l'église de Nouic, étant marié dans la chapelle d'Auby (3).

» Inhumée dans l'église de Berneuil Marie-Berthe de Douhet, femme d'Antoine de Saint-George, grand-père et grand'mère, mai 1787 (4).

» A été baptisé à Berneuil Claude-Gédéon de Saint-George, fils de Charles-Sylvain de Saint-George et de Victoire de Couhé de Lusignan de Saint-George, le 22 juin 1787 (5).

» François-Gédéon de Saint-George, mon oncle, est mort à Fraisse, ce 16 ventôse an XI, ou 7 mai 1803.

» Anne de Couhé Saint-George, ma mère, est morte à Fraisse, ce 19 prairial an XI, ou 8 juin 1803. »

(1) Le vicomte de Saint-George donne ici la naissance du plus jeune de ses frères. *Nobiliaire*, t. II, p. 317.

(2 et 4) On voit qu'on n'observait pas toujours dans nos paroisses la défense d'ensevelir dans les églises, qui avait été faite en 1776.

(3) La terre d'Auby, commune de Nouic, est passée dans la famille de Saint-George en septembre 1781 par le mariage de Jean-Michel de Saint-George avec dame Renée des Montiers de Mainville. Jean-Michel la légua par testament du 2 août 1797 à Claude-Gédéon de Saint-George, fils aîné de Charles Sylvain.

(b) Le vicomte de Saint-George donne ici la naissance de son fils aîné.

DOCUMENTS

RELATIFS A LA VILLE ET A LA BARONNIE

DE PEYRAT-LE-CHATEAU

M. Cousseyroux, avocat à Limoges, nous a communiqué quelques documents se rapportant à la ville et à la baronnie de Peyrat-le-Château. On sait combien l'histoire de Peyrat, localité mentionnée fort anciennement, est obscure et peu connue. Il nous a semblé utile de conserver les pièces réunies par M. Cousseyroux et nous avons pensé que nos confrères nous sauraient gré d'accorder à ces notes l'hospitalité de notre *Bulletin*.

Peyrat-le-Château, on le sait, était en Poitou. Dans sa notice sur *les Enclaves poitevines du diocèse de Limoges* (p. 15), M. L. Guibert en parle avec quelques détails, rappelant notamment que le cartulaire d'Aureil nomme deux sénéchaux particuliers de Peyrat : Geoffroi Ysaure (entre 1150 et 1180) et Brandisius (vers 1190), tous deux vraisemblablement officiers du roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine. Plusieurs riches bourgeois de Peyrat figurent à des chartes grandmontaines de la fin du XII^e siècle.

A l'une des dernières séances de la Société archéologique du Limousin, M. Guibert a signalé au nombre des pièces se rapportant à l'histoire du Limousin et extraites par lui des volumineux recueils de textes publiés il y a quarante ans en Angleterre, une charte du roi Jean Sans-Terre qui pourrait bien se rapporter aux habitants de Peyrat-le-Château (1). Elle est datée de La Souterraine, 28 mars

(1) Cette charte ayant, en France, la valeur d'un document inédit et n'ayant été, croyons-nous, mentionnée par aucun historien limousin, il nous a paru nécessaire d'en mettre le texte sous les yeux de nos lecteurs. Le voici :

Rex omnibus baillivis et fidelibus nostris ad quos presentes littere pervenerint, etc. Sciatis quod concessimus et volumus quod homines nostri

1215, et se trouve à la page 112 du tome premier des *Rotuli litterarum patentium in turre Londinensi asservati*.

I. — EXTRAIT D'UN DÉNOMBREMENT DE LA CHATELLENIE, VILLE ET COMMUNE DE PEYRAT. — 1624.

Du dénombrement rendu au roy nostre sire à cause de sa comté de Poitou et tour de Mauberjon par messire Jean de Pierrebuffière, baron de Peyrat, en mil six cent vingt-quatre a été extrait ce qui suit :

C'est la nommée et dénombrement que rend au roy, nostre sire, à cause de sa comté de Poitou et tour de Mauberjon, sous le ressort de Montmorillon, haut et puissant seigneur messire Jean de Pierrebuffière et de Comborn, marquis de Châteauneuf et premier baron du Limousin, baron de Peyrat, vicomte dudit Comborn, conseiller du roy en ses conseils d'Etat et premier maréchal de camp de ses armées, pour raison de ladite terre et baronnie de Peyrat, située dans ladite comté de Poitou et ressort dudit Montmorillon, suivant l'hommage lige qu'il en a rendu à Sa Majesté selon et en sa forme et manière que ses prédécesseurs seigneurs barons dudit Peyrat l'ont accoutumé rendre cy-devant : premièrement lad. baronnie de Peyrat ainsy qu'elle se comporte en ses appartenances et dépendances, estant située comme dessus, est dite tenant, d'une part, aux chastellenies du sieur commandeur de Bourganeuf, d'autre, à la chastellenie de Compeix, appartenant au seigneur et chapitre de l'église cathédrale de Limoges, à la chastellenie de la Villeneuve-au-Comte, éclipsée et démembrée de lad. baronnie de Peyrat, à la chastellenie du Chaslard, à la baronnie et chastellenie du Dognion, à la baronnie et seigneurie de Laron de toutes parties, — auquel lieu de Peyrat il y a chasteaux, place forte, basse-cour, clostures de murailles, tour, fossées, pont-levis, maisons, bastiments dans lesdites clostures, au dedans desquelles il y a plusieurs hommes, sujets, manants et habitants ayant domaines et édifices et bastiments, — et aussi y a droit de capitainerie, de guet et péages avec tous droits de justice, juridiction *haute*, moyenne et basse, et pour l'exercice d'icelle sénéchal juge, procureur d'office, greffier, sergents, *prévost* et autres officiers en siège,

de Pairac [o ?] habcant easdem consuetudines quas habuerunt tempore H. regis, patris nostri. Et in hujus rei testimonium eis in[strumentum?] fieri fecimus. Teste meipso, apud Subterraneam, XXVIII die marcii anno XV.

ressort du juge sénéchal, scel aux contrats, et tous autres droits dépendant de ladite baronnie à la coutume dudit pays et comté de Poitou.

Sont aussy audit Peyrat quatre consuls pris des autres manans et habitans, élus chacun an par les autres citoyens dudit lieu le jour de saint Pierre de février, etc... (1)

Et tiennent en commun avec les autres habitans de ladite ville plusieurs champs communs pour la nourriture et entretenement desdits habitans et leurs familles, tenues roturièrement.

Sçavoir : est un puits et champs froids, appelés des Beneytous, contenant cent sestérées, etc., etc.

Outre autre puis dénommé Las Péladas et de Roche-Bos-Moury, contenant cent sestérées de terre ou environ, tenant au bois Moury des hoirs de feu Léonard de Faye et au village de Ville-melange..... (la moitié du feuillet est coupée; manquent douze lignes)

En témoing des quelles choses j'ay signé cettuy mon présent aveu et dénombrement et fait signer aux notaires sousignés à ma requeste le vingt-quatrième jour de juillet mil six cent vingt-quatre. Signé à l'original : Comborn. Pour avoirourny le présent dénombrement : maîtres Champeaux, notaire royal, à la requeste dudit seigneur marquis; L.-C. Laborne, notaire royal héréditaire, à la requeste dudit seigneur marquis.

Le susdit extrait a esté tiré et vidimé par nous, notaires royaux héréditaires sousignés, sur son original, trouvé entre les ceddes de L. Laborne, vivant notaire royal. — Signé Miau.

II. — NOTES DIVERSES RELATIVES A LA BARONNIE DE NEDDE ET DE LA VILLENEUVE-AU-COMTE, DISTRAITE DE LA BARONNIE DE PEYRAT DEPUIS LE PARTAGE JUDICIAIRE DES BIENS DÉPENDANT DE LA SUCCESSION DE CHARLES DE PIERREBUFFIÈRE (Tirées des Archives de la Vienne, Cⁿ 104).

17 février 1619. — Hommage au roi à cause de sa comté de Poitou et tour de Mauberjon, sous le ressort de Montmorillon, par

(1) Ainsi les consuls de Peyrat étaient élus le même jour que les magistrats du château de Limoges (jusqu'au xv^e siècle) et que ceux de la ville de Saint-Léonard de Noblat. Faut-il voir dans ce fait un indice de l'ancienneté de l'établissement de la commune ?

Gabriel de Pierrebuffière, premier baron du Limousin, seigneur baron de Nedde, La Villeneuve-au-Comte, Lostanges et *Mayse* (?) : La Villeneuve ci-devant éclipsée de la baronnie de Peyrat par les partages faits entre le père de l'avouant et ses partprenant. A droit de haute, moyenne et basse justice, patronage des églises, rentes, dîmes, hommages et péages, avec les dîmes des blés de la Marche, paroisse de Tarnac, — la dime de Benassis et Mas Négriers au lieu de Vauveix, — la dime de Mas Grangeas et de La Chaume, paroisse de Royère, — la dime du lieu et paroisse de Beaumont, — un tiers de la dime de la Malesinge, le tout d'ancienneté et de toujours auparavant le concile de Latran, suivant hommage-lige fait au roi Louis XIII, à savoir : 1° château au bourg d'Anède, préclotures, moulins sur rivière de Vienne. Ledit seigneur a tout le bourg en pleine justice, de même la baronnie de La Villeneuve-au-Comte, en comté et pays de Poitou, sous le ressort de Montmorillon, parlement de Paris, tenant ès châtellenies de La Feuillade, Tarnac, Treignac, Emoutiers, Felletin, les fiefs de Faux, du Lérin et la baronnie de Peyrat. — La baronnie de La Villeneuve-au-Comte comprend les forêts de Crouzat, La Gladières, tout ce qui est de la paroisse de Beaumont, les bois de Gladières, près Vauveix et Chaussidas. — Il y avait jadis à La Villeneuve un château et place forte, capitainerie, guet, péages, pleine justice avec un sénéchal ou juge ordinaire, scel aux contrats, huillages, mesure, notaires. Il y a deux consuls pris des manans et habitants, élus chacun an par les autres citoyens, et ces consuls ont la police de la franchise et communauté d'iceux habitants. Il y a église paroissiale, four, moulin à ban, garenne, droit de 6 livres par an sur la franchise. Il y a un grand pays en agrier, terrage au complet, deux moulins. Le mas et tènement de Boneysson, confrontant Chadiéras, la rivière de Vienne, rente, mesure de La Villeneuve; — le tènement des Marviers, entrelassé avec le *paransus* des tènements de La Villeneuve, les Bartrounots, rivière de Vienne; — le tènement de Chez-Chapelle, près Bastounots, Clavérolas et rivière de Vienne; — le tènement de Péauve, entrelassé avec les tènements de Chapelle, Masmouri, Les Martias; — le tènement de Roche, à La Villeneuve, près Les Martias, Péauve et Châtaignier; — le tènement des Bartounauds et Combi, pour l'héritage de Romanet, sis à La Villeneuve; — le tènement du Châtenier; — le tènement de Bure; — le tènement et village des Goumetaux, en les franchises de La Villeneuve, confrontant Chez-Chapelle, Chadiéras, Clavérolas; — le tènement de Masmoury, près La Villeneuve, Chastain, le Monteil et les Fargeas; — le tènement de Beuregard, près La Villeneuve; — la paroisse d'Anède; — le bourg d'Anède, en pleine

justice, en la baronnie de La Villeneuve-au-Comte; — le lieu des Chamboux, confrontant au *paransus* du lieu d'Anède, rentes, mesure d'Anède; — le lieu de Cohadorn, dépendances d'Anède, près le Marceau-Chetiers, Lauzat, Le Nut; — le lieu de l'Amigot, dépendances d'Anède, confrontant le *paransus* dudit Anède, tenu par les Gentoux, rente au quatre cas; — la maison de David Chenaud, sis au bourg d'Anède, près une rue allant au lieu du Nut; — le lieu et village de Claveirolas, près Sarut, Anède, Chaux, Chadiéras, tenu en condition serve, aux quatre cas, avec arbans, outre un mouton de rente sur la rente de Claveirolas; — le lieu et village de Lavaud, tenant ès lieux du Monteil, Lonzat, Le Mets, Laleu, Las Fargettas; — les villages du Mas-Faucher, le Châtenet, le Leyri, le Mas Emeyri, contigus à Anède, le Mazeau-Cheytien et la terre de Béchadergue, près Neuviale; — le lieu et village de Chaud, paroisse d'Anède, tenant ès lieux de Claveirolas, Mazeau-Bourbon, Veivialle et Penartige, tenu en condition serve; — le village de La Vedrenne, paroisse d'Anède, confrontant aux villages de La Ribière, Penartige et Verviale, tenu en condition serve; — le lieu et village de La Mallessinge, paroisse d'Anède, près la rivière de Vienne, le Mas-Vergnoux, le Mazeau-Bourbon; — les lieux du Mets et de Chez-Tiveaux; — le lieu de Mas-Soubrot, paroisse d'Anède, près Bouchefarolz et le fleuve de Vienne; — le lieu et village de Guimont, paroisse d'Anède, près Les Fargettes et Laleu; — le lieu et village de La Ribière, même paroisse, près La Vedrenne et Penartige; — le lieu et village de Legaud, paroisse de Saint-Pierre-Château, près Mapecou, le Maignaud et la rivière de Vienne; — le village du Meiniaud et de Guillomot, paroisse de Saint-Pierre-Château, tenant ès-lieux de Maspecou, Legaud et le fleuve de Vienne; — le village du Puy, dépendance du Maignaud; — le village du Mapecou, paroisse de Saint-Pierre-Château, tenu en condition serve; — le Mas-du-Cloup, paroisse d'Anède, près Les Bordes, Réjat, les Fargetas et la rivière de Nedde; — le village de Verviale, paroisse d'Anède, près la rivière de Vienne, La Vedrenne et le Mazeau-Bourbon; — les lieux et tènements de La Chapelle-Saint-Theau, de La Bachellerie, paroisse d'Anède, avec les fruits et revenus, une rente de trois livres argent, et 17 setiers seigle; — le village de Laschaux, paroisse d'Anède, près le Mazeau-Bourbon, Châtenet tenu en condition serve; — le *village de Pérols, paroisse de La Celle, tenu servement*, confrontant la Chabrière, le Massabert et Masvallier, doit trois livres, argent, une vinade, arbans et services, tailles et questes à chacun des quatre cas, droit de guet; — le village de Las Fargeas, paroisse de La Celle, près La Villeneuve-au-Comte, la rivière de Vienne et le Monteil; — le Mas-Poutrot,

paroisse de La Celle, confrontant le Monteil, Las Fargeas et Masoury ; — le lieu du Monteil-de-la-Celle, paroisse de La Celle, tenant à Las Fargeas, La Bessette et Masgadoux ; — le bourg et la paroisse de Remnat, en pleine justice, comprenant notamment les villages de Villefourneix, près Las Fargeas, le Monteil, le Masgadoux, Le Bousson, La Combe ; — la tenue de Lonjechaud-Pradoux, paroisse de Remnat, près Malatieu, Las Fargeas et Pradoux ; — le lieu du Fressinet, paroisse de Tarnac, près Réjat, La Terrade, Clupeau, Mercier, avec la rente et la moitié de la dime dudit lieu ; — le tènement du Bouisson, dépendance de La Bessette, paroisse de Tarnac, près Masgadoux, Le Monteil, La Combe et La Bessette ; — le lieu et mas du Tréga, dépendance de La Combe, paroisse de Tarnac, près Malatieu et La Noaille ; — le village de La Combe, paroisse de Tarnac, et la tenue de l'host blanc, confrontant à Malatieu, La Bessette, Massoutrées et Clupeaux, doit la moitié de la dime ; — la tenue du Lavandier, paroisse de Remnat, près la Paulie et Prade ; le village de La Noaille, près Villefourneix, Pradoux et Remnat ; — le village Pradoux près de La Noaille, La Villatte, Le Maslatieu, en justice, rentes aux quatre cas ; — le village de la Terrade, paroisse de Remnat, près le Negremont et le bourg de Remnat ; — le village de Broussas-Mondinaux ; — le village du Bur, paroisse de Remnat ; — la paroisse de Gentioux, en laquelle sont les villages de La Vareille, tenant à Verviale, Le Mazet, La Chaux, le village de La Chaux-Couraud, paroisse de Gentioux, près Pouneix, Gensenetas, Le Villars, le village de la Chaux-Faureix, paroisse de Gentioux, près l'étang de Maulde ; — le village du Rejat, paroisse de Faux, tenant es-lieux du Freyssinet, Clupeaux, Beaumartin ; — le village de Broussas, paroisse de Faux, près Vauveix, La Chaux, Pouneix, l'étang de Maulde et Verviale ; — le bourg et paroisse de Beaumont, avec les villages d'Auzoux, de Châteaucourt, près Nergoux et Vauveix, les villages de la Virolle, Pierrefitte, la Vilatte, les Ternes, Vassivière, la Vareille, Ramouze, Vichiers, le Mazeau, le Confeix, Pers-Villemoujane, Champagne, Yvernaud, près La Ternas, et Châteaucourt, le village de Nergoux ; — le bourg et paroisse de Royères, avec les villages de Chassagnat, Auchèze, Chatagnoux, Vaux, le Chassin, Haute-Faye, Arpeix, Roubenne, le Mazeau, le Cloup, le Villars, Roudaressas et Verdinas ; — *le noble repaire des Masgranges*, avec ses moulins, préclôtures, étang, garenne, tenant aux villages de Soumeix, Vauveix, Oraldeix, droit de dime ; — le tènement de Thomas, paroisse de Royères ; — le village de Las Bordas, le village de Fourneaux, près Auzoux et Langladure ; les villages de Gensenetas, du Cloup, de Gensanas, de Vauveix, de Villecors, de Langladure, de la Chasagne, de Grandrieux, même paroisse de Royères.

En la justice du seigneur de La Villeneuve-au-Comte sont les villages de Lavau, Puidagier, Vervialle, près Felletin, le Villars de La Noaille, le Theil, haut et bas, le Cloux-Valoux, partie du Mont-Bessas, le moulin Desiles, Rochas, Roubenne, Vergnolas, Vincent, Arpeix, Lacau.

Ledit seigneur a sous sa juridiction les vassaux suivants à hommage-lige en fief ou relief (arrière-fief), mais sans la justice :

Le seigneur de Vieilleville (Louis Chappellon, écuyer, doit cent livres de rente sur les fiefs et lieux de Vichiers, les Ternes, le Couffeix, Champagnat, le Mazeau, Fumouze, la Virolle (*supranas* et *subranas*), Ardenne, Guimont, Laleu et le bourg de Beaumont;

Les héritiers de Jacques d'Eschizadour, écuyer, seigneur d'Aubepeyre, doivent 35 livres de rente sur une partie du bourg de Royères, sur les lieux et villages de Gensenctas, le Cloup, Cloup-Valereix (*Estiveix*, paroisse de Saint-Yrieix-la-Montagne), le Theil, Haut, Magnat, paroisse de Saint-Yrieix, la moitié de la rente.

Il est dû :

Par les héritiers de feu noble Aunet Mauris, écuyer, seigneur d'Arfeuille, vingt livres de rente, à prendre : un tiers sur le village de Vervialle, sur le village de la Mallessinge, paroisse d'Anède, un tiers de la dime sur le village de La Noaille, item sur le village de Lavaud-du-Gier, paroisse de Vallières.

Par les héritiers de Brandeleys de Saint-Martial, seigneur du Verdier, trente-trois livres de rente, à prendre sur partie des villages de Vervialle et de la Mallessinge, et un tiers de la dime des villages de Rochas, Roudaressas et Arpeix, paroisse de Royères, avec les rentes des dits lieux.

Par Antoine de Pichard, d'Esmoutiers, cent soulds de rente à prendre sur les lieux de Saint-Amand-le-Petit, Nedde, du Mets et de la Vareille.

Par les héritiers de noble Jacques Bonnet, seigneur de la Porte, dix livres de rente, à prendre sur le village des Boueys, paroisse de Beaumont et partie du bourg de Royères.

Par Messire Jean Bonnet, sieur de Châtain, au lieu des hoirs de Martial de Rieubanc, cinquante livres de rente à prendre sur le village de Pourcheiroux, paroisse de Saint-Marc à Loubeau et sur le village de Roubenne.

Par les hoirs de feu M^e Nicolas Laborne, demeurant à Peyrat, sept livres dix soulds de rente à prendre sur le village de la Virolle et le tènement du Mas Blanc, paroisse de Beaumont, tenu par Jean Faure.

Par les hoirs de feu Louis du Cloup, seigneur de la Cour, vingt livres de rente à prendre sur partie du bourg de Royères, sur les

villages du Mazeau, paroisse de Royères; Vassivière, paroisse de Beaumont; Villefouneix, paroisse de Rempnat et le Mazeau-Bourbon, paroisse d'Anède.

Par Julien et Martial Thiveau de Rempnat, vingt livres de rente à prendre sur le bourg de Rempnat, le Bur, le vieux Remnat, la dixme du vieux Remnat, la tenue de Corbet, dépendance de Rempnat, Villefouneix, le Masoutre de Réjat, Freyssinet, La Combe, le Mas Latieu.

Par les hoirs de feu François et Guilhen Ruben d'Esmoutiers, vingt-cinq livres de rente à prendre sur les villages de Pers Ville-moujane, la dime du repaire noble de Rempnat le vieux, la dime du Fressinet et de Réjat le Poutre, la dime de Tremouillas, de l'Ort au Blanc, la dime d'Arpeix, paroisse de Royères.

Par le seigneur de La Faye près Peyrat, quinze livres de rente à prendre sur les villages d'Hyernaux et la Villette, paroisse de Beaumont.

Par les hoirs de feu Jacques et Guilhen Bourdicaud, frères, d'Aymoutiers, vingt livres de rente à prendre sur les villages de Laleu Guimon, tènement de la terre de Nedde, du Metz, la dime du village de Las Rochas, de La Cassine, le tiers de la rente d'Arpeix, le quart de la rente de Villars.

Par François de Chasteauneuf, seigneur du Châlard, vingt cinq livres de rente à prendre sur les villages de Chastagnieux, d'Auchèze, paroisse de Royères et sur les villages du Mazeau-Bourbon, paroisse de Nedde.

Par Joseph Romanet, seigneur de Farsac, et les hoirs de feu M^e de Pichard d'Esmoutiers, vingt-cinq livres pour divers fiefs non désignés.

Par noble Léonard de La Faye, seigneur de Villechenine (*Villa caninia*), dix-huit livres de rente à prendre sur le village de Roudaressas, paroisse de Royères, etc.

Par le seigneur du Coudert, cinq livres de rente pour le fief de Chenigoulx.

Par le seigneur de Mèrignac, baronnie de Peyrat, quinze livres de rente à prendre sur le village de Pierrefite et autres.

Par le seigneur de Saint-Angel, douze livres de rente pour la dime des villages de La Combe et du Metz.

Par le vicaire de l'Ombre (Ruben), douze livres de rente pour les villages de la Virolle, Grenier et Vergnolas, paroisse de Beaumont.

Par messire Antoine du Leiris, demeurant à Peyrat, vingt livres de rente pour les villages de Chassanias et de Vaux, dime et rente.

Par le prieur de l'Artige, dix livres de rente pour le village de Chasset (?).

Par le prieur de La Vinadière, quatre livres pour divers biens non désignés.

Par les Trompoudon et Aubusson, de Bourganeuf, six livres de rente sur divers villages dépendant de la baronnie de La Villeneuve.

Par le seigneur Montag^e, dix livres de rente sur La Terrade.

Par le seigneur du Châlard, quarante sols de rente sur le village de Fauveix.

Par la prieuresse de Villevaleix, cinquante sols de rente.

Par la prieuresse de Blessac, soixante sols de rente.

Par la communauté des prêtres de Royères, trente livres de rente sur divers villages dont un paroisse de Mansat(?).

Par le commandeur de Charrières, vingt livres de rente sur divers villages de Royères.

Par la seigneurie de La Feuillade, quarante sols de rente sur le village d'Hyvernaux.

Par le prévôt et les chanoines d'Esmoutiers, dix livres de rente.

Par les vicaires de Saint-Léonard, sur le village de Nergoux, vingt livres de rente.

Par le seigneur d'Enval, sur le village de Péroulx en fondalité, sans la justice, vingt livres.

Par les religieux de Solignac, vingt livres.

A la suite de la liasse Cⁿ 104 des Archives de la Vienne se trouvent les copies de pièces relatives à la baronnie de La Villeneuve au Comte, mouvance de Peyrat-le-Fort ou Peyrat-le-Château, de 1477, 1572, 1619 et 1623; — une copie très importante, en latin, d'un contrat de vente ou transaction, du 14 mars 1364, consentie par Geofroi de Mortemart à Guy Aubert ou Albert de Bourbon (Bourbon). Cette charte fort longue, de 38 feuillets, fait connaître l'étendue immense de la terre et baronnie de Peyrat, puisque Guy Aubert de Bourbon achète de Geofroi de Mortemart, chevalier, seigneur de Couhé, *de Cohiaco* (Poitou), la châtellenie de Peyrat et ses annexes de Pontarion, s'étendant sur les paroisses, *super parochias de Meyriniaco*, Mayrignat, *de Aneta*, Anède, *Ramnato*, Remnat, *de Carrieris*, de Charrières, *de Sancto Juliano et Larundo*, de Saint-Julien et Laron, *de Sancto-Maurilio*, de Saint-Maureil, *de Sancto-Amando de Jertudesis*, Saint-Amand Jartoudeix, *de Sancto Prejecto Melac* (?), *de Sancto Juniaco*, Saint-Junien-la-Bregère, *de Sancto Pardulpho*, Saint-Pardoux, *de Castro*, de Saint-Martin-Château, *de Roeria*, de Royère, *de Bellomonte*, Beaumont, *de Sancto-Amando propè Peyracum*, Saint-Amand-le-Petit, *de Villanova*, La Villeneuve, *de Tousol* (?), *de Manso* (?), *de Capella Sancti Martialis* (?), *de Sancto-Georgio*, Saint-Georges-Nigremont, *de*

Sancto-Ylario, de Vidaliac, de la Posia (?), *de Superbosco*, *Soubrebrot*, et *de Fraderia* (?). On énumère ensuite les seigneurs relevant de la baronnie de Peyrat.

Lettres patentes de nov. 1633 érigeant en marquisat la baronnie de La Villeneuve-au-Comte en faveur de Théophile de Blanchier, capitaine de cavalerie, baron de Lostanges, La Villeneuve, Anède en Poitou, depuis 1654. Cette baronnie avait pleine justice sur les paroisses de La Villeneuve, Nedde, Rempnat, Royères et Beaumont, comme relevant de la tour de Mauberjon.

Arrêt du Conseil d'Etat du 29 août 1724 attribuant au sieur de Montalembert droit de péages sur les ponts situés sur rivière de Vienne ès lieux de Nedde, La Villeneuve, et péage sur Royère, etc.

Vente du 23 juin 1746 par Charles de Montalembert, chevalier, seigneur, marquis de La Villeneuve-au-Comte et Nedde, à messire Raymond Garat, écuyer, seigneur du Puy-du-Tour, époux de Marie Faulte du Puy-du-Tour, de la terre ou marquisat de La Villeneuve et Nedde, relevant du roi, où il y a château, bois, étangs, chauffage en la forêt de La Feuillade, rentes, dîmes, pêche sur les rivières de Vienne et de Maude, vigne ès dépendances du bourg de Perpezac, en présence d'Antoine Malevergne de Fressignac, docteur en médecine, témoin, demeurant à Limoges.

Copie de l'hommage fait au roi de France, le 7 août 1775, par messire Raymond Garat, seigneur, baron de La Villeneuve, Nedde et Saint-Yrieix-la-Montagne. Saint-Yrieix lui provenait de Jeanne Martiale de Turenne, sa femme.

La seigneurie de Neuviale, paroisse de Saint-Amand-le-Petit, fut vendue le 11 février 1647 par Jeanne de Fabas, veuve de Pierre de Caumont, marquis d'Amuré, demeurant à Chasteauneuf en Limousin, à Pierre Ruben, demeurant au repaire de Fontmacary près Esmoutiers, moyennant 250 livres tournois.

Le 20 juin 1748 Joseph Bachellerie, bourgeois, marchand à Eymoutiers rendit hommage au roi de sa terre de Neuviale qu'il tenait en pleine justice.

Justice seigneuriale du Leyris et Royère, mouvance de Peyrat : Le 21 octobre 1499, hommage au roi par Louis, comte de Ventadour, baron de Glanges et de Charluz-Champagnac, seigneur de Beauregard et du *Leyris*. — Le 17 octobre 1537, hommage au roi par Louis de Noailles, seigneur de la baronnie du Leyris, plus tard distraite de la baronnie de Peyrat et donnée en dot à Marie de Pierrebuffière, femme de Charles, comte de Ventadour. — Le 31 août 1600, hommage par Léonard de Lafaye, fils de Jean de Lafaye de La Porte, baron du Leyris. — Le 26 février 1698, hommage de Jean de Fricon, seigneur de Farsac, baron du Leyris.

Ibid. C^e 101, n^o 391. Vente de la terre de Pontarion, distraite de Peyrat, en 1570, au chapitre de Saint-Etienne de Limoges, par le baron de Peyrat de Pierrebuffière. (Baronnie de Laron pour la moyenne, haute et basse justice de Peyrat); — Aveu du 2 juin 1407 rendu par Ysabeau des Moulins, dame de Laron; — Aveu de 1561, par Jacques Despaigne, seigneur, baron de Panissac, Laron; — Aveu de 1583, par Catherine de Narbonne, veuve du susdit; — Aveu du 24 juillet 1602, par Desse d'Aubusson, seigneur de La Brugière et Gabrielle Trompoudon, sa femme, nièce de feu Pierre du Repaire, baron de Laron; — Aveu du 9 juin 1687, par Marc de Labermondie d'Auberoche, baron de Laron, etc.

En 1789 Raimond Romanet de Beaune, seigneur de Beaune, La Combe et Les Bordes, fut électeur de la noblesse, à Poitiers.

En 1789, Pierre Gautier était seigneur de Villemorenjane.

III. — PROCÈS-VERBAL DE L'INVENTAIRE DES TITRES DE LA VILLE ET BARONNIE DE PEYRAT-LE-CHATEAU. — 7 nivôse an II (4).

Aujourd'hui, 7 nivôse an second de la République une et indivisible, à dix heures du matin, nous, Emmanuel-Jean Coutisson, juge de paix du canton de Peyrat, district de Saint-Léonard, département de la Haute-Vienne, et sur la réquisition du citoyen Léonard Meyrignat, membre du comité de surveillance du district de Saint-Léonard, en date du trois du courant, la dite commission portant que le citoyen Meyrignat se transportera chez le citoyen des Maisons pour relever les scellés apposés, et y étant, nous avons trouvé le citoyen Lachaud, gardien des dits scellés, qui nous a représenté une armoire pratiquée dans le mur de la salle, sur laquelle porte nous avons apposé une bande de papier, cote C, et scellée du cachet du canton de Peyrat, lequel cachet nous avons reconnu sain et entier, et, après avoir ouvert la porte, nous avons procédé à l'inventaire des effets, ainsi qu'il suit :

1^o Arrêt de la Cour du Parlement de Paris, contenant 162 pages, en parchemin, en date du 8 mars, l'an de grâce 1788, et relatif à Joseph des Maisons, ci-devant seigneur de Peyrat, d'une part, et Geneviève Romanet de Beaune, Pierre Esmoingt et autres ;

2^o Un plan figuré de la métairie de la Coux, franchise de Peyrat ;

3^o Un livre intitulé : Terrier des rentes et autres devoirs de la

(4) L'original de ce document est entre les mains de M. de Berthier Bizy.

baronnie de Peyrat, contenant 278 pages écrites et le resté en blanc ;

4° Un livre sur papier timbré, portant des reconnaissances, signées de plusieurs notaires, tels que Rouchon, Forest, de Mallet, jusqu'à la page 32, et le reste en blanc ;

5° Un papier étiqueté : Vieux titre à examiner dont on peut se servir dans les affaires pour la terre de Peyrat, contenant quarante-trois pièces en parchemin, presque toutes illisibles ;

6° Un autre paquet contenant vingt-huit pièces, presque toutes en parchemin, en latin, et illisibles ;

7° Un autre paquet contenant plusieurs registres du greffe de la ci-devant justice de Peyrat ou actes de justice, depuis 1600 jusqu'à 1700 ;

8° Un paquet ne contenant que des titres de famille, quelque correspondance insignifiante, avons remis le tout, après l'avoir lu et examiné, au citoyen des Maisons, exceptée une copie informe d'aveux et dénombrements de la terre de Saint-Martin-Château et plusieurs édits, arrêts et lettres-patentes du Roi ;

9° Un paquet contenant plusieurs sentences et devoirs par plusieurs particuliers, au citoyen des Maisons, que nous lui avons remis, après les avoir lus et examinés ;

10° Aveu et dénombrement de la baronnie de Peyrat, d'après l'hommage de messire de Chaumont, en 1675 ; — Arrêt rendu à la Cour des Aydes contre les habitants de Peyrat ; — Nomination des consuls de Peyrat ; — Relevé informe et mutations faites dans la baronnie de Peyrat ; — Vente portant rente d'une geline, de l'an 1624 ; — Autre vente, aussi portant rente, de l'an 1632 ; — Dénombrement informe de la baronnie de Peyrat, de l'an 1572 ; — Projet de terrier de l'an 1612, signé en plusieurs reprises de Comont et autres, dont plusieurs retraits consentis par le Roy à la damé des Maisons du Paland, du 7 juillet 1752 ; — Acte portant réserves de la justice, et hommage à la baronnie de Peyrat (1613) ; — Aveux ou appellations de la baronnie de Peyrat, expédiés par Neuville, commis-greffier, 1644 ; — Ordonnance du grand maître pour la chasse et la pêche pour la baronnie de Peyrat, du 9 mai 1705 ; — Plusieurs contrats relatifs aux devoirs féodaux, astreignant plusieurs particuliers de Peyrat, tant pour les moulins que pour le four banal ; — Reconnaissance de Balandeix, du 4 septembre 1670 ; — Hommage rendu au baron de Peyrat ; — Délivération des habitants de Peyrat sur la franchise, et plusieurs autres actes y relatifs ; — Un extrait des registres de Peyrat, portant réclamation du droit de *laux* (lods) ; — Sentence pour la solidarité sur le village du Cloup ; — Aveux et dénombrements du 22 septembre

1572, expédiés par Rouchon ; — Plusieurs pièces informes, relatives à la franchise de Peyrat, ainsi que plusieurs actes aussi informes, relatifs aux reconnaissances de rentes, faits par différents particuliers de la terre de Peyrat ; — Copies d'arrêts informes du parlement de Paris ; — Arrêt du Conseil du Roy, contenant règlement sur les péages ; reconnaissances de rentes, de l'an 1602, sur plusieurs villages de Saint-Amand-le-Petit, Chatreix ; — Requêtes pour obtenir lettre de terrier ; — Dix-neuf actes d'affiches aux portes des églises relevant de la terre de Peyrat ; — Autre relevé des rentes de la terre de Peyrat ; — Des mémoires aux Conseils pour la mouvance de Peyrat ; — Copie d'un acte portant hommage de la terre de Pontarion ; — Plusieurs mémoires imprimés tendant à soutenir la non-franchise des habitants de Peyrat ; — Copies d'actes de reconnaissance des droits féodaux par plusieurs particuliers de différentes paroisses circonvoisines à celle de Peyrat ; — Copies d'arrêts de parlements relatifs aux terres de Châteauneuf, Saint-Priest-Palus et Peyrat ; — Copies des projets des écritures, signifiées dans un procès qu'a eu le baron contre plusieurs particuliers de la terre de Peyrat ; — Copies des titres de la terre de Peyrat, de La Villeneuve-au-Comte, Nedde et autres, déposés au comté de Poitiers, pour en rendre foi et hommage ; — Plusieurs autres actes et projets, tels que mémoires aux Conseils, actes féodaux ou pièces d'écritures, signifiées de procès à procès ;

11^e Procédure tenue par le ci-devant seigneur de la terre de Peyrat, tendant à la demande d'arrérages de rentes, et autres papiers concernant la chapelle de Ville-Chenille, dont la majeure partie sont inintelligibles, ainsi qu'une copie du dénombrement du 22 septembre 1572 ; — Un autre paquet contenant les titres établissant la rente sur le village de Trasrieux et Saint-Amand ; — Un contrat de reconnaissance de rente par François Esmoingt au baron de Peyrat, du 9 juin 1714 ; — Copie du dénombrement de la terre de Peyrat ; autre copie du dénombrement de la même terre, dont le rédige a été fait le 23 juin 1779, par Lajoumard, notaire ; — Un vieux titre, intitulé : acense faite par Louis de Pierre-Buffière, seigneur de Châteauneuf, Peyrat et autres lieux, du 10 septembre 1499 ; — Autre titre intitulé : titre pour la seigneurie de Peyrat, en date de l'an 1505, signé : Médicis ; — Hommage rendu à la baronnie de Peyrat par messire Léonard Chappellon, seigneur de Vieille-Ville, pour plusieurs endroits y désignés, du 8 septembre 1559 ; — Autre hommage et dénombrement au baron de Peyrat, par Gabriel de Faye, du 15 février 1559 ; — Différentes autres pièces, toutes illisibles ou informes, et des procédures tenues pour des contestations féodales, quelques-unes intitulées : rentes à

Peyrat, le reste illisible ; — Actes généraux de la baronnie de Peyrat, reçus par Rouchon et Forest, notaires royaux, du 23 octobre 1778 ;

12° Actes portant assignation par ban général à tous les sujets redevables à la terre de Peyrat, reçus par Rouchon et de Malleret, du 13 novembre 1779 ; — Hommages rendus par les habitants de Peyrat, scellés à Montmorillon ; — Reconnaissance de rente par Léonard et François Esmoingt ou Esmoins au baron de Peyrat, pour les années 1670 et 1714 ; — Copies informées de reconnaissances de rentes par plusieurs particuliers de Saint-Pardoux-Lavaud, de l'année 1602 ; — Accense faite par Pierre Joubert de Noblac et du Masfaure, de l'an 1554 ; — Autre accense faite par Pierre Solié et Jean Joubert de Noblac, de l'an 1418 ; — Autre par le seigneur de Peyrat et Jean Lavaux, de l'an 1419 ; — Copie informe d'un dénombrement de la terre de Peyrat par le citoyen des Maisons à la Chambre des comptes, de 1775 ; — Copies des sentences rendues en la sénéchaussée de Montmorillon entre le seigneur de Peyrat et plusieurs autres particuliers pour arrérages de rentes, du 7 septembre 1514 ;

13° Différentes lièves portant reconnaissance de rentes ou comptes-rendus par les agents de la baronnie de Peyrat ;

14° Copies de relevés de ventes par plusieurs particuliers, portant reconnaissance de rentes sur une partie des communes de Peyrat ; — Copie des droits de la terre de Peyrat, du 12 décembre 1642, signée : Remy ; — Plusieurs pièces d'écritures répondues par le baron ou signifiées relativement au procès de la franchise de Peyrat ; — Copies d'hommages rendus au seigneur de Peyrat par les propriétaires du château de Breilh (du Masfaure et Chapellon) ; — Extrait du terrier de la terre de Peyrat de l'année 1670, contrôlé à Saint-Léonard le 23 juin 1779 ; — Ventes d'une certaine quantité de rentes, faites par Charles II de Pierre-Buffière à différents particuliers de Peyrat sur plusieurs villages de la dite terre du 24 avril 1614, expédiés par Brieux ; — Ventes par Antoine Rougier, seigneur de Trasrieux, de plusieurs domaines à différents particuliers, portant établissement de rentes, du 28 octobre 1601, collationnées par Brieux ; — Plusieurs autres papiers, dont quelques-uns sont intitulés : reconnaissances de rentes par différents particuliers de différents villages ; — Mémoires dans la cause du baron de Peyrat contre les habitants pour droit de franchise, et autres mémoires, relatifs à la même affaire ; — Plusieurs autres vieux papiers illisibles que le seigneur a remis de sa propre volonté ; — Un paquet d'actes d'affiches, faites à la porte des églises de Peyrat, Magnat, Meyrignat, Saint-Amand.

Jartoudeix, Charrière, Saint-Junien-la-Bregère, Auriat, Saint-Pardoux-Lavaud, Saint-Moreil, Saint-Martin-Château, Saint-Julien-le-Petit, Beaumont, Royère, Nedde, La Villeneuve-au-Comte, Saint-Amand, Beaulieu et Saint-Yrieix-la-Montagne, le tout pour le terrier général de la terre de Peyrat (1779); — Acquisition de rentes sur le territoire de la terre de Peyrat, de l'année 1362; — Autre de l'année 1518; — Observations imprimées contre les habitants de Peyrat; — Copie d'un prix fait pour réparer les fortifications de Peyrat, du 29 octobre 1651, expédiée par Tramonteil;

15° Journal relié, dont l'intitulé commence par ces mots : « *Au nom de Dieu* », journal pour la terre de Peyrat, contenant 260 pages; — Un autre intitulé : livre des recettes, écrit à leur envers et envers, contenant 308 pages; — Ventes par Louis de Chausse-Courte de tous droits seigneuriaux sur le bois de Citernat, situé en la paroisse de , signées par Dubayle et Moissanes, contrôlées à Bourganeuf par Rambau, le 26 novembre 1786; — Vente des biens de *Château-Vieux* (près Aubusson), contrat illisible dont l'intitulé porte que l'original est chez les héritiers *Maffaure* ou du *Masfaure*, actuellement de *Loménie*, de Saint-Martin-Château; — Extrait des registres de greffe de Peyrat, en date du 10 février 1748 jusqu'au 11 juin 1787, délivré par le contrôleur des actes de ce temps; — Vieux parchemins sous la date de 1620, portant en tête ces seuls mots lisibles : acquisitions des villages, paroisse de Royère; — Un paquet de lettres insignifiantes; — Quittance de lods et ventes dus par un particulier pour acquisition de deux jardins et d'une maison, sis au lieu de Chez-Périer, hors la franchise, et autres pièces y relatives; — Un vieux parchemin dont les seuls mots lisibles sont le village d'Artin, Laujasse, et quittances de droits de lods, portant établissement de ces mêmes droits, du 30 août 1788, reçues par Seygaud et Moissanes; — Affermes de la terre de Peyrat, sous la réserve de la moitié des fiefs et du montant des retraits féodaux, du 23 février 1737; — Descript de Beaumont, dépendant de la terre de Peyrat, sous la date de 1643, collationné par Aubourg; — Hommage rendu par la dame de Lafaye, à la dame Jeanne de Chaumont, en date de 1670; — Quittance servant de reconnaissance pour les Plazeix, du 29 août 1788, expédiée par Seygaud et Moissanes; — Ventes faites d'une quantité de blé, sur la paroisse de Saint-Martin-Château, sous la date de 1365, année de disette, les dites ventes signées : Guillelmin; — Plusieurs notes informes et vieux papiers non lisibles, relatifs à la féodalité; — Un vieux titre, signé : Pinaud;

16° Amortissement de la terre de Peyrat de l'an 1313. (Pièces y relatives, le tout en latin); — Section des habitants de Peyrat en

faveur de leur seigneur ; — Donation de Léonard Belaud ou Velaud, damoiseau de Peyrat, d'une maison située tout auprès des fossés de la dite ville, en date du 18 avril 1413 ; — Plusieurs autres feuilles illisibles et un acte intitulé : taille franche pour le chapitre de Taillefert, plus une quittance informe des droits de lods et ventes du jardin de Larsénigout, situé en la franchise de Peyrat ; — Vente de partie des communaux et champs froids de Peyrat, sous l'obéissance de notre Roy ; — Arrentement fait par noble, puissant homme, Louis de Pierre-Buffière, au profit de noble Bonnet de Pierre Lavigne, à l'occasion d'un pré, situé *en la commune de Peyrat* (1495) ; — Ratification de la vente faite par Marie de Grandmont, épouse de noble de Faye, de six septiers seigle à prendre sur le lieu de Lintignat ; — *Autre accense faite par Bernard Belaux, damoiseau de Peyrat, et vente en faveur de Jean Chavansoux, du lieu du champ de La Michelle, exceptées des maisons, en date du 14 mars 1114, signé : Laubard ; — Privilège confirmé par Guy de Lusignan, le dimanche avant Noël, 1283, — confirmé encore le 2 mars 1606, par Louis de Pierre-Buffière ;*

17^e Copies informes du terrier de Bonne et de Rempat, du 19 août 1670 ; — Deux terriers portant reconnaissance de lods et ventes pour la terre de Peyrat, presque illisibles, et signés : Chappellon et de Malleret, notaires royaux ; — Arrêt du Conseil pour le cantonnement des porcs, plus un titre portant reconnaissance pour la terre de Peyrat, signé : de Malleret et Laborne ; — Plusieurs terriers illisibles, signées : de Malleret et Laborne ; — Cahier contenant arrêt de la Cour, qui ordonne l'homologation de plusieurs contrats de ventes, faites par dame Jeanne de Favas, Castez et Ladoz, des terres de Saint-Junien-la-Brugère et autres en faveur de Léonard du Masfaure, du 29 janvier 1647, signées : Chappellon ; — Aveux de plusieurs baux et ordonnances de l'intendant pour la liquidation des rentes de Peyrat ; — Vieux papiers concernant les gués et péages de la terre de Peyrat ; — Dénombrement des biens que Gabriel de Faye tient dans la baronnie de Peyrat ; — Titre et sentences concernant la rente de La Varcille ; — Terrier des rentes de la baronnie de Peyrat à demoiselle Jeanne de Chaumont, fait en 1670, par Rounat et Duleyris, notaires ; — Mémoire au Conseil pour la franchise de Peyrat ; — Reconnaissances des tenanciers de La Révélières en faveur de la dame du Paland, reçues par Fantoulier ; — Reconnaissances du tènement de Neuf-Maisons ; -- Sentences contre les tenanciers de Las Coux pour la rente due à la baronnie de Peyrat ; — Titre pour la rente de Chavansoux ; — Reconnaissance en parchemin de Langladure, de dix-sept septiers de blé, presque illisible ;

18° Affiches et publications de l'aveu et dénombrement de la baronnie de Peyrat, en date du 10 mars 1782 ; — Autres affiches et publications du dénombrement de la baronnie de Peyrat, en date du 24 février 1782 ; — Hommage de la baronnie de Peyrat du 18 mai 1783, avec l'enregistrement du Bureau des finances de Poitiers, et aveu et dénombrement de la baronnie de Peyrat ; — Saisie féodale des fiefs d'Artinsec, relevant de la baronnie de Peyrat ; — Terrier en parchemin pour la terre de Peyrat ; — Un extrait des registres du Conseil d'Etat du Roy ; — Hommage de la baronnie de Peyrat, qui est au dépôt de la Chambre ; — Sentences contre le Bureau des finances de Limoges, réclamant les cens et droits royaux, en faveur de la terre de Peyrat, et autres papiers justificatifs ; — Foi et hommage de Marie-Anne Farges, veuve d'Esmoins, pour la terre de Peyrat ; — *Arrêts du Parlement de Paris en faveur du citoyen des Maisons, contre les trésoriers des Finances de Limoges, en date du 10 août 1784* ; — Extrait de différents actes justificatifs de la suzeraineté de la terre de Peyrat sur plusieurs fiefs, collationné par de Malleret et Tramontail ; — Prérogative et privilège de la ville de Peyrat par haut et puissant seigneur Jean Bartons, seigneur de Lusignan (original illisible) ; — Copie intitulée : *le Roy voulant exempter de tous logements de gens de guerre les habitants de la ville de Peyrat, ensemble les paroisses de Saint-Martin-Château et Beaulieu* ; — Hommage des fiefs de la Cour, rendu au seigneur de Peyrat, en date du 9 septembre 1670 ; — Reconnaissance de Trasrieux en faveur du baron de Peyrat, en date du 9 novembre 1678 ; — Hommage des fiefs de Meyrignat au baron de Peyrat, en date du 9 avril 1679 ; — Reconnaissance du tènement de Tanisout, en parchemin, presque illisible ; — Reconnaissance du grand Grandmont ;

19° Advenant, nous sommes montés dans la chambre où le citoyen Laschaud nous a représenté un coffre fermant à clef, scellé d'une bande de papiers, cote B, lequel scellé nous avons trouvé sain et entier, et, après en avoir fait l'ouverture, nous avons observé que ce coffre était plein de papiers, et, après avoir examiné, nous n'avons trouvé que des registres et sentences du ci-devant greffe de la justice de Peyrat que nous avons fait transporter à la municipalité du dit lieu ;

Advenant, nous nous sommes transportés dans la salle à côté, où le dit Laschaud nous a présenté une armoire à deux battants, scellée et cotée A. Examen fait du dit cachet, nous l'avons trouvé sain et entier, et après l'avoir ouvert pour faire la vérification des objets y renfermés, avons interpellé le citoyen des Maisons de nous remettre le catalogue des livres que contient la dite armoire.

Nous a dit n'en avoir pas ; et, pour nous convaincre si ces livres contenaient des écrits contre-révolutionnaires, nous en avons fait l'examen, volume par volume ; nous n'y avons trouvé que *des hommages permis et analogues aux circonstances et aux affaires du temps*.

Signé : Pierre Peyroux, ayant écrit à la demande et sous la dictée du juge de paix le procès-verbal ci-dessus.

IV. — PLAINTÉ ET RÉCLAMATION DU BARON DU PALLAND, ENREGISTRÉE
LE 22 GERMINAL AN VI, SOUS LE NUMÉRO 2,539.

Aux administrateurs du département de la Haute-Vienne,

CITOYENS,

Le citoyen des Maisons du Palland, propriétaire au canton de Peyrat, a l'honneur de mettre sous vos yeux la lettre du Ministre des Finances, en date du 28 ventôse dernier.

Veuillez, citoyens administrateurs, vous rappeler les précédentes pétitions qui vous ont été remises pour cet objet, et vous faire présenter les lettres du Ministre de l'Intérieur et celles du Bureau du Directoire, relativement à l'enlèvement forcé que fit Meyri-gnat, maire de Peyrat et membre du Comité révolutionnaire, assisté de plusieurs municipaux, qui lui ont enlevé, d'autorité, tous les titres et papiers, et ceux qui, après son décès, ont été pareillement pris par la municipalité actuelle de Peyrat, laquelle prétend en avoir envoyé quelques fragments aux archives de notre département.

Mais il est prouvé que les plus importants de ces titres ont été pillés, longtemps avant l'envoi fait aux archives ; ce qui expose le citoyen du Palland et grand nombre d'habitants de Peyrat à éprouver journellement des procès et contestations pour fixer les bornes et limites de chaque propriété, qu'ils ne peuvent plus constater depuis l'enlèvement des titres, qui étaient communs à tous, *avec un plan géométrique*.

Ce considéré, qu'il vous plaise, citoyens administrateurs, ordonner que le citoyen archiviste du département rendra l'inventaire des papiers à lui remis par la municipalité avec tout ce qui reste des dits papiers.

Mais que les titres et papiers soient confrontés avec l'expédition

de l'aveu et dénombrement en bonne forme, trouvée au dépôt national du Louvre, à Paris, production faite. Aussi, qu'il vous plaise statuer sur la pétition relative à l'ouragan, qui a été général dans votre département, et dont les changements de ministres et des commis de leurs bureaux ont retardé la réponse.

Salut et respect. Signé : DES MAISONS DU PALLAND.

Nota. — Les secrétaires des bureaux sont priés d'enregistrer les pièces jointes à la pétition et d'en donner les numéros.

EXCURSION

A CHASSENON

1^{er} AOÛT 1889

La Société archéologique, dans sa séance de juin 1889 avait projeté une excursion aux ruines romaines de Chassenon. Remis sur le tapis à la séance de juillet, ce projet fut exécuté le jeudi 1^{er} août.

Notre Société avait avisé de son programme la Société *les Amis des sciences et arts* de Rochechouart. Fondée depuis le mois de mars 1889, cette société compte parmi ses membres plusieurs personnes qui se proposent de faire une étude complète de ce qui reste de Chassenon et de poursuivre méthodiquement les fouilles commencées sur plusieurs points. La faible distance qui sépare cette localité de Rochechouart et le haut intérêt que présente l'étude de ses ruines devaient amener ce résultat. Nous allions pour ainsi dire chasser sur les terres de la jeune Société, et nous nous faisons un devoir de la prier de se joindre à nous.

A l'heure du départ, tous les membres qui s'étaient fait inscrire se trouvaient à la gare. Nous avions avec nous le meilleur des guides, M. le chanoine Arbellot, qui, depuis 1858, a fait faire de nombreuses fouilles à Chassenon, et qui a publié ses intéressantes observations dans le *Bulletin monumental* (1).

Favorisée par un temps splendide, l'excursion s'annonçait comme devant s'effectuer dans les conditions les plus favorables. La ligne de Limoges à Angoulême, que nous suivions jusqu'à Chabanais, doit à son voisinage de la Vienne d'être citée parmi les plus agréables de France.

Le soleil, ce soleil éblouissant du mois d'août, se mirait dans les eaux limpides de notre chère rivière et dorait les arbres et les

(1) *Bulletin monumental*, 3^e série, t. VIII, 28^e de la coll. 1862, p. 297

prairies qui lui font un si bel encadrement. De temps à autre, la ligne blanche d'une écluse et le groupe des bâtiments d'un moulin ou d'une usine venaient donner un attrait de plus aux paysages si pittoresques qui s'offrent aux yeux des voyageurs.

Après avoir salué au passage la jolie petite ville d'Aixe, avec son vieux château-fort si souvent mentionné dans nos chroniques du ^{xiii}^e siècle, et l'église romane de Saint-Victurnien, nous arrivons à Saint-Junien. La voie passe auprès de la chapelle de Notre-Dame-du-Pont et traverse la tête de l'ancien faubourg au-dessus duquel se montrent les clochers de l'antique Collégiale. La Vienne, à l'endroit où la ligne la traverse, présente un aspect magnifique, au pied de l'ancienne église de Saint-Amand.

Nous approchons du but. Après avoir dépassé Saillat avec son importante fabrique de papier de paille, nous laissons sur notre droite l'ancienne celle grandmontaine d'Etricor, dont nous apercevons vaguement au-delà de la rivière l'église romane d'une architecture austère, édifiée au milieu d'une prairie et conforme au plan généralement adopté pour les constructions de l'Ordre. Nous entrons dans le département de la Charente et bientôt nous mettons pied à terre à Chabanais.

Cette partie de la Charente était limousine autrefois. La nature du sol et l'aspect du pays sont les mêmes que chez nous. Les habitants sont du restes Limousins de cœur : ils ont toujours nos mœurs, nos usages et notre patois.

Comme Limoges, la petite ville de Chabanais a le privilège d'être placée au bord de la Vienne, et la perspective qu'elle offre aux yeux en traversant le pont est une de celle dont on ne peut se lasser. On ne sait auquel des deux côtés d'amont et d'aval on doit donner la préférence. Si, en amont, la nappe d'eau est large, majestueuse, en aval, au contraire, le lit est divisé par des îlots ombrés entre lesquels la rivière semble se cacher pour réparaître bientôt au travers des arbres.

Avant le départ pour Chassenon, nous avons deux heures à dépenser et nous ne pouvions les employer plus utilement qu'en visitant les curiosités archéologiques de Chabanais.

Le beffroi de Saint-Michel, poste d'observation qui domine la ville, nous attirait tout d'abord. La tour Saint-Michel est d'origine romane; elle présente un carré de 5 mètres



20 de côté, soutenu au nord et au sud par deux énormes contre-forts. La porte d'entrée, de forme carrée, s'ouvre du côté ouest, sans aucun ornement; on remarque du côté nord une petite abside, en forme de cul-de-four. Les personnes du voisinage nous ont assuré que l'intérieur était absolument nu et que l'on n'y trouvait que l'échelle qui permet au sacristain de Saint-Pierre de venir sonner les cloches de cette paroisse.

En descendant le coteau, nous entrons à Saint-Pierre. Cette église ne présente aucun intérêt architectural; elle possède cependant un autel et un rétable en bois sculpté d'un très bel aspect. M. le curé de Saint-Pierre a bien voulu nous indiquer les noms des deux artistes qui ont exécuté ces sculptures d'après l'inscription gravée par eux au-dessous du tabernacle : « Fait par » nous, sieur de Miran, prêtre, curé de Saint-Pierre de Chabonais » et Martin Belot, en cette paroisse, 1712, priez Dieu pour nous. »

Ce Martin *Belot* ne serait-il pas Martin Bellet, sculpteur de Limoges qui jouit d'une certaine réputation et dont plusieurs couvents de notre ville possédaient, avant la Révolution, des statues ou des autels remarquables. Nous avons remarqué aussi sur une plaque de marbre une inscription rappelant le nom d'une des bienfaitrices de cette église, M^{lle} Antoinette-Félicie-Charles de Plument de Baillac, morte à l'âge de vingt-cinq ans, le 7 juin 1864. En sortant de l'église nous nous trouvions tout près de l'ancien château des princes de Chabonais, dont il reste quelques portions remontant aux ^{xii}^e et ^{xv}^e siècles. Pendant que nous le visitons, M. Louis Guibert en prend un croquis.

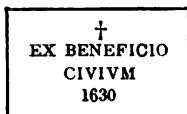
La grande cour par laquelle on pénètre dans le château se trouve presque à l'entrée du pont et devait être protégée par des travaux de défense qui ont disparu; ces travaux se rattachaient à une épaisse muraille percée



de loin en loin de larges fenêtres grillées et dont la base est battue par les eaux de la Vienne. La seule pièce du rez-de-chaussée que nous ayons pu visiter a la forme d'un parallélogramme; elle est voûtée en arête. Le donjon encore debout présente, comme à Montbrun, cette particularité, c'est que les architectes du ^{xv}^e siècle ont entouré d'une gaine semi-circulaire trois des côtés du donjon carré du ^{xii}^e siècle. Celui-ci se trahit du côté de la rivière par les assises de sa construction et par

les montants d'une large cheminée. La gaine du ^{xv}^e siècle est percée en différents endroits d'archères et de trous de couleuvrines.

Après avoir traversé le pont, nous entrons dans l'église du doyenné, placée sous l'invocation de saint Sébastien et de saint Roch, tous les deux invoqués jadis en temps de peste. C'est ce qui explique une inscription gravée à l'extérieur



indiquant que cette partie de l'église a été reconstruite par les habitants à la suite de la peste de 1630. On sait que cette peste fit de grands ravages dans toute la région.

Après le déjeuner, nous montons en voiture et nous franchissons promptement les cinq kilomètres qui nous séparent de Chassenon. Là, nous sommes cordialement accueillis par nos confrères de la Société de Rochechouart, dont plusieurs sont bien connus de nous. MM. Mathey, d'Abzac, Précigou, Laboujonnère, Martinaud, Desceres, Henri Rousseau veulent bien se mettre à notre disposition et nous faire profiter de leurs récents travaux sur Chassenon.

Nous visitons d'abord l'intéressante église romane de Chassenon ; l'ancien portail a disparu et d'après les sculptures qui l'entouraient autrefois nous devons regretter sa disparition. Il est, en effet, surmonté d'une scène de la Passion sculptée dans le granit de la façon la plus naïve : dans un encadrement carré, le Christ en croix apparaît, accosté de deux soldats, l'un portant la lance, l'autre présentant l'éponge. Un peu au-dessous, à gauche, on distingue une autre sculpture de la même époque que les maçons et le temps ont presque effacée ; ce qu'il en reste permet de supposer qu'elle représentait l'Adoration des Mages.



L'église est à une seule nef, voûtée en berceau. Les quatre colonnes qui supportent la coupole placée à la croisée sont surmontées d'un chapiteau uni avec boudin. Au-dessus de la coupole se trouve un clocher carré à un seul étage, les fenêtres sont geminées, la corniche qui termine la tour et sur laquelle s'appuie la toiture est soutenue par de nombreux corbeaux sculptés. Dans la sacristie, on remarque un meuble intéressant du ^{xiv}^e siècle.

Au milieu de la place de l'église se trouve une ancienne borne milliaire dont les intempéries ont fait disparaître l'inscription. Les murs de clôture des propriétés avoisinantes sont tous formés par des pierres provenant d'anciennes maisons gallo-romaines.

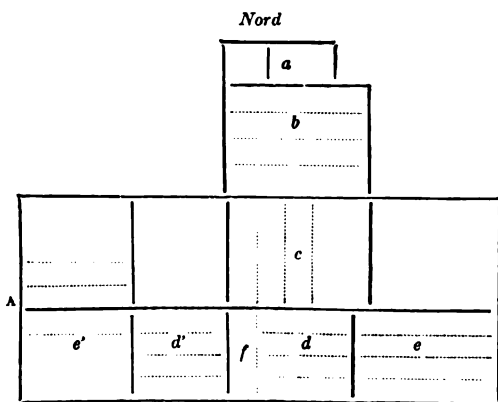


Malgré la chaleur torride, les membres des deux sociétés se sont ensuite dirigés vers le palais de Longea. Le sol qui recouvre les ruines est à peu près nu ; quelques amas de pierre et des pans de murs trahissent à peine la présence de ces restes.

M. le chanoine Arbellot veut bien mettre les excursionnistes au courant des fouilles exécutées autrefois par M. l'abbé Michon et par lui. Il donne lecture de la notice qu'il a écrite sur Chassenon en 1862. Les excursionnistes, assis sur l'un des murs de l'ancien palais, à l'ombre d'un noyer, écoutent attentivement la savante dissertation de M. Arbellot. De son côté, M. Précigou signale les découvertes faites par lui dans ces derniers temps et complète, sur quelques points, les indications du président de notre Société.

On procède ensuite à la visite des caves dont M. Précigou a publié une description dans le premier numéro du *Bulletin de la Société les Amis des sciences et arts* (juin 1889).

Qu'il nous soit permis d'indiquer les modifications nouvelles apportées au plan du sous-sol du palais, par M. Précigou, depuis la publication du travail de M. Arbellot.



Caves du palais de Longea (plan de M. A. Précigou).

Au-delà de la grande muraille, du côté de la route de Chabanais à Rochechouart, nous voyons figurer sur le plan de M. Précigou quatre caves *b* (16^m,45 de longueur; 3^m,60 de hauteur; 2^m de largeur) : elles sont parallèles à cette muraille; puis la cave *a*, 6^m,80 de longueur sur 4^m de largeur. En deçà de la même muraille on trouve un certain nombre de caves perpendiculaires aux premières, dont trois ont été reconnues par M. Précigou, qui les désigne par la lettre *c*.

A la suite, on a trouvé un plus grand nombre de galeries orientées de l'ouest à l'est, divisées en quatre groupes de quatre caves chacun et séparées au milieu par un couloir *f* qui permettait d'y accéder. Les caves des deux groupes les plus rapprochés du couloir (*d*, *d'*) ont 8^m,50 de longueur et les autres (*e*, *e'*) 15^m,45. Ces longueurs permettent d'avoir la longueur totale de la façade qui mesure 57^m, en y ajoutant les épaisseurs de murs.

M. le chanoine Arbellot pensait que l'on pouvait accéder au couloir *f* par ses deux extrémités; mais ses fouilles ne lui avaient pas permis de voir que le couloir se prolongeait pour permettre l'accès d'une quatrième cave latérale et se terminait ensuite par une épaisse muraille. En revanche, il a montré à M. Précigou la porte de l'ouest *A* par laquelle il était entré dans les caves en 1862. Cette porte est aujourd'hui en partie obstruée par les terres.

D'après M. Arbellot et M. Précigou, les caves de Longea avaient uniquement pour but de niveler et d'assainir le sol qui supportait le palais. Celui-ci doit le nom de Longea qui lui a été donné par les habitants à la forme allongée de ses caves.

Il reste maintenant à établir le plan du rez-de-chaussée. La Société de Rochechouart compte dans ses rangs plusieurs membres qui se sont dévoués à cette tâche et qui ne peuvent manquer de la mener à bonne fin. Déjà, dans son premier article sur le palais de Longea, M. Précigou a déterminé plusieurs murailles, nous ne doutons pas que par la suite il n'arrive à déterminer le plan complet.

Les excursionnistes se dirigent ensuite vers la grande muraille qui formait l'enceinte du château, muraille dont il reste encore une centaine de mètres; puis, non loin de son extrémité, du côté ouest, ils rencontrent le temple de Montélu.

Avant de procéder à l'examen du temple. M. le chanoine Arbellot soulève la question de savoir à quelle divinité païenne cet édifice était dédié. Il avait pensé d'abord que c'était un temple de Diane, la déesse de la lune, d'où serait venu le nom de *Mons lunæ* transformé par le vulgaire en celui de Montélu. Mais depuis que, dans

un voyage en Italie, il a examiné la forme des temples élevés à Vesta, qui sont presque tous *circulaires* avec colonnade, il se demande si le temple de Chassenon n'aurait pas été consacré à Vesta.

Les personnes présentes ont eu la bonne fortune de pouvoir constater le résultat des dernières fouilles faites par MM. Masfrand et Mathey. Ce dernier a bien voulu nous lire le résumé de leurs découvertes que nous donnons ci-après :

Sans rechercher si la forme extérieure du temple répond à l'octogone donné par M. l'abbé Michon, M. Mathey constate que le temple a la forme *CIRCULAIRE*, et que le diamètre intérieur est de 18^m.

Le mur d'enceinte, à sa partie inférieure seule existante, a 2^m,10 d'épaisseur. Il est en moëllon, relié par du mortier et recouvert par un revêtement en ciment de 15 millimètres d'épaisseur.

Dans ce mur sont engagés douze contreforts distants de 5^m,90 les uns des autres, destinés à supporter la toiture. Six de ces contreforts forment un angle saillant extérieurement et mesurent 3^m,08 du sommet de l'angle au parement intérieur ; ils alternent avec les six autres contreforts qui ne font pas saillie extérieurement et mesurent seulement 2^m,50. La saillie à l'intérieur qui est commune à tous les contreforts est de 40 centimètres. Ceux-ci sont construits en brique, et ils sont recouverts, comme les murs, d'un revêtement en ciment de 15 millimètres d'épaisseur.

A 1^m,45 de la partie latérale de chaque contrefort, il existait des tiges en bronze parfaitement scellées dans la brique qui servaient à maintenir le parement en marbre. D'autres pattes en bronze ont été trouvés dans les matériaux.

Intérieurement, les murs étaient revêtus de marbre blanc veiné de vert, de 3 centimètres d'épaisseur, et d'ardoises appliqués sur le ciment. Le dallage était en marbre de même couleur et de même épaisseur ; mais les plaques étaient de plus grandes dimensions que celles du revêtement. Ce dallage s'étendait extérieurement et *circulairement* à 1^m,64 du mur d'enceinte.

A 11^m,30 de la porte du temple qui paraît s'ouvrir au S. O. et à 4^m,50 de l'enceinte existe un puits. Ce puits mesure 2^m,20 à son orifice et sa profondeur est de 3^m. Il est à remarquer que, contrairement aux constructions romaines en général, et aux caves de Longea en particulier, ce puits est mal construit ; ce ne sont point des pierres taillées avec soin et de même dimension qui ont servi à sa construction, mais bien des moëllons irréguliers tels qu'ils sont sortis de la carrière. La partie supérieure est plus large que la partie inférieure, dans laquelle se trouvent plusieurs cavités irrégulières à des hauteurs variables. Le fond est formé par une

roche très dure ; l'extraction des matériaux que le puits contenait n'a amené aucune découverte, car ce n'est pas la première fois qu'il avait été fouillé.

Les auditeurs remercient M. Mathey de cette très intéressante communication.

Les observations de M. Mathey viennent à l'encontre de celles de MM. Michon et Arbellot qui ont vu le temple à une époque où il était moins ruiné qu'aujourd'hui, et lui donnent la forme octogonale à l'extérieur et circulaire à l'intérieur. M. Précigou partage leur opinion. D'après lui « le mur, circulaire au dedans et octogone au dehors, était en outre renforcé par huit pilastres intérieurs ayant chacun 0^m,90 de largeur et 0^m,40 de saillie ; son épaisseur était de 2^m,40, sauf celle mesurée suivant la bissectrice des angles de l'octogone, qui était de 3^m » (1).

L'étude de MM. Masfrand et Mathey, en donnant au temple la forme circulaire, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, viendrait appuyer son attribution à Vesta, comme les temples circulaires consacrés à cette déesse que l'on observe en Italie.

L'Amphithéâtre, situé à peu de distance, a fait l'objet de la visite suivante. Il reste fort peu de chose de cet amphithéâtre, mais le sous-sol doit receler des ruines ignorées jusqu'à ce jour. La discussion s'est engagée sur la forme de l'édifice. Était-ce un théâtre, c'est-à-dire un édifice semi-circulaire, ou un amphithéâtre de forme elliptique, comme la configuration du sol semble l'accuser ? M. Arbellot engage les membres de la Société de Rochechouart à procéder à des tranchées profondes, allant de l'intérieur à l'extérieur, des centres au périmètre. Ces fouilles amèneront certainement d'intéressantes découvertes.

La Société a regretté de ne pouvoir visiter un autre point intéressant où se trouvent encore des ruines : Le Maine, situé à un kilomètre. A Chassenon, elle a vu, chez des propriétaires, une monnaie en bronze, de Lucilla, fille d'Antonin et femme de Lucius Verus, dans un parfait état de conservation, qui a été trouvée dans le voisinage.

LVCILLAE AVGustæ ANTONINI AVGusti Filia. Buste de Lucilla à droite.

R/ HILARITAS. Une femme s'appuyant de la main droite sur un rameau et tenant de la main gauche une corne d'abondance. Dans le champ : S C.

L'excursion s'est terminée par une visite au cimetière, dont le

(1) *Bull. de la Société les Amis des sciences et arts*, livr. d'août 1889, p. 38.

mur de clôture est en partie formé par des sarcophages. Nous en avons retrouvé plusieurs placés sur des tombes.

Il paraît qu'en creusant les fosses dans une certaine partie du cimetière, on a trouvé plusieurs monnaies romaines. Au centre du champ du repos, se trouve une base de colonne en granit sur laquelle on a scellé une croix de fer.

La chaleur avait altéré les excursionnistes. Aussi est-ce avec une véritable satisfaction qu'ils purent se rafraîchir. MM. Arbellot et Guibert saisirent cette occasion pour porter un toast à la prospérité de la Société *les Amis des sciences et arts* de Rochechouart. MM. d'Abzac et Précigou remercièrent la Société de Limoges de ses souhaits cordiaux. Ils nous annoncèrent leur intention d'organiser une exposition à Rochechouart pour 1890, et ils nous donnèrent rendez-vous pour l'année prochaine.

L'heure du retour étant arrivée, nous remerciâmes les membres de la Société de Rochechouart d'avoir bien voulu venir nous servir de guides à Chassenon et de nous avoir mis au courant des travaux qu'ils ont faits et de ceux qu'ils se proposent d'entreprendre.

Nous aurions terminé notre tâche, si nous ne tenions à vous signaler le plaisir que nous a fait éprouver le spectacle du coucher du soleil sur la Vienne, vu du pont de Chabanais. Si cette sensation agréable n'est pas précisément archéologique, elle a cependant son point d'attache avec le but poursuivi par notre Société. N'est-ce point par amour pour notre rivière que nos pères se sont fixés sur ses bords, et le charme qu'elle exerce sur tout bon Limousin n'a-t-il pas de tout temps inspiré d'excellents vers à nos poètes?

Paul DUCOURTIEUX.

NOTES ET COMMUNICATIONS DIVERSES

LIMOGIATURES, ÉTOFFES LIMOGIÈRES.

On n'a pas perdu le souvenir des discussions auxquelles a donné lieu la traduction des termes : *opus limogiatum*, *tela lemogiata*, *limogiatura*. Les lèmoniatures, avait-il été dit d'abord, étaient soit des orfrois, soit des tissus ou tout au moins des broderies d'or ou d'argent. Aujourd'hui on s'accorde à y voir tout simplement certaines étoffes à dessins et tout spécialement des étoffes à raies fabriquées à Limoges du ^{xiv}^e au ^{xvi}^e siècle, et probablement à une époque antérieure. Ces dessins, ces raies étaient faits à l'aide de fils de diverses couleurs, parfois de fils d'or et d'argent. Nos grossières *limousines* d'aujourd'hui conservent encore, avec le nom, quelque chose de l'aspect des anciennes limogiatures.

Les citations suivantes, extraites d'un inventaire qui nous est très obligeamment communiqué par M^{re} Barbier de Montault, confirment de la façon la plus claire et la plus catégorique cette opinion :

« Item, quatuor magnas chualias (thualias) seu copertas altaris figuratas... quarum una est limogiata filo rubeo et aliis filis plurium colorum (*sic*) et duas limogiatas filo persico et nigro.

» Item de novo unam copertam altaris limogiatam pulchram filo dehorato et rubeo et diversorum colorum... »

Ces mentions sont extraites de l'inventaire de l'église de Saint-Maurice de Brusson, au diocèse d'Aoste (Piémont), dressé le 14 septembre 1580. — Notre *Bulletin* a inséré, dans son t. XIII, p. 149, 249, 254, 256, des extraits de l'inventaire de la Sainte Chapelle des ducs de Savoie, à Chambéry, où se trouvent mentionnées des limogiatures; mais ces mentions n'ont pas la précision de celles que nous donnons ci-dessus.

EMAUX; ŒUVRES DE LIMOGES.

Dans de fort précieux extraits, faits par M. Edm. Bishop, des inventaires de la cathédrale de Rochester, en Angleterre, et qui nous

sont communiqués par M^{re} Barbier de Montault, nous relevons quelques mentions de pièces émaillées et d'œuvres de Limoges :

Willelmus de Elintune, filius Ausfridi vicecomitis, in obitu suo dedit capellam suam, scilicet albam paratam de viridi ciclade... et calicem deauratum et palliola plura et duo candelabra d'*esmal*, que omnia sunt ad altare Sancte Marie. Dedit etiam iste Willelmus, in capellam Sancte Marie de infirmitorio, albam... et duo candelabra de esmal (commencement du xii^e siècle). — Ernulfus episcopus (1114-1124) dedit...thurribulum argenteum, et in tabula argentea ante majus altare accrevit duas listas de *esmal*. — Gilebertus episcopus (1185-1214) dedit albam casulam de samit... et *cofros de Limoges*, et tapetum. — Hubertus archiepiscopus (arch. de Cantorbéry, 1193-1205) dedit mitram in qua sunt C et dimid. et XXV lapides preciosi, et IV *esmals*. — Helyas prior (avant 1222)... bacinos de Limoges qui sunt cotidie ad majus altare dedit.

On sait que le mot d'*émail* est rarement employé avant le xiii^e siècle et que dans la seconde moitié du xii^e seulement on rencontre l'expression : *œuvre de Limoges*. Les citations ci-dessus ne sont donc pas sans offrir un certain intérêt et nous devons remercier notre savant correspondant de nous avoir signalé ces textes.

TESTAMENT DE LAURENT BAYARD.

Nous devons à l'obligeance de notre confrère, J.-B. Champeval, à laquelle plusieurs d'entre nous ont souvent à recourir, quelques extraits d'un testament fort intéressant et dont nous regrettons de n'avoir pas reçu le texte *in extenso*. Le testateur, Laurent Bayard, drapier du Château de Limoges, ne nous est pas personnellement connu ; mais un des siens, son contemporain, peut-être son frère ou son fils, joua un rôle important dans l'histoire de la bourgeoisie limousine. Jean Bayard fut un des quatre notables que les consuls envoyèrent à Paris pour traiter directement avec le roi Charles V des conditions de l'entrée des troupes françaises dans le Château de Limoges. On sait quelle fut l'issue de la mission de ces ambassadeurs. Les demandes de la commune furent accordées et Charles V confirma aux habitants du Château les libertés dont ils avaient obtenu à prix d'argent la restitution du Prince-Noir et du roi d'Angleterre, comme en 1224 Louis VIII avait confirmé aux communes limousines les privilèges dont elles avaient joui sous les Plantagenet, ducs d'Aquitaine.

Les Bayard étaient de riches marchands dont l'hôtel fut l'édifice privé le plus notable du Château de Limoges, à la fin du moyen âge. Charles VII y logea en 1438 ; la reine sa femme y fut reçue la même année. Dès 1420 ou 1425, cette habitation était devenue la propriété d'une autre des grandes familles bourgeoises

de Limoges : les Julien ou de Julien, plus riches encore que les Bayard ; mais on continua de désigner leur maison sous le nom de *Bayarderie* ou *Bayardère*. Les Récollets s'y établirent au ^{xviii} siècle. Leur église, placée sous l'invocation de saint François, fut utilisée à l'époque de la Révolution comme salle de spectacle. Elle a été démolie en partie il y a deux ou trois ans seulement. C'était l'*Ancienne Comédie*.

Laurent Bayard mourut avant la fête de sainte Madeleine de l'année 1372, puisque c'est vers cette date qu'a été délivrée l'expédition de son testament, dont M. Champeval nous a envoyé quelques extraits. Par malheur la pièce a été coupée sur les bords et est en assez mauvais état.

Il y est fait mention d'Huguet Bayard, cousin du testateur ; de Marcelle, femme de Laurent Bayard, morte avant lui, et de Jean Bayard, son défunt frère, pour lequel il fonde une messe anniversaire. Peut-être ce dernier est-il l'envoyé des consuls de 1371.

Les clauses les plus intéressantes de ce testament sont celles qui se rapportent à la sépulture du testateur et à la fondation par lui, dans l'église des Frères Prêcheurs de Limoges, d'une chapelle de saint Martial et saint Jacques, ornée des statues de ces deux bienheureux, décorée de peintures, de vitraux, etc., et desservie par un vicaire doté de huit livres de rente.

Voici le texte de ces dispositions :

Eligo sepulturam in domo Fratrum Predicatorum Lemovicensium, ubi, in eadem domo, jacet dominus pater meus ; et si contigerit mori extra villam Lemovicensem.... ossa mea defferantur Lemovicis ut citius fieri poterit, in dicto tumulo aut in sepultura de qua inferius fiet mencio. — Volo fieri et construi unam capellam in ecclesia Fratrum Predicatorum Lemovicensium. . de tali tallia et de tali sorta de qua est capella Beate Anne ecclesie Fratrum Minorum Lemovicensium, infra unum annum a die obitus mei... Et fiat ibidem unum altare ; et quod dicta capella sit fundata de Sancto Marziale et de Sancto Jacobo ; et fiant ibidem due ymagines lapidee sive (illisible)... una ad honorem Beati Marcialis et altera ad honorem Beati Jacobi. Et ordino quod dicta capella paretur et ordinetur bene et sufficienter ornamentis.... ad celebrandum ibidem missas de quibus infra fit mencio ; et quod fiant ibidem vitraria sive *vitralis* prout fuerit necessarium. Et volo (quod (?) fiat (?) in (?) capella, ante altare, quedam sepultura ubi ponantur ossa mea et parentum meorum et aliorum de genere meo, videlicet illorum qui sunt in sepultura... in capitulo dicte ecclesie Fratrum Predicatorum Lemovicensium ; et ad edificandam dictam capellam et eam pingendam, garniendam ornamentis predictis, et faciendam sepulturam predictam et cœtera faciendum que ad hoc fuerint necessaria et opportuna, lego quingentos denarios auri semel (?) solvendo. Ordino quod de tribus pannis meis quos dicti fratres habent seu habere debent de me seu predecessoris meis, fiat quoddam vestimentum (?) [sacer]dotale cum cortiballibus ad opus

dyaconi et subdyaconi... — Ordino vicariam perpetuam ad altare ipsius capelle per dictos fratres perpetuo desserviendam. Volo quod in dicta capella celebretur, qualibet septimana, pro salute anime mee et parentum, una missa, videlicet die lune de Mortuis, mercurii de Sancto Martiale, et altera die sabbati de Virgine Maria.

Dictam quidem vicariam doto octo libris rendualibus, et assigno super octo libris et quinque solidis minus duobus denariis censualibus quas habeo in et super domibus... h(?)erbier sitis in rua Jouvion castri predicti Lemo-vicensis. Et volo que (?) ex tunc capella fuerit edificata (?) quod omnes... in tumult... domini patris mei quod in capitulo dicte domus fratrum predic. extrahantur ab inde et ponantur sive intumulentur in dicta sepul-tura; et lego illa die dictis fratribus sex denarios auri ad regale semel solvendo ad opus unius refectionis...

LES LA FONTAINE DANS LA MARCHE.

On sait que La Fontaine vint à Bellac en 1663. N'avait-il pas des parents en Basse-Marche? C'est la question que pose M. Louis Dessalles, juge d'instruction à Limoges, en communiquant à la Société l'acte ci-après, relevé par lui dans les anciens registres de la paroisse de Montrol-Sénard :

Le cinquieme jour du mois de juin, Joseph de La Fontaine a esté inhumé dans nôtre eglise, etant decedé dans ce bourg, apres avoir reçu tous les sacremens de l'Eglise. a l'age d'environ quatre-vingt-quatre ans; led. sieur de La Fontaine, originaire de la ville de Bellac, vivant mari de Anne Proux. — Messire François de La Fontaine, pretre de ladite ville de Bellac, et Jean Bouyot, secretaire, ont assisté a son enterement, qui ont signé.

François DE LA FONTAINE, pretre ; PLAIGNAUD, curé de Montrol; BONYOT.

SÉPULTURES ET INSCRIPTIONS.

Parmi les pierres tombales provenant de l'ancien cimetière des nobles, placé auprès de l'église Saint-Sernin, à Toulouse, et déposées dans la cour de l'Institut catholique de cette ville, on signale la suivante :

ANNO : DNI : MCCC LXI : DIE : MARTI : DECIMA : NONA :
 ENSIS.....
 ..OBII :
 O : LEMOVICES : DIOCE : ABBAS : ISTIUS M[ONASTERII].

Cette inscription se rapporte à Hugues Roger, quinzisième abbé de Saint-Sernin, enseveli dans le cloître de l'illustre basilique. Hugues Roger était vraisemblablement de la famille des Roger de Beaufort, qui donna à l'église le pape Grégoire XI.

M. l'abbé Poulbrière nous communique la note suivante :

L'építaphe de M^r de Saint-Marsault existe à Rome dans l'église nationale de Saint-Louis-des-Français. Elle est gravée sur une dalle de marbre blanc, encastrée dans le pavé d'une des chapelles qui flanquent le bas-côté gauche.

Ses deux titres y sont rappelés : il fut évêque de Pergame et aumônier de Madame Adélaïde, fille de Louis XV.

La mort est fixée au 29 août 1818.

Cette inscription n'est pas inédite : elle a été publiée par Forcella dans ses *Iscrizioni delle Chiese di Roma*, t. III, p. 59, n° 152. (X. BARBIER DE MONTAULT.)

D. O. M. (1).

MEMORIÆ. ET. CINERIBVS

MARIÆ. JOSEPHI. GREEN

E. COMITIBVS. S. MARSAVLT

EPISCOPI. PERGAMENSIS

A. SACRIS. LARGITIONIBVS. ADELAIDIS

AVGVSTÆ. LUDOVICI. XV. REGIS.

CHRISTIANISSIMI. FILIÆ

DEO. REGI. ET. PATRIÆ. DEVOTVS

VIXIT. AN. (2). LXXXIX.

OBIIIT. IV. KAL. SEPTEMBRIS

AN. R. S. (3). MDCCCXVIII.

EXTRAITS DU *Mercure de France* ET DE LA *Gazette des Gazettes*.

Nous devons encore à l'obligeance de M. l'abbé Poulbrière communication des extraits du *Mercure de France* que nous reproduisons ci-après ; ils intéressent la biographie et la bibliographie de notre province :

Septembre 1717. — Madame de Bellefont, abbesse de Montmartre, étant morte la nuit du 29 au 30 du mois passé, après une longue maladie, les religieuses firent supplier avec instance Madame la duchesse d'Orléans (l'épouse du régent) de leur accorder *Mademoiselle*, pour succéder à la place de la défunte. L'invitation en ayant été faite à Mademoiselle, elle les remercia par cette réponse toute chrétienne : qu'il fallait qu'elle apprit à obéir avant que de commander. Sur ce refus, Madame de Montpipeau de la Roche-Ouart, grande prieure de Fontevraud, a été choisie pour occuper cette place (*inconnue au Nobiliaire, qui mentionne seulement les deux sœurs comme religieuses à Fontevraud, IV, 74*).

(1) *Deo optime maximo.*

(2) *Annos.*

(3) *Anno reparatoræ salutis.*

Juillet 1721. — Le 25, M. le duc d'Orléans, régent, reçut de Rome la nouvelle de la promotion de M. l'archevêque de Cambrai (*Guillaume Dabo*) au cardinalat; deux jours après, le Roi lui donna l'abbaye d'Orcan (*Ourecamp*), après avoir reçu (*après que l'archevêque eût reçu*) la calotte des mains de Sa Majesté.

Août de la même année. — Le Pape a donné au père Quinquet, théatin, le titre d'évêque de Tillopolis; c'est un évêché *in partibus* qui le rendra suffragant de l'archevêché de Cambrai, où il ira résider (*pour suppléer le cardinal-ministre*). La réputation du père Quinquet est assez étendue et dispense de parler ici de ses talents pour la prédication.

Juillet 1727. — Dans le consistoire que le Pape tint le 26 du mois dernier, il préconisa... l'abbé de Mouchy, clerc de la chapelle du Roi, pour l'abbaye de Saint-Pierre de Solignac.

Février 1729. — [Nomination royale à] l'abbaye commendataire d'Obazine, ordre de Cîteaux, diocèse de Limoges, vacante par le décès de M. de Lescure, en faveur de M. de la Rocheaimon, évêque de Sarepte (l'abbé Roy-Pierrefitte le place entre les deux Charles de Beaupoil de Saint-Aulaire, abbé, dit-il, c'est-à-dire sans doute *nommé* en juin 1728, mais qui probablement reçut, comme on va le voir et comme l'abbé le constate lui-même, une autre abbaye à plus grande distance).

Item à l'abbaye commendataire de Mortemer, ordre de Cîteaux, diocèse de Rouen, vacante par le décès de M. Ratabon, ancien évêque de Viviers, en faveur de M. Charles Beaupoil de Saint-Aulaire, aumônier de la reine.

Item à l'abbaye commendataire de Beül, ordre de Cîteaux, diocèse de Limoges, vacante par le décès de M. Poisson, en faveur de M. Martial Sardine, prêtre du diocèse de Limoges.

Juillet 1733. — Dans le consistoire secret que le pape tint le 12 juin, le cardinal Outhoboni proposa l'abbaye de Saint-Serge d'Angers pour l'abbé de la Rochechouart (Jean-François-Joseph de Rochechouart, *d'après l'abbé Tresvaux: Hist. du dioc. d'Angers*, II, 602, qui le place à l'année précédente, probablement pour sa nomination).

Extrait encore de la *Gazette des Gazettes*, seconde quinzaine d'avril 1785 :

Le 24 mars, après l'absoute faite par l'évêque de Tulle (M^r de Saint-Sauveur) et le sermon prononcé par l'abbé Bossut, curé de Saint-Paul, le Roi (Louis XVI) lava les pieds à douze pauvres et les servit à table avec les cérémonies accoutumées.

Extrait de la même *Gazette*, première quinzaine de mai 1785 :

Marguerite Benoit de Blémont, née à Limoges le 31 janvier 1684, y est morte le 15 février dernier, âgée de 101 ans et 15 jours. Elle avait passé toute sa vie dans la plus grande dévotion, jeûnant au pain et à l'eau et couchant sur la paille; elle n'a perdu l'usage de sa raison que deux jours avant sa mort (manque au *Nobiliaire*).

Supplément du *Mercur* :

Septembre 1733. — Le 28 août, le roi a nommé à l'évêché d'Evreux, vacant du 7 mai dernier, par le décès de Jean le Normant, Pierre-Jules-César de Rochechouart, prêtre du diocèse d'Orléans, vicaire général de ce diocèse et prieur commendataire de Saint-Lô de Rouen, pourvu de ce bénéfice au mois de décembre 1734, fils de Louis de Rochechouart, seigneur de Montigny et du Monceau en Beauce (*ce qui a fait omettre cette branche par Nadaud*), de même maison que les ducs de Mortemart, et d'Elisabeth de Cognac de Joui, sa femme.

ADDITIONS ET RECTIFICATIONS AUX TOMES XXXV ET XXXVI DU *Bulletin*.

Au tome XXXV, p. 83 du *Bulletin de la Société*, M. Paul Ducourtieux, parlant d'un livre manuscrit ayant appartenu à Geoffroy des Cars, seigneur du lieu de Juillac et autres places, y signale dans un frontispice enluminé les armes de la maison des Cars et la devise : LORS ARAY IOIE, qu'il constate différente des devises connues se rattachant à cette illustre famille.

J'ai relevé absolument ces mêmes armes et cette même devise (peut-être personnelle) sur une sorte de rétable de la chapelle de la Sainte Vierge, dans l'église de Juillac (1). Ce travail de la Renaissance, fait en forme de cheminée et manifestement rapporté là, doit venir d'une des deux habitations que possédaient les des Cars à Juillac. Ils y avaient le château proprement dit, aujourd'hui en ruine et conservant quelque chose des armes du cardinal de Givry; puis le presbytère actuel, plus ancien, dont un petit cabinet porte aussi leur écu. C'est de là que doit venir l'ex-cheminée, agencée en rétable.

*
* *

Au commencement du *Missale Lemovicense* de 1505, le même M. Ducourtieux (p. 120) a remarqué un *ex-libris* dont il a, dit-il, vainement cherché le propriétaire : « Celui-ci devait posséder une » riche bibliothèque; car, ajoute encore l'auteur, nous retrouvons » le même *ex-libris* collé sur une quantité d'ouvrages appartenant à différentes bibliothèques. C'est un élégant cartouche » du XVIII^e siècle, encadrant les armes suivantes : *d'azur à la corde-lière d'or (?) accompagnée de trois étoiles d'argent, deux en chef et une en pointe, au chef de sable (?) à un croissant d'argent.* »

Les armes ci-dessus décrites sont celles des GARAT.

(1) Corrèze. — Seule variante : IOYE.

Rien d'étonnant à leur diffusion dans Limoges puisque, au dernier siècle, trois docteurs de Sorbonne, de cette famille, furent l'un sulpicien, un autre chanoine de la cathédrale, l'autre curé de Saint-Maurice de la Cité, en attendant qu'il devint théologal de Saint-Etienne, — sans parler d'un quatrième qui exerça le saint ministère à Paris, ni d'un cinquième, qui fut vicaire général à Tréguier. C'était d'ailleurs une maison très notable de Limoges (V. NAD., II, 200).

Quant à mes preuves, je les tire : 1° des couverts que j'ai vus et notés à Vignols, chez M. Edouard Pradel de Lamaze, — à qui ils sont venus par sa vénérable dame Thérèse de Joussineau, dont la famille avait eu alliance avec les Garat (*Ibid.*, 263); 2° d'un écran tiré d'une chaise à porteurs du XVIII^e siècle, qui se trouve au château de Tudeils, chez M. de la Salvanie, dont le grand-père Jacques de Bardoulat de la Salvanie, chevalier, seigneur de Puymège, Dounet, Maugein et autres lieux, né à Tulle le 21 mars 1771, épousa en 1801 Marie-Angélique Garat de Saint-Priest [Taurion]. Celle-ci était fille de Pierre Garat, marié en 1769 avec Marie-Angélique Morel de Fromental (NAD., II, 161). C'étaient ces deux époux qui avaient fait faire la chaise à porteurs, ce qui m'amène à compléter Nadaud en donnant les armes des Morel de Fromental, mises en alliance : *d'azur au chevron d'argent, accompagné de trois étoiles d'or, 2 et 1, celle de pointe soutenue d'un croissant de même.*

Aux Garat, le chef est *d'or*, avec une étoile *d'azur*, ce qui est conforme aux règles et n'a pu être changé que par brisure.

..

Aux pages 263-266 du dernier *Bulletin* (t. XXXVI), M. Leroux rend compte d'une gravure d'Albert et de De Crossas, représentant une scène du passage de Pie VII à Limoges (*lisez à la Maison-Rouge, car c'est là qu'eut lieu la scène représentée*); il ajoute, après les huit vers de légende : « Il existe une *Relation du passage de Pie VII à Limoges*, qui a été imprimée plusieurs fois. On peut supposer que cette gravure fut faite pour la première édition de cette *Relation*. » Suit une note, qui est juste; mais la supposition émise porterait à faux.

J'ai la première *Relation* de M. Massainguiral, in-12 de 40 pages chiffrées, précédées dans mon exemplaire, dont on a refait la couverture, d'un feuillet de titre, d'un feuillet de dédicace et d'un feuillet d'avis, en dehors de la numération. Elle a pour intitulé exact : « *Relation du voyage de Notre Saint-Père le Pape Pie VII de Fontainebleau à Savone, dédiée à Sa Sainteté.* Par M. M..., vicaire

général et supérieur du séminaire de Limoges. — Se vend à Limoges chez Martial Ardant, imprimeur-libraire, rue Ferrerie » (sans date, mais postérieur à février 1814); la signature de la dédicace porte tout au long MASSAINGUIRAL, et les titres ci-dessus. Or, je prends à la dernière page les quatre lignes que voici :

« Les vers suivants sont destinés à être [gravés(?)] au bas d'un petit tableau, qui représentera le saint pontife attendri en relevant Monseigneur l'évêque de Limoges prosterné à ses pieds. »

Suivent les huit vers donnés par M. Leroux et accompagnés au bas de la mention : *Par le même*.

On voit clairement que la gravure ne fut pas faite pour la *Relation*, puisque la *Relation* annonça la gravure.

L'Abbé POULBRIÈRE.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEIL DE PROSES LIMOUSINES

Prosarium Lemovicense. DIE PROSEN DER ABTEI ST MARTIAL ZU LIMOGES, aus Troparien des 10, 11 und 12 Jahrhunderts, herausgegeben von Guido Maria DREVES, S. J. — Leipzig, Fues, 1890, in-8° de 282 pages, avec deux fac-simile. (Forme le tome VII des *Analecta hymnica medii aevi.*)

Ce recueil de proses liturgiques est l'une des plus importantes contributions qui aient été fournies depuis longtemps à l'histoire littéraire du Limousin. Il ne comprend pas moins de 265 pièces, des x^e, xi^e et xii^e siècles, pour la plupart inédites (1), et nous apporte ainsi de nouveaux éléments d'appréciation sur l'activité intellectuelle du monastère de Saint-Martial.

Ces 265 pièces se décomposent comme suit :

I. *De Tempore* (Noël, l'Épiphanie, la Transfiguration, Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, etc.) : n^{os} 1 à 97 ;

II. *De Beata* (les diverses fêtes de la Vierge) : n^{os} 98 à 114 ;

III. *De Sanctis* : n^{os} 114 à 207. Parmi les saints locaux nous relevons : saint Yrieix (n^{os} 125 et 126), saint Gérard (n^o 134), saint Martial (n^{os} 160 à 169), saint Pardoux (n^o 180), saint Sacerdos (n^o 190), sainte Valérie (n^{os} 203 et 204) ;

IV. *Commune sanctorum* : n^{os} 208 à 228. A relever huit proses sur la dédicace de la basilique (n^{os} 221 à 228) ;

V. *De Dominica* : n^{os} 229 à 265.

Dans sa préface, le P. Drevés nous apprend que ces 265 pièces sont empruntées à seize tropaires provenant de Saint-Martial et

(1) Cependant quelques-unes figurent déjà dans Kehrein (*Lateinische Sequenzen des Mittelalters*), dans Weales (*Analecta liturgica*), et dans l'abbé Arbellot (*Doc. inédits sur l'apostolat de saint Martial et Semaine religieuse de Limoges*).

acquis par la bibliothèque du roi avec les autres manuscrits de l'abbaye, il y a plus d'un siècle et demi. Deux de ces tropaires sont du x^e siècle, deux du commencement du xii^e, les douze autres du xi^e. C'est un total supérieur à celui qu'offre le monastère de Saint-Gall, où la poésie des tropes a pourtant pris naissance.

Plusieurs des pièces contenues dans le recueil du P. Dreves semblent à la vérité d'origine extra-limousine; mais la plupart ont été composées dans l'abbaye même. Elles appartiennent au second cycle de la première époque et, comme celles du premier cycle (1), se sont répandues non seulement en France, mais encore en Allemagne et en Angleterre. Les séquences de ce second cycle, que le P. Dreves appelle gallo-anglican, se distinguent *quant au contenu*, par une conception moins profonde que la conception mystique de Notker; *quant à la forme*, par une tendance plus prononcée à l'assonance finale et par un style et une langue des plus singuliers.

Le P. Dreves n'ose affirmer (car sa conscience scientifique demande des preuves qu'il n'a point encore trouvées) que le monastère de Saint-Martial ait été le centre principal de cette poésie liturgique; mais il en fut certainement un des centres secondaires, comme il sera, à la fin du xii^e siècle, un des centres secondaires de production des séquences rimées dont le centre principal était l'abbaye Saint-Victor de Paris.

La langue de ces tropes est, avons-nous dit, des plus singulières. En voici quelques exemples pris dans la foule de ceux que relève l'éditeur :

1^o Variations dans le genre des mots et leur déclinaison : *melus* et *melos*, *hymnus* et *hymnum*, *resperae* et *resperi*, etc.;

2^o Formation d'adjectifs nouveaux : *sublimus* pour *sublimis*, *lenus* pour *lenis*, etc.;

3^o Mélange des formes actives, passives et déponentes pour les verbes;

4^o Mots neutres au pluriel suivis d'un verbe au singulier : *En virginum agmina praececellit*, etc.

5^o Verbes régissant d'autres cas que dans la latinité usuelle;

6^o Variations des cas avec mêmes prépositions;

7^o Suppression de la préposition après un grand nombre de verbes;

8^o Emploi de l'accusatif absolu au lieu de l'ablatif;

9^o Répétition d'expressions favorites et emploi de mots grecs.

(1) Représenté par Notker, Ekkehart, Berno, Gottschalk, Hermann de Vehrigen.

Ces particularités sont précieuses à connaître pour l'histoire de la langue. Il est seulement regrettable que l'éditeur n'ait pas tenté de les expliquer de quelque manière.

Par contre, il consacre huit pages à l'étude du rythme musical et verbal de ces tropes. Notre incompetence en ces matières nous interdit de le suivre.

Il y a dans la note 1 de la page 1 une légère erreur historique, dont le P. Dreves n'est d'ailleurs pas l'inventeur. C'est à tort qu'on a dit que les rois et les ducs d'Aquitaine se faisaient couronner dans la basilique de Saint-Martial. M. Robert de Lasteyrie a réduit cette tradition à sa juste valeur dans son mémoire sur les *Comtes et vicomtes de Limoges antérieurs à l'an mil* (p. 35).

Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer, en terminant, que sur ce domaine de la poésie latine, comme sur beaucoup d'autres, les résultats de la science positive et documentaire ont fait progresser, depuis quelques années, notre connaissance de l'histoire du Limousin beaucoup plus sûrement que les conjectures et les exagérations du chauvinisme provincial ou ecclésiastique qui prévalaient autrefois. Souhaitons donc que le P. Dreves trouve des imitateurs, habiles comme lui à découvrir les textes. C'est le fonds qui manque le moins.

Alfred LEROUX.

HISTOIRE DE L'ABBAYE ROYALE DE N.-D. DE LA COURONNE

En Angoumois, par M. l'abbé Blanchet. — *Angoulême, Chasseignac*, 1888 et 1889, 2 vol. gr. in-8°, le premier de 338 pages, le deuxième de 495, tous deux avec planches et héliogravures.

M. l'abbé Blanchet, supérieur de Saint-Paul d'Angoulême, vient de se faire connaître par une importante publication : *l'Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de La Couronne, en Angoumois*. C'est un ouvrage extrait à 200 exemplaires du *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*.

Toute une moitié de ce dernier volume se trouve consacrée aux *Notices sur les prieurés qui dépendaient de l'abbaye*. Ce célèbre monastère de La Couronne, de l'ordre de saint Augustin, était, en effet, l'un de ces chefs-lieux secondaires, à points de règle spéciaux, qu'on appelait parfois improprement des chefs d'ordre,

mais qui constituaient réellement des chefs de *famille*. Fondé par un saint dans la première moitié du ^{xii}^e siècle, il avait promptement rayonné sur l'Angoumois, la Saintonge, l'Aunis, la Guyenne, le Périgord, le Poitou, le Limousin, le Gévaudan, l'Auvergne et le Quercy. Trente et quelques prieurés furent le résultat de cette féconde et bénie influence. M. l'abbé Blanchet, renseigné de çà et de là, énumère toutes les maisons, les décrit, s'il se peut, et en trace l'histoire.

Nous en avons trois dans la province limousine.

C'était d'abord, pour le haut du pays, Altavaux, devenu Tavaux, dans la paroisse de Dournazac. Le tome I en détaille la fondation d'après une charte encore inédite des archives de la Charente, émanée de Jean-aux-Blanches-Mains, évêque de Poitiers et légat du Saint-Siège. Cette page ne fera double emploi ni avec les textes latins de notre tome XXX, ni avec les renseignements donnés au tome XXXI, p. 33 et 35, par notre excellent collègue, M. l'abbé Lecler. Aussi vais-je la reproduire, en signalant au premier *Appendice* de M. Blanchet la publication du texte précieux qui a servi de base :

« Emery de Brun, seigneur de Montbrun, fondateur, choisit dans ses domaines, au milieu des collines d'où descendent la Charente, la Tardouère, la Dronne, et presque à la source de cette dernière, quelques *hautes vallées* de la paroisse de Dournazac, pour en faire la dotation du nouveau monastère, où devaient vivre treize religieux et autant de serviteurs. Il y construisit une église avec les autres bâtiments nécessaires, et, de sa position élevée, ce lieu tira le nom de Hautevaux. Emery pria Jean de Saint-Val, abbé de La Couronne, de lui envoyer quelques-uns de ses frères, qui feraient en ce lieu le service divin et prieraient pour le fondateur et ses parents.

» Le légat du Saint-Siège était alors au Peyrat, monastère bénédictin, aujourd'hui hameau de Saint-Cybard-le-Peyrat, canton de La Valette (Charente). Il y était avec Pierre de Sonnevillle, évêque d'Angoulême; Pierre Mimez, évêque de Périgueux; Adémar, évêque de Bayonne; Rainulphe, abbé de Saint-Cybard; Bernard, abbé de Nanteuil; Bernard, abbé de Grosbos; Pierre, abbé de Fontdouce; Pierre, abbé de Celles, et aussi Jean de Saint-Val, abbé de La Couronne, accompagné de quelques-uns de ses religieux, clercs et frères laïcs, entre autres de Gérard de Codouin, prieur, et de Pierre d'Arrade, sous-prieur et préchantre de l'abbaye. Evêques et abbés s'étaient ainsi réunis au Peyrat pour y traiter de certaines affaires que le pape Alexandre III leur avait confiées, quand Emery de Brun se présenta devant eux, leur exprima son désir, rappela ses pourparlers avec Jean de Saint-Val, expliqua que l'évêque de

Limoges, Sebrand, consulté par lui sur l'ordre à qui il devait confier son monastère, lui avait formellement désigné celui de La Couronne (ce qu'attestèrent l'archidiacre de Périgueux, Arnaud, et maître Guillaume Painvin), et supplia le légat de donner à sa fondation la consécration de l'autorité apostolique dont il était revêtu. Le légat se prêta volontiers à ce désir, et, en présence de tous les vénérables personnages nommés plus haut, Emery de Brun investit l'abbé Jean de Saint-Val, par l'anneau de Pierre, évêque d'Angoulême, du lieu de Hautevaux, appartenances et dépendances, pour y établir un monastère suivant les règles et usages de La Couronne, *secundum instituta ecclesie de Corona*. Le fils le plus jeune d'Emery (l'aîné était absent) joignit sa volonté à celle de son père (1180). Le 27 février 1181, le pape Alexandre III confirma ce qu'avait fait son légat, et prit sous sa protection le prieuré de Hautevaux (p. 40, 42). »

Ainsi débarrassé du récit de la fondation, M. Blanchet, au tome II, traduit la *Brève chronique* du tome XXX de notre *Bulletin*, en y corrigeant certaines identifications : celle de Nanteuil, qui est le Nanteuil-en-Vallée de l'ancien diocèse de Poitiers, aujourd'hui Charente ; celle d'Aumont, qui est de nos jours et depuis longtemps Escalmels, commune de Saint-Saury, canton de Saint-Mamet (Cantal). Puis il met à profit l'*Inventaire des reliques*, pour signaler quelques-uns de ces précieux restes et commencer sa liste habituelle de prieurs. C'est ici que je regrette de n'avoir pas uni (par pur oubli, bien entendu), à l'envoi des textes latins de notre trentième volume, celui des deux pages plus haut rappelées du tome XXXI. Indépendamment de quelques détails, qu'on y eût relevés avec plaisir, elles eussent fourni un certain nombre de noms, qui ne seront pas perdus, du reste, car M. Blanchet se propose l'annexion à son livre d'un petit supplément de corrections et d'additions. Je dirai seulement ici qu'il note, en plus que M. Lecler, le prieur Gombaudo, mentionné, en effet, p. 204 du t. XXX ; le prieur Arnaud de Clermont (*ibidem*), qui fut ensuite prieur claustral de La Couronne (1202, 1204), et le prieur G[érard], qui est le G. de la p. 203. Combien plus nombreuses seront les additions de M. le curé de Compreignac ! — Je passe en Bas-Limousin.

Montcalm, paroisse de Bassignac-le-Bas et canton de Mercœur, fut de ma part, il y a onze ans, l'objet d'une notice parue au premier volume du *Bulletin* de Tulle ; à ce que m'apprend l'ouvrage, une ébauche que j'en avais remise à M^{sr} Cousseau avait eu le même honneur en 1873, au *Bulletin* de la Charente. M. Blanchet me fait à son tour celui de me résumer en quatre pages : inutile de dire que je serai plus court ici.

Ce fut Bernard II de Castelnau de Bretenoux, beau-père du vicomte Raymond II de Turenne, qui fonda le prieuré dans la deuxième moitié du XII^e siècle, en donnant aux religieux de La Couronne le mas de Montcalm, paroisse susdite, plus deux autres biens, soit dans cette paroisse, soit dans celle d'Altillac. Matfred, son fils, posa la première pierre de la chapelle « en l'honneur de Dieu et de Notre-Dame-de-La-Couronne » ; on n'y honora plus tard que saint Jean-Baptiste, dont la vigile fut marquée par une procession où deux paroisses s'unissaient. Les seigneurs de Castelnau avaient droit de patronage, l'abbé de La Couronne droit de collation ; quant au prieur de Montcalm, il avait sur son fief droit de haute, moyenne et basse justice. Ses revenus, réduits petit à petit, furent estimés à la Révolution, par le Directoire de la Corrèze, 786 livres, sur lesquelles on basa la pension du dernier titulaire. C'est assez peu, et pourtant bien des compétitions tombèrent pendant des siècles sur ce petit bénéfice ; aussi n'a-t-on pas mal à faire pour dégager du milieu des concurrents évincés la liste des vrais prieurs. La voici dans la mesure possible :

Premier tiers du XIV^e siècle, Guillaume Vidal. — 1445, 1503, frère Etienne Duprat. — 1530, frère Barthélemy Carpentier, *alias* Chauvac. — 1568, Antoine Chauvac. — 1588, M^e Hérard Javaize (7 juillet). — 1588 (postérieurement, je suppose), frère Jean Jacob, domicilié à Sainte-Catherine du Val-des-Ecoliers, à Paris. — 1595, M^e Jean Sauron, du diocèse de Saint-Flour. — 1599 fin, noble Jean de Longueval de Sugarde, du château de ce dernier nom, paroisse d'Altillac. — 1607, M^e Pierre Laquière, prêtre d'Altillac, qui ne dura pas longtemps ou ne fut qu'un prête-nom. — 1609, Jacques de Longueval de Sugarde, se démettant en faveur du suivant. — 1609 à 1630, Gaspard de Longueval de Sugarde, qui résigna en faveur du suivant. — 1630, M^e Jean-Claude de Combarel du Gibanel. — 1658, François de Clermont. — 1669, Barnabé Pinson. — 1680, François Dudroc, curé de Mercœur. — 1695, Etienne Dupuy, clerc du diocèse de Paris, archidiacre de Castres. — 1752, M^e Pierre Massoulie, qui fut curé de Beaulieu, sa ville natale. — Enfin, 1786, M^e Etienne Farges, qui mourut aussi à Beaulieu, dont il était l'enfant, le 3 novembre 1797.

Reste le prieuré de Valbenète. De celui-là nous ignorions le lien avec l'Angoumois ; il n'a donc pas été possible de prévenir M. Blanchet, qui, n'ayant pas interrogé, n'a pu que lui consacrer cette courte et vague mention : « Disons que, d'après la liste des bénéfices de La Couronne, insérée après l'*Inventaire de ses titres*, il existait dans le diocèse de Limoges un prieuré de *Val-Bénit* ou de *La Val-Benotte* (*Vallis benedictæ*), dépendant immédiatement du

monastère d'Escarmeil et à la nomination du prieur du dit lieu. » Je viens de donner le vrai nom, Valbenète, en la paroisse de Roche-Peyroux, canton de Neuvic (Corrèze), dans ce religieux ravin de la Dordogne, qu'ont aussi sanctifié le Port-Dieu, Bort, Saint-Projet, Valette, Glénic, Argentat, Brivezac, Montcalm et Beaulieu. Il devait dater de loin, si l'on en juge par les curieuses nervures de ce qui fut autrefois sa chapelle : nervures qui me parurent, en 1874, des premières années de l'art ogival ou du commencement du xiii^e siècle. Mais on ne sait malheureusement que peu de chose sur son compte ; Nadaud seul nous a livré les lignes suivantes, qu'il sera bon d'ajouter ici d'après son « Pouillé rayé » :

« VAL BENEYTE (*Vallis benedicta*), prieuré qui payait de décimes 15 livres, sous le patronage de saint Léobon, jadis de la sainte Vierge. Marie de La Guiche, marquise d'Annonay, dame de Saint-Loup, Chitain, Baignoux, Sainte-Marie-du-Mont, veuve et héritière de Charles de Lévis, duc de Ventadour, pair de France, chevalier des ordres du Roi, gouverneur du Haut et Bas Limousin, y nomma en 1665. Louis de Lévis, duc d'Anville, pair de France, prince de Maubuisson, comme duc de Ventadour, y nomma en 1686. Le prieur et le couvent des Carmes déchaussés de Saint-Pierre de Chantoen, près Clermont, comme ayant les droits de l'abbé et des chanoines du dit lieu, y nommèrent aussi en 1665 (par conflit, sans doute). Un Dubrac possédait en 1783 ». (D'après un pouillé postérieur, lisez : Philippe du Bac du Coudert, de Servières, titulaire connu, en effet, depuis 1770.

L'estimable auteur de l'*Histoire de La Couronne* a déjà recueilli ce supplément, en attendant celui dont j'ai parlé plus haut et ceux qu'il sollicite encore dans un autre diocèse. C'est un scrupule dont il faut le louer ; mais ne laissons pas pour cela de lui dire qu'il a déjà rendu, par son œuvre telle quelle, un service éminent à toute une région.

J.-B. POULBRIÈRE.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU MARDI 31 JANVIER 1888

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président

Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, L. Guibert, Hervy, Judicis, Guyonnet, Paradis, Bourdery, Lachenaud, Nivet-Fontaubert, Hersant, Jules Tixier, Blanchaud, Ducourtieux, J. Dubois, Goutenègre, Fray-Fournier, R. Fage, l'abbé Tandéau de Marsac, Cam. Marbouty et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, puis il est procédé aux élections. Sont nommés, au scrutin secret, savoir :

Président : M. l'abbé Arbellot.

Vice-présidents : MM. Astaix, Hervy et Garrigou-Lagrange.

Secrétaire général : M. Louis Guibert.

Secrétaire : M. René Fage.

Trésorier : M. Bourdery.

Bibliothécaire-archiviste : M. Leroux.

Adjoint : MM. Moufle et Marbouty.

Le conseil d'administration sera composé de : MM. l'abbé Tandéau de Marsac, Ducourtieux, Nivet-Fontaubert et les membres du bureau.

Le comité de publication comprendra M. le président, les trois vice-présidents et le secrétaire général, auxquels le scrutin adjoint : MM. Leroux, Cam. Jouhanneau, Beaure d'Augères, Jules Tixier et Blanchaud.

M. le président passe ensuite aux publications et bulletins qu'a

reçus la Société depuis sa dernière réunion, et fait une mention spéciale des ouvrages suivants : 1° le *Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux Historiques*, contenant un article de M. Louis Guibert sur les premiers intendants de Limoges, avec une note de M. de Boislisle; 2° la *Revue de la Saintonge et de l'Aunis*, contenant un article de M. Leroux, notre archiviste, sur les rapports de La Rochelle avec la Hanse Teutonique, et, en outre, une inscription romaine; 3° le *Bulletin de la Société archéologique de la Corrèze*, publié à Brive, avec un article sur la graphologie, par Mgr Barbier de Montault, et l'application qu'il en fait à la signature de Mgr de Réchigne-Voisin, évêque de Tulle, puis divers autres articles sur saint Théau, abbé de Solignac; sur la croix-reliquaire de Brageac; sur des monnaies gauloises, trouvées à Issandon, et sur le cartulaire de l'abbaye de Tulle; 4° les *Poésies complètes de Bertran de Born*, avec introduction, publiées par M. Antoine Thomas; 5° la *Dette Beaupeyrat*, par M. Louis Guibert, et 6° *l'Art rétrospectif à l'Exposition de Limoges en 1886*, splendide volume, avec texte et dessins dus à la plume de M. Louis Guibert et au crayon de M. Jules Tixier.

MM. Gany et Félix Vandermarcq, présentés à la dernière séance, sont ensuite, au scrutin secret et successivement, nommés membres résidents de la Société.

MM. R. Fage et Leroux présentent en la même qualité M. Gely, imprimeur à Limoges.

M. Joseph Dubois communique à la Société un Nouveau Testament, format in-16, imprimé en 1540, chez Jean Barbou, de Lyon. Le volume porte sur la couverture un dauphin d'or replié sur lui-même, formant la lettre C, initiale du nom de la famille Cramouzaud, et à l'intérieur, des initiales à personnages style Renaissance, le tout exécuté avec autant d'habileté que de soin minutieux.

Le même membre lit un travail sur les doléances des habitants d'Eymoutiers et de Saint-Léonard aux Etats-Généraux, et recherchant d'abord le mode d'élection des députés pour la Noblesse, pour le Clergé et pour le Tiers-Etat, puis rappelant la liste des députés élus dans chaque ordre, il nous fait assister à la rédaction des cahiers et nous en fait connaître le contenu, qui, sous les formes de la plus parfaite déférence à l'autorité, se résumait en vœux pour la plupart déjà en voie de réalisation, sur l'initiative royale elle-même, dans l'ordre judiciaire et dans l'ordre social. On n'y découvre pas de griefs bien graves contre le clergé et contre la noblesse.

Après cette lecture, M. Judicis communique à la Société un

moulage en plâtre représentant, croit-on, le Joyau de la confrérie du Saint-Sacrement, dans l'église de Saint-Pierre, ainsi qu'un moulage d'un panneau relatif à la confrérie des Pastoureaux établie à Saint-Pierre pour honorer l'Enfant Jésus. Ces sculptures, assez grossières, sur pierre calcaire, sont du xvi^e siècle, et les moulages de M. Judicis en conserveront les intéressants dessins.

M. Louis Guibert fait du trésor de l'église de Grandmont une description qui fait supposer qu'il y avait une école d'orfèvrerie au monastère. Il cherche surtout à reconstituer le grand rétable en cuivre émaillé, dont les auteurs qui ont décrit l'église ont parlé avec tant d'admiration, et qui, selon toutes les probabilités, se composait surtout des statues des douze apôtres, aujourd'hui dispersés dans quelques musées et dans les collections particulières.

— Et maintenant, Messieurs, cette plume de secrétaire général, que j'ai tenue quinze ans, non sans un légitime orgueil, puisque vous me l'aviez confiée, et de laquelle n'est jamais tombé un seul mot qui ne fût à l'honneur de notre chère société ; cette plume, je la passe au plus digne ! A vous, Guibert ! A vous d'écrire désormais les procès-verbaux de nos séances, et par l'attrait de la science et la séduction du style, de répandre de plus en plus autour de nous le goût des études historiques.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SEANCE DU MARDI 28 FÉVRIER 1888

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président

Sont présents : MM. Arbellot, Hervy, Garrigou-Lagrange, L. Bourdery, J. Dubois, René Fage, Mariaux, Maurat-Ballange, Nivet-Fontaubert, Lachenaud, Gany, Hersant et L. Guibert, secrétaire.

M. Garrigou-Lagrange, ancien secrétaire général, élu vice-

président à la dernière réunion, donne lecture du procès-verbal de la séance de janvier, qui est adopté.

M. le président énumère les ouvrages et publications adressés à la Société depuis le mois dernier. Il mentionne d'une façon spéciale le *Bulletin de la Société des lettres, arts et sciences de la Corrèze* (Tulle), qui renferme une excellente notice de M. René Fage sur la cathédrale de Tulle, avec de fort jolies gravures ; un fragment du cartulaire d'Uzerche, publié par M. Champeval, la fin du *Livre de Raison des Baluze*, annoté par M. L. Guibert, et un article de Mgr Barbier de Montault.

M. Arbellot présente également à la Société une livraison du *Bulletin archéologique* du ministère de l'Instruction publique, où figure le résumé des lectures faites au Congrès des Sociétés savantes, tenu à la Sorbonne en 1887 ; un opuscule de M. Guibert : le *Budget de la ville de Limoges au moyen-âge* ; la *Revue de l'art chrétien*, qui contient deux articles de Mgr Barbier de Montault : l'un sur la notice écrite par M. R. Fage, concernant la *Maison de Loyac*, à Tulle ; l'autre, sur les Émaux « à lamelles. » On sait qu'une petite châsse, d'un travail assez barbare et d'assez pauvre aspect, appartenant à Mgr l'évêque de Limoges, et exposée en 1886 à l'Hôtel-de-Ville, a soulevé entre divers savants une assez vive polémique : M. Léon Palustre et Mgr Barbier de Montault y voient un échantillon d'une fabrication dont les spécimens sont, de leur propre aveu, très rares, et qualifient ces émaux « d'émaux à lamelles. » D'autres archéologues parmi lesquels on peut citer M. Emile Molinier, prétendent que les raies qu'on remarque sur les émaux de la châsse de l'évêché ont été faites avec une pointe et constituent une simple détérioration.

M. L. Guibert, qui est resté quelques jours détenteur de l'objet, et qui l'a récemment étudié à nouveau, en compagnie de M. Molinier, affirme qu'il en est bien ainsi et que l'émail de ce coffret a été exécuté à l'aide des procédés ordinaires.

Il est donné communication d'une lettre du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts relative aux réunions de la Sorbonne, qui se tiendront du 20 au 24 mai. M. le président engage ceux des membres de la Société qui désirent assister à ces réunions, à se faire inscrire sans retard.

Sur la proposition de M. le président, interprète du bureau, la Société décide que le titre de membre honoraire sera conféré à deux membres correspondants : M. Robert de Lasteyrie, membre du comité des travaux historiques, professeur d'archéologie à l'École des Chartes, et M. Jules Claretie, administrateur du Théâtre-Français, récemment élu à l'Académie française.

M. Gély, imprimeur à Limoges, est élu au scrutin secret, membre résident.

Sont présentés en qualité de membres résidents :

M. Hubert Texier, avocat à Limoges, par MM. Nivet-Fontaubert et Maurat-Ballange;

M. René-Thomas Duris, docteur en médecine à Eymoutiers, par MM. Ducourtieux et Joseph Dubois;

Et comme membre correspondant :

M. Henri Lachenaud, étudiant, par MM. R. Fage et Em. Lachenaud.

Il est donné connaissance par M. Leroux d'une communication de M. Félix Vandermarcq, d'Oradour-sur-Vayres, relative à un monolithe qu'on observe à Morinas, commune d'Oradour-sur-Vayres, auprès de la Tardoire. Les fouilles pratiquées par M. Vandermarcq au pied de ce monolithe sont restées sans résultat.

M. le président fait passer sous les yeux de ses confrères quelques *barbarins* d'argent, offrant d'un côté la face barbue de saint Martial, de l'autre une croix ; ils ont été trouvés au château de Peyrat-le-Château et appartiennent à M. Cousseyroux, avocat.

Après avoir signalé à la Société un curieux objet conservé au musée de Compiègne : des balances à plateaux émaillés, offrant un écusson armorié et portant le nom de Bardonnaud, bien connu à Limoges, M. Bourdery aborde le sujet de sa lecture sur les Jean Limosin.

Les catalogues de tous les musées de l'Europe prennent aujourd'hui pour base de leur classification d'émaux peints, les listes et les généalogies d'émailleurs publiées par M. Maurice Ardant. M. Ardant a beaucoup travaillé, beaucoup su, et l'étude de l'art limousin lui doit beaucoup ; mais il a commis de nombreuses erreurs, et il ne pouvait en être autrement.

Une confusion complète règne encore dans l'attribution des nombreux émaux signés IL (avec une fleur de lys) et exécutés par divers artistes du nom de Jean Limosin, entre les dernières années du *xvi*^e siècle et le milieu du *xvii*^e.

Ces émaux sont cependant fort différents d'aspect et de caractères. Une étude attentive permet de les diviser en deux groupes :

Les uns, qui portent l'empreinte affaiblie de la grande époque, et qui appartiennent visiblement aux dernières années du *xvi*^e siècle, sont d'un aspect sévère, presque triste. Ils doivent, suivant M. Bourdery, être attribués à l'artiste qu'il désigne sous le nom de Jean I, et qui, né en 1561, est mort entre 1602 et 1610. De ce nombre sont le grand émail de M^{me} Dauriat et un autre de

M. l'abbé Arbellot, qui figuraient, en 1886, à l'Exposition de Limoges.

Les autres dénotent un talent plus jeune, plus souple; ils ont plus d'éclat, plus de gaieté, s'il est permis d'employer ce mot. L'artiste subit l'influence de son temps, sans cependant perdre de vue le style et les procédés des anciens maîtres. M. Emile Davoust, d'Orléans, possède deux tableaux remarquables et absolument caractéristiques de cet émailleur, auquel appartiendrait aussi une plaque représentant le *Triomphe de l'amour divin sur l'amour profane*, et appartenant au Louvre (D. 392).

Ces émaux, et bien d'autres, seraient l'œuvre de Jean II, qui aurait commencé à travailler vers 1610, et qui pourrait avoir vécu jusque vers 1646.

Quant à Jean III Limosin, qu'on trouve mentionné en 1679, M. Bourdery le laisse en dehors de ses recherches, qui nous paraissent fournir les éléments d'une classification absolument neuve, et, ce qui vaut mieux, appuyée sur les indications les plus précises et sur les caractères les mieux définis.

Après la lecture de M. Bourdery, M. J. Dubois déroule de magnifiques passe-partout gravés du dernier siècle, servant d'encadrement à des thèses imprimées et à des programmes d'exercices littéraires des collèges des Jésuites et des Jacobins (Dominicains) de Limoges, et du collège de Magnac-Laval. La Société accueille avec intérêt cette communication.

M. Louis Guibert lit la fin de son étude sur le rétable de cuivre émaillé qui occupait le fond de l'église abbatiale de Grandmont. Il s'efforce de replacer ce magnifique ouvrage dans son cadre, et à ce propos évoque le spectacle grandiose des cérémonies solennelles dont la célèbre basilique a été le théâtre.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,

LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU MARDI 27 MARS 1888.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Sont présents : MM. Arbellot, Blanchaud, Bourdery, Cornuéjols, Ducourtieux, Guyonnet, Hersant, C. Jouhannaud, Judicis, Lachenaud, Leroux, Mariaux, Nivet-Fontaubert et Paradis.

M. Alfred Leroux, faisant fonction de secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance de février. Le procès-verbal est adopté après quelques rectifications.

M. le président énumère les publications adressées à la Société depuis la séance dernière et appelle tout spécialement l'attention sur les suivantes :

1° *Les anciennes familles de Magnac-Laval*, par le comte de Couronnel. Il s'agit dans cet opuscule du prince-duc de Laval-Montmorency, qui n'appartient d'ailleurs au Limousin que par des liens de famille ;

2° *Le Bulletin monumental* (nov.-déc. 1887), qui reproduit une inscription du iv^e siècle, de l'église de Valcabrière (Haute-Garonne), où se trouve le mot *Depositio* dans le sens de *Inhumation*. Par là se trouve fixé sans conteste le sens d'un passage d'une chronique limousine, celle de Maleu de Saint-Junien, racontant qu'un évêque de Limoges du iv^e siècle, nommé Dativus, *fuit depositus*. Devoyon, dans son catalogue des évêques de Limoges, a traduit cette expression par « fut déposé », et conclu de là que Dativus avait été en butte à la haine des païens. C'est une conjecture inadmissible ;

3° *Le Gay-Lussac* (n^{os} 7 et 8), relatant le voyage en Assinie de M. Ch. Alluaud ;

4° *Le Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* (janvier-février 1888), où nous lisons avec surprise que Géraud de Borneil est un troubadour périgourdin. On doit cependant savoir à Périgueux que le pays d'Excideuil, où naquit Géraud de Borneil, relevait alors du diocèse et de la vicomté de Limoges ;

5° *La Revue de Saintonge et d'Aunis* (mars 1888), où est annoncée l'Exposition rétrospective qui doit avoir lieu à Saintes du 25 avril au 30 juin prochain ;

6° La *Revue historique et archéologique du Maine* (tome XXII), qui parle de la peur en 1789. M. Leroux rappelle à ce propos que M. Pierre de Witt a publié tout récemment, à Caen, un opuscule sur ce même épisode en Limousin. (*La journée des brigands en Limousin*). Malheureusement, l'auteur n'a connu qu'un fort petit nombre de textes. Il ignore la relation de l'abbé de Mondésir, publiée à Montauban en 1790, qui est le témoignage le plus important à recueillir sur cet événement. — A l'occasion d'un article de la même revue sur le droit d'asile dans la cathédrale du Mans au xiv^e siècle, M. Arbellot rappelle que ce droit était aussi reconnu en fait, sinon juridiquement, à l'église de Saint-Junien.

Il est ensuite donné communication : 1° d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique, invitant la Société à se faire représenter au Congrès des Sociétés savantes, qui aura lieu à Paris le 22 mai prochain et jours suivants : MM. Arbellot, Louis Guibert, René Fage et Louis Bourdery sont délégués, ainsi que MM. Ducourtieux, Lachenaud, Nivet-Fontaubert et Paradis ; 2° de lettres de M. Jules Claretie, membre de l'Académie française, et de M. Robert de Lasteyrie, professeur à l'Ecole des Chartes, remerciant la Société de la récente décision par laquelle le titre de membres honoraires leur a été conféré ; 3° d'une demande de M. Camille Chabaneau, professeur à la Faculté des lettres de Montpellier, tendant à obtenir l'échange du *Bulletin de la Société archéologique du Limousin* contre la *Revue des langues romanes*, qui se publie à Montpellier.

M. Guyonnet fait passer sous les yeux des membres de la Société un bel exemplaire à gravures de l'*Histoire des chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem*, par Baudouin (Paris, 1643, in-folio), appartenant à M. Paradis. Il y est naturellement question de Pierre d'Aubusson et de la commanderie de Bourgueuf.

M. Blanchaud annonce qu'il a été trouvé à Nantiat, sur l'emplacement d'un ancien cimetière, un cœur en plomb renfermant un véritable cœur embaumé. M. Bourdery fait observer que cette pratique fort ancienne s'est perpétuée jusqu'au xix^e siècle.

M. Pinchaud, curé de Nexon, a envoyé une petite sphère en cuivre doré, aplatie à ses deux pôles, dans l'intérieur de laquelle se trouvait une relique. Cette sphère, qui porte la date de 1652, était placée autrefois sur la pointe du clocher de l'église de Nexon. Beaucoup d'églises du Limousin en possédaient de semblables.

M. Brouard a découvert chez une personne habitant la route de Saint-Léonard une boîte à reliques, provenant de Grandmont

et datant du XIII^e siècle. Les émaux qui l'ornaient ont été enlevés. Mais l'inscription subsiste :

HIC SUNT SANCTORUM SACROSANCTA, MEMORIA QUORUM
SIT CONSOLAMEN NOBIS ORANTIBUS, AMEN.

M. Hersant communique deux petites médailles de dévotion. L'une, du XVII^e siècle, représente sainte Jeanne de Chantal et Philippe de Néri; l'autre, du XVI^e, figure une madone et un portique grec.

Sont élus au scrutin secret membres résidents : MM. Hubert Texier, avocat à Limoges, René Thomas-Duris, docteur-médecin à Eymoutiers.

M. Henri Lachenaud, étudiant, est élu membre correspondant.

Sont présentés : en qualité de membre résident, M. Charles Desbordes, propriétaire à Rancon, par MM. Guibert et Blanchaud; — membre correspondant, M. Georges Lezaud, avocat à Chambon, par MM. Arbello et Guibert.

L'ordre du jour appelle la lecture de M. Arbello sur le P. Martial, de Brive, de son vrai nom Martial Dumas, fils d'un président au présidial de Brive. Malgré la célébrité dont il a joui dans sa province au milieu du XVII^e siècle, ce moine poète n'a encore qu'un article insuffisant dans la *Biographie limousine*. Né dans les premières années du XVII^e siècle, il fit ses humanités à Paris, son droit à Toulouse, puis entra dans l'ordre des Capucins de Saint-François. Il se livra d'abord à la prédication et entreprit plusieurs missions à Toulouse, à Agen, à Limoges où il prêcha l'Avent en 1647, et le Carême en 1648. A cette seconde visite, il s'efforça d'introduire ses confrères capucins dans notre ville, mais se heurta à l'opposition des ordres rivaux et du Consulat. Devenu goutteux, le P. Martial renonça à la prédication et s'adonna à la poésie religieuse. Ses cantiques populaires, certaines de ses paraphrases sacrées méritent d'être lues, et Charles Nodier les estimait à haut prix. Le P. Martial mourut vers 1656. C'est seulement en 1660 que le P. Zacharie donna à Lyon, sous le titre de *Parnasse séraphique*, une édition des œuvres de notre compatriote.

Après M. Arbello, M. Leroux annonce que le tome premier des *Registres de famille et Livres de raison limousins et marchois*, publiés par M. Guibert avec le concours de plusieurs membres de la Société, doit paraître dans quelques semaines.

Le tome second est déjà en préparation et promet de ne le céder en rien au précédent pour la variété du contenu et l'intérêt des mentions. M. Leroux lit une notice sur quatre de ces sortes

de registres qu'il vient d'étudier et de dépouiller minutieusement. Le plus récent, celui du sieur Romanet de La Briderie, conseiller au présidial de Limoges, appartient aux dernières années du xviii^e siècle et n'offre qu'un médiocre intérêt. Celui des sieurs Terrade, notaires à Chaumeil, s'étend de 1548 à 1685. Il est fort mal tenu, mais rachète ce tort par la nouveauté des détails. Il renferme, en effet, une série de recettes médicales et de formules magiques qui donnent une pauvre idée de la thérapeutique populaire de ce temps. M. Leroux s'étend plus longuement sur le livre de raison de messires Pierre et Antoine de Sainte-Feyre, qui est sans contredit le plus copieux, le plus instructif, le plus varié de tous ceux que l'on connaît. Il appartient presque tout entier au xvi^e siècle et nous donne, entre autres choses, le récit d'un voyage d'Antoine de Sainte-Feyre à Naples, en compagnie du duc de Nemours (1501), et d'un pèlerinage à Notre-Dame-de-Lorette et à Rome (1504). M. Leroux lit divers passages de ce registre qui apporte aussi à l'histoire provinciale une large contribution de faits ignorés.

M. Judicis, architecte, fournit ensuite quelques indications sur l'étude qu'il a entreprise de la sculpture des églises limousines au moyen âge.

M. Judicis reconnaît qu'il n'y a pas au xii^e siècle d'école d'architecture limousine. Mais, d'accord en cela avec plusieurs archéologues distingués, il admet une école de sculpture dont il se propose de nous faire connaître plus tard le caractère. On croit généralement que cette école a eu son berceau à Moissac, d'où elle se répandit chez nous par Beaulieu et le Bas-Limousin.

La séance est levée à dix heures.

Pour le secrétaire général absent,

Alfred LEROUX.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1888.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Blanchaud, Cornuéjols, Dubois, René Fage, Fray-Fournier, Hersant, Judicis, Leroux, Mariaux, Paradis, l'abbé Tandeau de Marsac, Ducourtieux et Louis Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière réunion. M. le président signale les livres et publications reçus pendant le mois ; mention spéciale est faite du dernier *Bulletin de la Société scientifique et historique de Brive*, où se trouvent plusieurs articles ou notices intéressantes parmi lesquels on distingue quelques pages de M^{re} Barbier de Montault sur une couverture d'évangélaire décorée d'émaux champlévés, et des documents inédits sur notre pittoresque forteresse de Châluset.

M. le Dr René Thomas-Duris, membre de la Société, fait hommage d'un *Essai sur la topographie médicale du canton d'Eymoutiers*. Il serait à désirer qu'on possédât un semblable travail pour tous les cantons de la Haute-Vienne.

Le *Livre de raison des Baluze*, de Tulle, offert à la Société par par M. L. Guibert, renferme une précieuse chronique tulloise de la fin du xvi^e et du commencement du xvii^e siècle, en même temps qu'un grand nombre d'actes de naissance, décès, etc., permettant de rectifier et de compléter sur bien des points la la généalogie de cette famille.

M. le président donne lecture de deux circulaires de M. le Ministre de l'instruction publique : l'une a trait à la réunion des Sociétés savantes et spécialement des Sociétés d'art, en 1888; l'autre, à l'inventaire et au classement des objets mobiliers offrant un grand intérêt au point de vue artistique ou archéologique et auxquels il y aurait lieu d'appliquer la loi du 30 mars 1887 sur la conservation des monuments.

La Société arrête qu'une commission sera chargée de préparer ce travail et de le lui soumettre. Sont nommés membres de cette commission : MM. Geay, l'abbé Lecler, Bourdery, Nivet-Fontaubert, J. Tixier et L. Guibert. Elle sera présidée par M. Arbellot.

Une session du Congrès archéologique de France se tiendra à Bayonne, du 12 au 20 mai prochain. Des circulaires sont déposées sur le bureau, à la disposition des sociétaires désireux d'en prendre connaissance.

M. le président a reçu de M. le Préfet de la Haute-Vienne une convocation pour les réceptions officielles qui auront lieu demain 25, à l'occasion de l'arrivée de M. le Président de la République à Limoges. La Société décide que les membres du Bureau seront convoqués pour aller saluer M. Carnot, et les Sociétaires présents sont invités à se joindre à cette délégation.

M. Charles Desbordes, propriétaire au Mont-Rû, près Rancon (Haute-Vienne), et M. Georges Lezaud, avocat, ancien magistrat, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Chambon (Creuse), présentés à la dernière séance, sont élus, au scrutin secret, le premier membre titulaire, le second membre correspondant de la Société.

M. des Termes, ancien magistrat, inspecteur de la compagnie d'Assurances générales, demeurant à Poitiers, est présenté comme membre correspondant par MM. Eugène Brisset-Desisles et Louis Guibert.

Communication est donnée par M. Leroux d'une lettre de M. F. Vandermarcq, commis principal des contributions indirectes à Oradour-sur-Vayres, membre de la Société, relativement au demi-dolmen de la Tamanie. Cet intéressant monument, qui est connu dans le pays sous le nom de la *Grosse-Pierre*, passe pour avoir été jadis l'objet d'une vénération particulière, d'une espèce de culte. Contrairement à ce qui se voit d'ordinaire, la table est de moindres dimensions que les supports. Les fouilles exécutées par M. Vandermarcq n'ont amené la découverte que de fragments de charbon de bois, d'un morceau de tuile à rebord et d'une pierre en grès de forme triangulaire, d'une longueur d'environ seize centimètres, et rappelant un peu le type le plus commun de la hache celtique. Peut-être avait-on déjà pratiqué des fouilles au-dessous de ces blocs.

M. Ducourtieux prévient la Société que des pierres sculptées, non sans intérêt, découvertes au cours des travaux de terrassements nécessités par la construction des halles, ont été retaillées et employées dans la maçonnerie. Elles devaient être envoyées au Musée. M. Ducourtieux pense qu'il y a lieu d'émettre un vœu pour que la chose ne se renouvelle pas. La Société accède volontiers à cette proposition et exprime le vœu que les restes archéologiques de toute nature soient conservés avec plus de soin à l'avenir. Au début des travaux des Halles, elle a adressé à ce sujet une requête à M. le Maire de Limoges.

M. Blanchaud rappelle, à ce sujet, que de curieux débris ont souvent été portés au loin et ont ainsi perdu une partie de leur signification et de leur intérêt. Il cite des fûts de colonne antiques que l'on voit dans le parc de M. Desbordes, au Mont-Rû, et qui proviennent sûrement des anciens monuments du bourg de Rancon.

M. Louis Guibert donne lecture d'une note très substantielle de M. l'abbé Lecler, sur la trouvaille récemment faite à Nantiat. Cette note constate que le cœur en plomb découvert sur la place du bourg se trouvait sous le sanctuaire de l'ancienne église paroissiale. Il y a lieu de croire qu'on se trouve en présence du cœur d'un prêtre, probablement d'un curé de Nantiat. Sans remonter à une date très reculée, l'inhumation au pied de l'autel de ce débris humain paraît être antérieure à 1648, date à laquelle remontent les plus anciens registres paroissiaux de cette localité.

Communication est également donnée, de la part de M. Cousseyroux, avocat à Limoges, de diverses pièces concernant le prieuré de Saint-Denis, à Peyrat-le-Château (xvii^e et xviii^e siècles).

La Société remercie les auteurs de ces diverses communications.

M. le chanoine Arbellot rappelle d'anciennes coutumes sur lesquelles il se propose de faire une lecture à la prochaine réunion des Sociétés savantes, à la Sorbonne. Il s'agit de jeux, de divertissements populaires coïncidant avec la célébration de certaines fêtes religieuses. Telle la *Quintaine*, à Saint-Léonard. Naguère encore, le jour de la fête du patron de la ville, les membres de la confrérie placée sous son invocation se rendaient, au sortir du banquet traditionnel, sur le boulevard, où était installée une grande boîte de bois ayant la forme d'un château-fort et que le peuple appelait « la Salière ». Les confrères, à cheval, une serviette autour des épaules, s'élançaient, la massue à la main, sur ce formidable château, que l'imagination populaire se représentait, sans doute, rempli de captifs implorant Saint-Léonard pour leur délivrance. Morceau à morceau, la *Salière* tombait sous les coups des vaillants confrères, et la foule s'en disputait les débris. Un chant traditionnel, assez grossier du reste, accompagnait ce singulier exploit.

Au pont de Noblat, on courait la bague le jour de la fête de Saint-Martial. Le vainqueur était couronné sous une cabane de feuillage, au milieu du vieux pont.

Revenant sur une question des plus intéressantes et dont la Société a eu souvent à s'occuper, M. Arbellot parle de la fête des Innocents. Elle était célébrée au xvii^e et même au xviii^e siècle,

à Saint-Martial et à Saint-Etienne de Limoges. Les enfants de chœur avaient « les honneurs » ce jour-là ; ils tenaient le chœur et, à la procession, marchaient les derniers, précédés des chanoines qui portaient la croix et les cierges. On voit que les rôles étaient intervertis. En 1735 on trouve encore trace de la nomination, par les Enfants de la Psalette, d'un *évêque des Innocents*. Jusqu'à 1525, il y avait même, ce jour-là, un sermon qui était fait par un enfant de chœur. L'usage fut aboli à cette époque.

On s'est demandé souvent ce qu'il faut penser d'un passage du livre de Pierre Bonnet (*Histoire de la Danse sacrée et profane*), où il est parlé de danses exécutées par le peuple dans l'église même de Saint-Martial, le jour de la fête de ce saint. M. Arbellot estime, pour sa part, que ce fait est entièrement apocryphe. Il explique ensuite les expressions *chorea*, *baculum sumere*, *cappam facere*, employées par nos chroniqueurs et où on a cru retrouver la trace de ces danses.

M. Louis Guibert émet un doute sur l'exactitude de quelques-unes de ces interprétations, et MM. Blanchaud, Fage et Leroux rappellent divers jeux singuliers pouvant être rapprochés de celui de la *Quintaine*, ceux notamment de la *Cruche* au Dorat, et du *Roitelet*, dans une autre localité de l'arrondissement de Bellac.

L'ordre du jour appelle la lecture de M. Louis Guibert sur le *Journal* de Vielbans, magistrat au présidial de Brive et consul de cette ville en 1584 et 1585. Ce curieux manuscrit, qui fait partie d'un *Recueil de livres domestiques limousins* en cours de publication, contient beaucoup de renseignements intéressants sur les attributions des consuls de Brive, les événements du temps, les petites dépenses de l'hôtel de ville.

Vielbans fait trois ou quatre voyages pour voir le roi de Navarre ; il se rend à Paris, chargé d'une mission par ses collègues, les magistrats du présidial. Jour par jour, il note sur son livre ses dépenses d'hôtellerie. M. Louis Guibert en relève quelques-unes et se demande si on n'exagère pas la diminution de la valeur relative de l'argent, de son pouvoir d'acquisition, en estimant ce pouvoir, à la fin du xvi^e siècle, triple de ce qu'il est aujourd'hui.

M. A. Judicis, dans un travail d'un excellent style, développe les considérations qu'il a sommairement exposées à la dernière séance, sur l'art au moyen âge et sur les caractères particuliers qu'il a affectés dans notre région. On n'entend plus dire que le moyen âge a été, dans son ensemble, une époque de barbarie, où le sentiment artistique s'est peu développé. A ne prendre que l'architecture, elle donne à elle seule le plus éclatant, le plus magnifique démenti aux assertions de l'ignorance.

La sculpture est de tous les beaux-arts celui qui touche de plus près à l'architecture ; il est impossible d'étudier l'une sans s'occuper de l'autre.

Au moyen âge, les œuvres des sculpteurs, comme celles des architectes, s'inspirent surtout du sentiment religieux. Après l'efflorescence première des écoles provinciales dont les caractères sont déterminés par la nature des matériaux du pays, les mœurs et certaines particularités locales, l'unité s'impose avec le temps ; les écoles disparaissent et la grande période de l'art ogival voit non seulement la France, mais une notable partie de l'Europe adopter les mêmes types et les réaliser dans les plus gigantesques proportions.

On a voulu établir une comparaison entre les produits de l'art au moyen âge et ceux de l'art grec. Une telle comparaison est difficile ; Viollet-Leduc a traité la question avec son talent et sa perspicacité habituels. Pourquoi rapprocher des œuvres d'une beauté absolument différente et dont les auteurs sont partis de points de vue tout à fait opposés ? L'idéal de l'antiquité grecque, c'est la beauté physique, l'harmonie et la plénitude de la forme, la simplicité et la pureté des lignes. Ce que le moyen âge, au contraire, recherche par dessus tout, c'est l'expression des sentiments. Les matériaux dont se servirent en général les architectes et les sculpteurs de cette époque étaient moins précieux, moins délicats, se prêtaient moins à certaines combinaisons, à certains effets ; mais le moyen âge sut utiliser tous les éléments de l'édifice pour sa décoration et pour son expression, si l'on peut ainsi parler.

La conclusion de M. Judicis est qu'il faudrait consacrer, à l'étude de l'art du moyen âge, les mêmes moyens, le même temps qu'on donne à l'étude de ce qu'on appelle l'art classique. L'art du moyen âge mérite qu'on l'examine de plus près et qu'on le connaisse mieux.

Après avoir remercié M. Judicis de son intéressante lecture et l'avoir félicité des termes choisis dans lesquels il a présenté ses idées, M. le président propose à la Société de remettre à huitaine la séance du dernier mardi de mai, cette date coïncidant avec celle des réunions des Sociétés savantes à la Sorbonne. Il est convenu que la réunion sera reportée au mardi 5 juin.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,

Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 5 JUIN 1888 (1)

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, président, Astaix, Blanchaud, Bourdery, Ducourtieux, commandant Dorat, Joseph Dubois, Hervy, P. Mariaux et L. Guibert, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. — Ce procès-verbal mentionnait la mutilation et l'emploi, dans la maçonnerie des Halles, de fragments sculptés trouvés au cours des fouilles. Une note émanant de la dernière municipalité a contesté le fait et affirmé que les fragments découverts pendant les travaux ont tous été, sur le champ, transportés au Musée. M. Ducourtieux, attaché à la conservation du Musée national, dit qu'en effet des pierres sculptées ont été envoyées au Musée, *mais postérieurement à la publication du procès-verbal de la séance du 24 avril*. A cette date, le Musée n'avait rien reçu, et c'est seulement après la publication, dans les journaux de la ville (dimanche 6 mai) de ce procès-verbal, que les envois mentionnés dans la note officielle ont été effectués. Au surplus, il a parlé *de visu* et dans le seul but d'obtenir la conservation de morceaux offrant un certain intérêt.

M. Guibert rappelle que la commission nommée dans la dernière séance pour dresser la liste des objets mobiliers dont la conservation peut avoir de l'importance au point de vue artistique et archéologique, ne s'est pas encore réunie. Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts insiste pour que cette liste soit établie sans retard, et M. de Lasteyrie, qu'il a vu à Paris, l'a personnellement prié de hâter ce travail. Il est convenu que la commission se réunira lundi prochain 11 juin, à quatre heures, à la bibliothèque de la Société (Archives départementales).

M. le président procède au dépouillement de la correspondance et énumère les livres et les publications reçus depuis la dernière séance. Il cite en particulier : 1^o la dernière livraison du *Gay-Lussac*, qui contient un joli dessin de l'émail du cinquantenaire

(1) La séance du 28 mai avait été remise au 5 juin.

pontifical, accompagné d'une notice, et un intéressant article de M. Masfranc sur le dolmen de La Côte; — 2° le *Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de la Corrèze*, à Tulle, avec un excellent article de M. René Fage (suite du *Vieux Tulle*); — 3° un article de M. Louis Guibert sur les *Félibres*, dans la *Revue du Centre*; — 4° un article de M. de Verneilh dans le *Bulletin de la Société du Périgord*; — et 5° le dernier recueil annuel de l'Académie des Jeux floraux, dans lequel M. Arbellot signale deux œuvres remarquables intéressant plus spécialement le Limousin, et ayant toutes les deux obtenu un prix : un beau discours en prose de M. Gaston David, membre de la Société archéologique, un des lauréats habituels de Clémence Isaure, — et une gracieuse et charmante pièce de vers de M^{me} Fondi de Niort, qui habite actuellement Limoges.

M. Masfranc a envoyé à la Société une notice détaillée sur la grotte sépulcrale de Corgnac (Dordogne). De très intéressants dessins l'accompagnent. Il sera donné lecture de cette notice à la prochaine séance. En attendant, le président exprime les remerciements de la Société pour cette communication.

M. des Termes, inspecteur de la Compagnie d'Assurances générales, ancien magistrat à Poitiers, présenté à la dernière réunion, est élu, au scrutin secret, membre correspondant de la Société.

L'ordre du jour appelle le compte-rendu de la réunion annuelle des Sociétés savantes, à Paris. M. le chanoine Arbellot, qui a pris une part active aux discussions de la section d'histoire et de philologie, signale les particularités de nature à intéresser la Société.

M. Guibert a été assesseur dans la même section et a lu une notice sur les livres de raison de la province et notamment sur celui de Vielbaux, consul de Brive, document qui renferme d'intéressantes mentions et va de 1571 à 1598. Le même a rendu compte d'un travail de M. Romand, correspondant du ministère, sur les noms en usage au moyen âge dans le Haut-Dauphiné. M. Arbellot a parlé des fêtes traditionnelles et des usages singuliers conservés en Limousin; des cérémonies qui signalaient chaque année la célébration de la fête des Innocents à Limoges; de la course de la Bague et de la *Quintaine* à Saint-Léonard, etc. Ce mot de *Quintaine* a été l'objet d'une intéressante discussion : on en a recherché l'origine. M. l'abbé Martin a émis l'avis qu'il venait d'une voie existant dans les camps de Rome, appelée *via Quintana*, et où avaient lieu certains exercices militaires; M. Gaston Paris a confirmé cette étymologie.

Une autre lecture de M. Arbellot, relative aux saints auxquels est attribuée d'une façon spéciale la guérison de certains maux, et aux pèlerinages effectués à certains lieux placés sous le patronage de ces saints, a donné également lieu à un échange très animé et très intéressant d'observations.

Parmi les communications faites à la section d'histoire, plusieurs ont eu trait à des questions dont la Société a eu à s'occuper. Ainsi, M. Tranchau, membre de la Société historique d'Orléans, a lu un très curieux mémoire sur les colonies de marchands et de *mesnagiers* que plusieurs villes de l'Orléanais et de la Touraine furent obligées de fournir pour le repeuplement d'Arras, après la prise de cette ville par Louis XI. Les réquisitions du roi s'exercèrent dans un rayon bien plus étendu, puisque Limoges dut fournir plusieurs marchands; dont nos *Annales manuscrites* nous ont conservé les noms : c'étaient les fils d'André Rogier et d'Elie Disnemat. Le succès de cette colonisation forcée fut médiocre. Malgré sa colère, le roi finit par laisser rentrer dans Arras une partie de ses anciens habitants.

On a beaucoup parlé des caves et des souterrains qui existent sous nombre de villes. Il est singulier que la plupart offrent des caractères analogues à ceux que nous observons dans les vieilles caves de la Cité de Limoges et des rues du Consulat, du Temple, Cruche-d'Or, Andeix-Manigne, etc.

Les communications faites par les délégués des Sociétés des beaux-arts et les correspondants du ministère, à l'hémicycle de l'Ecole des beaux arts, n'ont pas été moins intéressantes. M. L. Guibert, qui a lu une notice sur *les Peintures de l'église de Saint-Victorien*, mentionne quelques travaux d'une réelle valeur ; il regrette que M. Camille Leymarie n'ait pu faire la lecture annoncée par lui sur *les Compositions originales des anciens émailleurs*. Il serait à désirer que cet article fut bientôt publié.

Dans ses recherches aux Archives nationales, M. L. Guibert a eu le bonheur de trouver toute une procédure se rattachant au procès, fameux entre tous dans notre histoire locale, de Gaultier Pradeau.

On se rappelle que ce magistrat, choisi par ses concitoyens pour pourvoir à leur défense, oublia son devoir au point de pactiser avec leur ennemi, Jean de Laigle, lieutenant général du vicomte de Limoges.

Au moment même où la ville va être livrée par le traître, ses menées sont découvertes ; il est appelé à la maison commune, interrogé par les consuls, convaincu par ses propres aveux et livré par ses collègues au prévôt criminel de la ville. Condamné

à mort, il subit le dernier supplice au pilori de la place des Bancs ; son corps est coupé en quatre, et chaque quartier placé au bout d'une lance, au dessus d'une des portes de la ville.

La procédure découverte par M. Guibert, grâce aux obligeantes indications de notre sympathique collègue, M. Antoine Thomas, professeur à la Faculté de Toulouse, confirme en tout point le récit de nos annales. Elle nous montre toutefois Jean Pradeau, frère du coupable, cherchant à faire casser l'arrêt du prévôt des consuls par le Parlement, demandant que les débris du corps de Gaultier soient réunis et qu'il soit fait au traître des obsèques solennelles ; qu'enfin les consuls soient condamnés à une amende honorable et à d'énormes dommages-intérêts

Le procureur du roi n'est pas favorable aux magistrats municipaux : il tient que Gaultier avait bien commis le crime pour lequel il a été puni, mais les consuls et le prévôt ont, suivant lui, excédé leurs droits. On entrevoit, dans toute cette affaire, et dans divers autres procès limousins, dont M. Guibert a trouvé trace aux registres du Parlement vers la même époque, le jeu de passions ardentes, les suggestions de haines implacables, et, il faut le dire, des mœurs rien moins que douces.

Après M. Guibert, M. Joseph Dubois donne dans une notice, malheureusement trop courte, quelques renseignements sur les institutions communales d'Eymoutiers. Les habitants de cette ville obtinrent, en 1428, de l'évêque de Limoges et du chapitre du lieu, l'autorisation de construire des remparts et d'élire annuellement, le jour de la fête de Saint-Etienne (26 décembre), quatre consuls pour veiller à la justice de la cité et administrer les affaires communes des habitants. La charte a été publiée par M. Leroux. Cette organisation se maintint et se développa. Au siècle suivant nous la voyons fonctionner sous la surveillance d'un officier seigneurial.

La délibération qui fait l'objet spécial de la communication de M. Dubois nous montre le corps de ville assemblé, au commencement de l'année 1569, sous la présidence de Léonard Romanet, seigneur de Farsac, juge ordinaire du chapitre. Les quatre consuls : Jean Cramouzaud l'aîné, Claude Romanet, Jean Deschamps et Blaise Briance, exposent qu'ils ont reçu une lettre du lieutenant-général de la province, leur ordonnant de rompre les ponts, de creuser des tranchées autour des murs, de redoubler de vigilance pour la garde de la ville, et de recevoir une compagnie d'hommes d'armes, avec un capitaine pour la défendre si besoin est.

Le chapitre, les officiers de l'évêque et les notables bourgeois

sont assemblés dans la chapelle basse de l'église pour aviser aux mesures qu'il convient de prendre à l'effet de se procurer de l'argent ; la caisse communale est à sec et les consuls déclarent qu'ils ont déjà fourni, pour subvenir aux dépenses communales, 7 ou 800 livres, et qu'ils ne peuvent continuer à faire des avances. Sur la proposition de ces magistrats, on décide qu'il sera vendu ou délivré « à perpétuel bail », des *biens et champs communs* jusqu'à concurrence de onze cents livres. La délibération rappelle une précédente aliénation autorisée en vue de la réparation des fontaines. Quatre commissaires sont choisis parmi les bourgeois pour s'occuper spécialement de cette opération.

Les 6 et 13 mars 1569, sous la halle, le juge du chapitre, assisté des consuls et des quatre commissaires, procède à l'adjudication, aux enchères, des emplacements désignés pour être vendus. La vente est faite moyennant un prix déterminé en argent, plus une aumône annuelle en pain, à donner le jour de l'Ascension. Un marchand, Chantagreu dit Meymi, au nom de Psamet Hugon, est déclaré adjudicataire d'un lot dit « de la rue de la Farge », moyennant vingt écus sol et une rente annuelle d'une tourte et demie de seigle, — la tourte était d'une quarte et pesait seize livres. Malgré l'abolition des rentes perpétuelles, la famille qui possède cet emplacement, acquitte encore, dit M. Dubois, la redevance constituée au seizième siècle, et tient à honneur de donner « la tourte » aux pauvres du quartier.

M. le chanoine Arbellot fait part à la Société de nouveaux documents qu'il a recueillis à Paris sur le P. Martial de Brive. Il a rectifié la date attribuée généralement à la mort de ce bizarre poète. C'est en 1653 et non en 1655 que doit se placer cette mort. Le P. Martial avait un frère, écrivain comme lui, Guillaume Dumas de la Gautrie. La Gautrie est le nom d'une propriété appartenant à cette famille. M. Arbellot parle des œuvres du plus célèbre des deux frères, et examinant les éditions successives qui en ont été données, relève entre elles d'importantes différences. La dernière et la plus complète de ces éditions est devenue très rare et est fort recherchée des amateurs.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,

LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 26 JUIN 1888

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président

Présents : MM. Arbellot, Astaix, Bourdery, Brisset-Desisles, Joseph Dubois, René Fage, Fray-Fournier, Hervy, Hersant, Cam. Jouhanneaud, Leroux, Paul Mariaux, Ducourtieux et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le président procède au dépouillement de la correspondance et appelle l'attention de la Société sur les envois et communications reçus depuis la dernière séance et qui paraissent dignes d'un intérêt particulier.

Il signale tout spécialement une plaquette publiée par l'imprimerie Ducourtieux et relative à la marque nouvellement adoptée par cette maison. M. Paul Ducourtieux, qui est l'auteur de la brochure, y a rappelé en quelques mots la vie et les travaux de son père, le sympathique fondateur de l'*Almanach Limousin*. La marque a été dessinée par M. Jules Tixier avec la facilité du crayon et le goût qu'on lui connaît.

M. Arbellot mentionne une autre brochure de M. Ducourtieux : *le Délégué*; une notice de M. Louis Guibert sur l'*Orfèvrerie et les émaux d'orfèvre à l'Exposition rétrospective de Limoges* (1886), où sont reprises les principales discussions soulevées à l'occasion des objets les plus intéressants et les plus précieux ayant figuré dans les galeries de l'Hôtel-de-Ville; un article de M. Camille Leymarie sur la *Bibliothèque du Chancelier d'Aguesseau*, inséré dans la *Revue Littéraire du Centre*; enfin un travail important sur l'abbaye de La Couronne, publié par M. l'abbé Chauvet dans le *Bulletin de la Société historique de l'Angoumois*.

M. Leroux rappelle que l'abbaye de La Couronne possédait dans le diocèse de Limoges plusieurs prieurés : Il cite entre autres celui d'Altavaux.

Une lettre de M. le conservateur du musée ethnographique du Trocadéro informe la Société de l'extension qu'il se propose de donner aux collections consacrées aux diverses provinces de la France.

Il demande si le Limousin qui, paraît-il, n'est jusqu'ici repré-

senté dans ces collections que par un *barbichet*, ne pourrait pas fournir d'autres vêtements, outils ou objets caractéristiques. M. Guibert signale comme particulier au pays, le *deboucirodour*, dont les ménagères se servent pour blanchir les châtaignes. D'autres membres parlent de certains bijoux. Il conviendra de revenir sur ce sujet.

La Société pour l'avancement des sciences tiendra un congrès à Limoges en 1890. Sur la question posée par un membre, M. le président déclare qu'il n'a reçu aucun avis concernant ce congrès. Il ignore du reste s'il y sera abordé des questions se rapportant à l'objet ordinaire des études de la Société. Ne pourrait-on pas inviter la Société française d'archéologie à tenir une nouvelle réunion à Limoges.

M. Guibert fait remarquer que la Société scientifique et historique de Brive a déjà pris les devants. Il a rencontré récemment, chez M. de Lasteyrie, le président de la Société française, M. le comte de Marsy, et l'a entendu accueillir, de la façon la plus favorable, les ouvertures de M. Ernest Rupin.

Au nom du bureau, M. Arbellot propose d'offrir à MM. Emile Fage, président de la Société des sciences, lettres et arts de Tulle, et Ernest Rupin, président de la Société scientifique et historique de Brive, le titre de membres correspondants. L'un et l'autre accepteront certainement ce titre comme un témoignage de la sympathie de la Société archéologique de Limoges pour leur personne et de son estime pour leurs travaux, et en même temps comme une nouvelle preuve des sentiments de bonne confraternité qui unissent tous les membres des diverses associations historiques de la province. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Plusieurs découvertes archéologiques ont été faites dans la région depuis la dernière séance. M. l'abbé Arbellot en entretient la Société.

C'est d'abord celle de la dalle mortuaire d'un chanoine de Limoges, qui se trouvait engagée dans la maçonnerie du mur du jubé. Autour de cette pierre où n'est du reste gravée aucune figure, aucune armoirie, on lit l'inscription : *Hic jacet Petrus de Bethono, canonicus ecclesiæ Lemovicensis et rector de Selhaco, qui obiit die XVIII mensis decembris MCCCCVIII (1409); cujus anima requiescat in pace. Amen.*

Dans les environs de Nontron, un ouvrier nommé François Bernard, a trouvé quarante-sept pièces d'or des *xv^e* et *xvi^e* siècles. Il y en a de Louis XII, François I^{er}, Henri II, Charles IX, mêlées à un certain nombre de pièces espagnoles aux effigies de

Ferdinand-le-Catholique et d'Isabelle, de Jeanne-la-Folle, de Philippe II ; on en remarque une de Jean II de Portugal, une autre de Henri V d'Angleterre où il est qualifié « roi d'Angleterre et de France » ; enfin, sur un écu de François I^{er}, celui-ci porte le titre de « roi de France et duc de Bretagne. »

M. Arbellot signale comme fort intéressant le portail de l'église de Saint-Martial-de-la-Valette (Dordogne). La triple voussure de ce portail, d'un beau type roman, est couverte de fines sculptures en pierre calcaire.

M. Fage présente un intéressant silex à double pointe et sensiblement contourné, trouvé par M. Berthonnerie, à La Berthonnerie, commune de Saint-Priest-la-Feuille, canton de La Souterraine (Creuse).

Dans le dernier bulletin publié par le *Musée impérial autrichien*, M. Leroux a noté un intéressant article sur les plats émaillés de Limoges, connus sous le nom de *gémellions*, parce qu'ils se fabriquaient toujours par paire. Ils servaient à « donner à laver », suivant l'expression consacrée, et l'un d'eux, celui à l'aide duquel on versait l'eau, porte souvent un bec ; l'autre servait de cuvette. L'auteur de cet article, le Dr Frimmel, après avoir parlé des *gémellions* de l'église de Conques, des musées de Cluny et du Louvre, signale une vingtaine de ces objets en Autriche et en Allemagne, notamment à Vienne, Dresde, Berlin, Lunebourg, Meinnberg, Aix-la-Chapelle, etc. Il les attribue aux xiii^e et xiv^e siècles et leur assigne une origine limousine ; mais il croit, d'après l'étude qu'il a faite d'un plat semblable conservé au musée d'Innsprück, portant des caractères orientaux et appartenant, à son avis, au xii^e siècle, que les orfèvres de Limoges se sont inspirés d'objets fabriqués en Orient. M. Leroux voudra bien donner un résumé de cet article pour le *Bulletin* de la Société.

Les statuts de la confrérie corporative des tanneurs d'Eymoutiers ont été conservés. Ce document appartient au xvi^e siècle. M. Joseph Dubois donne à la Société une intéressante analyse des statuts dont il s'agit et du volume où il les a découverts. Ce manuscrit renferme des pièces dont les dates extrêmes sont 1628 et 1669, et a été conservé dans la famille Cramouzaud-Lenfant. Les tanneurs et corroyeurs étaient nombreux, autrefois, à Eymoutiers ; de là le surnom de *Petauds*, donné aux habitants de cette ville. M. Dubois relève les noms qui figurent le plus souvent sur les listes de membres de la confrérie ; ce sont ceux des Ruben, des Pâquet, des Romanet, des Péconnet, des Cramouzaud, des Nony, des Raymond, des Coutisson, etc.

La confrérie est placée sous l'invocation de la Sainte-Trinité, comme celle de Limoges, dont M. Astaix possède le précieux registre. Les bailes, c'est-à-dire les officiers de la confrérie sont élus, mais on met à l'encan, suivant l'usage, les *dignités* du jour de la fête; on procède à cette opération dans une réunion tenue sous la présidence du curé, et acte est dressé par un notaire des enchères et adjudications. Parmi ces dignités, on trouve, à côté de celles de roi, reine, connétable, porte-enseigne, celle de porte-image, qui a besoin d'être expliquée, et de *connétablesse*, qui est absolument inusitée.

L'abus des banquets est signalé par M. Dubois. Les confrères d'Eymoutiers, en dehors de la fête religieuse annuelle, avait fini par ne plus se réunir que pour banqueter. Ils avaient cinq repas par an. La confrérie percevait un droit assez élevé des nouveaux tanneurs qui s'établissaient et de ceux des confrères qui se mariaient. Quand un membre de l'association venait à mourir, chacun des confrères devait faire dire une messe pour le repos de son âme. Nous avons déjà trouvé cette obligation imposée aux membres de plusieurs confréries corporatives à Limoges.

M. Dubois a cru devoir inférer d'un article de ces statuts que les ouvriers, comme les maîtres, pouvaient appartenir à la confrérie corporative. M. Guibert pense que l'article cité n'est pas assez explicite, et l'admission, dans la confrérie, des apprentis, en général fils de maîtres et probablement tous futurs maîtres, ne suffit pas à établir que les ouvriers pussent en être membres.

M. Masfrand a communiqué à la Société un très intéressant mémoire sur la grotte de Cognac (Dordogne). M. Guibert en donne lecture. Il appelle l'attention des auditeurs sur les silex, de formes très variées, dont le dessin accompagne cet article, et manifeste le désir que celui-ci soit publié dans le *Bulletin*.

M. Guibert lit ensuite le commencement d'une notice sur le cartulaire de l'ancienne abbaye cistercienne d'Obazine. Ce précieux manuscrit, que M. Brunet, ancien ministre, avait bien voulu lui confier pour figurer à l'Exposition de Limoges, en 1886, a depuis été cédé par son propriétaire à la Bibliothèque nationale. Il paraît être des dernières années du XII^e siècle et renferme le texte ou l'analyse des chartes souscrites en faveur du monastère sous l'administration de saint Etienne et de ses quatre successeurs immédiats. M. Guibert note quelques passages intéressants pour l'histoire du Limousin et un grand nombre d'indications confirmant ou rectifiant la chronologie des abbés et dignitaires ecclésiastiques de la contrée.

M. Arbellot entretient à son tour la Société, de Joseph Chalard,

appelé aussi Joseph du Chalard, né à Saint-Léonard en 1560. Chalard a le premier donné en français la vie du patron de cette ville. Son livre, qui a toute la naïveté du temps, et dont M. Arbellot lit quelques passages, est extrêmement rare. On n'en connaît qu'un seul exemplaire, celui de la Bibliothèque nationale; M. Astaix croit toutefois posséder quelques feuillets d'un autre. Le titre porte : *A Saint-Léonard, pour Etienne Roland*. Y eut-il jamais un imprimeur à Saint-Léonard ?

Joseph Chalard a laissé quelques poésies ; on trouve de lui un sonnet français et une pièce acrostiche en latin, au commencement de la *Tragédie de Saint-Jacques*, du vénérable Bardon de Brun, imprimée en 1596, chez Barbou, aux frais de Pierre Guibert. Ce fut à la prière de Joseph Chalard, que Jean Prévôt, du Dorat, composa sa tragédie de *Clotilde*.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,

Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 31 JUILLET.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Sont présents : MM. Arbellot, Astaix, Hervy, Louis Bourdery, le commandant Dorat, J. Dubois, Fray-Fournier, Gany, Hersant, Camille Jouhauneaud, A. Judicis et L. Guibert, secrétaire.

Lecture est faite par le secrétaire du procès-verbal de la dernière réunion.

M. le président signale à la Société un certain nombre de communications et d'envois offrant, au point de vue de ses études spéciales, un intérêt particulier. Ce sont, en premier lieu, le beau volume de M. René Fage, où notre laborieux et sympathique confrère a réuni tant de précieux renseignements sur le *Vieux Tulle*, et un fascicule de l'inventaire des archives de la Creuse par MM. Bosvieux, Richard, Duval et Autorde, où l'on trouve des renseignements intéressants sur beaucoup de familles du pays.

M. le chanoine Arbellot, mentionne également le volume des délibérations du Conseil municipal de Limoges, année 1887 ;

Une brochure de M. Thuot, de Guéret, sur les ruines romaines de la forêt de Chabrières ;

Les dernières livraisons de la *Revue littéraire du Centre* ;

Un numéro de l'*Echo de la Dordogne*, du 15 juillet, renfermant un intéressant article de M. Dujarric-Descombes, sur l'avant-dernier volume du *Bulletin* de la Société ;

Deux livraisons du *Gay-Lussac*, dont la dernière contient la fin des notes de M. C. Marbouty sur son voyage en Egypte et quelques pages sur l'*Anémogène*. On sait que cet ingénieux appareil, inventé par M^{re} Rougerie, évêque de Pamiers, sert à la démonstration et à la confirmation de la théorie du savant prélat sur la cause et la production des vents réguliers.

Communication est également donnée à la Société d'un article des plus élogieux, consacré par le journal spécial de l'Exposition du Vatican, au magnifique tableau d'émaux exécuté par M. Bourdery et offert par le diocèse de Limoges au souverain pontife, à l'occasion de son jubilé sacerdotal. Une belle gravure accompagne cet article. M. le président saisit cette occasion de féliciter, au nom de la Société, l'habile peintre émailleur de la distinction si bien méritée qui lui a été décernée par Léon XIII : la croix de chevalier de Saint-Sylvestre. M. Arbellot rappelle que cette décoration est spécialement destinée aux artistes et aux hommes de lettres.

En finissant cette revue des principales publications offertes à la Société, M. le président remercie tout spécialement M. Jules Tixier et M. Louis Bourdery pour l'envoi de leurs notices relatives aux monuments historiques dont les plans et dessins figuraient à l'Exposition de Limoges, en 1886, et aux émaux peints qu'on y a admirés. Il donne aussi communication d'un prospectus du *Dictionnaire des Dictionnaires*, importante publication encyclopédique en préparation. C'est M^{re} Paul Guérin qui se propose de publier ce grand ouvrage.

La Société a perdu depuis sa dernière séance un de ses membres honoraires, M. Allou, l'éminent avocat. M. le président annonce la mort de M. Allou, retrace en quelques mots cette honorable et brillante carrière et rappelle quels liens rattachaient M. Allou à notre province. Il était né à Limoges, où son père était ingénieur des mines. On sait quels services ce dernier a rendu à l'archéologie limousine et tout le monde connaît et consulte avec fruit sa *Description des monuments des différents âges observés dans le département de la Haute-Vienne*. M. Allou, celui qui

vient de mourir, et dont M. Dubédat a rappelé et caractérisé, dans le *Bulletin* de la Société, les plus célèbres plaidoyers, avait gardé peu de relations en Limousin. Il y était toutefois revenu il y a quelques années et avait conservé le meilleur souvenir de l'accueil qu'il avait reçu dans notre ville : il lègue, dans son testament, à la bibliothèque des avocats de Limoges, son buste, par Carrier-Belleuse.

M. Arsène Brouard, botaniste, demeurant à Limoges, rue Porte-Panet, est présenté comme membre résident, par M. le chanoine Arbellot et M. L. Guibert.

M. L. Guibert et M. A. Dubois, ancien inspecteur primaire, présentent comme membre correspondant M. Bellet, instituteur communal à Saint-Maurice, près La Souterraine (Creuse).

Il sera statué, à la séance d'août, sur ces deux présentations.

M. L. Guibert donne communication à la Société d'une lettre de M. le préfet de la Haute-Vienne relative aux fanaux funéraires de Vicq et de Coussac-Bonneval. La Société était intervenue, ainsi que le Comité des Travaux Historiques, pour conserver ces intéressants édifices. Cette intervention n'a pas eu de succès. La « lanterne des morts » de Vicq est démolie, et en ce qui a trait à celle de Coussac, le Conseil municipal déclare n'avoir pas de ressources pour la restaurer. La Société a offert de se charger de la restauration de ce petit monument, mais à la condition que la propriété du fanal serait régulièrement concédée soit à la Société archéologique, soit au département de la Haute-Vienne. M. Jules Tixier, dont on connaît le zèle et le talent, a bien voulu se charger de cette restauration.

Plusieurs placards fort curieux de la période révolutionnaire sont mis sous les yeux de la Société par M. Astaix.

M. Judicis rappelle que le moulage du bas-relief de Saint-Pierre, représentant le *Joyau* de la confrérie du Saint-Sacrement, a été exécuté sous sa direction et est à la disposition de la Société.

Au nom de la commission chargée de dresser le catalogue des objets mobiliers appartenant à l'Etat, au département, aux communes et établissements publics et offrant un intérêt artistique et archéologique suffisant pour être classés, conformément à la loi du 30 mars 1887, M. Guibert donne lecture du rapport résumant le travail de cette commission et de la liste d'objets qui l'accompagne.

Beaucoup d'objets portés à cette liste donnent lieu à un échange d'observations et la lecture de ce rapport se prolonge jusqu'à dix heures.

Le secrétaire général,
Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 28 AOUT 1888

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Antoine Thomas, Astaix, Brisset-Desisles, J. Dubois, P. Ducourtieux, Hersant, A. Judicis, Alfred Leroux, C. Marbouty, Paul Mariaux et Louis Guibert, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

Parmi les ouvrages et publications adressés à la Société depuis la séance d'août, M. le président signale le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts* de Tulle, renfermant d'intéressants articles de MM. Decoux-Lagoutte, René Fage et Hugues, et surtout un travail fort important de M. Eugène Müntz sur les peintures de la chapelle de Saint-Martial, au Palais des papes à Avignon. Ces fresques, dues à un artiste italien d'un assez grand mérite, représentent les scènes principales de la vie de saint-Martial, d'après la légende dite « du faux Aurélien ». M. Arbellot relève quelques erreurs de détail qui s'y rencontrent.

La Société des sciences naturelles et archéologiques de Guéret a également publié une livraison de son bulletin. On y trouve des articles de MM. de Cessac, Thuot, et quelques pages relatives à la discussion qui s'est élevée au sujet du lieu de naissance de Quinault. Les habitants de Felletin ont toujours réclamé le collaborateur de Lulli comme un de leurs concitoyens; cette prétention a été combattue par M. Jal, qui assure avoir trouvé dans les actes des anciens registres paroissiaux des églises de Paris, des indications suffisantes pour croire que Quinault serait né dans cette ville. Quelques observations sont échangées sur l'objet de ce débat. M. Antoine Thomas dit que, si vraiment, comme l'assure l'auteur de l'article inséré dans le *Bulletin de la Société de Guéret*, il existe un portrait de Quinault gravé au xvii^e siècle et mentionnant Felletin comme lieu de sa naissance, ce document fournirait un sérieux appui à la tradition qui fait le célèbre poète lyrique originaire de cette ville.

Dans les *Annales de la Société du Gâtinais*, M. Arbellot a noté un intéressant article sur le culte de Saint-Mathurin, où il relève quelques pages sur la relique de ce saint conservée

dans l'église du Vigen, près Limoges. L'article est accompagné de gravures dont l'une représente le bras-reliquaire que possède cette église.

A signaler encore, dans le *Bulletin de l'Orléanais*, un travail sur les « disques émaillés », et dans celui de la Société de Nantes, un autre sur les « gémellions ». On voit que partout les savants s'occupent d'étudier l'œuvre de Limoges.

Le président remercie M. Ducourtieux, qui a offert à la Société un exemplaire de sa remarquable notice sur *les Manuscrits et les imprimés à l'Exposition de Limoges*. Remerciements aussi à M. Georges Chauvet pour l'envoi de son ouvrage : *Coup d'œil sur la période néolithique dans la Charente*.

M. Sènemaud, membre de la Société, a bien voulu lui adresser deux lithographies de Tripon figurant dans la liste des planches de l'*Historique monumental* que ne possède pas notre bibliothèque. Par malheur, ces dessins appartiennent à la publication en petit format dont M. Eyma avait écrit le texte. Néanmoins des remerciements sont adressés à M. Sènemaud.

Le Président rappelle que le tome XXXV du *Bulletin* de la Société a paru. M. René Fage en a donné un compte rendu très exact dans le *Courrier du Centre*.

M. Arbellot communique ensuite, de la part de M. Demars, curé du Châtenet, des hymnes à la Vierge, écrites sur des lames de papyrus ou d'un autre tissu ligneux très serré provenant de l'île de Ceylan. Ce curieux objet a été trouvé dans le grenier d'une maison de Saint-Léonard. On a découvert également à Châlusset, sur la limite de la Haute-Vienne et de la Dordogne, une magnifique pièce de monnaie en or, à l'effigie de Philippe de Macédoine.

Une lettre de M. Dujarric-Descombes, notaire au Grand-Brassac (Dordogne), signale un émail peint représentant saint Jean-Baptiste et signé P. N. (Pierre Noualhier), conservé dans l'église du Grand-Brassac. M. Louis Guibert croit se rappeler qu'à l'exposition de Tulle figurait un saint Jean-Baptiste, en grisaille, du même artiste.

MM. Arsène Brouard, naturaliste à Limoges, et Bellet, instituteur communal à Saint-Maurice (Creuse), présentés à la dernière séance, sont admis, au scrutin secret, le premier comme membre titulaire, et le second comme membre correspondant de la Société.

MM. Louis Guibert et P. Ducourtieux présentent, comme membre correspondant, M. Genesteix, ancien notaire, rue du Petit-Maure, à Poitiers.

De la part de M. l'abbé Lecler, M. Louis Guibert communique à la Société un fort intéressant *Agnus* en argent, avec traces d'une décoration émaillée bleu et rouge, ayant contenu une parcelle du bois de la Vraie Croix, et une jolie burette en cristal taillé, qui contenait une dent de saint Léonard. Le tout se trouvait au sommet du clocher de Saint-Léonard.

L'ordre du jour appelle la lecture de la notice de M. Paul Ducourtieux sur la vente de la bibliothèque limousine de M. Auguste Bosvieux. On sait combien l'ancien archiviste de la Creuse a travaillé en vue de recueillir des notes, d'abord concernant l'histoire de Saint-Yrieix, sa ville natale, ensuite concernant l'histoire et la géographie de la Marche. Ce qu'on connaît moins, c'est le soin avec lequel ce laborieux savant avait composé sa bibliothèque, où abondaient les livres rares et précieux pour l'étude du passé de notre province. Le but de Bosvieux était de dresser un catalogue raisonné de tous les documents imprimés pouvant se rapporter à cette étude. Il est mort avant d'avoir achevé ce grand inventaire ; mais les fiches du catalogue de sa bibliothèque — fiches que le comité de la Bibliothèque de Limoges fit copier il y a quelques années — fourniront bien des données à l'homme qui entreprendra ce travail.

Il eût été à désirer que cette collection ne fût pas dispersée. Des tentatives furent faites à diverses reprises pour obtenir qu'elle fût acquise par la ville de Limoges ; mais elles ne purent aboutir. Au cours des pourparlers qui eurent lieu à cette occasion, MM. Arbellot, Fage, Ducourtieux, Tandean de Marsac et Guibert furent chargés d'étudier le catalogue et de fixer le prix qui pouvait être offert par la ville : ils indiquèrent six mille francs. Rien n'ayant pu être conclu, la famille se décida, il y a deux ans, à céder pour 6,500 fr. ou 7,000 fr. a-t-on dit, à M. Claudin, la précieuse bibliothèque, qui a été vendue aux enchères, à Paris, au mois de décembre 1887. Cette vente, bien que faite dans des circonstances peu favorables et à une époque, semble-t-il, mal choisie, n'en a pas moins produit des résultats au-dessus de toute attente. Le total des vacations ne s'est pas élevé à moins de 12,600 fr. Certains volumes ont atteint des prix très élevés ; ainsi la plus ancienne édition des *Coutumes de la Marche* a été adjugée à 645 fr. ; les *Heures de Limoges*, à 545 fr. ; les *Heures de Notre-Dame* (Barbou, 1582), à 200 fr. ; l'*Historique monumental*, de Tripon, à 175 fr. ; la *Vie des Saints du Limousin*, de Collin, à 106 fr. Les deux plus forts acheteurs ont été M. Tandean de Marsac, notaire à Paris, et la Bibliothèque communale de Limoges, laquelle s'est rendue adjudicataire de 154 ouvrages, payés 2,987 francs.

Beaucoup de volumes resteront en Limousin ou du moins dans des bibliothèques limousines ; mais on doit regretter qu'une collection réunie avec tant de peine, de soin et d'intelligence, en vue de l'étude de l'histoire de nos contrées, n'ait pas été acquise tout entière par la Bibliothèque de Limoges.

M. Joseph Dubois esquisse à grands traits l'histoire de l'église collégiale d'Eymoutiers, qui se lie étroitement à l'histoire de cette intéressante et curieuse ville. Saint Psalmet paraît avoir le premier marqué l'emplacement de celle-ci en établissant sa cellule sur les bords de la Vienne. Le chapitre est d'origine fort ancienne. A la fin du x^e siècle, des religieux furent installés à Eymoutiers par un évêque de Limoges ; il est probable qu'ils y remplaçaient d'anciens chanoines. Cette communauté, d'ailleurs, ne se maintint pas longtemps : le chapitre fut rétabli ou établi au commencement du x^e siècle. Il compta jusqu'à trente membres ; ce nombre, au xviii^e siècle, était réduit de moitié.

La fondation du collège d'Eymoutiers paraît due aux chanoines. Tout au moins rencontre-t-on des legs et donations faits par plusieurs d'entre eux à son profit.

M. Dubois décrit la grande église qui est restée le principal monument d'Eymoutiers et du canton ; il parle de ses stalles sculptées, de ses magnifiques vitraux du xv^e siècle, qu'on tient pour les plus beaux de tout le Limousin.

Les savants du Périgord semblent avoir juré de prendre au Limousin, l'une après l'autre, toutes ses illustrations. M. l'abbé Pergot, curé de Terrasson, tentait naguère de nous enlever saint Vaast. C'est maintenant le tour de M. Dujarric-Descombes, qui veut arracher à Eymoutiers Gabriel Ruben, pour le donner à Nontron. M. l'abbé Arbellot qui s'est donné la mission de veiller sur nos gloires limousines, réfute la thèse de M. Dujarric-Descombes plus aisément encore qu'il n'a réfuté celle de M. l'abbé Pergot. Il rappelle que le chanoine Collin, contemporain de Gabriel Ruben, place celui-ci parmi les Limousins célèbres, et le fait naître à Eymoutiers. Gabriel Ruben lui-même, dans l'építaphe de son frère, dit expressément que celui-ci est natif d'Eymoutiers. La tradition constante de cette origine a été confirmée au dernier siècle par les témoignages de l'abbé Dutheil, curé d'Eymoutiers, et du savant abbé Nadaud, curé de Teyjac, — de la paroisse, précisément, dont M. Dujarric-Descombes veut faire le lieu de naissance de Gabriel Ruben.

C'est un écrivain de l'Oratoire, le P. Battarel, qui, le premier, a écrit que Gabriel Ruben était originaire de Treijac (*sic*). Il a pu être induit en erreur par ce fait que Jacques Ruben, frère de

Gabriel, était mort, en effet, à Teyjac. Mais cette erreur, copiée par l'abbé Taharaut, ne fournit pas un fondement suffisant aux prétentions de nos voisins. Il y a, au ^{xvii}^e siècle, des Ruben à Nontron et à Teyjac ; mais on en connaît à Eymontiers dès le ^{xv}^e.

M. Guibert a été chargé par M. de Senneville de donner quelques indications à la Société archéologique sur l'état d'avancement de son travail relatif au cartulaire du prieuré d'Aureil, dont M. Senneville veut bien préparer la publication. Il y joindra, sur la demande qui lui en a été faite, le cartulaire de l'Artige, très court et se rapportant à la même période. Les chartes sont copiées, classées, annotées et l'introduction rédigée en partie. M. Guibert donne lecture de quelques pages de cette introduction. Elles ont trait à l'état matériel du manuscrit, à sa date, etc. M. de Senneville, entre autres questions, se pose celle-ci : le cartulaire d'Aureil est-il de la main même de saint Gaucher, fondateur du prieuré, comme on l'a prétendu ? Il estime que non ; on ne saurait toutefois douter que ce cartulaire ne remonte au temps de saint Gaucher ou aux premières années de l'administration de son successeur.

Le comité de publication de la Société se propose de faire paraître les cartulaires d'Aureil et de l'Artige aussitôt après l'impression de celui de Vigéois, dont s'occupe M. B. de Montégut. Ce dernier formera, à moins de contre-temps imprévu, l'unique livraison du *Bulletin* de 1889. Tout le texte est imprimé.

Une question est posée au Secrétaire général, au sujet de la publication, depuis si longtemps réclamée, de l'ancien cartulaire du Consulat de Limoges. Répondant à cette interpellation, M. Guibert rappelle qu'en 1877, M. Gustave Beaura d'Augères a bien voulu se charger de cette laborieuse tâche. Le registre a été intégralement copié, avec beaucoup de soin ; le travail d'annotation doit être fort avancé, et il y a lieu d'espérer que M. Beaura d'Augères ne tardera pas à faire part à la Société de ses vues relativement à cette importante publication.

Le Secrétaire général,

LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 30 OCTOBRE 1888.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, Hervy, Cournuéjols, Ducourtieux, René Fage, Fray-Fournier, Hersant, Cam. Jouhauneaud, Judicis, l'abbé Lecler, Alfred Leroux, P. Mariaux, le chanoine Tandeau de Marsac et Louis Guibert, secrétaire

M. le président donne communication des ouvrages et publications reçus depuis la dernière séance ; il mentionne entre autres le recueil de *Livres de raison limousins et marchois*, publié par MM. Louis Guibert, Alfred Leroux, de Cessac et l'abbé Lecler, renfermant des documents précieux pour l'histoire de la famille et des mœurs dans notre province ; — des lettres inédites de notre célèbre compatriote, Marc-Antoine Muret, découvertes par M. A. Bertolotti, archiviste de l'État, à Mantoue ; une notice sur les *Peintures de l'autel de Saint-Victorien* et une autre sur l'*Ecole d'orfèvrerie monastique de Grandmont et sur l'autel majeur de l'abbaye*, par M. Louis Guibert ; une étude sur le château de Maroite en Périgord, par M. Dujarric-Descombes, avec un beau dessin de M. de Verneilh ; un remarquable article sur le poète « séraphique », Martial de Brive, par M. Clément Simon, dans le *Bulletin de la Société scientifique et historique de Brive* ; diverses publications de MM. Leroux et René Fage, dans le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Tulle* ; un travail sur le *Graduel de la Bibliothèque communale de Limoges* et plusieurs autres communications de M. Louis Guibert dans le *Bulletin du comité des travaux historiques*, etc., etc.

On a signalé l'existence d'un certain nombre de *tumuli* à Lafaye, près Quinsac, à quatre kilomètres environ de Saint-Yrieix. M. le Président donne quelques détails à ce sujet.

M. le Ministre de l'instruction publique a adressé à la Société la liste des sujets sur lesquels le comité des travaux historiques appelle l'attention des sociétés savantes, et qu'il désirerait voir traiter à la prochaine réunion annuelle de la Sorbonne. Il en sera donné lecture à la séance de novembre.

Le conseil municipal de Coussac-Bonneval a, comme le lui avait proposé la Société, abandonné à celle-ci la propriété du fanal funéraire qui existe au bourg, à la charge de réparer et d'entretenir ce petit monument. La délibération a été approuvée par M. le Préfet. M. Jules Tixier est allé récemment à Coussac

pour étudier l'état du fanal et établir un devis des réparations nécessaires.

M. Louis Guibert communique, de la part de M. Bellet, membre correspondant, deux documents originaux : une petite charte de 1215, relatant un don fait au couvent de La Saulière, sous le sceau de Guillaume de Malemort, et une bulle de Clément VI, approuvant l'union à la manse abbatiale de Saint-Martial, de la prévôté de Panazol ou des Sécherres, union prononcée en 1339 par Roger, évêque de Limoges.

M. Louis Guibert fait passer sous les yeux de la Société un beau dessin de M. Bourdery, représentant la vierge-dyptique de M. Hugonneau-Beauflet, curé de Dournazac.

M. Paul Genesteix, ancien notaire à Poitiers, présenté à la dernière séance, est élu membre correspondant au scrutin secret.

M. Raynaud, directeur d'assurances, vice-consul du Portugal, est présenté comme membre titulaire par MM. Judicis et Louis Guibert.

Au cours des travaux de terrassement qui ont été récemment exécutés à Limoges, dans la région de la Croix-Verte et des Palisses, auprès de l'embranchement des deux lignes, les ouvriers ont trouvé des vestiges intéressants de constructions appartenant à l'époque gallo-romaine. M. Ducourtieux, qui a relevé avec soin ces découvertes, en entretient la Société.

La plus importante consiste en socles et fûts appartenant à une vingtaine de colonnes, d'un diamètre moyen de 50 centimètres, formant une seule rangée et dont une partie était encore debout.

On a trouvé également une sorte de puits où viennent se déverser à diverses hauteurs, des conduites d'eau ; les restes d'une chaussée remblayée dès une époque très reculée ; des tuyaux d'appareils calorifères en briques ; des pièces de monnaie, au nombre desquelles un grand bronze de Néron, très beau ; trois vases à col étroit et une quantité considérable de fragments de poterie dont M. Ducourtieux et M. Hersant présentent de nombreux et intéressants échantillons. Nous y retrouvons les chasses, les personnages jouant de la flûte et le décor un peu surchargé des vases recueillis du côté de la nouvelle route d'Aixe.

L'ordre du jour appelle la communication de M. l'abbé Lecler, relative à des monnaies d'or trouvées à diverses époques et sur différents points de notre ville. M. Lecler fait passer sous les yeux de la Société plusieurs de ces pièces, d'une remarquable conservation : on en distingue une présentant d'un côté une image de saint Jean-Baptiste, vêtu d'un manteau à poils hérissés, et de l'autre une grande fleur de lys fleuronée. Notre Musée possède plusieurs exemplaires de ce type. D'autres sont des écus à la Couronne, frappés sous le règne de Charles VI par le parti du

Dauphin; la plus récente appartient au règne de Louis XIII et porte la date de 1629.

M. Leroux a cherché à déterminer à qui nous devons le premier contexte des *Annales françaises de Limoges*, et par quels apports successifs ont été constituées ces annales, dans l'état où les ont publiées; en 1872, MM. Ruben, Achard et Ducourtioux. L'étude attentive qu'il a faite de cet ouvrage et les recherches auxquelles il s'est livré, l'ont conduit aux conclusions suivantes, qu'il développe en les appuyant, les unes de preuves positives, les autres d'indications en établissant au moins la probabilité.

Le premier auteur de ces annales, Jean de Lavaud, procureur au siège présidial de Limoges, a d'abord traduit, en dialecte limousin, une chronique latine du *xiv^e* siècle, provenant de l'abbaye de Saint-Martial; puis il a reproduit cette chronique en français et l'a poussée jusqu'en 1538, date de la sécularisation de la grande abbaye. Sur le tard de sa vie, il compléta son travail sous le titre de *Recueil des Antiquités de Limoges* et donna diverses listes de proconsuls, de vicomtes, qu'on retrouve trente ans plus tard dans les manuscrits de l'avocat Etienne Guibert.

Un anonyme, qui avait consulté les sources et connaissait de précieux documents, refit ce travail sur de nouveaux frais. M. Leroux a cru un instant pouvoir attribuer ce remaniement à Razès, vicaire de 1603 à 1631 à Saint-Pierre-du-Queyroix. Mais il semble plus probable qu'à cette partie ou plutôt à cette phase de la composition de nos annales, on doit attacher le nom du chanoine Bandel, grand vicaire et official de Limoges, né en 1570 à Grandmont, auteur d'un *Traité de la dévotion des anciens chrétiens à saint Martial*, et qui, au témoignage de Collin et de Baluze et au sien propre, avait copié les annales de Lavaud. Il conduisit ces annales jusqu'en 1556.

Les récits mouvementés qui se rapportent à la période de 1560 à 1594, et qui semblent être l'œuvre d'un témoin oculaire, sont peut-être un abrégé de cette *Historia Lemovicum*, de Nicolas de Tralage, aujourd'hui perdue. Enfin, les morceaux ayant trait aux années 1594 à 1632, pourraient être mis à l'actif, soit du vicaire Razès, soit du chanoine de Cordes. Jean Bandel, qui peut-être les avait colligées, y ajouta sans doute quelques notes.

Après la communication, par M. Louis Guibert, de deux pièces fournissant des indications précises de nature à modifier certaines parties de la biographie de l'abbé Joseph Nadaud, la séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,
Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 27 NOVEMBRE 1888.

Présidence de M. le chanoine, ARBELLOT Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, Hervy, J.-B. Champeval, Cournuéjols, commandant Dorat, J. Dubois, Ducourtieux, R. Fage, Fray-Fournier, Gauby, Gilbert, Judicis, C. Jouhannaud, abbé A. Leclerc, A. Leroux, P. Mariaux, Nivet-Foutaubert, C. Vergniaud et L. Guibert, secrétaire.

Lecture est donnée par le secrétaire du procès-verbal de la dernière réunion, qui est adopté, après échange de quelques observations entre M. Judicis et M. Ducourtieux, au sujet des récentes découvertes faites dans les terrains de la Croix-Verte et des Palisses, à Limoges. M. Judicis s'étonne qu'on n'ait pas trouvé, au dessous des fragments de colonnes rencontrés près de la jonction des deux lignes, une base quelconque, un massif de maçonnerie; de plus, il paraîtrait que, contrairement à ce qui avait été dit d'abord, aucune colonne n'était debout : toutes étaient couchées, dans la même direction, il est vrai, mais en morceaux. Il faut conclure, de ces constatations, que le terrain où on les a découvertes n'était pas l'emplacement même de l'édifice auquel elles appartenaient; elles ont été transportées là et y ont été abandonnées, on ne peut dire dans quelles circonstances.

Une observation faite par M. Arbellot à l'occasion d'un passage du procès-verbal relatif à la lecture de M. Leroux sur les sources et les premiers auteurs des *Annales françaises de Limoges*, amène M. Leroux à rappeler que la continuation du travail historique de Bernard Gui existe à la Bibliothèque vaticane, à Rome.

Passant en revue les publications les plus intéressantes reçues depuis la dernière réunion, M. le président signale tout particulièrement une brochure de M. Emile Du Boys : *Un Magistrat du XVI^e siècle*, renfermant des lettres inédites de Siméon Du Boys, et une notice sur ce personnage, qui joua un rôle si considérable de son temps; le récit du voyage de la Société Gay-Lussac en Auvergne, écrit d'une plume agréable autant que facile par M. Paul Garrigou-Lagrange et accompagné de charmants cro-

quis de M. Jules Tixier; l'*Annuaire-Almanach de la Creuse*, pour 1889, publié par M. Paul Ducourtieux et où se trouve la suite du *Dictionnaire topographique, archéologique et historique de la Creuse*, de l'abbé Lecler.

Après avoir donné lecture d'un compte rendu consacré par le *Polybiblion* au dernier volume du *Bulletin*, M. le président communique la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, relative à la réunion des Sociétés savantes en 1889 et aux sujets sur lesquels le comité des travaux historiques appelle de préférence l'attention des habitués des congrès annuels.

M. Raynaud, directeur d'assurances, vice-consul du Portugal, présenté à la dernière réunion, est admis, au scrutin secret, comme membre titulaire.

L'ordre du jour appelle la suite de la lecture de M. Leroux sur les *Annales françaises de Limoges*. L'obligeance bienveillante de M. G. Tandeau de Marsac, notaire à Paris, dont la riche collection est bien connue, a permis à M. Leroux d'étudier un précieux manuscrit de ces Annales. Ce volume, acquis par M. de Marsac, en même temps que l'*Histoire de Grandmont*, de l'abbé Legros, et annoté du reste par ce dernier, provient évidemment des papiers du laborieux érudit, aujourd'hui en la possession des prêtres de Saint-Sulpice de notre séminaire. M. Leroux y reconnaît une copie des Annales de Jean de Lavaud, continuées par le prêtre Razès, dont la paternité est attestée par une note du continuateur.

Le cinquième livre est tout entier une addition et on peut attribuer à Razès lui-même tout ce qui est postérieur à 1603 et qui paraît être un travail original. Razès, comme plus tard Pierre Mesnagier, s'est contenté de continuer Lavaud, sans le modifier. C'est en cela que l'œuvre de l'un et de l'autre diffère de l'œuvre de Bandel : celui-ci, en effet, a remanié et amplifié Lavaud. Le manuscrit de la bibliothèque de M. Tandeau de Marsac mériterait d'être copié en entier et publié.

Prenant occasion de la lecture de M. Leroux, M. le président rappelle que les savants ne se contentent plus du témoignage des chroniqueurs, mais s'efforcent de remonter aux sources des chroniques elles-mêmes et de retrouver les écrits primitifs qui ont inspiré leurs auteurs. C'est ainsi qu'il a paru, en Allemagne, un important travail sur les sources de l'œuvre de Grégoire de Tours.

Dans sa notice sur Vitrac, M. Arbellot fait remarquer qu'en tête de son *Eloge de Marc-Antoine Muret*, figure un prétendu portrait de Muret, portant l'indication : *J. Hainzelman ad vivum*

del. et sc. à Paris, 1681. De quel personnage la gravure d'Hainzelman nous conserve-t-elle les traits? M. Emile Du Boys croit avoir trouvé la solution de ce petit problème. Dans une intéressante note adressée à la Société, il émet l'hypothèse que ce portrait pourrait être celui de Pierre Muret, littérateur français, né à Cannes, attaché à l'ambassade d'Espagne en 1666 et en 1667, mort vers 1690.

M. Guibert communique à la Société une notice de M. Masfrand, de Rochechouart, sur le tumulus de Lascaux, commune de Saint-Cyr. Outre une grande urne cinéraire de 45 centimètres de hauteur, on y a trouvé trois autres vases dont un fort beau, orné d'un décor à chevrons, et des ossements mêlés de charbons. Cette sépulture, comme le tumulus de la forêt de Rochechouart, déjà fouillé par M. Masfrand, paraît appartenir à la fin de l'époque du bronze.

L'histoire de l'instruction en France est loin d'être faite ; celle de l'instruction en Limousin a été esquissée à peine. M. Guibert a entrepris de recueillir ce qu'on en sait aujourd'hui. Il rappelle la barbarie et l'ignorance des populations après la conquête franque ; les efforts faits par l'Eglise pour instruire le peuple, la première renaissance des études sous les auspices de Charlemagne. Dès la fin du x^e siècle il constate l'existence de l'école épiscopale de Limoges et trouve, dans tous les monastères du pays, des revenus et des prébendes destinés à l'entretien des écoles. L'autorité ecclésiastique dirige l'enseignement public. Toutefois, les corps municipaux des villes s'affranchissent plus ou moins complètement de cette tutelle. M. Guibert parle des grandes écoles de Limoges, de Brive et des écoles plus modestes dont il a pu constater l'existence. Il finit en disant un mot des collèges. Celui des Jésuites de Limoges compta plus d'un millier d'élèves vers 1620 ; celui de Tulle n'en avait pas moins de cinq cents en 1622. Sans parler des établissements spéciaux de Paris et de Toulouse où des places étaient réservées aux enfants de notre province, il n'existait pas moins de vingt-quatre ou vingt-cinq collèges dans la Marche et le Limousin. La plupart, il est vrai, étaient de peu d'importance et le programme de l'enseignement devait y être assez limité.

L'histoire des petites écoles est plus difficile à saisir que celle des collèges. Hors des villes et sauf dans quelques bourgs où la communauté des habitants paraît avoir organisé elle-même l'école, avec le concours de personnes charitables, la plupart des maîtres sont nommés par l'évêque. Tous doivent être approuvés et autorisés par lui. Ils sont placés sous la surveillance des ecclésiastiques chargés de la visite des paroisses.

M. Guibert arrête là sa lecture. Il donnera à la prochaine réunion quelques renseignements sur les écoles de campagnes et sur les établissements consacrés à l'instruction des filles.

Le dernier mardi de décembre coïncidant avec la fête de Noël, la réunion du mois prochain aura lieu, suivant l'usage, le vendredi d'après, 28 décembre.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 28 DÉCEMBRE 1848

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, E. Hervy, Bourdery, de Bruchard, Cournuéjols, P. Ducourtieux, Judicis, A. Leroux, L. Moufle, Nivet-Fontaubert, chanoine Tandau de Marsac, C. Vergniaud et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président signale à la Société les ouvrages reçus depuis la fin de novembre.

Il mentionne, tout spécialement, les *Almanachs limousins* pour la Haute-Vienne et pour la Corrèze, offerts par l'éditeur, M. Paul Ducourtieux, et dont la partie historique sera, comme d'habitude, lue avec un vif intérêt ; dans le *Gay-Lussac*, les articles de MM. Cantillon de Tramont et René Fage sur l'excursion faite par la Société Gay-Lussac en Périgord, et les gracieux dessins de M. Jules Tixier qui accompagnent le premier de ces articles ; dans la même revue, quelques pages de M. Masfrand, de Rochechouart, sur la grotte sépulcrale de Corgnac ; — un compte-rendu de la notice sur les *Mises au tombeau*, de M. l'abbé Lecler, publié dans la *Revue de l'art chrétien*, par Mgr Barbier de Montault ; — un autre opuscule de Mgr Barbier de Montault sur le *transport du Saint-Sacrement quand le Pape voyage* ; enfin, quelques notes de M. Emile Du Boys insérées dans le *Bulletin du Bibliophile*, et accompagnant une notice d'Auguste Du Boys sur le poète Jacques Daurat.

M. Dubédat, membre honoraire de la Société, a bien voulu lui adresser un exemplaire de la réimpression d'une curieuse plaque intitulée : *Récit véritable des choses étranges et prodigieuses arrivées en l'exécution de trois sorciers, à Limoges, 1630*. Ce rare opuscule, dont la Bibliothèque nationale et plusieurs bibliothèques particulières possèdent des exemplaires, rapporte les détails de la triple exécution qui eut lieu au creux des Arènes à cette date. Trois malheureux paysans d'Erain, près le château de Rochefort, paroisse de Séreilhac, nommés *Paulier, Galletou et Jassou*, furent pendus comme sorciers avérés ; on prétendit que le diable, sous la forme d'une mouche énorme, était sorti de l'oreille de Paulier, et avait failli faire rouler au bas de l'échelle le bourreau terrifié. Pierre Robert pourrait bien être l'auteur de cette narration.

Il n'existe pas, dans tout le Limousin, de monument de la Renaissance aussi précieux que le Jubé de la Cathédrale de Limoges. On a dû récemment le déplacer pour dégager la nef qu'il obstruait et le transporter à l'entrée de l'église, contre le narthex. Il y a cent ans, un transfèrement analogue avait causé à cette magnifique page de sculpture d'assez graves dégâts. Le déplacement auquel on procède en ce moment s'opère avec tout le soin possible ; mais il ne s'effectuera pas sans une assez grosse dépense. Mgr l'évêque de Limoges a écrit à la Société archéologique pour demander son concours ; M. le président donne lecture de la lettre de Mgr Renouard.

La Société a voté naguère, à titre tout exceptionnel, une allocation de 1,000 francs pour l'achèvement de la cathédrale ; la subvention de l'Etat dont elle jouissait lui ayant été retirée, elle ne saurait aujourd'hui, malgré tout l'intérêt qu'elle attache aux travaux du jubé, renouveler une libéralité trop peu en rapport avec l'état de ses ressources ; elle tiendrait cependant à marquer sa respectueuse déférence au désir de Mgr Renouard et à s'associer, au moins par un témoignage de sympathie, à l'œuvre pour laquelle son concours est réclamé.

M. Guibert rappelle que 100 francs ont été alloués pour la restauration du clocher de Saint-Léonard et propose de voter pareille somme. Cette proposition est adoptée. M. le président voudra bien en informer Mgr l'évêque de Limoges et lui exprimer le vif regret qu'éprouve la Société de lui envoyer une aussi modeste offrande : ses ressources disponibles ne sont pas à la hauteur de son bon vouloir.

M. le président annonce à la Société la mort récente de M. Duplès-Agier, membre correspondant, et rappelle l'important :

service que ce laborieux érudit a rendu à l'histoire limousine en publiant les chroniques de l'abbaye de Saint-Martial.

De la part de M. Bouillaud, vicaire de Saint-Pierre, M. Tan-deau de Marsac offre à la Société une petite pièce d'argent avec la tête barbue de saint Martial (de celles qu'on appelait *barbarins*, *barbarini*, *barbata moneta*). M. Astaix l'examine et la trouve conforme au type d'un grand nombre de pièces de même espèce découvertes naguère dans un vieux mur à Saint-Yrieix.

M. Arbellot présente à la Société deux curieuses statuettes en bronze provenant du pays des Ashantis.

M. L. Guibert a été chargé par M. Paul Lagrange, demeurant au Masrévéry, d'informer la Société d'une intéressante trouvaille récemment faite sur les limites des communes de Saint-Léonard et de La Geneytouse : on a mis au jour plusieurs pierres, trois au moins, présentant une cavité qui renfermait de belles urnes en verre et de petits vases de terre. Dans les urnes se trouvaient des charbons et des ossements ; l'une d'elles contenait, en outre, une bague sans chaton et plusieurs feuilles de laurier en or.

Une seule médaille a été découverte, M. Lagrange ne l'avait pas vue et n'a pu dire à quelle effigie elle avait été frappée.

Ces vases funéraires supportaient des couvercles en forme de cônes ou de pommes de pin analogues à ceux déjà signalés à Bersac et ailleurs.

L'ordre du jour appelle le compte-rendu de la gestion du trésorier pour l'exercice de 1888. M. Bourdery, trésorier, constate que les cotisations ont été payées avec régularité, et que cinq seulement restent arriérées. La situation financière est, en somme, satisfaisante, et malgré les frais occasionnés par la publication du *Bulletin* exceptionnel consacré à l'Exposition de Limoges de 1886, la réserve s'est notablement accrue.

Toutefois, le chiffre de l'actif au 31 décembre 1888 ne doit pas faire illusion. La Société a des engagements à remplir, qui absorberont une notable partie de cet actif ; elle a touché une subvention du ministère pour la publication du cartulaire de Vigéois, dont l'impression n'est pas encore terminée ; son *Bulletin* a plus d'une année de retard ; enfin, il y aura sous peu à payer à l'imprimeur le quatrième volume, actuellement sous presse, des *Registres consulaires*, volume pour lequel l'allocation du Conseil municipal a été intégralement versée. Il convient donc de ne pas se départir d'une stricte économie.

M. Bourdery résume par les chiffres suivants les opérations de l'exercice 1888 et l'état des finances de la Société archéologique ;

RECETTES.

1° Cent quarante cotisations de membres titulaires pour 1888.....	2.100	»
2° Quarante-cinq cotisations de membres correspondants pour 1888.....	315	»
3° Cotisations arriérées.....	1.453	»
4° Subvention du Conseil général.....	500	»
5° Allocation de la ville de Limoges pour la publication des <i>Registres consulaires</i>	»	»
6° Produit de la vente des bulletins et publications de la Société.....	303	50
7° Intérêts d'argent et boni sur frais d'encaissement.....	34	35
Total des recettes.....	4.705	85

DÉPENSES.

1° Impression du <i>Bulletin</i>	3.668	50
2° Publication des <i>Registres consulaires</i>	»	»
3° Allocations à des publications d'histoire locale..	150	»
4° Bibliothèque de la Société : acquisitions, abonnements, reliure, rayonnage.....	121	25
5° Appointements de l'encaisseur.....	100	»
6° Chauffage, éclairage, service des séances.....	66	60
7° Ports, fournitures, diplômes, impressions et divers.....	403	80
Total des dépenses.....	4.510	15

D'où un excédent de recettes de 195 fr. 70 : l'avoir de la Société se trouve porté à 5,542 fr. 05, sans y comprendre le montant de la créance Renon (670 francs).

M. le président remercie, au nom de la Société, M. Bourdery de son compte-rendu et le félicite des résultats qui a obtenus. Ils sont dûs sans doute à la bonne volonté de tout le monde, mais avant tout à la sollicitude et au zèle du trésorier. Une bonne gestion financière est la condition indispensable de la prospérité d'une Société.

M. Bourdery continuera à mériter la gratitude de ses collègues en donnant ses soins dévoués à l'important service dont il a bien voulu accepter la charge.

M. le chanoine Arbellot évoque une mémoire bien oubliée : Le Dorat n'a pas assez gardé le souvenir d'un de ses enfants, Jean Prévost, qui cependant mérite l'attention des érudits et des littérateurs.

Prévost était avocat et se délassait des travaux du barreau en cultivant la poésie. Père de quatre enfants et dans une position de fortune médiocre, le poète recueillit un héritage qui devint pour lui la source de toutes sortes de tribulations ; il eut même des démêlés à ce sujet avec la justice et fut jeté en prison.

Mort à Paris en 1622, Prévost a laissé deux volumes de poésies devenues fort rares.

M. Arbellot, qui les a trouvés dans la riche bibliothèque de M. G. Tandeau de Marsac, notaire à Paris, donne un aperçu de leur contenu. Le premier, imprimé en 1610, par Robert Estienne, renferme notamment la traduction en vers d'une *Imprécation contre le parricide*, poème latin composé par Nicolas Bourbon, à l'occasion de l'assassinat d'Henri IV. Le second, paru à Poitiers, chez Julian Taureau, en 1613-1614, renferme des tragédies, une apothéose d'Henri IV, enfin, sous le titre de *Bocage*, un recueil de poésies diverses. M. Arbellot lit quelques passages de la tragédie de *Turnus* et de celle de *Clotilde*. Le sujet de cette dernière, composée sur la demande de Joseph Chalard, de Saint-Léonard, est emprunté à la vie du patron de cette ville. Prévost met en scène l'heureuse délivrance de la reine des Francs à la prière de l'ermite de Noblat.

M. Guibert continue la lecture de sa notice sur l'*Instruction primaire en Limousin avant 1789*. Il cite quelques pièces relatives à l'intervention des communautés rurales soit dans le choix de l'instituteur ou la fixation de ses honoraires, soit dans la fondation même et l'organisation de l'école. Il constate qu'on ne trouve pas, en dehors des monastères, de traces de l'existence d'anciennes écoles de filles. L'honneur d'avoir établi dans nos contrées l'instruction primaire pour les filles des classes laborieuses, revient aux Ursulines, qui jouirent, dans la province, d'une grande popularité et qui, après les débuts les plus modestes, comptèrent jusqu'à trois cents religieuses, réparties entre quinze ou vingt maisons, dans les deux diocèses de Limoges et de Tulle.

M. Guibert fait ensuite, sous le bénéfice des plus expresses réserves, un essai de statistique de l'instruction primaire dans la Haute-Vienne, entre les dates extrêmes de 1600 et 1850.

Le Secrétaire général,

LOUIS GUIBERT.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

AU MOMENT DE LA PUBLICATION DU BULLETIN

BUREAU.

Président-né. — M. le PRÉFET de la Haute-Vienne (†).

Président. — M. l'abbé ARBELLOT, A. 4 †.

Vice-Présidents. — MM. ASTAIX, *, I. P. 4, HERVY (Emile) et GARRIGOU-LAGRANGE (Joseph).

Secrétaire général. — M. GUIBERT (Louis), A. 4.

Trésorier. — M. BOURDERY (Louis), 4.

Secrétaire. — M. FAGE (René), A. 4.

Bibliothécaire-archiviste. — M. LEROUX (Alfred), A. 4.

Adjoints. — MM. MOUFLE (Léonard) et MARBOUTY (Camille).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. l'abbé TANDEAU DE MARSAC.

M. DUCOURTIEUX (Paul), A. 4.

M. NIVET-FONTAUBERT.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM. LE PRÉSIDENT, LES VICE-PRÉSIDENTS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

M. LEROUX (Alfred), A. 4.

M. l'abbé LECLER.

M. JOUHANNEAUD (Camille).

M. BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave).

M. TIXIER (Jules).

Commission chargée de la publication des Registres consulaires de la ville de Limoges.

M. GUIBERT (Louis), Secrétaire général de la Société.

M. DE BRUCHARD (Jean).

M. FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston).

M. MARBOUTY (Camille).

M. MARIAUX (Paul).

M. MOUFLE (Léonard).

(1) La Société a été fondée le 26 décembre 1845, et s'est constituée à la suite de la nomination d'une commission pour la recherche, l'étude et la conservation des monuments historiques, désignée, le 3 du même mois, par M. L. Morisot, préfet de la Haute-Vienne.

MEMBRES RÉSIDANTS

1848.

MM.

ARBELLOT (l'abbé), A. (†), chanoine de Limoges, correspondant honoraire du Comité des travaux historiques, boulevard de la Corderie, 49.

ASTAIX *, I. P. (†), directeur honoraire de l'Ecole de médecine, 8, rue Pont-Hérisson.

NIVET-FONTAUBERT, ancien directeur d'assurances, à Aix-sur-Vienne.

POUYAT (Émile) *, négociant, 2, cours Jourdan.

1880.

BRISSET (Frédéric), ancien juge au tribunal civil, boulevard de la Promenade.

1881.

GRAVES (le comte de), propriétaire, à Verneuil-sur-Vienne.

1887.

DUVERT DE LA GABIE, propriétaire, maire de Verneuil-sur-Vienne.

1888.

ROGUES DE FURSAC (Victor), notaire, à Aix-sur-Vienne.

1889.

LECLER (l'abbé), curé-doyen de Compreignac (Hte-Vienne).

TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine de Limoges, 2, place Fournier.

1890.

LABONNE (Martial DE), propriétaire, au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

1891.

GARRIGOU-LAGRANGE (Joseph), ancien avoué, 23, avenue Foucaud.

1892.

HERVY (Émile), notaire honoraire, 33, boulevard Sainte-Catherine.

1893.

** FONT-RÉAUX (Théophile DE), ancien notaire, à Saint-Junien.

1898.

LE SAGE (Charles), *, A. (†), ingénieur civil, ancien maire de Limoges, 18, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

1899.

LAGRANGE (Paul), propriétaire, 18, rue Manigne.

1869.**MM.****JABET** (Edmond), propriétaire, 3, place des Bancs.**MAURAT-BALLANGE**, *, ancien conseiller à la Cour d'appel, 5, faubourg des Arènes.**1870.****DU COURTIEUX** (Paul), A. 4, imprimeur-libraire, membre correspondant du comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 7, rue des Arènes.**1872.****ARDANT** (Georges), imprimeur, 14, rue Pont-Hérissou.**BAJU** (Henri), avocat, 15, rue Pétoniaud-Beaupeyrat.**BLEYNE** (Francis), docteur en médecine, 34, rue Manigne.**FRANCEZ** (René), propriétaire au Mas-Rome.**GUIBERT** (Louis), A. 4, directeur d'assurances, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, membre correspondant du comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, rue de l'Observatoire.**HENRY** (Charles), *, avocat, 7, rue Sainte-Valérie.**JOHANNEAUD** (Camille), avoué, 23, boulevard Victor Hugo.**JOYEUX** (l'abbé), curé d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne).**LARUE** (Armand), avocat-agréé au Tribunal de commerce de Limoges, 6, avenue de Juillet.**PINOT** (l'abbé), curé de Saint-Michel, 13, impasse des Clairettes.**ROMANET DU CAILLAUD** (Frédéric), †, au château du Caillaud, près Isle.**SÉNÉMAUD**, greffier au tribunal de commerce, 19, rue du Consulat.**TANDEAU DE MARSAC** (Henri), propriétaire à Marsac par Bénévent (Creuse).**1873.****CLAPPIER** (Amable), avocat, 9, boulevard Victor Hugo.**** CRESSAC-BACHELLERIE** (DE), percepteur, au Dorat.**FAGE** (René), A. 4, avocat, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, 23, boulevard Gambetta.**GADON** (Abel), avoué à la Cour d'appel, 3, boulevard Montmailler.**VANDERMARQ** (Eugène), propriétaire, 7, rue Sainte-Valérie.**1874.****BOUDET** (Gabriel), A. 4, docteur en médecine, 1, rue Sainte-Valérie.**RAYMONDAUD** (E.), I. P. 4, directeur de l'école de médecine, 28, faubourg Manigne.**1875.****BOUNDERY** (Louis), *, avocat, peintre émailleur, membre correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 28, rue Pétoniaud-Beaupeyrat.**CHOUFFOUR**, avocat, 26, boulevard Gambetta.

MM.

CONSTANTIN (Jérémie), avocat, 42, avenue de Juillet.

LÉOBON-LÉTANG, notaire, à Saint-Priest-Ligoure, par Nexon (Haute-Vienne).

** MONTÉGUT (Emile), *, homme de lettres, à Thias, commune d'Isle, près Limoges.

PÉNICAUT (Léonce), négociant, 3, place Dauphine.

1876.

BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave), avocat, 15, rue du Saint-Esprit.

GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William) *, fabricant de porcelaine, 44, rue du Petit-Tour.

MONSTIER-MÉRINVILLE (le comte Jean des), au château du Fraisse, par Mézières (Haute-Vienne).

NOUALHIER (Gabriel), propriétaire à Linards,

* VIGIER (l'abbé), curé de Nedde (Haute-Vienne).

1877.

* CERCLE DE L'UNION, à Limoges.

DELOR (Adrien), propriétaire, maire du Vigen.

DELURET DE FEIX, propriétaire, rue d'Isly.

GÉRARD (Emile), négociant, 26, boulevard de la Pyramide.

LAPORTE (l'abbé), curé de Vicq, par Magnac-Bourg (Haute-Vienne).

MURET (Eugène), vice-président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne, 11, cours Vergniaud.

POMÉLIE (le baron Melchior de la), *, propriétaire, au château du Montjoffre, près Saint-Léonard.

SAZERAT (Léon), *, fabricant de porcelaine, 18, faubourg Montjovis.

1878.

BERGER (Elie), A. 44, professeur au Lycée, 32, avenue de Toulouse.

BLANCHAUD (Charles), à Monismes, par Le Dorat (Haute-Vienne).

* DUCHATEAU (Georges), notaire, à Bessines (Haute-Vienne).

GOUTENÈGRE (Eug.). A. 44, ancien professeur au Lycée, 23, rue du Consulat.

** LEROUX (Alfred), A. 44, archiviste de la Hte-Vienne, 48, faubourg de Paris.

LEYGONIE, ingénieur hydrographe, 3, rue Neuve-de-l'Évêché.

PROUFF, médecin-oculiste, 6, rue Sainte-Valérie.

THÉZARD (Lucien), notaire, 8, rue Pont-Hérissou.

1879.

BELLABRE (Jules de), propriétaire, au château de Pujoubert, commune de La Geneytouse, par Saint-Léonard.

LACHENAUD (Emile), entrepreneur, 7, avenue du Midi.

LÉPINAY (Gaston de), maire de Lissac, au château de Moriollas, par Larche (Corrèze).

MALEVERGNE DE LA FAYE, ancien juge suppléant près le tribunal civil de Limoges, 32, boulevard Victor Hugo.

1880.

BOULLAND (Henri), docteur en médecine, 34, boulevard Victor Hugo.

MM.

DEMENGEON (Emile), receveur de l'enregistrement, 13, cours Jourdan.

* LAPORTE, docteur en médecine, à Bessines.

MARABOUTY (Camille), négociant, 48, cours Gay-Lussac.

1881.

GEAY, architecte, inspecteur des bâtiments diocésains, 36, avenue de Juillet.

GILBERT (l'abbé), vicaire général, 10, boulevard de la Cité.

MARIAUX (Paul), avocat, 9, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

MERLIN-LEMAS (Abel), avoué près la Cour d'appel, 1, rue Léonard Limosin.

1882.

BRISSET-DESISLES, ancien magistrat, directeur de la compagnie d'Assurances générales sur la Vie, 11, avenue de Juillet.

BOURDEAU DE LAJUDIE (André), rue Cruchedor.

CATHEU (Théodore DE), †, propriétaire, au château de Juillac, près Limoges.

CHATARD (Emile), propriétaire, à Vicq, par Magnac-Bourg.

NENERT (André), 4, avenue Garibaldi.

SAVODIN (Jules), 50, avenue de Juillet.

TIXIER (Jules), architecte, 34, boulevard Gambetta.

1883.

BRUCHARD (Jean DE), avocat, 8, boulevard Montmailler.

CHASSOUX, ✱, ancien préfet, 7, avenue de Juillet.

DEGROND, ✱, ancien préfet, 9, place Denis Dussoubs.

FOUGKRAS-LAVERGNOLLE (Gaston), avocat, 24, boulevard de la Pyramide.

LOUVET (André), avoué près la Cour, 13, boulevard Victor Hugo.

MOUFLE (Léonard), avocat, rue de l'Observatoire.

WOTTLING, A. ⚡, architecte, ancien directeur des travaux de la ville, 24, avenue Garibaldi.

1884.

DE BLETTERIE, docteur en droit, avoué près la Cour d'appel, 1, place d'Aine.

BOURDEAU D'ANTONY, docteur en médecine, 3, avenue Garibaldi.

BRIGUEIL (Louis), ✱, ancien président du tribunal civil de Lyon, 2, boulevard de la Pyramide.

COFFRE (l'abbé), secrétaire à l'Evêché.

COURONNEL (comte DE), ✱, membre du Conseil général, à Magnac-Laval.

DELCAIRE (Maurice), avoué près la Cour d'appel, 3, rue Sainte-Valérie.

DORAT (Hubert), O. ✱, ancien officier supérieur, 8, rue des Augustins.

DUBOIS (Amand), A. ⚡, ancien inspecteur primaire, 3, avenue de Juillet.

GAUMY l'abbé, curé de La Meyze (Haute-Vienne).

GÉRARDIN (Albert), avocat, 14, avenue du Midi.

GILBERT (A.), ✱, président du Tribunal civil, 27, avenue du Midi.

LABROUHE DE LABORDERIE (DE), avocat, à Flavignac.

* LACOSTE (André), négociant, à Châteauponsac (Haute-Vienne).

LAMY DE LA CHAPELLE (Auguste), avocat, 3, rue Montant-Manigne.

LAMY DE LA CHAPELLE (Charles), avocat, 4, boulevard de la Pyramide.

MM.

MAURAT-BALLIAGE (Albert), avocat, 16, place du Champ-de-Foire.
MAZARD fils, 16, boulevard de la Pyramide.
DU MAZAUBRUN (Antoine), avoué près le Tribunal civil, 14, rue Turgot.
MOYNAT (l'abbé), supérieur du Petit-Séminaire du Dorat (Haute-Vienne).
REDON (Joseph), 13, boulevard de Fleurus.
SAZERAT (René), 2, rue Dalesme.
TARDIEU (J.), négociant, 17, cours Bugeaud.

1883.

BLEYNE (Louis), I. P. , docteur en médecine, 4, rue d'Isly.
BOUDET (Louis), 3, rue Sainte-Valérie.
BOUCHERON (Edouard du), capitaine d'état-major, avenue Foucaud.
GARRIGOU-LAGRANGE (Paul), secrétaire général de la Société Gay-Lussac, à l'Observatoire météorologique, 23, avenue Foucaud.
GUYONNET, chef de district à la compagnie d'Orléans, avenue Saint-Eloi, maison Barny.
MAIGNE (Léopold), banquier, 6, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.
PARADIS, entrepreneur de serrurerie, 6, rue des Charseix.

1886.

DEMARTIAL (André), avocat, 17, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.
FRAY-FOURNIER, chef de bureau à la Préfecture de la Haute-Vienne, rue de la Croix-Verte, 4.
 * **LASSALLE**, clerc de notaire, à Bellac.
LEYMARIE (Camille), A. , conservateur de la Bibliothèque communale, membre correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, route d'Ambazac.

1887.

* **CHARBONNIÉRAS** (l'abbé), curé de Châteauneuf-la-Forêt.
COURNUZOULS (E.), O. , I. P. , proviseur honoraire du Lycée de Versailles, rue Pétiniaud-Beaupeyrat, 33.
DUBOIS (Joseph), avocat, faubourg Montmailler, 48.
HERSANT (Edouard), directeur particulier de la compagnie d'assurances *la Providence*, 1, place Manigne.
JUDICIS (Antoine), architecte, 13, rue Andeix-Manigne.
LÉZAUD (Maurice), directeur particulier de la compagnie d'assurances *la Foncière*, 16, avenue du Midi.
MONTAUDON-BOUSSERESSE, , ancien directeur de l'Enregistrement et des Domaines, administrateur de l'hospice, 48, avenue Garibaldi.
VERGNIAUD (Camille), secrétaire particulier de M. le Préfet, 4, avenue du Midi.

1888.

BROUARD (Arsène), naturaliste, à Limoges, rue Porte-Panet, présentement sous-officier au 107^e d'infanterie, à Angoulême.
DESBORDES (Charles), propriétaire au Mont-Rû, près Rancon (Haute-Vienne).
 * École nationale d'Arts décoratifs de Limoges,
GANY, sous-chef de bureau à la Préfecture, 12, boulevard de la Cité.

MM.

* LACHENAUD (Henri), étudiant, avenue du Midi.

RAYNAUD, †, inspecteur d'assurances, vice-consul du Portugal, boulevard Victor Hugo.

TEXIER (Hubert), avocat, 2, boulevard de la Pyramide.

THOMAS-DUNIS (René), docteur en médecine, à Eymoutiers (Haute-Vienne).

VANDERMARCO (Félix), commis principal des contributions indirectes, à Oradour-sur-Vayres (Haute-Vienne).

1889.

D'ABZAC, percepteur, à Rochechouart (Haute-Vienne).

CHARREYRON (Pierre), avocat, docteur en droit, boulevard de Fleurus.

* DEMARS (l'abbé), curé du Châtenet-en-Dognon (Haute-Vienne).

MONIQUE (l'abbé), à Eymoutiers (Haute-Vienne), présentement professeur au collège des PP. Maristes, à Saint-Quentin.

1890.

DUBOIS (Armand), A. †, docteur en médecine, rue du Consulat, 9.

OGER DU ROCHER (Joseph), avocat, 11, avenue du Midi.

MEMBRES HONORAIRES (1).**1852-1876.****MM.**

BRUNET (Joseph), O. *, avocat, ancien conseiller à la Cour de Paris, ancien sénateur, ancien ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts, 41, rue de Vaugirard, Paris.

DELOCHE (Maximin), C. *, membre de l'Institut (Académie des Inscriptions), ancien chef de division au ministère du commerce, 60, avenue de Gravelle, à Saint-Maurice (Seine).

ROUGERIE (Mgr), évêque de Pamiers.

1864-1869.

LAROMBIÈRE, C. *, membre de l'Institut, (Académie des sciences morales et politiques), Premier Président honoraire à la Cour de Cassation, 5, rue d'Assas, Paris.

1867-1874.

DUBÉDAT, *, ancien conseiller à la Cour d'appel, à Toulouse.

1872.

TEISSERENC DE BORT, C. *, sénateur, ancien ambassadeur, ancien ministre du Commerce, 89, avenue Marceau, Paris.

1874-1888.

CLARETIE (Jules), O. *, de l'Académie Française, administrateur du Théâtre Français, rue de Douai, 10, à Paris.

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre de membre honoraire.

1873-1886.**MM.**

LASTEYRIE (Comte Robert DE), *, professeur d'archéologie à l'école des Charles, 10 *bis*, rue du Pré-aux-Clercs, Paris.

1879.

DELISLE (Léopold), C. *, membre de l'Institut (Académie des Inscriptions), administrateur général directeur de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, Paris.

MEMBRES CORRESPONDANTS.**1887.****MM.**

CLÉMENT-SIMON, ancien procureur général, château de Bach, près Naves par Tulle (Corrèze).

1863.

LEMAS (Elle), *, I. P. †, inspecteur d'Académie, à Tours.

1868.

COUSTIN DU MASNADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat, par Bénévent (Creuse).

DEBORT (Gabriel), propriétaire, à Montaiguët (Allier).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, 14, place Dauphine, à Paris.

1867.

LALANDE (Philibert), rue Haute, à Brive.

1870-1878.

PICHON (François), avocat, 36, rue Carpenteyre, à Bordeaux.

1871-1874.

** **AUBÉPIN**, archiviste du département du Cantal, à Aurillac.

1872.

DECOUX-LAGOUTTE, ancien magistrat, 16, route d'Angoulême, à Périgueux.

** **POULBRIÈRE** (l'abbé), directeur au Petit-Séminaire de Servièrès (Corrèze).

1874-1883.

DEMARTIAL (Henri), procureur de la République, à Rouen.

1878.

DU BOYS (Emile), licencié en droit, 28, avenue de Tourville, Paris.

MABARET DU BASTY (Edouard), conservateur des hypothèques, à Sens (Yonne).

1876.

** **BARBIER DE MONTAULT** (Mgr), †, I. P. †, prélat de la Maison de Sa Sainteté, 35, rue Saint-Denis, à Poitiers.

1877.**MM.**

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), propriétaire au château de Poinsoze, par Boussac (Creuse).

LAMBERTYR (le marquis DE), au château de Cons-la-Granville, par Longuyon (Meurthe-et-Moselle).

MONTCHEUIL (Paul DE), château de Montcheuil, près Nontron (Dordogne).

MONTVAILLER (Paul DE), avocat, à Confolens (Charente).

PETIT-SÉMINAIRE d'Ajain (Creuse).

SAINT-MARC-GIRARDIN (Barthélemy), *, rue Bonaparte, 5, à Paris.

1878.

DAVID (Gaston), avocat, 33, rue de Caudéran, à Bordeaux.

DUJARRIC-DESCOMBES, A. (*), licencié en droit, notaire au Grand-Brassac, par Montagnier (Dordogne).

MALEPLANE (Paul VEYNIER DE), receveur particulier, à Château-Chinon (Nièvre).

MAZAUDOUIS (Philibert), notaire à Treignac (Corrèze).

1878-1884.

BONHOMME DE MONTÉGUT (Henri), ancien magistrat, aux Ombrais, près La Rochefoucauld (Charente).

BOSVIEUX (Paul), inspecteur de l'enregistrement, à Auch (Gers).

1879.

CHAIIS (l'abbé), curé de La Souterraine (Creuse).

RANCOGNE (DE), à Angoulême (Charente).

** THOMAS (Antoine-André), professeur à la Faculté des Lettres, de Toulouse. chargé de cours à la Faculté des lettres de Paris, rue Friant, 15, à Paris.

1880.

LAROCHE, percepteur, à Tarbes (Basses-Pyrénées).

1881.

FOUGERAS (Joseph), sous-inspecteur de l'enregistrement, à Avesnes (Nord).

LACOMBE (Oscar), ancien archiviste du département de la Corrèze, à Tulle.

** MOLINIER (Emile), attaché au Musée du Louvre, 53, quai Bourbon, à Paris.

1882.

BERTHOMIER, propriétaire, au château de Saint-Germain-Beaupré, par La Souterraine (Creuse).

GRELLET DE FLEURELLE, substitut du procureur général, à Agen.

SENNEVILLE (DE), conseiller à la Cour des Comptes, 52, rue de Grenelle, à Paris.

1884.

DEMARTIAL (Octave), conseiller à la Cour d'appel, 5, rue Lebascle, à Poitiers.

RUBEN (Emile), libraire, Charleville (Ardennes).

1884-1888.

CHARBONNIER, docteur en médecine, à la Roche-Posay (Vienne).

1885.**MM.**

HECQUART (Arthur), au château de Vost, par Aigurande (Indre).
THÉZARD (Philippe), ingénieur civil, rue de Chazelles, 32, à Paris.
TOUMIEUX (Zénon), notaire, à Royère (Creuse).

1886.

**** CHANPEVAL** (Jean-Baptiste), avocat, à Figeac (Lot).

1887.

FAURE D'AUBEC (M^{lle}), rue Sainte-Anne, 8, à Toulouse.

1888.

BELLET, instituteur communal, à Saint-Maurice, par La Souterraine (Creuse).
**** FAGE** (Emile), A. , vice-président du conseil de Préfecture de la Corrèze, président de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Tulle.
GENESTEIX (François-Emmanuel-Fresne), rue Mont-Gautier, 8, à Poitiers (Vienne).
LÉZAUD (Georges), , ancien magistrat, avocat à Chambon-sur-Voueize (Creuse).
MAZET (Albert), architecte, à Paris, boulevard des Batignolles, 26.
**** RUPIN** (Ernest), A. , président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.
TERMES (Emile des), inspecteur de la Compagnie d'Assurances générales, rue de l'Est, 30, à Poitiers (Vienne).

1889.

BOSREDON (Philippe de), O. , ancien conseiller d'Etat, directeur de la compagnie d'Assurances générales sur la Vie, rue de Berlin, 18, Paris.
DRAPEYRON (Ludovic), I. P. , professeur au Lycée Charlemagne, directeur de la *Revue de Géographie*, rue Claude Bernard, 55, Paris.
GONDINET (Michel), avocat, docteur en droit, à Paris, rue du Vieux-Colombier, 16.
MEUVIER-POUTHOT (Narcisse), à Suresnes, rue du Roi de Suède, 5.
TOUYERAS (Gabriel), percepteur à Saint-Julien-l'Ars (Vienne).

Etablissements auxquels la Société envoie ses publications :

Ministère de l'Instruction publique, à Paris.
 Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, à Paris.
 Bibliothèque communale de Limoges.
 Archives départementales de la Haute-Vienne.
 Grand-Séminaire de Limoges.
 Ecole normale d'Instituteurs, à Bellevue, près Limoges.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Aisne :

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry.
Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons.

Algérie :

Société Historique algérienne, à Alger.
Société Archéologique de la province de Constantine.
Académie d'Hippone, à Bône.

Allier :

Société d'Emulation de l'Allier, à Moulins.

Aube :

Société Académique de l'Aube, à Troyes.

Aveyron :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

Bouches-du-Rhône :

Académie des Sciences de Marseille.
Société de Statistique de Marseille.
Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.

Charente :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure :

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

Cher :

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Corrèze :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.
Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

Côte-d'Or :

Académie des Sciences, arts et Belles-Lettres, à Dijon.

Creuse :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

Dordogne :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

Doubs :

Société d'Emulation du Doubs, à Besançon.

Eure-et-Loir :

Société Dunoise, à Châteaudun.

Finistère :

Société Académique de Brest.

Gard :

Académie du Gard, à Nîmes.

Garonne (Haute-) :

Académie des Jeux Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Gironde :

Société Archéologique de Bordeaux.

Hérault :

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Revue des Langues Romanes de Montpellier.

Ile-et-Vilaine :

Société Archéologique, à Rennes.

Indre :

Rédaction de la *Revue du Centre*, à Châteauroux.

Indre-et-Loire :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Société française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Tours.

Isère :

Académie Delphinale, à Grenoble.

Landes :

Société de Borda, à Dax.

Loir-et-Cher :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Loire :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Saint-Etienne.

Loire-Inférieure :

Société Archéologique, à Nantes.

Loiret :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

Lot :

Société des Etudes Littéraires, Scientifiques, Artistiques du Lot, à Cahors.

Lot-et-Garonne :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

Maine-et-Loire :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

Marne :

Société Archéologique, à Châlons-sur-Marne.

Académie des Lettres, Sciences et Arts, à Reims.

Meurthe-et-Moselle :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Morbihan :

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

Nord :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Oise :

Société Académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.

Comité Archéologique, à Senlis.

Pas-de-Calais :

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

Puy-de-Dôme :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basses-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

Rhône :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Saône-et-Loire :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société Eduenne, à Autun.

Sarthe :

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

Savoie :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.

Savoie (Haute-) :

Société Florimontane, à Annecy.

Seine :

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Seine-et-Marne :

Société Historique et Archéologique du Gâtinais, à Fontainebleau.

Seine-et-Oise :

Société Archéologique de Rambouillet.

Seine-Inférieure :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

Sèvres (Deux-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts du département des Deux-Sèvres,
à Niort.

Somme :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce, à Amiens.

Tarn-et-Garonne :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Var :

Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.

Académie des Arts du département du Var, à Toulon.

Vienne :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vienne (Haute-) :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Limoges.

Société Gay-Lussac, à Limoges.

Yonne :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique, à Sens.

Belgique :

Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à Bruxelles.

Académie royale d'Archéologie d'Anvers.

Etats-Unis d'Amérique :

Société Smithsonienne, à Washington.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
La commune de Saint-Léonard de Noblat au xiii ^e siècle par M. Louis GUIBERT.....	1
Notes pour servir à la sigillographie du département de la Haute-Vienne, par M. Philippe de BOSREDON.....	116
Roland, sculptures de Notre-Dame de la Règle, par M. l'abbé ARBELLOT.....	137
Pierre II Nouailher, première et deuxième manières, par M. Louis BOURDERY.....	142
Essai de classification des anciennes porcelaines de Limoges, Saint-Yrieix, Solignac, conservées au musée national Adrien Dubouché, par M. Camille LEYMARIE.....	154
Monographie de la commune de Compreignac, par M. l'abbé A. LECLER	180
Monographie du canton d'Oradour-sur-Vayres, par M. Félix VANDER-MARCO.....	253
Dom Pradilhon, par M. l'abbé ARBELLOT.....	287
L'abbé Oroux, par M. l'abbé ARBELLOT.....	294
Biographies limousines et marchaises. — III. — Léonard Nadaud, — Jacques Duroux, — Barny de Romanet, — Ch. Nic. Allou, par M. Alfred LEROUX	298
Deux correspondants limousins de Baluze. Lettres inédites de Pradilhon de Sainte-Anne et de M. Duverdier, par M. Emile Du Boys.	314
Inventaire d'Etienne Audebert de Fonmaubert, à Bellac (1741), par M ^{re} X. BARBIER DE MONTAULT.....	316

Inventaire du château de Cognac en 1794, par M ^{re} X. BARBIER DE MONTAULT.....	359
La bibliothèque et les archives du château de Nexon, par M. Alfred LEROUX.....	368
Documents relatifs à la ville et à la baronnie de Peyrat le-Château (communication de M. COUSSEYROUX).....	389
Excursion de la Société archéologique à Chassenon, par M. Paul DUCOURTIEUX.....	410
Notes et communications diverses : Limogiatures, étoffes limogées.	419
— Emaux, œuvre de Limoges....	419
— Testament de Laurent Bayard..	420
— Les La Fontaine dans la Marche	422
— Sépultures et inscriptions.	422
— Extraits du <i>Mercure de France</i> et de la <i>Gazette des Gazettes</i>	423
— Additions et rectifications aux t. XXXV et XXXVI du <i>Bulletin</i>	425
Bibliographie : Le <i>Prosarium Lemovicense</i> de R. P. Dreves, par M. A. LEROUX.....	428
— Histoire de l'abbaye de La Couronne, de M. l'abbé Blanchet, par M. l'abbé POULBRIÈRE.....	430

PROCES-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 31 janvier 1888	435
— du 28 février 1888.....	437
— du 27 mars 1888.....	441
— du 24 avril 1888.....	445
— du 5 juin 1888.....	450
— du 26 juin 1888.....	455
— du 31 juillet 1888.....	459
— du 28 août 1888.....	462
— du 30 octobre 1888.....	467
— du 27 novembre 1888.....	470
— du 28 décembre 1888.....	473
Liste des Membres de la Société au moment de la publication du Bulletin.....	478
Liste des Sociétés correspondantes.....	488

P L A N C H E S

	Pages.
Plan de la ville de Saint-Léonard, d'après le cadastre.....	1
Sceau et contre-sceau d'Adémar V, vicomte de Limoges (xii ^e siècle), par M. Ernest RUPIN.	121
Sceaux et contre-sceau de Guy VI, vicomte de Limoges (1249), par M. Ernest RUPIN.....	123
Sceau et contre-sceau de Marguerite de Bourgogne, vicomtesse de Limoges (1268), par M. Ernest RUPIN. — Sceau et contre-sceau de Jean de Bretagne, vicomte de Limoges (1308), par M. Albert GÉRARDIN.....	125
Sceaux de Jeanne de Flandre (1341), de Charles de Blois (1345) et de Jeanne, duchesse de Bretagne et vicomtesse de Limoges (1369), par M. Albert GÉRARDIN.....	125
Sceaux et contre-sceaux du Consulat de la Cité de Limoges (1228- 1303), et du Consulat du Château (1229-1254), par M. Louis BOURDERY	131
Sceaux et contre-sceaux de la ville de Saint-Junien (1303) et de la commune de Saint-Léonard (1308 et après 1696), par M. Louis BOURDERY.....	133
Roland armé. — Le cheval de Roland. — Roland sonnant du cor, bas-reliefs de N.-D. de la Règle, par M. Jules TIXIER.....	137
Trois fac-simile des signatures de Pierre II Nouailher.....	144, 146, 149
Eglise de Compreignac, dessin de M. Jules de VERNEILH.....	181
Chevet de l'église de Compreignac, par M. J. de VERNEILH, et Plan du souterrain-refuge de l'époque gauloise au village de la Jante.	193
Château du Puy. — Eglise de Saint-Bazile. — Château de Cromières. — Château de Brie, dessins de M. Jules TIXIER.....	255
Tour Saint-Michel. — Château de Chabanais. — Bas-relief de l'église de Chassenon. — Eglise de Chassenon, dessins de M. Louis GUIBERT.....	414 à 414
Caves du palais de Longea, plan de M. A. PRÉCIGOU.....	414

COLLECTIONS DU BULLETIN

Nous croyons être agréable à nos confrères en leur rappelant que la Société possède encore quelques collections de son bulletin, et que ces collections peuvent être acquises aux prix ci-après fixés par le Bureau :

1^o Collection complète (1846 à 1886 inclus), t. I à XXXV, — manquent treize livraisons : celles 2 et 3 du t. I, — les livraisons 3 et 4 du t. II, — les livraisons 1, 2, 3 et 4 du t. III, — la livraison 2 du t. IV, — les livraisons 1 et 2 du t. XXIII, — les livraisons 1 et 2 du t. XXV, prix. 120 fr.

2^o Collection complète (1846 à 1886 inclus), t. I à XXXV, — manquent treize livraisons : celles 2 et 3 du t. I, — les livraisons 3 et 4 du t. II, — les livraisons 1, 2, 3 et 4 du t. III, — la livraison 2 du t. IV, — les livraisons 1 et 2 du t. XXIII, — les livraisons 1 et 2 du t. XXV, prix. 120 fr.

3^o Une collection incomplète comprenant les livraisons 1 et 4 du t. I, les livraisons 1 et 3 du t. II, les livraisons 1 et 4 du t. IV, les livraisons 3 et 4 du t. V, les livraisons 2 et 4 du t. XII, les tomes 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35, prix. 75 fr.

4^o Une collection incomplète comprenant la livraison 4 du t. I, la livraison 1 du t. IV, les tomes 18, 20, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 35, prix. 50 fr.

La Société possède en outre quelques exemplaires des t. 24, 26, 27, 28, 29, 30, 33, 34, 35, 36, à 7 fr. le volume ou à 4 fr. la livraison semestrielle.

Les envois seront faits contre remboursement.

dresser les demandes à M^{me} V^e DUCOURTIEUX, imprimeur-libraire de la Société, 7, rue des Arènes, Limoges.

Les membres de la Société archéologique qui en feront demande, recevront pour le prix de dix francs les quatre tomes des Registres consulaires de la ville de Limoges parus jusqu'à ce jour. Le contenu des quatre volumes embrasse une période de deux cent trente-deux ans (1500 à 1740).

AVIS

à MM. les Membres de la Société

Les réunions de la Société ont lieu invariablement le dernier mardi de chaque mois. — L'ordre du jour de la réunion est publié dans les journaux de Limoges, mais il n'est pas envoyé de lettres de convocation.

Nous ne saurions trop engager ceux de nos confrères qui changeraient de domicile ou dont l'adresse n'est pas exactement indiquée à la *Liste des Membres de la Société*, à faire connaître leur adresse actuelle soit au Secrétaire général (M. Louis Guibert, rue Sainte-Catherine, 8), soit au Trésorier (M. Louis Bourdery, rue Pétiniaud-Beaupeyrat, 28), de façon à éviter toute erreur dans la présentation des reçus de cotisation et tout retard dans l'envoi du *Bulletin*.

MM. les Membres de la Société sont instamment invités à adresser ou à faire verser au Trésorier chaque année, avant le 31 mars, le montant de la cotisation de l'année en cours (15 fr. pour les Membres résidants, et 7 fr. pour les correspondants). — Passé ce délai, le Trésorier fera encaisser par la poste les cotisations non payées, en ajoutant au montant de la cotisation 50 centimes pour frais.

Ceux des Membres de la Société qui n'ont pas encore retiré leur diplôme voudront bien le réclamer à M. L. Bourdery, Trésorier, rue Pétiniaud-Beaupeyrat, 28, en lui envoyant, s'ils ne l'ont déjà fait, le montant du droit d'entrée fixé à 10 fr. — Ce droit n'est exigible que des Sociétaires résidant dans le département.

Les démissions doivent être adressées par écrit au Président

A moins qu'ils n'en témoignent le désir, il ne sera pas envoyé de quittance aux Sociétaires qui auront adressé leur cotisation par mandat ou lettre chargée au Trésorier, le reçu de la poste pouvant en tenir lieu.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

TOME XXXVIII.

(TOME XVI DE LA DEUXIÈME SÉRIE)



LIMOGES

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINE

V. H. DUCOURTIEUX

Libraire de la Société archéologique et historique du Limousin

7, RUE DES ARÈNES, 7

1891

~~Reddy~~
neville

δ Belâtre

le
Brosse
δ Chabane

δ La Colombe

Proissans
Le Cl
Evi

δ La Roussie

δ Sarlat

André Calabrum
ahuel Aillac
Montfort Cersac
Veyrillac
Bastide Grauleja
Giverzac
Mont-Dome

δ Paulhac

δ Daglan δ S. Ma

Le Repaire
ntcalou

δ Flommont

δ Salviac

δ Cazals δ Rau

Montcléra

Th

omarede δ L'Herm

Les Junies δ Pontc

20000

élâbre

CARTE FÉODALE DU LIMOUSIN

La carte que nous publions en tête du *Bulletin de la Société archéologique du Limousin* représente l'état féodal de l'ancien territoire limousin au commencement du *xvii^e* siècle. Cette carte ne paraît comporter quelques explications.

Le territoire actuel du Limousin était jadis fractionné en des milliers de petits fiefs ou *repaires* nobles. On désignait encore par ce terme, en ces trois derniers siècles (tout en ayant à peu près perdu la notion de son vrai sens), un refuge de guerre essentiellement rural. C'était une sorte de caserne préalable du plat-pays, le *repaire*, une seconde patrie provisoire. Ce *repaire*, noble et franc, comme tout lieu d'intérêt public, consacré à l'usage exclusif de tous les habitants des quatre ou cinq hameaux (tenements) voisins de chacun de ces petits points, était fortifié tant bien que mal, sous la direction du *noble* ou chef, tenu de fournir asile à tout le groupe en ce premier essai de défense au poste assigné comme rendez-vous militaire ou sauve-qui-peut. D'où les chapelles (castrales) en chaque repaire, dans le but d'assurer pour cette éventualité le service religieux à cette portion du troupeau paroissial; les silos, le souterrain habituel, le *circuit* muré et casematé pour les bestiaux, les gens, les provisions; les étangs alimentant les douves, etc.; la garenne destinée à fournir les palissades, la toiture ou les ouvrages défensifs, en même temps qu'un délassement de chasse propre à s'entretenir la main. Ce mode de défense, fort inaperçu jusqu'ici, émanait, semble-t-il, d'une organisation carlovingienne, imitée sans doute des procédés d'occupation romaine, quoiqu'on n'en trouve trace bien clairement qu'à partir de 1280 à 1300.

Chacun de ces repaires (1) à son tour, avec sa population ainsi concentrée, se maintenait de son mieux, grâce à l'appui de l'un des grands fiefs (*castrum*, *castellum*, puis *châtellenie*), désignés ci-après, dans lesquels ces habitants avec leur chef avaient encore droit d'assistance et de sauvetage, le cas échéant de défense devenue pour eux impossible dans leur petit avant-poste; ils étaient là comme en grand'garde tout en cultivant leurs champs durant les accalmies. Nous pourrions en donner pour preuve telle et telle forteresse devenue villette, dans laquelle chaque *barry* (subdivision de faubourg) et quartier reproduisait le nom du repaire rural vers lequel il était orienté, et renfermait le logis noble homonyme dans les cours d'enceinte.

Ce procédé, qui pourrait d'abord paraître spécial au Limousin (puisque cette expression de *repaire* ne se trouve guère, du moins en l'état actuel de nos recherches, que dans cette province, celle du Quercy et le nord et l'est du Périgord), s'est étendu en Poitou, en Languedoc, en Navarre et ailleurs, sous les noms modifiés seulement (l'institution restant la même) d'hébergement, parfois de maynement, de manoir, de logis, de *lieu*, d'hôtel noble, d'*hospicium* selon le cas, de maison forte, etc.

CORRÈZE.

Revenant à notre sujet, nous constatons que le département de la *Corrèze*, qui comptait plus de 2,000 repaires nobles, a été composé :

I. — Du *diocèse* entier de *Tulle*, minuscule circonscription ecclésiastique de cinquante-deux paroisses, ne comprenant guère, en dehors de la Xaintrie (précédemment en majeure partie sous la suzeraineté de l'abbé de Saint-Géraud d'Aurillac), que le gros des possessions du monastère de Saint-Martin de Tulle et les plus rapprochées de son beau clocher. On peut, en effet, se le représenter assez exactement en lui donnant l'aspect d'une croix, aux bras largement ouverts près des frontières de la Haute-Auvergne, de façon à englober entiers, sauf Altiliac, les doyennés actuels de Servière et de Mercœur, et dont le pied ne porterait qu'à vingt kilomètres de Tulle sur Saint-Clément et Corrèze, tandis que le fût irait s'allongeant vers Argentat — Monceaux exclus — à travers l'archiprêtré de Gimel, gouverné par l'évêque de Limoges, mais se

(1) Pour avoir une idée de l'abondance de ces repaires, voyez au *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, siège à Tulle, 3^e trimestre 1890, notre carte des fiefs des deux paroisses de Tulle.

trouverait serré de plus près encore, si c'est possible, par la paroisse de Cornil, qui relevait de la crosse aussi bien que du temporel du même siège de Limoges.

II. — Du diocèse de Limoges pour ses archiprêtres entiers de : 1° Gimel, né de l'antique vénération à saint Dumine; 2° et 3° Brive et Brivezac, établis en des passages très fréquentés de rivières, témoins des miracles de saint Martin l'Espagnol et de sainte Fauste; 4° de Vigéois; 5° de Lubersac, placé sous le très vieux patronage des saints Gervais, Protais et Etienne, mais diminué de ce que la Dordogne nous a pris à la Révolution : Teillots, Saint-Trie, Génis, etc.; 6° de Saint-Exupéry, assis sur un vieux chemin important.

Et pour partie seulement des archiprêtres de : 7° Peyrelevade ou Chirouze, ancien centre druidique à combattre énergiquement en y portant ainsi un foyer d'action catholique; 8° enfin de La Porcherie, pays de forêts, dernier asile des superstitions, quoique traversé par la grande voie, plus tard dite chemin *francès*, mais appelé en 1404 (archives de M. le baron de La Pomélie) « chemin roumieu de Saint-Léonard à Roc-Amadour » et amenant par Déols et la (chapelle) Souterraine un flot incessant de pèlerins, égrené le long de ses pieuses étapes de l'Artige, des Allois, d'Aureil, d'Uzerche, de Vigéois, de Saint-Antoine-les-Plantades, de Nazareth, de l'hôpital Saint-Jean de Jaffa, de la Vraie-Croix de Martel, de Saint-Georges d'Yssordel, de La Montjoie à péage des Alix, de Notre-Dame de Roc-Amadour, de Saint-Sauveur de Figeac, etc...

III. — De la partie *limousine* de la vicomté de Turenne, que nous décrirons cependant ici sommairement tout entière.

La *vicomté de Turenne* avait, sans parler des hommages : 1° en *Limousin*, les châtellenies de Turenne, Colonges, Beaulieu, Servièrre, Chameyrat, s'allongeant en pointe aiguë jusqu'à Tintignac, Brive en co-seigneurie et Malemort; 2° En *Quercy*, les châtellenies de Turenne, Martel, Creysse et Bétaille (ressort du Parlement de Bordeaux); Gagnac, La Millière, Saint-Céré, et enclave de Laval, commune de Reilhaguet (Parlement de Toulouse); 3° En *Périgord* (Sarladais), les paroisses de Montfort (comté), Vitrac, Carsac, Aillac, Saint-Vincent (de Paluel), Proissans, La Canéda, Graulezac, Veyrinhac, Saint-André, Caudon, Calviac, Sainte-Nathalène, Peyrinhac, soit en un mot tout ou partie de 96 paroisses en l'élection de Brive, 41 en celle de Figeac et 14 en celle de Tulle, en 1739. Ce n'est pas ici le lieu d'en venir au détail.

IV. — Du *Comté de Ventadour* (à l'exception de la majeure partie de la baronnie d'Herment et de quelques hommages de

l'Outre-Dordogne), subdivisé en châtellenies de Ventadour, Ussel, Egletons, Corrèze, Boussac, Donzenac, Neuvic, Davignac, Meymac, Thinières-rive-droite, Le Lic, Chavanon, Aix, Lachaud, Sarsou, Le Peyrou, etc.

V. — De la *Haute-Marche*, soit de maigres portions de terrain en amont de Bugeat, d'Eygurande et de Sornac.

VI. — D'un faible lambeau d'enclave poitevine près de La Celle et de l'Église-au-Bois.

VII. — De la *Vicomté de Comborn*, avec ses châtellenies de Comborn, Beaumont, Chamboulive, Treignac, Rochefort (Sornac), etc.

VIII. — Des biens de nos abbayes, telles que : (a) *Uzerche*, possédant Saint-Viance, Condat, Salon, Chamberet, Veix, Millevaches, Saint-Solve, etc. ; (b) *Tulle*, ayant les paroisses de Clergoux, Vitrac, Sainte-Fortunade, Branceilles, Naves, etc. ; (c) *Obazine*, avec ses membres de Chanteix, Veyrières (Roziers-d'Egletons), Chabannes (Tarnac), Chadabet (Bonnefont), etc. ; (d) *Glandier*, et ses rentes ou domaines de Beyssac, Vigéois, Troche, Orgnac, Chanteix, Saint-Bonnet-l'Enfantier, Vertougy, (Voutezac), etc. ; (e) *Beaulieu*, et ses possessions bas-limousines de Nonars, Tudeils, Ménoire-le-Sotra, près du Moulin-d'Arnac, Astaillac, etc. ; (f) *La Règle de Limoges*, avec ses prieurés de Brignac, Saillac, Vars. Omettons ici Bonnaigue, Meymac, Bonne-saigne, etc. ; l'évêque d'Angoulême, suzerain d'Ayen et d'Yssandon ; l'évêque de Limoges, seigneur-châtelain de Sadroc, La Graulière, suzerain de Comborn, etc.

IX. — Des seigneuries laïques secondaires et néanmoins considérables des Noailles, Pompadour, Gimel et des Cars-Peyrusse, seigneurs de Ségur, Juillac, Saint-Ybard, Saint-Bonnet-la-Rivière, etc. ; des de Saint-Chamans, d'Hautefort, Ligneyrac, etc.

CREUSE.

On y comptait (1) en 1789, les terres titrées suivantes : les *comtés* de la Marche, de Dun et de La Feuillade ; les deux *marquissats* de Saint-Germain-Beaupré et de Saint-Maixent ; les cinq *vicomtés* d'Aubusson, Châteauclos — en la paroisse d'Anzême, au nord de la Creuse — Le Monteil-au-Vicomte, Grand-Saigne et Bridiers ; les huit *baronnies* de Combrailles, Saint-Julien-le-Châtel, Malval, La Borne, Châteauvert, Saint-Georges-la-Pouge,

(1) Nous empruntons la plupart de ces indications à feu Bosvieux, la plus sûre des sources marchaises.

Pontarion que nous appellerions volontiers *Pont-Taurion*, Boussac et Saint-Vaulry, et de plus, 3,000 simples seigneuries (1) mouvant du comté de la Marche en 1724, au total 4,000 circonscriptions féodales au moment de l'établissement du département.

La Creuse fut formée, en 1790, de huit provinces, soit :

I. — Le *Franc-Alleu* entier, ancien district démembré de la province d'Auvergne, s'administrant librement, régi par des coutumes particulières — compensation sans doute aux maux de la guerre toujours plus vivement renouvelés dans les pays frontières, conséquemment habités d'ordinaire par des gens d'allure décidée et de caractère belliqueux. — On nous permettra de remarquer à ce propos combien les frontières de province, même de paroisses, restaient habituellement vagues, indéterminées en fraux communaux ou en forêts. L'Angoumois et le Périgord revendiquèrent toujours l'un sur l'autre la forêt si bien nommée de La Feuillade, près Marthon. Suivez le contour de la plupart de nos paroisses et vous reconnaîtrez la marge séparative de chacune d'elles à la simple lecture des villages, en prenant pour ceinture ceux dont les noms dérivent du mot ou de l'idée de bois, sous les formes de Breuil, Bosc, Broche, Linars, La Feuille, La Chassagne, La Fage, l'Age, l'Espinasse, la Siauve (*Silva*), etc.

Le Franc-Alleu était pour moitié du diocèse de Clermont et pour moitié de celui de Limoges; pays de droit coutumier et du parlement de Paris, capitale Bellegarde. Il occupait dans le canton de La Courtine un sixième du centre, du nord-ouest, du nord, et du nord-est, et dans celui de Crocq, les deux tiers au centre, nord, sud et ouest.

II. — De la *Combraille* entière, elle-même composée de tout le canton d'Evaux, de ceux d'Auzances (moins deux communes) et de Chambon (moins deux autres communes), complété par deux communes du canton de Bellegarde, deux de celui de Chénérailles et un septième du canton de Boussac. Cette région, comprise entre Cher et Tarde, était du droit coutumier et du Parlement de Paris, et avait les cinq châtellenies d'Evaux, Chambon, Auzances, Lépaud et Sermur.

III. — De la *Marche limousine* proprement dite, mais en partie seulement, car le surplus a aidé à la formation des départements de la Haute-Vienne, de la Vienne, de l'Indre et du nord de la Corrèze.

Au XIII^e siècle, le comté de la Marche (Haute), capitale Guéret,

(1) Une liste incomplète donne 250 châteaux. Voyez au *Bulletin de la Société scientifique de Brive* une première énumération des châteaux limousins par M. René Fage, augmentée par M. de Lépinay et de nos additions personnelles.

droit coutumier, parlement de Paris, englobait les châtellenies royales de Guéret, Crozant, Drouilles et Le *Châtenet* (aujourd'hui Haute-Vienne), Ahun, Aubusson et Felletin : soit, en totalité, les cantons d'Ahun, Guéret, Bonnat, Saint-Sulpice, partie de ceux de Dun, Aubusson, La Souterraine, un tiers; Saint-Vaury, moitié; Bellegarde, un tiers; Chénérailles, les quatre cinquièmes; La Courtine, les trois quarts; Crocq, un cinquième; Felletin entier moins Vallières et Saint-Yrieix; Gentieux, trois quarts; Bénévent, un quart à l'est; Jarnages, plus de moitié; tout le canton de Pontarion moins trois communes; un tiers du nord-est du canton de Royère; et une commune du canton de Chambon.

Et dans la Corrèze, près de moitié des cantons de Bugeat, Sornac et Eygurande.

IV. — Du *Haut-Limousin*, droit écrit, parlement de Bordeaux, prenant en partie le canton de La Souterraine (centre et sud); celui de Grand-Bourg (centre, nord et sud-ouest); un tiers au sud-ouest et au centre de celui de Saint-Vaury; un neuvième au centre du canton de La Courtine (Saint-Denis était cependant en Bas-Limousin, à cause de Ventadour); un quart du centre et de l'ouest du canton de Bénévent; un dixième à l'est dans le canton de Royère. Signalons aussi Neuvic-Entier, en la Marche (*sic*), mais pour quelques hameaux seulement.

Voici l'explication que nous proposerions, à vol d'oiseau, de ces îlots restés limousins dans la Marche.

Ces enclaves, à titre de grands biens ecclésiastiques, de lieux sacrés, se défendirent par là de la main-mise royale : La Souterraine, pèlerinage et prévôté dépendant du fameux Saint-Martial de Limoges, ainsi que Saint-Vaury, Bénévent-l'Abbaye, Gartempe, ex-prieuré important, Grand-Bourg, prévôté dépendant de la Cathédrale Saint-Etienne de Limoges.

De même en fut-il d'Eymoutiers (bien d'évêque et de chapitre), enclave limousine au sein de l'enclave poitevine.

V. — Du *Berry*, tout le canton de Boussac, moins deux communes, et un tiers du canton de Jarnages, au nord.

VI. — Du *Bourbonnais*, pour trois communes du canton de Jarnages, à l'est; une partie de la commune de Bord, canton de Boussac, et de celle de Saint-Loup-les-Landes, canton de Chambon.

VII. — De l'*Auvergne*, l'est et le sud-est du canton d'Auzances; un neuvième au sud et au nord du canton de Bellegarde, et deux cinquièmes du canton de Crocq sur la bordure ouest.

VIII. — Des parties suivantes du soi-disant *Poitou* :

Le nord et l'ouest du canton de La Souterraine, l'ouest de celui de Grand-Bourg, un neuvième de celui de Saint-Vaury au sud-

ouest. — Partie des communes de Vallières et de Saint-Yrieix au canton de Felletin; un quart du canton de Gentieux, au centre et au nord-est; la moitié du canton de Bénévent, au sud; tout le canton de Bourgageuf, moins quatre communes (les rois ayant eu toute facilité d'action sur nos commanderies); enfin deux tiers du canton de Royère, à l'ouest et au nord.

HAUTE-VIENNE.

I. — *Enclave poitevine*. — Rochechouart, avec les fiefs de Saint-Mathieu, Cognac, Champagnac, La Vauguyon, etc., avec les paroisses de Maisonnais, en partie, Videix, Milhaguet, Pensol-le-Pauvre, etc.; le marquisat de Mortemart, érigé en duché-pairie en décembre 1630, consistant en la baronnie de Saint-Victurnien, elle-même composée de la châtellenie d'Oradour-sur-Glane, des fiefs du Repaire, Puigaillard, etc.; et, en outre, les paroisses de Morterolles, Blond, Nouic, Vaury, Breuil-au-Fa, les fiefs du Fraysse et de Rochelidoux, partie des paroisses de Javerdat, Cieux, Bussière-Boffy, Monterollet, Saint-Christophe, Mézières, etc.

II. — *Basse-Marche*, divisée :

1° En Basse-Marche limousine, capitale Bellac, démembrée de la vicomté de Limoges, régie par le droit écrit (droit romain).

2° En Basse-Marche poitevine, démembrée du comté de Poitou (obéissant à la coutume du Poitou), capitale Le Dorat; ayant d'abord compris les quatre baronnies ou chefs-lieux de Charroux, Calais (aujourd'hui appelé l'Isle-Jourdain), Saint-Germain-sur-Vienne et Le Dorat.

On y comptait de plus, en 1663, les fief et marquisat de Magnac, baronnies de Darnac, du Ris, La Pèrière, Mas-Rocher, châtellenies d'Availles, Lussac-le-Château, Le Vigeant, Brillac, Mézières, Dompierre, Le Cros de Baledent, le Soulier, Ordière, Anières, Lussac-les-Eglises, Broulonière, Persat, etc.

Quant à la sénéchaussée de Bellac, elle embrassait la châtellenie royale de Rancon, celle de Champagnac, etc., et cent quatre fiefs relevant du roi. Les paroisses entières de Bellac, Saint-Sauveur son annexe, Blanzat, Laguzet, Peyrat, Rancon, Saint-Junien-les-Combes, Saint-Bonnet, Saint-Barbant et Vacqueur; et, en outre, les paroisses mi-parties (c'est-à-dire ressortissant pour moitié de Bellac et pour moitié d'autres sénéchaussées), Anières, 50 feux, réclamée par le Poitou; Adriers, Balledent, Berneuil, Blond, Bonnat, Bussière-Poitevine, 173 feux; l'enclave du Deffant, 79; Chamborêt, Châteauponsac, Compreignac, Droux, Fursat, La Croix, Le Buis, Luchapt, 44 feux, revendiquée par le

Poitou; Mézières, 51; Nantiat, Pont-Saint-Martin, Roussac, Saint-Jouvent, Saint-Martial, Saint-Symphorien, 8 feux; Thouron, Vaulry, Voulon. (Série provisoire AA, 2, Préfecture de la Haute-Vienne) (1).

Vicomté de Limoges. — Comprenant, en 1553, Limoges et ses châtellenies de Châluçet, Aix, baronnie de Nontron, Courbefy, Châlus, Thiviers, Excideuil, Auberoche, Génis-Moruscles, — Ans, lequel relevait de l'évêque de Limoges, ainsi qu'Ayen et Yssandon, — Ségur, Saint-Yrieix, Chervix et Château-Chervix, Masseret, Larche et Terrasson, la seigneurie de Peizac (2), — et, en hommage les châtellenies de Bré, Pierrebuffière, des Cars, de La Roche-l'Abeille, d'Hautefort, Thenon, etc. (On sait que nos vicomtes de Limoges possédèrent aussi, mais à titre de comtes du Périgord, les châtellenies de Montignac, du Vergt, Montpaon, Mussidan).

OBSERVATIONS EXPLICATIVES DE LA CARTE.

Nous aurions pu justifier ici et compléter notre carte en donnant à l'appui de longues listes de justices seigneuriales de chaque grande circonscription judiciaire, de collectes, de paroisses, de façon à montrer au vif telle ou telle bizarrerie encore inexplicable des subdivisions de notre pays, quant à son gouvernement spirituel ou temporel; mais il eût fallu faire un livre.

Voici nos sources pour cette carte : extraits divers, par nous recueillis, après un travail forcené de dix ans, dans les archives particulières ou publiques, *Pouillés*, Bruel, Longnon, etc., Bosvieux (rapport au Conseil général), *Nobiliaire* de Nadaud-Lecler, Justel, considérablement corrigé dans sa carte Du Bac; M. l'abbé Poulbrière (carte religieuse modifiée, que nous avons additionnée surtout des prieurés les plus oubliés, avec le regret de ne pouvoir à cause de l'échelle et de la noircissure redoutée, faire entrer dans notre cadre une foule de petits prieurés ou de seigneuries des deux Limousins, particulièrement le long de la Dordogne et ses affluents, déjà si encombrée de noms importants. Nous avons aussi mis à profit les publications si sûres de M. Clément-Simon, aussi bien que les solides indications qu'a bien voulu nous fournir, autour de Poitiers et de Sarlat, M. le baron Marc de Meynard de Chaussenejoux, dont l'habile crayon a dessiné cette carte avec la sûreté, la souplesse de main d'un peintre, l'exactitude rigoureuse d'un officier

(1) Voyez sous ce titre : *Enclaves poitevines*, la sérieuse étude qu'en a faite M. Louis Guibert.

(2) Nous avons modifié en quelques points le périmètre proposé par M. Clément-Simon.

d'état-major, et une aimable passion d'érudit pour ces questions. Nous le prions d'en agréer encore tous nos remerciements bien insistants. Nous remplissons aussi un agréable devoir en consignant ici un témoignage de reconnaissance et pour la Société archéologique du Limousin, si hospitalière aux travailleurs, et pour MM. Leroux et Guibert, initiateurs de la présente carte.

Nous mettrions volontiers à Martel le siège resté inconnu de l'archidiaconé de Tornés, que M. Longnon considère avec raison comme établi en faveur des paroisses quercynaises rattachées féodalement à Turenne. On remarquera que nous plaçons la *vicaria Exidensis* au camp des Césarines, où étaient les tènement et ruisseau de l'Eyssidou. (Voyez nos réfutations des identifications de M. Deloche, de l'Institut, au *Bulletin* de Brive, 1887-1888), et le *ministerium* (lisez ce mot au lieu de *vicaria* sur la carte) *Acteracense*, de Desjardins, à Ytrac (Cantal).

Nous avons marqué du signe des châtelainies tous les sièges de vicairies carlovingiennes telles que Treignac par nous révélé, et nous avons donné avec elles bien des seigneuries ou prieurés disparus avant 1600 ; nous attachant surtout aussi à n'omettre aucune commanderie, en raison de cette idée très juste de M. Guigues (nous devons beaucoup aussi à l'obligeance extrême de son fils), qu'elles permettent de reconstituer le tracé des voies antiques du Limousin.

J.-B. CHAMPEVAL.

LES SOURCES DE L'HISTOIRE

DES ORIGINES CHRÉTIENNES DE LA GAULE

Dans Grégoire de Tours ⁽¹⁾

*Quid enim fortius desiderat anima quam
veritatem?* (S. AUG.)

Il y a près de trente ans (1861), un savant bien connu, M. Lecoy de la Marche, dans son ouvrage intitulé : *De l'autorité de Grégoire de Tours*, avait fait une étude critique sur le texte de l'*Histoire des Francs*, et indiqué quelques-unes des sources où le *Père de l'histoire de France* avait puisé les éléments de son ouvrage. Tout récemment, c'est-à-dire il y a deux ans, M. Godefroy Kurth, professeur à l'Université de Liège, a publié, dans la *Revue des questions historiques*, un article ayant pour titre : *Les Sources de l'histoire de Clovis dans Grégoire de Tours* (2). Avant lui, M. W. Junghans avait publié à Gottingen (1857) l'*Histoire critique des règnes de Childéric et de Clodovech*, ouvrage traduit en français par M. Monod (3).

Nous avons entrepris un travail analogue en recherchant les sources où Grégoire de Tours a puisé ce qu'il dit, dans divers endroits de ses ouvrages, sur les origines chrétiennes de la Gaule et sur les premiers évêques de nos contrées.

Grégoire de Tours, qui vivait à la fin du vi^e siècle, ne pouvait écrire l'histoire religieuse de la Gaule pendant les quatre premiers siècles que d'après des documents antérieurs ou les données de la tradition orale; or quels sont les documents, quelles sont les sour-

(1) Ce mémoire a été lu, en partie, à la Sorbonne, le jeudi 13 juin 1889, dans la section d'histoire et de philologie, présidée par MM. Gaston Paris et Léopold Delisle.

(2) Fascicule du 1^{er} octobre 1888.

(3) *Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes*, 37^e fascicule, 1879.

ces où il a puisé l'histoire de nos premiers évêques? Voilà quel est l'objet de notre travail.

Si Grégoire de Tours est un véritable historien pour les faits qui se sont passés de son temps et dont il a été témoin oculaire, « *il est* (comme l'a remarqué un savant du siècle dernier) *plutôt un compilateur d'histoires qu'un historien* pour les événements antérieurs à son époque; *les choses qu'il trouvait écrites, il les a recueillies, la plupart du temps, sans critique et sans examen; et voilà pourquoi, lorsque les auteurs dont il s'est servi ont eu des opinions différentes, il a écrit, ou plutôt il a transcrit des choses différentes et quelquefois contraires* » (1).

Ainsi, dans le premier livre de son *Histoire* (chap. xxvi), il place l'origine des hérésies de Marcion et de Valentinien sous l'empire d'Antonin (138-161): « *Sub Antonini imperio, Marcionitana et Valentiniana hæresis insana surrexit* (2); » or, deux chapitres plus bas, dans le chapitre xxviii, il place l'hérésie de Valentinien sous l'empire de Dèce, l'an 250: « *Sub Decio imperatore... Valentinianus et Novatianus, maximi tunc hæreticorum principes, contra fidem nostram, inimico impellente, grassantur* (3). »

Dans le chapitre xxx, il place sous l'empire de Valérien et de Gallien (l'an 258), le martyre de saint Corneille à Rome et de saint Cyprien de Carthage: *Valerianus et Gallienus Romanum imperium sunt adepti... Tunc Romam Cornelius, Cyprianus Carthaginem felici sanguine illustrarunt* (4). Cela est vrai pour saint Cyprien, qui fut en effet martyrisé près de Carthage, l'an 258; mais cela n'est pas vrai pour le pape saint Corneille, qui fut martyrisé sous Gallus et Volusien, l'an 252: à Rome, d'après saint Jérôme, et à Centumcelles (*Civita-Vecchia*), d'après le très ancien Livre Pontifical.

Disons, à la décharge de Grégoire de Tours, qu'il a puisé cet anachronisme dans l'exorde de la Passion de saint Privât, évêque de Mende, qu'il a abrégée deux chapitres plus loin, dans le chapitre xxxii de son *Histoire*; on lit en effet dans cette légende: *Valeriani et Gallieni temporibus, qui tunc romanæ reipublicæ præsi-*

(1) Is enim, qui potius historiarum compilator, quam auctor fuit, res quas scriptis traditas reperit, sine examine plerumque collegit; indeque, cum auctores, quibus usus est, diversa sentirent, diversa etiam ipse, imò et sæpe inter se pugnantia transcripsit (FRANC. PAGI, *Dissertatio historico-critica de sancto Dionysio*, ap. ANT. PAGI, *Breviarium Pontificum Romanum*, 1727, t. IV, p. 16).

(2) GREGOR. TURON., édit. RUINART, col. 22; — *Patrolog.*, t. LXXI.

(3) *Ibid.*, col. 22-23.

(4) *Ibid.*, col. 23.

debant, gravis adversus Christianos persecutio seviebat... Ea namque tempestate, Romæ Cornelius, Cyprianus Carthagine, summi antistites, pro Christi nomine, glorioso martyrio coronati sunt (1).

Nous pensions avoir été le premier à signaler ce fait, à savoir que Grégoire de Tours avait puisé ce qu'il dit de saint Privat de Mende dans l'ancienne Passion de ce saint (2); nous étions dans l'erreur. Au xvii^e siècle, un savant jésuite, le P. Jean Colomb, dans ses *Opusculs historiques*, imprimés à Lyon en 1675, avait fait cette même observation, que les Actes de saint Privat sont plus anciens que Grégoire de Tours, et que cet historien a puisé dans ces Actes ce qu'il raconte du martyre de saint Privat (3).

ARTICLE PREMIER.

Grégoire de Tours et les sept évêques.

Le texte le plus important de Grégoire de Tours, relativement à nos origines chrétiennes, est celui où cet historien parle des sept évêques envoyés dans les Gaules sous le consulat de Dèce et de Gratus, c'est-à-dire l'an 250. Ce texte a servi de base au système historique qui retarde jusqu'au milieu du iii^e siècle la fondation des principales églises de France. Grégoire de Tours adopte pour l'époque de cette mission une date qu'il a trouvée dans une Passion de saint Saturnin. Voici, en effet, ce qu'il dit dans le chapitre xxviii du premier livre de l'*Histoire de Francs* : « A la même époque (sous l'empire de Dèce), sept personnages ordonnés évêques furent envoyés pour prêcher dans les Gaules, comme le rapporte l'histoire de la Passion de saint Saturnin; elle dit, en effet : Sous le consulat de Dèce et de Gratus, d'après le fidèle souvenir qu'on en conserve, la ville de Toulouse avait commencé à avoir son premier pontife. Voici donc ceux qui furent envoyés : chez les habitants de Tours, l'évêque Gatien; chez les habitants d'Arles, l'évêque Trophime; à Narbonne, l'évêque Paul; à Toulouse, l'évêque Saturnin; chez les Parisiens, l'évêque Denys; chez les

(1) Actes de saint Privat, *Bibliothèque Nationale*, ms. 11,748, fol. 13. (ix^e ou x^e siècle); — ms. 12,606, fol. 86. — Voir encore SURIUS, 21 août, édit. 1618, p. 250; — *Acta SS.*, t. IV aug., p. 439.

(2) *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, 1860, p. 32.

(3) Joannes Columbus noster, in opusculis historicis supra citatis, quæ anno 1675 Lugduni Gallorum edita sunt, p. 192, arbitratur Acta S. Privati conscripta esse ante ætatem S. Gregorii Turonensis, et hunc suam narrationem de martyrio S. Privati ex illo auctore excerptissse. (GUILLIEM. CUPER, *Acta SS.*, t. IV aug., p. 436).

Arvernes, l'évêque Austremoine; chez les Limousins, l'évêque Martial. »

Or, la Passion de saint Saturnin, sur laquelle Grégoire de Tours s'appuie, dit bien que le premier évêque de Toulouse fut envoyé sous le consulat de Dèce, mais elle ne dit pas un mot des six autres évêques que Grégoire de Tours donne pour compagnons de saint Saturnin. Pourquoi donc le pieux historien fait-il dire à cette Passion ce qu'elle ne dit pas? Pourquoi se fonde-t-il sur cette Passion pour assigner la mission des six autres évêques à l'empire de Dèce, lorsque cette Passion parle uniquement de saint Saturnin?

Les savants qui s'étaient aperçus de cette citation inexacte avaient cherché à l'expliquer en disant que Grégoire de Tours avait ajouté ces détails d'après une tradition qui faisait venir ces sept évêques vers le même temps; mais quelle est la source où il a puisé cette tradition?

Un savant de nos jours a eu l'honneur de la découvrir. Dans ses *Monuments inédits sur l'apostolat de sainte Madeleine en Provence* (1), M. l'abbé Faillon a établi, d'une manière aussi solide qu'ingénieuse, que Grégoire de Tours a puisé cette tradition dans l'ancienne légende de saint Ursin de Bourges, que le même savant a publiée d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, peint au x^e siècle. Dans cette légende, les noms des sept évêques mentionnés par Grégoire de Tours se trouvent identiquement les mêmes; et ce qui prouve qu'il a puisé là cette mission simultanée des sept évêques, c'est que, après avoir parlé de cette mission dans le chapitre xxviii de son histoire, il consacre le chapitre suivant tout entier au fondateur de l'église de Bourges, qu'il ne considère toutefois que comme un prédicateur de second ordre et un disciple des sept évêques. Or, les détails qu'il donne, dans ce chapitre, sur le premier évêque de Bourges, sont empruntés évidemment à la légende de saint Ursin, dont ils retracent les faits principaux et dont ils reproduisent textuellement certaines locutions.

Il est donc certain que Grégoire de Tours a puisé ce qu'il dit sur la mission des sept évêques dans deux documents plus anciens que lui, à savoir : la légende de saint Ursin de Bourges et la Passion de saint Saturnin; dans le premier de ces deux documents, il a pris le dénombrement des sept évêques, et, dans le dernier, l'époque de leur mission.

Mais voilà où se trahit l'inexactitude de Grégoire de Tours. La légende de saint Ursin dit que les sept évêques ont été envoyés,

(1) *Monuments inédits*, etc., t. II, col. 423 et suiv.

non pas sous l'empire de Dèce, mais *par les saints apôtres*, c'est-à-dire au premier siècle : ce qui est bien différent. Pourquoi donc Grégoire de Tours, ayant puisé dans la légende de saint Ursin de Bourges ce fait de la mission simultanée des sept évêques, n'ajoute-t-il pas, avec cette légende, qu'ils ont été *envoyés par les saints apôtres* ? Et puis, pourquoi fait-il dire à la Passion de saint Saturnin ce qu'elle ne dit pas, à savoir que les six autres évêques ont été envoyés avec saint Saturnin sous l'empire de Dèce ?

Voilà une double inexactitude qui amoindrit singulièrement l'autorité de Grégoire de Tours sur l'époque de l'évangélisation des Gaules.

Dans notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, nous avons réfuté ce passage de Grégoire de Tours relatif à la mission des sept évêques. Nous avons montré que ce passage est en contradiction avec des écrivains antérieurs à cet historien ; ainsi, dès le second siècle (190), saint Irénée de Lyon, dans son ouvrage *Contre les hérésies*, déclare que de son temps, il y avait plusieurs églises chrétiennes établies dans les Germanies, c'est-à-dire dans deux provinces de la Gaule Belgique, dans les Ibéries, c'est-à-dire en Espagne, et chez les Celtes, c'est-à-dire dans les diverses provinces de la Gaule ; ainsi Tertullien, dans son livre *Contre les Juifs*, écrit vers l'an 220, par conséquent avant l'époque assignée par Grégoire de Tours à la grande mission des Gaules, énumère les nations qui croient en Jésus-Christ ; et dans cette énumération, il comprend « les Gétules et les Maures d'Afrique, tous les confins des Espagnes, les diverses nations des Gaules (*Galliarum diversæ nationes*) et enfin les îles Britanniques, inaccessibles aux Romains et pourtant soumises au Christ » ; ainsi Lactance, qui écrivait au commencement du iv^e siècle, dit que, « après la mort de Domitien (fin du premier siècle), l'église étendit ses bras à l'Orient et à l'Occident, en sorte qu'il n'y avait aucun coin de la terre où la religion du vrai Dieu n'eût pénétré... Mais, ajoute-t-il, dans la suite cette longue paix fut troublée ; car, longtemps après, Dèce s'éleva pour persécuter l'Eglise ». Ce texte prouve que longtemps avant le milieu du iii^e siècle, la religion chrétienne était généralement répandue dans les diverses parties du monde. Nous laissons d'autres témoignages qu'on peut voir dans notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*.

En outre, ce passage de Grégoire de Tours renferme une erreur manifeste sur saint Trophime. Ainsi, dix-neuf évêques de la province d'Arles, écrivant au pape saint Léon, l'an 440, lui disaient : « Toutes les provinces de la Gaule savent, et la sainte Eglise romaine ne l'ignore pas, que la cité d'Arles est la première ville des Gaules

qui ait mérité de recevoir pour pontife saint Trophime, *envoyé par le bienheureux apôtre saint Pierre* » ; assurément ces dix-neuf évêques, un siècle et demi avant Grégoire de Tours, étaient mieux renseignés que lui sur l'histoire de leur église. Les plus chauds partisans de cet historien ont été forcés de convenir qu'il s'est trompé sur cette mission de saint Trophime. « En présence de la lettre des évêques d'Arles, dit l'abbé Bourassé, je m'incline, parce que je trouve là un témoignage supérieur à Grégoire de Tours ; supérieur par l'antiquité, supérieur par son caractère local, supérieur par le nombre imposant des témoins. Je n'hésite donc pas à abandonner Grégoire de Tours sur ce point, car tout témoignage doit céder à un témoignage supérieur » (1). De plus, il est historiquement démontré par une lettre de saint Cyprien, que, à l'époque assignée par Grégoire de Tours à la mission de saint Trophime, il y avait sur le siège d'Arles un évêque hérétique nommé Marcien, qui fut dénoncé par les évêques de la province de Lyon comme étant infecté du schisme et de l'hérésie de Novatien. L'erreur de Grégoire de Tours, relativement à saint Trophime d'Arles, est donc manifeste. Nous renvoyons pour les détails de cette démonstration à notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*. Étudions maintenant les sources où Grégoire de Tours a puisé ce qu'il dit sur saint Saturnin.

ARTICLE II.

Grégoire de Tours et saint Saturnin.

Comme nous l'avons vu dans le précédent article, Grégoire de Tours, dans son *Histoire des Francs*, s'appuie sur une Passion de saint Saturnin pour fixer au consulat de Dèce et de Gratus (an 250) la mission du premier évêque de Toulouse : *Ait enim : sub Decio et Grato consulibus, sicut fidei recordatione retinetur, primum ac summum Tolosana civitas sanctum Saturninum habere cæperat sacerdotem.* (L. I, C. xxviii.)

D'un autre côté, le même Grégoire de Tours, dans son livre de *la Gloire des Martyrs*, ch. xlviii, dit que saint Saturnin a été ordonné par les disciples des apôtres : *Ab apostolorum discipulis ordinatus* (2). Or, Grégoire de Tours n'a pas inventé ce détail ; il l'a puisé dans un document antérieur, dans une Passion ou légende de saint Saturnin ; et, en effet, il y a une Passion abrégée de saint

(1) *Lettre à M. l'abbé Rolland sur quelques principes de critique*, 1870, p. 22.

(2) *Patrolog.*, t. LXXI, col. 739.

Saturnin qui commence par ces mots, et qui a été citée ou reproduite par plusieurs écrivains du moyen-âge : au ix^e siècle, Raban Maur, dans son *Martyrologe* (1) : au xiii^e siècle, Pierre de Voragine, dans sa *Légende dorée* (2) ; au xiv^e, Pierre de Natalibus, dans son *Catalogus Sanctorum* (3), etc.

Voici le texte de cette petite Passion, tel que nous l'avons transcrit dans un manuscrit de Florence (4), et tel qu'il a été publié dans la *Légende dorée* de Jacques de Voragine :

Saturninus, ab apostolorum discipulis episcopus ordinatus, in urbem Tholosanam directus est. Cum autem, ipso ingrediente, dæmones à responsis cessarent, unus gentilium dixit, quod nisi Saturninum occiderent, a diis suis nil penitus obtinerent. Apprehendentes igitur Saturninum, nolentem sacrificare, ad pedes tauri ligaverunt eum, cum stimulis agitantibus a summa arce, et per gradus Capitolii præcipitaverunt. Sicque, capite confracto, et cerebro excusso, martyrium feliciter consummavit. Cujus corpus duæ feminæ rapientes, in profundo loco propter metum gentilium condiderunt : quod postea successores ejus ad locum reventiorem transtulerunt.

En rapprochant ces deux passages de Grégoire de Tours, on voit aisément qu'il n'est pas d'accord avec lui-même : comment saint Saturnin n'a-t-il reçu sa mission qu'au milieu du iii^e siècle (an 250) s'il a été ordonné par les disciples des apôtres ? Il est vrai que dom Ruinart a essayé de justifier Grégoire de Tours en disant que, par *disciples des apôtres*, il entendait les papes du milieu du iii^e siècle : mais cette explication ne peut soutenir l'examen. Toute l'antiquité a entendu ces paroles dans leur sens obvie, c'est-à-dire dans le sens de *contemporains des apôtres*. Ainsi, dans les anciens monuments et documents ecclésiastiques, le petit Martyrologe romain, par exemple, on ne donne ce titre de disciple des apôtres qu'aux *disciples immédiats et contemporains des apôtres* (5). D'ailleurs si l'on pouvait donner ce titre de *disciples des apôtres* aux papes du iii^e siècle, on pourrait le donner également aux papes du moyen-âge et même aux papes de notre temps ; or, ainsi interprétées, ces paroles n'auraient aucun sens et ne désigneraient aucune époque déterminée.

(1) Saturninus vero martyr, ut ferunt, ab apostolorum discipulis ordinatus, in urbem Tolosatium est directus. (*Martyrolog.*, 9 nov. *Patrolog.*, t. CX, col. 1182).

(2) *Legenda aurea*, édition de Lyon, 1519, fol. 135, v^o.

(3) *Catalogus Sanctorum*, l. I, cap. v.

(4) *Bibliotheca Laurentiana*, Codice Stroziano, n^o 4, fol. 258, v^o.

(5) Saint Tite, saint Paul de Narbonne, saint Quadrat, saint Aristarque, saint Sosthène, saint Trophime, etc. (*Patrolog.*, t. CXXIII, col. 145 et suiv.)

Voilà donc que, relativement à la mission de saint Saturnin, Grégoire de Tours est en désaccord avec lui-même. Il s'appuie sur deux documents différents, dont l'un fixe la mission du premier évêque de Toulouse au milieu du III^e siècle, et dont l'autre, qui fait ordonner saint Saturnin *par les disciples des apôtres*, attribue par cela même sa mission au I^{er} siècle. De ces deux documents, quel est le plus authentique ? de ces deux dates, quelle est celle qu'il faut adopter ?

I. — Constatons, en premier lieu, que la Passion de saint Saturnin, sur laquelle Grégoire de Tours s'est appuyé pour fixer la mission du premier évêque de Toulouse au consulat de Dèce et de Gratus, est une Passion interpolée, c'est-à-dire que cette date a été insérée maladroitement dans une transcription postérieure de cette Passion, vers le commencement du VI^e siècle.

En effet, cette date est en contradiction avec l'exorde de cette pièce, où il est dit que saint Saturnin reçut sa mission dès l'aurore du christianisme, à l'époque de la prédication des apôtres dans nos contrées.

Nous avons eu la chance de découvrir, dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale (dont l'un, peint au X^e siècle, provient de l'abbaye de Saint-Martial), les actes authentiques de saint Saturnin, la Passion primitive, où cette interpolation est absente, où cette date fautive n'est pas exprimée. Nous avons publié ces Actes authentiques dans notre Mémoire sur saint Denis de Paris. Depuis cette publication, nous avons eu connaissance d'un troisième exemplaire de ces Actes authentiques qui se trouve dans la Bibliothèque du Vatican (ms. 517), et nous en possédons une copie.

Grégoire de Tours a donc été induit en erreur par la Passion interpolée qu'il a eue sous les yeux ; et, en adoptant la date du consulat de Dèce et de Gratus, il s'est mis en contradiction avec lui-même, puisqu'il reconnaît, d'après d'autres documents, que saint Saturnin *a été ordonné par les disciples des apôtres*, et qu'il a reçu, par conséquent, sa mission au I^{er} siècle.

II. — Disons, en second lieu, que Grégoire de Tours est dans le vrai quand il rapporte que saint Saturnin *a été ordonné par les disciples des apôtres*, parce que des documents historiques, antérieurs à Grégoire de Tours, d'autres documents, contemporains de cet écrivain, donnent à saint Saturnin le titre de *disciple des apôtres*.

(a) A Rome, nous avons transcrit en partie, et fait transcrire intégralement au couvent de la Minerve, dans la Bibliothèque Casanata, un traité *inédit* contre les Ariens, qui a pour titre :

Collectio (peut-être *Collatio*) de *Mysterio Trinitatis*. Or, ce traité, écrit en caractères lombardiques dans un manuscrit du ix^e siècle (1), a été composé, vers la fin du v^e siècle, par un écrivain du midi de la Gaule, que nous croyons être Fauste de Riez. Gennade, en effet, attribue à cet écrivain un petit traité (*libellum*) contre les Ariens et les Macédoniens, que l'on croyait perdu, et qui a tous les caractères du traité que renferme ce manuscrit. Or, cet écrivain, antérieur d'un siècle à Grégoire de Tours, donne à saint Saturnin, comme à saint Trophime d'Arles et à saint Paul de Narbonne, le titre de disciple des apôtres (2).

(b) Un autre document d'une réelle importance, et qui fait remonter la mission de saint Saturnin aux temps apostoliques, a été découvert à Florence vers la fin du siècle dernier. Ce sont les *Actes des saints Saturnin, Honeste et Firmin*, publiés par Joseph Macéda, à Bologne, en 1798, dans son livre : *De celeri propagatione Evangelii* (p. 27-34). Ces Actes paraissent avoir été composés à Pampelune, en Espagne, vers le v^e siècle, au vi^e pour le plus tard. Ce qui n'a pas été remarqué jusqu'ici, ni par Macéda ni par les autres savants qui ont étudié la question, c'est que ces Actes *espagnols* se trouvent intercalés, dans le manuscrit de Florence, entre le commencement et la fin de la Passion de saint Saturnin, composée à Toulouse et citée par Grégoire de Tours. Seulement, l'écrivain ou le *collecteur* qui a réuni ces deux Actes a voulu les mettre d'accord sur l'époque de la mission du premier évêque de Toulouse ; et, au lieu d'assigner cette mission au consulat de Dèce et de Gratus, comme on lit dans la Passion interpolée, il l'a placée sous l'empire de Claude, au i^{er} siècle : *Sub Claudio, qui Gaio defuncto subrogatus*, etc. Or, dans ces Actes composés en Espagne, saint Saturnin est dit « parfait disciple de saint Pierre, au commencement de la prédication évangélique... » *In primordio prædicationis evangelicæ..., Saturninus apostoli Petri perfectus exstitit discipulus* (3). Cet accord des traditions espagnoles et toulousaines n'est-il pas d'un grand poids, et ne doit-il pas faire pencher la balance en faveur de l'opinion de Grégoire de Tours, lorsqu'il dit que *saint Saturnin a été ordonné par les disciples des apôtres*?

(c) Nous profitons de l'occasion pour signaler un autre document, moins ancien, mais non moins curieux, que nous avons eu

(1) Ms. B., IV, 18, *Kalendaria et opera varia*.

(2) MACÉDA, de *Celeri propagatione Evangelii*, p. 14. — MAMACHI, t. I, p. 239, édit. 1845.

(3) MACÉDA, de *Celeri propagatione Evangelii*, p. 29.

la bonne fortune de découvrir dans un seul manuscrit de la Bibliothèque nationale. Ce sont d'anciens Actes de saint Saturnin, que l'on croyait perdus, et qui, au témoignage de Bivar, — lequel en cite plusieurs extraits dans son Commentaire de la chronique du pseudo-Dexter (1) — se trouvaient, au ^{xiii}^e siècle, dans la Bibliothèque de Rodrigue Ximénès, archevêque de Tolède, historiographe de l'Espagne. Ces Actes, que nous avons transcrits en partie, que nous avons fait transcrire intégralement, mais que nous n'avons pu encore publier, sont dédiés à Sanche (*O Sanctus, o Agie*), évêque de Pampelune à la fin du ^x^e et au commencement du ^{xi}^e siècle. Or, il est dit, dans ces anciens Actes, que saint Saturnin était un disciple de saint Pierre : *Saturninus Petri alumnus* (2).

(d) Aux documents déjà cités, qui placent la mission de saint Saturnin au ⁱ^e siècle, il est inutile d'ajouter les anciens Actes de saint Denys, dans l'exorde desquels saint Saturnin est dit avoir été ordonné et envoyé par les apôtres (3); citons encore les Actes moins anciens de saint Denys, où le premier évêque de Paris est identifié avec Denys l'Aréopagite, et dans lesquels saint Saturnin est représenté comme ayant reçu sa mission de saint Clément (4). Cette tradition a été adoptée par Odon de Beauvais (5), qui florissait au ^{ix}^e siècle (860), et d'autres écrivains qu'il serait trop long de citer.

(e) Au surplus, ce qui démontre que saint Saturnin, premier évêque de Toulouse, a reçu sa mission bien avant le consulat de Dèce, c'est que, dès le ⁱⁱ^e siècle, il y avait à Toulouse une église chrétienne fondée par lui. En effet, saint Jérôme, au ^{iv}^e siècle, s'appuyant sur un témoignage de saint Irénée (6), dit qu'un certain Marc, issu de la race de Basilide-le-Gnostique, vint d'abord dans les Gaules et infecta de son hérésie les pays arrosés par le Rhône et la Garonne, puis, passant les Pyrénées, pénétra jusqu'en Espagne (7). Dans son *Commentaire sur Isaïe*, s'appuyant toujours sur

(1) *Patrolog.*, t. XXXI, p. 246

(2) Bibliothèque nationale, ms. 3,809 A, p. 216, 221.

(3) Voir l'édition que nous avons donnée de ces anciens Actes (*Saint Denys de Paris*, p. 97).

(4) *Saint Denys de Paris*, 1880, p. 78.

(5) *Patrolog.*, t. CXXIV, col. 1116.

(6) *In iis quæ secundum nos sunt regiones Rhodanenses, multas seduxit mulieres. (Contra hæreses, cap. IX).*

(7) Marcus quidam, de Basilidis Gnostici stirpe descendens, primum ad Gallias venerit, et eas partes per quas Rhodanus et Garumna fluunt sua doctrina maculaverit... Inde, Pyreneum transiens, Hispanias occupavit. (*Epist.*, LXXXV, ad Theodoram viduam; — *Patrolog.*, t. XXII, col. 687).

l'autorité de saint Irénée, il répète que ce Marc l'Égyptien a séduit de nobles matrones, d'abord dans les contrées des bords du Rhône, et ensuite en Espagne (1); enfin, dans sa lettre à l'hérétique Vigilance, qui habitait au pied des Pyrénées, il lui reproche de reproduire les erreurs de Basilide, très ancien hérétique, qui avaient été répandues dans cette contrée (2); les villes situées sur la Garonne et au pied des Pyrénées indiquent évidemment Toulouse; or, s'il y avait dans cette ville, dès le ^{II}^e siècle, des hérétiques Marcosiens, il y avait certainement des catholiques, car l'ivraie suppose le bon grain. Donc saint Saturnin avait reçu sa mission avant le milieu du ^{III}^e siècle; il avait été *ordonné*, comme le dit son antique Passion, *par les disciples des apôtres*.

On objectera peut-être que saint Irénée, dans son *Traité des hérésies*, ne parle qu'à des villes situées sur les bords du Rhône et non de celles qui sont arrosées par la Garonne; mais saint Jérôme, l'homme le plus érudit de son siècle, devait savoir par d'autres sources ce qu'il ajoute au texte de saint Irénée. On ne sait que par lui ce détail historique, que Pompée, en revenant d'Espagne à Rome, a fondé la ville de Comminges (*Convenæ*); or qui a révoqué en doute ce fait historique, quoiqu'il ne soit appuyé que sur le témoignage de saint Jérôme?

Dès le second siècle, il y avait donc des chrétiens à Toulouse comme il y en avait à Lyon; et comment peut-on supposer que la ville de Toulouse n'a reçu son premier évêque qu'un siècle après que le sang des martyrs de Lyon ruisselait dans les rues de cette cité?

(f) Mais comment expliquer l'interpolation de cette date, *sub Decio et Grato consulibus*, dans la Passion de saint Saturnin citée par Grégoire de Tours?

Voilà une explication qui nous paraît très plausible :

Il y a une ancienne et très courte Passion de saint Saturnin, que Pierre de Natalibus a reproduite dans son *Catalogue des saints*. Cette Passion, dans laquelle il est dit que *saint Saturnin fut ordonné par les disciples des apôtres* se termine par cette addition

(1) Vir apostolicus scribit Ireneus... multarum origines explicans hæresicon, et maxime Gnosticorum, qui per Marcum Ægyptium, Galliarum primum circa Rhodanum, deinde Hispaniarum nobiles feminas deceperunt. (*In Isaiam*, c. LXIV; — *Patrolog.*, t. XXIV, col. 623.)

(2) Et quia ad radices Pyrenæi habitas, vicinusque es Iberiæ, Basilidis, antiquissimi hæretici, et imperitiæ scientiæ, incredibilia portentia prosequeris, et proponis quod totius orbis auctoritate damnatur. (*Epistolar.* lib. III, edit. 1627, p. 527).

apocryphe : « Il souffrit [le martyre] sous Dèce, le 3 des calendes de décembre » (1).

Florus, moine de Saint-Trond (760), dans ses *Additions au Martyrologe de Bède* (2), et saint Adon de Vienne (836), dans son *Martyrologe* (3), ont puisé à cette source et reproduit ce détail.

Or, cette addition apocryphe nous paraît le fait de quelque copiste, ancien à la vérité, mais ignorant, qui, voulant rattacher le martyre de saint Saturnin à une époque déterminée, l'aura assigné, par conjecture, à la persécution de Dèce, qui avait sévi à Toulouse, et dont le souvenir était resté gravé, en caractères de sang, dans la mémoire des peuples.

Un copiste des anciens Actes de saint Saturnin, s'appuyant sur cette addition apocryphe, aura interpolé cette date du consulat de Dèce et de Gratus dans la Passion consultée par Grégoire de Tours; mais, au lieu de fixer à cette date le martyre de saint Saturnin (ce qui était plus naturel), il aura placé sous ce consulat sa venue à Toulouse, ce qui est tout à fait improbable et contraire à tous les monuments de la tradition.

Donc saint Saturnin a été ordonné par les disciples des apôtres, comme le dit Grégoire de Tours, et sa mission remonte au 1^{er} siècle.

ARTICLE III.

Saint Martial et Grégoire de Tours.

Grégoire de Tours a parlé de saint Martial dans maints endroits de ses ouvrages. Outre les deux principaux passages où il parle de sa mission, l'assignant, tantôt à l'empire de Dèce, tantôt aux évêques de Rome, sans préciser aucune époque, on trouve dans son *Histoire des Francs* un passage qui montre combien le culte de saint Martial était en honneur au vi^e siècle.

Léon de Poitiers, mauvais conseiller de Chramne, fils de Clotaire, qui, selon l'interprétation de son nom, était « un lion très cruel dans toutes sortes de passions », Léon de Poitiers dit un jour que « Martin et Martial, confesseurs du Seigneur, ne laissaient rien d'utile aux droits du fisc »; c'est-à-dire que l'argent des fidèles, au lieu d'aller grossir le trésor du roi, se perdait dans la crypte du

(1) Passus est autem tempore Decii, III kal. decembris. (*Catalogus Sanctorum*, l. I, C. V, édition de Lyon, 1542, fol. 1, v^o).

(2) *Martyrol. Bedæ*, 29 nov.; — *Patrolog.*, t. XCIV, col. 4418.

(3) *Martyrolog.*, 29 nov.; — *Patrolog.*, t. CXXIII, col. 406.

tombeau de saint Martial. « Aussitôt, frappé par la vertu des confesseurs, Léon de Poitiers devint sourd et muet et mourut fou (1). » On voit par là que le culte de saint Martial, à cette époque, était à l'égal du culte de saint Martin; or, le culte de saint Martin, au ^{vr} siècle, était universel; et l'on connaît le vers de Fortunat sur ce sujet :

Où le Christ est connu, Martin est honoré,
Et quo Christus habet nomen, Martinus honorem (2).

Nous avons cité le passage de Grégoire de Tours où saint Martial figure parmi les sept évêques envoyés sous le consulat de Déce et de Gratus; ce texte n'ajoute presque rien sur le premier évêque de Limoges.

Dans son livre *De la Gloire des Confesseurs*, Grégoire de Tours a consacré trois chapitres à saint Martial,

Dans le premier de ces chapitres, après avoir dit que saint Martial avait été envoyé par les évêques de Rome — qu'il ne désigne pas autrement (*Sanctus Martialis episcopus a Romanis missus episcopis*), il ajoute que ce pontife, « après avoir renversé les statues des faux dieux et aboli leurs rites, après avoir rempli la ville de Limoges de la foi au vrai Dieu, sortit de ce monde (*migravit a sæculo*) ». Il dit de plus qu'il y avait avec lui deux prêtres, qu'il avait amenés avec lui d'Orient dans la Gaule (*quos secum ab Oriente adduxit in Galliam*); et lorsqu'ils vinrent à mourir, leurs sarcophages furent réunis, et ils furent ensevelis dans la même crypte que le saint évêque; l'un était près de la muraille, l'autre lui était contigu; mais leurs tombeaux n'étaient pas relevés de terre; et l'on ne pouvait, à cause de cette juxtaposition, ni étendre une nappe (*pala*), ni allumer de flambeau. Comme les habitants du lieu voyaient cela avec peine, il arriva qu'un matin, en entrant dans la crypte, ils trouvèrent les sépulcres placés dans des murs différents; et ainsi l'accès à chaque sépulcre fut libre, et il fut manifesté clairement que le bienheureux pontife devait être vénéré comme un serviteur du vrai Dieu (3).

Dans le chapitre suivant, Grégoire de Tours raconte la guérison d'une jeune fille dont la main était paralysée, dont les doigts étaient

(1) GREGOR. TURON., *Hist. Franc.*, lib. IV, c. xvi, édit. Ruinart, col. 136.

(2) FORTUNAT, *Vita S. Martini*, lib. IV, dernier vers; — *Patrolog.*, t. LXXXVIII, col. 426.

(3) GREGOR. TURON., *De gloria confessorum*, cap. XXVIII, édit. Ruinart, col. 917.

retrés dans la paume, et qui, ayant confiance dans la vertu du saint confesseur — lequel avait délivré le peuple des vaines pratiques d'un culte superstitieux — célébra la vigile dans la nuit de sa fête, et qui, en priant devant son tombeau, fut tout étonnée de voir sa main guérie en présence du peuple.

Dans le troisième chapitre, il raconte la guérison d'un homme qui, après avoir prêté un faux serment dans une église, était devenu muet : sa voix ne ressemblait plus à une voix humaine, mais à un bêlement de brebis. S'étant prosterné pour prier devant le tombeau du saint, il sentit comme une main qui lui touchait le gosier; et ayant fait signe au prêtre qui était là de lui faire le signe de la croix sur la bouche, il recouvra l'usage de la voix, et raconta tout ce qu'il avait souffert (4).

Où Grégoire de Tours a-t-il puisé le récit de ces trois miracles? Il l'a puisé certainement dans l'ancienne Vie de saint Martial que nous avons découverte, et où ils sont racontés (le troisième en particulier) en des termes presque identiques (2).

C'est là ce que nous avons dit lorsque nous avons publié, en 1860, cette ancienne Vie; c'est là ce que nous répétons aujourd'hui avec une entière certitude.

Deux savants allemands, à qui l'on doit une édition récente (1884) de Grégoire de Tours, MM. W. Arndt et Bruno Crusch, ont cité notre opinion à ce sujet, et tout en accordant que cette ancienne Vie de saint Martial et les miracles qui y sont racontés ont été écrits peu de temps après Grégoire de Tours, ils penchent plutôt vers cette opinion que c'est l'auteur de cette ancienne Vie qui a emprunté à Grégoire de Tours le récit de ces trois miracles (3).

J'en demande pardon à la critique allemande; mais elle me paraît ici en défaut. Prétendre qu'un écrivain limousin est allé emprunter à Grégoire de Tours le récit de miracles opérés à Limoges, c'est aller contre toute vraisemblance. C'est comme si on disait que

(1) GREGOR. TURON., *De Gloria confessorum*, c. xxix, édit. Ruinart, col. 918. (*Patrolog.*, t. LXXI.)

(2) *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, 1860, p. 39.

(3) *Miracula quæ Gregorius subjecit, ex hac ipsâ vitâ fluxisse*, Arbellot, (*Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, Paris, 1860, p. 32.) statuit, sed à Gregorio potius vitæ scriptor profecit, qui *bidentis mugitum in balantem ovium vocem sententiam, sensitque, ut postea adserebat. tanquam si aliquis guttur ejus tangeret*, in illam *tanquam si guttur ejus aliquis tangeret* mutaverit. Quamquam hæc miracula non adeo multo tempore post Gregorium composita esse concedo. (*Monumenta Germanicæ historica. — Scriptores Rerum Merovingicarum, Gregor. Turon., Hannoveræ, 1884, p. 765, note 1.*

Grégoire de Tours est venu chercher en Limousin le récit des miracles opérés en Auvergne. Ces miracles étaient écrits naturellement dans les lieux où ils étaient opérés. Serait-ce, par hasard, que, à cette époque, il n'y avait, dans les Gaules, d'autre écrivain que Grégoire de Tours? Comment soutenir cette opinion, quand on convient, du reste que cette ancienne vie de saint Martial a été écrite peu de temps après Grégoire de Tours?

Les miracles racontés dans cette ancienne Vie sont évidemment antérieurs au VII^e siècle, puisque dans l'autre *Livre des Miracles* que nous venons de publier (1), le premier en date se rapporte à l'élection de saint Loup, qui eut lieu en 614.

Il y a plus : non seulement Grégoire de Tours a connu l'ancienne Vie de saint Martial et y a puisé le récit des trois miracles qu'il rapporte, mais il a dû connaître aussi la légende prolixe de saint Martial composée par le pseudo-Aurélien,

Les savants se sont étonnés de trouver dans Grégoire de Tours un détail curieux sur les deux prêtres compagnons de saint Martial, à savoir que le saint évêque *les avait amenés avec lui d'Orient dans la Gaule* (2). C'était insinuer la mission de saint Martial au premier siècle, puisque c'est surtout à cette époque que les apôtres et leurs disciples portaient de l'Orient, c'est-à-dire de la Judée. Or, où Grégoire de Tours a-t-il puisé ce détail? ce n'est pas dans l'ancienne Vie de saint Martial, où on ne le trouve point, mais dans la légende prolixe, composée par le pseudo-Aurélien. C'est encore d'après cette légende qu'il dit que saint Martial mourut après avoir rempli la ville de la foi au vrai Dieu : *repleta jam credulitate* (3) *Dei urbe* (ch. 27).

Et cela n'a rien de surprenant, puisque Fortunat, évêque de Poitiers, a composé sur cette légende de saint Martial un petit poème qui porte son nom dans un manuscrit de la Bibliothèque Laurentienne de Florence, et que le cardinal Luchi, au siècle dernier, a inséré dans l'édition complète des œuvres de Fortunat (4). Ces vers ont été reconnus comme authentiques non seulement par le cardinal Luchi, mais par les autres savants italiens, Bandini,

(1) *Livre des miracles de saint Martial* (texte latin inédit du IX^e siècle). Paris, René Haton, 1889, p. 12.

(2) MM. W. Arndt et Bruno Crusch, dans leur édition de Grégoire de Tours : « *Martiale ab Oriente in Gallias advenisse, Gregorius infra scripsit.* » (p. 764, note 3).

(3) Le mot *credulitas*, aux V^e et VI^e siècles, voulait dire non pas *crédulité*, mais *foi sincère et religieuse* : « *Sola mihi ad credulitatem sufficit persona dicentis.* » (CASSIAN. *De Incarnat.* lib., IX, c., VI.)

(4) *Romæ*, 1786, in-4^o, t. I, p. 71. — *Patrolog.*, t. LXXXVIII, p. 115.

Amaduzzi, qui les ont publiés en 1783 dans les *Anecdotes littéraires de Florence* (t. IV, p. 433).

Nous nous étonnons que M. Frédéric Léo, dans l'édition qu'il vient de donner à Berlin des *Œuvres de Fortunat*, ait classé ce petit poème de saint Martial parmi les œuvres apocryphes de ce poète (1). Il n'a pas eu connaissance de l'édition que nous en avons donnée, ni des preuves d'authenticité que nous avons produites dans notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial* (2). Comme il n'a étudié que le manuscrit de Florence, plusieurs fautes se sont glissées dans son édition : plus heureux que lui, nous avons pu collationner le manuscrit de Florence avec trois autres manuscrits, l'un de saint Jean de Latran, un second de la Minerve, à Rome, et un troisième de la Bibliothèque Ambrosienne de Milan (3). Nous pensons en donner ici une édition exacte, et nous indiquons, en caractères italiques les mots qui ont été mal lus par les éditeurs précédents.

Christus principium, finis, lux est, via Christus,
Nomine cujus in almifico, semperque beato,
Martialis resonant hic veracissima gesta.
 Quis hominum digne valeat doctissimus unquam
 Quanti sit meriti præclarus apostolus iste
 Dicere, vel prosa vel pulchri carmine metri,
 Quo saltem modicis decoretur pagina verbis?
 Tullius atque Maro veniant; sit lingua *faceta*,
 Versibus aut currens, aut prosæ *mellu retexens*,
 Non tua, sancte pater, *poterunt* depromere gesta,
 Tellus te Romana, quibus te Gallica tellus
 Post Petrum recolunt juniorem parte secunda,
 Cum Petro recolunt æqualem *sorte* priori.
 Benjamita tribus te gessit sanguine claro,
 Urbs te *nunc* retinet Lemovica corpore sancto.
 Hinc tibi sit, Rex magne, Deus, laus, gloria, Christe!
 Christe caput, finisque cluens, pax, lux, via, Christe!

Mais, dira-t-on, si Grégoire de Tours a connu l'ancienne Vie de saint Martial, et même la légende apocryphe composée par le pseudo-Aurélien, comment n'a-t-il pas adopté la date qu'on trouve

(1) *Monumenta Germaniæ historica*, t. IV : Berolini, 1881, *Appendix*, p. 382.

(2) P. 77 et 231-238.

(3) Saint Jean de Latran, Armario II, A, fol. 172. — Bibliothèque Casanata, Catalogue ms. p. 350. — Bibliothèque Laurentienne à Florence, plutei xx, cod. 3. — Bibliothèque Ambrosienne, à Milan : B, 49, infer. p. cxxviii, v^o.

dans ces deux légendes ? Comment n'a-t-il pas dit que saint Martial avait été envoyé par saint Pierre ?

La raison en est bien simple : Grégoire de Tours n'a pas voulu se déjuger. Après avoir adopté pour la mission des sept évêques (et par conséquent de saint Martial), la date qu'il avait trouvée dans la Passion interpolée de saint Saturnin (mais qui ne regardait que cet évêque), c'est-à-dire le consulat de Dèce et de Gratus, il ne pouvait se mettre en contradiction d'une manière si flagrante. Que fait-il ? Il reste dans le vague. « Saint Martial, dit-il, envoyé par les évêques de Rome ». Quels sont ces évêques ? il ne le dit pas, et pourtant, la première année de l'empire de Dèce, l'évêque de Rome était saint Fabien.

Par ces évêques de Rome, a-t-il voulu désigner, comme quelques savants l'ont pensé (1), a-t-il voulu désigner saint Lin et saint Clément, ou saint Clément et saint Clet, que quelques anciens écrivains de l'Eglise latine ont prétendu avoir siégé ensemble ? Ce qui pourrait le faire supposer, c'est que, en parlant de saint Eutrope de Saintes, il dit qu'il avait été envoyé par saint Clément (2).

Si cette interprétation n'est pas admise, quels sont ces évêques ? Il n'en sait rien. Ce sont aussi bien des évêques du I^{er} siècle que du III^e. Donc, Grégoire de Tours avoue son ignorance et reconnaît, par cela même, l'incertitude de la date qu'il a assignée une fois à cette mission des sept évêques, savoir : le consulat de Dèce et de Gratus (an 250).

Saint Martial a donc reçu sa mission de saint Pierre, comme il est dit dans son ancienne Vie et dans d'autres vieux documents, échos fidèles de la tradition immémoriale.

Ce qui contribue à donner à cette tradition du Limousin un degré de certitude, c'est non seulement la tradition des autres Eglises de l'Aquitaine qui reconnaissent saint Martial, disciple de saint Pierre, pour leur fondateur, mais encore les traditions concordantes de Rome et de l'Italie.

A Rome, nous avons transcrit dans la Bibliothèque du Vatican et dans les archives de Sainte-Marie *in Via-Lata* un ancien document dans lequel il est dit que le fondateur de l'oratoire souterrain de cette église est saint Martial, disciple de saint Pierre, venu avec lui d'Antioche à Rome, et envoyé par lui d'abord à Ravenne,

(1) Ap. François Pagi, *Breviarium pontific. Roman.*, t. IV, p. 19, n° XXVIII.

(2) GREGOR. TURON., *De Gloria Martyrum*, cap. LVI, édit. Ruinart, col. 786. — *Patrolog.*, t. LXXI.

et ensuite dans *les pays au-delà des monts*, c'est-à-dire dans les Gaules. Le savant historien de l'église Sainte-Marie *in Via-Lata*, Fioravante Martinelli, reconnaît, après Baronius, que ce saint Martial, fondateur de cet oratoire, est celui qui a été envoyé par saint Pierre pour prêcher l'Evangile aux habitants de Limoges, de Toulouse et de Bordeaux (1).

A *Colle di Val d'Elsa*, autrefois *Gracchianum*, en Toscane, une église mentionnée dans les conciles de Limoges a été élevée sur le tombeau de saint Austriclinien, que la tradition locale dit avoir été ressuscité par saint Martial avec le bâton de saint Pierre. L'accord des traditions de Rome et de l'Italie avec celles du Limousin et de toute l'Aquitaine en prouve la vérité : *Quod apud multos unum invenitur, non est erratum, sed traditum* (2).

ARTICLE III.

Grégoire de Tours et saint Gatien.

Il semblerait que Grégoire de Tours n'a pu se tromper sur les origines de l'Eglise dont il était évêque; et toutefois, quand on y regarde de près, on voit que sur ce point, il n'est pas toujours d'accord avec lui-même.

1° Dans son *Livre de la Gloire des Confesseurs*, il dit que, « d'après la tradition, l'évêque Gatien a été envoyé à Tours par les évêques de Rome, et qu'il a été donné comme premier pontife aux habitants de cette ville (3) ». Quels sont ces évêques de Rome? il n'en sait rien : et par ce terme vague il avoue naïvement son ignorance sur l'époque où saint Gatien a reçu sa mission.

Dans le livre dixième de son *Histoire des Francs*, il est plus précis. Il assigne la mission de saint Gatien à la première année de l'empire de Dèce : il a puisé cette date dans la Passion interpolée de saint Saturnin, et il l'a appliquée, sans raison valable, à saint Gatien; et toutefois il ne nomme pas le pape qui siégeait à cette époque, et par qui saint Gatien aurait été envoyé (4). En adop-

(1) *Primo Trofeo della Sma Croce eretto in Roma nella Via Lata da S. Pietro apostolo, etc., da Fioravante Martinelli, romano* (dédié à Alexandre VII), — Roma, 1635, p. 31.

(2) Tertull. *De Præscript.*, c. xxviii.

(3) Gatianum etiam episcopum a Romanis episcopis ad urbem Turonicam missum, primumque Turonicis pontificem datum, fama ferente, cognovimus (*De Gloria confessor.*, cap. iv, édit. RUINART, col. 897.)

(4) Primus Gatianus episcopus, anno imperii Decii primo, à Romanæ sedis papa transmissus est. (*Hist. Franc.*, l. X, c. xxxi, RUINART, col. 527.)

tant cette date, il tombe en contradiction avec lui-même. En effet :

1° Il dit d'abord que saint Gatien fut envoyé la première année de l'empire de Dèce, c'est-à-dire l'an 230 ;

2° Il ajoute que saint Gatien siégea cinquante ans dans la ville de Tours (1), ce qui porte sa mort à l'an 300 ;

3° Il dit ensuite que l'évêché de Tours resta vacant pendant trente-sept ans (2), c'est-à-dire jusqu'en 337 ;

4° Que saint Lidoire, second évêque de Tours, fut ordonné la première année du règne de Constance (3), c'est-à-dire en 338.

Et, vers la fin du premier livre de son *Histoire*, il s'exprime ainsi : « Si quelqu'un demande pourquoi, après le passage (*la mort*) de l'évêque Gatien, un seul évêque, à savoir Lidoire, a été jusqu'à saint Martin, il saura que, par l'opposition des payens, la cité de Tours resta longtemps sans bénédiction épiscopale ; en effet, les chrétiens qui existaient de ce temps célébraient l'office divin en cachette, car ceux qui étaient trouvés chrétiens par les payens, ou étaient criblés de blessures, ou périssaient par le glaive » (4).

Or, cela est en contradiction avec ce qu'il dit autre part, que, « après la mort de Dioclétien (313), la paix fut rendue aux églises » (5). Si la paix a été rendue aux églises après l'an 313, comment la persécution des payens a-t-elle duré, à Tours, jusqu'en 338 ?

En n'admettant qu'un seul évêque, — saint Lidoire, — entre saint Gatien et saint Martin, Grégoire de Tours est en contradiction avec un écrivain plus ancien que lui, Sulpice Sévère, qui écrivait à la fin du iv^e siècle.

Cet historien raconte, dans sa *Vie de saint Martin*, chapitre viii, que ce saint pontife renversa un autel que *les évêques ses prédécesseurs* avaient érigé sur la tombe d'un larron que le peuple honorait comme un martyr. Des savants peu suspects, tels que dom Ruinart et dom Liron (6), ont conclu de ce passage qu'il y avait eu plusieurs évêques à Tours entre saint Gatien et saint Martin. L'évêque de Tours, qui avait érigé cet autel, ne pouvait

(1) In hac urbe... ut ferunt, annos quinquaginta commoratus (*Id. et ibid.*).

(2) Cessavit episcopatus triginta septem annis (*Id. et ibid.*).

(3) Secundus, anno imperii Constantis primo, Litorius ordinatur episcopus (*Id. et ibid.*).

(4) *Ibid.*, lib. I, édit. RUINART, col. 36.

(5) Cum post excessum Diocletiani, pax reddita fuisset ecclesiis (*Id. ibid.*, cap. XXXIV, édit. RUINART, col. 27).

(6) DOM RUINART, édit. *Gregor. Turon.* col. 36, N G ; — DOM LIRON, *Singularités historiques*, t. IV, p. 64.

être ni saint Gatien ni saint Lidoire. Supposer avec l'abbé Chevalier « que peut-être il y avait eu des chrétiens à Tours avant l'arrivée de saint Gatien, amenés dans cette ville par des causes diverses » (1), c'est supposer que le christianisme existait en Touraine avant saint Gatien, c'est donner un démenti à Grégoire de Tours, qui regarde saint Gatien comme le premier prédicateur de l'Evangile en Touraine.

Or, si Grégoire de Tours s'est trompé sur les origines de sa propre église, quelle autorité peut-il avoir sur l'origine des autres églises de la Gaule?

ARTICLE IV.

Saint Paul de Narbonne.

Grégoire de Tours ne parle de saint Paul de Narbonne qu'une seule fois : c'est dans le passage relatif à la mission des sept évêques, emprunté, comme on le sait, à la légende de saint Ursin; mais, encore sur ce point, il est en désaccord avec des documents d'une haute antiquité et avec toutes les traditions du moyen-âge. Ainsi, le petit Martyrologe romain, plus ancien que le *viii^e* siècle, époque où il a reçu quelques additions, fait de saint Paul de Narbonne un *disciple des apôtres*, et ne donne ce titre qu'aux disciples immédiats et contemporains des apôtres; au *ix^e* siècle, les Martyrologues d'Adon de Vienne et d'Usuard, échos fidèles de documents antérieurs, en font un disciple de l'apôtre saint Paul; — le *Traité contre les Ariens*, de la Bibliothèque Casanata, à Rome, ouvrage composé dans le midi de la Gaule, à la fin du *v^e* siècle, et et que nous croyons de Faust de Riez (2), donne à saint Paul de Narbonne, comme à saint Trophime d'Arles et à saint Saturnin de Toulouse, le titre de *disciple des apôtres*; — l'ancienne Passion de saint Denys, d'où Florus a tiré ce qu'il dit, dans son Martyrologe, de saint Paul de Narbonne, raconte qu'il était du nombre de ces hommes choisis auxquels les apôtres conférèrent la dignité épiscopale (3). Tout le moyen-âge a suivi cette tradition. En présence de

(1) *Les Origines de l'église de Tours*, 1871, p. 229.

(2) C'est un ouvrage que l'on croyait perdu et que Gennade désigne en ces termes : « *Legi ejus et aduersus Arianos et Macedonianos paruum libellum, in quo coessentialem prædicat Trinitatem* » (*De Scriptor. Eccles*, cap. LXXXV; — *Patrolog.*, t. LVIII, col 1109). Tous ces caractères conviennent parfaitement à cet opuscule de la Bibliothèque Casanata, qui a pour titre : *Collectio* (peut-être *Collatio*) *de Mystério Sanctæ Trinitatis*.

(3) Voir pour les textes précédents notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*.

cet ensemble de monuments et de cette *nude de témoins*, quel est le critique qui oserait adopter l'opinion de Grégoire de Tours?

Il serait puéril, pour justifier la méprise de cet historien, de supposer, comme l'ont fait quelques savants, qu'il y a eu deux Paul de Narbonne, deux Trophime d'Arles, deux Saturnin, deux Martial, etc.

ARTICLE V.

Grégoire de Tours et saint Denis de Paris.

Grégoire de Tours, dans maints endroits de ses ouvrages, a parlé de saint Denis de Paris. Dans le passage relatif à la mission des sept évêques, qu'il assigne à l'empire de Dèce, il ajoute : « Parmi eux, le bienheureux Denys, évêque des Parisiens, après divers supplices supportés pour le nom du Christ, termina la vie présente par le tranchant du glaive ». Il semblerait par là qu'il a en connaissance de l'ancienne passion de saint Denis : comment n'a-t-il pas ajouté ce qu'on y trouve, « que le premier évêque de Paris avait été envoyé par saint Clément » ?

Si la tradition de l'Eglise de Paris sur l'époque de la mission de saint Denis eût été conforme à ce que rapporte Grégoire de Tours, les écrivains des anciennes Passions de saint Denis n'auraient pas manqué d'assigner cette mission à l'empire de Dèce, au lieu de l'assigner, comme ils l'ont fait, à saint Clément. Dira-t-on que c'est par amour de l'antiquité qu'ils ont choisi cette date? Mais s'il en eût été ainsi, ils auraient fait remonter cette mission à saint Pierre, ou au Christ lui-même, au lieu de la retarder jusqu'à saint Clément.

Nous renvoyons le lecteur à notre *Mémoire sur saint Denis de Paris*, dans lequel nous avons publié son ancienne Passion, et une autre Passion moins ancienne, dans laquelle il est identifié avec Denis l'Aréopagite. Après avoir réfuté Grégoire de Tours, nous avons prouvé qu'il faut assigner à saint Clément la mission du premier évêque de Paris.

Dans l'édition des *Œuvres de Fortunat* que viennent de publier en Allemagne MM. Frédéric Léo et Bruno Crusch (1), le premier de ces savants, éditeur des poésies, a rangé parmi les pièces apocryphes l'hymne de Fortunat sur saint Denis; nous pensons qu'il aurait changé d'avis s'il avait connu les preuves d'authenticité que nous avons données de cette pièce. — L'éditeur des ouvrages en prose, M. Bruno Crusch, a publié la Passion de saint Denis avec la date traditionnelle — *qui, tradente beato Clemente, Petri*

(1) *Monumenta Germaniæ historica*, t. IV. Berolini, 1881, Appendix, vi.

apostoli successore, etc. (1); il a eu raison de ne pas l'attribuer à Fortunat, elle est certainement plus ancienne, puisque c'est là que Fortunat a puisé les détails qu'il donne dans son hymne sur saint Denys.

ARTICLE VI.

Grégoire de Tours et saint Austremoine.

Dans le chapitre xxviii de son *Histoire des Francs*, Grégoire de Tours compte saint Austremoine parmi les sept évêques qui furent envoyés de Rome sous le consulat de Dèce (an 250); mais, dans son livre *De la Gloire des Confesseurs*, il parle d'une manière plus vague de l'époque de sa mission, et il se borne à dire qu'il fut *envoyé par les évêques de Rome avec l'évêque Gatien et les autres déjà mentionnés* » (2).

Or, cinquante ans après la mort de Grégoire de Tours, un de ses successeurs sur le siège de Clermont, saint Priest (670) est l'auteur d'une Vie de saint Austremoine, dans laquelle il fait envoyer par saint Pierre : « à Tours, Gratien (*sic*); à Arles, Trophime; à Narbonne, Paul; à Toulouse, Saturnin; à Limoges, Martial; en Auvergne, Austremoine » (3).

Dans nos *Observations critiques à MM. Bourassé et Chevalier sur la légende de saint Austremoine*, nous avons prouvé que cette légende est bien l'œuvre de saint Priest, comme l'affirme l'ancien auteur de sa vie. Outre le manuscrit de la Bibliothèque nationale, où cette légende porte son nom (ms. 5363, fol. 117 v°), nous avons connaissance d'un autre manuscrit de Clermont, où cette passion de saint Austremoine est dite l'œuvre de saint Priest. Le successeur de Grégoire de Tours, mieux éclairé sur les traditions de l'Auvergne, fait donc remonter à saint Pierre la mission de saint Austremoine, martyr. Et la légende de saint Genou, dans un manuscrit du ix^e siècle (4), compte aussi saint Austremoine, le glorieux martyr, et saint Martial, parmi les envoyés de saint Pierre; et Paul de Narbonne et Trophime d'Arles, parmi les évêques ordonnés par saint Paul (5).

(1) *Monumenta Germaniæ historica*, t. IV, 2^e pars, p. 103.

(2) Ipse (Stremonius) a Romanis episcopis cum Gatiano beatissimo et reliquis quos memoravimus est directus. (*De Gloria confessor.*, c. xxx, RUINART, col. 918).

(3) Voir le texte dans nos *Documents inédits sur l'apostolat de saint Martial*, p. 49, et dans les *Observations critiques*, etc., p. 4.

(4) *Bibl. Nationale*, ms. 42,193, fol. 166 v°.

(5) *Acta SS.*, t. II, januar., p. 94. — *Dissertation sur l'apostolat*, etc., p. 60.

Dans notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial* (p. 149 et suiv.), nous avons traité cette question de saint Austremoine ; nous y renvoyons le lecteur.

ARTICLE VII.

Grégoire de Tours et saint Ursin de Bourges.

Dans le chapitre xxix du premier livre de son *Histoire des Francs*, Grégoire de Tours fait du premier évêque de Bourges un des disciples des sept évêques (c'est-à-dire de saint Austremoine (1), selon l'ancienne tradition de l'Auvergne), et par conséquent il assigne sa mission postérieurement à l'an 250. Il résume dans ce chapitre la légende de saint Ursin, où il a puisé la mission simultanée des sept évêques (2). D'autre part, dans son livre de *la Gloire des Confesseurs*, il reconnaît que « la ville de Bourges reçut en premier lieu la parole du salut de saint Ursin, qui, *ordonné par les disciples des apôtres*, fut envoyé par eux dans les Gaules » (3), ce qui porte sa mission au 1^{er} siècle. Evidemment c'est cette dernière date qu'il faut adopter. Et il confirme cette opinion par ce qu'il dit du premier évêque de Saintes : « Eutrope, martyr de la ville de Saintes, est dit envoyé dans les Gaules par le bienheureux évêque Clément, qui lui avait donné la bénédiction épiscopale », puis il rapporte sa prédication et son martyre (4). On voit par son témoignage qu'il y avait eu dans les Gaules des *martyrs* isolés avant les grands *martyres* de Lyon, qui eurent lieu, en 177, sous Marc-Aurèle, et qu'ainsi l'objection qu'on tire d'un passage de Sulpice-Sévère sur les premiers *martyrs* de la Gaule est sans valeur.

Comment comprendre après cela la méprise de Grégoire de Tours, dont le texte (si souvent réfuté), si on le prenait au sérieux, retarderait jusqu'au milieu du III^e siècle la prédication de l'Evangile dans la majeure partie des Gaules ? Il nous semble que, après cette discussion, la cause est jugée, la critique a dit son dernier mot : *causa finita est*.

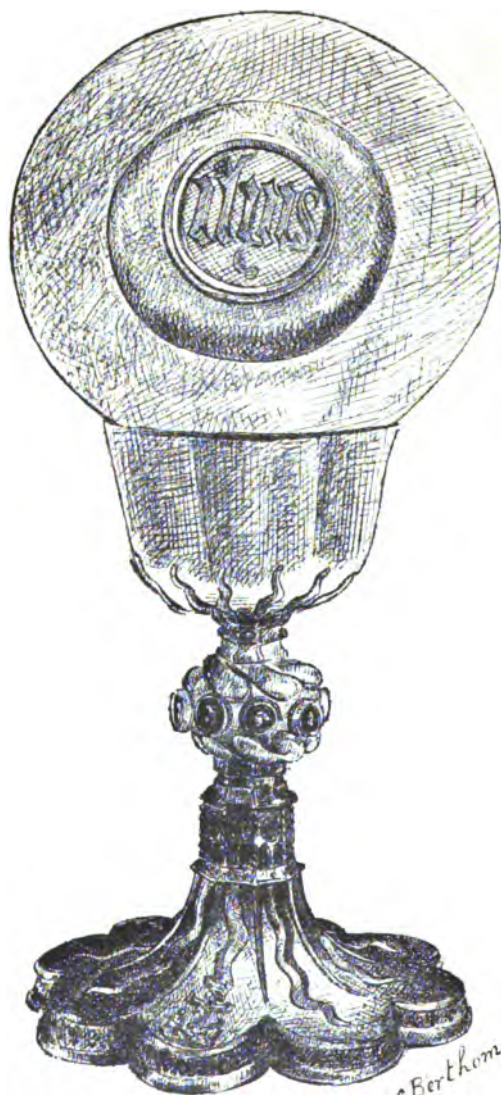
L'abbé ARBELLOT.

(1) *Vita S. Præjecti*, ap. LABBE, *Bibl. nova mss. libror.*, t. II, p. 483.

(2) On trouve cette légende de saint Ursin, non seulement dans le ms. du X^e siècle qu'a publié M. Faillon, mais dans un autre ms. de la Bibliothèque nationale que nous avons consulté, le ms. 13,320, fol. 13-19. On nous a signalé, d'Orléans, un ms. de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire qui renferme la même légende.

(3) *De Gloria confessor.*, RUINANT, col. 961, — Voir sur la mission de saint Ursin notre *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, p. 154.

(4) *De Gloria Martyrum*, cap. LVI, RUINANT, col. 786. — *Dissertation sur l'apostolat* etc., p. 153.



Calice d'Aubusson.

LE CALICE D'AUBUSSON

L'église paroissiale de Sainte-Croix d'Aubusson possède un calice, précieux spécimen de l'orfèvrerie limousine, qui offre les rapports les plus frappants avec le célèbre calice de l'hôpital de Limoges. C'est vraisemblablement l'œuvre du même artiste, œuvre de l'art le plus pur et le plus délicat des premières années du xvi^e siècle. Ce calice avait été déjà signalé par l'abbé Texier, qui s'est contenté d'écrire, dans son *Essai sur les émailleurs et les argentiers de Limoges* : — « AUBUSSON. Un calice orné d'émaux. » Évidemment, le savant abbé n'avait ni vu ni manié ce précieux ouvrage. Il le mentionnait d'après une indication très sommaire et il nous a paru utile d'en offrir une description aussi complète que possible à la Société archéologique du Limousin.

Le calice d'Aubusson, en vermeil ciselé et repoussé, orné d'émaux peints et d'émail incrusté, a 0^m,230 de hauteur. Le diamètre du pied est de 0^m,178.

La coupe, large et basse, ornée, dans sa partie inférieure, de rayons ondulés au repoussé, a 0^m,070 de hauteur et le diamètre de son ouverture est de 10 centimètres. Elle repose sur un nœud de 0^m,065 de diamètre, qui offre, à sa partie supérieure, une série d'ornements au repoussé en forme de larmes bataviques. Autour du nœud, sont huit petits médaillons d'émail peint, de 0^m,015 de diamètre, représentant des figures de saints, de saintes et d'évêques, avec auréoles d'or (1). Il est vraisemblable que ces émaux sont

(1) Une de ces figures, ornée d'un diadème, paraît être celle du roi David. Une autre est celle d'une jeune femme, coiffée aussi d'un diadème. D'autres sont des religieux, des patriarches.

sur argent, comme le sont les armoiries du pied du calice, et ils sont enchâssés dans une légère saillie en vermeil. L'un de ces émaux est signé très lisiblement : M. I.; sur un autre on croit lire I. P. ou I. B.; d'autres semblent avoir des petites marques qu'il est difficile d'interpréter. Les personnages sont en buste et le dessin est accentué par un trait noir. Les carnations sont modelées en blanc, sur un fond violet bleu. Les lumières des vêtements sont indiquées par des rehauts d'or appliqués au pinceau. Du reste, les rayons des auréoles et les accessoires des vêtements sont tracés assez négligemment. Ces caractères nous paraissent être ceux qui distinguent les ouvrages des premiers Pénicaud.

Au-dessous du nœud, et formant la partie haute du pied du calice, est une sorte de tour d'église à huit faces. Sur chacune de ces faces, s'ouvrent des fenêtres géminées du style ogival flamboyant, surmontées d'une rosace à quatre compartiments. La partie de la tige sur laquelle est appliquée cette élégante ciselure est recouverte d'un émail bleu foncé, légèrement bleuâtre. Le diamètre de ce petit édifice est de 0^m,036.

Le pied du calice, qui est à huit lobes, est orné de rayons droits et flamboyants alternant, exécutés au repoussé. Il repose sur un socle de 0^m,015 de hauteur, sur lequel se déroule une guirlande de fleurs de lys en relief, sur un fond croisillé. Cette décoration est de l'effet le plus riche et le plus élégant. Sur le pied est un crucifix en relief ciselé, ayant d'un côté la sainte Vierge et de l'autre saint Jean, petite scène d'un travail exquis. L'inscription de la croix est en caractères gothiques. Sur le lobe opposé, est un écusson aux armes de la famille Barthon de Montbas. Le cerf d'or couché est tracé au burin dans le métal et le fond est un émail incrusté, de couleur bleu verdâtre. Cet écusson est fait sur une plaque d'argent et rapporté.

Le poinçon apposé à l'intérieur et à l'extérieur du pied du calice et sur la coupe, se compose d'une petite base carrée, sur laquelle sont deux lettres indéchiffrables, surmontée des lettres gothiques P. I., et d'une fleur de lys. Nous croyons que ce poinçon était la marque de fabrique de la famille Pénicaud. On le retrouve sur le calice de l'hôpital de Limoges. Le même orfèvre a évidemment exécuté les deux ouvrages. Ceci confirme l'opinion de M. Louis Guibert, qui pense que le calice de l'hôpital est antérieur à l'inscription de 1555, au nom de Jehan Poyllévê, curé de Saint-Gence. Les armoiries du calice d'Aubusson indiquent qu'il a été exécuté pour un membre de la famille de Barthon de Montbas ou peut-être donné par lui. S'il s'agissait d'un des deux évêques de cette famille qui se sont succédé sur le siège de saint Martial, la

pièce serait, au plus tard, de 1510, année de la mort de l'évêque Jean II. Nous serions donc en présence d'une œuvre de l'époque de transition de l'orfèvrerie limousine, datant du commencement du xvi^e siècle, offrant à la fois un émail incrusté et la peinture sur émail proprement dite.

La patène, également en vermeil, a un diamètre de 0^m,175, qui est à peu près celui du pied du calice. Sa partie concave est de 10 centimètres. A l'opposé, dans un cercle légèrement en saillie, est finement gravé le monogramme IHUS, en belles lettres gothiques de 0^m,030 de hauteur. La patène est marquée du même poinçon que celui du calice, offrant les caractères P et I, surmontés d'une fleur de lys.

Le calice a dû être réparé il y a quelques années. La coupe, qui se détachait de la tige, a été fixée au moyen de quatre vis d'argent.

On rapporte que ce précieux objet d'art est entré dans l'église de Sainte-Croix par les soins de François Furgaud, archiprêtre de Combraille, promoteur en l'officialité de Chénérailles, curé d'Aubusson de 1777 à 1791.

Cyprien PÉRATHON.

ESSAI DE CLASSIFICATION
DES
ANCIENNES PORCELAINES DE LIMOGES
SAINT-YRIEIX, SOLIGNAC
CONSERVÉES
AU MUSÉE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHÉ
(Suite) (1).

OBSERVATIONS AU SUJET DE LA MARQUE C. D.

Dans les pages qui précèdent, toutes les pièces portant la marque C. D. sont considérées comme ayant été fabriquées pendant la période qui s'étend de 1774 à 1784. La manufacture de Limoges était alors sous la protection du comte d'Artois (2) et c'est par cette circonstance que l'on a cherché à expliquer le choix de cette marque, en la considérant comme composée des initiales du prince protecteur de la fabrique.

Cependant, cette explication a été contestée : quelques amateurs ont fait observer que les initiales du comte d'Artois étaient C. A. et non pas C. D. Cette remarque n'est que spécieuse, car il ne serait pas difficile de réunir un certain nombre d'exemples de noms propres auxquels la particule s'est, pour ainsi dire, soudée dans le langage courant. Une ville des Landes a été nommée, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la ville d'Ax ; aujourd'hui l'on dit Dax et non pas Ax, ainsi qu'il serait plus naturel ; et pour prendre un exemple qui nous touche de plus près, n'appelons-nous pas toujours un de nos illustres compatriotes Daguesseau, et lui-même ne signait-il pas toujours ainsi ?

(1) *V. Bull. Soc. arch. et hist. du Lim.*, t. XXXVII, p. 154 et suiv.

(2) Le comte d'Artois ne posséda l'apanage du Limousin que pendant trois ans : 1773 à 1776. C'est donc pendant qu'il était apanagiste qu'il accepta la protection de la fabrique de Limoges, mais il n'y avait aucune raison pour que cette protection cessât avec l'apanage ; il la continua jusqu'au moment de l'acquisition par la liste civile.

On pourrait multiplier les faits analogues. Je me bornerai à en citer deux encore que je trouve précisément dans l'histoire de la porcelaine. On écrivait au XVIII^e siècle le nom de l'auteur des célèbres lettres qui révélèrent le secret de la porcelaine indifféremment Dentrecolles ou d'Entrecolles, et Darcet, qui, comme on sait, réorganisa la manufacture de Limoges, est souvent appelé d'Arcet.

Il existe un document contemporain, communiqué par M. Nivet-Fontaubert à M. Paul Ducourtieux, reproduit par celui-ci dans son ouvrage sur *Limoges d'après ses anciens plans*, et cité de nouveau, en 1888, dans l'introduction historique du volume de l'*Encyclopédie Frémy* consacré à la porcelaine; ce document tranchait définitivement la question au moment où il fut utilisé, ainsi qu'on va le voir :

On lit, en effet, dans l'*Almanach général du commerce, des marchands, négociants, armateurs, etc., de la France, de l'Europe et des autres parties du monde*, par M. GOURNAY, avocat au Parlement, année 1788, p. 308, art. Limoges : « *Manufacture de porcelaine.* Elle est sous la protection du comte d'Artois, chaque pièce est marquée C. D. Les ouvrages qu'on y fait sont très estimés, la beauté de leur pâte ne contribue pas peu à les faire rechercher; ils sont exempts de tous droits à la sortie du royaume. *Entrepreneur, M. Grellet.* Cet artiste fournit encore au commerce des matières toutes préparées, connues sous le nom de *pâtes et couvertes*, avec lesquelles on peut faire de fort belle porcelaine; deux moulins à eau avec dix meules tournantes et vingt pilons chacun, écrasent et broient les matières nécessaires à la fabrication de la porcelaine. »

Il est vrai que l'auteur de l'*Almanach* ne dit pas d'une façon absolument explicite que les lettres C. D. étaient considérées comme les initiales du protecteur de la fabrique, mais cela ressort bien évidemment des informations qu'il donne (1). D'ailleurs, la chose intéressante, c'est de savoir que la marque C. D. caractérisait la porcelaine de Limoges; or, ceci est bien constaté par le passage de l'*Almanach*, dont la reproduction était de nature à lever des doutes qui se manifestaient précisément à l'époque où

(1) Les véritables initiales du comte d'Artois C. P. (Charles-Philippe) servaient déjà de marque à la manufacture du faubourg Saint-Denis, placée sous la protection du prince; lorsque celui-ci eut accepté de prendre sous son patronage la fabrique de Limoges, on ne voulut pas appliquer sur nos porcelaines la marque C. P., sans doute pour que les produits de la rue Saint-Denis ne fussent pas confondus avec elles, et c'est probablement dans ce but que la marque C. D. ne se trouve pas surmontée de la couronne, ainsi que cela a lieu pour la marque C. P.

elle se fit. Les documents établissant la signification historique, pour ainsi dire, des lettres C. D. ne manquent pas, d'ailleurs, et l'on en trouve chaque jour de nouveaux ; j'en citerai un qui a été fourni par l'examen d'une pièce de porcelaine.

Dans une intéressante monographie sur *les Vitraux et la Céramique à l'Exposition de Limoges* (1886), M. Moufle nous apprend qu'un amateur de Limoges possède une théière ayant fait partie d'un service fabriqué à Sèvres pour le comte d'Artois. Cette pièce est décorée d'un D. surmonté d'une couronne ; on ne peut que se ranger à l'opinion de M. Moufle lorsque ce publiciste ajoute que le fait en question semble confirmer que le D. était bien considéré comme étant le chiffre du comte d'Artois.

Mais je suis obligé de me séparer sur un point, que je considère comme très important, de l'auteur de l'opuscule sur *les Vitraux et la Céramique*. On lit dans ce travail que les porcelaines de Limoges « comme l'indique l'*Almanach* de M. Gournay, conservèrent la marque C. D. après l'acquisition de la Manufacture par le roi ».

Il est visible que Gournay s'est contenté de reproduire sans les contrôler, sans les rajeunir, que l'on me passe l'expression, des renseignements qu'il a pris dans des ouvrages antérieurs à l'*Almanach*, ou qui lui avaient été fournis à une époque où ils étaient exacts. L'*Almanach* se publiait, en effet, avant 1788, et à cette date il paraît avoir déjà une assez longue existence.

En 1788 il y avait déjà quatre ans que la fabrique de Limoges était devenue manufacture royale. Il y avait donc quatre ans *au moins* qu'elle n'était plus sous la protection du comte d'Artois, car si ce personnage a pu conserver après qu'il n'a plus été apanagiste du Limousin un titre qui lui avait été offert en cette qualité, il est absolument impossible d'admettre qu'après l'acquisition de la fabrique de Limoges par la liste civile, le comte d'Artois ait pu continuer à jouer vis-à-vis de cette manufacture le rôle de protecteur, même simplement nominal. Un pareil fait serait en complet désaccord avec les principes suivant lesquels la liste civile et les administrations diverses se comportaient envers les manufactures particulières, et il ne faut pas perdre de vue que les fabriques protégées par les princes et même par la reine n'ont jamais été assimilées, dans aucune mesure, à celles de l'État.

Si l'auteur de l'*Almanach* avait connu l'acquisition par le roi de la manufacture de Limoges, il n'eût parlé ni de la protection du comte d'Artois, devenue caduque, en quelque sorte, ni probablement de la marque C. D. Son témoignage n'a donc aucune espèce de valeur, puisqu'il est de la dernière évidence qu'il ignorait absolument la transformation radicale, pourrait-on dire, qui s'était intro-

duite dans le régime auquel la fabrique de Limoges était soumise. En écrivant, en 1788, que la marque C. D. était encore usitée, Gournay nous montre simplement que sa publication n'avait pas été exactement tenue au courant, et l'examen attentif de son ouvrage ne fait que confirmer cette présomption.

D'ailleurs, l'étude des diverses pièces à la marque C. D. réunies au Musée Céramique, conservées dans les collections particulières ou dans d'anciennes familles, ne permet pas d'admettre la persistance de la marque après que la fabrique de Limoges fut devenue manufacture royale. Un fait est acquis par de nombreux témoignages : c'est qu'en 1784 la manufacture, qui périlait probablement depuis plusieurs années, fut réorganisée par le chimiste Darcet, qui amena avec lui un personnel nouveau, parmi lequel nous remarquons le peintre Cloostermann, chargé de la composition des couleurs ; il serait fort extraordinaire que, après cette réorganisation, à laquelle coopéra un peintre, le genre de décoration usité à Limoges ait continué à être exactement le même qu'avant le voyage de Darcet et l'arrivée de Cloostermann, d'autant plus que ce genre de décoration, inspiré des porcelaines de Saxe, était déjà démodé au moment où nous le voyons adopter par la fabrique de Limoges. N'est-il pas au contraire naturel de croire que le personnel nouveau, que nous savons avoir accompagné Darcet, conserva ses habitudes professionnelles et resta fidèle au goût qui régnait alors à Paris ; en tous cas n'est-il pas quelque peu téméraire de supposer que ce personnel ait accepté, sans y changer absolument rien, les traditions décoratives de l'ancienne fabrique qui, en 1784, était en décadence complète depuis plusieurs années et ne pouvait guère avoir une influence quelconque sur des étrangers appartenant à la Manufacture de Sèvres, et qui, certainement, ne devaient pas se trouver disposés à suivre les errements artistiques et autres en usage à une époque qui avait vu se produire la ruine de l'établissement à la restauration duquel ils venaient prendre part.

Les pièces de la fabrique du comte d'Artois portent souvent deux marques, toujours constituées par les lettres C. D. L'une, en caractères cursifs, est gravée à l'outil ; l'autre, en caractères romains, a été exécutée au pinceau ; il semble que l'on ait voulu ainsi établir authentiquement, pour ainsi dire, que les pièces en question ont été exécutées en blanc (d'où la marque gravée) à la manufacture de Limoges, puis décorées dans le même établissement (d'où la marque peinte) ; il paraît évidemment surprenant que notre fabrique, après avoir marqué ses produits avec tant de soin, cesse tout à coup d'y apposer un signe distinctif, et tout juste au moment où ce signe pouvait, étant donné les idées du temps, devenir singulière-

rement honorable et même servir les intérêts financiers de la fabrique. La fleur de lys imprimée au cachet au-dessus du mot : *Limoges*, au revers du médaillon de Turgot (n° 30), pouvait certainement relever, aux yeux des amateurs, les pièces sur lesquelles elle aurait figuré, et il était sans aucun doute avantageux de l'appliquer; pour quelles raisons la manufacture de Limoges a-t-elle renoncé à ces avantages, cependant très réels? C'est ce qu'il est peut-être difficile de dire aujourd'hui, tout au moins avec quelque certitude; mais pour pallier à l'absence de marque sur la porcelaine de Limoges pendant la période de la fabrication royale, faut-il aller jusqu'à dire, en vertu de la négligence d'un contemporain, que les produits de la Manufacture Royale portent la même marque que ceux de la manufacture précédente? Je ne le crois pas, et j'ai exposé plus haut quelques-unes des raisons qui m'ont conduit à penser ainsi; il me reste maintenant à étudier la question si importante de la marque sur les pièces que nous possédons au musée.

On a vu que les pièces portant les initiales C. D. que nous possédons au Musée, sont au nombre de vingt-cinq, parmi lesquelles il s'en trouve dix blanches ou sommairement dorées et quinze décorées. C'est de ces dernières seulement dont il paraît nécessaire de s'occuper ici.

Dès le premier coup d'œil jeté sur les pièces en question, on demeure frappé de l'air de famille qu'elles présentent entre elles; mais une étude plus approfondie fait apercevoir, entre quelques pièces, certaines différences d'ailleurs généralement très légères.

Cependant, il y a au Musée cinq pièces signées C. D., qui, par leurs caractères décoratifs, se séparent très nettement de l'ensemble général. Ce sont : 1° un petit sucrier faisant partie de la collection Gasnault (n° 1663); 2° une écuelle forme rocaille (désignée dans ce travail sous le n° 27); 3° une assiette festonnée (n° 28); 4° une grande théière cylindrique (collection Jacquemart, n° 808); 5° une écuelle forme rocaille (n° 29). Ces pièces, appartenant, au point de vue décoratif, à des genres différents, ont entre elles, surtout sous le rapport de l'exécution, des caractères communs; il paraît évident qu'elles datent de la même époque et qu'elles ont été décorées par des mains très habiles; mais, après tout, bien que ces pièces — les deux écuelles surtout — aient été ornées de motifs assez différents de ceux que les artistes de la fabrique du comte d'Artois choisissaient d'ordinaire, on ne remarque en elles aucune particularité qui autorise à les enlever à la série où les place la marque qu'elles portent. Ce sont des morceaux qui indiquent chez les auteurs quelque goût pour l'originalité, peut-être tout au plus le désir de chercher

des voies nouvelles, désir bien naturel au moment où il se produisait, c'est-à-dire après une production considérable, par la manufacture de Limoges, de pièces conçues, tant au point de vue de la forme qu'à celui de la décoration, suivant les données d'un style qui, en France où il avait pris naissance, était déjà vieux de soixante ans.

Cependant, parmi les pièces que je viens de signaler, il en est une qui, n'était la marque C. D. qu'elle porte, pourrait être attribuée à la Manufacture Royale ; c'est la grande théière de la collection Jacquemart (n° 508) ; les formes de la pièce en question appartiennent bien à l'art de l'époque qui suivit la réorganisation de Darcet. On y sent une double influence, celle du goût classique et celle de la céramique anglaise. Quand à la décoration, elle se rapproche beaucoup du genre qui fut simultanément en usage à La Seynie et à Limoges, et qui paraît avoir été très probablement celui qu'apporta Cloostermann dans notre pays.

Il est curieux de rapprocher la théière de la collection Jacquemart d'une autre théière, de forme à peu près identique et de décoration très voisine, qui semble pouvoir être raisonnablement attribuée à la Manufacture Royale ; mais il y a lieu d'observer que l'on retrouve, dans la production de presque toutes les fabriques de l'époque, des théières semblables, tout au moins comme forme, à celles dont nous nous occupons ; quand à la décoration, si elle se rattache au genre introduit par Cloostermann, il ne faudrait pas inférer de là que la théière Jacquemart est postérieure à la réorganisation de Darcet, c'est-à-dire à l'arrivée à Limoges de Cloostermann, car cet artiste n'était pas le seul, bien loin de là, à pratiquer le genre qu'il paraît avoir apporté à Limoges.

Ce genre était nouveau seulement à Limoges — et encore peut-être ? — Mais si l'on voulait absolument tout expliquer, on pourrait sans doute prétendre qu'il y eut quelques indiscretions, ou même, si l'on veut, quelques pratiques plus blâmables encore. En tous cas, ce ne serait pas la première fois que nous verrions tenter de soustraire des modèles à Sèvres au profit de Limoges. En effet, Jacquemart, dans son *Histoire de la porcelaine*, nous rapporte un fait dont l'intérêt n'échappera certainement pas au lecteur ; je cite textuellement : « Plus ferme ou plus habile que son devancier (Charles Adam), Eloy Brichard (directeur de la Manufacture), entend d'ailleurs se servir de toutes les armes mises à sa disposition pour garantir ses ouvrages contre une concurrence déloyale ; ainsi, à la date du 25 janvier 1753, il obtient un jugement contre un de ses ouvriers. Le dispositif en est curieux : « Vu, y est-il dit, le » procès-verbal de la perquisition faite à Vincennes dans un cabi-

» net occupé par le nommé Jean-Baptiste Nouailher, ouvrier de la
 » manufacture royale de porcelaine, établie au dit lieu, cabinet
 » où il a été trouvé vingt-huit esquisses et dessins de fleurs colo-
 » riées, huit lettres et un rond de porcelaine propre à mettre des
 » couleurs, lesquels dessins le dit Nouailher est convenu avoir été
 » copiés sur des dessins de la manufacture par les nommés
 » Aubert, Faurré et Geffroy, ouvriers de la dite manufacture,
 » que son intention était de les porter à Jean-Baptiste Nouailher,
 » son père, peintre en émail dans la ville de Limoges..., à la
 » requête du sieur Eloy Brichard, Nouailher à la confiscation
 » des objets faits, en mille livres d'amende, etc. »

Doit-on supposer que Nouailher avait eu la pensée de s'approprier certains secrets relatifs à la fabrication ou à la peinture de la porcelaine (il s'agit évidemment de la porcelaine tendre), comme semblerait l'indiquer le « rond » propre à mettre les couleurs et surtout les huit lettres, qui pouvaient être des documents dans le genre de ceux que Dentrecolles envoya en France. J'inclinerais à le croire devant la sévérité avec laquelle il fut frappé. Dans cette hypothèse, nos compatriotes auraient songé d'assez bonne heure à remplacer par une industrie nouvelle, pleine d'avenir, l'antique art de l'émaillerie, dont la vie semblait depuis longtemps se retirer; il serait évidemment fort intéressant d'étudier une question, dont la formule de recherches pourrait être celle-ci : les derniers émailleurs, sentant le terrain industriel leur manquer, n'ont-ils pas essayé de rajeunir leur art en le rapprochant autant que possible, au point de vue décoratif, de la branche des industries du feu — la porcelaine — qui alors avait pris le premier rang dans l'estime des artistes, des amateurs et du grand public des acheteurs, absolument comme cela avait eu lieu pour la faïence, qui par l'adoption du procédé de reverbère avait été mise, dans une certaine mesure, en harmonie avec le goût nouveau. Ce premier fait n'est pas douteux et se trouve confirmé par la condamnation de Nouailher pour avoir soustrait, entre autres choses, dix-huit dessins à la manufacture de Sèvres. Mais faut-il aller jusqu'à admettre que, avant Massié, nos artistes limousins eurent la pensée de naturaliser, pour ainsi dire, à Limoges l'industrie de la porcelaine? C'est là un point que l'on pourrait, dès à présent, essayer d'éclaircir; mais on comprend qu'une pareille étude ne saurait être même effleurée dans ce travail.

Je dois sans doute m'excuser auprès du lecteur d'une digression peut être un peu longue, mais qui se rattache cependant directement à mon sujet, et c'est cette considération qui m'a engagé à m'y livrer.

Ces observations sur la marque C. D. paraîtront peut-être trop développées, mais la question discutée a une véritable importance. En effet, si l'on admettait que la marque C. D. continua à être en usage après la réorganisation de la manufacture de Limoges, on serait amené à se contenter de cette notion et à ne pas chercher les productions de la manufacture parmi les pièces non signées, et c'est là où elles doivent se trouver, pour les raisons exposées plus loin.

Les pièces à la marque C. D. forment un groupe bien homogène. Pour rompre cette homogénéité, pour disperser en quelque sorte les parties constituant ce groupe, au Musée Céramique, par exemple, il faudrait des raisons bien fortes et capables de contrebalancer les arguments d'ordre historique qui conduisent à penser que la marque C. D. n'a pu être employée que tout à fait accidentellement après 1784. Le témoignage de l'*Almanach* de Gournay peut-il être considéré comme une preuve suffisante contre les anciennes théories relatives à la répartition chronologique des pièces à la marque C. D.? Je ne le pense pas quant à moi, et je crois même inutile d'appuyer sur les motifs qui me font considérer ce témoignage comme très suspect.

DEUXIÈME ÉPOQUE. — Période postérieure à la réorganisation de Darcet (1784 à 1800 ou 1804, dernière limite).

Genres divers. Réminiscences de l'ancien style. Inspiration classique plus ou moins accentuée.

MANUFACTURE ROYALE (annexe de Sèvres, ancienne fabrique Massié).

Il sera nécessaire de donner ici un certain développement à l'histoire de la Manufacture Royale, et cela parce qu'il importe de recueillir tous les indices qui, en l'absence à peu près constante de marques sur les pièces de cette provenance, peuvent mettre sur la voie d'attributions qu'il serait parfois très difficile de décider sur les seules particularités de la fabrication, des formes du décor. En effet, les points de comparaison manquent encore à peu près absolument, car, à part le cachet de la Manufacture et le médaillon de Turgot, marqué au revers d'une fleur de lys, nous ne connaissons aucune pièce authentique de la fabrication limousine qui suivit la réorganisation de 1784, et les spécimens que nous venons de citer sont des pièces exceptionnelles, qui ne peuvent nous apporter aucun secours utile dans la recherche à laquelle nous nous livrons en ce moment.

Si, comme la chose est malheureusement à craindre, on ne retrouve pas à Limoges de pièces, authentiques et marquées, de la Manufacture Royale, peut-être pourra-t-on encore espérer découvrir à

Sèvres quelques spécimens à date connue qui, par voie d'analogie, pourront servir à établir de sérieuses présomptions en faveur de la détermination de certaines pièces douteuses ; mais ce secours m'a fait défaut, car j'ai dû restreindre mon étude aux spécimens qui se trouvent exposés dans les collections du Musée de la Manufacture ; or ces spécimens sont fort peu nombreux pour la période qui nous intéresse : il en existe certainement dans les réserves ou dans les greniers un certain nombre qu'il serait de toute nécessité d'examiner avec le plus grand soin.

Comme on le verra plus loin, la fabrique de Limoges ayant été, après 1784, une annexe de la Manufacture de Sèvres, il paraît évident que les produits des deux usines durent être très voisins, sinon absolument identiques. Cette supposition est encore confirmée par ce fait qu'au moment de la réorganisation, Darcet amena de Sèvres un personnel nouveau. Les pièces d'origine limousine, reconnues très analogues aux pièces de Sèvres (après 1784), pourront donc sans trop de témérité être attribuées à notre Manufacture Royale.

Pour bien comprendre toutes les difficultés de la question qu'il s'agit de résoudre, il faut se rappeler que plusieurs fabriques de Limoges sont presque contemporaines de la Manufacture Royale (la fabrique de La Seynie produisait pendant que la Manufacture Royale était en activité). Ainsi, les fabriques fondées à Limoges pendant la période révolutionnaire, et un peu plus tard, eurent dans leur personnel, on le sait d'une manière certaine, des artistes et des ouvriers autrefois employés à l'ancienne manufacture, et comme le goût avait très peu changé, comme les procédés de fabrication étaient restés identiquement les mêmes, on peut penser qu'il sortit des fabriques en question des produits difficilement distinguables peut-être de ceux de l'établissement royal, et c'est, en effet, ce que l'expérience vient démontrer par certains exemples.

Dans cette situation, je ne me serais pas cru suffisamment autorisé pour attribuer une pièce à la Manufacture Royale par des présomptions de date, tirées du style des formes et du genre des décors, j'ai encore dû essayer de fortifier ces présomptions par des faits plus positifs ; ces faits, j'ai dû les chercher surtout dans l'histoire même de la Manufacture, et voici comment j'ai été conduit à donner à cette partie de mon travail un développement tout spécial.

Jusqu'ici, les quelques personnes qui ont écrit sur la fabrique de Limoges paraissent s'être presque exclusivement intéressées à l'étude de ses premières origines : deux lignes leur ont suffi pour faire l'histoire de la Manufacture Royale. Une pareille manière de

procéder ne pouvait être employée ici, puisque, encore une fois, il devenait nécessaire de réunir tous les faits qu'il serait possible de recueillir, si menues soient-ils, paraissant de nature à justifier une attribution, toujours quelque peu hasardeuse, en l'espèce.

C'est contraint et forcé, en quelque sorte, par les exigences de mon sujet que je fais ici l'histoire détaillée de la Manufacture Royale; je n'ai pas d'ailleurs besoin d'ajouter que l'expression « d'histoire détaillée » est ici tout à fait relative, l'histoire, même lorsqu'elle reste monographique, comporte une hauteur de vue à laquelle je n'ai pas prétendu.

Nous avons vu que ce fut Fournerat qui organisa la fabrication de la porcelaine dure, lorsqu'elle fut établie à l'ancienne faïencerie de Massié; mais ce praticien ne resta que cinq années avec ses coassociés; dès lors, la manufacture de Limoges se trouva privée du secours de ses connaissances techniques à partir de 1776.

Ces faits, fort importants pour l'histoire des commencements de la fabrication de la porcelaine à Limoges, résultent d'une lettre adressée de Paris, le 20 juin 1781, à M. l'Intendant de Bourgogne, pour le renseigner sur Fournerat, qui demandait l'autorisation de créer une fabrique de porcelaine à Dijon. Ce document a été publié par M. le Dr Louis Marchand, dans ses *Recherches sur les faïenceries de Dijon* (1885), auquel je l'emprunte :

« ... Il résulte des éclaircissements pris que ce particulier a travaillé pendant cinq ans à la manufacture de Limoges, où il avait la direction d'une partie de cette manufacture, mais jeune et dissipé il n'a pu la conserver.

» Il est marié et sans fortune, et vient de revenir à Ancy-le-Franc, dont il est originaire.

» Il n'est pas possible de parler de ses talents, puisqu'à Ancy-le-Franc il n'y eut jusqu'à présent qu'une faïencerie fort médiocre.

» Cependant, il est à présumer que le sieur Fournerat a des connaissances dans cette partie, puisqu'il remplissait une place de directeur à la manufacture de Limoges. S'il en est sorti, cela ne prouve rien contre ses talents. Il peut avoir fait la découverte dans ce canton d'un grain de terre propre à faire la pâte. Au surplus, si le gouvernement l'employait, ce devait être plutôt en qualité d'artiste pour diriger les travaux que comme administrateur des fonds et du travail du cabinet, pour lesquels il ne paraît avoir aucune disposition. » (Chambres des Etats, c. 44, Arch. dép.).

M. Marchand ajoute : « Nous ne croyons pas qu'il ait été donné suite à la demande du sieur Fournerat ».

M. Moufle nous apprend, d'après des notes de l'abbé Legros, que, lorsqu'il transforma définitivement sa faïencerie en fabrique de porcelaine (1771), Massié faisait depuis deux ans des essais pour la production de la poterie nouvelle ; il est possible, il est même probable que ces recherches ont été faites de concert avec Fournérat. En tous cas, si Massié était un céramiste et s'il avait des connaissances spéciales dans la fabrication de la porcelaine, ce que l'on ne sait pas d'une manière positive, en 1784 il était probablement mort, car son fils l'avait remplacé alors à la fabrique, et rien ne vient nous indiquer que ce dernier ait eu l'expérience que pouvait avoir acquise son père (1).

Il est probable que les Grellet n'étaient pas des céramistes, mais plutôt des capitalistes ou encore des brasseurs d'affaires, s'il est permis d'employer ici cette expression moderne ; l'un d'eux était mort dès 1774, à Paris, où il était allé pour présenter au comte d'Artois une pièce exceptionnelle. Son frère Gabriel resta associé avec Massié ; pour lui aussi, rien n'est venu nous indiquer qu'il ait eu des connaissances techniques ; on verra que, tout au contraire, il paraît avoir donné, comme directeur de la Manufacture Royale, des preuves de son incapacité.

Après le départ de Fournérat, départ dont le document cité plus haut nous fait entrevoir les causes, il est probable que Gabriel Grellet et Massié laissèrent périliter leur fabrique, qu'ils ne parvinrent pas à diriger convenablement, par suite sans doute de l'insuffisance de leurs connaissances techniques.

Il paraît probable que les associés s'étaient adjoint des bailleurs de fonds ou actionnaires (2). Ceux-ci se montrèrent, et sans doute

(1) A cette époque l'associé de Grellet signe Massié fils ; dans les diverses pièces relatives à la vente de la manufacture en 1794, sa signature est ainsi libellée. Il paraît bien difficile d'admettre que le Massié que nous voyons figurer à la vente de 1794 soit le même que celui qui fondait, en 1737, la fabrique de faïence où devait plus tard être établie notre première manufacture de porcelaine dure : c'est pourquoi j'ai pensé que Massié avait pu être remplacé par son fils, mais de ce fait nous n'avons encore aucune preuve certaine.

La famille Massié paraît être originaire de Limoges : le père du céramiste y exerçait la profession d'architecte. Je tiens ce renseignement de M. Fray-Fournier.

(2) On lit la remarque suivante dans l'introduction historique qui se trouve placée en tête du volume consacré à la porcelaine de l'*Encyclopédie chimique* de M. Frémy (Dunod, 1885) : « Le nom de Massié disparaît bientôt, et la fabrique paraît n'être plus dirigée que par l'un des Grellet, qui prend le titre d'entrepreneur de la manufacture. Nous avons trouvé

avec raison, peu satisfaits de la tournure que prenaient les affaires de la manufacture après la retraite de Fournérat; peut-être demandèrent-ils la liquidation de l'entreprise, toujours est-il que, sans nous mettre trop en frais d'imagination, nous pouvons supposer que Grellet et Massié fils se trouvèrent dans une situation fort difficile à tous les points de vue. Ils semblent s'être tirés fort habilement d'embarras, car la cession qu'ils firent à la liste civile d'un établissement dont ils ne pouvaient tirer aucun parti fut consentie tout à leur avantage, ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte.

Le rapport de Rolland, que j'ai cité déjà, fournit à ce sujet des détails absolument oubliés dans notre ville.

D'après ce document, fort curieux à tous les points de vue, il semble que, à Limoges, on a su très habilement lier la fabrique de cette ville aux carrières de kaolin de Saint-Yrieix, récemment découvertes (1). D'après les renseignements recueillis dans les

cette qualification à la suite de son nom, dès 1782, sur la liste des conseillers politiques du corps de ville de Limoges, dont Grellet faisait partie : ce titre d'entrepreneur paraît indiquer que la manufacture appartenait à plusieurs individus dont Grellet était l'agent; peut-être même les Grellet et Massié s'étaient-ils adjoint un certain nombre d'actionnaires, ainsi que nous voyons les choses s'être pratiquées pour plusieurs fabriques de cette époque. » Mais voici un renseignement plus positif :

En 1869, le journal *le Libéral du Centre*, de Limoges, publia une nombreuse suite d'articles sur la fabrication de la porcelaine. Ce travail, fort bien fait sous tous les rapports et qui indique une profonde connaissance du sujet, est signé J.-B. Cartel. Malheureusement, il m'a été impossible de découvrir le nom de la personne que cachait ce pseudonyme. Quoiqu'il en soit, voici un passage, très important, que j'emprunte à l'article publié par *le Libéral* dans son numéro du 4 juillet 1879.

« En 1873, M. de Turgot, intendant du Limousin, prévoyant le brillant avenir réservé à la porcelaine, réunit les notables en assemblée et leur conseilla fortement d'établir à Limoges, centre de la production kaolinique, des manufactures de porcelaine.

» Ces conseils ayant été écoutés, la plupart des notables se réunirent et créèrent une fabrique, dont ils confièrent la direction à M. Grellet.

» En 1784, le roi désintéressa les notables et fit de la manufacture de Limoges une annexe de la manufacture de Sèvres — la direction en fut laissée à M. Grellet, avec le titre de sous-directeur, la direction générale se trouvant à Sèvres. »

(1) Pour bien se guider dans l'histoire de la fabrique de Limoges, en ses commencements, il faudrait d'abord et de toute nécessité connaître les principaux faits qui signalèrent la découverte du kaolin dans notre pays. Voici à ce sujet quelques détails indispensables à l'intelligence du résumé que je présente de l'histoire de la fabrique royale.

. On sait que le gîte kaolinique de Saint-Yrieix fut découvert, dès 1765,

archives de Sèvres par M. Nivet-Fontaubert et communiqués par ce dernier à M. Paul Ducourtieux, qui en a fait usage dans son intéressant livre : *Limoges d'après ses anciens plans*, « le 1^{er} juillet 1784, la fabrique prenait le titre de *Manufacture Royale*, en vertu

par M^{me} Darnet, femme d'un chirurgien de cette ville. « Celui-ci, nous dit M. Alluand (*Nouvelles éphémérides de la Haute-Vienne*, 1837), soupçonnant que cette matière blanche et onctueuse contenait une essence de savon naturelle, la soumit à un pharmacien de Bordeaux, Villaris, qui reconnut le kaolin dans cette argile.

» Immédiatement, Villaris écrivit au ministre Bertin pour lui faire part de « sa découverte » et lui offrir « son secret », à beaux deniers comptants, bien entendu. Alors parait avoir commencé, entre Villaris et les délégués du gouvernement royal, une lutte de ruses dont la responsabilité doit sans doute incomber au pharmacien de Bordeaux; sa duplicité en cette circonstance ne semble pas douteuse. Bertin renonça bientôt à s'entendre avec Villaris, et, sur l'indication du célèbre Borda, qui tentait lui-même de fabriquer de la porcelaine dans une poterie qu'il possédait à Dax, on essaya des kaolins qui venaient d'être découverts à quelque distance de cette ville, sur le territoire de la commune de Pouillon; ces matières n'ayant pas donné de bons résultats, il fallut reprendre les négociations avec Villaris, auquel on finit par acheter son secret, ou plutôt celui de Darnet. Mais, lorsque l'on connut le lieu du gisement kaolinique, d'autres difficultés se présentèrent : il se trouva que les terrains où étaient situés les carrières appartenaient à des mineurs, etc., etc »

Si l'on veut bien se rendre compte des déceptions de toutes sortes auxquelles avait donné lieu la recherche des gîtes kaoliniques depuis qu'il en était question en France, on comprendra que la liste civile ait été amenée, pour s'assurer la possession d'une carrière, à faire des sacrifices considérables, dont surent sans doute profiter tout d'abord les possesseurs de la fabrique de Limoges.

Il n'est pas inutile, d'autre part, de rappeler — en quelques lignes — les principales circonstances qui ont accompagné l'introduction de la fabrication de la porcelaine dure à Sèvres.

C'est en 1769 que Macquer lut à l'Académie des sciences son *Mémoire sur le kaolin* (on sait que ce travail avait été entrepris à l'occasion des découvertes des carrières de Saint-Yrieix). Vers la même époque, la fabrication de la porcelaine dure fut introduite à Sèvres, mais seulement pour les pièces d'usage; c'est au comte d'Angevillers, nommé en 1780 directeur des bâtiments de la Couronne et qui en cette qualité était ordonnateur pour la régie et l'administration de la manufacture des porcelaines du roi, c'est au comte d'Angevillers, dis-je, que revient l'honneur d'avoir donné à la porcelaine dure l'impulsion nécessaire (voir à ce sujet l'intéressant opuscule de M. Edouard Garnier : *Note sur un vase de Sèvres au Musée du Louvre*, extrait du *Bulletin des Musées*). On trouvera dans ce travail de curieux détails sur la fabrication de la première pièce importante sortie des fours de Sèvres.

de la vente faite à Louis XVI au mois de mai précédent devant M^e Monnet, notaire au Châtelet. Elle devint alors une succursale de la manufacture royale de Sèvres. La prise de possession au nom du roi fut faite par Darcet, de l'Académie des sciences, en vertu d'un ordre signé à Versailles par M. le comte d'Angevillers. M. Gabriel Grellet en fut nommé directeur, aux appointements de 7,000 francs, et M. Massié contrôleur ». On voit déjà que Grellet avait su sauvegarder ses intérêts. Quant à Massié, ses appointements ne furent peut-être pas aussi élevés que ceux de son coassocié, car il paraît avoir été placé hiérarchiquement au-dessous de celui-ci. Cependant, il est probable qu'il ne fut pas trop mal traité.

D'après quelques lignes empruntées au rapport de Rolland qui ont précédemment été mises sous les yeux des lecteurs, il semble que, dès 1774, on avait su joindre habilement la fabrique de Limoges aux carrières de Saint-Yrieix, en sorte que l'acquisition des unes était corrélative, pour ainsi dire, de l'acquisition de l'autre. Le document en question devient plus loin plus positif encore sur ce point. Nous y lisons, en effet : « L'acquisition de cette manufacture (de Limoges) et sa réunion à celle de Sèvres n'eut lieu qu'en 1784. Le directeur des bâtiments d'Angevillers consumma cette affaire à très haut prix. La manufacture de Limoges fut alors une annexe de celle de Sèvres et le vendeur de la première de ces manufactures (Grellet), en devint en même temps le directeur et le caissier.

» Sèvres n'y gagna que la matière nouvelle, qu'elle s'habitua à employer; l'influence de l'art y resta la même, mais ce changement n'en fut pas moins une révolution réelle dans le commerce de cette manufacture.

» Ses moyens même en augmentèrent, et ce fut alors que ses ateliers se distinguèrent en ateliers de porcelaine tendre, où l'on employait l'ancienne matière, plus coûteuse à fabriquer par la nécessité des supports dans la cuisson, dès lors plus bornée dans ses formes et moins solide à l'usage, et en atelier de porcelaine dure, où l'on employait la matière de Limoges, dont la nature se rapprochait des porcelaines de l'Orient. »

Les avantages que Sèvres pouvait retirer de l'emploi des matières de Saint-Yrieix ne sont pas douteux ; mais à la distance où nous sommes placés de l'époque où se passèrent les événements dont nous nous occupons ici, il serait difficile de comprendre comment, pour s'assurer les matières de Saint-Yrieix, il fut nécessaire d'acquérir « à très haut prix la fabrique de Limoges », si l'on n'admettait pas qu'il y eut là une manœuvre habile de Grellet, qui

parvint à se débarrasser d'une entreprise à laquelle il se sentait impuissant à assurer le succès (1).

Grellet paraît avoir été chargé spécialement de la préparation des pâtes et couvertes qui entraient dans la consommation de Sèvres ; dans le passage cité plus haut de l'*Almanach* de Gournay, on a vu que, en 1788 (ou plutôt antérieurement, étant donné que les informations contenues dans ce passage se rapportent à la période qui a précédé l'année 1784), on a vu déjà que Grellet était un véritable fabricant de pâtes. Nous verrons plus tard qu'il dut sa disgrâce à la mauvaise direction qu'il donna à l'approvisionnement, en matières premières de la succursale de Limoges, dont il s'occupait, sans doute, d'une manière particulière. Tout ceci nous donne à penser que Grellet était un spécialiste, ou que tout au moins il se donnait pour tel. Sa fonction fut donc de mettre à la disposition des fabriques de Sèvres et de Limoges des matières premières de bonne qualité et bien préparées, ce à quoi d'ailleurs il ne réussit pas toujours.

Dans une conférence qu'il a faite à Limoges le 13 août 1890, M. Garnier, un céramographe depuis longtemps fort avantageusement connu dans le monde de la critique, a apporté sur la question traitée ici quelques éléments d'informations nouveaux ; je reproduis *in extenso* le passage où le conférencier s'est occupé de la fabrique de Limoges :

« Malgré tous les efforts de certain ministre, en effet, la situation de Sèvres était loin d'être prospère au point de vue financier, et les comptes se soldaient généralement par un excédant de dépenses, même dans les meilleures années. Comprenant bien cependant que l'on n'y pouvait fabriquer que des porcelaines véritablement artistiques, il songea à lui donner une succursale, et, dans ce but, il proposa de faire l'acquisition de la fabrique qu'avaient établie à Limoges les sieurs Gabriel Grellet et Massié, qui possédaient également des carrières à Saint-Yrieix. « La manufacture de » Sèvres, dit-il dans un rapport qu'il adressa au comité des finances

(1) L'article du *Libéral* cité plus haut est bien affirmatif, et j'avoue qu'il me fait impression et que je suis tout à fait disposé à croire ce qu'il dit au sujet de la formation — bien dans les idées du XVIII^e siècle — sous l'impulsion de Turgot, d'une association de « notables » pour l'établissement de manufactures de porcelaine à Limoges. S'il est vrai — et pourquoi ne l'admettrait-on pas — que les bailleurs de fonds ou actionnaires de la fabrique furent désintéressés lorsqu'elle fut cédée au roi, il n'est pas téméraire de supposer que ces actionnaires « notables », ne l'oublions pas, purent servir très utilement Grellet dans des négociations qu'il était si intéressant pour eux de voir aboutir

» du roi sur ce sujet, possède déjà dans le Limousin la carrière à
 » terre de porcelaine la plus précieuse; un sieur Grellet, proprié-
 » taire dans la même province d'une manufacture de porcelaine, a
 » fait, depuis, l'acquisition de plusieurs carrières de même espèce;
 » il y aurait de l'utilité à traiter, pour Votre Majesté, avec ce parti-
 » culier de tous ses droits, ce qui pourrait faire une mise de 120,000
 » livres une fois payée. » Peut-être espérait-il, en se rendant ainsi
 possesseur de ces carrières réputées les meilleures après la car-
 rière déjà acquise pour le compte du roi, empêcher les manufac-
 tures de Paris de s'approvisionner à Saint-Yrieix.

« Grellet était d'autant mieux disposé à accepter les proposi-
 tions de d'Angevillers que la manufacture de Limoges était loin, elle
 aussi, d'être dans un état prospère; mais il voulut profiter de la
 situation et commença par demander pour lui des lettres de
 noblesse qui lui furent accordées le 16 janvier 1785. Quelques mois
 plus tard, le 22 juin, le contrat de vente consenti en faveur du roi
 fut expédié et la manufacture de Limoges devint manufacture
 royale, avec Grellet comme directeur et Massié contrôleur. Darcet
 y fut envoyé pendant quelque temps pour réorganiser la fabrika-
 tion et emmena avec lui quelques peintres de Sèvres qui s'établi-
 rent à Limoges. »

Le fait nouveau que nous apporte M. Garnier, c'est que la ma-
 nufacture possédait, antérieurement à l'acquisition de la fabrique
 de Limoges, une carrière de kaolin à Saint-Yrieix; cette carrière
 méritait-elle l'élogieuse qualification qui lui est donnée dans le
 rapport? Il est permis d'en douter, et cela pour plusieurs raisons
 qu'il serait trop long d'exposer ici; peut-être aussi et ainsi que le
 pense M. Garnier, eut-on la pensée de monopoliser pour la fabri-
 que royale et son annexe la production kaolinique des carrières de
 Saint-Yrieix. En tous cas, il paraît certain que c'est bien la ques-
 tion du kaolin, fort habilement conduite par Grellet, qui a décidé
 du sort de la fabrique de Limoges. C'est l'extrême importance
 accordée à la matière première qui nous expliquera bien des faits,
 dont *a priori*, on serait tenté de s'étonner: par exemple, les condi-
 tions avantageuses faites à Grellet et à Massié, l'établissement
 d'une annexe de Sèvres à Limoges et la fabrication, peut-être
 exclusive pendant un certain laps de temps, des biscuits dans notre
 établissement; on trouvera plus loin des détails sur ce dernier
 point.

Quoiqu'il en soit, l'Etat fit de très grands sacrifices pécuniaires
 en faveur de la fabrique de Limoges lorsqu'elle fut devenue manu-
 facture royale. Le compte-rendu de Rolland donne à ce sujet des
 renseignements qu'il est nécessaire de faire connaître au lecteur.

M. Moufle nous apprend dans son travail (pour lequel il a utilisé, répétons-le, quelques notes de l'abbé Legros), que la liste civile acheta la fabrique de Grellet et Massié au prix de 40,000 fr. « enclos, four, ustensiles et bestiaux en dépendant ». Il est difficile de savoir aujourd'hui si cette somme est comprise dans le total de 233,000 livres, prise en faveur de Limoges, nous apprend Rolland, sur les 822,208 livres versées dans les caisses de Sèvres depuis 1784 ; en tous cas, en 1793, date du rapport de Rolland, une somme de 46,306 livres était due à M. Alluau, nommé directeur en 1788, sans préjudice d'une créance de 14,422 livres réclamée par Grellet au moment de sa retraite, et qui n'était pas encore payée en 1793. On voit donc que la liste civile avait fait, dans une période de huit à neuf ans, des frais considérables en faveur d'une manufacture qui, lorsqu'elle fut acquise, comptait déjà treize ans d'existence, au cours de laquelle elle avait fabriqué des produits excellents sous tous les rapports, et probablement en quantité considérable.

Mais ce qu'il y a de véritablement extraordinaire c'est que, à partir du moment où la Manufacture devint royale, ses produits cessent d'être marqués et sont pour nous très difficilement reconnaissables. On ne peut guère admettre que, après 1784, notre production porcelainière soit demeurée fort au-dessous et comme quantité et comme qualité de ce qu'elle était sous le régime de la protection du comte d'Artois. Le fait de la réorganisation de Darcet, effectuée avec le concours d'un personnel emprunté à la Manufacture de Sèvres, nous conduit à penser que la fabrication dut, tout au contraire, entrer alors dans une voie de progrès bien caractérisée. D'autre part, les sacrifices pécuniaires si considérables consentis par la liste civile donnèrent évidemment une vie nouvelle à notre manufacture qui, certainement, traversa alors une période d'activité qu'elle n'avait peut-être pas connue autrefois.

L'abandon certain, mais difficilement explicable, de l'habitude de la marque, n'est pas la seule cause de l'embarras qu'éprouve le céramographe, lorsqu'il s'agit de déterminer les pièces qui peuvent être plausiblement attribuées à la Manufacture Royale. Il paraît présumable que si ces pièces étaient restées nombreuses dans notre pays, nous arriverions facilement à les distinguer. Ceci semble incontestable, si l'on veut admettre, comme la chose paraît naturelle, que la réorganisation de Darcet dut coïncider avec l'adoption d'un style nouveau et avec certains perfectionnements dans la fabrication et l'application des couleurs.

Il convient de remarquer que l'état dans lequel se trouvait la manufacture, lors de sa mise en vente, ne permet pas de supposer que les sacrifices de l'Etat avaient été affectés à la reconstruction

des bâtiments anciens et autres dépenses analogues (1). La plus grande partie des sommes dont il est possible de constater aujourd'hui le versement, entre les mains de la direction, fut certainement appliquée aux besoins de la fabrication; il me faut ajouter qu'il est certainement permis de supposer l'existence d'un assez large gaspillage. Le fait de la démission — obligée — de Grellet, dont je parlerai plus loin, peut être interprété dans ce sens, surtout lorsque l'on se rappelle que Grellet, et probablement Massié, s'étaient fait attribuer de fort beaux appointements et que certains détails que nous connaissons nous font voir qu'ils avaient fort bien su ménager leurs intérêts particuliers.

Il est une pensée qui se présente, en quelque sorte, tout naturellement à l'esprit pour expliquer l'extrême rareté des pièces pouvant être attribuées à la Manufacture Royale. Voici la raison qui pourrait être donnée d'un fait aussi extraordinaire, mais il est nécessaire de bien spécifier que les preuves à l'appui ne forment pas, jusqu'à présent, un ensemble de nature à s'imposer sans contestation possible dans l'avenir :

La liste civile, en acquérant la fabrique de Limoges, ne se borna pas à l'élever au rang de manufacture royale (telle que celle qui existait à Orléans, par exemple); elle en fit une annexe de l'établissement de Sèvres, en sorte que dans l'esprit des promoteurs de cette mesure la Manufacture de Sèvres se trouvait avoir des ateliers à Limoges, mais ces ateliers faisaient bien réellement partie du grand établissement porcelainier appartenant à la couronne de France. Le mot : annexe de Sèvres, constamment employé pour désigner l'établissement de Limoges n'a pas, en l'espèce, la signification de succursale : il indique bien réellement que l'ancienne fabrique Massié était considérée comme ayant été incorporée à la Manufacture de Sèvres.

Les termes du rapport de Rolland (écrit en 1793), sont exprès et ne peuvent laisser aucun doute sur la réalité d'un fait sur lequel j'appelle l'attention du lecteur, et auquel il est nécessaire de restituer toute son importance. Voici, en effet, comment s'exprime le rapporteur : « J'ai parlé plus haut de l'acquisition faite en 1784 par le surintendant des bâtiments Dangevillier, d'une manufacture située à Limoges et de sa réunion comme annexe à

(1) Le rapport de Rolland ne laisse subsister aucun doute sur ce point. On y voit, en effet, que lors de l'acquisition le fonds fut évalué par Darcet à 30 ou 40,000 fr « et ne présente maintenant tout compris qu'une valeur de 10,000 livres » dit expressément le rapport. Il y avait donc eu une dépréciation considérable des immeubles.

celle de Sèvres. Le kaolin de Saint-Yrieix devenait sans doute précieux à celle-ci, qui en a constamment tiré jusqu'à présent, et pour qui il sert de base à ce qu'on y appelle la porcelaine dure (1). Il y avait même une espèce de vraisemblance à se flatter qu'un atelier sur le lieu même où se trouvait la matière, réunirait le double avantage d'une fabrication moins coûteuse et d'une spéculation profitable de commerce dans les provinces méridionales. Pour faire réussir cette idée, il n'eût pas suffi, sans doute, de porter à Limoges et le goût et les talents qui n'ont pas cessé de vivifier l'établissement principal, il fallait encore s'assurer d'une exacte surveillance et d'une grande économie d'administration à un si grand éloignement. Mais une direction royale aveugle ou dilapidatrice au centre même de son action, saurait-elle voir clair ou juste à cent cinquante lieues. »

Rolland semble dire que la tentative de transformer la fabrique de Limoges en annexe de Sèvres n'a réussi qu'incomplètement ; mais le passage que l'on vient de lire indique que cette transformation a été effectuée.

Mais il semble que ce ne soit qu'après mûre réflexion que le gouvernement ait décidé l'établissement à Limoges d'une annexe de la Manufacture de Sèvres ; la pensée de cette combinaison se trouve très explicitement exprimée dans le mémoire rédigé en 1781 par Bachelier à la demande de M. d'Angevillers (2). Il convient de remarquer qu'en 1781 Bachelier appartenait depuis trente-trois ans à la Manufacture, où son influence paraît avoir été considérable ; y étant resté quarante ans, il s'y trouvait encore

(1) On le voit, le rapporteur, si bien informé cependant, ne paraît pas soupçonner la possession par Sèvres, antérieurement à l'acquisition de la fabrique de Limoges, d'une carrière de kaolin à Saint-Yrieix. Le fait est cependant positif, mais il faut croire que cette carrière avait trompé les espérances conçues par ses acquéreurs.

On ne saurait trop le répéter, pour résoudre certaines difficultés de l'histoire de la porcelaine limousine, il serait nécessaire de faire au préalable l'histoire, et très circonstanciée, de nos carrières de kaolin.

(2) *Mémoire historique de l'origine du régime et du progrès de la Manufacture Nationale de porcelaine de France, avec des observations sur toutes les parties de sa manutention et les moyens d'améliorations économiques dont elle est susceptible*, demandé par M. d'Angevillers, directeur général, et remis en 1781, par le citoyen BACHELIER, alors un des inspecteurs de la partie des arts de ladite manufacture. Cet opuscule fut publié sous la République, à Paris, chez Delance, sans date. M. Gustave Gouellain en a donné une reproduction annotée en 1878, chez Raphaël Simon.

en 1784, au moment de l'acquisition de la fabrique de Grellet.

Voici comment s'exprime Bachelier :

« *Projets économiques.* — Depuis la découverte de la pâte de Limoges, comment n'a-t-on pas imaginé d'établir à Saint-Yrieix, lieu d'où on la tire, une maison pour y fabriquer la porcelaine blanche : les ouvriers et leurs conducteurs y seraient beaucoup moins chers qu'à Sèvres ; le goût n'y perdrait rien, tous les modèles seraient envoyés de Paris ; l'influence des arts serait la même et la dépense réduite d'un tiers : la journée des hommes, en été, est de quinze sous, en hiver, dix sous ; celle des femmes, huit sous toute l'année.

» Le lavage, le foulage et la pulvérisation des terres, faits sur le lieu par des femmes, leur serait une ressource qui vivifierait le canton en y portant des secours que plusieurs intérêts nous engagent à leur procurer. La porcelaine cuite exigerait moins de frais de transport que la terre brute, dont le quintal ne donne que quarante livres à la cuisson.

» La porcelaine tendre s'y fabriquerait avec la même économie. le sel qui entre dans sa composition n'y vaut que treize deniers la livre, et ici quatorze sous, le bois un tiers de moins et tous les autres objets à proportion.

» Nous ne doutons pas qu'on puisse y prendre un genre de courant avec succès, nous pouvons avancer que cet établissement coûterait peu de frais, *d'après les renseignements que nous avons pris et que nous communiquerons...* »

Remarquons que, dans une brochure déjà citée et qui fut écrite en 1855 par M. Ravenez, probablement avec les données communiquées par M. Alluand, il se trouve un passage très curieux en ce qu'il semble indiquer que les conseils donnés par Bachelier, furent certainement suivis, tout au moins sur plusieurs points. Voici ce passage :

« M. Darcet, de l'Académie des sciences, qui avait suivi les opérations de la manufacture de Sèvres, fut envoyé à celle de Limoges pour en diriger les travaux. On fit venir plusieurs ouvriers de Paris, M. Cloostermann fut chargé de la composition des couleurs et cette manufacture fut bientôt en pleine activité. Mais il fut décidé qu'on n'y fabriquerait que des pièces d'une exécution facile, qu'on ne pouvait enrichir que de légères décorations ».

L'étude des produits sortis de la manufacture de Limoges pourrait sans doute nous aider à déterminer dans quelle mesure il fut donné suite à la pensée de faire de l'ancienne manufacture Grellet et Massié une annexe de Sèvres ; malheureusement, ainsi que je l'ai dit plus haut, les spécimens authentiques de cette fabrication

sont introuvables aujourd'hui; mais il y a aux Archives de la Haute-Vienne (1) plusieurs pièces du plus haut intérêt, qui, quoique bien sommairement rédigées, peuvent nous donner de très utiles renseignements sur la production habituelle de la fabrique, ce sont les procès-verbaux d'estimation des marchandises ou ustensiles, etc., qui se trouvaient dans les locaux de la Manufacture au moment où elle fut mise en vente (2). Au nombre des objets dont nous avons ici les listes se trouvent quarante-un moules de statuettes ou groupes. On remarque parmi les désignations quelques sujets classiques, tels que *l'Enlèvement des Sabines*, *les Trois Grâces*, etc., et deux statuettes de sainteté (*saint Bruno et saint Benoît*) et surtout beaucoup de représentations empruntées à la vie ordinaire, *la Joueuse de harpe*, *la Ramoneuse*, *la Joueuse de vielle*, etc. Ces moules et surtout les modèles sur lesquels ils furent établis n'ont guère pu être exécutés à Limoges, où manquaient sans doute les artistes capables de se livrer à un tel travail. On pourrait supposer, il est vrai, que des sculpteurs de Sèvres ont pu être détachés, en quelque sorte, dans notre ville, mais n'est-il pas plus simple d'admettre que la direction de Sèvres a envoyé dans notre ville un certain nombre de moules de statuettes ou groupes qui servirent à constituer à Limoges un atelier pour la production de la statuaire céramique. Une des raisons qui firent adopter cette combinaison fut sans doute la commodité de trouver sur place des quantités de l'excellente pâte employée pour la production des statuettes et groupes. On a vu plus haut que Bachelier faisait figurer parmi les arguments qui, selon lui, devaient conduire à établir en Limousin une fabrique annexe de Sèvres, cette considération que la porcelaine « cuite » ne représentait en poids que 30 pour 100 de la matière première entrée dans sa confection. Quelques mouleurs et réparateurs suffisaient pour produire une très grande quantité de figurines et groupes; les réparateurs pouvaient n'être pas de premier ordre, car Bachelier nous dit qu'à Sèvres même on n'était pas très exigeant quand à la réparation des statuettes. Il paraît donc possible, même probable qu'un certain nombre de biscuits qui nous sont venus avec la marque de Sèvres aient été fabriqués à l'établissement

(1) M. Alfred Leroux, archiviste, a mis sa complaisance habituelle à faciliter mes recherches, et M. Fray-Fournier, qui connaît admirablement nos archives, m'a rendu de très réels services en cherchant pour moi certaines pièces auxquelles j'attribuais une grande importance; il a fini par les découvrir.

(2) A l'Appendice, on trouvera *in extenso* ou analysées les pièces qui n'ont pu prendre place dans le texte de ce travail.

annexe de Limoges : jusqu'ici d'ailleurs il n'y a là qu'une hypothèse à laquelle on pourrait probablement donner quelque consistance grâce aux indications que peuvent renfermer les archives de Sèvres.

Les pièces conservées aux archives et où se trouvent des nomenclatures de pièces ou de moules existant à la Manufacture de Limoges, au moment de la mise en vente, nous permettent de nous rendre un compte assez exact de la fabrication habituelle de Limoges. Le service de table et la platerie y occupent une large place : on trouve aussi de nombreux cabarets, cafetières, tasses, pots au lait, des écuelles avec ou sans leurs plateaux, des pots à eau et leurs jattes, des plats à barbe, des vases de nuit ronds et ovales, des « écritoirs à encre éternelle », des cuillers à montarde, des caisses à fleurs, des corbeilles, des seaux à verres, des glacières, etc.

Il y a lieu de remarquer que les pièces de porcelaines portées sur un des inventaires conservés aux Archives sont réparties en trois classes : pâte blanche, pâte jaune, rebut. Même au cas où l'on admettrait qu'il ait été fabriqué à l'annexe de Limoges des pièces destinées à être décorées et terminées à Sèvres, il est d'autre part certain qu'il y eut aussi une fabrication en quelque sorte locale. Il n'est évidemment pas possible de supposer, par exemple, que les pièces en pâte dite jaune, aient été produites pour notre grande manufacture (1).

L'annexe de Limoges a donc fabriqué pour son propre compte ; elle produisait des pièces de première et de seconde catégorie qui s'écoulaient soit sur les lieux, soit dans les provinces méridionales. L'usage de la porcelaine paraît s'être rapidement développé en Limousin, surtout dans la haute classe. Nous voyons, en effet, dans les inventaires des biens saisis aux émigrés, figurer de nombreuses pièces en porcelaine ; par exemple, dans le procès-verbal de séquestre des biens, de Claude-Etienne des Roys (2), 26 brumaire an II et

(1) Il est possible cependant que les mots : pâte jaune aient désigné non une pâte inférieure mais une composition spéciale. On voit dans le *Traité des arts céramiques*, de Brongniart, que la pâte de Tristant, dont il donne la composition, était légèrement jaunâtre et présentait les inconvénients d'être parfois un peu rugueuse et de prendre assez mal la couverte. Serait-ce la pâte de Tristant dont il est question dans les inventaires ? Mais cette composition était surtout propre au façonnage des grandes pièces et on n'en fabriquait pas à Limoges.

Tristant, au témoignage du directeur Régnier, était le plus habile des tourneurs de Sèvres ; il mourut en 1785.

(2) M. le marquis des Roys était avant la Révolution grand sénéchal du Limousin.

jours suivants (Archives de la Haute-Vienne), nous voyons dénommer deux cent-cinquante assiettes, vingt-sept plats, neuf corbeilles et de nombreux ustensiles en porcelaine ; il est vrai que nous trouvons également dans ce document la mention de pièces nombreuses en poterie diverse : des faïences à fleurs et ordinaires, des cafetières et écuelles en terre noire, des tasses et des soucoupes en terre de pipe, des écuelles de terre de la fabrique de la rue du Pont-aux-Choux, un cabaret de Chine de quinze pièces.

.. Dans son livre si connu (*Changements survenus dans les mœurs des habitants de Limoges depuis une cinquantaine d'années, 1817*). Juge Saint-Martin nous apprend que la faïence était presque inconnue à Limoges à l'époque à laquelle se rapportent ses observations, soit de 1770 jusqu'à la Révolution. Nos ancêtres se servaient alors presque exclusivement de vaisselle d'étain. On est quelque peu étonné de voir des quantités relativement considérables de porcelaine chez des personnes habitant la campagne, alors qu'à Limoges on n'en n'était même pas encore arrivé à la faïence ; peut-être ces personnes recevaient-elles en cadeau quelques produits de la Manufacture, peut-être savait-on les mettre dans l'obligation d'y faire des achats ? Il faut aussi considérer que les maisons nobles, même de fortune médiocre, avaient souvent des habitudes de luxe qui contrastaient avec la parcimonie des familles bourgeoises de Limoges, où la plus stricte économie était à l'ordre du jour.

La question qui se présente aujourd'hui est toute nouvelle. Ici on ne peut que la poser, car, pour la résoudre, si jamais elle doit être résolue, de longues recherches sont encore nécessaires. Cette question se formule ainsi : la fabrique royale de Limoges est qualifiée, dans des documents officiels, d'annexe de la Manufacture de Sèvres ; d'autre part, nous savons que de très larges subventions (233,000 francs, d'après le rapport de Rolland) ont été payées pour notre fabrique par la caisse de Sèvres. D'un autre côté, le rapport de Rolland montre que le conseil donné par Bachelier (1781) et dont il est parlé longuement plus haut, fut suivi ; en sorte qu'il est certain que Limoges a fabriqué des porcelaines pour Sèvres, dans une mesure qui reste à déterminer. Ce qui paraît certain, c'est que notre fabrique a continué à produire pour son propre compte. Cette dernière donnée se trouve établie sur la grande quantité de pièces en pâte dite jaune, qui existaient à la fabrique de Limoges au moment de sa vente, pièces que l'on ne pouvait songer à écouler à Sèvres. Les plus belles productions sorties de notre fabrique reçurent seules, probablement, la marque de la Manufacture de Sèvres, où elles étaient sans doute décorées. Comment, aujourd'hui, retrouver sous cette marque les produits de Limoges ? Il y a là, évidemment, une grande difficulté.

Un fait me semble, dès à présent, hors de conteste; c'est que, à Limoges, la fabrication des biscuits, groupes, figurines, etc., exécutés à l'aide des moules envoyés de Sèvres, a été active. Il y a, du reste, à cela une raison : la pâte dite pâte à figure est encore constituée, non seulement en France mais aussi à l'étranger, à l'aide des belles « caillouteuses » de Saint-Yrieix, qui ne peuvent guère être remplacées pour cet objet. En établissant un atelier de fabrication de biscuit au centre même de la production kaolinique, on a voulu s'assurer un choix, facile dans un tel milieu, de matières premières de la meilleure qualité. Il tombe sous le sens qu'à Sèvres les praticiens préposés à la constitution des pâtes ne pouvaient, comme à Limoges « écrémer » pour employer une expression populaire, d'immenses masses de kaolin pour se procurer, en vue d'un usage spécial, une petite quantité de « caillouteuse » de tout premier ordre. Il convient de ne pas perdre de vue que dans cette première période de la fabrication, alors que la technique de la porcelaine était encore dans l'enfance, il ne faut pas perdre de vue, dis-je, que l'on devait accorder une très grande importance à la qualité du kaolin.

Ainsi, en présence d'un biscuit portant tous les caractères d'une production de Sèvres, le doute paraît aujourd'hui permis, et il y aura lieu désormais d'examiner si l'on n'a pas affaire à une pièce sortie de l'annexe de Limoges; mais on ne saurait dire, dès à présent, si le produit de Limoges est absolument similaire de celui de Sèvres où s'il s'en sépare par des différences sensibles. Il est probable qu'il y eut aussi pour les biscuits deux catégories, dont l'une, considérée comme inférieure, ne recevait aucune marque.

Dans les inventaires et autres documents analogues conservés aux archives de la Haute-Vienne, nous ne voyons figurer aucun vase, et il paraît très probable que l'annexe de Limoges produisait seulement de la porcelaine d'usage. Nous savons qu'une partie des pièces qui sortaient de ses fours étaient sans doute envoyées à Sèvres pour y être peintes et dorées; la fabrication de ces pièces était tout spécialement soignée.

D'autres pièces, également d'usage, mais probablement établies avec des pâtes de qualité relativement inférieure, recevaient sur place de « légères décorations » et étaient écoulées dans les dépôts du Midi. Il est probable que ces pièces n'étaient pas marquées; aussi les attributions que j'ai cru devoir faire, dans cette catégorie, restent-elles bien hypothétiques.

Quant aux pièces d'usage de première qualité, que l'annexe de Limoges produisait pour Sèvres, il faut bien avouer qu'aucun document authentique n'est venu établir explicitement l'existence de

cette fabrication ; le fait est néanmoins très probable et on pourrait sans doute en trouver des preuves irrécusables, soit en étudiant les archives de la Manufacture Nationale ou en explorant d'autres réunions de documents, soit en étudiant avec un soin scrupuleux certaines pièces considérées jusqu'à présent comme faisant partie de la production de Sèvres.

Si l'on veut bien se rappeler que la fabrication de la porcelaine dure fut introduite à Sèvres pour la production des pièces d'usage (la pâte nouvelle étant incomparablement supérieure à l'ancienne au point de vue de la solidité), si l'on veut bien se souvenir d'autre part que l'organisation de notre grande manufacture, les tendances de son personnel, etc., devaient la conduire invinciblement, pour ainsi dire, vers la fabrication artistique, on comprendra qu'elle dut se décharger volontiers de la production « courante » comme nous dirions, sur son annexe provinciale. La pâte tendre était encore fort appréciée en 1784, mais on la savait impropre à l'usage. D'autre part, dès 1780, l'ère de la fabrication artistique de la porcelaine dure avait commencé pour Sèvres ; le champ d'action de cette manufacture était assez vaste pour qu'elle abandonnât sans regret une production jugée inférieure et encombrante à l'établissement devenu son satellite.

(A suivre.).

Camille LEYMARIE.

UN LIVRE D'HEURES DE L'ORDRE DE GRANDMONT

A LA BIBLIOTHÈQUE D'ANGERS

Ce manuscrit serait probablement passé inaperçu, si je ne lui avais récemment consacré, dans la *Revue d'Anjou*, une courte notice, que je crois opportun de reproduire textuellement :

I

N° 132. *Heures*, datées de 1486, in-18 de 137 folios de vélin, le texte écrit au-dessus d'une ligne rouge, rubriques de même couleur; très endommagées.

La couverture est en basane : sur chaque plat est gaufrée une crucifixion, entre la Vierge et saint Jean, inscrite dans une auréole à rayons alternativement droits et flamboyants; aux angles, fleurs de lys dans des carrés. Cette reliure n'est pas antérieure au xvi^e siècle.

1. Suffrages. Celui de saint Martial est ainsi conçu : « Sanctus Marcialis, ad predicandum Gallie delegatus Lemovicis civibus, jubente Petro apostolo, semina fidei eroganda suscepit.

» 1. Marcialis, apostolus Xpisti,

» 2. Pro nobis intercedat ad Dominum. »

Dans l'oraison, il est répété qu'il est apôtre : « Qui beatum Marciatlem apostolum tuum » (1).

Il y a un suffrage particulier pour les saintes reliques, « de reliquiis »; c'est la première fois que je le rencontre.

Vignette de la crucifixion : la croix est en *tau*.

» 3. Sequuntur hora beate Marie Virginis secundum Grandimon. »

L'ordre de Grandmont avait précisément une maison près d'Angers, à La Haye-des-Bonshommes. La vignette figure l'Annonciation : l'ange, en dalmatique, le sceptre en main, agenouillé, montre la colombe qui descend du ciel; Marie est à genoux devant une banquette, où elle a posé

(1) L'apostolat de saint Martial, très populaire au moyen-âge, a été de nos jours, chapeusement défendu par M. le chanoine Arbellot; cependant Rome n'a pas voulu le reconnaître.

son livre sur un coussin ; au baldaquin qui l'abrite, on lit cette date en majuscules romaines : 1486 29 IANVIER.

A matines, il y a neuf leçons : les trois dernières sont tirées de l'évangile et varient suivant le temps. Voici le premier répons du troisième nocturne : « Vidi speciosam sicut columbam ascendentem desuper rivos aque, cujus inestimabilis odor erat in vestimentis ejus. Et sicut dies verni circumdabant eam flores rosarum et lilia convallium. » — Comme cette poésie est suave !

A laudes, hymne *O gloriosa Domina* et scène de la Visitation.

A prime, hymne *Jam lucis orto sydere* et symbole de saint Athanase ; en vignette, la Nativité : Marie tient sur ses genoux l'enfant nouveau-né.

A tierce, l'Annonce aux bergers. Hymne :

« Mater Dei sanctissima,
Atque virgo perpetua,
Offer nos tuo filio
In celesti palacio.
Maria, plena gracie,
Mater misericordie... (1) ».

3. « Hore pro defunctis ».

4. « Ad terciam de die » : hymne : *Nunc sancte nobis Spiritus*.

5. Tierce de l'office de la Vierge : adoration des mages, barbus et sans couronne. Hymne : *Memento salutis*.

6. Sexte du jour : hymne *Rector potens*.

7. Sexte de la Vierge : présentation au temple. Marie a les mains enveloppées d'un linge blanc pour ne pas toucher directement au fils de Dieu.

8. None du jour : hymne *Rerum Deus*.

9. None de la Vierge : fuite en Egypte, Joseph suit l'Aue qui porte Marie. Hymne : *Memento Maria plena*.

10. Vêpres : massacre des Innocents. Hymne : *Ave maris stella*.

11. Complies : Dieu le Père, chapé et couronné, tenant en main le globe du monde, bénit Marie agenouillée devant lui. Le capitule est emprunté à la première strophe du *Virgo Dei genitricis* et l'hymne formée des trois dernières strophes de l'*Ave maria*.

12. Psaumes de la pénitence. Dans les litanies des saints, après saint Barnabé, saint Marc et saint Luc est intercalé saint Martial, qui vient ainsi le dernier des apôtres ; parmi les martyrs, on rencontre saint Maurice et ses compagnons, saint Ausone et saint Léger ; parmi les évêques, saint Front, après saint Grégoire ; parmi les ermites, saint Guillaume et saint Cybard.

13. « Officium mortuorum » : la mort assise sur trois cadavres ; l'un est celui d'un pape, l'autre d'un roi, le troisième d'un bourgeois.

II

Quelques mots d'explication me semblent indispensables au point de vue spécial du Limousin.

Le manuscrit est daté de 1486, c'est-à-dire d'une époque où les Heures imprimées commençaient déjà à être en circulation et rap-

(1) X. BARBIER DE MONTAULT, *Heures poitevines du XV^e siècle*, p. 2.

pelaient l'âge précédent par le vélin de leurs feuillets et par les miniatures faites après coup sur les gravures au trait. Le manuscrit maintient donc la tradition monastique : probablement, il a été exécuté dans un couvent de l'ordre.

Rien ne fait soupçonner à qui il a été destiné; mais son luxe, contrastant avec la simplicité des frères, peut faire supposer qu'il fut offert à un prieur ou commandé par lui.

Pourquoi sont-ce des *Heures* et non pas un *Bréviaire*? M. Guibert, l'historien de l'ordre, est mieux en mesure que moi de nous renseigner à cet égard. Je suppose que le petit office était seul récité dans l'ordre et non le grand office, destiné aux moines proprement dits.

Cependant, j'y relève une particularité liturgique fort curieuse : les petites heures, prime, tierce, sexte et none, sont doubles, c'est-à-dire qu'à celles de l'office ordinaire s'ajoutent celles du bréviaire; prime s'allonge même, comme le dimanche, du symbole de saint Athanase.

Un troisième office complète les précédents : c'est celui des morts, qui, à l'ordinaire, ne comporte que vêpres et matines. Ici, il y a en plus les « hore », ce qui est absolument insolite. Est-ce qu'à Grandmont on aurait récité, chaque jour, le petit office, partie de l'office du jour et l'office des morts? En outre, comme partie intégrante de laudes et de vêpres, il y avait les *suffrages*. Or, parmi eux se trouve celui de saint Martial, qui se disait, à cause de la maison-mère, même en dehors du diocèse de Limoges; on l'honorait également dans les litanies, qui devaient se réciter à certains jours, après les psaumes de la pénitence.

Les diocèses respectifs avaient aussi leurs droits, puisque dans les litanies figure saint Maurice, titulaire de la cathédrale d'Angers. A ce passage, comme aussi au lieu du dépôt actuel, on peut sans crainte affirmer une origine angevine.

Le *suffrage de reliquies* se réfère-t-il directement au couvent de La Haye-des-Bonshommes? Il est possible qu'il ait été riche en reliques; mais j'y vois plutôt un souvenir de Grandmont, qui en possédait une quantité considérable, comme en témoignent les anciens inventaires.

Quoique de mince valeur, ces petites Heures, que je qualifierais presque de *poche*, ont donc quelque intérêt si on les examine sous le triple rapport de l'art, de la liturgie et de l'histoire locale.

X. BARBIER DE MONTAULT.

DALLE TOMBALE D'UN CHEVALIER

AU CIMETIÈRE DE MAISONNAIS

Les pierres tombales sculptées sont assez rares en Limousin ; du moins en reste-t-il encore fort peu, surtout dans les églises rurales. La difficulté de tailler des statues de granit a dû, en tous temps, rebuter nos maçons de campagne et la dépense arrêter les familles désireuses de transmettre en ronde-bosse leurs regrets à la postérité. Le marbre, les plaques de bronze gravées et émaillées étaient réservés généralement aux évêques ou aux très grands personnages, et chacun sait qu'il en sortait d'admirables des ateliers de Limoges. Malheureusement les objets de métal, même les plus artistiques, sont fatalement condamnés à être fondus, et on se souvient encore à Limoges des charretées d'émaux détruits sans pitié au commencement de ce siècle et transformés en chaudrons. Le savant et regretté abbé Texier avait, dans son enfance, assisté à ces actes inconscients de vandalisme et se plaisait à les raconter en en gémissant.

La tombe de Maisonnais (1) n'était pas pour tenter le creuset des fondeurs, et si on l'a détournée de sa destination première, encore faut-il se réjouir qu'elle n'ait pas été débitée en moellons, comme la mise au tombeau de N.-S. qui décorait l'église des Salles-Lavauguyon, très voisine de celle de Maisonnais. On s'est contenté d'en faire un dessus de porte pour le cimetière : ce qui, pour une pierre tombale, est plus décent qu'autre chose, tout en étant

(1) Cette dalle funéraire avait été signalée, un peu sommairement, par mon savant ami, M. l'abbé Lecler, dans sa *Monographie du canton de Saint-Mathieu*.



Dalle tombale d'un chevalier au cimetière de Maisonnais.

regrettable. J'ignore où était-placée cette tombe, longue de 2 mètres 30 centimètres, haute de 70 centimètres et d'une épaisseur d'environ 25 centimètres : probablement dans l'église, où elle devait reposer sur un socle ; mais je n'ai pas pu vérifier le fait, n'ayant trouvé personne pour me renseigner pendant la courte halte que j'ai faite à Maisonnais.

Quoiqu'il en soit, on voit par le croquis que j'en ai dessiné que cette dalle funéraire représente, en demi-relief, l'effigie de grandeur naturelle d'un chevalier du ^{xiii}^e siècle. Nu tête avec d'assez longs cheveux, les mains jointes sur la poitrine, la taille ceinte d'une courroie où s'attache l'épée, la tunique descendant un peu au-dessous des genoux, les pieds appuyés sur un plan légèrement incliné pendant que la tête repose sur une sorte de coussin, sa silhouette rappelle assez fidèlement celle des bonnes statues couchées du moyen-Âge. C'est même là ce qui permet, avec les détails du costume, de lui assigner une date, sans la moindre hésitation. Mais quelle différence entre cette effigie grossièrement exécutée et les belles œuvres de la sculpture du temps de saint Louis ! Le maître maçon qui tailla cette image avait dû certainement en voir de meilleures ; mais il était hors d'état de les reproduire, bien qu'on devine, au caractère général de son travail, qu'il connaissait les bons modèles et avait fait de son mieux. Il faut cependant tenir compte à cet artiste inconnu de l'état de dégradation de son bas-relief. Est-ce le temps ou les intempéries des saisons qui l'ont mis dans l'état où on le voit aujourd'hui ? Je l'ignore. Je serais porté à croire, par la conservation parfaite de la tunique, dont les moindres plis ont conservé une netteté irréprochable, tandis qu'il ne reste presque rien des mains et rien du tout des traits du visage, que ces parties ont été plus ou moins martelées. C'est invariablement à la tête et aux mains que s'attaquent les destructeurs de statues. Le chevalier de Maisonnais ne pouvait être décapité sans un long travail du ciseau et du marteau ; on trouva plus simple de lui casser le nez et de lui râcler consciencieusement les autres traits du visage, en cassant du même coup les doigts saillants de ses mains. On n'eut pas manqué d'en faire autant au bouclier armorié si, selon l'usage, le chevalier en avait eu un ; ce qui, par parenthèse, nous eût indiqué à quelle famille il appartenait.

Devons-nous faire honneur à l'art limousin de cette tombe, taillée dans un calcaire compact et dur que fournissent encore de nos jours les carrières des environs de Monthron en Angoumois ? Je n'en voudrais pas répondre. J'ai eu maintes fois à constater dans les églises romanes du canton de Saint-Mathieu, à Marval notamment, des chapiteaux calcaires finement sculptés, qui, à défaut de

leur origine angoumoisine nettement caractérisée, montraient, par la façon défectueuse dont ils se raccordaient avec leurs colonnes de granit, tantôt trop grosses, tantôt trop minces, qu'ils n'avaient pas été faits pour elles, sur place. Même avec les moyens de transport qui existaient au moyen-âge, rien n'était plus facile, après tout, que de faire venir de cinq ou six lieues des pierres prêtes à être posées et préparées d'avance dans des ateliers où la nature des matériaux employés avait formé, dès longtemps, des sculpteurs plus habiles.

Je ne serais pas surpris qu'il en eût été ainsi pour la pierre tombale de Maisonnais. Taillée, elle était bien moins lourde à voiturier de l'Angoumois en Limousin que prise à la carrière. Peut-être même l'absence d'armoiries et d'inscription laisserait-elle supposer qu'elle avait été prise toute prête chez un fabricant de tombeaux.

En tous cas, qu'elle ait été sculptée à Maisonnais ou en Angoumois, la dalle funéraire que nous sommes heureux de signaler à la Société archéologique n'est pas pour rehausser la renommée des artistes de Limoges au ^{xiii}^e siècle. Ils ont des titres plus sérieux. Mais, elle n'en est pas moins intéressante, et si la Société pouvait obtenir sa réintégration dans l'intérieur de l'église, où on pourrait la dresser contre un mur, elle assurerait la conservation d'un monument qui, s'il n'est pas beau, a du moins le mérite d'être rare en Limousin.

B^{on} DE VERNEILH.

NOTES

POUR SERVIR A LA

SIGILLOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE

(Suite) (1).

SÉRIE III

SEIGNEURS ET FAMILLES SEIGNEURIALES

N° 30. — **ALESME** (Jean-Marie d') (2), sieur du Pic (3).

Cachet ovale (20^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M. Gay de Nexon (Limoges, 17 avril 1775).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes d'Alesme (d'azur, au chevron d'or accompagné en pointe d'un croissant du même, au chef cousu de gueules chargé de trois étoiles d'or) ; celui de sénestre aux armes de Pichard (de gueules, à trois bourdons d'or), deux en chef et un en pointe, celui-ci surmonté d'une étoile d'argent) (4). Couronne de comte.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

(1) V. *Bull. Soc. arch. et hist. du Lim.*, t. XXXVII, p. 116 et suiv.

(2) Marié 1^o à N. ; 2^o à Anne-Françoise de Pichard.

(3) Aujourd'hui commune, canton et arrondissement de Limoges.

(4) L'*Armorial général* de 1696 (*Limousin*, f° 125) indique le champ d'azur.

N° 31. — ARDANT (Famille) (1) (xviii^e siècle).

Cachet ovale (22^{mm} sur 18), gravé sur une breloque en porcelaine (2).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au chevron d'or accompagné en pointe d'un soleil ardent (armes parlantes) d'argent, au chef d'or chargé de trois étoiles de gueules (3). Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Appartient à M. Teillet, avocat à Sarlat. — Communiqué par feu M. Louis Carvès, membre de la Société historique et archéologique du Périgord).

N° 32. — AUTHIER (Etienne) (4), seigneur de La Roche-l'Abeille (5) et de Bré (6) (xiv^e siècle) (?).

Sceau rond (40^{mm}).

Légende. — † SCVTVV. ST. ALETI. DNI. DE. RVPEAPIS. ET DE BRENO.

(*Scutum Stephani Aleti, domini de Rupeapis et de Breno*).

Dessin. — Ecu à une bande ou traverse sur laquelle est posé un lion rampant; chef chargé de trois coquilles. Rinceaux dans le champ.

(La matrice de ce sceau, qui a été imparfaitement décrit dans le

(1) Famille originaire de Limoges, qui posséda, au xviii^e siècle, les seigneuries de Meillars et La Grènerie en Bas-Limousin, et qui, en 1789, vota dans l'ordre de la noblesse tant en Haut qu'en Bas-Limousin.

(2) Trouvé à Saint-Junien (Haute-Vienne).

(3) Nadaud, qui mentionne ce même blason (*Nobiliaire*, t. I, p. 36), indique ailleurs cette variante : d'azur, au soleil d'or accompagné de trois étoiles d'argent, 2 et 1. (*Ibid.*, t. I^{er}, p. 492). L'*Armorial général* (Limousin, f° 121), blasonne ainsi : d'azur, au chevron d'argent accompagné en pointe d'un soleil d'or, au chef cousu de gueules chargé de trois étoiles d'or.

(4) Plus tard du Authier.

(5) Aujourd'hui commune de La Roche-l'Abeille, canton de Nexon, arrondissement de Saint-Yrieix.

(6) Aujourd'hui commune de Coussac-Bonneval, canton et arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

Nobiliaire de Nadaud, t. I, p. 523, a été retrouvée récemment à Champniers, canton de Bussière-Badil, département de la Dordogne, et une empreinte en a été communiquée à la Société historique et archéologique du Périgord, dans sa séance du 6 février 1879, par M. l'abbé Lecler, curé de Compreignac en Limousin. (Voir le *Bulletin* de la Société, t. VI, p. 94).

Voir figure 14.

N° 33. — AUTHIER (Marie-Anne du) (1), épouse de N. de La Grange, baron de Tarnac.

Cachet ovale (21^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre à M. Lachaud. docteur en médecine à Forsac (1789).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés, celui de dextre aux armes de La Grange de Tarnac (de gueules, à trois merlettes d'argent, 2 et 1, au canton d'hermines); celui de sénestre aux armes du Authier (les trois coquilles sont posées 2 et 1). Couronne de baron. Supports, deux lions couchés.

(Communiqué par M. Champeval).

N° 34. — BARTON (Jean) (2), évêque de Limoges.

Voir ci-après la série IX (ÉVÊQUES DE LIMOGES).

N° 35. — BARTON DE MONTBAS (Marguerite) (3).

Cachet ovale (30^{mm} sur 25), apposé à un testament du 2 janvier 1692.

Pas de légende.

Dessin. — Écusson à un cerf passant, au chef échiqueté d'or et d'azur de trois traits (4). Couronne de comte. L'écusson accosté de deux palmes.

(Musée de Brive).

(1) Née vers 1755; fille de Jean du Authier et d'Anne de Joussneau de Fayat; mariée à N. de La Grange, baron de Tarnac; morte en 1846.

(2) Des seigneurs de Montbas, aujourd'hui commune de Gajoubert, canton de Mézières, arrondissement de Bellac.

(3) Fille de Claude Barton de Montbas, seigneur de Fayolle, et d'Éléonore de Saint-Jullien.

(4) Voir, au sujet des armes, la note de l'article relatif à Jean Barton, évêque de Limoges (ci-après, série IX, ÉVÊQUES DE LIMOGES).

N° 36. — BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE (1) (Martial-Louis de) (2), évêque de Poitiers.

Sceau ovale (41^{mm} sur 38), plaqué sur des lettres d'ordination (Poitiers, 23 mars 1765).

Légende. — M. L. DE BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE EPSC. PICTAVIENSIS.

(*Martialis-Ludovicus de Beaupoil de Saint-Aulaire, episcopus Pictaviensis*).

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rocaille aux armes, timbré d'une couronne de marquis accompagnée à dextre d'une mitre, à sénestre d'une crosse, et surmontée du chapeau épiscopal.

(Communiqué par M. l'abbé Poulbrière).

N° 37. — BEAUPOIL (Henri de) (3), marquis de Saint-Aulaire, seigneur de Gorre.

Fragment de sceau ovale, plaqué sur les preuves de Charles-Adrien de Coustin, pour l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (26 juin 1783).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson rocaille aux armes, sur un cartouche orné de guirlandes. Couronne de marquis.

(Archives du département du Rhône, fonds de Malte, H 498).

N° 38. — BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE (Gabrielle de), épouse de Jean de Marsanges.

Voir ci-après, même série, article *Marsanges*.

(1) De la branche des seigneurs de Gorre (aujourd'hui commune de ce nom, canton de Saint-Laurent, arrondissement de Rochechouart).

(2) Né le 1^{er} janvier 1719 : fils de Louis de Beaupoil de Saint-Aulaire, seigneur de Gorre, et de Françoise Guingand, abbé de Lezat au diocèse de Rieux en 1753, sacré évêque de Poitiers le 24 mars (ou le 13 mai) 1759.

(3) Né le 25 décembre 1719 ; fils de Louis de Beaupoil de Saint-Aulaire, seigneur de Gorre, et de Françoise Guingand : aide-major de la première compagnie française des gardes-du-corps du roi, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie ; chevalier de Saint-Louis ; marié le 17 octobre 1765 à Adélaïde-Claudine-Françoise-Marie-Anne de Thibault de La Rochethulon.

N° 39. — BERNARD (Pierre) (1), seigneur de Châ-lucet (2).

Sceau rond (27^{mm}), appendu à l'acte de vente d'un bois par Pierre Bernard, chevalier, *dominus de Castro-Lucii*, et Hugues de Jaunhac, damoiseau, son neveu, à Halaïde, prieure des Allois, pour son couvent (le 11 des calendes de juin, 22 mai 1264).

Légende. — † S. P. B.....

(*Sigillum Petri Bernardi*....)

Dessin. — Ecu triangulaire portant trois demi-vois mouvants de sénestre et posés 2 et 1.

CONTRE-SCEAU.

Rond, de 18 à 20^{mm}.

Légende détruite.

Dessin. — Un sanglier passant de dextre à sénestre.

(Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds de l'abbaye des Allois, liasse 5633).

Voir figures 15 et 15 bis.

N° 40. — BESSE dit DE BELLEFAYE (Pierre de) (3), seigneur de Peyrac (4).

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une charte de 1369.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit parti : au 1, de Roger de Beaufort (d'argent, à la bande d'azur accompagné de six roses de gueules rangées en orle); au 2, de Besse (d'azur, au chevron d'or).

(D'après un dessin de la collection Gaignières, Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17148, f° 493).

(1) Bernard paraît avoir été le nom patronymique primitif, auquel se substitua, dès le xiii^e siècle, celui de Jaunhac.

(2) Aujourd'hui commune de Boisseuil, canton de Pierrebuffière, arrondissement de Limoges.

(3) Fils de Guillaume (ou Jacques) de Besse et d'Almodis Roger (sœur du pape Clément VI).

(4) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Yrleix.

N° 41 — BOISSE (1) (Marie de) (2), épouse de Claude-Hugon du Prat.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée Boisse du Prat et adressée à M. de La Mase, lieutenant général à Uzerche (La Bournerie, 7 août 1723).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes de Boisse (fascé d'argent et d'azur de six pièces), les fascés d'argent chargés chacune de trois mouchetures d'hermines (3). Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Communiqué par M. Champeval).

N° 42. — BOISSE (Marthe-Ambroise de Landouillette de Logivière, épouse de Jacques-Joseph de) (4).

Cachet ovale (21^{mm} environ sur 18), plaqué sur une lettre signée « Logivière de Boisse », et adressée à M^{me} de La Chatonie, à Treignac (La Farge, 6 décembre 1732).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Boisse ; celui de sénestre, de gueules, à la fasce d'argent chargée de trois tourteaux de sable, qui est de Landouillette. Couronne de comte.

(1) Aujourd'hui commune d'Eyjeaux, canton de Pierrefeu, arrondissement de Limoges.

(2) Fille de Jacques de Boisse, seigneur d'Eyjeaux, de La Farge, etc., et de Marie de Chevalle ; mariée, par contrat du 28 janvier 1701, à Claude Hugon du Prat, écuyer, sieur de Masgoutière, fils de François-Hugon du Prat et de Louise Geoffre.

(3) Le cachet porte distinctement fascé d'argent et d'azur, tandis que Nadaud (*Nobiliaire*, t. 1, p. 196) indique fascé d'argent et de gueules, ou (fautivement) de gueules, à trois fascés d'argent.

(4) Fille de René de Landouillette de Logivière, marquis de Maule, et de Marthe du Val ; mariée, par accord du 4 avril 1710, à Jacques-Joseph de Boisse, écuyer, seigneur de Treignac, La Farge, Eyjeaux, La Bachellerie, Margeride et Murat, né le 26 janvier 1697, fils de Joseph de Boisse, écuyer, seigneur de La Farge, de La Bachellerie et d'Eyjeaux, et de Marie de Félines de La Renaudie, page de la petite écurie du roi le 16 mars 1742.

(Archives de M. le comte de Montbron. — Communiqué par M. Champeval).

N° 43. — BOISSE DE LA FARGE (Antoine de) (1).

Cachet ovale (16^{mm} sur 14), plaqué : 1° sur le testament de messire Antoine de Boisse, seigneur abbé commendataire de Vigois (Vigois, 26 octobre 1738); 2° sur un brevet conférant au sieur Brugeron la charge de greffier de la juridiction de Vigois (Vigois, 2 mars 1750).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Couronne de marquis accostée à dextre d'une mitre et à senestre d'une crosse à volute tournée en dedans. Supports, deux lions.

(Etude de M^e Daudy, notaire à Vigois; — Archives de la famille Pradel de Lamaze. — Communiqué par M. Champeval).

N° 44. — BOISSE (N. de) (2).

Cachet ovale (21^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M. Chauffour, receveur de la terre de Treignac (20 mai 1778) et sur un certificat relatif à Marie-Marthe de Boisse, religieuse de Saint-Corentin (6 mai 1786).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson en losange aux armes. Couronne de marquis.

(Archives départementales de la Haute-Vienne).

N° 45. — BOISSE (Adélaïde-Marie-Stanislas marquis de) (3).

Cachet ovale (25^{mm} sur 21), apposé sur un acte portant nomina-

(1) Fils de Jacques de Boisse, écuyer, seigneur de La Farge, Eyjeaux, etc., et de Marie de Chevalle; abbé commendataire de Vigois en 1710; vicaire général de Limoges; mort en avril 1733.

(2) Demoiselle de La Farge; fille de Jacques-Joseph de Boisse, seigneur de Treignac, La Farge, etc., et de Marthe-Ambroise de Landouillette de Logivière; abbesse de Saint-Corentin.

(3) Né en 1762; fils d'Ambroise-François-Joseph-Dulcem marquis de Boisse et de Marguerite de Bassompierre; chevalier, vicomte de Treignac, seigneur de La Bachellerie, Margeride, La Farge et autres places; officier

tion, en qualité d'échevin de la ville de Treignac, de Pierre-Marie Lachaud, docteur en médecine. (Treignac, 1^{er} décembre 1781).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes. Couronne ducale. Supports, deux lions couchés.

(Appartient à M. l'abbé Niel, curé de Naves, département de la Corrèze).

N° 46. — LE MÊME.

Cachet ovale (22^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée « Chauffour » (1) et adressée « à M. Delamaze, en son château de Roffiniac, à Allasac ». (Treignac, 29 septembre 1788).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes. Couronne ducale fermée. Supports, deux lions couchés.

(Archives départementales de la Corrèze, E 19. — Communiqué par M. Hugues, archiviste).

N° 47. — BONNEVAL (2) (Jean II de) (3).

Sceau rond (26^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Limousin et de Périgord) (Limoges, 5 septembre 1354). — Autre exemplaire sur une quittance du 17 septembre 1354.

Légende. — ... IEHAN DE BONNEVAL CHVR'
(... *Jean de Bonneval, chevalier*).

Dessin. — Ecu au lion (4), penché, timbré d'un heaume cimé d'un vol, sur champ réticulé.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 144, f° 2761. Pièces originales, Bonneval, n° 5).

supérieur de gendarmerie ; marié le 9 avril 1782 à Adélaïde-Françoise de Broglie, fille de Victor-François duc de Broglie, maréchal de France, et de Louise-Augustine-Salbigothon de Crozat de Thiers.

(1) M. Chauffour était receveur de la terre de Treignac, dont le marquis de Boisse était seigneur.

(2) Aujourd'hui commune de Coussac-Bonneval, canton et arrondissement de Saint-Yrieix.

(3) Fils de Jean 1^{er} seigneur de Bonneval, et d'Alix d'Alxe ; capitaine d'une compagnie, marié à Aude de Tranchelion.

(4) D'azur, au lion d'or armé et lampassé de gueules.

N° 48. — LE MÊME.

Sceau rond (21^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Périgord et de Limousin) (Plazac, 10 octobre 1354). — Autre exemplaire sur une quittance du 26 mai 1354.

Légende. — † S^r I DE BONAVAV MIL^r.

(*Sigillum Johannis de Bonavau, militis*).

Dessin. — Ecu au lion.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 141, f° 2759, et Pièces originales, Bonneval, n° 4).

N° 49. — **BONNEVAL** (Guillaume de) (1).

Fragment de sceau rond (2) appendu à une quittance du 19 janvier 1382.

Légende effacée.

Dessin. — Le dessin paraît avoir représenté un personnage debout.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, n° 7).

N° 50. — **BONNEVAL** (Antoine de) (3), seigneur de Bonneval.

Sceau rond (35^{mm}), appendu à des quittances de pension données par Antoine de Bonneval, seigneur dudit lieu et de Blanchefort, conseiller du roi, capitaine de trente lances à la mode d'Italie (24 juillet, 3 septembre et 13 novembre 1474, 18 janvier 1492, n. st.).

(1) Fils de Jean II, seigneur de Bonneval et d'Aude de Tranchelion; abbé de Saint-Lomer de Blois.

(2) L'acte porte qu'il a été fait usage du petit sceau en l'absence du grand.

(3) Fils de Bernard de Bonneval, seigneur de Bonneval et de Blanchefort, et de Marguerite de Pierrebuffière; premier chambellan de Gaston de Foix, roi de Navarre; chambellan et conseiller des rois Louis XI, Charles VIII et Louis XII; capitaine des châteaux de Perpignan, Puycerda, Collioure, Bellegarde, La Roque, etc., et du château de Delver en Sardaigne; juge et viguier de Saint-Yrieix; gouverneur et sénéchal du Haut et Bas-Limousin; marié en 1471 à Marguerite de Foix, fille de Mathieu de Foix, comte de Comminges, et de Catherine de Coaraze; mort le 18 septembre 1503.

Légende. — ANTHO... DE BONNÉVAL.

(*Anthoine de Bonneral*).

Dessin. — Ecu au lion, penché, timbré d'un heaume cîmé d'un vol, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, et Clairambault, t. 141, f° 2763).

Voir figure 16.

N° 51. — LE MÊME.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Antoine de Bonneval, chevalier, seigneur du lieu et de Blanchefort, chambellan du roi, capitaine du château de Belver en Sardaigne. (Perpignan, 28 novembre 1487).

Légende. — ANTHOINE DE BONNEVAL.

Dessin. — Ecu au lion, penché, timbré d'un heaume cîmé d'un vol, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 141, f° 2783).

Voir figure 17.

N° 52. — **BONNEVAL** (*Germain de*) (1), seigneur de Bonneval.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à des quittances en date du 1^{er} mars 1497, 30 avril et 8 mai 1498.

Légende. — GERMEN.....

Dessin. — Ecu droit à un lion.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, n° 7.)

N° 53. — LE MÊME.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à des quittances en date des 4 mars 1499, 2 juin 1502, 15 juillet 1512.

Légende. — SCEL GERMEN DE BONNEVAL.

(1) Seigneur de Bonneval, Coussac et Blanchefort, baron de Coaraze, Appel, Saint-Félix, Agenis, Maraselle, Mervelles, Monchez, Chefboutonne et Bury; fils d'Antoine de Bonneval, seigneur de Bonneval, et de Marguerite de Foix; conseiller et chambellan du roi, gouverneur et sénéchal du Haut et Bas-Limousin; marié le 4 février 1513 à Jeanne de Beaumont, fille d'Antoine de Beaumont, chevalier, et de Marie de Graville, dame de Chefboutonne et de Bury; tué à la bataille de Pavie le 25 février 1524.

Dessin. — Ecu au lion, penché, timbré d'un heaume cimé d'un vol.
(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, n° 45.)

N° 54. — **BONNEVAL** (Jean de) (1).

Sceau rond (34^{mm}), appendu : 1° à une quittance donnée par Jean de Bonneval, lieutenant de quarante lances (26 juillet 1519); 2° à une quittance de gages de l'office de capitaine (12 septembre 1527).

Légende. — I : DE BON.....

(Jehan de Bonneval.)

Dessin. — Ecu au lion, penché, timbré d'un heaume cimé d'un dragon ailé, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, n° 51, Clairambault, t. XVII, f° 1163.)

N° 55. — **LE MÊME.**

Sceau rond (35^{mm}), appendu à des quittances données : 1° par Jean de Bonneval, chevalier, seigneur du Theil, capitaine de trente-six lances (17 août 1526); 2° par le même, seigneur de Blanchefort et du Theil, conseiller et chambellan du roi, capitaine de quarante lances (20 avril 1534).

Légende. — I : DE BON.....

(Jehan de Bonneval.)

Dessin. — Ecu penché vers le côté sénestre du sceau, timbré d'un heaume taré de face, cimé d'un cygne. Supports, deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Bonneval, n° 52 et 55.)

Voir figure 18.

N° 57. — **BONNEVAL** (Jean-François, comte de) (2).

Cachet ovale (23^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M. Dumon,

(1) Fils d'Antoine de Bonneval et de Marguerite de Foix; seigneur du Theil; capitaine de cinquante lances, gouverneur de Lodi, conseiller et chambellan du roi; marié à Françoise de Varie, fille de François de Varie, seigneur de L'Isle-Savary, et d'Isabeau Frottier, et veuve de François Brachet.

(2) Né vers 1630; fils d'Henri II de Bonneval, seigneur de Coussac et de Blanchefort, et d'Elisabeth de Saint-Mathieu; capitaine de chevau-

juge de Corrèze (Blanchefort, 7 juillet, sans date d'année, vers 1659).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Champeval).

Voir figure 19.

N° 58. — BONNEVAL (André de) (1).

Cachet ovale (22^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Nantiat, 2 juin 1775).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 59. — LE MÊME.

Cachet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Nantiat, 26 octobre 1783).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux griffons.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 60. — BOUVILLE (Adhémar de), seigneur du Deffens (2).

Sceau rond, appendu à une donation à l'abbaye de Grandmont (9 des calendes d'octobre, 23 septembre 1228).

Légende. — † SIGILLVM : A : DE : BOVEVILLA.

(*Sigillum Ademari de Bovevilla.*)

légers; marié le 14 janvier 1670 à Claude Monceaux, fille de Pierre Monceaux, seigneur de Bréau et de Bois-au-Roux, et de Claude de Moucey; mort le 19 juin 1682.

(1) Seigneur du Chatain et de Langle, puis marquis de Bonneval; fils d'Hugues-Marien-Gabriel de Bonneval et de Marguerite d'Audebert; capitaine au régiment de Poitou; marié le 13 mars 1760 à Marie-Denise Joubert de Nantiat; mort en 1802.

(2) *Dominus de Defesso*, probablement le Deffens (aujourd'hui commune de Bussière-Poitevine, canton de Mézières, arrondissement de Bellac).

Dessin. — Ecu droit à un taureau furieux.

REVERS.

Légende (?).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant à sénestre, portant un bouclier aux mêmes armes.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 353).

N° 61. — **BRÉ** (1) (Othon de).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à une reconnaissance en date du 7 des ides de juin (7 juin) 1279.

Légende. — E BRE : MILITIS :
(*Sigillum Othonis de Bré, militis*).

Dessin. — Ecu droit papelonné.

(D'après une note et un dessin de la collection Gaignières, Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 303).

N° 62. — **LE MÊME** (1298).

Format (?). Dimensions (?).

Légende. — † SIG. OTTONIS : DE : BRE :
(*Sigillum Ottonis de Bré*).

Dessin. — Ecu droit à une doloire.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 279).

N° 63. — **BRÉ** (Jean de) (1280).

Sceau rond (22^{mm}).

Légende. — S' I. DE : BRENO : MILITIS :
(*Sigillum Johannis de Breno, militis*).

Dessin. — Écu droit à trois lions, 2 et 1, dans une bordure besantée.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 273).

(1) Anjourd'hui commune de Coussac-Bonneval, canton et arrondissement de Saint-Yrieix.

N° 64. — BRÉ (Guy de).

Sceau ogival (38^{mm}), plaqué sur une charte donnée par « *Guido de Breno, humilis prepositus de Arnaco* » (1323).

Légende. — ... GVIDO... DE BR... ITI...

(*[Sigillum] Guidonis de Breno, prepositi...*).

Dessin. — Dans une niche gothique, la Vierge tenant l'Enfant Jésus ; au-dessous, deux écussons à trois lions (?) rampants, 2 et 1.

CONTRE-SCEAU.

Hexagonal.

Légende. — S. G... ... POSIT...

(*[Sigillum] Guidonis..., prepositi...*).

Dessin. — Écusson à trois lions rampants, 2 et 1, à la bordure chargée de croisettes.

(Archives départementales de la Hte-Vienne, pièces non classées).

N° 65. — BRETTE (1) (Anne de) (2), épouse de Joseph de La Porte.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur un testament du 19 juillet 1784.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre d'argent, à trois pals de gueules, au chef d'azur chargé de trois étoiles d'or, qui est de La Porte ; celui de sénestre d'argent, à trois vaches bretonnes (armes parlantes) de gueules, qui est de Brettes. Couronne de comte.

(Ph. DE BOSREDON et Ernest RUPIN, *Sigillographie du Bas-Limousin*, p. 228).

N° 66. — BRETTE (Jean-Baptiste, comte de) (3).

Cachet ovale (20^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre au comte de Parel (La Mothe, 25 avril 1787).

(1) Seigneurs de Cieux (aujourd'hui commune de ce nom, canton de Nantiat, arrondissement de Bellac).

(2) Fille de N. de Brettes, seigneur de Cieux et de Cros ; mariée à Joseph de La Porte, seigneur de Lissac en Bas-Limousin, fils d'Antoine de La Porte, seigneur de Lissac, et de Marguerite d'Aubery.

(3) Baptisé le 12 septembre 1744 ; fils de Joseph-Martial de Brettes,



16



19



14



15 bis

15



17



18

14. Sceau d'Etienne du Autier, xiv^e siècle (n° 32). — 15 et 15-bis. Sceau et contre-sceau de Pierre Bernard, 1264 (n° 30). — 16. Sceau d'Antoine de Bonneval, 1474, 1492 (n° 50). — 17. Sceau du même, 1487 (n° 31). — 18. Sceau de Jean de Bonneval, 1534 (n° 55). — 19. Sceau de Jean-François, comte de Bonneval, vers 1659 (n° 37).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chaufailles. — Communiqué par M. Champeval).

N° 67. — **BRIGUEIL** (Guillaume de), du bailliage de Poitou et de Limousin.

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance de gages pour services de guerre (Paris, 13 novembre 1339).

Légende détruite.

Dessin. — Écu portant une aigle sous un chef chargé de trois étoiles, dans un trilobe.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 22, f° 1567).

N° 68. — **BRUN** (Resplandine de Cromières (1), épouse de Guy), seigneur de Noblac (2) et de Montbrun (3). (Fin du XIII^e ou commencement du XIV^e siècle).

Format(?). Dimensions(?).

Légende (?).

Dessin. — Une croix denchée seulement à dextre (*Nobiliaire* de Nadaud, t. I, p. 258).

N° 69. — **BRUN** (Aymeric), seigneur de Noblac (1270).

Rond. Dimensions non indiquées.

marquis du Cros, et de Placide-Anne de Cognac; page de la grande écurie; marié, par contrat du 24 mai 1780, à Louise-Madeleine de Barentin, fille de Charles-Paul-Nicolas de Barentin, vicomte de Montchal, et de Jeanne-Marie-Dorothée de Combres de Bressole.

(1) Fille de Guy de Cromières (*de Croumeris*); mariée avant 1298 à Guy Brun (*Bruni*), seigneur de Noblac et de Montbrun, fille d'Aymeric Brun, seigneur de Noblac et de Montbrun, et d'Ayceline; était veuve en 1309; remariée en 1314 à Guy Flamenc, seigneur de Bruzac. — Cromières, aujourd'hui commune de Cussac, canton d'Oradour-sur-Vayres, arrondissement de Rochechouart.

(2) Aujourd'hui Saint-Léonard, chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(3) Aujourd'hui commune de Dournazac, canton de Saint-Mathieu, arrondissement de Rochechouart.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit à une croix.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 131).

N° 70. — BRUN (Gui) (1), seigneur de Montbrun.

Fragment d'un sceau rond (55^{mm}), appendu à une donation faite par Gui Brun à Marguerite Pescanine (datée sans lieu, du samedi après la Saint-Pierre, 30 juin 1347).

Légende. — † S. DNI.... M.... ITIS.

(*Sigillum domini... Montis-Bruni, militis*).

Dessin. — Dans un quadrilobe gothique, un écu droit chargé d'une croix (d'azur, à la croix d'or). Rinceaux dans le champ.

CONTRE-SCEAU.

Rond (22^{mm}).

Pas de légende.

Dessin. — Écu penché aux mêmes armes, timbré d'un heaume conique à volets. Rinceaux dans le champ.

(Archives départementales des Basses-Pyrénées, E, 715. — P. RAYMOND, n° 482).

N° 71. — CARBONNIÈRES (2) (François de) (3), seigneur de Chambery (4) et de La Vigne (5).

Cachet ovale (22^{mm} sur 19), plaqué sur une quittance de 200 livres pour un mois de solde comme gouverneur de la citadelle de Lyon, donnée par François de Carbonnières, seigneur de Chambery, La Vigne et Montaudin (12 décembre 1567).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes (d'argent, à trois

(1) Fils de Gui Brun, seigneur de Noblac et de Montbrun, et de Resplandine de Cromières; marié à Tissia de La Roche.

(2) Famille originaire du Bas-Limousin; nous ne donnons que les sceaux de la branche de Saint-Brice (aujourd'hui commune de ce nom, canton de Saint-Junien, arrondissement de Rochechouart).

(3) Fils d'Hugues (*alias* Elie) de Carbonnières et d'Isabelle de Chapt; marié : 1° avant 1561, à Anne Guyot; 2° le 15 août 1569, à Françoise de La Bastie, fille d'Annet de La Bastie, baron de Châteaumorand, et de Marguerite de Pompadour.

(4 et 5) Aujourd'hui commune de Saint-Brice.

bandes d'azur accompagnées de huit charbons de sable allumés de gueules, posés 1, 3, 3 et 1 dans le sens des bandes).

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 5333).

N° 72. — CARBONNIÈRES (Christophe de) (1), seigneur de Chambéry.

Cachet ovale (20^{mm} sur 11), plaqué sur une quittance donnée par « Christofle de Carbonnières, seigneur de Chambéry, gouverneur de Roqueroi » (24 août 1568).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 35, f° 1825).

N° 73. — LE MÊME.

Cachet ovale (25^{mm} sur 17), plaqué sur des quittances de gages (3 octobre 1572, 3 et 12 septembre 1573, 17 septembre 1578).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, entouré du collier de l'ordre.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Carbonnières).

N° 74. — CARBONNIÈRES DE SAINT-BRICE (N. de).

Cachet ovale (20^{mm} environ sur 16), plaqué sur une lettre signée « Saint-Brice » et adressée au comte de Carbonnières, frère du signataire, au Montjaufre (Saint-Junien, 15 octobre 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de comte.

(Archives de M. le baron de La Pomelie. — Communiqué par M. Champeval).

N° 75. — CARBONNIÈRES (Jean-Baptiste de) (2), marquis de Saint-Brice.

Cachet ovale (23^{mm} sur 19), plaqué sur les preuves d'Auguste-Edmé de Carbonnières, son fils, pour l'ordre de Saint-Jean-de-

(1) Fils de François de Carbonnières, seigneur de Chambéry, et d'Anne Guyot; gentilhomme de la chambre en 1563, gouverneur de Rocroi en 1568, chevalier de l'ordre en 1569, gouverneur de Lyon en 1575; mort sans alliance.

(2) *Alias* François-Jean-Baptiste de Carbonnières, marquis de Saint-

Jérusalem (8 octobre 1773) et sur d'autres preuves analogues (17 mai 1779).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes; émaux non indiqués. Couronne de marquis.

(Ph. DE BOSREDON et Ernest RUPIN, *Sigillographie du Bas-Limousin*, p. 93).

N° 76. — CARBONNIÈRES (René-Henri de) (1).

Cachet ovale (22^{mm}), plaqué sur une présentation à la cure de Neuville (novembre 1781).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes. Supports, deux sauvages.

(Archives du département de la Seine-Inférieure. — DEMAY, *Inventaire des Sceaux de la Normandie*, n° 2873).

N° 77. — CHAPELLE DE JUMILHAC (Jean-Joseph) (2),
archevêque d'Arles.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Paris, 14 avril 1769).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale écartelé : au 1, d'argent, à la bande de gueules chargée d'une rose d'or accostée de deux roues du même; au 2, d'argent, au lion couronné de gueules; au 3, de..., à trois lions de..., 2 et 1; au 4, de sinople, à trois fascés d'or, à la bande du même brochant; sur le tout, d'azur, à la chapelle d'or, qui est de Chapelle. Couronne ducal, cimée de la croix archiépiscopale et du chapeau.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

Brice, fils de Melchior de Carbonnières, comte de Saint-Brice, et de Françoise de La Breuille; marié, par contrat du 14 novembre 1730, à Louise-Françoise-Armande de Rilhac, fille de Louis-Marie de Rilhac, baron de Boussac, et d'Antoinette-Charlotte de Coustin du Masnadaud.

(1) Fils de François-Jean-Baptiste de Carbonnières, marquis de Saint-Brice, et de Louise-Françoise-Armande de Rilhac; abbé de Saint-Vincent-au-Bois (aujourd'hui département d'Eure-et-Loir).

(2) Né en 1706; fils de Jean-Baptiste Chapelle de Jumilhac, seigneur de Saint-Jean-Ligoure, et de Guillemette de Bachellerie de Neuvillars; vicaire général de Chartres; évêque de Vannes le 2 avril 1742; transféré à l'archevêché d'Arles le 17 avril 1746; chevalier-commandeur du Saint-Esprit le 1^{er} janvier 1771; mort en février 1775.

N° 78. — CHAPELLE (Pierre-Joseph) (1), marquis de Jumilhac, seigneur d'Arfeuille (2).

Cachet ovale (30^{mm} sur 25), plaqué sur un brevet par lequel très haut et très puissant seigneur Pierre-Joseph Chapelle, marquis de Jumilhac et de Mavaleyse, baron de Langoiran et de Montégut-le-Blanc, seigneur d'Arfeuille, de Chenaux, Puimangoux, etc., lieutenant général des armées du roi, lieutenant du roi en Périgord au département de Sarlat, gouverneur de Philippeville, chevalier de Saint-Louis, et ci-devant capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires à cheval servant à la garde ordinaire de la personne de Sa Majesté, confère au sieur Pierre Denois l'office de la juridiction de Chenaux et Puimangoux (en Périgord) (Paris, 12 février 1781).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale écartelé : au 1, d'azur, à la fasce de gueules accompagnée de trois merlettes du même, 2 en chef et 1 en pointe; au 2, d'argent, au lion couronné de sable; au 3, d'azur, à trois fascès d'or et une bande du même brochant sur les fascès; au 4, d'argent, à la bande de gueules chargée d'une étoile d'or accompagnée de deux roues du même; sur le tout, d'azur, à la chapelle d'or, qui est de Chapelle. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Dujarric-Descombes, membre de la Société historique et archéologique du Périgord).

N° 79. — CHAPT (3) de L'Age-au-Chat (Aimeric), évêque de Limoges.

Voir ci-après, série IX (ÉVÊQUES DE LIMOGES).

(1) Né le 6 mars 1692; fils de Jean Chapelle, marquis de Jumilhac, et de Marie d'Esparbès de Lussan; mousquetaire en 1713, sous-lieutenant le 20 novembre 1727, premier lieutenant le 4 janvier 1729, brigadier le 1^{er} août 1734, capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires le 21 mai 1738, maréchal-de-camp le 1^{er} janvier 1740, lieutenant général le 1^{er} mai 1745; marié le 21 mai 1731 à Françoise-Armande de Menou, fille de François-Charles marquis de Menou et d'Anne-Thérèse Cornuau de La Grandière.

(2) Aujourd'hui commune de Champnétery, canton de Saint-Léonard, arrondissement de Limoges.

(3) Chat, ensuite Chapt, famille d'ancienne noblesse qui paraît être originaire des environs de Saint-Yrieix. En 1789, messire Jacques-Gabriel de Chapt vota dans la sénéchaussée de cette ville.

N° 80. — CHAPT (Louis-Jacques de) (1), évêque de Tulle.

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre adressée aux administrateurs de l'hôpital de Tulle (Paris, 1^{er} mai 1722).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au lion d'argent armé, lampassé et couronné de gueules, timbré d'une couronne de marquis accompagnée à dextre d'une mitre et à sénestre d'une crosse, le tout sommé d'un chapeau épiscopal à quatre rangs de houppes.

(Archives de M. de Meynard, au château de La Sudrie. — Communiqué par M. Champeval).

N° 81. — LE MÊME, archevêque de Tours.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur des lettres signées « L.-J., év. de Tulle, n. arch. de Tours » et adressées à l'abbé Meynard, chanoine de Tulle (Paris, 12 janvier et 30 septembre 1724).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes, timbré d'une couronne ducale surmontée d'une croix archiépiscopale ; pas de mitre ni de crosse ; chapeau à cinq rangs de houppes.

(Archives de M. de Meynard. — Communiqué par M. Champeval).

N° 82. — CHAPT (Françoise Foucauld de La Besse, veuve d'Armand-Hippolyte-Gabriel de) (2).

Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre signée « Foucauld de Rastignac » et adressée à M. de Gironde (La Besse, 17 août 1749).

(1) Fils de François de Chapt, marquis de Rastignac, baron de Luzech, et de Jeanne-Gabrielle de Touchebœuf-Clermont ; sacré évêque de Tulle le 1^{er} janvier 1722 ; transféré à l'archevêché de Tours en octobre 1723 ; commandeur du Saint-Esprit en 1746 ; mort le 2 août 1750.

(2) Fils de François de Chapt, marquis de Rastignac, et de Jeanne-Gabrielle de Touchebœuf-Clermont ; page de la grande écurie en 1699, capitaine au régiment Commissaire-Général-Cavalerie, chevalier de Saint-Louis ; marié en 1722 à Françoise Foucauld de La Besse, fille de Pierre Foucauld de Pontbriant, comte de La Besse, et d'Isabeau de Vassal ; mort le 18 août 1726.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes de Chapt.
Couronne de marquis.
(Communiqué par M. Champeval).

N° 83. — CHAPT (Jeanne de) (1) veuve de Charles de Beaulieu.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur un testament du 17 mars 1754.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes de Chapt.
Couronne de marquis.

(Archives des notaires de Sarlat. — Communiqué par M. Louis Carvès, membre de la Société historique et archéologique du Périgord).

N° 84. — CHAPT (Jean-Jacques-Charles de) (2).

Cachet ovale (20^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre à l'abbé Leydet (8 mars 1774).

Légende. — SIGILLVM DOMI. DE COLONGES.
(*Sigillum domini de Colonges*).

Dessin. — Écusson ovale aux armes, entre deux branches d'olivier. Couronne de marquis.

(Bibliothèque nationale, mss. Périgord, t. 15, f° 171).

N° 85. — CHASTANH (Amélius de), damoiseau d'Eymoutiers (3).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à un hommage à l'évêque de Limoges (ii des calendes de janvier, 31 décembre 1267).

Légende. — S : AMELII DE : CHASTANT.
(*Sigillum Amelii de Chastant*).

(1) Mariée à Charles de Beaulieu, marquis de Gaubert (en Périgord); morte le 19 février 1768.

(2) Né le 24 septembre (*alias* 21 novembre) 1728; fils d'Armand-Gabriel-Hippolyte de Chapt, vicomte de Rastignac, et de Françoise Foucauld de La Besse; marquis de Rastignac et seigneur de Colonges (en Périgord).

(3) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

Dessin. — Écu droit à une bande accompagnée de six billettes rangées en orle, trois en chef et trois en pointe.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. — Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 17).

N° 86. — **CHATEAUNEUF** (1) (**Gaucelin de**).

Sceau rond (38^{mm}), appendu à une charte de mars 1235.

Légende (?).

Dessin. — Écu droit à un lion.

CONTRE-SCEAU.

Rond (28^{mm}).

Légende. — SECRETVM.

Dessin. — Une fleur de lys.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. — Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 364).

N° 87. — **LE MÊME.**

Sceau rond, appendu à une donation à l'évêque de Limoges (L'Artige, 1252).

Légende (?).

Dessin. — Écu droit à une croix (2).

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. — Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 21).

N° 88. — **CHAUVERON** (3) (**Jean**) (4), **chevalier.**

Sceau rond (20^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Jean Chauveron pour lui et pour neuf écuyers sous le commandement de M^{sr} le connétable (13 avril 1370), et à une autre quittance de gages (poursuite des Anglais, 6 août 1380).

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(2) « Gaucelin de Châteauneuf, chevalier, seigneur dudit lieu. Son sceau, qui est à l'évêché de Limoges, représente une croix losangée ». NADAUD, *Nobiliaire*, t. I, p. 374).

(3) Seigneurs du lieu et du Ris (aujourd'hui commune d'Azat-le-Ris, canton du Dorat, arrondissement de Bellac), du Dognon (aujourd'hui commune et canton d'Aixe, arrondissement de Limoges), de Jourgnac (aujourd'hui commune de ce nom, même canton), etc.

(4) Probablement Jean de Chauveron, seigneur de Ris, frère d'Audouin, marié à Marie Vigier.

Légende. — S IEHAN CHAVVER...

(*Scel Jehan Chauveron*).

Dessin. — Ecu au pal (d'argent, au pal bandé d'or et de sable de six pièces), penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de lion et supporté par deux lions rampants.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Chauveron, Clairambault, t. 30, f° 2241).

Voir figure 20.

N° 89. — LE MÊME.

Sceau rond (26^{mm}), appendu à des quittances de gages (10 mai 1384 et 10 juillet 1386).

Légende. — SEEL IEHAN CHAUVERON.

Dessin. — Ecu aux armes, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de loup, supporté par deux lions.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 216, f° 9733. Pièces originales, Chauveron).

Voir figure 21.

N° 90. — CHAUVERON (Audouin) (1).

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance de gages (12 novembre 1380).

Légende. — DOVIN.....

(... *Audouin*....)

Dessin. — Ecu aux armes, penché, timbré d'un heaume cimé de, supporté par deux sauvages.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Chauveron).

N° 91. — CHAUVERON (Bernard de) (2).

Signet rond (18^{mm}), plaqué sur une quittance du 30 juin 1582.

Pas de légende.

Dessin. — Cartouche aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Chauveron).

(1) Docteur ès-lois, chevalier, conseiller du roi, garde de la prévôté et vicomté de Paris du 30 mai 1361 au 20 janvier 1388; marié à Galiène de Vigier; mort avant le 19 octobre 1400.

(2) Seigneur de Dussac, gentilhomme ordinaire de la chambre, gouverneur de La Réole.

N° 92. — CHAUVERON (Anne de) (1), épouse de Godefroy d'Aubusson.

Cachet ovale (16^{mm} environ sur 12), plaqué sur une lettre à M. de La Rue du Griffolet (10 mai 1694).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes de Chauveron. Casque taré de profil et orné de lambrequins.

(Archives de M. le marquis de Cosnac. — Communiqué par M. Champeval).

N° 93. — CHAUVERON (N., chevalier de).

Cachet ovale (24^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Limoges, 13 septembre 1786).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 94. — CHAUVET (2) (Pierre).

Sceau rond (fragment) appendu à une quittance de gages donnés par Pierre Chauvet, écuyer d'écurie de M^{sr} le duc d'Orléans et de Milan (14 novembre 1464).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu à quatre fasces accompagnées de neuf merlettes, 3, 3, 2 et 1 (3), timbré d'un heaume cimé d'une tête de lion (?), supporté par deux sauvages.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Chauvet).

N° 95. — CHAUVET (Maurice) (1543).

Sceau rond (35^{mm}), plaqué sur une quittance de gages donnés

(1) Fille d'Annet de Chauveron, seigneur de Dussac, et de Jeanne de Lascaux; mariée le 27 janvier 1661 à Godefroy d'Aubusson, seigneur de Castel-Navet, dit le marquis de Saint-Paul, fils d'Hector d'Aubusson, seigneur de Castel-Navet, et de Madeleine de Raymond.

(2) Les Chauvet étaient seigneurs de La Villate et de La Bruneterie (aujourd'hui commune de Saint-Junien-les-Combes, canton et arrondissement de Bellac) et de Frédaigue (auj. commune de Nantiat, même canton).

(3) NADAUD (*Nobiliaire*, t. I, p. 380) explique ainsi le blason : d'argent, à trois fasces d'azur accompagnées de neuf merlettes de gueules, ni pattées ni becquées, 3, 3, 2 et 1.

par Morysse Chauvet, chevalier, seigneur des Brosses, lieutenant d'une compagnie de cinquante lances des ordonnances du roi sous la charge et conduite de M^{sr} de Bonneval (26 septembre 1543).

Légende effacée.

Dessin. — Ecu carré écartelé : aux 1 et 4, parti : au premier, à trois pals ; au deuxième, coupé à deux léopards passants l'un sur l'autre, et à quatre otelles ; aux 2 et 3, à un lion ; sur le tout, Chauvet. Rinceaux dans le champ.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Chauvet).

N° 96. — CHAUVET (Philippe) (1), seigneur de La Villatte.

Sceau rond (31^{mm}), appendu à des quittances de pension (8 juillet 1539, 27 septembre 1543).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu à quatre fasces accompagnées de neuf merlettes, 3, 2, 2 et 2, la deuxième fasce chargée d'un besant ; dans un entourage de rinceaux.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 31, f° 2279. Pièces originales, Chauvet).

Voir figure 22.

N° 97. — LE MÊME.

Signet ovale (17^{mm}), apposé sur des quittances de pension (24 février 1541, n. st. (4 mai 1557).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux mêmes armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 31, f° 2281. Pièces originales, Chauvet).

Voir figure 23.

N° 98. — COTHET (Etienne) (2).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à une reconnaissance du 4 des nones de janvier 1292 (2 janvier 1293).

(1) Fils de Christophe Chauvet et de Marguerite Clérétte ; écuyer, lieutenant de quarante lances, puis de cinquante lances sous le commandement de M. de Burie ; marié : 1° à Françoise de Launay ; 2° à Paule de Ravenel ; testa le 28 octobre 1557.

(2) Damoiseau, prévôt de Ségur (octobre 1278), chevalier de Ségur, procureur des religieux de Glandier (janvier 1293). Il appartenait vrai-

Légende (?).

Dessin. — Ecusson à trois lions, 2 et 1 (1), à la bordure chargée de huit besants ou annelets.

(D'après une note et un dessin de la collection Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 303).

N° 99. — COUSTIN (Jean de) (1).

Signet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur une quittance donnée par Jean de Coustin, seigneur de Brézolles (2), l'un des cent gentils-hommes sous la charge de M. le grand sénéchal de Normandie (14 novembre 1521).

Pas de légende.

Dessin. — Un lion (3) contourné dans une bordure ovale.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Coustin.)

N° 100. — COUSTIN (François de) (4), seigneur du Masnadaud (5).

Cachet ovale plaqué sur une quittance donnée par François de Coustin, seigneur du Masnadaud (6), lieutenant dans la compagnie de M. de Merville (Secondigné, 9 avril 1568).

Pas de légende.

Dessin. — Écu droit aux armes, cimé d'un fleuron.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Coustin.)

semblablement à la famille des Cotet ou Cothet, seigneurs de Laron (aujourd'hui commune de Saint-Julien-le-Petit, canton d'Eymoutiers, arrondissement de Limoges) et des Biars (aujourd'hui commune, canton et arrondissement de Saint-Yrieix).

(1) De gueules, à trois lions d'or.

(2) Fils de Foucaud de Coustin et d'Isabeau de Faugeyrac; seigneur de Bourzolles en Quercy; marié, par contrat du 6 août 1553, à Louise de Lambertie; testa en 1554. — D'après Nadaud (t. I, p. 736), la branche de Bourzolles a la même origine que la branche du Masnadaud en Limousin.

(3) La quittance est signée « Bourzolles ».

(4) D'argent, au lion de sable armé et lampassé de gueules.

(5) Chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gouverneur de Montfaucon en Piémont; marié : 1° en 1542, à Madeleine d'Archiac, fille de Jacques baron d'Archiac, et de Marguerite Dais; 2° en 1547, à Béraude de Jaucourt, fille d'Aubert de Jaucourt et de Renée de Roux.

(6) Aujourd'hui commune de Pageas, canton de Châlus, arrondissement de Saint-Yrieix.

(7) Dans la quittance ce mot est écrit « Manadault ».

N° 101. — COUSTIN DE BOURZOLLES (Jeanne de) (1).

Cachet ovale (fragment) plaqué sur un testament (17 février 1703).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en losange, aux armes. Couronne de comte. (Archives des notaires de Sarlat.)

N° 102. — COUSTIN DU MASNADAUD (N. de) (2).

Cachet ovale (22^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée « du Mas-Nadau » et adressée à M. de Nexon (au Masnadau, 3 février 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés : celui de dextre aux armes de Coustin; celui de sénestre indistinct. Couronne de marquis. Supports, deux lions. Croix de Saint-Louis, (Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 103. — COUSTIN (François-Annet de) (3), comte d'Oradour (4).

Cachet ovale (19^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre au marquis de Parel (Sascirat, 22 juillet 1782).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un support, écusson de forme ordinaire aux armes. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Demoiselle de Berbigutères en Périgord.

(2) Probablement François-Annet de Coustin, comte d'Oradour; né le 11 septembre 1747; fils d'Alexandre de Coustin et de Louise de Ravard de Mésieux; page de la petite écurie, gouverneur des pages, officier au régiment Dauphin-Infanterie, exempt des gardes-du-corps du comte de Provence, gentilhomme ordinaire de ce prince, lieutenant-colonel de cavalerie, chevalier de Saint-Louis; marié en 1772 à Marie-Anne Philip de Saint-Viance, fille de Claude Philip de Saint-Viance et de Sylvie de La Celle.

(3) Voir la notice du numéro précédent.

(4) Aujourd'hui commune et canton d'Oradour-sur-Vayres, arrondissement de Rochechouart.

N° 104. — COUSTIN DU MASNADAUD (Jean-Charles-Armand de) (1).

Cachet ovale (23^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre à M. Veyrinas de Nexon (Tréguier, 9 avril 1786).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de comte accompagnée à dextre d'une mitre et à sénestre d'une crosse. Supports, deux lions.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 105. — CRAMAUX (2) (Simon de) (3), évêque de Béziers.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à une quittance délivrée au receveur général des aides (2 mars 1385, n. st.).

Légende. — YMO.....

(.....Symonis.....).

Dessin. — Dans une niche gothique, la Vierge à mi-corps, portant l'Enfant Jésus; au-dessous, un écu à la bande accompagnée de six merlettes en orle (4).

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 36, f° 2733).

Voir figure 24.

(1) Fils de François-Annet de Coustin du Masnadaud et d'Henriette de Beynac; chanoine de Nancy, vicaire-général de Saint-Brieuc, abbé de Saint-Vilmer de Boulogne.

(2) Aujourd'hui commune de Biennac, canton et arrondissement de Rochechouart.

(3) Né vers le milieu du xiv^e siècle, au château de Cramaux; fils de Pierre de Cramaux, damoiseau, et de Marthe de Sardène; entra dans l'abbaye des Bénédictins de Saint-Lucien de Beauvais; licencié ~~ès-lois~~ en 1369; maître des requêtes en 1380; conseiller du roi; évêque d'Agen le 16 juin 1382; envoyé en ambassade auprès du pape Clément VII en 1383; évêque de Poitiers et administrateur de l'évêché de Béziers en 1384; chancelier du duc de Berry en 1387; chanoine de Saint-Martin de Tours, évêque d'Avignon, patriarche d'Alexandrie et administrateur de Carcassonne en 1391; ambassadeur en Espagne en 1396; ambassadeur auprès du pape Benoit XIII en 1407; archevêque de Reims en 1409; cardinal en 1412; évêque de Poitiers de nouveau en 1418; mort en 1412 (ou 1426).

(4) D'azur, à la bande d'or accompagnée de six merlettes du même rangées en orle.

N° 106. — LE MÊME, évêque de Poitiers.

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une pièce relative aux gages de Jourdain de L'Isle, chevalier, pour les guerres de Guienne (4 décembre 1386).

Légende. — S' SIMONIS EPI PICTAVEN'
(*Sigillum Simonis, episcopi Pictavensis*).

Dessin. — Dans une niche gothique, la Vierge à mi-corps, portant l'Enfant Jésus, accostée de saint Pierre et de saint Paul dans deux logettes latérales; au-dessous, l'évêque priant, accosté de deux écus aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 62, f° 4757).

Voir figures 25 et 26.

N° 107. — LE MÊME, patriarche d'Alexandrie.

Sceau rond (28 à 30^{mm}), appendu à une quittance de pension donnée par Simon, patriarche d'Alexandrie, conseiller du duc d'Orléans (Paris, 1^{er} juin 1406).

Plus rien d'utile de la légende.

Dessin. — Dans une niche gothique, la Vierge à mi-corps, portant l'Enfant Jésus; dans deux petites niches latérales, deux anges agenouillés; au-dessous, un évêque priant, accosté de deux petits écussons, celui de dextre aux armes de Cramaux, celui de sénestre effacé.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Cramaux).

N° 108. — CRAMAUX (Jean de), chevalier.

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guyenne) (La Rochelle, 12 octobre 1387).

Légende. — S IEH DE CRAMAVT.
(*Scel Jehan de Cramaut*).

Dessin. — Ecu aux armes, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'une tête de lion dans un vol, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 36, f° 2735).

Voir figure 27.

N° 109. — DAVID (1) (Pierre de).

Format? Dimensions? — Sceau appendu à un acte d'investiture

(1) Seigneur de Lastours (aujourd'hui commune de Rilhac-Lastours,

d'une maison située dans la ville de Saint-Junien à Pierre Maleu, chanoine de Limoges (le viii des calendes de mai, 24 juin 1277).

Légende. — PETRVS DAVIDIS DOMICELLVS.

Dessin. — Un écusson chargé d'une coquille.

(*Nobiliaire* de Nadaud, t. II, p. 39).

N° 110. — **DAVID** (**Amelius de**) (1), (seigneur de Saint-Junien) (2).

Sceau rond appendu à un acte de 1296.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit à une fasce chargée de trois coquilles, accompagnée de deux lions léopardés.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17116).

N° 111. — **DAVID** (**Amelius de**) (3).

Sceau rond, appendu à un acte de 1376.

Légende (?).

Dessin. — Ecu penché à trois coquilles, 2 et 1 (4), timbré d'un heaume cimé d'un panache. Supports, deux sauvages.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17116).

N° 112. — **DAVID** (**François de**) (5), chevalier, baron des Etangs et de Monbeysier.

Cachet ovale (20^{mm} sur 16), plaqué au bas d'un brevet conférant à M^e Jean Bourdichouts, sieur de La Fauge, juge de la

canton de Nexon, arrondissement de Saint-Yrieix), et des Etangs (aujourd'hui commune de Ladignac, canton et arrondissement de Saint-Yrieix).

(1) Fils d'Amelius 1^{er} David, damoiseau de Saint-Junten, et de Joyeuse Davina.

(2) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Rochechouart.

(3) Fils de Jean de David et de Raymonde de Favard.

(4) D'or, à trois coquilles de Saint-Jacques de sinople.

(5) Né le 7 mars 1715; fils d'Emmanuel de David, seigneur de Vantaux, Madeloup et Chanteloube, et de Catherine de David; capitaine au régiment de Toulouse-Infanterie; marié, par contrat du 17 juin 1744, à Marie-Anne-Françoise de Berny, fille de Pierre de Berny et de Valérie de Berchenin.



20. Sceau de Jean Chauveron, 1370, 1380 (n° 88). — 21. Sceau du même, 1386 (n° 89). — 22. Sceau de Philippe Chauvet, 1539, 1543 (n° 96). — 23. Sceau du même, 1541, 1557 (n° 97). — 24. Sceau de Simon de Gramaux, 1385 (n° 108). — 25 et 26. Sceaux du même, 1386 (n° 106). — 27. Sceau de Jean de Gramaux, 1387 (n° 107).

baronnie de Lastours, la charge de juge de la juridiction et baronnie des Etangs et enclave de Monbeysier (en notre maison et fief noble de La Reymondie, le 25 janvier 1752).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche reposant sur une sorte de console, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de David ; celui de sénestre d'azur, à deux chevrons accompagnés de trois croissants, deux en chef et un en pointe (Berny). Couronne de marquis. Supports, deux gantes.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 113. — DAVID DE LASTOURS (Charles de) (1).

Cachet ovale (21^{mm} sur 17), plaqué sur le testament de Marie de Chauvaux (23 mars 1771).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à trois coquilles. Couronne de marquis. Au-dessus, une banderole portant une inscription illisible. Supports, deux gantes.

(Communiqué par M. Champeval).

N° 114. — DAVID (Charles de) (2), marquis de Lastours.

Fragment d'un cachet ovale apposé sur un certificat constatant que le sieur de La Serre a servi dans le ban et arrière-ban de la province du Haut et Bas-Limousin (Poitiers, 15 juin 1697).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, de David ; au 2, d'azur, à trois lances (?) de L'écusson accosté de palmettes.

(Archives de M. le comte de Montbron. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Né le 13 avril 1732 ; fils de Jean-Charles de David et d'Anne de La Tour ; écuyer, maréchal-des-logis des gardes-du-corps du roi ; titré de comte de Lastours d'après la généalogie donnée par Nadaud (*Nobiliaire*, t. II, p. 44) ; marié à Marie de Chauvaux (*alias* Chauveau), fille d'Ignace de Chauvaux, seigneur de Balesme, et de Jeanne de Gain.

(2) Fils de François II de David, baron de Ventaux, et de Charlotte d'Abzac ; commandant de la noblesse du Haut et Bas-Limousin ; marié, par contrat du 6 avril 1686, à Marie de Pichard, fille de François de Pichard, comte de Villemonteix, et de Catherine Esmolingt.

N° 115. — GAIN (1) (Aimery III de) (2), chevalier.

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une vente faite à l'évêque de Limoges (7 des calendes d'août, 26 juillet 1291).

Légende. — ... GAHANI : MILITIS :

Dessin. — Écu droit à trois bandes (d'azur, à trois bandes d'or).

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 47418, p. 48).

N° 116. — GAIN (Jean de) (3), baron de Montaignac.

Cachet ovale (49^{mm} sur 17), plaqué sur un testament du 10 avril 1699.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (émaux indiqués), accosté de deux palmettes. Couronne de comte.

(Appartient à M. Jondot, au château de Pouymas-Bas. — Communiqué par M. Champeval).

N° 117. — GAIN (François de) (4), chevalier de Linars (5).

Cachet ovale (24^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre de M. du Pouget, à Allasac (Enval, 28 octobre 1765).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de M. de Selve de Sarran. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Aujourd'hui commune d'Isle, canton nord et arrondissement de Limoges.

(2) Fils d'Aimery II de Gain. — Le nom est écrit *Guaianh* dans le texte; on trouve aussi la forme *Gaing*, qui est assez fréquente dans les anciens actes.

(3) Fils de François (*alias* Henry) de Gain de Montaignac et de Gabrielle de Sainte-Fère.

(4) Né vers 1744, fils de Charles-François de Gain, marquis de Linars, et de Judith de La Baume de Forsat; maréchal-de-camp en 1770.

(5) Aujourd'hui commune de Linards, canton de Châteauneuf, arrondissement de Limoges.

N° 118. — GARAT (1) (N.), épouse de N. de La Grange de Tarnac.

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre signée « Garat de Tarnac » et adressée à l'abbé de La Chatonie, curé de Treignac. (Tarnac, 31 mars 1778).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de La Grange de Tarnac (de gueules à trois merlettes d'argent, 2 et 1, au franc-canton d'hermines); celui de sénestre aux armes de Garat (d'azur, à l'entrelacs d'or accompagné de trois étoiles du même, deux en chef et une en pointe, au chef chargé d'un croissant renversé d'argent) (2). Couronne de comte.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles. — Communiqué par M. Champeval).

N° 119. — GAY DE NEXON (N. Hébrard de Veyrinas, épouse de N. de) (3).

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre signée « Veyrinas de Nexon » et adressée au sieur Teyssart, à Cognac. (Nexon, 5 mars 1784).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Gay de Nexon (d'azur, au chevron d'or accompagné de trois chaussetrappes d'argent, deux en chef et une en pointe) (4), celui de sénestre à deux barres accompagnées en chef d'une croix ancrée (5). Couronne de comte. Supports, deux lévriers.

(1) Seigneurs de Saint-Priest-Taurion, aujourd'hui commune de ce nom, canton d'Ambazac, arrondissement de Limoges.

(2) Nous donnons la description des émaux d'après l'Armorial général (*Limousin*, f° 119), dont nous avons rectifié la description, qui est assez confuse, conformément au dessin du cachet.

(3) Anne Hébrard de Veyrinas, fille de Luc Hébrard de Veyrinas, conseiller du roi, et de Marie de Loménie ; mariée le 18 février 1746, à Jean-Baptiste-Ferréol de Gay, chevalier, seigneur de Nexon, fils de Philippe-Ignace de Gay, seigneur de Nexon, et de Jeanne de La Grange de Tarnac.

(4) Armorial général, *Limousin*, f° 149.

(5) Ces armes ne sont pas celles d'Hébrard de Veyrinas. (Voir cet article).

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 120. — GAY DE NEXON (Jean-Joseph, chevalier de) (1).

Cachet ovale (21^{mm} sur 18), plaqué sur des lettres à M^{me} de Nexon, mère du signataire (Verdun, 1^{er} mars 1887; sans lieu, 28 octobre 1787, 11 mars 1788).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson aux armes. Couronne de marquis.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 121. — GENTIL (N.) (2), seigneur de Lajonchat (3).

Cachet ovale (18^{mm} sur 15), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Saint-Yrieix, 22 janvier 1779).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes (d'azur, à l'épée nue d'argent, mise en pal la pointe en haut, sous laquelle passe un chevron du même accompagné de trois roues de Sainte-Catherine également d'argent, 2 et 1) (4). Couronne de marquis. Supports. deux lévriers.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 122. — GUILLAUME DE ROCHEBRUNE (N. de) (5).

(1) Les lettres étant signées « I.-I. ch^r de Nexon » (sauf une signée « Laplive de Nexon »), nous pensons que le cachet doit être attribué à Jean-Joseph de Gay de Nexon, fils de Jean-Baptiste-Ferréol de Gay, seigneur de Nexon, et d'Anne Hébrard de Veyrinas.

(2) Probablement Léonard Gentil, seigneur de Lajonchat, fils d'autre Léonard et de Marie Desmaisons de Bonnefon; marié le 23 février 1745 à Anne Valette, fille de Pierre Valette et de Gabrielle de Cramarigeas; assista en 1789 à l'assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Saint-Yrieix.

(3) Aujourd'hui commune, canton et arrondissement de Saint-Yrieix.

(4) Les émaux sont ainsi indiqués par Nadaud (*Nobiliaire*, t. II, p. 304). D'après l'Armorial général (*Limousin*, f° 37), le chevron et les roues seraient d'or.

(5) Probablement Pierre-Jean-Baptiste de Guillaume de Rochebrune,

Cachet ovale (26^{mm} environ sur 24), plaqué sur une lettre à M. de Chauffailles (Limoges, 22 janvier 1777).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale écartelé : aux 1 et 4, d'azur, au chevron d'or accompagné en chef de deux étoiles d'argent et en pointe d'un croissant du même ; aux 2 et 3, contre-écartelé d'azur à trois fascés d'or et de gueules, à trois chevrons d'or. Couronne de comte.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles. — Communiqué par M. Champeval).

N° 123. — HAUTEFORT (Gilles d') (1), baron d'Aixe (2), seigneur de Nexon (3).

Cachet ovale (18^{mm} sur 16), plaqué sur un certificat délivré par Gilles, marquis d'Hautefort, comte de Montignac et de Beaufort, vicomte de Ségur, Templeux, La Fosse, baron de Thenon, Aixe, La Flotte, seigneur de Juillac, La Borie, Génis, Savignac, Nexon, La Mothe, Bellefille, Le Ménil, Saint-Firmin Obvillier, Pierre-Pont, Champien, Fonches, Auberives, La Guiterie et autres places, grand et premier écuyer de la reine ; ledit certificat relatif à la charge de maréchal-des-logis des écuries de la reine exercée par Jacques de Pradel, sieur de La Mase (Paris, 30 septembre 1681).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à trois forces (d'or, à trois forces de sable). Couronne de marquis. Bordure de grènetis.

(Archives de la famille Pradel de Lamaze. — Communiqué par M. Champeval).

N° 124. — HÉBRARD (4) **DE VEYRINAS** (Luc) (5).

seigneur de La Grange et de Courdelas, qui faisait partie, en 1789, de l'ordre de la noblesse pour le Haut-Limousin. (NADAUD, t. IV, p. 668).

(1) Né vers 1612, fils de Charles d'Hautefort, marquis de Montignac, etc., et de Renée du Bellay ; mousquetaire du roi, lieutenant de cavalerie, lieutenant-colonel, enseigne des gendarmes du Dauphin, capitaine-lieutenant des gendarmes d'Anjou, lieutenant-général ; premier écuyer de la reine le 19 mars 1675 ; marié à Marthe d'Estourmel, fille de Louis, seigneur d'Estourmel, et de Marthe de Neubourg ; mort le 31 décembre 1693.

(2) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Saint-Yrieix.

(4) Famille originaire du Quercy, dont une branche s'était établie anciennement en Limousin.

(5) Fils de Jacques Hébrard et de Catherine Origet ; conseiller du roi,

Cachet ovale (21^{mm} environ sur 19), plaqué sur une lettre à M. de Loménie, notaire royal (23 juillet 1750).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale (d'or), au dextrochère (de gueules) armé d'une lance du même et accompagnée de deux étoiles (d'azur) 2 et 1 (1). Sans couronne.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 125. — HÉBRARD DE VEYRINAS (Marie de Sanzillon, épouse d'André) (2).

Cachet (21^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon, sœur de la signataire (Saint-Yrieix, 23 mai 1778).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes (le champ est d'azur et non d'or) (3). Couronne de comte. Supports, deux sauvages.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 126. — HÉLIE DE POMPADOUR (4) (Arnoul ou Renoul) (5).

Sceau rond (21^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée

contrôleur-général des finances de la généralité de Limoges; marié 1^o à Marie de Loménie; 2^o à Marie-Jeanne de Berny.

(1) On trouve aussi les étoiles d'or et le champ d'azur. L'Armorial général (*Limousin*, f^o 315), donne un blason de fantaisie : de sinople, à la fasce d'or.

(2) Fille de Jean-Baptiste de Sanzillon, chevalier, seigneur des Barrières et de La Bonnetie; mariée en 1764 à André Hébrard, seigneur de Veyrinas, gendarme de la garde, fils de Luc Hébrard, seigneur de Veyrinas, et de Marie-Jeanne de Berny.

(3) Le blason ainsi modifié n'est pas conforme aux règles héraldiques.

(4) Nous donnons, sous ce numéro et les suivants, les sceaux des seigneurs de Pompadour qui furent également seigneurs de Cromières en Haut-Limousin (aujourd'hui commune de Cussac, canton d'Oradour-sur-Vayres, arrondissement de Rochechouart).

(5) Arnoul, *alias* Renoul ou Ramnulphe Hélié, seigneur de Pompadour et de Cromières, fils de Geofroi IV Hélié, seigneur de Pompadour, et de Philippe de La Garde; marié 1^o le 13 juillet 1355, à Galiène de Chanac, fille de Guy, seigneur de Chanac, et d'Eustache de Comborn, morte en 1361; 2^o en 1364, à Constance de La Marche, fille de Guillaume de La Marche et de Jeanne de La Motte; mort après 1399.

par Arnoul de Pompadour, chevalier, sur les guerres du Limousin (Limoges, 16 octobre 1353).

Légende. — † S A..... D... ..R CHL.

(*Scel Arnoul de Pompadour, chevalier*).

Dessin. — Ecu portant trois tours (d'azur, à trois tours d'argent maçonnées de sable, 2 et 1).

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 87, f° 6881).

N° 127. — LE MÊME.

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Renoul de Pompadour, chevalier (8 novembre 1353).

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit à trois tours accompagnées d'un lambel de trois pendants mouvants du chef dans une arcature à plusieurs lobes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Pompadour).

N° 128. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance du 3 mai 1354.

Légende. — ...AS.

(*...Hélias*).

Dessin. — Ecu à trois tours, entouré de palmettes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 188, f° 7133).

N° 129. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Renoul Hélié, sire de Pompadour, chevalier (Limoges, 25 juin 1354).

Légende. — ...NOL ...PADOR.

(*...Arnol ... Pompador*).

Dessin. — Ecu portant trois tours.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 169, p. 5337).

N° 130. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par le même pour les guerres de Limousin et de Périgord (Limoges, 18 juillet 1354).

Légende. — ...NOL ...LIAS.

(*...Arnol Helias*).

Dessin. — Ecu portant trois tours, à la bordure (les tours sont plus petites qu'au numéro précédent).

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 188, n° 7133).

Voir figure 28.

N° 131. — HÉLIE DE POMPADOUR (Jean) (1).

Sceau rond (20^{mm}), appendu à des quittances données par Jean Hélie (2) (Montignac, 26 janvier 1407; Périgueux, 16 février et 3 mars 1407).

Légende. — ...LIAS.

(... *Helias*).

Dessin. — Dans un trilobe, écu droit à trois tours, supporté par deux lions.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 59, n° 4499).

N° 132. — JOUSSINEAU DE FAYAT (3) (Jeanne) (4), épouse de N. La Grange, sieur de Reignac.

Cachet ovale (22^{mm} environ sur 17 ou 18), plaqué sur une lettre signée « Fayat de Reignac » et adressée à M. de La Chatonnie, à Treignac (Reignac, janvier 1751).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes de Joussineau (de gueules, au chef d'or). Couronne de comte.

(Archives de M. le comte de Montbron. — Communiqué par M. Champeval.

N° 133. — JOUSSINEAU DE FAYAT DE SAINT-MARTIN (N. de) (5).

(1) Jean 1^{er} Hélie, seigneur de Pompadour et de Cromières, fils de Renoul Hélie, seigneur de Pompadour et de Cromières, et de Galiène de Chanac; marié 1^o en 1774, à Madeleine de Ventadour, fille de Bernard 1^{er}, vicomte de Ventadour, et de Marguerite de Beaumont; 2^o en 1394 à Alix de Cosnac, fille de Jean, seigneur de Cosnac, et de Marthe de Born; était mort en 1424.

(2) Il est appelé Jehanot dans la quittance du 3 mars 1407.

(3) Aujourd'hui commune de Château-Chervix, canton de Saint-Germain-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(4) Née le 2 mars 1720; fille de François-Aimé Joussineau, sieur de Fayat et de Saint-Martin-Sept-Pers, et de Catherine de Veyny; mariée à N. La Grange, sieur de Reignac.

(5) Fille de François-Aimé de Joussineau, seigneur de Fayat et de Saint-Martin, et de Catherine de Veyny; religieuse aux Allois.

Cachet ovale (22^{mm} sur 18 environ), plaqué sur une lettre signée « Sr de Fayat de Saint-Martin » et adressée à M^{me} de Parel, à Treignac (aux Allois, 27 septembre 1770).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, couronne de comte. Supports, deux gantes.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles.
— Communiqué par M. Champeval).

N° 134. — JOUSSINEAU (Joseph de) (1), marquis de Tourdonnet (2).

Cachet ovale (24^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Tourdonnet, 28 septembre 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rocaille aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux sauvages.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 135. — JOUSSINEAU DE TOURDONNET (Jean de) (3).

Cachet ovale (25^{mm} sur 22), plaqué : 1° sur un acte conférant au sieur Massénat l'office de juge des prévôts de Lentilhac et Gondres, dépendant de l'abbaye d'Uzerche (Meaux, 26 décembre 1779); 2° sur une lettre à M^{me} de Nexon (Meaux, 1^{er} avril 1780).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson rocaille aux armes, timbrés d'une couronne de marquis accostée d'une mitre et d'une crosse. Supports, deux sauvages.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Fils de François-Annet (ou Aimé) de Joussineau, marquis de Tourdonnet, et de Marie-Anne de Maumont; écuyer du roi, maître de la garde-robe du comte d'Artois.

(2) Aujourd'hui commune de Château-Chervix, canton de Saint-Germain-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(3) Né en 1738; fils de François-Aimé de Joussineau, marquis de Tourdonnet, et de Marie-Anne de Maumont; abbé d'Uzerche du 11 juin 1769 au 16 février 1782; vicaire-général de Meaux.

N° 136. — LANSADE (Dominique de) (1), seigneur de Meuzac (2).

Cachet ovale (22^{mm} sur 18), plaqué sur un testament daté de Brive le 3 octobre 1773.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale d'azur, à deux lames d'argent la pointe en haut, posé sur un socle et supporté par deux lions. Couronne de marquis.

(Archives de M. le marquis de Cosnac. — Communiqué par M. Champeval).

N° 137. — LA PORCHERIE (3) (Pierre de) (1216),

Sceau rond.

Légende. — † S' PETRI : LA : PORCHARIA.

Dessin. — Ecu droit à un porc passant.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 336).

N° 138. — LE MÊME (1221).

Sceau rond.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit à un porc passant, à un chef fascé.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 361).

N° 139. — LA PORCHERIE (Seguin de) (4). (xiii^e siècle).

(1) Fils de François de Lansade, écuyer, seigneur de Saint-Bonnet et de Chanat, coseigneur d'Allassac, et de Marie Teyssier de Cardillac; capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis; marié le 27 décembre 1778 à François-Henriette de Cosnac, fille de Daniel-Joseph marquis de Cosnac et de Marie-Anne de Lostanges. — Messire Dominique de Lansade, seigneur de Meuzac, Preissac et Logerie, figure en 1789 dans l'ordre de la noblesse pour la sénéchaussée de Limoges (NADAUD, *Nobiliaire*, p. 671).

(2) Aujourd'hui commune de Meuzac, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-Jean-Ligoure, canton de Pierre-buffière, arrondissement de Limoges.

(4) Probablement Seguin de La Porcherie, qui vivait en 1247 et 1249.

Sceau rond (55^{mm}). Matrice ronde à trois anneaux extérieurs.

Légende. — † SIGILLVM SEGVI : LAPORCHARIA :

(*Sigillum Seguini Laporcharia*).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, l'épée haute, galopant de sénestre à dextre, portant un bouclier à deux lions léopardés, à un lambel de trois pendants. La légende entre deux bordures de grènetis.

(Communiqué par M. l'abbé Lecler, curé de Compreignac. — Ce sceau a été découvert dans la commune de Paunac, département de la Dordogne. M. Dujarric-Descombes en a donné la description et le dessin dans *le Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. VII, p. 463).

Voir figure 29.

N° 140. — LA RYE (1) (N. de Saint-Martin, épouse de François de) (2), seigneur de Châteautison.

Cachet (fragment), plaqué sur une lettre signée « Saint-Martin de Châteautison » et adressée par M^{me} de Châteautison à son frère (lisez beau-frère) M. de Larye (*sic*), à Bellac (La Berge, 2 février 1761).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à une aigle (d'argent, à une aigle de sable membrée et becquée d'or, qui est de La Rye). Couronne de marquis.

(Archives de M. de Montbron, au château de Montagrier. — Communiqué par M. Champeval).

N° 141. — LA RYE (N..., épouse de N. de), seigneur de La Goutebernard (vers 1761).

Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre de M^{me} de Larye de La Goutebernard à son neveu M. de Larye, à Blac (*sic*) (2 décembre....).

Pas de légende.

(1) Seigneur de La Goutebernard (aujourd'hui commune des Chezeaux, canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, arrondissement de Bellac), de La Berge et de Montagrier (aujourd'hui commune de Saint-Bonnet, canton et arrondissement de Bellac), de La Coste (aujourd'hui commune de Mézières, même arrondissement).

(2) N. de Saint-Martin, mariée à François de La Rye, chevalier, seigneur de Châteautison.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales : celui de dextre, à une fasce onnée; celui de sénestre aux armes de La Rye. Couronne de comte. Supports, deux lions.

N° 142. — LA RYE (N..., épouse de N. de) (vers 1761).

Cachet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre de M^{me} de La Rye à sa tante M^{me} de La Berge, à Bellac (La Coste, 27 mars)
Pas de légende.

Dessin. — Deux écussons accolés : celui de dextre aux armes de La Rye; celui de sénestre d'azur, à trois losanges d'or, 2 et 1. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron. — Communiqué par M. Champeval).

N° 143. — LASTOURS (1) (Ramnulf de) (2), évêque de Périgueux.

Fragment de sceau ogival (64^{mm} sur 45), appendu à des lettres par lesquelles l'évêque et le clergé de Périgueux demandent au roi de leur envoyer un bon sénéchal (sans date; vers 1226).

Légende. — ...AMNVLF...

(... *Ramnulf*....).

Dessin. — Un évêque debout, vu de face, mitré et bénissant.

CONTRE-SCEAU.

Rond (17^{mm}).

Légende. — PAX VOBIS.

Dessin. — Un *Agnus Dei*.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6810).

Voir figures 30 et 30 bis.

N° 144. — LASTOURS (Guy de), chevalier.

Sceau rond, appendu à une donation à la chartreuse de Glandier. (novembre 1232).

Légende. — S' GVIDONIS DE TVRRIBVS.

(*Sigillum Guidonis de Turribus*).

(1) Aujourd'hui commune de Rilhac-Lastours, canton de Nexon, arrondissement de Limoges.

(2) Fils de Golfier de Lastours et d'Alpaïs de Pierrebuffière; évêque de Périgueux en 1210; vivait encore en 1231.

Dessin. — Ecu semé de fleurs de lys, à trois tours (d'azur, semé de fleurs de lys, à trois tours d'argent brochantes sur le tout).

CONTRE-SCEAU.

Rond.

Légende. — SECRETVM.

Dessin. — Ecu à trois croix, au lambel de cinq pendants.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, p. 2309).

N° 145. — **LASTOURS** (Séguin de) chevalier.

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres d'Angoumois et de Limousin (Paris, 3 février 1380, n. st.).

Légende. — ...EGVI....

(... Séguin)

Dessin. — Ecu à trois tours.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 107, f° 8357).

N° 146. — **LASTOURS** (Jean de) (1), baron de Lastours.

Sceau ovale (26^{mm} sur 21), apposé sur les quittances données par Jehan de Lastours, seigneur et baron dudit lieu, guidon d'une compagnie de cinquante hommes d'armes des ordonnances du roi sous la charge de M. de Bourdeille (Paris, 9 juin 1568 et 9 août 1569).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en forme de cartouche; on ne distingue plus rien du côté dextre de l'écu; du côté sénestre, on voit une tour accompagnée de fleurs de lys, deux en chef et une en pointe.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Lastours, n° 3 et 4).

N° 147. — **LA VERGNE** (N. de), seigneur de Champagnac (2).

(1) Probablement Jean de Lastours, baron de Lastours, Campagne, Nexon, Bessoulx, Saint-Michel-Lastours, etc., chevalier de l'ordre; marié par contrat du 25 juillet 1570 à Madeleine de Pierrebuffière, dame de Murat et de Fleurac, fille de François de Pierrebuffière, vicomte de Comborn, et de Catherine-Jeanne Chabot; mort peu après le 14 août 1576.

(2) Probablement paroisse de Château-Chervix, où M. de Champagnac

Cachet ovale (17^{mm} sur 15) plaqué sur une lettre au comte de Sainte-Fère (Montentois, 8 mars 1775).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale à trois croisettes, 2 et 1 (1). Couronne de comte, palmettes.

(Communiqué par M. Champeval).

N° 148. — L'HERMITE (Jean) (2), écuyer.

Sceau rond (27^{mm}) appendu à une quittance de gages pour les guerres de Guienne (Périgueux, 15 février 1408, n. st.).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu à trois chevrons (3), penché, timbré d'un heaume, supporté par

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 59, f° 4527).

N° 149. — LOMÉNIE (N. de) (4).

Cachet octogonal (13^{mm} environ), plaqué sur une lettre à M. de Loménie-Lépline, neveu du signataire, à Montcut (Sainte-Bazeille, 8 juin 1669).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson (d'or), au chêne terrassé (de sinople), au chef chargé de trois étoiles. Casque taré de profil et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 150. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (16^{mm} environ sur 14), plaqué sur des lettres

donnait son adresse. Aujourd'hui commune de ce nom, canton de Saint-Germain-le-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(1) D'après Nadaud (*Nobiliaire*, t. III, p. 63), les armes seraient : d'azur, à trois cygnes d'argent, 2 et 1.

(2) Probablement Jean L'Hermite, seigneur de La Rivière (aujourd'hui commune d'Augne, canton d'Eymoutiers, arrondissement de Limoges), de Souliers (aujourd'hui commune de Janailhac, canton de Nexon, même arrondissement) et le Traslage (aujourd'hui commune de Vicq, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix), né en 1378. panetier du roi Charles VII.

(3) D'argent, à trois chevrons de gueules.

(4) Famille originaire de Limoges (NADAUD, *Nobiliaire*, t. III, p. 505).

signées « De Loménie, p^{bre} indigne », et adressées à son cousin, M. de Loménie, notaire royal à Montcut (Pluviers, 27 septembre et 19 décembre 1669).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (le chef à trois losanges et un besant en pointe). Casque taré de profil et accompagné de rameaux qui descendent le long de l'écusson.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 151. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (15^{mm} environ sur 13), plaqué sur une lettre signée « de Loménie » et adressée à son cousin, M. de Loménie, notaire royal (Flavignac, 14 juin 1674).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, cimé d'un sauvage tenant une flèche de la main droite et une massue de la main gauche. Supports, deux lions.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 152. — LOMÉNIE DE FAYE (N. de).

Cachet rond ou ovale (de petite dimension), plaqué sur une lettre signée « De Loménie Faye », et adressée à M. de (nom illisible), notaire royal à Saint-Yrieix (Faye, 11 janvier 1677).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson de forme ordinaire, au chef chargé de trois losanges. Casque taré de face et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 153. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (15^{mm} sur 13), plaqué sur une lettre à M. de Loménie le jeune, à Montcut (Grandmont, 15 février 1677).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson au chêne terrassé, accosté de deux lions, affrontés et accompagné en pointe d'un tourteau (de sable), au chef (d'azur) chargé de trois losanges (d'argent). Casque taré de profil et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 154. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet octogonal (16^{mm} environ), plaqué sur une lettre à M. de Loménie fils, à La Gasne (La Réolle, 20 janvier 1679).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux mêmes armes que le numéro précédent, moins les lions affrontés. Casque taré de face.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 155. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (13^{mm}), plaqué sur une lettre à M. de Loménie, à Montcut (Bordeaux, 10 avril 1688).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale parti : au 1, de Loménie (au type définitif⁽¹⁾ : le chêne, le tourteau et le chef aux trois losanges); au 2, à un arbre autour duquel s'enroule un serpent. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 156. — LE MÊME.

Cachet ovale (16^{mm} sur 14), plaqué sur une lettre à M. des Cars d'Auradour (Bordeaux, 4 septembre 1700).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Couronne de comte. Supports, deux lions.

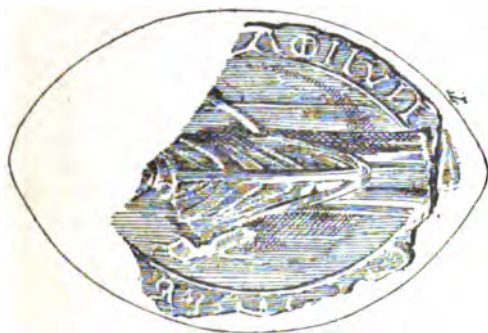
(1) Définitif en ce qui concerne cette branche, car d'autres branches ont adopté des armes un peu différentes. Le dossier Loménie, au Cabinet des titres, contient une *généalogie* imprimée avec blasons; cette *généalogie* commence par François de Loménie, seigneur de Faye, dont le blason est à un chef d'azur chargé de trois mondes d'argent croisetés d'or, et qui est marié à Louise de Loménie, dont le blason porte le chef aux trois losanges. Charles de Loménie, conseiller du roi et secrétaire de son cabinet, entoure ses armes d'une bordure engrêlée de gueules. Consulter, en outre du dossier de la Bibliothèque nationale (Pièces originales, Loménie), plusieurs blasons inscrits dans l'Armorial général de 1696, *Limousin et Paris*.



28



30 bis



30



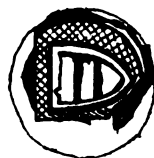
29



36



35



34



33



32



31

28. Sceau de Arnoul Hélié de Pompadour, 1354 (n° 130). — 29. Sceau de Seguin de La Porcherie, XIII^e siècle (n° 139). — 30 et 30 bis. Sceau et contre-sceau de Hamulfe de Lastours, vers 1296 (n° 143). — 31. Sceau de Guillaume de Maumont, 1275 (n° 173). — 32. Sceau d'Aymar de Maumont, 1349 (n° 174). — 33. Sceau du même, 1350 (n° 175). — 34. Sceau du même, 1351 (n° 176). — 35. Sceau de Guérard de Maumont, 1386 (n° 177). — 36. Sceau du même, 1387 (n° 178).

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 157. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre à M. de Loménie, à Montcut (10 décembre 1700).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson de forme ordinaire, à un arbre accosté de deux lions affrontés, au chef chargé de trois étoiles. Casque taré de feu et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. Communiqué par M. Champeval).

N° 158. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (21^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M. de Loménie, maître de poste de la ville d'Aixe, avec le nom du signataire (Montpouillan, 14 avril 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes : le tourteau est supprimé, et le chef porte trois étoiles; l'or du champ est indiqué. Casque taré de face et orné de lambrequins. Supports, deux griffons.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 159. — LOMÉNIE (N. de).

Cachet ovale (16^{mm} sur 14), plaqué sur une lettre à M. de Loménie, maître de poste de la ville d'Aixe (Sainte-Bazille, 16 novembre 1741).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes (tourteau et losanges). Couronne de comte. Supports, deux griffons.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 160. — LOMÉNIE DE BRIENNE (Etienne-Charles de) (1), archevêque de Toulouse.

(1) Né en 1727; fils de Nicolas-Louis de Loménie, comte de Brienne, et d'Anne-Gabrielle de Chamillart; évêque de Condom en 1760, arche-

Sceau ovale (42^{mm}), apposé : 1° à un état du mobilier des sieurs du tiers-ordre de Saint-François de la ville de Toulouse (Toulouse, 23 mars 1766); 2° à des lettres de prêtrise (Toulouse, 18 septembre 1784).

Légende. — STEPH. CAROL. DE LOMENIE DE BRIENNE
ARCH. EPISCOPUS THOLOSANUS.

(*Stephanus-Carolus de Loménie de Brienne, archiepiscopus Tholosanus*).

Dessin. — Ecusson ovale écartelé : aux 1 et 4, à deux vaches de gueules, accolées, clarinées et accornées d'azur (Béarn), passantes l'une sur l'autre; aux 2 et 3, d'argent, au lion couronné de gueules; sur le tout, Loménie. Couronne ducale, croix patriarcale, chapeau archiépiscopal.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6411 et 6412).

N° 161. — LUR (1) (Giraut de) (2).

Sceau rond (21^{mm}), appendu à des quittances données par Giraut de Lurz, chevalier (20 juillet et 22 août 1354).

Légende détruite.

Dessin. — Écu à trois croissants (de gueules, à trois croissants d'argent, 2 et 1), penché, timbré d'un heaume.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Lur).

N° 162. — LUR (Jean de) (3).

Sceau rond (31^{mm}), appendu 1° à une quittance donnée par Jean de Lur, sénéchal d'Albret, écuyer d'écurie du roi (1^{er} janvier 1478); 2° à une autre quittance donnée par Jean de Lur, conseiller et chambellan du roi, sénéchal d'Albret (24 janvier 1479).

Légende. — IEHAN DE LURE.

Dessin. — Ecu droit à trois croissants.

vêque de Toulouse le 2 février 1763; abbé du Mont-Saint-Michel en juillet 1766; commandeur du Saint-Esprit.

(4) D'après les recherches de M. Champeval, le château de Lur était situé entre La Porcherie et Château-Chervix (aujourd'hui canton de Saint-Germain-les-Belles); cette famille est donc originaire du Haut-Limousin.

(2) Fils de Boson de Lur, seigneur du lieu, et de Jourdain de Joussineau-Fraissinet; marié à Marie Hélic de Chabrignac.

(3) Fils de Bertrand II de Lur, seigneur de Fraissinet, du Breuil, de Longa, etc., et de Marie de Couderc; marié à Létice de Pommiers, fille de Gombaud de Pommiers.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Lur).

N° 163. — LUR (Pierre de) (1).

Sceau rond (32^{mm}), plaqué sur une quittance donnée par Pierre de Lur, l'un des cent gentilshommes du roi, capitaine du château de Saint-Sever (26 octobre 1515).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit écartelé : au 1, de Lur ; au 2, à un lion ; au 3, fascé ; au 4, contre-écartelé ; aux 1 et 4, à une croix ; aux 2 et 3, à un vase à anse d'où sortent des lys (ou des flammes?). Rinceaux dans le champ.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Lur).

N° 164. — MAISONS (N. des), seigneur de Bonnefont (2).

Cachet ovale (19^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre au chevalier de Reignac (Saint-Junien, 20 janvier 1772).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à une porte de ville flanquée de deux tours et accompagnée en chef de deux étoiles (3). Couronne de comte.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 165. — MALEDENT (4) DE LA POUJADE (N. de).

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur des lettres à M. de

(1) Fils de Pierre II de Lur et d'Isabelle de Montferrand ; marié 1^o à Jeanne d'Aubusson, fille d'Antoine d'Aubusson et de Louise de Peyre, veuve de Foucauld, seigneur de Pierrebuffière ; 2^o en 1535, à Nicole de Lisle, fille de Jean de Lisle et de Marguerite Guy.

(2) Aujourd'hui commune de Saint-Just, canton et arrondissement de Limoges.

(3) NADAUD, *Nobiliaire*, t. III, p. 139 : d'argent, au chêne de sinople accosté de deux maisons de gueules et surmonté de deux étoiles de sinople en chef. — Armorial général, *Limousin*, f° 125 : de gueules, à deux tours d'or maçonnées de sable, girouettées d'argent, au chef d'argent chargé de trois étoiles de sable.

(4) Famille qu'on croit originaire d'Angleterre, mais établie très anciennement à Limoges.

Lamaze, lieutenant général, à Uzerche (Brive, 12 juin 1716; Lacabane, 14 mai 1718; Brive, 24 novembre 1720).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à trois lions léopardés (d'azur, à trois lions léopardés d'or) (1), sans indication d'émaux. Couronne de comte. Bordure de grenetis.

(Archives de la famille Pradel de Lamaze. — Communiqué par M. Champeval).

N° 166. — LE MÊME.

Cachet ovale (23^{mm} sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Lamaze (2), « lieutenant-générale » d'Uzerche, sœur de M. de Maledent (Perpignan, 9 juin 1731).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes (émaux indiqués). Couronne de comte. Bordure de filets.

(Archives de la famille Pradel de Lamaze. — Communiqué par M. Champeval).

N° 167. — MALEDENT DE LACABANE (N. de) (3).

Cachet octogonal (18^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre à M. de Lamaze, conseiller du roi, lieutenant-général à Uzerche (Brive, 5 janvier 1736).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, de Maledent; au 2, à un sautoir(?). Couronne de comte. L'écusson accosté de palmettes.

(Archives de la famille Pradel de Lamaze. — Communiqué par M. Champeval).

N° 168. — MALEDENT (François-Joseph de) (4).

Cachet ovale (20^{mm} sur 16), plaqué sur le testament de Marie-

(1) L'Armorial général (*Limousin*, f° 3), ajoute que les lions sont lampassés d'argent.

(2) Gilon-Paule de Maledent.

(3) Peut-être le même que le suivant.

(4) Fils de Pierre de Maledent, seigneur de Lacabane; avocat au Parlement de Bordeaux, lieutenant-général ès sièges royaux de Brive le 17 octobre 1764; seigneur de Lacabane; marié à Marie-Madeleine de Courcelles, fille de N. de Courcelles et de Marie-Jeanne-Elisabeth-Françoise d'Alloneau du Rouillet; mort le 8 décembre 1778.

Madeleine de Courcelles, épouse de François-Joseph de Maledent (Brive, 18 février 1751), et sur une lettre à M^{me} de Gaye (26 septembre 1762).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche accosté de deux palmettes, écusson ovale aux trois lions léopardés. Couronne de comte. Bordure de filets.

(Etude de M^e Massénat, notaire à Brive. — Archives de M. de Malliard).

N° 169. — LE MÊME.

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur un certificat délivré par François-Joseph de Maledent, écuyer, seigneur de Lacabane, conseiller du roi et de M^{sr} le comte d'Artois, lieutenant-général en la sénéchaussée et siège présidial du Bas-Limousin (Brive, 15 janvier 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche orné de rinceaux, écusson ovale aux armes. Couronne de comte. Bordure de grenetis.

(Archives de M. le marquis de La Tourette. — Communiqué par M. Champeval).

N° 170. — **MALEDENT DE FEYTIAT** (Barbe de), épouse de Jean-Martial Rogier, sieur de Nexon.

Voir ci-après, même série, article *Rogier*.

N° 171. — **MANDAT** (N.) (1).

Cachet ovale (19^{mm} environ sur 16), plaqué sur une lettre à M. de Bigorie, avocat au Parlement, intendant du marquis d'Hautefort (Russengeas, 1^{er} août 1722).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson d'azur, au lion d'or, au chef d'argent chargé d'une hure de sanglier de sable accostée de deux roses de gueules. Couronne de comte. Palmettes.

(Communiqué par M. Dutheillet de Lamothe, notaire à Caramija, près Lubersac.

(1) Famille originaire du Limousin (SAINT-ALLAIS, *Nobiliaire universel*, t. III, p. 360).

N° 172. — MARSANGES (Jean de) (1), seigneur de Vaulry (2).

Cachet ovale (24^{mm} sur 22), plaqué sur les preuves de noblesse de Jacques de Marsanges de Vaulry pour l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (12 octobre 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés ; celui de dextre d'argent, à trois merlettes de sable, 2 et 1, qui est de Marsanges ; celui de sénestre de gueules, à trois couples de chiens d'argent mis en fasce et posées 2 et 1, les laisses d'azur posées en fasce, qui est de Beaupoil.

(Archives départementales du Rhône, fonds de Malte, H 194, f° 851).

N° 173. — MAUMONT (3) (Guillaume de) (4), seigneur de Maumont.

Sceau rond (33 ou 34^{mm}), appendu à un aveu fait au doyen et au chapitre de Saint-Etienne de Limoges par Guillaume de Maumont, curé de Roziers et d'Egletons, et P. (Pierre), son neveu, seigneurs de Maumont, pour la maison de Maumont, sise en la Cité (4 des nones de juillet 1275).

Légende détruite.

Dessin. — La Vierge vue à mi-corps, tenant l'Enfant Jésus qui est en pied et debout, au-dessus d'une arcature sous laquelle est un priant. A dextre de la Vierge, un écu à une bande accompagnée de six croisettes ou étoiles en orle ; à sénestre, une croix tréflée.

(Archives départementales de la Haute-Vienne, Chapitre, liasse 5978).

Voir figure 31.

(1) Fils de Jacques-François de Marsanges, seigneur de Vaulry, et de Sylvie Mérigot de Sainte-Fère ; baptisé le 11 janvier 1714 ; seigneur de Vaulry, Puyboureaud, Moussac, Bouteix, etc. ; marié le 22 septembre 1744 à Gabrielle de Beaupoil de Saint-Aulaire, fille de Louis de Beaupoil de Saint-Aulaire, seigneur de Gorre, et de Françoise Guingand ; mort le 25 août 1781.

(2) Aujourd'hui commune de Vaulry, canton de Nantiat, arrondissement de Bellac.

(3) Famille d'ancienne chevalerie du Haut-Limousin.

(4) Fils d'Adhémar de Maumont.

Observations. — L'acte parle des sceaux des deux Maumont (*una cum sigillis suis*) ; il paraît certain néanmoins que le sceau ci-dessus a été seul apposé (avec celui de l'officialité de Limoges, dont il subsiste quelques fragments). Le sceau doit vraisemblablement être attribué à Guillaume plutôt qu'à son neveu Pierre ; ce qui semble confirmer cette conjecture, c'est que les armes figurées sur le sceau ne sont point celles de Maumont (un sautoir accompagné de quatre tours), et qu'elles ont une grande ressemblance avec celles des Roger, seigneurs de Roziers (une bande accompagnée de six roses au quintefeuille en orle).

N° 174. — MAUMONT (Aimar de) (1), chevalier.

Sceau rond (19^{mm}), appendu à une quittance de gages pour la garde de la forteresse de Tonnay-Boutonne (Niort, 26 octobre 1349).

Légende. — S AIMAR D' MALMO.

(*Scel Aimar de Malmont*).

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure (d'azur, à deux fasces d'or), dans un trilobe.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5604).

Voir figure 32.

N° 175. — LE MÊME.

Sceau rond (14^{mm}), appendu à une quittance de gages pour service devant Loudun (Loudun, 23 août 1350).

Légende. — ...GILLV...ECRE...

(*Sigillum secretum*).

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure, dans une rose gothique.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5604).

Voir figure 33.

N° 176. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de gages pour service de guerre (devant Saint-Jean-d'Angély, 22 août 1354).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure, sur champ réticulé.

(1) Fils de Guillaume de Maumont, seigneur du lieu.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5603).

Voir figure 34.

N° 177. — **MAUMONT** (Guérard de) (1).

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guienne) (Poitiers, 4 septembre 1386).

Légende. — ... ERART DE MAVM...

(*[Scel] Guerart de Maumont*).

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5605).

Voir figure 35.

N° 178. — **LE MÊME.**

Sceau rond (21^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guienne) (23 juin 1387).

Légende. — S GUERARD D' MAVMOT.

(*Scel Guérart de Maumont*).

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure, dans un trilobe.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5609).

Voir figure 36.

N° 179. — **LE MÊME.**

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guienne) La Rochelle, 12 octobre 1387).

Légende. — SEEL..... DE MAUM.... ...TAUNAY BOUTONE.

(*Scel [Guérart] de Maumont, [seigneur de] Tonnay-Boutonne*).

Dessin. — Ecu portant deux fasces à la bordure, penché, timbré d'un heaume cimé d'un oiseau à tête humaine dans un vol, supporté par deux oiseaux à tête humaine. Dans le champ, deux banderolles, sur chacune desquelles est écrit : NON AUTRE.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 5609).

Voir figure 37.

(1) Guérard ou Gérard de Maumont, chevalier, seigneur de Tonnay-Boutonne, fils d'Airar II de Maumont, seigneur de Tonnay-Boutonne, et de Marie de Parthenay-l'Archevêque; marié 1° à Anne de Thouars; 2° à Anne de Bord, dame d'Ebernon.

N° 180. — **MAUMONT** (Pierre, sire de) (1), xiv^e siècle.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à une quittance de gages, délivrée le 31 juillet 1389 par Jean, sire de Maumont, chevalier, pour services de guerre devant le château de Ventadour.

Légende. — S PIERRE SIRE DE MALMON.

(*Scel Pierre, sire de Malmon*).

Dessin. — Ecu au sautoir engrêlé, cantonné de quatre tours (d'azur, au sautoir engrêlé d'or, cantonné de quatre tours d'argent maçonnées de sable), penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'un vol, dont un cordon de fleurettes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 72, f° 3611).

Observations. — On voit que Jean de Maumont avait fait usage du sceau de son père.

Voir figure 38.

N° 181. — **MAUMONT** (Antoine de) (2), seigneur de Saint-Vitte (3).

Sceau rond (26^{mm}), apposé sur une quittance donnée au receveur du domaine royal par Antoine de Maumont dit de Saint-Vic (*sic*), écuyer panetier du roi (1^{er} août 1478).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes entouré d'un cordon formé de fleurons.

(Archives de M. le comte de Noailles, au château de Noailles).

(1) Seigneur en partie de Maumont, de Gimel, de Châteauneuf et de Tournœlle; fils de Bertrand de Maumont; marié à Anne d'Aubusson, fille de Renaud d'Aubusson, vicomte de La Feuillade, et de Marguerite N.

(2) Fils d'Alexandre de Maumont et de Philippie d'Aubusson; seigneur de Maumont en partie et de Saint-Vitte; écuyer panetier du roi, garde des sceaux de la vicomté de Limoges; marié à Catherine de Pierrebuffière, fille de Louis, seigneur de Pierrebuffière, et de Marie de Rochechouart.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-Vitte, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

N° 182. — MAUMONT DE LA RIBEYRIE (1) (Auguste-Gabriel-Antoine de) (2).

Cachet ovale (22^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M. de La Salvanie, à Tulle (Badefol, 29 février 1780).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre aux armes de Maumont; celui de sénestre aux armes de Bonneguise (d'azur, à la croix alaisée d'or, cantonnée aux 1 et 4 d'un besant d'argent, et aux 2 et 3 d'une fasce alaisée du même). Couronne de comte.

(Archives de M. Clément-Simon, au château de Bach).

N° 183. — MONFRABEUF (3) (Jacques-Joseph de) (4).

Cachet ovale (23^{mm} sur 21), apposé sur un testament reçu à Brive le 17 novembre 1759.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale parti : au 1, d'azur, à un lion d'or, armé, lampassé et couronné du même, qui est de Monfrabeuf; au 2, de gueules, à une coquille d'argent en chef et un croissant du même en pointe, accostés de deux épées d'or posées en pal, la pointe en bas, qui est de Sahuguet d'Espagnac. L'écusson posé sur un cartouche, timbré d'une couronne de marquis et supporté par deux chevreuils.

(Etude de M^e Eschapasse, notaire à Brive).

(1) Aujourd'hui commune de Saint-Gilles-les-Forêts, canton de Châteauneuf, arrondissement de Limoges.

(2) Né en avril 1737; fils d'Antoine de Maumont, seigneur de La Ribeyrie, et de Louise Germain; marié à Marie de Bonneguise, fille de Jean de Bonneguise, seigneur de La Martinie en Périgord, et de Marie Gravière.

(3) *Alias* Monfrebeuf et Montfrebeuf. Nous avons suivi l'orthographe de l'acte. — Aujourd'hui commune de Marval, canton de Saint-Mathieu, arrondissement de Rochechouart.

(4) Fils de Pierre de Monfrabeuf, seigneur de Razac, et d'Anne de Sahuguet d'Espagnac; seigneur de Razac, La Bouige, Cherveix, etc.; capitaine des grenadiers au régiment d'Anjou; marié à Louise de Lubersac, fille de Pierre de Lubersac, seigneur de Chabrignac, et de Jeanne-Julie Chapelle de Jumilhac.

N° 184. — NEUFVILLE (Louis de) (1), seigneur de Neufville (2).

Sceau rond (24^{mm}), appendu à une quittance donnée par Loys de Neufville, seigneur du dit lieu, porteur d'enseigne d'une compagnie de cinquante lances des ordonnances du roi (24 juillet 1537).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit à une croix (de gueules, à la croix vidée d'argent, remplie de sinople), accosté de palmettes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, t. 2100, Neufville, n° 36).

N° 185. — LE MÊME.

Signet rond (12^{mm}), appendu sur papier à une quittance de gages donnée par Loys de Neufville, chevalier, porteur d'enseigne d'une compagnie de cinquante lances des ordonnances du roi (6 mai 1546).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu penché à une croix, sommé d'un casque taré de face, cimé de..... et orné de lambrequins.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, t. 1200, Neufville, n° 37).

N° 186. — NEUFVILLE (Antoine de) (2), baron de Magnac (3).

Sceau ovale (22^{mm} sur 18), appendu à deux quittances de gages données par Antoine de Neufville, seigneur et baron de Magnac, chevalier de l'ordre du roi, conseiller en son conseil d'Etat, gentilhomme ordinaire de sa chambre (18 et 28 décembre 1581).

(1) Fils d'Antoine de Neufville, seigneur de Magnac; marié en 1530 à Louise de Gain, dame de Bort.

(2) Seigneur de Magnac, Laigny, Morlinière, Argental; conseiller au conseil privé et au conseil d'Etat, gentilhomme ordinaire de la chambre, chevalier de l'ordre de Saint-Michel; marié à Claude du Bellay-la-Flotte; mort le 28 juin 1590.

(3) Aujourd'hui Magnac-Laval, chef-lieu de canton, arrondissement de Bellac.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu en bannière à une croix, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, t. 2101, Neufville, f^o 5 et 6).

N^o 187. — **ORADOUR** (1) (Hélie d'), chevalier.

Sceau appendu à un acte de 1290.

Légende (?).

Dessin. — Ecu à un chef bastillé de six billettes, trois à dextre et trois à sénestre, à une croix brochant sur le chef.

(NADAUD, *Nobiliaire*, t. III, p. 303).

N^o 188. — **PEMBROKE** (N., comtesse de), dame de Beynac (2) et Champagnac (3).

Sceau rond, appendu à une charte de 1326.

Légende (?).

Dessin. — Ecusson parti : au 1, à... (?); au 2, à deux pals vairés surmontés d'un lambel.

(D'après un croquis conservé à la Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f^o 361).

N^o 189. — **PERUSSE** (Audoin de) (4).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à une transaction avec la Chartreuse de Glandier (le 3 des calendes de novembre 1309).

(1) Aujourd'hui commune et canton d'Oradour-sur-Vayres, arrondissement de Rochechouart.

(2) Aujourd'hui commune de Beynac, canton d'Aixe, arrondissement de Limoges.

(3) Probablement Champagnac, commune de Château-Chervix, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix.

(4) Probablement Audoin 1^{er} de Pérusse, seigneur de Saint-Bonnet; fils de Geoffroy de Pérusse, seigneur de Saint-Bonnet; marié en 1281 à Marguerite de Ségur. Cet Audoin est le premier qui soit mentionné comme ayant ajouté au nom patronymique de Pérusse celui de la seigneurie des Cars. Le château de Pérusse est actuellement situé dans le département de la Creuse; mais celui des Cars (improprement appelé d'Escars) est situé sur le territoire de la commune de ce nom, canton de Chalus, arrondissement de Saint-Yrieix.

Légende. — S' AVDOINI : DE : PERVSSIA : MILITIS.

(*Sigillum Audoini de Perussia, militis*).

Dessin. — Ecu droit à un pal de vair (1) accosté de deux coquilles.

(D'après une note et un dessin du recueil de Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 274).

N° 190. — PERUSSE (Itier de) (2).

Fragment de sceau rond (25^{mm}), appendu à un acte portant adhésion à l'appel du comte d'Armagnac au roi de France contre le duc de Guyenne (8 juin 1369).

Légende. — FRERE Y.... DE PERUSE.

(*Frère Ytier de Péruse*).

Dessin. — Un homme de guerre debout, s'appuyant sur sa lance et couvert de son écu, à un pal de vair ; à ses pieds, deux lions.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 9908).

Voir figure 29.

N° 191. — PERUSSE (Gautier de) (3), seigneur des Cars.

Sceau rond (39^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Gautier de Pérusse, seigneur des Cars, chevalier, conseiller et chambellan du roi, commis à faire asseoir en Limousin l'aide pour le recouvrement du château et de la forteresse de Thenon en Périgord (18 février 1440, n. st.).

Légende. — S GAUTIER DE PERUSSE SEIGNEUR DES CARS.

(*Scel Gautier de Pérusse, seigneur des Cars*).

Dessin. — Ecu au pal de vair; penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête humaine, supporté par deux sauvages.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t° 187, f° 7055).

(1) De gueules, au pal de vair.

(2) Chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de Bellechassagne en Bas-Limousin.

(3) Fils d'Audoin III de Pérusse, baron des Cars, seigneur de La Vauguyon, et de Marguerite-Hélie de Pompadour; conseiller et chambellan du roi Charles VII; sénéchal de Limousin; marié 1° en 1432, à Jacqueline de Saint-Man, veuve de N. de Saint-Julien; 2° le 17 octobre 1511, à Andrée de Montberon, fille de François de Montberon, vicomte d'Aunay, et de Louise de Clermont; vivait encore en 1469.

N° 192. — PÉRUSSE (Jacques de) (1), seigneur des Cars.

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance de gages de l'office de capitaine donné par Jacques des Cars, seigneur du lieu, gentil-homme de la chambre du dauphin et capitaine de cinquante lances (27 juillet 1544).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu au pal de vair.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 159, f° 4423).

N° 193. — PÉRUSSE DES CARS (François de) (2)

Sceau rond (19^{mm}), appendu à une quittance de pension donnée par François des Cars, lieutenant de cinquante lances sous Monseigneur des Cars, son père (13 septembre 1544).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu au pal de vair, timbré d'un fleuron et accosté de deux palmes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 150, f° 4427).

N° 194. — LE MÊME.

Sceau ovale (20^{mm} sur 17), plaqué sur deux quittances données :

(1) Fils de Geoffroy de Pérusse, seigneur des Cars, et de Françoise d'Arpajon ; il fut en outre conseiller du roi en ses conseils, sénéchal de Marsan, Tarsin et Galardan, gouverneur du Périgord ; chevalier de l'ordre le 7 décembre 1561 ; marié 1° à Anne Jourdain de l'Isle, fille de Bernard Jourdain de l'Isle, seigneur de La Motte-Saint-Sézert, et de Marguerite de Montesquiou ; 2° à Françoise de Longwy, dame de Pagny et de Mirabeau, comtesse de Buzançais, veuve en 1543 de Philippe Chabot, comte de Charny, amiral de France, et fille de Jean de Longwy, seigneur de Givry et de Pagny, et de Jeanne, bâtarde d'Orléans-Angoulême.

(2) Fils de Jacques de Pérusse, seigneur des Cars, et d'Anne Jourdain de l'Isle ; comte des Cars, seigneur de Juillac, de Ségur, d'Aixe, de Bussière-Galand, etc. ; lieutenant, puis capitaine de cinquante lances ; chambellan du roi de Navarre, lieutenant général à Bordeaux en 1563 ; gouverneur du Limousin en 1568, conseiller du roi en tous ses conseils, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, chevalier du Saint-Esprit le 31 décembre 1578 ; marié 1° à Claudine de Bauffremont, fille de Claude de Bauffremont, seigneur de Scey, et de Jeanne de Vienne ; 2° à Isabeau de Beauville, veuve de Blaise de Montluc, maréchal de France, mort en 1577, et fille de François de Beauville et de Claire de Laurens ; il vivait encore en 1608.

1° par N. (le nom en blanc) des Cars, chevalier de l'ordre, lieutenant de quarante lances (18 novembre 1562); 2° par N. des Cars, chevalier de l'ordre, capitaine de trente lances (21 avril 1563).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Couronne de comte. Bordure de grenetis. Ce cachet se distingue très nettement des autres, parce que l'écusson est reporté vers la partie supérieure du sceau, afin de laisser plus d'espace à la médaille du collier de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 21 et 32).

N° 195. — LE MÊME.

Signet ovale (24^{mm} sur 20), apposé sur deux quittances données : 1° par François des Cars, chevalier de l'ordre, capitaine du château du Ha (26 avril 1563); 2° par François des Cars, chevalier de l'ordre, capitaine de cinquante lances (13 septembre 1563).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit au pal de vair, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Couronne de comte. Bordure de filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 17 et 18).

N° 196. — LE MÊME, comte des Cars.

Signet ovale (23^{mm} environ sur 18), apposé sur une quittance donnée par François, comte des Cars, chevalier de l'ordre, capitaine de trente lances (11 janvier 1576).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit au pal de vair, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Couronne de comte. Bordure de grenetis.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 33).

N° 197. — LE MÊME.

Signet ovale, plaqué sur une quittance donnée par N., comte des Cars, capitaine de cinquante lances (2 janvier 1578).

Pas de légende.

Dessin. — Analogue à celui du numéro précédent; mais l'écusson est plus petit.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 36).

N° 198. — PERUSSE DES CARS (Jacques de) (1).

Signet ovale (21^{mm} sur 18) apposé sur deux quittances données : 1° par Jacques des Cars, chevalier des ordres du roi, conseiller du roi en son conseil d'Etat (30 décembre 1582); 2° par Jacques des Cars, sieur de Beaufort, conseiller du roi en son conseil d'Etat (26 août 1585).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en forme de cartouche, au pal de vair. Couronne de comte. Bordure de perles.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 41 et 43).

N° 199. — PÉRUSSE DES CARS (N..., épouse de N. de) (vers 1670).

Cachet ovale (21^{mm} environ sur 18), plaqué sur une lettre signée « Votre... servante, Des Cars » et adressée au sieur de Loménie, notaire royal à Montcut (sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Deux écussons accolés : celui de dextre aux armes de Pérusse; celui de sénestre coupé d'un trait, parti de quatre (huit quartiers) : au 1, à trois tourteaux, 2 et 1; au 2, indistinct; au 3, au bâton péri en barre, accompagné de trois fleurs de lys, 2 et 1; au 4, à un lion; au 5, à une bande échiquetée (?), accompagnée de trois fleurs de lys, 2 et 1; au 6, à un lion; au 7, indistinct; au 8, un échiqueté. Couronne ducale.

(Archives de M. le comte de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Fils de François de Pérusse, comte des Cars, et de Claudine de Baufremont; comte des Cars et de Beaufort, seigneur de La Roche-l'Abeille, Nexon, Savignac, Ladignac, Château-Chervix, etc.; chevalier de l'ordre, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé; marié : 1° par contrat du 17 février 1594, à Louise Lejay, dame de Boissequin, fille de Jean Lejay et veuve de Georges de Villequier; 2° en 1604, à Yolande de Livron, fille d'Evard de Livron et de Gabrielle de Bassompierre, morte le 29 juillet 1607; 3° par contrat du 28 novembre 1608 à Olympe Green de Saint-Marsault, fille de Jean Green de Saint-Marsault, seigneur de Maillancy, et de Françoise de Sainte-Maure, et veuve d'Isaac de Salignac, morte en février 1634.





37



38



39



40



41



42



43



44

37. Sceau de Guérard de Maumont, 1387 (n° 179). — 38. Sceau de Pierre, sire de Maumont, 1389 (n° 180). — 39. Sceau d'Ilier de Pérusse, 1369 (n° 190). — 40. Cachet de Marie-Anne de Pérusse des Cars, 1774 (n° 203). — 41. Sceau de Jean, sire de Pierrebuffière, 1355 (n° 219). — 42. Sceau du même, 1371 (n° 221). — 43. Sceau du même, 1372 (n° 222). — 44. Sceau de Louis de Pierrebuffière, 1408 (n° 223).

N° 200. — PÉRUSSE DES CARS (Isabeau de) (1),
 veuve de Raymond de Lasteyrie du Saillant (xvii^e
 siècle).

Cachet ovale (19^{mm} sur 15), plaqué sur une lettre signée « Saillant » (2) (sans date).

Pas de légende

Dessin. — Ecusson parti : au 1, de Lasteyrie (coupé : au 1, à une aigle ; au 2, à un lambel) (3) ; au 2, de Pérusse. Couronne de comte. Cordelière de veuve.

(Archives de M. le marquis de Cosnac. — Communiqué par M. Champeval).

N° 201. — PÉRUSSE (Louis-François de) (4), mar-
 quis des Cars.

Cachet ovale (18^{mm} sur 15), plaqué sur une ordonnance rendue par le marquis des Cars, gouverneur du Limousin, au bas d'une plainte présentée par M. de Féletz contre des individus qui l'avaient insulté (Saint-Bonnet, 16 octobre 1718).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de marquis.

(Archives départementales de la Corrèze. — Communiqué par M. Vayssière).

(1) Fille de Léonard de Pérusse, comte des Cars, et d'Adrienne de Bourdeille ; mariée en 1629 à Raymond de Lasteyrie du Saillant, vicomte de Comborn, fils de Jean de Lasteyrie du Saillant et de Marie de Prouhet.

(2) Bien que la lettre n'émane pas d'Isabeau de Pérusse, l'attribution du cachet ne saurait faire doute.

(3) Coupé de sable, à l'aigle d'or, et d'argent, au lambel de gueules à trois pendants mouvants du chef.

(4) Né en 1688 ; fils de François III, comte des Cars, seigneur de Saint-Bonnet, Saint-Ybard, La Roche-l'Abeille, La Renaudie et Pranzac, et de Marie de Redon de Salm ; lieutenant-général au gouvernement du Haut et Bas-Limousin ; marié, par contrat du 6 octobre 1708, à Marie-Françoise-Victoire de Verthamon, fille de François de Verthamon et de Marie-Anne de Goury ; mort le 20 juin 1754.

N° 202. — PÉRUSSE DES CARS (Marie-Anne de) (1), épouse de Jacques-François-de-Sales d'Hautefort.

Cachet rond (16^{mm}), plaqué sur un brevet conférant au sieur Dufaure la charge de procureur d'office de la seigneurie de Saint-Chamans (9 avril 1740).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés ; celui de dextre aux armes d'Hautefort (d'or, à trois forces de sable, 2 et 1) ; celui de sénestre aux armes de Pérusse. Couronne de marquis. (Archives départementales de la Corrèze, B, liasse 1107).

N° 203. — PÉRUSSE DES CARS (Marie-Anne de) (2), abbesse de Sainte-Croix de Poitiers.

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre à M. de Nexon (30 juin 1774).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche orné de guirlandes, écusson en losange, aux armes. Couronne ducal cimée d'une crosse.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

Voir figure 40.

N° 204. — PÉRUSSE DES CARS (3) (Gaultier de) (4), seigneur de La Vauguyon (5).

(1) Fille de Charles-François de Pérusse des Cars et de Françoise de La Fond-de-Saint-Projet ; mariée le 27 février 1729 à Jacques-François-de-Sales d'Hautefort, marquis de Saint-Chamans, fils de Charles-Nicolas d'Hautefort et d'Elisabeth de Creil.

(2) Née en mai 1714 ; fille de Louis-François de Pérusse, comte des Cars, et de Marie-Françoise-Victoire de Verthamon ; religieuse à Saint-Ausone d'Angoulême le 22 juin 1732, puis abbesse de Sainte-Croix de Poitiers.

(3) Ce numéro et les suivants se rapportent à la branche de La Vauguyon.

(4) Fils d'Andoin IV de Pérusse des Cars et d'Hélène de Roquefeuil ; conseiller et chambellan du roi Charles VIII ; sénéchal du Périgord et de la Marche, premier chambellan du duc de Bourbon ; marié, par contrat du 13 décembre 1498, à Marie de Montberon, fille de Louis de Montberon, seigneur de Fontaine-Chalendray, et de Radegonde de Rochechouart-Mortemart.

(5) Aujourd'hui commune de Maisonnais, canton de Saint-Mathieu, arrondissement de Rochechouart.

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une quittance donnée par Gaultier des Cars, seigneur de La Vaulguyon, de Varaigne, de La Coussière, baron de Saint-Germain, conseiller et chambellan du Roi (27 juin 1510).

Légende illisible.

Dessin. — Ecu droit aux armes (de gueules à un pal de vair), surmonté d'une banderole.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 8).

N° 205. — PÉRUSSE DES CARS (François de) (1).

Sceau rond (32^{mm}), appendu à une quittance de gages de l'office de capitaine (17 mars 1523).

Légende. — FRANÇOIS DESQUARS, SEIGNEUR DE LA VAUGUYON.

Dessin. — Ecu portant un pal de vair à la bordure engrêlée (d'argent), qui est de Pérusse des Cars de la branche de La Vauguyon.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 159, f° 4425).

N° 206. — PÉRUSSE DES CARS (Jean de) (2).

Sceau rond (21^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée

(1) Fils de Gaultier de Pérusse des Cars et de Marie de Montberon; il est dénommé dans l'acte « baron de Saint-Germain, seigneur de La Vauguyon et de Carency, sénéchal de Bourbonnais, capitaine de vingt-cinq lances »; il fut, en outre, conseiller et chambellan du roi François 1^{er} (1531), gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, chevalier d'honneur et premier écuyer de la reine Eléonore d'Autriche, maréchal et sénéchal de Bourbonnais, lieutenant-général et commandant pour le Roi ès pays de Lyonnais, Dauphiné, Savoie et Piémont; marié, par contrat du 22 février 1516, à Isabeau de Bourbon, princesse de Carency, fille de Charles de Bourbon, prince de Carency, et de Catherine d'Alègre; mort en 1550.

(2) Fils de François de Pérusse des Cars, seigneur de La Vauguyon, et d'Isabeau de Bourbon, princesse de Carency; prince de Carency, comte de La Vauguyon, seigneur de Varaigne, Aix, Abret, Vendat, Saint-Germain en Bassemarche, Confolens, Loubert et Brillac, capitaine de cent hommes d'armes, lieutenant-général des armées du roi en Bretagne, maréchal et sénéchal du Bourbonnais, conseiller et chambellan du roi; chevalier de l'ordre de Saint-Michel (avant août 1559); chevalier du Saint-Esprit le 31 décembre 1578; marié par contrat du 1^{er} octobre 1591 à Anne de Clermont, fille d'Antoine comte de Clermont et de Tonnerre et d'Anne (ou Françoise) de Poitiers; mort en 1595.

par Jean des Cars, chevalier, lieutenant de la compagnie du prince de Salerne (28 janvier 1556, n. st.).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu en cartouche écartelé : aux 1 et 4, au pal de vair, à la bordure engrêlée, qui est de Pérusse de La Vauguyon, au 2 et 3, à trois fleurs de lys, à une bande (d'azur, à trois fleurs de lys d'or, au bâton de gueules péri en bande, chargé de trois lionceaux d'argent, qui est de Bourbon-Vendôme).

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 159, f. 4429).

N° 207. — LE MÊME, sieur de La Vauguyon.

Sceau rond (45^{mm}), appendu à une quittance de gages de l'office de capitaine (15 décembre 1558) (1).

Légende. — IEHAN DES ...R DE LA VAVGVYON.

(Jean des [Cars], seigneur de La Vauguyon).

Dessin. — Ecu en cartouche écartelé aux mêmes armes que le précédent.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 159, f° 4431).

N° 208. — LE MÊME.

Signet ovale (25^{mm} sur 20), plaqué sur une quittance donnée au trésorier des guerres par N. (le prénom en blanc) des Cars, sieur de La Vauguyon, chevalier de l'ordre, capitaine de trente lances (25 janvier 1562).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale à un pal de vair, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Bordure de grenetis entre deux filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 14).

N° 209. — LE MÊME.

Signet ovale (24^{mm} sur 18), apposé sur une quittance donnée par

(1) Autre exemplaire apposé sur une quittance donnée au trésorier des guerres par N. (le nom en blanc) des Cars, sieur de La Vauguyon, chevalier de l'ordre, capitaine de cinquante lances (23 août 1559). (Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 11). — Sur la plupart des quittances, le nom est écrit *Descars* en un seul mot, sans apostrophe et sans majuscules. Même observation pour les signatures. — Le nom de Pérusse n'est que très rarement mentionné.

François (1) des Cars, sieur de La Vauguyon, capitaine de cinquante lances, chevalier de l'ordre (3 octobre 1565).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit écartelé de Pérusse et de Bourbon-Vendôme, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Bordure de filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 20).

N° 210. — LE MÊME.

Signet ovale (27^{mm} sur 19), apposé sur deux quittances données au trésorier des guerres par Jehan des Cars, seigneur de La Vauguyon, prince de Carency, chevalier de l'ordre, conseiller du roi en son privé conseil, capitaine de cinquante lances (8 novembre 1570, 29 juillet 1577).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit écartelé de Pérusse et de Bourbon-Vendôme, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 30 et 38).

N° 211. — LE MÊME.

Signet ovale (22^{mm} sur 17), apposé sur une quittance donnée par Jean des Cars, sieur de La Vauguyon, prince de Carency, chevalier de l'ordre, conseiller du roi en son conseil d'Etat (4 décembre 1583).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson écartelé de Pérusse et de Bourbon-Vendôme, entouré du double collier des ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit. Couronne de marquis. Bordure de filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 42).

N° 212. — PÉRUSSE DES CARS (Claude de) (2), sieur de La Vauguyon.

(1) Il doit y avoir erreur dans le prénom, car les généalogies ne donnent, pour la branche de La Vauguyon, qu'un seul François (celui qui épousa Isabeau de Bourbon, princesse de Carency), lequel mourut en 1550. — Le cachet ci-dessus nous paraît se rapporter comme les précédents, à son fils Jean des Cars.

(2) Fils de Jean de Pérusse des Cars, comte de La Vauguyon, prince de Carency, et d'Anne de Clermont; gentilhomme ordinaire de la chambre; mort le 6 mars 1586.

Signet ovale (22^{mm} sur 17), apposé sur une quittance donnée par Claude des Cars, sieur de La Vauguyon, le jeune (1^{er} octobre 1578).
Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en forme de cartouche, au pal de vair, entouré du collier de l'ordre. Couronne de marquis.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 38).

N° 213. — PÉRUSSE DES CARS (1) (Jacques de) (2), sieur de Merville.

Sceau ovale (23^{mm} sur 20), plaqué sur une quittance du 1^{er} avril 1567.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit au pal de vair. Bordure de grenetis.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 22).

N° 214. — LE MÊME.

Sceau ovale (29^{mm} sur 26), plaqué sur une quittance du 10 avril 1568.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit au pal de vair. Un fleuron au-dessus de l'écu. Bordure d'or entre deux bordures de filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 26).

N° 215. — LE MÊME.

Signet ovale (28^{mm} sur 18), plaqué sur une quittance du 18 septembre 1586.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale écartelé : aux 1 et 4, de Pérusse ; aux 2 et 3, à une croix cléchée et pommetée. Collier de l'ordre de Saint-Michel. Bordure de filets.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Escars, n° 44).

(1) Ce sceau et les suivants se rapportent à la branche de Merville.

(2) Fils de Jacques de Pérusse, seigneur des Cars, et d'Anne Jourdain de l'Isle, dame de Merville ; gentilhomme ordinaire de la chambre du grand-sénéchal de Guyenne, chevalier de l'ordre ; marié : 1^o à Catherine de Bérault, fille de Fronton de Bérault et d'Anne de la Borie ; 2^o à Jeanne d'Aubusson.

N° 216. — PÉRUSSE DES CARS (Charles-François de) (1), marquis de Merville.

Cachet ovale (20^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre signée « le marquis de Merville » et adressée à M. de Montvert, à Goulles (La Roquebrou, 27 janvier 1697).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson écartelé : aux 1 et 4, de Bourbon-Vendôme (d'azur, à trois fleurs de lys d'or, au bâton de gueules péri en bande, chargé de trois lions léopardés d'argent) ; aux 2 et 3, parti de Montal (2) (d'azur, à trois coquilles d'argent, au chef d'or) et de..... (de gueules, à la croix pommetée d'hermines) ; sur le tout, Pérusse (les émaux ne sont pas indiqués sur le cachet). Couronne de marquis. L'écu accosté de deux palmettes.

(Communiqué par M. l'abbé Poulbrière).

N° 217. — PÉRUSSE DES CARS (Joseph-Bonaventure-Polycarpe de) (3), marquis de Merville.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre de M^{me} des Cars à M. de Saint-Mûr, à Tulle (22 septembre 1753).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales, accolés : celui de dextre aux armes de Pérusse ; celui de sénestre de gueules, à la fasce d'argent, qui est de Lastic. Couronne de marquis.

(Archives de M. Clément-Simon, au château de Bach, près Tulle).

(1) Fils de Charles II des Cars, marquis de Merville, et de Charlotte-Françoise Bruneau, dame de La Rabastelière ; marquis de Merville, baron de Montal et de La Roquebrou ; marié le 7 mai 1696 à Françoise de La Font-de-Jean, fille de Fabien de la Font-de-Jean, marquis de Saint-Projet, et de Françoise de Rilhac ; mort le 24 janvier 1707.

(2) En mémoire de l'alliance d'autre François de Pérusse des Cars avec Rose de Montal (1595).

(3) Né le 18 octobre 1703 ; fils de Charles-François de Pérusse des Cars, marquis de Merville, et de Françoise de La Font-de-Jean ; marquis de Merville, de Montal et de La Roquebrou, baron de Carbonnières et de Saint-Jean-de-Lespinasse ; marié, le 11 novembre 1723, à Elisabeth de Lastic, fille de François de Lastic, marquis de Sieujac, et de Marie de La Roche-Aymou.

N° 218. — PIERREBUFFIÈRE (1) (Pierre, seigneur de) (2), damoiseau (xiii^e ou xiv^e siècle).

Sceau rond (45^{mm}). Matrice plate, munie d'un anneau.

Légende. — † S : P : DNI : DE PETRA BVFERIA DOMISSELLI.

(*Sigillum Petri, domini de Petra-Buferia, domisselli*).

Dessin. — Dans le champ, un écu ogival portant un lion rampant (de sable, au lion d'or), au milieu d'un orle quadrilobé très saillant.

(Comte DE SOULTRAIT, *Notice sur les sceaux du cabinet de M^{me} Febvre, de Mâcon*, p. 77).

N° 219. — PIERREBUFFIÈRE (Jean, sire de) (3).

Sceau rond, appendu à une quittance de 870 l. 18 s. 9 d., montant de sa rançon, payée par le roi (18 mai 1355).

Légende. — S IE... SIRE DE PIERRE BVFIERE.

(*Seel Jehan, sire de Pierre-Buffière*).

Dessin. — Ecu à un lion, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'un vol, sur champ réticulé.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 85, f° 6729).

Voir figure 41.

N° 220. — LE MÊME.

Sceau rond, appendu à une charte du 5 juin 1367 (4).

Légende (?).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant à sénestre, tenant un bouclier à un lion.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 399).

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(2) Probablement Pierre II, fils d'Audoin de Pierrebuffière et d'Anos, marié en 1272 à Aigline de Gordon.

(3) Fils de Guy de Pierrebuffière et de Guicharde de Lusignan; marié à Galiene de Montmorillon.

(4) Dans cette charte, Jean de Pierrebuffière est qualifié de seigneur de Châteauneuf (aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.)

N° 221. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de huit arbalètes à deux pieds et de quatre à un pied pour les forteresses du roi en Limousin (17 avril 1374).

Légende. — PEREBVFIERE.

Dessin. — Ecu à un lion.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 85, f° 6734).

Voir figure 42.

N° 222. — LE MÊME.

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance à valoir sur 3,000 francs d'or donnés par le roi (21 juin 1372).

Légende. — S' IEHAN SIRE DE PI...BVFIERE

(*Seel Jehan, sire de Pierrebuffière*).

Dessin. — Ecu à un lion, penché, timbré d'un heaume cîmé d'un vol, sur champ réticulé.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 85, f° 6734).

Voir figure 43.

N° 223. — PIERREBUFFIÈRE (Louis de) (1), chevalier.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guyenne) (Montignac, 26 janvier 1408, n. st.).

Légende. — S LOUYS DE PIEREBUFIERE.

(*Scel Louis de Pierrebuffière*).

Dessin. — Ecu à un lion, suspendu au cou d'un aigle.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 85, f° 6734).

Voir figure 44.

N° 224. — PONTVILLE (Jean de) (2), vicomte de Rochechouart (3).

(1) Fils de Jean de Pierrebuffière et de Galienne de Montmorillon; marié à Arcende de Mirabel, fille d'Hugues de Mirabel et d'Alix de Malemort.

(2) Conseiller et chambellan du roi, sénéchal de Saintonge le 4 février 1481, capitaine du château de Saint-Jean-d'Angély; marié, par contrat du 21 août 1740, à Anne, vicomtesse de Rochechouart, fille de Foucaud, vicomte de Rochechouart, seigneur de Tonnay-Charente, et d'Isabelle de Surgères; substitué aux nom et armes de Rochechouart.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de l'arrondissement de Rochechouart.

Sceau rond (35^{mm}), appendu à un récépissé délivré par Jean vicomte de Rochechouart et de Bruylais, seigneur de Tonnay-Charente, de lettres royaux autorisant Héliot Richard à acheter cent tonneaux de froment avec exemption de droit (Amboise, 25 août 1489).

Légende fruste.

Dessin. — Ecu fascé enté (d'argent et de gueules) de six pièces, qui est de Rochechouart, penché, timbré d'un heaume cimé de, supporté par deux sauvages.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f. 7485).

N° 225. — PONTVILLE-ROCHECHOUART (Claude de) (1), vicomte de Rochechouart.

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance de gages donnée par Claude de Rochechouart, enseigne de quarante lances (28 octobre 1153).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, à une bordure.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f. 7503).

N° 226. — PONTVILLE-ROCHECHOUART (N. de) (2).

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre du sieur Gouneau, receveur du vicomte de Rochechouart, au sujet de l'hommage de la terre de Cognac appartenant à M. de Nexon (Rochechouart, 5 juillet 1777).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux mêmes armes. Couronne ducale.

(1) Fils de François de Pontville-Rochechouart, vicomte de Rochechouart et de Jacqueline de La Rochefoucauld; marié à Blanche de Tournon, fille de Just, seigneur de Tournon, et de Jeanne de Rissac.

(2) Probablement Louis-François-Marie-Honorine de Rochechouart, vicomte de Rochechouart-Pontville, fils de François (*alias* Bertrand) de Rochechouart, vicomte de Rochechouart-Pontville, et de Sainte-Hélène Geslin; marié le 23 juin 1757 à Marie-Victoire Boucher, fille de Jean-Baptiste-Jacques Boucher et de Marguerite-Henriette de La Roche.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 227. — RATIER (Abon), seigneur de Montrocher (1).

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une donation à l'abbaye de Grandmont (1232).

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit échiqueté, au chef chargé d'un lambel de quatre pendants.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17188, f° 359).

N° 228. — LE MÊME.

Sceau carré (?) (39^{mm}), appendu à une charte de mars 1234.

Légende. — SIGILLVM. RAT.....

(*Sigillum Raterii.....*).

Dessin. — Ecu droit échiqueté, au chef chargé d'un lambel de cinq pendants.

CONTRE-SCEAU.

Carré (?), de 39^{mm}.

Légende (?).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant à sénestre.

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 364).

N° 229. — RATIER DE MONTROCHER (N.).

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une quittance donnée par Ratier (2) de Montrocher pour lui et douze écuyers de sa compa-

(1) Aujourd'hui commune de Montrol-Senard, canton de Mézières, arrondissement de Bellac.

(2) Le prénom n'étant pas indiqué, on pourrait croire que Ratier était un prénom, mais le contraire semble prouvé par les deux articles précédents.

guie sous le commandement d' « Arnoul d'Odehan (Audreham, maréchal de France, capitaine commandant pour ledit seigneur (le roi) ès pais de Poitou, Xaintonge, Limosin, Angoumois et Pregori » (Saint-Junien-du-Vigier, 9 février 1331).

Légende. — ROCHIER.

(..... Montrochier).

Dessin. — Ecu à un lion, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de serpent ou d'oiseau.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Montrocher).

N° 230. — **RATIER** (N.), seigneur de Montrocher et de Nieul (1).

Fragment d'un sceau rond (27^{mm} environ), appendu à un acte portant main-levée d'une saisie (21 janvier 1367, n. st.).

Légende. — ... DE MO ...

(... de Montrocher...)

Dessin. — Ecu à un lion (?), à la bordure besantée.

(Archives départementales de la Haute-Vienne, Chapitre, liasse 8778).

Voir figure 45.

N° 231. — **REZÈS** (2) (Guillaume de), chevalier.

Sceau rond (45^{mm}), appendu à une charte du 15 des calendes d'avril (18 mars 1272).

Légende. — † S' W... DE : REZES : MILITIS :

(*Sigillum Willelmi de Rezès, militis*).

Dessin. — Ecu droit à cinq pals, au chef chargé de trois annelets (3).

(D'après une note et un dessin du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 353).

(1) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(2) Aujourd'hui Razès, commune de ce nom, canton de Bessines, arrondissement de Bellac.

(3) Palé d'argent et de gueules de cinq piles, au chef d'or. (NABAUD, *Nobiliaire*, t. IV, p. 13).

232. — RIQUETTI (Victor de) (1), marquis de Mirabeau.

Cachet ovale (25^{mm} sur 20), apposé sur une lettre par laquelle Victor de Riquetti, marquis de Mirabeau, comte de Beaumont, grand'croix de l'ordre de Vasa, donne pouvoir à M. Cousin, procureur ès-sièges royaux de Limoges, d'être présent au procès-verbal d'estimation des augmentations et améliorations par lui faites dans la terre de Chéronnac (2), ordonné par arrêt du Parlement du 26 mars 1783, nommer expert, etc. (Paris, 1^{er} septembre 1783).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale, d'azur à la bande d'or accompagné en chef d'une demi-fleur-de-lys de Florence, défaillante à droite, du même et en pointe de trois roses d'argent posées en bande. Croix de Malte et chapelet. Couronne de marquis. Au-dessus, une banderole portant la devise : DIEU ET PATRIE.

(Etude de M^e Paul Massénat, notaire à Brive).

Voir figure 46.

N° 233. — ROCHECHOUART (3) (Aimery VIII de) (4).

Fragment de sceau rond (60^{mm} environ), appendu à une charte de *Hemicus de Rupe Choardi, junior*, qui promet à Alphonse,

(1) Fils de François-Antoine de Riquetti, marquis de Mirabeau, et de Françoise de Castellane; capitaine dans le régiment de son père, chevalier de Saint-Louis, auteur de l'*Ami des hommes*; marié le 14 mars 1743 à Marie-Geneviève de Vassan, fille de Charles marquis de Vassan et d'Anne-Thérèse de Ferrières, marquise de Sauvebœuf, baronne de Pierrebuffière; il devint, du chef de sa femme, possesseur de la seigneurie de Pierrebuffière, qui lui fut retirée par suite de la séparation de corps et de biens intervenue entre sa femme et lui. L'acte sur lequel est apposé le cachet ci-dessus se rapporte évidemment aux droits qu'il possédait ou qu'il avait eus sur la terre de Chéronnac. Le marquis de Mirabeau figure comme seigneur de Chéronnac dans la liste des seigneurs du Limousin (dressée entre 1770 et 1788), publiée dans le *Bulletin* de la Société de Brive, t. IV, p. 531.

(2) Aujourd'hui commune de Chéronnac, canton et arrondissement de Rochechouart.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de l'arrondissement de Rochechouart.

(4) Fils d'Aimery VII de Rochechouart, vicomte de Rochechouart, et d'Alix de Mortemart; marié à Marguerite de Limoges, fille de Guy V, vicomte de Limoges, et d'Ermengarde; marié le 25 août 1243.

comte de Poitiers, de lui rendre à grande et petite force le château de Pérusse (*actum in castris propè Pontes*, août 1242).

Légende détruite.

Dessin. — Type de chasse. Cavalier à gauche, un oiseau sur le poing.

REVERS.

Plus rien d'utile de la légende.

Dessin. — Ecu d'un fascé ondé (d'argent et de gueules) de six pièces, brisé d'un lambel.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 3412).

N° 234. — **ROCHECHOUART** (Guillaume de) (1),
seigneur de Mortemart (2) (1275).

Sceau rond.

Légende (?).

Dessin. — Un chevalier armé de toutes pièces, galopant à dextre, tenant un faucon sur sa main gauche.

CONTRE-SCEAU.

Légende (?).

Dessin. — Ecu droit aux armes, accompagné de deux petits écussons à deux pals et à un chef.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 363).

N° 235. — **ROCHECHOUART** (Aimery, vicomte de) (3).

Sceau rond, appendu à une donation à l'abbaye de Grandmont (le samedi après la fête de Sainte-Marie-Madeleine (1282).

Légende (?).

(1) Fils d'Aimery VIII, vicomte de Rochechouart, seigneur de Mortemart et de Pérusse, et de Marguerite de Limoges; marié à Marguerite (les généalogies n'indiquent pas le nom de famille).

(2) Aujourd'hui commune de Mortemart, canton de Mézières, arrondissement de Bellac.

(3) Probablement Aimery X, vicomte de Rochechouart, fils d'Aimery IX, vicomte de Rochechouart, et de Jeanne de Tonnay-Charente; chevalier banneret; marié à Jeanne de Vivonne, fille de Guy (ou Guillaume) de Vivonne.

Dessin. — Ecu droit à trois fasces ondées.

(D'après une note et un croquis du recueil Gaignières. Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17118, f° 362).

N° 236. — ROCHECHOUART (Simon de) (1).

Sceau rond (24^{mm}), appendu à un ordre à maître Jean d'Arras, son cher ami, de payer à Bertrand, fils du seigneur de Varèze, 100 sous parisis (Bruges, 13 février 1300).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu fascé enté d'hermines et de... de six pièces.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7463).

N° 237. — ROCHECHOUART (Foucaud de) (2), évêque de Noyon.

Sceau ogival (60^{mm}), appendu à une charte relative aux affaires de Flandre (à l'abbaye de Royal-Dieu, 3 août 1319).

Légende. — ... FVLC... DEI GRACIA EPI. N....

([*Sigillum*] *Fulconis, Dei gratia episcopi Noviomensis*).

Dessin. — Sur champ fretté fleurdelysé, un évêque debout, vu de face, crossé, mitré, bénissant et accosté de deux crosses. A ses pieds, un écu aux armes.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6752).

N° 238. — ROCHECHOUART (Aimery de) (3), seigneur de Mortemart.

(1) Fils d'Aimery IX, vicomte de Rochechouart, et de Jeanne de Tonnay-Charente; prit à l'âge de onze ans l'habit des **Frères-Prêcheurs**; sa profession ayant été annulée, il obtint permission de se marier; il fut seigneur de Saint-Laurent-sur-Gorre, La Coussière, Brigueil, Saint-Cyr, Compnac, Saint-Victorien, Gorre, Champagnac, Oradour, etc.; chevalier, connétable de La Rochelle en 1303; marié à Lore de Chabanais, fille d'Aimery et d'Adélaïde.

(2) Fils d'Aimery IX, vicomte de Rochechouart, et de Jeanne de Tonnay-Charente; doyen de Bourges en 1292, évêque de Noyon en 1318, archevêque de Bourges en 1330; mort le 7 août 1343.

(3) Fils de Foucaud de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et d'Alix de Montrocher; chevalier, capitaine général de Languedoc, sénéchal de Toulouse et d'Albigois le 26 novembre 1351; marié à Ayde de Pierrebuffière, fille de Jean de Pierrebuffière et d'Anne de Châteauneuf; mort le 16 février 1353.

Sceau rond (28^{mm}), appendu à une quittance de gages (Limoges, 30 novembre 1349).

Légende. — S AYMERI DE RO.....

(*Scel Aymeri de Rochechouart*).

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, chargé d'un chien courant en abîme, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de licorne, supporté à dextre par un chien et à sénestre par un lion, un loup, deux cerfs, un griffon et un sanglier.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7543).

N° 239. — LE MÊME.

Fragment d'un sceau rond appendu à une quittance donnée par Aimeric de Rochechouart, seigneur de Mortemart, chevalier, conseiller du roi et capitaine souverain pour lui en Limosin et ville, et châtellenies du ressort de Montmorillon et de Brive (1 juin 1350).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu fascé, enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume, supporté par un lion et un griffon.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 3).

N° 240. — LE MÊME.

Sceau rond (33^{mm}), appendu à un acte conférant l'office de capitaine de Montauban à Arnaud de Caraman (Toulouse, 26 novembre 1352).

Légende. — S AYMERI D' ROCHECHOART.... DE MORTEMAR.

(*Scel Aymeri de Rochechouart, [sire ou seigneur] de Mortemar*).

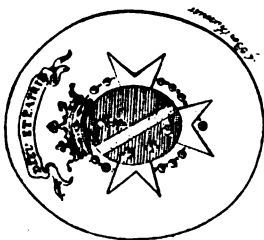
Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, chargé d'un chien (1) courant en abîme, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête de licorne, sur champ à compartiment, chargé de fleurettes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7543).

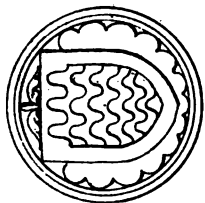
(1) Une belette de sable, d'après Nadaud, *Nobiliaire*, t. IV, p. 52.



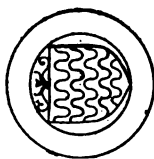
45



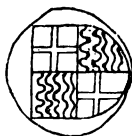
46



47



48



49



51



52



50

45. Sceau de Ratier, seigneur de Montrocher. 1367 (n° 230). — 46. Cachet de Victor de Riquetti, marquis de Mirabeau, 1783 (n° 232). — 47. Sceau d'Antoine de Rochechouart, 1520, 1538, 1541 (n° 233). — 48. Sceau de Jean. Georges de Rochechouart, 1552 (n° 234). — 49. Sceau de Charles de Rochechouart, 1550 (n° 235). — 50. Sceau d'Éléonor de Rochechouart, entre 1082 et 1090 (n° 276). — 51. Sceau de Jean de Roiffignac, 1418 (n° 232). — 52. Sceau de Jean Vigier, xiv^e siècle (n° 300).

N° 241. — ROCHECHOUART (Louis, vicomte de) (1).

Sceau rond (25^{mm}), appendu à une quittance délivrée au receveur général des aides (Paris, 31 mars 1373, n. st.).

Légende. — S' LOYS VICONTE DE ROCHECHOART.

(*Scel Loys, viconte de Rochechoart*).

Dessin. — Ecu en palette, fascé enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'une tête de licorne, supporté par deux aigles.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7463.)

N° 242. — ROCHECHOUART (Jean de) (2), chevalier.

Sceau rond (25^{mm}), appendu à une quittance de gages (chevaluchée de Bourbourg) (17 septembre 1383).

Légende. — N DE ROCHECH....

(... *Jehan de Rochechouart*).

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé de..., supporté par deux hommes d'armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7463.)

N° 243. — ROCHECHOUART (Aimery de) (3), chevalier.

(1) Fils de Jean 1^{er}, vicomte de Rochechouart, et de Jeanne de Sully, vicomte de Rochechouart, seigneur de Tonnay-Charente, Saint-Auvent, Brion, Sully, Fontaine-de-Burle, Maupas, Mosay, Jars, etc.; chambellan du roi, capitaine de Limousin, chevalier banneret; marié 1^o à Maric de Javerlhac, dame dudit lieu; 2^o à Marte Vigier ou à Isabeau de Parthenay, dame d'Aspremont, fille de Guy Larchevêque, seigneur de Soubise, et de Guyonne de Laval-Loüe.

(2) Fils de Louis, vicomte de Rochechouart, et de Maric de Javerlhac; vicomte de Rochechouart, seigneur de Tonnay-Charente, etc; chevalier banneret, conseiller et chambellan du roi; marié à Eléonore de Mathefelon, fille de Thibaud, seigneur de Mathefelon, et de Béatrix de Dreux; mort en 1428.

(3) Fils d'Aimery de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et d'Ayde de Pierrebuffière; sénéchal du Limousin en 1386; conseiller et chambellan du roi, capitaine général de Poitou et de Saintonge le 19 décembre 1392; marié : 1^o à Jeanne d'Archiac; 2^o en 1381, à Jeanne d'Angle, dame de Montpipreau, veuve de Renaud Chenin, sire de Mause mort en février 1397.

Sceau rond (33^{mm}), appendu à une quittance des gages de Hugues Tison, chevalier (chevauchée de Bourbourg) (25 août 1383).

Légende. — ... MERI OCHECHOÛA...

(*Aymeri [de] Rochechouart*).

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, chargé d'un chien courant en abîme, suspendu à un arbre, portant un heaume couronné et cimé de..., accompagné à dextre d'un chien, et à sénestre d'un cerf, d'un loup, d'un renard et d'un lion.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 106, f° 8281).

N° 244. — LE MÊME, sénéchal du Limousin.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à une quittance des gages de Galehaut de Saint-Simon, chevalier (guerres de Guyenne) (au siège devant Verteuil, 28 août 1385).

Légende. — AIM....

(*[Scel] Aimeri....*)

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, chargé d'un chien courant en abîme, supporté par un aigle et par un chien coiffé d'un heaume couronné et cimé de...

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 103, f° 8041).

N° 245. — LE MÊME.

Sceau rond (22^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guyenne) (Tours, 2 juillet 1387).

Légende. — ..YMERI DE ROCHECHOV.....

(*[Scel] Aymeri de Rochechouart*).

Dessin. — Ecu fascé, enté de six pièces, chargé d'un chien courant en abîme, penché, timbré d'un heaume, couronné et cimé d'une tête de..., supporté par deux aigles.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7471).

N° 246. — ROCHECHOUART (Geoffroi de) (1), chevalier.

(1) Fils de Jean II, vicomte de Rochechouart, et d'Eléonore de Mathefelon; vicomte de Rochechouart, seigneur de Tonnay-Charente, etc.; chevalier-bachelier, chevalier-banneret le 12 août 1413; marié le 24 janvier 1400 à Marguerite Chemin, fille de Renaud Chemin, seigneur de Mauzé, et de Jeanne d'Anglé, et veuve de Guillaume de Rochechouart; était veuf en 1436.

Sceau rond (25^{mm}), appendu à une quittance de gages (guerres de Guyenne) (4 août 1405).

Légende. — ... DE ROCHECHOART.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume à lambrequins, cimé d'une tête de licorne.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, p. 7475).

N° 247. — LE MÊME, vicomte de Rochechouart.

Sceau rond (38^{mm}) appendu à une quittance de gages pour services de guerre contre les Anglais (La Rochefoucauld, 14 septembre 1418).

Légende. — ... FROY VICOTE DE ROCHECHOA...

(... Geoffroy, vicomte de Rochechoart).

Dessin. — L'écu est détruit ; il ne reste plus que les supports : deux hommes d'armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7475).

N° 248. — ROCHECHOUART (Jean de) (1), seigneur de Mortemart.

Sceau rond (30^{mm}), appendu à une quittance de gages de l'office de capitaine (26 septembre 1418).

Légende détruite.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'une tête de licorne, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 96, f° 7475).

N° 249. — LE MÊME.

Sceau rond (36^{mm}), appendu à une quittance d'une somme à lui

(1) Fils d'Aimery II de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et de Jeanne d'Angle, dame de Montpipeau, veuve de Renaud Chenin, seigneur de Maute ; seigneur de Mortemart, Vivonne, Saint-Germain, Cercigné, Vouillé, etc. ; chambellan du roi et du dauphin, lieutenant-général du roi, capitaine et gardien du château du Dorat, chevalier-banneret en 1419 ; marié : 1^o à Jeanne Turpin, fille de Lancelot Turpin, seigneur de Vihers et de Crissé, et de Denis de Montmorency ; 2^o à Jeanne de Torsay, fille de Jean, seigneur de Torsay et de Marie d'Argenton, et veuve d'André de Beaumont, seigneur de Bressuire ; mort avant 1449.

donnée par les trois États de Saintonge (20 mars 1426, n. st.).

Légende. — ... SIRE DE MORTEMAR.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'une tête de licorne, supporté par deux griffons.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 193, f° 7561).

N° 250. — ROCHECHOUART (Gui de) (1).

Signet octogone (14^{mm}), apposé sur une quittance donnée par Gui de Rochechouart, prieur séculier de Saint-Gilles de Surgères, d'une rente sur les aumônes du grand fief d'Aunis (20 décembre 1424).

Légende. — G. DE ROCHECHOUART.

(*Guy de Rochechouart*).

Dessin. — Ecu fascé de six pièces, à un lambel.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 193, f° 7557).

N° 251. — ROCHECHOUART (Foucaud de) (2), grand-prieur de France.

Sceau rond (18^{mm}), appendu à une approbation de bail (1444).

Légende. — FRERE FOUCAULT DE ROCHECHOART.

Dessin. — Ecu aux armes.

(Archives nationales. Inventaire des Sceaux, n° 9901).

N° 252. — ROCHECHOUART (Charles de) (3).

Sceau rond (34^{mm}), appendu à une quittance donnée par Charles de Rochechouart, chevalier, baron de Montpipeau, bailli de Rouen, de ses gages de commissaire à l'assemblée des trois États de Normandie (6 mars 1508, n. st.).

Légende. — CHARLES ...OCHECHOUART.

(*Charles [de] Rochechouart*).

(1) Fils d'Aimery II de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et de Jeanne d'Angle, dame de Montpipeau; archidiacre d'Aunis, évêque de Saintes le 1^{er} mai 1426; démissionnaire en 1460; vivait encore en 1466.

(2) Fils de Louis, vicomte de Rochechouart, et de Marie Vigier; seigneur de Brion; grand-prieur de France en 1436.

(3) Fils de Jean II de Rochechouart, seigneur de Rochechouart, Montpipeau, Vivonne, etc., et de Marguerite d'Ambart; mort sans alliance.

Dessin. — Ecu portant quatre fascés ondées accompagnées d'un chien courant en abîme.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 193, f° 7571).

N° 253. — ROCHECHOUART (Antoine de) (1).

Sceau rond (26^{mm}), apposé sur des quittances données : 1° par Antoine de Rochechouart, chevalier, seigneur de Saint-Amand et Faudoas, chambellan ordinaire du roi, sénéchal de Toulouse et Albigeois et capitaine du château de Puycelcy (15 juillet 1520); 2° par le même pour ses gages (21 juin 1538); 3° par le même, chevalier, baron de Saint-Amand et Faudoas, conseiller et chambellan ordinaire du roi, lieutenant-capitaine des capitaineries de Montelle et Bazet (... juin 1544).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, dans une rosace. Fleuron au-dessus de l'écu. Bordure de grènetis.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n°s 39 et 61). — LA PLAGNE-BARRIS (*Sceaux gascons du moyen-âge*, II^e partie, p. 484).

Voir figure 47.

N° 254. — LE MÊME (1524).

Sceau rond (25^{mm}), apposé sur une quittance donnée par Antoine de Rochechouart, baron de Faudoas (4 juillet 1524).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, sans rosace. Fleuron au-dessus de l'écu.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 45).

(1) Fils de François de Rochechouart, seigneur de Champdeniers, Jarzay, etc., et de Blanche d'Aumont; sénéchal de Toulouse et d'Albigeois, gouverneur de Lomagne et de Rivière-Verdun, capitaine de cinquante hommes d'armes, chambellan du roi, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, lieutenant-général au gouvernement de Languedoc en 1536; marié, par contrat du 25 octobre 1517, à Catherine de Faudoas de Barbazan, fille de Béraud de Faudoas de Barbazan, baron de Faudoas, et de Jeanne de Car-dailiac; mort avant le 16 août 1560.

N° 255. — LE MÊME.

Signet rond (18^{mm}), apposé sur une quittance de gages de l'office de capitaine (1^{er} juillet 1534).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7513).

N° 256. — ROCHECHOUART (François de) (1).

Sceau rond (24^{mm}), apposé sur une quittance donnée par François de Rochechouart, chevalier, seigneur de Champdeniers, conseiller et chambellan du roi, de 1,000 livres prêtées au roi (6 mai 1519).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7493).

N° 257. — LE MÊME.

Signet rond (18^{mm}), apposé sur une quittance donnée par François de Rochechouart, chevalier, seigneur de Champdeniers et Javarzay, gouverneur des villes, gouvernement et capitainerie de La Rochelle (1^{er} mars 1524).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 48).

(1) Fils de François de Rochechouart, seigneur de Jars, etc., et d'Anne de Chaunay; premier chambellan du duc d'Orléans le 14 octobre 1495, grand-maitre des eaux et forêts du duché de Valois vers 1496, maitre des eaux et forêts de Languedoc le 6 août 1502, sénéchal de Toulouse le 3 octobre 1502; gouverneur et lieutenant-général du comté d'Ast et duché de Gênes en octobre 1508, puis de La Rochelle et du pays d'Aunis le 19 mars 1514; ambassadeur à Venise en 1514; marié, par contrat du 8 mai 1477, à Blanche d'Aumont, fille de Jacques seigneur d'Aumont et de Catherine d'Estrabonne; mort le 4 décembre 1530.

N° 258. — ROCHECHOUART (Jean-Georges de) (1).
seigneur de Rochechouart.

Signet rond (17^{mm}), apposé sur des quittances de gages (26 mai 1547, 20 juillet 1552).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu à trois fasces onnées.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7527). —
LA PLAGNE-BARRIS, *Sceaux gascons du moyen-âge*, II^e partie, p. 485.

Voir figure 48.

N° 259. — LE MÊME.

Signet rond (16^{mm}), apposé sur une quittance de gages (1^{er} novembre 1551).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, à une bordure.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7531).

N° 260. — ROCHECHOUART (René de) (2).

Sceau rond (18^{mm}), apposé sur une quittance donnée par René de Rochechouart, sieur de Champdeniers, l'aîné (7 juillet 1549).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 66).

N° 261. — ROCHECHOUART (Jacques de) (3).

(1) Fils d'Antoine de Rochechouart, seigneur de Champdeniers, et de Blanche d'Aumont; seigneur de Rochechouart et de Plieux; guidon de quarante lances sous les ordres du comte de Laval, puis lieutenant d'une compagnie sous les ordres de M. de Jarnac; marié à Louise de Montpezat, fille de N. de Montpezat, seigneur de Loignac, et de Louise de Montlezun-Campagne.

(2) Fils de Christophe de Rochechouart, seigneur de Champdeniers, Javarzay, etc., et de Suzanne de Blezy; baron de Conches et de Broignon; guidon des gendarmes de la compagnie du baron de Fautoas; mort en janvier 1552.

(3) Fils de Jean-Georges de Rochechouart, seigneur de Plieux, et de Louise de Montlezun-Campagne; baron de Fautoas, seigneur de Barbazan,

Fragment d'un sceau apposé sur une quittance donnée par Jacques de Rochechouart, porteur de guidon de la compagnie de M. de Chaulnes (15 février 1557).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, sur un cartouche.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 68).

N° 262. — ROCHECHOUART (Charles de) (1).

Signet rond (16^{mm}), plaqué sur une quittance de gages (30 avril 1550).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit écartelé : aux 1 et 4, de Rochechouart; aux 2 et 3, à une croix.

(LA PLAGNE-BARRIS, *Sceaux gascons du moyen-âge*, II^e partie, p. 485).

Voir figure 49.

N° 263. — LE MÊME.

Signet rond (19^{mm}), apposé sur une quittance de gages donnée par Charles de Rochechouart, seigneur de Saint-Amand, lieutenant de quarante lances (4 juin 1558).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu écartelé : aux 1 et 4, fascé enté de six pièces; aux 2 et 3, à une croix. L'écu embrassé de palmettes (2).

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7527).

N° 264. — ROCHECHOUART (François de) (3).

Montégut, etc.; marié, par contrat du 20 août 1561, à Marie d'Isalguier, fille de Bertrand d'Isalguier, baron de Clermont, et de Jeanne de Saint-Etienne, et veuve de Sébastien de Béon.

(1) Fils d'Antoine de Rochechouart et de Catherine de Faudoas; lieutenant de la compagnie de quarante lances du vicomte de Sancerre.

(2) Ce sceau nous paraît être une empreinte plus complète du numéro précédent

(3) Fils de Guillaume de Rochechouart, seigneur de Jars, et de Louise d'Autry; guidon, puis lieutenant de la compagnie d'ordonnance du comte de Chaulnes, maître d'hôtel du roi en 1568, chevalier de l'ordre de Saint-Michel en 1569; marié : 1^o le 11 mars 1565, à Antoinette de Pisseleu, fille

Signet rond (20^{mm}), apposé sur une quittance de gages (25 juin 1558).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, à une bordure.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 192, f° 7537).

N° 265. — LE MÊME.

Sceau rond (19^{mm}), apposé sur des quittances données : 1° par François de Rochechouart, guidon de la compagnie de trente lances du comte de Chaulnes (8 novembre 1566; 2° par le même, enseigne de trente lances sous le même commandement.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 84, et Clairambault, t. 192, f° 7541).

N° 266. — LE MÊME (xvi^e siècle).

Matrice en cuivre, sceau rond (38^{mm}).

Légende. — FRANÇOIS DE ROCHECHOVART, S^r DE IARS.

(*François de Rochechouart, seigneur de Jars*).

Dessin. — Ecusson aux armes, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(BROUILLET, *Notice des tableaux, dessins, gravures, statues, objets d'art anciens et modernes composant les collections de la ville de Poitiers*, p. 700, n° 6957).

N° 267. — ROCHECHOUART (René de) (1), sieur de Mortemart.

Sceau ovale (25^{mm} sur 18), appendu à une quittance donnée par

d'Antoine de Pisseleu et d'Antoinette d'Vaucourt; 2° le 13 septembre 1568, à Anne de Bérulle, fille de Galcas de Bérulle et de Louise de Neufvis, et veuve d'Edme de Brie, baron de Montpoupon; mort en novembre 1576.

(1) Né le 27 décembre 1528; fils de François de Rochechouart, baron de Mortemart, et de René Taveau; capitaine de cinquante lances, conseiller au conseil privé, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, puis, en 1580, de l'ordre du Saint-Esprit; marié, par contrat du 1^{er} janvier 1570, à Jeanne de Saulx-Tavannes, fille de Gaspard de Saulx, seigneur de Tavannes, maréchal de France, et de Françoise de La Baume-Montrevel; mort le 15 avril 1587.

René de Rochechouart, sieur de Mortemart et de Lussac, chevalier de l'ordre, capitaine de cinquante lances (Paris, 3 juillet 1568; 19 janvier 1569).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Les ondes sont indiquées par un filet très étroit.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 85).

N° 268. — LE MÊME.

Sceau ovale (29^{mm} sur 22), apposé sur une quittance du 28 décembre 1570.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel. Bordure d'oves. Variante du numéro précédent.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 90).

N° 269. — LE MÊME.

Sceau ovale (29^{mm} environ sur 21), apposé sur deux quittances, du 28 décembre 1570 et du 29 novembre 1577.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, entouré du collier de l'ordre. Les ondes sont larges. Bordure d'oves.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, nos 90 et 94).

N° 270. — LE MÊME.

Sceau ovale (25^{mm}), appendu à une quittance de gages pour l'office de capitaine de Poitiers (8 juin 1574).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu fascé enté de six pièces, chargé d'un chien courant en abîme, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Clairambault, t. 193, f° 7579).

N° 271. — LE MÊME.

Sceau ovale (22^{mm} sur 19), apposé sur une quittance du 14 octobre 1575.

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, entouré du collier de l'ordre, d'un dessin plus serré.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 93).

N° 272. -- ROCHECHOUART (Aimery de) (1), évêque de Sisteron.

Signet rond (19^{mm}), plaqué sur une lettre au duc de Guise (Paris, 19 mai 1553).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson en forme de cartouche, aux armes. Ornaments dans le champ.

(Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17029).

N° 273. — ROCHECHOUART (Pierre de) (2), sieur de Mortemart.

Sceau ovale (29^{mm} sur 22), apposé sur une quittance donnée par Pierre de Rochechouart, sieur de Mortemart, chevalier de l'ordre, capitaine d'une compagnie de trente lances (28 octobre 1574).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu droit aux armes, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 92).

N° 274. — ROCHECHOUART (Suzanne de) (3), épouse de Pierre Chaludet.

Très petit cachet, apposé sur une lettre signée « Chaludet » et adressée à M. Rozier, procureur au Parlement (16 mai 1653).

(1) Fils d'Aimery III de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et de Jeanne de Pontville; abbé de Saint-Savin en 1517, évêque de Sisteron en 1536; mort en 1580.

(2) Probablement le même que Pierre de Rochechouart, fils de Jean I^{er} de Rochechouart, seigneur de Mortemart, et de Jeanne Turpin.

(3) Née le 22 juin 1630; fille de Louis de Rochechouart, seigneur de La Brosse, et de Louise Lamy; mariée 1^o le 26 juin 1650, à Pierre Chaludet, sieur de Liffiermeau, maître d'hôtel du roi, général des finances à Orléans; 2^o à Gilles de La Grange, seigneur de La Bretèche, fils de Jean-Jacques de Lagrange, vicomte de Soulangis, et de Catherine Estrelin.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson parti : au 1, de Chaludet (d'or, au lion de gueules rampant vers une nuée d'azur chargée d'une étoile d'or, au franc-canton d'azur chargé d'une fleur-de-lys d'or); au 2, de Rochechouart. Couronne de comte. L'écusson accosté de palmettes.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 100).

Observations. — On voit que ce cachet était celui de Pierre Chaludet, époux de Suzanne de Rochechouart; nous avons cru devoir néanmoins le mentionner, à cause de la partition de Rochechouart.

N° 275. — ROCHECHOUART-MORTEMART (Marie-Madelaine-Gabrielle de) (1), abbesse de Fontevrault.

Sceau rond (50^{mm}), plaqué sur un certificat délivré par Marie-Madelaine-Gabrielle de Rochechouart-Mortemart, « abbesse-chef et générale de l'abbaye et ordre de Fontevraud », le dit certificat relatif au dépôt d'une somme de 35 livres entre les mains du receveur des domaines de la ville de Poitiers (Fontevraud, 8 juin 1679).

Légende. — MARIE-MADELAINE-GABRIELLE DE RO(CHE-CHOVART)..... DV MONASTERE ET DE L'ORDRE DE FONTEVRAVT.

Dessin. — Ecu droit aux armes, accosté de deux palmes. Couronne ducale surmontée d'une crosse.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Rochechouart, n° 209).

N° 276. — ROCHECHOUART (Eléonore de) (2) Entre 1682 et-1690.

Matrice en cuivre, munie au revers d'une douille, dans laquelle le manche était engagé. Sceau ovale (38^{mm}).

(1) Née vers 1645; fille de Gabriel de Rochechouart, duc de Mortemart, et de Diane de Grandsaigne; abbesse de Fontevrault en 1670; morte le 15 août 1704.

(2) Fille de François de Rochechouart, marquis de Bonniwet, et d'Eléonore de Faudoas; mariée à Jacques de Mesgrigny, chevalier, président au Parlement de Normandie.

Légende. — ELEON. DE ROCHECHOVART MARQ. DE BONNIVET COMT. DE BELIN VIVONNE ET CERSIGNY VID. DE MEAVX ETC.

(*Eléonore de Rochechouart, marquise de Bonnivet, comtesse de Belin, Vivonne et Cersigny, vidame de Meaux, etc.*).

Dessin. — Ecusson aux armes de Rochechouart, timbré d'une couronne de marquis et entouré d'une cordelière de veuve. La légende en petites capitales se déroule en deux lignes concentriques le long d'une bordure fleuronnée autour de l'écu.

(BARBIER, *Inventaire des sceaux matrices du Musée de la Société des antiquaires de l'Ouest*, dans les *Mémoires de la Société*, t. III de la II^e série, année 1880, p. 437, et planche III, fig. 13).

Voir figure 50.

N° 277. — ROCHECHOUART (Gabrielle de Marolt de Brion, veuve de Jean-Jacques de).

Cachet octogone (18^{mm}), plaqué sur un dénombrement (Lahille en Languedoc, 27 février 1730).

Pas de légende.

Dessin. — Cartouche écartelé : aux 1 et 4, contre-vairé ; aux 2 et 3, à une croix ; sur le tout, un écusson à trois fleurs-de-lys.

(Archives départementales des Basses-Pyrénées. — P. RAYMOND, n° 449).

N° 278. — ROCHECHOUART (Pierre-Jules-César de) (1), évêque d'Evreux.

Sceau ovale (24^{mm}), apposé à la présentation à la cure de Notre-Dame-de-Bon-Secours (juin 1740).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu aux armes, timbré d'une couronne entre une mitre et une crosse, surmonté d'un chapeau épiscopal, dans un cartouche.

(Archives départementales de la Seine-Inférieure. — DEMAY, *Inventaire des sceaux de la Normandie*, n° 2220).

(1) Fils de Louis de Rochechouart, seigneur de Montigny, et d'Elisabeth de Cugnac de Jouy ; prieur de Saint-Lô en 1721 ; abbé de Saint-Nicolas de Verneuil, de Pacy, de Bellecombe et de Saint-Pierre-de-Conches ; évêque d'Evreux en 1733 ; transféré à Bayeux en 1753 ; démissionnaire en 1776 ; mort le 21 décembre 1781,

N° 279. — LE MÊME, évêque de Bayeux.

Sceau ovale (40^{mm} sur 25), apposé à des lettres de diaconat (21 septembre 1754).

Légende. — PET. IUL. CÆS. DE ROCHECHOUART. EPÛS. BAIOCENSIS.

(*Petrus-Julius-Cæsar de Rochechouart, episcopus Baiocensis*).

Dessin. — Ecu aux armes, dans un cartouche timbré d'une couronne ducale, accompagnée d'une mitre et d'une crosse, surmonté du chapeau épiscopal.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6504. — PAUL DE FARCY, *Sigillographie de la Normandie (évêché de Bayeux)*, p. 242 et planche. — DEMAY, *Inventaire des sceaux de la Normandie*, n° 2194).

N° 280. — LE MÊME (entre 1753 et 1776).

Sceau ovale (50^{mm} sur 45).

Même type que le précédent.

(PAUL DE FARCY, *Sigillographie de la Normandie (évêché de Bayeux)*, p. 242).

N° 281. — ROCHECHOUART (Jean-François-Joseph de) (1), évêque de Laon.

Sceau ogival (35^{mm}), apposé à des lettres de prêtrise (23 septembre 1758).

Légende. — IOHAN. FRANC IOSEPH DE ROCHECHOUART EPIS. DUX LAVDVNENSIS PAR FRANCIE.

(*Johannes-Franciscus-Joseph de Rochechouart, episcopus dux Laudunensis, par Franciæ*).

Dessin. — Ecu aux armes, timbré d'une couronne, surmonté d'un chapeau et posé sur un manteau d'hermines.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6648).

(1) Fils de Charles de Rochechouart-Faudoas, comte de Clermont, et de Françoise de Montesquieu; prieur de Saint-Etienne de Castillon, abbé de Châteaudun le 15 août 1731; évêque-duc-pair de Laon; sacré le 13 octobre 1741; abbé de Saint-Remy de Reims en 1745; grand aumônier de la reine en 1757; ambassadeur à Rome en 1757; cardinal en 1761; prélat commandeur du Saint-Esprit le 30 mai 1762; mort le 20 novembre 1779.

N° 282. — ROFFIGNAC (Jean de) (1), sire de Richemont (2).

Sceau rond (42^{mm}), appendu à une charte relative à l'hospice d'Allasac (11 août 1418).

Légende. — DE. ROFFIGNAC. SIRE. DE. RICHEMOT.
(... de Roffignac, sire de Richemont).

Dessin. — Ecu à un lion (d'or, au lion de gueules), au lambel de trois pendants mouvants du chef; penché, timbré d'un heaume cimé d'un lévrier portant un collier. Supports, deux anges.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Roffignac).

Voir figure 51.

N° 283. — ROGIER (Barbe de Maledent de Feytiac, épouse de Jean-Martial), écuyer, sieur de Nexon (3).

Cachet ovale (19^{mm} sur 17), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Limoges, 7 mars 1777).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons ovales accolés : celui de dextre, d'or (4), à la bande d'azur accompagnée de six roses de gueules rangées en orle (5); celui de sénestre, aux armes de Maledent. Couronne de marquis.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 284. — ROGIER DE LAGE (N.).

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre datée de Limoges, 9 novembre 1785.

(1) Fils de Regnaud de Roffignac, seigneur de Saint-Germain et de Meauce, et de Catherine de Monteruc; marié le 18 avril 1396 à Louise de Monteruc, fille d'Etienne de Monteruc, chevalier, et de Marguerite de Meauce.

(2) Aujourd'hui commune de Blond, canton et arrondissement de Bellac.

(3) Aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges.

(4) L'*Armorial général* (Limousin, fig. 9) indique à tort le champ d'argent.

(5) Ces armes sont identiques à celles des Rogier ou Roger de Beaufort.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 285. — ROYÈRE (1) (Elie de), de Saint-Yrieix.

Sceau rond (23^{mm}), cire verte, appendu à un acte de vente (Saint-Yrieix, le dimanche avant Sainte-Marguerite [16 juillet] 1307).

Légende. — † S ELIE D' ROIEIRA.

(*Sigillum Elie de Roieira*).

Dessin. — Dans un double cercle, un écu droit chargé de trois demi-vols, 2 et 1 (d'azur, à trois demi-vols d'or), sommé d'une fleur-de-lys.

(Archives départementales des Basses-Pyrénées. — P. RAYMOND, n° 364).

N° 286. — ROYÈRE (2) (Jean-Marie de) (3).

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée « Fénélon de Peyraux » et adressée à M. Melon du Pesaret, à Tulle (Lons, 16 juin 1727).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale fascé de vair et de gueules (4), Couronne de marquis.

(Archives de M. de Vaublanc, au château de Lieuteret. — Communiqué par M. Champeval).

N° 287. — ROYÈRE (Jean-Marc de), évêque de Castres.

(1) Et non *La Roherie*, comme l'indique le catalogue de M. P. Raymond. — Royère, aujourd'hui commune de La Roche-l'Abeille, canton de Nexon, arrondissement de Limoges.

(2) Aujourd'hui commune de Royère, canton de Saint-Léonard, arrondissement de Limoges.

(3) Fils d'Annet de Royère, comte de Peyraux en Périgord, et de Catherine de Brachet; marié le 2 juillet 1721 à Catherine-Elisabeth de Salignac de La Mothe-Fénélon, fille de François de Salignac, comte de La Mothe-Fénélon, et d'Elisabeth de Beauvoir de Saint-Aulaire.

(4) Le véritable blason est : de gueules, à trois fasces de vair.

Sceau ovale (33^{mm}), apposé à un état des revenus des religieux bénédictins de La Salvétat, diocèse de Castres (9 décembre 1781).

Pas de légende.

Dessin. — Ecu de gueules, à trois fasces de vair, timbré d'une couronne et surmonté du chapeau épiscopal.

(Archives nationales. Inventaire des sceaux, n° 6552).

N° 288. — ROYÈRE (N.) (vicomte de).

Cachet ovale (23^{mm} sur 12), plaqué sur une lettre datée de 1784.

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes, sur un cartouche orné de guirlandes. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Alexandre de Bosredon).

N° 289. — LE MÊME.

Cachet ovale (23^{mm} sur 12), plaqué sur une lettre du 17 octobre 1784.

Pas de légende.

Dessin. — Deux écussons accolés : celui de dextre aux armes de Royère; celui de sénestre d'azur, à trois besants d'argent, qui est de Marquessac. Couronne de marquis.

(Communiqué par M. Alexandre de Bosredon).

N° 290. — SANSON (Jean), sieur du Masbayer.

Voir ci-après, série VI (OFFICES), article *Sanson*.

N° 291. — SANSON (Siméon) (1), écuyer.

Cachet octogonal (18^{mm}), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Paris, 8 juillet 1766).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale à une colonne

(1) Fils de Guillaume Sanson de Royère, écuyer, et de Marguerite Colomb; mousquetaire gris; marié à N. Léonard, fille de N. Léonard, écuyer, seigneur de Fressanges, Neull, etc., et de N. Texandier de l'Aumônerie. — Voir le n° suivant.

accompagnée à dextre d'une étoile et à sénestre d'un lion grim-pant contre le fût de la colonne. Couronne de comte.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 292. — SANSON Guillaume (1), seigneur de Royère (2).

Cachet ovale (21^{mm} environ sur 19), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (Bordeaux, 18 mai 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons rocaille accolés : celui de dextre aux armes de Sanson ; celui de sénestre aux armes de Colomb (de ..., à une colombe posée sur une terrasse et tenant dans son bec un rameau, accompagné en chef de trois étoiles). Couronne de comte.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 293. — SANZILLON (3) DE DOUILLAC (Marguerite-Thérèse de) (4), veuve de Louis-Jean-François de Taillefer.

Cachet ovale (23^{mm} sur 20) plaqué sur une lettre à M. de Sanzillon des Barrières, à Limoges (Périgueux, 26 décembre 1778).

Pas de légende.

Dessin. — Deux écussons accolés : celui de dextre aux armes

(1) Ecuyer, trésorier de France à Limoges ; marié à Marguerite Colomb, fille de Pierre Colomb et de Marguerite Descordes.

(2) Aujourd'hui commune de La Roche-l'Abeille, canton de Nexon, arrondissement de Limoges.

(3) Famille originaire de Saint-Yrieix. (DE COURCELLES, *Histoire généalogique et héraldique des Pairs de France*, t. VI, art. Sanzillon).

(4) Fille de Jean de Sanzillon de La Foucaudic, seigneur de Douillac, et de Françoise de La Croix ; mariée, par contrat du 7 juin 1726, à Louis-Jean-François de Taillefer, marquis de Barrière, fils d'Henri de Taillefer et d'Antoinette du Chesne de Montréal ; veuve avant juin 1766 ; morte en septembre 1781. (SAINT-ALLAIS, *Nobiliaire universel*, t. XIV, p. 99 ; d'après de Courcelles, sa mère était Renée d'Hautefort).

de Taillefer (1), celui de sénestre aux armes de Sanzillon (2). Couronne de marquis. Cordelière de veuve.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 294. — TOUZAC (3) (N.).

Cachet ovale (25^{mm} sur 22), plaqué sur une lettre à M^{me} de Chauffailles (Limoges, 26 septembre 1776).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale d'azur, au lion d'or (ou d'argent), au chef chargé de trois étoiles (4). Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles. — Communiqué par M. Champeval).

N° 295. — VERGNIAUD (Guillaume) (5), ancien curé de Magnac (6), seigneur du lieu.

Cachet ovale (25^{mm} sur 22), plaqué sur une lettre à M. de Parel, à Treignac.

(1) De gueules, au dextrochère de carnation paré d'argent, mouvant de l'angle dextre supérieur, tenant une épée du même en bande, garnie d'or, taillant une pièce de fer de sable en barre, accompagné de deux molettes d'épéron d'or, une en chef et l'autre en pointe.

(2) D'azur, à trois *sansilles* ou mésanges d'argent, les ailes, le bec et les pieds de sable, 2 et 1. (L'Armorial général, Limousin, n° 126, donne un blason conforme, sauf la variante : trois pigeons).

(3) Seigneur de Saint-Etienne, aujourd'hui commune de ce nom, canton de Royère, arrondissement de Bourgueuf (Creuse).

(4) Ces armes sont bien celles de la famille Touzac. On les retrouve, en effet, sur un cachet où elles sont réunies à celles de la famille du Burguet. Ce dernier cachet est plaqué sur une lettre datée de 1790 et signée « Touzac de Chauffaille » : il porte sur un cartouche, deux écussons accolés : celui de dextre aux armes du Burguet (d'azur, à un chevron accompagné en chef de deux croissants et en pointe d'une flamme, au chef de gueules chargé de trois étoiles); celui de sénestre aux armes de Touzac. Couronne de marquis. Supports, deux lions accroupis. (Archives de M. de Montbron).

(5) Figura en 1789 dans l'ordre de la noblesse pour le Haut-Limousin (Noblesse, t. IV, p. 672).

(6) Aujourd'hui commune de Magnac-Bourg, canton de Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale écartelé de Navarre et de France, à un écu posé sur le tout (armes effacées). Couronne ducale. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles. — Communiqué par M. Champeval).

N° 296. — VERTHAMON (1) (Isaac-Jacques de) (2).
Entre 1708 et 1725.

Sceau ovale (36^{mm} sur 24).

Légende. — † ISAAC. IACOB. DE. VERTHAMON. EPISCOP. CONSERANEN.

(*Isaac-Jacobus de Verthamon, episcopus Conseranensis*).

Dessin. — Ecusson ovale écartelé : au 1, de gueules, au lion léopardé d'or; aux 2 et 3, à cinq points d'or équipollés à quatre d'azur; au 4, de gueules plain. Couronne de comte. Attributs épiscopaux.

(Bibliothèque nationale, mss. Fonds latin, t. 17025).

N° 297. — VERTHAMON D'AMBLOY (Martial-François de) (3), baron de Chalucet (4).

Cachet ovale (19^{mm} sur 16), plaqué sur une lettre à M. Duburquet de Chauffailles (Bordeaux, 2 mars 1763).

(1) « Le Limousin a été le berceau de la famille de Verthamon, soit qu'elle ait pris son nom d'une terre qui le porte encore dans cette province, soit qu'elle lui ait imposé le sien. » (*Nobiliaire* de NADAUD, t. IV, p. 628).

(2) Fils de Guillaume de Verthamon, baron de Chalucet, et de Catherine de Romanet; membre de la congrégation de l'Oratoire; vicaire général de l'évêché de Pamiers; sacré évêque de Conserans en 1708; mort en 1725.

(3) Né le 21 mai 1719; fils de Jacques-Martial de Verthamon, seigneur de Chalucet, et de Catherine de Verthamon; nommé bourgeois de Bordeaux le 29 mars 1760; conseiller, puis, le 1^{er} mai 1761, président au Parlement de Bordeaux; marié à Marie-Thérèse de Caupos, fille de Jean-Baptiste de Caupos, vicomte de Castillon, et de Marie de Caupos.

(4) Aujourd'hui commune de Boisseuil, canton de Pierrefeu, arrondissement de Limoges.

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux mêmes armes. Couronne de comte. Supports, deux lions.

(Archives de M. le comte de Montbron, au château de Chaufailles. — Communiqué par M. Champeval.)

N° 298. — LE MÊME.

Sceau ovale (42^{mm} sur 34), plaqué : 1° sur un brevet de la charge de procureur d'office de la baronnie de Chalucet, conférée à François Carboyneau par Martial-François de Verthamon d'Ambloy, seigneur d'Ambloy et de Saint-Amand, marquis de Tercis, vicomte de Biscarosse et de Castillon, baron de Chalucet, etc. (23 mai 1772); 2° sur des lettres de provision de la charge de procureur postulant en la baronnie de Chalucet pour Martial Pradeau (11 février 1782).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux mêmes armes. Couronne de marquis, surmontée d'un phylactère replié des deux côtés et portant la devise : FAIS. CE. QUE. DOIS. ADVIENNE. QUE. POURRA. Supports, deux lions.

(Appartient à M. Louis Guibert).

N° 299. — VIGIER (Eraud), damoiseau de Rochechouart (1).

Cachet rond (fragment), appendu à une quittance donnée par *Eraudus Vigier, domicellus de Ruppechoardi* (Toulouse, 2 décembre 1344).

Légende. — S ERAV.....

(*Sigillum Eraudi*).

Dessin. — Ecu palé de six pièces, dans un quadrilobe.

(Bibliothèque nationale, mss. Pièces originales, Vigier).

N° 300. — VIGIER (2) (Jean).

Sceau rond (22^{mm}). Matrice en bronze, munie d'un appendice percé (xiv^e siècle).

(1) Aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement.

(2) Les Vigier étaient seigneurs de Saint-Mathieu, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Rochechouart.

Légende. — † S. IEHAN. VIGIER (une étoile à la suite de la légende).

(*Scel Jehan Vigier*).

Dessin. — Dans une rosace gothique à plusieurs lobes, un écu droit à trois fasces, à une bordure (d'azur, à trois fasces d'argent, à l'orle de gueules).

(Communiqué par M. le baron de Verneilh-Puyrasceau).

Voir figure 52.

N° 301. — **VILLOUTREYS** (1) (N. de).

Cachet ovale (15^{mm} sur 13), plaqué sur une lettre signée « Le Breuil de Villoutreyx » adressée à M. de Loménie, à Moncut (Paris, 13 octobre 1661).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson de forme ordinaire, aux armes (d'azur, au chevron d'or accompagné en chef d'un croissant accosté de deux étoiles et en pointe d'une rose, le tout d'or) (2). Casque taré de face et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 302. — **VILLOUTREYS** (N. de), seigneur de La Judie (3) (xvii^e siècle).

Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre signée « La Judie » et adressée à M. de Loménie, à Limoges (sans date).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson de forme ordinaire, aux armes, accosté de palmettes. Couronne de comte à trois feuilles d'ache.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Famille originaire de l'Angoumois, dont une branche s'était établie en Limousin.

(2) Armorial général de 1696, *Limousin*, n° 216.

(3) Aujourd'hui commune de Saint-Martin-le-Vieux, canton de Nexon, arrondissement de Limoges.

N° 303. — VILLOUTREYS (N. de), seigneur de La Judie.

Cachet ovale (fragment), plaqué sur une lettre signée « La Judie » et adressée à M. de Loménie, maître de la poste d'Esse (Aixe) (Bordeaux, 21 décembre 1726).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale aux armes. Casque taré de profil et orné de lambrequins.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 304. — VILLOUTREYS (N. de), seigneur de Faye (1).

Cachet ovale (22^{mm} sur 20), plaqué sur une lettre à M. de Loménie (3 avril 1747).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, écusson ovale aux armes. Couronne de comte.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 305. — VILLOUTREYS (N. de) (2), seigneur de La Judie.

Cachet ovale (21^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre à M. de Nexon (3 septembre 1769).

Pas de légende.

Dessin. — Ecusson ovale écartelé : aux 1 et 4, vairé ; aux 2 et 3, de Villoutreys (3). Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(1) Aujourd'hui commune de Flavignac, canton de Châlus, arrondissement de Saint-Yrieix.

(2) Probablement Jean-François de Villoutreys, né le 29 juin 1738, fils d'autre Jean-François de Villoutreys, seigneur de La Judie, et de Cathérine de Solier; page de la petite écurie en 1755.

(3) L'Armorial général, *Limousin*, f° 249, indique pour Jacques de Villoutreys, seigneur de La Judie, le croissant, les étoiles et la rose d'argent; il semblerait donc que la branche de La Faye et celle de La Judie avaient des armes un peu différentes; mais peut-être aussi n'y a-t-il dans ces variantes qu'une erreur de l'Armorial général.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 306. — VILLOUTREYS (N. de) (1), seigneur de Faye.

Cachet ovale (20^{mm} sur 18), plaqué sur une lettre signée « de Faye » et adressée à M. de Nexon (Faye, 20 décembre (1777).

Pas de légende.

Dessin. — Sur un cartouche, deux écussons accolés à bords droits, à sommet et pointe arrondis : celui de dextre aux armes de Villoutreys ; celui de sénestre à un sanglier passant, au chef chargé de trois étoiles. Couronne de comte. A dextre, un griffon grimpant ; au-dessous des deux écussons, un autre griffon couché.

(Archives de M. le baron de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

N° 307. — VILLOUTREYS (N. de) (2), chevalier de La Judie.

Cachet ovale (17^{mm} sur 13), plaqué sur une lettre à M^{me} de Nexon (4 octobre 1785).

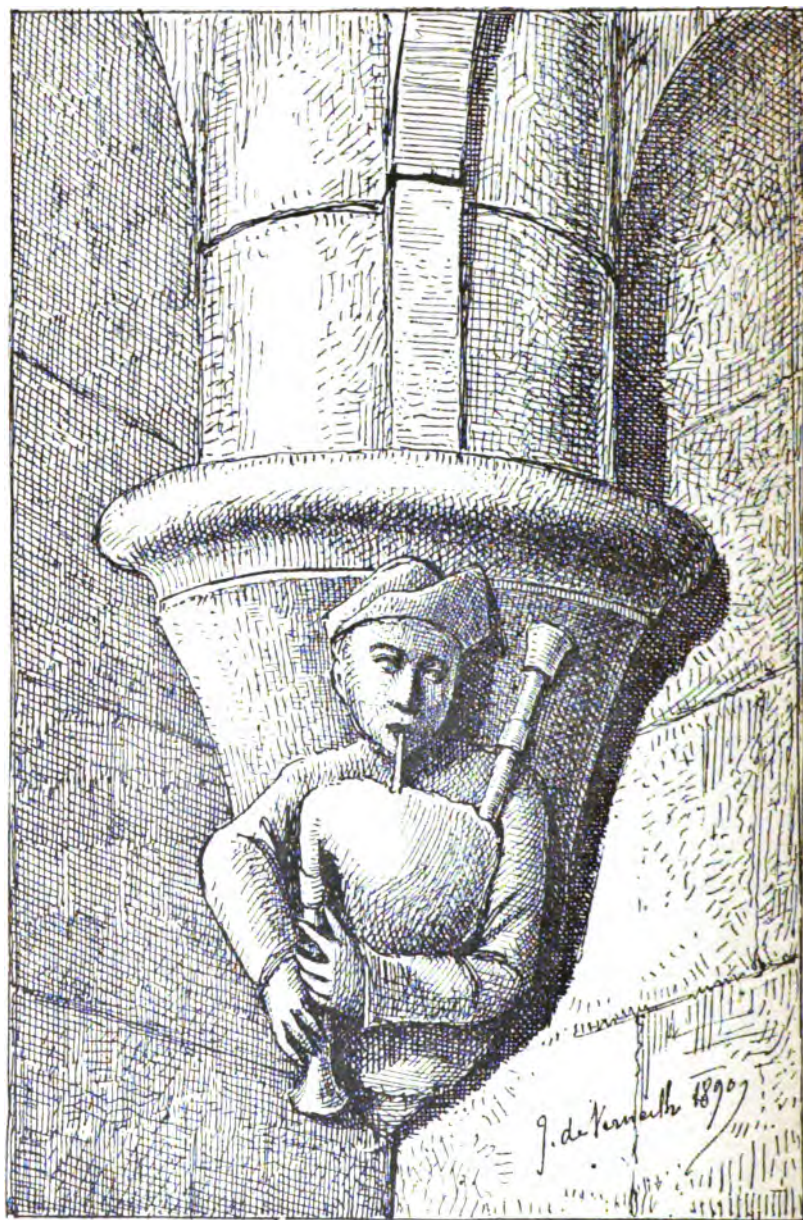
Pas de légende.

Dessin. — Ecusson aux armes. Couronne de marquis. Supports, deux lions.

(Archives de M. de Nexon. — Communiqué par M. Champeval).

(1) Probablement Pierre-Louis-Auguste de Villoutreys, chevalier, seigneur de La Faye, lieutenant-colonel du régiment Royal-Etranger cavalerie, chevalier de Saint-Louis, qui figura en 1789 dans l'ordre de la noblesse pour le Haut-Limousin (NADAUD, t. IV, p. 673).

(2) Probablement Jean-Martial-Charles de Villoutreys, frère du précédent et comme lui page de la petite écurie en 1755.



« CHOBRETAIRE. »

Cul-de-lampe du xvi^e siècle dans l'église d'Oradour-sur-Glane.

LA « CHABRETTE » ⁽¹⁾

L'instrument de musique rustique que nos paysans désignent sous le nom significatif de *chabrette*, n'est autre que la cornemuse.

On sait que la cornemuse se compose d'une outre, habituellement en peau de chèvre, que l'exécutant gonfle d'air comme un ballon, pour la soumettre ensuite à la pression.

A cette outre sont adaptés deux ou trois chalumeaux munis chacun d'une anche, et dont un ou deux ne font entendre qu'un

(1) Lors du Congrès tenu à Limoges au mois d'août 1890, par l'Association française pour l'avancement des sciences, M. Paul Charreire voulut bien donner, dans les salons de l'Observatoire météorologique, où le sympathique secrétaire général de la Société Gay-Lussac, M. Garrigou-Lagrange, avait eu la bonne pensée de réunir un grand nombre de membres du congrès, une conférence des plus originales et des plus attrayantes sur la musique ancienne et les vieux airs limousins. Cette conférence était accompagnée de l'exécution d'un certain nombre de morceaux, qui furent fort goûtés de l'auditoire. La *chabrette*, nécessairement, tenait sa place dans ce concert. En l'écoulant, un de nos plus savants et de nos plus aimables confrères nous faisait remarquer que cet instrument devait être des plus anciens et que sa forme n'avait pas varié depuis un temps immémorial. Il nous cita, pour preuve, un fort curieux cul-de-lampe du xvi^e siècle, qu'il avait naguères étudié et dessiné dans l'église d'Oradour-sur Glane, canton de Saint-Junien (Haute-Vienne), où il supporte les retombées de la voûte à nervures d'une chapelle du xv^e siècle. Cent ou deux cents ans plus tôt, le sculpteur eût orné son cul-de-lampe d'un ange jouant du psaltérion : l'idéal faiblissant, il se contenta d'y représenter un petit paysan soufflant dans sa cornemuse... Nous priâmes cet obligeant voisin, qui n'était autre que M. le baron de Verneilh, de vouloir bien nous donner, pour le *Bulletin* de la Société archéologique, un croquis du cul-de-lampe en question, et aussitôt l'objet reçu, nous avons demandé à l'excellent maître de notre école de musique limousine de nous écrire quelques pages pour accompagner ce dessin. Nous remercions, au nom de la Société, et le dessinateur et l'écrivain.

Rappelons que jadis la « chabrette » était admise dans nos églises limousines au moins une fois par an : à la fête de Noël. A Limoges, les membres de la confrérie des *Pastoureaux*, qui se réunissaient à Saint-Pierre-du-Queyroix, passaient sous une chaumière, élevée dans l'église même, toute cette nuit. Ils étaient habillés en bergers et accompagnés de sonneurs de musette, dont le salaire figure chaque année au compte des recettes et dépenses présenté par les bayles à leurs collègues. Vers 1840, on entendait encore, ce jour-là, à la cathédrale, les sons de la musette unis à ceux de l'orgue.

son fixe appelé bourdon, tandis que l'autre, percé de trous plus ou moins nombreux, permet aux doigts de produire des mélodies variées.

Dès la plus haute antiquité, on trouve la cornemuse en usage chez presque tous les peuples de race blanche parvenus à un certain degré de civilisation. Les sons fixes des bourdons, premiers rudiments d'harmonie, annoncent chez une race l'instinct d'une tonalité déjà bien déterminée dont ces bourdons font entendre les sons générateurs.

Un tel instrument est à coup sûr un progrès dans l'art à côté des flûtes et des trompettes : la musique indigène des races jaunes et noires ne présente rien de semblable.

Depuis plus de cinq mille ans la Perse et l'Inde ont dansé au son de la cornemuse ; les Assyriens, les Babyloniens, les Hébreux, les Phéniciens nous apprennent par leurs monuments que leur *sumponia*, sorte de cornemuse, jouait un grand rôle dans leurs concerts. L'Arabe sous sa tente n'a jamais cessé de charmer ses loisirs par les accents variés à l'infini de sa *zougarah*. C'est dans la même classe d'instruments qu'il faut ranger le *binou* des Bretons, le *bagpip* des Gallois, le *pipbrock* héroïque des Ecossais, et enfin notre sémillante chabrette limousine.

Fait singulier : Dans l'ancienne musique des Hellènes, art si vanté, on n'aperçoit aucun spécimen de l'instrument qui nous occupe ; mais l'étonnement cesse à cet égard dès qu'on se rappelle que la tonalité rendue prépondérante par l'invasion doriennne n'était basée que sur le tétracorde, qui excluait comme son générateur la quinte bourdon des cornemuses. En revanche, dans la grande Grèce, le Latium et la Sabine, les *utricularii* abondaient et sont encore goûtés de nos jours sous le nom impropre de *pifferari* (joueurs de fifre, mais en réalité de chalumeau).

En France et dans la Grande-Bretagne, le domaine des cornemuses semble s'étendre plus particulièrement à la région de l'ouest ; nos provinces de l'est n'en paraissent avoir fait usage que par emprunt.

Par ce fait, l'ethnologie musicale apporterait une preuve à l'assertion de M. Alexandre Bertrand, qui prétend que la race qui a élevé les tumuli n'est pas la même que celle des dolmens et des cromlechs, preuve toutefois fort peu convaincante à notre avis.

Revenons à notre chabrette limousine : présente-t-elle quelque caractère qui la distingue ? Voici ce que nous avons pu constater : Le quatrième degré de son échelle tonale sonne presque toujours environ un demi-ton plus haut que le même degré dans notre échelle diatonique moderne ; ainsi s'expliquerait pourquoi nos

chabrettaires font si rarement usage des deux bourdons, car celui qui fait entendre la quinte ou son générateur, produirait dès lors avec le quatrième degré haussé d'un demi-ton une dissonance le plus souvent intolérable.

Hélas ! Pourquoi nous faut-il déplorer que la chabrette, avec sa joyeuse crânerie, soit sur le point de désertir complètement nos chaumières, nos bals champêtres et nos cortèges matrimoniaux ? *O tempora ! O mores !* Les cris autrefois si musicaux de nos colporteurs, de nos *peillarauds*, de nos rêtameurs disparaissent dans l'oubli comme le joyeux chalumeau de nos pères. Qu'il était mélodieux notre *peillaraud* : *mi, ré, do... do, do, do, ré, mi, ré...* Le *pillarer* breton a conservé cette mélodie, avec cette différence qu'il la chante en mineur ; on sent que son oreille retient quelque écho des sourdes plaintes de la mer.

Ce serait rendre un véritable service à l'art musical de recueillir ces instruments, ces mélodies dans lesquelles vibraient l'âme et le cœur de nos aïeux. Il nous serait doux d'accomplir cette tâche, mais le temps nous presse, c'est avec grand-peine que nous pouvons noter quelques murmures de cette voix qui tombe et de ces accents pleins de charme qui ont si longtemps bercé nos ancêtres.

O tempora ! O mores !

— Quoi ! disent aujourd'hui nos coquettes *Jeannetoun*, vous voulez que j'accepte pour danser le radotage de nos *chabrettaires* ! Bravo le violon ! bravo la clarinette ! La chabrette, ça n'est plus qu'une vieille *zouille* dont il n'est plus permis de faire cas, pas plus que de cette mauvaise guenille qu'on appelle encore notre pimpant *barbichet*.

Eh ! Mesdames *Jeannetoun*, nos grands poètes d'autrefois ne dédaignaient pas de consacrer leurs rimes au chalumeau plein de verve dont vous faites si fort mépris ; écoutez plutôt Ronsard, ce rimeur-là marchait de pair avec le roi :

Lors appuyant (le pâtre) un pied sur la houlette,
De son bissac aveint une musette,
La met en bouche, et ses lèvres enfla,
Puis coup sur coup en haletant souffla
Et resouffla d'une forte haleinée
Par les poumons reprise et redonnée,
Ouvrant les yeux et dressant le sourcy.
Mais quand partout le ventre fut grossi
De la chevrette et qu'elle fut égale
A la rondeur d'une moyenne bale,

A coups de coude en repousse la voix;
Puis çà, puis là, faisant saillir ses doigts
Sur le pertuis de la musette pleine,
Comme saisi d'une angoissante peine,
Pâle et pensif, avec un triste son,
De sa musette ourdit une chanson.

(Chant pastoral à la princesse Marguerite).

P. CHARREIRE.

LES GRANDES CHASSES DE GRANDMONT

Dans son étude sur l'école d'orfèvrerie de Grandmont et son essai de reconstitution du magnifique maître-autel de l'abbatiale, M. Louis Guibert a recherché, après l'abbé Texier, quel avait été le sort des sept grandes châsses disposées sur la façade du rétable.

Il a constaté que de ces sept une seule existe encore : celle de Saint-Macaire. Elle est aujourd'hui conservée à Ambazac et renferme des reliques de saint Etienne de Muret. Deux autres, celle de sainte Panafrière et celle contenant les restes de plusieurs autres compagnes de sainte Ursule, transportées à Saint-Sylvestre, furent, en octobre 1794, envoyées à Limoges sur la réquisition de l'Agent national, réclamant du cuivre pour une chaudière. La châsse de sainte Albine, donnée à la paroisse de Saint-Priest-Palus, fut, dit-on, enterrée dans le cimetière par les fidèles, désireux de la soustraire aux profanations des révolutionnaires. L'abbé Texier a fait exécuter quelques fouilles dans le but de la retrouver; mais ces recherches sont demeurées sans résultat. Un cinquième coffret, excepté de la distribution faite aux paroisses du diocèse, à cause du mauvais état de sa garniture, et gardé à l'évêché, fut compris, au témoignage de l'abbé Legros, au nombre des débris de toute espèce vendus au fondeur Coutaud, qui vraisemblablement ne l'épargna pas plus que les autres objets acquis par lui soit de M^{re} d'Argentré, soit de l'économe-séquestre.

Sur le sort des deux autres châsses, M. Guibert n'a pu trouver aucune indication. Plus heureux que lui, nous sommes en mesure de fixer les archéologues et les amis de l'art sur la destinée de l'un et l'autre de ces précieux morceaux.

La grande châsse de saint Etienne de Muret, celle qui occupait la place d'honneur au-dessus du tabernacle, fut donnée à l'église

paroissiale de Razès. On s'est demandé si le curé en prit réellement possession. Les deux extraits qui suivent des registres de la commune de Razès, ne laissent aucun doute sur l'envoi de la grande fierte de saint Etienne à l'église de cette localité, et sur le sort de cette pièce d'orfèvrerie, la plus importante que possédât le Limousin à la veille de la Révolution :

« Aujourd'hui, cinq octobre 1792, an I de la République française, nous, commissaires soussignés, nous sommes transportés dans l'église paroissiale, où avons fait rencontre du citoyen J.-B. Magy, ministre catholique, auquel ayant déclaré le sujet de notre transport, il nous a ouvert le tabernacle, dans lequel il s'est trouvé un calice.....
une grande châsse en cuivre, garnie de pierreries de peu de conséquence, ayant de longueur 3 pieds 4 pouces, sur 2 pieds 7 pouces de hauteur, et 13 pouces de largeur.....

» Fait, clos et arrêté le présent inventaire, pour copie être envoyée aux citoyens administrateurs du district de Bellac, et nous sommes soussignés avec le dit citoyen ministre catholique, ainsi : Terrasson, officier municipal ; Magy, curé de Razès ; Moreau, Jardon. »

— « Aujourd'hui, 18 frimaire l'an II de la République une et indivisible, séance publique. Le procureur de la commune a dit que l'hydre du fanatisme ayant cédé la place à la raison, il est temps que le peuple reconnaisse la pureté que la nature a gravée dans le cœur de l'homme ; il est temps enfin que tous les hochets de la superstition tombent et rentrent dans l'anéantissement, — et a requis que tous les cuivres et guenilles du fanatisme soient adressés au Département, et que de toute l'argenterie il en soit fait don à la nation.

» Au même instant, le Conseil s'est transporté dans le temple, et après l'ouverture faite d'une petite armoire au-dessus de l'autel, il s'y est trouvé trois marcs six onces et demi d'argent ; au-dessus de l'autel, huit chandeliers en cuivre jaune, une croix même métal ; dans la sacristie, deux croix, un encensoir, une lampe et un bénitier en cuivre, le tout pesant 45 livres, et finalement une grande châsse et une petite renfermant beaucoup de superstition, pesant 190 livres, y compris six livres propres à faire des cartouches, un petit plat d'étain, pesant une livre cinq onces, une bannière en toile peinte. » Signé : Terrasson, maire ; Moreau, président de la Société républicaine ; Cantillon, vice-président ; Dumas du Breuil, secrétaire de la Société républicaine.

— » Le 12 pluviôse l'an II de la République une et indivisible, le conseil de la commune de Razès arrête que l'argenterie de la ci-devant église, aujourd'hui le temple de la Raison, y sera également envoyée. » Signé : Moreau, maire.

La dernière châsse, celle qui se trouvait placée la seconde du côté de l'Evangile et qui renfermait des ossements de sainte Essence et de plusieurs autres des vierges de Cologne, fut destinée à l'église de Thouron.

La mention suivante, relevée aux registres de la paroisse, établit qu'elle y était au moment de la cessation du culte :

« Le 9 septembre 1790, je me suis rendu à Limoges, accompagné du sieur **Martial Merliadon**, officier municipal et électeur du canton de Compreignac, habitant le présent bourg de Thouron, et de là chez **M. Legros**, vicaire de Saint-Martial, qui a eu la bonté de nous accompagner le lendemain à une des salles de l'évêché, où étant, il m'a remis les reliques des saints avec une chasse, comme il est dit au procès-verbal, déposé, ainsi que les lettres et autres pièces à ce concernant, dans les papiers de la cure. Le onze des dits mois et an que dessus, les susdites reliques ont été conduites par moi et déposées dans la chapelle de Saint-Roch, en cette paroisse, d'où le lendemain elles ont été transportées en grande célébrité à l'église paroissiale après vêpres. Le jour fixé annuel de leur fête, vénération et procession, est aussi indiqué dans les susdits papiers déposés parmi ceux de la cure. En foi de tout quoi nous avons signé pour servir et valoir en toute vérité. » A Thouron, le 11 septembre 1790. A.-E. Laurier, prêtre, curé.

Nous n'avons pas trouvé de mention expresse de l'envoi de chasse au fondeur; mais tout donne à penser qu'elle subit le sort de la fierte de saint Etienne.

A. LECLER.

ANNALES DE LIMOGES

PAR LES SIEURS GOUDIN

(1638-1690)

Ces Annales présentent ce caractère particulier qu'elles ne sont qu'une continuation des *Annales de Limoges* dites de 1638, connues aussi sous le nom de « Mémoires en forme d'histoire », par le chanoine Jean Baudel. Nous les avons extraites, en effet, d'un manuscrit de ces *Annales de 1638* (1) qui appartient à la famille Devoyon de La Planche, au château de La Planche, près Saint-Hilaire-Bonneval (Haute-Vienne) (2). Elles couvrent les pages 351 à 361 du registre et continuent sans interruption ni titre spécial les « Mémoires en forme d'histoire » de Baudel.

Quoique remplissant fort imparfaitement l'espace compris entre 1638 et 1690, ces courtes Annales contiennent cependant un certain nombre de faits inédits, et apportent sur quelques autres déjà connus l'appui d'un nouveau témoignage. Elles semblent avoir été rédigées en trois parties — 1638-58, 1673-78, 1684-90 — qui ont chacune leur auteur. Les indications recueillies sur l'intérieur de la couverture et les feuillets de garde du registre nous aideront à déterminer leurs noms.

On lit, en effet, au verso du plat :

*Ex libris Josephi Goudin, in supremo
Aquitaniæ senatu patroni.*

(1) C'est une nouvelle copie qu'il convient d'ajouter à la liste de celles que nous avons énumérées dans notre *Etude critique sur les Annales françaises de Limoges* (dans les *Annales du Midi*, 1889 et 1890). Elle contient, à quelques interversions près, toutes les matières contenues dans l'édition des *Annales de 1638*. Ce manuscrit in-4° compte 361 pages chiffrées, plus 12 feuillets liminaires non chiffrés.

(2) Nous devons la communication de ce manuscrit à l'obligeance de M. l'abbé Granel, curé de Saint-Hilaire-Bonneval.

*Si par fortune ou autrement
Le present livre estoit perdu,
Je vous prie tres humblement
Qu'au soubzsigné il soit randu.*

J. GOUDIN, l'aisné.

Suivent quelques notes historiques, des années 1673-1678, que l'on trouvera reproduites plus loin, à leur rang chronologique.

Sur le dernier feuillet :

JEAN GOUDIN, JEAN-BAPTISTE GOUDIN.

*Annales de Limoges appartenant à M. Joseph Goudin, avocat,
xx^e décembre 1680.*

Les Annales appartiennent à M. Jean Goudin, aoust 1682.

Joseph Goudin, qui s'intitule avocat au Présidial en l'année 1680, pourrait bien être l'auteur de la seconde partie. Jean ou Jean-Baptiste Goudin, qui est sans doute son fils (1), serait alors l'auteur de la dernière partie. Quant à la première, composée d'un seul jet, vers 1660, par un marchand de Limoges, comme il résulte de divers indices, elle est d'une rédaction très faible (2). Deux mentions de 1673 et 1681 sont sans doute l'œuvre du second auteur.

A. LEROUX.

L'année 1638 (3), les Meres Carmelites s'estant retirées en leur bastiment du fauxbourg de Manigne, ayant vendu le leur au dessoubz du portal Himbert aux religieuses filhes de Nostre-Dame (4) la somme de 22,000 livres, incontinent s'y retirèrent. Elles ont une bonne fontaine dans leur enclos et ont fait hausser des chambres sur leur eglise. Elles ont achetté un jardrin (*sic*) près le leur, une venelle ou ruelle entre deux, ensamble une maison tenant à icelluy qui va dans la grande rue des Combes.

(1) L'*Inventaire des Archives communales de Limoges*, par M. A. Thomas, ne fournit aucun renseignement sur cette branche de la famille Goudin.

(2) L'auteur parle, sous la date de 1639, de velours vendu par lui à l'intendant.

(3) Plus exactement 1634, comme il résulte de divers contrats conservés aux Archives départementales de la Haute-Vienne. Cf. M. P. Ducourtioux, *Limoges d'après ses anciens plans*, p. 160.

(4) On voit encore, au coin de la place Fontaine-des-Barres, la porte d'entrée du couvent.

En l'année 1639, le roy envôya au dit Fremin (1) ordre d'imposer sur les plus riches et aizés plusieurs sommes. A ce coup il fist encore mieux ses affaires, car il imposoit et levoit plusieurs sommes qu'il ne tenoit en comte sur l'estat et fournissoit aux taxés de bons contratz pour recevoir les rantes sur les tailles ; qui fut payé de deux ou trois années et plus rien, ayant [esté] cognene sa fripponnerie et vollerie. Est la cauze que le fondz et rante sont perdus.

Et après les aizés il fist des soubzaisés, qui fut aussi tres grand vollerie. Car s'il scavoit quelcun à la campagne, incontinent il luy faisoit signifier la taxe qu'il luy plaisoit, et incontinent contrainte pour payer dans le delay qu'il donnoit. Et par ce moyen il eut grosses sommes au detrimant du peuple. Il fesoit trembler tout le monde. Quand il vint a Limoges, il estoit grelé, n'ayant qu'une meschante sotane (2) et une vieille robe, pour laquelle fere des parements je luy vandis (3) deux pantes de vieux velours noir. En ce temps les partizans estoient en foule a Lymoges, sans comprandre ceux de la ville, et depuis continuerent.....

En l'année 1640, plusieurs furent accusés d'avoir rougné (4), dont fut exécutée une femme qui laissa quelque filz. Icelluy Fremin l'ouyt en secret, luy fesant accuser plusieurs qui furent déclarés innocentz par le Conseil, et autres qui, pour ne venir aux pour-suittes qu'on eust fait, donnoient de l'argent soubz main. Il estoit soutenu de quelques particuliers et officiers de la ville qui estoient toujours à son oreille et participoient à ses volleries et faussetés, desquelles il en fit plusieurs, et fausses accuzations qui durerent longuement, lesquelles demeurerent soubz silence, et que le grand conseil a cogné par ses arrestz qu'il randit aux accusés ez années 1642 et 1643, et autres depuis.

Icelle année 1640, les consulz obtindrent la foire du jeudy..... (5)

(1) Avant cette ligne, il y a dans le manuscrit un blanc que l'auteur se proposait de remplir en parlant sans doute de l'arrivée de Fremin à Limoges. — Ce Fremin, appelé aussi Fremin des Couronnes, était un intendant envoyé par le pouvoir royal dans la généralité de Limoges. Ses exactions sont racontées aussi par Pierre Mesnager dans un passage de sa *Chronique* ms., reproduit par les éditeurs des *Annales de 1638* (p. 408) et des *Registres consulaires* (p. 320).

(2) Le mss. porte *sotatane*.

(3) Voilà le seul indice qui soit fourni par le manuscrit sur la profession de l'auteur de ces premières notes.

(4) D'avoir rogné des écus? affaibli des monnaies?

(5) Une déchirure dans le manuscrit.

devant les rameaux, et depuis ilz ont obtenu foire pour tous les derniers jeudis des mois (1), comme la foire de Saint-Loup pendant huit jours l'an 1673 (2).

Icelle année, les vicaires de Saint-Estienne et de Saint-Martial, scavoir ceux de Saint-Estienne le jour de Toussaints, prindrent robes et capuchons longs comme M^{rs} les chanoines, reservé le parement des robes qui sont noires et celle des Messieurs de damas ou velours rouge cramoisy. Et le dimanche suivant, ceux de Saint-Martial firent de mesme. L'an 1681, les porte-masse et les deux bedeaux commencèrent à porter des robes de l'église collégiale de Saint-Martial, le jour et feste de saint Martial.

En l'année 1643 fut une maladie de fieuvre chaude suivie de pourpre, de laquelle mourut (*sic*) plusieurs hommes, chefs de familles tres considerables et des meilheurs marchandz et bourgeois et point de femmes. Le mardy 28 juin, la maladie s'eschauffant, fust faict procession generale (3) pour implorer la misericorde de Dieu, ou les chapes (*sic*) des saintz furent portées comme le mardy de Pasques, ou assisterent grand nombre de personnes nudz en chemize et autres portant cierges. La predication fut faite soubz les arbres a l'ordinaire, et trois jours après, de plus de deux cens malades qu'il y avoit, n'en mourut que six ou sept, et les autres guéris, et la maladie cessa. Quand Messieurs les vicaires des deux paroisses sortoient pour porter le Saint-Sacrement, ilz ne retournoient en leur eglise qu'ilz ne l'eussent administré à 10 ou 12 endroitz. Il y avoit des jours qu'il y avoit 12 grandz corps et tous chefs. Et par la grace de Dieu, aucun des vicaires n'eust de mal.

L'année 1643, l'obstention (*sic*) du chef saint Martial fut faite et d'autres saintz, commancant au mardy de Pasques, et la closture le mardi de Pentecoste par Monseigneur de La Fayette, evesque de Limoges. Les offrandes et présents qui furent donnés, Mess. de Saint-Martial les donnerent pour faire la chapse (*sic*), et fut fait queste par la ville pour y joindre. Laquelle fut faite a Paris et estimée la plus belle de France, hors (4) les pierreries qu'ont

(1) On sait que les foires de Limoges se tiennent encore le dernier jeudi de chaque mois.

(2) Ce détail donnerait à croire que cette foire, depuis son institution en 1565, ne durait guère que deux ou trois jours, comme celle des Innocents, créée à la même date.

(3) La procession du mardi de Pâques était faite en mémoire du miracle des Ardents.

(4) Le texte porte *or*. Il faut comprendre *hormis*.

d'autres, icelle n'en ayans point, ainsin que me fut dit par le sieur Celliere, enfant de Lymoges, maître orpheuvre a Paris, qui avoit la conduite, et deux des ouvriers qui estoient les meilleurs de France (1).

Le 12^e. avril 1647, veille des rameaux, la dite chapse arriva de Paris, et fut benite par M^{sr} l'evesque et..... (2). Le 20^e du dict. fut transferée ce qui estoit dans la vieille, qui estoit couverte d'argent doré, scavoir le coffre où est le saint chef et autres choses, tant en reliques que linges, et outre ce deux layettes et papiers, desquelz fut fait inventaire suivant les bilbelz qui se trouverent. Laquelle chapse demeura a la vue du peuple depuis le dit jour 20^e avril jusques au mercredy 19^e juin, veille de la Feste Dieu, dans la dite eglise haut eslevée jongnant les grilles du sepulcre du cardinal de Saragose (3), du côté de l'horloge, et fut mize dans le grand autel par mon dit seigneur après avoir célébré la messe, ou estoient grand nombre de personnes. La vieille chapse fut rompue quelques jours après soubz les arbres et dispersée a plusieurs qui firent des presents, qui fut pour payer les avances qui avoient été faictes (4).

L'année 1647, l'ymage de Nostre Dame de soubz les Arbres estant dehors fut renfermée par la devotion d'un voysin de l'église nommé Psaumet Faute, de colommes, ou il y eut grande devotion des personnes. Enfin, en l'année 1651, la chappelle de presant fust bastie, et depuis beaucoup de reparations dans icelle (5).

Le 4^e juillet 1647 (6), fust mize la premiere pierre ou sont les..... muscles (7) et daufins de la fontaine d'Aigoulene et effigie de saint Martial dans la coupe de la dite fontaine, et furent recherchés les conduitz d'icelle en divers endroits, qui sont tres beaux et espa-

(1) Cf. la *Chronique* ms. de Pierre Mesnager, citée par l'éditeur des *Registres consulaires* (III, 333, note), — et surtout les *Annales du Limousin*, (p. 848-849) de Bonaventure de Saint-Amable, contemporain des faits. La châsse en question était l'œuvre de Pierre Cellière et de Claude de Villiers (V. L. GUIBERT, *Orfèvererie et orfèvres de Limoges*, p. 52, 53).

(2) Une déchirure dans le manuscrit.

(3) Gui d'Arfeuille, dont le tombeau était placé dans la basilique de Saint-Martial, en face de celui du cardinal de Mende, Guillaume de Chanac.

(4) Cf. la *Chronique* de Pierre Mesnager, déjà citée.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) Mufles, ou masques, dans le sens de mascarons (?).

cieux; laquelle coupe fut levée plus haut qu'elle n'estoit de deux a trois piedz, outre la hauteur des dits muscles et dauphins, tellement que l'eau estant contrainte par le reserrement des ditz muscles, qui auparavant sortoit par un gros thuyaud de plomb de la grosseur presque de la teste, a gros bouillons et floquons d'eau, selon le temps, et le surplus dans les estangs, au lieu que dans le regorgement l'eau de la source a prins ailleurs chemin, dont s'est fait plusieurs prairies vers le Masjambost et ailleurs, tellement que c'est bien tout sy elle a la moylié de son ancienne source (1). Et qui plus est, les conduitz [estant] mal entretenus, lorsqu'il fait des pluyes, incontinent l'eau [devient] comme du mortier, laquelle auparavant estoit tousjours tres clere, belle et bonne. Lesquelz fraitz furent faitz par les consuls, mais non de leurs deniers; mais comme il y eust plusieurs logemens de gens de guerre qui furent logés et nourris par les habitans et outre ce fait payer plusieurs sommes, leur promettans qu'ilz seroient rambourcés, ainsin que le roy vouloit, et lesquelles sommes ilz eurent entre leurs mains, au lieu de les rambourcer, ilz firent fere ce que dessus, et de plus ilz firent provision de foing, disant qu'il debvoit passer quantité de cavalerie, ce qui ne fust, mais la pluspart pietons en grand nombre, et le foing leur demeura.

Le 15^e avril 1648, les Peres Capucins furent a Lymoges pour se placer. M^{sr} l'evesque le vouloit permettre, et par ce fust fait assemblée de ville, ou tous les corps furent. Et ayant esté remontré qu'il y avoit dans la ville et fauxbourgz et cité beaucoup de religieux mandians, et recevant iceux augmenteroient le nombre, ce que les habitans ne pourroient nourrir, ayant d'ailleurs plusieurs charges, lesquelles les fouloient tous les jours, et par ce furent refusés (2).

Le jour et feste de Pasques 1648, M^{rs} du Presidial ostèrent de leurs places certains prestres de l'eglise Saint-Michel estant placés pour dire vespres, disant qu'ilz avoient leurs places; dont y eut grand bruit, n'eust esté Mons. le curé qui leur manda de céder. Il y eust grand escandalle.

Le jour de Noel l'an 1658, fust la mesme chose, mais plus grande, car tous les prestres descendirent ne voulant dire vespres, mais s'assemblèrent dans la sacristie; enfin vespres furent dites. Et

(1) On sait que les eaux d'Aigoulène ont leur source près de La Borie.

(2) Cf. le récit des *Registres consulaires de Limoges*, III, 351, plus développé que celui-ci, mais identique pour le fond.

affin que cella n'arriva plus, fut faict acommodement par lequel Messieurs du Presidial auroient six cheres de chasque coté. Notta que les cheres sont esté faictes par le curé et prestres, dont l'épitaphe est aux quatre pilliers et copie a folio 228 (1).

Le... jour de juin 1648, fust fait procession solempnelle pour le jubillé, où furent toutes les compagnies penitentes qui n'avoient plus esté aux processions generalles, lesquelz ont depuis continué.

Icelle année (2), les bourgeois, marchandz et artisans se voyant oppressés de logemens de guerre, levée de grosses sommes pour la nourriture des Espagnols prisonniers, que pour le mois de juin fallut payer 720 ll. pour la nourriture des Espagnolz prisonniers sur la ville, cyté et faux bourgtz, outre une garnison et logement de gens de guerre, les officiers estant consulz deschargeoient les autres officiers de ville, tellement qu'il fallait que les marchandz artisans sussent le but pour souffrir tout cella, car la levée des Espagnols et autres taxes durerent longtemps. Et pour le payement des sommes taxées falloit les payer sans remize, dont aucuns n'avoient pas pour vivre. Quoy voyant, certains bourgeois et marchandz, pour obvier a ces desordres, forment plainte au Conseil contre l'esdit du Presidial pour leur empescher l'entrée du consulat; dont s'ensuivit plusieurs arrests. Et quand fut question de fere la nomination des consulz a l'ordinaire, ilz produirent (*sic*) un arrest du Conseil qui n'estoit en forme, dont y eust opposition (3). Enfin les bourgeois obtindrent un arrest par lequel est inhibé aus ditz sieurs du Presidial d'y entrer. Et pour la nomination, [elle] fut faite le lendemain de Noel, ou Mons. de Ventadour, gouverneur, fut commis pour faire la dicte nomination (4). Les gardes duquel rompirent les armes et dictions qui estoient sur un marbre en lettres d'or devant le palais, entre le portail et la grille des prisons, à l'honneur de Mons. de Corberon, intendant (5).

(1) C'est un renvoi à l'inscription qui est reproduite dans l'édition des *Annales de Limoges* dites de 1638, p. 267: *L'an quarante et quatre*, etc.

(2) Cf. les *Registres consulaires*, III, p. 348 et suiv., et la *Chronique* de Pierre Mesnager, p. 226.

(3) Voici la réponse à la question posée par M. Guibert dans une note des *Registres consulaires*, III, 354, au sujet du retard apporté en cette année 1648 à l'élection des consuls.

(4) Cf. les *Registres consulaires*, III, 354.

(5) Plus exactement ancien intendant. Il avait en effet démissionné l'année précédente pour des raisons inconnues. Nous ne savons ce que contenait l'inscription à laquelle il est fait ici allusion.

Iceux consulz à cause de leurs autoritez menoient eux-mesmes les soldatz aux maisons afin de les contraindre a fere quelque refus pour leur en donner une compagnie pour les ruiner ou faire eslever. Mais Dieu a tout préservé.

Icelle année 1648, le jour de saint André, premier jour d'advent, le predicateur qu'avoyt donné M^{re} l'evesque pour prescher l'advent et caresme a Saint-Estienne comme de coustume (1), et que le seigneur evesque doibt payer, fut refusé par le chapitre, et fut faite la predication à Saint-Maurice pendant le dit advent, pour quelque differend qui estoit entre eux, dont y eust quelque accommodement. Et le caresme, la prédication fut a Saint-Estienne.

Le premier lundy d'octobre 1648, Messieurs du Presidial..... (2) contre Mons. le grand prevost. Dont (3) Mess. du Présidial passant devant Saint-Michel, voyant un des archers du dit prevost qui parloit pres le lion avecq aucuns des voisins, fut envoyé un archer de Mons. le vissénéchal par iceux pour le prandre prisonnier. Lequel se voyant poursuivi, se sauva à la course et se jetta chez le dit grand prevost n'en estant esloigné, qui pour lors avoit quelque nombre d'archers chés luy. Lesquelz sieurs du Présidial furent incontinant chez le dit archer qui demouroit devant chés le dit grand prevost, pensant le trouver. Et sachant qu'il estoit chés le dit grand prevost se campèrent devant la maison aveq plusieurs gens, voulant fere ouvrir les portes par force, ce qui fust refusé. Et par le moyen d'aucuns d'iceux messieurs qui passerent par le dernier (*sic*), parlerent au dit sieur prevost et terminèrent cest affere pour ce soir. Ce bruit appres eust de grandes suites.

En l'année 1649, divizion entre Messieurs du Presidial et Tresoriers, lesquelz sieurs tresoriers envoyerent le commis de leur greffier signifier quelque ordonnance aux dits sieurs du Presidial dans le palais; lequel commis fut retenu par iceux qu'ilz garderent assés de temps: pendant lequel temps couroit le bruit par la place que l'on luy faisoit donner le fouet par la salle du palais, ce qui ne fut, mais grandes suites.

(1) On sait que l'Avent et le Carême étaient prêchés, au moins depuis la fin du xvi^e siècle, dans la Cité par un prédicateur du choix de l'Evêque, et dans la ville par un prédicateur à la désignation des Consuls.

(2) Le verbe a été oublié.

(3) Le sens de ce mot est : *Il résulte de cela que.....*

En la dite année aussi divizion entre les esleus touchant leur bureau. Et par ce fust donné arrest à Clermond (1).

Le 26 febvrier 1649, fust fait assemblée aux Jacobins des trois estats (2), et fut depputté M^{sr} de La Fayette, evesque, pour le clergé, Mons. de Meilhard pour la noblesse, et Mons. de Traslage, lieutenant général, pour le tiers estat. En laquelle assemblée y eust dispute entre l'abbé de Saint-Martial et doyen de Saint-Estienne pour la [pré]séance.

La dite année 1649 (3), passa sy grand nombre de gens de guerre qu'on ne sauroit croire. Il y eust 44 ou 45 logemens. On est estonné comme la ville s'est sauvée sans estre pilhée. Et mesmes des compagnies de Mons. le prince, conduittes par Soligny de Coligny qui estoient a Lymoges, n'en fesoient pas la petite bouche, disant que dans bref ilz viendroient fere grand'cheres et mesmes chez les mieux habilhés. Mais les nouvelles vindrent que Mons. le prince estoit arresté prisonnier quand ilz alloient pour se joindre aveq ceux de Saint-Léonard et autres troupes qui se devoient joindre aveq eux au rendés-vous pour faire leur gros d'armée, pour jouer leur entreprise. Mais Dieu leur ota le pouvoir par les prieres du glorieux saint Martial. Ce qu'ayant sceu, ilz s'esvaderent du pays.

Le jour de sainte Catherine 1649, quatre maisons tòmberent au bas du montant de Manigne, depuis la ruelle qui va dernier (*sic*) la maison de ville en bas vers la crois (4), environ 8 heures du soir, et fut tuée Madamoizelle Romanet Rose et sa fille, les autres de la maison estants sur le dernier comme les autres des autres maisons, et par ce moyen furent sauvées. Le deffaut fut qu'un des voisins vouloit fere une cave.

(1) L'élection de Limoges dépendait de la Cour des aides de Clermont.

(2) Cf. la *Dernière Chronique* de Pierre Robert, dans nos *Chartes, Chroniques et Mémoires*. ..., p. 301, et aussi le *Journal* de Lafosse (p. 13) qui fut envoyé avec son collègue de Verthamon à cette assemblée pour y représenter la ville.

(3) La *Chronique* ms. de Pierre Mesnager fixe ces passages de gens de guerre au mois de décembre 1649.

(4) Par conséquent du côté droit de la rue en montant vers la place des Bancs. Au siècle suivant il se produisit dans la même rue un accident semblable.

Icelle année, Mons. de Vantadour mourut à Brive (1), auquel succéda au gouvernement Mons. le duc d'Anville.

Icelle année [1649], le sieur de Foulé, intendant, vint à Lymoges et avec luy le nommé Tabouret, partizan des tailles, et autres de leur caballe, lesquelz partoient pour faire payer le Bas-Lymousin ; et pour ce [on] assembla toutes les compagnies du pays qu'ils menèrent, qui ruinèrent beaucoup de familles (2).

En ce temps du commencement de la guerre de Bourdeaux, Mons. Mousnier, conseiller au Parlement du dit Bourdeaux, vint à Lymoges au pallays du Présidial, publier quelque arrest que le Parlement avoit donné, ou ne se trouva personne (3) ; dont il prins acte par un commis qu'il avoit avecq luy, et incontinent partit. Lequel fist bien, s'estant azardé d'estre arreté, car il fesoit pour Mr. le prince contre le roy.

L'an 1650, le premier jour de may fust donné commission à.....
 (4) quatre de chasque canton pour lever la taxe que devoient
 (5) chasque canton, suivant ce qui fust aresté le jour aupara-
 vant par M. de Pompadour, lieutenant au gouvernement; Mons. de
 Foulé, intendant, Mess. le lieutenant general, procureur du roy
 et consulz et autres officiers de la ville et officiers des six compa-
 gnies en garnison, de lever en tous les cantons la somme de 200 ll.
 par jour. Et fut aretté que tous les habitans payeroient, exemps
 et non exemps, excepté les ecclesiastiques, comme appert par l'or-
 donnance imprimée et signée que j'ay en main, et les refuzanz
 contrainz par logement des gens de guet de la dite garnison, et
 que l'advance seroit faite par les cantonniers. Lesquelz leverent (?),
 ayant mis dans leurs rolles les officiers, lesquelz ne voulurent rien
 payer. Ce que remonstrant aux ditz lieutenant general, procureur
 du roy et consulz, qui n'en firent estat; au contraire, contraindrent
 les cantonniers a payer les sommes, amenant avecq eux les sol-
 datz chez eux. Voilà d'honnestes gens pour gouverner une ville.

(1) Cf. notre *Inventaire des archives départementales de la Haute-Vienne*, série E., suppl., Eymoutiers, p. 107. Voir aussi le *Journal du consul Lafosse*, p. 22.

(2) Cf. la *Chronique* ms. de Pierre Mesnager ; la *Dernière chronique* de Pierre Robert (dans nos *Chartes, Chroniques et Mémoires*....., p. 302) et les *Registres consulaires*, III, 350.

(3) Le même fait est rapporté par Lafosse (*Journal*, p. 34).

(4) Une déchirure dans le ms.

(5) *Idem*.

Le II^e du dict mois, fust faict assemblée de ville pour voir sy les officiers devoient payer et contraindre les^s cantonniers, fust aretté que l'on envoyeroit des gens de guerre ches tous les officiers qui ne voudroient payer et autres qui estoient en reste. Mais après la conclusion prinze, estant sortis de l'hostel de ville le lieutenant general, procureur du roy et consulz et plusieurs soldatz furent ches les cantonniers ayant boutiques, les fere payer solidement aveq grand rigueur. Ce que voyant, pour esviter execution ou autre malheur qui pourroit arriver, les consulz ne desirant qu'une revolte et mettre pour autheurs les pauvres cantonniers quoyque innocens. Et par ce furent contraintz de payer pour les plus riches.

En laquelle assemblée fust aretté de faire bonne garde; car le soir auparavant avoit passé au pont rompu cinq cens fantazins et 200 cavaliers venant de la part de Mr. de La Rochefoucaud, et alloient à Uzerche joindre M. de Bouillon (1).

Le 13^e du dit [mois et an], la ville fust avertie que le sieur de Bouillon s'estoit saizy de Brive et qu'ilz parlementoient a ceux d'Uzerche, ce qui fut cause que la garde fust faite exactement a une après-midy, jour et nuit. Car le bruit courroit qu'ils se devoient tous rendre le dimanche suivant à Uzerche pour faire leur gros d'armée.

Et d'autant que les murailhes de la ville ont bon besoin de reparation, fust deputté des cantonniers le dit jour pour recevoir les liberalités d'un chascun pour les reparer. Et incontinent y firent travailler.

Le 21^e du dit may 1630, Madame de Villegarde passa icy aveq un bon train. Les consulz furent luy dire le lendemain de desloger, disants qu'elle estoit du party de Madame la princesse qui s'estoit retirée a Turenne vers Mons. de Bouillon.

Le sieur de Sauvebœuf s'estant joint a Mons. de Bouillon, ayant fait un gros d'armée pres Tulle, il y avoit auprès environ 80 maiestres appartenans au prince Thomas; lesquelz furent chargés tellement que les uns prindrent parti aveq le dict duc, les autres se sauverent jusques dans Brive, lesquelz furent poursuivis jusques dans la dite ville et presque tous demontés, les autres maltraités.

(1) Ici commencent les renseignements que nous fournissent ces *Annales* sur l'épisode de la Fronde en Limousin. Ils ajoutent quelques détails instructifs, au point de vue local, à ceux que l'on trouve dans les *Mémoires* de Lenet.

Ceux qui peurent se sauver vindrent à Lymoges, estant 19 ou 20 en mauvais equipage.

Cependant, le dict Foulé, intendant, Tabouret..... (1) archers et soldatz de la garnison estants vers la Marche, apres vint à Limoges..... (2), qui est du party cy-dessus, ayant quelques archers avec eux passent par la porte Montmalhier qui, ce jour, estoit ouverte; car en ce temps on n'ouvroit qu'une porte pour mieux garder la ville, le canton de Manigne estant en garde; et lesquelz, peu de temps après l'ouverture, plusieurs ayant afferes, s'estoient retirés; c'est pourquoy le corps de garde estoit faible n'y ayant que le capitaine et peu de soldats. Le susdit.... vint à luy, le pistolet en main, luy disant plusieurs outrages afin de l'inciter, forçant les sentinelles qui estoient aux faux bourgs et tirant quelques coups de pistoletz, dont furent deux du faux bourg legerelement blessés, tellement que l'alarme fust dans la ville et bien furieuse. Et n'eust esté qu'ilz se sauverent, il y auroit eu du mauvais pour eux. Cependant, ilz tindrent le chemin du Masjambost tout le jour, attendant l'ordre qui leur fust donné par Tabouret. Et de la furent a Razès ou Tabouret tenoit des gens de guerre qui fesoient grand mal, dont le sieur Juge dudit Razès voulant empescher, print quelques habitans du bourg et paroisse pour faire teste. Lequel Juge fust tué et les autres prindrent fuitte, et pour ce n'en fust rien.

Le sieur de Pompadour donna des ordres aux ditz soldats d'aller loger à Jurniac (3), de la a Varneil (4) et a Barneil (5), les autres a Rilhac (6), Beaune (7) et autres bourgs, ruinant partout ou ilz passoient.

Cependant les ditz qui avoient forcé le corps de garde font... .. (8) verbal, y comprenant plusieurs disantz qu'une maison... .. au bout des faux bourgs de Montmalhier appartenant au nommé [Arnault], huissier au bureau, qui estoit avec eux pour faire les significacions ou exploitz qu'ilz pourroient avoir affere, avoit esté pilhée et..... ce qui estoit faux. Quoy scachant qu'ilz avoient envoyé au conseil.... qui dit est, Mons. le lieutenant général et autres officiers se porterent a la dite maison, ouyrent la

(1) En blanc dans le manuscrit.

(2) *Idem*.

(3 et 4) Jourgnac et Verneuil, canton d'Aixe, à l'O. de Limoges.

(5) Berneuil, canton de Nantiat, au N. de Limoges.

(6 et 7) Rilhac-Rancon et Beaune, au N.-E. de Limoges.

(8) Déchirure dans le ms., comme plus bas.

femme du dit Arnault et ceux de la maison et voisins, et fut faict procès verbal de l'estat de la maison, coffres, litz et autres meubles, ou ne fut trouvé aucune fracture. Sur ce, Messieurs du Présidial ordonnent adjournement personnel au sieur contre les susditz et appellés à trois briefs jours, et lesquelz font signifier aux ditz sieurs du Présidial des inhibitions du Conseil et se retirent tous a Saint-Leonard.

Au mois de juin, Tabouret (1), l'intendant Foulé, Brice, recepveur général, et les dessus ditz et autres de leur caballe, après avoir fait tout ce qu'ilz peuvent contre la ville et tout ce qu'ilz avoient remonstré au Conseil, enfin obtindrent que le bureau de la generalité de Lymoges, eslection et recepte, seroient a Saint-Leonard. Ce qu'estant signifié, deux de Messieurs les tresoriers partirent pour Paris pour avoir reglement, ce qu'ilz obtindrent.

Les dessus ditz, le dernier de juillet [1650], obtindrent sur une requeste arrest du grand Conseil par lequel ilz sont mis soubz la protection et sauve garde du roy, de Messieurs du Presidial et senechal de Lymoges, des consulz et de la ville, qu'ilz firent signifier.

Les consulz levent 9 sols 2 deniers pour livre de la tailhe, plus 4 sols 4 deniers, font 14 sols.

Les compagnies venantz de devant Bordeaux, plusieurs passerent icy, lesquelz (*sic*) pilhoient et volloient partout ou ilz passoient; mesmes estantz sortis de Lymoges au-delà de Couzeilz, près la chapelle de Nouallias, volèrent des chariots de marchandize venant de Paris appartenant a des marchandz de Lymoges, Thoulouze, Perigueux et autres.

*
* *

(2) Le 1^{er} septembre 1673, commence le papier timbré; le 1^{er} octobre 1674, la seconde espèce de papier timbré; le 1^{er} janvier 1676, le parchemin timbré pour l'expédition de tous actes des nottaires, contractz, obligations qu'on veut mettre à execution, à peine de mille livres; le 1^{er} avril 1678, a commencé la troiziesme espèce du papier timbré (3).

(1) Traitant des tailles, *Reg. consulaires*, III, 350.

(2) Les mentions suivantes, des années 1673-1678, sont inscrites sur la feuille de garde du volume.

(3) Ces constants changements dans la forme de papier timbré sont un

Le jour de caresme prenant 22^e febvrier 1678 à deux heures du matin, tumbèrent des murs de la ville dernier (*sic*) les Jesuittes depuis la première tour au desoubz la porte Boucherie jusques à la tour devant les Cordeliers, et se renverserent aveq leurs fondemens dans les fossés; le restant jusques au fort Saint-Martin menasse ruine.

Les Peres Jesuittes avoient obtenu du roy depuis peu tout le long de ce qui est tombé jusques au fossé, et pour ce avoient fermé le chemin qu'on alloit de la porte Boucherie à la tour Saint-Martin, tant de bas que sur la muraille le long des classes.

Environ la fin de caresme, mesme année, tomba depuis la tour Branlant autant de mur que le susdit.

*
* *

L'an 1684, l'ostension du chef de saint Martial fut faite avec un concours de peuple de toutes les provinces voisines, mesme des estrangers. Ensuite, la mesme année, il y eut une mission dans l'église de Saint-Pierre par le R. P. Honoré de Cannes et ses compagnons missionnaires capucins, qui finit le 1^{er} janvier 1685 (1).

L'an 1687, se fit l'ostension du chef de saint Martial et des reliques de la ville et province.

La veille de la saint Barthélemi 1690, il [y] eut une allarme si grande sur un bruit que les Huguenos au nombre de sept à huit mille hommes (2) venoient du côté de Souillac (3) et Brives, que toute la ville fut dans la consternation et se mit sous les armes. Ensuite cela ne fut rien. Cette allarme avoit esté à Bourdeaux, Agen, La Réolle et Toulouse, en moins de huit jours, qui eurent la mesme peur.

La mesme année, la ville de Limoges fit present au roy de vingt compagnies d'infanterie équipées, armées et en estat de servir.

des expédients financiers de l'ancien régime. Il en est encore question dans les cahiers de doléances de 1789. (Voy. nos *Nouv. documents historiques*, p. 72).

(1) Sur cette mission voyez un long récit du *Mémorial* des sieurs Nicolas dans le *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*, XXXVIII.

(4) Voy. sur ce point les *Registres consulaires*, IV, 71.

(5) Souillac doit être corrigé en Seilhac (arrond. de Tulle), non loin duquel se trouve la petite localité de Gourdon mentionnée dans le passage des *Registres consulaires*, qui vient d'être rappelé.

LES FOUCAULD DE SAINT-GERMAIN-BEAUPRÉ

D'après les lettres d'Henri IV

I. — SIÈGE DU CHATEAU DE SAINT-GERMAIN-BEAUPRÉ EN 1580.

« Le château de Saint-Germain, nous dit l'abbé Ratier, avait été attaqué deux fois dans le siècle précédent ; mais le siège dont nous parlons fut plus célèbre et plus ensanglanté » (1).

En rappelant ces divers sièges et bien que nous donnant la description du dernier, l'historien du château ne cite aucune date. Cette omission est d'autant plus regrettable que M. l'abbé Ratier avait en sa possession la correspondance de Gabriel Foucauld et de sa famille (2). Henri IV, alors roi de Navarre, nous offre un document précieux à ce sujet :

« *A Monsieur mon oncle, Monsieur le duc de Montpensier.*

» Monsieur mon oncle, je ne doute point qu'on ne vous ayt fait beaucoup de rapports du *sieur de Beaupré* et de sa maison de *Saint-Germain*, pour donner plus de couleur et de prétexte à la démolition et razement d'icelle. Mais tant s'en fault que ses ennemis ayent pris ceste occasion, que j'estime qu'ils ne sont fondez que sur une haine et malveillance qu'ilz luy portent, specialement de ce qu'il a suivy le party de la Religion. Car, à moy-mesme, si tost que l'on a veu la paix preste à se resouldre, on a faict le semblable à mes maisons de Meilhan, Vicfaizensac, Auvillars, le Mont-

(1) *Le Château de Saint-Germain-Beaupré*, par l'abbé RATIER. — Limoges, H. Ducourtieux, 1862, in-8°, p. 79.

(2) *Chât. de St-Germain-Beaupré*, p. 76, en note.

de-Marsan, estans après d'en faire de mesme ez aultres que j'ay en Perigort. Dont je me plains à vous, pour vous prier de considérer combien telle animosité est insupportable, et de m'excuser si je ne puis satisfaire à vostre prière pour le regard du dict *sieur de Beaupré*, auquel j'ay de l'obligation pour m'avoir assisté et faict service, ne me pouvant departir de luy faire en cela le plaisir que je pourray; et au contraire, Monsieur mon oncle, je vous prieray m'estre favorable en la justice que je prétendez demander de telz razemens et demolitions, craignant que pour le desespoir auquel les particuliers pourroient entrer, à cause de telles executions, ce que chascuns peult juger par soy-mesme. Je ne le dis pour vous desobéir ou desplaire, saichant le respect que je désire vous porter, mais pour l'équité et la raison, laquelle vous pouvez considérer par ce qui se faict à moy-mesme, dont je m'asseure que vous ne recepvrez que desplaisir, veu l'amitié que je sçay que me portez. Reconnoissant laquelle, je seray tousjours prest de vous tesmoigner par tous effects combien je la desire conserver. Et sur ce, prieray Dieu, après mes bien humbles recommandations à vostre bonne grâce, vous donner, Monsieur mon oncle, en santé bonne et longue vie.

» Votre humble et obéissant neveu comme fils,

» HENRY (1).

» De Sainte-Foy, ce 1^{er} jour de novembre 1580. »

Cette lettre, si élogieuse pour le seigneur de Saint-Germain-Beaupré, vient confirmer le passage suivant des *Recherches archéologiques* de M. de Beaufort (2) : « Leur petit fils Gaspard Foucault, seigneur de Saint-Germain, devint le chef des huguenots et embrassa le parti de Henri, roi de Navarre. Son *château de Saint-Germain fut assiégé en 1580 et pris*; mais pour s'en venger, en 1587, il prit et rançonna Châteauponsac, et ensuite le prieuré de l'Artige, qu'il livra au pillage » (3).

(1) *Lettres missives du roi de Navarre*, publiées par Berger de Xivrey, 1843. — Origin. Archives du Royaume, sect. hist., série K, 101-9.

(2) *Recherches archéologiques*, p. 190. — *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, années 1860-1861, Poitiers.

(3) D'anciennes fondations, recouvertes de constructions plus récentes, ainsi que les matériaux trouvés pendant le cours d'une restauration partielle terminée en 1885, ont offert à mon père la preuve certaine de transformations complètes subies par le château de Saint-Germain-Beaupré. On peut donc croire, avec M. l'abbé Ratier, que Saint-Germain a supporté plusieurs siècles.

II. — GABRIEL FOUCAUD II JUGÉ PAR HENRI IV ET SULLY.

Gabriel Foucauld, deuxième du nom, auquel était adressée la lettre que nous publions plus loin, ne méritait certainement pas les éloges qu'Henri IV adressait à son père. Sully, dans ses *Mémoires*, nous montre Gabriel Foucauld conspirant avec le duc de Bouillon pour établir une république aristocratique en l'année 1594. « Hé bien, Monsieur de Turenne n'est-il pas bien honnête et bien humble?... Il ne parloit pas si doux à Montauban et à Saint-Paul-de-la-Miatte, lors d'une assemblée qui s'y tint, où vous me vinstes trouver, en laquelle estoit un des docteurs de l'Electeur Palatin nommé Butrix, avec lequel les ministres et gens de synode et de consistoire, luy et ses partisans, comme Constans, Aubigny, *Saint-Germain-Beaupré* et Saint-Germain de Clan, Bressolles et autres tels brouillons faisoient toutes sortes de menées et pratiques pour faire que toutes les églises de France résolussent de se mettre en *espèce d'Estat populaire et République* comme les Pays-Bas, eslisant pour protecteur, afin d'en tirer secours puissant et opportun, le susdit comte Palatin, qui estableiroit, disoient-ils, quatre ou cinq lieutenants dans les provinces avec puissance égale, sans se fonder plus sur les princes du sang (1). »

Sully ne se montre pas tendre pour ces grands novateurs, et n'est-il pas singulier de voir François Miron redouter, d'autre part, l'avènement d'une sorte de République démagogique? Le prévôt de Paris, dans une lettre écrite au Roi, lui signale le danger qu'il pouvait y avoir d'attirer en trop grand nombre des ouvriers étrangers à Paris:

« Sire, vous verriez alors que vostre couronne commenceroit de brandiller sur vostre teste royale, et quand et alors que ces bohesmes seroient les plus forts en nombre, le volcan sous Paris vomiroit son feu, et bientôt il n'y auroit plus ni capitale, ni couronne, ni roy; mais une *respublique*, où les premiers seroient des voleurs et des bandits.

» Le vray et honneste ouvrier parisien besoigne ce jourd'hui, et il a beau salaire, vit chèrement, mais bien et grassement, caresse sa femme, lui faict des enfants, et aime Votre Majesté.

» Quant aux crieries isolez, ne vous en interloquez pas, cher syre. Vienne Jésus sur la terre, il y auroit encore des farinents (faïnénants?) et des bohesmes qui diroient: Jésus est un tyran. J'ai dict.

» Votre fidelle prévost, François MIRON » (2).

(1) *Mémoires de Sully*, chap. LIV, collect. Mich. et Pouj.

(2) Cette lettre a été citée par l'avocat de la famille François Miron dans un procès intenté par les descendants du prévôt à un sieur Morin, journaliste (mars 1882).

Grâce à cette lettre aussi curieuse par la pensée que par le style, nous pouvons constater chez le bourgeois et chez le grand seigneur la même sévérité pour les agitateurs grands et petits.

En 1597, pendant qu'Henri IV assiège Amiens occupée par les Espagnols, le duc de Bouillon et ses partisans huguenots recommencent leurs intrigues. — « Le roy craignoit, nous dit encore Sully, qu'à la longue ces messieurs de Bouillon, de La Trimouille, du Plessis, accompagnés par quinze ou vingt de leur caballe, dont les deux *Saint-Germain* (de Clan et de Beau-Pré), Aubigny, etc., estoient les plus eschauffez qui les sollicitoient à cela, ne les y disposassent avant qu'il eut pris Amiens : [ce] qui seroit la ruine de ses affaires » (1).

C'est bien certainement aux menées du duc de Bouillon et des seigneurs dont il était le chef que nous devons la lettre d'Henri IV à Gabriel Foucault. Cette lettre, datée de cette même année 1597, vers le 4 juin, reproche à Saint-Germain-Beau-Pré, non-seulement sa négligence, mais encore un véritable abus de confiance : celui d'avoir reçu depuis un an la solde de sa compagnie qui restait inactive.

« A Mons^r de Saint-Germain-Beau-pré,

» Mons^r de St-Germain-Beau-pré, je scay que vous avez trop de
 » courage pour demeurer à la maison quand je seray à la campa-
 » gne avec tous mes bons serviteurs, pour m'opposer à mes ennemis
 » et entreprendre sur eulx. Vous m'avés aussi rendu des témoignas-
 » ges de vostre affection qui m'ont donné occasion de croire que
 » vous m'assistèrés volontiers avec vostre compagnie de gens
 » d'armes, laquelle ayant esté payée d'un quartier l'an passée, et
 » la précédente d'un aultre quartier, le tout sans m'avoir servy, il
 » est bien raisonnable qu'elle vienne maintenant s'acquitter de ce
 » debvoir, et gagner le paiement qu'elle a receu avant le coup.
 » C'est pourquoy je vous escriis ceste lettre, et vous prie affectueu-
 » sement faire vostre compagnie la plus forte et la plus complète
 » qu'il vous sera possible, et avec icelle vous rendre dedans le
 » mois prochain en mon armée, en laquelle je fais estat de m'ache-
 » miner dedans huict jours. Vous y trouverez un bon nombre de
 » gens de bien qui ont bonne envie de bien faire, et m'assurent
 » que vous auriés regret de perdre ceste occasion de me faire
 » service, au besoing que j'ay d'estre assisté de tous ceux qui ai-
 » ment et ont intérêt à la conservation de cest estat. Préparé vous

(1) *Mémoires de Sully*, chap. LXXV, p. 252, collect. Mich. et Pouj.

» donc pour cest effect et vous asseurés que je vous y verray très
 » volontiers, et que vous y serés bien venu ; priant Dieu, Mons^r
 » de Saint-Germain, qu'il vous ayt en sa saincte et digne garde.

» HENRY » (1).

Ajoutons à cette lettre un entretien d'Henri IV et de Sully et nous serons complètement édifiés sur la fidélité plus que douteuse de Gabriel Foucaud : « N'ay-je pas oublié les bons tours qu'il (le duc de Bouillon) m'avoit faits durant le siège d'Amiens, m'ayant esté rapporté de divers endroits et très bien justifié que ma bonne tante de Rohan avec toutes ces resveries, luy, Messieurs de La Trimouille, du Plessis, de Saint-Germain-Clan, de BEAU-PRÉ... et autres, avoient couru et tracassé par les églises et synodes et usé d'une infinité de mauvais discours, artifices et calomnies, non seulement pour mettre tous ceux de la Religion en ombrage de moy, mais aussi pour les disposer à prendre ouvertement les armes, alléguant en autres raisons, que moy ayant ainsi changé de Religion, non par ignorance ou faute de cognoistre la vérité, mais par pure ambition et avoir plus de liberté à me plonger ès plaisirs et délices mondains » (2).

III. — SÉJOUR D'HENRI IV AU CHATEAU DE SAINT-GERMAIN-BEAUPRÉ.

En 1605 Henry IV forme le projet de visiter le Limousin pour réduire le duc de Bouillon et ses partisans à complète obéissance. Le voyage ne se fit pas sans résistance de la part des courtisans.

« Pour achever d'esteindre les brouilleries dont il avoit esté parlé en ses provinces circonvoisines... il falloit sans différer mettre fin a tout cela dans le mois d'octobre, comme ce luy seroit chose facile s'il vouloit promptement partir. Ce qu'après plusieurs contestations avec la plus part de ses serviteurs et peut estre luy mesme, il résolut finalement : car jamais voyage ne se fit tant contre le gré de la Cour que celui là, duquel sachant que vous (Sully) estiez le solliciteur, vous ne fustes pas épargné par les langues médisantes de ceux qui font leur paradis des délices de Paris (3). »

Henry IV partit de Paris vers le 15 septembre, à la tête d'une

(1) Cop. Bibl. nat. Fonds Béthune, mss. 8955, fol. 36, recto.

(2) *Mémoires de Sully*, chap. LXXX, p. 272, collect. Mich. et Pouj.

(3) *Mémoires de Sully*, t. II, p. 73.

petite armée dont Sully commandait l'artillerie, composée de deux canons, deux couleuvrines et deux bastardes. Arrivé à Limoges le 14 octobre, le roi ne fit son entrée solennelle que le 20 et séjourna dans la ville jusqu'au dimanche 23 octobre (1). Le départ eut donc lieu le 24 et non le 25 comme le dit l'abbé Ratier (2).

« 24 octobre 1605.

» A LA REINE,

» Mon Cœur, je pars et ay commandé à ce porteur de me voir le pied à l'estrier pour vous en assurer..... (3). »

Parti de la Croix du Breuil, le roi se dirigea sur Saint-Germain-Beaupré. Il ne s'arrêta pas à La Souterraine, que désolait une terrible épidémie et reçut à une petite distance les hommages présentés par le conseiller du roi Salet (4).

A la même date, nouvelle lettre :

« 24 octobre 1605.

» A LA REINE,

» Mon Cœur, je m'en vois coucher à *Saint-Germain*, chez *Beau-pré*, et seray, s'il plaist à Dieu, demain à Argenton. Toutes les nouvelles que vous pourray doresnavant mander ne seront que des chemins et du beau et du mauvais temps. Le cœur commence à relever à tout le monde de sentir le visage tourné vers la douce France (5). Ce malheureux pays et les importunités nous l'avoient tout abattu, et particulièrement a moy, qui, je vous jure, fusse tombé malade si je fusse esté encore deux jours à Limoges. Ce xxiiij^e octobre (6). »

Cette lettre nous renseigne très exactement sur la date de l'arrivée du royal visiteur à Saint-Germain-Beaupré; elle a en outre

(1) Entrée d'Henry IV à Limoges, relation de Simon Descoutures, au *Bulletin de la Société arch. et hist. du Limousin*, t. IV, 1852, p. 47. — *Limousin historique*, t. IV.

(2) *Château de Saint-Germain-Beaupré*, par l'abbé Ratier, p. 70.

(3) Origin. Autographe. Collection de M. Feuillet de Conches.

(4) *Château de Saint-Germain-Beaupré*, p. 71.

(5) La « douce France ». C'est le mot si souvent appliqué à la patrie par Charlemagne et ses peuples. On aime à retrouver cette expression, à huit siècles de distance, sous la plume d'un Français comme Henri IV.

(6) Origin. Autographe. Collection Feuillet de Conches.

l'avantage d'expliquer les résistances bien justifiées des courtisans et du roi lui-même à quitter Paris pour entreprendre ce voyage en Limousin.

« 25 octobre 1605.

» A LA REINE,

» Je ne vous voulus pas mander hyer comme, depuis le portement de Nicolo, le dévoyement m'a repris, parceque jecuidoie que le changement d'air m'en guériroit; mais, mon cœur, il me continue avec un tel mal d'estomac que je crois qu'il me faudra arrester à Châteauroux, ou je seroy demain, pour prendre médecine et me reposer; car ce mal m'affoiblit et m'attriste extrêmement. Je pars tout asteure de *Saint-Germain*, m'en vois coucher à Argenton. Voilà tout ce que je puis vous mander. Bon jour, mon cœur, je vous baise mille fois, ce xxv^e octobre (1). »

Henry IV a donc passé la nuit du 24 et la journée du 25 au Château de Saint-Germain-Beaupré. Jouilletton nous indique exactement la durée de ce séjour; mais, suivant sa déplorable habitude, sans fournir aucun document à l'appui de son dire (2).

La dépense extraordinaire, dit le journal de l'intendant, occasionnée par les soixante personnes de la compagnie du Roi et les nombreux invités, ne s'éleva pas à plus de soixante-dix livres tournois, tant étaient grandes les ressources de la maison seigneuriale (3).

La santé du roi s'améliore à son arrivée dans le Berry, justifiant ainsi le désir de quitter à la hâte le Limousin pour rentrer dans la « douce France » :

« 26 octobre 1605.

» A LA REINE,

» Mon Cœur, je receus hyer deux lettres de vous. Il y avoit deux jours que n'en avois eu. J'ay mieux dormy ceste nuit, et sens ce matin moins de douleurs à l'estomac. Je vis avec un extresme régime; s'il m'amende tout aujourd'huy, demain, au lieu de prendre médecine, je courray un cerf. Je seray, s'il plaist à Dieu, vendredy,

(1) Origin. Autographe. Collection Feuillet de Conches.

(2) *Histoire de la Marche*, par Jouilletton, p. 348.

(3) *Château de Saint-Germain-Beaupré*, p. 72.

quatriesme du mois qui vient, à Fontainebleau. Gardès vous pour l'amour de moy et de ce que vous avès dans le ventre. Je vais coucher à Chasteauroux où je sejourneray demain ; vendredy à Vatan, et feray ma feste à Vierzon ou à Aubigny. M^{de} de la Chastre vous dira tout ce pays-là. Bonjour mon cœur, je te baise cent mille fois. Carleroux sera icy auhuy. Mercredi xxvi^e octobre, a Argenton (1). »

On nous permettra d'emprunter encore à la correspondance royale l'appréciation de ce voyage : « Au reste, dit Henry IV au Landgrave de Hesse, j'ay accompli mon voyage *de Limousin* très heureusement, ayant par ma présence consolé et fortifié mes bons subjects en leur obéissance et fidélité, et par ma bonté et justice redressé les desvoyez au chemin de leur devoir, ainsy que je pouvois désirer (2).

G. BERTHOMIER.

(1) Origin. Autogr. Collection Feuillet de Conches.

(2) Le 8 novembre 1603, au Landgrave de Hesse.

INVENTAIRES

DU CHATEAU DE NEXON

Nexon est un château du Limousin, qui a donné son nom à ses seigneurs, les de Gay, et au bourg qui l'avoisine. La commune, chef-lieu de canton, est située dans le département de la Haute-Vienne, sur la ligne de Limoges à Saint-Yrieix.

Les inventaires, exhumés de ses archives, sont au nombre de quinze. J'en dois la connaissance à l'obligeance de M. Champeval, qui les a découverts, et la communication à la gracieuseté de M. le baron de Nexon, qui a bien voulu me les adresser pour que je puisse les copier et étudier à loisir. Que tous les deux, puisqu'ils ont bien mérité de la science, trouvent ici l'expression de ma gratitude, qui sera certainement partagée par mes lecteurs.

Nexon était une seigneurie, un fief noble, ayant juridiction sur un territoire déterminé. Aussi, dans la salle, conservait-on l'étalon de la mesure locale, appelé *timbre*. L'habitation seigneuriale était protégée par un *canal*, un *pont-levis* et deux *canons*.

Le château, que l'on peut reconstituer dans sa division intérieure, grâce aux indications des pièces, peu nombreuses d'ailleurs et nécessairement très spacieuses, comme on faisait jadis, n'a qu'un mobilier de peu de valeur. Son luxe consiste surtout dans ses tapisseries et tapis, qui donnent tout de suite grand air aux appartements, et dans l'argenterie, abondamment fournie.

Une seule fois, il est question de bijoux.

Les documents que je transcris vont du xvi^e au xix^e siècle. Nous

avons donc sous les yeux l'ameublement d'un château pendant une période de trois cents ans. En somme, il n'y a pas, à chaque mutation de seigneur, de changement notable. Nous y trouvons aussi de curieux détails sur le costume.

Je supprime systématiquement tout ce qui ne rentre pas dans mon cadre, par exemple l'énumération des titres et du bétail. Il y aurait là, sans doute, pour l'histoire locale, un curieux appoint relativement à la généalogie et à la condition agricole; mais tout autre est mon but et je tiens à ne pas m'en écarter.

I. — XVI^e SIÈCLE.

Les biens que feu Mons. maistre Léonard Gay, en son vivant conseiller au grand conseil, mon oncle, possédoit au temps de son décès (1).

Les bagues et joyaux que Catherine Saleix, damoiselle, ha, qu'estoint des biens délaissés par led. feu M^e Léonard Gay.

1. Et premièrement, une grosse dauroure d'or, du prix de xxx r. (2) ou environ.

2. Plus, une aultre dauroure (3) d'or, du prix de xii r.

3. Plus ung gaseran (4) d'or, du prix de lx r.

4. Plus, ung aultre gaseran, du prix de xv r.

5. Plus, une chaîne d'or esmalhée, du prix de xvii r.

6. Item, deux brasseletz d'or, poissant x r.

7. Plus, une rose de dyaman, avec ungs petis patenostres d'or, vallant le tout l r.

8. Plus, ung fermail d'or, où il y avait trois rubis et deux dyamans, vallant xxx r.

9. Plus, une patenostres de perles grosses, marqués de marques (5) d'or, vallant lx r.

(1) Cet inventaire a été écrit, à la fin du xvi^e siècle, sur un petit cahier de huit pages.

(2) Royaux, réaux.

(3) On écrivait aussi *doreure*, témoin ce passage de l'idylle de Georges de Selve, évêque de Lavaur (1526-1542) : *Les plesirs de la retraite* :

« A peine le soleil brille sur l'Orient
Qu'il voit l'endroit où je demeure
Et peint d'une belle doreure
Tous les murs de mon bastiment,
Mais l'esclat de cette peinture
Que donne la seule nature
N'est-il pas cens fols plus charmant
Que n'est la vaine architecture? »

(4) « *Jaseran*, collier d'or, formé de petits anneaux; chaîne de cou, à petits anneaux, dite aussi *jaseron* » (LAROUS-E).

(5) Les *marques* formaient les *Pater*.

10. Plus, une dizaine (1) de patenostres d'or, avec une bullete (2) d'or au bout, vallant x r.
11. Plus, unge patenostres de couraud (3) verny, fort beau, marqués de marques d'or, vallant xv r.
12. Plus, ung aneau, appellé saphier (4), vallant xx r.
13. Plus, ung aultre aneau appellé dyament, vallant xxx r.
14. Plus, ung autre aneau, appellé reby, fort grand, de la velleur de xx r.
15. Plus ung autre aneau appellé turquoyse, de la velleur de x r.

Les bijoux énumérés sont de sept sortes : *dauroure*, *jaseron*, *chaines*, *bracelets*, *fermail*, *chapelets* et *anneaux*. L'émail est mentionné une fois, au n° 5, à l'occasion d'une chaîne d'or, collier ou ceinture. Les pierres précieuses sont le *diamant*, le *saphir*, le *rubis* et la *turquoise*. Un des chapelets est en *corail vernis* (5), c'est-à-dire peint en rouge, ce qui indique une imitation de corail.

L'estimation de la valeur se fait en *royaux*, monnaie d'or.

Un mot paraît ici pour la première fois dans les inventaires (nos 1 et 2). On peut le lire *dauroure* ou *dauvoure*. Aucun glossaire ne donne une forme analogue ou équivalente. Le contexte peut seul éclairer sur son sens. L'énumération des bijoux doit commencer par la tête : on passe ensuite au *cou*, où est le *jaseron* ; à la *ceinture*, où se met la chaîne ; aux *bras*, qui ont des bracelets ; à la *taille*, avec son fermail, qui peut aider à fixer les patenôtres pendantes et enfin aux *doigts*, où s'enfilent les anneaux.

L'ornement de tête ne peut être qu'un *diadème*, ou plutôt une *ferronnière*, qui était alors très populaire. Ce n'est pas certainement une paire de boucles d'oreilles, puisqu'elles ne vont pas ensemble, l'une aurait valu trente royaux et l'autre douze seulement.

II. — 1593.

4. Deux robbes de drapt noir, bandées (6) de veloux.

(1) Le *dizain* était une *patenôtre* de dix *Ave Maria* seulement.

(2) La terminaison de la patenôtre était ordinairement une houppe ; ici, elle est une rese de diamant (n° 7) ou une petite boule d'or.

(3) Corail vernis, peint en rouge, ou imitation de corail.

(4) La rédaction est défectueuse : le saphir n'est pas l'anneau lui-même, mais la pierre du chaton.

(5) En italien, on dit dans le même sens *verniciata*, qui dérive de *vernice*, couleur.

(6) Le *Glossaire archéologique* n'a ni *bandé*, ni *bande*, qui signifie une large bordure. « Un manteau de fort fine migrene rouge, bandé à deux bandes de velours noir. beau. Un savau de fin noir, à pointes de satin noir, à deux bandes de velours » (*Inr. de J. de Mailiard*, 1527).

2. Plus deux cothes (1).
3. Plus ung corps (2) de robbe de drapt noir, attaché avec ung garde-robbe (3) de sarge d'Orléans.
4. Plus une cothe.
5. Plus, une robbe de drapt noir, faicte à l'oupalandre, doublée de satin.
6. Plus, une autre robbe, bandée de veloux, faicte aussy à l'oupalandre (4).
7. Plus, une autre robbe, de la mesme façon, aussy bandée de veloux.
8. Plus, une cothe de drapt rouge.
9. Plus, ung paire de manchons (5) de veloux noir.
10. Plus, ung garderobbe de sarge de Beauvoys (6), garny de veloux par en hault.

Un acte, du 17 février 1593, énumère les legs faits par « feu Monsieur Maistre Jehan Degay, quand vivoit advocat en la cour de Parlement de Bourdeaux », à « Dame Anne Degay », sa femme, « outre les sommes à elles constituées en dot ».

(1) Cotte ou surcot : « Ugne coute de escarlade fort fine. Ugne couste de fin noir, bone. Ugne coute de rouge, bon pour les dimenches. Ugne coute de demi-ostade tané. Ugne coute de drap jaulne, bon. Ugne coute de rouge pour tous les jours. Ugne coute de bon noir pour les dimenches » (*Inv. de J. de Malliard*, 1527).

(2) Corps ou corsage.

(3) Victor Gay définit le garde-robe « un tablier ».

(4) « Pour une fourreure d'algneaux blans, délivrez pour fourrer une hoppelande de gris. Pour 11^e de menu vair dont furent forrées v hoppelandes de drap de soye vermeil à une manche noire. 7 aulnes de gris brun fin de Moustiervilliers dont ont esté faites deux hoppelandes pour Monseigneur, une longue et l'autre à mi-jambe. 5 hoppelandes de drap de soye à devise de gettz ef une manche noire, une longe dessus, fourrées de menu vair. Une hoppelande longue de gris, fourré de gris, qui sont 7 garnemens. 1 drap de soye noir de damas pour faire une hoppelande » (*Compt. de Guy de la Trémoille*, 1395-1406).

(5) Les manches et manchons étaient mobiles, c'est-à-dire ne tenaient pas à la robe.

« Ugn pourpoint de sarge fine et pieasse et les manchons de velous, doublé de tafetas blanc, nervé de velous violé, fort beu. Les manchons : ugn menchons de velous gris. Ugn menchons de vellous tané. Ugn menchons de velous noir. Ugn menchon de satin tané. Ugn menchons de tafetas de Jénes noir. Ugn menchons de bourt de soie noir tané. Ugn menchons dez ostade bleue, vieulx. Ugn menchons de drap fin blanc. Deus menches de robe dez ostade » (*Inv. de J. de Malliard*, 1527).

« Mémoire des manchons que je luy hus ou qu'elle avoit, que luy fit fère : Ugn manchons de velous orange, beus. Plus ungs manchons de velous cramoysin vicleu, que je fis fère, fort beus. Ugn manchons de velous violet qu'elle avoit. Ugn manchons de velous orange, qu'elle avoit aussi. Ugn manchons de satin blanc qu'elle avoit et, pour tous les jours, de noir. Et je lui en ballies de bourre de soye noir et tané et des autres de tafetas noir et des autres de fin noir bon. Et en doné ugn manchons de velous orange et ugn de satin violet. Ugn autre de satin noir » (*Inv. d'Isabeau de Solmigniac*, 1528).

« Une robe de drap d'or,.... les manches de mesme. Ung manteau de damas cramoisy... sans manches. Aultre robe, de taffetas cannelle cramoisy, les manches de satin vert rayé d'argent. Aultre robe de satin gris rayé d'or, avec les manches de satin façonné, rayé d'or. Aultre robe de taffetas gris frangé, les manches de toile d'or milanoise » (*Inv. de Quermelin*, 1585).

« Plus 3 paires de manches à ses sœurs, plus quatorze livres pour une robe et une paire de manches » (*Journ. de P. Vacherie*, 1625).

(6) « Sarge de Chartres. Sarge de Beauvais » (*Inv. du marquis de Rémoville*, 1632).

Les vêtements sont des *robes*, des *cottes* et des *garde-robes*.

L'étoffe est du *drap* noir ou rouge, de la *serge*. d'Orléans ou de Beauvais, employée seulement aux garde-robes, et du *satins*, pour la doublure.

Le velours est affecté aux *bandes* ou pourtour et aux man-chons.

On remarquera la façon de deux robes, qui sont en manière de *houppelande*, c'est-à-dire entièrement ouvertes en avant.

III. — 1627.

1. Dans la *chambre haute*, qui a prospect sur le jardin : Ung chas-lict (1) de noyer (2), 8 l.

2. Ung lict, guarny de coette, coussin, une couverte verte, 50 l.

3. Ung tour de lict de satin de Bruges en broderie, usé, 4 l.

4. Troys rideaux de sarge de coulleur jaulne, 12 l.

5. Ung dressoyr (3) de mesme estoffre, 40 s.

6. Ung boys de couchette de noyer, 3 l.

7. Une coette et cuissin de couchette, 12 l.

8. Une couverte blanc, 40 s.

9. Ung pavillon de sarge jaulne imprimée, 10 l.

10. Une table de noyer, 5 l.

11. Ung tapis de Flandre, 6 l.

12. Six chaires, troys grandes, les autres troys moyennes, garnyes de sarge de coulleur verte (4) obscure, 18 l.

13. Six chaires, troys grandes et troys moyennes, garnyes de cuir doré (5), 18 l.

14. Une aultre chaire, garnye de cuyr rouge, uséc, 40 s.

15. Une autre chaire, guarnye de tripe de velour (6), fort uséc, 40 s.

16. Ung dressoir de noyer, y ayant au-dessus un tapis de camelot (7) rouge, frangé de layne, fort uzé, 6 l.

17. Quatre grand tableaux où sont les pourtraictz dud. feu s^r Degay et de lad. damoysselle du Chenaud, sa vefve, et les autres deux de deux princesses, ayant les ruydeaux (8) de tafetas vert, 12 l.

(1) Défini par le *Glossaire archéologique* « bois de lit ».

(2) Le noyer et le chêne sont les deux essences dominant en Limousin.

(3) *Dressoir* se disait donc, non-seulement du meuble, mais aussi de sa housse : V. Gay n'a pas donné cette acception. « Plus ugn petit tapis de ladite tapiçarie comune, rouge et jaune, sur le dressoir » (*Inv. de J. de Malliard*, 1527).

(4) « Sarge verte » (*Inv. du marquis de Rémoville*, 1632).

(5) Voir ce mot à la table du tome I de mes *Œuvres complètes*.

(6) Peluche.

(7) Voir ce mot à la table du tome I de mes *Œuvres*.

(8) Ces rideaux protégeaient les tableaux à la fois contre le soleil et la poussière. « Super altare quamdam ymaginem Beate Marie, cum quodam vello viridi. — Item quamdam cortinam nigram, que erat ante dictam ymaginem, pendentem in filo ferreo » (*Inv. des Templiers de Toulouse*, 1313, n^o 1, 14).

18. Un père de chanetz ou landiers (1) de leton, 18 l.
19. Deux petitz tabouretz, garnys de sarge fort usée, 40 s.
20. Ung coffre de Flandre, dans lequel n'a esté trouvé que les habis de damoysselle Marie du Chenaud, vefve de feu Joseph de Petiot, juge de Lymoges, 8 l.
21. *Dans autre chambre, aussy en hault de lad. maison, ayant aspect sur le devant d'icelle* : Un grand chasly de nouyer, 10 l.
22. Une coeste et cussin, 25 l.
23. Troys ruideaux de sarge de colleur orange (2), uzés, 8 l.
24. Ung linceux de toille de pays, 30 s.
25. Une table et ses trateaux (3) de noyer, 7 l.
26. Deux boys de cochete de noyer, 6 l.
27. Deux coestes et cussin desd. couchettes, 20 l.
28. Une couverte blanche, 4 l.
29. Autre couverte jaulne, uzée, 4 l.
30. Ung ban de boys de chaisne de poulx de valleur, une chaire de noyer, 40 s.
31. Ung vieulx coffre de bois de chaisne, dans lequel ne c'est trouvé aucunes choses qui appartiene aud. defunct que seulement quelques acoustrementz appartenant à damoiselle Marye Chenaud, 4 liv.
32. Ung réveilhe-matin, 18 l.
33. Une petite table à deservir, 3 l.
34. Ung petit scabeau (4), 10 s.
35. *Dans un cabinet estant sur la rue* : Une table de cuisinc, 4 l.
36. Une vielhe chaire, 20 s.
37. Ung vieulx bahus, 25 s.
38. Ung mauvais tapis, 20 s.
39. *Dans un cabinet estant sur le hault, ayant prospect par le dernier* (5) : Ung chasliet de noyer plainne (6), 7 l.
40. Un autre chasly de menuzerie, appelé *lit de camp* (7), sans aucune garniture et une custode (8) de sarge jaulne usée, 12 l.

(1) « Une autre paire de landiers qui servoient à la cuisine, avecq deux cheanets, le tout de fer, prisé soixante sols » (*Inv. du lieut. de Châteaugontier*, 1626).

(2) « Ung ciel de lit fait à l'éguille et à bardes de satin cramoisy, esquelles y a cinq carraux de satin rouge et cinq d'orange. Un carreau de soye faict à l'aiguille à diverses devises, le fons de damas oranges. Un ciel de drap d'or, garny de III rideaux de damas jaulne d'orange. Deux vieulx carreaux de toille d'or noyre, l'un fonsé de mesmes et l'autre de satin jaulne oranges. Une pièce de tapicerie piquée de taffetas jaulne orange. » (*Invent. du chât. de Craon*, 1563.)

(3) Les tréteaux supposent une table assez longue : de la sorte, on pouvait la transporter à volonté.

(4) *Sic pour escabeau.*

(5) *Sic pour derrière.* « Est enjoint à tous ceux qui ont des portes au dernier de leur maison les murs. » (*Ordonnance du maire de Tulle*, 1632).

(6) *Plein*, peut-être dans le sens de *foncé*, que nous trouvons dans un autre inventaire.

(7) « Item, le bois d'ung lit de camp, prest à monter, dans des étuis de cuyr. » (*Inv. du chât. d'Aigueperse*, 1507, n° 1-7. Voir aussi les n° 10 et 11.)

(8) Furetière écrivait en 1690 : « Custode... Et mesmes on appelle quelques fois ainsi les rideaux des lits des particuliers ».

41. Ung père d'armes, garnies et complaictes, ayant double plastron, 60 l.
42. Quatre arquebuzes de chasse et deux mousquetz (1), 60 l.
43. Un espieu, 4 l.
44. Une pertuizane dorée, 6 l.
45. Une arquebuse en fust, de laquelle est rompu, 3 l.
46. Deux grandes arbalettes, 6 l.
47. Une petite arbaleste, 50 s.
48. Une celle pour cheval, neuve, bandée de veloux, 18 l.
49. Ung pistolet, avec son foureau, 12 l.
50. Ung pognard (2), 4 l.
51. Ung bouclier de boys, 40 s.
52. Une boytte avec un bonet caré audecans, 40 s.
53. Une fontaine de cuire (3) à laver les mains, 8 l.
54. Un coffre à bague, avec sa serure et clef, 6 l.
55. *Dans une chambre, qui a son aspect dans la rue du bastiment : Ung vieux chasliet de chaisne, 4 l.*
56. Ung surciel (4) de tapisserie de Feletin sans rideaux, 40 s.
57. Une couette, ung coussin, 12 l.
58. Un grand coffre de noyer..... pour serrer les papiers.
59. Ung grand coffre de chaisne, dans lequel c'est trouvé deux piesses de tapisserie, propres à maitre dans la chaumière, vielbe et quelques habis du deffunt de peult de valeur, 40 l.
60. Deux rideaux de sarge d'Amiens (5), verts et fort uzés.
61. Ung autre grand coffre de chaisne, où que c'est rien trouvé, 4 l.
62. Autre grand coffre, aussy de chaisne, dans lequel ne s'est aussy rien trouvé, 4 l.
63. *Dans autre chambre y joignant : Ung coffre, dans lequel estoyent les habitz du dud. feu Degay, comme sont une robbe de damas avec les parementz de velourx, 36 l.*
64. Une autre robbe longue de tafetas, usée, 10 l.
65. Une autre robbe de sarge de Florance, usée, avec ses parements de veloux, 10 l.
66. Une autre robe de drapt de seau (6) à demy usée, avec son parement de veloux, 18 l.

(1) « Un mousquet de trois doigts d'embouchure. » (*Inv. de Mascaron, évêque d'Agen, 1703, n° 337*).

(2) Poignard.

(3) *Sic pour cuire* : se dit du cuivre rouge, le jaune étant nommé *laiton*. « Une grande fontaine à deux robinets, couvercle et grande cuvete, le tout presque neuf. » (*Inv. de Senlozy, 1793.*)

(4) Voir ce mot à la table du tome I de mes *Œuvres*.

« Plus, deux surciels de tapiçarie, lit et cochette. Plus, deux autres surciels de sarge rouge et verte, lit et cochette. Plus, deux autres surciels de tapiçarie roge et jaune, comuns, lit et cochette. Plus, trois surciels de toille. » (*Inv. de J. de Malliard, 1527.*)

(5) Les inventaires de Nexon nous fournissent l'indication de quatre serges différentes. d'Orléans, de Beauvais, d'Amiens et de Florence.

Il existe quatre arrêts du roi, imprimés en trois pièces in-4°, portant les dates de 1716 et 1724 et relatifs aux « manufactures d'étamines, de serges et de peluches d'Amiens ».

(6) Drap de Caux ? « Caux pays en Normandie. Le commerce de ce pays consiste en toile brune, propre à doubler des habits. » (*EXPILLY, Dict. des Gaules.*)

67. Deux soutanes (1), l'une de damas, l'autre de satin et ung jouppe fort uzée, 40 l.

68. Deux vieux propointz (2), l'ung de velloux figuré, l'autre de tafetas, avec un autre de chamelot de soye (3) fort uzée, 6 l.

69. Plus, ung vieux coffre chaisne, dans lequel a esté trouvé trente lin-ceux, tant bons que mauvais, servant à l'usage de la maison, 40 l.

70. Plus huict nappes et six douzaines de serviettes, servant comme des-susd., 20 l.

71. *Dans la salle basse aud. logis* : Une table de noyer double, à tirer, avec un tapis vert et demy uzé, 18 l.

72. Un banc de serieys (4), 40 s.

73. Deux chaires de noyer, garnyes de tapiserie jaulne, 6 l.

74. Plus, aultres six chères de bois de noyer, 9 l.

75. Une espinète (5), 6 l.

76. Un père de landiers de leton (6), 18 l.

77. Un grand chandelier (7) au milieu de lad. salle, à quatre branches, aussy de leton, 12 l.

78. Un bufet de noyer, 18 l.

79. *Dans la cuisine* : Une table viellhe, 4 l.

80. Ung banc vieux, 20 s.

81. Deux coffres de chasne, aussy vieux et ung bufet aussy vieux, 4 l.

82. Deux douzaines de platz d'estang (8), deux douzaines d'assiettes, 28 l. 8 s.

83. Deux chandeliers d'arain, 3 l.

84. Un choderon et deux petitz potz, 7 l.

85. Deux cramelières, 40 s.

86. Une broche de fert, 15 s.

87. Une poelle, 20 s.

88. Un petit bassin (9), 3 l.

89. *Dans la cave* : Un grand tonneau de huict charges, serclé de quatre sercles de fert et demy plainct de vingt, 12 l.

90. Plus, autres deux piesses de chascune quatre charges, serclée de fert, 10 l.

(1) « Item, une sotane de taffetas. Item, deux sotannes d'estamine. Item, une sotanne de satin. » (*Invent du lieut. de Châteaugontier*, 1626).

(2) « Ugn pourpoint de velous tané, bon. Ugn pourpoint de fin noir, la piessie et manchons de velous noir bon, Ugn pourpoint de satin tané fin. Ugn pourpoint de satin de Bourges (*sic*), escartelé rouge, blanc et tané. Ugn pourpoint de bon noir, la piessie et manchons de satin noir fin. Ugn pourpoint de tafetas blanc de Jènes, bon. Ugn pourpoint de fustène blanc. Ugn pourpoint de canevas. » (*Inv. de J. Malliard*, 1527). — « Item, deux vielz prepointz, l'un de satin et l'autre d'estamine. » (*Invent. de Châteaugontier*, 1626.)

(3) « Item, un capichon de camelot. Item, un ballendrap de camelot noir, doublé de sarge. » (*Invent. de Châteaugontier*, 1626.).

(4) Cerisier.

(5) Furetière disait en 1690 : « Le clavecin est une espèce d'épinette ».

(6) Voir le mot *laiton* à la table du tome I de mes *Œuvres*.

(7) Ici il signifie *lustre*.

(8) *Sic* pour *étain*.

(9) « Item, un bassyn lavemain. » (*Invent. du chât. d'Aigueperse*, 1507, n° 124).

91. Ung bac (1) à remplir les vaiseaux, fort vieulx, 10 s.

Calcul du tout faict ensemble à la somme de 1145 l. 8 s.

Cet inventaire est écrit sur papier, dont le filigrane représente une main tenant une fleur, en cinq pages petit in-folio.

Six choses méritent plus particulièrement attention : les soutanes et robes du magistrat ; l'épinette, ce qui prouve que la dame était musicienne ; le réveille-matin (n° 32), quelques armes, moins pour la défense que pour la chasse, un tapis de Flandre (n° 11), mais surtout une tapisserie de Felletin formant ciel de lit (n° 56) ; enfin les portraits des deux époux (n° 17).

IV. — 1680 (2).

1. Dans la grande chambre, apellée la chambre peinte : Une tapisserie de bergame (3).

2. Deux lits (4), avec leurs couettes, couessins, matelats et rideaux de sarge (5) blœuf, avec des passemens et franges de laine et soye meslée de diverses couleurs, des tours de lits, de ligatures avec une crespine de soye.

3. Six vieux fauteuils (6), garnis de mesme estoffe et couleur que les lits.

4. Une table (7) carrée, bois de noyer (8), couverte d'un tapis de mesme estoffe.

(1) Bac pour baquet n'est pas dans le *Glossaire archéologique*.

(2) Cet inventaire forme un cahier de 56 pages petit in-folio, dit *moyen papier*, au timbre de la généralité de Limoges. Il fut rédigé, le 7 octobre 1680, au « chateau et maison de Nexon, où il est decédé », à la mort de « François Degay, escuyer, seigneur de Nexon », en présence de « Marc Anthoine Degay, escuyer, seigneur de La Grange, fils aîné du dit deffunt sieur de Nexon » ; de « la dame de Nexon, sa veufve », née de Benoist ; de « la dame de La Judie, sa fille, et autres enfans dud. feu s^r Degay ». J'en supprime toute la partie relative à la procédure, ainsi que le détail des papiers et registres qui contiennent l'état de la fortune : j'ornets encore la visite des métairies, où est relevé le « chaptail (cheptel) des bestiaux ».

(3) Les tentures des murs sont simplement en bergame (n° 1, 59, 74). Une portière seule est en « tapisserie à personnages » (n° 60).

(4) Les lits sont souvent par paires dans les chambres (n° 2, 41, 44, 51, 67, 68).

(5) La serge est de quatre couleurs : *grise* (n° 52, 61), *bleue* (n° 2), *jaune* (n° 8, 51) et *verte* (n° 6, 47, 85), avec les deux nuances, *olive* (n° 55) et *brun* (n° 68). Une fois, elle est qualifiée *de pays*, c'est-à-dire fabriquée en Limousin.

On s'en sert, non-seulement pour les lits, mais aussi pour les fauteuils, les chaises, les tables et les paravents.

(6) Les fauteuils sont enregistrés aux n° 3, 6, 47, 55, 64, 65, 71. Leur garniture est ordinairement assortie à celle du lit (n° 3).

(7) Les tables sont *carrées* (n° 4, 53, 85), *rondes* (n° 10, 53) ; il en est une *ovale* (n° 58) et deux *à l'antique* (n° 11, 46).

(8) Le bois employé aux meubles est le *noyer* (n° 4, 58, 63), le *chêne* (n° 56, 95) et le *cerisier* (n° 56 bis, 97), tous bois du pays.

5. *Dans la salle en bas* : Une autre vieille tanture de tapisserie de bergame, fort usée.

6. Six vieux fauteuils d'une sarge de pays, couleur verte.

7. Deux formes (1), garnies de sarge de mesme couleur, fort usez.

8. Douze petites chaises, garnies d'une sarge et frange de laine de couleur jaulne.

9. Une table ronde, bois de noyer, en menuiserie (2), couverte d'un tapis de moquette (3).

10. Une autre petite table, aussi ronde, bois de noyer, couverte d'un tapis de bergame (4).

11. Une autre vieille table à l'antique, de peu de valeur.

12. Une cuvette d'airain, de la capacité de quatre seaux (*seaux*).

13. Cinq tabourets, garnis de bergame, fort usez.

14. *Dans une autre salle basse*, laquelle on fait servir présentement de despance : Quatre vieux coffres (5), qu'on a dit servir à mettre le linge dont on se sert à table.

15. Un petit bois de lict.

16. Une litière (6), avec les scelles (*selles*) et harnois.

17. Un rouleau de droguet de pays, d'environ vingt aulnes.

18. Environ un quintal de chanvre.

19. Un petit cabinet (7) à deux battans, servant à mettre la vaisselle (8).

20. Lequel ayant esté ouvert, si est trouvé une escuelle d'argent couverte, une petite tasse aussi d'argent, dix-sept cueillères et treze fourchettes d'argent, le tout marqué aux armes dudit feu sieur de Nexon.

21. Treze grands plats ou bassins, unze petits plats ou assiettes creuses, soixante deux assiettes, quatre sallières, quatre collières (*sic*) (9), le tout d'estain commun, avec trois flambeaux de mesme, le tout marqué aux armes dudit sieur de Nexon.

22. Quarante-six serviettes d'estoupes, vingt-six linceuls, moitié brin, moitié étoupes, une nape fine, unze napes grosses, neuf aulnes toille brin, une coutrepointe, vingt livres de laine, quatorze livres fille (*sic*) de brin.

(1) Les sièges sont de cinq sortes : *fauteuils, chaises, formes, tabourets et escabelle* (n° 42). La *forme* est un banc à dossier.

(2) *M.-nuiserie* signifie ici *travaillé*.

(3) Les étoffes de laine mentionnées dans cet inventaire sont : la *bergame*, la *serge*, le *droguet* (n° 17), la *moquette*.

(4) Outre les tentures, la *bergame* est employée aux lits (n° 44, 51), aux tables (n° 46, 70) et aux tabourets (n° 13).

(5) Les coffres sont souvent mentionnés (n° 14, 26, 50, 56, 57, 66, 95, 97) : il y en a de *grands* (n° 66) et de *petits* (n° 97).

(6) Les véhicules sont la *litière* (n° 16) et la *cariote* (n° 76, 84). — GARSULT, *Traité des voitures pour servir de supplément au Nouveau parfait maréchal, avec la construction d'une berline nouvelle nommée l'inversable* ; Paris, Barrois, 1756, un vol. in-4°, illustré de 18 planches hors texte.

(7) Les meubles sont : le *buffet* (n° 91), le *coffre*, le *cabinet* et la *cassette* (n° 99). Le cabinet est à deux battants (n° 19, 72) et à huit (n° 43).

(8) La vaisselle est en *argent* (n° 20), en *étain* (n° 21) et en *faïence* (n° 43).

(9) Il n'y avait pas de fourchettes assorties à ces cuillères, qui peut-être servaient à la cuisine.

23. Dans un sallouer, quelques pièces de sallé.
 24. De l'huile dans un bac de pierre.
 25. Autres deux bacs vides, qu'on a laissé pour l'usage et despace de la maison.
 26. Dans une chambre : Nombre de coffres.
 27. Une petite cassette couverte de velours, dans laquelle il y a sa (de la veuve) bouette d'argent doré, avec treze deniers d'or (1) et autres nipes.
 28. Un crucifix (2).
 29. Dans le cabinet : Cinq carehaux de bois, du mesme des autres dont la dite chambre est carrelée, qui sont défaits et ostez de leur rang.
 30. Une bource de peau de senteur (3), doublée de taffetas (4) blœuf, dans laquelle n'y avoit d'argent ny autre chose..., qui estoit plainc d'or (5) du vivant et pendant l'agonie du dit feu seigneur de Nexon.
 31. A l'écurie : Un cheval alezan (6), ayant le balson (7) et les quatre pieds blancs.
 32. Un autre coureur (8), poil bay (9), marqué au front.
 33. Un petit bidet (10), zain (11).
 34. Un poulain (12) noir, de deux à trois ans.
 35. Un autre petit poulain, d'un à deux ans.
 36. Une jument bay-brun (13), de cinq à six ans.
 37. Un grand coureur poil bay, ayant le champfrain (14) et deux pieds blancs (15).

(1) Ce sont les *treisains*, bénis à la messe de mariage.

(2) La dévotion comporte deux crucifix (n° 28, 98) et une médaille (n° 98).

(3) Il y a deux bourses, l'une en cuir parfumé (n° 30) et l'autre en satin (n° 101).

(4) Les étoffes de soie sont le *taffetas*, le *velours* n° 99) et le *satin* vert (n° 100) ou rouge (n° 104).

(5) Les monnaies sont spécifiées aux n° 89 et 101.

(6) *Alezan*, se rapprochant de la couleur de la cannelle : les crins, membres et tête ont a même nuance que le tronc. — « Une hacquenée alzan » (*Inv. de Craon*, 1553). — JOURDIN, *Le grand mareschal françois, où il est traité de la connoissance des chevaux, de leurs maladies et de leur guérison ; ensemble la manière de faire emplâstres, onguents et breuvages pour icelles* ; Paris, J. Promé, 1653. — DE SAUKIER (J.), *La parfaite connoissance des chevaux, leur anatomie, leurs qualitez, maladies et les remèdes* ; La Haye, 1734, avec portrait et 61 planches, par Bleyaswyk et Cave. — DE LA GUÉRINIÈRE, *École de cavalerie, contenant la connoissance, l'instruction et la conservation du cheval* ; Paris, 1756, 2 vol. in-8°, illustrés de 33 planches hors texte. — Voir, sur la qualité des chevaux, l'*Inventaire du château de Jarnac*, en 1668, n° 373-379.

(7) La balzane est une tache blanche, plus ou moins étendue, située à la partie inférieure des membres.

(8) *Coureur*, cheval de pur sang destiné à courir, à galoper sur les hippodromes.

(9) *Bai*, caractérisé par la couleur rouge des poils qui recouvrent le corps et la partie supérieure des membres, et par la couleur noire des crins et des membres à partir du genou et des jarrets inclusivement. — « Ung traquenart boy noir » (*Inv. de Craon*, 1553).

(10) *Bidet*, petit cheval de selle et d'attelage, marchant généralement l'amble ; cheval de peu de valeur marchande.

(11) Le cheval est dit *zain*, quand il ne présente pas de poils blancs, qu'il est tout noir, tout bai, tout alezan.

(12) *Poulain*, jeune cheval, depuis sa naissance jusqu'à quatre ans.

(13) *Bai-brun*, dont la couleur est presque noire ; avec les fesses, le flanc et le nez marqués de feu. — « Ung petit courtaux brun » (*Inv. de Craon*, 1553).

(14) *Champfrain*, partie de la tête qui fait suite au front, précède les naseaux et s'étend d'une joue à l'autre.

(15) Deux pieds ayant des balzanes.

38. Une autre jugemen (*sic*) bay brun, lesquels cheval et jument ont esté vendiquez par le dit sieur de Nexon comme luy appartenans, desquels il est chargé pour le service du roy.

39. *Dans la cuisine* : Sept pois de fert grands et petits.

40. Une casserolle, un bassin d'airain de la capacité d'un sceau, un petit chaudron d'environ deux sceaux, deux poissonnières, une lèche-frite, deux poisles, une grille et une tourtière, un petit mortier d'airain, deux chesnets de fert (1), une cloche de fonte de fert (2), une broche de fert, des rôissoires, deux cramaillères, trois fuzils (3).

41. *Dans une chambre sur la cuisine* : Deux petits licz, garnis de leurs couvertes, couessins, couettes.

42. Deux chesnets de fert, un petit crochet de fert, un garde-manger, une table, une escabelle, une palle de fert, un grand chaudron et un bassin de deux sceaux.

43. *Dans le degré (escalier)* : Un cabinet à huit battans, lesquels ayant fait ouvrir, ne si est trouvé autre chose que treze petits plats de fayance et trois assiettes de mesme.

44. *Dans une des chambres, apellée la chambre jaulne*, qui a une baie grillée sur la cour et une croisée sur le jardin non grillée : Deux licz, garnis de couettes, couessins, matelas, de rideaux de bergame, couverte blanche.

45. Un autre plus petit lic, garny de mesme sans matelas.

46. Une table carrée à l'antique, couverte d'un petit tapis de bergame (4).

47. Cinq fauteuils vieux, couverts d'une vieille sarge verte.

48. Un cabinet, lequel ayant fait ouvrir, ne si est rien trouvé dedans.

49. Deux chesnets de fonte.

50. *Dans le degré* : Un grand coffre vieux.

51. *Dans une chambre au-dessus de la précédente* : Deux autres licz garnis, y ayant fort peu de plume, avec leurs matelas et couvertes blanches, des rideaux de sarge jaulne à frange de laine et l'autre de bergame.

52. Un autre petit lic, avec sa couette et couverte blanche, les rideaux de sarge grise, une couette et un drap de village (5) servant de couverte.

53. Une petite table ronde et autre petite carrée.

54. Deux petits chesnets de fert.

55. Deux vieux fauteuils, garnis de sarge verte et olive.

56. Quatre petits coffres de bois de chesnes, le plus grand desquels ne si est trouvé autre chose que le petit linge à l'usage des damoiselles filles du défunt.

(1) Le feu comprend les *chenets*, la *pelle* (n° 62) et la *pince*, (n° 63). Les *chenets* sont en fer (n° 42, 54, 69) ou en fonte (n° 49).

(2) Soit une coquille de rôissoire, soit une cloche à faire cuire les marrons.

(3) Les armes consistent en fusils (n° 40) et en pistolets (n° 73).

(4) « De grandes tables fixes, revêtues d'un vieux tapis de Turquie et des coffres couverts de cuir, avec des compartiments de clous dorés, étaient ce qui décorait les principaux appartements » (JUGZ, p. 10).

(5) Drap roux ? Au n° 75 est inscrite « une couverte à la villageoise », c'est-à-dire semblable à celles dont se servent les paysans.

56 bis. Un autre coffre de bois de serizier.

57. *Dans la chambre que la dame de Nexon occupoit* : Deux lits, garnis de couettes, couessins, matelas, couvertes, tours de lits et rideaux de couleur olive à frange de soye jaunie, l'un desquels a une doubleure de fil à l'aiguille (1).

58. Une table bois de noyer, en aualle, couverte d'un tapis de mesme estoffe et frange que les lits.

59. Laquelle (chambre) est tapissée d'une vieille tanture de bergame, partie différente l'une des autres et rapiassées.

60. A la porte, une pièce de tapisserie à personnages, fort uzée.

61. Un parvant (2), à quatre plis, garny de sarge grise de pays.

62. Deux chesnets de fert, une pelle et pince de fert.

63. Une glace, ayant le cadre de la longueur d'environ deux pieds de bois de noyer.

64. Deux vieux fauteuils, garnis de mesme sarge que les lits.

65. Deux autres vieux et usez, garnis de sarge couleur verte.

66. Trois grands coffres.

67. *Dans un appartement détaché de la grande maison* : Un lit, garny de couette, couessin, matelas et couverte blanche, le tout fort uzé, à l'antique, garny de rideaux de sarge verte à crespine de laine, un tour de lit fait à l'aiguille fort ancien.

68. Un autre lit, qui n'a qu'une couette et son couessin, un tour et rideaux anciens de sarge de couleur vert brun.

69. Deux chesnets de fert.

70. Une petite vieille table deslabrée, couverte d'un petit tapis de bergame.

71. Trois vieux fauteuils, la garniture deschirée.

72. Un cabinet à deux battans, lequel ayant fait ouvrir, dans lequel ne s'est trouvé autre chose que quelque petit linge, une cravatte (3) et autre appartenant à un des enfans du dict deffunct.

73. Une paire de pistolets.

74. Trois vieilles pièces de bergame.

75. *Dans une autre chambre à plain pied* : Un vieux bois de lit, y ayant une couette, couessin et une vieille couverte à la vilageoise.

76. Une paire de roues de cariole ferrées.

77. Deux fusts de barriques.

78. *Dans la boulangerie* : Un grand coffre à paytrir pain.

79. Une grande cuve à faire la lessive (4), cerclé de trois ceroles de fert.

(1) Les travaux « à l'aiguille » ne reviennent que deux fois (n° 57, 67).

(2) « Une table, deux chaises et un garde-vent. Un fauteuil, trois chaises, une table et un garde-vent » (*Ino. des Capucins de Bourbourg*, 1791).

(3) En fait de vêtements, je n'ai à relever qu'une *cravate* d'enfant (n° 72) et une *toilette* ou robe d'apparat (n° 100). — D'après l'étiquette réglée par le marquis de Brézé, en 1789, le costume de la noblesse, aux Etats généraux de Versailles, comportait la « cravate de dentelle ». — *Cravatiana ou traité général des cravates, considérées dans leur origine, leur influence politique, physique et morale, leurs formes, leurs couleurs et leurs espèces* ; Paris, 1823, 1 vol in-12, 1 fig.

(4) « Un vase doré pour jeter la lessive sur la teste » (*Trousseau de Marg. de Valois* 1559).

80. Un grand bassin, de la capacité d'environ trois seaux.

81. Une bassine servant à la lessive, d'environ huit seaux.

82. Un pot et un trépier de fert.

83. *Dans un gallatail au-dessus de la boulangerie* : Trante et deux douves esbauchées à faire un tonneau.

84. *Dans la grange* : Deux tas de foing... trois fusts et pipe cerclés de fert et trois autres cerclés de bois, le train du carriole à deux roues ferrées, cinquante moutons grands ou petits, une vache poil pie, une porche avec trois petits cochons.

85. *Dans le cabinet* : Une petite table carrée, couverte d'une toile (1) attachée à des clouds.

86. Un escritoire, couvert de bazane, fermant à clef, à laquelle se tient une autre petite clef et deux cachets, le plus grand aux armes dudit feu seigneur de Nexon et l'autre aux armes de la dame veufve dud. sieur; dans lequel escritoire n'avons trouvé autre chose que des plumes.

87. Plus un autre escritoire, aussi en carré, couvert de bazane, dans lequel nous avons trouvé divers papiers.

88. De petits sacs, plains de papiers, et deux registres couverts de parchemin, sans aucune relieure.

89. Un louis de trois livres, un de trante sols, trois de quinze sols et quarante-sept pièces de trois sols et six.

90. Une petite boiste (2), de plus d'un pied de long, où il n'y a que quelques vieux boutons et filles (*sic*).

91. De plus, sur un petit buffet, cinq autres registres, deux grands et trois petits, quatre sacs plains de papiers (3), quelques autres papiers espars, un petit livre in-quarto intitulé : *Livre d'obligations à nous deues*, un autre petit livre intitulé : *Livre des chaptaux*.

92. Le dit buffet a deux ballans, un grand tiroir au-dessous, dans lequel y a des sacs et divers papiers.

93. Un autre petit cabinet.

94. Un bahut couvert de cuir (4).

95. Un coffre bois de chesne.

96. Une malle.

97. Un autre petit coffre serizier et divers autres petits meubles et ustancilles.

98. Dans le susdit plus grand escritoire s'est trouvé un petit image, en forme de médaille, à parchemin (5), d'or esmaillé, avec une petite croix et crucifix d'or esmaillé et trois grains d'ambre.

99. Une cassette, couverte d'un si vieux velours qu'à grand peine en peut-on cognoistre la couleur; laquelle ayant fait ouvrir, y avons trouvé quelques petites nipes.

(1) Il est bien probable que c'est une toile cirée.

(2) Boîte à ouvrage, puisqu'elle contient des boutons et du fil.

(3) Ces sacs, de grosse toile, sont bien connus des fureteurs de vieux papiers. On lit dans ce même inventaire : « Un sac de toile neuve, de la capacité d'environ une esmine de bled, à demy plain de divers papiers et documens ».

(4) Bahut, coffre à couvercle bombé.

(5) Cette miniature, si richement encadrée, devait être sous verre.

100. Une toylette de satin vert, bordée d'une dentelle d'argent (1), le dessus de tabis (2) de même couleur.

101. Un petit sac, y ont esté trouvez quatre-vingt-huit louis d'un escu pièce.

102. Une petite boiste en tiroir, dans le plus bas desquels nous avons trouvé de petites perles enfilées en deux partyes en forme de brasselets, de la longueur chacun de près d'une aulne et demye, au bout du fil desquelles nous avons fait apposer nostre cachet (3).

103. Deux brasselets d'or, rehaulceez de perles, l'un de six plaques d'or percé à jour et l'autre de cinq et deux autres plaques avec chacun trois perles, qu'on a nous dit estre des pendans d'oreille, lesdits bracelets enrichis en tout de trante trois petites perles (4).

104. Dans une petite bource de satin rouge, deux bagues d'or, l'une à deux diamans et l'autre un rubis (5).

V. — 1693.

L'« inventaire de feu messire Marc Anthoine Degay, seigneur de Nexon, qui aurait esté tué le vingt-neuf juillet dernier dans la bataille de Nerveinde en Flandre, où il servit en qualité de brigadier des chevaux-légers de la garde ordinaire du Roy », fut fait, le 9 septembre de l'an 1693, à la requête de son fils, « Messire Jean Degay de Nexon, chevalier, seigneur de la Garde, cappitaine dans le régiment de la » et de sa veuve, « dame Marianne de Carbonnière ». Il forme un cahier de de 54 pages, en papier timbré de la « gén. de Limozin ».

1. Dans la salle dudit chasteau (de Nexon), à main droite : Une table en auvalle, avec ses trateaux, bois de noyer en menuiserie, presque neuve, avec un tapis sur icelle de bergame façonné ou moquette (6).

2. Plus, une autre table carrée et double, avec ses trateaux, bois de sirigler (7), demy uzcé.

3. Plus, une douzaine et unze chiezes, tapissées de vert, de bois de noyer, en menuzerie.

(1) Voir, sur la dentelle d'argent, le tome I de mes *Œuvres*, p. 63, 161, 193.

(2) Voir sur le tabis, *ibid.*, à la table.

(3) Les bijoux se résument en un *treizain* (n° 27), deux *bracelets* (n° 102, 103), des *pendants d'oreille* (n° 103) et deux *bagues* (n° 104).

(4) Les gemmes sont de trois sortes : *perle, diamant, rubis*.

(5) Ces bagues ont dû être offertes dans deux circonstances différentes : le rubis, symbole d'amour, convient aux fiançailles; le diamant double, emblème de fidélité inviolable, rappelle la messe du mariage.

(6) « Vingt-quatre chaises de noyer, garnies de moquette d'Utrecht cramoisie, avec un galon d'or faux. » (*Inv. du chât. de Rambouillet*, 1718).

(7) Sic pour *cerisier*.

4. Plus un timbre (1) à deux ances de cuivre, estant sur un pied de bois, de la capacité de quatre sceaux.
5. Deux chenet de fer battu.
6. *Dans une chambre à main gauche* : Deux coffres fort vieux, fermant à clef, qui servent à mettre la vessie de la maison.
7. Dans iceux, trente-trois escheveaux de fil d'estouppes, avec quatre vingt-trois pelotons aussy d'estouppes.
8. Dans un autre meschant coffre, y a deux cent pelotons aussy d'estouppes et trente-six escheveaux de mesme.
9. Une table ronde, avec ses trateaux.
10. Une autre table ronde, avec ses trateaux, de menuiserie, demy uzée.
11. *En montant dans le degré* : Un cabinet à huit portes, fort uzé.
12. (Y) avons trouvé huit plats terre de fayance et quelques pots de confitures.
13. *Au premi^r estage, passant dans le couloir à main gauche, une chambre*, tapissée de bergame neuve à onde et poin d'Ongrie (2).
14. Une table en auvalle, de bois de chataigner, avec son tapis de Feletin neuf.
15. Douze chaises, tapissées de gros poin (3), toutes nœufves.
16. Deux fauteuils de mocquette.
17. Un lit d'estoffe verte, neuf, avec ses pommes, le chaslit estant tout neuf, de bois de noyer, avec sa coytle, cuissin, matelat et la couverte de catelonne (4) et une courte pointe.
18. Deux petits chenets, garnis de fonte, avec des pincettes à feu de fert.
19. Un miroir (5), d'un pied et demi en carré.
20. Un crucifix de bois d'hébène.
21. Une pasle (6) de fert.

(1) Ce timbre était l'étalon de la mesure seigneuriale de Nexon. Il y en a de ce genre, avec inscriptions, au musée d'Angers : je les ai publiés dans mon *Epigraphie de Maine-et-Loire*.

(2) Furetière, en 1690, définissait ainsi la bergame : « Tapisserie grossière faite d'un tissu de laine, de fil ou de coton, sans représenter aucunes figures. On les appelle maintenant tapisseries de Rouen ». A l'origine, elles se fabriquaient dans la ville de Bergame, en Italie, dont elles ont pris le nom.

Savary disait en 1723 : « Grosse tapisserie qui se fabrique avec différentes sortes de natières filées.... C'est proprement un tissu de toutes ces sortes de fils, dont celui de la chaîne est ordinairement de chanvre, qui se manufacture sur le métier à peu près comme la toile. Rouen, Elbeuf... fournissent une quantité considérable de bergames de toutes les couleurs, et nuances : les unes en façon de point de Hongrie, les autres à grandes barres chargées de fleurs et d'oiseaux ou d'autres animaux ; d'autres à grandes et petites barres unies sans aucune façon et d'autres qu'on appelle *Chine* et *écaille*, parce qu'elles sont remplies de façons qui imitent le point de la Chine et les écailles de poisson. »

(3) Il y avait deux manières de broder sur le canevas : suivant la grosseur de la laine, on disait *gros* ou *petit point*.

(4) Originellement, elle se fabriquait en Catalogne (Espagne), puis, plus tard, en Flandre. C'est « une couverture de fine laine plucheuse à deux envers », dit Victor Gay.

(5) « Deux pignières, garnies de pignes d'ivoire, de miroirs et de gravières pour Madame et ses filles ». (*Compt. de Guy de La Trémolite*, 1395). — « Ung grand miroir » (*Compt. de Marie l'Empereur*, 1500). — « Ung miroir d'achier, xix s. 11 d. » (*Compt. de Ph. Truffin*, 1507). — « Ung miroir, prisé ung escu et demy. » (*Invent. du chât. de Quermelin*, 1595).

(6) *Sic* pour *pelle*, en raison de la prononciation.

22. Dans une petite entichambre, à côté de la dite chambre : Un cabinet de noyer, (où) avons trouvé une petite liette, couverte de bazane, où il y a quelques lettres et trois cravattes (1), une de poin de France (2) et les autres deux de poin d'Angleterre (3), avec une paire de manchettes (4), aussy de poin de France.

23. Plus, une autre cassette, dans laquelle ne s'est trouvé que quelques lettres.

24. Plus, un bahus, couvert de cuir et picqué de cloups, où il n'y a rien que les habits de la dicte dame.

25. Plus, une masle (5) presque neufve, où il ne s'est rien trouvé.

26. Cinquante-six escheveaux de boyradis (6).

27. Dans une autre chambre, au bout dudit couloir : Une petite table carrée, avec ses tracteaux, bois chastaigner, fort vicille, avec un tapis vert de sarge.

28. Un lict de mesme sarge, presque neuf, avec sa couverte de cate-lonne, garny de coytte, matelats, traversier, foncé par le haut et par le bas (7).

29. Un vieux bahut, picqué à cloups perdus (8), où sont quelques hardes dudit seigneur de La Garde, avec deux ances (9).

30. Un vieux cabinet à deux portes, où sont les hardes de lad. dame.

31. Deux chenets de fer batteu.

32. Deux meschant fauteuils, garnis de blœuf (10).

33. Dans une petite chambre au-dessus : Deux couchettes de bois de chaisne, avec deux meschantis lits.

34. Dans une autre chambre au bas dudit couloir, tapissée de bergame, my nœufve.

35. Deux lits d'estoffe de sarge bluye, avec leur frange, garnis de bande de soye, avec leurs chalits, le lict de plume, chescun leur matelat,

(1) « A la fin du règne de Louis XIV, les rabats ne se portaient plus à plat, mais froncés sous le nom de cravates, qu'on dit venir de Croates » (LEFÉBURE, *Broderie et dentelles* p. 220)

(2) L'ouvrage de Lefébure donne, p. 221, 223, deux spécimens du point de France, dont parle ainsy M^{re} de Sévigné, dans une lettre de 1674 : « belle (M^{re} de Blois) comme ange, avec un tablier et une bavette en point de France ».

(3) Voir LEFÉBURE, p. 207, 232, sur le point d'Angleterre, où des « fleurs travaillées à l'aiguille » étaient appliquées « sur fonds de réseau ».

(4) « Deux manchettes de camelo tenné, vi s. viii d. » (*Invent. d'un bourgeois de Tournai*, 1527). *Manchettes* se confond ici avec *manchons*. — Voir sur les manchettes en point de Tulle, en 1714 et 1763, la brochure de M. Fage, *Un atelier de dentelles à Tulle*, p. 10-11. — « Manchettes et morceaux de dentelles de Valenciennes. » (*Inv. Petau*, 1771.)

(5) « Pour une selle de male pour mettre sur un cheval. Pour une male pour mettre lesdites besongnes. » (*Compt. de Guy de La Trémoille*, 1395). — « Une malle, v s. » (*Inv. d'un bourgeois de Tournai*, 1527).

(6) Ce mot n'est pas dans le *Glossaire archéologique*.

(7) *Foncé* se dit encore des barriques auxquelles on met un *fond*. Le lit foncé était fermé à la tête et aux pieds.

(8) Nicot, en 1606, nous fournit cette définition : « Bahut est un coffre couvert de cuir à bandes de lames de fer, clouées à petits clous. » Les *clous perdus*, c'est-à-dire inutiles à la solidité du meuble, formaient sur le cuir des dessins aussi variés qu'ingénieux.

(9) Poignées pour l'enlever. Le *Glossaire archéologique* n'a pas le mot *anse*.

(10) *Bleu*, écrit *bluye* aux n^{os} 35 et 41.

traversier et à chescun une couverte de catelonne et chescune pendente (1) de serge.

36. Une vieille table, avec un tapis vert fort uzé.

37. Deux chenets de fer batteu.

38. Deux vieux fauteuils garnis de sarge.

39. Deux grands coffres, un de sirigier et l'autre de chaisne, où il y a du linge dedans.

40. *Dans une autre chambre estant à l'estremité dudict couvoir*, tapissée de bergame, plus que demi uzée.

41. Une table carrée, de bois chastaigner, ayant un tapis de mesme qu'est la dicte tapisserie.

42. Trois lits, garnis de bergame, avec leur couverture de catelonne, lié de plume, matelat et traversier, tous les chaslit foncés haut et bas.

43. Plus, un paire de petits chonets de fer batteu.

44. Six vieux fauteuils, garnis de vieille sarge bluye.

45. Douze chaises de paille.

46. *Dans l'entichambre d'icelle* : Un meschant lié pour les vasetts (2), avec la couverture à l'usage de village (3), avec un vieux tour de lié et meschant rideau.

47. *Dans le second estage du deyré* : Un bahut my uzé, de bois de chaisne.

48. *Dans la chambre où couche ladite dame*, tapissée de bergame my nouëve.

49. Deux lits d'estoffe de mesnagement (4), autrement de sarge drappée, dont la frange est de soye aurore (5).

50. Une table de bois de chaisne et le tapis de mesme estoffe que les lits (6), iceux garnis de leurs coyttles, cuissins, matelats, couvertes de catelonne, foncés de haut et bas.

51. Deux chenets de fer batteu.

52. Une douzaine de chaises de paille, fort vieilles.

53. *Dans l'entichambre* : Un chaslit, avec un meschant lié et une couverte pour un valet.

54. *Dans la cuisine, à costé de la salle* : Une fort meschante table de bois de chaisne, attachée sur deux bois enfoncés dans la terre (7), avec deux bancs.

55. Deux chenets de fonte, pezant cent cinquante livres.

56. Quatre pots de fert, deux moyens et deux petits.

(1) Couverte pendante, qui couvrait le lit complètement. « J'ai trouvé, au XVI.^e siècle, *pendants* de lit dans le sens probable de lambrequins du dais. Le sens de couverture ou housse longue me semble bien admissible. » (Note de M. Guibert.)

(2) Les domestiques n'avaient pas de chambres à part; ils couchaient dans les antichambres, à proximité de leurs maîtres, qui pouvaient ainsi mieux les surveiller et, au besoin, réclamer plus facilement leurs services.

(3) C'est à dire semblable à celle dont font usage les villageois ou paysans.

(4) Estoffe économique et par conséquent grossière.

(5) La science de chromatique, en 1616, indique l'« aurore », parmi les « couleurs à la mode ».

(6) On remarquera que l'ameublement est assorti : lits, fauteuils, chaises et tapis.

(7) Ce ne peut pas être plus primitif.

57. Deux poyles à frire.
58. Deux cramillères de fert.
59. Une paire de pincettes de fert, une pasle de fert.
60. Deux broches à rostir.
61. Une cuillère et un escumoir (1) de fonte.
62. Deux bassins moyens.
63. Un mortier (2), avec son battant de fonte.
64. Un chauderon, autre plus petit de peu de valeur.
65. Un fuzil.
66. Un sceau à mettre eau, cerclé de trois cercles et son anse de fer, avec une cassotte (3).
67. Dans une antichambre, à costé de la cuisine : Une meschante table carrée, bois de chastaigner.
68. Douze cuillères d'argent, du mesme moule (4) et douze fourchettes, aussy d'argent, le tout à double poinçon (5); les fourchettes à trois pointes et au dos des cuillères et fourchettes sont gravées les armes de la maison (6).
69. Item, six cuillères aussy d'argent et deux fourchettes d'un moule différant, aussy à double poinçon, une desquelles fourchettes estant à trois pointes, en a une rompue et l'autre espointée.
70. Plus, dix-huict consteaux de table, manches de bois noir.
71. Plus, une escuelle d'argent, avec son couvercle, ayant les armes de la maison
72. Plus, trois douzaines d'acciettes pottagères du mesme moule.
73. Trente-quatre acciettes, des petites, d'un autre moule.
74. Deux bassins à laver les mains.
75. Sept plats pottagers, à trois différents moule.
76. Six plats moyens et quatre plus petits.
77. Huict acciettes vollante (7), quatre creuzes de deux différents moules et une petite.
78. Un plat pour la soupe.
79. Un brocq, trois escuelles, deux salières.
80. Dix flambeaux de différents moule, dont il y en a un de cassé.
81. Deux esguières.

(1) Ustensile pour écumer le pot au feu. Ce mot manque dans le *Glossaire archéologique*.

(2) « Ung mortier de potin, estimé quatre soulz tournoys la livre et ung autre mortier trouvé en la vieille cuisine, estimé aussy quatre soulz tournoys la livre, pesant quarante et deux livres. Le pilon dud. mortier, prisé cinq soulz tournoys. » (*Inv. du chât. de Quermelin*, 1535). — « Une bassinnoire, un pot de chambre, deux petits flambeaux, un coquemard, un crachoir et un mortier. » (*Argenterie du duc de Berry*, 1760). — « Un mortier uni. » (*Argent. du comte de Provence*, 1764). — « Un mortier de cuivre. » (*Invent. de la cath. de Poitiers*, an III).

(3) *Cassotte*, qui répond à godet, n'est pas dans le *Glossaire* de Gay. — « Une casse à prendre eau. » (*Inv. du château d'Aigueperse*, 1507, n° 118).

(4) Nous dirions maintenant *modèle*, mais *moule* est plus exact, puisque cette argenterie était fondue.

(5) Le double poinçon donnait la marque de fabrique et le contrôle de l'Etat.

(6) Elles ne sont pas dans le *Nobiliaire du Limousin*.

(7) *Dépareillées*.

82. Une peinte, une choppine, un tiers, deux quarts et une vinalgrette (1), le tout d'estaing fin (2), pezant poix de marc deux cent trente-cinq livres.

83. Quatre nappes fines ouvrées, my uzées.

84. Deux nappes de reparonne (3).

85. Huict nappes et cinq douzaines de serviettes d'estouppes, le tout my uzé.

86. Plus dix-huict paires de drapts de brin (4) et huict d'estouppes my uzés et servant ordinairement dans la maison.

87. Un petit chandelier de fonte.

88. Un crochet à paizer (5).

89. *Dans le cabinet* : Un coffre dans lequel avons trouvé sept paires de drapts de brin my uzés ; trois douzaines et deux serviettes, dont il y en a une dousaine de reparonne et les autres d'estouppes, le tout ouvré ; sept nappes d'estouppes et deux de brin.

90. *Dans le coffre qui est dans la susdite chambre* : Vingt paires de draptz fins de réserve et un d'estouppes, dix pièces de raizeau (6).

91. Dans un autre coffre, unze douzaines et huict serviettes de brin fines, trois douzaines de reparonne et quatre douzaines d'estouppes, neuf nappes de brin ouvrées.

92. *Dans le dit cabinet* : Quatre fusils, bons à tirer, deux desquels ledit sieur de La Garde a dit luy appartenir.

93. Quatre meschants (7)... et deux fort meschant mousquets.

94. Quatre canons sans roues.

95. Une table carrée.

96. Un roulaud (8) d'estouppes, contenant vingt aunes.

97. Un grand coffre bois de noyer, nœuf.

98. Un meschant bahus, couvert de cuir.

99. Un cabinet, bois de chalsne, à deux portes et un tiroir.

100. Plus un autre petit coffre. Lesquels deux coffres ont esté ouverts, avons trouvé dans iceux les tiltres de la maison.

101. *Dans la cave* : Un feut de baricque vuyde.

(1) « Probablement un vinalgrier » (*L. Guibert*).

(2) La fonte de l'étain se faisait souvent sur place, par des marchands qui emportaient avec eux tous leur matériel. M. Champeval a relevé, sur un document de 1749, de très curieux détails à ce sujet : « Un potier ambulant d'étain, s' J.-B. Janty, marchand d'étain à Ussel et Beaulieu, a un grand moule de plas double, un moule de petit plas avec l'assiette creuse de terre, un moule d'assiettes grandes et seconde, un d'écuelle, le tout de pierre ; un moule de métal de fourchette, un autre de salière, un autre de tace aussy en cuivre ; le tour, les fers à tourner, les limes, les fers à souder, les pots à fondre, et les cuillères à jeter, les trois marteaux, l'anclume à battre l'étain, deux assiettes de montre gravées, deux crochets à peser, 25 moules d'étain à faire la chandelle, pesant environ 30 livres. »

(3) « *Reparon*, seconde qualité du lin qui a passé au séran » ou peigne (Littre). « Six touaillons de grosse toille de reparon. » (*Inv. de Quermelin*, 1585.) Les lettres patentes de 1780 parlent du « reparon de lln et de chanvre. »

(4) *Brin* est ici opposé à *stoupes*, pour indiquer deux qualités de fil.

(5) Balance dite *romaine*. « Item, une roumaue de fer tirant deux quintaulx. » (*Inv. du chât. d'Aigueperse*, 1507, n° 123.)

(6) Voir sur le *réseau* ou *réseuil*, le tome 1 de mes *Œuvres*, à la table.

(7) *Méchant* se dit encore dans le peuple pour *mauvais*. Le mot manque à la suite.

(8) Rouleau.

102. *Dans le grenier* : Deux boisseaux de chembuin (1), un boisseau de poids blancs, deux coupes (2) de vert (3), plus vingt-un sestier de seigle, quatre meschantes bousses (4), une meschante barrique où il y a quelques noix dedans (5), quatre boisseaux d'orge, le tout mesure de Nexon.

103. *Dans la cour, au bas dudit grenier* : Quatre planches, bois de noyer.

104. *Dans une maison hors le susd. chasteau* : Cinquante-trois livres de laine salue et quelque peu de plume dans deux sacs.

105. Un meschant lit de peu de valeur.

106. Deux meschant chasliz, avec deux tours de lit fort meschants.

107. *Dans l'escurie* : Cinq poulins de deux à quatre ans, un cheval d'aras gris, un coureur noir, un de ceux que ledit feu seigneur de Nexon avait à l'armée; un autre meschant cheval et une poulaine poil halezan, le tout ayant été estimé à la somme de mille vingt livres.

VI. — FIN DU XVIII^e SIÈCLE (6).

1. Trois esquelles d'estain, à oreilles.

2. Plus, huit plas, quatre de moyenne grandeur et quatre petits.

3. Plus, cinq aciestes, trois grandes et deux petites.

4. Une méchante selière d'estain.

5. Plus, un grand chandalier de pontil (7).

6. Plus, deux méchant poylon, un grand et un petit.

7. Plus, trois pots de fert, l'un du demy scieau et les autres de la contenance de troy(s) choppines.

8. Plus, une cuillère de fonde pour le pot.

9. Plus, un grand choderon casé et sans bord(ny) anses, de la contenance de quatre sciau environ.

10. Plus, un autre méchant, quasé et crevé, qui ne sert pas, de la contenance du sciau et demy.

11. Plus, une couniée (cognée) et un méchand acheran.

12. Plus, un grand coffre, fermant à clef, de bois de serizier, de la contenance de sept setier(s) de segle environ.

13. Plus, un autre petit méchant, de la contenance d'une esmine environ, sen (sans) clef.

(1) Mot d'une lecture difficile, peut être *chênevis*?

(2) « Une carte et coupe. » (*Inv. du prieuré de Derses*, 1584.) Le *Glossaire archéologique* ne donne pas le sens de mesure, qui ici est évident.

(3) Pois verts.

(4) « Deux coffre de paille ou bousse, à mettre plume. » (*Inv. de Loménie*, 1653, n° 37.)

(5) M. Champeval a trouvé, au château de Pompadour, un billet du 30 août 1665, « contenant la layne, plume et noix laissés dans le grenier ».

(6) Écrit sur une feuille volante, non datée.

(7) *Potin*?

14. Plus, un vieux armoyre de bois de chêne, de grosse menuiserie, avec deux petites portes cassées, avec leurs serures, sans clef.

15. Plus, une velle met à pétrir le pain, avec son couvercle.

16. Plus, deux tables, une grande de la longueur de deux aunes environ, avec les tratau de grosse menuiserie et de bois de chaîne, sans banc; plus une autre petite, de la longueur de quatre piet et demy environ, avec les bans et tratau.

17. Plus, deux lits de plume, de la pesanteur de..., l'un garny d'une méchante couverture rayée de vilage et l'autre d'une blanche dract de vilage, de la pesanteur de....

18. Plus, deux challet de bois de chaîne, de grosse menuiserie.

19. Plus, une autre petite couchaille de bois de chaîne, comme desus, avec un petit lit, sans couverture, de la pesanteur de...

20. Plus, un vieux ciel de liet de courdeliat (1) neuf.

21. Plus, douze linseal d'estoupes et un de brin.

VII. — 1747.

Estat sommaire (2) des meubles et esfaits (effets), bestiaux et autres choses délaissées dans le chasteau de Nexon et domaines en dépan-dants, par feu Messire Jean Degay, chevalier, seigneur de Nexon et autres places (3).

1. *Dans la cuisine* : Une table de grosse menuiserie, avec deux bancq.

2. Plus, une autre petite table, servant au cuzinier (4).

3. Plus, deux grands chenest de fonte, peçant trois cent cinquante livres.

4. Plus, un grand pot de fert, de la contenance de quatre seau d'eau.

5. Plus, trois pot de fert, d'environ un seau d'eau et autres deux petits, d'environ chascun pinte.

6. Plus, deux pendants de cremillière.

7. Un escumoir.

8. Deux cullières à tremper la soupe, de cuivre jaune, une grande et une petite.

9. Un mortier de métal.

10. Plus, deux casseroles demy uzées.

11. Deux poilles, une grande et une petite.

12. Un gril de fert.

13. Deux seau à puiser l'eau.

(1) Des arrêts du roy, datant de 1718 et 1736, relatifs aux produits du Rouergue, du Quercy, du Roussillon et du Languedoc, imprimés de format in-quarto, concernant, entre autres choses, les « fabricants de cadis et cordelats ».

(2) Au dos est écrit *Inventaire*. Ce document est sur papier, de neuf pages, et signé « Cam-pagne de Nexon », la veuve, et « chevalier de Nexon », le fils.

(3) Le titre ajoute : « décédé en 1747 ».

(4) La mention du *cuzinier* dénote qu'on faisait bonne chère au château.

14. Un grand crochet ou romaine et un autre petit.
15. Six fuzil et un canardier (1) fort entiens (*anciens*).
16. Deux chauderon de cuivre, de deux seau chacun.
17. Une pelle à foyer de fert.
18. Un couteau de fert à hacher la viande.
19. Une tourtière (2) avec son couvercle, fort uzée.
20. Une broche de fert.
21. *Dans l'office à costé, seroant au cuisinier* : Une plaque de fonte, servant à faire les crêpes.
22. Une marmite de cuivre rouge, d'environ demy seau d'eau.
23. Un poissonnier, aussy de cuivre.
24. Un cercle de barique de fert.
25. Une vollière.
26. Une mauvaise barique, servant à mettre la plusme.
27. Un petit coffre, servant à mettre les hardes du cuisinier.
28. Deux pylon de cuivre fort uzés.
29. *Dans un autre office en entré de la cuisine, dans la salle sur la droite* : Vingt grand plat d'estain.
30. Cinq douzaines d'assiestes, le tout d'estain fin, peçant cens vingt livres.
31. Vingt quatre sacs, d'étoupes, demy usés.
32. Une chaize de pallie (*paille*).
33. Un méchand cabinet de grosse meuzerie.
34. Une mauvaise table.
35. Cens vingt livres de fil blanchy, moitié boiradis, moitié estoupes.
36. *Dans la salle* : Deux tables petites de menuzerie et une autre grande, avec un tapis vert dessus.
37. Deux fosteuil, garnis d'estofe verte.
38. Quatre de paille.
39. Douze chèzes, aussy de pallie.
40. Une cuveste à laver les mains.
41. Deux chenet de fert batu, peçant trente six livres.
42. Une taque (3) de fonte, fort uzée.
43. Une petite pelle à foyer de fer.
44. Dans un cabinet (4) dans la boizure de la salle : deux chandeliers de cuivre et huit d'estain fin et deux paires de mouchettes de cuivre.
45. Dans le buffé, deux cullières potagères, onze petites et neuf fourchettes, le tout d'argent.
46. Plus dix-huit cullier d'estain commun et douze fourchettes d'assier (*acier*).
47. Douze bouteilles de verre noir, deux de fayance.
48. Deux douzaines de gobellet, une douzaine de veres.

(1) Fusil à long canon, pour la chasse aux canards.

(2) Ustensile pour faire les *tourtes*.

(3) Plaque de cheminée.

(4) *Cabinet*, ici comme au n° 80, signifie *placard*.

49. Une pinte et deux tier (1) d'estain commun.

50. Une méchand parrevend (*paravent*) vert.

51. Quatre pièces de tapisserie en verdure, fort uzée.

52. *Dans la cave* : Deux mauvaises tables où l'on me(t) le pain (2).

53. Quatre pièces de vin de pays et une de Bas-Limousin.

54. Cinq fus de pièce, dont il n'y a rien dedans, dont six desd. fus sont cerclés de chacun quatre sercles de fert.

55. *Dans la chambre basse* : Un liect, avec ses garnitures d'estofe rouge, demy uzée, sa couette et cousin (3), pezent soixante livres, avec son matellat de laine, deux couvertes à demy uzées de cattellonne et la courte pointe de tafetas piqué fort uzée.

56. Deux fosteuil et neuf chaises de tapisserie.

57. Une petite table de menuzerie.

58. Quatre pièces de tapisserie point d'Ongrie, fort uzées.

59. *Dans l'entichambre* : Un petit liect, garny de ses rideaux de droguet, fort uzé, pezent vingt cinq livres, avant une couverture de droguet fort uzée.

60. Deux chenesl de fert, pezent douze livres.

61. *Dans la chambre du canal* : Deux liect, garny d'estofe canelle, avec les courte pointes de mesme estofe, pezent la couette et cousin cinquante livres, ayant chacun leurs matellat de laine et chacun deux couvertes de cattellonne demy uzées.

62. Quatre pièces de tapisseries neufves et une mauvaise tapisserie sur la cheminée, avec un grand miroir.

63. Deux fosteuil et huit chèzes de bois, garnie d'estofe canelle.

64. Deux tables de menuzerie, ayant l'une un tapis fort mauvais.

65. *Dans l'entichambre de la tour* : Deux liect pour les domestiques sans rideau, les couettes et cousin pezent tous deux quarente livres, avec chacun une mauvaise couverture.

66. *Dans la chambre de sur la salle* : Deux liect, garny de leurs rideaux, d'estofe verte, avec chacun leurs couette et cousin, pezent soixante livres chacun, avec chacun leurs matelas de laine et chacun deux couvertes de catalonne fort uzées, l'un ayant une courte pointe de toile pinte.

67. Deux tables de menuzerie.

68. Six chèzes de bois garnies d'estofe verte.

69. Deux autres petites chèzes de bois.

70. Un mauvais fosteuil, garny d'estofe verte.

71. Six pièces de tapisserie en verdure, neufve.

72. Un grand miroir doré, avec un rideau de toile d'indienne.

73. Un plat de barbe d'estain.

74. Deux méchand coffre, où quelque linge de M^r le chevallier.

75. Un cabinet de menuzerie à deux baptand (*battants*), où est le linge et habis de feue Madame de Campagne.

(1) Le tiers de la pinte.

(2) On mettait ainsi le pain à la cave pour l'empêcher de durcir.

(3) Sic partout pour *cousin*

76. Deux chenès de fort, pezant quinze livres.

77. *Dans l'antichambre de la tour* : Un lict en tumbeau (1), garny de droguet vert, la couette et cousin pezant quarente livres, ayant sa couverte de catalonnie (2) non uzée, avec un petit matellas de laine.

78. Une petite table,

79. Un grand cabinet, que led. feu seigr^r fermoit, où sont des papiers et tiltres de la maison, les habis dud. feu seigr^r ayant esté donnés pour Dieu.

80. Un cabinet dans le mur, où il y a quatre douzaines d'assietes de fayance, quatre salladier de fayance, deux casses aussy de fayance pour faire la soupe, six pot à l'eau, une escuelle d'estain fin avec son couvercle.

81. *Dans la chambre de sur la cuissine* : Un lict, garny d'estofe verte fort uzée, la couette et cousin pezant cinquante-cinq livres, avec son matelas de laine, une couverte de catalonnie demy uzée, la courtrepo'nt d'indiesne piquée.

82. Cinq chèzes de bois, garnies d'estofe verte.

83. Un petit bureau de menuzerie, servant de table, servant à mettre le linge de Madame.

84. Un grand cabinet à deux batants, où sont les habis de Madame.

85. Trois pièces de tapisserie en bandes de droguet, de peu de valeur.

86. Deux petits chenet de fert, avec la pelle et pinsettes de fert, pezant le tout dix livres.

87. *A la porte* : Un méchand coffre, où il y a les entiens livres des rentes.

88. *Dans la chambre haute des damoiselles* : Trois lict garny d'estofe, un brun et deux vert, avec chascun leur couette et cousin, pezant chascun quarante livres, ayant chascun deux couvertes de droguet fort uzées.

89. Deux mauvaises tables.

90. Quatre mauvaises chaizes de pallie.

91. Deux grand coffres de bois de noyer, dans lesquels il y a dix-huit douzaines de servietes fines, la moitié fort uzées et les autres à demy uzées; et dix-huit napes de la mesme qualité; vingt linceul (3) de toille blanchie, à demy uzée.

92. Deux autres coffres, un couvert de cuir, l'autre de bois de noyer, et un petit cabinet, servant le tout à mestre le linge des damoiselles.

93. *Dans l'antichambre qui regarde sur la cour* : Un petit lit où la servante couche.

94. Un coffre, où il y a de vieux papier, qui ne peuvent servir à rien.

95. Deux selles de mullet, servant au litière, avec les brides.

96. Deux chenest de fonte, pezant environ trente livres.

97. *Dans la chambre haute sur celle du canal* : Un lict, garny de ses rideaux, la couette et cousin pezant trente-cinq livres, ayant deux couvertes de droguet fort uzées.

98. Un autre chasly avec ses rideaux, sans lict.

99. Une mauvaise table.

(1) « Lit en tombeau, lit tout carré. » (*Larousse*.)

(2) Ce mot est ainsi orthographié dans la suite de l'inventaire.

(3) *Drap* : ce mot se dit encore chez les paysans.

100. Un fosteuil de bois, non garay.
 101. Une autre de pallie.
 102. Deux petits chenets de fert, pesant quinze livres.
 103. Trois mauvaises chaises de pallie.
 104. *Dans le grenier de sur le chateau* : Dix-huit sestiers bled noir, deux fus de pièce, une barrique à mestre le vignaigre, quinze boisseaux de noix.
 105. *Dans le degré* : Deux coffres de menuzerie, où il y a quinze douzaines de serviettes d'estoupes, moitié fort uzées, les autres presque neuves; vingt napes de boiradis (1) demy uzées; deux douzaines de linceul de brin et autant d'estoupes.
 106. Une petite table ronde.
 107. *Dans le degré bas* : Un cabinet, fermant à huit portes, dans lequel il y a, dans un pot de terre, de la graisse; dans un autre, du miel (2). Il y a aussi quatre buyes (3), dans lesquelles il y a douze pintes d'huile de noix, deux sallières de cristal et quatre livres de chandelle.
 108. *Dans la boulangerie* : Un moulin à passer la farine.
 109. Une mest à pestrir pain.
 110. Un tenil (4) ou cuvier à mener la lisive.
 111. Une bassine de cuivre jaune fort uzée, de la contenance de six seau d'eau.
 112. Une peyrolle de fonte à mener lissive.
 113. Deux rotisson de fert batu, pezant quarante livres.
 114. Trois sacq de farine d'un sestier.
 115. *Dans la grange* : Trois lict pour les domestiques, de peu de valeur et huit fus de pièces ou barriques, fort vieux.
 116. *Dans l'écurie* : Un cheval d'aras (5).
 117. Un vieux animal, servant ossy à l'aras.
 118. Trois poulin, un de quatre ans, un de trois et un de deux.
 119. Trois chevaux de service, avec leurs selles et arnes (*harnais*), estimés par arbitres mil livres.
 120. Plus, deux nourrice de cochon, vingt livres.
 121. Une coffre à mestre la d^{me} (*dtme* ?).
 122. Deux mauvais lict pour les vallet.
 123. *Dans une chambre à costé de l'écurie, seroant de charnier* : Deux lard, pezant cent quatre-vingt livres.
 124. Un vieux oinf (6), pesant douze livres.
 125. Cinquante livres de sallé de cochon.

(1) « Drap de boiradis, espèce de droguet; le mot *bouetrad* veut dire mêler et presser à la fois. On appelle de la toile d'estoupes, *telo de boueradis*. » (Note de M. Guibert.)

(2) L'acte enregistre, à la fin, « au lieu de la Fenot, dans le domaine exploité par Vallet,.... quatre ruches à miel » et « au village de Montezol, dans la mestérie exploitée par Léonard Deverneuil,.... six ruches à miel ».

(3) Pour *buyres*, suivant le langage populaire.

(4) *Tine, tinette*? « *Teni*, en patois limousin, se dit d'une petite cuve affectant la forme d'une moitié de tonneau. » (L. Guibert.)

(5) De *harnas*, pour la remonte.

(6) *Oint*?

126. Trois quintaux de sallé de vache.

127. Deux petits cuiviers de pierre, servant à faire saller la viande, et un autre grand de bois, servant à saller le lard.

128. Deux palles de fer, deux tranches, une acognée, deux acheraux (1), une gibe ou vollant (2), un picq, une boure de feit et deux coins, pezan^t quinze livres.

129. *Dans le grenier* : Quatre sestiers froment, soixante-quinze de seigle, dix sestiers balliarge, vingt éminaux à d^{ne}, un sestier de poix (pois), deux quintaux vingt livres de chanvre broyé, un moulin de fil de fer servant à passer le froment, une petite table de bois, une mauvaise chèze, une quarte et une coupe à mezurer les grans (grains).

VIII. — 1747.

Nous avons vu dans les précédents inventaires plusieurs « tapisseries en verdure », dont quelques-unes neuves et désignées par le lieu de fabrication, Felletin. Ici, c'est l'énumération des tapisseries et tapis du château. Les tapis sont « de Turquie » ; quant aux tapisseries historiées, deux sont bien d'Aubusson, mais les autres passent pour « Flandre ». Ces dernières, à en juger par les sujets, pouvaient remonter au moins au xvi^e siècle.

Estat des tapisseries et tapis qui sont enre les mains de M. du Pouget.

1. Scipion. Aubusson. A neuf pièces. Hauteur, trois aulnes, moins demy quart. Aulnage : vingt-sept aulnes largeur.

2. Encien Testament. On doute qu'il soit Flandre. A 8 pièces. Hauteur : deux aulnes, trois quart demy. Aulnage : 23 aulnes.

3. Coezard. On le croit Flandre. A 8 pièces. Hauteur : trois aulnes moins un quart. Aulnage : 29 aulnes.

4. Sanson. Aubusson. A quatre pièces. Hauteur : trois aulnes moins un quart. Aulnage : 12 aulnes.

5. Vertus ou fables. On les juge Flandre. Ont 8 pièces. Hauteur : trois aulnes un quart. Aulnage : 34 aulnes.

6. Les Roix (1). On les croit Flandre. Ont 8 pièces. Hauteur : trois aulnes moins un quart. Aulnage : 24 aulnes.

7. Moïse ou Jézabel. Mesme qualité. A 8 pièces. Hauteur : deux aulnes trois quart. Aulnage : 23 aulnes.

(1) *Hachereau*, petite hache.

(2) « *Volant*, mot patois qui sert à désigner plus spécialement la faucille à long manche pour couper le blé. — *Gibo*, espèce de serpe, à long manche, employée pour la taille des buissons et l'ébranchage, suivant l'acception donnée à ce mot en Limousin » (L. Guibert).

(3) Les rois de Juda, ancêtres du Christ, peut-être un arbre de Jessé, comme sur une des tapisseries de l'église de Nantilly, à Saumur.

8. Abraham. A 8 pièces. Hauteur : trois aulnes moins un quart. Aulnage . 24 aulnes.

9. Plus cinq tapis de Turquie, ny fins ni grossiers. Premier : de longueur de quatre aulnes et large une aulne trois quart. Le second : de longueur de trois aulnes et de largeur de deux aulnes. Le troisieme : de longueur de trois aulnes demy et de largeur de deux aulnes. Le quatrieme : de longueur de cinq aulnes et de largeur de deux aulnes. Le cinquieme : de longueur de quatre aulnes trois quart, largeur une aulne demy.

Le tout pesant, tant les tapisseries que les tapis, deux mille trois cent quatre-vingt treize livres.

IX. — 1779.

Le 13 février 1779, « l'abbé de Magnac », comme il signe, écrivait de Paris à M. de Nexon la lettre suivante, relative à des emplettes d'argenterie et de toilette :

Je fais partir ce soir, comme je l'avois compté, la caisse dans laquelle sont renfermés les objets que vous m'avez demandé, savoir 12 couverts à filets, 4 cuillères à ragoust, 6 cuillères à café, une écuelle et son plateau, en argent, le tout armorié.

Vous y trouverez joint une mente (1) ou pelisse, à la dernière mode, garnie en martre zibeline (2), très belle, que j'ai trouvée d'hazart. J'ai fait faire la mente en satin jaune reiyé, qui est la couleur à la mode. Cette dépense vous paraîtrait peut-être un peu forte. J'ay cru qu'il valloit mieux donner quelque chose de mieux que de vouloir épargnier, d'autant qu'en voilà pour longtemps, si les vers ne la mangent pas. La garniture a été estimée 8 louis et je l'ai eue pour 102 l.

Je vous envoie le mémoire de l'orfeuvre quitancé. J'y joindrai le reste quand l'ambalage serat fait. Les couverts et l'écuelle ont leur bouette particulière.

J'ai fait un billet à l'orfeuvre pour le montant de la somme. Ainsi, je vous prie, le plustost que vous le pourés, faites la partir par la turgotine (3), qui part tous les lundis. La difficulté de trouver des lettres de change est trop grande pour pouvoir y compter.

J'ai joint à la pelisse un reste de sa garniture, qu'il faudra garder en cas que quelque morceau s'use. C'est une marchandise chère et bonne à garder.

(1) « La mante ancienne... était un habillement fort court que les Espagnols appelaient *mante*, parce qu'il ne couvrait que les mains, c'est-à-dire les bras » (*Dict. de Trévoux*). Toutefois, en Limousin, on donne le nom de *mante* à un grand manteau de femme, à capuchon.

(2) « Les martres zibelines sont nommées autrement *souris de Moscovie*. C'est un animal sauvage qui se trouve dans les pays septentrionaux, qui a le poil doux et noir » (*Trévoux*).

(3) « *Turgotine*, de Turgot, sous le ministère duquel furent établies les premières diligences » (*Larousse*).

Je joins à ma lettre les mémoires de l'orfèvre et de la marchande de mode et un mémoire circonstancié de la totalité.

Voici le « mémoire circonstancié » :

Amplettes faites pour M. de Nexon.

Argenterie.....	4.296 l. 41 s.
Bordure de martre zibeline.....	102 l.
Façons du mantellet et fournitures.....	58 l. 44 s.
Bouette d'emballage.....	2 l. 40 s.
Toille sirée.....	4 l. 10 s.
Toille pour envelopper la pelisse... ..	4 l.
	1.462 l. 5 s.

Le mémoire de l'orfèvre est sur papier à en-tête imprimé :

Au chariot d'or, quai des orfèvres, la quatrième boutique du côté du Pont-neuf, à Paris.

Cheret, successeur de Madame Doucet, marchand orfèvre, fabrique toutes sortes d'ouvrages d'orfèvrerie sur de nouveaux modèles de son invention.

Fourny à Monsieur l'abbé de Magnac :

12 couverts à filets, façon, 67 l.

4 cuillières à ragouts, 20 l.

6 cuillières à café, 10 l.

Le tout peçant 42 m. 7 o. 4 g., à 56 l. 14 s. le marc argent et contrôle..... 733 l. 10 s.

Une écuelle couverte, peçante 3 m. 7 o. 4 g., à 56 l.

14 s..... 233 l. 44 s.

Façon..... 48 l.

Une assiette, peçante 2 m. 2 o. 4 g., à 56 l. 44 s. le marc argent et contrôle..... 131 l. 12 s.

Façon..... 18 l.

Gravure de 37 armes à 15 s. pièce..... 27 l.

Un étuy pour l'écuelle..... 15 l.

Plus 1 étuy pour les couverts..... 12 l.

1.296 l. 44 s.

Le mémoire de la « marchande de mode » est écrit au dos d'une gravure qui représente, dans une charmante bordure, en style rocaille, ornée de feuillages, de fleurs, de traits et d'un carquois; trois amours, occupés à verser des traits enrubannés ou à les lancer. Au-dessous de la vignette est cette adresse, encadrée dans un cartouche :

Aux traits galants,

Rue S. Honoré, vis-à-vis le Palais-Royal, à Paris.

Pagelle, marchande, avertit qu'on trouvera chés elle tout ce qui concerne les modes, elle réunit le goût et la nouveauté. On y trouvera aussi des corbeilles de mariage et toutes sortes de marchandises de mode. Elle vend à très bon compte.

Son mémoire se réfère au complément d'une toilette de nocés, jour et lendemain.

1. Une pièce de manchettes pour le jour de la noce, en blonde (1) fine, entoilé de tulle (2).....	72 l.
2. Le bonnet pour le jour de la noce, en blonde fine, monté en pouf (3), avec une guirlande de fleurs blanche et un bouquet, les barbes pleines.....	48 l.
3. Le fichu, en blonde fine, avec des nœuds blanc.....	27 l.
4. Les nœuds de manches et le parfait contentement (4) en ruban blanc.....	3 l. 12 s.
5. Une seconde parure pour la même robe, en ruban bleu et blanc broché et deux autres étroit.....	6 l.
6. Pour le lendemain, une paire de manchettes de gaze (5), avec une petite blonde fine.....	27 l.
7. Un fichu en gaze ajusté.....	6 l.
8. Un bonnet en gaze tulle, fleurs, perles et ruban.....	48 l.
9. Une parure en ruban rayé, rose et verd.....	4 l.
10. Deux autres étroit assorti.....	3 l.
11. Un mantelet de gaze d'Italie, garni de gaze rayée....	27 l.
12. Un carton.....	3 l.
13. Un bonnet rond de gaze, avec un ruban rose.....	15 l.
	269 l. 12 s.

X. — 1794.

Etat estimatif des meubles et effets inventoriés dans la maison du citoyen Jean-Baptiste Féréol Gay Nexon, par le citoyen Martial Siméon Merlin Chabant, administrateur du district de Saint-Junien, commissaire nommé par l'arrêté dudit district en date du quatorze prairial de l'an deux de la République française, une et indivisible.

1. Un lit en quenouille, ayant trois couvertes de laine, dont deux mi-

(1) « Blonde, espèce de dentelle de soie » (Trévoux).

(2) « Tulle, du nom de la ville de Tulle, où les premières fabriques de cette étoffe paraissent avoir été établies. Sorte de tissu en réseau, très léger, à mailles hexagones » (Larousse).

(3) « Pouf, sorte de gros tabouret, de forme circulaire, qui est souvent assez grand pour servir à plusieurs personnes » (Larousse).

(4) Expression inconnue des lexicographes.

(5) « Gaze, espèce d'étoffe, tissu léger de fil ou de soie, ou moitié fil et moitié soie, travaillée à claire-voie » (Trévoux).

uzées et l'autre usée; une couette, garnie de plume, pesant, avec son mauvais plontif, trente livres; un traversin, pesant huit livres; un matelat garni de laine, pesant dix-sept livres; une toille de paillasse usée; un drap de toille, servant de rideau du côté de la cheminée, sans aucun ferrement; estimé 120 l.

2. Plus, un matelat, garni de laine, pesant, avec un petit oreiller garni de plume, quatorze livres; une courtépointe piquée, de siamoise à rayes bleues, assez bonne; deux draps d'étoupes, une table longue à quatre pieds, trois mauvais bancs de bois, une mai à pétrir le pain; estimé 70 l.

3. Un armoire à quatre battans, ayant trois serrures avec leurs clefs; six bouteilles en verre, un gobelet d'étain; une lampe, vulgairement appelée *charelax*; une bouteille de terre, un pot à l'eau de terre; un pot de terre dont un bord cassé; une coupe de bois pour faire les fromages, un pot à l'eau cassé de fayance; estimé 36 l.

4. Six assietes et trois morceaux de celui, le tout d'étain, pesant ensemble neuf livres; un grand et un petit chandeller d'étain; un pot de terre et un autre plus petit, l'un et l'autre leur bordure cassée; un couloir de lait; une petite marmite, avec son couvercle, le tout de fonte, pesant six livres et demi; un bassin de cuivre jaune, pesant trois livres et demi; un grand chauderon en cuivre rouge, pesant avec sa barlière, quinze livres et demi; estimé 24 l.

5. Plus, un autre chauderon de cuivre rouge, pesant neuf livres; une galetière; un pot de fonte, pesant avec sa barlière trente deux livres; un autre, du pois de vingt-trois livres; un autre de fonte, avec son couvercle, pesant vingt-huit livres; une petite marmite de fonte, pesant, avec son mauvais couvercle de fert, sept livres; estimé 36 l.

6. Un houlle de fonte, pesant, avec sa barlière, cinquante deux livres; un petit chauderon, mi-usé, de cuivre rouge, pesant cinq livres et demi; deux trépiés et un porte-poille; estimé 30 l.

7. Une léchefrite usée, pesant trois livres; deux culières à tremper la soupe et une petite à arosier la viande, le tout pesant trois livres et demi; un gril et une petite fourche de fert pour atiser le feu, pesant trois livres trois quarts; un tourne-broche avec sa chène de fert, pesant ensemble quinze livres un quart; une pele de feu de fert et tras foyer, pesant ensemble sept livres; estimé 16 l.

8. Une grande broche à rôlir et une autre très petite à main, pesant ensemble huit livres; un poid de tournebroche en pierre, garni d'une anse de fert; deux chenés de cuisine en fert, pesant ensemble sept livres; deux cramalières attachée dans la cheminée à une bare de fert, une tenaille de bois, ayant des cercles de fert, propre à faire les galets; une table usée, de dix brasses de longueur; trois tamis, dont un est en soye, estimé 18 l.

9. Quatre mauvaises palisses (1), une coupe de bois, un crible mi-usé, deux mauvais daïs à porter les chateignes, une grêle, trois chaises en paille, une salièrre en bois en fauteuil, une planche à (h)acher la viande; estimé 5 l.

(1, « Panier de paille ou palisse. » (*Inv. de Loménie*, 1653, n° 89).

10. Deux mauvaises lanternes, un devoir, un pot de grai (grès), de la contenance d'un sceau et demi; un bac de bois pour les cochons; trois sceaux, dont deux mauvais et un bon, garni(s) de leur ferement; une pelle en racloit hors d'usage, un mauvais taille-pré (1), un grand cuvier en pierre pour la lessive, une nape de cuisine très trouée et usée, six mauvais essuimain, un ratelier pour le pain; estimé 6 l.

11. Six mauvaises planches, dont trois au ciel du lit; cinq bares de fert, pesant ensemble quarante-une livres; un crochet à peser; trois poilles à frire, pesant ensemble neuf livres trois quarts; deux casseroles de fert, pesant ensemble cinq livres un quart; deux petites casseroles de cuivre étamé; estimé 25 livres.

12. Un passe purée et un plat de cuivre, le tout pesant six livres; deux couvercles de fert blanc, un soufflet usé et hors d'usage; un collier de chien en cuir, garni de pointes; estimé 6 l.

13. S'est présenté le citoyen Michel Léonard, commis pour la préparation du salpêtre, lequel a requi les deux meilleurs sceaux, l'une des bares de fert pesant six livres trois quarts, un casserole de fert blanc, pesant deux livres trois quarts, dont la délivrance lui a été faite.

14. Une grande armoire à quatre battans, deux tiroirs au milieu; huit draps de brin, trois de boiradis, deux d'étoupes; six napes ouvrees, douze serviettes ouvrees, quatre autres serviettes très uzée(s), estimé 120 l.

15. Cinq bouteilles de verre, un pot à l'eau de fayance, deux huilliers en fayance, deux autre(s) en cristal par leur porte huillier; quatre gobelets de verre, dont un est cassé; une pâtissière avec son couvercle en fayance; cinq fourchettes cassée(s) en composition, une cuillère potagère, un salinat de fayance, une feuille de fert blanc; estimé 6 l.

16. Une tasse à café (2), deux soucoupes, un moutardier en fayance; un buffet à trois portières, une table avec ses traiteaux; une autre table moyenne, sans ses pieds; une petite table avec son pliant, un fauteuil couvert d'étoffe verte, trois fauteuils en paille, cinq chaises en paille, une bassinier(e) en cuivre rouge; estimé 48 l.

17. Une bouteille de verre noir, enveloppée d'une vessie; une cruche de terre, une petite table à pieds de biche, ayant trois tiroirs, dont deux fermant à clef; un panier de salade et un autre panier servant à porter des bouteilles; une autre cruche de terre, sa anse cassée; une masse, deux coins de fert, une grande hache, une petite, deux chenés de fert, deux pelles et un pincete; estimé 24 l.

18. Une bare de fert, un dictionnaire latin, un guérindon, une râpe à râper sucre; un petit lit, ayant une couette et un traversin garni(s) de plume, une paillasse, deux matelats, une courtépointe piquée à fleur bleue et rouge, un drap de lit boiradis; estimé 93 l.

(1) « Outil servant à couper la terre dans les prairies pour faire des rigoles » (*L. Guibert*).

(2) « Plus, trois petites cuillères vermeille doré, à prendre du café. Plus un étui de chagrin, dans lequel s'est trouvé six petites cuillères d'argent, à prendre du café. » (*Inv. de Mascaron*, 1703, nos 118, 119.) — « Un vieux moulin à café, presque hors d'usage. » (*Inv. Dejean*, 1732, n° 214.) — « On ne prenait du café que par remède. Un pain de sucre, du poids de quatre livres, suffisait à la consommation annuelle des bonnes maisons. » (*Jugon, Changements survenus dans les mœurs des habitants de Limoges*, 1817, p. 15.)

19. Une nape unie, très tachée et usée; une serviette ouvree; des rideaux de droguet jaune, sans barres et sans ciel de lit, deux tringles de lit, un pot de fayance, deux feuilles de fert blanc, une table, deux petites barres de vitrage; estimé 18 l.

20. Une écuelle de fayance, manquant d'une de ses oreilles, deux chaises et un fauteuil en paille, une petite pandule de bois, un conipas à trois branches, un paquet de fil de fert, une cuillère de fert pour tremper la soupe; estimé 16 l.

21. Deux coffres, une table supportée par deux chaises en paille, deux petites palisses, une grande et une moyenne terrine de terre, un panier à quatre bouteilles; deux plats de terre, desquels les bords sont cassés; un étonoir en bois, une tardille à placer les fontaines au(x) bariques, une bûge de gré(s), six pot à fleur, un râtelier à metre le pain, deux planches, six morceaux de colonne; estimé 24 l.

22. Dix-huit bouteilles de verre noir, un crible, deux pot(s) de terre hors d'usage, un petit vinagrier, une grande bûge de gré avec son couvercle, une grande bouteille de verre blanc, une grande fiole de verre blanc, deux petits moutardiers de terre; trois chaises de paille, dont une mi-usée, une planche suspendue, neuf assietes de fayance, cassée en deux; estimé 15 l.

23. Une mauvaise barrique, où il y a six livres de plume; une planche, deux chèvre(s) de charpentier; un garde-manger, garni de ces toilles percée; vingt planches de chêne, de huit pieds de longueur; une barrique, une écuelle de bois, deux barriques, cinquante-une planches de différand bois, un baril ayant quatre sercles de fert, plus vingt-quatre planche bâtarde, six colonnes, une planche à hacher la viande; une petite marmite, manquant d'un pied; estimé 124 l.

24. Un baril, garni de quatre sercles de fert, la boisure d'un dessus de lit neuve; un chalit de lit neuf, façon de village; un autre chalit ayant la paillasse garnie de sa toille; une mauvaise courte-pointe piquée, de toille jaune; plus un lit, ayant des rideaux vert(s), le tour bleu; une autre mauvaise courte-pointe, un matelat, une mauvaise toille de paillasse; estimé 100 l.

25. Une chaise de paille, un pot de chambre de fayance sans anse; un boisseau, mesure de St-Junien; un lit, dont les rideaux sont mi-usé(s), une paillasse garnie de sa toille; quatre coussins garnis de crins, les dessus étant d'étoffe soye et coton, couleur verte, fond blanc; un fauteuil de paille, trois chaises de paille, une mauvaise table à quatre pieds; estimé 60 l.

26. Un petit lit, sans autre garniture qu'une paillasse, une couette garnie de plume, un lit, une paillasse, un matelat; une courte-pointe piquée, mi-usée, à ray(c) rouge, fond jaune; les rideaux de ras vert; un autre lit, ses rideaux de ras vert, le daussier à fleur rouge, une paillasse, une courte-pointe piquée à fleur rouge en siamoise, deux mauvais pots de chambres, une table de nuit; estimé 220 l.

27. Quatre planches de caisse, une chaise de paille, quatre planches, deux boîtes de charettes, quatorze chaises en paille, un pot de terre, un

paquet de latte, de quatre pieds de long; trois cent lattes de deux pieds, un bois de lit; une mauvaise courte-pointe piquée, de toile; un coffre sans clef, un banc de charpentier, trois cercles de fert, les chaînes de pont-levis, un câble de meule; estimé 110 l.

28. Dix-neuf planches de chêne, deux de fayant, onze colonnes de chaîne, un lit neuf de charete, huit tradaux, trois bousses (1) moyennes, un bois-seau mesure de Rochechouard, un sercle en toile pour mesurer le bléd, trois petites palisses, une planche de chêne; estimé 51 l.

29. Une petite table à cadrille (1); lit de camp, garni de toilette grise; un fauteuil et une chaise de paille, deux cuvetes de fayance, une cruche de terre, une mauvaise cafetière de fert blanc; estimé 40 l.

Cet inventaire énumère les objets dans un désordre incroyable : décidément, les fonctionnaires de la République s'y entendent moins bien que ceux de la Monarchie. Cependant, il s'en dégage une série d'observations que je ne dois pas négliger.

L'ameublement n'est pas plus luxueux qu'autrefois, mais on ne sait trop où le caser, faute d'avoir suivi pièce par pièce. Une amélioration sensible se produit de certain côté : ainsi la propreté exige désormais le « pot à l'eau » et sa « cuvette », en faïence, ainsi que le « pot de chambre », qui a son meuble spécial, la « table de nuit. »

Le service ne se fait plus seulement dans l'étain; la terre et la faïence ont la vogue et, pour manger, on se sert de « composition » (n° 15).

La cuisine est renforcée surtout d'une foule d'ustensiles : le cuivre domine encore, mais on a soin de l'« étamer » et il s'y ajoute le fer blanc. Parmi eux, je distingue, pour faire les galettes de blé noir, la « galetière » et la ténaille »; puis le « tourne-broche » est installé avec son poids de pierre qu'une anse de fer permet de manœuvrer; enfin, quelque mauvaise qu'on la dise, les domestiques peuvent étendre une nappe sur leur table, devant laquelle ils sont assis sur des bancs.

(1) « Sorte de panier à couvercle rond, où on met de la farine. Il y en a de larges, d'autres en forme de gourde ou cylindriques » (L. Guibert).

(1) Voir sur le jeu de cartes en Limousin, en 1690, le *Bullet. de la Soc. arch. de la Corrèze*, 1890, p. 443. — Cf. *Académie universelle des jeux, contenant les règles des jeux de quadrille et quintille, de l'homme à trois, du piquet, du reversis, des échecs, du trictrac et de tous les autres jeux, avec des instructions faciles pour apprendre à les bien jouer*. Paris, Legras, 1730, in-12. Le « jeu de quadrille » est expliqué p. 1-86. Le chapitre 1 débute ainsi : « Il est surprenant que, depuis quelques années que l'on joue le quadrille, personne ne se soit donné la peine d'en recueillir les règles.... Le quadrille n'est, à proprement parler, que l'homme à quatre....., mais aussi faut-il convenir qu'il est plus amusant et plus récréatif (que l'homme à trois)..... particulièrement le beau sexe a reçu avec plaisir cet homme mitigé et en fait son plus agréable amusement, le préférant à tout autre jeu; et au chap. II : Le nom de quadrille que porte ce jeu fait sentir que c'est un jeu qui doit être joué à quatre personnes. »

Les jeux de quadrille, de quintille, de l'homme à trois et à deux; Paris, Legras, 1732, in-12.

Le café est à la mode : on ne le prodigue pas, car s'il y a une « cafetière » pour le faire (n° 29), pour le prendre, on ne voit mentionnée qu'une seule tasse avec deux soucoupes, l'une se posant dessus, comme font encore les Orientaux. Son usage était donc absolument personnel.

Quant à la moutarde, elle devient une nécessité, puisqu'on compte plusieurs « moutardiers » de faïence (n° 16).

On a aussi la précaution du « garde-manger », garni de « toile » (n° 23) contre les mouches.

XI. — 1798.

Je me contenterai d'extraits de plusieurs comptes de « lissive », qui n'ont d'intérêt qu'à cause du linge de table, de corps.

1. 12 nappes d'estoupes.
2. 5 douzaines et demie de grosse serviettes.
3. 18 serviettes de gros brin.
4. 13 serviettes de brin, à petit carreaux.
5. 13 serviettes de boiradis, de la même façon.
6. 4 serviettes fines à grand carreaux.
7. 14 draps de brin, 9 de boiradis, 6 d'estoupes ; 2 qui sont roux.
8. 5 pièces de serviettes d'estoupes.
9. 7 serviettes à grain de mil.
10. 2 serviettes damacés.
11. *M. le chevallier* : 17 chemises, 1 canessont, 2 bonet de coton, 3 serretête, 5 mouchoirs simple, 2 double dont un bien mauvais, et l'autre barre rouge, 8 paire de bas, 1 col, 1 paire de bas Siam, 4 gris, 1 paire de chausson de laine.
12. 13 chemises, dont il y en a 6 de fines, 2 mouchoirs bleue, 6 paires de bas, 2 paires de gris, 2 siam, 2 paires en soie.
13. 6 grosses chemises, 7 de fines, dont 3 ont les manches de fronsées, 8 paires de bas blanc, dont il y en a une paire bien fin, 4 mouchoirs de col.
14. *M^{lle} Degay* : 13 chemises, 3 jupons, 6 serviettes unies, 1 jupe de mousseline, 9 paires de bas, 8 mouchoirs de poche, 1 simple.
15. 4 jupes garnis, 2 manteau de lit, 5 bandeaux, 4 boets, 2 paires de poches, 20 paires de bas.
16. 14 bonet,
17. 6 barbichés (1) et 4 bonet(s) rond(s).

(1) « Le *barbichet* est la coiffure locale de l'arrondissement de Limoges : un bonnet avec deux grandes ailes que les paysannes aisées font garnir de dentelles » (*L. Guibert*).

XII. — 1798? (1).

1. 2 fauteuils en tapisserie.
2. 2 autre(s) en paille.
3. 2 chèses.
4. 12 chèses, garnie(s) en étofe.
5. 3 fauteuil(s) pein(ts) en bleu.
6. 1 bergère garnie en baille (2).
7. 10 fauteuils, tant en damas indienne que siamoise (3).
8. 4 fauteuils, dont 3 pein(ts) en rouge et l'autre en bleu.
9. 2 chèses en paille.
10. 1 brouete.
11. Un banc à décharger.
12. 1 assiete d'étain.
13. 19 planches de six pieds.
14. 5 cercles de toneaux et 9 autre(s) plus petis.
15. 4 sercles de toneau.
16. 4 servietes.
17. 14 planche(s) comune(s).
18. 4 draps d'étoupes.
19. 4 bouteilles vere.
20. Une écuelle de fayance.
21. 13 d'étin en plats et assietes et écuelles.
22. 1 petit chandelier de cuivre.
23. 2 fer(s) à repasser.
24. 1 culière à tremper la soupe, cuivre jaune.
25. 2 culière(s) de fer.
26. Une petite marmite, 3 pot(s), 1 chauderon.
27. 2 gobelet(s) de vere, un bassin de cuivre.
28. 1 léchefrite, 1 broche à rôtir et une autre à main.
29. 3 cramalières, une bare de fer.
30. 2 chenets de fer, 1 pele à foyer, 1 chené.
31. 1 bouteilles vere noir.
32. 1 tranche, 1 pele, 2 bigots (4), 1 crible en fer d'arechal.
33. 7 mauvaises chèses à bras (5).

(1) Cet inventaire porte en titre : *Part de mes tantes*, mais n'a pas de date. Il est écrit sur une feuille volante.

(2) *Sic pour paille.*

(3) « Une courtépointe piquée de siamoise à rays bleue, assés bonne » (*Inv. du chât. de Cognac*, an II, n° 1).

(4) « *Bigot*, outil en usage à la campagne, sorte de tranche à deux becs de fer, servant surtout à remuer le fumier » (*L. Guibert*). — « Deux bigots servant à bêcher la vigne » (*Inv. de Loménie*, xviii^e s., n° 30).

(5) « Plus, un fauteuil, bois noguier, autrement dit *chaise à bras* » (*Inv. Dejean*, 1732, n° 36).

XIII. — 1798? (1).

État du linge de Nexon et autres effets.

1. *Dans la tour* : Un guéridon, un écran en tapisserie, un pot à l'eau et cuvette, 2 coussin(s) de litière, un lit avec sa paille, matelats, traversin, courte pointe et rideau rouge.

2. *Dans ma chambre* : 2 lits cramoisis, leurs paille(s), 4 matelas, 2 couettes, coussins, une courte pointe seulement. 4 couvertes, 2 oreillers, 2 chaises et 2 fauteuils de paille, 2 table(s) de nuit, 2 pou(s) de chambres, 2 tables couvertes chacune d'une serviette, un soufflet, une pendule, 2 chenets, pelle et pincette, un miroir.

XIV. — 1798? (2).

1. Vous renverrai à Moncut le chalit qui est dans la petite chambre et celui du lit de la Cati, avec le lit de plume, la couverture et le chenet, les rideaux bleu(s) qui sont dans le galetas et les barettes des deux chalits.

2. Le buffet.

3. Les 9 chaises de paille et les 2 garnitures de fauteuils qui sont dans ma chambre.

4. Le fauteuil qui est dans la ruelle de mon lit.

5. La pelle et les pincettes qui sont dans ma chambre.

6. La couverture non neuve blanche, qui est à mon lit et l'oreiller.

7. Les 10 draps de brin ou boirady.

8. La poêle, l'écumoire, la casserole, les 2 pots et la marmite, le gril (gril), la perole pour la lessive, la vaisselle.

9. Vous ferez porter à Nexon : les deux grands lits.

10. Les 12 chaises et le fauteuil vert.

11. Les 4 grand(s) fauteuils avec leurs garnitures, qui est pliée dans un drap.

12. Les 2 grand(s) fauteuils en tapisserie, qui sont dans ma chambre et les 2 petits fauteuils.

13. Le cabinet qui est dans ma chambre.

XV. — 1808 (3).

Dans une armoire à deux battants, qui est dans la chambre où est décédé M. de Nexon père : 1. 39 chemises, dont 9 toile fine, mi usées, estimées ci 78 l. 5 s.

(1) Sur une feuille volante, non datée.

(2) Sur une feuille volante, sans date.

(3) Sur une feuille volante in-folio, intitulée : *Extrait de l'inventaire*; il n'y a, portés ici, que les effets personnels d'habillement.

2. 4 paires de bas coton gris, 4 l.
3. 10 autres paires de bas, dont 2 gris et 8 fil blanc, 10 l.
4. 2 de soye grise, 10 l.
5. 14 autres de coton, mi usés, 42 l.
6. 4 paires de bas en laine, dont 2 de noire, une de blanche, l'autre grise, 8 l.
7. 1 habit, veste et 2 culottes de lustrine (4), 12 l.
8. 1 habit mi usé et une culotte neuve drap d'Elbeuf (2), 15 l.
9. 1 habit, 1 culotte drap noir, 1 veste raz de castor (3), 3 l.
10. 1 habit, une culotte, 1 mauvais habits, 1 de drap de Silésie, autre de drap blanc hors d'usage, autre musq, 2 de baracan (4), autre de drap noir, de drap vert galonné, 2 vestes de drap écarlate, 1 culotte de même, 11 l.
11. 3 robes de chambré, 1 veste, 4 l.
12. 1 vieille roupe (5), 1 veste en soye à raye, autre veste de moarre (6), 1 gilet, 2 culottes, autres culottes, 1 de soye, 1 veste, 3 culottes, 1 veste, 2 autres vestes, 1 gilet, avec plusieurs autres articles, le tout estimé 13 l.

Dans une boîte en bois : 13. Plusieurs mouchoirs de poche et de col, 4 l.

Dans une autre boîte à côté de la cheminée : 14. 14 mouchoirs de poche en fil, 6 de coton et mousseline, 1^{re} paire de bas en soye blanche, 40 l.

Dans une autre boîte : 15. 7 bonnets et 10 serre-têtes, 7 l.

Total de l'estimation des hardes du père, 301 l.

Suit l'état des hardes de Madame de Nexon. Dans une male qui est dans la chambre au rez-de-chaussée : 16. 31 paire de bas pour femme, fil et coton, 29 mouchoirs dont 7 de col en mousseline et 22 de poche, 30 chemises toile de pays, 8 bonnets de nuit, 30 l.

Dans une autre male : 17. 19 chemises toile de ménage, 14 paires de bas, 2 paires de souliers, 1 de pantoufles à talon haut, 3 mouchoirs de col dont 1 en soye, 1 chauderon en tafetas (7), 2 paires de mitaines, 24 l.

Dans une 3^e male : 18. 6 jupes bazin, 3 paires de brassières ou corset, un mantelet, 9 cazaquins (8), 5 paires de poches, 1 cazaquin, 2 coupons en siamoise, 18 l.

(1) « Lustrine, sorte d'étoffe de soie à fleurs, qui a beaucoup de brillant » (Trévoux). Elle doit évidemment son nom à son aspect lustré.

(2) « Elbeuf, gros bourg de France, dans la Normandie..., fort renommé par les étoffes de draperies qu'on y fabrique. Elbeuf se dit aussi pour le drap qui se fabrique à Elbeuf ou qui l'imité » (Trévoux).

(3) Ce mot manque dans les dictionnaires, ainsi que *drap de Silésie*, qui indique la provenance.

(4) « Baracan. On disait autrefois baracan, gros camelot ou étoffe tissée de poil de chèvre » (Trévoux).

(5) « Roupe, sorte de blouse en drap grossier, fendue par devant, dont font surtout usage les bergers transhumants dans la Drôme » (Larousse). Cette acception n'est pas la seule. Ici, roupe signifie houpelande, comme on dit encore en Anjou.

(6) Moarre n'est pas moire, qui paraît plus loin.

(7) « Chaudron, genouillère de botte, aussi haute en dedans qu'en dehors » (Larousse).

(8) « Cazaquin, espèce de petit corsage, à basques courtes et relevées, qui n'est plus porté que par quelques femmes du peuple et de la campagne » (Larousse).

Dans une armoire : 19. 2 couvertes de coton, 9 jupes, une mante en satin, 1 jupe, 1 robe en taffetas maron, 1 robe de même, puce; 1 robe en soye cramoisi, 1 en satin avec sa jupe, autre en tafetas à rayes, autre de même couleur, 1 jupe en tafetas, 1 robe de même, autre robe de croisé (1). autre avec sa jupe en soye verte; autre de même, blanche; 1 jupe soye verte et blanche, 2 robes en indienne, une jupe en laine, 1 mantelet en tafetas noir, 1 tablier en toile, 1^{re} bourrasse (2) en tafetas vert, le tout 300 l.

Total de l'estimation des hardes de Mad. de Nexon, 372 l.

Hardes de M. de Gay aîné. *Dans une grande armoire* : 20. 1 habit, 1 veste et 2 paires de culottes droguet, en soye, brodé en argent; autre habit. veste en drap de soye brochée gris; autre habit gris, veste et 2 paires de culottes en velours de soye, à fleurs, rayé; 1 habit de velours vert avec sa culotte, les jarretières en argent; veste en soye blanche, brodée en or; un habit de velours noir, une culotte de même, jarretières en or, gilet assortissant; 1 autre habit en soye satin broché à fleur, fonds bleu et gris; autre de velours à rayes, couleur de chair et 2 culottes de même; 1 habit de drap, 1 culotte, autre habit de moire, 1 habit en soye, 1 gilet et une culotte gris de lin, 2 habit de Gragrame (3), veste de drap d'argent brodée en or, 1 culotte drap de soye noire, autre paire de culottes satin broché et barbeau (4), 2 vestes brodées en or, en argent et en soye; 2 culottes de soye, 1 de peau, 1 gilet rayé en bazin, 5 paires de culottes de siamoise blanche, un gilet même étoffe, un de bazin rayé, une paire de caleçons, 1 drap de camp (5) toile grise: tous ces objets estimés à 300 l.

21. 6 paires de manchettes à bottes (6), six chaussons en fil, 4 mauvaises chemises, 33 l.

22. 6 chemises toile de Rouen, 4 autres chemises sales même toile, 1 habit de drap noir, 3 paires de culottes noires, 2 gilets en flanelle, 8 paires de bas de soye blanche et grise, 11 autres paires de bas de coton blanc, 3 de coton mélangé, 9 de fil, 2 en laine, 1 paire de chaussons laine, 11 cravates en mousseline, 4 autres de même, sales; 14 mouchoirs de poche, coton et fil; 2 chemisettes, 1 paire de gan(ts) de peau, 3 bonnets de coton, 1 éthuis à razors avec ses deux razors et son cuir, 8 coëffes de bonnets, 1 paire de culottes avec 1 veste cazimir (7) noir, 2 culottes en satiu noir, 1 habit noir d'étamine, 1 gilet noir en drap, 1 lévite (8) de cal-

(1) « Croisé, étoffe travaillée à quatre marches au lieu de deux » (*Larousse*).

(2) « Cinq bourras, grosse toile grise, uzes » (*Inv. de la Colette*, 1732, n° 131). — « Bourras, toile grise très grossière; bure, drap grossier » (*Larousse*).

(3) Ne se trouve pas dans les dictionnaires.

(4) « Barbeau, de couleur du barbeau ou bluet » (*Larousse*).

(5) Drap pour lit de camp?

(6) « Manchette de botte, sorte de genouillère de toile que l'on mettait entre la botte et le vêtement, lorsque les bottes atteignaient jusqu'au genou » (*Larousse*).

(7) « Casimir, drap léger, en laine fine, tissé par l'armure batavia et qui est presque exclusivement employé pour vêtements d'hommes » (*Larousse*).

(8) « Lévite, par comparaison de ce vêtement avec l'habit ecclésiastique » (*Larousse*). Cette définition manque de précision, car il importerait savoir de quel habit il s'agit. Ce n'est pas la soutane, mais une redingote, longue et droite.

mone (1), 1 lévite drap olive, 1 gilet de drap de Silésie, 1 autre de casimir à rayes, 1 autre en couty bleu, 1 veste en drap jaune; le tout estimé 200 l.

23. 2 paires de bottes, 3 paires de souliers, 1 paire de boucles en cuivre, 3 chapeaux, 2 tabatières, 1 épaulete et sa contre épaulete, 24 l.

Total de la valeur estimative des hardes de M. de Gay aîné, 557 l.

Total général des hardes, 4,230 l.

X. BARBIER DE MONTAULT

(1) Calmande?

INVENTAIRE

DU CHATEAU DE CHAUFFAILLES

Le 20 septembre 1778 mourait, en son château de Chauffailles, paroisse de Coussac-Bonneval, François du Burguet, écuyer, seigneur de Chauffailles, Fayat et autres lieux, époux de Marie Touzac de Saint-Etienne. Le 10 décembre suivant, Maître Léonard Lespinas, notaire royal à la résidence de Lubersac, se rendait à Chauffailles pour procéder à l'inventaire des biens du défunt, en vertu d'une commission du lieutenant général. L'honorable tabelion était assisté d'un certain nombre d'experts : les sieurs Baudouin, marchand de Tulle ; Begoügne, tapissier à Limoges ; Cubertafon, propriétaire à Pierrefiche ; Rigaudie, « habitant d'Ambazac-la-Marche », et Château, architecte, — celui-là même qui devait, peu d'années plus tard, égayer de ses couplets de circonstance les réunions de la Société populaire de Limoges, et changer successivement son nom, rappelant de trop aristocratiques souvenirs, en celui de « Chaumière » d'abord, puis de « Masure ». Il est permis de se demander où se serait arrêtée son humilité si la Révolution eût duré quelques années de plus.

L'inventaire dura plus d'un mois et ne fut clos que le 19 janvier 1779.

Le procès-verbal de cette opération, qui appartient aux chartriers de famille de M. le comte de Montbron, et dont nous devons la communication à M. Champeval, constitue un des assemblages les plus formidables de cahiers de papier timbré qu'il nous ait été

donné de voir jamais. On dirait un gros dictionnaire. Il est du reste largement écrit, comme il sied à toute œuvre calligraphique qui doit se payer au rôle... Nous nous sommes borné, bien entendu, à en extraire quelques articles, choisissant les passages qui nous ont paru de nature à offrir quelque intérêt, soit au point de vue des mœurs, de l'histoire ou des industries locales, soit à titre d'indication permettant de juger du confort et du luxe qui existaient dans nos châteaux de province à la veille de la Révolution.

Le château se compose d'un grand corps de logis construit en pierres, couvert en tuiles plates. Il mesure 160 pieds de longueur sur 26 de profondeur, avec logement de régisseur en retour d'équerre. Il est élevé sur cave et rez-de-chaussée, d'un premier étage, avec grenier. Des dépendances, offrant le même développement, renferment une écurie pour les chevaux du propriétaire; une autre, celle-ci double, pour les chevaux des visiteurs et des hôtes; une troisième pour les mules, puis une grange à deux étables. Plus loin, la chapelle et le colombier. A quelque distance, une forge avec fourneau de fonderie, très renommée dans la province; un moulin, puis les bâtiments de divers domaines.

Tout, à Chauffailles, respire l'aisance, la vie large de la campagne. L'installation est commode, riche même à certains égards : ce qui n'exclut pas une certaine simplicité. On pourra le constater par quelques-uns de nos extraits.

La veuve du seigneur de Chauffailles demande qu'un certain nombre de meubles lui appartenant personnellement, et pour la plupart se trouvant dans sa chambre, soient exclus de l'inventaire. Mentionnons dans cette énumération :

Un lit de damas vert avec sa courte-pointe, bonnes grâces et champ-tourné, également en damas vert, et ses rideaux de ras assortis;

Huit fauteuils, couverts en velours d'Utrecht vert, avec leurs houppes en toile;

Une commode en marqueterie, garnie de ses bronzes, avec son dessus de marbre;

Une petite console à pied doré, avec son dessus de marbre, placée entre deux croisées;

La glace qui est sur la cheminée, avec sa bordure dorée; le tableau au-dessus, ainsi que les tableaux qui sont sur les deux portes, tous trois garnis de leurs baguettes dorées; le baromètre qui est sur la console entre les deux croisées;

Quatre pièces de tapisserie d'Aubusson à petits personnages :

une en face de la cheminée, une petite à côté de la dite cheminée et deux autres petites à côté du lit;

Des rideaux d'alcôve et de croisée en toile anglaise, vert et blanc;

Deux chenets de fer à trois pommes avec les tenailles, pelle et pincettes;

Une table de jeu « qui plie », avec quarante jetons d'argent;

Un cabaret composé de dix-huit tasses de porcelaine bleue et blanc, avec deux sucriers, un pot au lait, une théière et le plateau;

Une grande tasse de porcelaine de Saint-Yrieix, avec son couvercle et sa soucoupe.

Négligeons, pour ne pas être indiscrets, quelques ustensiles de toilette ou d'hygiène d'un caractère par trop intime et arrêtons-nous à la tasse que nous venons de mentionner. Elle a pour nous un intérêt tout particulier; rappelons que la fabrique de porcelaines de Saint-Yrieix avait été établie presque en même temps que la manufacture de Limoges, c'est-à-dire vers 1770-71, par un gentilhomme du pays, M. Joseph du Garreau, marquis de La Seinie, ancien capitaine de cavalerie, qui devait mourir quelques années plus tard dans les hôpitaux de l'armée de Condé.

L'inventaire commence par le rez-de-chaussée, et c'est tout d'abord le mobilier de la cuisine qui passe sous nos yeux. Rien à signaler ici. Les grandes et petites marmites, les bassines, les casseroles, les chaudrons, la vaisselle d'étain fin et celle d'étain commun, les chandeliers, lanternes, bassinoires et autres objets qui ne de nos jours encore s'étaient sur les murs de nos cuisines limousines, sont mentionnés en quantité, mais sans que nous ayons à relever dans cette nomenclature aucune particularité intéressante. Du gros linge et quelques provisions. L'office est médiocrement garni. Toutes les denrées de prix sont dans les placards du salon.

Dans la salle à manger, une table à pliants, avec ses tréteaux. Dans les placards on trouve, avec une assez grande quantité de faïence, quelque porcelaine et quelque verrerie, cent douze serviettes de toile de brin, vingt-sept nappes de même toile, de cinq aunes chacune; un moulin à café, en tôle; un petit cabaret de bois peint, avec *huit tasses à café, leurs soucoupes et un sucrier de porcelaine de Saint-Yrieix*. Ce cabaret est évalué à 8 livres seulement; mais on sait ce que sont les estimations d'inventaire.

On sait qu'en 1770, peut-être même avant cette date, MM. Chapetias et Pouyat avaient fondé à Saint-Yrieix une fabrique de faïence. Notre inventaire nous fournit, dans le paragraphe suivant, la seule mention que nous ayons jamais rencontrée de produits de cette manufacture :

« Deux soupières ovales, leurs soucoupes et couvercles de *fayence de Saint-Yrieix*, estimées douze livres ».

On trouve plus loin « deux sucriers, avec leurs couvercles et leurs soucoupes, de *porcelaine de Saint-Yrieix*, estimés 6 livres ; « cinq petites écuelles, dont trois avec leurs soucoupes, de *porcelaine de Saint-Yrieix* ; cinq cafetières de différentes grandeurs, *même matière*, — appréciées, avec six tasses à café et leurs soucoupes et quatre à chocolat, 35 livres ».

L'argenterie est assez importante pour le temps : vingt-quatre cuillers, vingt-cinq fourchettes, six cuillers à ragoût, une grande *potagère*, une cuiller à sucre, huit cuillers à café, une à moutarde, un porte-huiliers avec ses bouchons, une écuelle avec son couvercle, une assiette, le tout du poids de 30 marcs ; il faut y ajouter un autre porte-huiliers, six cuillers à café, une à sucre, deux moutardiers en verre garnis et montés en argent, quatre salières de cristal avec leur monture d'argent ; deux bouts de table de cristal, aussi garnis d'argent. L'estimation dépasse 2,400 livres.

Suivons dans la « salle de compagnie » le notaire et les experts. La pièce doit être vaste ; car elle renferme un ameublement considérable. Un certain nombre d'objets sont d'un assez grand prix. Voici dix fauteuils de velours à *la Reine*, garnis de velours d'Utrecht cramoiis et « en bon crin », avec leurs houpes de siamoise bleu et blanc, évalués 300 l. ; — puis un mobilier assez varié, parmi lequel nous notons une grande table de marbre, de cinq pieds sur deux pieds six pouces, « avec son pied en sculpture », 100 l. ; une petite table à quadrille, avec son tapis de drap vert de Lodève ; un trictrac garni de ses dames, dés et cornets ; un jeu de Trou-Madame, avec ses boulettes d'ivoire ; une table à jeu pliante, avec quarante jetons d'argent ;

Deux « bras de cheminée » à double branche, dorés ; six chandeliers de cuivre argenté, dont deux à double girandole, un trumeau avec décoration dorée, à deux glaces, évalué 400 l. ;

Ajoutons deux pièces de tapisserie d'Aubusson en soie et *étain* (on désigne ainsi la laine cardée la plus fine) à petits personnages, « tirant cinq aunes et demie de tour » et encadrées dans la boiserie, évaluées 297 l. ; quatre petits tableaux « peints sur verre » à cadre doré, de peu de valeur.

Les rideaux sont de toile anglaise, feu et blanc ; les chenets sont en fer et à trois pommes. Mentionnons encore un petit soufflet, divers ustensiles, « une cloche pour faire cuire les marrons » et trois cannes, l'une chinoise, la seconde de jonc garni d'argent ; la troisième « de canne portant une pare-sol de tafetas vert ».

Nous avons dit que les provisions de quelque valeur sont déposées sous clé dans les placards du salon. Le notaire y mentionne, en effet, cinq livres et demie de poivre, seize livres de riz et trente-deux pains de sucre... Disons bien vite que ces pains ne pèsent que quatre ou cinq livres chacun.

Du salon on passe à la « chambre de Madame », fort bien garnie, mais dont l'ameublement, les pièces les plus intéressantes tout au moins, nous est déjà connu.

Le cabinet du feu seigneur de Chauffailles ne renferme aucun meuble à mentionner; mais il existe dans le « bureau » cinq « portes fermant à clé » protégeant « les titres et papiers de la maison de Chauffailles, terre de Fayat et autres ».

Sur le bureau, sont placées l'écritoire en faïence et la paire de mouchettes d'acier traditionnels.

On trouve aussi, dans les tiroirs, une montre d'or guillochée, deux cent treize louis en or ou argent blanc, plusieurs paires de boucles de souliers ou de jarretières, en argent; un cachet aussi d'argent, et « une paire de jarretières montées en pierres ».

C'est dans le cabinet du défunt que sont renfermées ses armes : deux fusils à deux coups, « dont l'un est sans platine et le canon crevé », une paire de pistolets, une épée à monture d'argent, un couteau de chasse à *la turque*, aussi monté en argent. Dans les armoires, sont rangés divers objets : des balances, des paquets de vieux galons d'or et d'argent; puis la garde-robe de François Du Burguet; — le linge et les menus effets d'abord :

Quatre douzaines de mouchoirs de différentes couleurs et qualités, estimées 72 livres;

Quatorze paires de bas de soie, 100 l. ;

Dix chemises à *la matelote*, fines, avec leurs garnitures, et douze autres chemises fines, à manches plissées, 198 l. ;

Soixante-six chemises toile de brin, avec leurs garnitures, 264 l. ;

Dix-huit bonnets doubles de coton, dix-huit bandeaux de toile de ménage, vingt paires de bas à *l'étain*, quatorze bas de coton, deux douzaines de gros bas de fil, une douzaine et demie de « manchettes de bottes », 199 l. ;

Quatre bourses à cheveux, deux vestes de basin fin, deux gilets de basin, trois paires de caleçons de toile, 24 l.

L'inventaire énumère ensuite les vêtements :

Une robe de chambre avec sa veste de camelot rayé; une autre de moelleton de coton, 24 l. ;

Deux chapeaux bordés en or, usés, 32 l. ;

Sept autres chapeaux unis, dont deux presque neufs, 14 l. ;

Quatre paires d'escarpins neufs, sept autres paires de vieux souliers ou escarpins, une paire de pantoufles, deux paires de bottes, dont une presque neuve, 44 l. ;

Quatre douzaines de cols, 24 l. ;

Un habit, veste et culotte de baraquan (bouracan?) d'Angleterre à petites raies, avec ses boutons à bordoré (*sic*), façon d'Angleterre, 50 l. ;

Un autre habit et veste de ratine d'Exandelie (des Andelys), doublé de satin cramoisi, presque neuf, avec les boutons comme les précédents, 80 l. ;

Un autre habit de camelot sur poil, veste et culotte, doublé d'une serge en soie, galonné en argent, 150 l. ;

Un autre habit de velours sur coton, culotte même étoffe, veste en soie piquée de Marseille, brodée en soie, le tout de couleur puce, garnis en bouton d'acier, 100 l. ;

Un habit de drap rayé, avec la veste de satin gris piqué, demi usé, 40 l. ;

Un habit de drap gorge de pigeon, avec sa veste et culotte, galonnées en or, 140 l. ;

Un habit camelot mi-soie, marron, avec veste et culotte de Nankin, brodées en soie, 40 l. ;

Un mauvais habit et veste de Nankin, 8 l. ;

Un habit de drap gris uni, avec une veste d'écarlate galonnée en or, 40 l. ;

Un frac de turquoise verte avec une veste de drap biche, galonné en or, culottes de la même turquoise, 30 l.

Nous faisons grâce aux lecteurs de vingt-cinq ou trente autres vieux habits, vestes, gilets, culottes. Notons une « petite redingote à l'angloise, de ratine bleue, avec une petite tresse d'or » ; une autre « redingote à l'écuyère, de ratine gris blanc » ; une « patingote d'un petit baracan gris » ; un « mantelet de peluche » ; plusieurs paires de guêtres, des garnitures de boutons et jarretières cramoisi ; plusieurs vestes sont dites de *sirsacat*? quadrillé ou cramoisi, d'autres de coutil.

La bibliothèque offre peu d'intérêt. On y trouve surtout des ouvrages de littérature française classique : Molière, Racine, Boileau, le *Télémaque*, les *Caractères*, deux ou trois livres de mathématique et de physique, deux *Histoire de France*, le *Jardinier fleuriste*, l'*Ordonnance des eaux et forêts*, « une paire d'heures de Limoges », quelques ouvrages de dévotion et des brochures, le tout évalué à 100 livres

Nous avons déjà trouvé du linge dans les placards ou armoires de la cuisine et de la salle à manger. La chambre dite *de la Combe* va nous en offrir un approvisionnement considérable : soixante-deux aunes et demie de toile de brin en deux tiers ; cinquante-neuf aunes en trois quarts et demi (1) ; quatre-vingt-une aunes toile rousse pour serviettes ; quarante aunes toile d'étoupes blanchie pour serviettes ; deux autres rouleaux pour serviettes, l'un de quarante, l'autre de quarante-cinq aunes ; quinze aunes de couil de ménage ; soixante-quatorze aunes de grosse toile d'étoupe ; soixante-dix-huit aunes de toile de brin roux ; (il y a de plus deux pièces faisant ensemble cent cinquante aunes chez un tisserand de Coussac) ; cinquante-six aunes droguet jaune ; onze aunes « étoffes de païs » jaune, à 34 sols l'aune » ; deux cent treize serviettes et seize nappes de toile commune ; vingt-quatre draps toile de Rouen ; treize douzaines de serviettes de Flandre ; huit nappes de Flandre, sans couture ; quarante-six serviettes de toile commune ; vingt et une douzaine de serviettes ; treize grande nappes ; huit nappes moyennes et quatre petites de toile de brin. D'autres placards, dans les chambres qu'on visitera plus tard, recèleront encore du linge. Nous n'y reviendrons pas ; mais nous signalerons dans le grenier un dépôt de divers approvisionnements, parmi lesquels cent trente-deux livres de chanvre broyé. Dans une sorte de petit magasin de l'entresol, sont renfermées sept cents livres de grosse étoupe, cent livres d'étoupe fine, cent vingt-deux livres de fil de brin, treize livres de laine à l'étain, du savon, etc. Dans un autre réduit, sous l'escalier, autre magasin domestique contenant un certain nombre de pièces de faïence : le notaire n'y signale pas moins de quinze de ces ustensiles indispensables qui ont nécessité, pour les y dissimuler, l'invention des tables de nuit.

Après le rez-de-chaussée, on visite le caveau placé sous la chambre dite de La Combe. On y compte trois cents bouteilles environ de vin de Bordeaux, Bergerac, Béziers, Voutezac ; plus loin, six charretées de bois à brûler, à 13 sols l'une ; cinq barriques de deux charges pièce, remplies de vin ordinaire, à 20 livres la charge, et plus loin treize pièces, les unes de huit, les autres de quatre charges, de vin nouveau et de cidre.

L'étage supérieur renferme des chambres et des cabinets de maîtres et de domestiques, avec un ameublement beaucoup moins riche que celui du rez-de-chaussée. On y trouve des lits de tous

(1) Le frère du défunt, présent à l'inventaire, rappelle « qu'il est dû six aunes de cette toile aux servantes, sur leur loyer de la présente année ».

les temps et de toutes les formes : lits à l'ange, lits à niche, lits en tombeau, lits à demi-duchesse, etc. Parmi les tentures et ornements qu'on y rencontre, citons des « rideaux et tour de lit d'indienne à grands pavots, fonds mordoré, et pièces de tapisserie de même indienne ».

Il y a, dans le château, une pièce appelée « la Chambre du Café », où le notaire inventorie, en effet, soixante trois livres de café ordinaire et cinquante-deux livres de savon « fabriqué dans la maison ». Nous trouvons dans plusieurs passages de l'inventaire la trace de ces industries domestiques, jadis bien plus répandues que de nos jours. Ailleurs, dans les placards et les armoires, sont alignés des bocaux d'abricots et de pêches à l'eau-de-vie, des confitures de noix, de la gelée de groseille, des confitures de guindons (sorte de grosses cerises), des boîtes de confiture de Clermont, de pâte de coing, de pêches « tapées ». Une des pièces est probablement le cabinet du P. Chaumon, carme, aumônier de M. du Burguet. On y trouve, outre un calice et sa patène, une cinquantaine de volumes « fort anciens » : instructions, sermons, lettres pastorales, etc., parmi lesquels les œuvres de saint Bonaventure, celles du P. de Grenade et la *Somme* de saint Thomas ; des « lettres de prêtrise, de bachelier et vieux sermons ».

La chapelle domestique, dont on lit plus loin la description, est médiocrement garnie.

L'écurie n'abrite que deux montures : un vieux cheval gris blanc et une jument baie. Parmi les harnais, notons une selle de velours cramoy, avec une housse d'écarlate galonnée d'or. — Le colombier tombe en ruines.

L'inventaire des bâtiments ruraux et des cheptels offre peu de mentions intéressantes. Nous remarquons que les livrets des métayers les constituent tous débiteurs du maître, quelques-uns pour d'assez fortes sommes ; il est observé que plusieurs de ces créances « sont des effets très véreux », et qu'on ne pourra « jamais peut-être en rien retirer ». Les choses étaient donc à cet égard, avant la Révolution, ce qu'elles ont été depuis.

La forge est « un bâtiment ne servant qu'à mettre à couvert les accessoires de la dite forge ». Quatre roues transmettent le mouvement à tout le matériel : « la première fait mouvoir le gros marteau ; deux autres font mouvoir quatre soufflets ; la quatrième, deux autres grands soufflets pour le fondage ». Cette dernière est sous la charpente qui entoure le fourneau de deux côtés et qui sert d'abri aux ouvriers et aux approvisionnements. La charpente en question n'est soutenue que par des piliers de bois. Celle des autres roues est supportée par des massifs de maçonnerie.

Une cinquième roue fait mouvoir les pignons. Aucune charpente ne la protège.

La halle aux charbons est en assez mauvais état.

Nous avons vainement cherché quelques indications sur l'activité de cet établissement industriel, fort connu dans la contrée et selon toute apparence assez ancien. Nous n'en avons trouvé aucun. Nous relevons seulement, parmi les papiers inventoriés, aux derniers feuillets du procès-verbal dépouillé par nous, la mention d'une créance sur M. de Saint-Victour, de Tulle, à raison d'une livraison de fer faite par François Du Burguet « à la manufacture royale des canons ».

Dans la même partie de l'inventaire, il est parlé d'un acte portant concession de droits de bancs et de tombeaux, etc., dans l'église de Coussac, en faveur de François Du Burguet, à la date du 1^{er} février 1660.

Nous ne pousserons pas plus loin ce dépouillement. Si sommaire que soit cet article et si courts que semblent nos extraits, ils suffiront à prouver que des inventaires, même d'une date assez rapprochée de nous, peuvent être feuilletés avec fruit, et à établir une fois de plus l'intérêt net et précis que présente l'étude des documents de ce genre. Ils placent sous les yeux le décor tout entier du drame humain, la scène d'une existence, comédie ou tragédie, avec tous ses aménagements, tous ses accessoires, tout le matériel, pourrions-nous dire, d'une époque, d'une fonction, d'une condition sociale. La vie seule manque à ce spectacle : il suffit d'un peu de mémoire et d'imagination pour qu'elle revienne animer et expliquer tout cela.

Léonard MOUTIER.

LA GARDE-ROBE D'UN ÉTUDIANT NOBLE

en 1625

Les archives du château de Montagrier, récemment étudiées par nous, nous ont fourni des notes assez nombreuses et assez variées. Nous détachons aujourd'hui du recueil de nos extraits, pour le *Bulletin de la Société archéologique de Limoges*, quelques indications concernant la garde-robe d'un jeune homme de notre pays, étudiant à Poitiers en 1625.

Il s'agit de Robert d'Asnières, écuyer, seigneur de La Chapelle en Saintonge et de Graine, près Biennac, qui suit les cours de l'Université de Poitiers ; il est en pension chez un sieur Bernier, dont le fils lui donne des répétitions payées. — Les notes que nous avons relevées dans ses papiers domestiques éveillent une idée assez avantageuse de sa toilette. C'est ainsi qu'on le voit porter :

« Un manteau d'escarlata avec des bandes de satin rouge eramoisy, et des boutons à la limace, deux douzaines d'esguilhettes et du galon ;

» Un habit de raz de Londres, acheté à Limoges, du sieur Romanet, marchand, avec de la tavelle et galon ;

» Un chapeau gris demy castor avec le cordon d'or et d'argent (coût 11 livres) ;

» Une espée à garde argentée et un baudrier couvert de galon d'or et d'argent, avec la ceinture de même (le tout ayant coûté, à Limoges, 20 livres). »

Le linge du jeune homme est en harmonie avec ce brillant équipement. Il porte des chaussettes et des caleçons de toile fine ; ses collets et ses manchettes sont de toile de Hollande avec « des

glands et des courdons ». Ses chemises, de toile de Hollande également, ne coûtent pas moins de quatre livres la pièce. Il porte des gants.

Il chausse tantôt des souliers de maroquin de Flandre, tantôt des souliers de cuir de vache, achetés, les uns et les autres, au prix de trois livres 10 sols, du sieur Mordifer, de Rochechouart. Il a de plus une paire de grosses bottes, qu'il a payées dix livres. Et il y ajuste une paire d'éperons, de 20 sols.

Notons quelques autres passages du livre des dépenses de l'étudiant gentilhomme se rapportant à sa garde robe.

Robert s'est fait faire un habit à la mode par un tailleur en vogue du nom de Jean Jouinet : la façon lui a coûté cent sols, plus 3 sols pour le *vin* des garçons. — Ce pourboire se donnait d'ordinaire lors de l'essayage. — La façon d'un autre habit, celui-ci d'écarlate, lui coûte un peu moins cher, 4 livres.

Un habit de camelot changeant; un autre de drap d'Usseau marbré, accommodé de boutons d'or et d'argent et un « roquet » lui ont coûté chez le même Jouinet, de façon et garnitures, 32 livres. Il a, bien entendu, fourni l'étoffe.

Il paye 3 livres 19 sols deux aunes de futaine à grain d'orge pour faire deux paires de « brassières », et la façon des dites brassières; un peigne, 5 sols; un baudrier de broderie d'or, acheté à Paris, 17 livres; un ruban pour mettre à son baudrier, 12 sols.

Un chapeau « bourru », acheté à un chapelier à Oradour-sur-Vayres, est payé 43 sols. Un chapeau « feustre de Paris » coûte cent sols à Limoges. On reteint un chapeau pour 5 sols.

Il y a, à Rochechouart, d'habiles lingères et un gantier au moins : deux paires de gants prises chez ce dernier, ont coûté 39 sols. La lingère fait payer 20 sols la façon de quatre paires de manchettes, six coiffes de bonnet et six mouchoirs.

Ajoutons enfin que Robert donne à l'abbesse de la Trinité du Dorat, pour le trousseau de sa sœur, religieuse dans ce monastère, « 20 aulnes de sarge de deux esteintes, amarante cramoisy, coustant 32 sols 1/2 l'aulne; il y ajoute pour 60 livres « d'estamine pour faire lincieux et chemises ».

Il serait facile de multiplier les citations.

J.-B. CHAMPEVAL.

LA

COMMUNE DE SAINT-LÉONARD DE NOBLAT

AU XIII^e SIÈCLE

(Suite) (1)

XI. — ENQUÊTE DE 1288 : IMPOSSIBILITÉ DE CONCILIER LES TÉMOIGNAGES QUI Y FIGURENT.

Pas plus que les autres arrêts rendus jusqu'alors par la Cour du Roi dans l'affaire de Saint-Léonard, celui de la Toussaint 1286 n'offrait le caractère d'un jugement définitif. Rien n'était tranché au fond, et les décisions du Parlement avaient pour seul objet de régler, à titre provisoire et en attendant la solution de toutes les difficultés pendantes, l'exercice des droits respectifs dont les parties étaient actuellement en possession.

Le procès de l'évêque avec les consuls avait du reste donné lieu, dans cette même session de la Toussaint 1286, à un autre jugement de la Cour (2). Gilbert ne demandait pas seulement à être remis en possession des droits du siège épiscopal : il poursuivait aussi le châtimement des rébellions et des violences de la commune.

(1) V. *Bulletin de la Société arch. et hist. du Limousin*, t. XXXVII, p. 4 et suiv.

(2) *Olim.*, t. II, p. 257. Il n'est pas bien sûr que cet arrêt, qui est conçu en termes très généraux, ait trait à l'affaire de Saint-Léonard ; mais tout donne à penser qu'il s'y rapporte.

Le Parlement fit droit en principe à sa requête sur ce point, et condamna les bourgeois à l'amende; mais il fixa le montant de celle-ci à cent livres au lieu de mille, chiffre indiqué par le prélat.

Les évêques de Limoges, accoutumés depuis longtemps à la plus large indépendance, n'avaient pu voir sans dépit cette liberté d'allures diminuée et leur influence amoindrie par l'institution des sénéchaux du Roi de France, établis dans le pays dès 1248; peu sensible au début, l'action de ces officiers s'était exercée dans toute la province avec beaucoup plus d'énergie et d'une façon moins intermittente depuis la restitution à Henri III d'une portion des territoires des trois évêchés de Limoges, Périgueux et Cahors. Jamais, semble-t-il, notre pays n'avait subi au même degré la puissance centralisatrice de la royauté. A cet égard, le traité d'Amiens peut être considéré comme le point de départ du travail d'assimilation définitive de la région, qui fut interrompu quelques années seulement par les désastres du règne de Jean II.

En s'efforçant d'accroître le prestige de la puissance royale et de relever son autorité effective dans une province que, depuis un siècle, se disputaient l'Angleterre et la France, les sénéchaux se heurtèrent plus d'une fois aux privilèges ou aux droits du siège épiscopal de Limoges. Nous avons déjà vu un différend s'élever entre l'évêque et le délégué du Roi dans la province, à propos du serment des consuls et de la commune de Brive. La justice de la Cité de Limoges donna également lieu, sous l'épiscopat d'Aymeric de La Serre, à certains débats sur la nature desquels nous sommes assez mal édifiés. Gilbert de Malemort, à son tour, eut, dès les premières années de son administration, d'assez graves démêlés avec le sénéchal de Poitiers. Le différend paraît avoir eu pour origine la prétention de l'évêque de ne pas être tenu au service militaire, et de considérer comme ne l'atteignant pas les mandements du sénéchal enjoignant aux seigneurs de faire publier le ban et de fournir au souverain le contingent qu'ils devaient mettre à sa disposition.

L'affaire vint devant le Parlement : celui-ci jugea, en 1280 (1), que l'évêque de Limoges devait l'ost au Roi comme les autres seigneurs terriens de son diocèse. D'autres difficultés surgirent entre Gilbert de Malemort et le sénéchal. L'évêque, appelé devant le tribunal de ce dernier, refusa de reconnaître sa juridiction : mais ses prétentions ne trouvèrent pas, auprès du Parlement, un accueil favorable et la Cour décida, en 1287, que l'officier royal avait le droit de jus-

(1) *Olim.*, t. II, p. 169.

ticier l'évêque de Limoges (1). Il était fait toutefois exception pour le procès pendant devant le Parlement entre le prélat et les deux communes de la Cité et de Saint-Léonard.

Nous avons vu plus haut à quel point ce procès était arrivé à la fin de l'année 1286. Les bourgeois, qui s'étaient, sans trop de résistance, résignés à prêter serment à l'évêque, ne se montraient point d'aussi facile composition en ce qui avait trait à l'exercice de la justice. Ils voyaient, dans l'institution à Saint-Léonard d'un prévôt à demeure, une violation flagrante de leurs droits ou plutôt une atteinte à l'état de choses qu'ils avaient peu à peu réussi à établir, en profitant des circonstances politiques et de l'impuissance où s'étaient trouvés réduits quelques évêques.

Le droit de justice était, on le sait, de beaucoup le plus important de ceux qui faisaient l'objet du litige ; on ne peut donc s'étonner qu'il fût, de tous, le plus vivement disputé et que les contradictions les plus nettes, les plus inconciliables se produisissent sur ce point, dans les dépositions des témoins comme dans les factums émanant des parties. L'enquête de 1280 n'avait été ni assez complète ni assez concluante pour édifier à cet égard la religion du Parlement ; il jugea de nouvelles informations indispensables, et une seconde enquête fut ordonnée au cours de l'année 1287. Elle devait porter sur deux questionnaires fournis l'un par l'évêque, l'autre par les consuls. Voici le sens général des articles proposés par le premier, et sur lesquels devaient être *examinés* les témoins qu'il se proposait de produire :

- 1° L'évêque est seigneur justicier de la ville de Saint-Léonard ;
- 2° Ses officiers y ont exercé de tout temps le pouvoir judiciaire, tenu des assises, rendu des jugements, fait exécuter les condamnations prononcées par eux ;
- 3° Les habitants de Saint-Léonard sont justiciables de l'évêque, qui possède dans leur ville la justice haute, moyenne et basse : Aucun privilège ne les soustrait à la prérogative du seigneur ;
- 4° Ils ont usurpé, sans droit et sans titre, le consulat, la caisse commune, le sceau commun et tous les autres attributs de commune : ils sont de simples particuliers et ne constituent aucun corps ;
- 5° Les soi-disant consuls et leurs adhérents ont troublé l'évêque dans la jouissance de ses droits : ils ont commis des rébellions et des violences contre ses officiers, — maltraité, notamment, de la façon la plus grave le prévôt épiscopal ;

(1) *Olim.*, t. II, p. 265.

6° L'évêque a la garde et la police des foires ; il a la police de la voirie et donne les alignements ; les habitants n'ont pas le droit de louer la partie de la voie publique qui est au devant de leur maison ;

7° L'évêque a la police des poids et mesures ainsi que le produit des amendes prononcées en cette matière ;

8° C'est au nom de l'évêque que se publient les bans et criées ;

9° Le prélat et ses officiers lèvent annuellement un droit de deux setiers de vin sur chaque taverne de la ville ;

10° La forêt est dans la mouvance de l'évêque et lui appartient. — Il y avait un onzième article. Nous n'avons pu en déterminer exactement l'objet.

Le canevas sur lequel devaient être interrogés les témoins appelés à la requête des consuls, comportait neuf propositions principales :

1° Les consuls de Saint-Léonard possèdent le consulat au nom de la commune ; ils le tiennent du Roi : ils reçoivent chaque année, après leur élection, le serment de fidélité de tous les habitants ;

2° La commune fournit directement le service militaire au Roi ;

3° Les consuls ont la justice haute, moyenne et basse ; ils exercent toute juridiction dans la ville, au nom de la commune ;

4° Les consuls font crier les bans en leur nom et au nom de la commune ;

5° Ils ont la garde de la ville, l'entretien et la réparation des murs, tours et portes, tiennent les clés et exercent la police des foires ;

6° Ils ont la police des poids et mesures, et perçoivent deux setiers de vin sur chaque taverne ;

7° Les consuls ont la police de la voirie, donnent les alignements aux propriétaires qui veulent construire, et on ne peut édifier sans leur autorisation aucun bâtiment à l'intérieur de la ville, tout au moins aucun bâtiment confrontant à la voie publique ; les particuliers jouissent, en vertu d'une coutume immémoriale, du droit de louer, pendant les foires et marchés, une partie de la voie publique, chacun au devant de sa maison, à la condition de laisser au milieu de la rue un passage suffisant pour la circulation ;

8° Les habitants ont des droits d'approvisionnement dans la forêt et peuvent y prendre le bois de chauffage et le bois de construction dont ils ont besoin ;

9° L'évêque n'a exercé dans la ville d'autres droits de justice que ceux attachés à la vigerie qu'il tenait en gage ; il a acquis les droits des vigiers depuis le commencement du procès entamé

devant le Parlement, pour essayer de justifier, dans une certaine mesure, les prétentions sans fondement émises dans ses *intendit*.

Par lettres du 29 août 1287, le Roi désigna pour procéder à la nouvelle enquête deux « maîtres » du Parlement : Philippe Suard, chanoine de Laon, et Jean de Morancy. Les deux commissaires ne paraissent pas s'être mis sur le champ en rapport avec les parties. On les voit attendre, pour s'occuper de l'affaire, un nouvel ordre de Philippe III, daté du 11 décembre de la même année. Trois jours après, un chanoine de Rodez, Flour *Agni*, leur est adjoint, en raison, semble-t-il, d'un empêchement de Philippe Suard ; mais celui-ci ayant pu remplir sa mission, il n'est pas autrement fait mention de ce Flour. Le 29 avril suivant, les enquêteurs enjoignent à Simon de Paris, sergent du Roi de France à Limoges, d'assigner les témoins pour le dimanche dans la quinzaine de la Pentecôte, 30 mai 1288. Les consuls notifient avant ce terme (10 mai), aux deux envoyés du Parlement, le choix de leurs procureurs : Étienne Faure et Nicolas Desmoulins, tous deux bourgeois de Saint-Léonard. Quant à l'évêque, on le voit représenté tantôt par un prêtre du nom de Pierre Dupin, tantôt par deux clercs, soit Pierre Durand et Robert Maurel, soit Jacques Gastard et P. de Vallières.

L'enquête s'ouvrit-elle à la date indiquée ? Il est permis d'en douter ; car la présence de Philippe Suard et de Jean de Morancy à Saint-Léonard ne nous est signalée par les documents de la procédure que le vendredi après la Saint-Clément 1288. Qu'il s'agisse de la Saint-Clément du 23 novembre, de celle du 4 décembre ou de la fête de la dédicace de l'église de Saint-Clément, 22 juillet, il est à présumer qu'il y a une erreur dans cette indication. Il faut noter qu'à cette date, les commissaires ont déjà entendu toute une série de témoignages. Nous possédons le texte des dépositions de quarante-un témoins : vingt-sept assignés à la requête de l'évêque, et quatorze produits par les consuls. La procédure nous apprend que les envoyés du Roi durent quitter Saint-Léonard le lundi suivant (la pièce indique le lundi de la Pentecôte) pour se rendre à Tours, où ils étaient attendus le samedi d'après. Le peu de temps dont ils pouvaient disposer les empêcha d'entendre un supplément de témoignages que les parties, au cours de l'enquête, sollicitèrent l'autorisation de produire (1).

(1) Voir les 2^e et 3^e fragments des pièces analysées ci-après à l'Appendice, lettre B.

De cette seconde enquête, nous avons en somme le dossier presque complet. C'est dans son ensemble le document le plus intéressant, le plus caractéristique et le plus circonstancié qui nous ait été conservé sur l'organisation et l'état de la commune de Saint-Léonard au ^{xiii}^e siècle; c'est à lui que nous avons emprunté la plus grande partie des indications données aux chapitres précédents sur les institutions municipales de la petite ville. Pourquoi faut-il que nous soyons obligé de constater en même temps les contradictions dont il est rempli. Et, qu'on nous permette de le répéter encore une fois, ce ne sont pas seulement des différences de détail qu'on relève entre les témoignages produits par une des parties et ceux fournis par l'autre; ce sont des antithèses complètes, des affirmations absolument opposées et inconciliables.

L'existence de la commune, l'autorité de fait exercée depuis un temps immémorial par les consuls, le service militaire fourni au Roi par les bourgeois, ne purent toutefois être sérieusement contestés. Mais il fut de nouveau établi que, depuis le commencement du siècle, tous les évêques avaient reçu le serment de fidélité des habitants (1); que, dans une occasion au moins, ceux-ci avaient pris les armes pour marcher au secours de l'évêque (2); que, si certaines publications concernant exclusivement la commune se faisaient au nom des seuls magistrats municipaux, les bans d'un intérêt plus général, ceux des foires, par exemple, et ceux se rapportant à l'exercice de la justice, étaient criés au nom de l'évêque, de la « seigneurie » et des consuls (3). Tout cela résultait déjà suffisamment des témoignages de la première enquête.

Quant à l'exercice du droit de justice, chaque partie produit des témoins affirmant que seule elle le possède. Il n'y a pas d'explication satisfaisante à tenter de ces dires opposés. L'obscurité et la contradiction demeurent complètes. Nous avons donné déjà, en parlant des attributions des consuls et des privilèges de la commune, le résumé des témoignages qui la représentent comme investie du pouvoir judiciaire et l'exerçant dans la personne de ses chefs. Nous n'y reviendrons pas ici (4).

Ce que cherche surtout à établir l'évêque, au moyen des déclarations de ses témoins, c'est que ni lui ni ses prédécesseurs ne se sont jamais dessaisis de leurs droits de seigneur justicier de la ville; qu'ils les ont au contraire exercés sans opposition et sans

(1) App., C. VII, n^{os} 126, 127, 128, 129, 130, 130 bis, 131 et suivants.

(2) *Ibid.*, C. VII, n^{os} 136 et 137.

(3) *Ibid.*, C. VII, n^{os} 183, et C. IX, 194, 195, 196, 197, 198, 199.

(4) Voir ci-dessus chap. VI, p. 71.

interruption depuis soixante ans au moins. Il résulte, en effet, de l'ensemble des témoignages, que les évêques ont toujours tenu à Saint-Léonard des officiers, sénéchaux, prévôts, sergents (1); que ces officiers ont entendu et jugé les causes, non-seulement dans la salle épiscopale, mais dans la maison de Pierre Astaix, sous le porche de Notre-Dame ou même sur la place publique (2). Les témoins mentionnent un certain nombre de causes civiles portées devant le sénéchal de l'évêque (3). Ils citent même une affaire dans laquelle les consuls se sont présentés pour les parties devant le juge épiscopal (4). En matière criminelle aussi, les exemples ne sont pas rares de causes déferées à ce dernier et de condamnations prononcées par lui et ayant reçu aussitôt leur exécution. Le prévôt de l'évêque a fait pendre nombre de meurtriers, larrons, faux monnayeurs, destructeurs de récoltes, incendiaires (5), couper la main ou le pied à des voleurs (6), amputer l'oreille aux auteurs de moindres méfaits (7), fustiger certains délinquants par les rues (8), bannir des coupables, des complices et des suspects (9). Il a prononcé des amendes (10). Il a arrêté et incarcéré (11), exercé la police de la voirie et donné des alignements (12); vérifié les mesures : aunes coupées, pintes pour le vin, setiers pour les grains, et perçu des amendes pour celles qu'on a reconnu non conformes aux usages du lieu (13). Il a même reçu, et reçu seul, des gens tenant taverne, en valeur ou en nature, les deux setiers de vin auxquels ils sont taxés suivant la coutume (14). Enfin, il a exercé, à l'exclusion des officiers de la commune, la police des foires et marchés (15). En un mot beaucoup de témoignages de l'enquête nous montrent l'évêque et ses officiers exerçant seuls toutes les attributions qui semblent, d'après d'autres, exclusivement dévolues aux magistrats municipaux, — et cela à la même date.

(1) Append., C. VIII, nos 142, 143, 153, etc.

(2) *Ibid.*, VIII, nos 140, 141, 142, 147, 148.

(3) *Ibid.*, VIII, n°s 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152.

(4) *Ibid.*, VIII, n° 150.

(5) *Ibid.*, C. VIII, nos 153, 155, 157, 160, 163, 166, 167.

(6) *Ibid.*, nos 154, 156.

(7) *Ibid.*, nos 159, 161, 168.

(8) *Ibid.*, n° 171.

(9) *Ibid.*, nos 159, 162, 163.

(10) *Ibid.*, n°s 164, 169.

(11) *Ibid.*, nos 153, 156, 158, 161, 162.

(12) *Ibid.*, n° 171 bis.

(13) *Ibid.*, nos 172, 173, 174, 175, 176, 177.

(14) *Ibid.*, n° 179.

(15) *Ibid.*, n° 183.

Plusieurs témoins affirment non seulement que l'évêque a joui en paix de ces droits et que ses officiers les ont exercés sans résistance de la part de la population, mais que les consuls eux-mêmes ont, en mainte occasion, explicitement reconnu leur autorité. Ainsi ces magistrats sont intervenus auprès d'Audier Normand lui-même pour implorer sa pitié en faveur d'un pauvre diable qui avait volé des fèves (1). Dans un autre cas, informés d'une mort violente, suicide, accident ou crime, ils ont prévenu du fait les officiers de l'évêque et attendu que ceux-ci se fussent transportés sur les lieux pour le constater (2). Enfin, le gardien de la régale, qui n'est investi d'aucun autre droit que de ceux appartenant au siège épiscopal, a, dans une autre occasion, condamné les consuls à une amende pour avoir indûment reçu une plainte : ils se sont dessaisi de la plainte et ont payé l'amende (3).

Nous avons dit que tous les témoignages adjugent exclusivement le pouvoir judiciaire à une des parties. Deux ou trois, néanmoins, sont conçus en termes moins affirmatifs ; mais il semble que les personnes interrogées ne se rendent pas bien compte de l'objet du litige. Une seule déposition, très précise, atteste l'existence d'une association qu'il serait intéressant d'étudier d'après d'autres témoignages, et cette déposition mérite d'autant plus l'attention qu'elle émane d'un officier de justice, Elie Panabeus, prévôt des seigneurs de Noblat. Le témoin nous fait assister à une audience. Le sénéchal ou le prévôt de l'évêque siège, assisté des chevaliers de Noblat et des consuls. Il semble diriger les débats ; mais quand ils sont clos et que le moment de rendre l'arrêt est venu, on le voit se tourner vers ses assesseurs : « Que vous en semble ? leur demande-t-il. Le malfaiteur qui est ici présent, sous telle inculpation, je vous propose de le condamner (ou de l'absoudre, selon le cas). Quelle est votre opinion ? Telle peine me semble devoir être appliquée. J'ajouterai à cette peine si c'est votre avis ; je la réduirai si vous pensez qu'elle soit trop sévère. » — Et ainsi, ajoute le témoin, le sénéchal de l'évêque rendait la sentence d'après l'avis de ceux qui l'assistaient (4).

Parmi les propositions qui figurent au canevas de l'enquête de 1288 et dont il n'avait pas été question à la précédente, il faut noter les deux articles contradictoires relatifs au droit dont jouissaient les particuliers de Saint-Léonard de louer aux marchands

(1) Append., C. VIII, n° 171.

(2) *Ibid.*, n° 170.

(3) *Ibid.*, n° 169.

(4) *Ibid.*, C. VIII, n° 165.

forains, les jours de foire et de marché, la portion de la voie publique s'étendant au-devant de leur maison, et d'y installer des bancs d'étalagistes et des tentes (1). Cet usage, vraisemblablement fort ancien, est catégoriquement affirmé par plusieurs témoignages sérieux et nié de la façon la plus expresse par l'évêque. Il y a quelque raison de penser que les bourgeois réussirent à le faire maintenir et qu'ils en étaient encore en possession au xv^e siècle. Les nécessités de la circulation restreignaient seules l'exercice de ce droit; il fallait qu'entre les tentes et les bancs un passage suffisant demeurât libre.

On pense bien que les affirmations des témoins produits par une des parties n'étaient pas accueillies sans protestation par les procureurs de la partie adverse, fort attentifs à toutes les particularités des dépositions, à tous les incidents de l'enquête. Presque toutes les personnes assignées à la requête de l'évêque sont récusées ou tout au moins suspectées par les consuls : elles ont intérêt au procès, sont les hommes liges du prélat, appartiennent à sa maison, ou bien encore on les connaît pour les ennemis de la commune. Ce sont de mauvais religieux, des prêtres indignes, sacrilèges même..... Du côté de Gilbert de Malemort, on fait entendre des articulations non moins énergiques, mais qui semblent parfois plus précises. La plupart des témoins des bourgeois possèdent des biens situés dans les limites de la commune et par suite doivent être considérés comme parties dans la cause; les autres sont de pauvres diables ou de mauvais garnements, dont on a acheté le serment et la conscience, fort suspecte du reste (2). Il en est même un, Pierre Goudelli, clerc, ancien maître des écoles de la ville de Saint-Léonard, que l'évêque accuse de trigamie (3).

Naturellement la partie qui a produit le témoin mis en suspicion proteste : « C'est un bon témoin, apte à déposer dans la cause, honorable de tout point et digne de foi (4). » Pour les personnes

(1) Dicit... quod commorantes locant plateas vacuas ante domos suas venientibus ad nundinas et mercata, aliquotiens duos denarios et aliquotiens quatuor, a sexaginta annis... Non credit quod dicta locacio veniat in communi (Pierre Tutonis). — Quilibet burgensium explectat ante domum suam, tempore nundinarum et mercatorum, faciendo logias et stalos, prout sibi placet, durantibus nundinis et mercatis (Fr. Vincent, templier).

(2) Quod ipse est vilis persona, pauper, male fame et conductus precio a gerentibus se pro consulibus.

(3) Appendice, D, n° 5.

(4) Procuratores dicunt eos esse bonos, ydoneos et fideles, et non esse conductos nec corruptos.

n'habitant pas Saint-Léonard et qu'ils ont fait citer, pour trois ou quatre bourgeois de Montauban entre autres, les consuls produisent de curieux certificats de bonnes vie et mœurs, émanant de l'autorité municipale du lieu de leur domicile. On trouvera à l'appendice plusieurs de ces attestations (1).

Deux templiers, frère Mathieu Des Moulins et frère Vincent, originaires de Saint-Léonard, figurent parmi les témoins produits en faveur de la commune; le premier appartient à une des familles les plus anciennes de cette ville; il paraît être frère ou cousin d'un consul qui a été l'âme de la résistance et parent d'un des deux procureurs de la ville : Mathieu lui-même est accusé, par le procureur de Gilbert de Malemort, d'avoir été l'un des instigateurs de la révolte des bourgeois avant son entrée en religion, qui ne remonte qu'à sept ou huit ans (2).

Au nombre des témoins de l'évêque, on remarque plusieurs chevaliers et damoiseaux appartenant aux familles féodales du château de Noblat, et cinq ou six juristes, valets ou sergents du Roi de France, dont quelques-uns ont été gardiens de la régale ou juges pendant la vacance du siège épiscopal de Limoges.

Notons que le droit de régale a été très régulièrement exercé par le Roi de France dans le diocèse de Limoges après la mort de chacun des évêques : nous pouvons le constater à partir de 1235.

On trouve au procès le nom des officiers qui ont exercé ces fonctions : c'est Nantier et Raoul de Laron (3), après la mort de Gui de Clusel; plus tard un sergent du Roi, nommé Larbalète; ensuite Bertrand de Vassignac, puis Jean de Sainville, Guillaume de Razès, etc.

Il faut dire que le souvenir, plus ou moins net, de ce qui s'était passé durant ces périodes, d'un retour assez fréquent, puisque le siège de Limoges n'a pas été occupé par moins de huit évêques au cours du ^{xiii}e siècle, ne contribuait pas peu à entretenir la confusion et l'obscurité du procès. Les consuls attribuaient volontiers au jeu normal et régulier de l'autorité royale, à l'exercice de ses droits permanents, des actes que les officiers du souverain avaient accomplis pendant une vacance du diocèse, aux lieu et place de l'évêque et à titre intérimaire en quelque sorte. De son côté, Gilbert de Malemort mettait volontiers au compte des agents de la

(1) Append., D, n° 2.

(2) Sa déposition se trouve sur le fragment de rouleau que nous n'avons pu retrouver. (Voir Append., B.).

(3) *Leuron*? peut-être Levroux?

régale toute intervention des officiers du Roi dans les affaires du pays et spécialement toute démarche faite par eux auprès des chefs de la commune de Saint-Léonard, tout ordre direct envoyé à ceux-ci, tout acte dans lequel ses droits de seigneur immédiat n'étaient ni affirmés, ni réservés ou tout au moins rappelés. Cette constatation peut rendre compte de certaines difficultés ; mais la plupart des contradictions que nous avons signalées à l'enquête restent pour nous à peu près inexplicables.

XII. — RAYNAUD DE LA PORTE, ÈVÈQUE DE LIMOGES. — ÉCHOS DE LA LUTTE ENTRE LE PAPE ET LE ROI DE FRANCE. — LA JUSTICE CIVILE DE SAINT-LÉONARD, D'ABORD MISE A LA MAIN DU ROI, EST ADJUGÉE A L'ÈVÈQUE.

On ne voit pas que l'enquête de 1288 ait eu de résultats immédiats. Au surplus les pièces que nous avons entre les mains ne nous renseignent pas d'une façon précise sur cette phase de l'affaire. De 1286 à 1308, le texte d'aucun des arrêts successifs rendus par le Parlement sur le procès de l'évêque de Limoges avec les bourgeois de Saint-Léonard ne nous a été conservé ; nous ignorerions même la tournure que prit l'affaire et la suite des événements, si quelques mentions éparses dans les anciens registres de l'évêché ne nous fournissaient certaines indications et si nous ne trouvions dans un factum assez détaillé de Raynaud de La Porte, un sorte d'historique sommaire des phases du différend au cours des dernières années, historique malheureusement bien rapide et conçu en termes trop généraux (1).

Cet historique ne commence que vers 1301, et toute la période comprise entre 1289 et 1300 nous reste à peu près inconnue. D'un passage du registre *Ac singulare* de l'évêché, il résulterait qu'en 1294, le lundi avant la fête de la Toussaint, un commissaire royal, Naude d'Auxerre, se serait, sur l'ordre exprès de Philippe IV, transporté à Saint-Léonard pour enjoindre aux consuls d'avoir à obéir aux prévôt et officiers du Roi et de l'évêque(2) ; mais il y a toute raison de penser que la date indiquée est fautive et que la mention se rapporte à des faits postérieurs à l'établissement du Pariage. Il semble au surplus qu'une détente se soit produite dans les dernières années de la vie de Gilbert de Malemort, et que les hosti-

(1) Append., D, n° 9.

(2) Evêché : Reg. *Ac singulare*, fol. 325, v°.

lités entre l'évêque et les bourgeois n'aient pas recommencé dès le début de l'épiscopat de son successeur, Raynaud de La Porte. Celui-ci, nommé en 1294, vit son élection, d'abord approuvée par le pape Boniface VIII, annulée peu après sous le prétexte que Célestin III s'était réservé la disposition de l'évêché de Limoges. Raynaud ne fut reconnu définitivement et intronisé qu'en 1297 (1). On comprend que, durant ces trois années de négociations avec le Saint-Siège, de tiraillements et d'incertitudes, le procès de Saint-Léonard ait été un peu perdu de vue.

Une difficulté d'une autre nature avait surgi, en 1287, entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard, au sujet de l'imposition d'une taille sur les biens des clercs. Ceux-ci se prétendaient exempts et Gilbert de Malemort avait porté leurs réclamations devant le Parlement. La Cour prononça cette fois en faveur des consuls. Elle déclara, vers le commencement de l'année 1288, que, si les magistrats municipaux n'avaient pas le droit de soumettre le patrimoine de l'Église au paiement des contributions pour l'entretien et la réfection des murailles, et pour les dépenses des autres services communaux, ils pouvaient comprendre au rôle de leur taille les héritages appartenant aux clercs à titre personnel (2).

Ce procès n'avait rien de commun avec la grande querelle dont nous cherchons à retracer ici les phases successives. Toutefois la solution qui lui fut donnée confirmait en quelque sorte les privilèges des bourgeois et proclamait une fois de plus l'existence de fait et de droit de la commune.

Un nouvel arrêt du Parlement suivit-il le dépôt du dossier de l'enquête et le rapport des commissaires? Nous l'ignorons absolument. Peut-être quelques productions nouvelles furent-elles réclamées aux parties et le retard apporté à les fournir fit-il perdre le procès de vue à la Cour? Quoiqu'il en soit, une accalmie dut se produire, comme nous l'avons dit plus haut; car dix années s'écoulaient sans qu'il nous soit possible de constater aucune trace soit de procédures, soit de scènes de violence analogues à celles dont on a trouvé plus haut le récit.

Des événements étrangers à la cause elle-même pourraient bien avoir exercé une action décisive sur la dernière période du différend et sur son issue. Mais à peine nous est-il permis de les entrevoir.

(1) LEBROS, *Mémoires pour servir à l'histoire des évêques de Limoges*, p. 334. — *Gall. christiana nova*, t. II, p. 531.

(2) Inventaire des Archives nationales. BOUTARIC : *Actes du Parlement*, t. I, p. 410, 411.

Le rôle de Raynaud de La Porte au cours du grave différend qui éclata entre le souverain Pontife et le Roi de France, n'a pas été étudié avec l'attention qu'il semble mériter. On voit l'évêque de Limoges prendre part au concile de la province de Bourges tenu à Clermont, en 1294, et où un subside est voté au Roi. On le retrouve à l'assemblée générale des évêques convoquée par Philippe à Paris, le 27 mai 1296 ; il y assiste, seul de toute la province de Bourges, avec l'évêque du Puy (1). On sait quelles protestations s'élevèrent contre cette assemblée, qui avait consenti à accorder un décime au Roi. Les prélats furent accusés d'avoir « tendu le dos en silence et évité le combat du Seigneur pour la maison d'Israël » ; ils furent traités de « chiens muets ne sachant pas même aboyer » (2).

Mais en 1302, lorsque Boniface VIII convoque un concile à Rome, l'évêque de Limoges quitte son diocèse, malgré la défense formelle du Roi ; il est à Rome le 1^{er} novembre, jour fixé pour l'ouverture du concile (3). Quatre archevêques et trente-cinq évêques français seulement se trouvent présents. On sait que beaucoup de prélats n'avaient pas cru pouvoir répondre à l'appel du souverain Pontife et avaient chargé trois d'entre eux de se rendre auprès de lui pour exposer les motifs de leur conduite. Philippe donna ordre à ses sénéchaux de saisir le temporel de tous les évêques qui avaient enfreint ses défenses. Quelques indices pourraient donner à penser que cet ordre fut exécuté dans le diocèse de Limoges. Toutefois il est permis de se demander si c'est vraiment contre la défense du souverain que Raynaud de La Porte se serait rendu à Rome. N'y alla-t-il pas, soit chargé d'une mission par ses confrères, soit à titre d'agent du Roi ? Son attitude avant et après ce voyage ne rend improbable ni l'une ni l'autre de ces hypothèses.

Quoiqu'il en soit, si l'évêque de Limoges encourut un instant la colère du Roi, il ne tarda pas à rentrer en grâce. Sa présence est signalée aux assemblées tenues au Louvre les 13 et 15 juin 1303. L'abbé de Beaulieu s'y trouvait avec lui. On sait que les membres de ces deux assemblées firent acte solennel d'adhésion à la cause de Philippe, s'engagèrent à ne pas se considérer comme déliés de

(1) D. MARTENNE, *Thesaurus Anecdotorum*, t. I, col. 277 et 1286 ; BOUTARIC, *Documents relatifs à l'Histoire de France sous Philippe le Bel*, passim.

(2) Terga facile præbuisse ac pugnam pro domo Israel in prælio Domini evitasse... Canes muti qui non valent latrare.

(3) Velly, *Histoire de France*, t. VII, p. 226.

leur devoir d'obéissance par les lettres du Saint-Siège les relevant du serment de fidélité prêté au souverain, et demandèrent la convocation d'un concile oecuménique pour juger Boniface VIII, déclarant qu'ils appelaient d'avance à ce concile de toutes les sentences d'excommunication et autres que le pontife pourrait fulminer contre eux.

Aussitôt commence une singulière campagne en vue d'un appel à l'opinion, unique dans l'histoire de France. Des clercs du Roi parcourent le royaume tout entier, s'arrêtant dans chaque ville, dans chaque abbaye, convoquant les communes, réunissant les chapitres, exposant les griefs de la Couronne contre le souverain Pontife, demandant au nom du Roi l'adhésion de tous les corps, de toutes les communautés aux résolutions des assemblées du Louvre et à l'appel, à un concile général, de tous les actes qu'il y a lieu de redouter de la part de Boniface VIII. Non seulement les bourgeois du Château de Limoges, de la Cité et de Saint-Junien, mais le chapitre cathédral, le prieur général et les religieux du monastère de Grandmont, le prieur et la communauté de Saint-Martial de Limoges firent des déclarations conformes aux désirs de Philippe IV. Procès-verbal fut dressé de ces délibérations (1). Plusieurs de ces assemblées, celle de la commune du Château de Limoges, par exemple, s'étaient tenues dans des églises (2).

L'envoyé du Roi en Limousin était Jean d'Auxois, grand chantre de l'église d'Orléans et clerc du Parlement, très mêlé aux affaires politiques durant quinze ou vingt années. Il était accompagné, semble-t-il, de plusieurs ecclésiastiques, de Pasquier de Blois, chanoine de Péronne, et d'un autre chanoine, Pierre de La Tour-nelle, entre autres. Ce fut dans les dix derniers jours du mois d'août 1303, que l'envoyé de Philippe IV traversa le Limousin; il venait du Languedoc et se dirigeait sur Bourges. De là il devait gagner le diocèse de Poitiers.

Jean d'Auxois se heurta sans nul doute à plus d'un refus. Les documents conservés aux archives nationales ne nous permettent toutefois de noter, dans le diocèse de Limoges, qu'un seul exemple de résistance aux désirs du Roi. Les Frères Prêcheurs du couvent de la ville épiscopale déclarèrent qu'ils avaient député auprès de Philippe IV leurs supérieurs et qu'ils croyaient devoir attendre les instructions de ces derniers.

(1) Ces procès verbaux sont conservés aux Archives nationales, J 480 et J 490. Nous en avons pris la copie.

(2) Celle des bourgeois du Château se tint dans l'église de Saint-Pierre-du-Queyroix.

Deux mois plus tard, dans la seconde quinzaine d'octobre, le clerc du Roi passa de nouveau à Limoges. Il retourna au couvent des Frères Prêcheurs, somma les religieux au nom du Roi de lui donner une réponse, et fit tout ce qu'il put pour l'obtenir favorable : ses prières et ses menaces demeurèrent vaines. Les fils de saint Dominique persistèrent dans leurs refus ; ils déclarèrent que le prieur provincial avait été chargé de faire connaître leur réponse à Philippe IV, au nom de tous les prieurs et de toutes les communautés de l'ordre, et qu'ils avaient lieu de croire que cette réponse était parvenue au Roi (1). Dans toutes ou presque toutes les maisons des Dominicains, la même réponse fut rendue aux commissaires de Philippe IV. Des mesures d'une extrême rigueur furent prises contre ces religieux dans quelques villes : à Montpellier notamment, où Denis de Sens se trouvait à la fin de juillet, les Frères Prêcheurs, sollicités par lui de donner leur adhésion aux actes de l'assemblée du Louvre, ayant refusé et déclaré qu'ils ne pouvaient répondre sans l'autorisation de leurs supérieurs, reçurent l'ordre de sortir du royaume dans les trois jours (2).

Il n'est pas question de l'évêque de Limoges aux procès-verbaux des assemblées tenues à cette occasion ; mais Raynaud de La Porte ne put se montrer hostile à ce singulier appel au peuple, qui n'est pas un des actes les moins extraordinaires du règne de Philippe le Bel, si plein, si mouvementé, si digne d'étude. La grande manifestation d'opinion publique provoquée par le Roi n'était que la conséquence des assemblées du Louvre. L'évêque demeura ferme dans sa fidélité à la cause du Roi : il assista, seul de la province avec l'évêque de Mende, au concile de Bourges réuni pour voter sur une nouvelle demande de subsides.

Nous avons dit que, dans les premières années de l'épiscopat de Raynaud, une détente s'était produite dans la lutte entre l'évêque et les consuls de Saint-Léonard. Quelques indications des archives de l'évêché pourraient même faire croire que les bourgeois s'étaient décidés à se soumettre, au moins sur certains points. On trouve, en effet, à un registre auquel nous avons déjà emprunté maint renseignement, mention d'une importante déclaration faite au nom de la commune, s'il faut en croire une note marginale, par les consuls, le lundi avant la saint Barnabé 1296 (3) : ils reconnaissent que l'évêque de Limoges a le droit d'exiger chaque année, la veille

(1) Archives nationales, J 490, n° 703.

(2) BOUTARIC : *La France sous Philippe le Bel*, p. 287.

(3) Reg. *Tuæ hodie*, fol. 52, r° et 84, v°.

de Noël, de chaque boucher, une côte et une tête de bœuf ; à la même époque, de chaque marchand de sel de la ville, une demi-émine de sel ; de percevoir un denier de *solage* sur tous les marchands étrangers vendant des cuirs aux foires. Ils confessent enfin que le prélat possède des revenus sur certaines maisons et terres tant dans la ville qu'à l'extérieur, le *fiau* ou le *frau*, qui est dû le jour de l'Assomption, la *gache* (guet) due le jour de la fête de saint Michel ; mais tous ces droits il faut bien le remarquer, relèvent de la vigerie, et les consuls n'ont garde de ne pas insister sur ce point (1). La commune paraît, on l'a vu plus haut, n'avoir jamais contesté la possession de certains droits par les vigiers, représentants en somme des seigneurs de Noblat et dont il est souvent parlé au procès ; ceux-ci y sont plusieurs fois désignés sous cette dénomination bizarre : les *Jamborteus* (2), dont nous avons en vain cherché

(1) Le passage en question, deux fois copié au Reg. *Tuæ hodie*, fol. 51, v°, et 84 v°, donne, avec plus de détails et quelques différences, la mention qu'on trouve en note au chap. III ci-dessus, p. 34, d'après le registre *O Domina*. Nous le reproduisons ci-dessous :

Item in eodem cophino sunt quedam lictere cum uno sigillo, signate per dupplicem d. p., continentes quod consules ville Nobiliacensis pro se et communitate dicte ville recognoverunt et confessi fuerunt dominum episcopum Lemovicensem habere super carnifices dicte ville, videlicet super quolibet carnifice carnes bovis seu bovium vendente, quolibet anno, in vigilia Nativitatis Domini, quandam costam (*alias* testam) bovis nomine vigerie dicte ville, recipiendam more consueto ; item, supra mercatores extraneos vendentes coria in nundinis [duos denarios, et super habitatoribus ejusdem ville vendentibus etiam coria in dictis nundinis] unum denarium, quod publice *solagium* vocatur ; item, supra vendentes sal in dicta villa, videlicet super quolibet vendente, dimidiam eminam salis, quolibet anno in Nativitate Domini ; item, supra certa loca domorum et terrarum sitarum in dicta villa et extra, recognoverunt ipsum dominum episcopum habere certos redditus qui vocantur publice *Li Frau* (ou *Fiau*) in quolibet festo Assumptionis Beate Marie, et plura alia jura pertinentia ad dictam vigeriam ; item recognoverunt ipsum dominum episcopum habere supra certa loca domorum etiam et terrarum certos redditus qui vocantur *La Gacha* in quolibet festo Beati Michaelis : quorum omnium (*sic*) habere jus levandi et percipiendi ipsum dominum episcopum recognoverunt, et omnibus causis motis inter eos coram domino senescallo Lemovicensi renunciaverunt, promittentes contra in aliquo non venire.

(2) Cum olim episcopi qui pro tempore fuerunt, habuissent ab ipsis *Los Jamborteus* : Aymerico Bruni, milite, et ejus comportionariis, nomine gatjerie, vigeriam quam habebant in dicta villa, et Johannes Pauta et ejus pater jure hereditario tenuissent et teneant medietatem dicte vigerie pro dictis *Los Jamborteus*, etc. (Arch. Haute-Vienne, Evêché, 2440).

l'explication (1) ; mais tout en reconnaissant au moins d'une façon tacite les droits des vigiers, les consuls protestaient contre l'acquisition, au cours du procès, de la vigerie par l'évêque, acquisition qui modifiait l'état de choses sur lequel le Parlement avait été appelé à statuer lorsque le procès s'était engagé.

Cette acquisition, celle notamment faite en 1293, de Jean Paute, agissant pour lui et les siens, avait été suivie d'un procès entre l'évêque et les consuls, par devant le sénéchal (2). La reconnaissance mentionnée plus haut mettait fin au procès : les consuls déclaraient se désister expressément de leurs revendications.

En 1300 ou 1301, un arrêt favorable à l'évêque avait été rendu par le Parlement ; nous n'en connaissons pas la teneur ; mais des lettres du Roi du vendredi avant la Noël 1301, prescrivant l'exécution de cet arrêt, nous ont été conservées. Il y est dit que les injonctions de la Cour devront recevoir leur entier accomplissement ; que tous les obstacles apportés jusqu'alors par les consuls à l'exercice des droits de l'évêque devront disparaître et que les bourgeois de Noblat paieront au Roi une amende de mille livres tournois et au prélat une somme de trois cents livres, à titre de dommages intérêts (3). Peu après, le sénéchal de Poitiers, qui plaidait en ce moment contre Raynaud de La Porte devant le Parlement au sujet de la mise sous séquestre de la justice de la Cité de Limoges, revendiquée par l'officier du Roi comme appartenant à son maître, recevait ordre d'assurer aux arrêts de la cour obéissance et respect.

La justice civile de Saint-Léonard fut mise à la main du Roi le

(1) Ce nom ne pourrait-il pas venir de *Jaubert* ? On a vu plus haut qu'un chevalier de Noblat de ce nom avait précisément engagé la vigerie à l'évêque.

(2) Peut-être est-ce à cette occasion que le sénéchal avait établi deux sergents royaux, que le Parlement lui interdit de maintenir.

(3) ... Quod judicata predicta tenebunt, et integre fiet et explebitur executio eorumdem; et impedimenta super hiis eidem episcopo opposita(?) amovebuntur; et quod dicti Nobiliacenses, pro predictis eorum inobedienciis, nobis solvent mille libras turonenses pro emenda, ac dicto episcopo trecentas libras turonenses pro suis dampnis (Arch. Haute-Vienne, fonds de l'Evêché, liasses diverses). — Lictere regie continentis quod, per arrestum, dicti consules Nobiliacenses fuerunt omnino exclusi, quantum ad possessorium, a cognicione causarum civilium, et quod quantum [ad] emendas in quibus ipsi consules fuerunt condemnati propter eorum inhobedientias et excessus : Regi, in mille libris, et episcopo Lemoicensi, in trecentis libris, amplius non audirentur, et dicta condemnatio execucionis demandaretur (*Ibid.*, Evêché, Reg. *Tuæ hodie*, fol. 35, *ro*).

mercredi 20 février 1303, au témoignage des anciens registres de l'Evêché (2). Il est vraisemblable que l'attitude de Raynaud de La Porte, dans le différend de Boniface VIII et de Philippe IV, fut étrangère à l'affaire, car un autre registre nous apprend que le séquestre devait durer « jusqu'au prochain parlement » (3) : un clerc du nom de Jean Chauvet était investi des fonctions de juge à titre provisoire.

Pour éclairer sa religion sur ce chef spécial, le Parlement ordonna une troisième enquête. De cette dernière, aucun témoignage, croyons-nous, n'a été conservé; du moins n'en avons-nous pu retrouver un seul. On constate seulement que la commission pour procéder à cette enquête fut donnée à Etienne Bourret, sous-doyen de Poitiers, clerc du Roi, et à Jean d'Harblay — *de Arreblayo* — chevalier du Roi et sénéchal du Périgord. Ils sont nommés tous les deux à un acte du samedi après la Quasimodo (20 avril) de l'année 1303.

Le 8 mars 1304, vieux style (1305), la justice était encore à la main du Roi et Jean Chauvet continuait à occuper la charge de juge civil malgré les protestations de l'évêque; mais cette situation touchait à sa fin : cette même année, le Parlement déclara que la justice civile appartenait au prélat et elle fut en effet remise à Raynaud de La Porte par l'officier à qui le sénéchal en avait confié l'exercice : rien n'étant d'ailleurs modifié au contenu des arrêts précédents en ce qui a trait à la justice criminelle (3).

C'est surtout sur les incidents de la dernière phase de l'affaire, — celle qui suit l'arrêt de 1303, — que le mémoire de l'évêque nous fournit de précieux renseignements.

Les consuls ne se soumirent pas à la décision du Parlement; ils prétendirent que l'arrêt rendu en faveur de l'évêque ne portait en rien atteinte à leur droit de connaître des causes civiles dont leurs concitoyens leur déféraient le jugement. Ils firent si bien

(1) Le 10 des calendes de mars 1302, vieux st. (Reg. *Tuæ hodie*, fol. 36, v°).

(2) Reg. *Ac singularem*, fol. 326, 327.

(3) Per arrestum curie dictum fuit quod manus regia amoveretur de causis civilibus de villa de Nobiliaco. De cognitione causarum civilium predictarum dictus episcopus vel ejus prepositus explectabit, et consules dicte ville cum dicto episcopo vel ejus preposito incarcerabunt et justiciabunt.... Quod per arrestum curie, causa cognita, dicti gerentes se a possessione causarum civilium penitus fuerunt exclusi (Procédures, 5^e fragment).

qu'ils obtinrent du sénéchal de Poitiers un mandement prescrivant une information sur ce point précis. L'évêque forma opposition. L'affaire revint devant le Parlement, qui, après s'être montré dans un premier arrêt favorable à l'évêque, parut un moment disposé à admettre les prétentions de la commune, tout au moins à les examiner avec bienveillance; et, comme les consuls affirmaient que le dossier des premières enquêtes avait été perdu, et d'un autre côté prétendaient qu'ils étaient troublés par l'évêque dans l'exercice des droits garantis par la coutume aux chefs de la bourgeoisie (1), ils obtinrent un arrêt ordonnant une nouvelle enquête; mais l'ancienne ayant été retrouvée et la vérité connue, cette enquête, ou simplement l'ordre d'y procéder fut annulé (2).

Presque aussitôt, les consuls revinrent à la charge : ils firent si bien qu'ils réussirent à obtenir une seconde fois de la cour un arrêt portant qu'il serait procédé à une enquête. Mais, de rechef, sur les protestations de l'évêque, le Parlement revint sur sa décision; l'affaire fut arrêtée et toute la procédure depuis la restitution de la justice civile à l'évêque annulée (3). Les bourgeois ne se tinrent pas pour battus et s'efforcèrent de regagner encore une fois l'oreille du Parlement; ce fut en vain. La cour repoussa leurs prétentions, déclara qu'elle ne pouvait ordonner une enquête sur une matière jugée; il fut enjoint au sénéchal de Poitou de faire exécuter les arrêts et d'obliger la commune à se soumettre, à payer au Roi l'amende à laquelle elle avait été condamnée en 1301 et à indemniser l'évêque.

Vaincus sur ce point, les consuls essayèrent de conserver au moins la police des poids et mesures, alléguant qu'elle appartenait à la juridiction criminelle et non à la juridiction civile. Une sentence du sénéchal déclara qu'elle dépendait de cette dernière, les

(1) Consules Nobiliaci conquesti fuerunt quod dominus episcopus Lemovicensis ipsos impediabat in possessione, in qua erant, cognoscendi inter partes de causis civilibus, ob quod pluries fuerat commissum informationem super premissis fieri; quarum aliquæ fuerant deperditæ (*Tuæ hodie*, f. 33, r^o). — Asseruerunt... quod episcopus impediabat eos in cognitione causarum civilium, et impetraverunt commissionem quod super hoc nquireretur (Factum de l'évêque).

(2) Curia, comperita veritate, predictam inquestam annullavit, et de hoc exstat littera curie (*ibid.*).

(3) Informacio fuit per iudicium curie annullata, et de hoc exstat littera curie. (Mém. de l'évêque.) — Demum, visis litteris... annulatione prioris informacionis per Parlamenti iudicium facta, secunda informacio per ipsius Parlamenti iudicium fuit totaliter annullata (*Reg. Tuæ hodie*, fol. 33, r^o).

contrevenants étant passibles d'une peine pécuniaire seulement, d'après la coutume du pays. La commune essaya d'empêcher les officiers de l'évêque de vérifier les poids et mesures; il fut de nouveau enjoint aux consuls et aux bourgeois, de la part du Parlement et du sénéchal, de cesser toute résistance. Cet ordre leur fut signifié par Jean de Compiègne — un sergent du Roi sans doute — qui dut non seulement leur défendre de troubler le prévôt de l'évêque dans l'exercice de la justice en ce qui se rapportait aux causes civiles, mais aussi leur interdire toute connaissance de ces causes, sous peine d'un châtiment exemplaire.

XIII. — INTERVENTION DU ROI; ARTICLES DU PROCUREUR DE LA COURONNE. — MÉMOIRE DE L'ÉVÊQUE.

Trente années s'étaient écoulées depuis le jour où le différend entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard avait été porté devant la Cour du Roi; depuis quinze ans les enquêtes prescrites par le Parlement sur le fond même de la cause étaient terminées et rapportées. L'une et l'autre parties avaient présenté leurs conclusions. Toutes les allégations, tous les moyens avaient été examinés, tous les incidents vidés. Le procès semblait épuisé et il ne manquait plus, au volumineux dossier du greffe, que l'arrêt décisif devant mettre fin à cette longue querelle (1).

En attendant avec confiance une solution définitive, l'évêque travaillait sans se lasser à obtenir des habitants de Saint-Léonard la reconnaissance des droits dont les divers arrêts prononcés jusqu'à ce jour, auraient dû lui assurer la jouissance; mais la résistance que rencontraient ses officiers ne faiblissait pas. Tantôt passive, tantôt violente, cette résistance s'exerçait avec certaines apparences de légalité et la commune avait toujours à faire valoir, pour l'expliquer, sinon pour la justifier, quelque argument plus ou moins spécieux, tiré de l'arrêt même qui venait de condamner ses prétentions. Les consuls y trouvaient toujours, en effet, quelque point obscur ou ambigu, quelque lacune, dont ils savaient tirer parti en tournant toute phrase douteuse au profit de leurs prétentions.

(1) Super premissis litigaverunt cum dicto domino modo per triginta annos et amplius... Sunt inqueste facte, et super hiis est conclusum hinc et inde, jam quindecim anni sunt elapsi, et jam non restat, nisi quod feratur sententia (*Procédures*, 3^e fragment).

Leur cause, néanmoins, semblait perdue, et nous ne voyons guère sur quoi ils purent s'appuyer pour continuer la lutte après les ordres du Parlement obtenus par le prélat en 1305 et 1306. Ils ne désarmèrent point, pourtant : n'avaient-ils pas, dès lors, quelque motif de compter sur l'intervention d'un puissant auxiliaire, et ne pressentaient-ils pas, s'ils ne le savaient pertinemment, que l'affaire allait changer de face ?

Raynaud de La Porte somma le sénéchal de faire respecter ses propres injonctions et celles de la Cour suprême. L'officier royal ne répondit pas à cette mise en demeure. Celle-ci fut renouvelée dans les termes les plus énergiques et les plus pressants. Le sénéchal fit la sourde oreille.

La mauvaise volonté de l'officier du Roi était flagrante. Elle ne pouvait s'expliquer que par des instructions récemment adressées au sénéchal et inspirées par les calculs politiques des conseillers du Roi. A force de revenir devant le Parlement, l'affaire de Saint-Léonard avait fini par appeler l'attention de Philippe IV et de son entourage. Longtemps on n'avait pas prêté l'oreille aux allégations des consuls, et on n'avait considéré leur thèse que comme un moyen de défense, un argument de procédure plus spécieux que solide ; on parut peu à peu y accorder quelque importance. Nul doute que les bourgeois, voyant le succès de leur cause très compromis, n'aient fait de grands efforts pour obtenir que le Roi fît valoir ses droits à l'encontre de ceux de l'évêque et se décidât enfin à se porter partie au procès.

Ces efforts auraient, sans doute, réussi plus tôt, si la commune avait consenti à s'effacer complètement et à laisser le Roi se substituer, pour ainsi dire, à elle : on trouve trace des pourparlers qui furent engagés en vue de donner à l'affaire cette tournure plus nette ; mais les bourgeois ne purent se résoudre à se retirer complètement du procès et à déclarer que leurs magistrats n'avaient jamais été que les préposés de la Couronne, comme les consuls de certaines bastides royales. Tout en avouant le Roi pour leur seigneur immédiat, ils continuèrent à affirmer et à défendre leurs libertés communales, à invoquer en leur faveur la garantie de la coutume non moins que celle résultant de l'octroi du souverain.

Quoiqu'il en soit, l'évêque ne s'aperçut pas seulement à l'inertie du sénéchal du changement qui s'était opéré à son endroit dans les dispositions du Roi et de son conseil par rapport à l'affaire de Saint-Léonard. La rébellion persistante des consuls l'inquiétait moins que les complications qu'il pouvait déjà entrevoir. Il concevait de sérieuses appréhensions qui ne tardèrent pas à être justifiées.

En effet, quand le procès revint devant le Parlement, entre les deux parties qui, depuis trente années, se trouvaient en présence, on en vit tout à coup surgir une troisième : le Roi s'était décidé à intervenir. Son procureur exposa les raisons de cette intervention.

Il avait été, suivant lui, établi au cours des diverses phases du procès, que le Roi ne pouvait rester désintéressé dans le débat qui s'agitait entre l'évêque de Limoges et les consuls de Saint-Léonard. Ceux-ci, en effet, n'étaient que les officiers du souverain, ses délégués. Du Roi seul ils tenaient les droits qu'ils possédaient. En son nom et par son investiture, ils jouissaient de la juridiction haute, moyenne et basse ; ils exerçaient la justice pour son compte ; ils avaient reçu de lui la garde de la ville, de ses remparts, de ses tours, de ses fossés et les clés de ses portes. Tout cela, la commune, dans la personne de ses magistrats, le tenait en fief immédiat du Roi, et devait à celui-ci, à raison de ce fief, l'hommage et le serment de fidélité (1).

L'organe officiel de la Couronne exposait, dans un factum dont nous ne possédons pas le texte, les preuves des droits réclamés par lui au nom du souverain et celles de la mouvance directe de la ville de Saint-Léonard. Il s'efforçait d'établir que la seigneurie et la justice de cette ville, comme celles de la Cité de Limoges, appartenaient au Roi, et demandait en conséquence qu'elles lui fussent définitivement adjugées. Il parlait, du reste, pour le compte des consuls comme au nom du Roi, et proclamait les droits de la commune, en affirmant ceux de son maître (2).

A ce factum, l'évêque riposta par un long et intéressant mémoire qu'on retrouve dans un des rouleaux du procès. Il nous a paru nécessaire d'en indiquer les points principaux et d'en donner une rapide analyse.

(1) *Asseruit idem procurator pro domino Rege quod ipsi gerentes se [pro consulibus] pro jure suo et pro consulatu predicto, quem tenebant a Rege, habebant altam, mediam et bassam justiciam et omnimodam justiciam ab antiquo... que premissa tenebant in feodum a Rege, et pro predictis faciebant homagium et juramentum fidelitatis... Asseruit idem procurator domini Regis quod omnia que spectant ad altam, mediam et bassam justiciam, et omnimodam jurisdictionem, et quod fortalicia, muri, fossata et porte ville et claves earum erant ipsorum se gerentium et quod ea tenebant dicti gerentes a domino Rege... Per ipsos ut per ministros Rex in dicta villa utitur alta, bassa et media justicia. (Appendice, B, 5^e fragment).*

(2) On trouvera à l'appendice D, n° 7, les *articles* donnés pour le Roi, qui se trouvent attachés à la suite d'un des rouleaux de l'enquête de 1288.

Le prélat ne se laisse pas effrayer par l'intervention du Roi et n'abandonne aucune de ses prétentions. Il réclame avec énergie le bénéfice des divers arrêts obtenus jusqu'ici du Parlement et déclare qu'il n'entend ni renoncer à la situation résultant de ces arrêts ni laisser de nouveau mettre ses droits en question. Il rappelle qu'il est seigneur temporel de la ville de Saint-Léonard à la suite des prélats ses prédécesseurs ; qu'il en a le gouvernement et la défense ; qu'il les tient directement du Roi, à foi et hommage, comme seigneur immédiat et baron. Il formule de nouveau toutes ses revendications concernant la justice pleine et entière de la ville et constate que le Parlement les a reconnues bien fondées.

Le serment prêté au Roi dans des circonstances exceptionnelles et en vue de l'intérêt général, par les prétendus consuls et les habitants, ne prouve rien en faveur de la thèse qu'ils s'efforcent de faire accepter à la Cour. Il y a en France, et en particulier dans la sénéchaussée de Périgueux et dans celle de Poitiers, de laquelle dépend Saint-Léonard, un grand nombre de villes plus importantes, plus célèbres que celle-ci, et ne possédant aucun droit de justice. Les consuls ou les échevins de ces villes n'ont d'autre autorité, d'autres attributions que celles qu'ils tiennent du seigneur immédiat et que celui-ci a consignées dans leur charte. Le seigneur demeure en possession de la justice haute, moyenne et basse comme de tous les droits dont il n'a pas fait abandon.

En ce qui concerne les bourgeois de Saint-Léonard, ils ne peuvent justifier de leurs droits prétendus. Depuis peu ils ont un sceau et un hôtel de ville qu'ils ont toujours déclaré posséder au nom de leur commune, et non pas au nom du Roi, comme ils l'assurent à présent. Or, la coutume, le droit et la raison veulent qu'ils n'aient pu acquérir les libertés de la commune sans un privilège ou un titre concédé par leur seigneur immédiat ; ce privilège n'a jamais été accordé par les évêques de Limoges. Les bourgeois ont usurpé l'état de commune sans droit et au mépris du serment de fidélité prêté par eux à tous les prélats qui se sont succédé sur le siège épiscopal. Ils violent ce serment en empiétant sur le domaine de leur seigneur, et en assurant, dans leurs libelles mensongers, qu'ils tiennent leurs privilèges d'un octroi du Roi de France. Ils n'ont pas le droit d'avouer celui-ci pour seigneur au préjudice de leur seigneur direct, et le Roi lui-même n'a pas le droit de recevoir un pareil aveu.

Et l'évêque, reprenant, un à un, tous les arguments qu'il a fait valoir contre les prétentions de la commune, lui dénie de nouveau toute organisation, tout privilège. Les habitants de Saint-Léonard

ont pu tenir des réunions pour traiter d'affaires ayant un intérêt commun. Ils ont pu même charger quelques prud'hommes de s'occuper spécialement de ces affaires; mais ils ne forment point un corps et, en tant que collectivité, n'ont pas d'existence légale, ne sauraient par conséquent revendiquer aucun droit. S'ils en possédaient, ils ne pourraient les tenir que de l'évêque de Limoges, leur seigneur immédiat, et jamais le prélat ne s'est dessaisi, en leur faveur, d'aucune portion de son domaine.

Le prélat aborde ensuite un sujet plus délicat. Il s'agit de répondre aux allégations du procureur du Roi et de repousser les prétentions de la Couronne. Raynaud de La Porte ne songe pas à contester les prérogatives que Philippe IV tient de sa qualité de seigneur supérieur et de la majesté royale. Il reconnaît que le souverain a pu demander et recevoir, à son avènement, le serment de fidélité des hommes des diverses villes, dans le ressort des sénéchaussées de Poitiers, de Limoges et de Périgueux; mais c'était à la suite d'événements graves et dans des circonstances extraordinaires; il s'agissait, quand les villes furent appelées à prêter ce serment pour la première fois, d'assurer la paix du royaume et le maintien de la tranquillité publique. L'exercice par le Roi de sa prérogative, en cette occurrence, ne saurait avoir pour effet de priver de ses privilèges les plus incontestables, de ses droits essentiels, le seigneur immédiat, ni de porter en quoi que ce soit atteinte à son domaine.

Et que le procureur de la Couronne n'allègue pas on ne sait quel droit de seigneurie directe du Roi sur la ville de Saint-Léonard. Où est l'origine de ce droit? Quand et comment a-t-il été réclamé, reconnu, exercé? Tout le monde sait qu'en Limousin et en particulier dans la portion de la province où est située cette ville, le roi ne possède ni propriété directe ni domaine immédiat (1). Il est, dans la contrée, seigneur supérieur, pas autre chose, et il n'y exerce qu'à ce titre et en cette qualité, soit la juridiction, soit toute autre prérogative. Tous les droits directs sont aux mains de seigneurs, qui les tiennent en fief de lui.

Il n'y a pas longtemps, au surplus, que le nom du Roi a été prononcé dans le procès, et qu'il a été question des droits directs de la Couronne sur Saint-Léonard. Les consuls n'avaient jamais parlé de ces droits, et ne paraissaient pas se soucier beaucoup de leur

(1) L'évêque oubliait la bastide de Masléon, fondée par Philippe IV en 1289, et les châteaux récemment acquis des héritiers de Gérard de Maumont.

existence. Jamais, dans leurs nombreux différends avec le siège épiscopal, ils ne les ont allégués. C'est à leur profit et non au profit du Roi qu'ils ont tenté d'empiéter sur les droits de l'évêque, qu'ils ont cherché à usurper la juridiction de leur ville, et ils n'ont jamais réclamé ni exercé cette juridiction pour le compte du souverain ; ils la voulaient pour eux seuls. C'est en leur propre et seul nom qu'eux et leurs adhérents ont engagé le procès et se sont présentés devant leurs juges. Au cours des incidents de l'affaire, ils ont pu constater le peu de chances qu'offrait leur entreprise, et toute la difficulté qu'ils auraient à soutenir et à justifier leurs prétentions. Alors seulement ils se sont résignés, en haine de l'autorité épiscopale, à essayer de substituer le souverain à leur seigneur.

Au surplus, le procureur du Roi, assure l'évêque, a lui-même reconnu, au moment même où des pourparlers se sont engagés entre la Couronne et les bourgeois pour la revendication de ces prétendus droits du Roi, combien la thèse imaginée et soutenue depuis peu par eux se conciliait mal avec l'attitude et les dires des consuls au début du procès et la jouissance des droits dont ils se prétendaient en possession. Ce procureur n'a-t-il pas dit qu'il se refuserait à réclamer la justice pour le Roi et à intervenir au procès, si les consuls ne déclaraient expressément que cette justice appartenait toute entière au souverain, qu'elle était de sa propriété et de son domaine, que le produit devait lui en revenir, et que les magistrats communaux avaient toujours jugé les causes et perçu les émoluments pour le compte du Roi, comme ses officiers et ses mandataires ?

Cette déclaration, ils ont refusé de la faire puisqu'ils restent partie au procès. Au surplus l'eussent-ils donnée, il serait aisé d'en démontrer la fausseté. Jamais, en effet, dans les audiences qu'ont indûment tenues les magistrats municipaux, dans les jugements que sans droit ils ont rendus, dans les actes quelconques de leur administration, le nom du Roi n'a été prononcé ; jamais les consuls ne se sont dits officiers ou préposés du souverain et on chercherait vainement, dans les archives des sénéchaussées ou de la Chambre des Comptes, la trace d'une gestion quelconque de deniers royaux exercée par eux.

On trouvera à l'appendice, avec les articles du procureur du Roi, quelques extraits du mémoire de Raynaud de La Porte. C'est une des pièces les plus intéressantes et les plus caractéristiques du procès.

XIV. — LA JUSTICE CIVILE DE SAINT-LÉONARD PLACÉE DE NOUVEAU SOUS LE SÈQUESTRE. — RÉBELLION DES BOURGEOIS. — L'ÉVÊQUE NÉGOCIE AVEC LE ROI ; CONCLUSION D'UN TRAITÉ DE PARIAGE.

La Cour ordonna une nouvelle enquête ; mais elle décida que, provisoirement, l'évêque jouirait du bénéfice des arrêts obtenus par lui jusqu'ici et continuerait à exercer la justice dans les conditions où la lui avaient adjugée les deux décisions de 1286 et de 1305. Raynaud de La Porte, rencontrant toujours la même opposition de la part des bourgeois qui continuaient à tenir les audiences civiles au nom de la commune, renouvela ses instances auprès du sénéchal. Il lui adressa une dernière sommation en pleine audience, alors que cet officier tenait ses assises. Le représentant du souverain déclara que, ne sachant pas s'il devait, en somme, considérer les actes reprochés aux bourgeois comme un empiètement sur les prérogatives du prélat ou comme la jouissance légitime de droits acquis, il allait mettre la juridiction contestée à sa main et en référer au Parlement.

L'évêque adressa une protestation à la Cour, qui enjoignit de nouveau au sénéchal d'avoir à faire respecter ses arrêts, et ordonna une enquête supplémentaire, sans toutefois, semble-t-il, prescrire la restitution de la justice civile à l'évêque.

Mais avant que ce nouvel arrêt eût été signifié aux parties, il s'était produit à Saint-Léonard des faits assez graves et qui n'étaient point de nature à concilier aux bourgeois la protection des officiers de Philippe IV et la bienveillance du Roi.

Le sénéchal de Poitiers avait envoyé dans cette ville un sergent, Guillaume Paperet ou Paparet, pour remplir, à titre provisoire, les fonctions de juge civil. Cet agent était également chargé de défendre aux consuls de continuer l'exercice d'une juridiction dans laquelle plusieurs arrêts successifs leur avaient interdit de s'immiscer. Les consuls, qui avaient perdu l'habitude d'obéir et dont les rébellions multipliées avaient jusqu'alors rencontré une trop indulgente tolérance, crurent qu'ils pourraient traiter les officiers royaux comme ils avaient fait des préposés de l'évêque : non seulement ils persistèrent à recevoir des plaintes, à donner des ajournements et à juger les affaires civiles qui leur étaient déférées ; mais on les vit braver ouvertement les ordres du juge commis par le sénéchal, briser les scellés apposés par lui, violer les saisies

qu'il avait opérées et empêcher par tous les moyens les habitants de Saint-Léonard d'obéir à ses injonctions.

La punition ne se fit pas attendre : les consuls furent condamnés à une forte amende, dont une portion dut revenir à l'évêque, reconnu possesseur de la juridiction mise sous séquestre.

Paparet fut chargé de faire payer cette somme aux bourgeois. Ce n'était point chose facile ; malgré les avertissements, puis les menaces que leur adressa le sergent royal, ils refusèrent d'établir une taxe pour le paiement de l'amende, et comme Paparet insistait et faisait mine de procéder à une saisie des deniers communaux, ils se mirent en état de rébellion ouverte, sans toutefois commettre d'actes de violence à l'endroit du délégué du sénéchal.

Celui-ci fit son rapport. Une enquête spéciale fut ordonnée sur ces faits. Reconnus de nouveau coupables de désobéissance au Roi et de rébellion contre ses officiers et ceux de l'évêque, les habitants de Noblat furent condamnés, par arrêt du Parlement du 25 février 1308, à payer les amendes qui leur avaient été précédemment infligées et dont le chiffre fut porté à douze cents livres tournois : mille livres au profit de la Couronne et deux cents au profit du prélat. On se souvient qu'ils avaient déjà été condamnés à payer 1,300 livres deux ans auparavant (1).

(1) Cum, ex parte Lemovicensis episcopi, jamdudum fuisset propositum coram senescallo Pictavensi, contragerentes se pro consulibus ville Nobiliacensis quod, cum propter debatum quod pendet in curia nostra inter dictum episcopum ex una parte, et dictos Nobiliacenses ac procuratorem nostrum, ex altera, saisina cognicionis causarum civilium dicte ville posita fuisset ad manum nostram, tanquam superioris, et hoc fuisset per dictum senescallum eisdem Nobiliacensibus significatum, et ad exercendum in dicta manu nostra cognicionem dictarum causarum, dictus senescallus deputaret Guillelmum Papereti, servientem nostrum, et eisdem precepisset quod dicto Guillelmo parerent et intenderent in premissis et ea tangentibus, et eisdem inhibuisset ne de dictis causis cognoscerent; et quod postea, contemptis predictis inhibicionibus, predicti Nobiliacenses de dictis causis cognoscere communiter presumpserunt, et dicto Guillelmo, cognicionem dictarum causarum exercere volenti, multipliciter restiterunt, inhibendo hominibus dicte ville ne coram dicto Guillelmo de dictis causis litigarent, frangendo saisinas per eum factas et multas eidem rescussas faciendo, domos firmatas et sigillatas per eum aperiendo et sigilla frangendo, et ad terram prohibiendo, et plures alios excessus, rescussas et inobedientias faciendo in contemptum nostrum et prejudicium dicti episcopi non modicum et gravamen. Propter quos excessus ipsi, tam nobis quam dicto episcopo, in certis pecunie summis condempnati fuerunt et eidem senescallo mandavimus quod dictos Nobiliacenses compelleret ad solvendum condempnationem predictam; demum, dicto

Il avait été, peu de temps auparavant, procédé au supplément d'information ordonné par la Cour du Roi, sur la demande de l'évêque. Gui de Huys, désigné par le sénéchal pour y procéder, se rendit à Saint-Léonard afin de remplir cette mission ; mais les témoins assignés à la requête de Raynaud de La Porte furent l'objet d'injures et de menaces de la part des bourgeois, et le commissaire paraît s'être trouvé dans l'impossibilité de remplir son mandat. Il retourna soit à Poitiers, soit plus probablement à Limoges où se trouvait en ce moment le sénéchal, et rapporta à celui-ci, en audience publique, ce qui s'était passé. Le sénéchal ne châtia point les coupables. L'évêque renouvela ses protestations et dénonça de nouveau au délégué royal tous les actes irréguliers, tous les excès et les violences des consuls et de leurs adhérents, en le sommant de les punir ; mais ces mises en demeure restèrent, comme les précédentes, sans aucun résultat.

L'évêque avait maintenant de bonnes raisons de supposer que son mémoire ne produirait pas sur le Parlement une impression assez décisive pour lui faire gagner son procès. On le vit modifier tout à coup son attitude et changer ses batteries. Ne se préoccupant plus des bourgeois relégués au second plan par suite de l'entrée en scène du procureur du Roi, il prit le parti, qui peut-être lui fut suggéré par quelque membre du Conseil, d'entamer directement des pourparlers avec Philippe IV, pour obtenir le retrait de cette intervention. Dans sa belle *Histoire de la bourgeoisie en Limousin* (1), M. Leymarie assure que les négociations commencèrent dès 1304 et que l'évêque offrit alors au Roi de remettre la solution de l'affaire à trois arbitres dont Philippe IV lui-même aurait le choix. Nous n'avons pu retrouver la source de cette information et nous avons lieu de croire en tout cas que Raynaud de La Porte n'entra pas avant la fin de l'année 1303 ou le commencement de 1306 en négociations suivies avec le Roi. Le prélat crut devoir se montrer, dès le

Guillelmo deputato per dictum senescallum ad executionem predicte condempnationis faciendam, ipsi Nobiliacenses multipliciter in hujus modi restiterunt, plures excessus, rescussas, et inobediencias faciendo, et iterato mala malis accumulando, in contemptum nostrum et prejudicium episcopi supradicti ; super quibus, vocatis partibus, inquiri fecimus veritatem. Tandem, inquesta super premissis facta, visa et diligenter examinata, per curie nostre judicium dictum fuit quod dicti Nobiliacenses, pro predictis excessibus et inobedienciis iterato factis, solvent nobis mille libras Turonenses pro emenda, et dicto episcopo ducentas libras, pro suis dampnis et interesse. Dominica post cathedram sancti Petri (25 février 1308). Pasquierius reportavit. (*Olim.*, t. III, p. 305).

(1) Tome II, p. 273.

début, disposé à de larges concessions. Il fit sagement, car les conseillers de Philippe IV avaient jeté leur dévolu sur la Cité et Saint-Léonard, et on demanda au prélat des sacrifices qui lui semblèrent sans doute bien durs ; mais menacé de voir son siège dépouillé de tous ses droits sur deux des villes les plus importantes de son domaine, il consentit à ce qu'on exigeait de lui, et, de peur de perdre le tout, se résigna à céder à la Couronne la moitié de ses droits, tant de ceux contestés que de ceux reconnus au cours du procès par le Parlement.

Le traité qui consacra le résultat de ces négociations fut conclu à Pontoise, dans les premiers jours du mois de septembre 1307.

Par cet accord, Raynaud de La Porte, en son nom et pour le compte de ses successeurs, associait le Roi de France à tous ses droits de seigneurie et de justice sur les villes de la Cité de Limoges et de Saint-Léonard, se réservant toutefois, dans cette dernière, la propriété de la salle épiscopale, des fortifications, le produit du vinage. Le Roi consentait de même à partager sa seigneurie avec l'évêque, réservant de son côté les droits de la Couronne sur les consuls, celui de recevoir le serment des magistrats municipaux et des habitants à chaque avènement (1), et ses prérogatives de justicier supérieur.

Il fut convenu que, dans chacune des deux villes, le Roi et l'évêque auraient un prévôt commun, un juge commun et des sergents. Ces officiers seraient désignés de concert ; au cas où cette nomination donnerait lieu à quelques difficultés, le Roi les nommerait pour le compte commun la première année, le prélat la seconde, et ainsi de suite.

Il n'y eut, pour le pariage, qu'un seul sceau, un seul auditoire, une seule prison, un seul gibet. Les bans et les ordonnances durent être faits et proclamés au nom des deux coseigneurs, qui partagèrent les émoluments de la justice et du greffe.

Les fourches qui existaient dans les villes du pariage devaient être abattues sur le champ.

L'évêque réservait naturellement tout ce qui avait trait à sa juridiction sur les vassaux demeurant hors des limites du pariage, qu'il

(1) *Exceptis tamen... juribus quæ habemus supra consules dictorum locorum, si status eorum remaneat inquestis judicatis* (le texte porte *indicatis*, évidemment par erreur), *et jure sacramenti fidelitatis, quod dicti consules et (ut ?) singulares personæ nobis et nostris successoribus in novitate nostri regiminis tenentur et consueverunt prestare.* (*Ordonnances des Rois de France*, t. XIII, p. 206, 207).

ferait arrêter, incarcérer, juger et punir dans la plénitude de ses droits.

Le Roi consentit, par faveur spéciale, à ce que les sénéchaux de Poitiers et de Limoges, ses baillis et ses sergents fussent tenus de s'engager, par serment, à observer et à maintenir les conventions du traité.

Il va sans dire qu'en ce qui concerne Saint-Léonard, le *pariage* s'étendait à la ville et aux faubourgs, c'est-à-dire au territoire compris dans les limites de la *montre*, sur laquelle nous nous sommes expliqué à un précédent chapitre.

Tout ce qui, dans les procédures faites jusque-là, pouvait être contraire aux stipulations de cet accord, était rapporté et annulé.

On relève, à ce traité, un article qui semble gros de menaces pour les communes de Saint-Léonard et de la Cité de Limoges, et dont il faut bien peser les termes. Il est ainsi conçu :

« En concluant ce traité de *pariage*, à titre de composition ou de transaction, il n'entre ni dans nos intentions ni dans celles de l'évêque de porter un préjudice quelconque aux consuls et aux consulats desdits lieux touchant les droits et la juridiction revendiqués par les consuls au nom de leur consulat sur ces lieux, droits dont certains sont l'objet d'un procès pendant devant notre cour entre eux et ledit évêque ; nous n'entendons non plus qu'ils puissent acquérir par ce fait aucun droit nouveau. Et s'il était reconnu par le Parlement que ces consuls n'ont aucun droit sur la juridiction des dits lieux ou que leurs consulats doivent être abolis, nous voulons que les droits ainsi supprimés soient dévolus à l'Association établie entre nous et l'évêque par le présent traité » (1).

Ces *pariages* royaux étaient chose nouvelle dans notre région. Inconnus encore, semble-t-il, vers le milieu du siècle, ils y avaient été établis par les Rois de France, désireux d'implanter leur autorité dans les territoires où elle n'avait pas poussé encore de profondes racines et où elle se heurtait à chaque pas au souvenir

(1) Nec est intentionis nostræ vel dicti episcopi, per præsentem associationem vel transactionem seu compositionem, consulibus et consularibus dictorum locorum in juribus et jurisdictionibus dictorum locorum, in quibus ipsi consules ratione consulatus sui habere pretendunt, et de quorum aliquibus pendet lis in curia nostra inter episcopum et eos, aliquod præjudicium generari, vel aliquod jus novum acquiri; et si pro (*sic*) curia nostra cognoscatur ipsos jus aliquod in jurisdictionibus dictorum locorum non habere, vel consulatus eorum cadere debere, volumus quod illud veniat in communionem præsentem, inter nos et episcopum memoratum. (*Ordon. des Rois de France*, t. XIII, p. 207).

de la domination des Rois d'Angleterre, ducs d'Aquitaine. Philippe III avait eu recours à des associations de ce genre pour fonder des bastides en Périgord; il avait notamment traité avec l'abbaye de Dalon pour avoir part à ses droits de seigneurie sur une localité du nom de Tauriac, où il avait établi une de ces bastides, villes franches fortifiées avec siège d'une juridiction royale (1).

Un peu plus tard et vers l'époque même de la conclusion du traité de Pontoise entre le Roi et l'évêque, Philippe IV obtenait, après des négociations auxquelles paraît avoir eu part le fameux Guillaume de Nogaret, que le chapitre de Saint-Yrieix l'associât dans les mêmes conditions à ses droits de seigneurie. Ce chapitre avait depuis longtemps de graves démêlés avec les vicomtes de Limoges, et il comptait trouver dans le Roi un défenseur.

XV. — LA COMMUNE RÉSISTE AUX OFFICIERS DU PARIAGE : DERNIÈRES RÉVOLTES ET DERNIERS ARRÊTS.

Aussitôt le traité de pariage conclu, le Roi et l'évêque désignèrent, pour exercer les fonctions de juge de la Cité de Limoges et de la ville de Saint-Léonard, au nom des deux coseigneurs, maître Gérard *de Solo*, chanoine de Saint-Yrieix, et pour remplir celles de prévôt et receveur, un damoiseau du nom de Raimond de Saint-Dizier. La nomination du premier porte la date du 15 septembre, et celle du second du 14 du même mois.

Les nouveaux officiers ne perdirent pas de temps pour prendre possession de leurs charges. Le samedi avant la fête de saint Luc, évangéliste, 18 octobre suivant, ils arrivaient à Saint-Léonard. Les

(1) Cum abbas et conventus Dalonensis associassent dominum Regem ad quendam locum qui dicitur Tauriacus, pro quadam bastida ibidem construenda, et dominus Garnerius de Castro Novo, miles, et vicecomes Turenne se opposerent et dicerent dictam bastidam absque eorum prejudicio non posse fieri: auditis eorum contradicionibus et rationibus, pronunciatum fuit quod dicta bastida ibidem fieret et remaneret. (*Olim.*, t. II, p. 147, Parlement de la Toussaint, 1279.)

Les consuls de Tauriac, comme les consuls de Masléon (Voir notre Notice sur les *Enclaves poitevines du diocèse de Limoges*. Limoges, imp. V^e Ducourtieux, 1886), paraissent avoir rempli les fonctions d'officiers royaux. On peut consulter, à ce sujet, un arrêt du Parlement rendu en 1301 sur une requête des consuls de Tauriac à l'effet d'obtenir, aux dépens de Martel, de Brive etc., une extension du territoire soumis à leur juridiction). (*Olim.*, t. III, p. 88, 89.)

consuls avaient été vraisemblablement prévenus : le sénéchal avait dû leur faire signifier l'accord de Pontoise, ainsi que les commissions du juge et du prévôt. Il y a toutefois quelque chose d'incompréhensible dans la conduite du délégué du Roi, au cours de cette dernière phase de l'affaire de Saint-Léonard. L'agent qu'il avait nommé en 1306 pour remplir les fonctions de juge pendant le second séquestre de la justice civile, Adémar Vincent, était demeuré dans la ville et n'avait pas été relevé de son mandat : en sorte qu'il paraît faire cause commune avec les bourgeois, lors des événements dont il nous reste à faire le récit.

Le juge et le prévôt du pariage, à peine entrés dans la ville, parcoururent les rues à la tête de leur petite escorte, s'arrêtant à chaque place, à chaque carrefour, publiant à son de trompe les lettres royales dont ils étaient porteurs et en exposant le contenu en langue vulgaire, afin que le peuple l'entendit (1).

Puis, au nom du Roi et de l'évêque, ils requièrent les consuls de se dessaisir des fonctions judiciaires qu'ils avaient depuis longtemps usurpées, au mépris des arrêts du Parlement, et de leur remettre tous les insignes, papiers et objets se rapportant à l'exercice de ces fonctions. Sommés d'ouvrir l'armoire où se trouvaient renfermés les registres et les procédures du greffe, les chefs de la commune répondirent par un refus formel ; ils refusèrent également de livrer au juge et au prévôt les clés d'une prison qu'ils avaient fait établir dans la maison même où se trouvait cette armoire (2). Cette maison était celle où se tenaient alors leurs audiences, sans doute l'hôtel de ville. Non contents de cette désobéissance, ils dirent des injures aux officiers du pariage. Ceux-ci les firent saisir par leurs sergents et conduire à la salle épiscopale, où ils les détinrent pendant plusieurs jours (3) ; puis ils ordonnèrent de hisser, sur la maison même où les consuls avaient rendu la justice, une bannière portant les insignes réunis des deux seigneurs du pariage, des fleurs de lys et une crosse (4).

(1) In plateis et quadriviis, palam et publice legerunt et publicaverunt, ac in vulgari et lingua (sic) materna contenta in predictis litteris exposuerunt.

(2) Requisiti ut archam quondam existentem in quadam domo, in qua archa processus et registra ad explectum et exercitium jurisdictionis et officii sibi commissi aperirent, hoc denegaverunt expresse... Item claves cujusdam carceris privati quem in dicta domo fecisse dicebantur predicti gerentes se requisiti et jussi quod redderent, hoc facere noluerunt.

(3) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, t. II, p. 279.

(4) Quendam banneriam seu quoddam vexillum cum floribus lili et crossa... in dicta domo erexerant aut erigi fecerant.

Les magistrats municipaux, mis en liberté sur l'ordre du lieutenant à Limoges du sénéchal de Poitiers, excitèrent les bourgeois à une nouvelle révolte. A la tête d'une troupe armée, ils reprirent possession du local de leurs audiences, au mépris de la défense qui leur en avait été faite, arrachèrent la bannière plantée au-dessus de l'entrée du prétoire et la jetèrent dans la boue (1). On les accusa même de l'avoir ignominieusement foulée aux pieds (nous les verrons plus loin se défendre avec énergie de cette imputation). Enfin, ils chassèrent le juge et le maltraitèrent (2).

Il y a lieu de remarquer de nouveau combien nos renseignements sur ces derniers épisodes sont incomplets. Il résulte, comme nous l'avons dit plus haut, de quelques mentions des procédures et d'un passage très catégorique d'un document cité par M. Leymarie (3), que le juge commis par le sénéchal de Poitiers, n'avait pas encore reçu, lors de ces dernières scènes, avis de la révocation de ses pouvoirs. Il se joignait donc aux consuls pour protester : lui, en vertu de la commission d'autorité royale lui remettant l'exercice provisoire de la justice civile dans la ville de Saint-Léonard ; les magistrats municipaux, en vertu non seulement de leurs prétentions et des droits qu'ils revendiquaient, mais encore de la copossession de la justice criminelle, que le Parlement leur avait reconnue par les arrêts de 1285 et 1286.

Ajoutons qu'Adémar Vincent, juge civil commis, n'est pas le seul officier du Roi dont nous constatons à ce moment la présence à Saint-Léonard et dont l'attitude nous semble inexplicable. Un agent d'un ordre plus relevé, Jean Minuit, bailli de Limoges, est désigné par les consuls comme ayant assisté à l'abattage de la bannière des coseigneurs sans qu'il paraisse s'en être ému et sans que rien indique qu'il se soit cru obligé d'intervenir. On le voit seulement s'approcher, ramasser la bannière pour la préserver de tout outrage, la plier avec soin et la mettre en lieu sûr (4).

Il semble donc évident que les consuls durent se croire soutenus dans leur résistance aux agents du pariage, tout au moins par le sénéchal de Poitiers ; cet officier, s'il ne fut pas complice de la

(1) *Ceperunt dicti gerentes se dictum vexillum, et captum ad terram et in lato prostraverunt et projecerunt, et cum dicto vexillo, quod detestabilis fuit, sotulares tergi fecerunt. (Procédures).*

(2) *Ejecerunt eum de dicta domo, impingendo.*

(3) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, t. II, p. 281.

(4) Joannes Mienuit, bajulus Lemovicensis pro Rege, deposuit dictum vexillum et cum plicavit, etc.

rébellion dans une mesure plus ou moins large, montra certainement dans cette affaire une négligence ou une réserve que nous ne nous chargeons pas d'expliquer.

Mais n'existait-il pas alors, dans l'organisation féodale et judiciaire de la contrée, une complication qui, sans donner la clé de tous ces petits problèmes, serait peut-être de nature à expliquer certaines anomalies, certains tiraillements, certaines incertitudes de direction. Limoges et le Limousin, comme l'Angoumois, firent partie de l'apanage constitué par Philippe IV à son second fils, Philippe-le-Long. Or, une ordonnance rendue par ce dernier, lors de son avènement au trône, rétablit les anciennes circonscriptions judiciaires et supprime les grands offices et juridictions créés par lui dans les domaines qui constituaient cet apanage : « Nous voulons, dit-il, que nos terres soient replacées dans le ressort des sièges royaux dont elles dépendaient avant de nous appartenir. Nous supprimons donc entièrement la charge de sénéchal d'Angoulême et celle de bailli de Limoges, entendant que la sénéchaussée d'Angoulême soit remise dans la dépendance du sénéchal de Saintes, et le bailliage de Limoges dans la circonscription du sénéchal de Poitiers ». (21 décembre 1316) (1).

Des modifications apportées par l'établissement de cet apanage à l'état de choses constitué sous saint Louis dans notre région, nous ne savons guère, à dire vrai, que ce que nous apprend cette ordonnance. L'existence d'un bailliage, établi par l'apanagiste à Limoges, qui nous est signalé par elle, ne se trouve attestée par aucune pièce de procédure du temps, et l'institution de l'apanage lui-même n'a pas laissé de traces dans nos archives locales.

Les officiers du pariage réussirent, aidés de leurs sergents, à rentrer dans la maison commune de Saint-Léonard et à remonter sur leur siège; on procéda à l'appel des causes, et les plaideurs

(1) Philippus dilectis et fidelibus gentibus nostris nostrum presens tenentibus parlamentum, salutem et dilectionem. Cum nos, ex deliberatione nostri consilii, duxerimus ordinandum ut omnes terre nostre in regno nostro Francie existentes, quas habebamus antequam ad nos devenirent regna Francie et Navarre, eodem modo et sub eisdem ressortis deinceps regantur, quibus antequam essent nostre regebantur; quodque senescallia Engolismensis per Xanctonensem, et ballivia Lemovicensis per Pictavensem, senescallos teneantur et regantur, senescallum Engolismensem et ballivum Lemovicensem exinde totaliter amoventes; mandamus vobis quatinus ordinacionem hujusmodi publicantes, eam teneri faciatis et firmiter observavi (*Olm.*, t. I, p. 629).

furent invités à se présenter; mais on vit bientôt revenir les consuls à la tête d'une nombreuse troupe d'hommes du peuple, armés de verges et de bâtons. Cette foule envahit la salle d'audience; les plaideurs qui avaient comparu furent frappés et contraints de se retirer (1). Le magistrat se vit entouré et menacé; on lui enleva le papier qu'il tenait; on s'empara du sceau de la juridiction; on le brisa. Finalement, les gens des consuls arrachèrent le juge de son siège et une seconde fois le jetèrent à la porte avec force horions (2).

Mais l'évêque avait montré qu'il ne se laissait pas aisément décourager. Il ordonna à ses officiers de faire une nouvelle tentative. Peut-être jugea-t-il qu'effrayés eux-mêmes des conséquences de la faute dont ils s'étaient rendus coupables en résistant aux ordres du Roi et en maltraitant un de ses agents, les consuls se décideraient à cesser une lutte sans espoir et consentiraient enfin à se soumettre. Il n'en fut rien : l'énergique résolution des chefs de la commune égalait, si elle ne la surpassait, la persévérance du prélat, et peut-être se savaient-ils des appuis, ou tout au moins avaient-ils quelque raison de le supposer.

De nouveau, le mercredi avant la fête de la Toussaint, Gérard de Solo et Raymond de Saint-Dizier se rendirent à Saint-Léonard. On essaya de leur interdire l'entrée de la ville : mais ils réussirent à s'introduire par une poterne laissée ouverte, et se rendirent aussitôt sur la place commune; ils y trouvèrent les consuls réunis au-devant de l'église de Notre-Dame, sous ces ormeaux, où, depuis si longtemps, ils avaient rendu la justice. Les officiers du pariage leur déclarèrent derechef qu'ils venaient prendre possession de leurs charges et les invitèrent à les laisser s'acquitter de la commission qu'ils avaient reçue.

Les bourgeois ne pouvaient s'imaginer que tout fût fini : ils répondirent qu'ils en appelaient au sénéchal et au besoin au Parlement, et qu'ils protestaient contre toute entreprise faite, au mépris de cet appel, par les officiers du pariage. Ceux-ci, sans s'arrêter à ces protestations, voulurent tenir audience, tout au moins donner des ajournements aux plaideurs pour une date prochaine; mais les consuls et les personnes qui les accompagnaient

(1) *Dicti se gerentes venerunt, secum multos homines viles, quos virgas et baculos portare faciebant, ducentes; et cum homines litigare coram dicto iudice incepissent, predicti baculos deferentes dictos litigantes verberando et impingendo exinde recedere faciebant. (Procédures).*

(2) *De manibus iudicis quandam litteram arripuerunt et sigillum rupe-runt et in personam ipsius irruerunt et impegerunt.*

refusèrent de reconnaître leur autorité et la foule, devenue houleuse, se mit à les huer (1).

Le juge et le prévôt se retirèrent, mais en annonçant qu'ils reviendraient le premier jour de marché pour tenir audience. Gérard chargea même son lieutenant de faire publier le ban du marché. Les consuls le firent annoncer de leur côté par les crieurs de la commune et maltraitèrent l'agent du juge (2).

Au jour fixé, les deux officiers du pariage arrivèrent de Limoges, accompagnés de trompettes et de quelques sergents à cheval. Les bourgeois, cette fois, avaient pris leurs mesures, et le juge et le prévôt virent se fermer à leur approche la porte vers laquelle ils se dirigeaient. C'était la porte Aumônière. Vainement ils frappèrent l'huis de leur baguette et sommèrent les gardes de les laisser remplir les devoirs de leur charge. L'entrée leur demeura interdite. Ils allèrent à la poterne Maupertuis, ensuite à la porte Champlepôt, puis à celle de Champmain, qui restaient ouvertes pour tous les gens venant au marché, mais qu'on ferma successivement dès qu'ils se montrèrent. Il leur fallut demeurer, pendant la durée du marché, hors de la ville. On pense qu'ils ne se firent pas faute de renouveler leurs sommations, avec force protestations et menaces : si bien qu'à la fin une multitude de bourgeois, armés de bâtons, sortit de la ville, fondit sur eux et força, en les chargeant de coups, les chevaux de la petite troupe à reprendre le chemin de Limoges (3).

La punition de ces nouveaux excès ne se fit pas attendre. Une fois encore le Parlement condamna les bourgeois à consigner une grosse somme d'argent pour garantir le paiement de l'amende qu'ils avaient encourue en désobéissant aux officiers des cosei-

(1) Estans davant l'esglise de Nostre Dame de la dicte ville de Saint-Lienard, comparurent les dictz consulz de ladicte ville, que firent response ausdicts juge et prevostz, assavoir est que maistre Gerault, juge susdict et ledict Raynaud (*sic*), prevostz, estanis par le Roy et par Monsieur de Limoges expressement commis, ledict maistre pour exercer office de judicature ou le dict Raynaud, son lieutenant, et ledict prevostz : contre lesqueulx lesdicts consulz se appellarent par davant le seneschal de Poitiers ou au Grand Conseil. Ce nonobstant, lesdictz juge et prevostz se efforsarent exercer et tenir la dicte [audience] au lieu des bans charniers et en place commune, et assignarent aux juridicts pour exercer leurs causes..... Les consulz et commune ne leurs volurent aulcunement obeyr et la maieur partie se misrent a crier : Ho! ho! ho! » (*Reg. Ac Singulare*, fol. 325).

(2) LRYMARIE, *Bourgeoisie*, t. II, p. 279.

(3) *Ibid.*, p. 279 et 280.

gneurs de Saint-Léonard et en les maltraitant : amende dont la cour se réservait de fixer le chiffre après enquête.

Dès le dimanche avant les Rameaux (31 mars 1308), Jean de Roye, chanoine de Lille, clerc du Parlement, et Jean de Vaissiac, chevalier, désignés comme commissaires enquêteurs, arrivaient à Saint-Léonard. Les consuls tentèrent de justifier leur conduite. Ils avaient, prétendirent-ils, vainement réclamé une copie du traité conclu entre le Roi et l'évêque, lequel ne leur avait pas été notifié. On leur avait bien fourni une pièce ; mais la teneur en était telle qu'elle leur paraissait fausse et qu'elle n'avait pu être obtenue que par fraude. — Les malheureux se débattaient en vain contre la réalité. Pour atténuer la gravité de leur faute, ils faisaient remarquer qu'ils avaient agi de concert avec un officier du Roi, le juge civil délégué par le sénéchal ; que c'était sur sa réquisition qu'ils avaient fait fermer les portes de la ville devant le juge et le prévôt du pariage ; que les pouvoirs de Vincent n'avaient pas été révoqués ; que celui-ci avait en vain sommé les nouveaux magistrats de lui exhiber les lettres du souverain ou de son sénéchal révoquant sa commission.

Ils reconnaissaient que la bannière aux armes du Roi et de l'évêque avait été enlevée de l'hôtel de ville, mais elle n'avait subi aucun outrage et elle avait été remise au bailli de Limoges.

Ils ajoutaient que les précautions prises par les gens du pariage, l'escorte armée dont ils s'étaient fait accompagner, le pennon inconnu que portaient ses gens, leur soin de recourir à des crieurs étrangers, avaient excité les inquiétudes et la colère des bourgeois ; que le bruit s'était répandu dans la ville qu'ils venaient pour faire violence aux habitants, et que les consuls avaient interdit à ces officiers l'entrée de la ville non moins pour préserver leurs concitoyens de mauvais traitements que pour prévenir un soulèvement populaire, tout près d'éclater (1).

Malgré la phrase menaçante que renfermait une des clauses du traité intervenu entre le Roi et l'évêque, il n'avait été, semble-t-il, porté aucune atteinte à la constitution même de la commune de Saint-Léonard. Les chefs de la bourgeoisie continuaient à exercer leurs fonctions administratives avec une entière indépendance. La justice civile, seule, leur avait été enlevée. Quant à la juridiction criminelle, on peut supposer, en l'absence de tout renseignement précis, qu'elle s'exerçait dans les conditions déterminées par les arrêts de 1283 et 1286. La commune conservait non seulement son

(1) LEYMARIE, *Bourgeoisie*, t. II, p. 281, 282.

existence, mais le droit de s'assembler, d'élire ses magistrats, de gérer elle-même ses affaires; elle était restée en possession de son sceau, sur lequel ne figurait aucun emblème de l'autorité royale ou épiscopale. On voit, quelques semaines à peine après leur condamnation à 1,200 livres d'amende et de dommages intérêts prononcée contre eux par le Parlement, les consuls et la commune donner, le 1^{er} mai 1308, sans l'intervention des officiers du pariage et sous le sceau du consulat, une procuration à six bourgeois de la ville pour les représenter aux Etats Généraux qui allaient s'assembler à Tours (1).

A ce moment, les consuls devaient éprouver de grandes difficultés à se procurer les sommes dont ils avaient besoin, tant pour payer les condamnations prononcées contre la commune que pour subvenir aux divers frais du procès. Ils n'avaient pas toutefois abandonné complètement la partie, et ils se préparaient à tenter un dernier effort pour détourner de leurs lèvres un calice que des illusions longtemps entretenues leur faisaient trouver par trop amer.

Une entente avait depuis longtemps existé entre les chefs de la commune de Saint-Léonard et les consuls de la Cité de Limoges. Le procès avec l'évêque avait été, semble-t-il, entrepris et poursuivi, pendant un certain temps, d'un commun accord. Les bourgeois de Limoges, toujours sous la main du prélat et soumis à l'influence de son entourage, s'étaient montrés, dans la défense de leurs libertés, moins confiants et moins violents que leurs voisins. Mais, accablés sous la même catastrophe, les uns et les autres se réunirent de nouveau pour adresser une suprême protestation au Parlement. Ils se plaignirent des arrestations opérées par les officiers du pariage, d'excès commis au détriment des consuls et de jugements prononcés en violation des droits que garantissaient à la commune les arrêts de la Cour non moins que l'usage local. Le Parlement consentit encore une fois à l'enquête qu'ils sollicitaient, et trois « maîtres » du Parlement, Jean d'Auxay, chantre d'Orléans, Jean de Roye, chanoine de Saint-Quentin, et Denis d'Aubigny furent désignés pour y procéder par lettres du mardi après les Rameaux 1310 (1309 v. st.). Il leur était enjoint de ne pas s'occuper des points litigieux qui avaient fait l'objet des enquêtes précédentes et de s'en tenir aux seuls faits reprochés aux officiers du pariage (2).

Jean d'Auxay était déjà venu trois fois au moins en Limousin. On le trouve envoyé, en 1298, dans cette province pour régler, avec

(1) Appendice, E.

(2) Arch. Haute-Vienne, fonds du Chapitre, liasses diverses.

d'autres commissaires, les graves différends qui avaient éclaté entre le vicomte de Limoges et le chapitre de Saint-Yrieix (1). Nous l'avons vu, dans le cours de l'année 1303, séjourner à deux reprises au moins à Limoges, et recueillir des adhésions aux délibérations de l'assemblée du Louvre et à l'appel des actes du Souverain Pontife à un concile œcuménique.

Quant à Jean de Roye, il était sans doute le même que le chanoine de Lille délégué en 1308 à l'information sur les mauvais traitements dont les consuls et leur adhérents s'étaient rendus coupables à l'égard des officiers du pariage.

Nous ne connaissons aucun des témoignages recueillis à cette dernière enquête, aucun des incidents qui purent la signaler. Peut-être l'affaire fut-elle jointe, en ce qui concerne la commune de Saint-Léonard tout au moins, à la poursuite relative aux actes de rébellion et de violence commis par les bourgeois au mois d'octobre 1307. La réalité de quelques-uns des griefs allégués par les consuls détermina sans doute la Cour à modérer la peine qu'ils avaient encourue par leurs désobéissances ; un arrêt du 23 février 1311 les condamna à deux cents livres seulement d'amende envers le Roi et l'évêque (2).

(1) Arch. des Basses-Pyrénées, E. 855.

(2) Cum in Parlamento quod fuit anno Domini millesimo trecentesimo septimo, gerentes se pro consulibus ville de Nobiliaco, pro pluribus violenciis, injuriis ac inobedienciis, per eos illatis judici et preposito communibus domini Regis et episcopi Lemovicensis apud Nobiliacum constitutis, per arrestum curie nostre condemnati fuissent ad gagiandum emendam, et ipsi gagiassent eandem, fuissetque dictum, per curiam nostram, quod taxacio dicte emende differretur quousque fuisset plenius inquisitum et ad curiam nostram reportatum de modo, qualitate et quantitate excessuum predictorum, ad finem majoris vel minoris taxacionis dicte emende faciende : Tandem, inquesta super hoc, de mandato curie nostre, advocatis partibus, facta, visa et diligenter examinata, quia inventum est sufficienter probatum quod, iudice et preposito communibus supradictis intrare volentibus dictam villam Nobiliacensem, ipsi dicte ville portas claudi fecerunt contra eos, licet alios indistincte intrare volentes admitterent, in tribus tamen portis dicte ville introitum denegarunt eisdem, verberando equos tubicinorum qui cum ipsis erant, dictosque iudicem et prepositum volentes suum in dicta villa exercere officium commune, in introitu domus communis in pressura gencium pulsaverunt, pluresque alias injurias ipsis et nostris servientibus communibus intulerunt, per curie nostre iudicium taxata fuit, pro Nobis et dicto episcopo, predicta emenda ad ducentas libras turonenses, pro excessibus supradictis. — Dominica qua cantatur *Reminiscere*. — Creci reportavit. (*Olim.*, t. III, p. 415, 446).

Cet arrêt est le dernier ayant trait au procès de la commune de Saint-Léonard dont on trouve trace, soit aux registres du Parlement, soit dans les archives de l'évêché de Limoges. Le procès reçut-il une solution judiciaire? Nous ne le croyons pas. A Limoges, la population de la Cité se divisa sur la fin du procès. Les mécontents, — ils étaient nombreux — formèrent une sorte de syndicat pour refuser tout concours aux consuls et à leurs adhérents et pour protester contre la continuation de la résistance. Ils réussirent même à obtenir du Parlement un arrêt (jeudi après la Purification 1310) prescrivant aux chefs de la commune de rembourser aux plaignants leur quote-part de tous frais à compter de l'établissement du pariage. Il est probable que les choses ne se passèrent pas autrement à Saint-Léonard, où de tout temps l'évêque avait compté des partisans (1). Les bourgeois, las de la lutte, désireux de vivre en paix et espérant aussi sauver leur argent, obligèrent sans doute les magistrats à se soumettre. Peut-être le gage de cette soumission, dont la remise d'une partie des amendes encourues put être le prix, fut-il l'abandon définitif, par la commune, des droits de participation à l'exercice de la justice criminelle, expressément reconnus aux consuls par l'arrêt de la Pentecôte 1285? Il est certain que pas un document, à notre connaissance, ne donne lieu de penser qu'à partir de l'installation définitive du pariage à Saint-Léonard, les bourgeois aient eu la moindre part soit aux poursuites, soit au jugement des procès criminels ou à leur exécution.

Il ne serait pas impossible que les choses se fussent passées autrement et que le Roi eût, par exemple, fait mettre à sa main, durant un certain temps, les droits de justice des bourgeois, pour obtenir que de guerre lasse ils y renonçassent au profit des justiciers du pariage. Il n'y aurait à cela rien de bien étonnant. On voit, en effet, précisément dans les premières années du xiv^e siècle, le Roi séquestrer la justice de la ville de Périgueux, à cause de la mauvaise administration du maire et des consuls (2). On pouvait aisément alléguer un prétexte semblable pour achever de dépouiller les magistrats municipaux de Saint-Léonard du bénéfice des arrêts du Parlement de 1285 et 1286.

Toutefois, nous inclinons à penser que les consuls prêtèrent les mains à un arrangement les excluant définitivement de l'exercice de

(1) Les consuls, au cours du procès, prétendent que l'évêque a usurpé la justice de la ville « *procurantibus aliquibus de communitate, causa odii* » et malivolencie suborte inter aliquos burgenses dicte ville ».

(2) *Propter malum regimen majoris et consulum, exigente justicia, fuit apposita manus nostra.* (*Olim.*, t. III, p. 1465).

la justice, mais garantissant à la commune la jouissance d'une partie de ses coutumes et de son autonomie administrative. Quelques passages, non datés malheureusement, des registres de l'évêché, nous confirment dans cette opinion. On voit, par exemple, les consuls reconnaître en justice, devant le lieutenant du sénéchal, que l'évêque a le droit de percevoir des taverniers de la ville les deux setiers de vin (1) dont il avait été si souvent question au procès, et prendre l'engagement de ne plus troubler le prélat, se réservant seulement de fixer la valeur du setier d'accord avec le prévôt de l'évêque (2). L'acquisition de la vigerie par l'évêque avait évidemment modifié à son profit l'état de choses existant au début du procès. Toutefois, cette déclaration des consuls implique tout au moins une détente après la crise aiguë dont nous venons de raconter quelques épisodes. Il est fort possible que les reconnaissances analogues ayant trait aux divers produits de la vigerie et signalées plus haut, d'après une annotation du Registre *Tuæ hodie*, sous la date de 1296, se rapportent à la même époque et soient postérieures au dernier effort tenté par la commune pour défendre ses privilèges.

Si la lutte cessa, les haines qu'avait excitées cette longue querelle ne s'éteignirent pas avec elle. Pendant plusieurs années on en relève en maint endroit les manifestations. Citons-en un exemple : en 1318 un bourgeois de Saint-Léonard, Étienne des Moulins, dénonce au Parlement un ancien juge du pariage, Jean Jaubert,

(1) Ce droit sur les tavernes, qui dépendait de la vigerie, avait donné lieu, vers la même époque, à un procès. L'évêque avait attaqué devant le Parlement Léonard Paule, marchand de Saint-Léonard, un des héritiers de l'ancien coposseur de la vigerie, au sujet de ce droit et de la quarte du sel. Un accord intervint et le prélat garda la paisible jouissance des divers revenus de la vigerie. (*Tuæ hodie*, fol. 61 r°).

(2) Sunt alie lictere signate per dupplicem AA, per quas consules ville de Nobiliaco confessi fuerunt judicialiter, coram locum tenente domini senescalli Lemovicensis, dominum episcopum Lemovicensem jus levandi et percipiendi habere, a quolibet tabernario dicte ville vinum vendente de festo assumptionis Beate Marie usque ad sequens festum Nativitatis Domini, duos sestarios vini vel precium ipsorum, taxacione tamen prehabita per prepositum et bajulum dicti domini Lemovicensis, una cum consulibus dicte ville : omne impedimentum per ipsos consules in predictis appositum amovendo. Et ultra hoc recognoverunt dicti consules, pro se et eorum communitate, eundem dominum Lemovicensem habere, percipere et levare alios duos sestarios vini a quolibet tabernario vinum vendente in dicta villa a festo Nativitatis Domini usque ad sequens festum Assumptionis Beate Marie, vel precium dicti vini, et fiet taxacio nisi (*sic*) tabernarii habeant vinum in Nativitate Domini, promicentes a cetero dictum dominum episcopum in predictis non impedire. (*Tuæ hodie*, fol. 51, v°).

qu'il accuse d'avoir, durant ses fonctions, violé une femme nommée la Riffaude. On se souvient qu'un Jaubert avait joué au cours du procès un rôle important quoique mal défini et que les procureurs des consuls s'étaient efforcés de le faire récuser comme témoin, l'accusant d'être un « ennemi de la ville » ; on a vu, d'autre part, que plusieurs membres de la famille Des Moulins comptèrent parmi les instigateurs de la résistance et les chefs les plus déterminés de la commune.

A la date où nous sommes parvenu, toutes les communes limousines du cours de la Vienne ont été vaincues après une lutte plus ou moins longue contre leurs seigneurs respectifs. Les bourgeois de Saint-Junien se sont soumis les premiers, et dès 1251 ont conclu avec l'évêque un accord tout à l'avantage du prélat. Le Château de Limoges, après une longue et vigoureuse résistance, a dû subir le joug de la vicomtesse Marguerite et de sa fille. La population, longtemps unie dans une même résolution énergique, dans un même dévouement à ses libertés, a fini par se diviser, et le parti de la résistance, personnifié dans le Conseil des prud'hommes de l'Hôpital et dans la ligue dite des *Croisés*, a vu grandir en face de lui un parti de plus en plus puissant qui a réussi à faire triompher au sein des assemblées communales des idées de paix et de soumission. Les bourgeois se sont résignés à accepter les conditions dictées par deux de leurs ennemis avérés et que le Roi a à peine adoucies. Leur hôtel de ville ne leur appartient plus ; leurs magistrats sont en partie choisis par le seigneur ; le prévôt vicomtal préside les réunions des consuls et reçoit leurs comptes. — La Cité et Saint-Léonard sont soumises les dernières. Toute prérogative de justice est enlevée à ces deux communes ; mais elles conservent au moins les traits principaux de leur vieille constitution, la garde de leurs remparts, une certaine indépendance administrative et surtout le droit d'élire librement leurs consuls et de lever des contributions pour faire face aux dépenses d'intérêt commun. Aucune de nos bourgeoisies limousines ne possède de plus larges privilèges au début de la guerre de Cent Ans.

(1) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, n° 5534.

APPENDICE

A.

*Extraits des privilèges de la ville de Saint-Léonard,
produits par les consuls au procès de la commune avec
l'Evêque de Limoges.*

I. — *Lettres de Philippe II Auguste pour les habitants de Saint-Léonard (mars 1212, v. st. : 1213) (1).*

Philippus, Dei gracia Francorum Rex, omnibus ad quos littere presentes pervenerint, salutem. Noveritis quod Nos volumus quod homines et villa Sancti Leonardi de Moalhe (2) (*sic*), sint in nostra custodia et protectione, sicut alie ville regni nostri, quum ipsi Nobis vel mandato nostro juraverint et fidelitatem fecerint. Neque Nos ipsam villam de manu nostra removebimus. Actum apud Pontem Arche, anno Domini m^o cc^o xii^o, mense martio.

II. — *Lettres de Louis VIII ordonnant aux consuls et à la commune de Saint-Léonard de prêter le serment de fidélité entre les mains de Raynaud, clerc du Roi de France (août 1224).*

Ludovicus, Dei gracia Francorum Rex, dilectis et fidelibus suis consulis et universitati burgensium Sancti Leonardi de Noalhe, salutem et dilectionem. Mittimus ad vos dilectum et fidelem clericum nostrum Reginaldum, latorem presencium, pro fidelitate ville vestre accipienda ex parte nostra, (et?) vobis mandamus et vos rogamus ut dictam fidelitatem coram ipso, loco nostri, faciatis sub forma quam vobis dicet. Actum apud Rupellam, anno Domini m^o cc^o vicesimo quarto, mense augusto.

(1) Cette lettre est contestée à cause du mauvais état du sceau : *Non apparent caracteres, nec littere, nec ymago, nec potest discerni cujus fuerit sigillum predictum.*

(2) Ce nom est écrit *Noaclach* à un vidimus donné par Philippe III au mois d'avril 1277.

III. — *Lettres de Louis VIII confirmant les coutumes et libertés des consuls et de la commune de Saint-Léonard (août 1224).*

Ludovicus, Dei gracia Francorum Rex. Noverint universi presentes litteras inspecturi quod Nos dilectis et fidelibus nostris consulibus et universitati burgensium Sancti Leonardi de Noelac (1) concessimus consuetudines et libertates quas habuerunt et tenuerunt tempore Henrici et Richardi, quondam regum Anglie, et eos in protectione nostra et conductu nostro recepimus sicut alios burgenses terre nostre, ut salvi possint ire et redire per terram nostram, reddendo suas rectas consuetudines. Actum apud Rupellam, anno Domini m^o cc^o vicesimo quarto, mense augusto.

IV. — *Mandement de Thibaut de Bazonis, sénéchal du Poitou pour Louis IX, aux consuls de Saint-Léonard, pour qu'ils prêtent le serment de fidélité au Roi de France entre les mains de Guillaume Relhier, chevalier (s. d.).*

Theobaldus de Bazonis senescallus Pictavensis, dilectis suis consulibus de Sancto Leonardo, salutem et amorem. Cum tenetmini (sic) domino Regi Francorum jurare et tenere fidelitatem, et ipse Rex nobis specialiter dederit in mandatis ut a vobis fidelitatem reciperemus, nos ad presens, pro fidelitate recipienda, ad vos non possumus accedere; set dilectum nostrum Guillelmum Relherii, militem, latorem presentium, ad vos mittimus loco nostri, pro fidelitate recipienda. Unde vobis mandamus et ex parte domini Regis Francorum diligenter requirimus, quatinus ipso Guillelmo presente fidelitatem domino Regi Francorum fideliter (sic) tenere et servare juretis. Et eidem Guillelmo super hlis que ex parte nostra dixerit, credatis tanquam nobis, et quid inde feceritis nobis per vestras litteras rescribatis (2).

V. — *Mandement de Raoul de Trapes, sénéchal du Roi de France dans les diocèses de Périgueux, Cahors et Limoges, aux consuls et aux prud'hommes de Saint-Léonard, pour qu'ils fassent publier le ban de l'ost et se tiennent prêts à fournir le service militaire au souverain (22 juillet 1269).*

Radulphus de Trapis, domini Regis France illustris in Petragoricensi, Caturcensi et Lemovicensi civitatibus et dyocesibus senescallus, consu-

(1) Au vidimus qui suit, on peut lire Noelac.

(2) La pièce paraît incomplète.

libus et probis hominibus ville Sancti Leonardi Nobiliacensis, salutem in Domino. Ex parte dicti domini Regis et nostra vobis precipimus et mandamus quatinus, visis litteris, facialis arma preconizari et clamari in villa predicta; item, quod parati sitis nos sequi ad submonitionem nostram vel nostri mandati, ubi mandandum duxerimus vobis. Datum Lemovicis, die tunc in festo Beate Marie Magdalene, anno Domini m^o cc^o lx^{mo} nono.

VI. — *Lettres de Simon de Cubitis, chevalier, de Nicolas de Verneuil et de Gilles de la Cour, clerics du Roi, attestant qu'ils ont reçu des consuls, du Conseil de ville et de la commune de Saint-Léonard, le serment de fidélité au Roi. — 27 février 1271, v. st. (1272).*

Universis presentes litteras inspecturis, Symon de Cubitis, miles, et magistri Nicolaus de Vernhouil et Egidius de Aula Pictaviensi (?), clerici, missi a domino Rege ad recipienda juramenta fidelitatis a consulibus, consiliariis et aliis hominibus Sancti Leonardi de Nobiliaco, salutem in Domino. Noverit Universitas vestra nos recepisse mandatum illustris domini Regis Francie in hec verba : « Philippus, Dei gracia Francie Rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Cum nos magistrum Nicholaum de Vernolio, clericum nostrum, et Symonem de Cubitis, militem, et Egidium de Aula, clericum, exhibitores presencium, mittamus pro juramentis fidelitatis recipiendis ex parte nostra, ac vice et nomine nostro a consulibus et hominibus civitatis Lemovicensis et ab hominibus ville Sancti Leonardi de Nobiliaco, necnon pro quibusdam inquestis et negociis que sibi indicimus faciendis et exponendis in illis partibus, mandamus vobis et requirimus, quatinus, in hiis que ad premissa pertinent, parcatis efficaciter et intendatis eisdem. Actum apud Rupellam, die Jovis post octabas Purificationis Beate Marie Virginis, anno Domini m^o cc^o septuagesimo primo ». — Hujus autem auctoritate mandati predicti, Nos, Symon de Cubitis, miles, et magistri Nicolaus de Vernolio et Egidius de Aula Pictaviensi, clerici, ad villam Sancti Leonardi accedentes die dominica post cathedram Sancti Petri, hora misse, in mane, in claustrum prioratus dicti loci, anno predicto, recepimus a consulibus, consiliariis et universitate hominum dicti loci juramentum fidelitatis predictum. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum dicta die dominica post cathedram Sancti Petri, anno Domini m^o cc^o septuagesimo primo.

VII. — *Vidimus et confirmation par Philippe III des libertés de la commune de Saint-Léonard (mars 1271, v. st. : 1272).*

Philippus, Dei gracia Francorum Rex, notum facimus tam presentibus quam futuris quod Nos litteras inclite recordationis Regis Ludovici, avi nos-

tri, vidimus in hec verba : *Ludovicus, Dei gracia...*, mense augusto (1). Nos autem eisdem fidelibus nostris consulibus et universitati burgensium dictorum, predictas consuetudines et libertates prout ipsis consuetudinibus et libertatibus pacifice et rationabiliter hactenus usi sunt, et alia que superius continentur auctoritate regia confirmamus. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Jarnacum, anno Domini m^o cc^o septuagesimo primo, mense marcio.

VIII. — *Lettres de Philippe III déclarant que la sauvegarde spéciale accordée à la ville de Saint-Léonard lui interdit de la placer sous une autre main, et rejetant les réclamations faites à ce sujet par le Roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, et ses gens.* — Janvier 1279, v. st. (1280) (2).

Philippus, Dei gracia Francorum Rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod, cum gentes illustris regis Anglie, ducis Aquitanie, fideles nostri, procurassent adjornari coram nobis homines Sancti Leonardi de Nobiliaco, nitentes revocare in dubium an homines dicti loci ita privilegiati essent, quod extra manum nostram poni non deberent, tandemque nobis legitime constitit quod predecessores nostri voluerunt quod homines et villa Sancti Leonardi essent in sua custodia et protectione, sicut alie ville regni sui, quum ipsi homines eisdem predecessoribus nostris jurarent et fidelitatem facerent, neque villam ipsam de manu sua removerent, — communicato bonorum consilio, predictos homines et villam ad manum nostram retinuimus, dicto Regi Anglie et ejus gentibus super hoc perpetuum silencium imponentes. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini m^o cc^o septuagesimo nono, mense januario (2).

(1) Charte n^o 3 ci-dessus.

(2) Cette pièce a déjà été publiée par M. l'abbé Arbellot, d'après D. Estiennot (*Bull. de la Soc. arch. et hist. du Limousin*, t. IV, p. 144); nous la donnons de nouveau à cause de quelques différences que nous avons relevées entre les deux textes.

(3) On sait que pareille décision avait déjà été prise dès 1260 par le Parlement. — S'il faut en croire l'abbé Oroux (*Histoire de la vie et du culte de Saint-Léonard*, p. 164), le Roi d'Angleterre réclama derechef Saint-Léonard sous Philippe-le-Bel, et celui-ci déclara de nouveau que cette ville n'avait pu être aliénée. Il y a lieu de croire à un double emploi des lettres ci-dessus, vu la ressemblance des dates : janvier 1279 et janvier 1290.

B.

Description et analyse sommaire de six rouleaux ou fragments de rouleau se rapportant au procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard, — avec un relevé des noms, qualités, âge et demeure des témoins dont les dépositions sont consignées à trois d'entre eux (1279-1308).

Les témoignages recueillis aux enquêtes de 1279-1283, 1288 et la copie des dires et principaux documents produits par les parties au cours du procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard de Noblat, se trouvent consignés sur sept rouleaux ou fragments de rouleau en parchemin, dont six — ceux ci-après décrits — ont ensemble une longueur d'environ cinquante mètres (exactement : 49^m,45). De ces fragments, deux seulement constituaient jadis, avec d'autres pièces étrangères à l'affaire, la liasse n° 2440 du fonds de l'Évêché (classement provisoire) aux archives du département de la Haute-Vienne. Les cinq autres se trouvaient disséminés dans d'autres liasses de l'Évêché, du fonds du chapitre de Saint-Léonard et de celui du chapitre de Limoges. De ces derniers, dépouillés par nous en 1885 et 1886, nous n'avons pu, lors d'une récente révision à laquelle nous nous sommes livré, retrouver que quatre, aujourd'hui réunis aux deux rouleaux principaux dans la liasse 2440. Quant au cinquième, que nous avons étudié il y a cinq ans avec les autres, nous nous sommes vu dans l'impossibilité, par suite de la perte de quelques-unes de nos fiches, de remettre la main sur la liasse dont il faisait partie et où il avait été réintégré. Toutes nos recherches sont demeurées infructueuses, et cette pièce ne pourra vraisemblablement être jointe aux autres que lors de la confection de l'inventaire du riche fonds de l'Évêché.

Ainsi constituée, la liasse 2440 recèlera des éléments précieux pour l'étude de l'histoire municipale dans notre province. Quatre surtout des sept rouleaux que nous avons dépouillés, ceux qui reproduisent les dépositions des témoins entendus à la requête de l'évêque et de la commune, sont des pièces d'une importance exceptionnelle. Nulle part nous ne saisissons aussi nettement, nous ne prenons ainsi sur le fait le fonctionnement de nos communes et la vie bourgeoise au XIII^e siècle. Nulle part nous ne rencontrons une pareille abondance de détails caractéristiques et une aussi pittoresque mise en scène.

Il nous a paru utile de donner, des six fragments à présent réunis dans la liasse 2440, une description sommaire.

Le premier fragment a une longueur de 8^m,96 sur une largeur de 0^m,191 à 0^m,219. Il comprend la fin des dépositions des témoins entendus à la requête de l'évêque à une date non indiquée — première production; — le mercredi après le dimanche de *Létare*, 4 avril 1279 v. st. (1280) — seconde production, — et le samedi avant les Rameaux 1281 v. st. (1282) — troisième production. — Les derniers témoins sont entendus par Pierre Le Moine, archidiacre de Tours, et par Guillaume de Châtellerault, prieur de Sainte-Radegonde de Poitiers, commissaires royaux. Ce fragment commence au milieu d'une déposition qui précède celle de Bernard de La Porcherie : [*Interrogatus de tercio articulo, videlicet preconizatione, et se termine à la fin de la déposition de Pierre dit Prune, prêtre de Saint-Michel de Noblat, par ces mots : de auditu. — Facta est collatio. —* Cote ancienne : *Inquesta pro jurisdictione Nobiliaci* F. (?) Ed. xxvii. On lit plus loin : *Ce rouleau contient ecritures [et] enquentes faictes requerront Monsieur l'Evesque a cause de la jurisdiction de Saint-Leonard. Datées Saint-Leonard, 1279.* La dernière peau ne présente pas de trace de coutures, ce qui peut faire penser que nous avons ici la fin d'un rouleau. Notre fragment ne contient pas moins de cinquante quatre dépositions. Voici la liste des témoins, qu'il nous a semblé intéressant de reproduire in-extenso :

- ... 1. Bernardus dictus de Porcheria (1), miles, sexagenarius.
2. Bernardus Helye, miles, quadragenarius, uxoratus, homo ligius Episcopi.
3. Bernardus dictus de Peruce, miles, quinquagenarius, uxoratus, homo ligius vicecomitis Lemovicensis.
4. Petrus Tyson, miles, quaterviginti annorum, uxoratus, homo ligius vicecomitis Lemovicensis.
5. Petrus de Quadris, miles, tringinta quinque annorum.
6. Fulco de Rueria, valletus, quinquagenarius.
7. Jordanus de Muris, valletus, quadragenarius, uxoratus, homo ligius Episcopi.
8. Petrus dictus Chabecut, sexagenarius, uxoratus, homo ligius Episcopi Lemovicensis et capituli Lemovicensis.
9. Bertrandus de Vacignac, valletus, quinquaginta quinque annorum, uxoratus.
10. Guillelmus Chambellani, sexagenarius, burgensis de Briva, uxoratus.
11. Petrus Ademari, presbiter, sexagenarius, testis.
12. Petrus Rannulphi, miles, sexagenarius, uxoratus, homo ligius Episcopi.
13. Petrus Fabri, presbiter, quinquagenarius.
14. Johannes Boisson, presbiter, quadragenarius et plus.
15. Guillelmus de Maignal, miles, sexagenarius et plus.
16. Bernardus La Galamache, presbiter, canonicus sancti Leonardi Nobiliacensis, sexagenarius.
17. Stephanus Puygnet (Purgnet?), presbiter, sexagenarius.
18. Johannes Jauberti, sexagenarius, uxoratus, homo ligius et juratus episcopi.

(1) La Porcherie, château de la commune de ce nom, détruit une première fois au milieu du XIII^e siècle (canton de Saint-Germain-les-Belles, arrond. de Saint-Yrieix, Haute-Vienne).

19. Constantinus Marches, quadragenarius, homo ligius domini Episcopi Lemovicensis.
20. Petrus Stephani, sexagenarius, uxoratus, homo Episcopi, serviens, et de familia Episcopi.
21. Helias Panebuou, castri Nobiliacensis, quadraginta quinque annorum.
22. Hugo, prior Sancti Leonardi, ordinis Sancti Augustini.
23. Girardus Silvani, miles, homo ligius Episcopi, quadragenarius.
24. Martinus Jornet, clericus uxoratus, quinquaginta et quinque annorum et plus, usque ad sexaginta.
25. Audoynus Marches, presbiter, prior de Chastelutz-Marches (1), sexagenarius.
26. Oliverius de Nobiliaco, miles, homo ligius Episcopi.
27. Jaucelinus de Aurifolio, quinquagenarius, uxoratus, homo dominorum Castri Nobiliaci.
28. Stephanus, subprior Sancti Leonardi, quadragenarius.
29. Jocelinus de Aneto (2), homo ligius, uxoratus.

Après la déposition de ce témoin se lit la mention suivante : Anno Domini m^o cc^o lxx^{mo} nono, die mercurii post Lætare Jerusalem, inquesta facta pro episcopo Lemovicensi contra burgenses et communitatem ville Nobiliaci in lite mota inter eos coram domino Rege Francorum, secundum (?) articulos dicti episcopi in secunda productione testium, seu secunda dilatione :

30. Jaubertus dictus Trenché Serpent, canonicus Nobiliacensis.
31. Petrus (?) dictus Peirade, presbiter, rector capelle Beate Marie Nobiliacensis, quadragenarius.
32. Ademarus (?) de Rocha, domicellus, sexagenarius et plus, uxoratus.
33. Vigerli (?) de Bualuou (3), quinquaginta annorum et plus, uxoratus, prepositus domini Castri Novi.
34. Helias de Sancto Marcho, miles, quinquagenarius, uxoratus, homo domini Castri Novi.
35. Durandus Las Moleres, miles, quadragenarius, uxoratus.
36. Guillelmus de Fonte Pynay, presbiter, vicarius perpetuus in ecclesia Beati Leonardi.
37. Petrus Jauberti, canonicus et capellanus curatus ecclesie de Nobiliaco, natus de Nobiliaco, de licencia prioris sui.
38. Petrus, capellanus Sancti Dyonisii de Muris (4), presbiter, quinquagenarius et plus.
39. Petrus Lateris, canonicus ecclesie Rausoliensis (5), subdiaconus.
40. Bernardus Bordes, clericus, vicarius capelle de Exidolio (6), quadragenarius.
41. Petrus d'Escinaygues, miles, quadragenarius.

(1) Châtelus-le-Marcheix, commune du canton de Bénévent (Creuse).

(2) Il n'est pas probable qu'il s'agisse ici de Nedde : il y aurait Anedda.

(3) Bujaleuf, aujourd'hui commune du canton d'Eymoutiers.

(4) Saint-Denis-des-Murs, aujourd'hui commune du même canton.

(5) Le Moultier Rozeille, aujourd'hui canton de Felletin, arrondissement d'Aubusson (Creuse).

(6) Excideuil, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Périgueux (Dordogne).

42. Bernardus Pigmaur, miles, sexagenarius.
43. Johannes Arditi, presbiter, quinquagenarius et plus.
44. Johannes Morelli, de castro Nobiliaci, homo et bajulus Fulconis de Royere, quinquagenarius, uxoratus
45. Girardus Bajulus, quinquagenarius.
46. Petrus Stephani, de villa Nobiliaci, triginta quinque annorum (non fuit receptus).
47. Constantinus Bernardi, canonicus regularis Beati Leonardi, de licencia prioris, presbiter, triginta quinque annorum.
48. Bernardus, dictus de Ponte (?), presbiter, triginta quinque annorum.
49. Matheus de Podio Albano, presbiter, viginti quinque annorum.
50. Marcialis Jauberti, clericus, sexaginta annorum.

(On lit ici : Anno Domini m^o cc^o octuagesimo primo, die Sabbati ante Ramos Palmarum, inquesta facta pro episcopo Lemovicensi contra consules et homines ville Nobiliaci per nos, Petrum Monachi, archidiacono Turonensi (?), et Guillermo de Castro Ayraudi, priore Beate Radegundis Pictavensis, in tercia dilacione seu productione :

51. Jacobus Alaraude, clericus, quinquagenarius, uxoratus.
52. Petrus Reginaldi, burgensis de La Sosterrana (1), quadragenarius, uxoratus.
53. Girardus Jorreti, canonicus Sancti Leonardi Nobiliacensis, dyaconus, viginti quinque annorum et plus, de licencia sui prioris.
54. Petrus, dictus Prune, presbiter Sancti Michaelis de Nobiliaco, triginta annorum, beneficiatus in dicta ecclesia Sancti Michaelis.

La liasse 2440 ne renferme que ce fragment relatif à la première enquête : il a trait seulement à des dépositions de témoins cités à la demande de l'évêque. On conçoit que les archives de l'évêché aient conservé ces dépositions avec soin. Si les archives communales de Saint-Léonard avaient gardé aussi religieusement les dires des témoins des consuls, nous posséderions un précieux élément d'information de plus. Par malheur, la commune s'est laissé enlever jusqu'à la copie de ses privilèges, qui existait encore à la Mairie en 1870, dernière épave d'un passé communal qu'on aurait peut-être, même ignorant de son histoire, dû traiter avec plus de respect.

Le second et le troisième fragments se rapportent à la deuxième enquête et ont appartenu au même rouleau.

Le second, qui mesure 18^m,530 sur 0^m,225 à 0^m,244, renferme les dépositions des témoins de l'évêque au nombre de vingt-sept (première et seconde productions à la deuxième enquête). Ces deux séries de témoignages sont complètes. Quelques lignes seulement de la première déposition manquent, ainsi que tout le préambule, qui aurait eu pour nous un grand intérêt. Cette portion de l'enquête est suivie de divers dires, pièces et productions dont on trouvera ci-après le détail. La première peau commence par ces mots de la première déposition.... *in septimo*

(1) La Souterraine, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrond. de Guéret (Creuse).

articulo. R[equisitus] super decimo articulo, dicit quod nescit. Le fragment finit : *nec monstra, quatinus laior facta est quam peticio paciatur.* — *Collacio facta est.* La première peau est cotée *III^a pecia.* — Autres cotes : Première liasse. *Enquestes pour Monsieur de Limoges contre les consuls et comm^{ns} de Saint Lienard, a cause de la jurisdiction dud. lieu, es anneés 1287 et 1288, D. n^o 6.* — Signé : ROGIER DES ESSARTS ; ROMANET, procureur du Roy. — Plus loin : *Enquestes faictes a la requeste de Monsieur l'Evesque contre les consuls et commune de Saint-Leonard a cause de la jurisdiction haulte, moyenne et basse, mere, mixte, de la ditte ville, appartenent a mondit seig^r Evesque, et aussy a cause de la forest appartenent a mondit seigneur : Elles sont sans datte.* — *Saint-Leonard.*

Nous donnons ci-dessous le relevé des témoins.

[*Testes episcopi*]. — 1. N....

2. Helyas Panabeus, de castro Nobiliacensi, etatis sexaginta annorum.
3. Petrus Nigri, etatis quinquaginta annorum.
4. Bernardus Bordas, rector capelle de Exidalio (*sic*), Lemovicensis dyocesis, quinquagenarius.
5. Stephanus, subprior Sancti Leonardi de Nobiliaco, de dicta villa oriundus, etatis quinquaginta annorum et plus.
6. Petrus Bernardi, francus serviens, oriundus de Aenmoter (1), etatis quatuor viginti annorum vel circa.
7. Audoynus, prior de Castelluz-Marcheis, oriundus de Castro Nobiliacensi, ubi moratus fuit quondam bene per triginta annos; set sunt viginti quatuor anni quod moram continuam non fecit ibidem.... etatis sexaginta annorum.
8. Dominus Guillelmus de Rezeis, miles, homo ligius Episcopi, commorans apud Rezeis (2), etatis sexaginta annorum.
9. Petrus Jouberti, canonicus regularis Sancti Leonardi et capellanus Sancti Stephani de Nobiliaco, oriundus de villa Nobiliaci, et ibidem quasi per totam vitam, excepto quod fuit scolaris et extra dictam villam vicissim per quindecim annos vel circa, etatis sexaginta quatuor annorum.
10. Magister Petrus Latere, canonicus ecclesie Rausoliensis, oriundus de Ahento, etatis quinquaginta annorum.
11. Ernaudus de Bordelose, oriundus et commorans de (*sic*) Juncheria (3), que distat a villa Nobiliaci per quatuor leucas, etatis sexaginta annorum, qui multum conversatus fuit in villa Nobiliaci, et ibidem [fuit] custos Regalium.
12. Hugo, prior Sancti Leonardi de Nobiliaco, oriundus prope villam Nobiliaci per leucam, etatis quinquaginta annorum.

Testes producti ex parte Episcopi Lemovicensis contra consules et com-

(1) *De Aentis monasterio*, Eymoutiers, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Limoges.

(2) Razès, château de la commune de ce nom, canton de Bessines, arrondissement de Bellac (Haute-Vienne).

(3) La Jonchère. aujourd'hui canton de Laurière, arrondissement de Limoges, appartenait à l'Évêque.

munitatem sub secunda productione, anno Domini m^o cc^o octogesimo octavo, die veneris post festum Beati Clementis :

13. Hugo Rotineau, miles, etatis sexaginta annorum vel circa, qui moratur prope villam de La Soulerrenne.
14. Magister Johannes Jocosí, sive Gay, jurista, de Subterranea, quinquagenarius vel circa.
15. Petrus Raymondi, valletus de castellania de Guaret (1), cujus domicilium distat a dicta villa Nobiliaci per tresdecim leucas, etatis triginta octo annorum vel circa.
16. Stephanus Vigerii, francus serviens, de Murart (?), etatis sexaginta annorum.
17. Constantinus Marcheis, miles, commorans in castello de Nobiliaco. etatis sexaginta annorum vel circa.
18. Petrus Faure, presbiter dicte ville Nobiliaci, quinquagenarius vel circa.
19. Marcialis Joberti, clericus, burgensis de dicta villa, etatis triginta quinque annorum, vel circa.
20. Petrus Renaut, de Subterranea, burgensis, etatis quadraginta annorum vel circa.
21. Riguaudus de Quercu, presbiter, curatus ecclesie de parrochia de Porcheria (2), etatis sexaginta quinque annorum et plus.
22. Petrus, rector ecclesie de Barsages (3), canonicus regularis Sancti Leonardi Nobiliacensis, quadragenarius vel circa.
23. Ademarum de Brelac, serviens domini Regis, quadragenarius vel circa.
24. Jordanus de Muris, miles, commorans infra monstram, etatis quinquaginta annorum vel circa.
25. Joccalmus de la Foelle, miles, quinquagenarius.
26. Audierus Normanni, armiger de Rezeis, prope villam Nobiliaci, per quinque leucas, etatis quadraginta annorum et plus.
27. Johannes Moreau, de Castro Nobiliaci, etatis quinquaginta annorum vel circa.

On trouve à la suite de ces dépositions : des lettres de Mathien, abbé de Saint-Denis et de Simon, seigneur de Nesle, lieutenants du Roi de France, du mois d'août 1285, rappelant les prétentions des parties et l'arrêt rendu par le Parlement, à la Pentecôte 1285 ; — la Commission donnée par Philippe IV, le 29 août 1287, à Philippe Suard, chanoine de Laon et à Jean de Morancy, clerks du Roi, de procéder à l'enquête et de recevoir les déclarations des témoins de la première production ; — les lettres du Roi exécutoires de l'arrêt du Parlement déclarant que l'Evêque n'a pas innové et n'a agi ni contre les ordres du Roi, ni contre ceux du sénéchal en établissant à Saint-Léonard un prévôt des causes foraines, et enjoignant à l'Evêque et aux consuls de ne pas apporter réciproquement d'entraves à

(1) Guéret, *Garactum*, *Waractum*, actuellement chef-lieu du département de la Creuse.

(2) La Porcherie, auj. commune du canton de Saint Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne). Possédait autrefois un château occupé par une branche de la grande famille des Bernard.

(3) Probablement Barsanges, canton de Bugeat, arrondissement d'Ussel (Corrèze).

l'exercice des droits de justice qu'ils possèdent de part et d'autre, ces droits devant être exercés conformément aux usages, mars 1286 v. st. (1287); — les propositions et récusations des procureurs des consuls contre les témoins de l'Evêque; — enfin diverses protestations et réponses. Il est dit à la fin que les commissaires doivent partir de Saint-Léonard le lundi après la Pentecôte, pour se trouver à Tours le samedi suivant.

C'est le troisième fragment, de beaucoup le plus intéressant, qui nous conserve les dépositions des témoins cités à la requête des consuls (première et deuxième productions de la seconde enquête).

On doit regretter à tous les points de vue que cette portion de la procédure nous soit arrivée aussi incomplète; nous avons, en effet, les déclarations des douze témoins des consuls qui comparurent à la deuxième production, mais celles des deux derniers témoins, seulement, de la première. On trouve de plus, dans ce rouleau, le texte des privilèges de la ville et diverses pièces que nous analysons plus bas. Notre fragment, de 47^m,73 de long sur 0^m,225 à 0^m,239 de large, commence par ces mots : *Frater Vincencius, ordinis milicie Templi*. Il finit : *per ipsos articulos liquide apparet. Collatio facta est*. On y a ajouté les dires des consuls en français, commençant par : *A ceste fin que nostre sires li Rois*, et finissant : *de fait et de droit, en leu et en temps*. — Cote : *Informacion pour les consuls de Saint Lienard a cause de la jurisd^{on} de lad. ville contre Mons^r de Limoges*. F. CLXXXIII. Autre plus récente : *Ce rouleau de parchemin ne contient aultre chose que les informations faictes par les consuls de Saint Leonard, a cause de sa jurisdiction de laditte ville, contre Monseigneur de Limoges, a Montauban (sic), l'an 1280*. SAINT-LEONARD. Signé : ROGIER DES ESSANTS.

Voici la liste des témoins cités par la Commune :

1. *Frater Vincencius, ordinis milicie Templi, quinquaginta quinque annorum.*
2. *Magister Galterius, factor ciforum, de Laitora (1), sexaginta annorum et plus.*

Utraque pars voluit et patrata fuit plures testes producere coram nobis, auditoribus, sub prima productione; sed nos, auditores, non potuimus eos examinare nec recipere, cum ego, magister Philippus Suardi, necesse haberem recedere et alibi, de mandato domini Regis, me transferrere.

3. *Magister Leonardus Goudelli, clericus, quadraginta quinque annorum, horiundus de Nobiliaco, commorans apud Mastaciuni (2).*
4. *Petrus de Ruppe Amatoria (3), quinquaginta annorum et plus... natus apud Nobiliacum, et moratus fuit apud Ruppem Amatoriam et Montem Albanum, et adhuc moratur, bene per viginti duos annos.*

(1) Il s'agit de Lectoure, chef-lieu d'arrondissement du Gers, comme on le voit à la déposition.

(2) Probablement Matha, aujourd'hui canton de l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure). On trouvera plus loin de singulières articulations sur le compte de ce témoin.

(3) Roc Amadour, canton de Gramat, arrondissement de Gourdon (Lot), célèbre pèlerinage.

5. Martinus Le Tourneur, horiundus de Burgondia, sexaginta annorum. Viginti sunt anni quod non moratus fuit in villa Nobiliaci; set ante illud tempus ipse moratus fuit in dicta villa per viginti annos.
6. Petrus Tutonis, octoginta annorum, oriundus au Venal (?) prope villam Nobiliaci, per tres leucas parvas: moratus fuit in villa predicta bene per quindecim annos, et sunt triginta anni.
7. Dominus Johannes de Bosco, presbiter, qui fuit natus apud Pairac (1), prope villam Nobiliaci per quatuor leucas; et moratus fuit in dicta villa per quatuor annos, tempore quo erat juvenis: octoginta annorum.
8. Petrus d'Arfeuille, natus in villa Nobiliaci, septuaginta annorum et plus.
9. Petrus Velade, natus in villa Nobiliaci, octoginta annorum: xxxi sunt anni quod ipse non moratus fuit in dicta villa.

Suit le texte des pièces produites par les consuls et dont nous reproduisons ci-dessus (Appendice, lettre A) la teneur. Les procureurs de l'évêque en demandent copie. Les enquêteurs les invitent à s'adresser à la cour pour l'obtenir. — La liste des témoins reprend ici, avec un en-tête que nous reproduisons :

Testes producti a procuratoribus ville Nobiliaci contra episcopum Lemovicensem in secunda productione, anno Domini m^o cc^o octogesimo octavo, die veneris post festum Beati Clementis, qua die predictus episcopus constituit procuratorem suum coram nobis Petrum de Pignu, presbiterum, ad omnia in hoc negocio necessaria vel... oportuna, et que faceret vel facere posset, si personaliter interesset, qui procurator in presencia procuratorum ville et consulum Nobiliaci, se producturum bonos et fideles testes juravit. Et... procuratores dicte ville illud idem juraverunt, videlicet Stephanus Faure et Nicholaus de Molendinis.

10. Ademarus Bordes, de Breno (2), octogenarius.
11. Petrus Philippti, civis Lemovicensis (3), sexaginta annorum etatis.
12. Petrus de Bilhax, lathomus de Alodiis (4), quinquagenarius.
13. Petrus Jouaus, ballivus defuncti (?) Petri de Jumellis, domicelli, apud Oriacum (5), octogenarius, vel circa.
14. Johannes Vueriau, commorans in castro Lemovicensi, sexaginta annorum etatis vel circa.

Suivent des dîres et protestations des procureurs de l'évêque contre les témoins produits par les consuls. Texte de divers dîres et productions et de lettres du Roi aux commissaires enquêteurs; lettres des commissaires

(1) Peyrat-le-Château, vieux bourg qui a ses sénéchaux particuliers au xiii^e siècle (aujourd'hui commune du canton d'Eymontiers, arrondissement de Limoges.)

(2) Bré, château dont les ruines subsistent dans la commune de Coussac-Bonneval, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(3) C'est à-dire bourgeois de la Cité de Limoges. Les bourgeois du Château sont désignés d'habitude sous la dénomination de *burgensis*, parfois de *castrensis*.

(4) Les Allois, ancienne abbaye de filles, dont il ne reste que des ruines; aujourd'hui village de la commune de La Geneytouse, canton de Saint-Léonard.

(5) Auriat, aujourd'hui commune du canton de Bourgneuf (Creuse).

et documents relatifs au procès. — A la fin, factum des consuls en français.

Le quatrième fragment (0^m,71 sur 0^m,248) constitué par une seule peau, donne le commencement d'un *intendit* de l'évêque : il commence par ces mots : *Dicit et probare intendit episcopus...* Il est lacéré après les mots *se adimplere negligit et neglexit*, qui terminent du reste un paragraphe. Cote : *Pour Mons^r de Lymoges, contre les consuls de Saint-Leonard. Hec sunt articuli contra homines de Nobiliaco, pro episcopo Lemovicensi.* — Et DIVINA. E cxlviii. Autre : *Ce rouleau contient les escriptures et articles pour Monsieur l'Evesque contre les consuls, a cause des causes civiles de la ville de Saint-Leonard et Cité de Lymoges, estant dit par arrest que Monsieur de Limoges, ou son prevost, congnoistra en laditte ville des causes civiles.* NOBLAC. Sign. ROGIER DES ESSARTS et ROMANET, procureur du Roy.

L'évêque y rappelle les événements depuis l'arrêt du Parlement qui lui a adjugé la juridiction civile, et signale la résistance des bourgeois.

Le cinquième fragment a 2 mètres 70 de long sur une largeur de 22 à 23 centimètres. Il commence : *Ad istum finem quod episcopus Lemovicensis, nomine ecclesie* (déchirure), et finit par ces mots : *ad intencionem suam fundendam, et probare poterit.* Il renferme un mémoire de l'évêque relatif à la justice de Saint-Léonard.

Ce mémoire non seulement énonce les prétentions de l'évêque, mais rappelle les dires des consuls et aussi les arguments du procureur du Roi qui est intervenu au procès. Cote : Iz (ou K) 6. *xpo* (ou *xpd*). Autres : Kcxlj, n° 25. *Escriptions balhees par Monsieur l'Evesque de Limoges, comme seigneur temporel et juridict de St-Leonard par la moytié, ou il y a plusieurs articles, et n'est signé.— Saint-leonard.* — ROGIER DES ESSARTS, ROMANET, procureur du Roy.

D'une longueur de 82 centimètres environ, le sixième fragment est composé d'une peau de 25 centimètres de largeur et d'un petit parchemin de 22, qui y est attaché : il mentionne des comparutions et dires divers des procureurs, tant de l'évêque et du Roi que des consuls, du dimanche de la Passion 1307 v. st. (1308) jusqu'au 1^{er} mai suivant, devant Jean de Roye, chanoine de Lille, clerc, et Jean de Vaissiac, chevalier, commissaire du Roi. Il commence par ces mots : *Memoria est quod die dominica ante Ramos Palmarum, anno Domini millesimo ccc^o vii^o, comparuerunt apud Nobiliacum...* et finit : *quorum rotulorum tradicioni procurator dictorum dominorum Regis et episcopi contradixerunt.* Au dos, cote du xv^e ou xvi^e siècle : n° 20. SS. *Memorial pour Mons^r de Limoges contre les consuls de Saint-Lienard, olcc.* et d'une écriture du xvii^e siècle : *Actes et proces-verbal des commissaires contenant le discepte fait devant les commissaires, accordés entre le procureur du seynieur evesqus et le sindic des hommes et consuls de Noblac, ou n'i a que delays a bailler et articles a produire, sans aulcune decision ni resolution, et le tout n'en vault gueres. Noblac, 1307.* Puis les signatures ROGIER DES ESSARTS et

ROMANET, *procureur du Roy*. Au dos du petit parchemin, ces mots, contemporains de la pièce : *Memoria et processus factus de Nobiliaco*.

Le septième fragment de rouleau, celui que nous avons étudié il y a cinq ans et que nous n'avons pu retrouver dans nos récentes recherches, conserve le texte de plusieurs dépositions fort intéressantes : mentionnons celles de Mathieu des Moulins, Pierre Dupin (*de Pinu*), Pierre de *Rancanas*, Bernard de La Chenaud, Giraud Pareau, Imbert Boise (*sic*), Pierre Chabeau, témoins produits en 1288 par les bourgeois. Il a une longueur de plusieurs mètres, mais nous ne l'avons pas exactement notée.

C

Extraits des dépositions recueillies aux enquêtes.

I. — *Origine de la commune. Elle a été fondée par les Rois d'Angleterre, qui ont fait don aux bourgeois d'une bannière à leurs armes.*

Charte de Henri II ; bannière. — 1. Ipse vidit privilegium Henrici, quondam Regis Anglorum, suo sigillo sigillatum ut prima facie apparebat, in quo continebatur quod dominus Rex eisdem contulerat communitatem et confirmaverat eorum libertates et dederat eis vexillum in quo est signum leonis, prout vidit dictum vexillum; sed non recolit de colore vexilli. (Léonard Goudelli, clerc, maître des écoles de Saint-Léonard, 1288).

Charte de Richard-Cœur-de-Lion ; bannières. — 2. Item, dicit quod habent consolatium et communitatem ex dono regis Richardi, quondam regis Anglorum, prout audivit dici a patre suo; et dicit quod dicti homines habent duas banerias in quibus arma regis Anglie sunt depicte, scilicet leopardi. (Pierre d'Arfeuille, ancien bourgeois de Saint-Léonard, 1288).

D^o. — 3. Et audivit dici a patre suo quod ipse erat presens quum rex Richardus Anglie dederat eis consolatium et communitatem; et dicit quod dicti homines habent vexilla in quibus armature regis Anglie sunt depicte. (Pierre Velade, 1288).

Charte d'un Roi d'Angleterre. — 4. Vidit burgenses dicte ville habere consolatium et communitatem sexaginta anni sunt, et a sexaginta annis citra... ipsi habent ex dono regis Anglie, prout audivit dici. (Pierre Tutonis, 1288).

D^o. — 5. Ipsi habent consolatium et communitatem a tempore quo se

recolit (1)... et predicta habent ex dono Regis Anglie, prout audivit dici, et dicit quod predicta tenent a rege Francie. (Pierre de Roc Amadour, 1288).

D^o. — 6. Dicit quod ipsi habent (la commune et le consulat) ex dono Regum Anglie seu Regis, prout audivit dici communiter : ipse vidit eos uti de predictis septuaginta sunt anni et a septuaginta annis citra. (Jean du Bois, prêtre de Peyrat, 1288).

Possession paisible du Consulat et de la commune. — 7. A tempore quo se recolit, ipse vidit in villa Nobiliaci consules et communitatem pacifice et sine contradictione. Non vidit quod Episcopus et gentes ipsius super his se in aliquo opponerent. (Fr. Vincent, templier, 1288.)

(Bannières, v. n^{os} 7, 52, 57, 62, 63, 68.)

II. — *Les consuls, au nombre de huit, sont désignés dans une assemblée de ville par les consuls sortant de charge. Ils reçoivent le serment de fidélité de la commune.*

Des consuls et de leur nombre. — 8. Vidit quod, in dicta villa, eran octo burgenses ejusdem ville qui vocabantur et se vocabant *consules*; et illi custodiebant homines dicte ville ab injuriis et molestiis. (Pierre Joubert, curé de Saint-Etienne de Noblat, 1288).

Election des consuls. Serment. — 9. Vidit eos creare, a dicto tempore citra (soixante-dix ans), pluries consules, per consules antiquos, in festo cathedre Sancti Petri; et vocatur ad hoc communitas ex parte consulum antiquorum et communitatis, et, dictis consulibus ita creatis, dicta communitas jurat se obedire dictis consulibus (Jean du Bois, prêtre, 1288).

D^o. — 10. Consules... quolibet anno mutantur. (Audoin, curé de Châtelus-le-Marcheix).

D^o. — 11. Iste vidit... quod consules antiqui creabant alios consules novos. (Pierre d'Arfeuille, 1288).

D^o. — 12. Consules vocabant communitatem dicte ville semel in anno, in festo cathedre Beati Petri; et faciebant dictam communitatem jurare quod obedirent eis... In dicto festo creantur consules in dicta villa, prout vidit; et ipsis creatis... ipsi accipiunt sacramentum a communitate. (Léonard Goudelli, clerc, 1288).

D^o. — 13. Vidit per triginta annos quod homines congregabant se semel in anno, in festo cathedre Sancti Petri, in domum communem dicte ville; et tunc consules antiqui, qui fuerant in anno preterito, eligebant et faciebant consules novos pro anno futuro, et quod consulibus novis creatis per antecessores, ut dictum est, communitas dicte ville faciebat... sacramentum fidelitatis. (Pierre Velade, 1288).

D^o. — 14... Porte dicte ville firmabantur et claves dictarum portarum ponebantur in domo communi... postmodum dictas claves dicti consules cre-

(1) Depuis le temps qu'il se souvient, aussi loin que peut remonter sa mémoire.

debant ad custodiendum illis qui morabantur prope portas quarum claves erant, et a consulibus de novo creatis ipsi accipiebant dictas claves et portas dicte ville apperiebant. (Pierre Velade.)

D^o. — 15. Vidit pluries, semel in anno, in festo cathedre Sancti Petri, quom consules creantur in domo communi, quod porte Nobiliaci firmanur, et eis firmatis, claves ponuntur in domo communi, et creatis consulibus, predicti consules tradunt claves portarum predictarum ad custodiendum alicui habitatori de dicta villa, cui volunt. (Léonard Goudelli.)

D^o. — 16. Vidit pluries in dicta villa dictos consules... eligi in festo Beati Petri. Cum ipsi creabantur, homines dicte ville faciebant eis sacramentum, et ipsemet fecit bene sex vicibus. (Maître Gautier de Lectoure, 1288.)

Serment de fidélité et d'obéissance. — 17. Vidit iuramentum prestari a quibusdam hominibus dicte ville dictis consulibus in domo communitalis, et a quibusdam aliis in quadruvio ville, triginta anni sunt elapsi. Et postea illud vidit per decem annos. (Pierre Dupin, homme (de l'abbaye) de Saint-Martial, 1288).

D^o. — 18. Sexaginta anni sunt elapsi, ipse testis, qui tunc erat de communitate Sancti Leonardi, in domo communitalis, una cum hominibus dicte ville, fecit iuramentum fidelitatis consulibus. (Pierre de Rancanas, 1288.)

D^o. — 19. Consules recipiebant iuramentum... ante domum consulatus, et aliquociens in eadem domo et per vicos. (Bernard de Lachenaud, 1288.)

Formule du serment. — 20. Et ipse vidit a quinquaginta annis... et ipse testis, viginti anni sunt elapsi, pluries recepit huiusmodi iuramentum a pluribus hominibus dicte ville, tanquam unus de consulibus dicte ville. (Fr. Mathieu des Moulins, templier, soixante ans, 1288.)

D^o. — 21. Faciebant iuramentum fidelitatis et quod starent ad esgardum consulum. (Pierre du Bois.)

D^o. — 22. Jurabant servare bonas consuetudines et profectum ville, et stare ad esgardum consulum. (Giraud Parceau, 1288.)

D^o. — 23. — Jurabant bonas consuetudines ville servare et libertates, et stare ad esgardum consulum. (Imbert Boyse, 1288.)

D^o. — 24. Jurabant fidelitatem et profectum ville servare. (Pierre Chabau.

III. — *Attributions des Consuls. Ils réunissent la commune, réparent et entretiennent les fortifications. — Hôtel-de-Ville. Armes communes. Caisse commune. Archives. Sceau.*

Assemblées de commune. — 25. Fuit trumpatum in villa Nobiliaci, ex parte consulum, quod omnes venirent ad domum communem in vim sacramenti quo erant astricti consulibus.

D^o. — 26. Vidit multotiens dictos burgenses in domo communi et alibi in plateis communibus dicte ville; et ibi congregabantur pro tractando de negociis illorum communibus. (Pierre Tutonis, quatre-vingts ans, 1288.)

(Assemblées de commune, nos 9, 12, 13. 68, 69.)

Garde et entretien des fortifications. — 27. Vidit, a tempore quo se recolit, muros et portalia (*sic*) dicte ville refici et reparari, quum indigebant, per consules. Vidit custodiri de die et de nocte, cum armis et sine armis, villam Nobiliaci et nundinas dicte ville per consules... et poni custodes de die et nocte per dictos consules... et dictis custodibus tradi arma communia. (Léonard Goudelli, 1288).

D^o. — 28. Consules faciunt refici muros, portalia et fortalia; et scit quia quinquaginta anni sunt et a quinquaginta annis circa, quod ipse vidit predicta refici per consules... Vidit, quum jacebat in dicta villa, quod quum ipse exiebat de villa summo mane, quod illi qui custodiebant claves portarum dicte ex parte consulum, apperiebant sibi portas... Quadraginta sunt anni, iste qui loquitur vidit quod dictus Natebloie, clericus, imposuit tigna domus sue in muris dicte : que domus est prope portale de Campo Magno. Propter quod ipse solvit consulibus quinque solidos. (Pierre Tutois, 1288).

(Voir n^{os} 14 et 15 ci-dessus).

Garde et entretien des murset attributs divers de l'autorité des consuls.

— 29. Consules habent carcerem, furchas... precones, bannum, claves portarum, turres, muros et portalia, et fortalia, et custodiam dictarum rerum a tempore quo se recolit. Vidit pluries refici muros et fortalia per dictos consules, et poni precones et custodem portarum... Consules traderunt claves portarum dicte ville ad custodiendum quibusdam hominibus dicte ville, videlicet magis ydoneo de vico in quo erat portale (Fr. Vincent, templier)... De nominibus illorum quibus dicte claves tradebantur custodiendum per dictos consules, dicit quod Petrus Albucon, qui morabatur ad portam de Campo Magno, et Girardus Fabri, qui morabatur ad portam de Bancheram. (Léonard Godcau, 1288)... Guillelmus de Bousou custodiebat portam de Bousou et dictus Joli (?) custodiebat claves seu portam Elemosinariam. (Martin Le Tourneur).

D^o — 30. Consules... faciebant tallias ad reficiendum muros et alia necessaria ville. (P. Joubert, curé de Saint-Etienne, 1288)... Vidit capi in dicta villa per consules Johannem Ademari, burgensem, in domo sua, pro eo quod nolebat solvere talliam impositam super ipsum ex parte consulum. (Pierre Tutois).

D^o. — 31. Et reficiebant... muros, et sic faciebant diebus feriatis. (P. Velade).

D^o. — 32. Consules custodiebant claves et faciebant custodire dictam villam per noctem. (P. Vigier, 1280).

Maison commune, sceau, caisse commune, archives, armes, bannières.

— 33. Dicti consules et communitas habent domum, sigillum, archam communem, papirum (1), armaturas et bancrias, et alia spectancia ad communitatem. (Fr. Vincent, chevalier du Temple).

D^o. — 34. Usi sunt burgenses habere in dicta villa domum communem, archam pauperum (*sic*) (2), sigillum, armaturas communes et vexilla et ban-

(1) Par *papirum*, il faut entendre les archives en général, mais plus spécialement les registres du greffe.

(2) Nous avons parlé ailleurs des œuvres charitables ayant un caractère communal, et spécialement de la confrérie des Trépassés du Consulat.

nerias... et vidit eos ita uti predictis a tempore sue memorie. (Pierre Jounas, quatre-vingts ans. 1288).

D°. — 35. De domo communi, dicit quod vidit a triginta quinque annis citra, habent dictam domum communem que modo est, et continue. (Etienne Vigier, 1288).

D°. — 36. Ipsi consules habent ab antiquo archam, sigillum et domum communes, et communitatem et consulatum. (Bordas, curé de La Chapelle-d'Excideuil, 1288).

D°. — 37. Consules vidit habere... domum communem, archam, sigillum, armaturas et vexillum et papirum... septuaginta sunt anni et a septuaginta annis. (P. Velade).

D°. — 38. Bene est triginta annis quod non habebant domum communem; nam erat vacua platea in qua construxerunt, a dicto tempore citra, domum quam notant communem... et quum construxerunt istam domum, a dicto tempore citra, construxerunt archam, quia antea, ut credit, non habebant. (Pierre Joubert, curé de Saint-Etienne).

(Hôtel-de-Ville, nos 13, 14, 17, 18, 19, 38, 39, 40, 52, 71, 72, 73, etc.).

D°. — 39. Vidit custodibus (de la ville) tradi arma communia que sunt in domo communi. (Léonard Goudelli).

D°. — 40. Claves portarum ponebantur in domo communi. (*Id.*)

D°. — 41. Consules dixerunt quod ipsi (les bourgeois) sequerentur gentes Regis apud Leucat (?) cum armis, et qui non haberet arma, quod acciperet arma que erant communia in domo predicta (l'hôtel-de-ville) secundum quod indigeret. (Pierre Tutonis.)

(Armes communes, n° 27 ci-dessus et 53.)

D°. — 42. Ab antiquo habent sigillum; sed in illo sigillo erat scriptum : *Sigillum Burgensium Sancti Leonardi*; modo, a duodecim annis citra, fecerunt novum sigillum, in quo scribi fecerunt : *Sigillum consulum et communitatis ville Nobiliaci*. (Pierre Joubert, 1288).

IV. — *Les consuls tiennent la ville du roi de France. — La commune doit à celui-ci le serment de fidélité, le service militaire et les autres prestations féodales.*

Le Roi est seigneur direct de la ville. — 43. Consules ville Nobiliaci tenent predictam villam a domino Rege. (Martin Le Tourneur, 1288.)

Les consuls et la commune prêtent le serment de fidélité au Roi. —

44. Bene sunt quinquaginta anni, quod Johannes Pauta et Petrus Bouzogle, consules ville Nobiliaci... portaverunt claves ville predictae apud Rupellam in Pictavia, prout vidit testis ipsos deferentes dictas claves; et eas reddiderunt et tradiderunt ibi regi Ludovico, qui dictas claves grantanter recepit... Et audivit dici ab ipsis quod Rex tradiderat dictas claves ipsis consulibus ut custodirent nomine suo. (Etienne Philippe, bourgeois de la Cité de Limoges, 1288.)

D^o. — 45. Quadraginta anni sunt, audivit dici a Guillermo Relier, milite (1), quod consules et communitas ville Nobiliaci fecerunt sacramentum fidelitatis ipso domino Guillermo, nomine domini Regis Francie; qui dominus Guillelmus missus erat ad hoc a domino Theobaldo de Blazon, milite, senescallo Pictavensi et Lemovicensi. (Le même.)

D^o. — 46. Sexaginta sunt anni, quod iste qui loquitur vidit... tempore quo dominus rex Ludovicus habuit guerram contra comitem Marchie... quod pater istius et alii de dicta villa fecerunt... in dicta aula (de l'évêque) sacramentum fidelitatis dicto domino regi Ludovico... Credit quod Theobaldus de Blesis recepit dictum sacramentum, qui fuerat senescallus Lemovicensis eo tempore quo regina Blancha custodiebat regnum... sexaginta anni sunt. (Autre témoin.)

D^o. — 47. Dicti homines tenent villam a domino Rege Francie. Eo tempore quo bone memorie rex Ludovicus ivit apud Damietam, iste qui loquitur et homines dicte ville fecerunt sacramentum fidelitatis dicto domino Regi Ludovico, in aula quam episcopus Lemovicensis habet in dicta villa. (Pierre d'Arfeuille.)

Serment, service militaire et autres services dus au Roi. — 48. Faciunt (les bourgeois) juramentum fidelitatis Regi Francie, cavalcata et exercitum et servicia consueta. (Fr. Vincent, templier.)

Ost et chevauchée. — 49. Commorantes in dicta villa faciunt exercitum et cavalcata domini Regis. (Martin Le Tourneur.)

D^o. — 50. Dicit quod dicti burgenses usi sunt et fuerunt ab antiquo eundo ad mandatum domini [Regis] in exercitu et cavalcata. Vidit preconizari in dicta villa, ex parte domini Regis, quod burgenses exirent cum armis et sequerentur gentes dicti Regis. (Pierre Jouaus.)

D^o. — 51. Triginta quinque anni sunt... vidit quod fecerunt cavalcata domino Regi (2)... apud Larche (3), prope Bergereat (4), prout vidit eos ire et redire. (Fr. Vincent, templier.)

D^o. — 52. Communitas ville Nobiliaci sequa fuit dominum regem Karolum, tunc comitem Andegavie, cum armis et vexillo, apud castrum de Archa; et erant bene quatuor centum homines vel circa, de communitate dicte ville... Et ibi diu steterunt, et postmodum vidit eos reverti. (Pierre de Roc Amadour.)

D^o. — 53. Trescentum homines ville Nobiliaci secuti fuerunt, cum armis et vexillo, Karolum, comitem Andegavie, de mandato Regis... et erat senescallus Lemovicensis pro domino Rege Petrus Serviens... Et dictum comitem secuti sunt a Larche. Petrus Perier, Johannes Paroti et quidam alii erant consules. Preceperunt in domo communi hominibus ville ibidem congregatis ex parte domini regis et consulum... quod ipsi sequerentur cum armis dictum comitem, fratrem Regis... et consules tradiderunt arma communia qui erant in dicta domo quibusdam hominibus, qui iverunt in dictum exercitum. (Pierre Tutonis.)

(1) Voir ci-dessus, Appendice A, n^o 4.

(2) Voir plus haut, chap. V, donné quelques renseignements sur cette expédition et les suivantes.

(3) Larche, chef-lieu de canton, arrond. de Brive.

(4) Bergerac, chef-lieu d'arrond. de la Dordogne.

D°. — 54. Triginta sunt anni... homines ville Nobiliaci secuti fuerunt dominum Karolum, quondam regem Sicilie et tunc comitem Andegavie, apud Larche. (Pierre d'Arfeuille.)

D°. — 55. Triginta quinque anni sunt elapsi, consules et communitas Nobilizaci iverunt... Archam, portantes vexillum suum, ubi erant depicta domini Regis signacula, una cum Beato Leonardo... contra Heliam Reidelli (Rudelli?), dominum castri Arche. (Autre témoin.)

D°. — 56. Vidit, viginti quinque anni sunt, consules et communitatem sequi cum armis et vexillo Petrum Servientem, senescallum Pictavensem et Lemovicensem pro domino Rege, in exercitum apud Bruzac, contra dominum Heliam Flamancum, dominum de Brunzac... Et erat iste presens in dicto exercitu una cum ipsis, et aliis communitatibus Lemovicensis [patrie] (Autre témoin.)

D°. — 57. Et vidit eas (les bannières avec les léopards d'Angleterre) defferri per dictos homines, ex parte domini Regis Francie, cum vexillo domini Regis Francie, apud Brucat (?). (*Id.*)

D°. — 58. Vidit burgenses ire, cum armis et banneriis suis, in exercitum domini Regis apud Brunzac, bene sunt quadraginta quinque anni, et apud Salvam terram, bene sunt quadraginta anni. (Pierre Jouaus, 1288.)

D°. — 59. Bene sunt quinquaginta anni vel circa, quod vidit iste qui loquitur, burgenses dicte ville, bene quinquaginta aut sexaginta homines vel circa, ad preconizationem factam ex parte dicti domini Regis in dicta villa, ire cum armis et banneria sua in exercitu domini Regis apud Chaluz Chebreu (1) (Pierre Jouaus)... Consules et communitas dicti loci iverunt Chalus cum domino Petro de Sallicibus, milite, senescallo Pictavensi et Lemovicensi. (Autre témoin.)

D°. — 60. Iste qui loquitur... viginti quatuor anni sunt, et bene trescentum homines de Nobiliaco secuti fuerunt, cum armis et vexillo, senescallum Lemovicensem pro Rege apud Chalup Chevro; et interfuerunt iste et isti ante dictum castrum per tres dies, cum armis et vexillo; et postmodum reversi fuerunt. Fuit preconizatum apud Nobiliacum ex parte dicti Regis, episcopi Lemovicensis et communitatis dicti loci, quod illi de communitate sequerentur dictum senescallum, cum armis et vexillo, usque ad dictum locum; et sic fecerunt. (Pierre de Roc Amadour.)

D°. — 61. Burgenses... iverunt apud Chaluz Chevrot; defferebant vexillum de armis domini Regis: ibi steterunt eundo et redeundo per quatuordecim dies. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 62. Quindecim anni sunt quod iste vidit et audivit quod consules preceperunt eis in vim sacramenti quo tenebantur eis, quod sequerentur gentes domini Regis ad Chalut Chevrol. (Pierre Tutonis.)

D°. — 63. Vidit communitatem Nobiliaci sequi dominum Regem apud Foïs, quum comes dicti loci captus fuit et ductus in Franciam... communitas predicta misit xl vel l homines armatos, cum vexillo, ad dictum locum, pro communitate sua. (Léonard Goudelli.)

(1) Chalus-Chabrol, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne). Richard Cœur-de-Lion avait été blessé mortellement sous les murs de Chalus en 1199.

D^o. — 64. Vidit, apud Letoram, centum homines de villa Nobiliaci ire cum armis in Navaram... Portabant vexilla domini Regis et dicte ville, prout vidit. (Maitre Gantier, de Lectoure, 1288.)

D^o. — 65. Item communitas misit apud Pampelune, duodecim anni sunt elapsi, plures homines armatos pro communitate sua, de mandato Regis. (Léonard Goudelli).

D^o. — 66. Vidit, duodecim anni sunt, homines de Nobiliaco facere transitum per villam Ruppis Amatoris, qui ibant cum armis in Navariam pro communitate Nobiliaci, de mandato domini Regis. (Pierre de Roc Amadour.)

D^o. — 67. Homines et communitas ville Nobiliaci dederunt domino Regi ducentas libras turonenses eo quod non irent in exercitu Arragonensi... Vidit eas solvi domino Philippo de Bello Manerio, milite, tunc senescallo Lemovicensi et Pictavensi. (Etienne Philippe, bourgeois de la Cité de Limoges, 1288.)

V. — *Les consuls assemblent la commune en armes pour protéger les bourgeois et punir les seigneurs qui ont attenté à leurs personnes ou à leurs biens.*

68. Bene sunt sexaginta anni, imponebatur domino Guillermo de Podio, milite, quod ipse ceperat tres mercatores de dicta villa et curia ipsorum (des consuls), extra locum contenciosum, inter villam Nobiliaci et civitatem Lemovicarum, et quod eos et eorum bona duxerat captos per nemora et forestas... In crastinum consules et communitas dicte ville qui tunc erant, iverunt cum armis et vexillo ad domum dicti militis apud villam Sancti Martini (1); que quidem villa distat per duas leucas a villa Nobiliaci... Et omnia bona que erant in dicta domo ceperunt et ea secum apportaverunt, et domum dicti militis funditus destruxerunt... Ipsi ceperunt tres homines de hominibus dicti militis et secum adduxerunt captos in villam de Nobiliaco, et eos posuerunt in prissione. Audivit evocari ter... diebus mercati, dictum militem ex parte consulum et communitatis... Cum non compareret, dictus miles et ejus heredes in perpetuum fuerunt banniti, ex parte consulum et communitatis, de dicta villa. Et filius dicti militis adhuc vivit, et modo non est ausus intrare dictam villam. Vidit multociens quod, cum habebat aliqua expedire cum burgensibus dicte ville, quod ipse veniebat usque prope dictam villam, et mandabat pro burgensibus dicte ville cum quibus habebat aliqua expedire; et loquebatur cum ipsis; et postmodum recedebat (Pierre Tutonis, 1288.)

D^o. — 69. Ademar Marches, miles, cepit quemdam burgensem ville Nobiliaci et eum secum duxit captum in domum suam... Audivit preconizare cum trompis per villam Nobiliaci, ex parte consulum et communitatis... quod omnes sequerentur dictos consules, cum armis, ad domum dicti

(1) Saint-Martin-Terressus, aujourd'hui commune du canton de Saint-Léonard, arrondissement de Limoges.

militis... Et iverunt... Vidit (le témoin) eos reverti, et adducebant dictum militem captum et ejus fratrem, Bernardum Marches, et Petrum Noualle, domicellum, et filium dicti militis. Et dictum Petrum posuerunt in prissionem de Fonte-Pinon; et dictum militem posuerunt in prissionem in dicta villa, in domo Helye Ademari... Et postmodum fuit deliberatus, sed nescit qualiter. Domus dicti militis est extra locum contenciosum... et hoc scit quia ostensioni interfuit... Et adduxerunt burgensem qui dicebatur fui-se captus : de nomine burgensis, dicit quod dictus Pomier. (Pierre Tutonis.)

D°. — 70. Quinquaginta quinque anni sunt, consules et communitas dicte ville iverunt cum armis apud Aquam Sparsam (1) in Lemovicinio, et ibi ceperunt Petrum Noualle, domicellum, et postmodum iverunt apud quamdam villam Heboulevi (2) vocatam, et ibi ceperunt dominum Ademarus Marches et Bernardum, ejus filium, prout vidit eos adduci captos ... et dictos domicellos posuerunt in prisione consulum, et dictum militem in quadam domo cujusdam burgensis. Et eos ceperant pro eo quod imponebatur eis quod ipsi verberaverant quemdam burgensem dicte ville in cheminu domini Regis, et merces ipsius eidem austulerant... Post modo, domini Giustinus Marches et Constantinus, milites, venerunt in platea communi, ante mensuras ad bladum, coram consulibus, et juraverunt ad sancta Dei evangelia, in presencia dictorum consulum, quod dicti milites et domicelli predicti starent super hoc voluntati consulum... Ipsi fuerunt deliberati. Ibidem fuit judicatum per dictos consules quod milites predictus banniretur de villa ex parte ipsorum et communitatis per annum, et dicti duo domicelli in perpetuum... Audivit eos banniri de villa ex parte consulum et communitatis. (Pierre Velade, 1288.)

VI. — *Dépositions attestant que, durant tout le cours du siècle, les consuls ont exercé la justice dans la ville, y ont jugé les causes civiles et les procès criminels, y ont tenu gibet, pilori, prison, chambre de question, qu'ils ont eu la police de la voirie, des poids et mesures, des métiers, des foires et marchés.*

Les consuls sont en possession de la justice. — 71. Vidit, sexaginta anni sunt, consules ville tenere assisias et placita sua in domo communi dicte ville, in plateis communibus et subtus portale Campi Magni, inter homines dicte ville et alios quorum nominibus (sic) non recolit. (Pierre Tutonis, 1288).

Audiences civiles. — 72. In illo tempore quo solebat (le témoin) morari in villa Nobiliaci, vidit quod... consules audiebant causas ipsorum (des habitants) ter in septimana, in domo communi dicte ville. (Pierre de Roc Amadour, 1288.)

(2) Il s'agit d'Aigueperse, commune de Saint-Paul-d'Eyjeaux.

(3) Eybouleuf, aujourd'hui commune du canton de Saint-Léonard.

D^o. — 73. Homines dicte ville litigant inter se super debitis, verberationibus et hereditatibus... coram consulibus... Consules in talibus actionibus tenent assisias suas bis in septimana, videlicet die martis et die veneris, in domo consolatus; et hoc faciunt soli, sine vigeriis. (Fr. Vincent, templier.)

D^o. — 74. Consules audiebant causas pecuniarias et hereditarias in domo communi. Triginta quinque sunt anni... contencio erat inter Matheum de Molendino et Giraudum Symonis, de villa predicta, super quodam gradu qui erat inter domos ipsorum... Tunc vidit (le témoin) quod consules venerunt ad dictum locum, prout vidit, et mensurati fuerunt locum contenciosum cum quadam corda, et assignaverunt cuilibet partem suam de gradu de quo erat contencio. (Pierre de Roc Amadour.)

D^o. — 75. Contestatio erat inter Giraudum Symonis et Matheum de Molendinis, burgenses, super limitatione cuiusdam muri... Consules... venerunt ad dictum locum et murum predictum limitaverunt; et dicti consules posuerunt metas lapidum in capite dicti muri. (Témoignage de l'enquête.)

D^o. — 76. Vingt quatuor anni bene sunt, fecit (le témoin) citari coram consulibus... Robertum, factorem ciforum, avunculum suum; et petebat ab eodem quandam pecunie quantitatem, quam ejus avunculus amoverat de societate quam ipse habebat cum ipso. Et negavit ejus avunculus se dictam pecuniam amovisse de societate: quod probavit iste coram dictis consulibus per octo testes. Et tunc fecerunt ei solvi dictam pecuniam. Requisitus si gentes Episcopi interfuerant, respondit quod non, quod sciat (Gautier de Lectoure). — Non satisfecit (la partie qui avait perdu le procès), infra tempus predictum... Iste (le témoin) conquestus fuit consulibus, et tunc dicti consules fecerunt ipsum gagiari de pennis que erant in domo sua, et amoverunt portas domus (1) in qua morabatur. (Martin Le Tourneur.)

D^o. — 77. Vidit pluries quod quum homines extranei veniebant ad villam Nobiliaci et vendebant ligna vel bladum suum vel alia hominibus commorantibus in dicta villa, et dicti emptores nolebant satisfacere dictis venditoribus de eo in quo sibi tenebantur, quod dicti consules precipiebant dictis hominibus commorantibus in dicta villa quod satisfacerent dictis venditoribus. (Pierre Velade.)

Fourches de la commune. — 78. Quadraginta sunt anni et a quadraginta annis, vidit quod consules habent furchas ad quas suspendunt malefactores. (Pierre de Roc Amadour.)

D^o. — 79. Sexaginta et septem bene anni sunt... quidam homines venerunt ad nemus de Queneu et ibi tres arbores sciderunt (*sic*), et... fecerunt quasdam furchas, quas elevaverunt juxta dictum locum, prope crucem de Courepere; et habebant dicti homines duas secures cum quibus fecerunt dictas furchas... Plantaverunt dictas furchas cum quadam scala... Statim post, ipse vidit quemdam latronem suspendi ad dictas furchas, pro eo quod crepuerat quamdam ecclesiam et ibi subripuerat

(1) Ce procédé est souvent employé à l'égard des payeurs récalcitrants. Les consuls de Limoges et leurs officiers en usent encore au XVII^e siècle.

vestimenta ipsius (1), de quibus fecerat vestes... Illi qui dictas furchas crexerunt et qui dictum latronem suspenderunt, erant de dicta villa... Ante illud tempus, homines dicte ville suspendebant latrones ad quamdam arborem... Et in suspensione erant plures homines armati et sine armis. (Pierre Velade, 1288.)

D°. — 80. Sexaginta anni sunt, vidit fieri quasdam furchas per consules et communitatem... et eas erigi fecerunt in loco qui dicitur *La Courpeire*, prout vidit... Audivit dici quod, ante illud tempus, dicti consules suspendebant latrones et malefactores suos ad quamdam arborem sitam in loco qui dicitur *a l'Ort Bonissam*. Ipse vidit scindi per consules et communitatem predictos arbores, de quibus facte fuerunt dicte furchie, in bosco de Quenevi. (Pierre Tutonis.)

(Fourches, n° 84, 87, etc.).

Pilori de la commune. — 81. Vidit capi... quemdam hominem pro eo quod furaverat bladum; vidit ipsum poni, quodam die sabbati, per dictos consules, in scala, in platea communi dicte ville in qua sunt mesure ad bladum... Cum ibi fuisset per unum diem... vidit eum sustigari per dictam villam. (Pierre Velade, 1288). — Ipse vidit judicari dictum Petrum in domo communi dicte ville, per dictos consules, ad ponendum in scala per unum diem... et quod in perpetuum banniretur de dicta villa. (Pierre Tutonis, 1288.)

Les consuls font donner la question. — 82. Consules fecerant... poni eum in prisione dictorum consulum, in portali de Fonte Pinon, pro eo quod imponebatur ei quod ipse invenerat thesaurum in quodam campo. quod consules volebant habere... Vidit (le témoin) ipsum poni in questionibus et tormentis in dicta prisione, ut ab eo extorqueretur veritas... Fuit in dicta prisione bene per annum. (Pierre Velade.)

D°. — 83. Viginti anni sunt vel circa... quidam... super pecunia subrepta... conquesti sunt consulibus et vigeriis dicte ville, qui ceperunt servientem domus predictae, et... addixerunt questionibus et tormentis. (Fr. Vincent, templier.)

Prison des consuls. — 84. Consules habent carcerem, furchas... (Le même).

D°. — 85. Et dictum Stephanum vidit poni in prisionem de Malo Pertuisio per eosdem (les sergents du consulat) et dicta prisio est consulum. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 86. Vidit, sexaginta anni sunt, quemdam hominem in prissione consulum in portalicio de Fonte Pinon, pro eo quod imponebatur quod invenerat thesaurum absconditum in terra; et fuit bene per duos annos... Post... vidit deliberatum in platea in qua sunt mesure ad bladum, per judicium consulum, ita quod redeceret quitus et immunis super dicto facto. (Jean du Bois, prêtre, 1288.)

Causes criminelles jugées par les consuls. — 87. Vidit adduci in dictam villam per consules, sexaginta anni sunt... quemdam latronem pro eo quod subriperat in quadam ecclesia vestimenta dicte ecclesie et de

(1) *Ipsius ecclesie* — de cette église.

dictis vestimentis fecerat camisiā et brachas, et de stola bracharium... Vidit dictum latronem judicari ad suspendendum per dictos consules in quadam platea in qua sunt mensure ad bladum... Et preconizatum fuit cum trompis... ex parte dictorum consulum et communitatis tantum, quod omnes venirent visuri fieri justiciā de dicto latrone... Vidit dictum latronem duci ad suspendendum per dictos consules et communitatem... Vidit ipsum suspensum ad quasdam furchas que fuerant facte de novo per consules inter boscur de Morteseigne et crucem de Courtpeire. (Jean du Bois, prêtre de Peyrat.)

D^o. — 88. Quinquaginta anni sunt, quidam... furaverat forpices (*sic*) sive *cisailles*. Consules judicaverunt eum ad hoc quod tonderetur super caput, ita quod seugis exiret de capite... Et duxerunt ad quamdam portam dicte ville, vocatam Blancheram, et ibi amputaverunt ei capillos et aliquantulum de corio capitis; et inhibuerunt ei de cetero quod intraret villam. (*Id.*)

D^o. — 89. Vidit capl, quadraginta duo anni sunt, in mercato ville Nobiliaci, Stephanum Dresseres, pro eo quod furatus fuerat duos boves versus Subterianeam, quos volebat vendere in mercato dicte ville... et vidit ipsum poni in prisione consulum de Malo Pertusio; et ibi stetit per duos dies. Vidit ipsum adduci in platea communi dicte ville, ante mensuras ad bladum... et judicari ad suspendendum. Dicti boves fuerunt redditū homini cujus erant per consules. (Pierre Velade.)

D^o. — 90. Quadraginta anni sunt, vidit capi per consules quemdam hominem dictum Ribautum et eum poni in prissione consulum, in quadam archa. In crastinum ipse vidit dictum Ribaldum judicatum, in domo comun dicte ville, ad suspendendum per dictos consules, eo quod... combusserat quandam domum et septem tam homines quam mulieres in eadem, et quod interfecerat quandam mulierem prenamem (*sic*). Audivit preconizari cum trompis, ex parte consulum et communitatis tantum, quod omnes venirent visuri fieri justiciā Et venerunt, et duxerunt ipsum ad dictas furchas. Erant ibi bene trescentum homines armati. (Le même.)

D^o. — 91. Triginta ocio sunt anni quod iste vidit capi per consules ville... ante ecclesiam Sancti Leonardi, tres garciones... pro eo quod scindebant bursas peregrinorum. Et ducti fuerunt in domum comunem consulum, et ibi iudicati fuerunt, duo ex eis ad admittendum aurículas propter latrocinium... Et tercius ex ipsis fuit iudicatus ibidem per dictos consules quod scinderet aurículas aliorum duorum, pro eo quod erat juvenis. Ipse vidit eos duci per dictos consules ad portam Elemosinariam. et dictus parvus garcio amputavit aliis duobus aures. (Martin Le Tourneur.)

D^o. — 92. Triginta septem anni sunt, vidit tres pueros captos in domo consulum .. et fuerunt capti pro eo quod scindebant bursas peregrinorum... Statim consules dicte ville judicaverunt duos majores ad perdendum aurículas; et quod tercius ex eisdem eas amputaret. Et fuerunt eis amputate ad portam Elemosinariam. Et fuerunt tres pueri banniti de villa cum trompis, ex parte Regis et consulum. (Maitre Gautier, de Lectoure.)

D^o. — 93. Triginta septem anni sunt, vidit capi et duci in prisionem consulum per consules Petrum Baudrit, Bernardum Pazani et Petrum

Salviac, pro eo quod subriperant angullas salsatas in quadam domo dicte ville. Petrus Baudrit fregit prisionem consulum et fugiit (*sic*)... Amici illorum duorum qui non fregerant prisionem, concordaverunt cum consulis... quod dicti homines reverterentur in villa, ita quod ipsi acciperent burdones et peras, et quod incontinenti exirent de dicta villa et quod irent in perpetuum ultra mare. Et sic fecerunt. (Pierre Velade.)

D°. — 94. Triginta tres sunt anni quod ipse vidit capi in dicta villa Stephanum Pailarteu... cum uno sextario bladi quem ibidem furatus fuerat. Et fuit adductus in domo consulum per consules qui tunc erant; et statim ipsum fecerunt fustigare per dictam villam, portando dictum bladum super humeros, et banniverunt eundem cum trumpis, ex parte domini Regis et Consulum. Requisitus si gentes Episcopi ibi interfuerant, dicit quod non, quod sciat. — Bene sunt triginta anni, vidit et audivit banniri, ex parte domini Regis et consulum de dicta villa, Guionetum, dictum Bat-Sausse, pro eo quod interfecerat quemdam hominem de dicta villa. (Maitre Gautier, de Lectoure, 1288.) — Et cum fuisset ejectus de dicta villa, consules qui erant ibidem, inhibuerunt dicto Stephano ne de cetero intraret dictam villam. Quod si intraret dictam villam, quod suspenderetur. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 95. Triginta anni sunt quod vidit capi in villa Nobiliaci... dictum Metadier per consules et eorum servientes... Ipsum ducebant verassus prisionem de Malo Pertuisio... Postmodum vidit adduci dictum Metadier ante ecclesiam Beate Marie, subtus ulmum; et vidit quod dictus Metadier fuit iudicatus per dictos consules ad admissionem (*sic*) pedis... Ductus fuit ad portam Elemosinariam cum trumpis, et ibidem fuit pes amputatus. Pro iudicio et amputationi intererant bene mille persone. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 96. Triginta quinque anni sunt, vidit dictum Stephanum poni in prisione... pro racemis quos dicebatur subripuisse; et vidit ipsum judicari in platea communi dicte ville, ante mensuras ad bladum; et vidit eum fustigari per dictam villam, ex parte consulum, quadam die sabbati post dictam captionem. Et portabat racemos super collum suum... Et audivit ipsum forbanniri cum trumpis, ex parte consulum, per annum. (P. Velade.)

D°. — 97. Vidit capi, viginti septem anni sunt, dictum Blanchart in domo sua per consules... et duci in prisionem in domum communem consulum... Et ibi stetit per tres dies. Et cum nichil posset probari contra dictum Blanchart, iste vidit quod consules fecerunt abjurare dictum Blanchart dictam villam (1) in perpetuum; et non fuit baunitus... Imponebatur quod ipse interfecerat uxorem Jacelmi Jauberti de quadam lapide... Abjuravit in domo communi. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 98. Iste vidit capi, viginti quinque anni sunt, Stephanum Pailart in quodam domo, pro eo quod furatus fuerat bladum, et captus fuit per servientes consulum... Et vidit dictum Stephanum judicari per dictos consules ad fustigandum per villam, et eum judicaverunt in domo communi... Et vidit ipsum fustigari per villam cum trumpis; et defferebat super collum suum, bladum quod dicebatur subripuisse. Et dicit quod,

(1) Faut-il comprendre que Blanchard jura de ne plus habiter la ville, — ou bien qu'il déclara s'exclure lui-même de la commune : son *abjuratio* ayant pour effet d'annuler le serment qui solidarisaient entre eux les membres du corps de bourgeoisie ?

cum fuisset ejectus de dicta villa, consules qui erant ibidem, inhibuerunt dicto Stephano ne de cetero intraret dictam villam. (*Id.*)

Do. — 99. Viginti sunt anni quod iste vidit Giraudum de Arverniha (?) apud Nobiliacum, subtus ulmum, ante ecclesiam Beate Marie, captum coram consulibus, pro furto... Et iudicaverunt dicti consules dictum Giraudum ad suspendendum propter furtum... Et vidit ipsum duci ad suspendendum, et audivit preconizari apud Nobiliacum, ex parte consulum et communitatis quod omnes irent visuri fieri justiciam de dicto Giraud; et sic fecerunt, prout dictum est. (Léonard Goudelli, clerc.)

Contumaces. — 100. Imponebatur... triginta quatuor anni sunt elapsi... Johanni Coulon quod interfecerat quemdam hominem inter villam Nobiliaci et pontem dicte ville; et fugit. Et vidit (le témoin) tunc quod communitas dicti loci sequita est cum armis dictum Johannem; et cum ipsum dicta communitas non posset invenire, ipsa reversa fuit ad domum dicti Johannis in qua morabatur, prope pontem et ultra dictum pontem. . et dictam domum funditus diruerunt... Postmodum fuit preconizatum ter, ex parte Episcopi, consulum et communitatis, quod dictus Johannes veniret coram consulibus stare juri super dicto facto, et cum non venisset, fuit bannitus ex parte consulum et communitatis. (Pierre de Roc Amadour).

Do. — 101. Audivit trompari per dictam villam quod omnis venisset... ad plateam que est ante ecclesiam Beate Marie, subtus quemdam arborem. Et cum omnes venissent ad dictum locum, vidit judicari, per iudicium dictorum consulum qui tunc erant, quod domus dicti Guillermi funditus destrueretur, et, facto iudicio, iste vidit quod consules predicti et communitas iverunt ad dictam domum cum armis, lanceis, securis (*sic*) et crocis, et dictam domum funditus destruxerunt... Et postmodum vidit ter vocari dictum Guillermmum cum trompis per dictam villam, ex parte consulum... et cum non veniret, iste vidit... quadam die mercati, quod dicti consules banniverunt in perpetuum dictum Guillermmum de dicta villa per iudicium omnium ipsorum; et dictum iudicium fecerunt subtus dictam arborem, ad dictam ecclesiam... et postmodum, fuit bannitus de dicta villa in perpetuum cum trompis, ex parte Episcopi Lemovicensis, consulum et communitatis. (Pierre Tutonis.)

Do. — 102. Petrus dictus de Gal interfecit Guillermmum Latrovomite (?) in villa Nobiliaci, de quodam castello (1), et fugiit in ecclesiam Sancti Leonardi... Illa nocte qua confugerat ad ecclesiam, consules dicte ville fecerunt custodiri cum armis dictam ecclesiam; et non obstante, ipse fugit... Consules qui tunc erant fecerunt ipsum ter vocari per dictam villam cum trumpis, ex parte ipsorum et communitatis, et stare juri coram ipsis super dicto facto... Et cum non compareret, ipse (le témoin) vidit et audivit dictum De Gal banniri de dicta villa ex parte consulum et communitatis tantum, cum trumpis (2). (Pierre Velade).

Voirie; alignements. — 103. Sexaginta anni sunt, Bernardus Helie,

(1) Peut-être pour *cultello*.

(2) C'est, croyons-nous, le texte le plus ancien où se rencontre le nom de la famille Gay, l'une des plus anciennes de Saint-Léonard.

miles, faciebat edificari sex domos in dicta villa prope muros ville... et dimittebat parvum spatium inter dictas domos et muros... Consules venerunt ad dictum locum, et preceperunt dicto militi quod ipse magis elongaret domos suas a muris predictis, et quod dimitteretur magnum spatium inter muros et domos predictas. Et sic fecit, prout vidit. (Pierre d'Arfeuille.)

D°. — 104. Quadraginta sunt anni et plus... Stephanus Fabri faciebat edificari quamdam domum in dicta villa, nimis prope viam publicam. Et tunc consules venerunt ad dictam domum, et mensurati fuerunt dictam domum et viam; et quoniam ipsi viderunt quod dictus Stephanus edificabat nimis prope viam, ipsi preceperunt dicto Stephano quod illud quod edificaverat, traheret magis retro in domum suam. (Pierre Velade.)

D°. — 105. Triginta sunt anni, vidit [quod] Petrus Ademari, burgensis de Nobiliaco, vellet quamdam domum suam, sitam apud Nobiliacum, facere corruí ut in meliori modo reedificaret eam. Venerunt ibi consules de Nobiliaco et cum ipsis plures quos ad hoc vocabant, et mensuraverunt vicum in quo sita erat domus predicta, ne dictus Petrus Ademari predictam domum suam reedificaret super vicum, vel caperet de terra vicini sui... Et dicti consules, accepta ab ipsis dicta mensura, dederunt licenciam dicto Petro Ayemari reedificandi. (Pierre de Billiax, tailleur de pierres aux Allois, 1288.)

D°. — 106. Triginta sunt anni, vidit mensurari per consules et plures burgenses ville quamdam plateam Jocelini de Latere, burgensis, que sita erat extra muros ville, et est immediate prope dictos muros. Et per mensuram vidit licenciam dari ab ipsis consulibus ipsi Jocelino edificandi ibidem. (*Id.*)

Poids et mesures. — 107. De mensuris vero et cubitis et alnis, ipse vidit capi in nundinis, per consules ville, falsas alnas et eas frangi... De mensuris vini, vidit eas multotiens capi per consules, et eas portari ad domum consolatús. (Maltre Gautier.)

D°. — 108. Giraudus Perucho conquestus fuit coram consulibus, dicendo quod Johannes de Subterranea, de dicta villa, habebat falsam mensuram ad vinum... Consules iverunt ad domum in qua morabatur dictus Johannes. et fecerunt portari mensuram suam cupream ad dictam domum et ibi adjustaverunt mensuram dicti Johannis, etc. (P. Velade.)

D°. — 109. Ipse vidit capi mensuras ad vinum, in domibus illorum qui vendebant vinum, per consules... et fecerunt eas adportari ante ecclesiam Beate Marie, subtus ulmum, et eas adjustaverunt, prout vidit. (Martin Le Tourneur.)

D°. — 110. A tempore quo se recolit, vidit mensuras lapideas ad bladum in platea comunni Nobiliaci, et adhuc sunt in dicta platea... Burgenses Nobiliaci habent mensuras ad bladum in domo sua, et dictas mensuras... ad mensuras lapideas [adjustant], et si reperiatur quod aliquis habeat parvas mensuras ad bladum in domo sua, consules ipsum puniunt pro falsa mensura. (Léonard Goudelli.)

D°. — 111. Dicit quod nunquam vidit dictum episcopum uti justicia mesure bladi. (Elie Panabeus, témoin de l'évêque, 1288.)

Police du commerce et des métiers. — 112. Vidit, triginta anni sunt, in quadam platea dicte ville, per consules... comburi duos porcos salsatos, qui mortui fuerant malo morbo, ut dicebant carnifices... Et erant dicti porci Audoini Lefourt, tunc carnificis de dicta villa... Cum dicti consules combussissent dictos porcos... ipsi fecerunt banniri in perpetuum de dicta villa cum trompis, ex parte ipsorum et communitatis, dictum Audoinum. (Pierre Tutonis.)

D^e. — 113. Vidit pluries consules capere panem, et cum erat nimis parvus, fregebant (*sic*), et panem fractum mittebant ad Domum Dei dicti loci. (Léonard Goudelli, clerc.)

D^e. — 114. Bene triginta anni sunt, vidit in domo consulum... pannum de lana falsum quod (*sic*) dictus Balindon de dicta villa fecerat, et quod iudicatus fuit quod erat falsus... Postmodum consules dicte ville fecerunt comburi dictum pannum in quadam platea communi. Requisitus si dicte combustioni interfuerunt gentes Episcopi, dicit quod non, quod sciat. (Maltre Gautier de Lectoure.)

D^e. — 115. Viginti et quinque anni sunt, consules fecerunt adportare quemdam pannum laneum in quadam platea communi dicte ville, et iudicaverunt quod dictus pannus non erat sufficiens, et eum iudicaverunt ad comburendum; et, eo iudicato, ipse (le témoin) vidit quod ipsi fecerunt dictum pannum in dicta platea comburi. (Pierre de Roc Amadour.)

D^e. — 116. Septemdecim anni sunt, consules Nobiliaci ceperunt pannos cujusdam mulieris de Joncheria... pro eo quod vendebat pannos suos apud Nobiliacum ad parvam alnam, et dictos pannos fecerunt dicti consules secum portari. (Léonard Goudelli.)

D^e. — 117. Vidit comburi quemdam pannum falsum in quadam platea communi dicte ville per consules dicte ville qui tunc erant; et fuerat factus dictus pannus de pilis caprarum, et dictum pannum fecerat fieri Giustinus Belauds (1), burgensis dicte ville... et panno combusto, dictus Giustinus fuit bannitus de villa per annum, ex parte consulum. (Autre témoin.)

Police des foires. — 118. Dicit quod, sexaginta sunt anni et a sexaginta annis, vidit custodiri per consules mercata et nundinas Sancti Leonardi de die et nocte, cum armis et sine armis;... quod predicta custodiebant juvenes homines dicte ville; et quum aliquis veniebat de extra villam et deffererat ensem, quod illi qui custodiebant nundinas aufererebant eis enses suos et custodiebant... quousque illi quorum erant enses revertebantur ad domos suas, et postmodum eos reddebant. Requisitus de nominibus illorum quibus vidit auferri enses in introitu dicte ville et eis reddi in exitu... dicit quod... Baro de Castro novo et Petrus de Domnyon (2) et plures alii nobiles. (Pierre Tutonis.)

(1) Il s'agit probablement du bourgeois nommé Balindon au n° 114.

(2) Le Dognon, très ancienne châtellenie qui comprenait une partie du canton actuel de Saint-Léonard. — Châteauneuf, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Limoges. Les barons de Châteauneuf sont souvent mentionnés dans les documents relatifs à l'histoire de Saint-Léonard.

D°. — 119. Quum aliquis deferebat ensem quum intrabat in villam, ipsi (les consuls et les gardiens) auferabant ei ensem suam, et postmodum, quum recedebat de villa, ipsi reddebant.... De nominibus illorum quibus vidit auferri enses suos,... dicit quod domino Petro de Petra Buferia ⁽¹⁾ et aliis tribus militibus qui erant cum ipso. Et dictos enses amoverunt isto Giraudus Lafeille et ejus frater, et quatuor alii... sublus portale porte Eleemosinarie. (Pierre d'Arfeuille.)

Perception de deux setiers de vin sur les tavernes. — 120. Vidit taxar apud Nobiliacum dicta duo sextaria vini per consules ville Nobiliaci... et ipsemet qui loquitur dicta duo sextaria solvit... eo quod erat tabernarius. (Adémar Bordes, 1288.)

Crieurs du consulat. — 121. Vidit eos (les consuls) habere precones qui faciebant cridas et hanna. (Pierre d'Arfeuille.)

D°. — 121 bis. A tempore quo se recolit, ipse vidit quod consules Nobiliaci qui pro tempore fuerunt, habuerunt precones seu tubicinatores qui vocantur *les Boucaus*. (Léonard Gondelli.) Dicit quod dicti burgenses et consules usi sunt et fuerunt ab antiquo preconibus et huchiis, clamatoribus bannum et banno. (P. Jouaus.)

VII. — *Dépositions affirmant que l'Évêque est seigneur direct de la ville comme du château de Noblat, que les bourgeois lui doivent et lui ont toujours prêté le serment de fidélité et qu'ils lui ont fourni le service militaire.*

L'Évêque est seigneur de Saint-Léonard. — 122. Castrum Nobiliaci esse Episcopi in parte, et alia parte tenetur ab eo; et dicta villa est pars dicti castri. (Pierre Vigier, 1280 et 1288.)

D°. — 123. Villa Nobiliaci sita est infra castellaniam castri de Nobiliaco et de castellania; que castellania tenetur ab Episcopo in feodum; et tunc dictus episcopus habet ibi sextam decimam partem, et residuum tenetur ab eo in feodum... Vidit dominos dicti castri ibi explectantes justiciam et levare emendas. Et Episcopus emit a dictis dominis quidquid tenebant in villa Nobiliaci; et vidit episcopos Lemovicenses explectare in dicta villa et pertinenciis tanquam domini, omnimoda justicia, a quinquaginta annis, etc. (Elie Panabeus, prévôt du château de Noblat, 1280-1288.)

D°. — 124. Episcopus est dominus pro parte castri et castellanie Nobiliacensium, et alii domini qui habent partem in dicto castro, tenent suam partem ab Episcopo... Dicta villa est in castellania et de castellania dicti castri, et circumquaque castellania circuit dictam villam et monstram, et se extendit ultra bene per leucam... Tota justicia, alta, media et bassa,

(1) Les barons de Pierrebuffière (aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Limoges) comptaient parmi les seigneurs les plus puissants du pays.

pertinet ad Episcopum. (Constantin Marchès, chevalier du château de Noblat, 1280-1288.)

D^e. — 125. Episcopus et predecessores sui sunt et fuerunt domini dicte ville, quia castrum de Nobiliaco, quod est juxta villam de Nobiliaco, aqua media, est ipsius Episcopi et fuit predecessorum suorum; et dicti episcopi fuerunt semper domini dicti castri et pertinenciarum ejusdem. Et de dicta et in dicta castellania, aliqui, qui sunt porcionarii dicti castri, tenent partem suam a dicto Episcopo. Et vidit ipsos facere homagium ipso Episcopo, quilibet pro parte sua... Jocealmum et Helyam Bruni, Helyam et Petrum de Nobiliaco, fratres (Pierre Bernard, sergent du Roi de France à Eymoutiers, 1288.)

Les habitants de la ville, à partir de l'âge de quinze ans, doivent le serment de fidélité à l'Evêque. — 126. Homines ville faciunt ei (à l'évêque) juramentum fidelitatis singulariter ex quo veniunt ad etatem quindecim annorum. (Elie Panabeus, prévôt du château de Noblat.)

Les bourgeois ont prêté le serment à l'évêque Gui de Clusel (1226-1235). — 127. Sexaginta anni sunt, vidit quod... omnes burgenses ibant in aulam episcopalem de dicta villa, et dicebant quod ibant ut redderent sacramentum fidelitatis Episcopo. Et vocabatur Guido. (Pierre Bernard, d'Eymoutiers.)

Ils l'ont prêté à l'évêque Durand (1236-1245). — 128. Vidit burgenses omnes... prestantes et facientes juramentum fidelitatis episcopo Durando, in aula episcopali ville Nobiliaci. (Guillaume de Razès, chevalier, homme lige de l'évêque, 1288.)

D^e. — 128 bis... Vidit episcopum Durandum, qui recepit ab hominibus dicte ville dictum sacramentum retro altare Sancti Leonardi (Pierre Fabri, 1280.)

Ils l'ont prêté à l'évêque Aimeric (1215-1272). — 129. Vidit, bene sunt quadraginta anni... dictos burgenses omnis communitatis facientes dictum sacramentum Aymerico episcopo in aula episcopali; postea episcopo Gilberto qui nunc est, vidit fieri ab eisdem bene sunt quinque vel sex anni, juxta dictam aulam; sed fuerunt compulsi... per judicium curie domini Regis, quod vidit scriptum et sigillo domini Regis cera viridi sigillatum. (Audoin, prieur de Châtelus-le-Marcheix.)

D^e. — 130. Ipso teste presente, vidente et audiente, consules et majores ville, usque ad quinquaginta, pro se et aliis hominibus ville, fecerunt juramentum fidelitatis Aymerico, predecessori ipsius episcopi, triginta quatuor sunt anni. (Martin Jornet, clerc marié, 1280.)

Voir plus loin, n^o 132.

D^e. — 130 bis. Aymericus, predecessor dicti Episcopi, recepit juramentum... a dictis hominibus valentibus... triginta anni sunt vel circa, in aula sua de Nobiliaco. (Constantin Marchès, chevalier; Foulques de Royère, même déposition, 1280.)

Ils l'ont prêté à l'évêque Gilbert de Malemort (1273-1294). — 131. Duodecim anni sunt, vidit dictos homines singulariter facientes homagium et sacramentum fidelitatis episcopo Lemovicensi qui nunc est. Et erant bene septem centum... et erant de dicto numero majores et gerentes se pro

consulibus dicte ville... Tunc audivit clamari per villam ex parte Episcopi et consulum, quod omnes de villa qui quindecimum annum adimpleverant, irent ad aulam Episcopi, prestituri sacramentum fidelitatis Episcopo. (Pierre Joubert, curé de Saint-Etienne de Noblat, 1288.)

D^o. — 132. Ducenti homines dicte ville fecerunt dictum sacramentum Episcopo qui nunc est, bene sunt duodecim anni vel circa, in aula episcopali ville Nobiliaci. Postea idem Episcopus litiguavit contra residuum hominum dicte ville in curia domini Regis, quia nolebant dictum sacramentum facere... et fuerunt compulsi seu condempnati ad faciendum... Et ipsemet qui loquitur, vidit quod fecerunt et reddiderunt dictum sacramentum dicto episcopo in dicta aula, bene sunt quatuor anni. (Hugues, prieur de Saint-Léonard, 1288.)

D^o. — 133. Vedit, quum ipse Episcopus qui nunc est Lemovicis fuit creatus, quod homines dicte ville fecerunt sibi homagium in villa Nobiliacensi, in domo sua episcopali, omnis communitas et consules. Audivit dici quod ad hoc fuerunt compulsi per iudicium curie Regis. Nec vidit quod predecessoribus dicti Episcopi fecissent homagium. Tamen audivit dici quod Aymerico, quondam episcopo Lemovicensi, triginta homines dicte ville, pro tota communitate, fecerunt homagium, quum fuit creatus episcopus. (Etienne, sous-prieur de Saint-Léonard, 1288.)

D^o. — 134. Vedit dictos homines singulariter facientes homagium et sacramentum fidelitatis episcopo Lemovicensi qui nunc est, et erant bene septem centum, quos vidit sibi prestantes dictum sacramentum in aula episcopali... Tunc audivit clamari per dictam villam, ex parte Episcopi et consulum, quod omnes de villa qui quindecimum annum adimpleverant, irent in aulam Episcopi, prestituri juramentum fidelitatis Episcopo. (Pierre Joubert, curé de Saint-Etienne de Noblat.)

D^o. — 135. Vedit, duo anni sunt, burgenses facere juramentum fidelitatis Episcopo. De forma juramenti, dicit quod jurabant quod servarent corpus suum et honorem et secretum, si revelaret eis, et jus suum et dominium. (Olivier de Noblat, 1280.)

La commune a fourni le service militaire à l'Evêque. — 136. Audivit clamari in villa... ex parte dominorum consulum et communitatis ville Nobiliaci, quod omnes irent cum armis ad adjuvandum et liberandum Hemerycum, episcopum Lemovicensem, qui erat detentus apud Pontem de Teryon (?); et vidit quod gentes dicte ville venerant cum armis et trompis... Et cum venirent ad locum, invenerunt eum liberatum... de mandato senescalli domini Bertrandi de Vasyntaco, tunc gerentis vices episcopi (P. Vigier.)

D^o. — 136 bis. Vedit... burgenses ville Nobiliaci, bene usque ad mille, euntes apud pontem Arion et dicentes : Nos imus apud pontem Arion pro deliberando dominum nostrum, quem gentes comitis Marchie tenent ibidem captum. (Audoin Marchès, curé de Châtelus.)

D^o. — 137. Bertrandus de Vassinhaco, qui custodiebat regalia... fecit clamari in dicta villa ex parte custodis regalium, quod burgenses dicte ville sequerentur istum testem et irent cum eo ad persequendum murtrarios qui erant, ut dicebatur, in nemore Castri Novi. Et dicti burgenses

venerunt, tam armati quam inhermes, bene usque ad centum, et iverunt ad dictum locum cum isto teste, sexdecim anni sunt. (Pierre Raymond, sergent — *valletus* — de la châtellenie de Guéret, 1288.)

D^o. — 137 *bis*. Homines de villa Nobiliaci, bene usque ad quadraginta armatos, pedites et equites... iverunt in auxilium domini de Castro Novo, ad capiendum bannitos qui erant in terra sua... quatuordecim anni. (Autre témoin, 1280.)

VIII. — *Témoignages attestant que l'Évêque est justicier dans la ville de Saint-Léonard, et qu'il y a de tout temps exercé la juridiction civile et criminelle.*

L'Évêque est justicier de la ville et y rend ou fait rendre la justice. — 138. Homines dicte ville sunt justiciabiles et subditi Episcopi Lemovicensis. (Pierre Jaubert, curé de Saint-Étienne de Noblat, 1280-1288.)

D^o. — 139. Dicit quod Episcopus habet omnem justiciam, altam et bassam, in villa et monstra predictis. (Guillaume de Razès, chevalier, homme lige de l'évêque, ancien gardien des Régales, 1280-1288.)

D^o. — 140. Pluries et publice vidit allocatos Episcopi tenentes assisias in dicto castro... et placita de militibus et aliis hominibus dicte castellanie. Non vidit quod burgenses irent ad assisias... De loco [interrogatus]... dicit in aula Episcopi et in porticu Beate Marie de Nobiliaco. (Etienne, sous-prieur de Saint-Léonard, 1288.)

D^o. — 141. Vidit, viginti quinque anni sunt, Helyam de Lemovicis, cujus iste testis erat tunc clericus, tenentem assisias et placita, nomine Episcopi, in aula episcopali, et aliquociens in domo Petri Astais dicte ville, et aliquociens in porticu Beate Marie. (Pierre Latere, chanoine du Moutier-Roseille, 1288.)

D^o. — 142. Vidit allocatos domini Episcopi... Helyam de Lemovicis, militem, Stephanum Fabri et Girardum Audoyne, vicissim tenentes assisias in villa de Nobiliaco, in platea seu *porche* Beate Marie et in aula Episcopi, pro episcopo et nomine ejusdem. (Elie Panabeus, prévôt.)

D^o. — 143. Vidit episcopos Lemovicenses, a quinquaginta annis, habentes suos senescallos, prepositos et sirvientes vel allocatos in dicta villa. (Audoin, prieur de Châtelus-le-Marcheix.)

D^o. — 144. Nunquam audivit quod alius (que l'Évêque) faceret ibi aliquem suspendi, vel quod explectaret aliquis justiciam, nisi Episcopus Lemovicensis, nisi a tempore litis mote inter Episcopum et communitatem ville de Nobiliaco; quo tempore dicta communitas incepit explectare et facere ibi justiciam. (Etienne, sous-prieur.)

L'Évêque ou son prévôt jugent les causes civiles. — 145. Vidit pluries, a quinquaginta annis vel circa, plus quam centies, homines dicte ville litigare inter se, agendo et respondendo, et gagiando emendas, in aula episcopali et coram suo gente... in causis pecuniariis, injuriarum, fundo (*sic*) terre et aliis multis causis. (Vigier, ancien sergent de Jocelin de Châteauneuf.)

D°. — 146. Vidit, quadraginta et octo sunt anni, duos domicellos, scilicet Aymericum Bruni et Gasealinum de Rocria, captos et detentos in dicta aula episcopali Nobiliacensi coram episcopo Durando... qui eos faciebat detineri propter hoc quod habebant guerram insimul; et erant vassalli ipsius episcopi, commorantes in castro de Nobiliaco; et vidit quod dictus Aymericus recessit a presencia Episcopi, et exivit aulam. Tunc Episcopus bis clamavit : *Ad Arma*, et iussit claudi portas ville, et dictum Aymericum capi; et incontinenter burgenses, plus quam centum, armaverunt se et secuti fuerunt dictum Aymericum; et cucurrerunt ad portas ville, quas iste vidit tunc firmatas, et burgenses armatos eas custodire ... Aliqui de dictis burgensibus obviaverunt ipsi Aymerico ante monasterium Sancti Leonardi dicte ville; et ceperunt eum, et captum adduxerunt domino Episcopo in dictam aulam ... Episcopus compulit per verba vel induxit ad concordiam cum dicto Guasealino, adversario suo, et fuit facta inter eos concordia. (Audoin, curé de Châtelus-le-Marcheix.)

D°. — 147. Viginti quinque sunt anni, vidit quamdam mulierem, que petebat porcionem a fratre suo, de omnibus bonis suis mobilibus et immobilibus existentibus in dicta villa, coram domino Bernardo, tunc allocato Episcopi, tenente placitum inter dictos fratres et sororem in porticu ecclesie B. Marie. (Bernard Bordas.)

D°. — 148. Vidit quemdam ... quod percusserat alium cum pugno super oculum ... judicari in aula Episcopi et in dicto porticu (de Notre-Dame), (Le même.)

D°. — 149. Viginti duo anni sunt, confratres confratrie sutorum de dicta villa agebant contra Petrum de Paëu, de dicta villa, coram Helya de Lemovicis, milite, tunc senescallo episcopi Lemovicensis... Et petebant tres denarios redditus quos sibi debebat, ut dicebant; et ipse negabat. Postea vidit ipse testis, qui erat advocatus pro dictis sutoribus in dicta causa, quod unus dictorum sutorum dixit dicto Petro, coram dicto senescallo, in aula episcopali ... quod tanquam falso (?) retinebat et negabat dictum redditum, et offerebat ibi guagium belli (1). Senescallus respondit quod non erat talis casus in quo deberet admittere guagium belli; et recusavit admittere. Dicti sutores ex hoc appellaverunt ad senescallum domini Regis, prout iste testis vidit. Postea vidit quod dicte partes litigaverunt de dicta causa coram eodem senescallo Episcopi, in dicta aula Episcopi. Et dicebatur quod senescallus domini Regis reddiderat curiam dictarum parcium predicto Episcopo. (Etienne Vigier, sergent.)

D°. — 150. Jocalmus Davierus, burgensis dicte ville, agebat contra Petrum Jornet, comburgensem, super hoc quod vineam suam extirpari fecerat et arbores suos scindi, ut dicebat, de nocte, per quosdam gentes... Dicti extirpatores redderunt (*sic*) dicto senescallo (au sénéchal de l'Évêque), instrumenta cum quibus extirpaverant et scinderant vineam et arbores. In dicta lite, septem de consulibus dicte ville fovebant partem, et erant advocati seu consilarii dicti Jocalmi. Octavus vero fovebat partem dicti Petri. (Audoin Marchès, prieur de Châtelus-le-Marcheix.)

(1) Ce témoignage est un des rares documents limousins de la seconde moitié du XIII^e siècle où se retrouve la trace de l'usage du combat judiciaire.

D^o. — 151. Sexdecim anni sunt, quidam insultus fuit cum armis de nocte in villa predicta, inter Matheum et Nicholaum de Molendinis ex una parte, et Jocellum et Guiller mum Danielis ex altera ... super hoc fuit lis inter eos in aula Episcopi predicta, coram domino Bernardo de Porcheria, senescallo; et tandem fuit pacificatum inter partes coram dicto episcopo, presentibus Guidone, viscecomite Lemovicensi et Bernardo de Ventadore, cantore Xanclonensi. Et vidit quod galgiaverunt emendam ... et quod reddiderunt arma que dicebantur portasse; et vidit ea deportari in aulam Episcopi. (Elie Panabeus).

D^o. — 152. Dicit quod in assisiis suis, quas tenebat in aula episcopali dicte ville, sexdecim anni sunt, audivit multas causas civiles inter burgenses, quarum numerus estimat centum vel plus. (Jean Gay, juriste de La Souveraine, 1288.)

L'Évêque ou son prévôt jugent les causes criminelles. — 153. Quadraginta quinque anni sunt, vidit gentes seu allocatos episcopi Lemovicenses ducentes quemdam hominem captum et ligatum in aulam predictam dicte ville, propter hoc quod interfecerat hominem ... vidit postea ipsum trahinari per dictam villam cum quadam equa et duci ad furchas; vidit eum suspensum. (Audoin Marchès, curé de Châtelus.)

D^o. — 154. Triginta anni sunt, Helyas Males, tunc senescallus Hemyrci episcopi ... fecit suspendi ad furchas, per iudicium, quemdam latronem qui fuit captus in dicta villa per gentes domini Episcopi. Vidit, triginta anni sunt elapsi, quod quidam latro fuit captus... per gentes domini Episcopi pro eo quod furatus fuerat vestes laneas, et vidit quod serviens Episcopi fecit sibi amputari manum ad dictam portam (Aumonière). Interfuit iudicio in aula Episcopi, et consules ville et plures alii. (Elie Panabeus.)

D^o. — 155. Quadraginta sunt anni, allocati Episcopi judicaverunt quemdam latronem ad suspendendum. (Bernard Bordas, 1288.)

D^o. — 156. Vidit, triginta anni sunt, captum dictum Metadier, burgensem de Nobiliaco, in dicta villa, et duci in prisione episcopi per senescallum, et vidit eum iudicari per dictum senescallum, et vidit eidem pedem amputari ad portam Elemosine. (P. Vigier.)

D^o. — 157. Bernardus de Porcherya fecit suspendi per iudicium curie Episcopi quemdam burgensem dicte ville Nobiliaci pro furtis ... vidit eum extrahi de prisione Episcopi. De astantibus iudicio, dicit quod consules, sed non tanquam conjudices, et plures alii de villa. (Autre témoin de 1288.)

D^o. — 158. Viginti quinque anni sunt, quod senescallus Episcopi condemnavit duos latrones in aula Episcopi pro furto ... Unus ex eis fuit suspensus ad furcas ville Nobiliaci, et alter amisit aurem per iudicium dicti senescalli; et habebant quilibet mulierem, que forbannite sunt de dicta villa per dictum senescallum. De astantibus, dicit quod burgenses de villa, et milites, et multi alii. Vidit eos capi per gentes Episcopi et duci in prisione Episcopi, in dicta villa. (P. Vigier.)

D^o. — 159. Triginta anni sunt, imponebatur dicto Jornetau quod ipse de corticaverat arbores vergerii Guiller mi Danielis, burgensis. Judicatus fuit ... coram dicto Bernardo, senescallo Episcopi. (*Id.*)

D^o. — 160. Jaquetus ... qui custodiebat regalia, iudicavit duos jocu-

latores ad *Botencoraye* ... ad suspendendum. Et fuerant capti, ut dicebatur, in dicta villa, in nundinis Sancti Leonardi, et eos vidit ipse testis adduci ad aulam dicti Episcopi de dicta villa. Et dicebatur quod deciperant (*sic*) gentes per ludum suum de Boteencoraye. (Constantin Marchès.) ... Deceperant unum hominem in mutacione monete plumbi pro moneta argentea. (Pierre Faure.)

Do. — 161. Vidit servientes dicti senescalli (de l'Évêque), ducentes quamdam vetulam cujus nomen ignorat, captam ad prisionem dicti episcopi, pro latrocinio pannorum lanceorum ... Postea vidit ipsam duci ad portam Aumoniere, per dictos servientes, et fecerunt sibi scindi aurem. (Pierre Latere, chanoine de Moutier-Rozeille.)

Do. — 162. Iste ... cum custodiret regalia ... Cepit quamdam mulierem deferentem pulverem, unde habebat eam suspectam ne vellet interficere seu empresonare (*sic*) gentes; et de dicta pulvere fecit eam comedere: et postea bannivit ipsam usque ad revocationem suam. (Guillaume de Razès, chevalier, homme lige de l'évêque.)

Do. — 163. Ipse ... tenuit in prisione, per mensem vel circa, in manerio episcopali dicte ville, quamdam mulierem vocatam de *Balletreis*, propter suspectionem venenorum. Et ipsa confessata fuit coram isto teste, in iudicio, quod properaverat Podium Amatoris ad dandum cuidam sacerdoti [venenum?]. Propter hoc iste bannivit eam de dicta villa per iudicium, in assisia quam tenebat in aula episcopali ... Propter suspectionem illius facti, ceperat duas mulieres ... et postea deliberavit per iudicium, quia non invenit eas culpabiles. (Jean Jocois, al. Gay, juriste à La Souterraine, juge pendant la Régale.)

Do. — 164. Quinquaginta homines dicte ville iverunt ad nemus de L'Artige et scinderunt arbores de nocte et verberaverunt usque ad sanguinis effusionem monachos de L'Artige, quorum erat illud nemus ... Retinuit dictos arbores iste testis; item retinuit dictos homines quousque gagiaverint emendam. (*Id.*)

Do. — 165. Viginti anni sunt, Bernardus, ejus (de l'Évêque) senescallus, apud Nobiliacum fecit suspendi ad furcas quemdam hominem, quia extirpaverat quamdam vineam ... Iste (le témoin) interfuit iudicio, in aula episcopali, in dicta villa — Requistus de adstantibus, dicit quod dominus senescallus et plures milites et consules. — Requistus si dicti consules erant ibi juri suo ad iudicandum cum senescallo, tanquam conjudices, dicit quod non scit ... Vidit tamen pluries, in causa sanguinis (?), quod quum senescallus volebat aliquem malefactorem condemnare vel absolvere, petebat a dictis consulibus et a dictis militibus et ab aliis: « Quid vobis videtur? Ego talem malefactorem hic presentem pro tali delicto commisso propono condemnare vel absolvere? Quid vobis videtur? Si videtur quod sit addendum vel retrahendum⁽¹⁾, ego addam vel retraham. » Et sic faciebat iudicium de consilio eorum. (Fr. Vincent, templier.)

Do. — 166. Vidit, quatuordecim anni sunt, quemdam vocatum *Maeuvores* (?) in prisione Episcopi apud villam Nobiliaci captum propter latrocinium. De qua prisione exivit et intravit monasterium sancti Leonardi,

(1) Ajouter à la peine ou en retrancher.

et fuit per duos dies... Postea iste conduxit ipsum latronem de monasterio extra villam; et ipse latro, reversus ad villam... fuit captus, et custodes regallum fecerunt suspendi. (Etienne, sous-prieur de Saint-Léonard.)

D^o. — 167. Ipse... cum custodiret regalia, iudicavit et condempnavit ad mortem quendam latronem qui erat de dicta villa, et in dicta villa furatus fuerat bladum, et de nocte scinderat arbores fructiferas infra monstram... et fecit eum suspendi ad furchas... Presentibus ad dictum iudicium Constantino Marcheis, Oliverio de Nollac, Fulcone de Rozers, militibus; Jocealmo Daniele, Petro Jouet, Johanne Paute, burgensibus, et pluribus aliis. (Pierre Raymond, sergent de la châtellenie de Guéret.)

D^o. — 168. Fecit, juxta portam de Banchemereau, scindi aurem cujusdam latronis qui... furatus fuerat quosdam solulares, caseos et unam peciam lardi, per iudicium factum ab ipso teste... in aula episcopali, presentibus militibus quo supra et Johanne Paute et Petro Jouet. (*Id.*)

Les consuls ont été condamnés, par le gardien des Régales, à l'amende pour avoir reçu une plainte en matière de coups et blessures.

— 169. Consules receperunt quendam clamorem verberacionis... et quum iste testis scivit quod receperant, ivit ad domum consulatui, et adjornavit dominos consules, super dicta recepcione clamoris, coram Bertrando de Vassiniaco, custode tunc regallum, cujus ipse testis erat allocatus, in aula episcopali dicte ville. Qui ibidem venerunt coram dicto Bertrando, et guaiverunt sibi emendam propter hoc quod receperant clamorem, quia non poterant recipere... Et reddiderunt eidem Bertrando dictum clamorem. (Pierre Raymond, sergent de la châtellenie de Guéret, 1288.)

Les consuls ont eux-mêmes appelé les officiers de l'Évêque en matière criminelle. — 170. Quedam mulier fuit inventa mortua in quodam puteo, undecim anni sunt... et dicebatur quod consules et burgenses dicte ville qui eam invenerunt, non fuerunt ausi extrahere eam a puteo quousque allocati Episcopi quos, ut audivit dici, propter hoc adiverunt, essent presentes et facerent extrahere eam. (Audoin, prieur de Châtelus-le-Marcheix.)

Les consuls ont assisté à des procédures du juge épiscopal et ont même recommandé des coupables à son indulgence. — 171. Iudicavit in platea communi quendam hominem... presentibus consulibus dicte ville et pluribus aliis, bene ducentis hominibus, et non contradicentibus, immo ipsi testi supplicantibus quod misericorditer se haberet erga dictum hominem, qui tunc erat mansionarius dicte ville... Et iudicavit ad fustigandum, et fecit fustigari per villam, cum fabis suspensis ad collum quas furatus fuerat... Postea eum bannivit et emisit extra portas. (Audier Normand.)

L'Évêque a exercé la police de la voirie. — 171 bis. Stephanus Fabri volebat edificare domum suam juxta dictam villam, infra monstram. Et iste testis non permisit quousque fecisset mensurari plateam a chemino. Et fecit mensurari, et postea dedit licenciam edificandi. (Audier Normand, 1288.)

D^o. — 171 ter. Bene sunt duodecim anni et plus, quod Jordanus Lefevre volebat edificare domum in dicta villa. Iste testis non permittebat ei donec mensuraret plateam a vico. Consules dicte ville, scilicet Marcialis Martini et Guillelmus seu Jocealmus Danielis... et alii... rogaverunt ipsum testem ut mensuraret plateam; et mensuravit; et ad rogationem eorum dedit dicto Jordano licenciam edificandi. (Autre témoin.)

L'Évêque ou ses officiers ont exercé la juridiction en ce qui concerne les poids et mesures. — 172. Vidit, quinquaginta anni sunt, Nanterium, qui custodiebat regalia... admensurare alnam et cubitum dicte ville ad quoddam pilarium monasterii Sancti Leonardi; et dicta admensuratio adhuc est in dicto pilario. (Audoin, prieur de Châtelus.)

D^o. — 173. Triginta sunt anni, dictus Vingnaud... gatiavit emendam gentibus Episcopi pro quadam mensura falsa vini, quam habebat in domo sua, sita in vigeria dicte ville .. Viginti anni sunt, Petrus de Monasterio, morans in dicta villa, extra vigeriam, gatiavit emendam gentibus Episcopi pro quadam falsa mensura vini quam habebat in domo sua. (Elie Panabeus.)

D^o. — 174. Viginti sex sunt anni, Johannes Pault, tunc allocatus Episcopi, tradidit alnas et cubitos mercatoribus qui venerant ad nundinas, pacifice. (*Id.*)

D^o. — 175. Viginti quinque sunt anni, Hemerycus Brito, draperius de Castro Radulphi (1), solvit preposito Episcopi viginti solidos pro falsa alna quam habebat in nundinis. (P. Vigier.)

D^o. — 176. Bernardus Viviani, tabernarius, promisit dicto preposito sex solidos cum duobus denariis pro duobus falsis mensuris quas habebat (*Id.*).

D^o. — 177. Senescallus (de l'Évêque) faciebat capi per servientes et allocatos suos alnas et cubitus in nundinis Sancti Leonardi dicte ville, tam a mercatoribus dicte ville, quam ab illis qui de extra villam veniebant. (Pierre Latere.)

Les Consuls ont sollicité de l'évêque Durand (1240-1245) la réduction des amendes pour fausses mesures et ils l'ont obtenue moyennant finance.

— 178. Audivit dici a Petro Terade, presbitero, nuper clerico consulum dicte ville, quod vidit et legit litteras scriptas et sigillo episcopi Durandi sigillatas, super quadam pactione quam burgenses dicte ville fecerunt cum ipso episcopo, quod emendam falsarum mensurarum et cubituum, que erat de sexaginta solidis et uno denario, abbreviaret dictus episcopus dictis burgensibus usque ad tres solidos cum uno denario; et de hoc dicti consules habent litteras, pro quibus dederunt ipsi episcopo centum libras. (P. Joubert, curé de Saint-Etienne de Noblat.)

L'évêque a seul le droit de percevoir deux setiers de vin sur chaque taverne. — 179. Consules posuerunt se injuste in sacsina taxandi, una cum preposito Episcopi, dicta duo sextaria vini. Ipse testis, viginti anni sunt, recepit et taxavit per tres annos continuos dicta duo sextaria vini in qualibet taberna dicte ville pro episcopo... consulibus non presentibus nec vocatis... et si ipsi venissent, non admisisset eos. — Quindecim anni sunt, Reginaldus de Subterranea, nomine custodis regalium, taxavit una cum isto teste presente, dicta duo sexteria in omnibus tabernis... Et aliquociens taxabat in denariis, et aliquociens accipiebat vinum, dum esset clarum et sanum. Nec erant consules presentes. (Martial Joubert, clerc, 1280.)

L'Évêque seul est en possession de la garde et de la police des foires. — 180. Triginta anni sunt, vidit Helyam de Lemovicis, militem, Bertrandum de Vossiniac et servientes suos armatos custodientes nundinas

(1) Châteauroux, dont les draps se vendaient déjà dans le pays.

dicte ville, et bene vidit per tres annos, vel per quatuor, pro dicto episcopo Lemovicensi. (Pierre Boutineau, chevalier.)

D^o — 181. Senescallus Episcopi precepit ex parte Episcopi quod iste testis caperetur et sibi duceretur captus, propter hoc quod traxerat ensem suam pro percutiendo quemdam hominem de Petrabufferia in nundinis Sancti Leonardi. Ad quod preceptum quidam serviens, una cum pluribus gentibus dicte ville secuti fuerant istum et ceperunt in pristonem Episcopi, scilicet in aulam episcopalem. (Ernaud de *Bordelose*, de La Jonchère, 1288.)

D^o — 182. Vidit Guillelmum Maument, de dicta villa Nobiliaci, captum et arrestatum in aula episcopali dicte ville, ubi prepositus (le prévôt de l'Evêque) tenebat eum, pro denariis quos debebat, ut dicebatur, in nundinis Campanie. Postea vidit ipsum liberatum quia, ut dicebatur, solvit dictos denarios. (Rigaud de Quercu, curé de la Porcherie.) — Arrestavit Guillelmum Maument... ad instanciam consulum dicte ville, Guillelmi Danielis, Jocealmi et fratris Johannis Joberti, Petri Jovet et aliorum drappariorum de dicta villa, qui dicebant isti testi quod, nisi caperet eum, ipsi arrestarentur cum irent ad nundinas Campanie. (Audier Normand, prévôt.)

Le ban des foires est publié au nom de l'Évêque, des consuls et de la commune. — 183. Quum nundine Sancti Leonardi debent esse, tunc preconizatur in dicta villa, per septem dies vel octo, quod omnes venientes ad dictas nundinas habeant saluum et securum venire et reverti ad dictas nundinas per septem dies in veniendo ad dictas nundinas, et per septem post in redeundo... Et tunc fit hannum in dicta villa seu preconizatur cum trumpis ex parte Episcopi Lemovicensis, consulum et communitatis, quod omnes habeant saluum venire ad dictas nundinas per septem dies ante ipsas nundinas et per septem dies post. (Pierre d'Arfeuille.)

IX. — Droits des seigneurs portionnaires du château de Noblat et de leurs vigiers sur la justice de la ville, et droits accessoires.

Intervention des vigiers dans les causes criminelles. — 184. Quadraginta quinque anni sunt, quod vidit quemdam latronem, dictum Ribaut, in prissionem in dicta villa, in domo patris sui, tunc consulis, in compedibus et in quadam archa, pro eo quod fregerat quoddam molendinum et bladum dicti molendini furaverat, et quod haberet rem per vim cum quadam muliere... et a domo patris istius translatus in prissionem de *Maupertuis* que est consulum et communitatis... Abinde vidit ipsum duci ad suspendendum per consules dicte ville et per vigerios... Requisitus quis iudicavit, dicit quod consules et vigerii. (Fr. Vincent, templier.)

D^o. — 185. Quidam Theutonici, qui erant hospitati in domo Helie Ademari... super pecunia subrepta conquesi sunt consulibus et vigeriis... qui ceperant servientem domus predicte, et eum submiserunt questlonibus et tormentis... Postmodum, ille qui subripuerat dictam pecuniam, fuit suspensus apud Lemovicas... Erant autem vigerii... Johannes Pauta et

Giraudus Audoini qui erat vigerius pro Episcopo, qui tenebat partem vigerie in gageria. (*Id.*)

(Voir 83 et 165.)

D°. — 186. Quadraginta sunt anni, vidit Stephanum dictum Pailori fustigari per villam predictam per consules et vigerios dicte ville... Portabat unum saccum plenum bladi super humeros suos... Erant vigerti... Johannes Pauta et Stephanus Fabri pro Episcopo, qui tenebat partem vigerie in gageria. (Le même.)

D°. — 187. Quidam latro fuit condemnatus ad mortem per dominos castri et per dictum Burrillon, servientem domini Regis, custodientem sibi regalia pro Rege, sede vacante, et suspensus ad furcas, eo quod... molestina fregerat de nocte et quia robabat peregrinos. (Elie Panabeus, prévôt.)

D°. — 188. Frequenter veniebat requirere curiam de hominibus castri Nobiliaci ad villam Nobiliaci, qui erant ibi citati vel detenti per gentes Episcopi. (Le même.)

D°. — 189. Quidam latro de castellania castri... fuit captus per gentes Episcopi, qui furatus fuerat ibidem unam rasam avene. Bernardus de Porcherya, tunc senescallus Episcopi, fecit eidem amputari auriculam ad dictam portam. Ipse (le témoin), tanquam prepositus castri Nobiliaci, venit ad dictum locum, ad requirendum eum, et antequam pervenisset ad locum, vidit quod auricula erat jam amputata. (Le même.)

Les vigiers interviennent dans les causes criminelles, mais non dans les affaires civiles. — 190. Requisitus si Johannes Pauta, burgensis dicte ville, intererat iudiciis et explectis... tanquam vigerius dominorum castri de Nobiliaco, vel tanquam unus de consulibus Nobiliaci, dicit quod erat tanquam vigerius in criminalibus causis que tractabantur in platea communi; sed in civilibus causis que tractantur in domo communi non intererat, et in dictis causis nullus intererat, nisi consules, et illi qui erant de consilio ipsorum. Requisitus si emende criminales dividebantur per consules et vigerium insimul, dicit quod de hoc nichil scit, quia non vidit aliquam emendam levare nec aliqua bona confiscari que per ipsos consules et vigerios dividerentur. (Léonard Goudelli, cleric.)

Participation des vigiers à la police des poids et mesures. — 191. Consules mittebant questum Johannem Pauta, tunc vigerium. Si veniebat, capiebant alnas et mensuras insimul... Si non veniret, consules accipiebant dictas alnas et mensuras, eo absente, prout vidit. (Léonard Goudelli, cleric.)

D°. — 192. De mensuris, alnis, cubitis et ponderibus, dicit quod consules tradiderunt mensuras... consules et vigerti eas justificant... et consules habent emendam falsarum mensurarum, prout audivit. (Fr. Vincent, templeier.)

D°. — 193. Vidit in nundinis et mercatis, quod consules et vigerii dicte ville accipiebant alnas et eas adjustabant, et cum inveniebant alnam bonam, eam reddebant ei cujus erat. (*Id.*)

Les bans sont publiés d'ordinaire dans la ville au nom de l'Évêque, de la seigneurie et de la commune. — 194. Requisitus quomodo preconizatur bannum in dicta villa, dicit quod ex parte Episcopi, seigneurie et commu-

nitatis, et hoc per precones dicte ville: ita vidit et audivit fieri communiter. (Fr. Vincent, templier.)

D^o. — 195. Clamabatur bannum publice, ex parte Episcopi et domino-
rum et communitatis. (Elie Panabeus, prévôt du château de Noblat.)

D^o. — 196. Preconizatur bannum... ex parte Episcopi, seigneurie et
communitatis. (Autre témoin.)

D^o. — 197. Preconizatur per hac verba: « Ex parte Episcopi, domini et
communitatis. » (Fr. Etienne, sous-prieur de Saint-Léonard.)

D^o. — 198. Audivit, a quadraginta annis citra, plus quam per ducentas
vices, clamari et preconizari, tam in casibus alte quam basse justicie, ex
parte Episcopi, domini et communitatis. (Pierre Faure, prêtre, 1280-1288.)

*Quand le ban n'a trait qu'aux affaires du Consulat, il est publié seu-
lement au nom des consuls et de la commune.* — 199. Bannum precon-
izabatur ex parte Episcopi, domini et communitatis; sed quum preconizatur
quod burgenses congregent se vel quod eant quesitum lapides pro reedifi-
catione murorum ville et allis spectantibus ad consolatium suum, quod pre-
conizatur tunc ex parte consulum et communitatis tantum. (Autre témoin.)

*Le vigier a droit aux têtes des bœufs et des vaches vendus à la foire
de la Noël.* — 200. Nunquam vidit quod prepositus Episcopi Lemovi-
censis aut ejus vigerius faceret aliquid explectamentum justicie in dicta
villa... Sed audivit dici quod vigerius recipit capita boum et vaccarum in
Nativitate Domini a vendentibus carnes in dicta villa. (Pierre Velade.)

D.

Lettres et documents divers extraits des procédures

I. — Lettres de Mathieu, abbé de Saint-Denis, et du seigneur de Nesle, lieutenants du Roi de France (1), notifiant l'arrêt du Parlement intervenu dans le procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard (Paris, août 1285).

Matheus, miseratione divina ecclesie Beati Dyonisii in Francia abbas
humilis, et Symon, dominus Nigelle, locum tenentes domini Regis Fran-

(1) Mathieu de Vendôme, abbé de Saint-Denis, et le « bon seigneur » Simon de Nesle
étaient lieutenants généraux du royaume, lorsque Philippe III mourut à Perpignan, au retour
de sa malheureuse expédition d'Aragon. Quinze ans auparavant, en 1270, Saint-Louis, se
préparant à partir pour Tunis, avait déjà remis l'administration de ses états à ces deux
hommes dévoués et leur avait fait prêter serment de fidélité, comme à lui-même, par tous les
membres de son conseil.

corum, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod, cum in curia domini Regis moveretur discordia inter consules et communitatem Sancti Leonardi Nobiliacensis ex una parte, et episcopum Lemovicensem ex altera, super eo quod dicebant dicti consules et communitas quod Episcopus, turbando possessionem eorum et in jurisdictionis domini Regis prejudicium, per violenciam spiritualis (?) jurisdictionis, a quibusdam hominibus dicte ville extorsit juramentum fidelitatis, cum jus non haberet habendi dictum juramentum, maxime cum dicti consules sint in saesina percipiendi juramentum fidelitatis ab omnibus hominibus dicte ville singulis annis: dicto episcopo protestante quod non intendit eos pro consulibus vel pro communitate habere, nec sigillum in eorum procuratorio appositum in aliquo approbare, et in contrarium dicente quod non extorsit juramentum predictum, sed ab ipsis volentibus recepit, et quod tam ipse quam predecessores sui fuerunt in possessione et saisina continua recipiendi juramentum fidelitatis ab hominibus dicte ville per decem, per viginti, per triginta annos et per tantum temporis quod sufficit ad acquirendum jus super ipso juramento; — item, super eo quod dicebant quod dictus episcopus qui nunc est, arrestavit consulatus precones et ab ipsis violenter, indebite, et de novo, in prejudicium domini Regis et suum, juramentum fidelitatis extorsit, turbando possessionem consulum predictorum, quibus solis dictum juramentum a tempore a quo non extat memoria, fieri consuevit; et de hoc erant in possessione sive saisina consules antedicti: — dicto episcopo asserente quod ab ipsis volentibus recepit juramentum fidelitatis, sicut a ceteris hominibus dicte ville, et quod eos arrestavit non occasione juramenti, sed quia adjornati in curia Episcopi et certa causa, noluerunt cavere de stando juri, secundum usum et consuetudinem patric. Item, super eo quod episcopus fecit preconizari per villam, nomine suo tantum, homines dicte ville venirent eidem facturi juramentum fidelitatis, in prejudicium Regis, et consulum, et communitatis, contra libertates et consuetudines eorum, cum soli Regi teneantur facere juramentum fidelitatis, et sunt in saesina faciendi preconizari per villam, et indicunt et ordinant preconizationem: Episcopo dicente se nichil fecisse in prejudicium Regis vel hominum de Nobiliaco, sed continuando possessionem predecessorum suorum, recepit juramentum fidelitatis ab hominibus antedictis, et non virtute alicujus preconizationis; — item, super eo quod dicebant quod episcopus duxit in villam Geraudum de Petrabuferia, iminicum ville, qui quemdam burgensem dicte ville in strata publica ceperat et diu captum per nemora detinuit contra libertatem dicte ville, cum jus non haberet faciendi hoc: episcopo dicente quod dictus Geraudus, qui est canonicus ecclesie Dauratensis, cum dicto episcopo venit ad dictam villam, nec credente aliquod prejudicium in hoc fuisse; — item, super eo quod dicebant quod episcopus misit in dictam villam Audrerium Normanum, et Audrerium, fratrem suum, forenses, ad explectandum et morandum ibidem pro eo, cum alias nullus fuerit ibi allocatus residens ab episcopo, vel predecessoribus suis; et hoc fecit contra mandatum Regis, et senescalli Petragoricensis, qui prohibuerant ibi non fieri aliquas novitates: Episcopo dicente nichil fecisse contra mandatum Regis vel senescalli, sed continuando possessionem predecessorum suorum qui, suis

temporibus, exercuerant tam per se quam per alios, in dicta villa, altam, mediam et bassam justiciam, et omnimodam jurisdictionem, posuit dictum Audrerium in officio prepositure dicte ville, qui, in casibus ibidem emergentibus, explectavit palam et publice;

Rem, super eo quod dicebant quod, cum sint in saisina taxandi, una cum Johanne Paute, bailivo in dicta villa pro dominis Castri Nobiliacensis, duo sexteria vini, que dicti domini dicunt se habere de facto, cum de jure non possint, in qualibet taberna dicte ville, mense augusti; et dictus Audrerius pro episcopo taxaverit dictum vinum, qui nullum jus habebat in taxatione predicta ultra forum competens, consulibus non vocatis, turbando possessionem eorum in prejudicium Regis et suum : Episcopo dicente quod, continuando possessionem suam et predecessorum suorum, taxavit per se vel per suos, vel tantum habentes ab eo dictum vinum;

Item, super eo quod, cum sint in saisina, a quadraginta annis et citra, et fuerunt, resecandi et percipiendi ligna et arbores de foresta de qua agitur, pro voluntate sua, et excolendi et explectandi eandem, et hanc tenent a Rege, una cum aliis bonis communitatis predictæ : Episcopo negante et asserente quod dictam forestam tenet saisitam, et erat in possessione ejus, tempore litis mote, et antea, per annum; et quod erat de feodo suo; et eam posuit ad manum, tanquam feodum alienatum preter consensum suum, maxime a manu nobili in (?) non nobilem; et de hiis asserebat famam esse in patria;

Que omnia petebant dicti consules revocari et emendari, et episcopum compelli ad desistendum : Episcopo, in contrarium, asserente et dicente se non teneri ad predicta, et se esse in possessione predictorum.

Tandem super premissis facta inquesta et visa, visis et rationibus parvum, judicatum fuit dictum episcopum esse in saisina et habere jus recipiendi juramentum fidelitatis ab hominibus dicte ville, et quod illud recepit ab eis volentibus, et sponte, et eadem a preconibus; et quod eos arrestavit non ratione preconizacionis, sed quare nolebant cavere de stando juri secundum consuetudinem et usum patrie. Item judicatum fuit dictos consules esse in saisina faciendi preconizari per villam nomine dicti Episcopi et dominorum ville et communitatis. De facto Geraldus de Petrabuferia nichil dicunt testes. Item, judicatum fuit dictum episcopum nichil fecisse contra mandatum Regis sive senescalli, nec tamen fecisse aliquas novitates ponendo ibidem prepositum foraneum ad explectandum in dicta villa et morandum nomine Episcopi; et quod petunt consules, totum illud quod in articulo continetur, ad nichilum reduci non fiet (*sic*). Item, adjudicata fuit saisina dictis consulibus taxandi dicta duo sexteria vini, mense augusti, una cum preposito episcopi, et bailivo in dicta villa. Item, judicatum fuit dictos consules et communitatem esse in saisina explectandi dictam forestam, et quod dictus episcopus tenebat eam saisitam tempore litis mote et ante, et quod posuit eam ad manum suam tanquam feodum suum alienatum de manu nobilis in non nobilem, et quod hoc poterat facere salva saisina usus explectandi predictorum. Item, inquesta facta quis erat in saisina justiciandi malefactores et incarcerandi in villa de Nobiliaco, quum duo homines ibi ultimo per senes-

callum Petragoricensem, vel ejus mandatum, capti fuerunt, inventum fuit et judicatum quod consules, una cum preposito Episcopi et vigeriis dominorum, erant in saisina justiciandi et incarcerandi malefactores in villa Nobiliaci, quanquam (?) dicti duo homines capti fuerunt per dictum senescallum vel ejus mandatum. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo Regis, quo utimur, fecimus sigillari. Actum Parisius, anno Domini m^o cc^o octogesimo quinto, mense augusto (1).

II. — *Lettres de Philippe IV : Addition au premier arrêt du Parlement touchant la justice de Saint-Léonard (mars 1286, v. st. : 1287).*

Philippus, Dei gracia Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod cum in judicio per curiam nostram facto inter dilectum et fidelem nostrum Episcopum Lemovicensem, ex una parte, et consules et communitatem Sancti Leonardi Nobiliaci ex altera, super duabus causulis (*sic*) in dicto judicato contentis que tales sunt : « Judicatum fuit dictum Episcopum nichil fecisse contra mandatum Domini Regis sive senescalli, nec eiam fecisse aliquas novitates, ponendo ibidem prepositum foraneum ad explectandum in dicta villa et morandum nomine Episcopi, et quod petunt consules, illud totum quod in articulo continetur, ad nichilum reduci non fiet » ; alia causula talis est : « Item, inquesta facta quis erat in saisina justiciandi malefactores et incarcerandi in villa de Nobiliaco, quum duo homines ibi ultimo per senescallum Petragoricensis, vel ejus mandatum, capti fuerint, inventum fuit et judicatum quod consules, una cum preposito Episcopi et vigeriis dominorum, erant in saisina justiciandi et incarcerandi malefactores in villa de Nobiliaco, quum illi duo homines capti fuerunt per dictum senescallum vel ejus mandatum », — peteretur declaratio, declaratum fuit per curiam nostram quod Episcopus Lemovicensis uteretur judicato prout ibi continetur, et habebit prepositum foraneum apud Nobiliacum, qui explectabit et judicabit quemadmodum prepositi episcoporum qui non erant foranei, explectare et justiciare consueverunt ; et consules, prout continetur in judicato ; nec impediant predicti consules quin prepositus Episcopi foraneus capiat malefactores, et adjornet coram se et justiciet cum ipsis ; nec prepositus similiter impediet dictos consules quin capiant per se et justiciet malefactores cum preposito Episcopi et vigeriis dominorum. Et fiet incarceratio de captis ab utraque parte, ubi ab antiquo extitit consuetum. Nec fient super hoc alique novitates. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nos-

(1) C'est à l'arrêt du Parlement reproduit dans ces lettres, et mal interprété par le copiste, que se rapporte le passage suivant d'un manuscrit de D. Estiennot :

« Concordata inter consules Nobiliacenses, canonicos et Episcopi Lemovicensis officarios, anno MCCLXXXV, leges in litteris Mathæi, abbatis Sandyonisiant, et Symonis Nigellensis, quarum originale inspezi in scriniis Nobiliacensibus et transcriptum accepi ab humanissimis DD. Veyrier aliisque consulibus, quod leges parte 11^a fragmentorum nostrorum historiarum Aquitanicæ (Bibl. nationale, man. lat. 12747, p. 128).

On voit qu'il ne s'agit nullement d'une transaction ni d'un accord, mais d'un premier arrêt du Parlement sur un procès introduit par les Consuls et la commune.

trum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini m^o cc^o octogesimo sexto, mense marcio.

III. — *Lettres de Philippe IV chargeant Philippe Suard, chanoine de Laon, et Jean de Morancy, clerics du Roi de France, de procéder à une nouvelle enquête (29 août 1287).*

Philippus, Dei gracia Francie Rex, dilectis suis magistro Philippo Suardi, canonico Landunensi, et Johanni de Morenciis, clericis nostris, salutem et dilectionem. Mandamus vobis quatinus in causa que vertitur in curia nostra inter dilectum et fidelem nostrum Episcopum Lemovicensem, ex una parte, et gerentes se pro consulibus et communitate ville de Nobiliaco ex altera, recipiatis probationes sub prima productione et quas utraque pars producere voluerit, secundum articulos vobis sub contrasigillo nostro missos, et testes utriusque partis examinatis super ipsis articulis de notorio et fama, et quod inde feceritis, nobis ad proximum pallamentum remittatis sub sigillis vestris inclusum. Actum Parisius, die veneris in festo Decollationis Beati Johannis Baptiste, anno Domini m^o cc^o octogesimo septimo.

IV. — *Les consuls et la commune de Saint-Léonard constituent pour leurs procureurs spéciaux au cours de l'enquête, Etienne Faure et Nicolas Desmoulins (10 mai 1288).*

Viris venerabilibus et discretis reverendis dominis suis magistris Philippo Suardi, canonico Landunensi, et Johanni de Morenciis, clericis Domini Regis Francie, Consules et communitas Sancti Leonardi de Nobiliaco, salutem cum omni reverencia et honore. Noveritis quod nos facimus et constituimus procuratores nostros Stephanum Fabri et Nicholaum de Molendinis, comburgenses nostros, exhibitores presencium litterarum, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis ad procedendum coram vobis in inquestis per vos faciendis, auctoritate dicti Domini Regis commissis, super causa que vertitur in curia ipsius domini Regis inter nos, ex parte una, et reverendum patrem Episcopum Lemovicensem ex altera, dantes et concedentes, dictis procuratoribus nostris et cuilibet eorum in solidum, potestatem et speciale mandatum procedendi coram vobis in dictis inquestis per vos faciendis auctoritate dicti Domini Regis in dicta causa quantum erit de jure, et jurandi in animas nostras et eorumdem, et omnia faciendi que veri debent et possunt facere procuratores, ratum et firmum habentes et habituri quecumque per ipsos vel eorum alterum coram vobis super premissis actum fuerit seu . . . procuratum, obligantes nos et nostra, si necesse fuerit, pro judicato solvendo. Et hec vobis et omnibus quorum interest significamus per has presentes

litteras, sigillatas sigillo nostro. Datum die lune post Ascensionem Domini, anno ejusdem m° cc° octogesimo septimo (1).

V. — *Certificats de bonnes vie et mœurs produits par divers témoins (1280-1287).*

Sequitur littera testimonialis dicti Petri de Ruppe Amatoria, producta ex parte burgensium ville Nobiliaci, ad probandum quod dictus Petrus sit bone fame, sigillata sigillo quo utuntur consules Montis Albani, ut prima facie apparebat, cujus tenor sequitur in hec verba :

« Universis presentes litteras inspecturis, Consules Montis Albani, dyocesis Caturcensis, salutem in Domino. Notum facimus universis et singulis quod Petrus de Rocamador, et Petrus de Olfelha, et Geraldus Pareu, et Philippus de Salviac, cohabitatores nostri, sunt homines boni et legales, et etiam bone fame. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Montem Albanum, die lune post festum Beate Marie Virginis, in Annunciacione. Anno Domini m° cc° lxxx°.»

...Ad probandum quod illi quorum nomina continentur in littera cujus transcriptum sequitur, sunt bone fame, produxerunt (*sic*) consules ville Nobiliaci quamdam litteram, [sub] sigillo consulum et communitatis Montis Albani, cujus tenor sequitur in hec verba :

« Universis presentes litteras inspecturis, Consules Montis Albani, dyocesis Caturcensis, salutem in Domino. Notum facimus universis et singulis quod Petrus Daorfulha, Petrus Bordi, Petrus Bacheril, Geraldus Procha, Giustinus Bossurchel, cohabitatores nostri, sunt homines bone fame, et sunt et fuerunt temporibus inter nos laudabiliter conversati. In cujus rei testimonium, presentes litteras sigillo nostro fecimus sigillari. Datum apud Montem Albanum, die lune post festum apostolorum Philippi et Jacobi, anno Domini m° cc° lxxx° vii°.

VI. — *Permission donnée par Hugues, prieur du monastère de Saint-Léonard, au sous-prieur Etienne, de comparaitre comme témoin à l'enquête (22 mai 1288) (2).*

Viris venerabilibus, providis et discretis dominis et amicis suis, magistris Philippo Suardi, canonico Laudunensi, et Johanni de Morenciis, clericis domini Regis Francie, auditoribus datis in causa que vertitur inter Reve-

(1) Pour octavo. Il y a là encore une erreur évidente. Les enquêteurs n'ont été désignés qu'au mois d'août 1287. La procuration donnée par l'évêque porte la date du 24 mai 1288 et rectifie celle de la pièce ci-dessus.

(2) La date du 22 mai 1287 que portent ces lettres est certainement erronée, puisque la commission des enquêteurs est du 29 août 1287.

rendum Patrem Dominum Lemovicensem Episcopum, et se gerentes pro consulibus et communitate ville de Nobliaco, — Hugo, humilis prior de Nobliaco, salutem in Domino. Noveritis quod nos Stephano subpriori monasterii nostri, damus licentiam et auctoritatem perhibendi in dicta causa testimonium veritati. Datum XI kalendas junii, anno Domini m^o cc^o octogesimo septimo.

VII. — *Articulations des procureurs de l'évêque contre un des témoins des consuls.*

Dicit et proponit excipiendo procurator episcopi Lemovicensis contra Leonardum Godelli, qui dicit se esse clericum (2), testem productum a gerentibus se pro consulibus et communitate ville Nobiliaci contra eundem episcopum, quod idem Leonardus est excommunicatus majori excommunicatione et multipliciter aggravatus et publice nunciatus auctoritate officialis Lemovicensis ad instanciam Audierii Normanni.

Item, dicit quod idem Leonardus est persona vilis et infamis, utpote qui contraxit cum Valeria de Paolhac matrimonium et ex ea prolem suscepit; ac post modo, eadem Valeria adhuc vivente, contraxit cum Marieta, filia Stephani de Monasterio, et deinde transferens se ad villam de Maystat (?), Xanctonensis dyocesis, contraxit cum tertia, aliis duabus viventibus.

Item dicit quod Leonardus est oriundus de dicta villa et habet ibi possessiones et bona, et quod ipse contribuit ad prosecutionem dicte cause, et commodum et incommodum ipsius spectat ad eum sicut ad unum de dicta villa.

VIII. — *Mention d'un usage particulier pour la prestation du serment en justice.*

Circa sexdecim anni sunt, sede vacante per mortem dicti episcopi Aymerici (3)... dicto tempore aliqui burgenses dicte ville fuerunt producti in testimonium coram isto teste, qui non jurabant : qui volebant ponere manum supra librum. Immo dicebant quod semper consueverant, coram senescallo et allocatis episcoporum Lemovicensium, ponere manus ad pectus et jurare in animam suam. Iste testis inquisivit de hoc cum Stephano Fabri, Johanne Jouberti, Stephano Vigerii et cum pluribus aliis burgensibus dicte ville, qui deposuerunt quod ab antiquo consueverant coram senescallis Episcopi qui producebantur in testimonium, ponere manus ad pectus et jurare in animam suam, ut premititur. (Témoignage d'Ernaud de Bordelose, de La Jouchère, ancien garde de la Régale, enquête de 1288.)

(1) Ajoutons que Léonard Godelli était alors ou avait été directeur des écoles — *rector scholarum* — de la ville de Saint-Léonard.

(2) D'Eymoutiers.

(3) D'Aymeric de Serre, mort en 1272.

**IX. — Articles proposés au Parlement par le procureur du Roi.
au nom de la Couronne et des consuls de Saint-Léonard.**

A ceste fin que notre sires li Rois et li consols ou nom de la ville et commune de Nocillat, soient absols de la demande (?) que li évesques de Limoiges a fait ou plet qui pen en la Cour de ceanz,

Entent aprouver le procureur notre Seigneur le Roy, pour le Roy et pour les consols ou nom dessus dit, contre l'Evesque de Limoiges, les choses qui s'en suient :

Premierement, que li consols et la commune de Saint Lienart de Noellac ont Consulat, cors et commune;

Item, que il ont les choses dessus dites par titre et otroy de donaison des Rois de Angleterre, au temps que la terre et li pais estoit au Roy de Angleterre, devant que elle venist en la main et seignorie dou Roy de France, senz moyen (1) ;

Item, que des choses dessus dites il usent et ont use, et font et ont este en saisine de si lonc temps qu'il n'est memoire dou contraire, et que il souffist a droit avoir acquis quant aus choses dessus dites, se autre droit n'i avoient;

Item, que le Consulat, le Cors et la Commune et la dite ville sont subgiez au Roy comme a seigneur et souverain senz maien ;

Item, que au Roy, comme a seigneur et souverain senz maien, ou a son commandement, li consols et les homes lays de ladite ville qui sont de l'aage de XV ans et par dessus font serement de feaute toutes foiz qu'il a novel Roy en France;

Item, que, chacun an, chacun home lay de l'aage de XV anz font serement de feaute aus diz consolz ;

Item, que, avant que il facent ledit serement, les consols baillent et rendent aus genz le Roy en signe de obeissance et de subjection, comme envers seigneur et souverain senz maien, les clez des portes, des fortrees et dou Consulat, des prisons et des tours de la ville ;

Item, que apres le serement fet, les consols, ou nom dou Consulat, Cors et Commune, les dites clez reprannent et reçoivent des genz le Roy, qui les leur baillent de par le Roy ;

Item, que li Rois et ses predecesseurs, li consolz et la Commune de la dite ville de ce sont et ont este en bone saisine par tant de temps qu'il n'est memoire dou contraire, et que il leur souffist a droit avoir acquis quans aus choses dessus dites ;

Item, que li Rois, comme seigneur souverain et senz maien, a en ladite ville, sus les consols et la Commune, ost et chevauchee, et les services qui sont acoustumez ;

Item, que de ce est li Rois et si predecesseur sont et ont este en bone saisine par tant de temps qu'il n'est memoire dou contraire, et que il

(1) Sans seigneur intermédiaire : le Roi de France est seigneur direct et immédiat de la ville.

soufist a droit avoir acquis quant aus choses dessus dites, se autre droit n'i avolt ;

Item, que li diz consols et commune ont, en la dite ville, la joustice haute et la moienne et la basse ;

Item, que il ont, en ladite ville, la congnoissance des causes civiles et criminaus, le jugement et l'exequcion de la joustice haute, moienne et basse ;

Item, que il ont chartre et prison, et forches de anciennete, prise et enprisonnement en leur prison propre, et pugnissement des mauffauteurs ; leurs hucheurs ; le ban et la crie de la ville et cognoissance des causes, et ce qui appartient a toute joustice haute, moienne et basse ;

Item, que ces choses ont-il et tiennent souz le Roy et deu Roy, comme de seigneur et souverain senz maïen ;

Item, que il mesurent l'one et le coude, et les mesures dou ble et dou vin, et en lievent les amandes quant il i treuvent fausete ;

Item, que de ces choses est li Rois en bone saisine et ont este (1) si predecesseur par tant de temps que il n'est memoire dou contraire ;

Item, que li Consols, par reson de la commune, ont et a us (*sic*) appartient les cle des portes de la ville, et a aus appartient faire et refaire les tours, les murs, les portaus et les portes, les forteresces de la ville et la garde d'iceiles ; et la garde des feires et des marchez, de nuit et de jour, a armes et senz armes ;

Item, que il lievent la taille chascun an, et taillent de touz les heritaiges de la dite ville et des genz de la dite ville ;

Item, que li diz Consols, pour reson dou Consulat et de la Commune, ont meson commune, arche, papier ouquel tout li bien de la Commune sont escrit ; seel et armeures communes, et banieres pour armes porter toutes les foiz que mestier en a este ou seroit ;

Item, que li Roi s'en aide et s'en est aidie, et pent aidier, toutes foiz que li li plaist, a pleu et plaira, comme seigneur souverain et senz maïeu ;

Item, que des choses dessus dites sont li consols et la Commune et ont este en bone saisine par tant de temps que il n'est memoire dou contraire ;

Item, que ces choses il tiennent et ont tenu dou Roy de si lonc temps que il n'est memoire dou contraire ;

Item, que il baillent les mesures des batissementz de la ville et des appartenances, et ont le pugnissement de elles, et de ce sont et ont este en bone saisine par tant de temps, etc. (*sic*) ;

Item, que il ont les esplaiz des places de la ville, et de ce sont et ont este en bone saisine, etc. ;

Item, que les choses dessus dites il tiennent et ont souz le Roy et dou Roy comme de seigneur et souverain senz maïen, par reson dou Consulat et Cors et Commune de la dite ville, avecques les autres choses dessus dites ;

Item, que li Rois et si predecesseur de ce est et ont este en bone saisine par tant de temps, etc.

Item, que ausdiz Consols et Commune appartiennent l'usage et les

(1) Sous-entendu : en bonne saisine.

espleiz de la forest, de quoy li plet pent et a este entre l'Evesque et les consols, par reson de la dite ville;

Item, que ce tiennent et ont les Consols par reson de Consulat et de la communaulte, dou Roy et souz le Roy, comme de seigneur souverain sanz moien, avecques les autres choses dessus dites;

Item, que li Rois et si predecesseur est et ont este de ce en bone saisine par tant, etc.;

Item, que se li Evesque ou d'aucun pour lui ont esplotie en la ville d'esploiz, ce a este par reson de une vigerie que li Evesques, ou temps que li plet commenca entre lui et les Consuls de ladite ville, tenoit en guage d'aucuns qui disoient qu'il avoient vigerie en la dite ville;

Item, que li plet pendant et de novel eu reguart au plait, au debat et a la plainte des causes contre l'evesque, li diz evesque a achete le droit que oïl disoient que il avoient en la dite vigerie;

Item, que des choses dessus dites et de chacune par soy est voiz et commune renommee en la dite ville, et es villes voisines et du pais;

Et des choses dessus dites offre le procureur notre seigneur le Roy, eu nom dou Roy et pour le Roy, a prouver et fere savoir : ce que li souffira tant seulement, et le fait de l'adverse partle en tant comme il est contraires au sien, li Procureur le Roy le mest en ni (?) (1);

Et fait retenue et protestation de toutes ses bonnes raisons de fet et de droit, en leu et en temps.

X. — *Intendit de l'évêque de Limoges (vers 1306).*

Dicit et probare intendit Episcopus Lemovicensis contra gerentes se pro consulibus ville de Nobiliaco, et contra gerentes se pro consulibus civitatis Lemovicensis (2), — et primo contra illos (?) de Nobiliaco :

Quod, per arrestum curie dictum fuit quod Episcopus Lemovicensis vel ejus prepositus foraneus explectabat (3) in villa Nobiliaci de cognitione causarum civilium;

Item, quod dictus Episcopus vel ejus prepositus, una cum gerentibus se pro consulibus dicte ville, incarcerationibus et justiciabunt malefactores ;

Item, quod, per arrestum, manus regia posita in causis civilibus dicte ville de Nobiliaco fuit amota, et datum in mandatis episcopo quod ipse vel ejus prepositus foraneus exp[ectaret] de causis predictis;

Item, quod per arrestum curie, dictum fuit et per curiam declaratum quod dictus Episcopus habebit apud Nobiliacum prepositum foranum qui explectabit et justiciabit ibidem, et quod gerentes se pro consulibus non impediunt quin prepositus predictus malefactores capiat et ajornet coram

(1) La dénie.

(2) Ce qui concerne la cause entre l'Evêque et les consuls de la cité de Limoges n'a malheureusement pas été conservé. Presque tous les documents relatifs à ce procès ont disparu, même dans les Archives de l'Evêché.

(3) *Explectabat* et non *explectaret* : le Parlement a constaté la situation, le droit actuel résultant de la coutume.

se, et justiciet cum ipsis, nec prepositus similiter impediēt dictos consules quin capiant per se et justiciēt malefactores cum preposito Episcopi et vigeri(?) dominorum;

Item, quod ratione et virtute predictorum judicatorum et arrestorum, idem episcopus fuit et est in possessione cognoscendi de causis civilibus secundum tenorem dictorum judicatorum et arrestorum;

Item, quod fuit in possessione incarcerandi et puniendi malefactores in villa predicta de Nobiliaco, una cum dictis gerentibus se, secundum tenorem judiciali;

Item, quod erat eo tempore quo Rex dedit articulos suos contra episcopum predictum (1);

Item, quod post judicata et arresta predicta, dicti gerentes se pro consulibus multipliciter nisi sunt dictum episcopum impedire in cognitione causarum civilium predictarum, et tacite de judicatis et arrestis predictis, asserentes se esse in saisina cognoscendi de causis civilibus motis coram eis, et quod impediēbantur per Episcopum in premissis, obtinuerunt quādam informationem fieri per senescallum Pictavensem, cui informationi dictus Episcopus se opposuit, dicens quod premissa commissio tacita veritate de dictis arrestis et judicatis fuerat impetrata; et tandem, auditis rationibus utriusque partis, quodam alio impetrato mandato per consules super consimili informatione faciēda per senescallum predictum, cum per eos prima informatio assereretur esse amissa, per judicium curie fuerunt omnia cassata et penitus annullata;

Item, quod postea datum fuit senescallo Pictavensi per curiam in mandatis quod predicta arresta et judicata et mandata faceret cum diligentia observari, et impedimenta per predictos homines apposita et omnia attemptata de plano faceret amoveri;

Item, adhuc dicti gerentes se pro consulibus, in sua malicia persistentes, a curia quoddam aliud impetraverunt mandatum, tacito de premissis, ad dictum senescallum, quod fieret inquesta super eo quod ipsi dicebant dictum episcopum eos impedire in cognitione causarum civilium ville Nobiliaci, cum ipsi, ut dicebant, essent in possessione cognitionis causarum civilium dicte ville;

Item, quod per curiam declaratum fuit non esse intentionis curie inquestam fieri mandare contra tenorem arrestorum et judicatorum curie predictę, et datum dicto senescallo in mandatis, pro occasione dicti mandati, nullam faceret (2), et si quam fecerat, penitus annullaret, et ipsos de tanta malicia puniret, et dictum episcopum dedampnificari;

Item, cum dicti gerentes se pro consulibus assererent quod cognitio et punitio utentium falsis alnis non comprehendebatur sub cognitione causarum civilium, per senescallum qui tunc temporis erat fuit declaratum in plena assisia, adhibito consilio sapientum, cognitionem et punctionem hujusmodi (?) ad cognitionem causarum civilium pertinere, cum tales pena pecuniaria puniantur secundum consuetudinem patrię;

(1) C'est-à-dire au moment où le Roi est intervenu au procès et s'est joint aux consuls contre l'Évêque.

(2) Sous-entendu : *inquestam*.

Item, cum dicti gerentes se pro consulibus, hoc non obstante, dictum episcopum impedirent in cognitione et punitione premissorum, per curiam datum fuit in mandatis quod ipsi compellerentur ad desistendum a premissis;

Item, cum adhuc dicti gerentes se eundem episcopum in iudicatis et arrestis suis multipliciter impedirent, idem episcopus a predicta curia semel, secundo, tercio, quarto et pluries obtinuit mandari senescallo predicto dicta iudicata, arresta et mandata servari de puncto ad punctum, et attemptata revocari et attemptantes puniri;

Item, quod predicta mandata fuerunt senescallo Pictavensi exhibita et ostensa;

Item, quod ipse mandavit predicta iudicata, arresta et mandata inviolabiliter observari;

Item, quod dictis gerentibus se pro consilibus expresse inhiberi mandavit per Johannem de Compendio, ne ipsi de causis civilibus cognoscerent, nec prepositum in cognitione dictarum causarum civilium impedirent, et si eos cognoscentes inveniret, puniret eos, cum hoc esset facere contra iudicatum curie;

Item, et quod dictum mandatum fuit eis per dictum Johannem de Compendio factum;

Item, et quod, non obstantibus predictis mandatis et inhibitionibus sibi factis, ipsi eundem episcopum in predictis iudicatis et arrestis impediverunt et adhuc impedire nituntur ipsum episcopum et ejus prepositum, et in cognitione contentorum in eisdem;

Item, quod idem Episcopus et ejus gentes eundem Episcopum (*sic*) (1) et ejus locumtenentem pluries et frequenter requisiverunt ut predicta impedimenta contra arresta et iudicata predicta apposita faceret revocari; que (*sic*) idem senescallus, licet sibi constaret de predictis iudicatis, arrestis et mandatis, facere recusavit;

Item, quod Episcopus vel ejus mandatum, eundem senescallum pluries requisivit ut attemptata per eos contra iudicata et arresta predicta, de quibus obtulit se facere promptam fidem, faceret revocari et ipsos condigne puniri; que omnia dictus senescallus contempsit et facere recusavit;

Item, quod occasione dictorum articulorum per dominum regem datorum, de quibus commissa est cognitio facienda, dicti gerentes se nisi fuerunt se impossessionare de contentis in articulis predictis, per Regem datis, non admittendo prepositum Episcopi, sed per se solum exspectando et cognitionem causarum civilium usurpando contra tenorem arrestorum et iudicorum predictorum;

Item, quod per curiam dictum fuit et declaratum quod, non obstantibus predictis articulis, iudicata et arresta, et contenta in eis servarentur, et quod Episcopus servaretur, non obstantibus predictis articulis, in possessione in qua erat, tempore dationis dictorum articulorum, et ante;

Item, quod, occasione cujusdam clause in dicta declaratione contenta, qua cavetur quod dicti gerentes se in saisina, si quam obtinebant ante

(1) Lapsus évident : Il faut lire *senescallum*.

dationem articulorum, serventur, dicti gerentes se de hiis que attemptaverunt contra dicta iudicata et arresta et eorum contenta, et contra inhibitiones et mandata curie, asserunt se esse in possessione, et petunt se in ea servari, cum de hoc pocius debeant puniri;

Item, quod idem Episcopus seu ejus mandatum eundem senescallum requisivit in assisia Lemovicensi proximo preterita, et alias pluries, quod predicta iudicata et arresta faceret observari et attemptata predicta faceret revocari; idem vero senescallus, dubitans, ut dixit, an premissa facta post et contra iudicata et arresta predicta dici debeant attemptata vel possessio, omnia posuit ad manum suam sub colore quod volebat consulere curiam super premissis antequam aliud expediret, quanquam Episcopus diceret premissa censi debere attemptata et non possessio, pro eo quod si ipsi unquam aliquam possessionem habuerunt de contentis in iudicatis et arrestis predictis pro dicto episcopo redditus, ab ea fuerunt exclusi per iudicata predicta, nec post ea sibi potuerunt acquisivisse veniendo contra iudicata predicta, presertim cum idem Episcopus semper conquestus fuerit et inhibitiones a curia impetraverit contra attemptata predicta, prout potest apparere per litteras curie;

Item, quod tandem ad requestam dicti episcopi, idem senescallus, juxta mandatum per curiam sibi factum, de attemptatis predictis mandavit inquiri per Guidonem de Huysi, coram quo dictus Episcopus plures testes etiam de dicta villa Nobiliaci produxit ad informandum dictum Guidonem super dictis attemptatis; et dicti gerentes se vel eorum mandatum, predictam informationem impediendo, inhibuerunt testibus quod non deponerent super premissis attemptatis, et etiam aliquos qui juraverant ab ejus presencia per violenciam amoverunt nec eos deponere permiserunt, non sine dicti Episcopi prejudicio et Domini Regis contemptu;

Item, quod licet de hoc dicto senescallo constaret per relacionem dicti Guidonis in assisia publice sibi factam, ipsos, per dictum Episcopum pluries requisitus, punire noluit;

Item, quod idem Episcopus eidem senescallo plures casus qui contra predicta iudicata et arresta fuerant attemptata exposuit et in scriptis sibi tradidit, et de eis obtulit facere promptam fidem, inter quos specialiter continebatur quod quemdam notorium homicidam, oriundum de dicta villa, per gentes Episcopi captum in recenti delicto, per violenciam abstulerunt eisdem et ipsum per se solos deliberaverunt et impune abire permiserunt; item, et quod de pluribus aliis malefactoribus dicto senescallo in scriptis traditis fecerant hoc idem, de quibus idem senescallus noluit veritatem inquirere nec ipsos punire;

Item, quod iudicatum vinagii noluit facere observari prout continetur in ipso iudicato, pluries requisitus, sed per suum servientem levare precepit;

Item, mandatum sibi factum de mensuris combustis per dictos gerentes se, adimplere negligit et neglexit.

(*La fin manque*).

XI. — *Extraits d'un mémoire de l'Evêque de Limoges postérieur à l'intervention du Roi (1306 ou 1307).*

... Episcopus Lemovicensis... non intendit recedere a causa et processu habitis in curia domini nostri Regis... Imo vult stare et insistere dicto processui.

Protestatur quod arrestis et judicatis per curiam dicto pro ipso episcopo datis non intendit in aliquo renunciare, imo juvare se de eis, suo loco et tempore ;

... Quod homines Nobiliaci sunt justiciarii ejusdem Episcopi, et faciunt ipsi juramentum fidelitatis... et ipse habet justiciam altam, mediam et bassam, et jurisdictionem omnimodam ;

Quod pro hlis et aliis que tenet ab eodem domino Rege, idem Episcopus solus, ut baro et dominus immediatus, est in fide et homagio ipsius domini Regis, et sui predecessores fuerunt ab antiquo ;

Quod dicti homines a brevi tempore fecerunt sigillum et domum in dicta villa, nomine consulatus et communitatis que se dicebant habere, et non nomine Regis ;

Item, quod predicta tales persone de jure, ratione et consuetudine usurpare non possunt nec sibi acquirere per aliqua sine speciali privilegio vel justo titulo sibi concessio sive dato a domino suo immediato ; quod dicti homines usurpant et usurpaverunt... predicta contra voluntatem Episcopi Lemovicensis, sui domini immediati et predecessorum suorum, quibus juramentum fidelitatis faciunt et facere consueverunt ab antiquo...

Item, quod premissa contra juramentum suum fidelitatis per eos usurpata falso et indebite advocerunt et advoant se tenere a Domino Rege, licet jus non habeant advoandi vel faciendi premissa ; — et quod dictus Rex non habet jus recipiendi ab eis aliquam advocationem ;

Quod si Dominus Rex, jure regio et ut superior et ratione superioritatis et regie majestatis, in novitate sua habeat et percipiat juramentum ab hominibus cujuslibet ville senescalliarum Pictavensis, Lemovicensis et Petragoricensis, hoc juramentum est de pace observanda, et sic fuit a principio inceptum et introductum, et sic fit in aliis pluribus villis regni sui... quod per receptionem talis vel cujuslibet alterius juramenti, non fit prejudicium nec fieri debet dominis proximis et immediatis tenentibus a domino Rege, quominus habeant in hominibus dictarum villarum et recipiant suum juramentum fidelitatis, et quin in ipsis villis et hominibus earumdem plene utantur dominio suo ;

In regno Francie sunt multe ville et specialiter in senescallia Pictavensi, in qua villa de Nobiliaco sita est, et in senescallia Petragoricensi sibi contigua et adjacente, longe meliores et nobiliores quam sit villa Nobiliaci, habentes statum (1) ; et tamen non habent justiciam nec altam, nec mediam, nec aliquam jurisdictionem ; nec scabini nec consules ipsarum

(1) Ayant l'état (de Commune), ce que nous appellerions une existence légale.

villarum habent ibi aliquam potestatem nisi in quantum et prout est ipsis concessum per dominos ipsarum villarum et per punctum carte (1) : Immo domini ipsarum utuntur in eis alta, media et bassa justicia, et omnimoda juridictione, non obstante quod ipsi habeant consulatum.

Rex non habet, nec habere consuevit, in partibus illis ubi dicta villa existit, vel in locis circumvicinis, aliquam proprietatem seu domagnium nec aliquam justiciam seu jurisdictionem, nisi ut dominus superior et mediatius, et nisi in casu ressorti, nisi de novo emerit (2), vel aliquo titulo, acquisiverit... De premissis est publica vox et fama, in patria et locis circumvicinis.

Item procurator Episcopi... dicit quod procurator domini Regis dixit quod ipse non articulet nec daret articulos pro domino Rege super alta, bassa et media justicia et omnimoda juridictione dicte ville Nobiliaci, nisi ipsi (3) recognoscerent et dicerent, seu eorum procuratores, quod alta, bassa et media justicia et omnimoda juridictio dicte ville et emolumentum proveniens ex premissis erat ipsius domini Regis, ut domagnium ipsius et ipsi tanquam ministri ejusdem domini Regis et pro ipso administraverant et exercuerant premissa.

Dicit idem Episcopus quod inauditum est quod alias vocaverint se ministros Domini Regis in dicta villa... dicti gerentes se : domino Regi vel ejus mandato de aliquo emolumento dicte ville nunquam responderunt, nec reperietur per aliquam senescalliam nec in camera computorum, nunquam dicti gerentes se pro domino Rege vel ejus nomine aliquod actum alte, basse vel medie justicie explectaverunt ibidem.

E

Procuracion donnée par les consuls et la commune de Saint-Léonard à leurs députés aux États généraux de Tours (1^{er} mai 1308).

Excellentissimo domino suo, domino Philippo, Dei gracia Regi Francie illustri, fideles sui consules et communitas ville Sancti Leonardi de Nobiliaco, Lemovicensis dyocesis, se ad pedes sue celsitudinis inclinatos, et omni

(1) Par les termes mêmes, par un article de leur charte.

(2) L'Evêque fait avec raison cette réserve : peut-être pense-t-il à la ville franche de Masléon, établie en 1289, et aux projets d'acquisition, par le Roi, des châteaux laissés par le chanoine Gérard de Manmont à ses neveux, projets réalisés dès 1306, mais devenus définitifs en 1313 seulement.

(3) Les Consuls.

subjectione debita et devota. Noverit vestra regia Celsitudo quod nos facimus et constituimus procuratores nostros generales et speciales Geraldum Fabri, Petrum Albilhanges, Stephanum de Fraes, Petrum Bugadat, Stephanum Fabri et Petrum Vincencii juniorem, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit condicio melior occupantis, ad presentandum se pro nobis et communitate nostra coram regia magestate Turonis, ad diem dominicam ad tres septimanas Pasche instantis et ad dies sequentes, continuandas a dicta die, voluntatem regiam et mandatum audituros, et facturos ea que nos faceremus et deberemus si presentes essemus, promittentes ratum habituri et firmum quicquid per ipsos procuratores nostros vel eorum alterum seu alteros actum fuerit sive gestum seu eciam procuratum. Et hoc significamus per presentes litteras, sigillo dicti consulatus dicte ville sigillatas. Datum die mercurii in festo apostolorum Philippi et Jacobi, anno Domini m^o ccc^o octavo.

(Archives nationales, J 415, B n^o 207. La pièce avait été autrefois classée par erreur dans le dossier de la sénéchaussée de Beaucaire).

(1) Cette date n'est-elle point mise par erreur ? La fête de Saint-Jacques et de Saint-Philippe se célèbre le 1^{er} mai, et la fête de Pâques, qui semble indiquée ici comme prochaine, n'est encore passée — *instans* — était tombée, en 1308, le 14 avril. Notons toutefois que cette année-là, le 1^{er} mai était bien un mercredi.

TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES

	Tome XXXVII
La commune de Saint-Léonard-de-Noblat au xiii ^e siècle.	1
I. Les Plantagenets et les communes limousines.....	2
II. Le château de Noblat et la ville de Saint-Léonard.....	17
III. Les seigneurs de Noblat : l'Evêque de Limoges; les Noblat; les Brun; les Vigier; les Royère; les Marchès.....	30
IV. Le bourg de Saint-Léonard de Noblat. Origine de la commune.	55
V. Les consuls : leur élection; leurs attributions; l'hôtel-de-ville. Le serment de la commune. La milice.....	62
VI. La commune en possession de la justice. Droits des chevaliers de Noblat et des vigters.....	71
VII. Commencements de la lutte entre l'Evêque et la Commune. Incidents divers.....	81
VIII. Gilbert de Malemort et les bourgeois devant le Parlement. Le prévôt Audier Normand : la commune en état de révolte ou- verte.....	93
IX. Enquête de 1280 : témoignages contradictoires. Acquisition par l'évêque des droits des familles féodales qui occupent le châ- teau. Intervention des officiers du Roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine.....	104
X. Arrêts du Parlement de 1285 et 1286.....	111
	Tome XXXVIII
XI. Enquête de 1288. Impossibilité de concilier les témoignages qui y figurent.....	219
XII. Raynaud de La Porte, évêque de Limoges. Echos de la querelle de Boniface VIII et de Philippe IV. La justice civile de Saint- Léonard, d'abord mise à la main du Roi, est adjugée à l'évêque.	259
XIII. Intervention du Roi. Articles du procureur de la Couronne. Mémoire de l'évêque.....	268
XIV. La justice civile de Saint-Léonard placée de nouveau sous le séquestre. Rébellion des bourgeois. L'évêque négocie avec le Roi. Conclusion d'un traité de pariage.....	274
XV. La commune résiste aux officiers du pariage : dernières révol- tes et derniers arrêts.....	279

APPENDICE.

A. — Anciens privilèges de la ville de Saint-Léonard produits par les consuls au procès de la Commune avec l'Évêque de Limoges.....	291
1. Lettres de Philippe II Auguste pour les habitants de Saint-Léonard (mars 1213).....	291
II. Lettres de Louis VIII ordonnant aux consuls et à la commune de Saint-Léonard de lui prêter le serment de fidélité entre les mains de Raynaud, clerc du Roi de France (août 1224).....	291
III. Lettres de Louis VIII confirmant les coutumes et libertés des consuls et de la commune de Saint-Léonard (août 1224).....	292
IV. Mandement de Thibaut <i>de Bazonis</i> , sénéchal de Poitou pour le Roi de France, aux consuls de Saint-Léonard, leur enjoignant de prêter le serment de fidélité à Louis IX entre les mains de Guillaume Relhier, chevalier (s. d.).....	292
V. Mandement de Raoul de Trapes, sénéchal du Roi de France dans les diocèses de Périgueux, Cahors et Limoges, aux consuls et aux prud'hommes de Saint-Léonard, pour qu'ils fassent publier le ban et l'ost et se tiennent prêts à fournir le service militaire au souverain (22 juillet 1269).	292
VI. Lettres de Simon <i>de Cubitis</i> , chevalier, de Nicolas de Verneuil et de Gilles de La Cour, clerc du Roi, attestant qu'ils ont reçu des consuls, du Conseil de ville et de la commune de Saint-Léonard le serment de fidélité au Roi (février 1272).....	293
VII. <i>Vidimus</i> et confirmation par Philippe III des libertés de la commune de Saint-Léonard (mars 1271).....	293
VIII. Lettres de Philippe III, déclarant que la sauvegarde spéciale accordée à la ville de Saint-Léonard lui interdit de la placer sous une autre main et rejetant les réclamations faites à ce sujet par le Roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, et ses gens (janvier 1280).....	294
B. — Description et analyse sommaire de six rouleaux ou fragments de rouleaux se rapportant au procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard. Relevé des noms, qualités, âge et demeure des témoins dont les dépositions sont consignées à trois d'entre eux (1279-1308).....	295
C. — Extraits des dépositions recueillies aux enquêtes de 1280 et 1285..	301
I. Origine de la commune. Elle a été fondée par les Rois d'Angleterre, qui ont fait don aux bourgeois d'une bannière à leurs armes, n° 1 à 7.....	304
II. Les consuls, au nombre de huit, sont désignés dans une assemblée de ville par les consuls sortants. Ils reçoivent le serment de fidélité de la commune, n° 8 à 24.....	305
III. Attributions des consuls. Ils réunissent la commune, réparent et entretiennent les fortifications. Hôtel-de-Ville; armes communes, caisse commune, archives, sceau, n° 25 à 42.....	306
IV. Les consuls tiennent la ville du Roi de France. La commune doit à celui-ci le serment de fidélité, le service militaire et les autres prestations féodales, n° 43 à 67.....	308
V. Les consuls assemblent la commune en armes pour protéger les bourgeois et punir les seigneurs qui ont attenté à leurs personnes ou à leurs biens, n° 68 à 70.....	311
VI. Dépositions attestant, que, durant tout le cours du siècle, les consuls ont exercé la justice dans la ville, y ont jugé les causes civiles et les causes criminelles, y ont possédé gibet, pilori, prison, chambre de question; qu'ils y ont eu la police de la voirie, des poids et mesures, des métiers, des foires et marchés, n° 71 à 121 bis.....	321

LA COMMUNE DE SAINT-LÉONARD-DE-NOBLAT AU XIII^e SIÈCLE. 349

- VII. Dépôtions affirmant, au contraire, que l'évêque est seigneur de la ville comme du Château, que les bourgeois lui doivent et lui ont toujours prêté le serment de fidélité et qu'ils lui ont fourni l'ost, n^{os} 122 à 137 *bis*. 320
- VIII. Témoignages attestant que l'évêque est justicier dans la ville de Saint-Léonard, qu'il y a de tout temps exercé la juridiction civile et criminelle et possédé tous les droits accessoires découlant de cette juridiction n^{os} 138 à 183. 323
- IX. Droits des seigneurs portionnaires du Château de Noblat et des vigliers sur la justice de la ville et droits accessoires, n^{os} 184 à 200. 329

D. — Lettres et documents divers, extraits des procédures. 331

- I. Lettres de Mathieu, abbé de Saint-Denis, et de Simon de Neale, lieutenants du Roi de France, notifiant un arrêt du Parlement intervenu dans le procès entre l'évêque de Limoges et la commune de Saint-Léonard (août 1285). 331
- II. Lettres de Philippe IV : Additions au premier arrêt du Parlement touchant la justice de Saint-Léonard (mars 1287). 334
- III. Lettres de Philippe IV chargeant Philippe Suard, chanoine de Laon, et Jean de Morancy, clercs du Roi de France, de procéder à une nouvelle enquête (29 août 1287). 335
- IV. Les consuls et la commune de Saint-Léonard constituent pour leurs procureurs spéciaux à l'effet de suivre l'enquête, Etienne Faure et Nicolas des Moulins (10 mai 1288). 335
- V. Certificats de bonnes vie et mœurs produits par divers témoins (1280-1287). 336
- VI. Permission donnée par Hugues, prieur du monastère de Saint-Léonard, au sous-prieur Etienne, de comparaître comme témoin à l'enquête, (22 mai 1288). 336
- VII. Articulation d'un des procureurs de l'évêque contre un des témoins des consuls. 337
- VIII. Mention d'un usage particulier pour la prestation du serment en justice. . . 337
- IX. Articles proposés au Parlement par le procureur du Roi, au nom de la Couronne et des consuls de Saint-Léonard. 338
- X. Intendit de l'évêque de Limoges (vers 1306). 340
- XI. Extraits d'un mémoire de l'évêque de Limoges postérieur à l'intervention du Roi (1306 ou 1307). 344

E. — Procuration donnée par les consuls et la commune de Saint-Léonard à leurs députés aux Etats généraux de Tours (1^{er} mai 1308) 345

REGISTRE

DE LA

FAMILLE DE SALIGNAC DE ROCHEFORT

(1571-1626)

Ce registre de famille remplit les trois premiers feuillets d'un terrier de la châtellenie de Rochefort et autres fiefs relevant de la maison des Cars, dans la paroisse de Séreilhac (canton d'Aixe, arrondissement de Limoges). Commencé en 1529, ce terrier fut achevé en 1566 (1). C'est donc postérieurement à sa rédaction que fut commencé le registre de famille. Celui-ci, qui seul nous occupe en ce moment, n'a d'autre intérêt que celui qu'offre la qualité du possesseur, des parrains et marraines, qui semblent avoir tous appartenu à la petite noblesse protestante du Limousin Rochefort possédait, en effet, une église de fief dont nous avons parlé dans notre *Histoire de la Réforme en Limousin* (pp. 83 et 244). Ce registre de famille vient aujourd'hui à l'appui de quelques-unes de nos assertions.

François de Salignac (ou Salagnac), qui a commencé le registre, se dit fils de messire de La Seigne (ou Saigne) et de noble demoiselle de Rochefort. Il était frère de Françoise de Bouschiat, neveu de Françoise de Pierrebuffière et cousin du sieur de Mayac. La dernière mention de sa main est de 1585.

Le *Nobiliaire limousin* avance, en effet, qu'il fit son testament le 19 novembre 1585.

Deux générations et le commencement d'une troisième sont représentées dans ce registre de famille : François de Salignac et ses enfants, Isaac de Salignac et ses enfants, Achille de Salignac et le premier de ses enfants.

(1) Il compte 161 feuillets parchemin, format in-4°. Il est coté « Picaud, notaire, n° 2 » sur une bande de papier collée sur la couverture à une date inconnue. Ce terrier appartient aujourd'hui aux Archives départementales de la Haute-Vienne, fonds des Cars.

Nous avons indiqué en notes les rectifications que ce registre apporte au *Nobiliaire limousin*.
A. L.

Memoire que le huitiesme may 1571, ma fille aisnée nasquit et fut son parin le sieur de Lastours et marrine Mademoiselle de Rochefort ma mère. Laquelle heust nom Jane.

Le 23^e jour du mois de may en l'an 1573, mon fils aisné nacquit et fut baptisé le 27^e aoust 1573. Et fust son parin le sieur de La Seyne (1), mon père, et marrine, Madame de Montauzier (2). Et heust nom Samuel.

Le huitiesme jour d'aoust 1574 nasquit Jehan, mon troisieme filz, et fust baptisé le quatorziesme jour d'octobre au dict an. Et fust son parrin Mons. de Bonneval et marrine, ma sœur, Francoise de Bouschiat.

Le 22^e jour du mois d'octobre, ung sabmedy au soir, heure de huit à neuf heures, en l'an 1577. nasquit ma seconde filie (*sic*) et fuct baptisée le 3^e jour d'avril 1578, estant son parrin noble Francois de Sainte-More (3), seigneur et baron de Montauzier, et marrine, François de Piarebuffière (4), ma tante, dame de Saint-Maury, qui lui donnarent nom Susanne.

Le 22^e jour de febvrier 1580, environ la minuict, nasquist ma troiziesme filie (*sic*) au lieu de Montauzier en Saintlonge, qui fust baptisée ung mois après, estant son parrin noble Jehan de Rabaine, seigneur d'Usson près la ville de Pons en Saintlonge, et marrine Madame de Montauzier, qui luy donnarent nom Anne.

(5) Tous mes susdictz enfens ont esté baptisés en l'esglise refformée, graces a Dieu.

F. SALIGNAC.

Le huitiesme jour de septembre ung vandredy en l'année 1581, nasquit mon quatriesme fils entre neuf et dix heures de matin, au lieu de Rochefort (6), et fust baptisé le huitiesme de novembre au dict an en l'esglise réformée, estant son parrin Monsieur

(1) Le château de La Seynie est près de Saint-Yrieix.

(2) *En Saintonge*, est-il dit plus loin.

(3) François de Salignac avait épousé, en 1567, Louise de Sainte-Maure † 1619. (*Nobiliaire limousin*):

(4) Aujourd'hui chef-lieu de canton de la Haute-Vienne. Les barons de Piarebuffière étaient protestants.

(5) Ce dernier paragraphe est encadré entre quatre lignes.

(6) Aujourd'hui commune de Sérilhac, arrondissement de Limoges.

d'Oradour-sur-Glane (1) et marrine ma seur de Bouschiac, qui lui donnarent nom Isaac.

Le vingt septiesme jour du mois d'aoust l'an 1585, nasquit mon cinquisme filz à quatre heures du matin au lieu de Rochefort. et fust baptisé le huitiesme jour du mois de septembre au dict an en l'esglise refformée, et fust son parrin Monsieur de Mayac (2) mon cousin et marrine ma fille aînée qui luy donnarent nom Charles.

(D'une autre écriture que ce qui précède) :

De tous les susdits enfans masles n'a esté marié que Isaac, qu'y espouza au mois de fevrier 1601 Oleimpe (sic) Grain de St-Marsault (3). Et demeurèrent ensemble jusques au dernier jour de fevrier 1606 (4) que Dieu le retira à luy, et lessa deus enfens masles, a savoir : Achilles et Pierre (5), et la ditte de St-Marsault grosse d'environ scing (sic) mois (6).

Naquit a Isaac de Salignac le 5^m septembre 1603 un fils masle, ung jeudy environ quatre heures du soir. Et fut baptisé au mois de may 1604 en l'eglise reformée au lieu de Rochefort, et fut son parrein Monsieur de Chaux et marrine Madame de Rochefort, mère du dit sieur Isaac. Et lui donnèrent nom Achilles.

Nasquit au dit sieur Isaac un second fils, le premier jour de l'année 1605 ung samedy, environ neuf heures du matein (sic), et fut baptissé environ le 15^m du dit mois en l'église reformée au lieu de Rochefort, et fut son parrein Monsieur de Rovièrre et marreine Madame de Parcoult, mère de la dite de St-Marsault. Et luy donnèrent nom Pierre.

(D'une autre écriture que ce qui précède) :

Le 7^m jour d'ost (sic) 1606 ung leundy, nasquit à la ditte de St-Marsault veusve du dit seigneur Isaac une fille quy fut baptissée au mois de septembre suivent (sic) en l'église reformée au lieu de Rochefort, et ul (sic) pour parrein Monsieur de Beaulieu (7), oncle

(1) Aujourd'hui canton de Saint-Junien (Haute-Vienne). Le châtelain du lieu était protestant.

(2) Peut-être faut-il corriger Magnac. Les Salignac étaient seigneurs de Magnac d'après le *Nobiliaire limousin*.

(3) Elle mourut à Paris, en 1634, après s'être remariée avec François, comte des Cars, puis en troisièmes noces avec Georges d'Aubusson, comte de La Feuillade (*Nobiliaire limousin*).

(4) Le *Nobiliaire limousin* ignore cette date.

(5) C'est donc une erreur du *Nobiliaire* de donner trois enfans mâles à Isaac de Salignac. Ce qu'il dit d'un troisième fils N... doit être attribué à Pierre.

(6) Voyez plus loin, à la date du 7 août 1606.

(7) Aujourd'hui château de la commune de Benayes, canton de Lubersac (Corrèze).

paternel de la ditte de St-Marsault, et pour merrine (*sic*) Madame du Puismalie, seur du dit feu seigneur Isaac, et lui donnèr[en]t nom Jullie.

(*D'une autre écriture que ce qui précède*) :

Des deus fils du seigneur Isaac n'a e[st]é (*sic*) marié que Achilles, qui epouza, le troysieme juin 1624 (1), Catherine de Meillars (2).

Le treziesme jenvier 1623 nacquit à Achilles de Salagnac un fis entre dis et onze heures du matin un samedi; et fut batisé a Rochefort le dis et huitiesme mars 1626. Il hut pour parrayn Monsieur de Meillars, frere de la ditte de Meillars, et pour mayrayne Madame la complesse de La Feuillade, mère du dit seigneur de Rochefort, et luy donnèrent nom Isaac (3).

(1) Le *Nobiliaire limousin* donne la date de mai 1625.

(2) Aujourd'hui Meilhars, canton d'Uzerche (Corrèze). Le châtelain du lieu était protestant.

(3) Cet Isaac est inconnu au *Nobiliaire limousin*, qui nomme seulement Charles, Jean-Marie et Catherine.

EXTRAITS DU MÉMORIAL
DE
JEAN NICOLAS, MARCHAND DE LIMOGES,
DE PIERRE ET FRANÇOIS NICOLAS, SES FILS, DE CHAMPSAC
(1653-1735)

A première vue, ce gros registre de 228 pages in-4° est des plus confus. On y reconnaît cependant trois mains différentes et, par l'étude attentive des écritures, on peut affirmer qu'il se décompose comme suit :

1° Le livre de raison de Jean Nicolas, de 1653 à 1655 (pp. 1 à 39 et 116 à 128 du ms.);

2° Le livre de famille commencé par le même Jean Nicolas, de 1654 à 1671 (pp. 218 et 219);

3° La continuation du livre de famille et la généalogie des Nicolas, par Pierre Nicolas, de 1699 à 1708 (pp. 219 à 224 et p. 114);

4° Une autre continuation du livre de famille par François Nicolas, de 1727 à 1735 (pp. 224 à 226);

5° La reprise du livre de famille par un descendant des Nicolas en 1849 et 1853 (p. 226);

6° Diverses pièces que nous attribuons à Pierre Nicolas et que nous classons sous les rubriques suivantes : Inventaire de titres et de meubles, comparaison des mesures locales, itinéraire de voyage de Champsac à Bordeaux, catalogue de bibliothèque, scolastica, poetica, modèles de lettres, jeux d'esprit, jeux de société, recettes culinaires, médicales et autres, morceaux divers, relation de la mission de 1680 (*passim*);

7° Mention de compte, non signée, de l'année 1792 (p. 112).

La parenté du premier auteur de ce Livre de raison nous est connue. Jean Nicolas était fils de M^e Léonard Nicolas, procureur au siège présidial de Limoges, et de Marie Bastide. Il naquit dans les premiers jours de juillet

1631, car nous savons qu'il fut baptisé le 6 de ce mois dans l'église Saint-Maurice en la Cité de Limoges. Son parrain fut M^e Jehan Nicolas, curé de Saint-Yrieix-sous-Aixe, dont le neveu et successeur se retrouve dans le Livre de raison; sa marraine fut Jeanne de Douhet, épouse d'un sieur Léonard, contrôleur des finances (1).

Par suite de quelles circonstances ce fils de magistrat devint-il marchand d'étoffes? nous ne le savons. Le fait n'a d'ailleurs rien d'absolument insolite : il suffit de le mentionner.

Le Livre de raison de Jean Nicolas nous permet de dire que ses affaires étaient étendues et ses sources d'approvisionnement fort diverses, puisqu'il fait ses achats non seulement à Paris, mais encore à Orléans, à Beauvais, à Rouen, etc. Il est vraiment dommage pour nous que ce livre de comptes s'arrête à 1655. Il eût été intéressant de suivre le développement du négoce de Jean Nicolas et de le voir prospérer au fur et à mesure que l'action de Colbert se faisait sentir dans le pays.

En 1653 ou 1654, âgé par conséquent d'environ trente-trois ans, Jean Nicolas avait épousé Marie Brugère († 1688), fille d'un juge des Combes de Limoges. Il en eut dix enfants : sept garçons et trois filles, dont beaucoup moururent en bas âge. Lui-même décéda en janvier 1677, à l'âge de cinquante-six ans, et fut inhumé à Champsac, près Rochechouart.

De ses sept garçons, deux seulement nous intéressent comme continuateurs du registre de famille : Pierre, né en 1660, François, né en 1674. La personnalité du second nous est inconnue; celle du premier ressort au contraire en haut relief des très nombreuses notes dont il a rempli son Registre personnel, si nombreuses qu'elles font oublier celles de son père, puisqu'elles remplissent à elles seules les neuf dixièmes du registre.

Pierre Nicolas fit ses premières études au collège des Jésuites de Limoges; il les poursuivit au collège des Jacobins, qui enseignaient seulement les mathématiques et la physique, puis les compléta à la Faculté de droit de Poitiers où il passa au moins une année. De ce dernier fait, autant que de l'absence dans le registre de toute mention d'ordre commercial, nous pouvons inférer que Pierre Nicolas ne succéda point à son père. Il devint, en 1690, greffier des deniers publics à Champsac, et plus tard, vers 1710, syndic perpétuel de cette localité.

Ses années de jeunesse semblent avoir appartenu aux folies de cet âge. Computant quelque part les phases de la vie humaine, il ne manque point de constater que sept ou huit ans s'écoulent « en jeunesse et folie ».

A défaut de cet aveu, nous serions arrivé aux mêmes conclusions par d'autres voies. Pierre Nicolas a parsemé son Registre de famille de chansons à boire et de chansons amoureuses qui trahissent un homme de tempérament. On pourrait même conjecturer qu'il donna plus au plaisir qu'aux études, quand on considère son orthographe vicieuse, — malgré pour malgré, anaritica pour analytica (double exemple de rotacisme), cynopsis pour synopsis, etc., — et le peu de temps qu'il passa à Poitiers.

(1) A. THOMAS, *Invent. des arch. comm. de Limoges*, GG, 72.

Quoi qu'il en soit, il est deux choses qu'il emporta du collège des Jésuites : le goût des cérémonies ecclésiastiques, celui des exercices littéraires, des jeux d'esprit et des divertissements de société.

En dépit de quelques maximes sérieuses qu'il inscrivit sur son registre. à une époque peut-être tardive, en dépit de son titre de confrère des pénitents noirs de Limoges, nous ne saurions voir en Pierre Nicolas un esprit religieux : cette marque s'achète à plus haut prix. Mais à coup sûr il aimait, comme tous ses contemporains, les cérémonies publiques, dont le clergé du XVII^e siècle était si prodigue, et il s'est fait, avec une prolixité complaisante, le chroniqueur d'une mission qui eut lieu à Limoges, à la fin de 1680, par un capucin, le P. Honoré, de Cannes. Ce qui intéressa notre chroniqueur, ce ne furent point les sermons du capucin, ni l'action qu'il purent exercer sur la foule : ce sont uniquement les manifestations extérieures de la dévotion populaire : les foules assiégeant le confessionnal de l'église et se pressant à la communion de clôture ; ce sont surtout les processions qui se déroulèrent alors dans Limoges sous la conduite de l'évêque. *Quarum pars ego*, semble-t-il toujours sur le point dire.

Nous avons parlé d'exercices littéraires : ils remplissent une bonne partie du registre, d'une écriture serrée et quelquefois difficile. Ce sont, sur des sujets divers et pour des circonstances différentes, des formes de lettres où la boursofflure, le faux esprit, la passion simulée tiennent lieu de tout. Ce genre de littérature a trouvé, dès le XVI^e siècle, les honneurs de l'impression (1), et se perpétua même pendant le XVII^e siècle. Nous avons cru bon de le mettre hors de doute en reproduisant quelques-unes de ces lettres. Aujourd'hui il vit encore, au service des gens peu lettrés, dans de petits volumes à couverture jaune que l'on rencontre dans toutes les foires sous des noms divers : *Le Secrétaire galant*, *Le Parfait secrétaire*, *La Correspondance universelle*, *Le Conseiller des lettres*, *Le Secrétaire pratique*, *Le Secrétaire pour tous*, et même *Le Trésor littéraire*, quoique la littérature en soit absente. Pierre Nicolas était passé maître en ce genre : en règle générale, sur chaque thème il compose six lettres. Manie d'écolier, dira-t-on. Nous y consentons. Cependant, il semble bien résulter de plusieurs indices que quelques-unes de ces lettres au moins avaient un destinataire et que ce destinataire était une jeune villageoise de la vicomté de Rochechouart. Or Champsac est près de Rochechouart. C'est de cette correspondance effective qu'auraient pris origine les exercices littéraires qu'il faut reconnaître dans les autres lettres.

Pierre Nicolas a dressé le catalogue de sa bibliothèque. Elle comprend environ 70 volumes : classiques latins, ouvrages de dévotion, d'agrément et autres dont le titre n'indique pas toujours le contenu. On retrouve dans la composition de cette bibliothèque la trace des principales directions de l'esprit du possesseur.

Nous devons communication de ce Mémorial à l'obligeance de Madame veuve Henri Nicolas, de Champsac.

Alfred LEROUX.

(1) L'ouvrage qu'on attribue quelquefois, mais sans preuve, à Mathurin Cordier : *La civilité puérile et honnête*, fut imprimé à Lyon en 1556.

COMPTES.

(Page 1). — *Journal commencé à l'honneur de Dieu et de la Vierge Marie, le 21^e décembre 1653, par Jean Nicolas, marchand de Limoges.*

Doibt sieur Jacques Dauvergne, livré à Mad^{lle} sa sœur la Marie, prix faict, un manchon noir pour 3 ll. 5 sols.

Doibt Mad. Chastaignac..... 2 douzaines images enluminées, 6 ll.

Doibt M. Raby le jeune, deux peignes de corne à 10 sols pièce, 1 livre.

Doibt M. Brigondys de Thours, une paire tablettes d'écaille, 3 ll. 10 sols.

Doibt M^e Joseph Mailhard, une callotte de maroquin, 18 sols.

Doibt le R. P. prieur des Augustins, petit ruban étroit, 3 sols.

Doibt M. Grand, procureur, une espée d'enfant avec son baudrier, 1 livre 10 sols.

Doibt M. Léonard Sellière, un masque de velours, 1 livre 10 sols.

Doibt M. le commissaire Malleviergne, une tabatière d'eymay (esmail), 3 ll.

(Parmi les clients figurent encore) :

M. Mousnier, chanoine (1634); Malignaud, chanoine; Dupeyrat, théologal; Dumas, chirurgien; Paignon, procureur du roi (1633); Veyrier, orfèvre; Chambon, greffier en la cyté; les dames de la Visitation; Joseph Malavergne, marchand au faubourg Boucherie, débiteur d'une somme de 1,490 ll.

(P. 116). — *Achapt[s] que je Jean Nicolas fist au moys de novembre 1653 à Paris à plusieurs.*

De M. Bellavoyne, marchand, rue Saint-Denis, au *Dauphin couronné*.... 463 ll.; de MM. Lanfant et Olivet, rue Saint-Denis, aux *Trois poyssons*, 463 ll.; de Pierre Callot, sous l'horloge du pallays, aux *Trois couronnes*, 14 ll., etc. (au total 3,183 ll.).

Achapt[s] faict[s] à Chasteau-Roux, Romorantin, Orléans, Beauvoys, Rouan et Paris par Jean Nicolas au moys de juillet 1654 (et aussi à Etrépagny et Gisors).

Deux bures à 58 ll., rabays de 3 ll. 16 sols = 110 ll. 4 sols.

Un drap blanc à 69 ll.

Dentelle de fillet à 17 sols.

(P. 118 et ss). — Draps du sceau blanc à 8 ll. 7 sols 6 deniers.

De M. Primoy, marchand chappellier [à Rouen], rue du Gros Horloge à *La Crois d'or*, un chapeau de lesne (*sic*) d'Espagne à 62 ll., etc., etc.

(P. 220).

REGISTRE DE FAMILLE (1).

Samedy au soir 12^e décembre 1654, naquist Catherine Nicolas notre fille, heut baptisme à S^t Pierre du Queyroys notre parroisse. Son parin fust mon frère M^r Léonnard Nicolas, prêtre et curé de S^t Yrveys soubz Aix, et marine Catherine Mouret, veufve de feu Jean Durand Brugere, vivant juge des Combes, ma belle mère, Mons. Gaddaud (?), vicaire, estant en charge de vicaire. Le bon Dieu la veuille benir et mettre en sa s^{te} garde.

J. NICOLAS.

Le 28^e octobre 1657, ma femme est accouchée un dismenche au soir de Michel Nicolas notre filz ayné. A esté baptisé a Chaslu dans les glize de la ville haulte par M^r Essenaud, curé en icelle. Son parain a esté M^r Michel Brugere, juge des Combes et assesseur de la cour royale de Limoges, et marine Barbe Nicolas, ma sœur, femme de M^r Martial Cusson, notaire royal.

J. NICOLAS.

Le 23^e febvrier 1659, naquist Marie Nicolas, notre 3^e fille. Elle fust baspizée par M^r Mouly, curé de l'esglise de la ville hauste de Chaslu. Son parrin est M^r Francoys Brugiere, pretre de S^t Pierre du Queyroys a Limoges, et marine Marie Nicolas, ma jeune sœur.

Le bon Dieu la veuille prendre en sa s^{te} garde.

J. NICOLAS.

Le 1^{er} april 1660, naquist au chasteau de Chasleuz de la ville haulte notre fils secong Pierre Nicolas. Il na pas esté baptisé encore, sinon suplombé (2), en l'esglise de la ville haute de Chas-

(1) Nous reproduisons ce registre d'après la copie qu'en avait faite M. l'abbé Petit, curé de Champsac.

(2) Ce mot, que nous n'avons rencontré dans aucun dictionnaire, signifie *ondoyé*. Nous l'avons déjà relevé sous sa forme latine (*subumblatus* pour *subumbratus* au lieu de *subundatus*) dans la *Chronique* de Gérard Tarneau, notaire de Pierrebuffière, au commencement du xv^e siècle, dans nos *Chartes, chroniques et mémoriaux*, p. 220. Il y en a un autre exemple sous la forme provençale dans le *Livre de raison* d'Etienne Benoist, 1426 (p. 86) : « Item, la dicha Catherina..... fo suplombat en la concha. »

leuz par Mons^r Boursaud, curé en icelle, esperant moyennant Dieu et la Vierge, le faire baptiser et luy bailler nom au premier jour; n'ayant peust encore, a cause de l'inconnut du parin. Le bon Dieu veuille lui faire la grace de le mettre au rang des enfans de l'esglise et de le mettre sous sa sainte sauvegarde. En foy de ce ay signé la presente attestation a Chasleuz, ce 28^e may 1660.

J. NICOLAS.

Extrait pour l'eage de mon filz Pierre Nicolas.

Il a esté du deypi baptizé a Limoges a S^t Pierre du Queyrois par M. Croyzeix, vicaire. Son parin a esté mon frere Pierre Nicolas et sa marine dam^{lle} Paulhie Vigenaud, femme de M. le juge des Combes.

(P. 218). — Le 3^e mars 1663, naquict à Brameffort Annet Nicolas n^{re} filz. Il a esté baptizé en l'esglise de la parr. de Chanssat par M. Pinot, curé en icelle et a esté son parin M^{re} Anné de Coustin du Masnadaud, abbé du Chalard et de Fontenay en Bourgonnie; et la maryne damoysselle Marye de Brye, fille de M. du Boffrant, a present femme de M. de S^t Sirevain (?) proche de Chasleuz. Et le baptisme a esté faict par le dit s^r curé le....

Dieu me fasse la grace de le voir un jour au nombre des biens heureux. Faict a Chanssa, ce 15^e juing 1671.

Il fault retirer des herittiers de M^r Pinot le subsdict extrait baptistère pour servir en temps et lieu.

J. NICOLAS.

Il nous est mort encore notre filz Anthoyne, aasgé de 14 moys, quy avoit esté baptisé en l'esglise de Chanssat par M^r Pinot, curé en icelle. Son parin estoit s^r Hebert, bourgeois, habitant de Meysat; parroisse subssdite, et sa marine François Devignere, femme de M^r Desmoulin. Il nous est mort encore 3 filles, qui sont esté enterrées l'une en l'esglise de la ville haute de Chasleutz et les deux autres au semithere (*sic*) de Chanssat ancien, avecq le dit Anthoine.

NOTA. Les trois filles de bas aasge.

J. NICOLAS.

(D'une écriture différente).

(P. 219). — Le vingt deuxiesme juillet mil six cent soixante trois a esté baptizé Anné Nicolas, filz de s^r Nicolas, bourgeois de la ville de Limoges, et de damoiselle Marie Brugiere, sa femme, estant de present au lieu de Brasmefort. A été parin venerable messire Anné de Coustin, abbé du Chaslard, et mareine damoiselle Marie de Bric,

présents les soussignés et ainsin signé : LE CHASLARD DU MASNADAUD, parin; MARIE DE BRIE, P. DE SAUVEBEUF, M. DE SAUVEBEUF, FRANÇOISE GRAND, R. DU MASNADAUD, M. DE LAMBERTIE, LAMOURIE DU MASNADAUD, TERAMES ALEXIS, R. PINOT, curé de Champsac, et ROBERT, notaire, pour avoir l'original dudit extrait.

A esté baptizé notre filz Jean Nicolas en l'esglize de Champssat par M^r Pinot, curé en icelle. Son parin a esté Pierre, mon fils ayné a present, et marine Marie, ma fille. Dieu lui fasse la grace qu'il soict un jour au nombre de ses esleuz pour le ciel. Faict à Chanssat, ce 15^e juing 1671.

J. NICOLAS.

A esté baptizé notre fils Pierre Nicolas en lesglize de Chanssat par M^r Pinot, curé en icelle. Son parin est M^r Croyzit, chanoyne a S^t Martial de Limoges, et sa marine damoyzelle Charlotte Brugiere, veufve de M^r T (.....) Vinaux, ad^m en la cour. Dieu le fasse homme de bien. Faict la presente notte ce 15^e juing 1671.

J. NICOLAS.

A esté baptizé notre fils François Nicolas en lesglize parossiale de Champssat par M^r Nadaud, curé de la paroisse de Pagas, estant M^r Pinot, curé dudict Chanssat, mallade; et a esté son parin M^r François Nadaud, demeurant au présent bourg de Chanssat, et marine Catherine Nicolas ma fille. Le bon Dieu le veuille mettre sous sa sainte protection. Faicte la presente notte a Champssat, ce 15^e juin 1671.

NOTA. — A mes enfans qui seront advertis que leurs extraicts baptisteres, en cas de besoing, les trouveront comme je marque cy-dessus et a costé.

J. NICOLAS.

(P. 113). — Le 28 (1) janvier 1677 a été enterré à Champsac le corps de s^r Jean Nicolas, bourgeois et marchand, natif de la ville de Limoges.

Nota que ce 26 janvier 1677 s^r Jean Nicolas, bourgeois de Limoges, deceda *ab intesta*.

Nota que le 15 octobre mille six cent huictante huict, dam^{ne} Marie Brugiere, veufve dudit s^r Jean Nicolas, deceda, et par son testament institua s^r Pierre et Anné Nicolas ses enfans, ses vrais hoeritiers universels.

(P. 223). — Nota que ce 26^e février 1699, jour de jeudy matin, nous avons espouzé a Chalutz a la ville basse; le s^r curé de Compniat nous at donné la benediction nuptialle a damoiselle Marguerite Segue ma chere espouze et a moy.

P. NICOLAS.

Nota que le lundy matin 26 de juillet 1700, jour de sainte Anne, a environ demye heure apres minuict, est née nôtre première fille a Champsact. Et ce jeudy 29 juillet 1700 ma ditte fille a esté baptizée dans l'esglize parotiale de Champsact par Monsieur Destermes, curé en icelle. A esté parin s^r Aimé Nicolas, mon fraire, et maraine damoiselle Anne Boysou, ma belle-mere. Dieu la veuille conserver dans sa grace en parfaicte sancté et la recevoir à la fin de ses jours dans son saint Paradis.

P. NICOLAS.

(21-22 mars 1703. Naissance et baptême d'un fils à Champsat. Parrain François Sègue, m^e de poste à Châlus, beau-frère de P. Nicolas.

28 novembre-1^{er} décembre 1704, naissance et baptême d'une seconde fille à Champsat. Parrain François Boissou, docteur en théologie et curé de Cognat, oncle de P. Nicolas.

25-28 mars 1706, naissance et baptême d'une troisième fille à Champsat. Marraine Marie Nadaud, veuve de Pierre Sègue, apothicaire de Champsac.

18-19 avril 1708, naissance et baptême d'une quatrième fille à Champsac. Marraine d^{lle} Anne Barbe, épouse de Pierre Bardinet, lieutenant de la juridiction de Cromières.)

*
* *

(P. 224). — Nota que le 13^e sept. 1727, nous avons épousé à Champ-sat damoizelle Izabeau Nadaud et moy François Nicolas; et avons reçu la benediction nuptialle de Messire Jean Destermes, curé de la susdite paroisse.

F. NICOLAS.

(Naissance d'un fils Jacques, le 29 juin 1728; d'une fille Charlotte, le 18 novembre 1730; d'une autre fille Anne, le 20 novembre 1732; d'un autre fils Jacques II, le 20 septembre 1735, « baptisé par Messire Pierre de La Plaigne, curé de Champsac et dans le temps de la mission faite par les révérends Pères Jésuites »).

(1) Cette date est contredite par la suivante.

(P. 114).

Généalogie des Nicolas.

Les Nicolas sont venu de Romme (1); ils s'appeloient antienne-ment Theodores, tres nobles et illustres. Leur nom de Theodore se changat en Nicolas lan de grace trois cent vingt six, sous l'ampire du grand Constantin, a cause d'un fils de leur fraire qui fut consacré evesque de Myre sous le nom de Nicolas; et quand il fut mort ses couzins germains paternels apportèrent le nom de Nicolas a cause des belles qualitez dont se grand evesque estoit doüé et de l'amitié que tous ses parens luy portoient sy bien que du des- puis leurs descendant ont apporté le nom de Nicolas, ils ont tenu pendant plusieurs siecles les premiers rangs en Licie vers l'orient: et aprez plusieurs siecles, un des cadets de ces Nicolas vient se marier a Pierre-Buffière dans la province du Limousin, qui laissat plusieurs anfans, ou il y en u plusieurs qui moururent genereuse- ment pour la deffence de la foy catholique apostolique et romaine, du temps de la persécution de lesglise, lesquels commandoient une belle compaignie de gents qui s'estoient declaré contre les enne- mis de l'esglise. Et de tous ses enfants de ce Nicolas il n'en resta qu'un qui se mariat et duquel sont provenus tous les Nicolas de Limoges avec le sieur de La Reynie, etc.

(P. 91).

INVENTAIRE DE TITRES (2).

Dénombrement des contracts d'acquisition et autres que nous avons concernant les biens et mestairies que nous possédons de la Peytavigne et St-Yrieix-soubs-Ayse.

Premierement sensuivent ceux de St-Yrieix soubs-Aixe.

.....

Contrat de vente de certain pascage et terre appelée de La Ver- gne où est présentement situé notre moulin et estangt de St-Yrieix soubs-Aixe, icelle vente faite par Jean Coussy, recouvreur, à s^r Jean Nicolas, bourgeois, pour 54 ll. du 17 janvier 1652, signé par copie Aysou (ou Cessou?), notaire royal — avec l'investiture dudict con-

(1) Cette assertion vaut celle d'Adam de Sychar, chapelain de la baronnie de Mortemart au commencement du xvii^e siècle, qui affirmait que la famille de Rochechouart descendait de Fabricius, le vainqueur de Pyrrhus.

(2) Nous reproduisons ce qui suit d'après la copie qu'en avait faite M. l'abbé Petit, curé de Champsac.

tract estant au pied du 28 dudit mois et an signée : de Verthamond, abbesse de la Raigle.

.....

Contrat de vente faite par Jean et Pierre Moulins fraires a Jean Deville, des droicts que feuë Catherine Cousy avoit (deux mots illisibles) pour 170 ll. du 6 juin 1651. Signé par copie Daudet, notaire dont le s^r Jean Nicolas a les droicts de lots et ventes et de prelation suivant la cession d'écriture privée du 30 janvier 1652. Signée en original : J. de Verthamond, abbesse de la Règle.

.....

Contract d'acquisition faite par Simon Coussy, masson, de Pierre Bouby... marechal, d'un bois appelé des Ages venu de feu André Coussy pour 35 ll. du 9 fevrier 1652. Signé par coppie : Mellin, notaire, avec une investiture des lots et ventes et de prelation d'écriture privée en faveur de Jean Dubin, masson du Mas Marvent, du 3 avril 1652. Signée en original : J. de Verthamond, abbesse de la Règle.

.....

Coppie de contract de transaction entre M^e Jacques et François Barbe, notaire royal pour raison de la fontaine et place commune qui est derrierre la maison que le s^r Nicolas at acquits du s^r Despont partie de laquelle place commune le s^r Deschamps a mits dans son jardin ; le dit contract du 9 janvier 1663. Signé : Devillevalleix, notaire.

Coppie du contract d'afferre faite par d^{lle} Marie Brugiere veufve de feu s^r Jean Nicolas bourgeois, a s^r Jean Blanchard, bourgeois, de Raterie (?) de partie de ses biens scitües dans les paroisses de St-Yrieix et Ste-Marie de Vau pour sept années du 2 aoust 1681. Signé : Cusson, notaire royal.

Coppie de la prolongation de laditte afferme faite par laditte d^{lle} Brugiere audit s^r Blanchard desdits biens pour un an après lesdittes sept années aschevées, du 9 mars 1685. Signée : Nicolas notaire royal.

Coppie de la sentence rendue a lencontre de messire Benoit de Brie, seigneur de Soumanias, en faveur du s^r Pierre Nicolas portant condamnation a lencontre dudit s^r de Soumanias de 175 ll. 9 s. pour arrerages de rentes ; du 27 aoust 1693. Signée : Garceau greffier.

Ordonnance dudit seigneur de St-Maurice, intendant, portant

liquidation de la finance de l'office de greffier ancien des rolles des tailles de la paroisse de Champsact a la somme de six cent quarante-huict livres, a laquelle se trouvent monter celles portées par les dittes deux quittances des dits s^{rs} tresoriers des revenus casüels, et en conséquence ledit seigneur ordonne que ledit s^r Pierre Nicolas, propriétaire desdits greffes, en serat payé et remboursé par imposition sur les habitants de laditte paroisse suivant les mandemens qui ont esté et qui seront par luy anvoyés a cet effet en deux années, dont la premiere est la presente 1699, et la derniere serat la prochaine 1700. A quoi faire les collecteurs en charge lesdittes années seront contraincts chacun a leurs esgard par les voyes accoutumées pour les deniers.

Nota que le titre de partie du tenement du Gastavigneas (? scitüé au bourgt de Champsact appartenant au s^r Segue, m^e appotiquaire, au devoir de deux esminaux advoine mesure de Chaslucts, deux gelines et 2 s. 6 deniers d'argent de rente fontiere et directe, se confroncte d'un coté au chemin qui vat du village de La Barriere a leglise parotiale de Champsact sur main gauche, d'autre au territoire de la cure du dit Champsact et au jardin de Brouchaud, d'autre part, iceluy tenement donné a Jean Barbe de Champsact par Jean Damnelly, s^r du Puyfaucou, le 11 iuillet 1489, par contract receu par m^e Pierre Charcille, notaire, et collationné par de Flayat.

Edit du Roy portant reunion des offices des greffiers anciens et alternatifs des rolles des tailles aux corps et communautés des villes, bourgts et paroisses ou ils ont esté créez par les edits des mois d'aoust 1690 et decembre 1694. Donné a Versailles au mois d'aoust mille six cent nonante huict. Signé : Louis, et plus bas, Par le Roy, Philippeau, et registrées an la chambre des contes, le trente aoust 1698. Signé : RICHER.

Avec l'ordonnance du seigneur intendent portant que les propriétaires desdits greffes représenteront incessamment des quittances du tresorier, des revenus casüels avec les contracts et titres justificatifs de propriété, scavoir : ceux du ressort de l'eslection de Limoges, par devant le s^r du Gondaud, procureur du Roy en laditte eslection, etc., pour estre par luy dressé des procez verbaux de verification desdittes quittances et titres et sur iceux estre asresté par ledit s^r intendent, des estats de liquidation de la finance desdits offices, dont les propriétaires seront remboursés par les maires, eschevins, consuls et syndics collecteurs et habitants des villes,

bourgs et paroisses de chaque eslection ainsin qu'il serat ordonné par ledit intendat chacun dans son ressort. Laditte ordonnance faicte a Angoulesme, le 12 septembre 1698. Signé : DE BERNAGE, et plus bas, Par Monseigneur, DU CHESNAY.

Quittance du tresorier des revenus casüels pour l'augmentation de finance que Pierre Nicolas s^r de La Gasne a faict d'un denier par livre de son entier office de greffier des rolles, des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires de la paroisse, enclave de Grateloube, eslection de Limoges, generalité de Limoges, pour la somme de soixante-trois livres pour le montant de la finance dudit denier, pour livres d'augmentation pour ledit s^r ou ceux qui auront cause de luy jouïr de quatre deniers pour livre des deniers des tailles et autres impositions annuellement, et des privileges et exantions a titre d'heredité, comme dessus est dit et comme il est au long porté par les edits de creation dudit office antien et augmentation de finance pour les mesmes privileges que l'office alternatif de greffier des rolles des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires des paroisses, des mois d'aoust 1690 et mois de novembre 1694. Signé Louis. Faict a Paris, le 26 mars 1695. Signé : MILLIER, et enregistré au contrerolle general des finances a Paris, le vingtiesme septembre mille six cent nonante cinq. Signé SOUBEYRAN.

Nota que la finance des offices de greffier alternatif des paroisses de Champsat et enclave de Grateloube, a esté faicte par lesdites paroisses et enclave à proportion de la taille, et ce sur les habitans ne s'etant trouvé aucun particulier qui les aye voulu acheter.

Quittance du tresorier des revenus casüels pour servir au recouvrement de la finance provenant de l'office de greffier des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires de la somme de cent quatre-vingt-dix-huict livres, faicte par ledit s^r Pierre Nicolas, bourgeois de Limoges, de l'office de greffier des tailles et autres créés ordinaires et extraordinaires de la paroisse, enclave de Grateloube, eslection de Limoges, generalité de Limoges, créé haire-ditaire par l'édit du mois d'aoust 1690, pour en jouir par ledit s^r Nicolas ou son commis avec les privileges ou attribution de trois deniers par livre des deniers des tailles et autres créés ordinaires et extraordinaires, le tout ainsi qu'il est plus complement porté par ledit édit, faict à Paris le 10 octobre 1690. Signé : BERTIN. Et enregistré au contrerolle general des finances a Paris, le 2 novembre 1690. Signé : SOUBEYRAN.

Quittance du trésorier des revenus casuels pour servir au recouvrement de la finance d'un denier pour livre attribué à s^r Pierre Nicolas, pourveu de l'office de greffier antien des rolles des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires de la paroisse de Champsact, generalité de Limoges, eslection de Limoges, pour la somme de cent-quarante-cinq livres pour le montant de la finance dudit denier pour livre a lui attribüé faisant en tout quatre deniers par livre des deniers des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires de ladite paroisse de Champsact, pour par ledit s^r Nicolas en jouir, sa veufve, heritiers ou ayant cause a titre d'heredité par chacun an, tant en exercice qu'hors d'exercice a commencer du premier octobre 1694, et en estre payé de quartier en quartier sur sa simple quittance par les collecteurs de ladite paroisse, et encore pour jouir de l'exxantion de la collecte des tailles et impost du sol (ou du *sel* ?), de celle de l'ustencille, et toutes autres impositions de quelque qualité et nature qu'elles puissent estre, de la contrainte solidaire qui pourrait estre décernée contre le general ou le particulier des habitants de ladite paroisse faute de payment de tailles et autres impositions, en payant seulement sa cotte part et portion desdicts deniers, du logement effectif des gens de guerre, de la contribution des sommes qui s'imposent pour les fourages, pour la descharge du logement et subsistance des troupes qui séjourneront ou seront en quartier d'hyver, et pour la solde et entretien de la milice, de tutelle, curatelle, nomination d'icelle, de guet et garde, corvees et autres charges publiques, d'establissement de commissaire et gardien des fours et saizits, et depositaire de biens de justice, le tout ainsin qu'il est plus au longt porté par les edits de creation dudit office, et augmentation de finence des mois d'aoust mille six cent nonante et mois de novembre mille six cent nonante quatre. Signé : Louis. Faict a Paris, le vingt-sixiesme mars mille six cent quatre-vingt-quinze. Signé : MILLIER, et enregistré au contrerolle general des finances à Paris, le vingtiesme septembre mille six cent quatre-vingt-quinze. Signé : SOUBEYRAN.

Double faict de sein privé entre le s^r Nicolas et Reymond Desmoulin, cler, portant cession faicte par le dit Desmoulin en faveur du dit s^r Nicolas de la plus grande et majeure valeur des biens qu'il tenait par hypothèque du dit Desmoulin, 9 may 1696.

Coppie de contract de bail de mestarie faict par le s^r Nicolas à François Choneau (ou Choveau?), laboureur de Chouzat, de ses biens de St-Yrieix et de Ste-Marie, du 19 décembre 1697.

Coppie de contract de bail de mestairie faicte par le s^r Nicolas a Estienne et Martial Marchadier et Léonard (.....) des biens de la Peytavigne, du 5 janvier 1698. Signé : Buisson, notaire.

Original de la quittance de finance de l'office de greffier des rôles des tailles et autres impositions ordinaires et extraordinaires de la paroisse de Champsact, ellection de Limoges, generallité de Limoges, créé hereditaire par l'edit du mois d'aoust 1690. Pour cinq cent trois livres du s^r Pierre Nicolas, faict a Paris, le 10 octobre 1690. Signé : BERTIN. Et enregistré au contrerolle general des finances a Paris, le 2 novembre 1690. Signé : SOUBEYRAN. Et enregistrée au greffe de l'eslection de Limoges, le vingt-huict novembre mille six cent nonante. Signé : GINGAN et NICOLAS, greffier.

Prestation de serement et reception de s^r Pierre Nicolas, bourgeois de Limoges, de l'office de greffier des rolles des tailles de la paroisse de Champsact, duquel il est titulaire et acquereur. Faict a Limoges en la chambre de l'election, le 28 novembre 1690. Signé : LAPINE et NICOLAS.

Contrat de cession faicte par Pierre Nicolas, s^r de La Gasne, a dame Magdelaine de Barmondet, comtesse de Busset et dame propriétaire de la terre de Chaslucts, de tous les droicts qu'il avoit et pouvoit prestandre sur les rentes de Puyrichenas et Lauberesse en la paroisse de La Geyrat, sans garanties, moyennant que la ditte dame donne et cede au dit s^r Nicolas et aux siens le droict de bant de la dite dame dans leglise paroissiale de Champsact, ensemble donne et cede audit s^r et aux siens le droit de chasse dans la paroisse de Champsact et estanduë dicelle seulement, et finalement cede audit s^r et aux siens le droict de guet pour sa maison seulement, iceluy du septiesme may mille six cent quatre-vingt-seize. Signé a l'original DE BARMONDET, comtesse de Busset; P. NICOLAS, acceptant subdsit; JEARIOT, present; DAPROGE, present, et E. CHAFFAUD, notaire.

Et contrôllé p. n. au 27^e, c. 41 a Chaslucts, le vingtiesme may 1696, par Deleron, commis. x. s. Et signé par coppie E. CHAFFAUD, notaire de Chasluct.

Coppie de contract d'obligation portant hyppoteque faicte par Leonard Mariglier, meunier de Ste-Marie de Vaud, a s^r Pierre Nicolas, d'une terre et vigne appelée du Brüeil, contenant environ six boiselées et d'un bois chatenier appelé du Reynier, conte-

nant environ une seterée, pour 147 ll., du 29 janvier 1697, receu par Seigue, notaire d'Aixe; ou il est porté que le dit Mariglier pourat jouir des dits biens en donnant annuellement au dit s^r Nicolas 7 ll. 7 s. a chaque feste de Notre Dame de Mars, outre la rente annuelle de son moulin.

Cession en original faicte par Jean Aymard, clerc du village de Tirenailas en la paroisse de Pagas, a Pierre Nicolass^r de La Gasne de la moitié de deux setiers blé seigle mesure de Chaslucts, etc., du 26 octobre 1691.

Contract de mariage an original d'entre Jacques Vesy de La Peytavigne et Gaillanne Gay fille de m^e Pierre Gay, prestre, et de Peyronne la mere, du 26 may 1651. Signé : HELIE, present; DUCOUX, BACNART, present, et BUISSON, notaire; GAY, contractant; DUREYCEIX, present seulement sans me prejudicier.

Avec un contract en original portant quittance en faveur du dit m^e Pierre Gay, prestre, de 80 ll. payées par les mains de m^e Jean Dureyceix lainé, notaire, a Guillaume Vesy et Mariette Raffier, pere et mere dudit Jacques Vezy, du 16 juiilet 1651. Signé : DUREYCEIX, faisant pour m^e Pierre Gay, prestre, sans me prejudicier; PEYLET, present; et BUISSON, notaire.

Reconnoissance faicte par s^r Pierre Lascoux pour dam^{lle} Marie Bougierre a messire Just de Faygellande, commandeur de Puy-bonnieux, sur le mas et tenement de la Peytavigne, du Peyrier, du Sarot et pour la moitié de la Bessounie, en compagnie des autres contenantiers de froment deux setiers, esmine seigle trois setiers, advoine neuf esminaux, mesure de Chaslucts, et trois gelines et une geline pour la disme de lin et chanvre et trois journeaux de rente fontiere et annuelle; et aussi reconnu sur le tenement de Dompniex et la moitié de la Béchounie audit s^r commandeur en compagnie des autres contenantiers qui ont fait si devant reconnaissance le 29 mars 1681, recue par J. Massaloux, notaire royal, de rente aussy fontiere et directe annuellement, froment deux setiers, seigle quatre setiers, advoine quatre esminaux, mesure de Chaslucts, argent vingt-sept sols et six deniers et trois gelines ou la disme des fruicts naissans et croisans desdits lieux trois journeaux, l'un a la vigne, l'autre au bois, l'autre au pré du 23 iuin 1681. Signé par coppie : J. DE MASSALOUX, notaire royal, commissaire.

Contract entre Jacques Reymond et autres tenentiers de la Peytavigne, et Louis Pouliou et autres tenentiers de Dompniex et de la Bechounie, portant que la lende de la Peytavigne se partagerat au

premier jour entre eux par teste, suivant les parts et cotités d'un chacun des habitants, en payant chacun la cottité de rente deüe pour raison de ladite lande. Du 10 juin 1633. Receu par Dureyceix, notaire royal, et par colation représentée par Deymery de S^e Catherine, au requit de s^r Pierre Nicolas du 20 mars 1683. Signé : P. NICOLAS et DUREYCEIX et JOUBERT.

Coppie informe du titre en latin du tenement de Puyrichenas, pourtant reconnoissance faicte par Maruial Lorent Dupuy en faveur de s^r Jean Vigerie de deux setiers seigle, advoine six esminaux, argent vingt sols, gelines deux de rente, fontiere et directe, annuellement, du 14 janvier 1446, receu par Jean Helias, nôtair, et par colation, signé : GUITARD.

Reconnoissance faicte par messire Jacques Reymond, prestre, en compaignie d'autres tenenciés de la Peytavigne, a tres religieux François Arbert (ou Arbaut?), chevalier, commandeur de Puy Bonnieux de 2 setiers 2 boisseaux froment, 3 setiers seigte, germiaux advoine, mesure de Chasluctz, 43, argent trois couronnes trois gelines et une autre geline pour raison de disme du lin et chanvre de rente fontiere et directe deüe annuellement au dict commendeur sur les lieux et tenement de la Peytavigne, le Perier, le Sarout, et la moitié par indivis du mas, village et tenement de Bessounie, du 17 janvier 1519. Signé par coppie : RAFFIER, notaire de Champsact.

Reconnoissance faicte par M^e Pierre Jude, prêtre, et autres habitants de la Peytavigne et Dompniex, ont reconnu a messire Claude de Bourbon, seigneur de Chaslucts, de rante seconde, sur le tenement de Dompniex, de..... et de la Bessounie, en la paroisse de Pagas, advoine quatre esminaux, mesure de Chaslucts, annuellement, du 29 octobre 1576. Signé par coppie : BARNY, notaire.

Reconnoissance faicte par M^e Jacques Raymond et Coluy (?) Reymond du lieu de la Peytavigne au seigneur et dame de Chaslucts annuellement de rente seconde sur le tenement de la Peytavigne et ses appartenances, seigle un setier, froment un setier, advoine six esminaux, mesure de Chaslucts. du 11 décembre 1636. Receue par Louis Faure avec ledit Boueysaud et par collation représentée par Madame la comtesse de Busset le 15 aoust 1686. Signé : la comtesse de BUSSET et J. MASSALOUX, notaire royal.

Reconnoissance faicte par M^e Pierre Jude et autres tenants de la Peytavigne a messire Anné De Veyrat, commandeur de Puy-bonnieux, a cause du tenement de la Peytavigne et dependances pour 2 ll. froment, 3 seigle, 9 esminaux advoine, mesure de Chaslucts, et 3 gelines et 1 geline pour le disme du lin et chanvre et trois journeaux de rente fontiere annuellement. Du 20 mars 1649.

Receue par J. Barbe, notaire royal, avec M^e Estienne de Parsat. Et par collation représentée par s^r Jacques Raymond de la Peytavigne. du unzième decembre 1649. Signé : BUISSON, DUREYCEIX, present. Pierre CHOULY, notaire, et FARDET, notaire de Chaslucts.

S'en suivent les contracts que nous avons des acquisitions des biens de la Peytavigne et autres de la paroisse de Champsact et dependances.

En 1663, Barriere, notaire royal a Champsac.

Devillevaleix, notaire a Lageyrat, 1662.

Achat de biens situés a la Peytavigne et a Dounier, appartenant aux frères Jean et Pierre Bugeaud, 552 ll. 10 s. (14 avril 1662, et 800 ll. (novembre 1663).

Chambon, notaire a Champsac, 1673, 1669, 1667, 1672, 1677.

Pierre Nicolas vivait en 1708, 1709.

Contract du bois des Ames contenant deux setérées pays, mesure de Chaslucts, donné a s^r Jean Nicolas et aux siens moyenant vingt sols de rente fontiere et directe annuellement par M^e Leonard Descordes, prestre, curé de Champsact, et Antoine Buisson, m^e cordonnier du bourgt de Champsact, sindicq et fabricant de l'eglise paroissiale dudit Champsact, a chaque jour et feste de la Noel. Le dit contract du 11 août 1673, signé par coppie : J. NADATB. notaire.

Arpentement du tenement de la Loubarie, de la paroisse de Champsact, du mois de novembre 1665. Signé par coppie : DEVILLE-VALEIX, arpenteur de Lageyras.

Contract d'arentement faict par Leonard Meriglier dit Pater, à s^r Jean Nicolas du moulin appelé de la Vergne, de seigle 5 setiers 2 boisseaux, mesure d'Aixe, et deux chappons annuellement et perpetuellement payables par le dit Meriglier et les siens au dit s^r Nicolas et aux siens, du 25 octobre 1670. Signé par coppie CHABANEYX, notaire, et par collation sur l'original représenté par Estienne Chabaneix le 13 aoust 1680, signé : Cusson et CHAMPOTRO, notaires royaux.

(P. 216). — *Mémoire du linge que nous avons, ce 24^e janvier 1696.*

(Mentionne quelques tapisseries de Bergame et de Felletin, six tableaux, le portrait de feu Jean Nicolas « mon père » ; une thèse sur satin dédiée à feu Messire François de Lafayette, évêque de Limoges, un fusil, une carabine, deux pistolets, trois épées, un sabre de Damas ; trois cassettes ou layettes fermant à clef, « une desquelles est d'escaille entourée de miroirs par le dedans, ayant le dessus de la serrure d'or »).

P. NICOLAS.

(P. 213).

MESURES.

Réduction des mesures du Limousin à celle de Limoges [vers 1690].

Rochouard, Razet, Benevent, Ladignat, Comprenias, La Jon-
tiere et Ambazat : les trois setiers font quatre à Limoges ;

Chaslucts : les trois font cinq à Limoges.

Aixe, les Cards, Nexon, Meliat, Rochefort, Lastours, Pouliat,
Lauriere : les quatre font cinq à Limoges ;

La Souterraine : le setier faict deux à Limoges ;

L'abbaye de Saint-Augustin, Solompniat, Juliat : les huit se-
tiers font neuf à Limoges ;

Confolens : les sept setiers font treize à Limoges ; trois boisseaux
advoine comble font deux esminaux ; l'esminal advoine faict, me-
sure de Limoges, deux esminaux moins une coupe ; la mesure
sezarée ou casure est moindre de deux coupes que la ronde.

Saint-Léonard : les cinq [setiers] font six à Limoges, mesure
vendant. L'on m'a asseuré que la mesure chastelerie est une
coupe moindre que la vendant ; la mesure noillieuse moindre sur
les cinq setiers d'une coupe de celle vendant ;

Le bourg de Salagnat : les dix setiers font onze à Limoges ;

Saint-Junien, Cieux, Bussière-Beaufils et Brelioufat : les deux
setiers font trois à Limoges ;

Saint-Yrieix : les neuf setiers font dix à Limoges ;

Ségur, Payzat et Chasluzet : le setier est comme [celui de] Limo-
ges ;

Saint-Priest-Ligoure, Pierrebuffière, Chasteauneuf, Fresinet : les
six setiers font cinq à Limoges ;

Chervy, Esmoutier : les cinq [setiers] font quatre à Limoges ;

Saint-Germain, Libersat, Saint-Ibard, Bret, Maignat, La Crou-
sille, Uzerche, Maysant, Salon, Saint-Jean-Ligoure : les cinq setiers
font quatre à Limoges ;

Conniat : le setier faict trois esminaux une coupe demie à
Limoges ;

Chasteaumorand : le setier faict trois esminaux deux coupes un
quart à Limoges ;

Peyrat : le setier est moindre que [celui de] Limoges d'un quart
coupe. Est à enquérir, n'ayant trouvé ailleurs que le setier soit
moindre d'un quart coupe ;

Genis : les douze setiers font dix-sept à Limoges ;

Annède : les dix setiers font huit et esmine à Limoges ;

Combort : les cinq sestiers font trois à Limoges ;

Le Dongnion : le setier est moindre que [celui de] Limoges de demie coupe;

Budière : le setier faict six quartes à Limoges ;

Saint-Pardoux et Chateauponsat : [le setier] est plus grand que [celui de] Limoges de six coupes et trois quarts coupe.

Etc., etc.

Nota que aux lieux où les esminaux d'advoine sont combles, il n'y a que deux esminaux au setier, comme à Ladignat, les Cards, etc. Et où ils sont ras, il y en a quatre.

Les deux esminaux d'advoine combles en valent trois de ras.

Les deux quartes combles ne font qu'un esminal comble.

A Magnat faut huit quartes advoine au setier.

A Chateauponsat les deux setiers font trois et quatre, mesure de Limoges.

Au prieuré des Folles les quatre setiers font six à Limoges... Au setier seigle il y a huit boisseaux et au setier advoine il y a seize boisseaux.

A Uzerche il n'y a que douze coupes au setier tant du froment que du seigle, six coupes à l'esminal d'advoine et trois coupes à la quarte. L'on met cinq esminaux advoine pour faire le setier.

Le cent de fagots de rente vaut vingt sols.

Le journal ou arpent de fondalité vaut dans Limoges et aux environs dix sols et ailleurs huit sols.

La poulaille de fondalité vaut huit sols.

Le chapon de fondalité douze sols.

La paire poulets huit sols.

La charettée fiente seize sols.

La charettée raves quarante sols.

Le journal à faucher dix sols.

La charettée bois à Limoges trois livres.

La charettée bois ès environs vaut quarante sols.

La vinade d'une charette à quatre bœufs pour chaque lieu vaut vingt sols, et s'il y a trois paires de bœufs faut augmenter de dix sols pour chaque paire par lieu d'aller et autant à revenir.

Le setier seigle, mesure de Limoges, de réassence vaut quarante livres.

Les cinq esminaux petite advoine font le setier seigle.

La charettée fagots vaut de rente un setier seigle.

La grosse advoine vaut un tiers plus que la petite.

Le setier froment vaut de réassence cinquante livres.

La charettée de fuste de rente vaut de réacence soixante livres.

Le setier seigle de disme inféodée vaut quarante livres.

Les trois esminaux petite advoine valent deux de grosse.

- Le mouton de rente vaut ordinairement trois livres.
- Le chevreil vaut vingt sols.
- Le couchon de lait vaut seize sols.
- La vinade d'une paire de bœufs est réglée à quatre livres.
- La taille sur quatre quard (*sic*) est réglée pour chaque quard à trois livres.
- Le denier d'or est réglé à trois livres.
- La mesure cézarée vaut deux coupes moins qu'à Limoges.
- Cinq esminaux chataignes vertes valent un setier seigle.
- L'esminal comble vaut un tiers plus que le ras.
- Le journal pré tient quatorze coupes, mesure de Razès et Rochoir, et à Limoges en faut dix-huit.
- La géline de rente vaut de réacence huit livres dix sols,

Depuis 1600 jusques à 1635.

- Le cy-après serat estimé et mis à prix par les auditeurs des comptes en cas de besoin :
- Le cent de fagots [vaut] cinq sols.
- Le journal de fondalité à la campagne cinq sols; à Limoges et aux environs six sols.
- La poule six sols.
- Le chapon dix sols.
- La paire poulets six sols.
- La charettée feumier à la campagne douze sols et à la ville et auprès quinze sols.
- La charettée raves vingt-six sols.
- Le journal à faucher huit sols.
- La charettée gros bois à la campagne quarante sols et à Limoges ou ès environs trois livres.
- La réassence de la charettée bois de rente quarante livres.
- La réassence d'un setier seigle quarante livres.
- La réassence d'un setier froment cinquante livres.
- La réassence de la charettée de fuste cinquante livres.
- La charettée de fuste de rente vaut trois livres dix sols; de disme inféodée trente-cinq cinq livres.
- Le mouton de rente vaut quarante sols.
- Le chevreil vaut douze sols.
- Le couchon de lait douze sols.
- Les tuteurs rendant compte aux mineurs, ils ont six mois pour employer l'argent ou affermer les biens, après la nomination faicte pour la presente année, sans qu'ils doivent d'interets; comme aussy toutes les années suivantes l'on les fait debiteurs des interets

a l'ordonnance a 15 deniers pour livre; mais l'on ne conte l'interest que pour dix mois chaque année. Comme aussy lorsque les mineurs se trouvent devoir quelque chose aux tuteurs, l'on conte les interets aux dits tuteurs a raison du denier vingt; mais aussy l'on ne deduit aucun mois, mais l'année toute entiere, si elle y est.

Les taxes des procedures et pour la grace est (*sic*) a deux sols par feuillet; et est taxé pour chaque feuillet du conte en grand papier huict sols, les presentations a l'ordinaire huict sols.

Et depuis 1635 jusques a present, pour toutes les années au-dessus de 1635, l'on met :

Le cent de fagots, trente-cinq sols.

Le journal de fondalité a la campagne sept sols, a Limoges ou ès environs huict sols, etc.

.....

Fait au Conseil privé du roy, tenu à Saint-Germain-en-Laye, le 20 octobre 1671. Collationné. Signé : PECQUAT.

(P. 40.)

ITINÉRAIRE.

Route qu'on doit tenir pour aller de Champsact à Bourdeaux.

Premierement, de Champsact faut aller à Latarie; il y a environ une lieue et demie. De Latarie à La Maison-Rouge; il y a environ demye-lieue. De La Maison-Rouge aux Farges; il y a environ deux lieux. Des Farges à St-Pardoux; il y a environ deux lieux; disner à St-Pardoux. De St-Pardoux à Sieux; il y a environ une lieue. De Sieux à Pontarnaud; il y a environ deux lieues; coucher à Pontarnaud. De Pontarnaud aux Potences..... Des Potences à Cercles.... De Cercles à La Longue..... De La Longue à Lanbodie.... De Lanbodie au Chaslard. Disner au Chaslard. Du Chaslard à St-Privat..... De St-Privat au pont de la Risoune..... Coucher au pont de la Risoune. Du pont de la Risoune à Peyra-le-Nègre. De Peyra-le-Nègre au Chalaure. Du Chalaure à Coutras..... Disner à Coutras. De Coutras à La Frappe. De La Frappe à Libourne..... Coucher à Libourne.

Si vous voulez laisser votre cheval à Libourne vous pouvez aller par eau moyennant 2 sols ou 4 sols pour le plus, de Libourne à Caverne, qui est quatre lieues que vous ferez par eau. Et quand vous serez arrivé à Caverne, vous sortirez de dessus l'eau et vous en yrez à pied, ou si vous voulez prendre un cheval de louage, vous le trouverez moyennant environ 5 sols pour aller de Caverne

à Larmond. De Caverne il faut aller au Carbonblanc ; il y a environ demie-lieue. Du Carbonblanc à Larmond il y a environ demie-lieue. De Larmond vous irez par eau jusques à Bourdeau, qui est environ une lieue, moyennant un sol.

Si vous voulez emmener votre cheval à Bourdeau ou à La Bastide, vous faudra aller de Libourne environ quatre lieues par terre, et vous traverserez l'eau deux fois. Vous pouvez laisser votre cheval à La Bastide pour moyennant environ 2 sols 6 deniers par jour à l'herbe, et au foin pour moyennant environ 6 sols par jour. Et si vous le voulez passer à Bourdeaux il vous coulera environ 6 sols ou 7 sols tout au plus par jour au foin, le tout sans y comprendre l'advoine. Aussi bien qu'à Libourne, si vous le y laissez, coulera environ 6 sols ou 7 sols par jour au foin seulement.

Vous pouvez aller loger chez le sieur Averard, m^e cartier, dans la rue de St-Remy, faisant le coin de la rue Courbein, à Bourdeau, moyennent 15 sols par jour pour votre bouche seulement et pour couchée. Mais vous ne ferez que deux repas, disner et souper. Que si vous voulez boire ou manger hors des dits deux repas, il faudra payer ce que vous prendrez.

Le s^r Hugues, cabaretier, demeurant proche de la rue Ste-Colombe (*sic*), aussy bien qu'un m^e tailleur demeurant dans la mesme rue de Ste-Colombe, logent un homme à pied moyennent 2 sols par couchée, et l'on se norrit à ses piesses comme l'on veut. Et vous font cuire moyennent les dits 2 sols par jour ce que vous voulez manger.

Le s^r Casternaud, courrier de Limoges à Bourdeaux, loge au dit Bourdeaux, chez m^e Baptiste, à la *Male royale*, dans la rue du Bashutier.

Nota que M^e Puylauzy, procureur au Parlement de Bourdeaux, demeurant rue neuve, est un bon procureur.

(P. 57).

BIBLIOTHÈQUE.

Cathalogue de mes livres.

Dictionnaire Gaudin (1), françois et latin.

(1) Jean Gaudin, jésuite du collège de Tulle et plus tard, croyons-nous, du collège de Limoges, fit cession en 1675 à Antoine de Lagarde, marchand libraire de Tulle, du privilège de faire imprimer, vendre et débiter un livre intitulé : *Trésor de trois langues française, latine et grecque* (Voy. l'*Invent. des Arch. dép. de la Corrèze*, E, 765). C'est sans doute ce

Regia Parnassi surnommé Gradus françois et latin.

Fons aureus elegantioris, selectioris auctorisque latinitatis.

Flores latinae locutionis.

Un ancien Disputaire (*sic*) (1), avec des anciens rudimens qui y sont jointes.

Un autre Disputaire (2).

Un troisième Disputaire.

Deux grammaires.

De ratione conscribendi epistolas, nommé Vellius en latin.

Philosophia divi Thomae quatuor tomis comprehensa, scilicet logica, physica, methaphisica et moralis, en latin.

Lucii Annaei Senecae epitome rerum romanarum, en latin.

Herodianus historiae de imperio post Marcum vel de suis temporibus et compendium ejusdem manuscriptum.

Methode curieuse (3).

Autre methode curieuse.

Flos latinitatis (4), nommé Pomariolon.

Orationes ex Tito Livio collectae.

Ma Rhétorique écrite en main, traduite par le R. P. Obusson, latine.

même ouvrage qui parut à Limoges chez Barbou, en 1676, in-4°, sous ce titre : *Novum dictionarium sive Thesaurus vocum et locutionum latinarum quibus gallicae et graecae pariter respondent*. Nouvelle édition, Tulle, 1680, sous ce titre, *Thesaurus trium linguarum*, et Limoges, Barbou, 1730, sous cet autre titre, *Trésor des langues française et latine*. — Il est aussi l'auteur d'un abrégé de la grammaire de Desputière, abrégé que nous ne connaissons que par l'édition suivante : *Desputière abrégé par le R. P. Gaudin, de la Comp. de Jésus. Accru nouvellement par un père de la même compagnie*. — Limoges, Barbou, 1722. (*Biblioth. des écrivains de la Compagnie de Jésus*).

(1) La *Grammaire latine* du Brabançon Jean Desputière parut en 1515. Elle a été en usage en France pendant tout le XVII^e siècle.

(2) Peut-être l'ouvrage suivant : *Joannis Desputeri grammatica emendata R. P. Francisco Creuxio, societatis Jesu sacerdote, ad usum collegiorum ejusdem societatis edita tertio plenior*. Limoges, Barbou, 1673.

(3) Sans doute l'ouvrage suivant : *Méthode curieuse pour acheminer à la langue latine par l'observation de la française*, par J. Bretonneau. — Limoges, J. Cathue, 1683, in-32 (*Bibliographie limousine* ms. de M. P. Duconrioux).

(4) *Flos latinitatis ex auctorum linguæ latinæ principum monumentis excerptus auctore P. François P[omery]*, Soc. Jesu. Limoges, Barbou, 1699. La première édition, à une date qui n'a pas encore été retrouvée, avait pour titre : *Pomariolum latinitatis*.

Candidatus rhetoricæ (1).

Alius candidatus rhetoricæ (2).

Quantitas pro carminibus.

Elegantiae Aldi Manutii (3).

Carmina de urinarum judiciis edita a magistro Egidio.

Paratitla seu annotationes ad juris utriusque titulos.

Antonii Mizaldi medica artificia comparandorum hortensium fructuum oleorum.

Le blason des couleurs en armes, livrées et devises.

Livre où sont contenues les diverses formes de l'or et de l'argent monoyé. .

L'histoire du martire de saint Rustique (4).

Heures en françois et en latin.

Les Espitres morales en françois du sieur Vostaing de Luzy, avec un meslange des poésie.

L'Octavius de Minucius Felix en françois.

Chansons chrestiennes et spirituelles, en françois.

Consolation de la philosophie traduite de latin en françois par le R. P. de Ceriziers, de la Compagnie de Jésus.

Le Jour dévot.

Petit catéchisme catholique en françois et en latin, qui se voit en troisieme.

Petit catéchisme ou Doctrine chrestienne en françois.

Les quatre fins de l'homme.

Des Rudimens latins.

Autres Rudimens grecs.

M. T. Ciceronis epistolarum familiarium liber 10.

M. T. Ciceronis epistolarum ad familiares liber I.

P. Ovidii Nasonis de Tristibus.

P. V. Maronis Bucolica.

Autre livre de thèmes, de Cicéron et de vers écrits en main.

(1) Peut-être l'ouvrage suivant : *Candidatus rhetoricæ a P. Josepho Juvencio auctus, emendatus et perpolitus, ad usum regii Ludovici Magni collegii societatis Jesu*, dont on connaît une édition à Paris, chez Jean Barbou, 1714, in-12.

(2) *Novus candidatus rethoricæ*, par P. François Pomery. — Limoges, Barbou, 1699, in-12.

(3) *Elegantiae Aldi Manutii auctæ, gallicæ factæ*,... par Jacques Gaultier, S. J. — Limoges, Barbou, 1653, in-12.

(4) Il y a un chapitre sous ce titre dans l'*Histoire sacrée de la vie des Saints du Limousin*, par Jean Collin (1672, p. 319). Ce chapitre avait-il été imprimé à part dès 1666, à l'occasion de la translation des reliques de saint Rustique? C'est ce que nous ne saurions dire.

Autre livre de thèmes en troisieme.

M. T. Ciceronis de Natura deorum.

M. T. Ciceronis pro rege Dejotaro.

Alius liber themalis quo in tertio ordine et in humanista usus sum.

Alius liber themalis in rhetorica.

M. T. Ciceronis Paradoxa.

M. T. Ciceronis pro lege Manilia.

M. T. Ciceronis pro Q. Ligario.

Les hommes illustres de l'ancienne Romme par Sextus Aurelius Victor, françois et latin.

Valerius Cortus (?), Aromatiques confections.

Brieve arithmetique pour faciliter à comprendre et nécessaire à tous ceux qui font trafic de marchandise et autres pour conter et sommer.

Prières pour ganier le jubilé.

Quelques cayés de papier escrits de travers.

Les OEuvres de Virgile Maron, prince des poètes latins, traduites de latin en françois; les Bucoliques et Georgiques par Cl. M. R. Leblans; les douze livres de l'Enéide par Louys des Masures, avec un trezième livre adjouté par Maphaeus; ensemble les Epigrammes de Virgile nouvellement traduits par P. D. Mouchault.

Novum testamentum vulgatae editionis.

Le Petit missionnaire.

La devotion de la couronne de l'esclavage à l'honneur de la très sainte Vierge Marie.

Arithmétique et arpentage de Jean-Abraham dit Launais.

Le Bastiment des receptes, autrement le Plesant jardin, escrit en main.

Les OEuvres de Bruscamille (1).

L'esprit de cour ou les Conversations galantes (2) divisées en courts dialogues, dédiées au roy, par René Bary, conseiller et historiographe de Sa Majesté. A Paris, chez Charles de Gercy (?), au Palais, dans la salle dauphine, à la *Bonne foy couronnée*, MDC. LXII (3).

(1) Deslauriers dit Bruscamille, comédien de l'Hôtel de Bourgogne, qui publia en 1612 des *Fantaisies* ou recueil de facéties très souvent réimprimées au XVII^e siècle.

(2) La première édition de ces *Conversations* est de 1635, 2 vol. in-4°.

(3) « Ne lisés aucun livre de ceux-cy ». Indication qui s'applique aux trois derniers ouvrages que Nicolas a entourés d'un cercle.

Les Secrets de R. S. Alexis Plemontois. Livres des secrets et receptes de divers autheurs.

(P. 59).

SCHOLASTICA.

Les noms des regens que je ay heu dans mes classes :

En 5^e, 4^e et 3^e le R. P. Moysez.

En seconde le R. P. Pinot.

En rhethorique le R. P. Obusson.

En philosophie aux Jacobins le R. P. Maisonneuve.]

Les P. P. prefaicts des classes du temps que j'étudiois aux Jesuites : R. P. Garry, R. P. Lemaye, R. P. Pinot.

P. NICOLAS.

(P. 86). — Le nom des docteurs soubz qui j'ay estudié en droit à Poytiers.

Premièrement Jean Leroy qui enseignoit le matin, et secondement Alexandre Straquant qui enseignoit le soir

(P. 114). — Ego Petrus Nicolas diocaesis Lemovicensis incaepistudere utrique juri et excepi lectiones dominorum Joannnis Leroy et Alexandri Straquant die..... decembris anno Domini 1681.

P. NICOLAS.

(P. 42). — Augustissimae caelorum reginae virgini Mariae oratorum parenti facondissimae suas de rhetorica institutiones in aeternum observantiae monumentum afferunt rhetores Lemovicenses.

Rhetorica a reverendissimo patre Obusson tradita anno 1670.

(Suivent quatre pages d'extraits de cette rhétorique).

(P. 183). — CELEBRIORUM PHILOSOPHIAE QUESTIONUM CYNOPSIS ANARITICA (*sic*)

(Suivent huit pages de questions philosophiques avec les réponses et les objections : *Utrum logica sit scientia? Utrum logica sit scientia speculativa? etc.*).

POETICA.

(P. 46). Du lever du soleil à la nuit sombre
Louez celui qui règle l'ombre.

(P. 89). Je vous parle sans cesse et vous vois en tous lieux,
Car toujours mon amour faict faire à ma pensée
L'office de ma langue et celui de mes yeux.

- (P. 126). Eternité de vie, éternité de mort,
 Chatimens éternels, éternelles délices,
 Rien n'en peut dispenser, il faut choisir un sort :
 Ou voler à la gloire ou marcher aux supplices.
 (Polyeucte)

Hodie mihi, cras tibi.

- (P. 127). O longue éternité, qu'on pense rarement
 Ce que nous devons estre, estant ce que nous sommes.
 On feroit son salut bien plus asseurement
 Si l'on examinoit que deviendront les hommes.

- (P. 41). Beaux yeux qui faictes vivre et mourir tout ensemble
 Et qui de tous humains estes les vrais vainqueurs,
 Vous n'estes pas des yeux, vous estes dieux des cœurs
 Qui donnez vie et mort, comme bon il vous semble.
 Donc, ces traits acérez, ces fleiches et ces dards
 Sont des rayons divins et non pas des regards,
 Car ils percent nos cœurs et puis dedans nos ames .
 Font germer en tous temps des amoureuses flammes.

* *

- (P. 50). — Margré la jalouzie
 De tous mes ennemis
 J'iray à Sainte-Marie
 Et verray ma Filis.
 Flon, flon, la lire dondaine,
 Flon, flon, la lire don don.
- D'où vient que tout m'enchanté
 Aujourd'huy dans ce lieu?
 Marion la plesante,
 C'est de voir vos beaux yeux.
 Flon, flon, etc.
- Je vous chéris, Marie,
 Certes uniquement.
 N'en doutez point, m'amie.
 Tout en vous est charmant.
 Flon, flon, etc.
- Quoy que l'on puisse dire.
 Je seray toujours tel.
 Cette aymable Marie
 Possédera mon cœur (1).
 Flon, flon, mariez-vous, fille.
 Flon, flon, mariez-vous donc.

(1) La rime est abandonnée.

*
* *

Belle Iris, vous avez deux pommes
 Que je baizerois tendrement,
 Loin de les mordre goulument
 Comme fit le premier des hommes.
 Heureux qui peut monter sans bruit
 Sur l'arbre qui porte ce fruit.

Épitaphe sur un sepulchre.

J'estois dans ce bas monde le plus infortuné
 De tous ceux que le ciel a jamais gouverné.
 Dieu veuille que je sois bientôt en Paradis.
 Frères, pour cet effaict, dites *De profundis*.

Ne lisés rien de sela.

Buvons, mes chers confraires :
 Nqus ne scaurions mieux faire.
 La bouteille est toujours
 L'object de nos amours.
 Buvons, buvons, buvons la toute
 Et voyons en la fin.
 En laisser une goutte
 C'est mépriser l' bon vin.

*
* *

Que me diront meis parentibus? (1).

 Ils me battront virgis et fustibus,
 Me conduisant coram hominibus.
 Petites filles quae juvenes estis,
 Prenés vous garde ab scholasticis.
 Ils vous feront adolescentulum
 Comme ils m'ont faict in uterum meum.

*
* *

(P. 51).

Allons dessus l'erbette
 Conter nostre amourette.
 Ces gazons de verdure
 Sont des lieux bien charmans.

.....

(1) Il faudrait évidemment le nominatif. Mais la rime a de telles exigences. — Le vers suivant, indiqué par des points, nous a paru inintelligible.

*
* *

- (P. 54). Il faut laisser cet asne braire,
Tempester, bondir et suer.
Un baudet qu'on met en colère,
Ne peut moins faire que ruer.

*
* *

Chers amis, allons à l'armée
Puisque l'on voit tant de galans
Qui s'y font voir toute l'année
Si généreux et si vaillans,
Bourbon est nostre capitaine.
Il le faut donc bien imiter.
De son bras la valeur extrême.
Suffira à nous y exciter.

(P. 222).

Chanson.

Ha! qu'on m'apporte du vin!
Buvons, cher voisin,
A la charmante catin
Et disons luy une chanson
Qui lui puisse toucher le son (1)
Petit cœur gauche (2).
Mais peut estre qu'après cela
Elle voudra faire la la
La desbauche.

Chanson.

D'où me provient la rude destinée
Qui me conduit à cette triste mort?
Que ne m'a-t-on fait mourir à l'armée
Pour m'empêcher d'offenser ma lignée?
O sort que tu me fais de tort?

Où est le temps que parmy la milice
L'on m'appeloit le généreux Taxin?
Hélas! après dix-huit ans de service
L'exécuteur de la haute-justice
Soudain m'a détruit de sa main.

Après avoir vescu toute ma vie
Dans les hasards en servant nostre roy,

(1 et 2) Ces deux vers nous paraissent inintelligibles à moins d'admettre que *le son* est pour *le sien*.

Un Limougeau, pour une tyrannie,
Veut de mon corps que l'ame soit ravie
Sans foy ni sans suivre la loy.

J'ay évité le damas et la balle,
J'ay évité la gueule du canon,
J'ay combattu pour la palme royalle.
Point d'occasion qui me fusse fatale
Non, non, car je servois Bourbon.

Si l'on n'eut pas avancé mon supplice,
Le retardant seulement de trois jours,
J'aurois bien peut éviter la malice
D'un Limougeau.....
..... (1).

Je n'ay pas craint la perte de ma vie,
Car je l'avois bien souvent exposée
A un million de périls et dangers.
Mon plus grand mal ce fut l'ignominie
Non, non, ce n'est point la douleur.

(P. 45).

MODÈLES DE LETTRES.

Mademoiselle, il faut enfin que je vous dise, mais plus de cœur
que de bouche, que de toutes les personnes du monde vous estes
la seule que j'aime uniquement.

.....
Monsieur le.... quand je vous dirois que vous estes l'unique
objet de mes respects et de mes affections, je ne vous représente-
rois encore qu'une partie de l'estime.....

(P. 88). — Je m'estois proposé de vous escrire, Mademoiselle,
aussi tost que je serois arrivé à Limoges. Mais ayant considéré et
pensé sérieusement à vos mœurs, les ayant contemplez à mesme
temps avec les yeux de l'esprit, je ne mis en exécution le dessein
que j'avois formé.....

(P. 132). — Mademoiselle, je vous demande par icelle un million
d'excuses si je ay tant tardé à havoir l'honneur de vous voir et
mesmes de vous escrire..... Fait à Limoges ce 1 juillet 1679.

Mademoiselle, vous excuserès, si vous plaict, l'audace ou plu-
tost l'impudence que je ay heu de vouloir, nonn obstant toute mon
ignorance, despaindre la moindre partie des merites deus à vos
belles qualités. Il me semble néanmoins que la nature sera mon

(1) Fin de strophe inintelligible.

defenseur pour vous contraindre, pour ainsi dire, à pardonner à mon (*sic*) stupidité..... Je vous prie tres humblement saluer de ma part Madame de Maraval et la seur du sieur Laplasse. Monsieur N. vous faict ses baize-mains.

(P. 140). — Monsieur, je vous suis acquis par tant de façons que la seule attente des occasions de vous le témoigner faict toutes mes inquiétudes.

.....
(P. 141). — Lettres pour se plaindre d'un long silence.

(Suivent six formes de lettres sur ce thème).

(P. 142). — Response aux lettres qui se plaignent du silence.

(*Idem*).

Lettres de remerciement.

(*Idem*).

Response aux lettres de remerciement.

(*Idem*).

(P. 144). — Lettres de prières.

(*Idem*).

(P. 145). — Reponse aux lettres de prières.

(*Idem*).

(P. 146). — Lettres de congratulation à un amy touchant un bonheur qui luy est arrivé.

(*Idem*).

Lettre à un seigneur pour se justifier d'un faux rapport qu'on luy auroit faict à nostre desavantage.

(*Idem*).

(P. 147). — Lettres de presentation de service.

(*Idem*).

Lettre pour demander reponse.

(*Idem*).

(P. 148). — Lettres sur l'absence.

(*Idem*).

Lettres de protestation d'amour et de fidélité.

(*Idem*).

(P. 149). — Lettre de plainte sur un mespris.

(*Idem*).

Lettres pour se plaindre d'une inconstance.

(*Idem*).

Lettre pour demander le portrait d'une maîtresse.

(*Idem*).

(P. 150). — Lettre pour tesmoigner à un amy le plaisir qu'on a de le servir.

(*Idem*).

(P. 151). — Lettre de conjouissance à un nouveau marié.

(*Idem*).

(P. 154). — Lettres particulières de recognoissance d'une faveur signalée à un seigneur.

(*Idem*).

Lettre à un amy malade.

(*Idem*).

(P. 156). — Lettre de consolation d'un mary à sa femme sur la mort de leur fils.

(*Idem*).

(P. 157). — Lettre pour demander pardon d'une faute commise.

(*Idem*).

(P. 158). — Lettres de reproche à un amy sur sa froideur.

(*Idem*).

(P. 165). — Lettres de congratulation à un amy touchant un bonheur qui luy seroit arrivé.

(*Idem*).

(P. 167). — Pour conjurer son altesse de donner grace a quelque criminel.

Etc., etc.

JEUX D'ESPRIT.

(P. 85.) — Pour attrapper quelcun, faut luy dire : dites moy. Monsieur, vous qui vous piquez de scavoir si bien paller (*sic*) françois, lequel de ces trois motz est mieux dit en françois : Bouter, ficher ou mettre ? Et s'il vous répond vous scavez bien que... vous lui direz de mettre.

Que reste-t-il à une personne qui a rendu corps et ame ? Il luy reste un corps et une âme, si c'est une femme qui se soit accouchée d'un enfant vif, laquelle a rendu corps et ame, c'est-à-dire le corps et l'âme de cet enfant qu'elle avoit dans son ventre. Mais elle n'a pas pour cela rendu son propre corps et sa propre ame.

Qui de 10 en oste 1, combien reste-t-il ? 9. — Qui de 9 oste 1, reste 8. — Mais qui de 2 oste 1 reste 2. Et pourquoy ? Parce que quand le mary a couché avec sa femme, aprez qu'il se lève du lict et qu'il y laisse sa femme, il y en reste deux, à scavoir sa femme et l'enfant qu'il luy a fait dans son ventre.

(P. 87). — Pour faire danser une personne en chemise dans la chambre faut donner le mot du guet à une perconne et luy dire : « Je vous donneray une pïesse d'argent *et* venez dans une telle chambre ». Et dès lors que vous y serez entré, quittez vos abits et commencez d'y danser en chemise, sans faire semblant que j'aye parlé. Et les personnes qui seront dans cette chambre ne sachant que vous ayez donné le mot du guet à l'autre croiron! que c'est une grande merveille.

(P. 63).

JEUX DE SOCIÉTÉ.

Pour manger un cousteau, il faut escrire un cousteau sur du papier et après manger le papier, sera faict.

Pour faire danser un couteau sur le bout d'une regule, il faut...

Pour faire passer une grosse cerise dans un petit trou, il faut.....

Pour faire danser un œuf au milieu d'une chambre, il faut, etc.....

RECETTES CULINAIRES, MÉDICALES ET AUTRES.

(P. 39). — Pour faire de bons boudins blancs.....

(P. 63). — L'on fait fondre des cailloux les mettans en poudre. et après les faut mettre avec de la claire d'œuf et avec de l'uyde de lin et s'en formera une pierre.

Salpêtre meslé avec eau boulie et puis après dessendu dans un puits frais, se géléra en plein esté.

(P. 84). — Pour attrapper des pigions, il faut avoir du chamure et le faire bouillir dans de l'urine et puis en faire menger aux pigions et les faire sortir du colombier. Et beaucoup d'autres pigions les suivront jusques dans le colombier, et les attraperas ainsi.

Pour netoyer des tableaux peints en huile, faut avoir du verjus et les en frotter et ils sembleront estre neufs, et s'ils ne sont peints en huile, il les faudra seulement frotter avec de l'eau, car autrement ils se dépeindront tous.

(P. 87). — Secret pour faire du bon tabat muscat. Faut prendre demie-livre de tabat commun, plus un grain de sivette, deux grains de musc plus gros comme une noix d'iris de Florence, etc.

Secret pour empêcher que le froment et autres grains ne soient coïez et pourris.....

Remède pour guérir promptement quand on s'est piqué d'un poinçon de fer ou autre ferrement.....

(P. 212). — Nota que la racine de *Consolida major* est propre pour guérir les couppures et blessures dans 24 heures, en raclant la ditte racine et mettant un peu d'icelle sur le mal pendant le dit temps.

Nota que pour guérir les malandres qui viennent aux jambes des chevaux, faut pendant trois ou quatre fois frotter les dittes malandres d'eau meslée avec un peu d'huile de noix.

(P. 41). — Vray moyen pour cognoistre quand le temps est dangereux de prendre la peste.

Peste est une vapeur venimeuse d'air, ennemye du cœur. Elle advient quand le temps ne garde pas sa nature, et maintenant faict chaud et tantost froid, maintenant clair et tantost trouble, maintenant pleuye et tantost poudreux et autres semblables; quand les fruicts, chairs et poissons sont de bon gout et se corompent incontinent, quand les oiseaux laissent leurs nids et changent de lieux en autres et tombent morts, quand la vermine abonde sur la terre, quand le vent chaud dure en automne, quand la sueur et la verole molestent les enfans, quand plusieurs sortes de maux surviendront.

(P. 211). *Pour exciter une fille a épouser un garçon.*

Comment vous pouvez vous tant plaire à la conversation des filles? Ne scavez-vous pas que les filles sont mal servies des filles et que l'amour qui règne entre elles n'exerce point les sages femmes?

.....
Les pierres sont dispensées de produire leurs pareilles, elles ne sont pas animées. Les anges sont dispensés d'engendrer leurs semblables; ils ne sont pas organiques. Les monstres sont dispensés de perpétuer leur engeance; il leur manque quelque chose. Mais qui peut dispenser une fille du monde de fournir à la multiplication?

Quand je n'aurois point d'adversion pour les hommes, je ne me marierois pas : qui a mary a maistre. — Voilà ce que disent les filles vulgaires. Mais qui a une maistresse a-t-il une servante?

Nous perdons la qualité de maistresse dès que nous perdons la qualité de fille.

.....
Je ne prétends pas que le mariage soit si desavantageux à notre sexe. Mais enfin, les femmes comme femmes ne sont pas tant aymées que les filles comme filles.

.....

(P. 217).

MORCEAUX DIVERS.

Miroir véritable du cours de la vie humaine.

Nous pouvons vivre en tout quatre-vingts ans :
 Dont sept ou huit sont en petits enfants,
 Autant s'escoule en jeunesse et folie,
 Deux, trois et quatre emportent maladie.
 Pour le manger cinq ou six seront mis.
 Reste le quart pour vacquer à bien faire.
 Qui perd ce temps faict bien mal son affaire.

(P. 62).

Proportions du corps humain.

L'homme bien proportionné doit avoir neuf visages et un tiers, et la mesure de l'homme est en cette sorte : le visage de l'homme dès le premier point dessus le front jusques au plus bas du menton, qui est egal à la longueur de la main, à icelle prendre depuis la jointure du bras jusques à l'extremité du doigt moyen. Après, disons que la teste entiere tient un visage et le tiers d'iceluy, etc. (1).

(P. 49).

Le gentilhomme ignorant.

L'un de ces jours passés, comme je m'en alois la teste basse entre les deux espauls, le bras dans la manche, ma casaque sur l'eschine, je rencontray comme par hazard Monsieur de..... comte de Tâte-poule, marquis de Fretillon, duc de Pleure-pain, qui trouveroit à tondre sur un œuf et mordre sur un pain de pourceau. Avec lequel ayant un peu discouru, il me fit ressouvenir à ces grosses mouches qui grondent et bourdonnent entre deux chassiss, picquent tout le monde avec l'aiguillon de leur levre. Il fesoit de l'entendu et du dédaigneux ; mais à la verité telles gens ne sont estimés que parmi les freres ignorans. Oh ! qu'ils sont aises de discourir dans la cuisine auprès de la marmite, parlant tantost des malchossez, tantost des affaires de leurs voisins et d'une infinité d'autres chausés qui n'appartiennent qu'aux lavandières et autres gens de peu d'estoffe. C'est là que leur ignorance se trouve sans controlle. Mais s'il estoit question d'enfiler en bonne compagnie un discours d'importance, flut ! Et cependant ils veulent corriger *magnificat*. Je conseille à telle manière de gens de se

(1) Un dessin grossier accompagne cette théorie.

despouiller de leurs fantasques manières d'agir. Sinon je proteste de les faire appeler au parlement des sages pour y estre condamnés à laver tous les jours leur bouche d'eau de sapience, pour la purger d'un tas de calomnies qui à la fin pourroient prendre une si forte racine en leur naturel qu'il n'y auroit que la mort qui la peut extirper. Autrement et à defaut de ce, ils se feront hair de la congrégation des vertueux esprits. — N'ajoutez pas foy à ces choses.

(P. 203).

Les Juifs redevenus menaçants.

Sire, Nous croyons estre obligez d'avertir vostre Majesté que les Juifs, qui avoient estez transferez à Babilone, sont revenus en ce pays, qu'ils rebatissent leur ville qui avoit esté destruite à cause de leur révolte, qu'ils en relèvent les murs, qu'ils y reestablishent des marchez et qu'ils rebatissent aussi leur temple; que si on leur permet, Sire, de continuer, ils n'auront pas plustost achevé qu'ils refuseront de payer les tributs dus à vostre Majesté et d'exécuter ce qu'on leur ordonnera de sa part, d'autant qu'ils sont toujours prests de s'opposer aux rois par cette humeur qui les porte à vouloir toujours commander et à ne jamais obéir. Ainsi voyant avec quelle ardeur ils travaillent à relever ce temple, nous avons creu qu'il estoit de nostre devoir d'en donner avis à vostre Majesté. Et s'il luy plaist de se faire lire les registres des rois ses predecesseurs, elle y trouvera que les Juifs sont naturellement ennemis des souverains et que ça esté pour cette rayson que l'on a ruiné leur ville. A quoy nous pouvons ajouter que si vostre Majesté permet qu'ils la reestablishent et qu'ils achevent de la clore de murailles, elle nous fermera le passage de.... (1). C'est l'avis que nous supplions très humblement vostre majesté d'agrecer de la part de ceux que le devoir de leurs charges oblige d'estre comme ils sont par une inclination particuliere dans un profond respect, Sire, de vostre majesté les très humbles, très obeissans et très très fideles sujets.

(P. 41).

Harangue.

Ceux qui se presentent mal purifiez devant les dieux recoivent un salaire condigne à leur temeraire impiété. Au lieu de se reconcilier, ils agravent la haine celeste. On en pourra dire de mesme de nous qui, nous presentant tous stupides devant une si illustre et si honorable assemblée qui nous a faict l'honneur d'assister à

(1) En blanc.

nos theses, attirerons plus tost des soufrages de nostre stupidité que des louanges. Mais la loy n'oblige personne à plus que son pouvoir.

(P. 81).

Dévotion.

Exercice du chrestien pendant la journée, avec un abregé des choses que tout bon chrestien doit croire et faire pour acquerir la vie eternelle. Par les reverends peres missionnaires capucins.

(Suit pendant quatre pages un extrait du dit livre).

(P. 204).

Notions diverses.

Il faut mettre [sur les lettres] le lieu et la date du jour et de l'année que l'on escrit. Pour plus grand respect on la met tout au bas de la page où on finit la lettre et à costé quand on escrit à des personnes de qualité. Quand on fait des responses il faut avant toutes choses marquer la datte de la lettre qu'on a receue et respondre article par article à tous les chefs, et puis ajouter ce que l'on auroit de nouveau à faire scavoir. Il est bon aussi de scavoir que pour plus de respect on met la lettre dans une enveloppe sur laquelle on escrit le dessus. Et pour les dames on cachette les lettres avec de la soye en mettant le dessus sur la lettre mesme, ce qui s'observe à l'esgard des dames de la plus grande qualité, si ce n'est que pour marque d'un plus grand respect on peut mettre la lettre déjà cachetée de soye dans une enveloppe sur laquelle on met encore le dessus.

(P. 200). — Le bas boust est toujours du costé de la porte par laquelle nous sommes entrés; le haut bout est toujours où la personne qualifiée se met. Le siege le plus honorable est le fauteuil. ensuite la chaise à dos et après le siege pliant. Il ne se faut pas assoir costé à costé de la perconne califiée, mais vis-à-vis d'elle. mais neanmoins un peu de costé et de pourfil.

(P. 60 et suiv).

Notions de blason.

(Sur la signification des couleurs : l'or signifie sapience, argent pureté, etc.).

(P. 53 et 56). — (Une vingtaine d'armoiries, d'un dessin très grossier, remplissent ces deux pages).

MISSION DE 1680 (1).

La mission qui c'est faicte ceste année dans l'église parotiale de Saint-Pierre de cette ville [de Limoges] par l'ordre de Messire Louis de Lascaris d'Urfé, nostre evesque, a esté si celebre et contient tant de particularités qui regardent nostre compagnie des Pénitents noirs qu'on a jugé qu'il estoit important d'en faire mention et estat dans ce livre et de concerver au temps advenir la memoire d'une devotion si solennelle, dont toute la ville doit des remerciemens aux soins charitables de Monseigneur nostre esvesque et au zele particulier du reverend Père Honnoré de Cannes, religieux capucin, le principal mobile de cette mission et des bonnes œuvres qui s'y sont faictes.

Elle commenca dans la dicte esglise de Saint-Pierre, le dimanche dixiesme de novembre de l'année 1680, par une procession generale qui se fit par toute la ville à l'heure de vespres où Monseigneur portait le très Saint Sacrement, precedé des compagnies de penitents, des religieux et du clergé de Saint-Pierre et suivi d'une multitude innombrable de peuple de toutes conditions qui remplissoient toutes les rues.

Pendant le temps qu'elle durât, qui fut jusques au dernier jour de l'an, il se fît régulièrement quatre predications tous les jours dans la dicte esglise : la premiere, le matin à cinq heures par le R. P. Nicolas d'Avignon, aussi capucin et compagnon du P. Honoré; la seconde à dix heures par le dict R. P. Honoré; la troisieme estoit un catechisme à une heure après midy par un missionnaire, et la quatrieme le soir à 3 heures par le mesme P. Honoré. Et pendant tous les dimanches du temps que durat la mission, Monseigneur fesoit une fort belle predication à la grand'messe.

Il y avoit pour le moins dans la dicte esglise trente ou quarante confesseurs dont les confessionnaux estoient assiégés par une grande multitude de penitents depuis le matin jusques au soir. Et après qu'on heu pris jour pour la communion generale des filles, qui fut la premiere, elles se rendirent..... (2) mille dans la dicte esglise dont (3), après leur devotion, elles firent une belle procession par toute la ville, ayant chascune un sierge en la main, le P. Honnoré portant la croix et Monseigneur avec le clergé de

(1) Nous avons déjà transcrit cette relation lorsqu'elle a paru par les soins de M. Petit, curé de Champsac, dans la *Semaine religieuse* du diocèse de Limoges, 1890, p. 256 et ss.

(2) L'auteur a laissé le nombre cardinal en blanc.

(3) C'est-à-dire d'où.

Saint-Pierre faisant la closture de la dicte procession. Ensuite les fammes firent aussi leur devotion; mais la procession ne se fit qu'autour de l'esglise. Après cela on marqua que c'estoit le rang des compagnies des Pénitents pour faire leur procession et venir de leur chapelle dans la dicte eglise communier de la main de monseigneur, si bien que, quoyque le temps fut très rude et tout le pays couvert de neige et de glace, nostre compagnie se rendit le treziesme du mois de decembre au nombre de plus cent penitents, pieds nuds et suivits des prebstres de la compagnie revestus de manteaux pluviaux dans la dicte esglise de Saint-Pierre, où après avoir entendu la messe de Monseigneur et un très beau sermon du dict P. Honnoré, ils communierent tous devotement et s'en (1) retournèrent en bel ordre dans nostre chapelle. Toutes les autres compagnies des penitents en firent de mesme, un jour après l'autre. Mais le temps estant devenu plus rude, on ordonna aux Penitents rouges, qui faisoient leur procession les derniers, de la faire chosés (?), ce qu'ils firent. On avoit fait la grace aux dictes compagnies des pénitents de leur envoyer dans leurs chapelles des perres capucins, missionnaires et autres, pour les confesser et les disposer aux dictes processions.

Enfin le dix-neufiesme de decembre [1680], la croix de la mission que nostre compagnie donna, estant en estat d'estre plantée, nous nous rendimes en tres grand nombre dans la dicte esglise de Saint-Pierre à deux heures après midy, et après avoir fait nostre priere, nous allames prendre la dicte croix à la porte de la maison curiale et nous la portames dans le semitiere au devant la dicte esglise, où la benediction s'en fit par Monseigneur revestu de ses habits pontificaux, tout le semitiere et les fenestres des maisons voisines estant ramplies de peuple, chascun tenant une croix à la main. Et ensuite on alla en foule adorer la dicte croix de la mission.

Le lendemain vingtiesme du dict mois, on fit la sermonie (sic) du plentement de la croix, qui commensat par une procession qui se fit par toute la ville, composée des veufves et de cent pauvres qu'on avoit habillé[s], portant toutes des flambeaux et des croix à la main et en suite de nostre compagnie des Penitents noirs au nombre de 150, qui portoint des bannieres représentant les mistères de la passion et ayant quantité de petits enfans vestus en anges qui portoint les instruments de la passion, qui sont attachez à la croix. Après que la procession fut finie, on prantat (sic) la croix dans le dict semitiere au bruit de toute l'artillerie que nostre com-

(1) Le texte porte *sans*.

sainct ouvrage dans les protestations de continuer nos prières pour leur santé et prospérité.

Il parut comme une comecte quatre ou cinq jours avant que la dicte mission finit. Elle avoit aussi parut la veille de Noel et elle paroissoit le soir environ cinq heures, en facon d'une lueur, comme un demy arcanciel, mais qui estoit de couleur blanchatre.

L'adoration perpétuelle du très Sainct Sacrement de l'autel, par moy Pierre Nicolas, le 4 juin [1681] depuis 11 heures du matin jusqu'à mydy.

PROCÈS-VERBAL

Constatant la remise faite, le 8 mai 1384, par Archambaud de Greyli, capal de Buch, aux procureurs de Roger, comte de Beaufort, d'une croix en or donnée en gage pour un an auait Archambaud par ledit Roger pour une somme de 9,500 francs d'or, en déduction des 12,000 que ce dernier devait encore pour le prix de la rançon dudit Roger, comte de Beaufort et de Jean de La Roche, fixée à 30,700 francs d'or par acte du 31 mars 1382 (v. st.) (1).

L'intéressant document que nous reproduisons ci-après avait été signalé par le regretté Camille Rivain à ses amis de la Société archéologique du Limousin, et, sur leur demande, l'ancien archiviste de la Haute-Vienne, peu de jours avant sa mort, avait bien voulu leur en envoyer une copie.

En recueillant dans notre *Bulletin* ce souvenir d'un de nos plus aimables confrères, il n'est que juste de rappeler quelles sympathies avait su, pendant son séjour à Limoges, se créer M. Rivain ; on n'a pas oublié parmi nous le concours actif donné par lui aux travaux de la Société, sa sollicitude pour les intérêts de tout genre du dépôt confié à ses soins, l'entrain et le courage avec lequel il a poursuivi le fastidieux travail de la reconstitution des anciens fonds de nos archives, préliminaire indispensable de la rédaction de l'inventaire définitif. Ce que nous aimons surtout à nous rappeler, c'est l'inépuisable obligeance de M. Rivain, sa cordialité, son charmant caractère, les rares qualités de son cœur. Elles l'avaient fait apprécier et aimer aux Archives nationales, où il a terminé sa carrière, comme à Limoges, comme à Aurillac où il débuta. Aussi sont-ils nombreux les confrères, les amis qui se sont associés de tout leur cœur à la douleur de sa famille, au deuil profond de sa femme et de ses enfants.

(1) Cette croix avait été engagée pour un an, du 20 mai 1383 au 20 mai 1384, sous condition de reprise par l'engagiste moyennant la somme de 9,500 francs, à laquelle était estimée la dite croix, plus 1,000 francs d'or.

Voici la liste des ouvrages de M. Rivain ; le Limousin y a sa part :

Notice sur le Consulat et l'administration consulaire d'Aurillac, par Camille RIVAIN, archiviste du département du Cantal, licencié en droit, ancien élève de l'Ecole les chartes. — Aurillac, Bonnet-Picut, 1874, 1 vol. in-12 de 185 pp.

Table générale de l'histoire littéraire de la France, 1 vol. in-4°.

Le rouleau des morts de l'abbaye de Solignac, texte et commentaire par Camille RIVAIN. — Limoges, Chapoulaud, 1879, broch. in-8° de 43 p.

Beaufort en-Vallée et son château, de 1342 à 1380, par Camille RIVAIN, archiviste aux Archives nationales. — Angers, Lachèse et Dolbeau, 1888, br. in-8° de 96 p.

In nomine Domini, amen. Sapian totz qui lo present public instrumen veyran et audiran, que cum los nobles et puissantz senhors monsenhor Rotger, comte de Belfort, et monsenhor Johan de La Rocha, cavalers, fossan estatz prisoners deu noble et puissant senhor, monsenhor Archambaud de Greyli, captal de Buch, vescomte de Benauges et de Castelhon, e agossan finat ab lo medis monsenhor lo captal et promes de pagar per la finansa, rempsion et delivransa de lors corps, en la soma de trenta milia et sept cens francs de bon aur et de bon pes, per losquaus pagar dedentz certans termes, li medis monsenhor Rotger et monsenhor Johan agossan obligual lors personas et totz lors beus et causas solz degudas obligations, submissions, renunciacions et sagramentz, per lor feytz et prestatz si cum pot apparer per la tenor de un public instrument feyt et inquiril per min, notari dejus nompnat, lo darrer jour deu mes de mariz l'an mil cccclxxxii ; et en outra lo vescomté de Torena, monsenhor Nicholau de Belfort, senhor de Lymulh et de Caumont ; monsenhor Hugo de La Rocha, senhor de La Rocha et de Torneyra, et Guinot de La Bardonia fossan et sian intratz principaus pagadors, fermances et pleyas, per lo deyt monsenhor Rotger et monsenhor Johan, per pagar las deitas somas aus termes contengutz en lodeit instrumen, et agossan e ayan cascun de lor obligual lors personas et totz lors beus et causas solz certanas formas et conditions, cum per instrumentz et lettras sageradas de lors sagetz appar et pot apparer, si cum fo deyt ; et ensiguent li deitz monsenhor Rotger et mossenhor Johan agossan paguat tota la soma et finansa avant deita, exceptatz dotze milia francs, losquaus restavan a pagar de la deita finansa ; e en apres lodeit monsenhor Johan de La Rocha, Tibbaut lo Jaut, Gaucem Fricon et Guinot de La Bardonia, escuders, en loc et en persona deu deit monsenhor Rotger, aguossan ballhat audeyt monsenhor Archambaud una crotz d'aur et de peyras preciosas et de perlas, pesant en aur ab las deytas peyras et ab las perlas plus bas declaradas trenta et seys marcs d'aur, ayssi cum estava, en la quau crotz ave et a cinquante et quatre que balais que rubuis, trenta et nau saphirs, trenta et seys esme-

raudas, xxiiii grossas perlas, et plus entorn ladeita crotz ave et son plurs perlas menudas, laquau crotz en la maneyra fos estada apreciada et lo medis monsenhor Archambaud l'agos presa et recebuda en guatge et en la maneyra que plus bas s'ensec, per lo pretz et per la soma de nau milia et cincq centz francs, en partida de paguament deus avantdeitz dotze milia francs restantz a pagar de la deita finansa; et lo medis Mossenhor Archambaud agos promes et feyt combent expres, a l'avantdeit mossenhor (1) Johan de La Rocha et aus autres dessus nompnatz, eu nom deudeit mossenhor Rotger, que totas vetz que lo medis monsenhor Roger o sous procuradors o autre per nom de luy durant lo terme de un an, loqual comenset lo xx^e jour deu mes de may qui fo en l'an de Nostre Senhor mil tres cent quatre vint tres et finira lodeit xx^e jour deu present mes de may lodeit an revolut, pagueren et satisfaren au deit Mossenhor Archambaud o a d'autra persona per nome de luy, dedintz la vila de Bordeu, los avantdeitz nau milia et v cens francs d'una part et mil francs d'autra part en partida de pagament deus avantdeitz dotze milia francs, lo medis mossenhor Archambaud balhere, rendre et restituir au medis mossenhor Rotger o a tota altra persona fasant lodeit paguamen per nome de luy l'avant deita crotz ab las peyras preciosas et ab las perlas dessus declaradas et ayssi et per medissa maneyra cum ed l'ave recebuda; e au jorn de la data d'aquest present public instrument, lodeyt Gaucem Fricon et Johanin de Morteles, procuradors et atornatz deu deit senhor comte de Belfort, cum de lor procuracion pot apparer, et jo, notari dejus nompnat, vi et legi estre contengut en unas patentes lettras sageradas en pendent ab cera verda deu saget de la prebostat de Paris, de las quaus la tenor plus bas s'ensec, fossan vengutz en la ciutat de Bordeu e agossan et ayan presentat a l'avant deit senhor mossenhor Archambaud los avantdeitz nau milia et v cens francs d'una part et los deytz mil francs d'autra part et requerit luy que la deyta crotz los volos rendre et restituir ab las peyras preciosas, perlas et tal cum ed l'ave cebuda, es assaber que en la prescencia de min notari public et deus testimonis dejus nompnatz, li avantdeitz procuradors eu nom deu deyt senhor comte de Belfort pagueren et satisfaren et delivreran reaument et de feyt a l'avantdeyt senhor monsenhor Archambaud, en sa propria persona, totz los avantdeitz nau milia et cincq centz francs d'una part, par lasquaus la deyta crotz era estada apreciada et balhada en guatge, cum deyt es, et los deitz mil francs d'autra part, bons, enterges, de bon aur et de bon pes; las quaus somas lo deit mossenhor Archambaud prengo et recebo et las reconogo aver agudas, presas et recebudas en partida de pagament deus deitz dotze milia francs deus avantdeitz procuradors, et s'en tengo a ben paguat, content et habondos en prescencia de min, notari public, et deus testimonis dejus nompnatz, renunciants sobre asso lo medis senhor monsenhor Archambaud a la exception de no aver agutz pres, de no comptatz et de no recebutz los deytz nau milia et cincq centz francs d'una part et los deytz mil francs d'autra part, en aquesta part de dol, de frau, de barat et

(1) Le texte manuscrit porte tantôt *et* tantôt *e*, soit devant une consonne soit devant une voyelle. On trouve de même *monsenshor* et *mossenshor*.

de tota deception; per loquan causa lo deyt Monsenhor Archambaud rendo, balhet, restituit et delivret reaument et de feyt aus deytz procuradors deu deyt senhor comte de Belfort, en presentia de min notari et deus testimonis dejus nompnatz, la deyta crotz ab todas las peyras preciosas, perlas grossas et menudas et en tal estat cum lodeyt senhor mossenhor Archambaud l'ave presa et recebuda et en la maneyra que dessus es plus a plen declarat. Et lideytz procuradors, eu nom deu deyt senhor comte de Belfort disentz, reconoyssentz et confessantz que la medissa crotz era aquera medissa et en tal estat sens aucun afolament ni alcuna amermansa en tota ni en partida cum era quant fo balhada audeyt senhor monsenhor Archambaud prengoren et receboren deu deyt senhor mossenhor Archambaud realment et de feyt, en presentia de min notari et deus testimonis dejus nompnatz, l'avant deyta crotz et aquera recebuda eu nom et cum procuradors deu deyt senhor comte de Belfort, li medis procuradors, per lurs bonas voluntatz et de lurs certas sciensas, quicleren et prometeren fere quicte emvert lo medis senhor comte de Belfort et sons bers et son ordenh et envert todas autras personas qui eu temps avenir alcuna causa demandassan et poscossan demandar au delt senhor monsenhor Archambaud ni à sons hers ni a son ordenh per rason ni per causa de ladeyta crotz; et aqui medis recebudas las deytas somas per lodeyt mosenhor Archambaud deus deytz procuradors et a lor balhada restituïda et renduta la deyta crotz, cum deyt es, lo medis senhor mossenhor Archambaud, de sa certa sciensa et propria voluntat, quittet per aras et per totz temps los avantdeytz monsenhor Rotger de Belfort et los autres qui eran et son pleyas per luy absentz, min notari ensemba ab los deytz procuradors eu nom el a opz de lor stipulantz et recebentz et lors hers et lor ordenh et lors bens et causas per totz temps de tot quant que demandar los poscos tant per rason deus deytz nau milia et cinq centz francs d'una part quant per rason deus deytz mil francs d'aur d'autra part. E en après feytas et autreyadas todas et senglas las causas avant deytas en la maneyra que deyt es li deytz procuradors deu deyt senhor comte de Belfort, si com de la deyta procuracion appar de laquan la tenor s'ensce de mot a mot en aquesta maneyra :

(Suit le texte de la procuracion donnée par devant Richart de Varly et Jehan Mangier, notaires au Chatelet de Paris, par noble Roger, comte de Beaufort, chevalier, comparant, à Joceaume Fricon, écuyer, et Jehannin de Morcelles, pour recevoir de noble Archambaud de Greyli, capital de Buch, vicomte de Benauges et de Castelhon, une croix d'or et de pierres précieuses, baillée en gage au dit capital de Buch par le dit Roger pour la sûreté d'une somme de 9,500 francs d'or au coin de France en déduction d'un paiement de 13,000 francs d'or restant à payer sur la somme de 30,500 francs d'or au coin de France, dont ledit Roger et ses pléges étaient tenus : samedi 12 mars 1383, Paris).

Et lo deyt senhor mossenhor Archambaud, en tant cum a cascun apparten, deu et pot appartenir, an promes de tenir, gardar, observar e complir todas et senglas las causas en lo present instrument contengudas, e si per falta de tenir e observar aqueras, lo medis mossenhor Archambaud o lo

deyt senhor comte e lors procuradors o outra persona en nome de aucun de lor, fassen e soffren aucuns despens, dampnatges o interresses, li deytz procuradors en nome deu deyt senhor comte de Belfort et lo deyt senhor mossenhor Archambaud ac an tot promes rendre, satisfar et esmendar cum a cascun appartendra, sens tota contradiccion. Per lasquaues causas totas e senglas tenir, gardar, observar e complir en la maneyra que deyt es, cum a cascun apperten, pot et deu appartenir et appartendra en temps a venir, li avantditz procuradors, eu nom deu deyt senhor comte de Belfort et lodeyt senhor mossenhor Archambaud an ne obliguat e yppo- techat, obliguan et yppotheacan ab la tenor deu present instrument, so es assaber li deytz procuradors la persona e los castelz, vilas e totz los bens e causas deu deyt senhor comte de Belfort; e lo deyt senhor mossenhor Archambaud que na obliguat sa persona, sous castelz, vilas e sous autres bens e causas, mobles e no mobles, presentz e avenirs, ont quesian per totz locs, e que s'en son sotzmes la una partida a l'autra cum a cascun apperten, las personas et los avantditz bens e causas a la juridiccion compulcion e destrensa de l'auditor, viceauditor de la cambra de nostre senhor lo papa e de totz senhors e jutges ecclesiastics e seclars e de lurs locs tenentz e de cascun de lor per davant losquaues clamor o complainta ne sia feyta d'assi en avant; renunciens sobre asso a tot dreyt escript e no escript, canon et civil, a tota reesion de contreyt a copia deu present instrument, a tota relaxation de sacrament, a todas leys dreyts, ajudas, doffensas, rasons, exceptions, cauthelas e autres causas per las quaus se possossan ajudar per venir en contra las causas sobre deytas o alcuna d'aqueras, e an mandat, promese jurat, sobre los santz evangelis Diu, li deytz procuradors, en l'arma deu deyt senhor comte, e lo deyt mossenhor Archambaud que tot ayssi cum dessus es deyt, en tant cum a cascuna partida apperten deu e pot appartenir, tendran e compliran e guarderan leyaument e a bona fe, en la maneyra que deyt es sens venir en contra per lor ni per autre ab ginh ni sens ginh en aucun temps ni en outra maneyra. E voloren li deytz procuradors e lo deyt senhor mossen Archambaud e requeroren estre feytz de e sobre las causas sobredeytas dos publics instrumentz d'una medissa tenor, un a cascuna partida, o tantz quantz lor en sera besonh corregetz esmendatz ab conselh de savis, substancia no mudada, losquaues jo, notari dejus nompnal, los autreyey de far. E a major fermetat e testimonansa de las causas sobredeytas e de cascuna d'aqueras, lo deyt senhor mossen Archambaud de Greyli a mes e pausat son propri saget au present instrumentz, loquau fo balhat aus deytz procuradors deu deyt senhor comte de Belfort. E li deytz procuradors deu deyt senhor comte an mes e pausat son saget a l'autre instrument, loquau fo balhat au deyt senhor mossenhor Archambaud. Acta et concessa fuerunt hec in domo dicti domini Archambaudi prope ecclesiam Beate Marie de Podio Paulini, in civitate Burdegalensi, die octava mensis maii, circa horam tercię, anno Domini millesimo trecentesimo octagesimo quarto, presentibus ibidem nobilibus viris Dominis Hugone de Vibone, domino de Jors, Helia de Boys, militibus Pictavensibus; Johanne Maynerii, scutifero Xainctonensis diocesis; Arnaudo Constantini, burgensi Burdegalensi, magistro Helia de Brolio, jurisperito; magistris Johanne Prepositi, Bernardo de Lastonario,

Petro de Maderano juniore et Gaufrido de Spana, Burdegalensis diocesis, notariis publicis, et pluribus aliis ad premissa testibus vocatis et rogatis.

Et me, Petro de Maderano seniore, Burdegalensis diocesis apostolica et Imperiali auctoritatibus publico notario, qui in premissis omnibus et singulis una cum prenominationis testibus presens fui et hujusmodi instrumentum et contenta in eodem audiui, inquisivi, retinui et recepi manuque mea propria fideliter me subscripsi, quod negotiis occupatus per alium scribi feci signoque meo consueto quo utor apostolica auctoritate signavi requisitus.

Constat michi notario de rasuris in vocabulis *lo deit mossen Arclambaud de Greyli a mes* factis non vicio sed scriptoris errorem corrigendo. Actum ut supra.

QUELQUES

DÉLIBÉRATIONS D'ASSEMBLÉES PAROISSIALES

« Une paroisse, a dit quelque part Turgot, est une assemblée de cabanes et d'habitants non moins passifs qu'elles ». Il est certain qu'aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, les villes, jadis presque autonomes, avaient gardé une part bien modeste d'indépendance, et que les habitants d'une paroisse rurale jouissaient de bien peu d'initiative et n'exerçaient pas une influence fort sensible sur l'administration générale.

Il y avait cependant quelques manifestations de vie et d'activité dans les campagnes comme dans les villes, et, en y regardant de près, on voit que ces groupes paroissiaux n'étaient pas absolument dépourvus de vie politique et de droits. Par la force des choses, par l'effet de la nécessité, la paroisse était devenue une circonscription administrative; et on constate la permanence de sa vie administrative, à côté de l'action non moins sensible de la circonscription fiscale : la collecte. Reconnaissons néanmoins que dans certains actes l'action des deux groupes n'est pas entièrement distincte. C'est ainsi que les collecteurs sont désignés par l'assemblée des habitants de la paroisse et non par l'assemblée des habitants de la section qui forme le territoire de la collecte.

Il y a un réel intérêt à déterminer quelle était, sous l'ancien régime, la part d'initiative et de participation à l'administration du pays laissée au peuple des campagnes. Cette part, qui, à dater du règne de Louis XV se précise et se règle, est jusque là assez difficile à discerner nettement. On constate néanmoins, d'une

façon très nette, que l'action de l'assemblée de communauté s'étend à des objets assez variés et prend, en certaines matières, un caractère qui n'est pas sans rapport avec celui des pouvoirs dévolus actuellement à nos conseils municipaux.

Il y aurait une étude intéressante et neuve à beaucoup d'égards à faire sur la commune rurale, sur la paroisse de l'ancienne France, sur les membres des fabriques, ces municipalités rudimentaires, et sur les syndics. Le ministère de l'Instruction publique et le Comité des travaux historiques ont avec raison appelé l'attention des érudits sur l'intérêt que présentent les procès-verbaux des assemblées de paroisses et recommandé l'étude et la publication de ces documents.

Pour se conformer à ces recommandations, la Société archéologique a adressé un pressant appel à ses membres et à ses correspondants. Jusqu'ici, un petit nombre seulement y ont répondu, et, sauf les pièces ci-après, que nous devons à l'obligeance et au zèle de nos confrères J. Bellet et G. Touyeras, aucun document de quelque intérêt ne nous a été adressé. Nous renouvelons notre appel, avec l'espoir que, cette fois, il sera mieux entendu.

Il résulte des mentions que portent les expéditions officielles d'un certain nombre de ces procès-verbaux, que les actes des délibérations de communauté étaient soumis à la formalité du contrôle, c'est-à-dire de l'enregistrement, au moins lorsqu'ils étaient susceptibles d'être produits en justice. Ceux de nos confrères qui recherchent les documents de cet ordre ne doivent donc pas se borner à feuilleter les registres paroissiaux et les minutes des notaires. Ils feront bien de parcourir avec soin les anciens registres du contrôle conservés dans les archives de nos bureaux actuels de l'Enregistrement.

L. G.

I. — LA SOUTERRAINE. — *Adjudication, en assemblée de paroisse, de la herse et des chaînes de la porte de la ville, placée en face du faubourg Saint-Michel, et application du prix à la réparation de la toiture de l'église Saint-André (21 mars 1700).*

Aujourd'huy, dimanche, vingt unieme du mois de mars mil sept cent, en la ville de La Sousteraine, en la place publique appellé la Croix de la Place, lieu acoustumé a faire les assemblées publiques, à l'issue de la grand messe, le peuple et habitants estant assemblées au dit lieu en grand nombre pour le fait cy-après et suivant la déclaration et publication qui en a esté faite par vénérable M^r Rolland Guillemet, prestre, curé de la dite

ville, au prosne de la grand messe, déclaré par devant le notaire royal soussigné en la presance des tesmoins cy-après nommés, — se sont presentés en leur personne M^r François Ranjon, sieur de Cresac, jage de cette ville; M^r Léonard Guillemet, sieur de Lavau, bailly, procureur fiscal dans la dite ville; M^r André Ranjon, sieur du Charais; venerable Rolland Guillemet, prêtre, curé de cette ville; maistre Pierre Gaillaud, Pierre Bonnet, Léonard Compain, Jacques Bonnet, Jacques Chapellet et.... Gaillard, prestre de la communauté de cette ville; Martial de Bonneuil, s^r de Lagetroinet; Pierre de Bonnoeil (1), sieur de la Breuisle; Pierre de Bonnoeil, s^r de la Brejade; Antoine Nonique, André Delacroix, Leonard Bonne, André Jobely, Henry Granger, Charles Guillemet, s^r de V....; Jean Compain, Pierre Auzanet et autres principaux habitants de cette ditte ville et faisant la plus saine et majeure voye, ont dit sur ce que la grille de fer et chesne qui la soustenait, du portail et porte par laquelle on entre dans la forteresse de cette ditte ville du côté du fauxbourg Saint-Michel d'ycelle, est tombée à cause de la ruine totale du dit portail qui est arrivée il y a longtemps; que la dite grille et chesne sont par se moyen en danger d'estre défaistes, prises et emportées par des gens mal intantionnés et seraient par ce moyen inutile à la ville et au public. Et comme la couverture de l'esglize paroissiale de Saint-André de cette ville menase de ruine totale et est bien endommagée, de sorte qu'il pleu sur la voulte de la dite esglize et l'abreuve entièrement, ce qui causera la ruisne totale de la dite voulte (le platras et crespuy du dedans d'icelle tombe journellement dans la ditte esglize et sur le public), — ils sont d'avis et consanteus que la dite grille et chesne dessus soient vandues et que les deniers en provenant soient employés aux réparations de la couverture de la dite esglize qui sont necessaires, et pour cet effit mis entre les mains de M^r Léonard Compain et Pierre Bonnet, prestres de cette ville, prenant soin de l'esglize à défaut de fabrislens, habitants de cette ville. A quoy est comparu Pierre Laurent, marchand chaudronnier du pays d'Auvergne, estant de presant en cette ville, qui a mis la ditte grille et chesne de fer à la somme de soixante et onze livres; laquelle mise a été au mesme instant publiée à tous les carfours de la ditte ville. Et après avoir attendu jusqu'à la sortie et issue de vespres et qu'il ne s'est trouvé de plus haut meteure que le dit Pierre Laurent, la ditte grille et chesne de fer luy a esté délivrée presantement pour la ditte somme de soixante onze livres; laquelle somme le dit Pierre Laurent a presantement baillée, payée, nombrée, comptée et réellement délivrée en lous d'argent et autre bonne monnaye ayant cours, aux dits M^r Léonard Compain et Pierre Bonnet cy-dessus nommés. Signé : L. COMPAIN, P. BONNET, pour ce presants et personnellement établis, qui ont pris et receu icelle somme pour employer aux reparations et restablissement de la couverture de la dite esglize qui est nécessaire à faire et promettre d'y faire travailler incessamment et fournir de mactériaux, cloux, latte, thuile et rebardeaux, et la peyne des ouvriers, jusqu'à la concurance de la dite

(1) Il y a lieu de penser qu'Etienne de Bonneuil, architecte de l'église d'Upsal au XIII^e siècle, est sorti de cette famille et appartient à notre pays.

somme. Dont et du tout les dits comparants et le dit Pierre Laurens ont requis acte au dit notaire, qui leur a octroyé le presant pour servir et valoir en temps et lieu ce que de raison, en presance de M^{re} André Delacroix, praticien, et de Pierre Nonique, chirurgien, habitans de cette dite ville; témoins connus à ce requis et appellées soussignées aucq les dits comparans sauf du dit Pierre Laurens, qui a déclaré ne savoir signer, de ce enquis et insterpellé.

Signé : GUILLEMET, GUILLEMET, curé de La Souterraine; RANJON, A. RANJON, BONNET, P. BONNET, Pierre GAILLARD, A. NONIQUE, L. COMPAIN, ancien curé de S. Moris; L. BONNE, C. GAILLARD, DELACROIX, GRANGER, DELACROIX, André JOBELY, DE BONOIL, DE BONOIL, GUILLEMET, P. AUZANNET, J. BONNET, CHAPELLET, prestre; J. COMPAIN, NONIQUE, ROCHEROLLES (1), notaire royal (rédacteur de l'acte). Contrôlé à La Sousterraine, le 1^{er} avril 1700, par Pigné.

(Minutes de l'étude de M. Ernest Montaudon, notaire à La Souterraine. — Communiqué par M. J. Bellet, instituteur à Saint-Maurice, membre de la Société).

II. — LA SOUTERRAINE. — *Délibération d'une Assemblée de Communauté tenue au sujet de droits de bancs et sépultures dans l'église de cette ville, réclamés à diverses personnes par la fabrique (4 janvier 1739).*

Aujourd'huy, unziesme du mois de janvier mil sept cent trente-neuf, jour de dimanche, issue de vespres, en la ville de La Souterraine, place de La Croix de Plasselieu (?) ou on a accoutumé de faire les actes publics et de convocation au son de la cloche qui a cet effect a esté tirée, par devant le notaire royal soussigné, presence des tesmoins bas nommes, a esté duement estably M^r M^{re} Pierre Anthoine Bonnet, seigneur, baron de St-Priest, senechal de Bridiers, demeurant en cette ville, en qualité de sindic fabricien de l'église de cette ville, ayant convoqué et assemblé les habitans de cette dite ville, et en parlant à M^{re} Jean-Baptiste Salleton, s^r de Champlon, procureur (?) fiscal, son adjoint; à M^{re} Jean-Baptiste de Rebierre de Lasalle, curé de cette ville; à M. Pierre Poujou, prestre; à M^r André Denepoux (?), prestre, à M^r Jacques Floret, s^r de Poumeroux, lieutenant; à M^r André de Gartempe, s^r de La Cour, juge subdélégué; à M^{re} Bernard Dalignac (?), ecuyer, seigneur du Breuil; à Leonard Forge-mol, s^r de Bosquenard, bourgeois, consul; à Gervais Pasteaud, s^r de

(1) De la famille de Rocherolles, ancienne à La Souterraine, est sorti M. Rocherolles, professeur dans un Lycée de Paris et auteur de divers ouvrages à l'usage des écoles primaires.

Lagrange, M^{re} chirurgien ; a André Floret, s^r du Mas, procureur fiscal, a sieur Silvain Montaudon, marchand ; a s^r Louis Choyzex (?) du Chiroux, bourgeois ; a Pierre Montaudon, s^r de Foi (?), bourgeois ; a Pierre Sallet, s^r de Morteras, bourgeois ; a Pierre Martial Chappellet, s^r Doreix (*sic*), bourgeois ; a M^r François Montaudon, prestre ; a M^{re} Pierre Rocheroles, notaire royal ; a Leonard Forgemol, s^r des Fougères, et a Pierre Montaudon, s^r de La Plante, tous principaux habitans de cette ville et y demeurants : il leur a exposé et fait voir les avances qu'il a faites pour les reparations de charpente (*sic*) et de couverture de ladite eglise ; qu'ayant fait donner plusieurs assignations aux héritiers de ceux qui sont inhumés dans ladite eglise pour en payer les droits, ils font contestations, notamment S^r-Marc Auzanet, qui prétend avoir droit de tombeaux gratuits dans ladite eglise et refuse de payer celui de Thérèse Nonique, sa femme ; et Marie-Anne Bonnet, qui prétend aussi que la damoiselle Moraire et sa fille(1) ayant eu pouvoir de M^{re} Joseph-Leonard Mondin de Montostre, ecuyer, seigneur du Courrot, de se faire inhumer dans les tombeaux de la chapelle de St-Vincent, ne doit payer leur droit ; et que dame Françoise Bouchaud, veuve de M^{re} Leonard de Morair, chevalier, seigneur de Chamborant, qui ont depuis quelques années un (?) banc dans la dite eglise au-dessus de la chaire de St-André, propose qu'en luy accordant permission de jouir dudit banc pendant sa vie et après son décès d'être inhumée dans le tombeaux qui est sous ledit banc, elle offre donner presentement comptant la somme de quarente-quatre livres une fois payée et pour toutes. Sur quoy, ledit seigneur de Saint-Priest, fabricant, somme lesdits habitans de deliberer et donner leur avis pour suivant iceluy agir et se pourvoir ainsy qu'il appartiendra ; et luy donner tout pouvoir a ce necessaire. Lesquels habitans, ainsi convoqués et assemblés, ayant deliberés sur le tout, ont esté d'avis que ledit seigneur de Saint-Priest accepte la proposition de ladite dame de Chamborant, attendu le besoin pressant que la fabrique a d'argent pour subvenir aux avances dudit s^r syndic fabricant et autres reparations a faire, et que, par rapport auxdits s^r Auzanet et damoiselle Marie-Anne Bonnet concernant les droits d'entherement desdites Thérèse Nonique, damoiselle Morair et de sa fille, lesdits habitans donnent pouvoir audit seigneur de Saint-Priest de prendre communication des titres (?), moyens et raisons, consulter et prendre avis d'un ou de plusieurs avocats a son choix, et de tel siège et cour qu'il jugera ; pour, selon qu'il sera estimé et reson par ledit avocat ou plusieurs, acquiesser ou plaider et poursuivre jusques a arrest ou jugement definitif sur les demandes déjà formées par ledit seigneur de Saint-Priest ; et de tous frais et avances qu'il fera, de les rapporter en son compte de mises et avances pour luy estre alloué. En consequence de la presente deliberation iceluy sieur de Saint-Priest, fabricant, et lesdits habitans convoqués et deliberant ont, par les presentes, permis et permettent à la dite dame de Chamborant, demeurant en cette ville, presente et acceptante, de jouir pendant sa vie et jusques a son deceds, a l'exclusion de tous autres, dudit

(1) Trois mots illisibles.

banc posé dans ladite eglise, au-dessus (*sic*) de la chaire de Saint-André, et après son deceds, que son corps soit inhumé dans le tombeau qui est dessous iceluy, moyennant qu'elle demeure quitte de tout ce qu'elle peut devoir jusqu'à ce jour a ladite fabrique pour la jouissance dudit banc, et de la somme de quarante-quatre livres qu'elle a presentement payée comptant en argent audit s^r fabricien, par luy prise et recue en deduction de ses avances et eux estant..... Et tout ce que dessus toutes parties ont voulu et consenty, promettant, obligeant, renonssant, etc. Fait et passé en presence de M^{re} Jean Savy jar d^r (?) et de Pierre Dardanne, marchand, habitants de cette ville, tesmoins connus; et a ledit Dardanne déclaré ne savoir signer, de ce interpellé.

BONNET, sindic fabricien. — SALLÉTON, ajoint (*sic*) du sindic. — FRANÇOISE BOUCHAUD DE CHAMBORANT. — DE GUARTEMPE, juge. — CHIPPY. — RANJON, p^{re}. — LA SALLE DE RIOCYRREYS. — S. MONTAUDON. — BÈREPOUX, prêtre Sacristain. — DE LA FONT HERRENE (?). — ROCHEROLLES. — FLORET... — MONTAUDON. — DALESME. — FLORET, lieutenant. — CHAPPELLET. — D'O... — FORGEMOL DE BOSTQUENARD. — BATRAULT (?). — FORGEMOL DES FAUGÈRES. — V. SALLET. — MONTAUDON, prêtre, vic. — MONTAUDON. — SAVY. — DANJOU (?), notaire royal.

Contrôlé a La Souterraine, le treize janvier 1739. Recu douze sols.

SAVY.

(Communiqué par M. J. Bellet).

III. — LA SOUTERRAINE. — *Sommatton au subdélégué de l'intendant d'avoir à exhiber les ordres en vertu desquels il a convoqué tous les habitants de La Souterraine pour l'acquit de la corvée* (10 novembre 1744).

Aujourd'huy, dix du mois de novembre mil sept cent quarante-quatre, environ les cinq heures et demie du soir, par devant nous, notaire royal és-senechaussées de Limoges et Montmorillon, résidant en la ville de La Souterraine, presence des témoins bas nommés, a la requisition de Jacques Floret, s^r de Pommeroux, lieutenant de la presante ville; Léonard Choppy, s^r de La Couture, bourgeois; Leonard Forgemol, s^r de Bosquenard, bourgeois; Charles Rebiere de Bresenty, bourgeois; Jacques Betolaud, s^r de Lascoux, bourgeois; Jean Brand, s^r de La Barre; François, s^r de Lascand, bourgeois; Leonard Cujas, s^r de Ribbes, bourgeois; Pierre Antoine Bonnet, seigneur de Saint-Priest; Pierre Ranjon, s^r de Chaisaigues; Louis Sallet, s^r de Peuimaillat; Pierre Dardanne, marchand; Jacques Mes-tadier, s^r de Peynat, tous officiers de judicature, bourgeois, marchands, demeurant en ladite ville de La Souterraine; nous nous sommes transportés avec eux et d. temoins en la maison, scise en ladite ville, de M^r de Gartempe, subdélégué de monseigneur l'intendant de la generalité de

Limoges, où étant et parlant à sa personne, les dits s^r habitants de la dite ville de La Souterraine lui ont dit que lui, mondit sieur de Guartempe, ayant donné des ordres le premier du présent mois au syndic de la dite ville pour commander les journaliers et voituriers de la dite ville pour faire des corvées sur le grand chemin de Boismandé à La Villaubrun (1) et cela relativement à l'ordonnance de monseigneur l'intendant de Bourges, du vingt-cinq octobre dernier et à la note et ordre donné au dit syndic étant en tête d'ycelle; et en exécution, le syndic ayant fait son rôle et donné ses ordres aux journaliers et voituriers qui ont dû satisfaire dès le jour de hier, les susdits habitants, officiers, bourgeois et marchands sont surpris de ce que aujourd'hui, environ les quatre heures du soir, mondit s^r de Guartempe a fait afficher au son du tambour une ordonnance de sa part par laquelle il commande indistinctement tous les susdits habitants de se trouver demain à soleil levant sur les dits grands chemins pour y travailler avec pelles et pioches, et cela, est-il dit, en exécution des ordonnances de nos dits seigneurs les intendants de Limoges et de Bourges, les susdits sieurs habitants, très respectueusement soumis aux ordres de nos dits seigneurs intendants, sont néanmoins surpris de ce que mondit sieur de Guartempe ne leur en a voulu communiquer, afficher ni publier aucune et que d'ailleurs l'ordonnance de mondit sieur de Guartempe de ce jourd'hui, contraire aux précédentes, leur fait présumer qu'il n'y a, en conformité d'ycelles, que les journaliers et voituriers qui soient dans le cas des corvées; comme effectivement, tous leurs métayers y sont actuellement avec bœufs et charrettes et néanmoins ou il y aurait des ordres contre eux personnellement, offrent même avec soumission de satisfaire à vue des dits ordres; à cet effet ont requis d'abondant, priant et requérant par ces présentes, mondit s^r de Guartempe de leur exhiber présentement les ordres qu'il a de nos dits seigneurs les intendants, notamment de monseigneur de St-Contest ou de monsieur son subdélégué à l'intendance, avec déclaration qu'à faute de la dite exhibition ils pensent et ont lieu de penser que rien ne leur sera imputé à blâme, n'entrant dans aucune désobéissance, — et ont signés.

Signé : BONNET DE SAINT-PIEZ; PRUMAILLAT; RIBIÈRE DE BRESENTY; BETOLAUD DE LACOU; CHOPPY DE LA COUTURE; CUJAS; BERAUD; BUSSON; MESTADIER; FLORET; RANJON; FORGEMOL DE BOSQUENARD; P. DARDANNE.

Ledit s^r de Guartempe a présentement dit avoir une lettre de monseigneur de Saint-Contest, du dix-sept août mil sept cent quarante-quatre, qu'il n'a voulu exhiber, disant qu'il ne doit pas communiquer les lettres qu'il reçoit de mon dit seigneur mais qu'elle porte ordre aux habitants de se conformer à l'ordonnance de monseigneur l'intendant de Bourges; et au surplus a exhibé et fait lecture d'un extrait écrit de la main du s^r Betolaud, greffier du dits^r de Guartempe, informe et non signé [par] personne et qu'il a dit contenir les décisions de Monseigneur le contrôleur général au sujet des corvées et portant à l'art. 7 que les bourgeois aisés seront sujets aux corvées,

(1) Aujourd'hui la grande route nationale de Paris à Toulouse.

même quand les dits bourgeois seront sexagenaires ou malades et a, mondit s^r de Guartempe déclaré ne vouloir signer sa presente réponse de ce dhument interpellé, les dits habitants persistant dans leur soumission ci-dessus, disant que les ordres de monseigneur le controlleur general ne leur ayant été ordonnés par monseigneur l'intendant de Limoges, et jusques à ces ordres, qu'ils executeront avec respect, protestent de n'estre a blâme et dans aucune désobéissance. Et ce fait en présence de s^r Jean Buisson, commis aux aides et distributeur de la formule, et de M^e Jean-Baptiste Massard, clerc, demeurants en cette ville, témoins connus soussignés tant au present original qu'en la coppie d'yceluy que nous dit nottaire avons laissée es mains de mondit s^r de Guartempe lui requerant la dite coppie. Signé : BUSSON, MASSARD, RANJON, nottaire royal.

(Communiqué par M. J. Bellet).

IV. — SAINT-AUVENT. — *Nomination des syndics de la paroisse pour l'année 1745 (10 janvier 1745).*

Aujourd'hui, dimenche, dixieme jour du mois de janvier mil sept cents quarante-cinq, a l'issue de la messe paroissiale du bourg et paroisse de Saint-Auvent, qui a été célébrée en l'église de Saint-Cyr a cause de l'interdict de celle dudit Saint-Auvent (1), par devant les notaires royaux de la seneschaussée de Montmorillon soussignés, s'est présenté François Musnier, laboureur, demeurant au village de La Berte, et Martial Gorse, aussi laboureur, demeurant au village du Peyrat, le tout presente paroisse, lesquels nous ont dit qu'ils avoit été nommé scindicts de la dite paroisse de Saint-Auvent par les dits habitants pour en faire la fonction jusques au premier du present mois et qui devalt être deschargé dudit office de sindicts ainsi qu'il parait par l'acte du..... receu par Touyeras, un des notaires sous-nommés avec son confrère, duement contrôlé; et comme les dits habitans ont de coutume de se asembler en la place du present lieu, les dits Musnier et Gorses nous ont requis de nous transporter avec eux audit lieu, la place de Saint-Cyr, ou on accoutumé de nommer lesdits scindicts : a quoi ce devant nous nous sommes transportés avec lesdits Musnier et Gorse en ladite place dudit Saint-Cyr, ou étant les habitans dudit bourg et paroisse de Saint-Auvent, assemblés, qui sont ss^{ts} (?) François Chapus, bourgeois; Martial-François Demarcilliat, notaire; Jean Touyeras, sergent; Jean et Anthoine Nenert, tailleurs d'habits; François de Villard; François Chembord; Pierre Demasmaud; Léonard Guy, laboureur; Jean de La Gasne; François Richemont; Jean et

(1) On voit combien le caractère paroissial domine les assemblées du genre de celles dont nous nous occupons. La réunion doit se tenir à l'issue de la messe paroissiale de Saint-Auvent, et elle a lieu sur la place de Saint-Cyr, non sur la place de Saint-Auvent, parce qu'elle doit se tenir après la messe paroissiale et que cette messe est célébrée à Saint-Cyr,

Pierre Vauzelle, laboureurs; Michel et Jean Dumur, recouvreur; tous principaux dudit bourg et paroisse de Saint-Auvent, auxquels lesdits Musnier et Gorses ont remontré que leur charge de sindicts est finie depuis le premier de ce mois et ont sommé lesdits habitans de nommer d'autres sindicts, sinon et a faute de ce ont protesté de n'être tenus d'aucun événement; et d'une mesme voye nommé pour sindict dudit bourg et paroisse de Saint-Auvent pour en faire la fonction pendant un an a comter du premier de ce mois Jacques de La Garde, dit Pied, laboureur, demeurant au village de Senas, et Anthoine Gourse, cardeur, demeurant à La Berthe, le tout paroisse dudit Saint-Auvent; dont et du tout lesdits François Musnier et Gorses nous ont requis acte aussi bien lesdits habitans qu'ils ont nommés au lieu et place desdits Musnier et Gorses, que nous leur avons octroyé chascun a leur égard. Après avoir fait lecture du present acte auxdits habitans, les soussignés ont signés et les autres ont déclarés ne scavoir, de ce interpellés.

JEAN THAMANION, DEMARCILHAT, J. TOUYÉRAS, MARIUS, LAGASNE, notaire royal, TOUYÉRAS, notaire royal. Contrôlé à Saint-Auvent, 10 jaltvier 1745. Reçu douze sols. Signé : DESOUBSDANES, commis.

(Communiqué par M. G. Touyeras, percepteur à Saint-Julien-l'Ars, membre de la Société).

V. — ORADOUR-SUR-VAYRES. — *Délibération de l'assemblée paroissiale au sujet de la prétention du curé de percevoir la dime sur les menues récoltes (3 mai 1780).*

Aujourd'huy, jour de dimanche, troizième jour du mois de may mil sept cents cinquante, par devant le notaire royal de la seneschaussée de Montmorillon, soussigné, et le notaire du comté d'Auradour-sur-Vayre, aussi soussigné, au devant de la grande porte et principale entrée de l'église du bourg et paroisse dudit Auradour-sur-Vayre, ressort dudit Montmorillon, les habitans de la paroisse, ce réquérand, assemblés au son de la cloche en la manière accoutumée, à l'issue de la grand'messe célébrée par M. l'archiprêtre et curé dudit bourg et paroisse d'Auradour, en la quelle assemblée ils se sont informés, suivant l'ordonnance royale, aux fins de délibérer sur l'intérêt de leurs affaires communes pour laquelle ils sont attaqués à l'effet de pouvoir se défendre par les voyes ordinaires de la justice dans la matière dont il sera cy après fait mention. Ont été présents et sont comparus en leurs personnes devant nous dits, notaires soussignés, à l'effet des présentes, Messire Pierre Berchemain de Morinas, prêtre, docteur en théologie, faisant pour autre Messire Pierre-Guabriel de Morinas, mareschal-de-

logis des chevaux-legers de la garde du Roy, demeurant en leur château du Puy chevalier, Martial Mandon sieur de La Gasne, etc..... (suivent quatre pages de noms).

Faisant la plus seine et plus grande partie desdits habitants comme dit est et faisant pour tous les autres habitants de ladite paroisse qui sont absants, les quels après ladite convocation ont proposé les uns aux autres que M^e Jean Bussiére, prestre, archiprestre de Nontron et curé de ladite paroisse d'Auradour-sur-Vayres, a fait appeller devant Messieurs les officiers de la dite sénéchaussée de Montmorillon lesdits habitants aux fins d'être condamnés à luy payer un prétendu droit de dixmes sur les bleds sara-zins, vulguèrement appelés blé noir, orge, balliarge, bled d'Espagne, millet, pois, monjette, laine, poules, chanvres et autres légumes, contre laquelle assignation lesdits habitants veulent se défendre de sorte qu'il est question à présent de fournir des moyens pour faire casser ladite assignation et se défendre au fond de la demande dudit prétendu droit de dixme. Cette matière mise en délibération, tous les habitants convoqués ont, après avoir sur ce délibéré unanimement, dit que jamais ils n'ont été asubjétés au payement du droit de dixmes desdits blé noir, bleds d'Espagne, laine et autres fruits ci-dessus énoncés, que la demande qui est faite par ledit s^r Bussiére, curé, est mal fondée et en laquelle il est non recevable commé d'une dixme insolite que lesdits habitants n'ont jamais payés et à laquelle ils ne peuvent être à present asujetis, conformément à l'ordonnance de Philippe-le-Bel, roy de France de l'année 1303, appelée la Philipine. Au moyen de quoi ils demandent se pour voir contre cette demande; À l'effet de quoi ils ont unanimement nommé par ces présentes leurs chefs et syndics Christophe Faure, sieur de La Roche, bourgeois, demeurant au dit bourg et paroisse dudit Auradour, un des habitants ici présent et acceptant, auquel ils donnent pouvoir de poursuivre et defendre à la demande dudit s^r curé et de se servir des moyens cy-dessus énoncées et de tous autres qu'il jugera à propos ou qui luy seront indiqués par le conseil et qu'il jugera à propos, de prendre des avocats et d'autres gens de pratiques et de faire, pour cet effet, toutes les poursuites et procédures qu'ils jugeront à propos et nécessaire et dans tous les tribunaux ou besoin sera jusques à sentence et arrest definitifs.....

Et pour l'exécution d'icelle, fait et passé au-devant de ladite eglise paroissiale et place publique dudit Auradoûr et lesdits soussignés ont signé et les autres ont déclaré ne scavoir signer, de ce interpellés suivant l'ordonnance. (Suivent 52 signatures). L'acte est reçu par L. Faure, notaire; L'homme, notaire héréditaire; Touyéras, notaire royal. — Controllé à Saint-Auvent ce douze may 1730. Reçu douze sols par Desoubsdanes.

(Communiqué par M. G. Touyéras).

VI. — SAINT-AUVENT. — *Désignation par l'assemblée de paroisse d'un habitant pour remplacer un collecteur décédé (12 octobre 1760).*

Aujourd'hui, dimanche, douzième octobre mil sept cents soixante, a issu de messe paroissiale du bourg et paroisse de Saint-Auvent, les habitants, assemblés sous la halle, en place publique, au son de la cloche à la manière ordinaire, devant nous notaires royaux de la seneschaussée de Montmorillon soussignés, ont comparu en personnes Jacques Lemasson, François Bourgeaud l'aîné, Pierre Dumur, demeurant au bourg, tous habitants de la présente paroisse, lesquels, en parlant auxdits habitants, leurs [ont] remontré qu'ils demeurent averti qu'ils se trouvent compris dans la colonne des collecteurs d'icelle pour l'année prochaine mil sept cents soixante [un] ladite colonne de dernier signée d'une partie desdits habitants; et comme depuis la dite colonne, ont esté (?) avisé que le nommé Jean Monnerie, de La Bellemenie, qui était leur consord et nommé pour collecteur pour ladite année prochaine 1761 est décédé depuis les fêtes de Pasques dernières, et requièrent lesdits habitants d'en nommer un autre au lieu et place dudit defunt Jean Monnerie, pour collecteur avec eux pour ladite année prochaine 1761, telle autre personne qu'ils adviseront; ont déclaré ne scavoir signer de ce enterpelles, fors ledit Lemasson qui a signé, de ce requis.

A quoy se sont présentés M^r François Demarcillat, notaire royal; François Gaspard de Soudanes, chirurgien juré; Jacques de La Couchie, s^r de La Borie; Martial Jallageas, syndic de ladite paroisse, et Anthoine Delominie; François Brun, marchand, François Allegraud, Léonard Gfenison et plusieurs autres habitants dudit bourg et paroisse faisant la majeure partie desdits habitants; et après avoir examiné la remontrance dudit Lemasson et consord, ont unanimement et d'une mesme voye déclaré qu'il est vray que ledit defunt Jean Monnerie est décédé depuis lesdites feste de Pasques dernières : ont nommé en son lieu et place dudit defunt Monnerie, la personne de s^r Jean Devillard, habitants du village de Manetexier, présente paroisse, qu'il habite, et [l'ont] certifié bon et capables, suffisant pour ladite charge, lecture faite ont persisté. Dont et de tout quoi a été par nous, notaires soussignés, fait et concédé acte pour servir et valoir en temps et lieux.

Ont les soussignés signés; les autres ont déclaré ne scavoir, de ce interpellez.

DESOUESDANES. — JALLAGAS, syndic. — DELOMINIE. — J. LACOUCHIE, DEMASSALOUX, notaire royal. — TOUYÉRAS, notaire royal.

Contrôlé à Saint-Auvent, ce 19^e octobre 1760. Reçu douze sols et six deniers. DEGRAVELLAT, DELAGASNE.

(Communiqué par M. G. Touyeras).

VII. — SAINT-LAURENT-SUR-GORRE. — *Désignation d'un procureur en vue de former un pourvoi contre un arrêt du Parlement. qui reconnaît au curé, contrairement à l'usage, le droit de dime sur le blé noir (30 novembre 1772).*

Aujourd'huy, trentiesme novembre mil sept cent soixante-douze, jour de feste de saint André, nous, notaires royaux héréditaires des seneschaussées d'Angoulesme et Montmorillon sous-signés, au requis de Martial Delavergne, syndic du bourg et paroisse de Saint-Laurent-sur-Gorre, nous sommes transportés en place publique dudit bourg au moment que le peuple sortoit de la première messe et (?) le curé, Messire Delasnau, prêtre, curé de laditte paroisse. Nous présent, ledit s^r syndic, après avoir fait sonner la grande cloche en la manière accoutumée, aurait dit et exposé au peuple, manans et habitans qui formé l'assemblée, qu'il y avait un arrêt interlocutoire de la cour du Parlement de Paris, en date du ... août dernier, rendu à l'encontre de Messieurs les décimateurs de la présente paroisse et ledit s^r curé par lequel, entre autres chef de condamnations, ledit s^r curé est autorisé à percevoir dans le général de la paroisse la dixme du blé noir, sans qu'il soit autrement dit à quelle coltiété; lequel arrest ne peut avoir été rendu [que] parce que nos seigneurs du Parlement ont crû que la dixme de cette espèce de grain se payé comme des gros grains : lequel arrest est préjudiciable à la paroisse, attendu qu'il ne sont point dans l'usage de payer aucune disme de cette espèce de grain (1), que c'estoit pourquoy ils tenaient la présente assemblée et convocation afin de délibérer entre eux le party qu'ils avoient à prendre à cet égard.

Le peuple, après avoir conféré ensemble et délibérée, ont résou qu'il fallait, sous le bon plaisir de Monseigneur l'intendant de cette généralité, s'opposer audit arrest de la Cour qui autorize ledit s^r curé à percevoir la disme dudit bled noir, attendu qu'eux ny leurs autheurs n'ont été d'usage dans jamais donner, et pour requérir l'autorization dudit seigneur intendant et faire laditte opposition et tout ce qui sera nécessaire de faire pour raison d'icelle, ils constitue pour leur procureur général et spécial, ledit s^r Delavergne, syndic et acceptant, auquel ils donnent d'une unanime voye plain pouvoir de pour eux et en leurs nom de s'opposer audit arrest et faire assigner sur ladite opposition ledit s^r curé, constituer procureur, élire domicile et généralement faire par ledit procureur constitué tout ce qu'il conviendra faire pour raison de laditte oppositions et les maintenir à l'usage de ne point payer de dixme de bled noir, promettant avoir le tout pour agréable, ny venir contre au peines de droit, promettant, obligeant, affectant et ce dont acte, lequel a été fait sous le sel royal en la place pu-

(1) Ce n'était pas seulement à Saint-Laurent, qu'on ne payait pas la dime sur le sarrasin. L'usage général ou presque général l'exceptait comme « menu grain ».

blique dudit lieu, en présence d'Anthoine Raynaud, sacristain; de Pierre Descubes, s^r de Saint-Desir, procureur d'office de la juridiction dudit Saint-Laurent-sur-Gorre, de Léonard Boutaud, laboureur; M^e Jean Vigniaud, notaire; d'Anthoine Voullant, laboureur; Jacques Roulland, laboureur; Pierre Descubes, laboureur; Pierre Descubes, s^r Dupayrat, bourgeois; M^e Charles Descubes, s^r Delalande, juge sénéchal de Saint-Laurant-sur-Gorre; Léonard Brand, marchand; François Morellon, s^r Delacoste; François Raynaud, sergent; s^r Pierre Nenert, garde de monseigneur le prince de Conty; Simon de Lacoste, marchand. On les présent signés avec nous; et autres signataires et autres habitants déclaré ne scavoir, de ce interpellés.

DESCUBES DE SAINT-DÉSIR, LAVERGNE, sindic; L. BOUTANT, VIGNIAUD, DES JANTE, JACQUES VOULLAUD, DESCUBES, DUPUYBRAT, L. BRAND, F. MORELON DE LA COTTE, A. REYNAUD, DELACOTE, NENERT, DESCUBES, DE LALANDE, PIERRE REYNAUD, DUSOUTIER, DECLAREUL, chirugien juré; SAURY, ROULAND, A. DUNOYER, LAURANT VERLIAT, G. VEYRETON, GAYOUT

(Communication de M. G. Touyeras).

LIVRE DOMESTIQUE

DE LA

FAMILLE DU BURGUET DE CHAUFFAILLES

Le chartrier de M. le comte de Montbron, au château de Chauffailles, n'est pas moins riche que celui de M. le baron de Nexon. Ce dernier nous a fourni bon nombre de documents intéressants : en premier lieu, plusieurs registres domestiques, que nous avons compris dans la seconde série de notre recueil de livres de raison limousins et marchois (entre autres celui de Pierre Esperon, juge épiscopal de Saint-Junien, commencé en 1384 et le premier en date de tous les manuscrits de ce genre découverts jusqu'à ce jour dans nos provinces du centre ; ensuite de précieux inventaires, étudiés par M^{re} Barbier de Montault dans ce volume même du *Bulletin*. Dans le dernier tome des *Mémoires de la Société*, M. A. Leroux a passé en revue un certain nombre de pièces intéressantes provenant de la même source. Personne jusqu'ici, que nous sachions, ne s'était occupé de ce dépôt, digne cependant d'attention sous plus d'un rapport.

Les archives de Chauffailles, non moins inconnues jusqu'ici, ont été ouvertes avec la plus extrême bienveillance par le possesseur actuel à notre infatigable confrère et ami Champeval, qui y a effectué sa petite récolte de notes sur la topographie et la géographie historiques, puis, avec sa libéralité ordinaire, nous a fait profiter du fruit de ses investigations. Les extraits donnés plus haut par M. Moufle de l'inventaire de François du Burguet, ont déjà appelé l'attention des membres de la Société sur ce chartrier. A notre tour, nous avons feuilleté un grand registre in-folio qui provient de Chauffailles et dont le feuillet de garde porte l'intitulé : *Livre journal de M^{re} Yrieix du Burguet, commencé l'an 1686.*

— Ce registre, comme tous ceux désignés autrefois sous le même nom, est un livre de comptes où chaque domaine ou établissement a son chapitre spécial et où le père de famille inscrit, au fur et à mesure qu'elles sont effectuées, toutes les recettes et toutes les dépenses relatives à l'exploitation. Cette partie du manuscrit de Chauffailles, malgré quelques mentions ayant trait au charbon et à la mine, c'est-à-dire au fer de la forge de Chauffailles, n'a rien de particulièrement intéressant. A cet égard, beaucoup de livres domestiques nous fournissent des indications plus précises, plus complètes et plus variées.

La destination de ce registre n'a pas été seulement de servir à l'inscription des recettes et dépenses. S'il était un livre de comptes, il était aussi un livre de famille, un « papier baptistaire » comme on disait autrefois. Tracées au haut de la première page, les lignes suivantes en font foi :

Natalisse de nos enfans, ensemble les jours que feu M^{re} François Burguet, mon père, estoit né et decédé, et autres de nostre familhie.

Cette série de mentions constitue, on le sait, une des parties principales du livre de raison, en Limousin comme dans tous les autres pays. Les notes relatives aux événements contemporains faisant absolument défaut au registre que nous signalons, et d'autre part son contenu ne nous ayant fourni aucune particularité digne d'être relevée, nous nous bornerons à copier ces *natalitia* qui occupent seulement le recto du premier feuillet :

Natalisse de François Burguet (1). — Le 13^e octobre 1602, jour de Sainct Geral, environ deux heures appres minuit, est né Francois Burguet, filz a M^{re} Anthoyne Burguet et a Magdelaisne Sceneschal ; a esté baptizé le 1^{er} decembre an que dessus ; a esté son parain M^{re} François Burguet, son oncle paternel, et sa maraine Marie Paignon (2), femme à M^{re} Bertrand Burguet, advocat, frere audit M^{re} Anthoyne. A esté baptizé par M^{re} Leonard du Burguet, prestre et curé de l'esglize parossialle de Coussac.

Jour du deces de Magdelesne Sceneschal — Le 12 juin 1603, environ trois heures appres midy, est decedée Madelaisne Sceneschal, ma grand mere, mere de feu M^{re} François Burguet, mon pere. A esté ensepvely le 13 dud. moys, quatre heures appres midy.

Jour du deces de M^{re} Francois Burguet. — Le 30 mars 1670, jour des Rameaux, environ cinq heures appres minuit, dans n^{re} maison de Cous-sac, proche la place, est decedé M^{re} Francois Burguet, mon pere, appres avoir demeuré longt temps allitté d'un hasme ; et a esté ensepveli dans

(1) Note marginale.

(2) Famille de robe. Un membre de cette famille remplissait les fonctions de procureur du roi au présidial de Limoges au XVII^e siècle.

nos tombeaux, dans la chapelle N^{re} Dame de l'église de Coussac, vis à vis de l'espritre, proche le baluste.

Natalisse de Jeanne Burguet. — Le 2 may 1623, jour du mardy, est née Jeane Burguet, filhe à M^{re} Francois Burguet et de Louize Duroy, environ sept heures de matin. A esté son parain Jean Duburguet dit Besse, et sa maraisne, Jeanne Feydit, femme a feu M^{re} Blaize Duroy, procureur d'office de Coussac. A esté baptizée a Coussac, environ trois heures apres midy, le mesme jour, dans la maison ou demeure M^{re} Leonard Dedinla-porte (?), greffier, mon beau frere; le baptesme a esté fait par Messire Michel Dupuy, p^{re} et vicaire en la present paroisse.

Mort de lad. Jeane. — Le lendemain decedat lad. Jeanne Burguet, environ six heures de matin; et a esté ensepvelie environ vers (?) midi (?).

Natalisse de Blaize Duburguet. — Le 19^e jour du mois d'aoust 1624, environ deux heures avant jour, est né Blaize du Burguet, aud. M^{re} Francois Burguet et à lad. Louize Duroy. A esté baptizé le dimanche, 3 novembre 1624, apres vespres. A esté tenu par M^e Jean Duroy, p^{btre}, pour M^{re} Blaize Roy, procureur d'office, pere a lad. Louize; a esté sa maraisne Anne Guilhoumaud, femme de M^{re} Hostalhet (?), lieutenant de la presteute jurisdiction.

Malgré la date des événements auxquels se rapportent ces mentions, il est hors de doute qu'elles n'ont été écrites que vers 1686 par l'auteur de notre registre et le fait seul de l'intercalation de la note relative au décès de François du Burguet, survenu en 1670, au milieu de mementos concernant des événements de cinquante années antérieurs, suffirait à le prouver.

Sur le dernier feuillet du registre et le feuillet de garde qui le suit, on trouve inscrites une série de notes concernant une autre génération.

Natalité de mes enfans.

Du 18 jano. 1687. — Premierement, est née Leonarde Burguet, ce 18 janvier 1687, environ neuf heures du matin. A esté baptisée le 23 du dit mois : a esté son parin Messire Jean Maillard, mon oncle, prestre, docteur en theologie, grand archidiaque de Limoges et grand vicaire et official de Tulle (1), qui, ne pouvant venir, commit Messire Pierre Maillard, curé d'Orgnact en sa place; a esté sa marine damoizelle Leonarde Guay, ma mere. A esté baptizée par Messire Estienne Chassaigne, curé de Coussac.

Le second du mois d'avril 1690, est née Anne Burguet, environ deux heures apres minuit; a esté baptizée par le s^r Bouty, vicaire de Coussac;

(1) Il est assez singulier de trouver un archidiaque de Limoges remplissant les fonctions d'official dans un autre diocèse.

a esté son parin M^{re} François Imbert, mon beau frère, procureur d'office, et sa marene d^{lle} Anne de La Joubertie, ma belle-sœur.

Du 7 septembre 1691. — Est née Jean Burguet, mon fils, et de ma femme susnommée ; a esté sa marine Jeanne de La Joubertie, ma belle-sœur, et parrin Jean Burguet, mon frere ; — que ma femme a failly a mourir apres ces couches, d'une maladie peu apres qui s'en est ensuivie.

Du 16 novembre 1692. — Est née au point du jour Jane (?) Burguet, nostre fille, et a esté baptisée le mesme jour ; mon frere et ma belle-sœur la jeune l'ont portée sur les fons de baptesme.

Du 4 janvier 1692. — Anne Burguet, nostre fille, est morte et a esté encevelie dans nos tombeaux, devant Nostre Dame, le lendemain.

Du 20 janvier 1691. — Est né nostre petit, qui a esté baptisé ; et a esté parin le s^t de La Rûas (?) et marine ma sœur Dupré (?). A vécu huit jours après. Il a esté enterré dans nos tombeaux.

Du 30 décembre 1695. — Est né nostre petit, et a esté baptizé ; a esté son parin M^r le marquis de Bonneval, qui s'estoit trouvé ici a cause du desordre arrivé (?) dans... M^r le marquis le fils (?).

Du 9 feb. 1697. — Est née nostre petite ; a esté baptisée ; et a esté son parin mon beau-frere Dupuy, de Segur (?), et sa marine ma sœur de la Regodie.

Du 14 feb. 1697. — Mon frere est party de Limoges pour Bourdeaux, ou il est alé prendre l'aby de chartreux, apres avoir esté fay prestre depuis la Noel derniere.

Mon frere est mort a Chauffaille le 27 avril 1700. Il luy a paru a son agonie un spectre qui n'a paru qu'une fois, et il est mort, disans et declarans que ce spectre ne pareistroit plus et qu'il voyoit continuellement son bon ange qui l'assairoit qu'il estoit sauvé.

Du 15 (?) aoust 1702. — Leonarde Burguet, ma fille, a pris l'habit de religieuse dans le couvent de Sainte-Claire de Saint-Yrieix. Je luy ay constitué, de mon chef, 1,500 l., et ma femme 900 l., payables en quatre pactes égaux, la somme de 2,000 l. de chacun 500 l. (*sic*). Le premier payement un ans apres sa profession et le.... toutes les années 500 l. Pour les 400 l. de l'équipage (?) avons payé 200 l. par contract receu Theuret (?), n^{re} royal, et j'ay payer 200 l. a la profession.

Elle a fait profession le 8 septembre 1703.

On a remarqué plus haut la curieuse mention relative aux apparitions qui ont signalé l'agonie du chartreux. C'est la seule note de ce genre que nous ayons rencontrée dans les livres domestiques de notre province.

LOUIS GUIBERT.

DOCUMENTS DIVERS

Nomination par Marie Stuard, reine douairière de France, d'un notaire à Brigueil-l'Asné (4 janvier 1571).

« **MARIE**, par la grace de Dieu Royne d'Escosse, douairière de France, duchesse de Touraine, comtesse de Poictou et de Chaulmont en Bassigny, dame d'Espernay et de Sainte Manehould, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, Salut. Scavoir faisons que pour le bon rapport qui faict nous a esté de la personne de nostre cher et bien amé Jehan de La Jarrodie et de ses sens, suffisance, loyaulté, prudhommie, expérience et bonne diligence, a iceluy pour ces causes et aultres ad ce nous mouvans, avons, en vertu du pouvoir à nous donné par le Roy nostre très cher sire et frère de proveoir à tous les offices ordinaires de ce pais, terres et seigneuries à nous baillez et delaissez par ledit sire pour l'assinal(?) de nostre douaire et nommer aux extraordinaires quand vacation y eschet, donne et octroye, donnons et octroyons par ces présentes l'office de notaire royal au bourg de Brigueil l'Asné, sénéchaulcée de Montmorillon en Poictou, que naguères souloit tenir et exercer feu **M^r Denis Panis**, dernier paisible possesseur d'iceluy, vacant à présent par son trespas pour ledit office avoir, tenir et doresnavant exercer et en jouyr et user par ledit de La Jarrodie aux honneurs, auctoritez, prérogatives, prééminences, franchises, libertez, droictz, prousfitz, revenuz et émolumens accoustumez et qui y appartiennent, tout ainsy et par la forme et manière qu'en a jouy et usé le dict defunct Panis tant qu'il nous plaira, à la charge de vivre catholicquements, selon nostre ancienne religion catholique, apostolique et romaine, et non aultrement. Si donnons en mandement par ces dictes présentes au sénéchal dud. Montmorillon ou son lieute-

nant qu'après qu'il luy sera apparu des bonnes vie, mœurs et religion catholique, apostolique et romaine dud. Jehan de La Jarrodie et de luy prins et receu le serment en tel cas requis et accoustumé, il le mette et institue ou face mettre et instituer de par Nous en possession et saisine dud. office et d'iceluy, ensemble des honneurs, auctoritez, prérogatives, prééminences, franchises, libertés, droictz, prousfitz, revenus et émolumens dessusd., le face, sousfre et laisse jouyr et user plainement et paisiblement, et à luy obéir et entendre de tous ceulx et ainsy qu'il appartiendra es choses touchans et concernans led. office; oste et déboute d'iceluy tout autre illicite détenteur non ayant sur ce noz lettres de don et provision précédentes ès date des présentes, car tel est nostre plaisir. En tesmoing de ce nous avons faict mettre notre scel à ces d. présentes. Donné à Paris le ⁱⁱⁱⁱ^e jour du mois de janvier, l'an de grâce mil cinq cens soixante et onze ».

Sur le repli : « Par la Royne d'Escosse, douairière de France, à la relation de son conseil,

LENFANT. »

Le sceau, très bien conservé, de cette pièce sur parchemin, est en cire rouge et retenu par des bandelettes également en parchemin. Il est aux armes mi-parti de France, mi-parti d'Ecosse, entourées de cette exergue :

MARIA D. GRATIA SCOTORVM REGINA ET FRANCIE DOTATA

Le contre-sceau, aux mêmes armes, est de plus petite dimension.

Sur le revers du parchemin on lit : « Le titre de l'office du présent a été distrait de?... de la ville de Brigueil, ressort de Poitou, du 11 janvier 1561 ».

(Communication de M. A. Barbier, de Poitiers).

LETTRES DU ROI LOUIS XIII ET DE LA REINE RÉGENTE AU PRÉSIDIAL DE LIMOGES.

Lettre du roi Louis XIII au présidial de Limoges.

DE PAR LE ROY,

Nos amés et féaux, nous avons eu contentement de veoir par vos lettres l'obéissance que vous avez rendue au commandement

que nous vous avions fait de ne vous trouver à la cérémonie des obsèques et funérailles du feu Roy, notre très honoré seigneur et Père, que Dieu absolve, pour éviter le désordre qui eust pu arriver à cause de la contention qui estoit entre vous et les trésoriers généraux de France de Limoges, pour la préseance des rangs. Vous ne devez entrer en aucune appréhension que le respect que vous avez rendu en cela à nosd^s commandemens vous puisse en rien préjudicier, notre intention estant que vous demeuriez les uns et les autres aux mesmes termes et droictz que vous les prétendiez avoir auparavant lad. cérémonie. Nous avons au reste toute satisfaction de la procédure qui a esté tenue en ce faict de votre part, sachant bien que vous ne vous estiez préparé d'y apporter aucune violence. Mais aussi il vous doibt suffire de la bonne opinion qui nous en demeure, sans vous altérer davantage les uns contre les autres, désirans que vous viviez ensemble en bonne union et concorde, vous exhortans d'en donner tout bon exemple, en sorte que nous ayons toujours nouvelle occasion de vous louer de vos bons comportements. Donné à Paris, le xiii^e jour d'aoust 1610.

LOUIS, *et plus bas* : PHÉLYPEAUX.

Lettre de la Reine, mère de Louis XIII, au même présidial.

Messieurs, j'ay veu par vos lettres, et entendu par vos députez l'obéyssance que vous avez rendue au commandement qui vous avoit esté faict par le Roy, Monsieur mon filz, de ne vous trouver à la cérémonie des obsèques et funérailles du feu Roy mon seigneur, à cause de la contention qui estait entre vous et les trésoriers de France pour la prescéance. Vous ne devez croire que le respect que vous avez apporté en cela puisse préjudicier en aucune façon à vos droictz et prétentions, pour lesquels le Roy mond. sieur et filz. veut que vous demeuriez tous aux mesmes termes et droictz où vous estiez auparavant icelle. Je vous assure au reste que j'ay tout contentement de la procédure qui y a esté tenue de votre part, estant bien avertie que vous n'aviez faict aucune assemblée de gens sur cette occasion, comme aussy n'y avois-je apporté aucune créance. Continuez à bien et fidèlement servir le Roy mond. sieur et filz, et faictes que vos prétentions n'altèrent point la bonne union et intelligence qui doibt estre entre vous et lesd. trésoriers de France pour son service, vous admonnestant d'y apporter toujours la prudence et discrétion qui y est requise, comme vous avez faict

jusque à présent. Sur ce, je prie Dieu, Messieurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. Escript à Paris, ce xiii^e jour d'aoust 1610.

Signé : MARIE, et plus bas : PHÉLYPEAUX (1).

(Communication de M. l'abbé Lecler).

EDIT DU ROY

Portant création d'une élection et bureau de recette des tailles en la ville de Confollans, pour estre du ressort de la généralité de Poitiers. Donné à Marly, au mois de juillet 1714.

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut.

L'incommodité que souffrent nos sujets taillables par l'éloignement du lieu où ils sont obligés de porter les deniers de nos tailles et d'aller plaider sur les différens qui surviennent au sujet de la levée des dites tailles et autres impositions, nous a engagé, aussi bien que nos prédécesseurs, lorsque nous en avons eu connaissance, à faire de nouveaux établissemens de sièges d'élections, dans une distance assez proche pour que nos dits sujets puissent, avec plus de facilité et moins de dépense, porter les deniers de nos tailles, et poursuivre leurs proces pour raison des impositions faites sur eux.....

A ces causes et autres, à ce nous mouvans, de l'avis de nostre conseil et de nostre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons par le présent édit perpétuel et irrévocable, créé, érigé et établi, créons, érigeons et établissons dans la dite ville de Confollans, un corps et siège d'élection et un bureau de recette de nos tailles en chef, lesquels seront à l'avenir de la généralité de Poitiers et du ressort de notre cour des aydes de Paris, sans qu'ils puissent cy-après en estre distraits sous quelque prétexte que ce soit ; et pour composer le ressort de la dite élection et bureau de recette, nous avons distrait et désuni des élections voi-

(1) L'original de ces deux lettres était conservé chez M. de l'Epine (LÉGROS, *MU. mss*, III, 307).

sines les paroisses qui ensuivent, sçavoir : de l'élection d'Angoulesme, la ville, fauxbourgs et paroisses de Confollans, qui sera le chef-lieu de la dite nouvelle élection ; — de l'élection de Poitiers, les villes et paroisses de S^t Vincent en S^t Germain, Lessac, Negrat, Brillac, S^t Quentin, Abzac, Oradour-Fanois, Champeaux, Availles, Brigueuïl l'ainé, le canton de Montreuil, enclave du dit Brigueuïl. Nohic, Bussière, S^t Christophe, Montrollet, Mazières, Millac, Luchapt, Asnières, Pressac, Mortemart, Montrol-Sénart, Le Vigeant, l'Isle-Jourdin, Pleuville, Rochechouard, Biennac, Vidais, S^t Gervais, Les Salles, Chaillac, les villages de S^t Pierre et S^t Junien, enclaves de Chaillac, Benest, Vairs quartier, S^t Mathieu, S^t Bazery, Maisonnais, Chéronnac, Javerdac, Le Bouchage, Blond, Vauray et Fraize, Breuilhaufa, S^t Martin de Jussac, Oradour sur Vairs, Cussac, Millaguet, Pansoubs, Marval, S^t Cir, S^t Auvent, Champagnac, Boubon, S^t Victurnien, Oradour sur Glanne, S^t Laurent sur Gorre, Cognac et Montbrun ; — et de l'élection de Niort, les paroisses d'Alloüe, S^t Laurent de Sery, La Péruse, S^t Constant, Champagne Mouton, le Grand Madieu, le Petit Madieu, Parsac et Chassier.

Toutes lesquelles paroisses ci-dessus nommées au nombre de soixante-huit, nous avons unies et incorporées, unissons et incorporons au dit siège d'élection et bureau de la recette des tailles de la dite ville de Confollans.....

Créons et érigeons en titre d'office, à titre de survivance, un nostre conseiller président, un nostre conseiller lieutenant civil, un nostre conseiller lieutenant criminel, vérificateur des rolles des tailles, un nostre conseiller élu assesseur, un nostre conseiller élu garde scel, quatre nostres conseillers élus, un nostre conseiller élu controlleur des tailles, un nostre conseiller procureur du roy, un nostre conseiller avocat du roy, deux substituts, un greffier, deux nos conseillers receveurs des tailles et des deniers communs et d'octroys, ancien et mytriennal, alternatif et mytriennal.....

A tous lesquels officiers nous avons attribué et attribuons les mêmes juridictions, honneurs, autoritez, prérogatives, privilèges et exemptions, remises, franchises, libertez et généralement tous autres droits, fonctions et exercices, dont jouissent, aux termes des règlements, les pourvêus de semblables offices dans les autres élections de nostre royaume, sans aucune distinction ni différence, encore que le tout ne soit icy plus particulièrement exprimé. Permettons aux officiers de la dite élection de réunir à leur corps, si

bon leur semble, l'office de lieutenant criminel vérificateur des rolles et celui d'élu controlleur des tailles, pour en jouir ensemble des gages, taxations et attributions y attachées, conformément à leurs édits de création, et ce sur les simples quittances de finances qui leur seront expédiées, sans qu'ils soient obligez de prendre des provisions des dits deux offices, dont nous les avons dispensé et dispensons; leur permettons pareillement de les désunir et en disposer dans la suite ainsi qu'ils aviseront; leur avons en outre attribué et attribuons pour un quartier de gages effectifs, sçavoir : au président quatre cens cinquante livres; au lieutenant civil trois cens cinquante livres; au lieutenant criminel vérificateur des rolles des tailles cent cinquante livres, outre les six deniers pour cote, attribuez au dit office; à l'assesseur deux cens cinquante livres; à l'élu garde scel deux cens livres; à chacun des quatre autres élus deux cens livres; à l'élu controlleur des tailles deux cens livres, outre les taxations d'un denier pour livre du montant de la taille; au procureur du roy deux cens livres; à l'avocat du roy deux cens livres; au substitut des dits procureur et avocat du roy cent livres; au greffier et aux deux receveurs des tailles et deniers communs et d'octroys à chacun mille livres, outre la somme de deux cens livres que nous avons aussi attribué et attribuons au receveur en exercice pour son droit d'exercice. Tous lesquels gages seront payez chaque année aux pourvêus des dits offices, sans aucune diminution ni retranchement, par celui des dits receveurs des tailles qui sera en exercice, et en attendant la vente des dits offices à celui qui sera par nous chargé du recouvrement de la finance qui proviendra de l'exécution du présent édit, à l'effet de quoy en sera fait fonds dans l'estat de nos finances de la généralité de Poitiers à commencer du premier d'aoust de la présente année.

Voulons que ceux qui seront pourvêus des dits offices en jouissent à titre de survivance, conformément à nostre édit du mois de décembre 1709, sans néanmoins qu'il soient tenus de nous payer aucune finance pour raison de ce, pour la première fois seulement; les dispensons pareillement d'acquérir leur part des nouvelles taxations créées par nostre édit du mois d'octobre 1713. Et attendu la finance qui nous sera payée par les pourvêus des offices de receveurs des tailles, deniers communs et d'octroys, nous les avons dispensez et dispensons par le présent édit de donner caution ni certificateur, sans qu'à l'avenir ils puissent être taxez pour raison de la dite dispense; pourront aussi les dits deux offices de receveurs des tailles, estre possédéz par un seul et même titulaire, sans aucune incompatibilité ny qu'il soit besoin d'obtenir nos lettres, ny de payer pour raison de ce aucune finance; faisons deffen-

ses aux collecteurs et habitans de toutes les paroisses cy-dessus distraites de porter les deniers de nos tailles et autres impositions, et de plaider pour raison des dites tailles et des droits d'aydes, en autres élections qu'en celle de Confollans, et aux officiers des élections de Poitiers, Angoulesme et Niort de faire aucunes poursuites ni connoistre des affaires concernant les dites paroisses distraites de leur ressort, à peine de nullité et cassation des procédures et jugemens, et de répondre en leurs noms des dépens, dommages et intérêts des parties, sauf à estre par nous pourveu au dédommagement qu'il conviendra faire tant aux officiers des dites élections de Poitiers, Angoulesme et Niort, qu'aux receveurs des tailles des dites trois élections pour raison du dénombrement et distraction des dites paroisses, suivant la liquidation qui en sera faite en nostre conseil.

Nous avons pareillement créé et érigé, créons et érigeons en titre d'offices formez, quatre procureurs postulans et deux huissiers audianciers, pour, par les pourveüs des dits offices, en jouir au mesme titre de survivance et aux droits, fonctions et prérogatives dont jouissent les pourveüs de pareils offices dans les autres élections, mesme les dits procureurs du droit de postuler dans la justice ordinaire du dit Confollans. Permettons aux particuliers qui voudront acquérir les dits offices d'emprunter les sommes dont ils auront besoin et d'affecter pour sûreté des dits emprunts les dits offices, gages, taxations et droits y attribuez sur lesquels ceux qui leur auront presté leurs deniers auront privilège spécial; à l'effet de quoy mention en sera faite dans les quittances du receveur des revenus casuels; et pour donner un arrondissement convenable aux élections de Poitiers et Châtellerault, nous avons désuni et désunissons de la dite election de Châtellerault les paroisses de Bonneuil-Matours, Bellefonds, S^t Léger et S^t Cyr, qui se trouvent enclavées dans les paroisses de l'élection de Poitiers, et les avons réunies et incorporées, réunissons et incorporons à la dite election de Poitiers, pour estre à l'avenir de son ressort et bureau de recette de la dite election; comme aussi nous avons désuni et désunissons de la dite election de Poitiers les paroisses de Lesigny, autrement dit le port de Lusignan avec ses enclaves et la paroisse de La Rocheamenon, qui se trouvent aussi enclavées fort avant dans l'élection de Châtellerault, lesquelles nous avons pareillement réunies et incorporées, réunissons et incorporons à l'élection de Châtellerault, pour estre à l'avenir du ressort et bureau de recette de la dite election.

Si, donnons en mandement, etc.....

.....

Donné à Marly, au mois de juillet, l'an de grâce mil sept cent quatorze et de nostre règne le soixante douzième.

Signé : Louis.

Par le Roy, Signé : VOYSIN.

Vëu au conseil : signé DESMARETZ, et scellé du grand sceau en cire verte en lacs de soye rouge et verte.

Registré, etc....

(Communiqué par M. G. Touyeras).

CONFIRMATION DES PRIVILÈGES DE L'ORDRE DE GRANDMONT (1716) (1).

Lettres patentes du Roy et arrests d'enregistrement au Parlement, chambre des comptes et cour des aydes,

Obtenues? par dom René-François-Pierre de La Guérinière, abbé de Grandmont, chef et supérieur général de tout l'ordre de Grandmont,

Portant? confirmation générale de tous les privilèges de l'ordre de Grandmont, en faveur de l'abbaye et des prieurez du dit ordre.

LOUIS, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, SALUT. Les feus rois nos prédécesseurs auroient, par plusieurs lettres patentes, accordé à nos chers et bien amez les religieux, abbé, prieur et couvent du monastère de Grandmont, au diocèse de Limoges, chef du dit ordre, et à tous prieurs, religieux des monastères et membres dépendans du dit ordre, et leurs hommes, plusieurs privilèges, franchises, libertez et immunittez, contenues aux lettres ci-attachées sous le contre-scel de nostre chancellerie, desquels ils auroient paisiblement joui et usé jusqu'à présent; mais comme ils appréhendent d'y estre troublés à l'avenir, pour n'avoir, depuis et à cause de nostre avènement à la cou-

(1) Peut-être Limoges n'a-t-il ni en original ni en copie les lettres octroyées en 1716 par Louis XV à l'ordre de Grandmont, pour la confirmation de ses privilèges et franchises. S'il en est ainsi, je suis heureux de les lui communiquer, d'après une copie qu'il était grand temps de tirer des greniers. Elle vient de l'ancien prieuré de Chagnac, paroisse de Louignac, au canton d'Ayen (Corrèze).

ronne, obtenu nos lettres de confirmation sur ce nécessaires, ils nous ont très humblement fait supplier et requérir les leur vouloir confirmer.

A CES CAUSES, désirant, à l'imitation des dits feus roys, nos prédécesseurs d'heureuse mémoire, pour les mesmes considérations portées par les dites lettres, gratifier et favorablement traiter les dits exposans, de l'avis de nostre très cher et très amé cousin le duc d'Orléans, régent; de nostre très cher et très amé cousin le duc de Bourbon; de nostre très cher et très amé oncle le duc du Maine; de nostre très cher et très amé oncle le comte de Toulouse, et autres pairs de France, grands et notables personnages de nostre royaume, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, Nous avons continué et confirmé, continuons et confirmons par ces présentes, signées de nostre main, les dits privilèges portez aux dites lettres patentes accordées au dit ordre par nos dits prédécesseurs rois, pour en jouir par eux avec leurs hommes et leurs successeurs, ainsi qu'il est porté par les dites lettres, comme ils en ont bien et dhuement joui et usé, sans que cy-après ils y soient troublez ny empêchez pour quelque cause et occasion que ce soit, pourvu qu'ils n'ayent esté cy-devant revoquez. SY DONNONS EN MANDEMENT à nos amez et féaux conseillers les gens tenant nos cours de parlement, chambre des comptes, cour des aydes de Paris et autres nos cours supérieures de nostre royaume, trésoriers de France des généralités de nostre dit royaume et à tous baillifs, sénéchaux ou leurs lieutenans, élus sur le fait de nos aydes et tailles, et à tous nos autres justiciers et officiers qu'il appartiendra, chacun en droit soy, que ces présentes nos lettres de continuation et confirmation des dits privilèges, franchises, immunitéz et exemptions ils ayent à enregistrer et de leur contenu ils fassent, souffrent et laissent jouir et user pleinement et paisiblement et perpétuellement les dits exposans, avec leurs hommes et leurs successeurs, sans en ce leur faire mettre ou donner ny souffrir leur être fait, mis ou donné aucun trouble ou empêchement au contraire : lesquels sy faits, mis ou donnez leur étoient, cessez ou faites cesser; et à ce faire, souffrir et obéyr, contraindez et faites contraindre tous ceux qu'il appartiendra par toutes voyes dues et raisonnables, nonobstant quelconques ordonnances, mandemens, restrictions, défenses et lettres à ce contraires, auxquelles et à la dérogaire des dérogaire nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, pourvu, ainsy qu'il est dit ci-dessus, qu'ils n'ayent été révoquez ou que, par nos édits, déclarations et arrests de nostre Conseil, il n'ait été ordonné chose contraire, sauf nostre droit en autre chose et l'autrui en tout, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Afin

que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes. — Données à Paris, au mois d'octobre l'an de grâce mil sept cens seize et de nostre règne le deuxième. — *Signé* : LOUIS, *et sur le reply* : Par le Roy, LE DUC D'ORLÉANS, régent, présent. *Signé* : PHELIPEAUX, *et à côté* : Visa, VOYSIN; pour la confirmation des privilèges aux religieux de l'ordre de Grandmont, *signé* : PHELIPEAUX; *et au dedans du reply* : Vu au Conseil, ROUILLE, *et scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soye rouge et verte.*

Registrées, ouy le procureur général du Roy, pour jouir par les impétrans de l'effet et contenu en icelles, ainsy qu'ils en ont ci-devant bien et dhuement jouy et usé, jouissent et usent encore à présent, suivant l'arrest de ce jour. A Paris, en Parlement, le vingt-deux janvier mil sept cent dix-sept. Signé : DONGOIS.

Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur général du Roy, pour être exécutées selon leurs forme et teneur, et jouir par les impétrans de l'effet et contenu en icelles, ainsy qu'ils en ont bien et dhuement joui par le passé et jouissent encore présentement. A Paris, le huitiesme mars mille sept cent dix-sept. Signé : NOBLET.

Registrées en la Cour des aydes, ouy le procureur général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme et teneur, et jouir par les impétrans de l'effet y contenu, ainsy qu'ils ont bien et dument jouy; usé et jouissent encore, à la charge de n'en point abuser, à peine de déchéance. A Paris, le 23 décembre 1716. Signé : OLIVIER.

Collationné à l'original par nous, conseiller secrétaire du Roy et maison couronne de France et de ses finances.

(Communication de M. l'abbé Poulbrière).

FOUILLES EXÉCUTÉES

au cours des années 1889-90, sur divers points
du canton d'Oradour-sur-Vayres (Haute-Vienne)

I. — TUMULI DE LA ROUTE DE CHALUS.

Grâce à la subvention que la Société archéologique a bien voulu m'accorder, j'ai pu faire fouiller, en 1889, par des ouvriers intelligents, les tumuli qui m'étaient connus dans le canton d'Oradour-sur-Vayres, et les détails que je donne ci-dessous sur ces fouilles pourront servir de comparaison avec celles du même genre opérées antérieurement, ainsi qu'avec celles à venir.

Avant d'aborder les détails en question, je ferai remarquer que la route qui conduit d'Oradour à Châlus se trouve, pour ainsi dire, assise sur la crête d'une chaîne de collines qui servent de partage au bassin de la Gorre à gauche, et au bassin de la Tardoire à droite. Les monuments funéraires ou mégalithiques que j'ai découverts ou qui m'ont été signalés, sont tous situés à droite de cette route, c'est-à-dire sur le versant de la Tardoire, de laquelle ils ne sont éloignés que de quelques cents mètres et entre la route et la voie ferrée de Bussière-Galant à Saillat.

Je ne parlerai que des monuments funéraires de l'époque préhistorique, me réservant de continuer mes recherches sur les mégalithes et les monuments de l'époque gallo-romaine dès que les récoltes seront enlevées.

Le 19 avril 1889, j'ai déjà rendu compte des fouilles que j'ai faites au tumulus qui se trouve situé à 200 mètres derrière la gare d'Oradour, à 357 mètres au-dessus du niveau de la mer. J'y ai trouvé épars sur le foyer, près de deux gros blocs de quartz blanc, des

morceaux de fer, des clous, des débris de poterie grossière, une urne en terre brune, dont la forme et l'ornementation dénotent un goût artistique assez prononcé, des morceaux de bronze fortement oxydés, des cendres, des ossements calcinés... Sa circonférence était de 85 mètres et sa hauteur de 1^m,10. Les fouilles que j'y ai opérées de nouveau ont été sans résultats.

Le second tumulus, que j'ai fouillé le 2 août 1889, est éloigné du premier d'environ 300 mètres et se trouve plus rapproché de la route, dont il est distant de 30 mètres environ. Il est à 900 mètres d'Oradour. Sa circonférence est de 70 mètres; son diamètre de 20 mètres environ et sa hauteur de 80 centimètres. Il fait partie d'un champ labouré qui était autrefois une châtaigneraie.

Après avoir creusé une tranchée de 1 mètre de largeur et être arrivé au sol vierge, j'ai constaté les traces du foyer, mais je n'ai pu recueillir que quelques débris de charbon de bois et d'ossements, ce qui m'a laissé supposer tout d'abord que des fouilles antérieures y avaient été pratiquées; toutefois un habitant des lieux m'a raconté que, lorsqu'on avait planté la châtaigneraie, on avait profité de l'élévation de la « motte » pour y placer un arbre qui devait dominer les autres. Lorsqu'on a arraché le bois, un demi-siècle plus tard, les racines ayant poussé profondément, force a été de mettre sens dessus dessous le foyer, les poteries, en un mot tout ce que contenait le tumulus. Personne n'a songé à recueillir le moindre objet et tout a été jeté au vent.

Plus récemment, j'ai pratiqué les fouilles du troisième tumulus, situé à 2 kilomètres 400 mètres d'Oradour, au lieu dit La Chenin, sur le bord de la même route. Sa circonférence est d'environ 48 mètres et son diamètre moyen de 15 mètres. Il a été aplani, comme les deux autres, pour les besoins de l'agriculture, et à 90 centimètres, j'ai trouvé le foyer qui contenait des cendres et des ossements calcinés, dont deux morceaux de fémur. J'ai pu reconnaître aussi quelques morceaux de grosse poterie très fragmentés; enfin, au milieu de la terre rejetée par les ouvriers j'ai trouvé un grattoir concave en silex rose, une pointe moustérienne ou perçoir en silex gris, et quelques éclats de silex noir. De plus, à quelques mètres de là, dans une terre labourée, j'ai ramassé un instrument en silex gris à larges lames, paraissant être un couteau de l'époque de la Madeleine.

On peut conclure de cette énumération que ces tumuli ont été élevés pour honorer la mémoire de personnages dont les corps ont été incinérés et que le premier de ces monuments funéraires, en tout semblable comme mobilier à celui qui a été fouillé un peu plus loin, sur la même route, par M. Masfrand, de Rochechouart,

le 3 avril 1889, appartient à l'époque hallstadienne (fin du bronze et commencement du fer).

Il est permis, en outre, de supposer que ces tumuli, comme ceux de la forêt de Rochechouart, datent du ^{vi}^e ou du ^{vii}^e siècle avant l'ère chrétienne.

Je joins à la présente communication un plan des monuments du canton d'Oradour, ainsi que les dessins des objets recueillis dans les tumuli.

II. — TUMULUS D'ORADOUR-SUR-VAYRES.

Ce tumulus est situé à 700 mètres d'Oradour-sur-Vayres, et à environ 200 mètres derrière la gare de cette localité, à gauche de la route qui conduit à Champagnac.

Le champ où il a été dressé se nomme « Le champ des Mottes ».

Il est sur une hauteur d'où la vue découvre un vaste panorama, et appartient à M. Guimbelot, conseiller général de Rochechouart, qui a bien voulu m'autoriser à y opérer des fouilles.

Oradour se trouve au nord-ouest, et le village de Fougères au sud, et à peu de distance.

Le 19 avril courant, je me suis donc rendu dans le « Champ des Mottes » et j'ai constaté que le tumulus avait été aplani, pour les besoins de l'agriculture. La terre a été rejetée de tous côtés, et le labourage a continué l'œuvre de destruction. Il est donc impossible de déterminer ses dimensions, mais on m'a dit qu'il était très élevé autrefois. Il a actuellement 85 mètres de circonférence à la base et 1 mètre 10 centimètres de hauteur. Il repose sur un sol argileux.

Après avoir fait pratiquer une tranchée de 1^m,50 de largeur, j'ai trouvé le centre du foyer, qui doit s'étendre à plusieurs mètres, et au milieu des cendres et des ossements calcinés, deux blocs de quartz, plusieurs morceaux d'un grand vase, une urne, une certaine quantité de clous, un anneau, des débris d'ornements ou d'armes en fer, des traces d'oxyde de cuivre ou d'argent, enfin, un morceau du fond d'un vase épais, le tout souillé de cendres et de charbon.

Voici la description des objets que j'ai examinés ou recueillis, et qui formaient le mobilier funéraire, à une profondeur de 1 mètre 10 cent.

1° *Les blocs de quartz.* — Ils sont blancs et ont chacun environ 30 centimètres de largeur et 40 centimètres de longueur. Le feu les a rougis et noircis par endroits;

2° *Le grand vase*. — J'en possède le fond en entier, qui a 23 centimètres de diamètre, et les débris que j'ai réunis me permettent d'en fixer les dimensions à peu près comme suit : hauteur, 25 centimètres ; plus grand diamètre, 25 centimètres. Il est en poterie rouge et ordinaire, semblable à de la brique. Son épaisseur est de 1 centimètre. Le feu en a noirci l'intérieur, et des morceaux de charbon y adhèrent encore. Il se trouvait placé à gauche des blocs de quartz, à environ 50 centimètres. Ce devait être un dolium ou une cruche.

3° *L'urne*. — C'est la pièce qui m'a paru la plus intéressante de la découverte. La pression de terres l'a écrasée, et c'est par fragments, avec précaution, que je l'ai exhumée. Je l'ai reconstituée, et il n'en manque que quelques petits morceaux. Elle a 11 centimètres de hauteur, 15 centimètres de diamètre à la panse, et le bord a 10 centimètres de diamètre. C'est un joli vase en poterie rouge et fine de 3 millimètres d'épaisseur. Un léger vernis noir le recouvre intérieurement et extérieurement, et de plus l'extérieur est sillonné de lignes grises et lustrées l'ornementant, et paraissant avoir été faites au pinceau. Il se trouvait placé à droite des blocs de quartz, à environ 80 centimètres et à l'est. Il a dû renfermer du vin ou un autre liquide dont la trace circulaire se voit très distinctement à l'intérieur.

4° *Les clous*. — Ils sont en fer ou en bronze, mais plutôt en fer. Une couche de rouille mêlée de grains de quartz ou d'argile les recouvre. Répandus un peu partout sur le foyer, ils ont 2 et 3 centimètres de la tête à la pointe. Ne seraient-ce pas les restes d'un coffret ?

5° *L'anneau*. — Celui-ci, qui est recouvert, comme les clous, d'une rouille épaisse, est en bronze et paraît bien travaillé. Il a 14 centimètres de circonférence, et 12 centimètres seulement, si on en déduit l'épaisseur de la rouille. Je ne serais pas éloigné de croire que nous sommes en présence d'un bracelet d'enfant ; mais un morceau manque.

6° *Les morceaux de fer*. — Ils sont petits, peu nombreux et leur forme ainsi que la rouille empêchent de les déterminer.

7° *Les traces d'oxyde*. — Elles consistent en un disque de patine verte très friable, ayant environ 3 centimètres de diamètre, et en plusieurs petites boules également en patine verte, qui peuvent être des perles.

8° *Le débris de vase*. — Il est de même forme et de même pâte que le « dolium », mais a appartenu à un vase de dimension moins grande.

N'ayant pas mis à nu entièrement le foyer, il est probable,

comme semble l'attester le débris du dernier vase, que d'autres objets se trouvent encore dans le tumulus. J'estime que des fouilles nouvelles pourront y être pratiquées avec succès, et en attendant, j'attribue la confection de ce tombeau à l'époque romano-gauloise.

J'ajouterai qu'une dépression considérable et circulaire du terrain se remarque à 150 mètres du tumulus, ce qui permet de supposer que la terre qui le compose a été prise en cet endroit.

Cette dépression se trouve au nord, et au sud, m'a-t-on affirmé, se trouvait un autre tumulus, mais moins grand, à environ 80 mètres de celui qui nous occupe, ce qui justifierait le nom de « Champ des Mottes ». Il n'en existe aucune trace. De plus, toujours au sud, se trouve un souterrain refuge, mis à jour par la tranchée du chemin de fer, et j'ai cru reconnaître à peu de distance les restes d'un autre tumulus. Il y avait donc à Oradour, dans les premiers siècles de notre ère, une station assez importante.

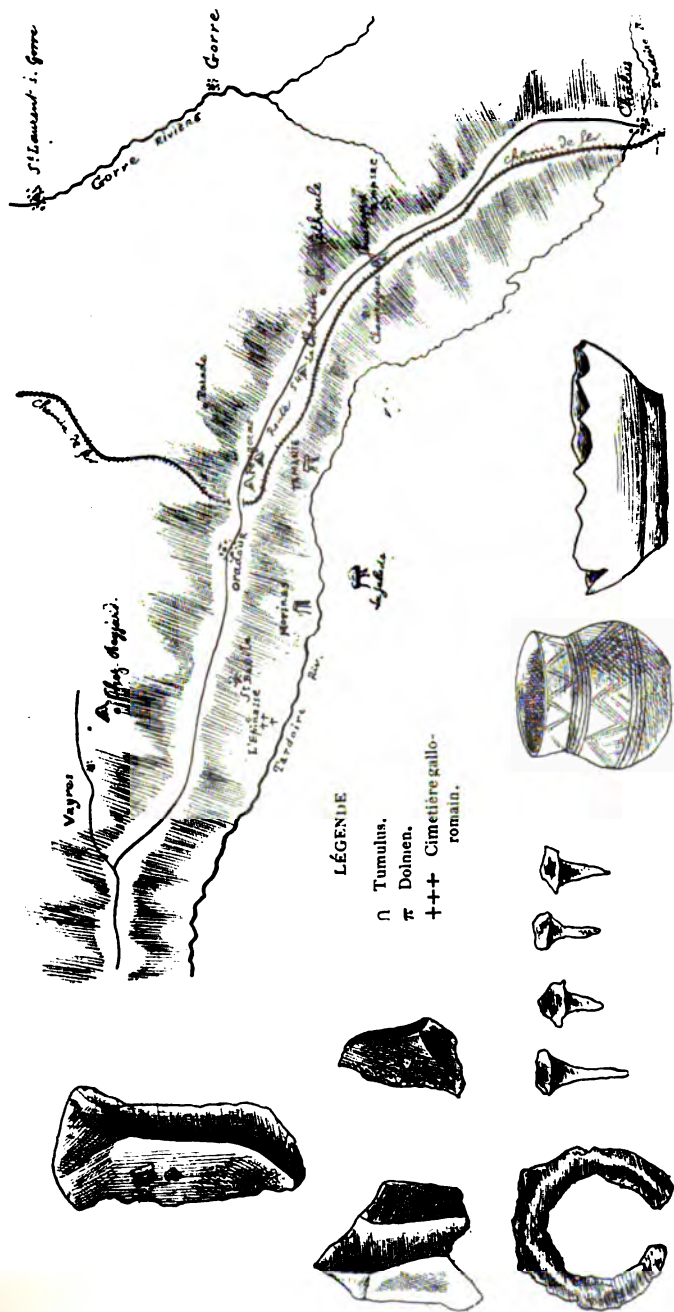
III. — CAMP GAULOIS AUX CHALARDS.

A quatre kilomètres et au sud-est d'Oradour-sur-Vayres, au-delà des forges renommées de La Rivière, en se dirigeant vers Châlus, on rencontre le village des Chalards (nom qui par contraction vient de *châtelard*, châtel ou petit château), qui se compose de vingt feux, et qui compte de 60 à 65 habitants.

Sur le penchant d'une colline boisée, ce village, qui a encore quelques vieilles habitations, n'offre rien de particulier en lui-même. Sur le linteau en granit de certaines portes, j'ai remarqué des écussons en relief, et j'ai relevé les dates de 1773 et 1785.

Les habitants de l'endroit rapportent qu'il existait autrefois un château et même une chapelle, dont ils montrent encore le bénitier en granit, qui ressemble à un mortier de forme cylindrique, mais peu profond.

A l'est, et séparé des maisons par quelques jardins seulement, s'élève un ouvrage en terre, que les gens des Chalards disent avoir été élevé lors des guerres anglo-françaises, et ils appuient leurs dires sur cette particularité que du point culminant qui se trouve près de ce tertre, on aperçoit Châlus, où Richard Cœur-de-Lion trouva la mort en 1199. En effet, d'une colline qui domine la contrée à 359 mètres au-dessus du niveau de la mer, et qui est en quelque sorte la continuation de celle où est placé l'ouvrage, on



Carte des dolmens, tumuli et cimetières gallo-romains du canton d'Oradour-sur-Vayres. — Couteau, grattoir, perçoir ou bec de perroquet (tumulus de La Chenin). — Anneau et clous en fer oxydé, urne et grand vase (tumulus du Champ des Mottes).

aperçoit les tours de Châlus, et même les habitations de la ville qui sont sur la hauteur.

Les recherches auxquelles je me suis livré permettent cependant de supposer plutôt un retranchement de l'époque gauloise qu'un ouvrage du moyen-âge. Ce qui permet de baser mon opinion avec certitude, c'est que, comme les camps retranchés de l'époque néolithique, celui des Chalards était attaquant d'un côté seulement. Au nord et à l'ouest, les pentes raides de la colline défendent le camp tout naturellement ; au sud et à l'est a été élevé le retranchement, qui a 4 mètres de hauteur et 90 mètres de long. Sa largeur au nord est de 15 mètres : c'est son point terminus et où on voit l'escarpement qui se prolonge sur une assez grande distance ; au sud, il contourne sur un parcours de 25 à 30 mètres et sa trace disparaît dans le village. A l'endroit où sa courbe est le plus prononcée, sa largeur atteint 20 mètres, et en extrayant de la terre en cet endroit les ouvriers ont trouvé du bois calciné. Du côté est du retranchement et à ses pieds, un large fossé le suit sur toute sa longueur ; c'est de là que la terre qui le forme a été extraite.

Nos vieux ancêtres, comme on le voit, savaient bien tirer parti des accidents naturels du terrain, pour s'abriter contre les coups de l'ennemi, et dans le cas particulier, on remarque que le même travail a servi à mettre deux obstacles à la fois entre les envahisseurs et les habitants du camp, dans lequel je n'ai rien trouvé, malgré mes recherches. En revanche, dans les champs avoisinants et à l'est, j'ai recueilli une certaine quantité d'éclats de silex. Enfin, le camp, qui n'a qu'une légère déclivité, a environ 2 ares d'étendue. Des fouilles amèneront certainement, tôt ou tard, la découverte de quelque objet intéressant, et dans tous les cas, je suis heureux de pouvoir signaler aux archéologues la présence dans notre contrée d'un ouvrage fortifié bien conservé et assez remarquable.

IV. — STATION PRÉHISTORIQUE DE LA « JALADE », COMMUNE DE CUSSAC.

Pour faire suite à ma communication du 8 janvier 1890, j'ai la satisfaction d'annoncer à la Société que mes recherches ont abouti à la découverte de plusieurs stations préhistoriques, et que j'ai recueilli assez de matériaux dans l'une d'elles pour pouvoir lui en donner une description dès aujourd'hui, me réservant de l'entretenir des autres dès que je les aurai suffisamment fouillées.

Cette station, qu'un éclat de silex me fit découvrir un jour que je me rendais à Cussac, et que je traversais un champ labouré, est à droite de la route qui conduit d'Oradour-sur-Vayres à Cussac, à 2 kilomètres 500 mètres d'Oradour, et à une altitude de 300 mètres environ au-dessus du niveau de la mer. Elle se trouve située sur une colline du nom de « Jalade » (Jelade, étang gelé), au pied de laquelle coule la Tardoire, qui alimente un étang endigué, à l'usage d'une filature qui est également aux pieds de la station. Tout autour, sont des coteaux plus élevés qu'elle, et qui semblent l'abriter.

Parmi les centaines d'éclats de silex et de roches diverses que j'y ai trouvés, on remarque quelques pièces intéressantes, dont voici l'énumération :

1 morceau de quartz hyalin, ou cristal de roche.

1 percuteur entier et deux brisés (silex).

1 nucléus à longs sillons (silex).

1 pointe de flèche ébauchée (silex).

1 pointe en silex noir.

1 outil avec encoche, ayant dû servir à graver l'os (quartzite ou grès).

9 grattoirs en silex et en quartz.

13 fragments de haches en silex.

La présence des haches polies nous indique que cette station appartient à l'époque néolithique, et le percuteur ainsi que le nucléus et les nombreux éclats de roches dures que j'y ai trouvés, démontrent qu'il y avait à La Jalade un atelier important; aussi, serait-il intéressant de retrouver le polissoir en silex ou en quartz, qui certainement ne peut être éloigné de cet endroit, s'il n'a pas été détruit.

V. — STATION DE LA BETHOULE, COMMUNE DE CHAMPAGNAC.

La Bethoule (*Betula*, bouleau) est située sur la route d'Oradour-sur-Vayres à Châlus, à 3 kilomètres 500 mètres d'Oradour et à une altitude de 360 mètres. Elle se compose d'une seule maison, et les travaux exécutés pour sa fondation ont fait découvrir de nombreux vestiges de l'occupation romaine. Les champs qui l'environnent forment plateau, et à gauche et à droite on aperçoit de grands et beaux vallons formés par les rivières la Gorre et la Tardoire. En face, et au midi, on voit le bourg de Champagnac et plus loin le château de Brie, dont les tours blanches se détachent du penchant de la colline, élevée et boisée.

Le nommé Léonard, propriétaire et habitant de La Bethoule, rapporte qu'en faisant les fondations de sa maison, il a trouvé, à 60 centimètres environ du niveau du sol, une sorte de mortier en granit, mêlé de grains de quartz, que j'ai vu et dont j'ai pris le croquis; ce mortier a 24 centimètres de diamètre et 12 centimètres de hauteur. Un creux part du bord, toujours en s'accroissant, et n'atteint guère au centre que 3 centimètres. Cet objet me paraît avoir servi à moudre du grain.

Léonard a trouvé également des tuiles à rebords et à talons, et en cherchant une carrière qui pût lui procurer la pierre nécessaire à l'édification de son habitation, il a découvert dans son champ un puits dont personne ne soupçonnait l'existence. Ce puits a 22 pieds de profondeur, et l'eau qu'il renferme n'étant jamais claire ne peut servir à l'alimentation.

Les nombreuses visites que j'ai faites à La Bethoule m'ont permis de recueillir une quantité de tessons de poteries romaines, mais grossière, une tuile à rebords et à talons presque entière, de 40 centimètres, ayant sur un côté trois rangs de demi-cercles, paraissant faits à la main, ainsi qu'une quantité de débris de briques semblables et ayant 2 centimètres $1/2$ d'épaisseur. A noter des tessons de poterie à ornements, une anse de vase en torsade et un peson plat de tisserand, en terre cuite, de forme ronde.

Parmi les nombreux débris dont il s'agit, j'ai trouvé le talon d'une hache néolithique en silex jaune, ainsi qu'une certaine quantité d'éclats de silex de différentes nuances, ce qui démontre que La Bethoule a été habitée par des peuplades gauloises avant que les Romains y aient fait leur apparition. Derrière la maison de Léonard, un champ, dont la terre est noire, recèle surtout des débris de l'époque romaine, et l'attention des archéologues doit être appelée par le puits découvert, qui pourrait bien contenir un mobilier funéraire.

F. VANDERMARQ.

MÉLANGES

SOMMAIRE. — Jean Dorat. — Le cardinal de Sisteron. — M. de Canisy — Aymard de Grane. — Le duc de Ventadour. — Etienne de Grellet. — La compétition épiscopale de 1415 à Limoges. — Les Grands-Jours de 1688. — Les haras de Nexon, des Cars et de Pompadour. — Documents sur le Limousin dans diverses publications récentes. — Le pèlerinage de Roc-Amadour. — Le massif central de la France.

Une thèse de M. P. Robiquet, *De Joannis Aurati poetæ regii rita et latine scriptis poematibus* (Paris, 1887), contient en appendice quelques poèmes inédits.

..

Le tome III des *Rolls of Parliament* reproduit, p. 826, les *Petitiones traditæ regi* en 1379-80. On y trouve la mention du cardinal de Sisteron « neez du pays de Limosin, qu'est a present a vous rebelle ». Il s'agit du cardinal Renoul Gorse de Monteruc.

..

Les intéressants *Mémoires* de l'abbé Legendre, chanoine de Notre-Dame de Paris à la fin du xvii^e siècle et au commencement du siècle suivant, renferment le curieux passage que voici :

« Canizy, déjà grand garçon [vers 1690], avoit de la piété, du bon sens, de la politesse. Après avoir été évêque de Limoges, il a survécu longtemps croyant toujours être malade ».

..

Le manuscrit latin 2342 des « nouvelles acquisitions » de la Bibliothèque nationale contient un acte original sur parchemin, de 1368, dont voici l'analyse : vente faite par Aymard de Grane, de la paroisse de Biennac, damoiseau de Rochechouart, chanoine,

secrétaire d'Urbain V, et originaire de Cussac dans la châtellenie de Rochechouart, de 4 livres 10 sols de rente, monnaie de Rochechouart, sur tous ses biens.

*
* *

Dans l'*Histoire des réfugiés huguenots en Amérique*, du Dr Baird, traduite en français par MM. Meyer et M. de Richemond, archiviste de la Charente-Inférieure (1886), il est fait mention (p. 76) du jeune duc de Ventadour comme ayant succédé, vers 1635, à son oncle de Montmorency dans la vice-royauté du Canada. Ce fait était, croyons-nous, ignoré.

*
* *

Un nom bien oublié aujourd'hui à Limoges c'est celui d'Etienne de Grellet qui naquit dans cette ville en 1773. Son père exerçait l'emploi de contrôleur de la Monnaie (1) : il fut plus tard, aux heures difficiles, l'ami de Louis XVI.

Etienne, après avoir étudié dans plusieurs collèges, fut envoyé à celui des Oratoriens de Lyon, où il resta jusqu'aux approches de la Révolution. Ses parents ayant été emprisonnés comme suspects, et leurs biens séquestrés, Etienne et son frère prirent du service dans l'armée des émigrés à Coblenz. Bientôt fait prisonnier par les troupes françaises, il allait être fusillé quand il réussit à s'évader. Il s'embarqua alors pour l'Amérique et atteignit l'île de Demerara en 1793.

En 1795, à la nouvelle de l'approche d'une flotte française, Etienne de Grellet quitta Demerara pour New-York, toujours en compagnie de son frère. Tous deux s'établirent à Long-Island. C'est là que la lecture des ouvrages de William Penn et la fréquentation accidentelle d'assemblées religieuses le jetèrent dans une voie imprévue qu'il devait suivre jusqu'à la fin de sa vie. Cependant, c'est seulement quelques années plus tard, à Philadelphie, qu'il devint membre de la Société des Amis et fut consacré ministre de l'Évangile dans cette célèbre communauté. Il se signala par son zèle et son dévouement lors de l'épidémie de fièvre jaune qui éclata à Philadelphie en 1798. Atteint lui-même par le fléau, il fut considéré

(1) L'*Ino. des Archives comm. de Limoges*, par M. Ant. Thomas, mentionne, sous la cote GG, 102, à la date de 1785, messire Antoine Grellet, écuyer, directeur de la manufacture royale des porcelaines de France et contrôleur de la Monnaie de Limoges, époux de Suzanne Sénemaud. Ne serait-ce pas le père de notre Etienne?

quelque temps comme mort et porté sur la liste des décédés sous cette rubrique vague : « un quaker français. »

Il n'était qu'évanoui et revint à lui au bout de quelque temps. Rendu à la santé, Etienne de Grellet continua pendant neuf années son œuvre missionnaire à travers les Etats-Unis et le Canada, puis se résolut à rentrer en France pour y annoncer l'Evangile (1807). Il y retrouva sa mère devenue veuve. Le rigorisme des principes d'Etienne, l'audacieuse franchise avec laquelle il blâmait la guerre en elle-même, le rendirent aussitôt suspect. Il essaya d'obtenir une audience de Napoléon dans l'espoir (naïveté sublime) de le convertir à l'esprit de l'Evangile. Il ne put même obtenir un passe-port pour Paris. Au bout de neuf mois, désespéré de tant d'insuccès, il se décida à repartir pour l'Amérique.

Dénué de ressources, Etienne de Grellet dut se faire marchand pour élever sa famille et couvrir les frais de ses tournées missionnaires. C'est alors qu'il parcourut les états méridionaux de l'Amérique du Nord et recueillit sur l'esclavage des détails instructifs qu'il nous a transmis. En 1811, on ne sait trop pour quelles raisons, il revint en Europe, débarqua à Liverpool, visita en missionnaire itinérant non-seulement l'Angleterre, mais encore l'Ecosse et l'Irlande, puis aborda de nouveau en France, à Morlaix, au cours de l'année 1813, prêchant en tout temps et en tout lieu, visitant les prisons et accomplissant son œuvre de paix selon les seules suggestions de sa conscience. De Paris, il gagna Genève, puis Berne, puis Zurich, enfin la Bavière, où il plaida auprès du roi la cause d'une communauté dissidente. De Suisse, il passa en Italie, puis retourna en Amérique vers la fin de 1814.

Cette incroyable odyssée n'était pas à sa fin : Etienne de Grellet revint plus tard encore en Europe, eut plusieurs entrevues avec l'empereur Alexandre à Saint-Petersbourg, fut reçu par le pape à Rome et se rendit à Constantinople pendant la peste qui sévissait dans cette ville. Affranchi de tout esprit de secte, il était prêt à voir un frère dans tout chrétien, à quelque communion qu'il appartint. William Allen, qui l'accompagna dans quelques-uns de ses voyages, partageait ces idées.

Etienne de Grellet mourut en Amérique en 1855, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, rassasié de jours et de travaux. Sa vie a été écrite en anglais par un anonyme, d'après les relations et les lettres laissées par Etienne. M^{me} Abric-Encontre l'a traduite en français en 1873 (1). C'est à cette traduction que nous avons emprunté les détails sommaires qui précèdent.

(1) Paris, Grassart, in-8° avec portrait.

*
*
*

Le *Diaire* du célèbre cardinal Guillaume Fillastre sur le concile de Constance vient d'être publié pour la troisième fois (1) par le Dr Heinrich Finke dans le volume intitulé : *Forschungen und Quellen zur Geschichte des Konstanzer Concils* (Paderborn, 1889). Nous y relevons, p. 179, le passage suivant, relatif à la compétition de deux évêques de Limoges portée devant le concile :

[Fin juillet 1415]. *Post hec proposuit advocatus magistri Rainundi de Perucio dicentis se electum Lemovicensem contra dominum Nicolaum Viaudi, episcopum consecratum Lemovicensem et possessorem, qui multa proposuit ad laudem dicti magistri Raymondi et vituperium Viaudi episcopi. Et post hec voluit audiri pars dicti episcopi, set non potuit, quia tarde erat. Casus autem horum duorum est : vacante ecclesia Lemovicensi, papa sicut de ceteris ecclesiis vigore generalis reservacionis dedit illam in commendam cardinali Cameracensi novo. Idem Raymundus dicens se electum (et nescitur si canonice) pretextu electionis per vim occupavit ecclesiam, castra et alia temporalia ecclesie. Et ipso per vim impediende dictus cardinalis possessionem habere non potuit. Tandem idem cardinalis prefate commende renunciavit et papa Johannes XXIII prefatum N. Viaudi eidem ecclesie prefecit et super illa assignavit cardinali pensionem octingentarum librarum turonensium. Qui Viaudi adhuc fuit impeditus per dictum R. in possessione habenda. Tandem obtinuit monitorium a curia romana, cui non paruit R., set appellavit ; propter quod N. imploravit curiam secularem regis Francie pro habenda possessione. Et illo R. vocato et audito, fuit decretum per illam curiam quod N. Viaudi haberet possessionem et dati executores. Iste R. venit ad concilium et proposuit illum Viaudi symoniace habuisse. Pendet causa appellationis predictæ. Hec scio, qui scribo.*

*
*
*

Les *Œuvres complètes* du poète latin Santeuil † 1697, contiennent (au moins dans la seconde édition, qui est de 1698) deux élégies que nous signale M. Fray-Fournier et qui méritent de fixer l'attention.

L'une, aux pages 237-240, est intitulée comme suit : *HIER. PELETIERO (2), S. Consistorii comiti, ad Lemovicos, Pictonicos et Santones pro restauratione justitiæ proficiscenti, anno MDCLXXXVIII.*

(1) Il figure déjà dans MARTÈNE, *Ampl. collectio*. VII, 1405, et dans MANSI, *Concil.* XXVII, 532.

(2) Jérôme Le Peletier (frère cadet des célèbres Claude et Michel Le Peletier), né vers 1635. Il fut lié, comme ses deux frères, avec Jérôme Bignon, dont il est parlé plus loin. En 1666, il avait été nommé avec Michel, son frère, « pour l'exécution des arrêts de la cour des Grands-Jours tenus à Clermont en Auvergne ». (MORERI, *Dictionnaire*).

L'autre, aux pages 234-236, n'est pas datée, mais se rapporte évidemment à la même époque et eut pu chronologiquement suivre la précédente. Elle est intitulée : H. BIGNONIO (1), *S. Consistorii comiti, post restitutam Lemovicibus, Pictonibus et Santonibus justitiam, revertenti*.

La table des matières, qui est en français, traduit *Sancti consistorii comiti* par « conseiller d'Etat », et les expressions *restauratio justitiæ, restituta justitia* par « Grands-Jours. » C'est cette dernière expression qui a éveillé notre attention. En effet, les *Dictionnaires* de Chéruel et de Lalanne ne mentionnent point d'assises de ce genre après celles de Clermont de 1665 et nous ne connaissons pas d'autre Grands-Jours communs au Limousin, au Poitou et à la Saintonge que ceux de 1634. La seule chronique que nous ayons en Limousin à la fin du xvii^e siècle est celle du *Registre consulaire*. Elle est muette également sur tout événement de ce genre en l'année 1688. — A défaut de confirmation directe, qu'on trouvera bien un jour, il suffira à notre objet de prouver ici que ces Grands-Jours de 1688 sont mentionnés par Santeuil.

* *

Notre confrère M. J.-B. Champeval a publié dans le *Moniteur du syndicat agricole central de la Corrèze* (15 avril 1890) un curieux article sur l'élevage du cheval en Limousin, article qui a été reproduit dans le *Corrézien* du 3 mai et dans la *Gazette du Centre* du 15 mai. Il en résulte que, bien avant la région de Pompadour, celle de Nexon, dès le commencement du xvii^e siècle, pratiquait en grand l'élève du cheval, avec l'aide des seigneurs du pays. On constate le même fait pour la région des Cars, mais seulement au xviii^e siècle.

* *

Les quatre volumes parus du *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, publiés par M. Al. Bruel dans la « Collection des documents inédits », contiennent un grand nombre de documents relatifs au Limousin, pour les ix-xi^e siècles.

* *

La *Bibliothèque de l'Ecole des chartes* a donné récemment (tome IV, p. 68 et ss.) un relevé des manuscrits relatifs à l'histoire de France, qui sont conservés à Cheltenham, dans la bibliothèque de

(1) Jérôme Bignon (fils aîné du célèbre juriste et historien Jérôme Bignon) naquit en 1627 et mourut en 1697.

sir Thomas Philipps. Outre quelques articles où il est question d'intendants du Limousin et que nous signalerons en meilleure place, nous notons dans ce relevé :

Sous le n° 167, des lettres de Marmontel;

Sous le n° 232, vingt-huit volumes in-folio des « comptes de Jehan de Serre dit Vignerou, commis par M. le régent du royaume, dauphin de Viennois, duc de Berry, à recevoir le prouffit et emolument des monnoies de Tours, Angiers, Poitiers.... La Rochelle... Bourges et Limoges », 1520-21.

Sous le n° 3542, des lettres de Jourdan.

*
* *

Le *Bulletin de la commission royale d'histoire de Belgique* pour 1887 (n° 1) contient un mémoire de M. Van den Bussche sur *Roc-Amadour : les pèlerinages dans l'ancien droit pénal de la Belgique*. L'auteur constate que « Roc-Amadour est un lieu de dévotion expiatoire reconnu et sanctionné par les traditions judiciaires des Pays-Bas dès le x^e siècle; les cours de justice y envoient le coupable d'un crime ou d'un méfait grave, mais pour lequel la mort est une peine exagérée. » (1).

*
* *

Le programme pour l'agrégation d'histoire et de géographie en 1890 porte ce sujet : Étude géographique du Plateau (*sic, corrigez : Massif*) central de la France. Rapports entre les populations et le sol. D'autre part, il a été fait à l'Institut, à la fin d'octobre 1890, une lecture sur ce même massif central. Le Limousin ne peut que trouver profit à ces études, trop négligées jusqu'ici.

A. L.

(1) Voir, sur ce sujet, plusieurs des ouvrages de M. Charles de Linas, entre autres : *La châtelle de Gimel et les anciens monuments de l'émaillerie*. Paris, Klingsieck, 1883.

BIBLIOGRAPHIE

L'Œuvre de Limoges (1), par Ernest RUPIN. — *Chroniques ecclésiastiques du Limousin*, recueillies et annotées par M. l'abbé LECLER (2).

L'année qui vient de s'écouler a vu paraître la première partie d'une publication du plus haut intérêt pour l'étude de l'art et de l'industrie de notre province. Nous voulons parler de *l'Histoire de l'Emaillerie Limousine*, qui forme le premier volume du magnifique ouvrage consacré à *l'Œuvre de Limoges* par un de nos confrères les plus compétents dans cette matière, M. Ernest Rupin, président de la Société scientifique et historique de Brive.

Imprimé en beaux caractères, tiré sur papier fort, orné de cinq cents gravures, dont un certain nombre de planches hors texte, ce bel ouvrage résume tout ce qui a été écrit jusqu'à ce jour sur un sujet intéressant à plus d'un titre.

L'art de l'orfèvre remonte aux premiers âges de l'humanité ; ses produits figurent parmi les débris les plus caractéristiques des anciennes civilisations. Ils permettent de constater les progrès du goût et les exigences croissantes du sentiment artistique. De bonne heure, l'ouvrier a été impressionné par la froideur des surfaces métalliques, qu'exagère l'éclat même du métal poli, et a cherché à y remédier à l'aide du burin et du ciseau. Les dessins plus ou moins profonds, les reliefs et les creux, les lumières et les ombres

(1) Deux beaux volumes in-4°. — Prix de la souscription à l'ouvrage complet : 100 fr. On souscrit chez M^{me} V^e H. Ducourtieux, à Limoges.

(2) Un volume in-8° de près de 500 pages. Tulle, Mazeyrie, et Limoges, Ducourtieux. — Prix : 10 fr.

habilement ménagés, ont ajouté, aux formes si diverses des bijoux et des ornements, un décor aussi varié que la fantaisie elle-même de l'orfèvre. Mais cette variété ne suffisait pas : la distribution des reliefs, le mouvement du modelé, les jeux de la lumière ne constituaient pas une décoration suffisante. L'artiste eut bientôt recours à des ornements de couleur différente, rapportés sur le métal, simplement enchâssés d'abord, comme les pierres précieuses et certaines pâtes, puis parfondus et faisant corps avec lui, comme l'émail.

L'émail, qui devait jouer un si grand rôle dans le décor des pièces d'orfèvrerie, fait son apparition dès une antiquité assez reculée. L'Orient, l'Italie, la Gaule, l'Angleterre, l'Espagne, tous les pays de l'Europe ont fourni des spécimens intéressants et indiscutables de son emploi à une époque antérieure ou de peu postérieure au commencement de l'ère chrétienne. La plupart de ces objets ont été maintes fois décrits; mais les reproductions, presque toutes publiées dans des brochures, dans des études monographiques, en sont rares. M. Rupin a réuni tous ces précieux éléments de comparaison et d'étude, et la série de dessins des pièces appartenant à cette première période qu'on trouve dans son *Histoire de l'Émaillerie Limousine*, suffirait seule à donner à ce livre un intérêt exceptionnel.

Si l'ouvrage fournit de précieux documents pour l'histoire de l'émaillerie en général, il en recèle de plus précieux encore pour l'histoire de l'art Limousin dont l'émaillerie fut, durant plusieurs siècles, la branche la plus florissante et la plus renommée.

Toutes les périodes de cette histoire sont successivement étudiées; mais celle des origines, si obscure, si controversée, est traitée par l'auteur avec un soin particulier. Il résume toutes les discussions auxquelles ont donné lieu le phénomène de l'implantation à Limoges de l'industrie de l'orfèvre-émailleur, la constante application des ouvriers de Limoges à varier et à perfectionner l'emploi de l'émail, la notoriété extraordinaire acquise à leurs produits, et la reconnaissance, pour ainsi dire universelle, de la supériorité de nos ateliers dans la pratique de certains procédés d'émaillage, à ce point que l'emploi des émaux champlevés sur les pièces d'orfèvrerie devient le signe distinctif des œuvres de nos ateliers et comme la marque de fabrique de Limoges.

Saint Eloi a-t-il pratiqué l'art de l'émailleur? Les traditions de cet art se sont-elles conservées à Limoges durant la période la plus tourmentée du moyen-âge? L'école Limousine est-elle indépendante de l'école Rhénane. A-t-elle eu son point de départ propre et son développement parallèle à celui des ateliers allemands et

entièrement indépendant de leur action? Trois problèmes du plus haut intérêt, non-seulement pour notre histoire provinciale, mais au point de vue plus large de l'histoire de l'art français et de l'industrie nationale; trois questions auxquelles M. Rupin répond par l'affirmative et autour desquelles notre confrère accumule des indications si variées, des témoignages si précis et si concordants que, pour le lecteur attentif, ils équivalent presque à des preuves. Signalons les inductions si ingénieuses et si probantes tirées de l'emploi du mot *gemma* dans certains textes, les arguments en faveur de l'originalité de l'école Limousine fournis par les caractères particuliers de ses produits, par les habitudes constantes de ses artistes, par la date reculée à laquelle on constate la vogue dont elle est en possession, enfin par la rareté des rapports qui ont existé au moyen-âge entre notre province et les contrées du Rhin.

La seconde partie de l'*Œuvre de Limoges* sera le complément indispensable de la première, et n'offrira pas un moindre intérêt. Elle contiendra la description de toutes les pièces d'orfèvrerie émaillée de quelque importance que possèdent les musées, les églises, les collections particulières des divers pays de l'Europe. Parmi ces objets, il en est de fort curieux, de fort beaux, dont il n'a pas été parlé toutefois dans la partie historique, parce qu'ils ne soulèvent aucune question, ne donnent lieu à aucune difficulté.

Le livre de M. Rupin contiendra, on le voit, une énorme quantité de renseignements, dessins, textes, descriptions. Aucun des volumes publiés jusqu'à ce jour sur l'art de l'émailleur ne pourrait à cet égard soutenir la comparaison avec cet ouvrage. L'archéologue, l'artiste, l'amateur, posséderont désormais un répertoire des plus précieux et auxquels ils auront souvent recours. Ayant vu à l'œuvre, depuis cinq ans, notre laborieux et sympathique confrère, nous avons qualité pour attester tout le soin qu'il a mis dans ses recherches, ses études et ses constatations. C'est dire avec quelle confiance on pourra consulter ce livre, avec quelle sûreté il sera permis de le citer.

L'*Œuvre de Limoges* est en résumé un ouvrage d'un haut intérêt et d'une importance considérable. Les érudits le liront avec satisfaction; les ignorants avec fruit; les enfants de notre province avec un plaisir particulier mêlé de fierté et de reconnaissance: ils y verront un monument élevé par un savant consciencieux, par un véritable artiste, à l'honneur de la patrie Limousine et de l'art Français.

En ce moment, nous avons la passion des textes et nous en demandons sans cesse de nouveaux. De leur comparaison, de leurs rapports, de leurs contradictions jaillissent, en effet, de vives lumières. Les archives locales, où tant de trésors restent encore enfouis, sont fouillées avec une admirable persévérance : un à un, on leur arrache leurs secrets et on les livre au public. Aussi n'est-il presque plus de nos vieilles provinces qui ne possèdent un recueil spécial de documents. Quelques-unes de ces publications ont atteint leur vingtième ou leur trentième volume, et un vaste champ s'ouvre encore devant leurs éditeurs.

Malgré l'exemple qui nous avait été donné par quelques villes voisines, par Bordeaux notamment, dont les riches archives parlementaires offrent un si grand intérêt pour l'histoire de notre pays, puis par Saintes, où notre vaillant et laborieux confrère, Louis Audiat, a su grouper autour de son œuvre toutes les sympathies et tous les concours, sans distinction d'opinions et de partis, le Limousin et la Marche, il y a trois ans, ne possédaient aucun recueil spécial de documents historiques. De temps en temps, les bulletins de nos sociétés d'archéologie ou d'histoire publiaient quelques textes, mais en notes ou en appendice, en petits caractères et en place sacrifiée.

Deux de nos confrères, des plus laborieux et des plus érudits, tentèrent de combler cette lacune et entreprirent à leur tour, sous ce titre : *Archives historiques de la Marche et du Limousin*, une publication analogue à celle dont nous parlions tout à l'heure. Les noms seuls de MM. Alfred Leroux et René Fage disaient assez qu'il s'agissait d'une entreprise sérieuse et promettaient que celle-ci serait conduite dans l'esprit le plus pratique et avec la plus parfaite connaissance de la matière.

Il y a environ deux ans qu'a paru le premier volume de ce recueil. Il renfermait d'intéressants documents relatifs à plusieurs époques : des extraits des registres de la confrérie du Saint-Sacrement de Limoges (xvi^e et xvii^e siècles), des pièces relatives à la Réforme en Limousin, des fragments de chroniques, les cahiers de doléances préparés par les corporations de Limoges en 1789. M. Leroux était l'éditeur de ces textes. Nous avons rendu compte de ce livre au moment où il a paru et signalé les précieux matériaux qu'il apportait à l'édifice, à peine commencé encore, de notre histoire provinciale.

Le recueil des *Chroniques ecclésiastiques* annotées par notre érudit confrère, M. l'abbé Lecler, curé de Compreignac, l'un des membres les plus justement estimés de notre Société archéologique, forme le second volume de la série inaugurée par M. Leroux. Ce

volume, imprimé par M. Mazeyrie, de Tulle, dont on connaît le goût et l'habileté typographiques, vient de paraître et a été ces jours derniers distribué aux souscripteurs. On le trouve en vente à la librairie Ducourtieux.

La valeur de cette publication n'est pas dans l'importance des faits historiques qu'elle fait connaître. Nous savions déjà en gros, par ailleurs, tout ou presque tout ce qui est là. Ce qui mérite d'exciter notre intérêt, c'est le ton des documents, la pensée qui les inspire, les sollicitudes élevées qui les pénètrent; c'est l'étude psychologique d'un temps déjà bien éloigné de nous, la connaissance intime de grandes âmes dévouées au bien de l'humanité et qui, la voyant et l'aimant pour ainsi dire à travers Jésus-Christ, la voient plus exactement et l'aiment mieux.

Quoi de plus admirable que le concert de dévouements d'où est sortie la création de l'hôpital général, du séminaire d'Ordinands et de la Mission? Les siècles, les guerres étrangères, les guerres civiles avaient singulièrement amoindri les ressources des nombreuses œuvres de charité fondées à Limoges et qui paraissent avoir été si florissantes, chacune dans sa petite sphère, à la belle époque du moyen-âge. Il n'était plus question des aumônes du consulat. Les antiques distributions des *Pains de Noël* et des *Aumônes de Sainte-Croix* n'étaient plus alimentées que par quelques rentes insignifiantes. Des six ou sept établissements hospitaliers que possédait la ville, deux seulement recevaient encore des pauvres et ils s'y trouvaient installés dans les plus mauvaises conditions. La comande dévorait les restes de l'héritage de la charité. M. Pierre Laforest a dit éloquemment, dans son beau livre de *Limoges au xviii^e siècle*, quelle lourde entreprise ç'avait été de réunir et d'organiser ce qui restait du patrimoine des anciens établissements de bienfaisance. Mais notre regretté concitoyen voyait de haut, et il écrivait largement. Nous voulons aujourd'hui suivre dans ses détails l'entreprise et ses promoteurs. Grâce à la publication du recueil des *Chroniques* de M. Lecler nous le pouvons : il nous est permis de vivre un moment au milieu de ces saints et charitables personnages, dont aucune rue de notre ville ne porte le nom, mais auxquels l'histoire locale conservera toujours un respectueux souvenir, et dont elle redira sans se lasser les bienfaits : M^{re} de La Fayette, Pierre et Hélène Mercier, Marie de Petiot, Anne de Male-dent de Meilhac, — enfin Martial de Savignac, dont l'évêque, son ami, disait que, « depuis saint Martial, personne n'avait rendu d'aussi importants services au diocèse de Limoges... »

Les *Chroniques des Ursulines de Limoges, d'Eymoutiers et de Tulle* nous initient à mille particularités curieuses. On voit l'éta-

blissement se fonder et grandir, prendre peu à peu une place importante dans la vie de nos ancêtres. Les commencements sont durs et on traverse de terribles épreuves; le récit du séjour à Eymoutiers d'une partie de la communauté de Limoges, pendant la grande peste de 1630-1631, est des plus touchants. Que d'indications dans ces pages! Les faits ont peu d'importance; mais tous ont leur physionomie; comme on en induit bien l'état d'esprit, les pensées habituelles, les occupations et l'existence de ces pieuses communautés et du milieu où elles s'étaient établies! On peut regretter de n'y pas trouver plus de renseignements sur les classes ouvertes par les religieuses; mais cette pauvreté d'indications sur un sujet qui nous intéresse et nous passionne aujourd'hui est rachetée par d'autres détails sur les travaux que fait exécuter la communauté, ses rapports avec l'autorité ecclésiastique, des particularités sur la famille des religieuses, et on perçoit, par ci par là, quelques échos du dehors qu'il est utile de recueillir.

Je ne dirai rien des chroniques peu importantes des Frères Prêcheurs de Limoges, du chapitre de Saint-Léonard et de la paroisse de Thouron; mais j'appellerai d'une façon toute spéciale l'attention du lecteur sur le *Tableau ecclésiastique et religieux de la ville de Limoges*. L'auteur, l'abbé Bullat, avait été vicaire de Saint-Pierre avant la Révolution, et, en 1801, il avait inauguré, dans cette même église, l'exercice du culte rétabli. Personne ne se trouvait donc mieux en mesure que lui de nous laisser le *tableau* que vient d'éditer notre excellent confrère.

Cet ouvrage a été écrit vers 1820, mais par un homme familier avec le Limoges d'avant 1789 et dont l'esprit curieux et l'heureuse mémoire avaient retenu bien des choses. Nous ne connaissons rien d'aussi pittoresque et d'aussi complet sur notre chère ville que ce tableau, écrit sans prétention, d'une composition assez inégale et assez mal digérée, mais sincère, exact, rempli de précieux détails, et tracé par la main d'un témoin qui avait vu le vieux Limoges, y avait vécu dans le milieu le plus propre à le lui faire bien connaître, et qui, après quelques années d'exil, rentré pour reprendre sa tâche sacerdotale, avait pu constater la transformation que la tourmente révolutionnaire et ses diverses conséquences avaient fait subir à la capitale limousine en passe de devenir le Limoges nouveau, la métropole industrielle et commerciale du Centre.

Nous en avons assez dit pour que le public puisse juger de l'importance et de la valeur du second volume de nos *Archives historiques*; nous devons ajouter que les notes très nombreuses et très substantielles de M. Lecler en facilitent la lecture et en augmentent singulièrement l'intérêt.

LOUIS GUIBERT.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 28 JANVIER 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, J. Dubois, P. Ducourtieux, Fray-Fournier, Gany, Judicis, Alf. Leroux, G. Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté.

M. Guibert se fait, auprès de M. Arbellot, l'interprète des sentiments de cordiale satisfaction qu'ont éprouvés tous les membres de la Société en apprenant que le Souverain Pontife venait d'envoyer à leur très respecté et très aimé président la décoration *pro Ecclesia et Pontifice*, créée récemment par Léon XIII. Les membres présents joignent leurs félicitations à celles de M. Guibert.

Parmi les volumes et publications reçus par la Société depuis sa dernière séance, M. le président signale d'une façon toute spéciale la première livraison des *Annales du Midi*, revue fondée à Toulouse par M. Antoine Thomas, professeur à la Faculté de cette ville et membre de la Société. Outre des articles d'une très grande valeur, signés de M. Léopold Delisle, de M. Tamizey de Laroque, etc., cette livraison renferme une note critique qui intéresse particulièrement notre province. M. Deloche avait cru pouvoir identifier avec le Grand-Bourg-de-Salagnac le chef-lieu d'une vicairie du nom de Selabunac. M. Thomas montre qu'il n'y a pas eu, au VIII^e siècle, de vicairie géographique de ce nom. Le texte qui la signale a été mal lu : c'est Sclabonac qu'il faut lire et on doit placer cette localité, chef-lieu d'une simple vicairie administrative du XI^e siècle, dans les environs de Bellac.

M. le Président signale encore à la Société une très intéressante plaquette de M. Emile Du Boys sur quelques lettres d'Ezéchiel Spanheim, un des nombreux correspondants de l'abbé Nicaise; la Notice de M. L. Guibert sur l'instruction primaire en Limousin sous l'ancien régime; quelques pages instructives de M. Masfrand et de M. le docteur Boulland, dans la sixième livraison du Gay-Lussac; un remarquable article, fort bien écrit et fort piquant, de M. Clément-Simon, sur la *Gaieté de Baluze*, dans le dernier volume de la Société scientifique de Brive; une note de M. Arbellot au *Bulletin de la Société du Périgord* sur des pièces d'or découvertes à Nontron; enfin, un très bienveillant compte-rendu du dernier tome du *Bulletin de la Société archéologique de Limoges*, inséré par M. le comte de Marsy au *Bulletin monumental*.

M. L. Guibert, au nom de M. Paul Lagrange, du Masrévéry, communique à la Société plusieurs feuilles d'or et une sorte d'aigrette, aussi en or, paraissant provenir d'une couronne de laurier et trouvées dans les urnes funéraires de pierre récemment découvertes à Labesse, sur la limite des communes de Saint-Léonard, de La Geneytouse et d'Eybouleuf. Il fait passer également sous les yeux des membres présents d'autres objets trouvés dans les mêmes sépultures, notamment un anneau, uni et sans châton, d'un or plus jaune, peut-être moins pur, une pièce de monnaie en cuivre, dont la légende est effacée, mais que le type de la tête permet de rapporter à la période des Antonins. M. Lagrange promet d'envoyer à la Société des vases en verre qui ont été trouvés à Labesse avec les objets ci-dessus.

Il est également donné communication d'un parchemin envoyé par M. Dupin, procureur de la République à La Flèche, et qui a trait à l'assesse, par l'abbaye de la Règle, d'un jardin sis à Bussière-Boffy et appartenant à un prieuré dépendant du monastère (1439).

M. Ducourtieux entretient la Société de la découverte faite par un métayer d'Ambressac, près le « Puy de Diane », commune de Glanges, d'une belle monnaie d'or, de l'empereur Anastase (491-518). Cette pièce, de la grandeur d'une pièce d'un franc, présente l'image du prince à mi-corps, portant un sceptre sur l'épaule et la main gauche appuyée sur un bouclier. Légende : *Hanastasius augustus* (ces mots précèdent un *oméga*). Au revers, une grande victoire tenant une haste surmontée d'une croix, avec l'inscription : *Victoria Augg. A.*

M. le président rappelle qu'à Eymoutiers on a trouvé une intéressante monnaie d'or, à l'effigie de Justinien II; elle est, au dire de M. Dubois, entre les mains de M. Claveau.

L'ordre du jour appelle la lecture d'un travail de M. Judicis sur le rôle des artistes italiens dans la Renaissance française. M. Judicis constate que l'Italie a été incontestablement le berceau de la Renaissance en Europe, c'est-à-dire du retour aux formes antiques et à l'expression classique du beau avant le christianisme. Elle l'a dû, il ne faut pas l'oublier, à l'immigration des savants et des artistes grecs lors de la prise de Constantinople par les Turcs. La France suivit l'évolution dont la péninsule donna l'exemple; mais elle ne copia point servilement l'Italie et sut, pendant de longues années, ne pas perdre de vue les traditions de son génie particulier.

On attribue aux artistes italiens venus en France à la suite des expéditions de Charles VIII, de Louis XII, de François I^{er} beaucoup d'édifices à l'embellissement, à l'ornementation desquels ils ont pris part, mais dont ils n'ont ni conçu les plans, ni dirigé les travaux. C'est ainsi que Gaillon doit être restitué à Guillaume Sénaud, à Colin Billard, à Pierre Delorme; Colin Billard (quelquefois appelé Viard), a commencé le pont Notre-Dame et concouru à la construction d'Amboise et de Blois; Chambord a été commencé avant l'arrivée en France du Rosso et du Primatice. Ceux-ci n'ont donc pas fait les plans de ce chef-d'œuvre. Il faut en rendre l'honneur à un artiste français, à Pierre Neveu dit Trinquaud, qui fut peut-être aussi un des architectes d'Amboise. C'est sous la qualification modeste de « maître-maçon » qu'il faut savoir reconnaître ces grands artistes, dont les étrangers, plus brillants, plus souples, plus adroits, ont usurpé trop souvent la gloire.

Les édifices dont le plan est incontestablement l'œuvre d'Italiens, comme les châteaux de Madrid, de Saint-Germain, de Fontainebleau, sont inférieurs à Chambord et à Gaillon. La logique du génie français s'accommodait malaisément des fantaisies de ces étrangers; nos matériaux se prêtaient moins à leurs caprices que les matériaux de leur pays. Plût à Dieu qu'ils n'eussent pas pris, peu à peu, une influence prépondérante sur le goût du public et l'enseignement de l'art. Cette influence a été en grande partie la cause de la décadence de l'architecture française aux xvi^e et xvii^e siècles.

L'histoire de l'instruction avant 1789 est depuis quelques années le sujet de bien des études.

Aucune question ne passionne en ce moment à un aussi haut point les chercheurs; aussi les moindres documents qui s'y rapportent sont-ils recueillis avec grand soin.

M. Guibert donne lecture d'une délibération d'assemblée de communauté, du 14 mai 1741, par laquelle les habitants de La Souterraine, privés d'instituteurs par la mort de Pierre de La Croix, décident qu'il sera établi dans leur ville deux maîtres : un

régent pour enseigner le latin et un maître d'écriture, et désignent pour remplir ces fonctions Joseph Dubranle et André Chastenet. La communication de cette pièce est due à un membre très zélé de la Société, M. Bellet, instituteur communal à Saint-Maurice, qui l'a découverte dans les minutes de l'étude de M^e Leroy, notaire à La Souterraine. Ce document sera imprimé au *Bulletin*.

M. L. Guibert entretient la Société des livres de raison conservés aux archives du château de Nexon et dont il doit la communication au zèle obligeant de M. Champeval et à la bienveillance de M. le baron de Nexon. Il n'en a pas moins de cinq entre les mains : celui de Pierre Espéron, juge de Saint-Junien, qui remonte au xiv^e siècle, et dont le lecteur a déjà entretenu la Société dans la dernière séance (il se propose d'y revenir ultérieurement) ; celui de Martial de Gay, seigneur de Nexon et de Condat, lieutenant-général au Présidial de Limoges — fin du xvi^e siècle ; — ceux de Pierre Robert, prêtre communaliste d'Aixe, et d'un sieur Sazerac, chirurgien et apothicaire à Nexon ; — enfin, un livre de famille renfermant la généalogie des Gay de Nexon, avec notes relatives aux naissances, mariages et décès, continuées jusqu'à nos jours.

De ces cinq manuscrits, les deux premiers sont de beaucoup les plus intéressants ; celui de Martial de Gay, en particulier, est un des plus précieux parmi les documents intimes qu'on ait étudiés jusqu'ici. Commencé peu de temps après les scènes qui avaient ensanglanté les rues de Limoges au mois d'octobre 1589, il conserve l'écho des troubles de l'époque et témoigne de la violence des haines qu'ils avaient laissées dans les cœurs. M. L. Guibert lit quelques extraits du manuscrit de Martial de Gay qui se rapportent aux événements des années 1591 à 1602.

Mais ces passages, si précieux pour notre histoire locale, ne sont cependant pas ce qui, dans ce registre, mérite surtout l'attention : nulle part on ne trouve la trace d'autant de confort dans la maison, d'autant de luxe dans le train extérieur. Martial de Gay note un grand nombre d'achats d'objets de valeur, de réparations, de cadeaux, etc. Là se trouve le côté le plus caractéristique et le plus intéressant à la fois de son manuscrit.

La séance est levée à dix heures et quart.

Le Secrétaire,

Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 27 FÉVRIER 1889.

Présidence de M. l'Abbé ARBELLOT, Président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, président; Astaix, E. Hervy, Cournuéjols, Fray-Fournier, Gany, Moufle, Nivet-Fontaubert, chanoine Tandau de Marsac et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président signale, parmi les ouvrages et publications adressées depuis un mois à la Société : 1° Les livraisons 7 et 8 du *Gay-Lussac*; 2° le dernier *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de Tulle*, contenant des articles intéressants à divers points de vue, entre autres une notice de M. Clément-Simon sur *Charlotte de Maumont*; 3° une nouvelle livraison des *Gens de qualité de la Basse-Marche*, par M. le docteur de Laporte, ancien membre de la Société; 4° un numéro du *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, où se trouvent quelques pages de M. Pierre de Cessac sur l'építaphe d'un comte de la Marche, et un article de M. Emile Molinier sur quelques-uns des objets d'art exposés à Tulle en 1887, notamment sur le chef de sainte Fortunade et sur un disque émaillé représentant Guillaume III, prieur général de Grandmont.

M. le Président donne communication à la Société de deux circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts : l'une relative à la réunion annuelle des délégués des Sociétés artistiques des départements; l'autre à une enquête sur les conditions de l'habitat. Des questionnaires sont remis à plusieurs membres.

M. Arbellot fait connaître que, sur l'invitation du Ministère, la Société a adressé à Paris les volumes publiés par elle depuis 1879; ces volumes feront partie d'une exposition d'ensemble des publications dues aux Sociétés savantes de la France depuis la dernière Exposition universelle.

Il a été récemment découvert, dans la carrière des Places, commune de Saint-Hilaire-Lastours, une belle hache de silex noir, que M. Delignat-Lavaud, de Saint-Yrieix, a bien voulu envoyer à M. le Président et que celui-ci fait passer sous le yeux des membres présents. Cette hache rappelle, par sa forme et ses dimensions, la belle hache de silex brun trouvée il y a peu d'années, sous l'Artige.

M. L. Guibert, au nom de M. Cailler fils, communique à la Société quelques pièces de cuivre de petite dimension, à l'effigie de Posthume, de Claude II, etc., faisant partie d'un trésor découvert à Chasseneuil (Charente), dans un jardin. Ce très modeste trésor se composait uniquement de monnaies de cuivre : il n'y en avait pas moins de 70 à 80 kilos, formant un bloc lié par l'oxyde et renfermé dans un grand pot de grès.

Dans une conférence récente faite par M. Ludovic Drapeyron, directeur de la *Revue de géographie*, sur « l'Image de la France sous les derniers Valois et les premiers Bourbons », notre distingué compatriote a signalé à ses auditeurs la carte du Limousin et le plan ou vue cavalière de Limoges, publiés en 1594, par Jean Fayen, médecin de cette ville. M. Guibert donne lecture à la Société du passage relatif à Jean Fayen et annonce que M. Drapeyron se propose de consacrer une notice spéciale à ce cartographe et à ses œuvres.

MM. Fray-Fournier et P. Ducourtieux présentent comme membre titulaire M. d'Abzac, percepteur à Rochechouart. Il sera statué sur cette candidature à la prochaine réunion.

La parole est donnée à M. Cournuéjols pour la lecture qui figure en tête de l'ordre du jour. M. Cournuéjols signale tous les avantages qu'offre le goût, la passion — certaines gens disent la manie — des collections. A l'entendre parler, on ne peut douter que l'honorable ancien proviseur ne soit collectionneur lui-même. Ce n'est pas la Société archéologique, fondatrice et longtemps gardienne du « défunt » musée de Limoges, qui pourrait être surprise de rencontrer de telles dispositions chez un des siens.

Tout peut se collectionner, et toute collection a sa valeur et son intérêt. En recherchant, en classant avec méthode les timbres-postes, les enfants n'acquièrent-ils pas de nombreuses notions de géographie et d'histoire? Les cabinets d'amateurs, comme les musées ne recèlent-ils pas une multitude d'objets dont la connaissance et l'étude peuvent rendre de très sérieux services à la science, à l'art, à l'industrie?

Il y a des collections originales et sortant tout à fait du cadre habituel, celle, par exemple, de ce marchand de tableaux, dont la salle à manger était entièrement garnie de toiles représentant des têtes de chat, et signées toutes du nom d'un peintre connu.

Telle est encore la collection sur laquelle M. Cournuéjols appelle l'attention de ses auditeurs : elle réunit des accessoires de bonbonnerie de toute espèce, depuis la Restauration jusqu'à nos jours. Devises, charades, images, M. Cournuéjols étudie rapidement tous ces souvenirs, tous ces débris de tant de premiers de l'an dont les

trente-un décembre sont loin de nous, et cet examen lui fournit l'occasion d'ingénieuses observations, de curieux rapprochements.

La charade a peu varié; la devise n'est guère sortie de la note sentimentale ou galante, avec un accent plus ou moins naïf pour ne pas dire plus. Mais l'imagerie a fait d'énormes progrès. Ce sont surtout les images des bonbons qui datent ceux-ci, qui accusent le temps parcouru depuis leur éphémère existence. Il y a les costumes, les jeux de société, les scènes de mœurs, l'imagerie champêtre, pieuse, militaire, patriotique, politique même. M. Cournuéjols fait passer sous les yeux de ses auditeurs toute la collection commentée par des vers, — qui ne sont point tous sans défaut.

Il témoigne, en terminant, le regret que son collectionneur n'ait pas recueilli, à côté des autres accessoires de bonbonnerie, les boîtes, sacs et cartonnages, qui lui ont semblé trop insignifiants. Il est certain que ce vêtement d'un jour, parfois si coûteux, n'est le plus souvent qu'un oripeau, fané et fripé bien vite. Pourquoi ne le remplacerait-on pas par le coffret, — coffret de métal ou de bois, d'émail ou de porcelaine? — M. Cournuéjols termine sa lecture sur ce vœu, auquel s'associera l'industrie limousine.

M. le comte de Couronnel a tiré de ses archives de famille une intéressante étude dont M. Guibert communique, au nom de l'auteur, quelques passages à la Société.

C'est dans cette ville d'Arras, si riche et si vivante au ^{xv}^e siècle, qu'il faut nous transporter avec M. de Couronnel. Un de ses aïeux, Guérard de Mailly-Couronnel s'y fixe avant 1380, peut-être sous les auspices du duc de Bourgogne. Charles de Couronnel, fait chevalier en 1421, à la bataille de Mons-en-Vimeux, joue un rôle important dans cette ville, au temps de Philippe-le-Bon, qui aime Arras et y réside volontiers. Charles de Couronnel prend part aux fêtes, aux tournois qui sont donnés à cette époque; il commande une compagnie d'hommes d'armes à l'entrée du duc et d'Isabelle de Portugal, sa nouvelle épouse. Conseiller de Philippe, il est aussi agrégé à la bourgeoisie, et remplit les importantes fonctions d'échevin et de « Clerc des Quatre ». On le voit figurer, à la tête de la députation des bourgeois, à l'entrée solennelle de Charles-le-Téméraire, entrée célébrée par diverses représentations théâtrales : *la Vie de sainte Marguerite* (patronne de la duchesse); *l'Entrée de la Reine de Sabu dans le Palais de Salomon*, etc.

Ces splendeurs et ces réjouissances devaient avoir un triste lendemain, que M. de Couronnel se propose de retracer dans la suite de son récit... Louis XI, après la prise d'Arras, voulut remplacer la population de cette ville par des colonies appelées de toutes les cités commerçantes de la France. L'Orléanais et la Touraine en envoyèrent de nombreuses. Limoges fournit aussi son contingent;

mais nos annales ne mentionnent que deux noms, ceux probablement des chefs de cette petite colonie : un Rogier et un Disnematin.

Cet essai de repouplement eut peu de succès. La plupart des immigrants retournèrent dans leur pays et une partie de l'ancienne bourgeoisie d'Arras y rentra peu à peu et reprit possession de ses foyers. Un certain nombre d'étrangers réussirent néanmoins à fonder des établissements durables. M. Tandeau de Marsac rappelle qu'il existe encore en Artois une famille Disnematin, se rattachant, de son propre aveu, à la souche limousine.

C'est une question déjà plusieurs fois agitée qu'entreprend de résoudre M. le chanoine Arbellot. Il y a près de quarante ans, dans la séance de la Société du 21 novembre 1831, M. Grellet du Mazeau lut un article sur la véritable orthographe du mot *Mont-Jauvy*, qu'il soutenait être *Montjovis*. M. Arbellot lui répondit et défendit la forme *Mont-Jauvy*, annonçant du reste son intention de présenter un mémoire à ce sujet dans la « prochaine » séance de la Société.

Ce mémoire s'est fait un peu attendre et son auteur s'excuse auprès de la Société ; mais les textes qu'il a recueillis n'en seront que plus nombreux et sa réponse plus décisive.

M. Arbellot commence par établir qu'il n'y a aucune raison de croire qu'un temple de Jupiter se soit jamais élevé sur la colline de Mont-Jauvy. Le seul temple de Jupiter signalé par d'anciens documents est celui qui était bâti sur l'emplacement de la cathédrale. Aucun témoignage antérieur au xvi^e siècle n'a signalé l'existence d'un temple quelconque à Montjauvy ; on n'en a jamais vu aucun débris. L'auteur des *Annales manuscrites* est probablement le premier qui en ait parlé, et l'orthographe *Montjovis*, très rare au xvi^e siècle, rare encore au xvii^e, ne devint officielle qu'en 1760.

L'étymologie *Mons Gaudii* a sa source et sa justification dans un événement connu, célèbre, de la fin du x^e siècle : la cessation de la *Peste des Ardents*. Cent textes, du xi^e au xvi^e siècles, donnent invariablement cette étymologie, et M. E. Ruben a fait remarquer avec raison que la prononciation locale du mot Montjauvy, — *jau* long et diphthongué — ne peut se rapporter à l'étymologie défendue par M. Grellet du Mazeau, et confirme au contraire celle adoptée par M. Arbellot.

C'est donc Mont-Jauvy — de *Mons Gaudii*, — et non *Montjovis* — de *Mons Jovis* — qu'il faut lire et écrire. Jupiter et l'Olympe n'ont rien à faire ici. Le rôle de la Société archéologique est de rectifier les erreurs de cette nature et de ramener l'orthographe à la vérité en rétablissant les traditions exactes.

Le Secrétaire,
Louis GUIBERT.

SÉANCE DU MARDI 26 MARS 1889.

Présidence de M. l'Abbé ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, E. Hervy, Bourdery, Brisset-Desisles, Cournuéjols, Dubois, Fray-Fournier, Judicis, de La Pomélie, A. Leroux, Nivet-Fontaubert, Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. A propos de la discussion sur l'orthographe traditionnelle de Montjaux, M. le président invite M. Ducourtieux à revenir, dans l'*Almanach limousin*, à cette orthographe, qui est incontestablement la vraie, et à donner ainsi un excellent exemple qui, sans nul doute, sera suivi. Après quelques timides objections en faveur de Jupiter, M. Ducourtieux promet de faire, dans l'*Almanach*, acte d'adhésion à l'orthographe dont M. Arbellot se montre le vaillant champion.

M. le Président énumère les publications reçues depuis la dernière séance, et il signale tout particulièrement un *Bulletin de la Société de Borda*, à Dax, où il est parlé d'une monnaie d'argent de Trajan, trouvée dans le département des Landes, et portant, à l'exergue, le mot *Lem.*, qui pourrait se traduire par *Lemovicæ*. Bien que, de l'avis des membres présents, cette abréviation, à la date ci-dessus, doive plutôt se rapporter à *Lemonum* (Poitiers) qu'à *Lemovicæ*, la pièce n'en est pas moins fort intéressante. — En voici la description, d'après le *Bulletin de la Société de Borda* :

Face : buste lauré, à droite; lég. : *Imp. Trajan. Hadrianus Aug.*
— Revers : Pallas debout, à gauche, tenant une patère et une haste. A ses pieds, un autel allumé. Lég. : *P. M. TR. P. Cos III* (pontifex maximus, tribunus plebis, Consul III), et *Lem.* à l'exergue.

M. le comte de Gontaut-Biron a bien voulu adresser à la Société un exemplaire d'un beau et précieux volume récemment publié par lui et intitulé : *Ambassades en Turquie de Jean de Gontaut-Biron*.

Le président a également reçu l'*Historique du 95^e régiment territorial*, par M. Prévot, lieutenant au corps. La Société exprime ses remerciements à M. de Gontaut-Biron et à M. Prévot pour ces envois.

Dans le *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, M. Dubédut a publié un piquant article sur le procès des Saint-Simoniens.

Dom Piolin, dans le *Bulletin de la Société du Maine*, consacre une page au Graduel de la Bibliothèque communale de Limoges, qu'a fait connaître une notice de M. Guibert, insérée au *Bulletin du comité des travaux historiques*, et appelle ce manuscrit : « un des plus intéressants monuments liturgiques de la France ». Dans le *Bulletin critique*, M. Misset, professeur au collège Fénelon, à Paris, s'occupant de ce même Graduel, expose les raisons qui lui permettent d'affirmer qu'il a été fait pour l'abbaye de Fontevrauld.

Il est donné lecture d'une lettre de M. le président de la Société Gay-Lussac, relative au congrès que doit tenir à Limoges, en 1890, la Société française pour l'avancement des sciences, et à l'érection d'une statue de Gay-Lussac dans notre ville. Toutes les sympathies de la Société archéologique sont acquises à cette œuvre et son concours ne saurait faire défaut à une entreprise ayant pour objet de rendre hommage à un enfant du Limousin qui a fait honneur à sa province natale et à la France.

Une autre lettre annonce la création, à Rochechouart, d'une société archéologique, scientifique et littéraire, sous la dénomination de *Société des Amis des Sciences et des Arts*. La Société forme les vœux les plus cordiaux pour le succès de cette création et échangera volontiers ses publications avec sa jeune sœur de Rochechouart.

Le quatrième volume des *Registres consulaires de la ville de Limoges*, publiés, sous les auspices de la Société, par M. Louis Guibert, avec le concours d'une commission composée de MM. Jean de Bruchard, Gaston Lavergnolle, Camille Marbouty, Paul Mariaux et Léonard Moufle, est présenté à la Société ; il paraîtra au commencement d'avril. Ce volume renferme les délibérations du corps municipal de 1662 à la fin de l'année 1740. La série des *Registres consulaires*, avec les tables, fournira encore la matière de deux volumes.

M. d'Abzac, percepteur à Rochechouart, présenté à la dernière séance, est admis, au scrutin secret, en qualité de membre titulaire de la Société.

MM. L. Moufle et Maurat-Ballange présentent en la même qualité M. Pierre Charreyron, avocat à Limoges.

Pour M. René Fage, qui s'est excusé de ne pouvoir assister à la séance, M. Leroux donne lecture de quelques passages d'une intéressante notice biographique sur M. Auguste de Larouverade. M. Fage étudie surtout les deux principaux ouvrages de ce dernier : les *Lettres à Julie sur le Sarladais* et les *Etudes historiques et critiques sur l'histoire du Bas-Limousin*. Le premier de ces livres se compose d'une série de tableaux épisodiques, animés par une

brillante imagination et par un style des plus colorés, entrecoupés de vers qui ne sont ni sans esprit ni sans charme. M. de Larouverade s'y montre ultra-romantique; il a pris la forme à la mode pour intéresser ses lecteurs aux récits historiques qu'il leur présente dans ces lettres. Son intelligence élevée se révèle dans maints passages; sa sagacité et sa pénétration se montrent dans quantité d'observations fines et ingénieuses. Les *Etudes historiques* sont une œuvre plus sérieuse; l'auteur aborde franchement, au début, l'examen des difficultés les plus sérieuses de la période des origines et fait preuve d'une science de bon aloi; il ne conclut pas toujours, mais il expose avec clarté, avec méthode et sincérité. La suite est plus sommaire et se réduit le plus souvent à un simple précis historique. Toutefois, si ce livre ne constitue pas, à proprement parler, une œuvre d'érudition, on ne saurait y voir une simple compilation. Il est plus et mieux.

M. l'abbé Poulbrière, directeur du Petit Séminaire de Servières, a bien voulu envoyer à la Société une série de notes et de documents dont M. le président entretient ses collègues et sur lesquels il se propose de revenir à une prochaine séance. Aujourd'hui, il signale particulièrement un passage concernant la curieuse inscription des fonts baptismaux de l'église de Saint-Priest-Ligoure (Haute-Vienne): *Gardes vos du rapportor. Vivo Jesus!* Que signifie ce mot de *rapporteur*? Plusieurs archéologues très experts n'ont pu donner une solution satisfaisante de ce petit problème. M. Poulbrière relève, dans un article (Loupjac) du tome IV du *Dictionnaire du Cantal*, la mention de la représentation d'un personnage fantastique chargé d'un sac de rats, avec la légende à double sens: *rapporteur*. M. Arbellot pense que le mot *rapporteur* est mis pour *accusator*, nom sous lequel le démon se trouve désigné dans l'Apocalypse. L'inscription de Saint-Priest signifierait donc simplement: « Gardez-vous du démon. Vive Jésus! »

M. le Président donne ensuite lecture d'une assez curieuse lettre de Bordas, député de la Haute-Vienne à la Convention, également envoyée par M. Poulbrière.

Le même communique à la Société l'empreinte d'un *triens* d'or qui se trouve entre les mains de M. Beauvais, négociant à Saint-Léonard, et qui a été trouvé dans les terrains dépendant de l'ancienne abbaye de Saint-Martin-lès-Limoges, auprès d'un sarcophage, à l'angle de la rue des Feuillants et de la rue d'Isly, lors des déblais que fit exécuter M. Beauvais père pour la construction d'une maison. Ce *triens*, qui n'a pas beaucoup plus d'un centimètre de diamètre, présente d'un côté une tête d'un dessin fort barbare, accusant le VII^e ou le VIII^e siècle, avec la légende très

lisible : MARTICIAN; au revers, une croix encadrée dans un cercle autour duquel on lit : EMOFRA RA[CIO] ECCLESIE LEMOF.

M. Ducourtieux présente à son tour à la Société un beau Tibère en or qu'il tient de M. Hervy et qui appartient à M. Thabaraud, orfèvre. Ce Tibère, qui a été trouvé dans le pays, est du même type et du même coin qu'un autre Tibère d'or, découvert dans les terrains du cimetière gallo-romain du Mas-Barbut, près Bersac. La tête laurée, tournée à droite, a beaucoup de caractère; elle est entourée de la légende : CÆSAR DIVI AVG. F. (*ilius*) AVGVSTVS. Au revers, une femme assise, de la main droite tenant la haste et de la gauche tendant un rameau. Légende : P[ontifex] MAXIMUS. Cette belle pièce n'est pas rare.

Les déblais opérés sur le boulevard Sainte-Catherine, au-dessus de la maison Rattier, en face du débouché de la rue Léonard Limosin, ont mis au jour, à 1 mètre 40 environ au-dessous du jardin Sapin fils (ancien immeuble Peyrusson) et à 4 mètres au-dessus du niveau du boulevard, des aires en ciment et des murailles appartenant à des constructions gallo-romaines. M. Ducourtieux appelle l'attention sur cette découverte. On se souvient qu'il y a quelques années on avait découvert des restes analogues de l'autre côté de la rue des Clairettes, dans l'immeuble appartenant alors aux Pères Jésuites et dépendant aujourd'hui du collège de Saint-Martial.

M. Guibert lit quelques extraits de l'ouvrage de M. de Courronnel qui a déjà fait l'objet d'une communication à la dernière séance. Ces extraits sont relatifs à Clarembault de Mailly-Courronnel, l'un des chefs de la bourgeoisie d'Arras, qui, attiré dans un piège avec plusieurs de ses compagnons, envoyés par la ville auprès de Louis XI, fut mis à mort. Louis XI fut impitoyable pour les habitants d'Arras, dont la résistance l'avait un moment effrayé. On sait comment il essaya, mais sans grand succès, de remplacer la population par des colonies appelées d'un certain nombre de villes du centre de la France : Orléans, Tours, Blois, Limoges, etc.

Le plus ancien de tous les livres de raison dont l'existence ait été signalée dans la région du centre, est celui de Pierre Esperon, clerc, juge de la ville de Saint-Junien pour l'évêque de Limoges. M. Guibert, qui se propose de publier ce curieux manuscrit, en signale à la Société les passages les plus intéressants. Il note surtout une sorte de compte-rendu des dépenses faites par Esperon pour sa famille; frais des funérailles de parents, dots de sœurs et d'enfants, secours, construction et réparation de maisons, acquisitions de rentes, etc. On trouve dans le livre d'Esperon l'énumération des fabuleuses propriétés attribuées par la crédulité

de nos pères à la peau du serpent, à l'eau-de-vie, à certaines plantes, etc. Les articles les plus anciens de ce registre sont du mois d'août 1384, les plus récents de 1443; mais on ne rencontre plus aucune mention de la main d'Esperon après les 21-22 septembre 1417. Il est mort vraisemblablement peu après.

M. Dubois fait passer sous les yeux des assistants trois fragments, de dimensions et de couleurs variées, de haches de pierres trouvées en divers lieux.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire,

LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1889

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Hervy, Bourdery, Brisset-Desisles, Cournuéjols, R. Fage, Fray-Fournier, Hersant, A. Leroux, le chanoine Tandeau de Marsac, C. Vergniaud et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le Président fait part à la Société des ouvrages et publications reçus depuis la fin du mois de mars. Il signale le premier volume d'une collection précieuse, les *Archives révolutionnaires de la Haute-Vienne*, entreprise par M. A. Leroux, archiviste du département. Ce volume, intitulé *Doléances paroissiales*, a été publié conformément au vœu du Conseil général. Il contient les cahiers de neuf villes ou communautés : Châlus, Eymoutiers, paroisse inconnue près Eymoutiers, Miallet, qui était situé en Limousin avant 1789, Oradour-Saint-Genest, Rochechouart, Saint-Léonard, Uzurat et une autre paroisse non dénommée de la Basse-Marche. Peut-être Miallet, qui appartient aujourd'hui au département de la Dordogne, n'avait-il pas de titre à figurer dans cette petite collection. M. Leroux a complété sa publication par quelques documents intéressants à plus d'un titre et se rapportant à la confection des cahiers.

Un volume récemment publié par M. de Brémond d'Ars, et contenant, avec la réédition de la *Vie de la vénérable Suzanne de la Pomélie, dame de Neuwillars*, du P. Dussault, une ample et savante introduction, est recommandée par M. Arbellot d'une façon toute particulière à l'attention des membres de la Société. Il en est de même de l'intéressante *Vie de M^{or} Alfred Duquesnay*, de M. Pataux, curé de Saint-Quentin, à laquelle devra recourir le continuateur du grand travail sur les évêques de Limoges entrepris par Nadaud et Legros.

M. le président signale encore la dernière livraison du *Gay-Lussac*, contenant une liste des œuvres de l'illustre savant; celle du *Bulletin critique*, qui rend compte avec éloge du travail de M. Emile du Boys sur *les Correspondants de l'abbé Nicaise*; deux articles de la *Revue de l'art chrétien* relatifs à de récentes publications de M. L. Guibert; — la mention, au bulletin de la Société archéologique de Bordeaux, d'un don, fait par M. Juge de Saint-Martin au *Muséum d'instruction publique* de cette ville, en 1809, de plusieurs notes et dessins de Beaumesnil, le comédien antiquaire; mention est encore faite d'une intéressante notice de M^{or} Barbier de Montault sur la *Crosse de la collection Bretagne, à Nancy*.

La *Revue du Midi*, dont la seconde livraison vient de paraître, donne le travail lu par M. Leroux à une récente séance de la Société, au sujet de l'auteur véritable de l'ouvrage de Maldamnat : M. Leroux pense que sous le pseudonyme de Maldamnat se cache Baluze lui-même. De nouveaux arguments lui ont été fournis, à l'appui de son hypothèse, par un récent article de M. Clément-Simon : *La Gaité de Baluze*. M. Arbellot, qui a précédemment combattu l'opinion de M. Leroux, estime que les indices réunis par M. l'archiviste, sans produire une complète certitude, donnent cependant à sa thèse une assez grande vraisemblance.

M. le Président donne communication d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative à la réunion des sociétés savantes qui se tiendra au mois de juin prochain. Sont désignés comme délégués : MM. Arbellot, Bourdery, Ducourtieux, L. Guibert, L. Moufle et Nivet-Fontaubert.

M. Pierre Charreyron, avocat à Limoges, présenté à la dernière réunion, est admis, au scrutin secret, membre résidant de la Société.

MM. Arbellot et Berthomier présentent, en qualité de membre correspondant, M. Abel Mazet, architecte à Paris, boulevard des Batignolles, 26.

M. Guibert communique à la Société, de la part de M. Th. Boisse,

de Saint-Junien, un rôle du ban et de l'arrière-ban de la sénéchaussée du Haut-Limousin du 19 février 1568. Il en a fait part à M. l'abbé Lecler, qui recherchera si cet intéressant document a été utilisé pour le *Nobiliaire*. S'il ne l'a pas été, il conviendrait de le publier.

Au nom de M. Vandermarcq, percepteur à Oradour-sur-Vayres, M. Leroux communique à la Société quelques notes sur un tumulus sis au lieu dit Champ des Mottes, à 500 mètres d'Oradour. M. Vandermarcq a commencé à fouiller ce tumulus, qui a 85 mètres de circonférence sur 1 mètre 10 seulement de hauteur. Il y a découvert, à 1 mètre 50 de profondeur, des ossements calcinés placés entre deux blocs de quartz qui ont subi l'action du feu, un anneau, des clous et divers fragments de fer et de bronze très oxydés, une urne en poterie rouge, fine, de 11 centimètres de haut sur 15 de diamètre à la panse, et les débris d'un vase d'assez grandes dimensions. Le bureau de la Société a mis à la disposition de M. Vandermarcq une petite somme pour continuer ses fouilles, et il lui sera demandé un rapport avec dessins pour le *Bulletin*.

M. Vandermarcq a également envoyé à la Société des frottis de diverses monnaies espagnoles et portugaises découvertes dans les environs.

On sait quelle importance a eue à Limoges, au moyen-âge, la fabrication de l'orfèvrerie. L'étude des types, des formes et du décor les plus ordinairement employés par les artistes limousins offre donc un assez grand intérêt. M. Guibert signale les principaux types de reliquaires : la châsse (tombeau, maison ou église); les formes empruntées au règne végétal et qui se pliaient si bien à tous les besoins du décor, à toutes les allusions du symbolisme chrétien; puis les statuettes, la représentation des êtres inférieurs, enfin de l'homme, de l'ange et de la divinité. Il cite, pour chaque catégorie de types, des exemples choisis parmi les objets que conservent les églises de la région.

A la dernière réunion, M. Arbellot a fait part à la Société de quelques-uns des sujets auxquels se rapporte un récent envoi de notes dû à l'obligeance de M. l'abbé Poulbrière. M. Fage complète cette communication. Il lit notamment une lettre de l'ancien représentant Pénières, datée de 1811, et dont l'allure leste et gaie contraste singulièrement avec la phraséologie des lettres écrites par le même durant la période révolutionnaire. M. Poulbrière donne quelques notes sur l'abbé de Saint-Marsault, aumônier de Mesdames Victoire et Adélaïde, et qui les accompagna dans l'émigration. Mesdames avaient sollicité à Rome un titre d'évêque *in partibus* pour leur aumônier. Le cardinal de Bernis, alors ambassa-

deur de France auprès du Saint-Siège, obtint aisément cette grâce, mais la chancellerie romaine joua à Saint-Marsault le mauvais tour de lui délivrer des bulles pour l'évêché de Paphos. On ne dit pas si Louis XV se montra froissé de l'épigramme; mais elle ne pouvait pas ne pas être comprise : Bernis fut chargé de demander un autre titre, qui prêtât moins matière aux rieurs, et l'abbé de Saint-Marsault fut fait évêque de Pergame.

Quelques notes sur le lynx des Ternes, une des fameuses « bêtes du Gévaudan » dont on a tant parlé; sur un ouvrage imprimé à Limoges, chez Guillaume de La Nouaille, en 1539 et non signalé jusqu'ici; sur les familles du Gasseau et de David de Lastours, enfin sur une sorte de comice agricole institué à Argentat par le chevalier de Combarel, épuisent les communications envoyées par M. Poulbrière.

M. le chanoine Arbellot rappelle que Grégoire de Tours a été contemporain d'une partie seulement des événements dont il a écrit l'histoire. Le récit de ce qui s'est passé avant lui, il l'a emprunté, sans beaucoup de critique, à divers auteurs des siècles précédents, aux hagiographes surtout. M. Lecoq de la Marche avait depuis longtemps appelé l'attention sur ces emprunts, auxquels la *Revue des questions historiques* a consacré un récent article. Parfois la compilation de notre premier historien national est assez confuse. Ainsi le passage, si souvent cité, relatif à l'envoi des sept évêques, paraît avoir été tiré de deux écrits différents : *la Passion de saint Saturnin*, qui mentionne l'envoi de cet évêque au temps de l'empereur Dèce, et la légende de Saint-Ursin de Bourges, qui nomme les sept évangelisateurs de la Gaule, mais en les donnant comme disciples des apôtres. C'est M. l'abbé Faillon qui a constaté ce singulier amalgame de deux textes, à l'un desquels Grégoire a pris l'énonciation du fait en empruntant à l'autre une date, fort sujette à caution du reste. En effet, les actes les plus anciens de saint Saturnin, conservés à Pampelune, le donnent comme disciple de saint Pierre.

M. Arbellot communique à la Société une fort intéressante lettre écrite par lui à M. Dubédat à ce sujet.

La séance est levée à dix heures et quart.

Le Secrétaire,

LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 28 MAI 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, Louis Bourdery, Amand Dubois, Joseph Dubois, P. Ducourtieux, René Fage, Emile Lachenaud, Alfred Leroux, Paul Mariaux, Léonard Moufle, Nivet-Fontaubert et Louis Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le Président fait passer sous les yeux de la Société les lettres de faire part envoyées en 1808, à l'occasion du mariage des deux filles du maréchal Jourdan avec M. Ferri-Pisani et le prince de Luperano. Ces lettres ont été communiquées par M. Amand Dubois.

Sont l'objet d'une mention particulière, parmi les ouvrages et publications reçus depuis la fin d'avril : 1° la dernière livraison du *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Tulle*, avec des articles intéressants de MM. Fage, Champeval, Decoux-Lagoutte; 2° celle du *Bulletin scientifique de Brive*, avec une intéressante conférence sur l'émaillerie, par M. Emile Molinier; — 3° celle de la Société historique du Périgord, avec quelques pages sur l'église de Saint-Martial de Valette, dont M. Arbellot signalait naguère le curieux portail; — 4° le programme du cours de M. Lièvre à la Faculté de Poitiers : *l'Archéologie préhistorique*; — 5° un ouvrage sur *les Représentants du Peuple en mission*, par M. Henri Wallon, ouvrage dans lequel on peut noter un certain nombre de passages relatifs à nos départements limousins; — 6° enfin le volume de l'Académie des Jeux floraux pour 1889, renfermant, entre autres productions intéressantes, *l'Eloge de Clémence Isaure*, en vers, par notre compatriote, M. Gaston David, maître ès-jeux floraux, après avoir été un des lauréats les plus souvent couronnés de ces concours.

M. le Président rappelle que tout membre de la Société qui en fera la demande par écrit, pourra acquérir, au prix de *douze francs*, les quatre volumes publiés jusqu'ici des *Registres consulaires de la ville de Limoges*.

La Société des sciences naturelles et historiques de Guéret vient de perdre son digne et respecté président, M. Pierre de Cessac. M. Arbellot rappelle avec quel zèle M. de Cessac s'est occupé de

l'histoire de son pays et quelle part importante il a prise aux travaux de la Société de Limoges. Il a été de plus l'organisateur principal du congrès scientifique de 1866, et a publié un assez grand nombre d'ouvrages estimés.

La Société s'associe, avec les sentiments de la plus vive sympathie, à l'hommage rendu par son président à un des savants les plus distingués de notre province.

M. Mazet, architecte à Paris, présenté à la dernière réunion, est élu au scrutin secret membre correspondant de la Société.

M. L. Guibert a reçu de M^r Barbier de Montault un intéressant *Inventaire*, dressé en 1741, après le décès d'Etienne Audebert de Fonmobert, conseiller du roi et son procureur pour la police à Bellac. Cette pièce est offerte aux archives de la Société. M. L. Guibert ajoute que M. Jules de Boysse a bien voulu également faire don à la Société du rôle du ban et de l'arrière-ban convoqués en 1568, document communiqué à la dernière réunion.

La Société française d'archéologie tiendra cette année sa session ordinaire à Evreux. M. le Président met des programmes à la disposition des personnes qui voudraient prendre part à ces travaux.

Il est parlé d'une excursion à Chassenon; mais M. le Président fait remarquer que plusieurs membres devant sous peu de jours s'absenter pour la réunion annuelle des Sociétés savantes, il y a lieu de remettre l'étude de ce projet à la prochaine séance.

M. Guibert dit qu'il compte se rendre incessamment à Coussac-Bonneval avec M. Jules Tixier, pour examiner les réparations à effectuer à la *lanterne des morts* de cette localité, devenue la propriété de la Société. Il invite ceux des membres qui désireraient se joindre à eux à le prévenir.

M. le Président donne lecture d'une fort curieuse lettre écrite par Baluze à d'Aguesseau, alors âgé de quatorze ans, au sujet d'une pièce de vers latins du futur chancelier, communiquée par son père au grand érudit. Cette lettre, inédite, sera publiée au *Bulletin*. Elle a été copiée par M. Emile Du Boys, dans les documents vendus par Libri en Angleterre, et dont on doit au zèle de M. Léopold Delisle la restitution à la France.

M. Louis Bourdery communique à la Société le projet d'un inventaire général de l'œuvre des anciens peintres émailleurs de Limoges. Le catalogue dont il s'agit comprendra non-seulement toutes les pièces antérieures à la période de décadence de notre bel art provincial, mais encore toutes les œuvres typiques ou intéressantes à un point de vue quelconque sorties de nos ateliers, et qui sont conservées soit en France, soit à l'étranger. Ce travail, dont M. Bourdery

et M. Lachenaud ont conçu le dessein et tracé le plan, est déjà en bonne voie : plus de 4,000 fiches sont constituées et le dépouillement des catalogues de plusieurs des plus importantes collections d'Europe, de plusieurs des Expositions qui ont laissé le plus brillant souvenir est achevé.

Les deux auteurs de ce projet sont admirablement préparés à l'exécuter et personne ne se trouve dans de meilleures conditions pour mener à bien le vaste et difficile travail qu'ils se proposent de poursuivre. Tout le monde sait quelle connaissance approfondie M. Bourdery, émailleur distingué, possède de son art et combien ses études spéciales l'ont familiarisé avec les produits de nos vieux maîtres, ses prédécesseurs. M. Lachenaud est un amateur de gravures et de livres des plus compétents. Sa bibliothèque est riche en documents de toute espèce relatifs à l'histoire de l'art. On doit se promettre les plus heureux résultats d'une telle collaboration.

MM. Bourdery et Lachenaud se proposent d'adresser à tous les détenteurs d'émaux limousins, qui auront été signalés, un questionnaire destiné à leur fournir les indications essentielles pour la description de chaque pièce. Ils demandent à la Société son patronage auprès de leurs correspondants et du public, afin que les résultats de leur laborieux inventaire soient aussi satisfaisants et aussi complets que possible.

M. le Président félicite M. Bourdery et M. Lachenaud de leur projet. Le concours le plus sympathique et le plus dévoué de la Société est assuré à un travail qui non-seulement aura une importance considérable pour l'histoire de l'art français, mais sera un véritable monument élevé à la gloire de notre province limousine.

M. Ducourtieux communique à la Société de nouveaux renseignements sur les découvertes faites au cours des travaux exécutés dans la région de la Croix-Verte. A 50 mètres du nouveau viaduc de la Vienne, on a trouvé une ancienne carrière de schiste délité. Les ouvriers ont rencontré nombre de vestiges de murs, quelques-uns fort épais; un aqueduc de grandes dimensions, avec de petits refuges latéraux, des fragments de poterie avec les signatures : DEMODES F; MAHETI; OF BILICA, qu'on avait déjà trouvées, mais incomplètes; une meule à grain et divers autres objets. Les monnaies exhumées sur ce point sont aux effigies d'Auguste, Agrippa, Néron, Faustine, Constantin. Il faut noter une pièce en argent de Géta. Grâce à l'obligeance de M. l'ingénieur Draux et de MM. Vigner et Rigaud, entrepreneurs, une partie des objets ainsi découverts ont été mis de côté avec beaucoup de soin. — La Société vote des remerciements à ces messieurs.

M. Ducourtieux rappelle que M. l'abbé Poulbrière a signalé à la

dernière séance un livre imprimé à Limoges, chez Guillaume de La Nouaille, en 1539. Cet ouvrage appartient à une collection de divers traités de morale souvent réunis sous le titre : *Auctores octo, continentes libros videlicet Cathonem, Facetum, Theodolum, de contemptu mundi, Floretum, Alanum de Parabolis, Fabulas Esopi, Thobiam*. Le *Floretus* a été imprimé par Jean Berton dès 1508.

Continuant son étude sur les sources de l'histoire de Grégoire de Tours, M. Arbellot cite plusieurs passages de cet auteur relatifs à Saint-Martial, surtout à sa sépulture. Grégoire a, sans nul doute, connu la *vie* de l'apôtre écrite par le pseudo-Aurélien, car il lui a emprunté plusieurs passages; il a également puisé dans l'ancienne *vie* du saint le récit de certains miracles. Mais il n'a reproduit que les indications de ces ouvrages ne contredisant pas les renseignements donnés ailleurs par lui.

M. Guibert expose les principaux traits des institutions municipales de la ville de Saint-Léonard de Noblat au ^{xiii}^e siècle. C'est de Henri II Plantagenet ou de Richard-Cœur-de-Lion que les habitants tenaient leur commune et le droit d'élire leurs consuls. Ceux-ci, au nombre de huit, nommés pour une année, avaient des attributions dont l'ampleur et l'importance nous étonnent aujourd'hui. M. Guibert se borne à passer en revue, d'une façon sommaire, ces attributions.

La séance est levée à dix heures et quart.

Le Secrétaire,

Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 25 JUIN 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, Astaix, P. Charreyron, P. Ducourtieux, Fray-Fournier, E. Goutenègre, Hersant, C. Jouhaneaud, Em. Lachenaud, Alf. Leroux, Nivet-Fontaubert, Paradis, J. Tixier, L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal, M. le Président communique à la Société les envois reçus depuis la dernière séance.

Il signale entre autres le premier volume des œuvres complètes d'un des plus savants et des plus laborieux correspondants de la Société, M^{re} X. Barbier de Montault; un intéressant rapport de M. Raoul Fougères à la Société havraise d'Etudes diverses, où l'auteur, sous le titre : *Limoges et le Haut-Limousin*, a réuni une grande quantité de renseignements sur notre province et sa capitale; le premier *Bulletin de la Société des Amis des sciences et arts de Rochechouart*, renfermant de très bons articles de MM. Masfrand, d'Abzac et Précigou.

M. le Président mentionne l'hommage fait à la Société, par M. L. Guibert, d'une notice sur les *Anciens statuts du diocèse de Limoges*, extraite du *Bulletin des travaux historiques*, — et de son analyse des *Cahiers du Limousin et de la Marche en 1789*.

M. l'abbé Poulbrière a également offert à la Bibliothèque de la Société un exemplaire du *Cahier de la noblesse de la Sénéchaussée de Saint-Yrieix*.

Plusieurs membres signalent des ouvrages rares d'origine limousine.

M. Nivel-Fontaubert demande si on connaît l'auteur de l'*Épître à la Mort ou épître à rien*, « par un Chinois de Limoges ».

M. Leroux pose la même question à propos d'un recueil de Noël français, imprimé chez J.-B. Dalesme.

Aucune des personnes présentes ne peut répondre à ces questions.

M. Arbellot dit qu'il a montré à M. Chabouillet la pièce d'or mérovingienne où on avait d'abord cru lire *Artigia*. M. Chabouillet a lu sans hésiter *Marticiaco* et au revers *Fravualdo* ou quelque chose d'approchant pour le nom du monétaire. La pièce paraît limousine, mais il est difficile de déterminer la localité où elle a été frappée.

M. le Président fait passer sous les yeux des membres présents une petite pièce d'argent, qui paraît être du XII^e siècle, et qui appartient à la catégorie des monnaies dites *barbarines*. Le droit représente le buste de saint Martial, avec toute la barbe et de longs cheveux. Légende : S. E. S. MARCIAL. H. (*Signum ecclesiæ Sancti Martialis*). Au revers une croix cantonnée de huit besans (deux dans chaque secteur), et le mot : *Lemovicensis*.

L'ordre du jour appelle le compte-rendu de la réunion des Sociétés savantes. M. le Président donne un aperçu général de l'organisation du Congrès. Cette année, les diverses sections ont pu trouver un abri à la Sorbonne; celle des Beaux-Arts, seule, a continué à se réunir à l'Ecole des Beaux-Arts. La Société archéologique du Limousin n'a fourni de communications qu'à

deux sections : celle d'histoire et philologie, où M. Arbellot et M. L. Guibert ont fait des lectures, et celle d'archéologie, où M. de Lasteyrie a bien voulu donner communication d'un travail envoyé par M. Guibert.

Parmi les mémoires lus dans ces réunions, il faut donner une mention toute particulière à celui lu par notre distingué compatriote, M. Ludovic Drapeyron, à la section de géographie, et intitulé : *Jean Fayon, auteur de la première carte du Limousin et collaborateur de notre premier atlas national*.

Un membre de la Société, M. Camille Leymarie, bibliothécaire de la ville, a reçu les palmes académiques.

M. L. Guibert fait part à la Société d'un certain nombre de documents présentant un réel intérêt pour l'histoire limousine et extraits des publications faites en Angleterre par le conservateur des Archives de la Tour de Londres. Trois séries ont été commencées presque simultanément : les *Chartes*, les *Lettres Patentes* et les *Lettres closes*. Tout ce qui a paru jusqu'ici se rapporte au règne de Jean-sans-Terre (1199-1216), et aux premières années du règne de Henri III, son fils et successeur.

Parmi ces chartes, M. Guibert en a relevé qui concernent la commune de la Cité de Limoges, celle du Château, celles de Peyrat-le-Château et de Saint-Léonard; il signale plusieurs sauvegardes accordées à des marchands de Limoges, l'ordre aux trésoriers royaux de donner des gratifications à deux envoyés des bourgeois et des citoyens de cette ville; diverses lettres relatives à la succession d'Aymeric Brun, seigneur du château de Montbrun, etc., etc. M. L. Guibert rappelle qu'en 1214 Jean-Sans-Terre vint en Limousin. On constate sa présence à Angoulême le 15 mars; à Saint-Junien, le 17; à Aixe, les 21, 22 et 23; à Saint-Léonard, le même jour, 23; à Saint-Vaury, le 25; à La Souterraine, les 28, 29, 30 et 31; à Grandmont, les 1 et 2 avril; à Limoges, le 3; à Montbrun, le 4. Le 5 il est de retour à Angoulême.

M. Leroux prépare la publication du premier volume de l'inventaire des archives communales de la Haute-Vienne. Ce volume contient le sommaire de celles de Bellac, le Dorat, Eymoutiers, Rochechouart et Saint-Junien, avec un supplément à l'inventaire de Limoges. Bellac seul, en dehors de Limoges, a conservé des archives communales renfermant autre chose que des registres paroissiaux. M. Leroux donne quelques renseignements sur ces derniers registres et constate que, dans tout le département, trois localités seulement : Limoges, Magnac et une petite commune, possèdent des documents de cet ordre antérieurs à 1600.

Parmi les indications que fournit le premier volume de l'inven-

taire en cours d'impression, il faut noter quelques détails biographiques, de précieux renseignements sur la population, sur les naissances illégitimes, sur les meurtres, les duels, les événements d'intérêt local.

M. Leroux a trouvé mention d'un petit gouvernement militaire spécial, établi, vers l'époque de la Fronde, au profit de M. de Lafeuillade, et comprenant les trois villes d'Eymoutiers, de Saint-Léonard et de Bourgageuf. Ce gouvernement paraît être demeuré longtemps dans la même famille et avoir subsisté jusqu'à la Révolution.

Les registres d'Eymoutiers offrent un intérêt tout particulier pendant qu'ils sont tenus par le curé François Masmoret. Celui-ci se fait chroniqueur de la paroisse et note quantité de petits détails précieux à retenir. Les doctrinaires de Bellac rédigent une espèce de nécrologe.

Il résulte des notes recueillies par M. Leroux que les religieuses de Saint-Alexis n'ont pas seulement desservi les hôpitaux de Limoges, Saint-Léonard, Saint-Junien; on les trouve à Beaulieu, Turenne, Eymoutiers, Saint-Yrieix et La Souterraine.

M. Leroux montre encore l'hospice d'Eymoutiers menacé dans son existence par Louvois; il signale une imprimerie à Bellac en 1794, et pense qu'il en a existé une dans cette ville avant 1780; il mentionne un criminel roué à Châteauneuf-la-Forêt en 1658; ce qui donnerait à supposer que le seigneur de cette localité avait conservé l'exercice de ses droits de haute justice, fait bien rare à cette date.

Il est donné lecture d'une obligeante lettre de M. d'Abzac, secrétaire général de la Société de Rochechouart, au sujet de l'excursion projetée aux ruines romaines de Chassenon. On décide que cette excursion aura lieu dans la seconde quinzaine de juillet. La date en sera ultérieurement fixée.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire,

Louis GUIBERT.

SÉANCE DU 30 JUILLET 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, Astaix, Hervy, Dorat, Amand Dubois, Joseph Dubois, Ducourtieux, R. Fage, Fray-Fournier, Guyonnet, Hersant, Nivet-Fontaubert, Paradis, Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Après l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, on décide que l'excursion projetée aux ruines romaines de Chassenon (Charente) aura lieu le jeudi 1^{er} août. Avis en sera donné à MM. les Membres de la Société des *Amis des Sciences et Arts* de Rochechouart, afin que les deux Sociétés visitent, s'il est possible, ensemble l'emplacement de l'ancien *Cassinomagus*.

M. le Président présente à la Société la seconde livraison du tome XXXVI du *Bulletin*, renfermant des travaux aussi intéressants que variés, dus à MM. l'abbé Lecler, Barbier de Montault, Leroux, Fage, J. Dubois, Ducourtieux, Arbellot, Guibert, et de beaux dessins de M. Jules Tixier et de M. Louis Bourdery. Puis il énumère les envois reçus depuis la réunion de juin. Mention toute spéciale est faite d'un exemplaire d'un tirage de luxe du *Catalogue de l'exposition de Blanc et Noir* (Limoges, mai 1889) qui fait honneur et au talent de M. Tixier et au goût de l'imprimeur, M. Ducourtieux ; — d'un Recueil précieux de *Documents sur la ville d'Ey-moutiers*, publiés par M. Joseph Dubois (tirage à part du *Bulletin*) ; — d'une bonne notice sur la *Bibliothèque d'Auguste Bosvieux*, due à M. Ducourtieux et extraite aussi du *Bulletin* ; — de la dernière livraison du *Bulletin d'histoire et de Philologie*, publié par le comité des travaux historiques, et où ont été insérées diverses communications de M. Guibert, — enfin d'un nouveau fascicule de la *Revue de l'Art Chrétien*, contenant notamment un article dans lequel M^{sr} Barbier de Montault revient sur la date des *Peintures du rétable de Saint-Victorien*. L'opinion de M. de Lasteyrie et de plusieurs autres savants, adoptée par M. Guibert dans sa notice sur ces peintures, est qu'elles ne remontent pas au-delà du milieu du xv^e siècle. Mgr Barbier de Montault émet l'avis qu'elles sont d'un siècle plus anciennes.

M. Ambroise Tardieu, l'archéologue et l'historien bien connu

de l'Auvergne, offre l'envoi gratuit de sa charmante brochure : *Histoire des villes d'Auzances et de Crocq*, à tout membre de la Société qui lui adressera 30 centimes en timbres-poste (*Adresse : à Herment, Puy-de-Dôme*). On engage vivement MM. les membres de la Société à profiter de l'offre de M. Tardieu et à se procurer son intéressant ouvrage, illustré d'une grande quantité de dessins et renfermant des renseignements d'un réel intérêt pour l'histoire de la Marche et du Limousin.

M. l'abbé Monique, demeurant à Eymoutiers, est présenté comme membre titulaire par MM. Garrigou-Lagrange père et L. Guibert.

M. l'abbé Demars, curé du Châtenet-en-Dognon, est présenté en la même qualité par MM. le chanoine Arbellot et L. Guibert.

M. le Président dit que M. Monique possède une *Vie* des plus intéressantes du célèbre oratorien Gabriel Ruben, et qu'il se propose d'en donner communication à la Société. Cette vie, écrite par un contemporain, confirme pleinement l'origine limousine du P. Ruben ; celui-ci est et demeure enfant d'Eymoutiers, en dépit des prétentions du Périgord. La Dordogne et même la Garonne auraient beau faire, toutes leurs eaux ne pourraient effacer l'histoire et la vérité. Le P. Ruben est plus près de nous que saint Waast, et on renoue plus aisément le fil d'une généalogie dans une ville bourgeoise du XVII^e siècle qu'au milieu des ruines presque informes de l'*oppidum* de Courbefy.

Au mois de juin dernier, on a trouvé, en exécutant des terrassements dans les anciens jardins de l'hôpital de Limoges, une curieuse statuette en bronze du dieu Terme. M. Ducourtieux la présente à la Société.

La statuette est d'un bon style. Le dieu a la chevelure abondante et la barbe fleurie. La gaine qui termine cette statue, offre sur le devant un attribut de virilité. Ce très intéressant morceau sera déposé au Musée national Adrien Dubouché.

Aux Grands-Chézeaux, on a découvert, dans le cimetière, les restes d'anciennes sépultures. M. l'instituteur a bien voulu donner à M. Le Gendre, qui les a communiqués à la Société, quelques fragments trouvés dans ces sépultures, notamment une brique avec un dessin qu'on rencontre souvent, une moulure en calcaire et un vase en terre que M. Arbellot croit ne pas remonter au-delà du moyen-âge, du XIII^e siècle peut-être, et avoir été destiné à contenir de l'eau bénite.

L'auteur de cette dernière communication, M. Le Gendre, président de la Société botanique du Limousin, a demandé que des relations s'établissent entre cette Société et la Société archéologique. Cette ouverture est accueillie avec la plus vive sympathie et la plus sincère cordialité.

Au nom de M. Emile Du Boys, M. le Président donne lecture d'une très curieuse communication envoyée par celui-ci, de Paris. Il s'agit de *deux correspondants inédits de Baluze*, Dom Pradilhon et Du Verdier. Dom Pradilhon a été abbé général des Feuillants, et on le tenait pour un généalogiste d'une très grande autorité. Du Verdier remplissait à Tulle les fonctions de conseiller au présidial. Il était neveu par alliance de Baluze. C'est de la volumineuse correspondance que recèlent les *armoires* de l'illustre érudit limousin que M. Du Boys a extrait ces lettres, très intéressantes pour notre historiographie provinciale.

M. le Président en donne lecture ainsi que de la substantielle introduction qui les accompagne.

A son tour, M. le chanoine Arbellot lit une notice sur Dom Pradilhon de Saint-Anne. Né en 1640, à Eymoutiers, Pradilhon, après de brillantes études, entra à l'abbaye de Feuillant, qui donna son nom à une congrégation célèbre dont le jeune religieux devait être quatre fois élu abbé général. Il s'occupa avec succès de généalogie, de droit, etc. Il fut le correspondant de Gaignières et de Baluze. Peu de religieux ont joui, au xvii^e siècle, d'une aussi universelle et aussi haute considération. Il mourut à Paris, en 1701, et fut inhumé dans l'église de Saint-Bernard des-Feuillants.

L'ordre du jour appelle une lecture de M. Joseph Dubois : Jean Ruben, chanoine et théologal d'Eymoutiers, oncle du P. Gabriel Ruben, fit en 1648 son testament. Ce testament fut ouvert après sa mort, trois ans plus tard. M. Dubois donne lecture de ce curieux document dont plusieurs clauses sont à noter : La demande du testateur d'être inhumé auprès du chanoine de Ruben de Lombre, son oncle et bienfaiteur ; le legs fait par lui à la théologale de deux maisons, l'une lui venant de de Lombre et d'Antoine Ruben de La Vialle, l'autre acquise de Suzanne Menot, toutes les deux avec leur mobilier ; le legs au chapitre de la bibliothèque du chanoine sauf le droit, pour les neveux du testateur, d'emprunter les livres qui la composent ; un autre à Gabriel Ruben, son neveu, alors chanoine, de « toutes ses prédications, collections et autres manuscrits » pour les publier, s'il le juge convenable ; enfin, un legs de quarante livres à chacun de ses filleuls, même à venir.

Lecture est donnée d'une lettre de Turgot aux officiers municipaux de Limoges, touchant les prétentions du sieur Manent, secrétaire-greffier. Un post-scriptum parle du projet de rétablissement d'une partie de la halle sur la place des Banes. Cette pièce appartient à M. Nivet-Fontaubert.

M. L. Guibert indique les difficultés qu'on éprouve dans l'étude de l'histoire des communes du cours supérieur de la Vienne, —

Saint-Léonard, le Château et la Cité de Limoges, Saint-Junien, — pour démêler la vérité en présence de documents et de témoignages absolument contradictoires. Il cherche le secret de ces contradictions dans les vicissitudes politiques, dans les usurpations insensibles des bourgeois encouragées par les rois d'Angleterre, ducs d'Aquitaine, et dans les retours offensifs de l'autorité féodale.

D'après lui, le mouvement communal dans nos provinces, se serait produit surtout entre 1180 et 1220, et non pas en 1230 comme l'a cru M. Leymarie. Les luttes si intéressantes et si acharnées qui ont commencé à cette époque entre les corps de bourgeoisie et leurs seigneurs, auraient pour point de départ une réaction entreprise par ces derniers.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire,

Louis GUIBERT.

SEANCE DU MARDI 27 AOUT 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, Brisset-Desisles, Ducourtieux, E. Hersant, Judicis, l'abbé Lecler, A. Leroux, Nivet-Fontaubert, Paradis, Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture du procès-verbal, qui est adopté, M. le Président donne communication des ouvrages reçus depuis la dernière séance.

Il signale en premier lieu le nouveau volume de l'inventaire de nos archives (série E), qui vient d'être publié par M. A. Leroux. Le fascicule renferme l'inventaire des archives municipales de Saint-Junien, Rochechouart, Eymoutiers, Le Dorat, Bellac, plus un supplément à celui du dépôt communal de Limoges. Ce volume, qui est précédé d'une intéressante introduction, constitue un nouvel et imposant appoint à l'ensemble de documents et d'informations mis à la disposition de tous ceux qui ont besoin de consulter le passé de la province, qu'il s'agisse d'études historiques, biographiques,

bibliographiques, administratives, sociales ou autres. M. le Président, au nom de la Société, félicite et remercie M. Leroux.

Après de ce volume, il faut en mentionner un autre, concernant les archives départementales de la Corrèze, et qui vient d'être publié à Tulle par l'archiviste, M. A. Hugues. Il comprend les séries B, C, D, E (complément).

M. le Président signale à l'attention de la Société deux envois de M^r Barbier de Montault : *La crosse du musée de Nancy et la grande pancarte de la basilique de Latran*; — le rapport de M. Guibert sur les *Monuments historiques* du département; une biographie de M. Lecointre-Dupont, membre distingué et zélé de la Société des Antiquaires de l'Ouest; enfin, une publication intéressante à plus d'un point de vue, due à M. le comte de Couronnel, membre du Conseil général de la Haute-Vienne, et intitulée : *Souvenirs d'une ancienne famille : la maison de Mailly en Artois (branche de Mailly-Couronnel)*. Plusieurs passages de cet ouvrage ont été lus à deux des dernières séances de la Société.

Mention est faite aussi de la dernière livraison du *Gay-Lussac*, avec un article à noter de M. le D^r Boulland; — de celle du *Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze*, contenant une remarquable notice de M. Clément-Simon sur l'instruction en Limousin et sur le collège de Tulle; — de celle du *Bulletin de la Société scientifique et historique de Brive*; — d'une livraison récente de la Société archéologique de Bordeaux, où il est parlé d'une branche de la famille Dorat-Disnematin de Limoges, qui s'établit dans la capitale de la Guyenne au xvii^e siècle et dont un membre devint acquéreur de la maison de Montaigne.

Le *Bulletin bibliographique et des archives* loue M. Leroux de l'idée qu'il a eue de publier dans l'*Almanach* la liste générale des revues de toute nature reçues par les divers établissements publics : bibliothèques, séminaire, administrations, cercles, etc., de Limoges. Il serait à souhaiter que cet exemple fût suivi.

MM. L. Bourdery et Em. Lachenaud ont entrepris, comme on sait, l'inventaire général de nos émaux peints d'origine limousine. M. Guibert fait connaître à la Société les résultats encourageants obtenus par les premières démarches de ces messieurs. Beaucoup de collectionneurs ont répondu à l'appel qui leur a été adressé, et de précieux concours sont dès à présent assurés à la tâche de nos deux laborieux confrères.

M. Paradis présente à la Société quelques pièces de monnaie qu'il a recueillies : trois ou quatre sont de moyens-bronzes des empereurs Flaviens et Antonins; toutes les autres sont des jetons et monnaies françaises des xvii^e et xviii^e siècles ou des pièces étran-

gères. Le même communique un curieux recueil de gravures du xvi^e siècle, représentant des poissons, dont l'artiste a souvent modifié la forme au gré de son imagination.

M. l'abbé Monique, demeurant à Eymoutiers, et M. Demars, curé du Chatenet-en-Dognon, présentés à la dernière réunion, sont élus au scrutin secret membres titulaires de la Société.

MM. Ernest Rupin et Louis Guibert présentent, comme membre correspondant, M. Philippe de Bosredon, ancien conseiller d'Etat, directeur de la Compagnie d'Assurances générales sur la vie, demeurant à Paris, rue du Général Foy, 4.

M. Ludovic Drapeyron, professeur au Lycée Charlemagne, directeur de la *Revue de Géographie*, demeurant à Paris, rue Claude-Bernard, 53, est présenté en la même qualité par MM. Arbellot et L. Guibert.

M. le Président donne lecture d'une lettre adressée par M. le supérieur du Grand Séminaire à M^{sr} l'évêque de Limoges, au sujet de la création, au séminaire, d'une bibliothèque limousine et d'un petit musée d'archéologie sacrée.

La Société accueille avec le plus grand plaisir la nouvelle de ce projet, auquel M^{sr} l'évêque de Limoges ne peut manquer de donner son adhésion la plus bienveillante. M. Guibert dit que le *Bulletin* de la Société et toutes ses publications sont depuis longtemps adressés au Séminaire. Il rappelle que l'abbé Texier avait établi au Dorat un cours d'archéologie qui n'a pas été sans d'heureux résultats, au point de vue, notamment, de la tenue et de la conservation de nos églises. Ne serait-il pas possible de reprendre cette tradition au séminaire de Limoges? La Société s'associe avec empressement à ce vœu.

M. Hersant, au nom de M. de Laborderie, inspecteur de la compagnie d'assurances *la Providence*, présente une curieuse tortue fossile, trouvée par celui-ci dans la commune de Boir, canton de Saint-Genis (Charente-Inférieure).

Le rapport sur l'excursion aux ruines de Chassenon, arrêtée dans la dernière séance de la Société, est lu par M. Paul Ducourtieux. M. Ducourtieux décrit les charmants aspects de la route, les sinuosités de la Vienne, les paysages qui se succèdent. Il signale au passage la petite ville d'Aixe, qui joue un si grand rôle dans notre histoire du moyen-âge; Saint-Victurnien, jadis la « vallée ténébreuse », si prospère et si vivante aujourd'hui; Saint-Junien, avec sa belle collégiale et ses monuments si intéressants; Etricor, avec son austère église grandmontaine du xii^e siècle. Nous voici à Chabanais : les excursionnistes visitent la tour Saint-Michel, admirent le curieux rétable de Saint-Pierre, qui porte avec la date de 1712, les signatures : « De Miran », curé, et « Martin Belot ».

(M. Guibert se demande s'il ne s'agirait pas de notre sculpteur Martin Bellet, qui florissait précisément à cette époque et dont on connaît plusieurs ouvrages estimés); l'église Saint-Roch et Saint-Sébastien, rebâtie après la peste de 1630 aux frais des habitants; l'ancien château des *princes* de Chabonais, qui avançait jusqu'au bord de la rivière et dont le donjon a été entouré, au xv^e siècle, d'une gaine de forme héli-cylindrique allongée, en maçonnerie.

On se rend de là à Chassenon, où on trouve un certain nombre de membres de la Société des Amis des sciences et arts de Rochechouart. Ces Messieurs sont là sur leur territoire d'étude et tiennent à en faire les honneurs à leurs confrères de Limoges. Les représentants des deux sociétés visitent ensemble l'église de Chassenon, les beaux et curieux souterrains de Lonja, reconnus autrefois par M. Arbellot et récemment explorés par MM. Précigou et Laboujonnrière; puis le temple de Montélu, jadis fouillé par l'abbé Michon, étudié de nouveau par M. Mathey, qui veut bien donner communication des constatations résultant des derniers travaux.

On examine les restes de l'ancien mur d'enceinte, le théâtre, qui, d'après la configuration du sol, paraît être un amphithéâtre; le cimetière, le bourg. Il fait très chaud: les excursionnistes prennent un repos bien mérité, et on boit cordialement à la prospérité des deux Sociétés.

L'heure du départ arrive; on se sépare, mais en conservant le meilleur souvenir de cette journée d'études en commun et de bonne causerie.

Les membres de la Société de Limoges, revenus à Chabonais, admirent une dernière fois les aspects pittoresques du bassin de la Vienne, en amont et en aval du pont. Puis le retour s'effectue sans incident ni accident.

Quelques dessins de M. Guibert, destinés à accompagner le rapport de M. Ducourtieux, sont communiqués à la Société.

Parmi les objets trouvés à Chassenon, M. Arbellot signale un bronze fort curieux, dont il fait passer sous les yeux de ses auditeurs des photographies. C'est un triton portant un dieu marin sur sa croupe, recourbée comme une queue de dauphin. Il a été découvert au mois de juin 1887.

M. Arbellot mentionne plusieurs passages des lettres de Rorice l'Ancien, évêque de Limoges (485-507), qui viennent d'être publiées de nouveau en Allemagne. Ces extraits établissent l'existence, dès cette époque, d'une église à Uzerche, et il semble en résulter que cette ville avait alors un gouverneur du nom de Rustique. Une autre lettre, adressée à Cler, évêque d'Eauze, contient des remerciements au sujet de colonnes de marbre dont l'envoi a été promis par ce prélat. M. Arbellot pense que ces colonnes étaient destinées à la décoration de l'église de Brive.

M. l'abbé Monique, dont l'admission a été prononcée au commencement de la séance et qui a été introduit au cours des communications précédentes, donne lecture d'un document qu'il a récemment découvert et qui est accueilli par la Société avec un vif intérêt. C'est une *Vie* inédite du P. Gabriel Ruben, composée par un contemporain dont l'écriture, au dire de M. Leroux, ressemble fort à celle de Léonard Bandel.

Né à Eymoutiers, le 11 novembre 1623, Gabriel Ruben était le troisième des cinq enfants d'Antoine de Ruben de Lombre, — qui portait, pour se distinguer des autres branches de la famille, le nom de la propriété de La Vialle, — et d'Antoinette de Lestrade.

Après avoir donné une courte notice sur les trois frères et la sœur de l'oratorien, M. Monique nous montre Gabriel pourvu, à treize ans, d'un canonicat à Eymoutiers, et envoyé successivement au collège des Jésuites de Limoges, au collège de Billom, puis à l'Université de Bordeaux, où il fut reçu docteur en théologie. Il conçut le dessein d'entrer dans l'ordre de Saint-Dominique ; mais sa famille l'en détourna. Sa première prédication, à Felletin, en 1651, commença sa réputation. Nommé curé de Saint-Pierre-Château, il y appela le célèbre P. Lejeune pour prêcher une mission, et ainsi commencèrent, sans doute, des rapports qui devaient devenir si intimes. Bientôt la renommée de Gabriel Ruben s'étend. Mascaron le fait venir à Tulle ; le vénérable évêque de Cahors, Alain de Solminhac, le veut pour coadjuteur. Il refuse et continue ses prédications. On le trouve en 1657 à Pamiers et à Toulouse, en 1660 et 1661 à Limoges.

C'est à cette époque qu'il s'offre à M^{re} La Fayette pour l'aider à réaliser un projet bien ancien déjà : la fondation d'un séminaire d'Ordinands. Ce projet est enfin mis à exécution, et Gabriel Ruben, aidé de son frère Jacques, reçoit les jeunes clercs dans son prieuré de Bujaleuf. Le nombre des élèves augmentant, l'évêque installe le séminaire dans son château d'Isle, et l'établit, enfin, dans les constructions où il doit demeurer jusqu'à la Révolution : ces constructions sont devenues la caserne de cavalerie.

La suite de cette lecture est remise à la prochaine séance.

Sur la proposition de M. L. Guibert, la Société décide que son bureau fera une démarche auprès du Ministre de l'instruction publique et de la direction des archives nationales, pour obtenir les moulages des sceaux les plus intéressants ayant trait au Limousin, qui existent tant aux archives nationales que dans divers autres dépôts publics.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire,
LOUIS GUIBERT.

SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. Arbellot, Astaix, Brisset-Desisles, l'abbé Demars, P. Ducourtieux, R. Fage, Fray-Fournier, Gany, Guyonnet, Hersant, Hervy, P. Mariaux, Nivet-Fontaubert, Paradis, Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Le Secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion, qui est adopté. Puis M. le Président procède au dépouillement de la correspondance. Mention spéciale est faite du tome II des *Œuvres complètes* de M^{sr} Barbier de Montault, où le savant prélat traite surtout de sujets archéologiques et liturgiques, ayant trait à la capitale du monde chrétien ; — du dernier *Bulletin de la Société des sciences et arts de la Corrèze*, où se trouvent une intéressante notice de M. l'abbé Lecler, sur l'ancien archiprêtre de Saint-Exupéri, avec une bonne carte, et la suite de l'article de M. Arbellot sur le P. Martial de Brive ; — des premières livraisons de la quatrième année du *Gay-Lussac*, résumant les comptes-rendus de la belle Exposition du « Blanc et Noir », organisée par la Société Gay-Lussac, et accompagnées de gravures soigneusement choisies et exécutées ; — du dernier *Bulletin de la Société des Amis des sciences et arts de Rochechouart*, renfermant de nouveaux articles sur Chassenon et sur l'hôpital du chef-lieu d'arrondissement ; — d'un *Bulletin de la Société de Statistique*, etc., des Deux-Sèvres, avec un article relatif aux croix de cimetières et aux lanternes des morts ; — d'un *Bulletin de la Société havraise d'études diverses*, où nos compatriotes liront avec intérêt le mémoire intitulé : *Un coup d'œil sur le Haut-Limousin*, par M. Fougères.

M. Dujarric-Descombes a fait hommage à la Société d'un travail où il établit l'origine parisienne de Cyrano de Bergerac, qui devait son nom à une petite propriété des environs de Paris et non, comme on le croit généralement, à la ville périgourdine.

Une notice sommaire sur le *Trésor de Saint-Servais à Maëstricht* est communiquée à la Société de la part de M. le Dr Boulland. Elle renferme des indications précieuses et d'intéressantes gravures sur des pièces émaillées conservées dans ce trésor, et dont il n'est guère possible de contester l'origine limousine.

M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique relative à la réunion des Sociétés savantes en 1890; il énumère les questions sur lesquelles le Comité des travaux historiques appelle plus particulièrement l'attention et les recherches des membres de ces Sociétés.

Il communique également à la Société une lettre par laquelle M. le Maire de Limoges lui annonce que, conformément à la demande de la Société, le Conseil municipal a bien voulu voter le crédit nécessaire pour continuer l'impression des *Registres consulaires*, dont la publication est confiée à la Société. Deux volumes seulement restent à publier : quatre ont paru.

Les remerciements de la Société seront transmis à la municipalité par M. le Président.

MM. Philippe de Bosredon, ancien conseiller d'État, directeur de la Compagnie d'assurances générales sur la vie, — et Ludovic Drapeyron, professeur au lycée Charlemagne, directeur de la *Revue de géographie*, sont successivement, au scrutin secret, admis comme membres correspondants de la Société.

La mort de M. Camille Rivain, archiviste aux archives nationales, ancien archiviste de la Haute-Vienne, a été douloureusement ressentie à Limoges, où M. Rivain avait conservé de vives et sincères sympathies : M. le Président paie à sa mémoire, au nom de la Société, un juste tribut de regrets. Notre confrère avait fait, à Limoges, une grosse part du travail de reconstitution des anciens fonds au dépôt d'archives départementales, travail qui devait nécessairement précéder l'inventaire; il avait même commencé cet inventaire et publié la série de l'Intendance. Outre les *Tables générales de l'histoire littéraire de la France*, travail considérable et qu'il a mené à bonne fin, M. Rivain laisse quelques ouvrages d'un très réel intérêt : une *Notice sur le Consulat d'Aurillac*, une autre sur le *Rouleau des Morts de l'Abbaye de Solignac*, un petit volume sur *Beaufort-en-Vallée et son château*. Notre ancien archiviste n'avait pas oublié la Société archéologique, aux travaux de laquelle il donna, pendant son séjour à Limoges, le concours le plus actif et le plus assidu. Tout récemment, il copiait pour le *Bulletin*, aux archives nationales, une curieuse pièce en langue provençale, relative à la rançon d'un des chevaliers qui défendirent la Cité lors de l'entrée du prince Noir. M. Arbellot donne communication de ce document, où il est parlé d'une croix d'or enrichie de rubis, d'émeraudes, de saphirs et de perles, objet d'une grande valeur puisqu'elle servit de gage à un emprunt de neuf mille francs d'alors, représentant une somme énorme d'aujourd'hui. Il résulte du texte communiqué par M. Rivain que la captivité de ce chevalier dura au moins quatorze années : c'est au capital de Buch qui fut payée la rançon.

M. l'abbé Demars, admis à la dernière réunion, demande la parole, et, après avoir remercié la Société, lui annonce qu'il vient de présenter à M. Gustave Lefèvre, directeur de l'Ecole de musique religieuse fondée par Niedermayer, son système pour l'interprétation et l'accompagnement du plain-chant, et que M. Lefèvre s'est rangé en principe à ce système en invitant M. Demars à formuler et à développer sa méthode.

On connaît les difficultés harmoniques que présente le plain-chant et les incertitudes de nos musiciens les plus distingués sur ses règles fondamentales, dont la connaissance est pourtant indispensable à l'accompagnateur.

M. Demars, en lisant le morceau à rebours, comme se lisent les écritures orientales, trouve dans la succession harmonique des sons dont l'ordre se trouve ainsi renversé, la base rationnelle de l'accompagnement. Cette méthode, expérimentée depuis quelque temps déjà au couvent des Filles de Notre-Dame, à Saint-Léonard, a donné les résultats les plus satisfaisants.

Au nom de M. Cyprien Pérathon, M. Guibert donne lecture d'une description très précise et très minutieuse du calice de l'église de Sainte Croix d'Aubusson, qui offre des rapports frappants avec le beau calice de l'hospice de Limoges ; même décor au repoussé, formé de rayons flamboyants, mêmes fines ciselures autour du pied, mêmes enjolivements à la base ; au nœud, mêmes émaux peints sur argent, représentant des bustes de saints ; seulement, les émaux portent les initiales IP et MI (ou L), et au lieu de l'écusson des Poylevé, qui figure au calice de Limoges, le calice d'Aubusson porte celui des Barthon de Montbas. M. Pérathon veut bien promettre de compléter cette précieuse étude.

M. l'abbé Poulbrière communique à la Société des extraits du *Mercur galant* de mai 1677, concernant des personnages du Limousin ; ce sont des notes élogieuses : 1° sur M^{sr} de Lascaris d'Urfé, à l'occasion de son sacre comme évêque de Limoges ; 2° sur l'évêque de Tulle Mascaron, à l'occasion du carême que le roi l'a chargé de prêcher à la Cour ; 3° enfin sur l'abbé Louis-Antoine de Noailles, à l'occasion de l'acte de *résumpte* qu'il vient de passer en Sorbonne.

Dans une note bibliographique communiquée à la Société à une précédente séance, M. Poulbrière demandait le nom de l'auteur d'un ouvrage anonyme intitulé : *Instructions dogmatiques et morales sur le saint sacrifice de la messe*. Notre érudit correspondant a trouvé ce nom inscrit sur la garde d'un exemplaire : C'est M. l'abbé Laire, missionnaire à Limoges.

Une monnaie d'or d'Anastase, trouvée à Glanges et communiquée

par M. Deschamps, est soumise à la Société par M. P. Ducourtieux, qui entretient ensuite celle-ci de fouilles récemment pratiquées à Châluçet par MM. Guyonnet, Hersant, Paradis et lui. Ces messieurs ont déblayé la première salle à gauche de l'entrée principale et ont dégagé la base d'une colonne située dans l'axe principal de la salle et correspondant aux colonnes engagées de chaque côté. Une autre colonne semblable devait se trouver un peu plus loin, également dans l'axe, et recevoir comme celle-ci la retombée de la voûte. La salle était élevée d'environ quatre mètres et éclairée, sur la gauche seulement, par deux fenêtres de 80 centimètres de hauteur, permettant au regard de franchir le mur de l'enceinte extérieure.

Dans les pièces qui avoisinent le donjon, à droite et à gauche, on a découvert des fragments de carrelage, formés de carreaux de terre, les uns carrés, les autres triangulaires, tous revêtus d'un émail cuit. La forme régulière de ces carreaux atteste une décoration symétrique. Au près de carreaux de bordure, d'un vert sombre, il s'en trouve de tons plus clairs, jaunes, blancs, qui proviennent de la partie centrale du dessin proprement dit. Il répondent bien aux indications données par M. Viollet Le Duc sur les carrelages du ^{xiii}^e siècle. Aucun toutefois des carreaux découverts dans ces dernières fouilles n'offre les sujets qu'on observe sur ceux recueillis au cours d'une exploration précédente par M. Hersant.

M. Paradis communique de vieilles clés dont l'une est de forme très ancienne, et un fragment de cadre de bois, également sculpté; le tout provenant du château de Mounismes.

M. le chanoine Arbellot, rappelle que, dans un article publié il y a une vingtaine d'années par la *Semaine religieuse*, il avait signalé l'ancien autel de Saint-Martial à Saint-Pierre-de-Rome, dont il est question dans une communication récente de M. l'abbé Poulbrière, d'après un ouvrage du dernier siècle, appartenant à M. l'abbé Les-tourgie. Cet autel, élevé en 1041 par le pape Jean XIX, était dédié à saint Martial et à sainte Valérie et placé à droite de l'autel des saints Simon et Jude. Les peintures qui l'ornaient avaient été exécutées par un artiste de talent, Jean-Antoine Spadarino, et un tableau représentant saint Martial se voyait encore, il y a une cinquantaine d'années, au-dessus de l'autel; il fut remplacé par un saint François d'Assise et remis à cette époque à des artistes chargés de le reproduire en mosaïque. L'autel est aujourd'hui dédié à saint François. Une démarche a été faite par M. l'abbé Ardant, secrétaire général à l'Evêché, pendant son récent séjour à Rome, pour le rétablissement de l'autel de saint Martial : elle va être renouvelée par le chapitre cathédral.

Continuant la lecture de ses études sur Saint-Léonard, M. Guibert esquisse l'aspect de cette ville au ^{xiii}^e siècle; il décrit la grande place où les consuls tenaient leurs assises sous un ormeau ou bien, quand il pleuvait, sous le porche de l'église Notre-Dame; l'enceinte des remparts percée de six portes, auxquelles venaient aboutir les rues les plus commerçantes. Il indique les principaux édifices : les églises, le prieuré, la salle épiscopale, l'hôtel-de-ville construit vers 1260, et dont on aperçoit encore quelques vestiges.

La séance est levée à dix heures un quart.

Le Secrétaire.

Louis GUIBERT.

SEANCE DU 26 NOVEMBRE 1889.

Présidence de M. le chanoine ARBELLOT, Président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, Astaix, de Bruchard, Brisset-Desisles, l'abbé Demars, P. Ducourtieux, Dubois, R. Fage, Gany, Guyonnet, Hersant, Judicis, C. Jouhanneaud, A. Leroux, C. Marbouty, L. Moufle, Paradis, Raynaud et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière réunion, approuvé sans observations, M. le Président communique à la Société les volumes et publications reçus depuis la fin du mois dernier. Il signale tout spécialement un volume de M. le capitaine Espérandieu : *Épigraphie romaine du Poitou et de la Saintonge*, accompagné d'une lettre intéressante dans laquelle l'auteur manifeste l'intention de recueillir les inscriptions antiques du Limousin et de la Marche.

M. Delagrave, éditeur à Paris, fait hommage à la Société de la carte murale de la Haute-Vienne, dressée par M. Garban, ancien inspecteur d'Académie à Limoges. Cette carte ne pouvant être

placée, suivant le désir de l'éditeur, dans la salle des réunions de la Société, sera exposée dans la bibliothèque.

M. le Président signale encore la dernière livraison du *Bulletin de la Société scientifique de Brive*, dans lequel M. Guibert a commencé, avec le concours de MM. Leroux, Champeval, l'abbé Lecler et Moufle, la publication d'une nouvelle série de livres de raison limousins et marchois, et où sont insérés d'intéressants travaux de MM. Niel, Champeval et Tardieu; le dernier volume du *Catalogue des manuscrits des bibliothèques communales de la France*, publié par le ministère de l'instruction publique, et renfermant l'inventaire — hélas! bien court — des manuscrits de nos bibliothèques de Limoges, Brive et Tulle, dressé par MM. L. Guibert et Fréminville; l'*Almanach de la Creuse* pour 1890, offert par l'éditeur, M. Ducourtieux, et renfermant la suite du *Dictionnaire des noms de lieux* de ce département, dû à M. l'abbé Lecler; les *Bulletins* de la Société de Rochechouart, de celle du Périgord, etc.

M. Arbellot entretient la Société d'un ouvrage qui vient de paraître en Allemagne; une fois de plus, les érudits d'outre-Rhin nous devancent dans la publication de documents intéressant notre province. On sait combien sont curieux à tous les points de vue les anciennes proses de l'abbaye de Saint-Martial. M. Arbellot en avait recueilli un certain nombre et se proposait de les faire paraître : un savant allemand vient de les publier sous le titre de *Prosarium Lemovicense* dans les *Analecta Hymnica Medii Ævi*.

A propos d'un échange d'observations au sujet du bassin de la fontaine d'Aigoulène, transporté ces jours derniers de la place de la Mothe sur le Champ de foire, M. le Président rappelle que la Société a depuis longtemps exprimé le vœu que le souvenir de Sédulix, chef de la peuplade des Lémovices, tué sous les murs d'Alesia en allant secourir Vercingétorix, soit consacré par un hommage public.

La municipalité a en ce moment une grande voie à dénommer, l'avenue du nouveau pont : cette avenue, qui précisément traverse les terrains de la ville primitive, pourrait recevoir le nom du héros de l'indépendance gauloise, qui, on le sait, ouvre la série des hommes célèbres du Limousin.

La Société émet le vœu que la municipalité et le Conseil municipal, prenant en considération une demande déjà ancienne, donne le nom de *Sédulix* à l'avenue du nouveau pont. Ce vœu sera communiqué sans retard à M. le Maire de Limoges.

Une pièce d'argent à l'effigie de Charles X, et avec la date de 1594, trouvée à Colondannes (Creuse), est communiquée par M. Guibert à la Société, de la part de M. le capitaine Garassus.

On sait que le cardinal de Bourbon avait été proclamé roi sous ce nom par les Ligueurs.

M. Marbouty fait passer sous les yeux de ses confrères deux intéressants objets qu'il a rapportés de son récent voyage en Orient : une petite coupe en argent, ayant pu servir de custode, et où sont figurés, au repoussé, les symboles des évangélistes, d'un style byzantin très accusé et d'un dessin rappelant celui des figures de nos reliquaires et de nos vieux manuscrits ; — et un curieux médaillon en corne sur lequel ont été gravés, d'un côté un calvaire, et de l'autre huit saints ou martyrs de l'Eglise d'Orient. M. Marbouty montre aussi un petit crucifix émaillé, qui paraît être un travail espagnol.

A son tour, M. Paradis présente diverses monnaies, parmi lesquelles on remarque une médaille de cuivre de Constantin et diverses pièces d'argent de Henri II, de François II, etc.

Une intéressante découverte vient d'être faite par les entrepreneurs de la ligne du chemin de fer en construction, au-dessous de Pierrebuffière. M. Ducourtieux en entretient la Société ; on a mis au jour la partie inférieure d'une tour ronde de quinze mètres environ de circonférence, entourée de murs de deux mètres d'épaisseur. Tout autour de cette tour, à l'intérieur, se trouvent trois rangées superposées de cases carrées, mesurant quinze centimètres dans tous les sens. Cette découverte a fort intrigué la population de Pierrebuffière. Il serait bon qu'un membre de la Société allât sur les lieux étudier ces restes.

Trois membres correspondants sont présentés :

M. Gondinet, avocat, docteur en droit, demeurant à Paris, rue du Vieux-Colombier, 16, présenté par MM. B. de Montégut et L. Guibert.

M. Narcisse Mounier-Pouthot, demeurant rue du Roi-de-Suède, 5, à Suresnes (Seine), présenté par MM. le chanoine Tandeau de Marsac et l'abbé Demars.

M. Touyeras, percepteur à Saint-Julien-l'Ars (Vienne), présenté MM. L. Moufle et L. Guibert.

Il sera statué sur ces candidatures à la séance de décembre.

L'ordre du jour appelle une communication de M. Leroux sur les *Annales françaises de Limoges*. L'auteur demande la permission de remettre la lecture de ce travail à la prochaine séance et d'y substituer celle d'une description sommaire du Limousin et de la Marche, qu'il compte placer en tête d'une géographie historique de cette région.

M. Leroux a pris pour cadre de cette description le système hydrographique, et c'est en suivant successivement le cours de cha-

cune des rivières importantes de la contrée qu'il signale la formation des centres de population, la création des établissements monastiques ou industriels, les courants divers qui se sont produits à différentes époques, les événements notables, certains phénomènes historiques qui se rattachent plus ou moins intimement à la configuration du sol. Ainsi composée et déduite, la description du pays a quelque chose de plus rationnel et acquiert un intérêt nouveau.

Au nom de M. le comte de Couronnél, M. Guibert donne lecture de quelques passages des recherches sur la famille de Mailly-Couronnél, publiées par le conseiller général du canton de Magnac. Ces passages sont relatifs aux colonies de négociants et d'artisans appelés de divers points de la France pour repeupler Arras après la prise de cette ville par Louis XI. Cet essai de colonisation ne fut pas heureux, et M. de Couronnél donne sur ce point quelques détails nouveaux et intéressants.

Ce qui reste des lettres de saint Rorice l'Ancien, évêque de Limoges, a fait l'objet d'une étude spéciale de la part de M. le chanoine Arbellot. Ces lettres, découvertes dans un manuscrit de la célèbre abbaye de Saint-Gall, furent publiées pour la première fois en 1604. On vient d'en donner en Allemagne une nouvelle édition : on y trouve la mention de la ville d'Uzerche et de son église, de la Vézère, de Jumilhac, de Gourdon et de son église, de l'église de Brive, pour laquelle Rorice demande à l'évêque d'Eauze de lui envoyer des colonnes de marbre. Il est parlé aussi d'un gouverneur du Limousin.

M. Arbellot signale comme présentant un intérêt tout particulier une lettre de Rorice à saint Césaire d'Arles au sujet d'un concile tenu par ce dernier et auquel l'auteur de la lettre n'avait pu se rendre. Ce concile paraît être celui-là même auquel on fait assister un évêque de Limoges du nom de Pierre; il faudrait donc rayer ce Pierre du catalogue des successeurs de saint Martial.

M. Fage donne connaissance à la Société d'une note de M. Poulbrière sur un livre-journal de François-Claude de Pestels, seigneur de Beauregard, etc., demeurant à Altillac (Corrèze), officier de cavalerie avant la Révolution. De ce journal, que M. Poulbrière se propose d'annoter et de publier un jour, un passage intéresse tout particulièrement Limoges : il est relatif à un séjour qu'y fit M. de Pestels en 1771, et on y trouve l'énumération des habitants les plus notables de la ville.

M. Poulbrière signale encore, au château de Tudeils (Corrèze), chez M. de La Salvanie, un portrait de M^{re} J.-B.-Aug. de Villoutreix de Faye, évêque d'Oloron, né au château de Faye, diocèse

de Limoges, le 3 novembre 1739, député du clergé de Soule aux Etats-Généraux en 1789. Ses armes sont : *d'azur au chevron d'or, accompagné en chef d'un croissant entre deux étoiles d'argent et en pointe d'un quatrefeuilles de même*. Cet évêque est omis au *Nobiliaire*.

Un placard imprimé à Limoges, en 1713, est joint aux notes envoyées par M. Poulbrière. On était alors en pleine disette : les châtaignes, les raves, le seigle et le blé noir avaient manqué à la fois. Les paysans étaient exposés à mourir de faim et les cultivateurs abandonnaient les exploitations. Dans ces circonstances, le conseil d'Etat avait, par un arrêt du 2 mai 1713, défendu aux propriétaires et fermiers des cens et rentes de contraindre les censitaires et tenanciers au-delà de la moitié de ce qu'ils devaient. Cet arrêt avait été publié et affiché par ordre de l'intendant.

Pour faire suite à ses précédentes communications sur l'histoire de la ville de Saint-Léonard au ^{xiii}^e siècle, M. L. Guibert raconte quelques épisodes de la longue lutte soutenue par la commune de Saint-Léonard contre l'évêque de Limoges, son seigneur. Au cours du grand procès qui se poursuivit devant le Parlement pendant plus de trente ans, les bourgeois se mirent plus d'une fois en révolte ouverte contre les officiers épiscopaux. Le prévôt de Gilbert de Malemort, Audier Normand, fut même, dans une émotion populaire, dangereusement blessé et laissé pour mort sur la place. M. Guibert cite quelques passages des témoignages recueillis à ce sujet aux enquêtes auxquelles procédèrent les commissaires du Parlement, en 1280 et 1288.

Le dernier mardi du mois de décembre tombant le 31, M. le Président prévient la Société que la séance de décembre se tiendra le lundi 30.

La séance est levée à dix heures et quart.

Le Secrétaire,

L. GUIBERT.

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1889.

Présidence de M. l'Abbé ARBELLOT, Président.

Présents : MM. le chanoine Arbellot, Em. Hervy, L. Bourdery, l'abbé Demars, P. Ducourtieux, R. Fage, Fray-Fournier, Ed. Hersant, C. Jouhanneaud, l'abbé Joyeux, A. Judicis, Alf. Leroux, L. Moufle, Nivet-Fontaubert, et L. Guibert, secrétaire.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le Président prend la parole et remercie ses confrères de la manifestation si cordialement affectueuse dont il a été l'objet de leur part à l'occasion de son cinquantenaire sacerdotal, célébré le 22 courant. Il les assure de nouveau de son dévouement à l'œuvre commune et de son désir de justifier de plus en plus par son zèle pour l'histoire de la patrie limousine, pour les intérêts de la science et ceux de l'association, une sympathie qui l'a profondément touché.

Il communique ensuite les volumes et publications reçus depuis la dernière séance ; mention toute spéciale est faite de l'*Almanach limousin* pour 1890, édité par M. P. Ducourtieux, et contenant d'intéressants articles de MM. Grange, Leroux, Leymarie, Charreire, Ducourtieux, Cholet, Dhéralde, Guibert ; de l'*Almanach de la Corrèze*, du même éditeur, où il faut noter un article de M. Jules Tixier sur la tour de Mars, à Tulle, et des biographies et bibliographies de M. René Fage ; de la dernière livraison du *Bulletin de la Société des sciences naturelles et historiques de la Creuse*, contenant un excellent article de feu M. Pierre de Cessac sur la croix du Moutier d'Ahun et divers travaux de MM. Jean de Cessac, Cyprien Pérathon, etc. ; d'un fascicule du *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques*, où l'on trouve une discussion intéressante sur le sens de l'inscription du menhir du Vieux-Poitiers et quelques pages sur une curieuse plaque de cuivre émaillé du xv^e siècle, conservée à la cathédrale d'Amiens, et relative à une fondation de l'évêque Jean Avantage. La scène représentée en tête de ce petit monument rappelle d'une manière frappante le bas-relief du tombeau du chanoine Pierre de Soubrebost, *al.* du Monteil, à la cathédrale de Limoges.

Sont successivement élus, au scrutin secret, membres correspondants de la Société, les trois candidats présentés à la dernière séance : MM. Michel Gondinet, avocat, docteur en droit, demeurant à Paris, rue du Vieux-Colombier, 16; Narcisse Meunier-Pouthot, rue du Roi-de-Suède, 5, à Suresne; Gabriel Touyeras, percepteur à Saint-Julien-l'Ars (Vienne).

Sont présentés comme membres résidants; MM. Joseph Oger du Rocher, avocat à Limoges, avenue du Midi, 11, par MM. de Bletterie et R. Fage, — et Armand Dubois, docteur-médecin à Limoges, rue du Consulat, 9, par MM. l'abbé Demars et Guibert.

La parole est donnée à M. L. Bourdery, trésorier, pour le compte-rendu financier de l'exercice 1889.

M. Bourdery constate une situation à tous égards satisfaisante. La Société compte actuellement 148 membres titulaires et 55 membres correspondants. Le trésorier avait en caisse au 31 décembre 1889..... 532 10

RECETTES.

1° 138 cotisations de 15 fr.....	2.070 »
2° 52 cotisations de 7 fr.....	364 »
3° Droits d'entrée.....	60 »
4° Subvention du Conseil général.....	500 »
5° Produit de la vente des bulletins et publications..	59 20
6° Bonis sur frais d'encaissement par la poste à la charge des sociétaires, et recettes diverses.....	63 35
Total des recettes.....	3.648 65

DÉPENSES.

1° Impression du bulletin.....	1.205 »
2° Publication des registres consulaires (tome IV)..	1.395 »
3° Allocations à des travaux d'histoire locale et subvention pour des fouilles.....	214 50
4° Bibliothèque de la Société : acquisitions, abonnements, reliure, rayonnage.....	131 05
5° Appointements de l'encaisseur (élevés de 30 fr.)..	130 »
6° Chauffage, éclairage, service des séances.....	69 30
7° Ports, fournitures, impressions diverses.....	135 85
Total des dépenses.....	3.280 70

D'où un excédent de recettes de 367 fr. 95 dans la caisse du trésorier; ce qui, avec les 5,190 fr. 65 en dépôt chez MM. Lamy et Maigne (les intérêts de 1889 : 151 fr. 18 compris), constitue à la Société un actif de 5,558 fr. 60.

M. le Président remercie M. Bourdery de cette communication et de sa sollicitude pour les intérêts de la Société.

La lecture inscrite en tête de l'ordre du jour est celle de M. Leroux, sur les *Annales françaises* de Limoges. M. Leroux rappelle que, dans un travail précédemment lu à la Société, il a constaté trois formes successives de ces annales. L'œuvre du premier auteur, Jean de Lavaud, a été reprise et continuée par Pierre Mesnager d'abord, puis par Bandel. Un quatrième annaliste doit prendre place entre les deux premiers : c'est Pierre Razès, vicaire de Saint-Pierre-du-Queyroix de 1603 à 1631, et dont le manuscrit, signalé à M. Leroux par M. Guibert, appartient à M. Tandeau de Marsac, notaire à Paris. Celui-ci a eu l'extrême obligeance de le mettre à la disposition de M. Leroux, qui l'a fait copier, dans l'espoir que quelque érudit limousin voudra un jour s'occuper de sa publication. — Razès continua Jean de Lavaud; le quatrième et le cinquième livres surtout lui appartiennent. Mais pourquoi l'annaliste arrêta-t-il son travail à l'année 1630, alors qu'il a vécu vingt ans de plus? M. Leroux suppose que Razès fut envoyé à cette époque dans quelque paroisse hors de Limoges; il n'est pas éloigné de croire que l'ancien vicaire de Saint-Pierre a été le collaborateur du P. Labbe. D'importants documents recueillis et copiés par lui se retrouvent dans la *Nova bibliotheca manuscriptorum librorum* du savant jésuite. La personne à qui nous devons la copie des annales de Razès, les continua jusqu'en 1644. Ce continuateur fut-il Simon I Descoutures, mort cette année-là? Ce dernier à son tour eut un ou plusieurs successeurs, peut-être Simon II Descoutures et Périère de La Gardelle.

M. P. Ducourtieux donne de nouveaux renseignements sur la tour découverte au cours des travaux de la ligne d'Uzerche, à 500 mètres environ de Pierrebuffière. Il communique à la Société un plan et un développement des cases dont les murs sont revêtus à l'intérieur. Tout démontre que cette tour est tout simplement un ancien colombier remontant au xv^e ou au xvi^e siècle.

M. Bourdery en cite une analogue à Jumilhac-le-Grand, et M. l'abbé Joyeux en signale plusieurs sur les bords de la Loire.

M. René Fage a la parole pour faire à la Société une communication de M. l'abbé Poulbrière; ce dernier a envoyé une note bibliographique sur un *Rituel* de Limoges publié sous l'évêque César de Borgognonibus. L'ouvrage, signalé par l'abbé Roy-

Pierrefite dans le *Nobiliaire de Nadaud* (t. I, 829) avec la date de 1535, a été imprimé en réalité en 1534 par Claude Garnier. Il est de format in-8° et comprend quelques initiales ornées, au folio xxxiii une vignette qui représente David regardant de son palais Betsabée au bain, et, sur le verso du feuillet final, une composition que M. Poulbrière nous décrit et qu'il croit être une marque de l'imprimeur, mais qui ne rappelle en rien la marque de Garnier décrite par M. P. Ducourtieux. Le dessin signalé par M. Poulbrière ne contient ni initiales ni légende et doit être plutôt considéré comme une vignette allégorique.

M. l'abbé Demars présente quelques objets :

Une petite boîte en citronnier avec un amour peint sur le couvercle ; un petit émail (B. Nouailher) provenant sans doute du chapelet d'un tertiaire franciscain et offrant d'un côté les stigmates, de l'autre sainte Catherine ; il donne ensuite lecture d'un acte par lequel Pierre Constant, « ci-devant curé de Royère », sur le point de partir pour l'armée, laisse le 7 messidor 1793 une délégation à sa mère pour toucher la pension qui lui est due par l'Etat.

A ce propos, M. Guibert rappelle le souvenir d'un curé des environs de Bellac (Blond ou Nouic) qui avait été appelé à Limoges à la même époque et chargé de l'instruction d'un corps de canoniers. Il en est souvent question dans les registres de la municipalité et dans ceux de la société populaire.

Il est donné lecture, par M. Arbellot, de quelques passages sailants de la biographie de Pierre Arbellot, engagé volontaire en 1827, mort général. Libéré une première fois en 1831, il commença ses études de droit, mais il rentra bientôt dans l'armée où l'attendait la carrière la plus honorable et la plus brillante. Au cours des seize années qu'il passa en Afrique, il fut plusieurs fois cité à l'ordre de l'armée pour des traits admirables de bravoure et d'énergie. Il eut dans un seul combat trois chevaux tués sous lui. Arbellot se distingua en Italie, où le service de reconnaissance qu'il dirigeait ne fut jamais en défaut. Retiré dans ses propriétés, il demanda un emploi actif quand éclata la guerre de 1870. On lui confia le poste de gouverneur de la ville de Langres, et la défense de cette place fut le dernier acte, et non le moins honorable, de cette belle carrière.

La parole est donnée à M. l'abbé Joyeux, qui signale plusieurs points des bords de la Glane où il existe des traces d'occupation très anciennes et des travaux importants de fortification ; il décrit entre autres les vestiges d'un *castrum* gaulois au lieu dit le *Repaire*. M. Joyeux entretient aussi la Société de ses découvertes à la villa d'Orbagnac, près Oradour-sur-Glane. Il y a trouvé des briques

striées octogonales, des débris de peinture et de curieux objets en terre cuite. Il espère pouvoir continuer ses recherches grâce à l'obligeance du propriétaire, M. Martial Peyroux. Une subvention est votée à M. l'abbé Joyeux pour lui permettre de poursuivre ses fouilles.

M. Joyeux rappelle qu'il a déposé au musée les objets trouvés dans ses recherches du Mont-Gargan et du Mont-Ceix; M. Adrien Dubouché, qui lui avait promis une subvention de 300 fr. pour continuer les travaux, s'était réservé de faire un choix parmi ces débris; mais la subvention n'a pas été versée à M. Joyeux, et celui-ci demande à rentrer en possession des objets dont il s'agit. La Société, tout en reconnaissant l'exactitude des assertions de M. Joyeux, l'invite à s'adresser à l'administration du musée, à laquelle elle est aujourd'hui étrangère.

La séance est levée à dix heures un quart.

Le Secrétaire,

LOUIS GUIBERT.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

AU MOMENT DE LA PUBLICATION DU BULLETIN

BUREAU.

Président-né. — M. le PRÉFET de la Haute-Vienne (1).
Président. — M. l'abbé ARBELLOT, A. ☞✕.
Vice-Présidents. — HERVY (Emile) et GARRIGOU-LAGRANGE (Joseph).
Secrétaire général. — M. GUIBERT (Louis), A. ☞.
Trésorier. — M. BOURDERY (Louis), ☞.
Secrétaire. — M. FAGE (René), A. ☞.
Bibliothécaire-archiviste. — M. LEROUX (Alfred), I. P. ☞.
Adjoint. — MM. MOUFLE (Léonard) et MARBOUTY (Camille).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.
M. l'abbé TANDEAU DE MARSAC.
M. DUCOURTIEUX (Paul), A. ☞.
M. NIVET-FONTAUBERT.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM. LE PRÉSIDENT, LES VICE-PRÉSIDENTS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.
M. LEROUX (Alfred), I. P. ☞.
M. l'abbé LECLER.
M. JOUHANNEAUD (Camille).
M. BRAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave).
M. TIXIER (Jules).

Commission chargée de la publication des Registres consulaires de la ville de Limoges.

M. GUIBERT (Louis), Secrétaire général de la Société.
M. DE BRUCHARD (Jean).
M. FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston).
M. MARBOUTY (Camille).
M. MARIAUX (Paul).
M. MOUFLE (Léonard).

(1) La Société a été fondée le 26 décembre 1845, et s'est constituée à la suite de la nomination d'une commission pour la recherche, l'étude et la conservation des monuments historiques, désignée, le 3 du même mois, par M. L. Morisot, préfet de la Haute-Vienne.

MM.

LÉOBON-LÉTANG, notaire, à Saint-Priest-Ligoure, par Nexon (Haute-Vienne).
**** MONTÉGUT** (Emile), ✱, homme de lettres, rue des Charseix, 6.
PÉNICAUD (Léonce), négociant, 3, place Dauphine.

1876.

BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave), avocat, 15, rue du Saint-Esprit.
GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William), ✱, fabricant de porcelaine, 14, rue du Petit-Tour.
MONSTIERS-MÉRINVILLE (le comte Jean des), au château du Fraisse, par Mézières (Haute-Vienne).
NOUALHIER (Gabriel), propriétaire à Linards.
*** VIGIER** (l'abbé), curé, à Auzances (Creuse).

1877.

*** CERCLE DE L'UNION**, à Limoges.
DELOR (Adrien), propriétaire, maire du Vigen.
DELURET DE FEIX, propriétaire, rue d'Isly.
GÉRARD (Emile), négociant, 26, boulevard de la Pyramide.
LAPORTE (l'abbé), curé-doyen à Saint-Mathieu (Haute-Vienne).
MURET (Eugène), vice-président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne, 11, cours Vergniaud.
POMÉLIE (le baron Melchior de la), ✱, propriétaire, au château du Montjoffre, près Saint-Léonard.
SAZERAT (Léon), ✱, fabricant de porcelaine, 18, faubourg Montjovis.

1878.

BERGER (Elie), I. P. 4, professeur au Lycée, 32, avenue de Toulouse.
BLANCHAUD (Charles), à Monismes, par Le Dorât (Haute-Vienne).
*** DUCHATEAU** (Georges), notaire, à Bessines (Haute-Vienne).
GOUTENÈGRE (Eug.), A. 4, professeur honoraire au Lycée, 23, rue du Consulat.
**** LEROUX** (Alfred), I. P. 4, archiviste de la Hte-Vienne, 48, faubourg de Paris.
LEYGONIE, ingénieur hydrographe, 3, rue Neuve-de-l'Évêché.
PROUFF, médecin-oculiste, 1, avenue de la Gare.
THÉZARD (Lucien), notaire, 8, rue Pont-Hérisson.

1879.

BELLABRE (Jules de), propriétaire, au château de Puyjoubert, commune de La Geneytouse, par Saint-Léonard.
LACHENAUD (Emile), entrepreneur, 7, avenue du Midi.
LÉPINAY (Gaston de), maire de Lissac, au château de Moriollles, par Larche (Corrèze).
MALEVERGNE DE LA FAYE, ancien juge suppléant près le tribunal civil de Limoges, 33, boulevard Victor Hugo.

1880.

BOULLAND (Henri), docteur en médecine, 34, boulevard Victor Hugo.
DEMEUGEON (Emile), receveur de l'enregistrement, 13, cours Jourdan.

MM.

* LAPORTE, docteur en médecine, à Bessines.

MARBOUY (Camille), négociant, 48, cours Gay-Lussac.

1881.

GEAY, architecte, inspecteur des bâtiments diocésains, 36, avenue de Juillet.

GILBERT (l'abbé), vicaire général, 40, boulevard de la Cité.

MARIAUX (Paul), avocat, 48, avenue de Juillet.

MERLIN-LEMAS (Abel), avoué près la Cour d'appel, 4, rue Léonard Limosin.

1882.

BRISSET-DESISLES, ancien magistrat, directeur de la compagnie d'Assurances générales sur la Vie, 14, avenue de Juillet.

BOURDEAU DE LAJUDIE (André), rue Cruchedor.

CATHEU (Théodore DE), *, propriétaire, au château de Juillac, près Limoges.

CHATARD (Emile), propriétaire, à Vicq, par Magnac-Bourg.

NÉNERT (André), 4, avenue Garibaldi.

SAVODIN (Jules), 50, avenue de Juillet.

TIXIER (Jules), architecte, 34, boulevard Gambetta.

1883.

BRUCHARD (Jean DE), avocat, 8, boulevard Montmailler.

CHASSOUX, *, ancien préfet, 7, avenue de Juillet.

DEGROND, *, ancien préfet, 9, place Denis Dussoubs.

FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston), avocat, 24, boulevard de la Pyramide.

LOUVET (André), avoué près la Cour, 13, boulevard Victor Hugo.

MOUFLE (Léonard), avocat, rue de l'Observatoire.

WOTTLING, A. (A), architecte, ancien directeur des travaux de la ville, 4, avenue des Charentes.

1884.

DE BLETTERIE, docteur en droit, avoué près la Cour d'appel, 1, place d'Ainc.

BOURDEAU D'ANTONY, docteur en médecine, 5, avenue Garibaldi.

BRIGUEIL (Louis), *, ancien président du Tribunal civil de Lyon, 2, boulevard de la Pyramide.

COFFRE (l'abbé), secrétaire à l'Evêché.

COURONNEL (comte DE), *, membre du Conseil général, à Magnac-Laval.

DELCAIRE (Maurice), avoué près la Cour d'appel, 3, rue Sainte-Valérie.

DORAT (Hubert), O. *, lieutenant-colonel en retraite, 8, rue des Augustins.

GAUMY (l'abbé), curé de La Meyze (Haute-Vienne).

GÉNARDIN (Albert), avocat, 11, boulevard Gambetta.

GILBERT (A.), *, président du Tribunal civil, 27, avenue du Midi.

LABROUHE DE LABORDERIE (DE), avocat, à Flavignac.

* LACOSTE (André), négociant, à Châteauponsac (Haute-Vienne).

LAMY DE LA CHAPELLE (Auguste), avocat, 3, rue Montant-Manigne.

LAMY DE LA CHAPELLE (Charles), avocat, 4, boulevard de la Pyramide.

MAURAT-BALLANGE (Albert), avocat, 16, place du Champ-de-Foire.

MAZARD fils, 16, boulevard de la Pyramide.

MM.

DU MAZAUBRUN (Antoine), avoué près le Tribunal civil, 5, rue Neuve-de-Paris.
 MOYNAT (l'abbé), supérieur du Petit-Séminaire du Dorat (Haute-Vienne)
 REDON (Joseph), 13, boulevard de Fleurus.
 SAZERAT (René), 2, rue Dalesme.

1885.

BLEYNE (Louis), I. P. , docteur en médecine, 4, rue d'Isly.
 BOUDET (Louis), 3, rue Sainte-Valérie.
 BOUCHERON (Edouard du), capitaine d'état-major, avenue Foucaud.
 GARRIGOU-LAGRANGE (Paul), A. , secrétaire général de la Société Gay-Lussac, à l'Observatoire météorologique, 23, avenue Foucaud.
 GUYONNET, chef de district à la compagnie d'Orléans, avenue Saint-Eloi, maison Barny.
 MAIGNE (Léopold), banquier, 6, rue Pétoniaud-Beaupeyrat.
 PARADIS, entrepreneur de serrurerie, 6, rue des Charseix.

1886.

DEMARTIAL (André), avocat, 17, rue Pétoniaud-Beaupeyrat.
 FRAY-FOURNIER, chef de bureau à la Préfecture de la Haute-Vienne, rue de la Croix-Verte, 4.
 * LASSALLE, clerc de notaire, à Bellac.
 LEYMARIE (Camillo), A. , conservateur de la Bibliothèque communale, membre correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 14, rue Borneilh.

1887.

* CHARBONNIÉRAS (l'abbé), curé de Châteauneuf-la-Forêt.
 COURNÉJOULS (E.), O. , I. P. , proviseur honoraire du Lycée de Versailles, rue Pétoniaud-Beaupeyrat, 33.
 DUBOIS (Joseph), avoué, 16, boulevard Victor Hugo.
 HERSANT (Edouard), directeur particulier de la compagnie d'assurances *la Providence*, 1, place Manigne.
 JUDICIS (Antoine), architecte, 13, rue Andeix-Manigne.
 LÉZAUD (Maurice), directeur particulier de la compagnie d'assurances *la Foncière*, 16, avenue du Midi.
 MONTAUDON-BOUSSEBESSE, , directeur honoraire de l'Enregistrement et des Domaines, administrateur de l'hospice, 46, avenue Garibaldi.
 VERGNIAUD (Camillo), secrétaire particulier de M. le Préfet, 1, avenue du Midi.

1888.

BROUARD (Arsène), naturaliste, à Limoges, rue Porte-Panet, présentement sous-officier au 107^e d'infanterie, à Angoulême.
 DESBORDES (Charles), propriétaire au Mont-Rû, près Rancon (Haute-Vienne).
 * École nationale d'Arts décoratifs de Limoges.
 GANY, sous-chef de bureau à la Préfecture, 12, boulevard de la Cité.
 * LACHENAUD (Henri), étudiant, avenue du Midi.

MM.

RAYNAUD, ✕, inspecteur d'assurances, vice-consul du Portugal, 26, boulevard Victor Hugo.

TEXIER (Hubert), avocat, 2, boulevard de la Pyramide.

THOMAS-DURIS (René), docteur en médecine, à Eymoutiers (Haute-Vienne).

VANDERMARCO (Félix), commis principal des contributions indirectes, à Oradour-sur-Vayres (Haute-Vienne).

1889.

D'ABZAC, percepteur, à Rochechouart. (Haute-Vienne).

CHARRRYRON (Pierre), avocat, docteur en droit, boulevard de Fleurus.

* DEMARS (l'abbé), curé du Châtenet-en-Dognon (Haute-Vienne).

MONIQUE (l'abbé), à Eymoutiers (Haute-Vienne).

1890.

DUBOIS (Armand), I. P. 42, docteur en médecine, rue du Consulat, 9.

OGER DU ROCHER (Joseph), avocat, 11, avenue du Midi.

* SABROUX (l'abbé), curé de Saint-Laurent-les-Églises, par La Jonchère (Haute-Vienne).

GRIFFIN (Walter), consul des États-Unis de l'Amérique du Nord à Limoges.

PERUSSAULT, pharmacien, place Saint-Pierre, 11.

MEMBRES HONORAIRES (1).

1852-1876.

MM.

DELOCHE (Maximin), C. ✕, membre de l'Institut (Académie des Inscriptions), ancien chef de division au ministère du commerce, 60, avenue de Gravelle, à Saint-Maurice (Seine).

ROUGERIE (Mgr), évêque de Pamiers.

1864-1869.

LAROMBIÈRE, C. ✕, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Premier Président honoraire à la Cour de Cassation, 5, rue d'Assas, Paris.

1867-1874.

DUBÉDAT, ✕, ancien conseiller à la Cour d'appel, à Toulouse.

1872.

TEISSERENC DE BORT, C. ✕, sénateur, ancien ambassadeur, ancien ministre du Commerce, 89, avenue Marceau, Paris.

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre de membre honoraire.

1874-1888.**MM.**

CLARETIE (Jules), O. *, de l'Académie Française, administrateur du Théâtre Français, rue de Douai, 10, à Paris.

1878-1888.

LASTEYRIE (Comte Robert DE) *, professeur d'archéologie à l'école des Chartes, 10 *bis*, rue du Pré-aux-Clercs, Paris.

1879.

DELISLE (Léopold), C. *, membre de l'Institut (Académie des Inscriptions), administrateur général directeur de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, Paris.

MEMBRES CORRESPONDANTS**1887.****MM.**

CLÉMENT-SIMON, ancien procureur général, château de Bach, près Naves, par Tulle (Corrèze).

1888.

LEMAS (Elie), *, I. P. 41, inspecteur d'Académie, à Tours.

1888.

COUSTIN DU MASNADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat, par Bénévent (Creuse).

DEBORT (Gabriel), propriétaire, à Montaignet (Allier).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, 14, place Dauphine, à Paris.

1867.

LALANDE (Philibert), rue Haute, à Brive.

1870-1878.

PICHON (François), avocat, 36, rue Carpenteyre, à Bordeaux.

1871-1874.

** AUBÉPIN, archiviste du département du Cantal, à Aurillac.

1872.

DECOUX-LAGOUTTE, ancien magistrat, 16, route d'Angoulême, à Périgueux.

** POULBRIÈRE (l'abbé), directeur au Petit-Séminaire de Servières (Corrèze).

1874-1888.

DEMARTIAL (Henri), procureur de la République, à Rouen.

1878.

DU BOYS (Emile), licencié en droit, 48, rue Lacordaire, Paris-Grenelle.

MABARET DU BASTY (Edouard), Conservateur des hypothèques, à Scls (Yonne).

1876.

MM.

**** BARBIER DE MONTAULT (Mgr)**, **†** I. P. **¶**, prélat de la Maison de Sa Sainteté, 35, rue Saint-Devis, à Poitiers.

1877.

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), propriétaire au château de Poinsouze, par Boussac (Creuse).

LAMBERTYE (le marquis de), au château de Cons-la-Granville, par Longuyon (Meurthe-et-Moselle).

MONTCHEUIL (Paul de), château de Montcheuil, près Nontron (Dordogne).

MONTVAILLER (Paul de), avocat, à Confolens (Charente).

PETIT-SÉMINAIRE d'Ajain (Creuse).

SAINT-MARC-GIRARDIN (Barthélemy), *****, rue Bonaparte, 5, à Paris.

1878.

DAVID (Gaston), avocat, 33, rue de Caudéran, à Bordeaux.

DUJARRIC-DESCOMBES, A. **¶**, licencié en droit, notaire au Grand-Brassac, par Montagrier (Dordogne).

MALEPLANE (Paul Veyrier de), receveur particulier, à Château-Chinon (Nièvre).

MAZAUDOIS (Philibert), notaire à Treignac (Corrèze).

1878-1884.

BONHOMME DE MONTÉGUT (Henri), ancien magistrat, aux Ombrais, près La Rochefoucauld (Charente).

BOSVIEUX (Paul), inspecteur de l'enregistrement, à Auch (Gers).

1879.

CIALIS (l'abbé), curé de La Souterraine (Creuse).

RANCOGNE (de), à Angoulême (Charente).

**** THOMAS** (Antoine-André), professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, chargé de cours à la Faculté des lettres de Paris, rue Friant, 15, à Paris.

1880.

LAROCHE, percepteur, à Tarbes (Basses-Pyrénées).

1881.

FOUGENAS (Joseph), sous-inspecteur de l'enregistrement, à Fontenay-le-Comte (Vendée).

LACOMBE (Oscar), ancien archiviste du département de la Corrèze, à Tulle.

**** MOLINIER** (Emile), attaché au Musée du Louvre, 53, quai Bourbon, à Paris.

1882.

BERTHOMIER (Georges), propriétaire, au château de Saint-Germain-Beaupré, par La Souterraine (Creuse), et à Paris, 85, rue d'Amsterdam.

GRELLET DE FLEURELLE, substitut du procureur général, à Agen.

SENNEVILLE (de), conseiller à la Cour des Comptes, 52, rue de Grenelle, à Paris.

1884.**MM.**

DEMARTIAL (Octave), conseiller à la Cour d'appel, 5, rue Lebascle, à Poitiers.
 KUBEN (Emile), libraire, Charleville (Ardennes).

1884-1888.

CHARBONNIER, docteur en médecine, à Bonneuil-Matours (Vienne).

1888.

HECQUART (Arthur), au château de Vost, par Aigurande (Indre).
 THÉZARD (Philippe), ingénieur civil, rue de Chazelles, 32, à Paris.
 TOUMIEUX (Zénon), notaire, à Royère (Creuse).

1886.

** CHAMPEVAL (Jean-Baptiste), avocat, à Figeac (Lot).

1887.

FAURE D'AUBRE (M^{lle}), rue Sainte-Anne, 8, à Toulouse.

1888.

BELLET, instituteur communal, à Saint-Maurice, par La Souterraine (Creuse).

** FAGE (Emile), A. , vice-président du conseil de Préfecture de la Corrèze, président de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Tulle.

GENESTEIX (François-Emmanuel-Fresne), rue Mont-Gautier, 8, à Poitiers (Vienne).

LÉZAUD (Georges), *, ancien magistrat, avocat, à Chambon-sur-Voueize (Creuse).

MAZET (Albert), architecte, boulevard des Batignolles, 26, à Paris.

** RUPIN (Ernest), I. P. , président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

TERMES (Emile des), inspecteur de la Compagnie d'Assurances générales, rue de l'Est, 30, à Poitiers (Vienne).

1889.

BOSREDON (Philippe de), O. *, ancien conseiller d'Etat, directeur de la compagnie d'Assurances générales sur la Vie, rue de Berlin, 18, Paris.

DRAPEYRON (Ludovic), I. P. , professeur au Lycée Charlemaigne, directeur de la *Revue de Géographie*, rue Claude Bernard, 53, Paris.

GONDINET (Michel), avocat, docteur en droit, boulevard Saint-Germain, 234, Paris.

MEDNIER-POUTHOT (Narcisse), rue du Bac, à Suresnes (Seine).

TOUYÉRAS (Gabriel), percepteur à Saint-Julien-l'Ars (Vienne).

DULAU et C^{ie}, libraires, 37, Soho-Square, Londres.

1890.

ALEXÉIEFF (Son Excellence le comte Georges d'), maître de la Cour de S. M. l'Empereur de Russie, tuteur honoraire, rue Serguievskaya, 40-42, Saint-Petersbourg.

MM.

BÉNAUD (L.), joaillier, à La Souterraine (Creuse).

CARS (le duc des), au château de La Roche de Braud, près Poitiers (Vienne).

FILHOULAUD (Alfred), propriétaire, à Bourgneuf (Creuse).

MONTAUDON (Ernest), notaire, ancien membre du Conseil général, à La Souterraine (Creuse).

** PÉRATRON (Cyprien), membre correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts, à Aubusson.

RIGAUDIE (R.-J.), missionnaire de l'Immaculée-Conception, à Lourdes (Haute-Pyrénées).

** VERNEILH (baron de), au château de Puyraseau, par Piégut (Dordogne).

VERTHAMON (comte de) château d'Hauterive, par Saint-Germain-d'Esteuil (Gironde).

Etablissements auxquels la Société envoie ses publications :

Ministère de l'Instruction publique, à Paris.

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, à Paris.

Bibliothèque communale de Limoges.

Archives départementales de la Haute-Vienne.

Grand-Séminaire de Limoges.

Ecole normale d'Instituteurs, à Bellevue, près Limoges.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Aisne :

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry.
Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons.

Algérie :

Société Historique algérienne, à Alger.
Société Archéologique de la province de Constantine.
Académie d'Hippone, à Bône.

Allier :

Société d'Emulation de l'Allier, à Moulins.

Aube :

Société Académique de l'Aube, à Troyes.

Aveyron :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.

Bouches-du-Rhône :

Académie des Sciences de Marseille.
Société de Statistique de Marseille.
Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.

Charente :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure :

Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

Cher :

Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Corrèze :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.
Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

Côte-d'Or :

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Dijon.

Creuse :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.

Dordogne :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

Doubs :

Société d'Emulation du Doubs, à Besançon.

Eure-et-Loir :

Société Dunoise, à Châteaudun.

Finistère :

Société Académique de Brest.

Gard :

Académie du Gard, à Nîmes.

Garonne (Haute-) :

Académie des Jeux Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Gironde :

Société Archéologique de Bordeaux.

Hérault :

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Revue des Langues Romanes de Montpellier.

Ile-et-Vilaine :

Société Archéologique, à Rennes.

Indre :

Rédaction de la *Revue du Centre*, à Châteauroux.

Indre-et-Loire :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Société française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Tours.

Isère :

Académie Delphinale, à Grenoble.

Landes :

Société de Borda, à Dax.

Loir-et-Cher :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Loire :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Saint-Etienne.

Loire (Haute-) :

Société Agricole et Scientifique de la Haute-Loire, au Puy.

Loire-Inférieure :

Société Archéologique, à Nantes.

Loiret :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

Lot :

Société des Etudes Littéraires, Scientifiques, Artistiques du Lot, à Cahors.

Lot-et-Garonne :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

Maine-et-Loire :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

Marne :

Société Archéologique, à Châlons-sur-Marne.

Académie des Lettres, Sciences et Arts, à Reims.

Meurthe-et-Moselle :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Morbihan :

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

Nord :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Oise :

Société Académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.

Comité Archéologique, à Senlis.

Pas-de-Calais :

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

Puy-de-Dôme :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basses-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

Rhône :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Saône-et-Loire :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société Eduenne, à Autun.

Sarthe :

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

Savoie :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.

Savoie (Haute-)

Société Florimontane, à Annecy.

Seine :

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.

Seine-et-Marne :

Société Historique et Archéologique du Gâtinais, à Fontainebleau.

Seine-et-Oise :

Société Archéologique de Rambouillet.

Seine-Inférieure :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

Sèvres (Deux-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts du département des Deux-Sèvres,
à Niort.

Somme :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce, à
Amiens.

Tarn-et-Garonne :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Var :

Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.

Académie des Arts du département du Var, à Toulon.

Vienne :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vienne (Haute-) :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Limoges.

Société Gay-Lussac, à Limoges.

Yonne :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.

Société Archéologique, à Sens.

Belgique :

Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique,
à Bruxelles.

Académie royale d'Archéologie d'Anvers.

Etats-Unis d'Amérique :

Société Smithsonian, à Washington.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Carte féodale du Limousin, par M. J.-B. CHAMPEVAL.	4
Les sources de l'histoire des origines chrétiennes de la Gaule dans Grégoire de Tours, par M. le chanoine ARBELLOT.....	10
Le calice d'Aubusson, par M. Cyprien PÉRATHON.....	33
Essai de classification des anciennes porcelaines de Limoges, Saint- Yrieix, Solignac, conservées au musée national Adrien Dubouché, par M. Camille LEYMARIE (suite).....	36
Un livre d'heures de l'ordre de Grandmont à la bibliothèque d'An- gers, par M ^{re} X. BARBIER DE MONTAULT.....	61
Dalle tombale d'un chevalier au cimetière de Maisonnais, par M. le baron Jules de VERNEILH.....	64
Notes pour servir à la sigillographie du département de la Haute- Vienne, par M. Ph. DE BOSREDON.....	67
La chabrette, par M. Paul CHARREIRE.....	169
Les grandes chasses de Grandmont, par M. l'abbé A. LECLER.....	173
Annales de Limoges par les sieurs Goudin (1638-1690), par M. A. LEROUX	176
Les Foucauld de Saint-Germain-Beaupré, d'après les lettres d'Henri IV, par M. G. BERTHOMIER.....	190
Inventaires du château de Nexon, par M ^{re} X. BARBIER DE MONTAULT	196
Inventaire du château de Chauffailles, par M. LÉONARD MOUFLE. ...	238
La garde-robe d'un étudiant noble en 1625, par M. J.-B. CHAMPEVAL	247
La commune de Saint-Léonard-de-Noblat, par M. Louis GUIBERT (suite et fin, et pièces justificatives).....	249
Registre de la famille de Salignac de Rochefort (1571-1626), par M. A. LEROUX.....	350

Extraits du Mémorial de Jean Nicolas, marchand de Limoges, de Pierre et François Nicolas, ses fils, de Champsac (1653-1735), par M. A. LEROUX.....	354
Procès-verbal constatant la remise faite, le 8 mai 1384, par Archambaud de Greyli, capital de Buch, aux procureurs de Roger, comte de Beaufort, d'une croix en or donnée en gage... par M. C. RIVAIN	395
Quelques délibérations d'assemblées paroissiales, communiquées par MM. J. BELLET et G. TOUÉRAS.....	401
Livre domestique de la famille du Burguet de Chauffailles, par M. L. GUIBERT.....	414
Documents divers, communiqués par MM. A. BABBIER, l'abbé A. LECLER, G. TOUÉRAS et l'abbé POULBRIÈRE.....	418
Fouilles exécutées au cours des années 1889-90, sur divers points du canton d'Oradour-sur-Vayres, par M. F. VANDERMARCO.....	428
Mélanges, par M. A. LEROUX.....	436
Bibliographie, par M. L. GUIBERT : <i>L'Œuvre de Limoges</i> , par M. Ernest RUPIN ; — <i>Chroniques ecclésiastiques du Limousin</i> , recueillies et annotées par M. A. LECLER.....	442

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 28 janvier 1889.....	448
— du 27 février 1889.....	451
— du 26 mars 1889.....	456
— du 30 avril 1889.....	460
— du 28 mai 1889.....	464
— du 25 juin 1889.....	467
— du 30 juillet 1889.....	471
— du 27 août 1889.....	474
— du 29 octobre 1889.....	479
— du 26 novembre 1889.....	483
— du 30 décembre 1889.....	488
Liste des Membres de la Société au moment de la publication du Bulletin.....	493
Liste des Sociétés correspondantes.....	504

PLANCHES

	Pages.
I. Carte féodale du Limousin, dressée par M. J.-B. CHAMPEVAL, dessinée par M. le baron de MAYNARD.....	1
II. Le calice d'Aubusson, dessin de M. G. BERTHOMIER.....	33
III. Dalle tombale d'un chevalier à Maisonnais, dessin de M. le baron Jules de VERNEILH.....	65
IV. 14. Sceaux d'Étienne du Autier XIV ^e siècle (n° 32), dessin de M. L. BOURDERY. — 15 et 15 bis. Sceau et contre-sceau de Pierre Bernard, 1264 (n° 39), dessin de M. le baron Jules DE VERNEILH. — 16. Sceau d'Antoine de Bonneval, 1474, 1492 (n° 50). — 17. Sceau du même, 1487 (n° 51). — 18. Sceau de Jean de Bonneval, 1534 (n° 55). — 19. Sceau de Jean-François, comte de Bonneval, vers 1659 (n° 57), ces quatre numéros dessinés par M. E. RUPIN.....	81
V. 20. Sceau de Jean Chauveron, 1370, 1380 (n° 88). — 21. Sceau du même, 1386 (n° 89). — 22. Sceau de Philippe Chauvet, 1539, 1543 (n° 98). — 23. Sceau du même, 1541, 1557 (n° 97). — 24. Sceau de Simon de Cramaux, 1385 (n° 105). — 25 et 26. Sceaux du même, 1386 (n° 106). — 27. Sceau de Jean de Cramaux, 1387 (n° 108).....	97
VI. 28. Sceau de Arnoul Hélié de Pompadour, 1354 (n° 130). — 29. Sceau de Seguin de La Porcherie, XIII ^e siècle (n° 139), dessin de M. GÉRARDIN. — 30 et 30 bis. Sceau et contre-sceau de Ramnulf de Lastours, vers 1226 (n° 143), dessin de M. Jules TIXIER. — 31. Sceau de Guillaume de Maumont, 1275 (n° 173), dessin de M. GÉRARDIN. — 32. Sceau d'Aymar de Maumont, 1349 (n° 174). — 33. Sceau du même, 1350 (n° 175). — 34. Sceau du même, 1351 (n° 176). — 35. Sceau de Guérard de Maumont, 1386 (n° 177). — 36. Sceau du même, 1387 (n° 178).....	112
VII. 37. Sceau de Guérard de Maumont, 1387 (n° 179). — 38. Sceau de Pierre, sire de Maumont, 1389 (n° 180). — 39. Sceau d'Ilier de Pérusse, 1369 (n° 190), dessin de M. E. RUPIN. — 40. Cachet de Marie-Anne de Pérusse des Cars, 1774 (n° 203), dessin de M. GÉRARDIN. — 41. Sceau de Jean, sire de Pierrebuffière, 1355 (n° 219). — 42. Sceau du même, 1371 (n° 221). — 43. Sceau du même, 1372 (n° 222). — 44. Sceau de Louis de Pierrebuffière, 1408 (n° 223).....	129
VIII. 45. Sceau de Ratier, seigneur de Montrocher, 1367 (n° 230), dessin de M. GÉRARDIN. — 46. Cachet de Victor de Riquetti, marquis de Mirabeau, 1783 (n° 232), dessin de M. BERTHOMIER. — 47. Sceau d'Antoine de Rochechouart, 1520, 1538, 1541 (n° 253). — 48. Sceau de Jean-Georges de Rochechouart, 1552 (n° 258). — 49. Sceau de Charles de Rochechouart, 1550 (n° 262). — 50. Sceau d'Eléonor de Rochechouart, entre 1682 et 1690 (n° 276), ces quatre numéros dessinés par M. JUDICIS. — 51. Sceau de Jean de Roffignac, 1418 (n° 282), dessin de M. E. RUPIN. — 52. Sceau de Jean Vigier, XIV ^e siècle (n° 300), dessin de M. le baron Jules DE VERNEILH.....	145
IX. Chobretaire, cul-de-lampe de l'église d'Oradour-sur-Glane, dessin de M. le baron Jules DE VERNEILH.....	169
X. Tumuli du canton d'Oradour-sur-Vayres, dessins de M. Vandermarcq.....	433

COLLECTIONS DU BULLETIN

Nous croyons être agréable à nos confrères en leur rappelant que la Société possède encore quelques collections de son bulletin, et que ces collections peuvent être acquises aux prix ci-après fixés par le Bureau :

1° Collection complète (1846 à 1886 inclus), t. I à XXXV, — manquent treize livraisons : celles 2 et 3 du t. I, — les livraisons 3 et 4 du t. II, — les livraisons 1, 2, 3 et 4 du t. III, — la livraison 2 du t. IV, — les livraisons 1 et 2 du t. XXIII, — les livraisons 1 et 2 du t. XXV, prix. 120 fr.

2° Collection complète (1846 à 1886 inclus), t. I à XXXV, — manquent treize livraisons : celles 2 et 3 du t. I, — les livraisons 3 et 4 du t. II, — les livraisons 1, 2, 3 et 4 du t. III, — la livraison 2 du t. IV, — les livraisons 1 et 2 du t. XXIII, — les livraisons 1 et 2 du t. XXV, prix. 120 fr.

3° Une collection incomplète comprenant les livraisons 1 et 4 du t. I, les livraisons 1 et 3 du t. II, les livraisons 1 et 4 du t. IV, les livraisons 3 et 4 du t. V, les livraisons 2 et 4 du t. XII, les tomes 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35, prix. 75 fr.

4° Une collection incomplète comprenant la livraison 4 du t. I, la livraison 1 du t. IV, les tomes 18, 20, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 35, prix 50 fr.

La Société possède en outre quelques exemplaires des t. 24, 26, 27, 28, 29, 30, 33, 34, 35, 36, 37 et 38, à 7 fr. le volume ou à 4 fr. la livraison semestrielle.

Les envois seront faits contre remboursement.

Adresser les demandes à M^{me} V^e DUCOURTIEUX, imprimeur-libraire de la Société, 7, rue des Arènes, Limoges.

RETURN TO the circulation desk of any
University of California Library
or to the

NORTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
Bldg. 400, Richmond Field Station
University of California
Richmond, CA 94804-4698

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS
2-month loans may be renewed by calling
(415) 642-6233

1-year loans may be recharged by bringing books
to NRLF

Renewals and recharges may be made 4 days
prior to due date

DUE AS STAMPED BELOW

APR 18 1990

GENERAL LIBRARY - U.C. BERKELEY



8000787013

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY



THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY